ROGER FALIGOT / RÉMI KAUFFER

LES MAÎTRES ESPIONS

Histoire mondiale du renseignement
Tome 2

De la guerre froide à nos jours

Préface d'Alexandre de Marenches

ROBERT LAFFONT

© Éditions Robert Laffont, S.A., Paris,
et Gérard de Villiers, Paris, 1994
ISBN 2-221-07572-2

PRÉFACE

« Percez à jour les plans de l'ennemi
et vous saurez quelle stratégie sera efficace
et laquelle ne le sera pas. »
Sun Zi

Il est bon que deux écrivains-journalistes d'investigation français soient les auteurs de cette Histoire mondiale du renseignement, *la première en son genre. Je suis certain que leur ouvrage contribuera largement à créer un genre nouveau d'historiens : ceux des « Services spéciaux ».*

Contre le nazisme d'abord, le communisme ensuite, j'ai été amené à pratiquer cette guerre secrète que mènent justement les hommes des Services de renseignements, une guerre de l'ombre qui exige des qualités morales au premier rang desquelles je rangerai sans hésiter le patriotisme et, en ce qui concerne l'Occident, l'amour de la liberté.

Roger Faligot et Rémi Kauffer rendent un très grand service à l'Histoire en ayant saisi d'emblée cette dimension essentielle. Ils ont su voir au-delà des inévitables « bavures », chères à tous ceux qu'anime le seul désir du sensationnalisme, pour dégager les lignes de force de l'action des Services spéciaux du monde entier, Ouest, Est et tiers monde.

Le Renseignement est une sorte de puzzle qui se fait et se défait sans cesse, un peu comme les stroboscopes et les projecteurs que l'on voit dans les boîtes de nuit.

Inlassablement, les agents doivent rapporter des nouvelles pièces pour compléter et renouveler le puzzle. C'est un métier souvent dangereux. Un métier difficile, toujours. Mais la tâche d'interpréter les images ainsi formées et d'en faire saisir la signification profonde au pouvoir politique reste l'apanage de ceux qui les dirigent. A ce stade, le Service doit être capable de trancher avec détermination entre les diverses possibilités qui se présentent, comme un bon médecin est capable d'établir un diagnostic sans s'abriter derrière des monceaux d'analyses et d'examens.

Tout au long des onze années que j'ai passées à la tête des Services spéciaux français, j'ai pu constater les qualités de nos alliés américains, que je connais de si longue date, mais aussi leurs faiblesses. Le gigantisme même de leur machinerie de Renseignement permettait d'assembler d'innombrables pièces du puzzle. Mais à force d'organisation, de spécialisation et de hiérarchies pesantes, il finissait par interdire qu'au sommet on sache donner un sens à l'image tout entière et l'exploiter à bon escient. J'ai pensé que de

plus petites structures comme la nôtre ou celle des Britanniques pouvaient les aider à faire triompher le camp de la liberté.

Les serviteurs de l'Empire soviétique n'avaient pas ce handicap. Ils agissaient à long terme dans le cadre d'une stratégie fixée à l'avance. Quand celle-ci a commencé à se défaire, eux aussi ont cessé d'interpréter l'image, même si, compte tenu de nos propres faiblesses, ils dénichaient encore beaucoup de pièces éparses du puzzle. Alors, ils ont perdu la guerre secrète qu'ils nous livraient et que nous leur livrions.

L'ouvrage de référence de Faligot et de Kauffer ne nous incite pas pour autant à crier victoire et à se reposer sur nos lauriers. Le pain est encore sur la planche. On peut voir à quel point les démocraties « molles » sont vulnérables face au terrorisme et aux diverses mafias. On mesure aujourd'hui l'effet dévastateur du trafic de drogue, non seulement sur les « consommateurs », mais aussi et surtout sur nos sociétés elles-mêmes, que guette le risque de gangrène.

Dans ce domaine, le capital d'expérience accumulé par les services spéciaux me paraît une arme de contre-attaque fort efficace dont on aurait grand tort de se priver. La menace étant internationale par définition même, je crois que la mise sur pied d'un centre international de lutte contre le fléau s'impose, à condition bien entendu qu'on n'en reste pas au stade des vaines paroles et des formules chocs qui ne veulent rien dire.

ALEXANDRE DE MARENCHES
Ancien directeur général du SDECE,
conseiller d'État (H.).

INTRODUCTION

Sans une solide expérience de l'univers des services de renseignements acquise en quinze années d'investigations pour la presse et l'édition en France et ailleurs, nous n'aurions jamais mené jusqu'au bout cette entreprise aux allures de gageure qui débouche aujourd'hui sur la première publication au monde d'une histoire générale du renseignement au XXe siècle.

Mais il faut toujours compter sur la chance, et celle-ci était de notre côté. L'Histoire nous a largement facilité la tâche. Le présent tome 2 était déjà en cours de réalisation quand l'effondrement du bloc de l'Est a définitivement clos cette période essentielle de notre moitié de siècle, la guerre froide.

Ainsi, la boucle était bouclée. Le tome 1 nous avait menés d'une guerre européenne, le conflit franco-prussien de 1870, à la Seconde Guerre mondiale. Le tome 2 nous mènerait de l'Allemagne en ruines de 1944-1945 à la mise en pièces du mur de Berlin cinquante ans plus tard. De la naissance de l'Empire soviétique à sa fin. D'un monde coupé en deux à une redistribution générale des cartes dans laquelle, n'en doutons pas, les services spéciaux auront encore leur mot à dire.

Pourtant, s'il voulait mériter son titre d'*Histoire mondiale*, notre ouvrage ne pouvait se limiter à ce gigantesque affrontement de l'ombre entre Est et Ouest. Il fallait aussi rendre compte de la complexité croissante de l'univers des services spéciaux, fruit de l'émergence des nouveaux États et de la montée de nouvelles puissances.

Que serait en effet une Histoire mondiale qui ne décrirait ni l'action du Guoanbu chinois, ni celle de la RAW indienne ou de l'ISI pakistanais ? Qui laisserait de côté la communauté japonaise du renseignement comme le BAKIN indonésien, et oublierait qu'un second front de la guerre secrète a été ouvert en Asie ?

Ailleurs, au Moyen-Orient, la signature des accords Arafat-Rabin marque elle aussi la fin d'une longue période historique qui vit les appareils de renseignement et de sécurité des pays arabes émerger dès les années 1950-1960 face à leur adversaire le plus constant, le Mossad israélien. Une guerre secrète qu'il fallait retracer comme, bien avant elle, la guerre d'Algérie, à laquelle nous avons choisi de consacrer une large place tant elle constitue le prototype des conflits dits de « décolonisation ».

Aux côtés des monstres sacrés du renseignement, les Dulles, J. Edgar Hoover ou Bill Casey (États-Unis), les Gehlen (Allemagne fédérale), les « Mischa » Wolf (Allemagne de l'Est), Kang Sheng (Chine populaire),

Oldfield (Angleterre), Harel (Israël), Wybot ou Alexandre de Marenches (France), on trouvera des personnages beaucoup moins connus du public. Et d'autres qui, discrets quand ils dirigeaient les services spéciaux de leur pays respectif, furent ou sont appelés à un grand avenir politique. Le Soviétique Youri Andropov et l'Américain George Bush, hier. Le Chinois Qiao Shi ou l'Allemand Klaus Kinkel peut-être demain.

C'est dire si le monde des agences de renseignements et l'univers des « politiques » ne constituent pas deux galaxies séparées. Tant de crises passées démontrent le contraire. En ce sens, écrire l'histoire des services secrets, c'est aussi retracer l'évolution de leurs rapports avec le pouvoir politique.

Et pour ce qui concerne ce tome 2, partir de la guerre froide, ce conflit larvé qui eut le bon goût de ne jamais atteindre le stade de la fusion et resta donc très largement l'affaire des services spéciaux...

ROGER FALIGOT, RÉMI KAUFFER.

Première partie

Naissance de la guerre froide

C'est peut-être à Ottawa, le 6 septembre 1945, qu'est née ce qu'on appellera la « guerre froide ». Ce jour-là, Igor Sergueïévitch Gouzenko, chiffreur du GRU à l'ambassade d'Union soviétique depuis deux ans, fait défection.

Commandé par le général Fédor Kouznetsov, le GRU (Glavnoie Razvedyvatelnoie Upravlenie, soit Direction principale du renseignement) est le service de renseignement de l'Armée rouge. En guise de passeport vers la liberté, son ex-agent Gouzenko n'a qu'une idée en tête : prévenir les Occidentaux de la seconde manche que l'Union soviétique s'apprête à jouer à l'Ouest.

Difficile à croire alors que la lune de miel bat son plein entre États-Unis et URSS. Les autorités canadiennes songent d'ailleurs à rendre à l'ambassade soviétique les documents que le transfuge a subtilisés. Mais les gros bras du contre-espionnage stalinien commettent une grave erreur en pénétrant de force dans l'appartement des Gouzenko alors que, par chance, Igor, sa femme Svetlana et leur fils Andréï se sont déjà réfugiés chez un voisin.

Les policiers d'Ottawa prennent très mal cette brutale intrusion des hommes du MGB (l'ancêtre du KGB). Quant à Bill Stephenson, alias Intrepid, cet ami canadien de Winston Churchill qui s'est illustré sur le front secret pendant la guerre, il saura jouer de son influence pour éviter qu'on suive les conseils de hauts fonctionnaires prêts à livrer Gouzenko à ses anciens maîtres.

Interroger le défecteur incombe à l'Intelligence Division de la Royal Canadian Mounted Police (RCMP). Une division par deux, puisque tel est le nombre de ses membres : le superintendant Charles Rivett-Carnac et son unique adjoint, l'inspecteur John Leopold.

Dans les locaux du camp X, au nord du lac Ontario, les feuillets multicolores que Gouzenko a dérobés dans le coffre de l'attaché militaire soviétique livrent leur lourd secret. Ils prouvent l'existence d'un réseau bien implanté au Canada au travers de noms de codes, de dépêches chiffrées, de notes de frais. Ses ramifications internationales s'avèrent très importantes : des fonctionnaires du Commonwealth, des personnalités politiques, des savants engagés dans la course à l'arme atomique...

Le 4 février 1946, Mackenzie King, le Premier ministre canadien, informe le cabinet de l'existence de ce réseau. Il confie à deux hauts magistrats le soin de diriger une commission d'enquête sur les arcanes de l'affaire. Le mois suivant, un savant britannique bénéficiant de l'accès aux secrets de la fabrication de la bombe atomique, le Dr Alan Nunn May, en poste à Montréal, est arrêté pour espionnage.

Le « monde libre » découvre la duplicité de ses alliés russes. La menace

semble peser aussi sur l'Angleterre. Roger Hollis, spécialiste des affaires communistes au contre-espionnage (MI 5), et Peter Dwyer, représentant le service de renseignement extérieur (MI 6), débarquent à Ottawa pour y commencer un long *debriefing*, selon l'expression qu'emploient les Anglo-Saxons pour désigner les interrogatoires en profondeur.

C'est en dépouillant la totalité des interrogatoires de Gouzenko que nous avons pu prendre la mesure des révélations du transfuge. Dès cette époque, elles bouleversaient la compréhension des rapports Est-Ouest. L'ex-agent du GRU dévoilait l'organisation de son ancien service depuis les années 20. Il rendait clair son double objectif pendant la guerre : préparer la chute de l'Axe mais aussi l'effondrement ultérieur des pays capitalistes au moyen, entre autres, de réseaux interpénétrés avec les appareils spéciaux des partis communistes clandestins, en particulier par le biais des anciens des Brigades internationales de la guerre d'Espagne.

Gouzenko détaillait aussi le *modus operandi* du GRU et du MGB : infiltration d'agents illégaux, fabrication d'identités à partir de personnes mortes, liaisons radio, chiffrage, financement à distance. Il révélait la pénétration systématique d'instances internationales comme le Bureau international du travail (BIT) en Suisse et au Canada, une opération dirigée par deux femmes, Hermina Rabinovitch et Rachel Dübendorfer alias « Sissy », déjà responsable avant-guerre d'un important réseau en Suisse. Un autre personnage sera identifié grâce à Gouzenko : le cousin d'Hermina, Alexander Abramson ; il travaillait avec la propre fille de Sissy, Tamara, et son mari, chez qui il vécut à Paris. Abramson devint par la suite le conseiller particulier de Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT puis président de Force ouvrière.

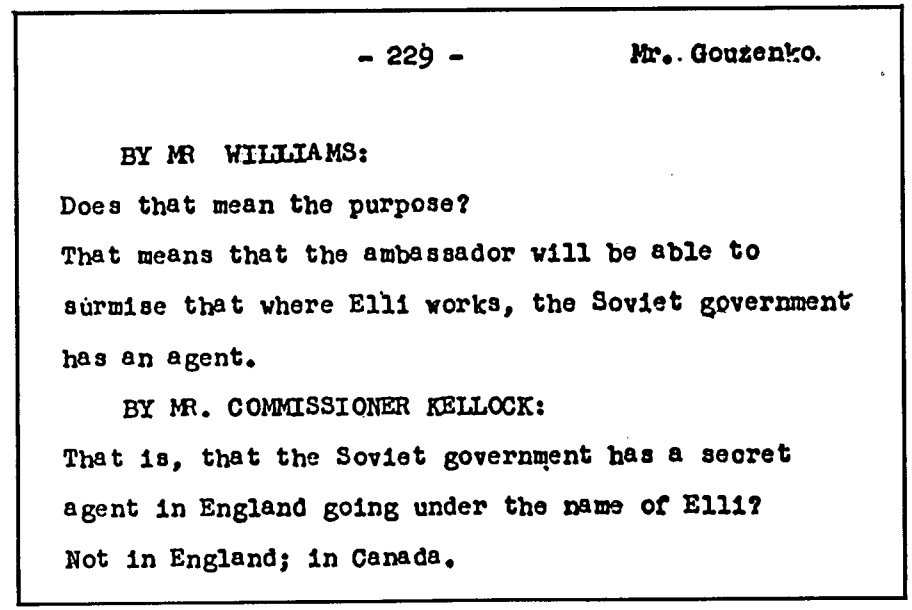
Sans compter les nouvelles pistes qu'il ouvre à propos de ces « taupes » déjà dénoncées avant-guerre par un autre défecteur du GRU, Walter Krivitsky. Parmi ces dernières, « Elli », un agent des services staliniens au sein du MI 5. Pendant près de quarante ans, certains officiers au sein du MI 5 seront persuadés, à tort, qu'il s'agissait de Roger Hollis, le « débriefeur » britannique de Gouzenko, futur patron du contre-espionnage de Sa Majesté.

Le témoignage du transfuge permet enfin de commencer à jauger l'opération majeure que constitue l'espionnage atomique. Son chef à Ottawa, le colonel Zabotine, a ainsi pu faire parvenir à Moscou des échantillons d'uranium enrichi et de nombreux rapports sur l'état des recherches au Canada et ailleurs.

Conscients désormais du rôle exact des services de Staline, les dirigeants occidentaux vont bâtir les organismes qu'ils jugent aptes à les contrer.

En France, le SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage) vient de naître. La Central Intelligence Agency (CIA) va voir le jour en 1947, complétant la réorganisation du FBI. Pendant ce temps, les services spéciaux de Sa Majesté organisent ceux des pays du Commonwealth et scellent avec le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie un pacte pour l'interception des communications.

Pour partie à l'origine de ce remue-ménage, Gouzenko vivra dans la terreur jusqu'à son décès, le 25 juin 1982. Lors de ses rares apparitions en public, il se présentera le visage caché par une cagoule de peur d'être retrouvé par les Soviétiques. Il est vrai qu'en 1946, lorsqu'il faisait défection, le chef du MGB



- 229 - Mr.. Gouzenko.

BY MR WILLIAMS:

Does that mean the purpose?

That means that the ambassador will be able to surmise that where Elli works, the Soviet government has an agent.

BY MR. COMMISSIONER KELLOCK:

That is, that the Soviet government has a secret agent in England going under the name of Elli?

Not in England; in Canada.

Les enquêteurs canadiens interrogent Gouzenko sur la mystérieuse taupe ELLI.

n'était autre que le général Abakoumov, créateur pendant la guerre d'un organisme chargé de liquider les traîtres. Ce service, rendu célèbre par les aventures littéraires de James Bond, s'appelait SMERCH — *Smiert Chpionam !* — ce qui signifie « Mort aux espions ! ».

Dans les couloirs des services soviétiques

Sous la tutelle de Béria, le chef de la police secrète de Staline, les services ont connu plusieurs sigles. En 1943, le NKVD, synonyme de « terreur absolue » en URSS comme à l'extérieur, change d'appellation et de chef nominal tandis que le même Béria devient ministre de l'Intérieur. Dirigé par Vsevolod N. Merkoulov jusqu'en 1946, il devient le NKGB-MGB.

Le nom se simplifie en MGB puis MVD jusqu'à la mort de Staline et à l'exécution de Béria. Le KGB proprement dit ne verra le jour qu'en 1954.

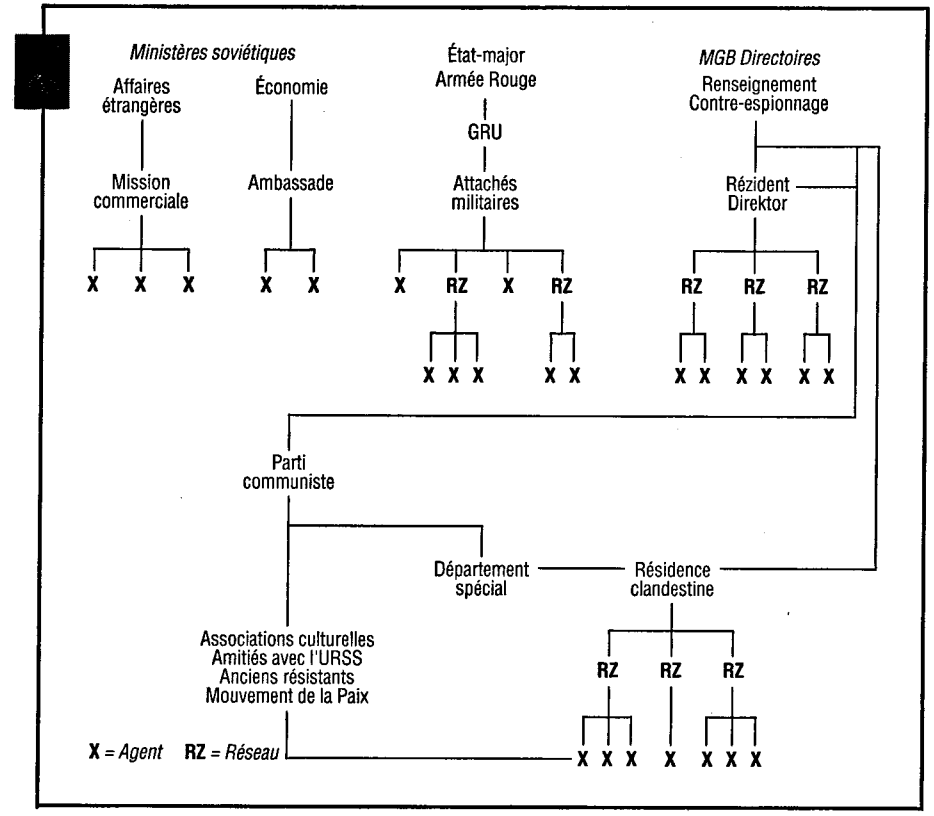
Des purges ont lieu au sein des structures de direction ou de répression interne. Certains cadres du renseignement extérieur (INO) du temps de guerre se sont retrouvés au Goulag sous Béria. Mais la tendance est plutôt à les épargner. En fait, ce sont ces hommes qui assureront la pérennité des réseaux de taupes à l'Ouest, la poursuite de l'espionnage nucléaire, la mise en place de services frères des nouveaux pays communistes et beaucoup d'autres opérations que le lecteur découvrira dans les pages qui suivent.

Dès cette époque se met en place un mode de fonctionnement qui restera inchangé pendant près de quarante ans. Clef de voûte de cet édifice, la résidence, une équipe d'officiers et de fonctionnaires de renseignement, de

contre-espionnage ou de guerre psychologique opérant sous couvert diplomatique aux ordres d'un résident (*Rézident Direktor*). Des résidences ou réseaux d'« illégaux » (officiers clandestins) les doublent systématiquement.

Pour faire pièce au contre-espionnage du pays « hôte », ces structures n'ont que très peu de contacts entre elles. Chacune recrute ses agents. Ceux-ci seront actifs ou dormants — baptisés « Agent Bolvan » : agent moule. On utilise des « boîtes à lettres mortes » (*Dubok*) pour communiquer avec les agents. Les rapports sont transmis par lettres chiffrées ou émissions radio clandestines (dont une partie sera interceptée par les Occidentaux, par exemple dans le cadre de l'opération VENONA).

Au cours des années 50, les responsables du KGB, de même que les militaires du GRU, ont reçu la consigne générale de piocher le moins possible dans le vivier des partis communistes locaux pour recruter leurs agents. Toutefois, les exceptions sont nombreuses. D'ailleurs, le renseignement soviétique reste en contact avec les appareils spéciaux de chaque parti, souvent utilisés pour fournir des courriers et des agents de liaison. L'imbrication s'avère d'autant plus importante que les PC sont clandestins (Portugal, Espagne, Grèce), donc dépendants. L'ensemble de ce dispositif dans une grande capitale étrangère est appelé Avanpost et s'articule selon ce schéma :



Avanpost, le dispositif d'espionnage soviétique à l'étranger

Aux réseaux du KGB s'adjoignent ceux du GRU. Toutefois, les missions du service de renseignement de l'Armée rouge évoluent déjà avec la guerre froide. Il doit simultanément s'occuper du renseignement militaire et de l'espionnage stratégique, épauler la mise en place de tels services dans les nouveaux pays communistes et aider les appareils insurrectionnels des partis communistes des pays démocratiques.

Comme les SR de Béria, le GRU possède des résidences sous couverture diplomatique et des réseaux d'illégaux, parfois le prolongement de ceux du temps de guerre. Au surplus, il opère dans les différentes missions militaires des pays défaits comme l'Allemagne, et au sein des missions de rapatriement des citoyens soviétiques à l'étranger.

Un dispositif bien rodé. Face à lui, bientôt, le plus grand service du Monde libre, la CIA.

LES CHEFS DES SERVICES SOVIÉTIQUES
PENDANT LA GUERRE FROIDE

Les responsables des services jusqu'à la chute de Béria :

Vsevolod Nikolaïévitch Merkoulov (1943-1946, NKGB-MGB)
Viktor Sémionovitch Abakoumov (1946-1951, MGB)
Serguei Ivanovitch Ogoltsov (août-déc. 1951, intérim MGB)
Sémione Denissovitch Ignatiev (1951-1953, MGB)
Lavrenti Pavlovitch Béria (mars-juin 1953)
Serguei Nikiforovitch Krouglov (1953-1954, MVD)

Les chefs du renseignement à l'étranger (Inostrannyi Otdel — INO — soit Département extérieur) :

Pavel Mikhaïlovich Fitine (1940-1946)
Piotr Vassiliévitch Fédotov (1946-1949)
Serguei Romanovitch Savtchenko (1949-1953)
Vassili Stepanovitch Ryasnoï (mars-juin 1953)

Les chefs du GRU pendant la guerre froide :

1943-1946 : général Fedor F. Kouznetsov
1946-1948 : général Serguei M. Chtemenko
1949 : général Vladimir V. Kourassov (février-août)
1949-1951 : général Matveï V. Zakharov
1951-1958 : général Mikhaïl A. Chaline
1958-1962 : (décès) général Ivan I. Sérov (ex-chef KGB)
Dans la période suivante, le général Piotr Ivachtchoutine dirigera le GRU pendant vingt-trois ans de 1963 à 1986.

Du CIG à la CIA

A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le service secret américain (OSS, soit Office of Strategic Services), s'il n'a pas rattrapé son modèle britannique en matière de savoir-faire, constitue une organisation numériquement étoffée, financièrement puissante, intellectuellement fournie et bénéficiant d'un début de professionnalisation.

Tel est du moins l'avis de son chef, le général William J. Donovan. En novembre 1944, il a écrit au président Truman, son condisciple à la faculté de droit de l'université de Columbia, pour lui soumettre les grandes lignes de son projet de constitution d'une communauté américaine du renseignement puissante et adaptée aux nouvelles tâches de l'heure.

Selon lui, une direction centrale doit coordonner les efforts des différents services existants, G-2 (armée de Terre), Office of Naval Intelligence (Marine), Service de renseignements du Département d'État (équivalent du ministère des Affaires étrangères). Placée sous le contrôle direct du président, cette direction disposerait aussi de ses propres réseaux et d'un service de contre-espionnage, de manière à donner aux USA une communauté du renseignement — courant aujourd'hui, le terme n'existe pas encore — digne de son nouveau statut de grande puissance mondiale.

L'idée d'un tel service en temps de paix est nouvelle. Avant 1942 et l'attaque japonaise à Pearl Harbor, seules quelques personnalités isolées ont prôné la mise en place de structures de renseignements permanentes, d'ailleurs moins étoffées (tome 1, p. 58 et 138).

« Wild Bill » Donovan aurait-il les dents trop longues ? C'est le sentiment de J. Edgar Hoover, le patron du FBI depuis 1924. Ce grand connaisseur de l'opinion publique trouve immédiatement la parade. Il fait filtrer dans la presse une interprétation alarmiste du rapport Donovan, présentant ce dernier comme une sorte de liberticide désireux de construire une gigantesque machine d'espionnage aux États-Unis mêmes.

Effet désastreux garanti : les Américains n'aiment guère qu'on cherche à limiter leurs droits de citoyens. Face à la levée de boucliers, le président Truman enterre définitivement le dossier grand service de renseignements. Le 20 septembre 1945, il signe le décret de dissolution de l'OSS. Les « survivants » de la centrale américaine du temps de guerre sont alors répartis en deux groupes :

— le Département d'État (Affaires étrangères) récupère les « intellectuels », chercheurs et analystes, pour jeter les bases de ce qui deviendra ultérieurement le Bureau of Intelligence and Research ;

— le ministère de la Guerre garde quant à lui les spécialistes de l'action clandestine, les Dick Helms, Tom Karamessines, Harry Rositzke, John Bross, Lyman Kirkpatrick et autres Jim Angleton, tous futurs dirigeants de la CIA. Regroupés au sein de la Strategic Services Unit (SSU), que commande le colonel William W. Quinn, ancien chef du G-2 de la 7e Armée US, ils

vont maintenir le contact avec les anciens réseaux OSS, notamment dans les zones ultrasensibles des Balkans, des pays de l'Est ou d'Asie.

Autre secteur important de la communauté US du renseignement, le domaine proprement militaire. Jusqu'à la démobilisation complète des GI's, le 2e Bureau de l'armée de terre, le G-2, va continuer à employer des effectifs assez nombreux.

En Allemagne, le contre-espionnage du G-2, le Counter-Intelligence Corps (CIC), s'occupe de la dénazification. Paradoxalement, c'est à ce titre qu'il a été le pivot de la réhabilitation de nombre d'anciens responsables hitlériens dont Klaus Barbie. Un comportement contraire aux instructions du général Eisenhower. On l'expliquera après coup par l'anticommunisme des officiers américains, choisissant de faire confiance à d'ex-hitlériens pour « lutter contre le bolchevisme ».

Peu après avoir dissous l'OSS, le président Truman crée, le 22 janvier 1946, la National Intelligence Authority, qui regroupe autour d'un de ses représentants personnels, l'amiral William D. Leahy, ancien ambassadeur des USA auprès du gouvernement de Vichy, le secrétaire d'État James F. Byrnes, le secrétaire à la Marine James V. Forrestal, et le secrétaire à la Guerre Robert P. Patterson.

La National Intelligence Authority chapeaute le Central Intelligence Group. Ce CIG, successivement dirigé par Sidney W. Souers, Hoyt S. Vandenberg et Roscoe H. Hillenkoeter, s'il constitue un pas en avant dans le sens des thèses autrefois défendues par Donovan, ne dispose d'aucune autonomie financière. Il dépend du bon vouloir de trois ministères souvent concurrents, Armée, Marine, Affaires étrangères, ce qui le handicape beaucoup dans son activité.

En attendant que Harry Truman lui-même en convienne, les chefs du CIG s'efforcent de structurer leur service, dont les effectifs vont rapidement passer d'une petite centaine à 2 000 agents. Le CIG récupère la SSU, bientôt rebaptisée OSO (Office of Special Operations). On crée aussi un Office of Reports and Estimates, chargé de la centralisation des renseignements, de leur mise en forme et de leur analyse.

Le 15 septembre 1947, le président Truman signe la loi sur la Sécurité nationale qui institue un National Security Council placé sous sa direction, une armée de l'Air séparée des deux autres armes, un Département de la Défense chapeautant l'armée de l'Air, l'armée de Terre et la Marine, et donne tout à fait officiellement naissance à la Central Intelligence Agency, la CIA.

La direction de ce nouveau service, chargé de « conseiller le National Security Council dans les affaires concernant les activités de renseignement » et débarrassé de la tutelle administrative et financière du Département d'État, de l'armée et de la Marine, est confiée à l'amiral Roscoe Henry Hillenkoeter, Director of Central Intelligence.

Placée sous l'autorité du National Security Council, la CIA doit coordonner les activités des autres services secrets et les siennes propres, et devient ainsi la « grande sœur » de la communauté américaine du renseignement comme le souhaitait « Wild Bill » Donovan. Succéderont à son premier

chef Hillenkoeter le général Walter Bedell Smith, puis Allen Welsh Dulles, qui s'apprête à marquer durablement de son empreinte ce service qu'on appellera bientôt familièrement « The Company » (« La Compagnie ») ou l'Agence. Le face-à-face avec les Soviétiques peut commencer.

Allen Dulles, un Américain bien tranquille

Avec son air placide de fumeur de pipe et son charme vénéneux de manipulateur-né, Allen Dulles représente l'archétype du combattant « impérialiste » de la guerre froide tel qu'ont pu l'appréhender ses adversaires soviétiques.

Il est né en avril 1893 à Watertown (État de New York), d'un père pasteur presbytérien. Après d'excellentes études à New York, à l'École alsacienne de Paris puis à la prestigieuse université de Princeton, il effectue un voyage initiatique en Asie. En 1916, il intègre le service diplomatique à Vienne. Une occasion de tâter pour la première fois du renseignement à Berne, où il fera merveille entre 1917 et 1918.

En 1920, Dulles se retrouve en compagnie de son frère aîné John Foster dans les rangs de la délégation américaine venue à Paris négocier les traités qui mettront officiellement fin à la Première Guerre mondiale. L'année suivante, il épouse Clover Todd, fille d'un professeur d'université, qui donnera au futur patron de la CIA un fils et deux filles. Successivement affecté à Berlin, Istanbul et Washington, il quittera la diplomatie en 1926 pour s'adonner au droit.

Aux côtés de son frère aîné, Allen entre cette année-là dans un cabinet juridique international de Wall Street, Sullivan & Cromwell, ce qui lui donnera l'occasion de fréquenter le gratin des milieux d'affaires européens, allemands notamment.

En 1942, le général Donovan le désigne comme patron de la mission de l'OSS en Suisse sous la couverture assez transparente d'adjoint à la légation des États-Unis de Berne. Dans sa petite maison du XV^e^ siècle du 23, Herrengaße, cet aristocrate à la mode américaine va jouer un rôle tout à fait appréciable.

Se nouent en effet dans la vieille cité helvétique une multitude d'intrigues. Dulles est en contact avec les antinazis de droite appartenant à l'« Orchestre noir », une activité dangereuse qui le mettra en contact indirect avec l'amiral Canaris, chef des renseignements militaires du III^e^ Reich.

Dulles propose aussi de financer le mouvement de résistance français Combat en échange de la fourniture de renseignements politiques et militaires, offre qui provoquera une grave crise opposant la direction de Combat d'une part, le service secret de la France libre et le délégué personnel du général de Gaulle en France occupée, Jean Moulin, de l'autre.

On crédite enfin le maître-espion de Berne d'un rôle clef dans d'autres négociations, celles qui auraient pu aboutir à la capitulation anticipée des troupes allemandes en Italie si Staline, rappelant les alliés occidentaux à

l'ordre, n'avait exigé la cessation immédiate de ces tractations séparées grosses de conflits avec l'URSS. De là date, dit-on, le sentiment violemment anticommuniste qui habitera désormais Dulles. Pour lui, pas de doute : le péril rouge a succédé au péril brun.

Cette réalité, ses chefs, à commencer par « Wild Bill » Donovan, le Big Boss de l'OSS, ne l'auraient qu'imparfaitement saisie. Le juriste distingué voit dans sa « mise au placard » après l'affaire italienne — au lieu de devenir numéro 1 de l'OSS en Europe, il doit se contenter de cette fonction pour la seule zone d'occupation américaine d'Allemagne — la preuve manifeste de cette sous-estimation.

Alors, il démissionne dès 1946 et réintègre officiellement son cabinet d'avocats. Mais le virus de l'action clandestine ne le lâche plus. Jusqu'en 1948, c'est essentiellement grâce à des fonds privés qu'il subventionnera plusieurs opérations de renseignement visant le bloc communiste.

Dans le même temps, il se place dans le sillage du candidat républicain aux élections présidentielles Thomas Dewey. Conformément à la tradition américaine en cas d'alternance politique potentielle, Harry Truman, président démocrate par intérim, le nomme à la tête d'une commission de trois membres chargée d'apprécier le fonctionnement de la communauté du renseignement. En résulte un rapport Dulles où celui-ci expose ses thèses favorites, notamment la nécessité d'un directeur central du renseignement fort chargé de coordonner les activités des différents services civils et militaires.

Mauvaise surprise quand Truman se fait réélire à la Maison-Blanche pour devenir le président à poigne des premières années de la guerre froide ! Dulles, qui se voyait déjà patron de la toute jeune CIA, est contraint de rabaisser ses prétentions d'un cran. Il devient tout de même le responsable non officiel des opérations clandestines de l'Agence.

Le 4 janvier 1951, la fusion de l'Office of Policy Coordination et de l'Office of Special Operations donne naissance à la Direction for Plans de la CIA, chargée des opérations clandestines. Dulles en prend le commandement de manière tout à fait officielle avec le grade de Deputy Director for Plans (directeur adjoint chargé des opérations).

Depuis l'année précédente, il a réintégré officiellement la Compagnie. C'est avec plaisir qu'il a retrouvé les bons vieux locaux de l'OSS du 2430 E Street, d'ailleurs trop exigus car la CIA, grande dévoreuse de place, a de plus en plus besoin de locaux. Très rapidement, il devient l'adjoint du général Bedell Smith.

Élu président à la place de Truman, Dwight D. Eisenhower, l'ancien commandant en chef interallié en Europe, prend ses fonctions en janvier 1953. Aussitôt, il nomme John Foster Dulles à la tête du Département d'État. Le 9 février, Bedell Smith prend sa retraite militaire pour occuper le poste de sous-secrétaire d'État. Vingt jours plus tard, Allen Dulles devient officiellement le nouveau chef de la CIA.

La confiance d'« Ike » Eisenhower envers les deux frères Dulles ne se démentira jamais. Pour six ans (John mourra d'un cancer en mai 1959), John et Allen vont constituer un redoutable tandem, capable, au nom de la

lutte anticommuniste, de mener de front la diplomatie officielle, la diplomatie secrète, le renseignement et l'action clandestine.

Action clandestine (*Covert action*) : le mot clef du vocabulaire de la CIA sous Allen Dulles. Dès août 1953, la Compagnie renverse le Premier ministre iranien Mossadegh et remet le Shah sur son trône. L'année suivante, elle met à bas le gouvernement guatémaltèque de Jacobo Arbenz. Deux opérations couronnées de succès qui vont marquer le retour en force de l'ancienne « culture » de l'OSS, plus attirée par l'action que par le renseignement de type traditionnel.

Inutile de dire que Dulles pousse sans complexe au développement de ces actions clandestines. Ne mène-t-on pas une nouvelle guerre, contre le communisme, cette fois ?

Guerre, donc opérations « noires » (secrètes), coups propagandistes, savantes manipulations. Pour la mener, l'homme à la pipe sera aidé de brillants sujets tels Charles Pearre Cabell, un général d'aviation venu du Texas (directeur adjoint) ; Robert Amory Jr., juriste et frère d'un écrivain célèbre (directeur adjoint en charge du renseignement), ou Richard Mervin Bissell Jr., docteur en sciences économiques entré à la Compagnie dès 1954 et futur « cerveau » du débarquement de la baie des Cochons (directeur adjoint chargé des opérations clandestines).

Endiguer puis refouler le communisme, voilà la doctrine. Eisenhower aussi l'a faite sienne. Ce général-président n'a pour l'instant cure de la mise sur pied de ce que David Wise et Thomas Ross appelleront le « gouvernement invisible » des États-Unis — en fait, le pouvoir d'un petit nombre d'hommes de confiance rassemblés au sein du « Special Group 54/12 » autour du directeur du renseignement central Allen Dulles, d'un adjoint de son frère John, d'un secrétaire ou sous-secrétaire d'État à la Défense et d'un représentant d'Eisenhower.

Plus rassurant et courtois que jamais, Allen Dulles anime ce « cabinet de crise permanent » avec maestria. Comme il conduit la CIA d'une main de fer habilement gantée de velours. En juin 1956, il persuade la sous-commission des crédits de la Chambre des représentants d'accorder des millions de dollars pour la construction à Langley, en Virginie, d'un quartier général sur un site convenant parfaitement au « caractère de sécurité exigé par les opérations de la CIA ». Trois ans plus tard, quelques *happy few* assisteront à la pose de la première pierre. Et en 1961, la Compagnie déménagera définitivement pour Langley, nom qui lui reste désormais accolé. Qui dit Langley ne dit pas autre chose que CIA.

En trois mille jours et plus à la tête de la Compagnie, Dulles verra se produire beaucoup d'événements, certains provoqués par les soins de ses subordonnés. La CIA affronte directement le communisme à Berlin : elle finance l'Organisation Gehlen, qui, en République fédérale allemande, donnera le 11 juillet 1955 naissance au BND (« Le Général gris », p. 75) ; elle soutient Nasser et ses « Officiers libres » avant de se retourner contre eux ; elle expédie derrière le rideau de fer des agents émigrés de l'Est dont bien peu sortiront vivants de l'aventure ; elle supplante les Français vaincus en Indochine sans prédire que leurs successeurs américains auront bientôt à

y mener une nouvelle guerre ; elle tente en vain de renverser le président indonésien Sukarno, pousse les Hongrois à la révolte avant de les abandonner ; elle soutient les Chinois nationalistes de Taiwan dans leur lutte contre le régime communiste de Pékin ; elle laisse Fidel Castro s'installer à La Havane puis réalise que l'homme est plus qu'un simple démocrate ; elle joue double jeu dans l'Algérie embrasée par la guerre (voir p. 168) ; ses opérations de surveillance aérienne de l'URSS au moyen des avions U-2 donnent le prétexte à Nikita Khrouchtchev pour annuler une rencontre au sommet avec Eisenhower.

En bref, le bilan contrasté de ces années de plomb de la guerre froide où chaque individu est instamment prié de choisir son camp. Dulles ayant réussi à apparaître aussi inamovible que J. Edgar Hoover, le successeur démocrate d'Eisenhower, John F. Kennedy, décide en novembre 1960 de le maintenir à son poste de directeur central du renseignement. C'est sur l'invasion manquée de Cuba, le débarquement raté de la baie des Cochons d'avril 1961, que l'ancien représentant de l'OSS à Berne va trébucher. Compte tenu de l'ampleur du désastre, sa réputation de maître espion apparaît tout à coup comme largement surfaite. Le 20 novembre 1961, Allen W. Dulles prend sa retraite après une vingtaine d'années de bons et loyaux services secrets.

Parce qu'il supporte mal cette mise à l'écart, l'homme à la pipe se fait alors écrivain (sur les services secrets, bien sûr) avant de mourir le 9 janvier 1969.

L'affaire Field

— Connais-tu Field ? Connais-tu Field ?

En cette année 1970, Montand alias Anton Ludvik (en réalité Arthur London, dirigeant du PC tchèque qui décédera à Paris au début des années 90) incarne dans *L'Aveu* le prototype du bon communiste persécuté par Staline cher au cœur de l'intelligentsia de gauche. Mais combien de spectateurs peuvent-ils comprendre qui fut Noel Field, l'homme par qui arriva la grande purge stalinienne d'après-guerre ? Combien sont-ils à savoir qu'Allen Dulles et la CIA ont joué un rôle dans le destin de cet homme brisé par la guerre froide ?

Noel Haviland Field est né à Londres le 23 janvier 1904, au sein d'une famille quaker. Diplomate au State Department (Département d'État), le ministère des Affaires étrangères américain, il y fréquente assidûment un autre diplomate, Alger Hiss, dont le rôle au service ou non du GRU, le service secret de l'Armée rouge, reste encore contesté (tome 1, p. 455). Tous deux se veulent des antifascistes, philosoviétiques avoués de surcroît.

C'est une exilée allemande et agent de l'*apparat* communiste aux USA, Hede Massing, qui parvient dès 1933 à convaincre Noel Field qu'il rendra plus de services en ne prenant pas la carte du PC américain. Mieux vaut demeurer au sein du State Department comme agent de renseignement.

En avril 1936, l'existence du diplomate est bouleversée par une décision à première vue peu conforme aux intérêts d'éventuels « traitants » soviétiques : Field entre au secrétariat de la Société des Nations, à Genève, dédaignant le poste clef qu'on lui proposait à la section allemande du Département d'État.

Ce nouvel emploi lui permettra de concrétiser de manière inattendue ses sympathies. A la fin 1938, le diplomate américain de la SDN est en effet chargé de « liquider » administrativement les dossiers de rapatriement des membres de Brigades internationales. D'où cette connaissance individuelle unique des chefs « brigadistes » — communistes pour la plupart — qu'il va acquérir en quatre mois de pérégrinations espagnoles.

Pendant la guerre, Field devient le directeur général pour l'Europe de l'Unitarian Service Committee (USC), cette organisation philanthropique qui jouera un grand rôle dans le transfert clandestin en Amérique d'artistes, d'écrivains ou de militants en butte à la répression nazie. Depuis 1940, elle dispose d'un bureau marseillais que Field prendra directement en charge en 1941. La « filière marseillaise » opère en bonne intelligence avec le consulat américain de la grande cité phocéenne.

En 1942, l'USC est expulsé de France. Field installe son nouveau quartier général en Suisse. S'il les avait jamais interrompues, il reprend aussi ses discrètes relations avec les communistes. Collaborateur de Field au sein de l'USC et de Dulles au sein de l'OSS, Robert Dexter va mettre les deux hommes en rapport.

En décembre 1944, la guerre touche à sa fin, mais personne ne peut préjuger les réactions d'un nazisme qui compte encore sur les armes secrètes du Führer. Par l'intermédiaire de Field, Dulles accepte d'organiser *via* l'OSS le retour clandestin dans leur pays d'antifascistes allemands, hongrois, yougoslaves et tchèques au nom de la grande alliance contre le nazisme.

En fait, ce rapatriement concernera quasi exclusivement des communistes, ce qui pose la double question de la « naïveté » de Field et de la « naïveté » de Dulles. Selon Stewart Steven, auteur du *Grand Piège* (1974), le futur patron de la CIA aurait conçu ultérieurement une violente aversion pour Noel Field, coupable de l'avoir leurré en faisant de l'OSS le moteur inconscient de la réinstallation en Europe de l'Est de dirigeants communistes fidèles à Moscou.

En juillet 1948, alors que la guerre froide est commencée et que la rupture Staline-Tito pointe à l'horizon, une réunion secrète des chefs du Parti communiste hongrois se tient à Budapest. Un ancien des Brigades internationales notoirement lié à Field, le ministre de l'Intérieur Làszlo Rajk, est accusé violemment par Mihaly Farkas, le ministre de la Défense, et par Ernö Gerö, qui chapeaute la police secrète AVO (Allam Védelmi Osztaly, soit Département pour la Sécurité de l'État). Selon des informations recueillies en Suisse par le département extérieur de l'AVO, Rajk serait un agent américain.

Après délibérations, le numéro 1 hongrois Mathias Rakosi impose sa solution : on n'éliminera pas immédiatement Rajk, on se contentera de le faire passer de l'Intérieur aux Affaires étrangères. Mais il ne perd rien pour attendre...

Suspect à l'Ouest en raison de ses relations personnelles avec Alger Hiss (lui-même objet d'une enquête du Congrès), Field débarque justement à Varsovie en janvier 1949 dans le but d'y demander l'asile politique.

Entre alors en action un nouveau protagoniste, le lieutenant-colonel Jozef Swiatlo, numéro 2 du 10e Bureau de la Sécurité d'État polonaise, l'UB. Commandé par le colonel Anatole Fejgin, le 10e Bureau dépend à la fois du MGB soviétique, son « grand frère », et de Jacub Berman, responsable des problèmes de cadres au bureau politique. Il s'occupe de la surveillance des militants communistes, des fonctionnaires et des membres du gouvernement.

Swiatlo a été recruté en 1948 par le MI 6 britannique. Mais, comme celui-ci manquait de moyens à l'Est, ses chefs ont choisi de « repasser » leur agent numéro 1 à Varsovie à Dulles. Et l'officier polonais d'informer son nouveau maître américain de la présence de Field à Varsovie. Selon Stewart Steven, le futur chef de la CIA exulte. Il tient le moyen de venger l'humiliation personnelle d'autrefois.

L'opération SPLINTER FACTOR (« Facteur d'éclatement ») est déclenchée. Elle consiste à multiplier vers les services de l'Est les « fuites » désignant Field comme un agent américain, en commençant bien entendu par la Pologne, où Jozef Swiatlo monte un dossier contre lui. L'ancien directeur général de l'USC y est présenté comme un agent de pénétration occidental au plus haut niveau dans le bloc communiste. En vertu de la paranoïa propre au système stalinien, ses nombreux amis issus des Brigades internationales apparaîtront aussitôt comme suspects.

Bien sûr, le document est transmis à Moscou. Son arrivée à la Loubianka, le siège du MGB, ne provoque guère d'étonnement. C'est que plusieurs officiers supérieurs du service (dont Pavel Soudoplatov, avant-guerre un des deux organisateurs de l'assassinat de Trotsky, et Fedor Bielkine, responsable pour l'Europe centrale) ont d'ores et déjà été chargés de préparer un double acte d'accusation contre Field et Rajk, le dernier nommé ayant été identifié depuis plusieurs mois comme « agent américain » en vertu d'une autre « fuite » opportunément venue de Suisse elle aussi.

Il ne reste plus qu'à l'abattre. En avril 1949, Lazare Brankov, un communiste yougoslave hostile à Tito qui vit en Hongrie, est convoqué à Moscou. Dès son arrivée, on le conduit à la Loubianka. Un jeune officier du MGB, Sokolov, l'informe alors qu'il est mêlé au « complot contre-révolutionnaire » que les camarades hongrois viennent de découvrir et dont Rajk, agent américain, était justement l'âme. Tout ce qu'on lui demande, c'est de faire au plus vite les révélations que le MGB et l'AVO attendent.

Comme il ne cède pas, Brankov est ramené au siège central de l'AVO, à Budapest. Là, deux hauts responsables se penchent son cas : Fedor Bielkine et Gabor Péter, le patron des services hongrois. En fin de compte, le Yougoslave craque et passe aux « aveux ».

Le destin de Rajk est scellé. Cette condamnation décidée à l'avance démontre du même coup la culpabilité de Field, comme la culpabilité de Field a servi à démontrer celle de Rajk. Le type même du cercle vicieux à la mode stalinienne.

L'Américain n'est plus un camarade mais un « agent impérialiste » chargé

de saper la solidarité de l'URSS et des démocraties populaires. Pour le mettre hors d'état de nuire, les Russes actionnent les Tchèques *via* les Hongrois. On attirera le malheureux dans un piège en lui faisait miroiter un poste d'enseignant à l'Université.

Affaire rondement menée. Le 5 mai 1949, Noel Field débarque à Prague en provenance de Paris. Le 11, les hommes du StB l'arrêtent. Le 28, le colonel de l'AVO Szücs, qui a déjà « traité » Brankov et Rajk, arrive de Budapest pour exiger l'arrestation de Gejza Pavlik, le directeur du bureau tchécoslovaque du Tourisme, convaincu d'avoir servi d'agent de liaison entre les conspirateurs de Budapest et de Prague.

Un mot nouveau apparaît dans le vocabulaire des hauts dignitaires communistes. « Fieldiste » : celui qui a eu personnellement des contacts avec l'Américain, ou qui est lié à un autre « fieldiste ». Monté de main de maître par Béria et ses hommes, le procès de Budapest aboutit à la mort annoncée de Làszlo Rajk, pendu en octobre 1949, et de plusieurs autres dirigeants communistes hongrois.

Obéissant aux instructions de Dulles, Swiatlo s'efforce avec une belle constance d'aggraver la vague de paranoïa qui submerge les démocraties populaires. En août 1949, c'est lui qui a arrêté Hermann Field, le frère de Noel, venu, pour son malheur, aux nouvelles. Deux ans plus tard, en juillet 1951, c'est encore lui qui appréhende le Polonais Wladislaw Gomulka. Hélas, celui-ci refuse de céder en dépit de toutes les tortures. Sa courageuse résistance sauve de la liquidation physique les dirigeants du POUP, le PC polonais.

Staline et Béria reportent alors leur attention sur la RDA et surtout la Tchécoslovaquie. Le 28 janvier 1951, Arthur London a été arrêté. Il doit parler, il parlera. C'est *L'Aveu* : en se chargeant de crimes « fieldistes » qu'il n'a pas commis, on exige de lui qu'il rende « un dernier service au Parti ».

La guerre froide et l'affaire Field avalent tout. Avalé Otto Sling, le premier secrétaire du PC slovaque. Avalé Karl Svab, le ministre adjoint de l'Intérieur et chef de la Sécurité. Avalé enfin Rudolf Slansky, le Premier ministre, pendu en décembre 1952 comme Svab. Slansky que Swiatlo est venu tout spécialement rencontrer de Varsovie pour un dernier interrogatoire.

Le 5 mars 1953, le cœur du camarade Staline cesse de battre pour la plus grande satisfaction d'un grand nombre de dirigeants soviétiques qui voyaient avec terreur la purge se développer en URSS même sous la forme du célèbre « complot des blouses blanches ». Un décès qui marque aussi la fin de l'opération SPLINTER FACTOR. Quelques mois plus tard, sa cheville ouvrière, Jozef Swiatlo, parviendra à se réfugier aux États-Unis.

Noel Field, lui, ne sortira de prison qu'en novembre 1954. Pour rester volontairement derrière le rideau de fer et y mourir persuadé que le système qui l'avait broyé était réellement porteur de « lendemains qui chantent »...

LES DIRECTEURS CENTRAUX DU RENSEIGNEMENT AMÉRICAIN DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

1. Les chefs du Central Intelligence Group

Contre-amiral SIDNEY WILLIAMS SOUERS (janvier 1946-juin 1946). Né le 30 mars 1892 à Dayton (Ohio). Gérant d'entreprises commerciales, propriétaire des magasins Piggly-Wiggly. Officier de réserve de l'US Navy. Volontaire pour le service actif en juin 1940. Chef du renseignement naval. Le secrétaire à la Marine James V. Forrestal le pousse à la direction du CIG. Après son départ, Souers devient le secrétaire du National Security Council sous le président démocrate Harry Truman, puis retourne à ses affaires commerciales en janvier 1950. Meurt le 14 janvier 1973.

Son adjoint à la direction du CIG : Klingman Douglass.

Général HOYT SANFORD VANDENBERG (juin 1946-avril 1947). Né le 20 janvier 1899 à Milwaukee (Wisconsin). Officier supérieur de l'armée de l'Air. Commande la 9e Air Force sur le front européen pendant la Seconde Guerre mondiale. Responsable ensuite du G-2 en qualité d'assistant au chef d'état-major. Neveu du sénateur républicain Arthur H. Vandenberg, président de la très puissante commission des Affaires étrangères du Sénat, il entend faire de son passage au CIG une sorte de marchepied pour décrocher sa quatrième étoile. Consacre une bonne partie de son activité à essayer de gagner du terrain sur le FBI de J. Edgar Hoover. Récupère aussi nombre d'anciens de l'OSS. Après son départ du CIG, est nommé chef d'état-major de l'armée de l'Air (1948-1953). Décédé le 2 avril 1954, alors que le siège du camp retranché de Diên Biên Phu bat son plein.

Ses deux adjoints successifs : Klingman Douglass (jusqu'en juillet 1946) puis le général Edwin Kennedy Wright (jusqu'à la fin).

Contre-amiral ROSCOE HENRY HILLENKOETTER (mai 1947-septembre 1947). Né à Saint Louis (Missouri) le 8 mai 1897, Hillenkoetter entre à l'académie navale en 1916. Entre les deux guerres, placé à des postes très divers, en mer mais aussi sur terre : professeur de langues à l'académie navale d'Annapolis (Maryland), attaché militaire à Lisbonne, à Paris puis, après l'été 1940, à Vichy. Blessé en 1942 lors de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor, il devient chef du renseignement à l'état-major de l'amiral Chester W. Nimitz, dans le Pacifique. Chef du CIG puis de la CIA, prend sa retraite en 1957 et meurt le 18 juin 1982, alors que William Webster, le patron du FBI, démantèle un réseau d'espionnage industriel au profit d'intérêts japonais.

Adjoint : Edwin K. Wright.

2. Les chefs de la CIA

ROSCOE H. HILLENKOETTER (septembre 1947-octobre 1950).

Général WALTER BEDELL SMITH (octobre 1950-février 1953). Né le 5 octobre 1895 à Indianapolis (Indiana). Chef d'état-major du général Eisenhower pendant la guerre, Walter Beddell Smith, surnommé le « Scarabée » (Beetle, en anglais), devient ensuite ambassadeur des États-Unis à Moscou entre 1946 et 1949. Eisenhower le nomme à la CIA lors de la guerre de Corée. « Pantoufle » dans le privé en février 1953. Meurt le 9 août 1961, quelques mois après le désastre de la baie des Cochons.

Adjoints : William H. Jackson (1950-1951) puis Allen W. Dulles (1951-1953), qui lui succède.

ALLEN WELSH DULLES (février 1953-septembre 1961). Né en avril 1893 à Watertown (État de New York). Fils d'un pasteur. En 1926, quitte la diplomatie. Entre avec son frère aîné John Foster dans un cabinet d'avocats. Avocat d'affaires international (1926-1942). En novembre 1942, chef de l'OSS à Berne. 1948-1950, responsable occulte des opérations de la CIA. Deputy Direc-

tor for Plans (1950-1951) puis directeur adjoint de la CIA (1951-1953). Directeur de la CIA (février 1953-novembre 1961). Meurt le 28 janvier 1969, en pleine guerre du Viêt-nam.

Adjoint : général de l'armée de l'Air Charles Pearre Cabell.

JOHN ALEX MCCONE (novembre 1961-avril 1965). Né le 4 janvier 1902 à San Francisco, John Alex McCone suit des études d'ingénieur. Fonde en 1937 la Bechtel-McCone-Parsons Corporation, spécialisée dans la fabrication de raffineries pétrolières. Pendant la Seconde Guerre mondiale, crée l'Aircraft Modification Center, qui adapte les appareils américains pour le combat. Sous-secrétaire d'État à l'Air entre 1950 et 1951. Retourne au privé en 1951. Membre du Parti républicain. Ami personnel du président Eisenhower. De 1958 à 1960, président de l'Atomic Energy Authority. Après son temps à la tête de la CIA, entre en 1966 au service du groupe International Telegraph and Telephone. Meurt en février 1991, peu avant le départ de William Webster de la CIA.
Adjoint : lieutenant-général Marshall S. Carter.

Vice-amiral WILLIAM FRANCIS RABORN (avril 1965-juin 1966). « Red » Raborn, né le 8 juin 1905 à Decatur (Texas), suit les cours de l'académie navale d'Annapolis jusqu'en 1928. Pilote breveté, participe activement aux combats contre les Japonais en 1942-1945, comme officier sur des destroyers ou des porte-avions. En 1949, muté au Bureau of Ordnance, où il travaille sur des projets de missiles (les fameuses « Polaris » à partir de 1955). Adjoint au chef des opérations navales. Retraité de la Marine en 1963, « pantoufle » dans le privé. Ami personnel de son compatriote texan, le président Johnson, qui le nomme à la tête de la Company deux ans plus tard. Red Raborn ne laissera pas le souvenir d'un grand spécialiste du renseignement. A son crédit toutefois : l'introduction de l'informatique. Meurt en mars 1990, à une époque où les États-Unis sont pour quelques mois encore les alliés de Saddam Hussein.

Adjoint : Richard Helms, qui lui succède.

RICHARD MCGARRAH HELMS (juin 1966-février 1973). Né le 30 mars 1913 à St. Davids (Pennsylvanie) d'un père cadre commercial de haut niveau. Études en France, en Allemagne puis aux USA. Journaliste à l'agence UPI, journaliste puis responsable de la publicité à l'*Indianapolis Times* (1937-1941). Mobilisé dans la marine puis, à partir d'août 1943, dans l'OSS. En 1952, responsable des « opérations sous couverture » de la CIA. Dix ans plus tard, directeur adjoint aux opérations (Deputy Director for Plans). D'avril 1965 à juin 1966, directeur adjoint. Après son éviction de la CIA, ambassadeur à Téhéran (1973-1977). Appelé à témoigner devant les commissions d'enquête parlementaire, ment à de multiples reprises « dans l'intérêt de l'Agence ». Condamné en 1977 à 2 000 dollars d'amende et 2 ans de prison avec sursis pour parjure. S'installe la même année comme consultant privé. En octobre 1983, le président Reagan lui remet solennellement la médaille de la Sécurité nationale, ce que « Dick » Helms interprète comme une réhabilitation (il est d'ailleurs membre de la commission présidentielle sur les forces stratégiques).

Adjoints : vice-amiral Rufus L. Taylor (1966-1969) ; lieutenant général des Marines Robert E. Cushman Jr. (1969-1971) ; lieutenant général Vernon A. Walters (1972-1973).

JAMES RODNEY SCHLESINGER (février 1973-juillet 1973). Né le 15 février 1929 à New York. Professeur d'économie puis membre de la direction de la Rand Corporation (1963-1967), puis des Études stratégiques (1967-1969). Au bureau du Budget (1969-1970). Directeur adjoint du Budget et de la Gestion (1970-1971). Président de la Commission à l'énergie atomique (comme John McCone) entre 1971 et 1973. Après son départ de Langley, secrétaire à la Défense, à l'Énergie, consultant privé puis conseiller au président de la commission sur les Forces stratégiques.

Adjoint : Vernon Walters.

WILLIAM EGAN COLBY (septembre 1973-janvier 1976). Né le 4 janvier 1920 à St. Paul (Minnesota). Fils d'un officier de l'US Army. S'engage en

1941. Entre dans l'OSS en 1943. Démobilisé, reprend ses études de droit dans le but de devenir avocat. En 1947, entre au cabinet de l'ancien chef de l'OSS Bill Donovan et de ses associés. En 1949-1950, au National Labor Relations Board, une institution chargée de régler les conflits entre syndicats et patronat. Puis entre à la CIA où il va faire toute sa carrière : chef de la Far East Division (1962-1967) alors que commence la guerre du Viêt-nam, en poste à Saigon (1968-1971), directeur adjoint des opérations (1973). Après son départ de la Company, « pantoufle » comme consultant juridique.

Adjoint : Vernon Walters.

GEORGE HERBERT WALKER BUSH (janvier 1976-janvier 1977). Fils de banquier né le 12 juin 1924 à Milton, dans le Massachusetts. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'un des plus jeunes pilotes de l'US Navy. Président d'une compagnie pétrolière. Sénateur républicain en 1966. Président du Comité national républicain (1973-1974). En septembre 1974, chef du bureau de liaison US à Pékin. Vice-président puis président républicain des États-Unis jusqu'en janvier 1993.

Adjoints : Vernon Walters puis E. Henry Knoche.

STANSFIELD TURNER (mars 1977-janvier 1981). Né le 12 décembre 1923 à Highland Park (Illinois). Marin de carrière. Diplômé d'Oxford. Vice-amiral en 1972. Président du collège naval entre 1972 et 1974. Commandant de la seconde flotte en 1974-1975. Commandant en chef des forces de l'OTAN pour le sud de l'Europe (1975-1977). Après Langley : consultant privé et écrivain.

Adjoints : E. Henry Knoche (jusqu'en août 1977) puis Frank C. Carlucci.

WILLIAM JOSEPH CASEY (janvier 1981-janvier 1987). Né le 13 mars 1913 à New York. Juriste et homme d'affaires. En 1944, l'un des principaux responsables de l'OSS à Londres (chef de la Special Intelligence Branch pour l'Europe). Retourne à ses affaires privées. Membre duParti républicain. Président de la Securities and Exchange Commission (1971-1973). Sous-secrétaire d'État aux affaires économiques (1973-1974). Président de la Export-Import Bank of the United States puis du President's Foreign Intelligence Advisory Board. Directeur de la campagne présidentielle de son ami Ronald Reagan en 1980. Meurt le 6 mai 1987, le lendemain du jour où le Congrès a commencé ses investigations sur l'affaire du Contragate.

Adjoints : amiral Bobby Ray Inman (1981-1982) ; John N. McMahon (1982-1986) et Robert M. Gates.

ROBERT M. GATES (janvier-mars 1987). Né en 1944 à Wichita (Kansas), Robert M. Gates étudie l'histoire. Docteur en soviétologie à la Georgetown University de Washington, il entre à la CIA comme analyste en 1966. Il va y effectuer toute sa carrière comme spécialiste des affaires soviétiques. En avril 1986, directeur adjoint. Succède à Bill Casey dès sa mort. Contesté, doit laisser provisoirement sa place à Webster.

WILLIAM H. WEBSTER (mars 1987-mai 1991). Né à Saint Louis en 1924, avocat puis juge, William Hedgecock Webster effectue toute sa carrière dans la magistrature avant de devenir directeur du FBI en 1978. Nommé par George Bush à la CIA pour « nettoyer les écuries de Langley ». Au printemps 1992, président de la commission d'enquête sur les émeutes de Los Angeles.

ROBERT M. GATES (mai 1991-décembre 1992). Remplacé au lendemain de l'élection du président Bill Clinton par James Woolsey.

ROBERT JAMES WOOLSEY. Né en 1942. Conservateur proche du Parti républicain, il s'est rallié de fraîche date au camp démocrate pour devenir le quatorzième directeur de la CIA.

Woolsey a servi depuis 1968 toutes les administrations : au National Security Council sous Nixon, comme sous-secrétaire d'État à la Marine sous Carter, puis comme ambassadeur sous George Bush. On lui prête des relations amicales avec Hillary Clinton, l'épouse du président.

La « culture » américaine du renseignement

C'est dans l'entre-deux-guerres que les services soviétiques ont acquis leurs traits constitutifs, qui resteront en grande partie invariables jusqu'à l'effondrement du communisme (tome 1, p. 152). Issue de l'OSS, la CIA devra attendre la guerre froide pour former la « matrice » américaine du renseignement moderne.

Celle-ci se caractérise d'abord par une insertion très spécifique dans la société américaine, doublée d'une prédominance des civils sur les militaires. On fait carrière à la CIA comme au sein de n'importe quelle administration, on est fier d'y appartenir, on ne s'en cache pas, pas plus qu'on ne masque ses opinions politiques (républicaines ou démocrates) en son sein. Si l'Agence s'est toujours voulue plus proche de la Maison-Blanche que du Congrès, c'est pour mieux défendre son autonomie, pas en raison d'une inféodation politique particulière.

Dans la lignée de l'OSS, la CIA recrutera ses cadres dans la bonne société américaine, universitaires issus des prestigieuses universités de la côte Est, juristes, intellectuels, hommes d'affaires. En découlent de nombreuses connexions avec les milieux économiques, ne serait-ce que par le simple truchement des liens familiaux et d'amitiés personnelles. Il paraîtra ainsi légitime que l'Agence réponde de manière favorable aux sollicitations de compagnies privées à capitaux américains pour déstabiliser des régimes politiques « extrémistes » prêts à les nationaliser, Arbenz au Guatemala en 1954 ou Allende au Chili en 1973.

Jusqu'à l'effondrement du bloc de l'Est, l'anticommunisme a constitué la raison d'être même de la CIA. A ce titre, l'Agence n'hésitera pas à financer dans les pays clefs des mouvements d'extrême droite ou des groupes paramilitaires pour « casser du rouge ». Nombre de ses cadres se définiront pourtant comme des libéraux (au sens américain du terme), affichant une préférence de principe pour le soutien aux politiciens modérés et une certaine répugnance devant le nécessaire travail avec des agitateurs extrémistes.

Un souci pas toujours partagé — fidèle reflet de la société américaine, la CIA comprend bien entendu des ultraconservateurs en proportion variable selon les époques. C'est toutefois lui qui détermine en partie l'intervention de la Company dans un secteur peu connu de ses activités : le monde du travail.

La CIA a toujours entretenu des liens étroits avec les syndicats libres, hostiles aux communistes, et les a fréquemment financés. Au temps de la guerre froide, d'ailleurs, les *Labor Attachés* (chargés des questions du travail dans les ambassades américaines) jouaient déjà le rôle d'agents de liaison entre syndicalistes et officiers de renseignements.

L'un des principaux traits d'union avec l'AFL-CIO (American Federation of Labor/Congress for Industrial Organization, créée en 1955) fut le représentant en Europe de cette puissante confédération, Irving Brown, né

à New York en 1911 et mort à Paris en 1989. Brown, père fondateur du syndicat français Force ouvrière en novembre 1947, soutint le FLN algérien dans les années 1950-1960 (voir p. 166) avant d'initier le soutien de l'AFL-CIO à la confédération polonaise Solidarnosc au cours des années 1970-1980.

La force principale de l'Agence réside dans ses vastes capacités organisationnelles. En sens inverse, ses faiblesses sont nombreuses. Deux paraissent essentielles : l'extrême lourdeur d'un appareil gigantesque, montagne capable d'accoucher trop fréquemment de souris ; la spécialisation outrancière au sein d'un service qui peut mettre en ligne une armée d'intellectuels extrêmement compétents, mais manque cruellement de « généralistes » capables d'apprécier les situations dans leur ensemble et de décider une ligne de conduite claire et précise.

Autre élément essentiel hérité de l'ancienne OSS, ce goût prononcé pour les *Covert actions* (« opérations couvertes », soit actions clandestines) dont l'abus conduira l'ancien président Truman à déclarer en 1963 : « Quand j'ai créé la CIA, je n'avais pas du tout dans l'esprit qu'elle se lancerait, en temps de paix, dans des opérations de cape et d'épée. Je pense que certaines des complications, certains des embarras que nous avons connus tiennent en partie au fait que le renseignement — cette arme silencieuse à la disposition du président — s'est tellement éloigné du rôle qu'on lui a dévolu qu'on le considère maintenant comme un symbole d'intrigues sinistres et mystérieuses à l'étranger, et comme un thème pour la propagande ennemie dans la guerre froide. »

Renversez Mossadegh !

En 1951, le Premier ministre iranien, Mohammed Mossadegh, nationalise les installations pétrolifères de son pays, jusque-là chasse gardée de l'Anglo-Iranien Oil Company. Une politique qui peine d'autant plus les Britanniques du MI 6 que, l'année suivante, plusieurs « diplomates » très spéciaux de la Couronne sont expulsés.

C'est au plus haut niveau du service que la riposte est décidée. « Sinbad » Sinclair, le nouveau chef du MI 6, charge son adjoint, James Eaton, de contacter les « cousins » de la CIA en vue d'une opération commune. En novembre 1952 à Londres, Eaton rencontre Kermit Roosevelt, petit-fils de l'ancien président américain Theodore Roosevelt. Kermit, né à Buenos Aires en février 1916, dirige le Middle East Department (Département du Moyen-Orient) de la centrale américaine de renseignement. Ses amis l'appellent « Kim ».

Plus qu'à la mesure qui frappe l'Anglo-Iranian Oil Company, Kim Roosevelt se montre sensible aux descriptions apocalyptiques de son interlocuteur. Lequel fait à dessein du Parti communiste Toudeh, en réalité assez réservé sur l'initiative du Dr Mossadegh et très faible numériquement, le

véritable bénéficiaire des nationalisations. Rien de tel que le chiffon rouge pour faire bouger la CIA !

Pour mettre le Premier ministre à bas, on s'appuiera sur le Shah d'Iran Mohammed Rézâ Pahlevi et sur les officiers royalistes. L'harmonie s'avère moins parfaite quand le chef du Middle East Department avance le nom de son candidat à la succession. Et pour cause : il s'agit du général Zahédi, qui fut enlevé en 1942 par les services britanniques en raison de ses opinions pro-allemandes !

Mais comment résister aux gens de la CIA, qui disposent des moyens financiers nécessaires à la réalisation du projet commun, opération AJAX pour la CIA et BOOT pour le MI 6 ? Sinclair désigne un autre de ses adjoints, George Kennedy Young, chargé de superviser l'affaire depuis Chypre.

De son côté, Kim Roosevelt fait preuve d'une belle audace en contactant secrètement le Shah pour l'avertir que les États-Unis ont décidé de sauver son trône. En août 1953, Allen Dulles et l'ambassadeur américain Loy Henderson retrouvent en Suisse la princesse Ashraf, sœur jumelle du souverain. Cette femme énergique regagne l'Iran peu après, bien décidée à convaincre son frère, encore hésitant.

Regroupés depuis février au sein du Komite-ye Najat e-Vatan (Comité pour le sauvetage de la patrie), de nombreux officiers sont décidés à faire cause commune avec les Américains. Parmi eux, le chef du 2e Bureau de l'armée, le général Moghadam, ainsi que deux futurs directeurs de la SAVAK, Teymour Bakhtiar et Nematollah Nassiri.

Roosevelt, qui se révèle comme un opérateur « noir » (c'est-à-dire clandestin) remarquable, a fait de l'ambassade des États-Unis le lieu géographique de la conjuration. Son bras droit sera un général américain, H. Norman Schwarzkopf, conseiller aux affaires de sécurité et de renseignement en Iran (et pour l'anecdote le père du futur commandant en chef interallié contre l'Irak lors de l'opération Tempête du désert dans le Golfe en 1991).

Menée rondement sous la houlette de Roosevelt et de Schwarzkopf, l'opération AJAX aboutit, *via* l'intervention de l'armée et celle de groupes d'émeutiers bien organisés, au renversement définitif du gouvernement Mossadegh. Ce dernier part pour l'exil, Zahédi le remplace.

Le Shah d'Iran peut respirer : comme promis, son trône est sauvé. Kim aura le triomphe modeste, mais il sait bien que la *Covert action* AJAX vient d'aboutir à une totale réussite. Non seulement les USA ont gagné un allié fidèle pour la bagatelle d'un quart de siècle, mais ils ont aussi supplanté les Britanniques sur le terrain. Une grande première dans le domaine des services...

Ed Lansdale, les Philippines et le président Magsaysay

Après le succès d'AJAX, Kim Roosevelt, c'est du moins sa version, aurait recommandé aux chefs de la CIA de faire preuve d'une grande circonspection en matière d'opérations clandestines. Dans le cas de l'Iran, on disposait d'une base réelle pour agir : mécontentement populaire contre Mossadegh, appui de l'armée, accord du Shah. Appliquer mécaniquement le même raisonnement à des situations très différentes aurait constitué une sérieuse faute tactique.

La tentation est pourtant si grande ! Avec ses cent pour cent de réussite, AJAX fait revivre le temps des « coups fumants » à la sauce OSS. De quoi faire oublier les conseils de son propre maître d'œuvre.

A la même époque, la CIA mène une autre opération secrète aux Philippines. Dans ce pays les États-Unis doivent faire face depuis 1948 à un mouvement d'obédience communiste, les « Huks » (pour Hukbong Mapagpalaya ng Bayang, Armée de libération nationale). Aguerris par leur participation à la résistance contre les Japonais, assez bien armés, les « Huks » mènent la vie dure aux autorités de Manille.

Pas question d'une nouvelle victoire communiste en Asie après celle de Mao Zedong. Dulles envoie sur place un des meilleurs cadres dont il dispose : Edward Geary Lansdale, colonel d'aviation et homme de toutes les audaces. Né en 1908, Ed Lansdale a déjà servi comme conseiller militaire auprès des troupes de Chiang Kai-shek.

D'abord prendre contact avec la réalité philippine. Celle-ci n'est pas toujours rose. Parfois rouge, même. Le service secret communiste chinois a recruté deux agents de la plus haute importance qui ne seront démasqués qu'en 1952 : le milliardaire d'extrême droite Antonio Chua Cruz et son ami Pedro de La Peña, chef des services de renseignement de la Défense !

Sans se décourager, Lansdale décide de procéder en deux temps.

En premier lieu, avant que l'irréparable soit commis, endiguer le flot communiste par des méthodes contre-insurrectionnelles efficaces inspirées de l'expérience anglaise en Malaisie. On utilisera à cette fin des procédés de guerre psychologique très brutaux, avivant les peurs ancestrales, par exemple celle des vampires, pour vider les zones contrôlées par les rouges.

Lansdale s'attache simultanément à dénicher l'homme de confiance sur lequel les Américains pourront s'appuyer. Il le trouve en la personne de Ramon Magsaysay, capable selon lui de focaliser les énergies anticommunistes éparses. Financier et logistique, l'appui de la CIA lui permettra de remporter haut la main les élections présidentielles de 1953.

Edward Lansdale peut regagner Washington, la tête haute : la rébellion des « Huks » n'est pas encore abattue, mais elle marque déjà le pas. Complétant son remarquable travail, l'année 1954 verra la naissance de

l'OTASE, équivalent asiatique de l'OTAN. Ramon Magsaysay mourra en 1957 dans un accident d'avion. Ferdinand Marcos lui succédera, qui ne quittera le pouvoir et les Philippines qu'en février 1986...

Covert Action *au Guatemala*

La deuxième grande opération clandestine de déstabilisation d'un dirigeant politique aura lieu dans l'« arrière-cour » des États-Unis, le Guatemala. Là-bas, l'homme à abattre s'appelle Jacobo Arbenz Guzman. Officier de carrière au cœur très à gauche, élu président en mars 1951, il fait voter l'année suivante une loi prévoyant la mise en œuvre d'une réforme agraire assez radicale. Une manière de s'attirer les foudres des propriétaires terriens, et notamment celles de l'United Fruit Company, la puissante multinationale américaine dont Arbenz va exproprier 110 000 hectares de bonnes terres.

L'United Fruit porte ses doléances à Washington. L'un de ses avocats pousse des hauts cris devant Allen Dulles. On évoque une nouvelle fois le péril rouge, justifié cette fois par le fait, bien réel, qu'Arbenz, de plus en plus isolé, se voit contraint à un rapprochement avec les communistes.

En s'en prenant aux biens de l'United Fruit, le malheureux a signé son arrêt de mort politique. La situation au Guatemala préoccupe au plus haut point le président américain Eisenhower. Fin 1953, « Ike » charge Allen Dulles de régler le problème.

Le chef de CIA prend langue avec le patron du Département d'État, Henry Holland. Mis « dans le coup », ce dernier dépêche à Guatemala Ciudad un ambassadeur de choc, John Emile Peurifoy, alias « Smiling Jack », qui a fait ses classes en Grèce où, après-guerre, il s'est déjà trouvé face aux communistes.

On cherche aussi un équivalent local du général Zahédi. Peut-être Miguel Ydigoras Fuentes, réfugié au Salvador. Un directeur de l'United Fruit Company, Walter Turnbull, lui aurait alors rendu visite, accompagné de deux messieurs présentés comme des officiers de la CIA. Pour aider Ydigoras à renverser Arbenz, les trois hommes posent des conditions très strictes garantissant les intérêts américains.

Autre carte dans le jeu de la CIA, Carlos Castillo Armas, un colonel très hostile à Arbenz. Son quartier général opérationnel est établi à Tegucigalpa, la capitale du Honduras.

L'opération SUCCESS est lancée. Les hommes de la Company s'activent. Tous sont placés sous les ordres du chef de Frank Gardner Wisner, le directeur adjoint de l'Agence pour les Plans, remarquable opérateur « noir » qu'épaule un nouveau venu, Richard Bissell. En outre, Eisenhower accepte que des pilotes américains bombardent le Guatemala pour accélérer le processus de déstabilisation du régime.

Arbenz capitule le 27 juin 1954. A Washington, « Ike » exulte : par ses méthodes non orthodoxes, la CIA vient de lui ôter une épine du pied. Un pas décisif est alors franchi : le président n'hésitera plus à utiliser cette

arme redoutable qu'est l'action clandestine. Mais, d'un autre côté, le renversement d'Arbenz inaugure au Guatemala une période d'instabilité et de guerre civile permanente qui dure encore de nos jours et coûtera plus de 100 000 vies humaines. Certains protagonistes survivants de l'opération SUCCESS auraient exprimé en privé des regrets pour ce « péché de jeunesse »...

Le SDECE socialiste

Même s'ils n'ont pas les moyens mis à la disposition de leurs homologues américains ou soviétiques, les Français commencent, dès la fin de la guerre, à s'organiser eux aussi. A la Libération, la Direction générale des études et des recherches (DGER) a regroupé la bagatelle de 10 000 agents, presque tous issus de la Résistance. Elle donnera naissance au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, le SDECE, au contre-espionnage civil (DST) et aux organes de sécurité militaire.

Créé début 1946, le SDECE est dirigé par l'ancien chef du service secret de la France libre (Bureau central de renseignement et d'action, soit BCRA), André Dewavrin, alias « colonel Passy ». Se mêlent en son sein des représentants de tous les mouvements et réseaux — à l'exception des FTP, la branche militaire de la Résistance communiste.

Fait assez inhabituel dans un service de ce type, les anciens du Parti socialiste clandestin sont très présents. Les ex-agents du BCRA, gaullistes dans leur écrasante majorité, n'apparaissent en force qu'au sein du Service de renseignement (SR) ou du Service Action (SA). Troisième composante essentielle, le contre-espionnage puise ses forces vives parmi les anciens des services des années 30, actifs à partir d'Alger. Dirigés par les colonels Paillole et Verneuil, ils conserveront longtemps l'appellation dérivée de leur couverture dans la France occupée, les TR (Travaux ruraux).

« J'ai calqué l'organisation du service sur l'Intelligence Service et j'aurais aimé qu'il fût sous contrôle du ministère des Affaires étrangères », nous a révélé le colonel Passy, quarante ans après la création du SDECE. En fait, le nouveau service dépendra de la présidence du Conseil.

En 1946, Passy doit quitter le service (on lui reproche d'avoir constitué un trésor de guerre dans la perspective d'un coup de force communiste en France). Un limogeage spectaculaire qui reflète les vives tensions entre socialistes et gaullistes.

C'est d'ailleurs Henri Ribière (voir p. 420 la biographie des patrons des services français depuis la Libération), le chef du mouvement de résistance socialiste Libé-Nord, qui lui succède comme directeur général du SDECE, épaulé par un adjoint issu du BCRA, le colonel Pierre Fourcaud.

Sur le plan renseignement, la priorité est d'abord donnée à la traque aux criminels nazis et à la chasse aux « cerveaux » allemands. Mais bientôt, comme dans le reste des pays occidentaux, c'est la guerre secrète contre le bloc soviétique qu'on privilégiera. Le SDECE est en effet dirigé par des

militants socialistes, anticommunistes par conviction et puissamment reliés entre eux par des amitiés maçonniques.

A cette époque, 1 480 fonctionnaires homologués, 880 civils, 600 militaires et 750 contractuels constituent le SDECE. D'abord baptisé « la DEC », ce service prendra le surnom de « Piscine » en s'installant boulevard Mortier, du fait de la proximité du bassin olympique des Tourelles. Un sobriquet appelé à durer...

Un inédit : l'opération MINOS

Des témoignages inédits et surtout l'accès à une partie des archives de cette opération française ultra-secrète derrière le rideau de fer nous permettent aujourd'hui d'en révéler les mystères.

La mission va durer de 1949 à 1954. Se crée, au sein de la division de la recherche du SDECE, une cellule clandestine intitulée Matériel d'informations normalisées pour les opérations spéciales (en abrégé MINOS). Deux aviateurs du SDECE en sont chargés, René Bertrand et Jacques Pommès-Barrère.

Bertrand, alias colonel Jacques Beaumont, est entré au secrétariat à l'Aviation en 1940, ce qui l'a amené à travailler avec le colonel de Peyronnet. Ensemble, ils effectueront une mission en Yougoslavie après-guerre d'où Beaumont, selon le témoignage de sa femme, reviendra « horrifié par le communisme ». Quant à Pommès-Barrère, alias Pom-Pom, il a monté un réseau de renseignements parmi les prisonniers de guerre en Allemagne pendant le conflit mondial et dirige le Service 27.

Les deux hommes vont travailler main dans la main avec le Service 29 (Action) et l'escadrille 1/56 Vaucluse. Celle-ci a pour but d'infiltrer des partisans recrutés parmi les *displaced persons* en Allemagne ou ailleurs sous l'égide, justement, du Service 27.

Ces émigrés sont évidemment triés selon leur nationalité. Puis ils font l'objet d'un examen approfondi du contre-espionnage (CE), le Service 23.

« Le CE étudiait les dossiers des émigrés, mais nous n'étions pas supposés connaître les détails des largages », nous a confié le colonel Germain, son numéro 2 à l'époque. Ultérieurement, un spécialiste du CE sera attaché au poste MINOS.

On a recours à toutes les bonnes volontés. Le général Raymond Schmittlein, directeur des Affaires culturelles du haut-commissariat français en Allemagne, a toujours prôné l'indépendance des pays Baltes. Il favorise donc les liens entre le SDECE et le VLIK (Comité suprême pour la libération de la Lituanie) et l'installation de ce dernier à Würzburg, en zone française. A Brisdorf, un ancien résistant du Nord, Voltaire Ponchel, dirige l'Office tripartite de contrôle (OTC). C'est au travers de ce type de filtres que certains émigrés de l'Est seront orientés vers MINOS.

D'autres filières encore. Tel Dragan Sotirović, des Tcheniki serbes de l'ancienne armée de Mikhaïlović entraînent leurs compatriotes prêts à

s'infiltrer dans la Yougoslavie de Tito. Des Roumains, souvent anciens « gardes de fer » du gouvernement fasciste de Codreanu, ou des monarchistes bulgares, favorables au jeune roi Siméon II, postulent aussi à l'action clandestine dans leur pays. Quelques-uns, très peu, sont sélectionnés. Ceux-là sont dirigés dans le plus grand secret vers le château de Gazeran à Rambouillet, au Vaudreuil ou dans les maisons de campagne d'Enghien, de Saint-Germain-en-Laye ou de Luzarches.

Joël Le Tac, compagnon de la Libération, un des tout premiers résistants à avoir sauté sur la France occupée, s'est souvenu pour nous dans quelles conditions il a été impliqué dans MINOS :

« Pour ce qui me concerne, l'entraînement des agents pour l'Est avait lieu au château Le Vaudreuil, dans l'Eure... justement sous la direction de Vaudreuil ! Ce dernier leur enseignait le maniement des explosifs et diverses techniques de clandestins que nous avions apprises dix ans plus tôt sur le tas. »

Précisons : François Thierry-Mieg, alias Vaudreuil, lui aussi un ancien du BCRA, est alors chef de cabinet du directeur adjoint du SDECE. Un autre compagnon de la Libération, Édouard Prezybylski, se joint à l'équipe. Compte tenu de ses origines familiales, il s'occupera bien entendu des Polonais.

Bob Maloubier, nageur de combat, contrôle les Hongrois. Comme Jean-Marie Pellay, alias Paquebot, il loge au second d'un hôtel de Saint-Germain avec les élèves, tandis qu'à l'occasion, le colonel Morlanne s'installe au rez-de-chaussée. La salle d'instruction est au troisième. Sur la plaque de la porte d'entrée, un nom anodin : Centre de formation de parachutisme.

Les Tchèques seront plutôt l'apanage de Raymond Hamel (du Service 25 2/4, Opérations spéciales), qui se souvient aujourd'hui en avoir regroupé plusieurs dizaines venus d'Autriche en 1951.

C'est avec Malraux en Espagne, dans la Résistance aux côtés de son ami le poète René Char, que Marcel Chaumien, alias « Armand », a appris l'art de la guerre secrète. Dès 1949, le colonel Fourcaud lui a confié une partie de l'entraînement des émigrés.

Comme lui rattaché au Service Action (dirigé en 1952 par le colonel Morlanne, assisté du commandant Perrin et, pour les opérations aériennes, du capitaine Arnould), Aldo Boccone fait également office de moniteur. Un autre ancien résistant lié à René Char, Raymond Laverdet, a été nommé instructeur spécialisé dans les explosifs et les armes secrètes. Son école spéciale de sabotage et de démolition est implantée à Gambet.

Chaumien a mis en place un programme de douze semaines allant de la prise en compte administrative jusqu'aux opérations réelles en passant par les techniques de recherche de terrain (« DZ » pour Dropping Zone, comme pendant la Résistance), la sécurité des parachutages, les balisages de jour et de nuit et les opérations de parachutage de jour et de nuit Homo et Arma (autrement dit : homme ou armes). Il a aussi inventé des techniques de plongée en forêt particulièrement sportives, qui permettent de sauter à faible altitude, engoncé dans la combinaison ultra-rembourrée des pompiers volants américains, les *Smoke-Jumpers*.

Une fiche détaillée valant mieux qu'un long discours, voici *in extenso* le contenu d'un stage préparé par Chaumien et ses amis :

STAGE DE L'ÉQUIPE TRITON DU 19 AU 27 JANVIER 1953

Composition de l'équipe tchécoslovaque : commandant Novotny, Bernard, Mirek, Jean.
Programme d'instruction prévu : sécurité, BOA 1re partie, armement et tir instinctif.
Nota : Bernard a déjà suivi un stage complet.

Sécurité individuelle, d'une organisation, des radios, des communications intérieures et extérieures, maisons sûres, évasion.

BOA : recherche de zones favorables aux parachutages par l'étude de la carte. Nature et dimension des terrains de parachutage. Problème du parachutage.

Armement
Présentation-démontage-remontage-entretien :
1° du pistolet Lugger P 08 (9m/m)
2° du pistolet Mauser (7m/m 65)
3° de la mitraillette STEN 9 m/m

Tir instinctif
17 séances de tir avec les pistolets Lugger et Mauser ont été effectuées. Étude de la position du tireur dans le tir instinctif.

Une instruction supplémentaire sur l'emploi de la grenade OF a été faite. Instruction théorique avec lancement de grenades réelles désamorcées.

A ce rapport sont ajoutées des notes personnelles :

« *Stagiaire JEAN*
Bon élément — a suivi le stage avec beaucoup d'attention — ne comprend pas toujours bien le français.
Tir instinctif : bon tireur. A réalisé des progrès très rapides dans le tir instinctif.
Moral : moral élevé, impatient d'entrer en action. Impatience qu'il serait toutefois nécessaire de freiner.

Stagiaire MIREK
Bon élément — parle et comprend couramment le français — calme — a suivi le stage avec beaucoup d'attention.
Tir instinctif : tireur moyen.
Moral : moral élevé, plus pondéré que son camarade Jean.

Conclusion
Ces deux agents semblent former une excellente équipe qui peut faire du bon travail. »

On utilise naturellement des armes étrangères, notamment celles capturées à la Wehrmacht en 1944-1945. Les avions sont des Junkers 52, des Barracuda ou des Dakota construits sous licence tchèque et rebaptisés Lisunof LI-2.

Ils décollent à partir d'Innsbrück en Autriche ou de Lahr en Allemagne. Les risques sont importants. D'ailleurs, plusieurs pilotes « crasheront » leur appareil comme Gabriel Mertzizen, un as de l'escadrille Normandie-Niémen, qui s'écrase le 30 septembre 1951. Mais d'autres, les Itard, Croissart, Laty, Levheder, Christienne, Lorion, Coulon, Crozet et Barbet réaliseront de multiples vols sans encombre pour l'équipage.

Chez les passagers aussi, la « casse » est abondante. Pour la pallier, le capitaine Bichelot, de la Section des opérations maritimes, propose en novembre 1954 d'organiser des débarquements clandestins par bateaux de pêche ou même par plongée sous-marine...

Les opérations

« Relativement peu nombreuses ! » prétendent les anciens de MINOS, qui minimisent après coup cinq ans de travail acharné, avec des moyens financiers et matériels conséquents.

Les plus importantes auront lieu en Tchécoslovaquie, les avions volant à partir de l'Allemagne. L'ensemble est monté par un Tchécoslovaque naturalisé Français, ancien combattant d'Espagne et responsable de la recherche opérationnelle (Bloc Planning) du général de Gaulle en 1944, le commandant Ferdinand Mitschke. Mais, dès 1951-1952, les Tchécoslovaques sont capturés à leur arrivée au sol. Comme les Polonais et les Allemands de l'Est.

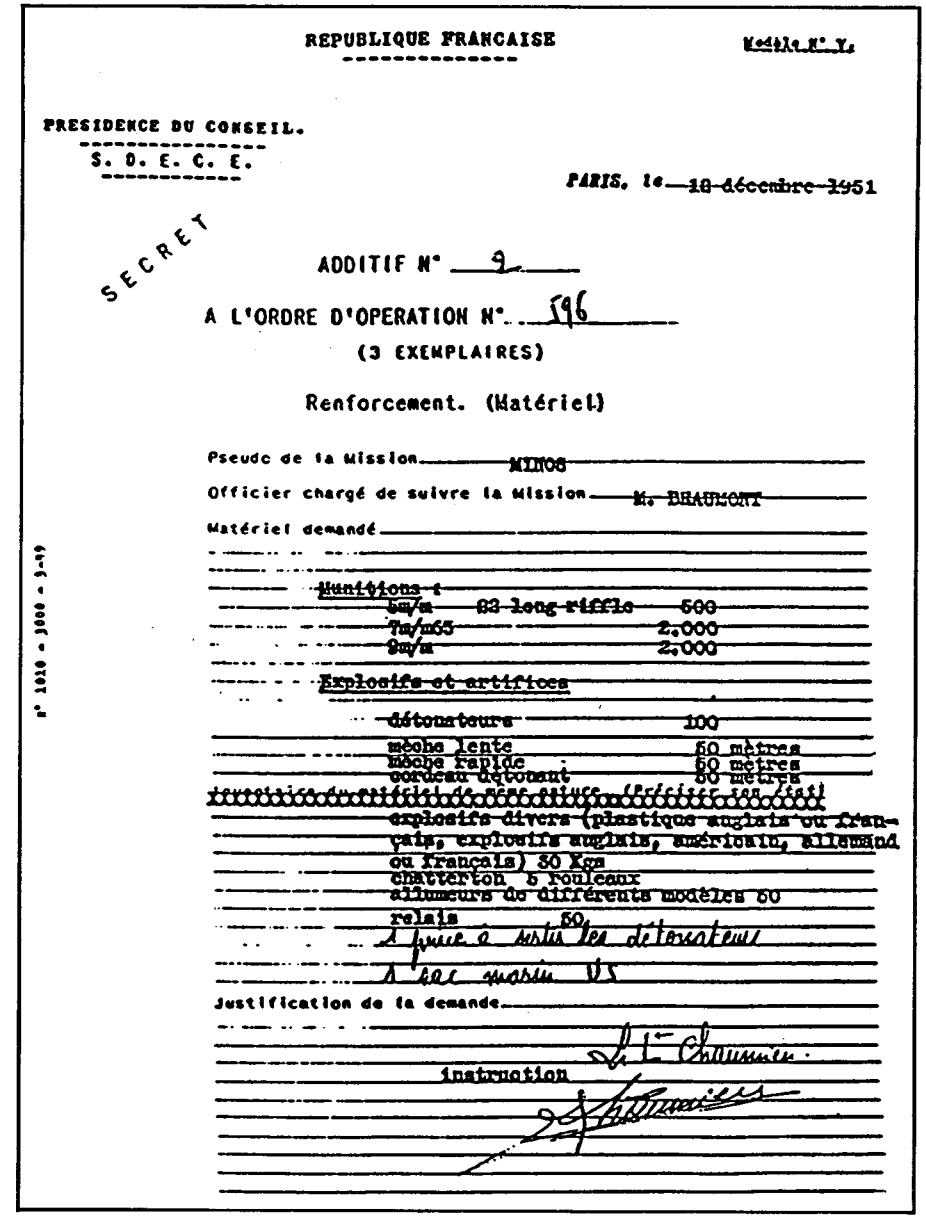
Les Lituaniens de Schmittlein connaissent des problèmes analogues. Cet ami de De Gaulle est en contact avec le groupe d'anciens partisans nationalistes du jeune Juozas Luksha. Ceux-ci ont rompu leurs liens initiaux avec la CIA pour solliciter l'aide française. En juin 1950, ils commencent un *crash-course*, autrement dit un entraînement accéléré. A la fin de l'été, Schmittlein les conduit à Persan-Beaumont, d'où ils doivent s'envoler, par étapes, vers leur pays natal. Soudain, la mission est abandonnée.

Que s'est-il passé ?

« Les Français venaient juste de perdre une équipe de trois hommes qui partaient de Suède en Russie et suspectaient une trahison », écrit Tom Bower, qui a trouvé quelques traces de l'opération du SDECE dans les archives britanniques.

Finalement, Luksha sera parachuté par la CIA en septembre 1950 en Lituanie et aussitôt capturé par les Russes.

Trahison ? Peut-être. En 1952, des Roumains, Alexandre Tanase, Mircea Papovici et quelques autres membres des Gardes de Fer, sont capturés dès leur arrivée. L'écrivain Alain Guérin, qui a pu enquêter à l'Est, retracera en 1962 leur procès dans *Les Commandos de la guerre froide*. Les deux Roumains y détaillaient leur entraînement par les services français à Longjumeau un an plus tôt. Sans compter les Polonais, que les services



REPUBLIQUE FRANCAISE

Modèle N° 1

PRESIDENCE DU CONSEIL.

S. D. E. C. E.

PARIS, le 18 décembre 1951

SECRET

ADDITIF N° 9

A L'ORDRE D'OPERATION N° 596

(3 EXEMPLAIRES)

Renforcement. (Matériel)

Pseudo de la Mission MINOS

Officier chargé de suivre la Mission M. BEAUMONT

Matériel demandé

Munitions :

~~9m/m 83 long rifle 500~~

~~7m/m65 2.000~~

~~9m/m 2.000~~

Explosifs et artifices

~~détonateurs 100~~

~~mèche lente 50 mètres~~

~~mèche rapide 50 mètres~~

~~cordeau détonant 50 mètres~~

~~explosifs divers (plastique anglais ou français, explosifs anglais, américain, allemand ou français) 50 Kgs~~

~~chatterton 5 rouleaux~~

~~allumeurs de différents modèles 50~~

~~relais 50~~

1 fusée à sertir les détonateurs

1 sac marin US

Justification de la demande

Le Chef du Service d'instruction

n° 1010 - 1000 - 3-49

Un document de l'opération MINOS

communistes de leur pays, l'UB, ont renvoyés en France après les avoir cueillis à l'atterrissage pour mieux narguer les organisateurs de MINOS.

Trahison, c'est maintenant certain. Le 13 septembre 1954, le capitaine Chaumien écrit à Beaumont :

« J'ai l'honneur de vous informer qu'à la suite de la réception de la note de service 2908/1464/12/DL du Service 29, il m'est impossible de continuer à assurer l'instruction des équipes d'agents du poste MINOS, dans les conditions préconisées par la note précitée pour les raisons suivantes... »

Chaumien donne des motifs. Mais la raison première est plus importante :

« 1. *Raisons de sécurité*

Comme je l'ai déjà dit bien des fois, il est anormal de rendre compte au Service 29 (Service Action) du travail d'instruction donné aux différentes équipes du poste MINOS (Service SR) pour une raison élémentaire de sécurité, car il y va de la vie des agents du poste. »

Le camarade de Résistance de René Char n'est pas le seul à s'interroger sur les raisons de ces échecs. Et la suspicion va naître : y aurait-il une « taupe », ou plusieurs, dans le poste MINOS ?

Cherchez la taupe

Beaumont sera le premier suspect. Aujourd'hui, les services de sécurité français sont persuadés de sa culpabilité. Plus réservés, d'autres, vétérans du contre-espionnage, rappellent que, « de toute façon, c'était une opération trop risquée qui ne pouvait pas marcher ».

L'affaire va déboucher sur une polémique sans lendemain dans les années 60. Beaumont sera expulsé du SDECE à l'arrivée d'Alexandre de Marenches. Aujourd'hui encore, sa veuve et un cercle d'amis continuent de défendre sa mémoire.

A l'époque, on s'intéresse moins à l'un de ses adjoints, le responsable du contre-espionnage pour l'opération, François Bistos, alias colonel Franck, son nom de Résistance. A la Libération, il a été versé au contre-espionnage sous l'égide du colonel Germain, qui se souviendra que cet ancien du réseau Andalousie « menait des missions avec Déodat du Puy-Montbrun, alias le colonel Philippe ». Bistos est ensuite devenu l'adjoint du colonel Chrétien dans la région de Toulouse, traditionnelle antenne contre-espionnage en direction de l'Espagne. Plus tard, il sera vice-consul à Madrid, chargé d'assurer la liaison avec les services de Franco.

Le colonel Fourcaud lui donne un temps pour mission la constitution de réseaux bis anticommunistes, noyaux de résistance potentiels en cas d'invasion de l'Armée rouge reliés aux projets Arc-en-Ciel (voir p. 57). Pour ce faire, Bistos est affecté officiellement à la présidence du Conseil, une couverture fréquente du SDECE.

« C'est à cette époque qu'il est chargé de suivre le poste MINOS comme l'un des adjoints de Beaumont », complète Raymond Hamel, qui l'a bien connu.

Ledit poste MINOS fermé, le colonel Franck retrouve son domaine hispanique. Il est notamment itinérant en Amérique latine avant d'être dirigé vers le Service 7, celui des opérations spéciales. Mais déjà, la guerre d'Algérie fait rage. Sous l'égide de Jacques Soustelle, qui l'a prélevé momentanément du SDECE, Bistos anime notamment des radios clandestines en direction de l'Afrique du Nord. Loin de suivre l'ancien ministre dans son évolution vers l'OAS, il resserre au contraire ses liens avec un autre baron gaulliste, Jacques Foccart, qu'il a notamment fréquenté à l'entraînement du service Action à Cercottes.

Dans les années 60, on retrouve l'ancien du réseau Andalousie superviseur de la Sécurité attaché au directeur général du SDECE, le général Jacquier. C'est l'époque où débute une véritable « chasse aux taupes » consécutive à la défection d'un fonctionnaire du KGB chez les Américains (p. 186).

Le voici chargé des services généraux de la direction de l'infrastructure et des moyens : autrement dit le Saint des Saints, les archives centrales du SDECE, service qu'il quitte en 1970. Quelques années plus tard, il sera impliqué dans le scandale des Avions renifleurs. Mais paix à ses cendres : le 17 septembre 1981, François Bistos, alias le colonel Franck, rend l'âme en Corrèze.

Peu après, un transfuge roumain passe à l'Ouest. Ses informations confirment les pires craintes : Bistos a travaillé depuis les années 50 pour la Securitate, les services de Ceaucescu. Une réfugiée roumaine de grande famille, également en contact avec le colonel Beaumont, a joué un rôle important dans son recrutement.

Coup de théâtre. Le général Emin, chef de la recherche à la DGSE, contacte alors son vieux camarade Lannurien et lui révèle ce nouveau rebondissement. A son tour, Lannurien nous expose les nouvelles données, mais nous demande de ne rien publier de son vivant. Il meurt dans sa demeure familiale de Roscoff en mars 1988. Le 6, Roger Faligot publie dans *Le Journal du Dimanche* un article intitulé « Révélation : la mort délivre le colonel de son secret : UNE TAUPE ROUMAINE AU SDECE » et le termine ainsi :

« Consternation pour Lannurien, et en même temps solution d'une énigme qui lui pesait : l'agent double était un haut responsable dans la sécurité du SDECE travaillant, comme le colonel breton, dans le cabinet du directeur dans les années 60. Ainsi, personne ne pouvait être mieux placé pour bloquer et saboter les enquêtes sur l'infiltration communiste à la Piscine... où le colonel F... a continué à travailler jusqu'au milieu des années 70. »

F... comme Franck ! Quelques dirigeants de la Piscine s'émeuvent de l'erreur de date. Ils ont raison : dès 1970, Bistos fut évincé dans des conditions étonnantes, comme nous l'avons appris depuis.

C'est en effet à l'arrivée d'Alexandre de Marenches au SDECE que Georges Lionnet, le patron de la Sécurité depuis 1947, en accord avec le chef du contre-espionnage, Choppin de Janvry, demande l'expulsion de Bistos.

Marenches convoque ce dernier et le foudroie de deux simples phrases :

« Vous êtes un agent de l'Est. Vous êtes viré ! »

Lionnet arrive avec deux gendarmes. On conduit Bistos dans son bureau où il ramasse ses affaires personnelles, gommes et crayons. Selon la tradition, il doit signer les bons de décharge. On l'entraîne déjà vers la porte centrale, son petit cartable sous le bras. L'homme n'a pas dit un seul mot !

Il aura fallu pas moins de vingt-cinq ans pour qu'on connaisse l'identité de la taupe qui a trahi MINOS. Et quarante pour qu'enfin l'affaire soit totalement éclaircie, qu'on sache pourquoi tant de ces émigrés anticommunistes s'étaient retrouvés par un matin blême devant le poteau d'exécution à Bucarest, à Budapest, à Prague. Ou bien à Tirana...

Échec à l'opération VALUABLE

Tandis que les Français montent l'opération MINOS, les Anglo-Saxons tentent, entre autres, de déstabiliser l'Albanie, talon d'Achille du bloc communiste selon eux.

En 1944, l'ancien secrétaire général du parti communiste local, le lieutenant général Koçi Xoxe, devient ministre de l'Intérieur. A ce titre, il cumule les directions de la Garde du Peuple et de la sécurité d'État, le Sigurimi, fondé dans la Résistance en mars 1943 avec l'aide des conseillers yougoslaves.

Xoxe est donc un « titiste », telle sera bientôt la conclusion d'Enver Hoxha, un autre dirigeant soutenu par le MGB soviétique. En juin 1949, Xoxe passe à la trappe et meurt sous les balles. Le MGB en profite pour reprendre en main le « p'tit frère » Sigurimi. Même diagnostic, même traitement de choc que dans les autres pays de l'Est où l'opération SPLINTER FACTOR, montée par la CIA et utilisée par Staline, fait les ravages qu'on a vus plus haut.

Le bras droit d'Enver Hoxha, Mehmet Shehu, ancien des Brigades internationales d'Espagne complètement prosoviétique, s'installe au ministère de l'Intérieur. Avec les 15 000 hommes des forces de sécurité, il fait face aux tentatives de déstabilisation organisées de l'étranger par les partisans du roi Zog et les républicains du Balli Kombëtar (Front national), parrainés par le MI 6 et la CIA. Tel le lieutenant-colonel David Smiley, un Britannique, certains agents occidentaux épaulaient cinq ans plus tôt les partisans communistes dans la Résistance. Mais aujourd'hui les services anglo-saxons ont choisi l'Albanie comme cible.

Les Français jouent un jeu solitaire. Ils ont également effectué une liaison avec les partisans rouges de Hoxha. Nous avons ainsi recueilli le témoignage du colonel Serge Parisot : il fut parachuté en Albanie au titre du contre-espionnage, tout comme son beau-frère Jacques Wissdorf, et rencontra Enver Hoxha en personne avant de devenir le responsable du secteur Europe Sud au SDECE (Italie, Espagne, Balkans).

Justement, la Piscine ne fait pas confiance au Comité pour les Albanais libres monté par la CIA. Bien lui en prendra, car l'opération est pourrie jusqu'à la moelle. Ce qui explique qu'en 1968, après s'être réfugié à l'Est,

le célèbre agent double Kim Philby, ancien responsable de premier plan du MI 6, ait expliqué dans ses Mémoires comment les services occidentaux avaient choisi de s'attaquer « au plus petit et au plus faible des pays socialistes » et qu'en 1982 Enver Hoxha ait publié, sous le titre *Les Menées anglo-américaines en Albanie*, un livre remarquablement précis livrant des dizaines de noms d'agents du MI 6.

A Washington, Frank Wisner, le grand « sorcier » de la CIA, déjà célèbre pour ses opérations spéciales, chapeaute l'opération VALUABLE, tandis qu'à Londres le MI 6 utilise les contacts utilement forgés pendant la guerre. Parmi ses recrues albanaises, le capitaine Zenel Shehu, chef de la garde personnelle du roi Zog en exil, le colonel Muharem Bajraktari, ministre de l'Intérieur sous l'occupation italo-nazie, ou l'ancien chef résistant Abbas Kuppi. S'y adjoindront aussi de nombreux catholiques du parti Independenza.

Frank Wisner se montre admiratif : « A chaque fois que l'on veut monter une opération, les Anglais ont des tas d'îles à nous offrir. » C'est vrai : grâce à leurs antennes à Malte, Corfou ou Chypre, les hommes du MI 6 lancent des raids nautiques, assurent l'espionnage radio et les transmissions avec les équipes infiltrées. A partir d'octobre 1949, les agents seront débarqués par voie navale. Il faudra par contre attendre novembre 1950 pour que les Américains parachutent des hommes à partir de l'Allemagne. Pour un résultat toujours aussi désastreux : dès leur arrivée, les agents anglo-américains sont purement et simplement neutralisés.

Bien des raisons à ce triste état de fait. Et d'abord, l'infiltration adverse au sein même des services de sécurité occidentaux. Pat Whinney, chef de station MI 6 en Grèce et protagoniste de VALUABLE, a eu le malheur de se confier à Kim Philby. Lequel s'est empressé de communiquer l'information aux services soviétiques qui l'ont répercutée au Sigurimi...

En octobre 1949, l'agent double au service des Soviétiques devient chef de station MI 6 à Washington, chargé de liaison avec la CIA. Aux premières loges pour suivre la mésaventure albanaise et en compromettre un peu plus le montage, donc. Il rencontre quotidiennement Frank Wisner et ses adjoints, Frank Lindsay et Jim McCargar (auteur sous le nom de « Christopher Felix » d'un *Manuel de la guerre clandestine*). Résultat : les services albanais redoublent d'efficacité. Wisner recevra un blâme pour cet échec cuisant. Pourtant, en dépit de graves soupçons pesant sur Philby, la CIA va poursuivre les missions-suicides albanaises jusqu'à Pâques 1952.

Les ultimes opérations occidentales ayant échoué, en 1954, Mehmet Shehu cède son poste du ministre de l'Intérieur à son beau-frère Kadri Hasbiu, qui le conservera jusqu'en 1980. Pendant cette longue période, presque trente ans, l'Albanie connaît bien des soubresauts. Elle accompagnera la Chine populaire dans son schisme avec Moscou dans les années 60, puis, dix ans plus tard, rompra violemment avec la Chine post-maoïste. Sinistre épilogue à l'histoire du Sigurimi : en décembre 1981, à la suite d'une altercation avec l'inamovible Enver Hoxha, Mehmet Shehu est abattu au cours d'une scène digne d'un western.

Dans ses Mémoires, Hoxha expliquera que son ancien compagnon avait

été recruté avant la Seconde Guerre mondiale par un nommé Larry Post, agent américain ; par les Britanniques pendant la guerre d'Espagne ; par la Gestapo et le SIM italien en France en 1940, puis par les Yougoslaves dans les maquis de la Résistance, pour finir par le MGB du major Ivanov ! Ailleurs (dans *Les Titistes*), il affirme que « Mehmet Shehu devait convertir toute sa famille en un nid d'agents, une famille de serpents ».

Il méritait donc la mort, ce renégat qui traitait ses camarades albanais de « communistes bachibouzouks » ! Selon son fils, Bashkim Shehu (*L'Automne de la peur*, 1993), c'est Kadri Hasbiu qui aurait organisé l'assassinat. On accusera ensuite ce dernier de complot contre Hoxha avant de le liquider en 1983. A Tirana, on n'hésitait pas à faire le ménage sous le règne du dictateur...

Attentat à Paris

Ce dimanche 6 mai 1951, rentrant du cinéma à son hôtel du 12, rue de Charonne, Sadiq Premtaj éprouve un curieux pressentiment. A peine a-t-il éclairé le couloir pour monter dans sa chambre qu'une masse sombre fond sur lui. Une hachette va lui fendre la tête. Geste de recul. La lame glisse sur le côté, râpant le cuir chevelu du vieux clandestin. Son sang gicle. Sadiq s'accroche à l'imperméable de son agresseur en hurlant : « Police ! police ! » L'homme détale alors en jetant un dernier regard assassin sur sa victime.

« C'était Djemal Chami ! racontera Premtaj à ses amis sur son lit d'hôpital. Hoxha et Shehu l'ont envoyé ici pour me faire le coup de Trotsky ! »

Paris, le 19 juillet 1951.

Monsieur le Commissaire de Police,

Je soussigné Sadik PREMTAJ, ai l'honneur de solliciter l'autorisation d'acquérir et de détenir une arme de défense de la 4ème catégorie pour les motifs suivants :

J'ai été victime d'une agression en rentrant à mon domicile le six mai dernier vers 23 heures. Un individu, embusqué dans le couloir de mon hôtel, m'a porté un coup de hachette. J'ai été sérieusement blessé et j'ai dû séjourner à l'Hôpital de la Pitié. J'ai d'ailleurs porté plainte à M. le Procureur de la République.

Trois mois après l'attentat, Premtaj demande une autorisation de détention d'arme.

Sadiq Premtaj, le principal opposant au régime, est en effet trotskyste. Et pis, aux yeux du maître de Tirana, fondateur du PC albanais comme lui, il en connaît tous les petits secrets. Comment Hoxha, étudiant à Montpellier, se faisait de l'argent de poche en devenant l'amant de femmes mûres. Comment, à Bruxelles, il est devenu secrétaire à l'ambassade du roi Zog. Surtout, contrairement à la légende dorée, Premtaj sait que le numéro 1 d'aujourd'hui était pendant la guerre un « planqué » et non un héros de la Résistance, qu'il entretenait des liens ambigus avec les services italiens, qu'il faisait tuer certains de ses amis, voire de ses amants.

Qemal Stafa, par exemple, pour lui ravir sa petite amie Nexhamia. Mais Premtaj (« Djepi » dans la Résistance) est persuadé que la vraie raison de ce meurtre tient aussi à un autre mobile : Stafa devait le rencontrer pour unifier les groupes communistes. En 1945, il prend la fuite vers l'Italie. Il s'installe en France où Max Théret, bientôt patron de la FNAC, lui offrira un emploi de comptable qu'il conservera jusqu'à sa retraite en 1979.

« Il faut éliminer Djepi », enjoint Enver Hoxha à Mehmet Shehu, le patron du Sigurimi. On confie l'organisation de l'attentat à Llambi Pecini, attaché à l'ambassade. Shehu choisira le tueur dans le vivier des anciens des Brigades internationales dont il fut lui-même.

Le lendemain de l'assassinat manqué, Djemal Chami saute dans l'avion de Prague. De retour en Albanie, il sera nommé commissaire de police à Durazzo. Mais il en sait trop et se retrouve derrière les barreaux où l'attend une mort certaine. Llambi Pecini, protégé par Shehu, continuera une carrière dans la « diplomatie ». Jusqu'à la chute de son patron en 1982, époque à laquelle il sera liquidé avec deux autres patrons du Sigurimi, Fiçor Shehui et Kadri Hasbiu. Enver Hoxha les suivra dans la tombe en 1984.

Premtaj, l'increvable trotskyste albanais, n'expirera que bien après ceux qui s'étaient voulus ses bourreaux. De sa belle mort à Paris en 1990...

GLADIO

A l'heure de la guerre froide, face aux risques d'offensive soviétique à l'Ouest, les services occidentaux, notamment américains, ont créé de nombreuses structures anticommunistes parallèles. Comme ceux de MINOS, ces réseaux mettront quarante ans à sortir de l'ombre grâce à la ténacité d'une poignée de magistrats italiens qui n'acceptaient pas qu'on commît n'importe quel crime au nom de la croisade contre le communisme et à l'obstination d'une dizaine de journalistes européens à laquelle nous sommes fiers d'appartenir.

Tout commença parce que le jeune juge Felice Casson enquêtait sur l'explosion d'une Fiat 500 voisine d'un dépôt d'armes clandestin des réseaux GLADIO, à Pétéano. Œuvre de militants du groupe d'extrême droite Ordine Nuevo las d'être manipulés par les services italiens, la déflagration du véhicule avait tué trois carabiniers le 31 mai 1972.

Le magistrat convoque dès le 6 décembre 1989 le général Pasquale

Natarnicola, un ex-responsable du SISMI, le service de renseignement extérieur italien. Lequel lui révèle qu'à l'insu du Parlement on a constitué plusieurs dépôts secrets d'armement.

Apprenant que le chef du SISMI, l'amiral Fulvio Martini, s'est rendu dans la région de Pétéano pour récupérer un stock d'explosifs, Casson écrit au président du Conseil et lui demande l'autorisation de consulter des documents ultraconfidentiels entreposés à Fort Braschi, le siège du SISMI.

Le président hésite. Homme clef du système politique italien, gardien de tous ses secrets, Guilio Andreotti n'apprécie déjà pas beaucoup les magistrats trop curieux. Il faudra huit mois pour que Casson obtienne satisfaction.

La ténacité du petit juge finit tout de même par payer. Le 25 octobre 1990, Andreotti est obligé d'admettre officiellement l'existence d'un réseau clandestin qui date de l'époque de la guerre froide dans le cadre de l'Organisation atlantique, l'OTAN.

Celle-ci affirme d'abord n'avoir « jamais entendu parler de GLADIO » avant de faire brusquement marche arrière. Peu après, William Colby, ex-directeur de la CIA et responsable des « opérations politiques » à Rome entre 1953 et le début de 1959, reconnaît avoir financé les partis du centre, leurs syndicats ou leurs organisations de jeunesse, mais nie avoir eu spécifiquement connaissance de GLADIO.

En décembre 1990, le gouvernement de Rome dissout les réseaux, une décision que confirme leur formateur de 1974 à 1980, le général Paolo Inserilli. Trop tard d'ailleurs : le 7 janvier 1991, la presse italienne publie la liste des 577 membres survivants de GLADIO ! Suivront des révélations en cascade, ponctuées d'enquêtes journalistiques sur ses équivalents dans toute l'Europe.

Ainsi, un an tout juste après la destruction du mur de Berlin et l'effondrement des régimes communistes à l'Est, l'opinion publique occidentale apprend-elle enfin, pièces en main, qu'on ne gagne pas une guerre froide sans casser quelques œufs...

Toile d'araignée sur l'Italie

Le 29 avril 1945 à Milan, James Angleton, le principal responsable de l'OSS en Italie, récupère et transfère secrètement à Rome Junio Valerio Borghèse, ex-commandant de la Decima Mas, une unité d'élite mussolinienne. Devenu représentant à Rome de la Strategic Services Unit puis dirigeant de la CIA, Angleton procédera, avec l'accord du ministre de l'Intérieur Mario Scelba, à la récupération d'anciens responsables de l'OVRA, la police secrète mussolinienne, et de nombreux cadres militaires et politiques fascistes. Recrutement d'autant plus hâtif que le PC italien, plus puissant que jamais, semble en mesure de marquer un point décisif aux législatives de 1948.

Le nom d'Angleton n'apparaît pas ici par hasard. Contrairement à ce que certains avaient pu croire lors des premières « explications » officielles, la commission d'enquête créée en 1990 en Italie prouvera que GLADIO

dépendait en fait bien plus de la CIA et du renseignement militaire américain que de l'OTAN.

Dès 1947, l'année de la naissance de la guerre froide, s'est mise en place sous l'œil vigilant de Scelba une première structure anticommuniste clandestine, l'Armata italiana della libertà (AIL), commandée par le colonel Ettore Musco et financée par Angleton. Outre le soutien américain, cette organisation bénéficie d'un appui maçonnique du type de celui qui s'incarnera ultérieurement dans la célébrissime loge P2 dont le « révérent », Licio Gelli, sera intimement lié aux activités des réseaux GLADIO.

Après la défaite mussolinienne, les services de renseignement militaires ont officiellement disparu depuis décembre 1945. En théorie, seuls subsistent donc le Controspionagio dell'Arma dei Carabinieri et la Direzione Generale di Servizi Speciali presso il Ministero degli Interni (Direction générale des services spéciaux du ministère de l'Intérieur).

Comme nous sommes en Italie, la réalité est naturellement plus mouvante. A Rome, les services spéciaux se sont abrités longtemps sous la couverture du « Centre X ». C'est là qu'opéraient de concert le colonel Musco et un autre officier, Giovanni De Lorenzo. En mars-avril 1949, quelques jours après la fondation de l'OTAN, naît officiellement le Servizio informazioni Forze Armate (SIFAR, Service de renseignement des Forces armées), dont le premier chef sera le général Giovanni Carlo Re.

La CIA et le général Umberto Broccoli, successeur de Re à la tête du SIFAR, jettent dès 1951 les bases de l'opération GLADIO : on créera dans le plus grand secret des groupes du type *stay behind*, structures « enterrées » prêtes à entrer en action en cas d'offensive communiste. Une expérience qu'amplifiera tout naturellement le général de division Musco, le fondateur de l'AIL, quand il remplacera Broccoli au SIFAR la même année. Après le départ du corps expéditionnaire français, les Américains sont en effet restés seuls ou quasi seuls sur le terrain.

Les groupes naissants sont composés à 80 % d'anciens fascistes, comme l'admettra Licio Gelli lui-même en novembre 1990 :

« Ces hommes étaient non seulement des patriotes mais ils savaient se battre. On les a trouvés dans les anciens de la République de Salo, c'est-à-dire le dernier retranchement de Mussolini en 1943. »

Base fasciste, organisation calquée sur celle des réseaux de résistance européens contre le nazisme. Tel n'est pas le moindre des paradoxes de cette infrastructure anticommuniste clandestine qui adopte — tout un programme ! — l'emblème du Glaive, symbole de la défunte République de Salo.

Depuis décembre 1955, le colonel Renzo Rocca (chef du Bureau R — Ufficio Ricerca) est chargé de recruter les « gladiateurs » qui seront entraînés par des instructeurs anglais et américains. Bientôt, ils sont 622, divisés en sections Renseignement, Sabotage, Guérilla, Propagande et Évasion, formés notamment au centre-école de saboteurs d'Alghero-Poglina en Sardaigne, parrainé par des officiers de la Company comme Gerald Miller ou William Colby, le futur directeur de la CIA, mais aussi par des spécialistes du MI 6 dont le desk antisoviétique, dirigé par Harold Gibson, est alors installé à

Rome. C'est à ce titre que les hommes du Special Air Service (SAS) britannique, le bras armé des services de Sa Majesté, entraîneront dans leur QG de Hereford certains cadres de l'opération.

L'accord CIA-Italie constitutif de GLADIO est officialisé le 26 novembre 1956, l'année où De Lorenzo est porté à la tête du SIFAR. En 1964, plus attiré par la lutte contre la « subversion intérieure » que par les tâches de renseignement à l'étranger, le même Lorenzo met au point le plan SOLO avec Bill Harvey, chef de station de la CIA à Rome. Il s'agit d'empêcher l'arrivée de la gauche au pouvoir. La découverte de ce plan deux années plus tard entraînera une nouvelle refonte de la communauté italienne du renseignement, univers étrange où les changements de structure se succèdent sans modifier réellement la propension au complot des services. Parmi les remous créés par l'échec de SOLO, on notera le procès opposant deux journalistes de l'*Expresso* au général De Lorenzo à l'hiver 1967-1968. Il donnera l'occasion au général de brigade Giovanni Allavena, chef du SIFAR entre 1965 et 1966, de se distinguer à la barre en refusant d'évoquer les circonstances de la création de son service au nom du secret défense.

Allavena n'a pas toujours fait preuve d'une aussi grande discrétion professionnelle. C'est par son intermédiaire, semble-t-il, que Licio Gelli a récupéré une part notable des archives du SIFAR, archives dont il usera avec abondance pour mettre en place la loge P2 dont Giovanni Allavena sera, justement, l'un des premiers adhérents.

Rien n'est simple en Italie, pas même la mort. Le 27 juin 1968, le colonel Rocca se suicide dans ses bureaux romains de la via Barberini. S'est-il lui-même tiré une balle de 6.35 comme l'affirment les enquêteurs ? A-t-on aidé cet homme mystérieux à dire adieu à un monde devenu trop cruel ? Officiellement retraité et représentant commercial de la Fiat, l'ancien mentor des gladiateurs continuait à exercer ses talents au sein d'une officine privée liée à la fois aux milieux d'affaires et aux services.

Avec la réorganisation du SIFAR en SID (Servizio Informazioni Difesa), de 1972 à 1974, c'est la 5e Section du Bureau R (Recherche) du commandant Gerardo Serravalle qui assurera la liaison avec les gladiateurs. Venu témoigner devant la commission d'enquête en 1990, il trouvera cette comparaison littéraire bien italienne pour résumer la situation de l'époque :

« Ils vivaient, désormais, dans un climat de *Désert des Tartares* et raisonnaient ainsi : en cas d'invasion, les Soviétiques seront soutenus par les partis communistes nationaux. Pourquoi attendre cette invasion ? Agissons tout de suite ! »

La stratégie de la tension

En 1968-1969, la révolte des étudiants puis le « Mai rampant » des travailleurs des grandes usines secouent la péninsule italienne. En guise de riposte s'élabore la « stratégie de la tension ». La mettront en œuvre des

militants néo-fascistes agents des services italiens ou manipulés par eux. A leurs côtés, certains gladiateurs joueront un rôle trouble.

Attentats « bruns » et « rouges » se succèdent en effet, créant — c'est l'objectif cherché — un climat de peur qui freine le mouvement contestataire gauchiste : massacres de la piazza Fontana (seize morts en 1969) ; coup d'État manqué du « prince noir » Borghèse (décembre 1970) ; création de la loge P2 (1971) ; découverte de l'organisation secrète « Rose des Vents », regroupant des militaires, des officiers des services et des néo-fascistes (octobre 1973-avril 1974) ; attentat de Brescia (28 mai 1974, 7 morts) : attentat contre le train Rome-Munich Italicus (4 août 1974, 12 morts) ; mise en cause par la magistrature d'une cinquantaine de personnes comme le général Vito Miceli, chef du SID, ou comme les militants du groupuscule néo-fasciste Avanguardia Nazionale, dont plusieurs leaders appartenaient au service de contre-espionnage du général Maletti (octobre 1974).

Quel rôle exact ont joué les Américains au cours de cette période douloureuse ? Selon Victor Marchetti, l'ambassadeur US à Rome de 1969 à 1972, Graham Martin aurait, avant d'être muté à Saigon en juin 1973, fait financer par la CIA (chefs d'antenne successifs à Rome : Howard Edward Stone puis Hugh Montgomery) divers groupements d'extrême droite aux activités louches. Directement ou par le biais de GLADIO, la Company et le Renseignement militaire américain (DIA) versaient, d'autre part, d'importants fonds aux chefs des services italiens.

Ces derniers seront justement crédités d'une attitude ambiguë en 1978, lors du kidnapping puis de l'assassinat d'Aldo Moro, le chef de la Démocratie chrétienne, partisan avoué de l'entrée du PCI au gouvernement (attentat « rouge »), ou le 2 août 1980, au moment du massacre de la gare de Bologne (85 morts, 200 blessés, attentat « brun »). Deux jeunes journalistes proches de l'ex-PCI, Antonio et Gianni Cipriani, considèrent en outre les Brigades rouges comme part d'une vaste manipulation par la CIA inaugurée sous Angleton, thèse qu'ils exposeront en 1991 dans *Sovranità limitata*. Sans preuves suffisantes à notre avis, ce qui n'épuise pas les questions qu'on peut légitimement se poser quant à l'attitude des services italiens et aux responsabilités des Américains dans les dérapages sanglants de la « décennie de plomb ».

L'Italie en sortira traumatisée. Aujourd'hui, elle s'interroge encore sur le rôle exact de GLADIO dans ces entreprises de déstabilisation répétées auxquelles elle a survécu...

André Moyen, homme clef des réseaux Stay behind

C'est en novembre 1990, à l'occasion des polémiques sur l'affaire GLADIO, que le public belge découvre le personnage d'André Moyen. Mais très rares sont ceux qui connaissent le passé de ce vieux routier des services. Un passé qu'il a accepté pour la première fois de révéler pour cette *Histoire mondiale du renseignement*.

Tout commence en 1935, quand cet orphelin de père, ouvrier puis élève instituteur, effectue son service militaire. Quelques jours avant sa libération, le sergent Moyen arrête de manière fortuite un agent allemand venu repérer le tracé des fortifications frontalières.

Sans l'avoir choisi, le jeune sous-officier vient de mettre le pied à l'étrier. En juillet, Moyen est convoqué par l'as des services belges, le capitaine René Mampuys, qui a lu attentivement son dossier.

— Que vas-tu faire après ta démobilisation ?

— Reprendre mes études à l'École normale.

— Tu ne préférerais pas apprendre les langues étrangères, par exemple l'allemand ?

— Si.

— Alors ce soir, à minuit sept, il y a un train en gare du Nord pour Cologne...

— Mais je n'ai pas de passeport !

— En voilà un...

Mampuys tend à Moyen un passeport muni de la photo du jeune sergent, dénommé pour l'occasion « Freddy Bastogne », un pseudonyme qui le suivra longtemps.

Pour l'éprouver, Mampuys envoie ensuite son nouvel agent à Hanovre puis Bonn, sous une « couverture » de professeur de flamand dans un lycée religieux belge. Fin 1938, il lui confie une nouvelle mission de confiance, surveiller un étrange vendeur d'imperméables en gros : nul autre que Léopold Trepper, l'un des principaux animateurs en France et en Belgique du célèbre réseau d'espionnage soviétique, l'Orchestre rouge...

La Belgique envahie, Moyen entre tout naturellement dans la Résistance. Devenu le « capitaine Freddy », il crée le Service 8 (liquidation des traîtres et agents nazis) et devient le numéro 2 du réseau Athos (renseignement militaire lié à l'OSS, le service secret américain du temps de guerre). Ce qui lui vaudra de connaître les méthodes d'interrogatoire de la Gestapo...

A la Libération, André Moyen travaille de nouveau sous les ordres de Mampuys, patron de la 2e Direction du ministère de la Défense nationale qui se transformera bientôt en SGR/SRDA (Service général de renseignement/ Service de documentation, de recherche et d'action). Il entretient des relations privilégiées avec les officiers de l'OSS. Notamment avec l'attaché militaire américain à Bruxelles Robert Solborg, fils d'un général tsariste et ancien chef du secteur Opérations spéciales (OPC). C'est Solborg qui lui présentera deux ans plus tard Irving Brown, syndicaliste US de choc à l'origine de la scission entre CGT et FO et pièce maîtresse de l'action anticommuniste américaine en milieu ouvrier dans les pays européens et en Afrique.

Mampuys et Moyen sont convaincus que le nouveau danger est soviétique. Dès 1946, le premier a ordonné la constitution de réseaux immergés, ébauche d'une armée secrète de résistance en cas d'invasion russe. Pour sa part, devenu journaliste, le capitaine Freddy, agent homologué de la 2e Direction, voyage énormément.

En France, Moyen va se lier à un personnage peu banal, le Dr Henri

Martin, alias « Oncle Bip », ancien chef du service de renseignement de la mystérieuse Cagoule avant-guerre, anticommuniste aussi acharné que lui dont il va devenir l'ami et le correspondant en Belgique.

L'ancien résistant belge assure les liaisons du SGR/SDRA avec le colonel Sérot, des services spéciaux militaires, ainsi qu'avec le directeur général du SDECE, Henri Ribière. Le futur ministre André Boulloche l'a également mis en contact avec Roger Wybot, le patron de la DST.

Furieux que Moyen ait refusé de devenir son agent attitré, Roger Wybot le fait expulser de France en 1948. Le capitaine Freddy n'en poursuit pas moins ses activités anticommunistes. En plein accord avec Mampuys et avec le banquier Marcel De Roover, il crée la même année 1948 le réseau de renseignement privé Milpol, financé par de grosses banques belges et dont les informations sont transmises au SDRA. Moyen étendra Milpol au Congo belge sous le nom de Crocodile. Peu avant ce séjour en Afrique, Henri Ribière et ses amis du SDECE lui proposent de devenir le « correspondant » des groupes anticommunistes clandestins en Belgique.

Moyen accepte malgré les réticences de Mampuys. Du coup, il va se transformer en plaque tournante des réseaux « dormants » qui se constituent un peu partout. Chargé de mission en Italie par Albert De Vleeschauwer, le ministre belge de l'Intérieur, il devient l'ami de Mario Scelba, homologue romain de De Vleeschauwer. Scelba qui lui présente le général Galli, chef de la Publica Sicurezza, dont l'ancien du réseau Athos apprécie autant le passé de résistant en Vénétie que les méthodes énergiques de maintien de l'ordre. En Allemagne fédérale, il se lie au colonel Heinze Hückelheim, du Militarische Abschirmdienst (MAD) ; en Suisse, il assure le contact avec le colonel Paul Schautelberg et avec l'état-major général ; en Espagne, il rencontre des industriels et des officiers de la Garde civile.

En Belgique même, Moyen va mettre en place une quinzaine de groupes *stay behind*, ultérieurement contrôlés par une branche du SDRA, le SDRA-8. De son côté, la Sûreté de l'État, équivalent belge de la DST dirigée par l'administrateur Robert De Foy et dépendante du ministère de la Justice, développe en son sein une organisation chargée de recruter des volontaires. Le rôle de De Vleeschauwer sera décisif dans la mise en place des réseaux enterrés.

Déjà, la guerre froide tourne au drame. Le 18 août 1950, deux hommes abattent devant son domicile Julien Lahaut, le président du PC belge. Appartenant aux réseaux de Moyen, ils ont agi sur un coup de tête sans tenir compte de l'opposition formelle de leur chef à la liquidation physique du chef communiste, cet « homme politiquement fini ». L'officier du SDRA les couvrira néanmoins. Trois jours plus tard, grâce à ses amis du SDECE et au groupe du Dr Martin, Moyen « exfiltre » en Bretagne De Vleeschauwer, menacé de représailles bien qu'il ne soit plus en poste.

Quand René Mampuys, très malade, est remplacé par son adjoint le colonel Boyard, Moyen continue d'opérer pour le SGR/SDRA. En Asie, il travaille avec les chefs des services taiwanais, notamment avec Pao Chin-an, directeur du Research Departement/Executive Yuan, et Fang Chih, conseiller du président Chiang Kai-shek.

Comme dans un roman noir, l'ancien officier du SDRA, que sa participation aux combats de l'ombre n'a pas enrichi d'un seul franc, se fait détective privé à l'âge où les autres partent en retraite. Un métier qu'il exerçait en 1985, quand nous avons fait sa connaissance, et qu'il exerce toujours à quatre-vingts ans en dépit des difficultés de toutes sortes. On voudrait faire payer au fondateur des GLADIO belges son acharnement à dégager les responsabilités des uns et des autres dans les dérapages qu'a connus notre voisin au début des années 80 : provocations montées par quelques groupes *stay behind* toujours en contact avec les services américains ; infiltration/manipulation de groupuscules d'extrême droite au nom de la résistance anticommuniste ; pénétration éventuelle des Cellules communistes combattantes (les Brigades rouges belges), et même, selon certaines thèses incomplètement démontrées mais fort inquiétantes, des « Tueurs fous du Brabant Wallon »...

L'Europe du Glaive

La plupart des réseaux GLADIO (sous cette appellation ou sous une autre) seront coordonnés dès la fin des années 40 par un comité clandestin de planification (CCP) qui opère dans le cadre du commandement suprême des puissances alliées d'Europe (SHAPE soit Supreme Headquarters Allied Powers Europe).

Leur but ? Former des noyaux clandestins d'hommes aptes à développer une résistance en cas d'invasion de l'Armée rouge en Europe occidentale.

Même lorsque la France quitte l'Alliance atlantique et que le SHAPE se déplace en Belgique, ses réseaux clandestins demeurent en liaison avec un Allied Coordination Committee (ACC). Par ailleurs, dans tous les pays, les services anglo-saxons cherchent à organiser des noyaux d'agents qui leur soient dévoués.

Sur toute l'Europe, Frank Wisner, de l'Office of Policy Coordination (OPC/CIA), organise des réseaux *stay behind*. Ancien des Jedburgh, ces équipes mixtes américano-franco-britanniques parachutées qui aidèrent la Résistance à l'été 1944, cet Américain mettra volontiers à contribution les combattants de l'ombre d'hier.

Il est secondé en cela par des anciens des réseaux d'évasion britannique MI 9 et par une section conjoncturelle du MI 6, la Special Operations Branch (SOB/SIS), dirigée par l'ancien patron du SOE, le colonel Colin Gubbins. Un organisme dont la fonction initiale était de neutraliser les groupes clandestins survivants des puissances de l'Axe en Allemagne, Autriche et Italie du Nord. En fait, à l'image de l'OPC/CIA ou de la SOB/SIS, les services des pays démocratiques qui viennent de gagner la guerre vont tenter de « retourner » certains de ces commandos contre leur ancien allié soviétique.

En Allemagne fédérale

Dans la langue de Goethe, glaive se dit *Schwert* : telle sera l'une des appellations du réseau dans l'Allemagne en reconstruction. Cette zone est considérée comme un front prioritaire compte tenu du voisinage avec la RDA, bastion avancé du communisme.

Chapeauté par les Anglo-Américains, le réseau est animé par les différents services de renseignement militaire qui fusionneront en 1956 pour créer le Militärische Abschirmdienst (MAD) et par l'Organisation Gehlen (OG, qui donnera naissance au BND en 1955). La très grande proximité personnelle entre Gehlen et Gerhard Wessel, le chef du MAD, favorise bien entendu ce fonctionnement clandestin. Le remplacement de Gehlen par Wessel en 1968 ne fera que renforcer la cohésion du GLADIO allemand.

En fait, l'OG constituait dès sa création un réseau GLADIO potentiel en raison de son anticommunisme fondamental et de l'origine de la plupart de ses cadres, ex-officiers de la Wehrmacht, voire du SD nazi. Nombre d'anciens des services hitlériens seront relayés par des militants néo-nazis plus jeunes.

Les réseaux MAD sont en contact avec leurs homologues des autres pays européens. On a vu par exemple comment le Belge André Moyen maintenait une liaison permanente avec le colonel Heinze Hückelheim, du MAD.

En Autriche

Un cas un peu particulier : les réseaux *stay behind* sont surtout animés par des militants sociaux-démocrates et syndicalistes en liaison avec les Américains, et notamment avec Irving Brown, le représentant de l'American Federation of Labor (AFL-CIO) en Europe.

De son côté, Kurt Fächner, le patron des services autrichiens dans les années 60, assurera une collaboration constante avec le BND, le service de renseignement fédéral ouest-allemand.

En Belgique

Des réseaux spécifiquement nationaux sont constitués dès 1946 sous l'égide du colonel Mampuys. Entre 1948 et 1950, c'est la mise en place de trois groupes de réseaux *stay behind* en liaison avec les Américains et les Anglais mais aussi les Français. A l'issue des accords secrets entre Paul Henri-Spaak (ancien Premier ministre et président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe) et Stewart Menzies, le MI 6 procure des armes aux réseaux GLADIO belges en 1952.

Un réseau est dirigé par la Sûreté d'État, c'est la Section Training et Communication (STC/MOB). L'autre dépend du service de renseignement militaire, le SDRA 8 du SGR, commandé pendant sept ans par le colonel Bernard Legrand jusqu'au moment où il a été officiellement dissous.

Roger Gheysens, ancien parachutiste, agent du 2e Bureau (et auteur du livre *Aventuriers de l'histoire : les espions*), aurait organisé de son côté en

1953 un réseau du Glaive avec 20 agents (dont 12 parachutistes) chargé d'aider le gouvernement belge à se réfugier au Congo en cas d'invasion soviétique. On retrouvera d'ailleurs Gheysens quelques années plus tard au futur Zaïre lors de l'affaire Lumumba.

En Espagne

L'accord Espagne-USA de 1953 permet la création des réseaux à travers les liens entre les services de Franco — Segunda Bis et Brigada de Investigación Social de la DGS — et la CIA.

Composé d'industriels, de cadres, d'officiers de la Garde civile et de l'armée, un petit réseau a existé au sein des milieux franquistes. Quelques Français et Italiens ont été entraînés aux Canaries dans le cadre de l'opération. C'est d'ailleurs aux Canaries qu'on envisageait de transférer le gouvernement espagnol en cas d'offensive victorieuse de l'Armée rouge.

Le colonel du SR José Ignacio San Martin assure alors les communications de GLADIO. Il se retrouvera en 1981 en prison comme étant l'une des âmes du complot F-23. Ce qui stimule les journalistes à pousser leurs investigations sur d'autres dérives. Ainsi l'attentat commis le 9 mai 1976 contre le prince Carlos Hugo et Irène de Bourbon-Parme à la traditionnelle manifestation du mouvement carliste sur la montagne de Montejurra (nord de l'Espagne) est-il attribué à des hommes de GLADIO... La police est persuadée que deux Italiens connus pour leur rôle dans l'extrême droite, Stefano Delle Chiaie et Carlo Cicuttinia, ont fait partie de ce commando anticarliste. Or, Cicuttinia a aussi appartenu aux réseaux GLADIO. Lors d'un procès en Italie, il se trouvera d'ailleurs à la base des révélations sur les activités des « gladiateurs »...

A Barcelone, dans les années 50, le chef de GLADIO n'est autre que le consul de Hollande, Hermann Laatsman. Cet ancien déporté dirigeait pendant la guerre la section parisienne du réseau d'évasion Dutch-Paris dont le chef, Gilbert Beaujolin, est le partenaire financier du fondateur de GLADIO à Lyon, François de Grossouvre. Consul à Liège quelques années avant d'exercer les mêmes fonctions à Barcelone, mais toujours pour le compte des services hollandais, Laatsman est très lié, ainsi que sa femme, à « Richard » — alias André Moyen.

En France

La situation française est très spécifique. Nous en révélons ici pour la première fois les différents aspects.

Parfois concurrents sinon rivaux, les divers réseaux ont en commun la composition de leurs états-majors, à base d'anciens résistants. Contrairement à l'Italie, où la CIA doit utiliser les services de « gladiateurs » issus du fascisme, les résistants non communistes, majoritaires au sein de la Résistance française, constituent une alternative suffisante.

Existent d'une part les noyaux chapeautés par les services américains (le premier chef de station CIA à Paris, Philipp Clark Horton) et les Anglais

(Charles de Salis, chef de station MI 6, et ses adjoints John Bruce Lockhart et Robin Hooper).

D'autres Britanniques, hors couverture ambassade, reprennent directement contact avec d'anciens Français des réseaux anglais. Ainsi le Commander David Birkin (le père de l'actrice-chanteuse Jane Birkin), spécialiste pendant la guerre des opérations maritimes de liaison avec la France occupée.

La Bretagne est géographiquement la zone la plus proche pour les Anglais. Donc le pivot d'un réseau qui va défrayer la chronique sous le nom de « Plan bleu ».

L'un de ses animateurs, Luc Robet, se veut très actif dans la lutte contre le communisme. Avec le capitaine Jean Joba et en liaison avec les services franquistes, il a démantelé des réseaux communistes et détecté des caches d'armes à Toulouse... Comme Moyen, c'est aussi un ami de l'« oncle Bip », autrement dit le Dr Martin, ancien chef du SR de la Cagoule en fuite perpétuelle qui vient parfois s'abriter chez lui...

Pour l'avoir combattu pendant la guerre, Robet connaît bien le commissaire Henri Soutif, qui a réussi à s'intégrer à la DGER de Paris sous le nom de « commandant Simonin » tandis que l'antenne du service à Quimper, où il a sévi contre la Résistance, cherche à l'arrêter. Soutif est le chef du renseignement du Plan bleu.

Les Anglo-Américains sont en contact avec les conjurés, à commencer par le comte Jellicoe, qui vient de participer à l'écrasement des communistes en Grèce. En paravent, l'association Action Combat Rassemblement, sise au 38, avenue de l'Opéra. ARC dont tous les membres ne trempent pas dans le complot (ainsi son président Maurice Bourgès-Maunoury), mais dont beaucoup d'adhérents de premier plan, Alexandre Ducoudray, Edme de Vulpian et l'ex-collaborateur Jean-André Faucher (alias colonel Clark), seront appréhendés avec d'autres « grands du Renseignement » comme le colonel Loustaunau-Lacau ou le général Jean Merson (patron du SR en 1928).

Quand l'affaire du Plan bleu éclate en juin 1947, mi-loufoque mi-sérieuse, on reproche à ces hommes d'avoir transformé leur activité anticommuniste en tentative de déstabilisation de l'État français. L'intention y était sans doute, mais on a beaucoup grossi. De sa retraite bretonne, Luc Robet, qui fut acquitté lors du procès, s'en est souvenu pour nous dans les années 80 :

« Si le ministre de l'Intérieur socialiste Depreux a fait monter le dossier du Plan bleu, c'était pour frapper un coup à droite, après un coup à gauche. C'était aussi pour décapiter l'armée française qui avait une mentalité de *pronunciamento*. »

Soutif sera finalement appréhendé en 1947 avec son ami Paul Touvier, autre acteur du Plan bleu. Mais il saura gagner la sympathie d'un grand nom de la Résistance, Marie-Madeleine Fourcade qui, comme elle nous l'a confié trente ans plus tard, continue alors d'œuvrer pour l'Intelligence Service au nom de la fraternité d'armes d'hier et des combats anticommunistes d'aujourd'hui en liaison avec son ami Kenneth Cohen.

Touvier, l'ancien chef du SR de la milice lyonnaise sous l'Occupation, bénéficie d'une mansuétude analogue notamment grâce au colonel Zahm,

officier du SDECE qui, au niveau du Service Action, sera chargé des connexions GLADIO dans les années 50-60.

On note que les artisans du démantèlement du Plan bleu sont Henri Ribière (chef du SDECE) et Pierre Boursicot (patron de la Sûreté nationale et bientôt successeur de Ribière à la Piscine). Ribière et Boursicot qui s'avéreront justement les grands artisans des réseaux GLADIO à la française. Ce n'est pas un hasard : tout laisse à penser qu'ils ont procédé à la destruction du Plan bleu parce que trop gênant pour leur projet commun de construction d'unités *stay behind* sérieuses. Sans doute aussi parce que trop manipulé par les Anglo-Américains.

Ces réseaux typiquement SDECE auront pour noms de code Mission 48, Rose des Vents, Arc-en-Ciel ou Réseaux bis.

« Plan bleu et Rose des Vents n'avaient aucun rapport. En cas d'invasion des rouges, il s'agissait de recréer une ossature de "taupes", de "dormants", dans toute la France », nous a confirmé Raymond Hamel, qui fut l'un des animateurs de la seconde mais, paradoxe des paradoxes, a été mis en cause de façon totalement inexacte par *L'Humanité* pour sa participation au Plan bleu alors qu'il opérait à l'époque en Tchécoslovaquie.

Voyons-en les détails. L'ancien syndicaliste Henri Ribière et Bloch, son chef de cabinet à la Piscine et gendre, ont conçu en liaison avec Moyen un découpage précis de la France et mis en place de petits commandos totalement cloisonnés, clandestins, « pères tranquilles » le jour, prêts à devenir combattants de l'ombre en cas d'invasion de l'Armée rouge. Par mesure de prudence, les archives les plus importantes du SDECE sont alors microfilmées et envoyées au Sénégal.

Le secteur des opérations spéciales (Service 25 2/4), dirigé par le colonel Morvan, chapeaute l'ensemble. Il n'hésite pas à recruter dans les deux milieux qu'il connaît le mieux, résistants de Libération-Nord (comme Ribière qui en fut le chef) et francs-maçons.

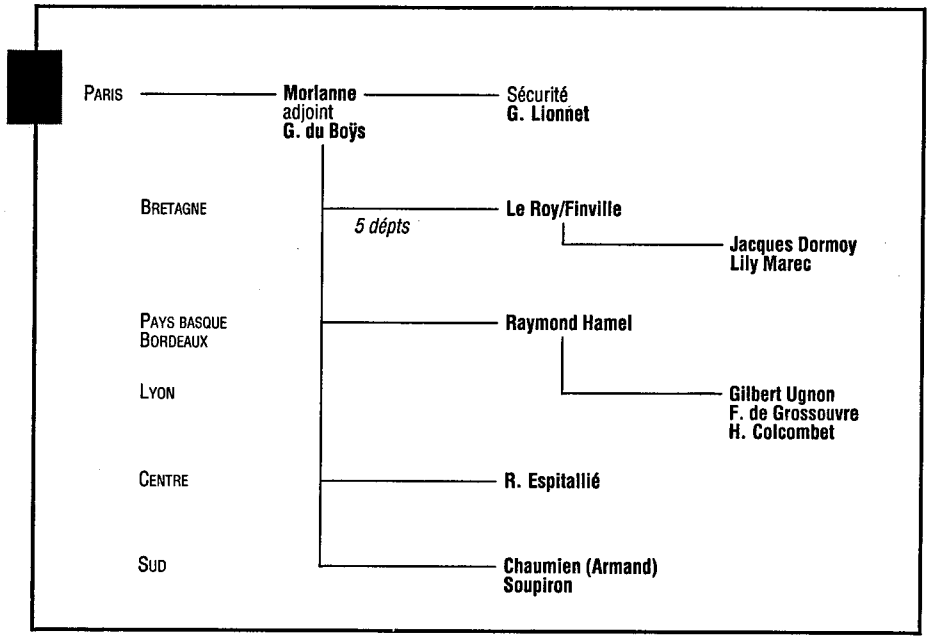
Marcel Le Roy-Finville s'occupe de l'Ouest et de sa Bretagne natale.

Raymond Hamel recrute au Pays basque, dans le Bordelais et la région lyonnaise — c'est lui qui entraînera dans le réseau le futur conseiller aux affaires secrètes du président Mitterrand, François de Grossouvre.

Vandeau s'active dans le Centre. Marcel Chaumien, l'animateur du poste MINOS, agit dans le Sud. A l'occasion, il puise aussi dans le vivier de l'Amicale Action, très progaulliste.

A partir de janvier 1951, le nouveau patron du SDECE, Boursicot, va resserrer les liens avec les Anglo-Américains. Son chef de cabinet, Philippe Thyraud de Vosjoli, provoque une rencontre avec Stewart Menzies, le chef du MI 6.

Mis en sommeil plus profond encore dès 1958 par le général de Gaulle, les réseaux des services SDECE (puis DGSE) resteront néanmoins en liaison avec l'Allied Coordination Committee (ACC) malgré le retrait de l'OTAN. En 1990, ils dépendent du général Heinrich, chef des forces spéciales de la DGSE, lorsque François Mitterrand consulte son « éminence grise » François de Grossouvre. A l'instar des pays avoisinants, les deux hommes décident de dissoudre ces réseaux. Du moins officiellement.



Les réseaux GLADIO en France.

Nous n'en avons pas fini pour autant avec les « gladiateurs » français. Parallèlement aux réseaux directement reliés au SDECE (donc à la présidence du Conseil), coexiste après la guerre une autre filière attachée à l'armée et parrainée par les services de Sécurité militaire (SM). C'est cette filière dont nous révélons ici l'existence.

Elle a pour couverture l'Association des Républicains nationaux et comme inspirateur Max Lejeune, tour à tour ministre des Anciens Combattants (1947) et secrétaire d'État aux Forces armées (1948). Les chefs de la SM, les colonels Sérot et Bonnafous, ont découpé la France suivant les régions militaires à la manière de leurs collègues du SDECE.

Officiellement, l'ARN est dirigée par le commandant Blessing et le commandant Gastaldo, ancien agent de liaison entre Jean Moulin et l'Armée secrète sous l'Occupation que le SDECE devra évacuer en urgence de Prague dès 1951, les SR locaux cherchant à le recruter.

Ancien agent du MI 6 et de l'OSS, Eprinchard, un ex-officier de marine devenu policier, travaille sur le Centre-Ouest en contact avec une femme hors du commun, le commandant Claude. A Lyon, Bressac, alias Peyraud, opère en osmose avec Watson, un mystérieux agent du MI 6 qui se dit fils naturel de Winston Churchill...

Bressac est un peu la cheville ouvrière de l'ARN, travaillant en contact direct avec le commandant Bonnefous. Dans des villes comme Lyon, Bordeaux ou Lille, les correspondants de la Sécurité militaire sont ceux de l'ARN. Tapis dans l'ombre, ces hommes attendent l'invasion soviétique...

En Grande-Bretagne

Après sa spectaculaire évasion de Colditz, Airey Neave, flamboyant héros britannique de la guerre, devait porter sur les fonts baptismaux le MI 9, un service du temps de guerre chargé d'entraîner des commandos aux techniques d'évasion et de procéder au rapatriement des prisonniers évadés à travers l'Europe occupée.

A ce titre, Neave fut commandant en chef de l'Intelligence School n° 9 de 1941 à... 1951. Donc bien au-delà de la guerre. L'IS 9, devenue une unité de réservistes (Territorial Army), prendra ensuite le nom de 23e SAS, épaulé par un escadron de transmissions, le 63e Signal Squadron. Pendant la guerre, cette section a utilisé de nombreux Polonais qui seront à nouveau mobilisés dans le cadre de GLADIO par Neave et sa future épouse Diana Giffard, membre de la section polonaise du SOE, puis du MI 6.

Officier de renseignement de l'IS 9 pendant quinze ans, Gordon Instone réorganise dès 1944 des réseaux en France. Des amis de longue date avec lesquels il fait bon reprendre langue.

Les Hollandais John Weidner et Hermann Laatsman, hier animateurs du réseau Dutch-Paris, travaillent désormais pour le BNV hollandais. Ils sont contactés. En Belgique, le général Albert Guérisse, ancien chef de la célèbre ligne d'évasion Pat O'Leary, ou le comte Georges d'Outremont n'ont pas oublié leurs liens d'antan avec le MI 9. Grâce à ce type de concours, le service d'Airey Neave pourra même envoyer des agents derrière le rideau de fer.

Au fil des ans, sous le commandement du lieutenant-colonel Roderick Muir Bamford, le 23e SAS (V) continuera d'agir jusque dans les années 70 comme une sorte de franc-maçonnerie versant de plus en plus dans la politique. C'est notamment le cas quand elle organise le soutien à l'ascension de Margaret Thatcher — dont Neave est devenu l'éminence grise. On la verra aussi à l'œuvre dans une campagne d'intoxication destinée à déstabiliser le Premier ministre travailliste Harold Wilson.

Le réseau Neave ne semble pas avoir survécu à l'assassinat de son chef en plein Parlement par un commando irlandais au mois de mars 1979.

En Grèce : la longue marche des « gladiateurs » vers le pouvoir

C'est suite à un accord dénommé en 1955 « Peau de mouton rouge » que la CIA et le service grec KYP ont lancé l'équivalent local de GLADIO. Il est pris en main par l'IDEA, une organisation clandestine essentiellement composée d'anciens collaborateurs des nazis.

Soutenue par les Américains, l'IDEA mettra en place une « Armée secrète de réserve » recrutée dans l'armée, la gendarmerie et les bataillons de défense de la Garde nationale (TEA), une milice proche de l'extrême droite. Ses dépôts d'armes clandestins peuvent théoriquement équiper 15 000 hommes.

Mis au point par les deux responsables de la station de la CIA à Athènes, John Maury et son adjoint James Potts, le plan Prométhée va mettre au

pouvoir les hommes du GLADIO grec alors que la guerre froide est déjà terminée. Intronisé à l'issue du putsch du 21 avril 1967, le nouveau chef de gouvernement Georghis Papadopoulous n'est en effet pas un inconnu. Recruté en 1952 par la CIA, il effectuait les liaisons avec le KYP, et son officier traitant n'était autre que Potts.

Notons également que la plupart des membres de la junte qui régnera sur la Grèce entre 1967 et 1974 ont appartenu aux services. La grande majorité sont en outre issus de l'IDEA : Georghis Ioannidis, Ulysse Evanghelis, Georghis Ladas et Nicolas Makarezos.

Compte tenu de tous ces éléments, il est bien étonnant qu'à l'occasion de la découverte des GLADIO italiens personne n'ait réalisé que la Grèce est le seul pays d'Europe où les « gladiateurs », après avoir déstabilisé le pays au nom de l'anticommunisme, soient réellement parvenus au pouvoir !

Aux Pays-Bas

Les Premiers ministres successifs de Hollande ont facilité l'implantation de GLADIO, révèle en décembre 1990 le quotidien *NRC Handelsblad*. Confirmation du service de presse de Ruud Lubbers : ceux-ci ont aidé au recrutement dans des entreprises sensibles, tels Philips ou les Chemins de fer néerlandais.

Suite à des recherches minutieuses dans les archives du ministère de la Défense, début 1992, le journaliste Paul Koedijk publie une étude très fouillée dans le journal *Vrij Nederland*. Celle-ci permet de se faire une idée encore plus précise du fonctionnement du GLADIO néerlandais.

Comme dans d'autres pays, il se divise en deux branches, l'une militaire, l'autre civile.

La Section I était connue précédemment sous le nom de G-IIIC, G 7 ou plus pudiquement « Section des affaires générales » (Sectie Algemene Zaken). Son quartier général se trouvait, à partir de 1946, à la villa Maarheeze à Wassenaar.

Le fondateur de la Section I n'est autre que le lieutenant-colonel J. M. Somer, patron des services hollandais à Londres pendant la guerre. Dès 1945, il a consulté tout le monde : son propre chef, le lieutenant général Kruls ; le patron du SR militaire, le général Sas ; certains hommes politiques tel le Premier ministre chrétien-démocrate Beel et bien sûr les amis du MI 6 pour mettre en place les premiers *stay behind*.

Cette Section I dépend étroitement du commandement militaire. En 1948, Somer est nommé chef du NEFIS, le service de renseignements des colonies en Asie, notamment en Indonésie où il est prévu d'exfiltrer le gouvernement en cas d'invasion soviétique. C'est son successeur, le baron J. J. L. Van Lynden (1948-1962), qui déploie ce dispositif et élabore les articulations avec les autres pays occidentaux.

L'alliance avec les Britanniques est d'autant plus étroite que, comme l'Anglais Airey Neave, le baron Van Lynden fut captif à la forteresse nazie de Colditz, s'en évada avant d'être repris. Cela crée des liens !

Pendant ce temps, la Section O, comme Opérations, constitue le deuxième

pan du dispositif hollandais. C'est Louis Einthoven, le chef du Bureau Nationale Veiligheid (BNV), qui l'anime. Cet ancien commissaire de police à Rotterdam avant 1939 a réuni des ex-agents des services du temps de guerre, le BBO (Bureau voor Bijzondere Opdrachten). Entraînés à l'école du SOE, 200 gladiateurs constituent une véritable petite armée secrète qui s'entraînera régulièrement sur des bases de l'OTAN et, en premier lieu, en osmose avec les services belges.

Au début des années 60, Louis Einthoven jette les bases d'une agence de renseignement multinationale au service des réseaux GLADIO, INTERDOC. Basée à La Haye (Van Stolkweg, 10), elle a pour directeur un célèbre agent du MI 6, de souche hollandaise, C.C. Van den Heuvel, et centralise les renseignements sur le communisme. Mais, comme la plupart des officines de ce type, elle devient la cible du KGB qui parviendra à la pénétrer profondément. C'est d'ailleurs pour cette raison que le SDECE français, au courant de cette pénétration soviétique, reste une fois encore très en retrait.

Au Portugal

Étroitement lié à la police secrète du régime de Salazar, la PIDE-DGS, le réseau GLADIO local est en contact avec la Mission 48 du SDECE français grâce à Patrice Bougrain.

Selon *O Jornal*, c'est le GLADIO portugais qui aurait assassiné, en 1965, le général Humberto Delgado, chef de l'opposition au régime salazariste. L'agence Aginter-Presse, très liée à l'extrême droite et animée notamment par d'ex-membres de l'OAS, sera étroitement associée au GLADIO lusitanien dont le journaliste français Frédéric Laurent (*L'Orchestre noir*) a dessiné les contours dès 1976.

Au lendemain de la chute de la dictature et jusqu'en 1977, une organisation terroriste ouvertement nostalgique du salazarisme se manifestera par des attentats, des exactions et des menaces notamment dans le nord du pays. Heureux hasard : le symbole de cette Exército de Libertação Portugês (ELP) sera précisément... le glaive !

En Scandinavie

Comme l'Allemagne, la Scandinavie est considérée comme un front prioritaire en raison de la proximité géographique de l'URSS. Des dépôts d'armes et des réseaux ont été constitués sous l'égide directe de William Colby, en poste deux ans et demi à l'ambassade des États-Unis en Suède (entre 1951 et 1953) sous couverture d'attaché d'ambassade avant de se rendre en Italie.

La police enquête sur la possibilité d'un rôle de GLADIO dans l'assassinat du Premier ministre Olof Palme le 28 février 1986. En Norvège dès 1947, Alf Martens Meyer (alias MM) et le major Vilhelm Evang, responsables du SR, organisent des groupes *stay behind* avec l'aide des services spéciaux et de la marine britanniques. Le chef de station du MI 6 cumule d'ailleurs ces

deux qualifications, puisqu'il s'agit de Frank Slocum qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, commandait une flottille de vedettes chargée de débarquer des résistants et des agents sur le continent. Côté norvégien, son correspondant est le capitaine E. C. Danielsen.

Ces groupes sont divisés en trois secteurs qui ont pour noms de code LINDUS, ROCK et BLUE MIX, chargés respectivement du renseignement, du sabotage et de la planification des opérations. Le plus connu des responsables de ce GLADIO norvégien est sans aucun doute le major Sven Blindheim, du SR militaire. Compte tenu de ses multiples talents, il sera instructeur pendant de longues années à la « Nursery » du MI 6, installée à Fort Monckton, dans le sud de l'Angleterre.

D'autres réseaux existent sous forme « privée ». Ancien membre des services spéciaux militaires norvégiens puis rédacteur en chef du quotidien *Morgenbladet*, Christian Christensen révélera en 1983 qu'à l'aube de la guerre froide, en 1947, un groupe d'hommes d'affaires avait créé son propre service de renseignement. Opérant au sein du Parti travailliste et des syndicats, il devait s'opposer à toute tentative communiste dans le pays.

En Suisse

Début des années 50, avec la mise en place du Projet-25 (appelé par la suite P-26), c'est la constitution d'un embryon d'armée clandestine de 400 hommes sous le contrôle des services secrets militaires (le Groupe de renseignements et sécurité — GRS — du Département militaire fédéral). Il s'agit surtout d'assurer un dispositif de protection des installations bancaires et d'évacuation des fonds. Le tout en liaison étroite avec les Britanniques. A la dissolution de P-26, le ministre des Finances, Schlatter Verner, proposera que le trésor de guerre des hommes de l'ombre aille à la Croix-Rouge.

C'est par arrêté fédéral du 12 mars 1990 qu'une commission d'enquête parlementaire est créée sur les réseaux de type GLADIO en Suisse.

« Force est de conclure que le chef de l'EMG a, en 1957 ou en 1958, donné le mandat au sous-chef de l'EMG Service territorial, le divisionnaire Wey, de créer une organisation de résistance en mettant l'accent sur le service de renseignement », précise ce rapport.

Au milieu des années 60, la responsabilité de la préparation de cette résistance est transmise au GRS, doté d'un service spécial que dirige le colonel Albert Bachmann.

A noter que dans les années 1972-1976, la liaison P-26 avec le MI 6 britannique est assurée par Paddy Ashdown, officiellement membre de la mission britannique auprès de l'ONU à Genève. De retour en Grande-Bretagne, il quittera les services pour diriger le parti libéral-démocrate.

En parallèle avec cette organisation, dans les années 70, le colonel Bachmann a envisagé d'exfiltrer le gouverneur fédéral en Irlande dans l'hypothèse d'une révolution gauchiste. Expulsé du service en 1979, à la suite d'une bavure, cet officier s'installera justement en Irlande pour y devenir patron de pub !

Renommé Service de renseignement P-27, le réseau est dirigé par Ferdinand Knecht avant d'être officiellement liquidé en janvier 1992. Dans le cadre d'un transfert à l'état-major général, une bonne partie de ses fiches ont été reprises par le Groupement renseignement et sécurité (GRS).

En Turquie

Créé en 1953 sous l'appellation de Département de la guerre spéciale ou d'Organisation de contre-guérilla, le GLADIO turc comprenait cinq services : un groupe de formation (techniques de guerre psychologique et de renseignement) ; une unité spéciale (qui sera engagée à partir de 1984 contre les Kurdes du PKK) ; une autre unité spéciale réservée aux opérations sur Chypre ; un groupe de coordination (dit 3e Bureau) ; et un département administratif.

Futur ministre de la Défense, Necip Torumtay a commandé à deux reprises ce dispositif : de 1974 à 1978 et de 1985 à 1987. Le rôle exact des réseaux du GLADIO turc dans les coups d'État militaires de 1971 puis de 1980 n'a jamais été tiré au clair.

On reparlera en 1993 de l'Organisation de contre-guérilla, rebaptisée Commandement des forces spéciales l'année précédente, certains députés turcs l'accusant de servir de protecteur aux intégristes anti-PKK du Hezbollah.

La récupération des SR japonais après-guerre

Le 22 septembre 1945, le général MacArthur, vainqueur du Pacifique, installe son quartier général dans l'immeuble Dai Ichi, l'une des plus importantes compagnies d'assurances de Tôkyô. A ses côtés, l'homme qui sera pendant dix ans (1941-1951) son chef de 2e Bureau (G-2), le général Charles Andre Willoughby.

Comme d'autres officiers de renseignement américains le font au même moment en Italie et en Allemagne, Willoughby se charge de récupérer les débris des ex-SR impériaux. D'origine allemande — son vrai nom est Adolf Weidenbach —, Willoughby a toujours affiché des opinions d'extrême droite. Celles-ci étaient déjà très marquées lorsqu'il a été dans l'entre-deux-guerres le conseiller du général Franco en Espagne. De ce fait, MacArthur, son chef sur le théâtre d'opérations asiatique, a pris l'habitude de l'appeler familièrement « mon gentil fasciste ».

Dans la période de guerre froide qui s'ouvre pour déboucher dès 1950 sur la guerre de Corée, Willoughby déploie des trésors d'énergie pour combattre à la fois les communistes japonais (le Kyôsantô) et les réseaux soviéto-chinois qui pullulent dans toute l'Asie alors que Mao Zedong va parvenir au pouvoir.

Toutes les recrues sont bonnes à prendre : anciens de la Kempeitai, de la

Tokko, criminels de guerre ou non, mais aussi bandits de droit commun, les célèbres Yakuza au doigt coupé et au corps bariolé de tatouages...

Puisqu'il s'est fixé pour priorité la lutte anticommuniste dès 1946, le général Willoughby a chargé son secteur contre-espionnage (Counter-Intelligence Corps) d'établir un dossier complet sur le réseau soviétique créé par Richard Sorge pendant la guerre. Il convient d'éplucher en particulier les interrogatoires du maître espion du GRU. Les hommes du CIC/G-2 en sont convaincus : nombre des agents du réseau (en particulier ceux du PC américain) continueront à travailler pour le Centre de Moscou. Et c'est à Shanghai que les Américains situent, à juste titre, la plaque tournante des opérations sino-soviétiques des années 30 pour l'Extrême-Orient.

Préfaçant le livre que Willoughby consacrera en 1952 à l'affaire Sorge, *La Conspiration de Shanghai*, Douglas MacArthur souligne : « L'affaire Sorge ne concerne pas seulement Tôkyô : elle n'est qu'un simple élément dans le dessein général formé par la stratégie soviétique en Extrême-Orient. Elle intéresse toute une période sinistre de l'histoire de la Chine actuelle, et doit être considérée en fonction de la conspiration mondiale qui lui sert de toile de fond. Shanghai fut, pour le communisme, un véritable terrain de culture. »

Les services impériaux ont officiellement disparu. On a dissous le 4 octobre 1945 la Police de la pensée, la Kempeitai (qui comptait encore 75 000 agents et 24 000 officiers) et la Tokko. Nombreux sont les cadres supérieurs qui, suite aux atrocités commises dans tout l'Extrême-Orient, seront jugés comme criminels de guerre. Toutefois, lors des procès de Tôkyô, seuls les plus importants seront condamnés à mort et exécutés, tel le colonel Doihara Kenji, surnommé le « Lawrence japonais » (tome 1, p. 327).

Certains de ces anciens policiers et gendarmes de la Tokko et de la Kempeitai seront regroupés dans un nouveau service officiel intitulé Tokushin Kyoku (Bureau d'investigation spéciale), lui-même remplacé en juillet 1952 par le Koan Chosa Chô (Agence d'enquête et de sécurité publique).

Pendant ce temps, le général Willoughby recrute aussi le chef du renseignement militaire japonais (Rikugun Jôhô-Bu), le lieutenant général Arisue Seizo, son adjoint aux opérations Hattori Takushiro, ainsi que nombre de ses officiers subalternes. Momentanément regroupés dans la « section historique » du G-2, ils échapperont ainsi aux poursuites et, fonctionnant bientôt comme service annexe, se spécialiseront dans la lutte contre les communistes.

Le général Arisue fut, en 1936, attaché militaire auprès de Mussolini. A ce titre, il a collaboré de près avec les chefs du SIM italien, que les Américains récupéreront de façon identique après-guerre.

En 1943, le général Sugiyama, chef d'état-major, avait rappelé Arisue Seizo de Chine du Nord pour devenir « directeur du renseignement militaire de l'Armée impériale ». Après 1945, ce dernier n'aura qu'une ambition : recréer, avec l'aide de Willoughby, une force militaire digne du Japon...

De son côté, Hattori, qui fut aussi l'aide de camp du général Tojo (chef de la Kempeitai de Tôkyô devenu Premier ministre en 1941 et chef d'état-major des armées en 1944), a créé sa propre agence de renseignements

privée, l'Hattori Kikan. Celle-ci a plutôt tendance à travailler avec la CIA à partir de 1949. Pourtant, la Company n'entretient que trois agents à Tôkyô, et MacArthur, qui tient à maintenir l'hégémonie du G-2 militaire, leur a interdit l'accès de Far East Command. Du coup, le trio se voit contraint d'opérer à partir d'un petit hôtel.

L'Hattori Kikan défraie la chronique en kidnappant l'écrivain Wataru Kaji en 1951. Cet intellectuel communiste a été remis à la CIA qui le détient, coupé de tout lien extérieur, pendant un an pour lui faire avouer qu'il est un espion soviétique. Grave entorse à la souveraineté qu'essaie de recouvrer le Japon. Elle montre bien que les USA mènent le jeu !

Un peu plus tard, avec quatre autres officiers de renseignement, le général Arisue fonde l'agence KATOH, spécialisée aussi dans la lutte anticommuniste. Et bientôt fleurissent d'autres agences. Sous l'égide de Donald E. Allen, successeur de Willoughby (G-2 US HQ Far Eastern Command), et du premier chef de la CIA à Tôkyô, N. Sayer, la Ligue anticommuniste pour la liberté de l'Asie (APACL), reliée à la World Anticommunist League (WACL) de Taiwan et Séoul, prend son essor. Pendant quarante ans, ces organismes constitueront le principal conduit de la propagande antirouge dans la région. L'APACL est dirigée au Japon par un ancien de la Kempeitai, Tohio Nakato. Naturellement, cette organisation travaille étroitement avec la division Extrême-Orient de la CIA, à commencer par Ray Cline, chef de station à Taiwan.

De toute cette période troublée où les Américains « raccrochent » des réseaux japonais, le traitement du dossier Kodama est celui qui aura le plus d'incidences sur la vie politique et économique du Japon pendant plusieurs décennies.

Qui est donc Kodama Yoshio ? Un orphelin entré de plain-pied dans les milieux ultranationalistes de Tôkyô. Nous sommes en 1926, Kodama a quinze ans. Bientôt, le jeune homme s'affilie à plusieurs sociétés secrètes. L'une d'entre elles, la Société du sombre océan (Genyo Sha), fondée au siècle précédent, présente la particularité de relier entre eux militants nationalistes extrémistes et gangsters Yakuza.

Dès 1934, Kodama conspire pour assassiner le Premier ministre. Suite à l'échec de cet attentat et à un premier séjour en prison, il tente sa chance en Mandchourie et en Chine aux côtés du corps expéditionnaire nippon, qui voit en lui un remarquable agent secret.

A titre de récompense, le voici principal fournisseur de la marine japonaise, en particulier de l'aéronavale. C'est un formidable marché noir qu'il organise à partir de l'hôtel Shin-Asia de Shanghai vers la fin des années 30. Et d'amasser une fortune fabuleuse, se livrant aussi bien au trafic de métaux stratégiques pour l'armée qu'à celui de l'opium.

Mieux, avec son agence, Kodama Kikan, il devient l'éminence grise de la Kempeitai, dont il finance de nombreuses opérations. Cette police secrète logée à Bridge House (Shanghai) comprend un millier de Kempei et 500 auxiliaires. Les atrocités qu'elle commet vaudront à ses chefs, le major général Noomi puis le lieutenant général Kinoshita Eiichi, d'être jugés pour « crimes de guerre ».

En août 1945, Kodama Yoshio, qui se faufile partout, se retrouve conseiller du gouvernement constitué après la reddition par le prince Higashikuni et fondateur du Parti du peuple japonais (Nihon Kokumin). Mais, l'année suivante, les Américains l'arrêtent. Il se retrouve derrière les barreaux de la prison de Sugamo où grouillent les anciens tortionnaires de la Kempeitai, ses amis.

Le colonel R. E. Rudisill du CIC/G-2 donne la mesure de l'action de Kodama : « En résumé, Kodama paraît être un homme doublement dangereux. Il a participé longtemps et avec fanatisme à des activités ultranationalistes — violence incluse — et son habileté à entraîner les jeunes fait de lui un homme qui, si on le libérait de sa détention, deviendrait certainement un risque grave sur le plan de la sécurité » (rapport du 24 mai 1947).

Libéré, Kodama l'est bel et bien dès l'année suivante. Cela sous l'égide de l'incontournable Willoughby, qui voit tout le parti à tirer d'un intermédiaire obligé entre les anciens milieux nationalistes, l'univers crépusculaire du renseignement japonais et le « monde flottant » des quartiers de plaisir que dirigent les puissants bandits Yakuza. Des gangsters qui, comme leurs homologues corses de Marseille à la même époque, sont prêts à « casser du coco » dans le cadre des opérations spéciales américaines pour peu qu'on les rémunère en conséquence.

Ainsi le juge qui a instruit l'affaire, le lieutenant Frank O'Neill, prédit-il : « Dans dix ans, ce Kodama sera un grand leader au Japon ! »

Rien ne se révélera plus exact. A partir de 1955, l'année de la fusion du Parti libéral et du Parti démocrate, Kodama sera deux décennies durant l'éminence grise du Parti libéral-démocrate (LDP), constamment au pouvoir. Dans le même temps, il jouera le rôle d'intermédiaire entre le G-2 (puis la CIA), les milieux d'extrême droite et les Yakuza.

Cette grande alliance va tout de même sceller sa perte en 1977. Cette année marque le début d'une série de scandales qui frapperont périodiquement le LDP jusqu'à nos jours. Kodama Yoshio est inculpé dans le cadre de l'affaire Lockheed car il apparaît qu'avec la filiale de cette société, la Marubeni Corp., il a comblé de ses largesses de nombreux politiciens, officiers supérieurs et pontes de l'aéronautique, relations appartenant à ce monde qu'il fréquente depuis ses années Kempeitai à Shanghai avant-guerre.

La naissance du KGB

La volonté de liquider le passé stalinien après la mort du « petit père des peuples » n'est pas la seule préoccupation des hommes des services soviétiques. Les premiers mois de 1954 voient une série de défections extrêmement dommageables au MVD, que dirige Serguei Nikiforovitch Krouglov. Son adjoint, le général Sérov, l'homme qui a arrêté Béria, en déduit une urgence : accélérer la refonte de ce que les Russes appellent « les Organes ».

En janvier, Youri Rastvorov, résident à Tôkyô, demande l'asile à la CIA.

En février, c'est le tour de Piotr Dériabine. Après la mort de Staline, dont il avait été garde du corps, Dériabine s'est retrouvé patron du contre-espionnage à Vienne. Grâce à lui, apprendra-t-on à sa mort en 1992 en Virginie, la CIA a pu obtenir la première image panoramique du fonctionnement des services soviétiques. Si leurs structures changent après son passage à l'Ouest, ni les méthodes de renseignement à l'étranger ni les hommes ne seront en effet modifiés.

Dériabine ne publiera qu'en 1966 avec Frank Gibney son récit : *Policier de Staline*. Mais Vladimir et Eudokia Pétrov, qui font défection le mois suivant en Australie, n'attendent pas si longtemps. Leur livre *L'Empire de la peur* (1957) aura un retentissement considérable, ouvrant ainsi le troisième panneau du triptyque anticommuniste déjà composé de *Sans patrie ni frontière* de Jan Valtin (publié en 1941 avec l'aide du SR naval américain) et de *J'ai choisi la liberté* de Kravchenko.

L'affaire fait d'autant plus de bruit que les agents du MGB ont tenté de rapatrier de force Mme Pétrov sous l'objectif des appareils photo de nombreux journalistes alertés par les services. Les Pétrov expliquent alors comment, travaillant pour le chiffre du NKVD en Chine, ils se sont rencontrés avant de partir en Suède en 1942. Leur mission : surveiller l'ambassadrice Alexandra Kollontaï, la seule femme de la nomenklatura qui ait jamais tenu tête à Staline !

Ce que ne révèle pas le couple, c'est comment, une fois attaché à l'ambassade de Canberra, il est devenu la cible du contre-espionnage australien, ASIO, qui a réussi à mettre le grappin sur lui. De même, on apprendra seulement en 1991 grâce à la presse soviétique le vrai nom de cet autre transfuge décédé dans un asile pour personnes âgées de Melbourne : Afanassi Chorokhov.

La palme de la plus belle défection revient, deux mois plus tôt, à Nikolai Khokhlov. Et ce pour la simple raison qu'il appartient au département (le 9e du premier directoire du MVD) chargé des « affaires mouillées » (Mokryié Dela), autrement dit des assassinats. Y compris justement ceux des transfuges...

C'est précisément au cours d'une mission de ce type qu'il fait défection. Khokhlov avait été sélectionné par le colonel Stoudnikov, chef du département, pour liquider Gueorgui Okolovitch, un des animateurs de l'organisation d'exilés anticommunistes NTS.

Grâce à ces « transfuges en série », la CIA et ses alliés vont réussir à identifier des pans entiers du dispositif, avant même sa formation définitive comme KGB.

Rappelons que, dans ce jeu de miroirs qu'est l'espionnage, les Soviétiques, par le biais de leurs « taupes » activées depuis la guerre, connaissent ce que sait le contre-espionnage occidental à leur sujet. Mais grâce à Walter Krivitsky (assassiné en 1941, voir tome 1, p. 456) et à la défection d'Igor Gouzenko quatre ans plus tard, la partie restée saine du contre-espionnage anglo-américain et français va tenir des débuts de piste sérieux sur les taupes qui creusent leurs galeries à l'Ouest.

Celles-ci s'en doutent. Surtout depuis la disparition de Guy Burgess et

TOUS TRANSFUGES	Structures d'état-major et formation/instruction des agents
RASTVOROV LES PÉTROV	Secteur Extrême-Orient - Pacifique (complétant la connaissance issue du temps de guerre avec le démantèlement du réseau GRU de Sorge au Japon)
LES PÉTROV	Connaissance des départements des pays anglophones du Commonwealth (bien amorcée avec la défection d'Igor Gouzenko au Canada, en 1945)
LES PÉTROV	Déshabillage du secteur chiffre/cryptographie
DÉRIABINE	Identification du contre-espionnage en Europe et de l'utilisation de Vienne comme plaque tournante
KHOKHLOV	Procédures pour les assassinats politiques hors d'URSS, et l'héritage du SMERCH

Les différents apports des transfuges aux services occidentaux

Donald MacLean en 1951. Les services occidentaux ont la certitude que ces deux anciens élèves de Cambridge sont bien passés à Moscou. Et ce, grâce aux Pétrov qui relateront à l'ASIO et au MI 5 anglais (avant de le rendre public dans leur livre, chapitre 23) dans quelles conditions les traitants de Burgess et MacLean, le colonel Raina et Anatoli Gorsky, organisèrent leur fuite vers l'URSS...

Inextricable même avec le recul du temps, cette configuration permet d'expliquer pourquoi le FBI et la CIA ne rendirent pas publique une autre défection en avril 1954, celle d'un illégal finnois, Reino Hayhanen. On lui avait demandé de rester en place au sein d'un réseau clandestin opérant sur le sol américain. Une décision qui permettra l'une des plus grosses prises de toute la guerre froide trois ans plus tard.

Mais, en attendant, Moscou procède à une totale réorganisation des services, qui les marquera durablement de son empreinte jusqu'à l'époque brejnévienne et à l'ère Andropov.

LAVRENTI PAVLOVITCH BÉRIA. On a vu cet ancien ingénieur adhérer au Parti bolchevique triomphant en 1917 et pénétrer directement dans le monde de la sécurité (voir tome 1, p. 155). Chef du Guépéou en Géorgie, le fief de Staline, il en devient aussi responsable du Parti régional. Remplaçant Nicolai Iéjov en 1938 à la tête du NKVD, le voici commissaire à l'Intérieur, laissant pendant un court intérim Vsevolod Merkoulov diriger le nouveau NKGB (Narodnii Komissariat Gossoudarstvennoï Bezopasnosti) les six mois qui précèdent l'invasion de l'URSS par les nazis à l'été 1941. Béria rebaptise son service NKVD et le dirige jusqu'en 1943. A cette date il est nommé ministre de l'Intérieur. Il le sera encore dix ans plus tard à la mort de Staline, période où il tente de prendre par un complot le pouvoir avant d'être condamné à mort et exécuté le 23 décembre 1953.

VSEVOLOD NIKOLAIÉVITCH MERKOULOV. Assure l'intérim de 1941, il reprend la tête des services en 1943, appelés cette fois NKGB-MGB (divisant police interne et services spéciaux proprement dits). Né en 1900, Merkoulov appartient à la « Mafia géorgienne » : il a suivi Béria à la Tchéka, au Guépéou puis au Parti géorgien avant de devenir son adjoint en 1938. Sa dévotion à Staline se traduit par un film qu'il réalise lui-même à la gloire du Petit Père des Peuples. En 1953, figure avec Béria parmi les coaccusés du complot discrètement exécutés.

VIKTOR SÉMIONOVITCH ABAKOUMOV. Né en 1894, de son vrai nom Aba Kum, a remplacé Merkoulov dès 1946 à la tête du MGB. S'il n'est pas géorgien, il n'en est pas moins dévoué corps et âme à Staline. Réputé pour sa brutalité, il doit sa nomination à un double phénomène : la volonté de Staline de limiter la sphère de pouvoir de Béria et ses succès dans les troupes de choc du NKVD pendant la guerre, le fameux SMERCH (*Smert Chpionam* : « Mort aux espions ! »), immortalisé par les aventures de James Bond, que dirigeait Abakoumov.

Mais une fois la guerre mondiale terminée et tandis que la guerre froide fait rage, il est symptomatique que les services soient ébranlés par le manque de continuité alors que Staline insiste plus sur la capacité à organiser les purges, les procès des nouvelles démocraties populaires, voire des campagnes antisémites, plutôt que le développement d'un service de renseignement de qualité à l'étranger. Le 24 décembre 1954, la *Pravda* annoncera qu'il a été exécuté une semaine plus tôt. Mais avant cela plusieurs responsables des « Organes » lui ont succédé.

SEMION DENISSOVITCH IGNATIEV. Après un court intérim d'août à décembre 1951 assuré à la tête du MGB par Serguei Ivanovitch Ogoltsov, c'est un apparatchik du Parti, Semion Denissovitch Ignatiev, qui a gagné la confiance de Staline pour exécuter ses basses œuvres. Né en 1903, il a rejoint le parti en 1926. Premier secrétaire du Parti dans les régions de Buriat-Mongolie puis de Bashkirie, il s'est illustré surtout dans les purges. Purge aussi de la Géorgie natale de Béria avant que celui-ci, pour trois mois, reprenne les rênes du MGB en mars 1953, accusant Ignatiev de « cécité politique » dans le complot des médecins (arrestation paranoïaque d'un groupe de médecins juifs).

SERGUEI NIKIFOROVITCH KROUGLOV. Il reprend la tête du MVD après Ignatiev. C'est essentiellement un dirigeant de transition. Il sera d'ailleurs l'un des seuls rescapés de la purge qui suivra le démantèlement de l'appareil Béria. Il

bénéficie toutefois de la publicité due à la défection des Britanniques Burgess et MacLean tandis que se prépare la réorganisation totale des services sous la dénomination de KGB. On l'entourait dans les pays anglo-saxons d'une certaine aura par le simple fait qu'il avait assuré la sécurité des importantes conférences des « Quatre Grands » à Téhéran, Yalta et Potsdam pendant la guerre, ce qui lui valut les plus hautes distinctions à l'Ouest. Mort d'une crise cardiaque ou suicidé en 1957 ? Le mystère demeure.

IVAN ALEXANDROVITCH SÉROV. Il remplace Serguei Nikiforovitch Krouglov en mars 1954. Ce fils de paysan né en 1905 a rejoint l'Armée rouge en 1923 et a fréquenté l'Académie Frounzé. Entré au NKVD en 1939, il sert sous Khrouchtchev, auquel il sera lié toute sa vie, en Ukraine, une région qui subit alors une campagne de terreur que cherchera à faire oublier « Monsieur K » dans les années 50. Spécialiste de la répression, il aurait été impliqué dans le massacre des officiers polonais à Katyn et dans la déportation de nombreuses populations accusées de collaboration. Ce qui explique qu'il termine la guerre comme chef adjoint de SMERCH. Il participe à l'arrestation de Béria en 1953. Trois ans plus tard, en tant que patron du KGB, il anime deux opérations contradictoires en apparence : opération sourire en Grande-Bretagne pour préparer la visite de Khrouchtchev et répression de l'insurrection de Budapest. En décembre 1958, « Monsieur K » remplace brusquement Sérov par Chelepine mais le nomme patron du GRU, poste qu'il perd en 1963 à la suite de l'affaire Penkovsky.

ALEXANDRE NIKOLAÏÉVITCH CHELEPINE. Né en 1918 à Voronej, c'est un représentant de la deuxième génération, née après la Révolution. Étudiant d'histoire, de philosophie et de littérature, il devient premier secrétaire du Komsomol et organise en 1957 à Moscou le 6e Festival mondial de la Jeunesse. C'est donc un intellectuel et un politique, même s'il a eu des contacts de jeunesse avec le NKVD, qui prend la tête du KGB à la suite de Sérov en 1958. Les hommes du KGB notent un changement total d'atmosphère dans les rapports internes ainsi que la promotion de techniciens, de linguistes. C'est lui qui envoie Abel espionner aux États-Unis et fait abattre le dirigeant nationaliste ukrainien Stepan Bandera. Fervent supporter du développement du service d'écoutes étrangères, il entreprend la pénétration de la NSA américaine. En outre des conférences sont organisées et des plans de renseignement à long terme envisagés. Quittant le KGB en 1961, Chelepine devient le patron des syndicats.

VLADIMIR IÉFIMOVITCH SEMITCHASNY. C'est un ami de Chelepine qu'il remplace en novembre 1961 tout comme il l'avait remplacé autrefois à la tête du Komsomol. Selon des révélations de la *Litteratournaïa Gazetta* (septembre 1988), la chute de Nikita Khrouchtchev le 14 octobre 1964 a été préparée par un petit groupe animé par les deux comparses Chelepine et Semitchasny.

D'orthodoxie stalinienne, ce dernier s'illustre dans la campagne pour empêcher Boris Pasternak, l'auteur du *Docteur Jivago*, d'obtenir le prix Nobel de littérature. Est-ce une dévotion particulière à Staline qui le décide à laisser fuir sa fille, Svetlana Staline, en Inde où le résident du KGB Dimitri A. Yerokhine ne saura pas la « récupérer », une fois l'alerte rouge lancée ? Brejnev en prend en tout cas prétexte pour le limoger. Il n'en reste pas moins patron, en Azerbaïdjan, du PC, qu'il dirige d'une main de fer.

YOURI VLADIMIROVITCH ANDROPOV. Patron du KGB de 1967 à 1982, il restera dans l'Histoire du XXe siècle comme l'un des monstres sacrés du renseignement mondial à l'instar du

Chinois Kang Sheng, de l'Américain J. Edgar Hoover ou des Allemands Wilhelm Canaris et Markus Wolf (dont Andropov était l'ami). Fait sans précédent : Andropov, homme politique et chef des services spéciaux, aura provoqué la révolution qui a fait imploser l'URSS en mettant sur orbite son poulain Mikhaïl Gorbatchev.

On connaît bien son passé comme petit télégraphiste, batelier de la Volga, projectionniste de cinéma, marin dans les années 30. Son éducation à l'École technique des transports fluviaux de Rybinsk est interrompue par la guerre.

Premier secrétaire du Komsomol de Carélie, c'est dans la lutte des partisans qu'il fréquente pour la première fois les services spéciaux. Grimpant les échelons du Parti sans faire de vagues dans la période finale du stalinisme, le voici sous Khrouchtchev ambassadeur en Hongrie en 1956 au moment du soulèvement, et bientôt responsable de l'important Département des liaisons internationales avec les partis frères (du comité central). A ce titre, face à son homologue, Kang Sheng, il participe à l'approfondissement du clivage sino-soviétique.

Connu pour ses goûts artistiques, littéraires et musicaux du monde anglo-saxon qu'il combat au premier chef, sur les conseils avisés de son ami Kim Philby, Andropov modernise véritablement le KGB.

Toutefois, il subit alors de nombreux revers et, pendant les quinze ans où il dirige le KGB, de nombreux agents soviétiques passent à l'Ouest, signe avant-coureur d'un attrait pour le système capitaliste que les espions sont chargés de subvertir. Le côté moderniste d'Andropov ne peut pas cacher la répression des dissidents par tous les moyens, y compris la psychiatrie. Le soutien à divers mouvements de libération nationale et à certains groupes adeptes du terrorisme urbain le fera accuser d'avoir été l'instigateur de tentatives d'assassinat comme celle contre le pape Jean-Paul II. A la mort de Léonid Brejnev, Andropov est choisi pour lui succéder comme secrétaire général et il engage des réformes poursuivies plus tard par Gorbatchev. Le 9 février 1984, il meurt à Moscou d'une « néphrite interstitielle, de neurosclérose, hypertonie, diabète, compliqués d'une insuffisance rénale ».

VITALI VASSILIÉVITCH FEDORTCHOUK. Il est le chef du KGB d'Ukraine quand il est nommé le 26 mai 1982 successeur d'Andropov. Né en 1918, d'abord journaliste à Kiev, diplômé de l'École militaire et de l'École supérieure du renseignement, Fedortchouk travaille dans les services depuis 1939, notamment comme patron du contre-espionnage du KGB en RDA puis du 3e Directoire — chargé de la sécurité aux armées avant de prendre en charge la présidence du KGB de son Ukraine natale jusqu'en 1982 où il s'illustre dans la chasse aux dissidents. C'est donc un homme de la police secrète plutôt que du renseignement offensif qui a pris la tête du KGB. Le repli sur l'intérieur se confirme quand il obtient sa titularisation au Bureau politique au détriment de Boris Ponomarev, le vieux kominternien responsable des liaisons internationales qui y postulait depuis 10 ans. Repli que confirme sa nomination de 1982 à 1986 comme ministre de l'Intérieur avant que Gorbatchev, après avoir utilisé ce « flic » pour stabiliser la situation face aux brejnéviens, ne s'en débarrasse.

VIKTOR MIKHAÏLOVITCH TCHÉBRIKOV. Successeur de Fedortchouk en décembre 1982, il fait aussi partie de l'« écurie Andropov » : il est entré au KGB en 1967 au moment où Youri Vladimirovitch a pris la présidence des « organes ». Né en 1923, il avait adhéré au parti en 1944, servant simultanément dans l'Armée rouge. Il a terminé ses études en 1950 à l'Institut métallurgique de Dnepropétrovsk. Il a participé en 1956 à la répression de l'insurrection hongroise et dirige tout comme son

prédécesseur le 3e Directoire au moment de son accession au poste suprême du KGB. Selon l'analyste Alexandre Adler : « La nomination de Tchébrikov confirme pleinement l'alliance conclue au moment du XXVIe Congrès entre Andropov et Kirilenko contre la réaction néostalinienne incarnée par Tchernenko » (*Libération*, 26 avril 1984). A l'heure de la Perestroïka, et suite à des défections importantes (dont celle du colonel Oleg Gordievsky), Tchébrikov charge en 1985 le général Youri Ivanovitch Krivtsov — expulsé deux ans plus tôt de France et depuis responsable du secteur Europe-Ouest — de réorganiser les services. Mais, pour l'action offensive, le patron du 1er Directoire, Krioutchkov, est beaucoup plus efficace. Il prend la tête du KGB en octobre 1988.

VLADIMIR ALEXANDROVITCH KRIOUTCHKOV. Né à Sverdlovsk en 1924, l'année où disparaît Lénine, il a servi dans une unité du génie de l'Armée rouge à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il a déjà tout raté aux yeux de la nomenklatura : la Révolution d'Octobre et la Grande Guerre patriotique. C'est dans l'appareil des liaisons internationales du Parti qu'il fait pourtant carrière. Fatalement, il croise Youri Andropov. Mieux, il est secrétaire de l'ambassade que dirige ce dernier à Budapest en 1956. Puis il sera l'œil d'Andropov à New York, comme patron de la Rézidentoura du KGB où l'on pourrait croire qu'il a pris la mesure du monde occidental. Vice-président du KGB à partir de 1974, il dirige le considérable 1er Directoire pendant quatorze ans. Toutes les opérations hors de l'URSS sont désormais de son ressort. Son fils Sergueï Viktorovitch, fait partie de ses agents de renseignement à l'étranger : en mai 1983, ce sera l'un des 47 officiers de KGB expulsés de France.

Paradoxe amusant quand on connaît le rôle ultérieur de Krioutchkov : au moment du putsch, à l'été 1991, Gorbatchev a poussé vers la sortie Tchébrikov, jugé trop proche du conservateur Ligatchev, pour nommer Krioutchkov patron du KGB... Contrairement à ses prédécesseurs, ce dernier n'obtient aucun siège au Politburo. Toutefois, il se frotte les mains : il a court-circuité les premiers prétendants au poste, les deux vice-présidents Nikolai Emokhonov et Filip Bobkov.

Spécialiste du renseignement en Occident, Krioutchkov doit pourtant suivre de très près les fissures dans le camp socialiste. Ainsi, en 1980, il participe en Pologne à la mise en place de l'état de siège. En RDA ou en Tchécoslovaquie, son service va jouer un rôle important dans les événements qui mèneront paradoxalement le communisme à sa perte.

Pour redorer le blason des services spéciaux, Krioutchkov lance dès sa nomination des opérations charme proposant aux médias occidentaux des reportages clefs en main sur le KGB. Mais son sens de la Perestroïka et de la Glasnost a des limites. Voyant les pays satellites quitter l'orbite soviétique, l'URSS elle-même au bord de l'implosion, il est, le 22 août 1991, l'une des âmes du complot contre Gorbatchev. Ce qui l'amènera dans les cellules où naguère il confinait les « agents contre-révolutionnaires » et les « espions impérialistes ».

Au lendemain du putsch raté, son successeur à la 1re Direction, LÉONID VLADIMIROVITCH CHEBARCHINE le remplace quelques jours à la tête de l'ensemble du service. Mais n'a-t-il pas trempé lui aussi dans le complot ? Le 23 août, c'est un proche de Gorbatchev, VADIM BAKATINE, qui est nommé président du KGB, lequel va bientôt être démantelé et ne survivra pas à son quinzième président après-guerre. C'est-à-dire à l'implosion du communisme.

LE KGB
COMITÉ DE LA SÉCURITÉ D'ÉTAT

Le Komitet Gossoudarstvennoï Bezopasnosti voit le jour le 27 avril 1954, quatre mois après l'exécution de Béria. C'est un proche de Nikita Khrouchtchev, Ivan Alexandrovitch Sérov, qui le porte sur les fonts baptismaux et l'installe place Dzerjinsky, rue Kouznetskii Most et rue Ogareva. Sous Staline, celui qu'on surnomme « Ivan le Terrible » s'est illustré par la répression dans le Caucase et contre les minorités chétchènes et ingouches.

Le KGB (prononcer : Kaguébé) n'a plus rang ministériel : il est ravalé à celui d'une agence sous contrôle du conseil des ministres.

Sérov est épaulé par deux adjoints qui lui sont dévoués corps et âme, le général Alexandr Sémiénovitch Rogov et Khadji Mamsourov, créateur des unités spéciales (Spetsnaz) dans la guerre civile espagnole.

Il s'organise ainsi :

1er Directoire Principal

(Pervoye Glavnoié Upravlénié — PGU) ou Directoire étranger (Inostrastrannoye Upravlenyé — INO) selon l'ancienne appellation.

(A noter que sont intervertis par rapport à l'ancienne structure du MVD les 1er et 2e Directoires, peut-être pour fausser les analyses de l'adversaire, mais aussi pour bien souligner désormais la primauté du renseignement international.)

Son chef, Alexandre Sémionovitch Paniouchkine (1953-1956), a été précédemment ambassadeur en Chine puis aux USA.

Il sera remplacé par Aleksandr Mikhaïlovitch Sakharovsky (1956-1971).

Paniouchkine puis Sakharovsky animent les missions de renseignement à l'étranger, de même qu'ils couvrent l'action politique, la désinformation, les assassinats, l'infiltration dans les organismes d'émigrés des pays de l'Est. Le PGU articule également la liaison avec les services alliés des pays satellites. C'est ainsi que Paniouchkine mettra sur orbite dans les services est-allemands le jeune Markus Wolf, dont on trouvera le portrait à la page 82 du présent ouvrage.

- 1re Division (*Pervii Otdel*) ou Division étrangère (INO, soit *Inostrannii Otdel*) : contrôle les agents et les réseaux dans le monde. Analyse et répartit les rapports. Cette division, comme la suivante, est compartimentée selon les zones géographiques, par exemple les pays anglo-saxons répartis en quatre sections : 1) États-Unis, 2) Canada, 3) Royaume-Uni, 4) Australie, Nouvelle-Zélande, Inde, Afrique du Sud.
- 2e Division (*Vtoroï Otdel*) ou Service d'activité (*Deistivitelnii Otdel*) contrôle et choisit les résidents, les agents envoyés à l'étranger, maintient le contact avec les illégaux, les officiers des ambassades, les délégations commerciales, les agents recrutés dans les partis communistes locaux, assure leurs communications.
- 3e Division (*Tretii Otdel*) ou Division secrète (*Taïnii Otdel*) : réalise les faux documents, vrais faux papiers, passeports et autres nécessaires aux opérations clandestines ; fournit les cartes, invente les « légendes » (fausses identités), les codes et chiffres, prépare les « boîtes à lettres ».
- 4e Division (*Tchetvertii Otdel*) ou Division de communication (*Transportnyi Otdel*) : assure les évasions et exfiltrations d'agents en danger à l'étranger (les MacLean et Burgess, Gerhard Eisler...).

Parmi les autres organismes du PGU :

• Division d'information (*Ouvyedomlatnii Otdel*) : assure les synthèses de sources ouvertes (journaux, radios, etc.), contrôle les innombrables associations d'amitié entre les peuples, organisations culturelles.

• Division de recrutement (*Podkrepliatnii i Obopouchtanii Otdel*).

• Département Diversion & terreur (*Devyatyi Otdel po Terrorou i Diversii)* : ancienne Section 9 du 1er Directoire du MVD, devient le 13e Département dirigé par le colonel Eugène Ivanovitch Mirkovski (de retour d'Albanie où Béria l'avait envoyé en 1953 conseiller le Sigurimi). Le colonel Arkadi Foteïev assure la formation des tueurs dans une école moscovite.

2e Directoire

(Pervoye Upravlenyé) ou Directoire de Contre-espionnage (Kontr-Razvedochnoye Upravlenye-KRU).

Chef : général Oleg Mikhaïlovitch Gribanov.

Contre-espionnage défensif face aux agents travaillant contre le bloc soviétique. Il comprend 12 sections.

3e Directoire ou directoire de Contre-espionnage des Forces armées (UOO).

Chef : major-général V.A. Loukchine.

Responsable du contre-espionnage à l'intérieur de l'Armée rouge et de la sécurité militaire. Travaille avec le GRU dirigé par le lieutenant général Mikhaïl Alekséïévitch Chaline qui sera remplacé par le général Sérov en personne en décembre 1958.

Directoire du Renseignement économique (EKU).

Travaille sur le domaine économique en URSS (les kholkozes et autres) et gère les opérations d'espionnage économique dans le reste du monde.

Directoire politique secret (SPU).

C'est le noyau central de la police secrète. Contrôle toutes les associations politiques, professionnelles, religieuses, scientifiques, etc.

Directoire des Transports (DTU).

Surveille tous les déplacements en URSS, par air, terre et mer. Se soucie particulièrement du réseau ferroviaire et du métro ainsi que de la lutte contre les sabotages éventuels.

Directoire des Gardes-frontières (GUPVO).

Chef : Pavel Ivanovitch Zyranov.

Directoire de la Surveillance et des Contrôles spécialisés.

Agence toute enquête secrète à la demande des autres directoires sur les citoyens soviétiques.

Directoire des Gardes (plus tard 9e Directoire).

Chef : Vladimir Ivanovitch Oustinov (1954-1957 : remplacé à cette date par Nikolai Stepanovitch Zakharov).

Protège les personnalités du parti, du gouvernement, des syndicats, de l'armée. Assure également la protection des locaux et bâtiments officiels ainsi que les réunions internationales.

La garde spécifique du Kremlin est assurée (de 1953 à 1967) par Andrei Yakov Vedenine.

La section K est chargée de la sécurité des installations nucléaires civiles et militaires.

Directoire du Service spécial (8e Directoire).

Dirigé dans les années 50 par Chevelev.

Précédemment sous tutelle directe du Comité central, passe au KGB dès 1954 : assure la sécurité des codages, le contrôle des postes et communications, l'interception des communications étrangères, l'interception de transmissions et le décryptage : anime la lutte contre les radios clandestines et — en liaison avec l'INU — la pénétration des agences de décryptage des pays hostiles.

- Division Investigation. Chef : Paramonov.
- Section spéciale. Chef : Pavel Yakovlévitch Mesnik.
- Administration principale des archives (GAU) : centralise le contrôle de toutes les archives de l'URSS (distinctes des archives du KGB proprement dites).
- Administration principale de la milice (GUM) : gère l'action de la police en civil et le bureau des visas.
- Administration principale des camps de travail correctionnels (Glavnoïé Oupravlenié Laguéreï — GOULAG).
- Administration principale des lieux de détention (GUMZ).

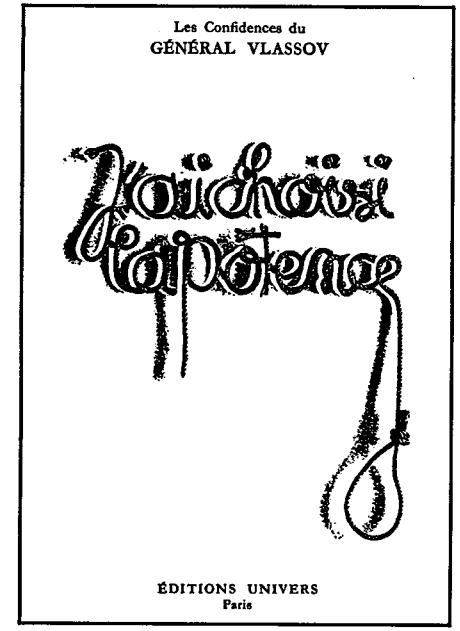
Le « Général gris »

Né le 3 avril 1902 à Erfurt, le général Reinhard Gehlen a commencé sa carrière dans le renseignement en avril 1942. Il devint alors chef du Fremde Heere Ost (FHO : « Armées étrangères de l'Est »), le SR opérationnel de la Wehrmacht sur le front russe.

Un choix heureux. Découvrant enfin sa vraie nature de maître espion, Gehlen mena dès lors le FHO d'une main de fer. Il « retourna » le général soviétique Andréi Andréïevitch Vlassov, ancien chef de la défunte 2e Armée de choc. Malgré les réticences des doctrinaires, il s'efforça d'utiliser contre l'URSS les nationalismes, régionalismes, particularismes locaux ou religieux bridés par le régime stalinien. Infatigable, il inventait avec ses collaborateurs de nouvelles techniques de reconnaissance en profondeur, d'interrogatoire, d'exploitation et d'archivage des informations, de manipulation. Un bilan remarquable, mais aussi quelques problèmes très sérieux.

Côté russe, d'abord. Compte tenu de ses performances « antibolcheviques », Gehlen figure en bonne place sur les listes noires du NKVD en

1944. Les Soviétiques apprécient à leur manière l'efficacité de ce général sans visage qu'ils estiment responsable des nombreux crimes de guerre commis par les *Osttruppen*. Tomber entre leurs mains signifierait selon toutes probabilités un sort peu enviable.



Un exemple de désinformation soviétique.
Ivan Ivanovitch Agayants fait publier en France de faux souvenirs de Vlassov, le protégé de Gehlen pendant la guerre.

Côté américain, ensuite. Persuadé que l'effondrement du Reich est inéluctable à court terme, Gehlen a conclu au tout début avril un accord secret avec son propre adjoint, le lieutenant-colonel Gerhard Wessel, et un autre officier, Hermann Baun, ancien chef du bureau russe de l'Abwehr I (recherche du renseignement). Tenant compte des nouvelles réalités, il s'agit de passer dès que possible chez les Américains avec armes, bagages, et surtout cette monnaie de choix : les archives du front Est, notamment issues du FHO. On sauvegardera ainsi ce qui reste intact du service, à commencer bien entendu par ses chefs.

Quitter le navire hitlérien en plein naufrage, c'est relativement facile. Passer aux Américains dans de bonnes conditions, c'est plus ardu. Gehlen n'entend pas tomber entre les mains de « sous-fifres » grossiers qui ne comprendraient pas sa valeur réelle ou, pis, le classeraient immédiatement parmi les criminels de guerre. Il a donc décidé d'attendre qu'apparaissent à

comprendraient pas sa valeur réelle ou, pis, le classeraient immédiatement parmi les criminels de guerre. Il a donc décidé d'attendre qu'apparaissent à l'horizon des hommes de son rang, c'est-à-dire des officiers supérieurs d'état-major.

Voilà pourquoi il tue le temps comme il peut, la nuit dans ce chalet de l'Elendsalm qui lui sert de refuge, le jour dans la montagne où il retrouve Wessel et quelques autres rescapés du FHO. Cette montagne où on a enterré selon ses directives une bonne part des archives du défunt FHO.

Est-ce Gehlen qui, las de cette expectative, se rend aux soldats de l'US Army, ou est-ce eux qui, ayant appris par un informateur l'existence d'un groupe de SS en cavale, frapperont à la porte du chalet ? Quoi qu'il en soit, l'ex-chef du FHO rencontre à Miesbach un capitaine américain du contre-espionnage (Counter Intelligence Corps), Marian E. Porter.

Hélas, le jeune officier se contente d'expédier le général captif dans un camp. Gehlen attendra juillet 1945 avant de rencontrer le brigadier-général Edwin Luther Sibert, chef du G-2 (renseignement militaire) pour la zone américaine d'occupation en Allemagne.

Une course de vitesse l'oppose d'ailleurs à Hermann Baun, lui aussi au contact des Américains. Gehlen s'efforce de gagner la confiance de Sibert. Premier examen de passage réussi ! Sibert décide que son prisonnier ne sera pas remis aux officiers du CIC, spécialisés dans la chasse aux nazis, donc moins enclins à l'indulgence.

Dans un deuxième temps, l'officier US évoque la personnalité de Gehlen devant son supérieur hiérarchique (et futur patron de la CIA), le général Walter Bedell Smith, alors chef d'état-major d'Eisenhower. Les deux hommes décident de « débriefer » le prisonnier. Si les résultats de cette

En septembre 1945, le major-général Gehlen et six de ses adjoints s'envolent pour les USA. Ils y rencontreront notamment le major-général George V. Strong, patron du renseignement militaire.

Pendant ce temps, Baun a commencé à mettre sur pied une petite organisation de renseignement/contre-espionnage sous contrôle américain. Chargé par Gehlen de le retrouver, Gerhard Wessel le déniche finalement au cœur du massif du Taunus, dans son quartier général de la « Maison bleue ». Leurs discussions seront ficelées de malentendus, Wessel laissant entendre à son collègue que l'ancien chef du FHO est prêt à travailler sous ses ordres, ce qui est bien entendu totalement faux. Comme le remarquent Herman Zolling et Heinz Höhne dans *Le Réseau Gehlen* (1973), ces quiproquos cimenteront la rivalité Gehlen/Baun autant que le double jeu du brigadier-général Sibert. Les Américains ne souhaitent visiblement pas placer tous leurs œufs dans le même panier. Hermann Baun a commencé à travailler sous le contrôle personnel de Sibert dès mars 1946. A Washington, Gehlen tente toujours de convaincre ses interlocuteurs de lui faire confiance.

Tout change quand l'ancien patron du FHO regagne l'Allemagne en juillet 1946. Cette fois, Washington a choisi. Ce que découvre avec stupéfaction Baun quand son rival exhibe devant lui l'organigramme de la structure de renseignement unique que les services américains ont accepté

de financer : numéro 1, Reinhard Gehlen, flanqué de Baun pour la section Recherches et de Wessel pour la section Exploitation.

L'Organisation Gehlen (« Org », ou plus couramment « OG » pour ses membres) est née. Elle ne compte alors qu'une cinquantaine de personnes. Pour l'étoffer, l'ancien chef du FHO s'adresse en priorité à quelques centaines d'ex-officiers de l'Abwehr et naturellement du Fremde Heere Ost.

Les chausse-trappes ne manquent pas sous les pas du général Gehlen. Les officiers américains du CIC n'apprécient pas tellement les facilités dont dispose l'OG, qui essaie de recruter jusque dans les camps de prisonniers. De leur côté, les Britanniques tentent de monter une organisation concurrente à leur service grâce à un ex-membre de l'état-major du FHO, le lieutenant-colonel Adolf Wicht. Mais celui-ci préférera finalement intégrer l'OG dès le début 1947.

D'autres font de même : Fritz Sheibe, Horst Hiemenz, Gerhard Boldt, Oscar Reile, Horst von Mellenthin, Ernst Felber, Joseph Moll. Et même deux officiers particulièrement chers au cœur de celui que le journaliste français Alain Guérin surnommera le « Général gris » : son ancien chef hiérarchique, le lieutenant général Adolf Heusinger, et le lieutenant-colonel Heinz Günther Guderian, le propre fils de l'ancien chef d'état-major général de la Wehrmacht, Heinz Guderian. Et puis d'autres encore qui, rescapés de l'Abwehr, rejoindront ensuite, tels Joachim Rohleder ou Hermann Giskes.

« Le renseignement est un métier de seigneur » : c'était la devise de Walter Nicolai, le maître de l'ombre allemand. Reinhard Gehlen aime à marcher sur ses traces, se souvenant qu'après la Première Guerre mondiale Nicolai s'est efforcé de réorganiser secrètement les services sous le couvert de l'organisation *Die Spinne*, la « Toile d'araignée ». Mais on ne saurait suspecter le Général gris de philosoviétisme comme ce fut autrefois le cas pour son aîné, d'ailleurs décédé à Moscou : s'il regroupe dans l'OG l'aristocratie du renseignement militaire de ce qui fut le III^{e} Reich, c'est avant tout pour lutter contre l'ours russe, maître d'une portion du territoire allemand.

En décembre 1947, l'OG déménage son quartier général à Pullach, près de Munich. L'état-major de l'organisation y vivra dans un ensemble de baraquements situé au bord de la rivière Isar, dans une de ces ambiances de travail en famille qu'affectionne son chef. Lequel, il est vrai, n'hésite pas à aiguiller sur une voie de garage ceux qui déplaisent. Tel sera le destin de Hermann Baun, le concurrent malheureux. Bien qu'il ait fait du contre-espionnage de l'OG (le III-F, comme on dit dans l'organisation, en reprenant le vocabulaire en usage au sein de l'Abwehr) un instrument efficace, il est écarté sans ménagement sous prétexte d'irrégularités financières en décembre 1951.

Avec les bailleurs de fonds américains, en revanche, le climat reste excellent. La CIA, ne l'oublions pas, est née au printemps 1947. Brouillé au printemps 1948 avec le G-2, c'est vers elle que se tourne immédiatement Gehlen. Le Général gris s'entendra à merveille avec les gens de la CIA, qui ne peuvent qu'applaudir au développement considérable de l'OG, capable de fournir toujours plus d'informations détaillées sur le monde communiste.

L'homme qui assure les liaisons de la Company avec le Général gris, Henry Pleasants, ne manque pas de relief. Mélomane, l'inamovible chef de la station CIA de Bonn abhorre toutes les musiques modernes à l'exception du jazz, comme il s'en expliquera avec véhémence dans son livre *Agony of Modern Music*.

Il n'est pas le seul à succomber au charme vénéneux du Général gris. Le chancelier démocrate-chrétien Konrad Adenauer apprécie les talents du maître espion, dont il fait la connaissance en cette année 1948. Talents d'autant plus précieux qu'ils sont économiques : entièrement financée par la CIA, l'OG ne coûte pas un mark au budget fédéral...

Splendeur et misère de l'Organisation Gehlen

Reinhard Gehlen peut se frotter les mains. Il a transformé l'OG pour en faire l'un des plus performants services de renseignement et d'infiltration occidentaux dans les pays de l'Est.

Le plus contesté aussi. Il a fallu intégrer à partir de 1950 ces anciens du RSHA nazi qu'on faisait mine de dédaigner au départ. Spécialistes de la répression intérieure, ils représenteront jusqu'au quart des effectifs de l'organisation. Grâce à eux, Gehlen va pouvoir mener une véritable chasse aux sorcières contre les « ennemis de l'État » en République fédérale au moyen entre autres d'un fichage aussi extensif que sa définition des « sympathisants communistes ».

Le quartier général de Pullach centralise aussi une série d'opérations secrètes menées grâce aux vieux « contacts » de l'état-major Gehlen, les nationalistes russes du Nationalno Troudovoï Soyouz (NTS : Union nationale du travail), également manipulés par le MI 6 britannique, les dirigeants de l'Ukraïnska Povtanska Armia (Armée insurrectionnelle ukrainienne), et de manière générale la plupart des émigrés anticommunistes de l'Est.

Tandis que la République démocratique allemande (RDA) est créée le 7 octobre 1949, l'Organisation Gehlen s'attire définitivement l'estime des Américains. Jusqu'en juin 1953, du moins, lorsque la révolte des maçons de Berlin-Est ébranle le communisme et provoque un durcissement du système répressif. L'OG est alors privée de ses meilleures filières de pénétration vers l'Est.

Cela n'empêche pas Gehlen et les siens de recruter des agents dans l'entourage d'Ernst Wollweber, ministre des Transports de la RDA, vieux routier des opérations secrètes puis patron de la STASI à compter de juillet 1953 (tome 1, p. 423).

D'autres apparaissent dans le sillage d'Otto Grotewohl, le ministre-président de l'Allemagne de l'Est. Marquant sa montée en puissance, l'OG fait passer à l'Ouest plusieurs personnalités importantes du renseignement (en avril 1953, Johann Krauss, de l'Aussen Politische Nachrichten, le SR extérieur est-allemand) ou de la politique (en septembre 1955, le vice-ministre Hermann Kastner).

Combattant de la guerre froide

Affronter les organismes de sécurité du bloc de l'Est devient tout de même plus difficile de jour en jour. L'efficacité de l'OG est en recul. En février 1953, les hommes de la STASI, encore dirigée par Wilhelm Zaisser, kidnappent purement et simplement à Berlin l'un de ses meilleurs cadres, le commandant Wolfgang Höher. L'offensive se poursuit à un rythme aussi soutenu en 1954 puis en 1955 (Ernst Wollweber annonce en avril l'arrestation de 521 agents).

La même année 1955 voit pourtant le couronnement du Général gris. Le 11 juillet, l'OG donne officiellement naissance au Bundesnachrichtendienst (BND, soit Service de renseignement fédéral) dont Reinhard Gehlen est évidemment nommé président. Ses rivaux discrédités, son bras droit Gerhard Wessel bientôt commandant du service de sécurité militaire (Militärische Abschirmdienst — MAD —, créé en 1956), l'ex-chef du FHO est désormais l'incontestable numéro 1 de la communauté du renseignement de la RFA. La naissance du BND lui permet d'agir en toute légalité avec, cette fois, un financement fédéral allemand et non plus américain.

Au Proche-Orient, Gehlen, égal à lui-même, joue également sur plusieurs tableaux, soutenant les Moukhabarat, les services égyptiens du président Nasser, tout en se rapprochant du Mossad israélien, fer de lance de la lutte anticommuniste selon lui.

Ce redéploiement est apprécié de manière assez diverse par Wolfgang Langkau et Hans-Heinrich Worgitzky (« Worgy »). Chef de la section « stratégique », le premier est favorable au Mossad. Au contraire, le second se montre très pro-arabe. Suite à une fronde interne, Worgy est nommé vice-président du service en mai 1957, à charge pour lui d'impulser cette modernisation dont certains officiers jugent Gehlen partiellement incapable.

Worgitzky n'est pas un chaud partisan de l'intensification des manipulations à l'Est. Malgré le recrutement du lieutenant-colonel Siegfried Dombrowski, directeur adjoint de la Verwaltung für Koordinierung, le renseignement militaire est-allemand, par le biais d'un agent du BfV, le contre-espionnage interne, l'espionnage anticommuniste marque le pas. Pour Worgy comme pour nombre d'officiers de Pullach, le BND traîne désormais la patte.

Témoigne avec éclat de cette inefficacité le scandale Felfe. Le 6 novembre 1961, Langkau démasque définitivement une super-taupe soviétique au sein du service de renseignement fédéral : rien de moins qu'Heinz Paul Johann Felfe, ancien SS, chef du Bureau des affaires soviétiques du III-F (contre-espionnage de l'organisation) et agent russe depuis le début des années 50 sous le pseudonyme de « Paul » ! C'est son arrestation qui provoquera enfin la mise à la retraite d'office de nombreux cadres du BND au lourd passé nazi, suspects collectivement d'être, comme lui, trop manipulables par les services de l'Est.

Reste la question des rapports avec le pouvoir politique. Toujours soutenu

par le chancelier Adenauer, Gehlen est en butte à l'hostilité du ministre de la Défense, le « taureau bavarois » Franz Josef Strauss, qui pousse contre lui le service de sécurité et de contre-espionnage militaire MAD (général Selmayr, colonel Felber).

L'affrontement se produit à propos d'une enquête sur le BND publiée dans *Der Spiegel* le 8 octobre 1962. Perquisition dans les bureaux du magazine, saisie d'archives au journal par le MAD, accusation de trahison lancée contre le colonel Adolf Wicht l'ancien contact des services britanniques devenu chef du bureau BND de Hambourg, contre-article de Worgy dégageant la responsabilité de Wicht, démenti officiel, contre-enquête : l'offensive contre le BND échoue finalement de peu.

Un malheur ne venant jamais seul, c'est en février 1965 qu'éclate l'affaire Lotz (p. 105). Celle-ci achève de déstabiliser Worgy. Mis sous surveillance, limogé, Hans-Heinrich Worgitzky mourra le 13 décembre 1969. Reinhard Gehlen n'assistera pas à ses obsèques.

A cette date, il est vrai, le Général gris ne préside plus aux destinées du BND.

La fin d'une époque

Le déclin progressif de Gehlen a commencé avec le début des années 60. Cinq dates vont rythmer sa mise à l'écart et son départ en retraite.

Le 13 août 1961, les autorités de RDA procèdent de manière inopinée à la construction du mur de Berlin. Un coup dur pour le BND, qui ne l'avait d'ailleurs absolument pas prévu. La capitale allemande représentait la plaque tournante du service pour les liaisons avec ses agents opérant en RDA.

Second revers sérieux : l'affaire Felfe. Elle sera l'occasion de mettre en cause le mode de fonctionnement du BND. S'appuyant sur les traditions de l'aristocratie guerrière des « Junkers » prussiens, le service recrutait par cooptation ses cadres au sein de la caste des ex-officiers de la Wehrmacht ou du Sicherheitsdienst. C'est de cette manière que la taupe soviétique venue des SS avait été embauchée à Pullach. Dans la foulée, des voix s'élèvent pour critiquer la gestion Gehlen du personnel, et même son népotisme. Plusieurs proches du Général gris travaillent au sein du BND, y compris son frère Johannes, dont le surnom de « Don Juan » se passe de précisions. Quand il était résident du service à Rome, Johannes Gehlen se signalait plus par ses projets farfelus d'infiltration au Vatican et ses débordements personnels dans le quartier des plaisirs de la capitale italienne que par une efficacité digne de celle de son aîné.

L'affaire Felfe trouvera son épilogue judiciaire en 1963. C'est aussi l'année du retrait définitif de la vie politique du chancelier Adenauer. S'il ne mésestime pas le rôle des services de renseignement, Ludwig Ehrard, son successeur, ne partage pas l'admiration d'Adenauer pour Gehlen. Sans doute pressent-il que c'est la RDA et non la République fédérale qui a intérêt à ce

que se prolonge cette guerre froide à laquelle le nom du Général gris reste inéluctablement attaché.

Nouvelle étape en février 1965 avec l'affaire Lotz, qui va contribuer à ternir un peu plus l'étoile de Gehlen.

1966 sera une année charnière. En mars, le gouvernement fédéral déclare admettre le droit à la sécurité des pays de l'Est. En décembre s'instaure sous l'égide du nouveau chancelier, Kurt Georg Kiesinger, la « Grande Coalition » qui associe pour la première fois chrétiens-démocrates du CDU et sociaux-démocrates du SPD. Deux rebondissements d'autant plus néfastes pour Gehlen que l'Allemagne fédérale, désormais entrée dans la « société de consommation », souhaite un fonctionnement « normal » pour le BND, assorti de garanties démocratiques.

Plus attachés qu'Erhard au contrôle des activités du BND par la chancellerie, Kiesinger et son ministre de la Défense Karl Carstens décident de ne pas prolonger l'activité de Gehlen au-delà de l'âge de la retraite (il a 66 ans). Deux candidats à sa succession sont sur les rangs, Horst Wenland et Gerhard Wessel. Plus « moderne », moins conspirateur d'apparence, c'est ce dernier qui sera choisi par le chancelier à la fin 1967.

En mai 1968, le Général gris prend officiellement sa retraite. Quelques jours plus tôt, le 11 avril, le leader des étudiants gauchistes ouest-allemands, Rudi Dutschke, a été victime d'une tentative d'assassinat. La RFA entre dans une nouvelle époque. Elle n'a plus besoin du vieux lutteur de la guerre froide.

L'ancien président du BND garde cependant son aura de mystère. D'où l'intérêt du public et des médias quand il publie un livre de souvenirs, *Der Dienst, Erinnerungen 1942-1971* (avec une traduction tronquée en français l'année suivante). La déception des lecteurs est compréhensible car le Général gris ne révèle pas de secrets. Il préférera les emporter discrètement dans la tombe en 1979. Mais son jeune rival communiste, Markus Wolf, va poursuivre de l'autre côté du mur une carrière déjà bien remplie...

Les tribulations du camarade Wolf

« Si l'on m'avait demandé ce qu'allait devenir Mischa Wolf à l'époque où nous étions élèves à l'école du Komintern, j'aurais répondu : critique de théâtre, membre influent de l'intelligentsia, peut-être diplomate voire ministre de la Culture », nous disait en juin 1989, quelques mois avant le démantèlement du mur, Wolfgang Leonhard, ami d'adolescence du futur maître espion de la RDA. En l'écoutant, nous découvrions ce qu'avait pu être l'enfance de Wolf, comme lui fils d'un écrivain communiste allemand immigré dès l'avènement de Hitler.

Markus Johannes Wolf est né le 19 janvier 1923 à Hechingen, dans le Bade-Wurtemberg. Sa mère Else était la deuxième épouse de Friedrich Wolf, médecin en même temps qu'homme de plume. Un militant non-conformiste qui sut inoculer très tôt à ses enfants le virus de l'engagement politique. En

1928, il adhéra au PC allemand. « Pionnier » rouge, le jeune Markus ne tarda pas à marcher sur ses traces.

C'est l'époque de l'enthousiasme, le temps des illusions. L'arrivée de Hitler au pouvoir les balaie comme fétu de paille. Friedrich Wolf s'enfuit en Suisse. En avril 1934, Else emmène en URSS leurs fils Markus (11 ans) et Conrad (9 ans). Élève des écoles réservées aux enfants d'antifascistes allemands, Markus apprend le russe et écope du surnom de « Mischa ». Les prises de position parfois originales de son père ne lui vaudront aucun ennui personnel, contrairement, par exemple, à Leonhard. Leonhard qu'il retrouve en 1942 à l'école du Komintern, là où se forment les futurs cadres du communisme international.

Jusqu'à la fin de la guerre, Mischa Wolf travaille à la direction de la radio du PC allemand, à Moscou. En mai 1945, il retrouve Berlin dans les bagages de l'Armée rouge. Mischa appartient à l'entourage de Walter Ulbricht, l'homme des Soviétiques. Mais il est mieux noté que Leonhard dans les petits papiers du colonel Serguei Toulpanov, cadre du NKVD en charge des affaires allemandes. Dès 1949, le voilà conseiller à la toute nouvelle ambassade de RDA à Moscou. Celle-ci est située juste en face de l'école centrale de contre-espionnage soviétique.

En septembre 1951, Mischa est convoqué par Anton Ackermann, le dirigeant du parti en charge des affaires secrètes. Celui-ci lui annonce sa mutation à l'Aussen Politische Nachrichten (APN), le service de renseignement étranger camouflé en institut d'études économiques. Au sein de cette agence aux effectifs limités et dépendant des Affaires étrangères, Wolf deviendra très vite l'adjoint de Gustav Szinda, le patron du Département de Contre-espionnage, lequel s'occupe en particulier de l'infiltration d'immigrés est-allemands en RDA.

En avril 1953, la défection spectaculaire d'un cadre de l'APN, Johann Krauss, alias « Volcan », ébranle le service. Celui-ci est placé sous l'autorité du ministère de la Sécurité d'État, le MfS, créé en février 1950. Le patron du MfS, Wilhelm Zaisser, sera limogé à l'issue des manifestations anticommunistes de 1953 à Berlin-Est ainsi que Rudolf Hernstaadt, un des « parrains » allemands de Mischa avec Richard Stahlmann, le patron de la section des cadres du SED, le nouveau PC est-allemand.

Protégé par son mentor soviétique, Alexandr Sémionovitch Paniouchkine, ancien ambassadeur à Moscou devenu chef du 1er Directoire (renseignement extérieur) du KGB, Markus Wolf est toutefois épargné. Ernst Wollweber, successeur de Zaisser en juillet 1953, rebaptise un temps l'APN Département XV du MfS. Le service de renseignement extérieur a, en effet, changé de statut : il dépend désormais du ministère de l'Intérieur et non plus des Affaires étrangères.

A Berlin, la guerre secrète bat son plein. Wolf affronte les Occidentaux. En février 1956, les hommes du contre-espionnage kidnappent ainsi un transfuge des services est-allemands, Robert Bialek, passé au MI 6 britannique. Deux mois plus tard, prévenu par l'agent double George Blake de l'existence d'un tunnel secret entre les deux parties de Berlin — œuvre de la collaboration entre le MI 6 et la CIA —, le KGB en informe indirectement Wollweber, donc Wolf.

L'année suivante, Ernst Wollweber est limogé à son tour. Erich Mielke s'installe à sa place. Décidément indestructible, Markus Wolf prend officiellement, mais dans le plus grand secret, la direction de la toute nouvelle HVA (Hauptverwaltung Aufklärung, soit Administration centrale de renseignement) en novembre. A lui de mériter la confiance de ses chefs soviétiques et est-allemands. Ce qu'il fera notamment par l'intermédiaire de Peter Branik, à l'origine d'une opération d'infiltration réussie dans les organismes centraux de l'OTAN alors installés en France (réseau Renée Levin-Suzanne et Hans-Joachim Bamler). Opération relayée ensuite par Hans Voelkner, dont la propre mère Kaethe, condamnée à mort par les nazis pour sa participation active au célèbre Orchestre rouge, avait lancé à ses juges : « Je suis heureuse d'avoir pu faire quelques petites choses pour le communisme. »

Sonne bientôt pour leur patron l'heure d'une consécration littéraire inattendue. En 1960, un jeune fonctionnaire de l'Intelligence Service, David Cornwell, entend parler des exploits de Mischa. Il s'en inspirera pour créer, sous le nom de plume mondialement connu de John Le Carré, le personnage de « Karla », ce chef du renseignement communiste séduisant et cultivé, qui porte des vestes en tweed et fume des cigarettes Navy Cut (nous avons pour notre part découvert comment Markus Wolf faisait acheter son tabac en Irlande, pays que la HVA utilisait pour y parfaire les « légendes » de ses agents ; il s'approvisionnait aussi en complets à Grafton Street, une des grandes artères de Dublin).

Wolf organise la pénétration méthodique des administrations et services publics ouest-allemands, au besoin en utilisant les « Roméos », ces agents au profil de séducteurs qui sauront attirer à eux les secrétaires « capitalistes » pour le plus grand bien de la cause. Grand promoteur de l'espionnage scientifique et technique de la RDA, il supervise aussi les grandes opérations extérieures, notamment en Afrique, et la formation des cadres de la DGI, le service secret de Fidel Castro (voir p. 273).

Tout cela, bien entendu, avec l'appui des Soviétiques, dont il reste le protégé. Mischa participe d'ailleurs aux réunions des chefs des services de l'Est. De cette manière, il tisse des liens privilégiés avec le patron du KGB Youri Andropov, futur secrétaire du PC soviétique auquel il voue encore aujourd'hui une vive admiration (la célèbre « taupe » soviétique Kim Philby, que Wolf a connue à la fin des années 70, figure également dans son panthéon personnel).

Andropov, c'est plus que le patron du KGB. Cet homme secret et autoritaire a compris que le système devait évoluer s'il voulait survivre (voir p. 207). Une conception que Wolf partage. Hélas, atteint par la maladie de Parkinson, le maître du Kremlin meurt très vite. Son remplacement par Konstantin Tchernenko annonce une nouvelle période d'immobilisme.

Ebranlé par la mort de son frère, le cinéaste contestataire Konrad Wolf, Mischa prend alors de la distance puis démissionne de ses responsabilités à la tête de la HVA, qu'il quitte effectivement en novembre 1986, abandonnant les rênes à son adjoint Werner Grossmann.

Pour entrer dans l'orbite de Mikhaïl Gorbatchev ? C'est plus que

NEUES DEUTSCHLAND

ORGAN DES ZENTRALKOMITEES DER SOZIALISTISCHEN EINHEITSPARTEI DEUTSCHLANDS

Geheimdokument Rockefellers

Vertrauliches Schreiben des Standard-Oil-Königs an Präsident Eisenhower
Zynischer Plan der USA-Weltherrschaftsziele
Das Rezept: „Wirtschaftshilfe" — wirtschaftliche Abhängigkeit — politische Beherrschung — Militärpakte — Blutzoll der Völker für die USA
Ungeheuerliches Zeugnis imperialistischer Unmenschlichkeit

Désinformation signée KGB et HVA : une fausse lettre de Rockfeller au président Eisenhower est publiée en RDA.

probable, même si Wolf se défend de nos jours d'avoir conspiré en liaison avec les Soviétiques pour renverser Erich Honnecker et la vieille direction est-allemande. Le fait est qu'il se range ouvertement aux côtés de ceux qui tentent d'impulser in extremis une perestroïka à l'allemande tel « son ami » Modrow.

Hans Wolf (le « loup » en allemand) est enfin sorti du bois. Voilà l'ancien patron de la HVA mitraillé par les caméras lors de la manifestation « réformiste » du 4 novembre 1989. L'opinion publique découvre ainsi le visage de cet homme de l'ombre dont les clichés étaient jusque-là plutôt rares.

A la chute du régime, Markus Wolf prend le large, s'installant en URSS. Début septembre 1991, donc après le putsch manqué, il gagna l'Autriche. Le 24 septembre, il est arrêté à la frontière par la police allemande. Remis en liberté surveillée, il s'installe à Berlin. Multipliant interviews et déclarations, il cherche dès lors à atteindre un double objectif : protéger en accord avec Werner Grossmann les anciens officiers de la défunte HVA ; éviter d'être mis en cause par la justice allemande pour ses faits et gestes à la tête de l'agence de renseignement est-allemande. Ainsi nie-t-il avec énergie — et sans toujours convaincre — avoir été impliqué dans les opérations les plus compromettantes de la STASI et de son chef, Erich Mielke, son supérieur hiérarchique direct dans l'organigramme des services de sécurité de la RDA durant la bagatelle de vingt ans.

Rattrapé par son propre passé, Mischa Wolf cherche aussi à apparaître comme une figure historique du communisme international dont l'irruption dans le domaine des services ne fut jamais qu'accidentelle. Il prépare un ouvrage sur la chute du régime est-allemand, accorde au journaliste français Maurice Najman plusieurs entretiens dont sortira un autre livre, *Markus Wolf, l'œil de Berlin* (1992).

LA STASI

Cet univers de mouchards qu'avaient construit les hitlériens et qu'il décrivait si bien dans *Grand'peur et misère du IIIe Reich*, Bertolt Brecht, devenu ministre de la Culture de la RDA, le regarda s'installer sous le drapeau rouge sans autre forme de protestation que quelques plaisanteries de salon un peu acides.

Pourtant, le paradoxe devenait chaque jour plus monstrueux.

A l'Ouest, d'anciens responsables du IIIe Reich comme Reinhard Gehlen créaient les services, mais, avec le temps, ces derniers finissaient par se dénazifier, s'insérant progressivement dans un système politique démocratique.

A l'Est, au contraire, des militants issus en grande partie des combats contre le nazisme recréaient une police politique modelée sur la Gestapo, déportations massives et racisme en moins : la STASI (Staatssicherheit), 600 000 indicateurs pour 16 millions d'habitants à la veille de l'effondrement du régime.

Le MfS (Ministerium für Staatssicherheit, soit ministère pour la Sécurité de l'État) naît officiellement en février 1950 à partir des premiers organes de répression politique d'Allemagne de l'Est « autonomes » par rapport aux Soviétiques, les « Commissariats 5 » (K 5), devenus Staatssichereitsdienst (ou SSD, ce qui rappelle fâcheusement le SD nazi).

Son premier patron sera Wilhelm Zaisser, un ancien instituteur qui a opéré autrefois en Chine comme conseiller militaire du Komintern avant de devenir le chef de la XIIIe Brigade internationale en Espagne sous le nom de « Général Gomez ». Héros communiste type, Zaisser a rang de ministre. Son adjoint s'appelle Erich Mielke.

A Zaisser limogé en juin 1953, suite aux émeutes ouvrières de Berlin-Est, succède Ernst Wollweber. Le MfS n'est plus qu'un modeste secrétariat d'État. En revanche, il récupère l'APN, l'embryon de service de renseignement extérieur, dénommé Département XV du MfS.

En novembre 1957, Ernst Wollweber est démis de ses fonctions pour « raisons de santé », en fait pour travail fractionnel. Erich Mielke triomphe et lui succède.

Né en 1907, recherché depuis 1931 pour le meurtre de deux policiers à Berlin, Mielke n'a pas le passé communiste prestigieux de ses deux prédécesseurs. Pendant la guerre d'Espagne, il n'a guère joué plus que les utilités sous le commandement du général Gomez. Il s'est fait connaître comme un policier brutal et efficace dans les K 5 puis à la STASI.

Zaisser meurt en mars 1958. A cette date, son ancien second tient déjà fermement la barre du MfS, dont il conservera la direction jusqu'en 1989. Trente années aux commandes : le temps de mettre sur pied la police politique omniprésente que le monde découvrira après la chute du mur de Berlin.

Jaloux à l'extrême de ses prérogatives, Mielke militarise la STASI de A jusqu'à Z, fiche tout le monde, gangrène une grande partie des milieux dissidents par le chantage et la terreur. Le mari trahit la femme, la maîtresse surveille son amant, le frère dénonce la sœur.

Condamné à six ans de prison pour « haute trahison » en décembre 1993 mais laissé en liberté, Mischa cherche désormais une porte de sortie.

Tito et Ranković

Le 2 juillet 1966, le maréchal Tito convoque la Ligue des communistes yougoslaves à Brioni. C'est là qu'on « enregistre » la démission du ministre de l'Intérieur, Aleksandar Ranković, et de son adjoint, Svetislav Stefanović, chef en titre des services secrets, l'UDB (Uprava Drzavne Bezdednosti). Ce n'est pas seulement le « Béria serbe » qui disparaît ainsi, mais une page du communisme yougoslave qui se tourne.

Aleksandar Ranković, né le 28 novembre 1909, a toujours été un ferme tenant du centralisme serbe. Membre du Parti communiste dès 1928, il fait son entrée au Politburo du PCY dix ans après. A l'époque, Josef Broz-Tito se fait appeler Tomarek et effectue des liaisons entre le Komintern et les Brigades internationales d'Espagne où combattent plus de 300 militants yougoslaves.

Tito est justement chargé de réorganiser le PCY. Ranković connaît tous ses secrets, ceux de la Résistance et ceux de la guerre mondiale. Il sait comment Italiens et Allemands l'ont laissé développer ses « Partisans » pour contrebalancer les « Tchetniks » de Draza Mihaïlović. Dans certains cas, les services de Ranković ont même fourni des renseignements aux Allemands contre les frères ennemis yougoslaves.

En 1944, les Alliés anglo-américains abandonnent leur soutien à Mihaïlović. Des missions anglo-américaines (SOE et OSS) ont envoyé des rapports circonstanciés sur l'importance des Partisans. Le colonel McDowell, qui dirige la mission OSS auprès de Mikhaïlović, perd du terrain au profit des Anglais du SOE qui, tels Fitzroy MacLean ou les futurs fondateurs du Saint Antony's College (Oxford) Bill Deakin et Hilary King, se prononcent pour le soutien à Tito.

Ce sont pourtant des conservateurs bon teint. MacLean, par exemple, n'est pas dupe du système qu'une fois vainqueurs les Partisans mettront en place. A preuve sa description de Rankovic (dans son livre *Diplomate et franc-tireur*) :

« Ensuite vient Marko, un Serbe, dont le véritable nom est Ranković. "Marko" est, semble-t-il, son nom de conspirateur. Et, à vrai dire, il a tout du conspirateur, et en particulier l'art de se tenir au second plan ; il me faudra un certain temps pour prendre conscience du rôle important qu'il joue au sein du mouvement, surtout en qualité d'organisateur. C'est lui qui, sous le contrôle de Tito, fait marcher la machine du parti ; la débarrasse des personnages douteux, qu'il remplace par des hommes dignes de confiance ; installe des agents clandestins dans les grandes villes ; s'infiltre dans les rangs des collaborateurs ; s'infiltre dans les rangs de la Gestapo. Comme Kardelj, il n'a guère dépassé la trentaine, ce qui ne l'empêche pas

d'être un vieux compagnon de lutte de Tito et d'avoir été en prison avant la guerre. Il a pris, pendant l'été 1941, une part active au premier soulèvement de Serbie. Fils de paysans, il a le regard têtu, plutôt sournois, habituel aux paysans. On sent tout de suite qu'on ne le roulerait pas dans un marché. Et pourtant, on ne sait pourquoi, c'est un personnage sympathique. "Konspiracia !" a-t-il coutume de dire joyeusement en clignant de l'œil et en posant le doigt le long de son nez. "Konspiracia !" »

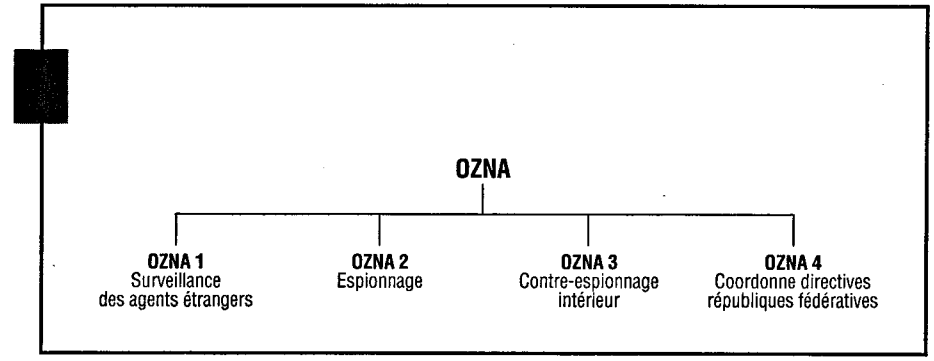
Le soutien anglais est aussi l'œuvre d'hommes de gauche, sinon de communistes. A l'intérieur du bureau balkanique du SOE au Caire, on trouve ainsi Basil Davidson et surtout son adjoint James Klugmann, après-guerre membre du comité central du PC de Grande-Bretagne, parmi les plus fiers alliés du « titisme » naissant.

Klugmann, créateur en 1933 de la section universitaire de Cambridge du PCGB, fut à ce titre un dénicheur de talents remarquable et participa au recrutement des Kim Philby, Donald MacLean, Guy Burgess et autres Antony Blunt, les célèbres taupes de Cambridge (tome 1, p. 428). On comprend mieux son soutien aux Partisans yougoslaves.

Selon Chapmann Pincher (*Traitors*, Londres, 1987), Klugmann aurait aussi travaillé avec le communiste égyptien Henri Curiel. Gilles Perrault, le biographe de Curiel (*Un homme à part*, 1984), précise de son côté qu'une de ses amies, Ruth Gresh, entretenait une liaison bientôt consacrée par un mariage avec un universitaire anglais, Robert Browning : « à l'Intelligence Service du Caire l'un des responsables des liaisons avec la résistance yougoslave ».

A l'issue d'un stage à Moscou pendant le premier trimestre 1945, Ranković va créer une police secrète forte de 150 000 hommes : l'Odeljenje za Zastitu Naroda (OZNA : Organisation pour la défense du Peuple au ministère de la Guerre). Elle a pour fonction immédiate de détruire totalement l'armée de Mihaïlović et les reliquats des groupes fascistes croates (Oustachis) d'Ante Pavelić.

L'OZNA est finalement organisée conformément au décret signé par Tito le 11 janvier 1946 :



L'OZNA, le service de Tito en 1946.

Alliance et rupture avec l'URSS

L'OZNA 2 est encore très chétive. Elle effectue essentiellement du renseignement politique en direction des autres Partis communistes et des communautés yougoslaves en exil que vont rejoindre, après leur défaite, d'anciens partisans oustachis ou tchetniks (Australie, Amériques, Angleterre, France, Italie...).

Plus de 10 000 guérilleros anticommunistes combattent encore le régime au milieu de 1945. Béria lance alors une opération de grand style pour aider Ranković à détruire l'armée de Mihaïlović. Une escadrille NKVD d'avions britanniques et américains — Dakota et Wellington — aux couleurs de leurs pays d'origine va déverser des tonnes de gaz soporifique dans les cavernes où se sont retranchés les Tchetniks. Les paracommandos du NKVD capturent ces derniers sans difficulté majeure. Draza Mihaïlović sera exécuté en juillet.

Pour Ranković, le principal problème consiste tout de même à se doter d'un service autonome par rapport à Moscou. Il récupère des anciens Tchetniks, tout comme il « retourne » certains membres du Service de renseignements généraux de l'ancien État croate oustachi (UNSA) dont le chef, Branco Figurić, vient d'être jugé.

En 1948, Ranković transforme l'OZNA en Uprava Drzavne Bezdednosti (UDB). Le nouvel organisme devra neutraliser les contre-révolutionnaires, empêcher les ingérences soviétiques, mais aussi influencer les responsables des services de sécurité de pays voisins que l'on souhaite faire basculer loin de Moscou au sein d'une fédération balkanique.

L'UDB, animée en double commande par les majors généraux Velko Micunović et Svetislav Stefanović, agit à la fois comme police secrète et comme organe de contre-espionnage avec des bureaux dépendant des ministères des Affaires intérieures de chaque République (Serbie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro, Croatie, Slovénie, ainsi que les provinces de Voïvodine et du Kosovo).

Simultanément, Ranković contrôle le KOS (Kontraobavestajna sluzba), contre-espionnage au sein de l'armée dont les directeurs successifs seront Dane Cuić, Branislav Joksović, Jure Grubesić, Ilija Ceranić, Marko Negovanović.

C'est à cette époque que, les rapports entre Belgrade et Moscou se tendant, la délégation du NKGB/MGB en Yougoslavie, dirigée par le colonel Timoféïev, entre dans la zone des turbulences. Tito est particulièrement furieux d'apprendre que le chef du service de codage/décodage, Dusica Perović, a été recruté par les Russes.

Le 14 avril 1948, deux « taupes soviétiques » au cabinet de Tito, Andria Hebrang et Sreten Zujović, sont arrêtées. Cet incident déclenche la longue partie de bras de fer qui va opposer Staline à Tito, et dont le second sortira vainqueur à la surprise générale.

Le stalinien français de choc Jacques Duclos, préfacier d'une brochure

sur *La Yougoslavie sous la terreur de la clique Tito*, donne le ton quand il s'attaque à Ranković, « sinistre brute fasciste qui rappelle Himmler », avant d'ajouter :

« Tout est espionnage dans l'activité des titistes. L'UDB s'efforce de prendre dans ses filets d'espionnage la nation tout entière. La police de Ranković exige de chaque membre du Parti qu'il espionne ses camarades, de chaque dirigeant qu'il espionne ses subordonnés, de chaque subordonné qu'il espionne son chef, du frère qu'il espionne son frère, des enfants qu'ils espionnent leurs parents. Et c'est la police qui est l'organe suprême de l'État. »

Des officiers de l'UDB jugés peu sûrs sont eux-mêmes purgés. C'est notamment le cas en Macédoine où le lieutenant-colonel Remzi Ismail est remplacé par un homme sûr, le lieutenant-colonel Dimitar Aleksovski « Petar » ; à Kragouievats où le chef d'antenne Branko Stanoilović est jeté en prison ; à Pantchevo et Nis (Serbie) où les responsables Djoka Pisarović et le lieutenant Sergie se retrouvent aussi derrière les barreaux tandis qu'à Zadar (Croatie) le numéro 2 de l'UDB, Radomir Ilić Mika, est également limogé.

Les Soviétiques et leurs alliés accusent alors la Yougoslavie d'avoir recruté dans de nombreux pays voisins des agents d'influence et des espions (par exemple Koçi Xoxe, le ministre de l'Intérieur et patron du Sigurimi albanais) pour parvenir à ses fins, la fameuse Fédération balkanique.

Le terme « titiste » devient synonyme de « trotskyste » ou de « fieldiste », autant dire de démon « contre-révolutionnaire ». Le schisme avec Belgrade serait le fruit d'un complot monté par les Occidentaux. Conclusion : quiconque a eu des liens supposés ou réels avec les Yougoslaves doit être liquidé. Et ce d'autant plus que Tito, Ranković et les leurs se rebiffent de plus en plus, contre-attaquant au besoin...

Espionnage en solo

Le travail de renseignement extérieur de l'UDB ne se cantonne pas aux « démocraties populaires ». Un ancien des Brigades internationales, le lieutenant général Milić, en assure la conduite en Europe de l'Ouest et dans le reste du monde.

En France, le système de renseignement yougoslave dépend beaucoup de l'ancienne structure de la Main-d'œuvre immigrée (MOI, les travailleurs immigrés organisés par le PCF) et des Yougoslaves qui ont combattu dans la Résistance communiste.

Le plus célèbre de ces vétérans n'est autre que le général Ljubomir Ilić (alias « Louis »). Comme Milić, il a été interné par Vichy. Après s'être évadé de la prison de Castres avec un groupe d'anciens des Brigades internationales, Louis deviendra le chef militaire national de la MOI. Resté en France notamment pour épauler les antifranquistes espagnols du Sud-Ouest, il dirige la mission militaire yougoslave à Paris.

Certaines de ses activités n'ont rien de très officiel. Ilić est en contact étroit avec André Teuléry (alias « Viguié »), tour à tour patron en région parisienne du service de renseignement de la Résistance communiste (le Service B), animateur d'un éphémère 2e Bureau FFI que les gaullistes de la DGER ont réduit à néant puis chef de la sécurité du ministre communiste de l'Air Charles Tillon.

Louis et Viguié s'entendent à merveille pour dénoncer la mise à l'écart des anciens résistants par les staliniens. A la demande du Yougoslave, le Français accepte, il nous en a fait l'aveu en 1984, de « fournir des renseignements » politiques sur le PCF et notamment sur Jacques Duclos, qu'il exècre.

Avant de quitter la France, où on le reverra d'ailleurs dès 1950, Ilić passe le flambeau, donc le contact avec Teuléry, à deux nouveaux responsables de l'UDB, l'attaché militaire Bronislav Barjaktarević et son adjoint Vogislav Sobajc (alias « Pierre », commissaire politique du PC yougoslave en France).

Le 26 février 1949, 28 arrestations sont effectuées dans les milieux communistes, dont celle du commandant Teuléry. Tous les accusés seront assez vite libérés sur pression du PCF sauf lui. A la DST, personne ne veut en effet croire que Teuléry, informateur des Yougoslaves, n'est pas un agent soviétique. Étrange situation : au sein de la Surveillance du territoire, l'inspecteur Simon Tabary, lié au PCF pendant la guerre, fait filtrer en direction du Parti les déclarations de Teuléry.

Pris dans l'univers kafkaïen d'une police infiltrée par ses pires adversaires, abandonné — et pour cause ! — par ses anciens camarades communistes, ce dernier sera condamné à cinq ans de prison, dont il ne sortira que pour tourner la page « communisme ».

Naissance de la DST

A l'été 1944, Roger Wybot arrache au ministre de l'Intérieur, Adrien Tixier, la décision de mettre en place un service de contre-espionnage civil centralisé, la Direction de la surveillance du territoire (DST), dont il est nommé directeur le 1er décembre, à trente-deux ans.

Né le 13 octobre 1912 à Paris, ce futur monstre sacré du contre-espionnage envisage d'abord de devenir médecin. Sa famille n'étant pas en mesure de lui payer d'aussi longues études, il embrasse le métier des armes. Le voilà bientôt artilleur, jeune officier particulièrement imaginatif et un tantinet insolent si l'on en croit le journaliste Philippe Bernert, son ami puis son cobiographe au milieu des années 70.

Non-conformiste, en tout cas. La preuve : Roger Warin (son vrai nom) quitte l'armée d'armistice pour entrer promptement en Résistance. Épaulé par son ami Stanislas Mangin, il jette alors les bases du réseau Ali-Tir.

Sur les conseils du commandant Fourcaud, émissaire clandestin de la France libre, Warin réintègre l'armée d'armistice en avril 1941 et se fait muter au sein du Bureau des menées antinationales de Marseille, l'organisme

de contre-espionnage du gouvernement de Vichy qui lutte contre les infiltrations allemandes et italiennes.

C'est au sein du Bureau des menées antinationales qu'il rencontrera le commandant Paul Paillole. Paillole dont le double jeu au profit de la cause alliée l'impressionne au plus haut point. Le jeune lieutenant obtiendra lui-même d'excellents résultats jusqu'en août 1941 avant de gagner Londres avec la Gestapo à ses trousses.

Roger Wybot — son nom de guerre qu'il adoptera *ad vitam aeternam*, comme bien d'autres résistants — découvre sa vraie nature dans la capitale britannique où il prend en main les destinées du Département Contre-espionnage du service secret de la France libre dirigé par le colonel Passy, le BCRA.

Il s'agit de démasquer les agents allemands qui tentent d'infiltrer les réseaux clandestins en France. Découvrant les mystères des techniques d'interrogatoire, l'art de faire « parler » un faux document et les possibilités d'un fichier central bien conçu et enrichi à tout moment, Wybot s'en tire à merveille, même s'il s'attire une réputation de véritable accusateur public. Pas trop bien vu du général de Gaulle, soutenu sans excès par Passy, il décide finalement de rejoindre le front et combat dans les rangs de la 1re Division française libre.

Le virus du contre-espionnage ne l'a pas abandonné pour autant. Le 1er octobre 1944, le capitaine Wybot est officiellement détaché à la Sûreté nationale, que dirige un ancien responsable du BCRA, André Pelabon. Aussitôt, il se met au travail, rédigeant un rapport qui résume son credo :

— Le contre-espionnage ne saurait être l'apanage des seuls militaires, comme c'était le cas avant la guerre.

— Les BST (Brigades de surveillance du territoire) de cette époque, décentralisées et placées dans la pratique sous le contrôle des officiers du CE, sont notoirement insuffisantes.

— Il faut donc créer une Direction de la surveillance du territoire centralisée, autonome, disposant d'un statut légal et de moyens sérieux, et placée sous l'autorité directe du ministère de l'Intérieur.

Le 22 novembre 1944, l'arrêté D. 8017 SN/ST crée officiellement la DST. D'autres textes comme l'arrêté du 7 octobre 1946 ou le décret du 23 février 1949 viendront compléter cet édifice juridique. Le nouveau service est installé au 13, rue des Saussaies, à côté des Renseignements généraux qu'anime le commissaire Marc Bergé, l'ennemi intime de Wybot.

La France ayant été occupée par les nazis dès 1940 et divisée géographiquement et politiquement, la toute nouvelle DST doit repartir à zéro contrairement à ses alliés américains ou britanniques, qui disposent encore de l'infrastructure CE du temps de guerre. La Surveillance du territoire possède ainsi cette caractéristique majeure : c'est le seul service de contre-espionnage du monde occidental issu de la Résistance. En novembre 1944, elle comprendra un effectif de plus de 1 000 personnes, dont 880 policiers (135 commissaires) et 165 auxiliaires.

Un autre ancien résistant, le contrôleur général Simon Cotoni, tente de prendre la tête du nouveau service. Mais autant en emporte Wybot : en

quelques jours, il « liquide » Cotoni et établit son autorité sans partage sur le 13, rue des Saussaies.

L'ancien Français libre s'appuie d'abord sur ses amis personnels connus dans la Résistance ou au sein de la 1re DFL, les Stanislas Mangin, Georges Descroizettes, Alain et Robert Montarras, Guy Xoual, Roger Blémant auxquels s'ajouteront d'autres ex-résistants comme Louis Niquet, Robert Deshereau ou Henri Nart. Mangin devient ainsi son adjoint, Alain Montarras son secrétaire de direction. Attachée par de solides liens personnels, cette équipe démontrera sa cohésion à de multiples reprises.

Wybot, qui a mûrement réfléchi à son fonctionnement futur, divise la DST en quatre sections :

— les Services actifs (ou Section des Recherches), eux-mêmes divisés en quatre secteurs géographiques ;

— le Service de Documentation et d'Exploitation (section E 1), cerveau de la maison, qui assure le travail de synthèse des informations et de gestion du fichier ;

— la Section Manipulation et Protection des agents simples et doubles (E 2), d'abord confiée à Robert Blémant, ancien résistant qui quittera rapidement la DST pour devenir le bras droit puis le rival des célèbres gangsters, les frères Guérini. Un mauvais choix que Wybot corrigera en nommant le commissaire Georges Galopin à la tête de E 2 ;

— la Police de contrôle radioélectrique (PCR), qui s'occupe de surveiller et d'intercepter les émissions radio et que dirige Paul Berliat, un ancien avocat.

En octobre 1946, des Brigades de surveillance du territoire sont officiellement implantées par le ministre de l'Intérieur Édouard Depreux à Bayonne, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Mulhouse, Nantes, Nice, Perpignan, Rouen, Strasbourg et Toulouse. Les services centraux de la direction des services de la ST en Algérie sont installés à Alger (commissaire Osvald), avec une BST à Oran et une à Bône-Constantine. Des brigades ST existent également au Maroc et en Tunisie.

La guerre froide se profile déjà à l'horizon. La DST s'y trouvera en première loge dans un pays où le Parti communiste recueille plus du quart des voix et bénéficie de sympathies nombreuses, nées parfois dans les combats de la Résistance.

C'est le 12 novembre 1947 que la Surveillance du territoire ouvre officiellement les hostilités. Ce jour-là, Roger Wybot mobilise la quasi-totalité du potentiel de la rue des Saussaies et des centaines de gendarmes mobiles pour prendre littéralement d'assaut le camp de transit russe de Beauregard, en région parisienne, réputé « prison secrète » des services soviétiques.

Désormais, Wybot entraîne la DST vers des aventures toujours nouvelles : après la chasse aux collaborateurs et aux agents nazis, c'est la découverte des contradictions dans le témoignage de René Hardy, soupçonné d'avoir livré Jean Moulin à Klaus Barbie ; le soutien actif aux mouvements sionistes dans leur lutte pour la création de l'État d'Israël ; l'affaire Revers et celle des fuites en pleine crise indochinoise ; l'engagement total dans la lutte

AB-

PARIS, le 22.II.1944

R A P P O R T

à Monsieur le MINISTRE de l'INTERIEUR

Organisation de la Direction de la Surveillance du Territoire. - Exposé des motifs .

L'expérience de 1940, l'importance prise par la 5 ème colonne, nous amènent à convenir de la faillite du contre-espionnage français , tel qu'il était organisé avant cette guerre,

Une des origines , la plus importante, de cette faillite est la non-réalisation, sur le plan pratique , de la centralisation du contre-espionnage qui avait été reconnue comme nécessaire, théoriquement, et la dualité qui existait entre les services de contre-espionnage militaire et les services de contre-espionnage du Ministère de l'Intérieur.

C'est qu'en effet, si l'on avait bien compris que, les affaires de contre-espionnage se terminant toujours par un certain nombre d'arrestations opérées sur notre territoire ne pouvaient, en dernier ressort, relever que du Ministre de l'Intérieur, une vieille tradition faisait croire que seuls les militaires comprenaient quelque chose au contre-espionnage et leur permettait de conserver, en fait, l'exclusivité de la recherche du renseignement de contre-espionnage ,aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Cette conception était d'autant plus fausse que, depuis longtemps, les services de renseignement étrangers s'intéressaient à beaucoup d'autres choses qu'à la seule recherche du renseignement militaire.

Cependant, du fait même de son organisation, la Surveillance du Territoire qui aurait dû, d'après les textes en vigueur ,permettre au Ministère de l'Intérieur d'être responsable du contre-espionnage en temps de paix, ne lui permettait, en fait, aucunement d'exercer cette responsabilité ,

C'est qu'en effet, rien n'était organisé pour la recherche du renseignement de contre-espionnage , et aucun service central ne prévoyait l'exploitation rationnelle, en vue du contre-espionnage, des renseignements recueillis au cours des enquêtes .

.../...

Le plaidoyer d'André Pelabon en faveur de la création de la DST fut inspiré par Roger Wybot.

contre le nationalisme algérien ; la préparation du retour du général de Gaulle en mai-juin 1958.

Wybot mène la DST « comme un régiment en campagne » avec cet objectif prioritaire : la lutte anticommuniste. On le rapprochera souvent du légendaire chef du FBI J. Edgar Hoover. C'est d'ailleurs vrai que les deux hommes se ressemblent : célibataires endurcis s'entourant de compagnons triés sur le volet, travailleurs acharnés et autocrates, missionnaires sans concession de la lutte contre la subversion soviétique.

Des différences sensibles, tout de même. Wybot sait prendre des risques personnels pour aider ceux qu'il admire, comme l'écrivain Roger Peyrefitte qu'il avertit en 1953 d'un complot visant à le compromettre suite à la parution des *Amitiés particulières*.

C'est que le directeur de la ST s'intéresse à la littérature : amateur de Valéry et de Mallarmé, il est lui-même essayiste (*Bouillon de culture*, 1963), spécialiste médical (*Clés de l'acupuncture traditionnelle*, 1983) et même dramaturge. Écrite à la fin de la guerre d'Algérie, sa première pièce de théâtre portera ce titre bien dans la veine d'un maître du contre-espionnage : *Pourquoi Barabbas*. Elle illustrera de manière allégorique la compréhension, sinon la sympathie, de Wybot pour les jusqu'au-boutistes de l'Algérie française regroupés dans l'OAS.

Autres violons d'Ingres du maître du 13, rue des Saussaies, l'astrologie, la magie, l'hypnose. Juste retour des choses, le chasseur d'espions suscite lui-même chez certains une véritable fascination. Jusqu'à Edgar P. Jacobs, le dessinateur des célèbres Blake et Mortimer, qui, faute de l'avoir effectivement rencontré (il a simplement été reçu une demi-heure par Alain Montarras, le directeur de cabinet), inventera de toutes pièces un entretien avec le patron de la Surveillance du territoire, entrevue parfaitement imaginaire qui figure, agrémentée de certains détails exacts, dans son livre de souvenirs *Un opéra de papier* (1981).

Pleins d'admiration eux aussi pour leur chef, ses subordonnés de l'état-major de la DST ne lui reprochent — à voix basse ! — qu'une chose : son caractère trop byzantin. Maniaque du contre-espionnage, Roger Wybot ne se satisfait jamais de la conclusion d'une enquête. Habitué aux manipulations les plus complexes, il en rajoute à plaisir et vit ainsi dans une perpétuelle insatisfaction intellectuelle.

Au sein des milieux dirigeants, peu l'apprécient, mais tous ou presque le craignent. On voit en lui un « sorcier », un maître de l'ombre tenant à jour un monstrueux fichier politique — il s'en défendra toujours. Les communistes dénoncent en lui un réactionnaire patenté, croisé antisoviétique de la pire espèce. Quand il lance la DST dans un combat féroce contre lui, le FLN algérien le dépeint comme le chef d'une bande de tortionnaires — là encore, Wybot niera farouchement. Le fondateur de la DST apparaît comme une personnalité incontournable de la IV^{e} République.

Un régime contre lequel il conspire pourtant pour préparer le retour aux affaires du général de Gaulle. Peu soucieux de laisser en place une personnalité aussi puissante et trouvant que « quinze ans à la tête de la DST, c'est trop long », l'homme du 18 juin lui rend à sa manière la monnaie

de la pièce. Limogé, il quittera définitivement la rue des Saussaies en janvier 1959, remâchant désormais une double rancœur contre de Gaulle, qui a « bradé » l'Algérie et l'a privé de ce qu'il estimait devoir lui revenir à jamais : la Direction de la surveillance du territoire...

INTERVIEW D'ALAIN MONTARRAS, CHEF DE CABINET DE ROGER WYBOT DE 1945 À 1959, SOUS-DIRECTEUR PUIS DIRECTEUR ADJOINT DE LA DST

COMMENT VOUS ÊTES-VOUS RETROUVÉ À LA DST ?

Je suis arrivé en mars-avril 1945, venant de la 1re Division française libre. C'est au combat que j'avais connu Wybot. Il m'a demandé de devenir son chef de cabinet, et j'ai accepté.

QUELS PROBLÈMES POSAIT LA MISE EN PLACE DE CE SERVICE CENTRALISÉ DE CONTRE-ESPIONNAGE ?

L'autonomie, d'abord. Wybot voulait former un service indépendant. Dans ce cas, fallait-il disposer de locaux séparés des autres ? Ce qui aurait eu l'avantage de nous singulariser mais l'inconvénient de ne pas être très valable au point de vue sécurité. Des bureaux séparés nous auraient rendus plus faciles à surveiller.

Finalement, nous nous sommes installés rue des Saussaies. Sans être rudimentaires, ces locaux n'étaient pas extraordinaires. Je me souviens de cet émissaire des services japonais qui nous a rendu visite. Comme il fallait traverser une jungle de couloirs, il a rédigé un rapport, affirmant que les locaux de la DST étaient volontairement compliqués afin que les visiteurs ne s'y retrouvent pas !

QUELLE ÉTAIT L'ATMOSPHÈRE ?

On travaillait tous les jours, sauf le dimanche. Par la suite, on a bénéficié d'un repos théorique le samedi matin. Avec une permanence le week-end. Il faut dire qu'invariablement les complications arrivaient le vendredi soir. Cela commençait généralement par un ordre de Wybot : « Il faut bloquer une section pour M. Untel... » Le synonyme d'une mobilisation plus ou moins importante.

Le style DST était différent de celui de la PJ. Pas de familiarité de principe, pas de tutoiement obligatoire entre cadres.

PENDANT UN QUART DE SIÈCLE, VOUS AVEZ SUIVI TOUTES LES AFFAIRES DE CONTRE-ESPIONNAGE IMPORTANTES EN FRANCE ET MÊME DANS LE MONDE PUISQUE VOUS AVEZ AUSSI ÉTÉ EN CHARGE DU BUREAU DE LIAISON DE LA DST AVEC LES CONTRE-ESPIONNAGES ALLIÉS. QU'EN RETIREZ-VOUS COMME IMPRESSION ?

Dans ce travail, on en arriverait facilement à voir des complots partout. Wybot n'avait rien à voir avec l'image que la presse a colportée, vous savez : le monsieur qui tient à jour des fiches politiques sur tout le monde. Mais quand une affaire était terminée, il se demandait toujours si elle cachait quelque chose, si c'était un piège.

L'autre impression, c'est le désintérêt des gouvernements pour le contre-espionnage. Ils sont passionnés par l'espionnage politique, le reste leur importe peu. Une maladie bien française, par contre : on adore bouleverser les structures — ou modifier leurs noms — à tout changement de ministre...

D'Isser Halpérin à Isser Harel

Wybot a engagé la DST dans un soutien direct aux services secrets du futur État d'Israël. Celui-ci se matérialisera en juillet 1947 face au MI 6 britannique lors de l'affaire de l'*Exodus*. Le patron de la Surveillance du territoire sera plus tard, et pour longtemps, un ami personnel d'Isser Harel, le fondateur du Mossad.

Dans une première vie, ce fils de rabbin né en 1912 en Biélorussie puis immigré en Lituanie s'appelait Isser Halpérin. C'est un demi-siècle plus tard, en 1961-1962, qu'il adoptera le nom de guerre de Harel, forme hébraïsée de son patronyme.

En 1929, il décide de gagner la Terre sainte. C'est chose faite l'année suivante, Isser débarquant à Jaffa son balluchon sur le dos. Selon son biographe-confident Michel Bar-Zohar (*J'ai risqué ma vie*, 1971), il rencontre la femme de sa vie, Rivka, une jeune juive polonaise, dans le kibboutz de Shfaïm où tous deux sont venus chercher un souffle nouveau pour leur existence.

Quand éclate la Seconde Guerre mondiale, Isser, à peine engagé dans la Haganah, l'armée secrète juive, entre dans l'armée britannique pour y servir dans une unité de gardes-côtes. Israël Amir, chef du mystérieux Shai, le service de renseignement de la Haganah, remarque ce sujet doué et l'affecte au « département juif » dont il ne tarde pas à prendre la tête.

Le département juif du Shai n'est rien d'autre que l'œil de la tendance majoritaire de gauche du sionisme. Il est chargé de surveiller, voire de neutraliser les dissidents liés aux groupes minoritaires qui refusent l'alliance provisoire avec les Britanniques, l'Irgoun Tsvaï Léoumi (droite ultranationaliste) et le Lehi, « Combattants pour la liberté d'Israël » (Groupe Stern). Une guerre fratricide et féroce qui laissera bien des traces. Le Shai traque les sternistes ou les hommes de l'Irgoun. Les plus irrécupérables seront carrément livrés aux Anglais.

Isser Harel excelle dans cette tâche ambiguë. Mais voici un autre homme de marbre de la clandestinité juive, Isser Béeri, aussi froid, aussi dénué d'humour, aussi fanatiquement voué à la victoire du sionisme que son rival. Seule différence apparente entre les deux adversaires, leurs tailles respectives : Béeri est aussi grand qu'Harel est minuscule. En toute logique, on les surnomme aussitôt « Isser-le-Grand » et « Isser-le-Petit ».

Entre les deux, David Shaltiel, successeur d'Amir à la tête du Shai, a choisi. Il écarte Isser-le-Petit de l'état-major en le mutant à la direction du secteur de Tel-Aviv et nomme son propre poulain Béeri chef du service secret de la Haganah.

Même s'il remâche constamment cette humiliation, Isser-le-Petit n'en continue pas moins à faire de son mieux au service de la cause sioniste. Celle-ci est au tournant : le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclame la naissance de l'État d'Israël dont il devient aussitôt le Premier ministre.

Ben Gourion sait pertinemment que le nouvel État risque de disparaître sous peu. Deux informateurs l'ont prévenu que le roi de Transjordanie Ibn Hussein Abdallah, en négociations secrètes avec l'État hébreu naissant, risque fort de rejoindre la coalition arabe qui se forme déjà pour marcher sur Tel-Aviv.

Le premier de ces informateurs est une femme, Golda Meir, chargée justement des contacts entre Ben Gourion et le roi. Le second répond au sobriquet d'Isser-le-Petit. A l'issue d'une mission secrète à Amman, un de ses agents arabes l'a averti qu'Abdallah allait entrer en guerre sous peu.

Le 7 juin, Ben Gourion tient une réunion avec Reuven Zaslani, vieux routier du renseignement sioniste des années 30, et Isser Béeri. Le « Vieux Lion » et ses deux conseillers en affaires secrètes envisagent une refonte totale. Le Shai sera dissous ; deux services nouveaux naîtront de ses cendres, une agence de renseignement militaire et une agence de sécurité interne.

A la demande de Béeri, ce plan est modifié presque immédiatement. Le 30 juin 1948, au quartier général du numéro 85 de l'avenue Ben Yehouda, Isser-le-Grand convoque les principaux responsables : Benjamin Gibli (secteur de Jérusalem), Isser Harel (Tel-Aviv), David Karon (frontière égyptienne), Avraham Kidron (frontières transjordanienne, libanaise et syrienne) et Boris Gouriel (Département politique, autrefois chargé des affaires britanniques). Sans palabres inutiles, il leur livre les grandes lignes de la réorganisation en cours :

— Assisté de Vivian Herzog (alias « Chaïm »), Isser Béeri présidera aux destinées du nouveau service de renseignement militaire (Sherout Hamodi'in), également chargé du contre-espionnage.

— Boris Gouriel prendra la tête du Département politique du ministère des Affaires étrangères (HaMahlaka HaMedinit), chargé du renseignement extérieur.

— Isser Harel aura pour tâche de créer un service de sécurité général (Shin Bet) qui opérera comme une dépendance de l'armée.

Comme le notent aussi bien Michel Bar-Zohar que Ian Black et Benny Morris, auteurs du monumental *Israel's Secret Wars* (1991), cette distribution des rôles ne satisfera en réalité personne, et singulièrement pas l'irascible Isser Harel. L'ancien pionnier des kibboutzim se voit contraint de combattre sur deux fronts : contre Isser-le-Grand qu'il déteste, d'une part, contre Boris Gouriel dont il conteste l'efficacité sans lui ménager les coups bas, de l'autre.

Menacé par les armées arabes coalisées, l'État hébreu vit à l'intérieur des jours difficiles. Dix jours avant la remise en ordre des services sous la férule d'Isser Béeri, des militants de l'Irgoun aux ordres de Menahem Begin ont voulu décharger la cargaison de l'*Altalena*, un cargo bourré d'armes collectées en France pour équiper les unités qu'ils contrôlent au sein de la Haganah. Furieux, Ben Gourion a donné l'ordre d'ouvrir le feu. Un canon a tiré sur l'*Altalena*, obligeant son équipage à capituler. Onze membres de l'Irgoun ont péri au cours de cet engagement meurtrier.

Nombre d'historiens verront dans ce bras de fer la véritable naissance d'un État s'imposant contre toutes les forces centrifuges. Mais les irrédentistes de l'Irgoun ou du Stern l'analysent comme un coup de force destiné à

imposer définitivement le pouvoir politique travailliste. Quand il prend en main les rênes du Shin Bet, Isser Harel ne peut donc ignorer cette réalité : pour s'imposer face à Béeri, il devra faire la preuve d'une efficacité toujours plus grande.

L'irrésistible ascension du « Memouneh »

Il s'agit de mater l'Irgoun de Menahem Begin mais aussi le groupe Stern. Ce mouvement est animé par Nathan Yalin-Mor et par le futur Premier ministre Yitzhak Shamir. Le 17 septembre 1948, un commando assassine le comte suédois Folke Bernadotte, représentant de l'ONU, tuant par la même occasion le colonel André Sérot, observateur en Palestine de services français pourtant très favorables à la cause israélienne.

Très vite, Isser Harel apporte à Ben Gourion cette information capitale : c'est bien le groupe Stern, et non l'Irgoun comme on le pensait, qui est responsable de la mort de Bernadotte. Sur la base des informations fournies par le Shin Bet, Moshé Dayan, le chef militaire de Jérusalem, lance alors un vaste coup de filet : près de 200 arrestations dans les milieux sternistes. Ben Gourion, traitant le groupe dissident d'« organisation anti-ouvrière à aspects fascistes » et de « milice de la bourgeoisie juive », fait aussitôt adopter une loi *ad hoc* afin de le démanteler.

De son côté, Isser Harel s'adonne minutieusement à la chasse aux militants du mouvement. Des dépôts d'armes sont découverts. Un informateur livre au chef du Shin Bet la piste qui mène à Nathan Yalin-Mor, le numéro 1 de l'organisation. Ben Gourion ne pourra que remarquer la fidélité au régime du patron d'Isser-le-Petit, un atout précieux pour Harel qui veut maintenant déstabiliser son rival, Isser Béeri.

Pour ce faire, rien de mieux qu'un bon dossier. Isser-le-Grand s'est attiré quelques solides inimitiés en raison de ses procédures expéditives. Dans le cadre de ses fonctions, il a accusé d'espionnage sans la moindre preuve d'authentiques militants sionistes, qui ont été exécutés sommairement. Pis : le patron du renseignement militaire israélien a fait fabriquer un faux « câble secret britannique » destiné à accabler un vétéran de la Haganah, Meyer Toubiansky, abattu le 29 juin 1948.

Premier jugement en cour martiale fin décembre 1948 où, raccourci saisissant de sa philosophie personnelle, Béeri aurait déclaré : « A partir du moment où un service de renseignement commence à agir conformément à la loi, il cesse d'être un service de renseignement. » Deux mois plus tard, il est démis de ses fonctions.

Second jugement en octobre 1949 : Isser-le-Grand, convaincu de faux dans l'affaire Toubiansky, est condamné à un jour symbolique d'emprisonnement. Il mourra neuf ans plus tard, aigri et isolé.

Son petit rival triomphe sur toute la ligne. Les diverses péripéties de l'affaire Béeri lui ont permis d'élargir les prérogatives du Shin Bet aux dépens des autres services (il assurera désormais le contre-espionnage et la

surveillance de la communauté arabe d'Israël) et de tisser des liens personnels particulièrement solides avec David Ben Gourion, le seul à qui il rendra désormais des comptes.

Nouvel objectif : le Mossad, créé officiellement en mars 1951 et qui dirige le renseignement extérieur sous l'autorité directe du Premier ministre. Profitant des difficultés de gestation de ce nouveau service, Isser Harel, fort de la confiance personnelle de Ben Gourion, obtient gain de cause à la faveur d'un long travail de taupe : en septembre 1952, chef du Shin Bet et désormais patron du Mossad, il devient sans conteste le numéro 1 de la communauté israélienne du renseignement, le « Memouneh » (« responsable »), même si le SR militaire lui échappe encore.

Un homme fort à la tête des services, telle n'était pourtant pas l'idée de départ de David Ben Gourion, méfiant vis-à-vis de pouvoirs trop excessifs dans une société qu'il veut un modèle de démocratie. Mais le père fondateur de l'État hébreu a évolué en fonction de trois facteurs essentiels.

Le premier, c'est la confiance personnelle qu'il accorde à Isser-le-Petit. Animés par un désir de moralisation presque mystique, les deux hommes partagent une conception pionnière, voire spartiate du sionisme.

Le second facteur n'est pas dicté par des sentiments personnels. Par leur férocité même, les luttes intestines et les querelles personnelles au sein de la communauté israélienne du renseignement font perdre aux SR une bonne part de leur efficacité potentielle.

D'une certaine manière, cette constatation constitue la prémisse du troisième facteur, le plus déterminant peut-être dans la décision de Ben Gourion : au milieu d'un environnement hostile, l'État hébreu doit être construit sur des piliers d'une solidité à toute épreuve. Accorder à Isser Harel une double autorité sur le Mossad et le Shin Bet, c'est se donner les moyens de maintenir l'ordre à l'intérieur en même temps qu'on développe le travail des services à l'extérieur.

Le Memouneh ne tarde pas à donner de multiples preuves de sa détermination. Rattaché dès 1950 au ministère de la Défense, donc échappant à la tutelle directe de l'état-major, le Shin Bet brise les religieux juifs ultra-orthodoxes des Nékouté-Tarka puis les Combattants pour le royaume d'Israël, des irrédentistes issus de la minorité de l'ex-groupe Stern. Il met sous surveillance étroite les cadres du parti de droite Hérout, venus, comme leur leader Menahem Begin, de l'Irgoun, puis s'en prend avec les mêmes procédés (filatures, écoutes téléphoniques, infiltrations, manipulations individuelles) aux militants d'extrême gauche du parti Mapam et du Parti communiste ainsi qu'aux militants arabes. Sans compter diverses opérations contre la presse qui donneront à Harel et aux siens la réputation d'avoir construit un service politisé agissant exclusivement pour le compte du Mapaï, le Parti travailliste de Ben Gourion.

Cette étiquette n'impressionne guère Isser Harel. Selon Ian Black et Benny Morris, beaucoup plus précis que Bar-Zohar sur ce plan, le numéro 1 des services de l'État hébreu a recruté une équipe de cadres très homogène : son adjoint Isi Dorot, chef officiel du service en février 1953 après un stage au Mossad où il opérait comme l'« œil » d'Isser-le-Petit ; Amos Manor,

chef de la division des Affaires soviétiques, futur patron du Shin Bet après Dorot ; Yosef Harmelin : Avraham Kidron ; Dan Lichtenstein ; Meyer Novick ; Zvi Aharoni ou Yaacov Caroz. Très liés à leur chef — Isser Harel aime régler les problèmes en toute simplicité avec ses principaux collaborateurs chez lui, autour de gâteaux ou de sucreries préparés par sa femme Rivka —, ces hommes feront bloc autour de lui en cas de difficultés.

Il s'agit d'abord de se montrer efficaces contre les services arabes, égyptiens et syriens en particulier. Mais d'autres périls existent : compte tenu de l'aide apportée au mouvement sioniste par les Soviétiques, les Tchèques et les Polonais quand Staline jouait la carte juive en Palestine, la sympathie pour le bloc communiste reste forte. Convaincu, comme Ben Gourion, qu'Israël doit faire alliance avec l'Occident, Harel engage donc le Shin Bet dans une lutte souterraine contre les infiltrations des services de l'Est.

Joyau de ces opérations de contre-espionnage, l'affaire Beer. Personnalité excentrique, Israël Beer, spécialiste reconnu des affaires militaires, a ses entrées partout, dans l'état-major et même chez David Ben Gourion dont il est l'un des proches. Mais pourquoi diable cette « éminence grise » manifeste-t-elle tant d'entêtement à entrer en contact avec le général Gehlen, le chef du BND ? Une enquête du Shin Bet permet d'obtenir, en avril 1961, la réponse à cette question : Beer travaille pour les Soviétiques. Condamné à 15 années de détention, il mourra le 1er mai 1966 à la prison de Shatta, mais le contre-espionnage hébreu se montre incapable de démasquer une autre « taupe » d'envergure, le biologiste Marcus Klingberg, qui ne sera arrêté qu'en 1983.

Harel va présider près de onze ans aux destinées du Mossad (septembre 1952-mars 1963). Au cours de cette longue période, c'est lui qui fixera les normes de fonctionnement du renseignement israélien. Il va aussi jeter les bases d'une grande alliance avec la CIA, très friande des informations collectées par le service hébreu derrière le rideau de fer (en 1956, le Mossad aurait fourni aux Américains le texte du rapport Khrouchtchev sur les crimes de Staline obtenu par l'intermédiaire d'un haut fonctionnaire polonais d'origine juive).

Plus dure sera la chute

Trente ans après son débarquement à Jaffa, en mai 1960, Isser-le-Petit met personnellement la dernière main à ce qui restera longtemps l'opération la plus connue du Mossad, l'enlèvement à Buenos Aires de Karl Adolf Eichmann, l'organisateur de la déportation de millions de juifs dans le cadre de la « Solution finale ». La même année, il recrute Élie Cohen, que le Mossad va infiltrer au plus haut niveau en Syrie, et décide de mettre le pied de Wolfgang Lotz, son équivalent au Caire, à l'étrier.

Lotz a été introduit en Égypte pour faire le point sur l'utilisation de savants allemands par le régime nassérien dans sa lutte contre Israël. Ces

scientifiques vont entraîner trois ans plus tard la chute d'Isser-le-Petit. Convaincu de l'ampleur du danger, le chef du Mossad a lancé contre eux des opérations parfois très dures. L'une d'entre elles aurait même abouti au recrutement d'Otto Skorzeny, le plus connu des spécialistes action nazis sous le IIIe Reich. Une révélation du magazine *Matara* de septembre 1989 qu'Isser Harel, toujours vivant, ne démentira ni ne confirmera, se contentant d'admettre que le Mossad a bien récupéré certains ex-nazis.

Obsédé par cette idée fixe : en finir avec cette menace qu'il surestime, Harel prend des risques. Trop de risques puisqu'en mars 1963 le scandale éclate en Suisse. La police helvétique arrête un savant autrichien au service de l'État hébreu, Otto Joklik, et un officier du Mossad, Josef Ben-Gal. Les deux hommes ont menacé Heidi Goerke, la fille du Dr Paul Goerke, ingénieur en électronique qui travaille au Caire.

Par son ampleur même, cette bavure va entraîner la chute d'Isser-le-Petit. Dirigé par Aharon Yariv, le département scientifique du service de renseignements militaires (Aman) met en cause les estimations alarmistes du Mossad et la personnalité d'Otto Joklik. Une manière indirecte de critiquer Isser Harel. Commandé par Meit Amir, l'Aman ne ménage plus Isser-le-Petit, l'accusant de se laisser emporter par la passion.

Le chef du Mossad ne s'y trompe pas. C'est son poste de Memouneh qui est désormais en jeu. En guise de contre-attaque, il livre les éléments du dossier « Savants allemands » à trois journalistes, à charge pour eux d'exploiter les pistes ainsi fournies. Leurs articles provoquent bientôt une véritable psychose en Israël. Pis, à l'heure où Ben Gourion s'emploie au rapprochement avec la RFA, ils déclenchent une vague d'hostilité anti-allemande.

Nous sommes en mars 1963. Estimant qu'Isser-le-Petit, par son fanatisme même de la sécurité, l'a poussé à l'erreur, Ben Gourion le convoque une fois, puis deux. Entrevues orageuses à l'issue desquelles le chef du Mossad donnera sa démission. Il est remplacé par Meit Amir, le patron du renseignement militaire, et, bien sûr, ne décolère pas : son limogeage (selon Black et Morris) ou son départ volontaire (version de Bar-Zohar) résulterait d'une manœuvre souterraine de l'Aman.

D'autres estimeront qu'au contraire il était temps de mettre fin à une situation intenable où David Ben Gourion et Isser Harel réglaient les affaires d'homme à homme, sans aucun contrôle politique. Une analyse qui se concrétise six semaines plus tard, quand Ben Gourion démissionne à son tour, à propos d'ailleurs d'une autre affaire de renseignement, l'affaire Lavon (voir p. 106).

Tout de même, c'est bien difficile de vouer à la retraite une personnalité aussi légendaire qu'Isser-le-Petit. On lui offre donc en septembre 1965 le poste de conseiller spécial du nouveau Premier ministre Lévy Eskhol pour les questions de renseignement et de sécurité. Fort de ce demi-succès et, semble-t-il, des informations fournies par son fidèle Yaacov Caroz, resté numéro 2 du Mossad, Harel reprend son bras de fer avec Meit Amir. C'est à propos de l'implication des services israéliens dans l'enlèvement du leader

de l'opposition marocaine Mehdi Ben Barka que l'ancien Memouneh tente de porter l'estocade au nouveau, dénonçant l'irresponsabilité d'Amir.

Tel est encore son pouvoir d'influence, dans la communauté du renseignement comme au sein du Mapaï, qu'Isser-le-Petit est à deux doigts d'obtenir la démission du chef du Mossad. Mais celui-ci résiste, liant son sort à celui de Lévy Eskhol, et, finalement, obtient gain de cause.

Ulcéré par cet échec, le père fondateur des services secrets de l'État hébreu démissionne en juin 1966 pour ne réapparaître sur le devant de la scène qu'à la fin 1992 en dénonçant la résurgence du nazisme en Allemagne.

LA GESTATION DES SERVICES ISRAÉLIENS

Dès les années 50 se mettent en place cinq branches d'importance inégale : le renseignement extérieur (Mossad), le renseignement militaire (Sherout HaModi'in puis Aman), le contre-espionnage/sécurité intérieure (Shin Bet), le département d'investigations de la police et le département de recherches et d'investigations du ministère des Affaires étrangères.

Les deux derniers ne joueront jamais que les seconds rôles. Outre le Shin Bet que le lecteur a vu fonctionner sous Isser Harrel, tels ne seront ni le cas du Mossad ni celui du renseignement militaire.

A l'origine du Mossad, on trouve le Département politique du ministère des Affaires étrangères (HaMahlaka HaMedinit), que dirige Boris Gouriel et dont le chef des opérations n'est autre qu'Asher Ben Nathan (« Arthur »), installé à Paris où, bien des années plus tard, il sera ambassadeur de son pays.

Le tandem Gouriel/Ben Nathan est supervisé par Reuven Shiloah, d'abord conseiller spécial du ministère des Affaires étrangères chargé d'assurer la liaison avec les autres agences de renseignement puis président du Comité de coordination des services de renseignement d'avril 1949 à mars 1953.

Le Département politique est dissous en février-mars 1951, laissant la place au HaMossad Le Teum (Institut pour la coordination). Cette mutation ne se fait pas sans douleur. Impliquant le limogeage de David Gouriel, jugé trop peu efficace, elle amène la démission collective d'Asher Ben Nathan et de l'état-major du service, puis ce qu'on appelle la « révolte des espions », sorte de grève ouverte qui laissera longtemps des traces.

Reuven Shiloah prend directement en main le Mossad en avril 1951. Le remplaçant de Ben Nathan est désigné pour le service des opérations. Ce sera Haïm Yaari, autrefois lié à « Isser-le-Grand », Isser Bééri, limogé en 1949. Quant à l'autre Isser, Isser Harel, dit « Isser-le-Petit », le chef du Shin Bet, il a déjà imposé un de ses hommes au poste de directeur adjoint du Mossad : Isi Dorot, ex-numéro 2 du Shin Bet « prêté » au service rival.

Cette réorganisation n'empêche pas un premier drame : la découverte du réseau israélien à Bagdad en mai 1951, fruit empoisonné des méthodes artisanales encore en vigueur. Et pas plus l'infiltration du service par un juif d'origine hongroise, David Gross, recruté par les Moukhabarat égyptiens.

Intellectuel brillant mais à l'esprit trop peu pratique, Shiloah démissionne dès septembre 1952. Une aubaine pour Isser Harel qui lui succède aussitôt, cumulant jusqu'en février 1953 les postes de patron du Mossad et du Shin Bet. Nommé ou autoproclamé « Memouneh » (« responsable »), Harel entame son long règne à la tête des services spéciaux israéliens.

Le renseignement militaire échappe à son influence mais pas à ses critiques.

Celles-ci seront particulièrement virulentes en 1954, quand les Égyptiens vont démanteler le réseau du Caire dépendant de l'Unité 131, section d'opérations spéciales de l'Aman. L'affaire débouche en effet sur l'arrestation de dix juifs cairotes et sur le suicide d'un onzième, puis sur une crise politique de premier plan.

Malgré le scandale, Harel ne réussit pourtant pas à prendre la direction du renseignement militaire. En revanche, il s'attelle avec succès à l'organisation de l'« Institut », ainsi qu'on appelle familièrement le Mossad. Ce qui va lui permettre de diriger ou de mettre en route trois des opérations les plus spectaculaires de l'histoire des services secrets de l'État hébreu.

• Ce sera d'abord l'enlèvement d'Eichmann. Celui-ci fait suite à une longue chasse à l'homme inaugurée dès l'automne 1957. C'est à la fin des années 50 que le Mossad détecte la présence à Buenos Aires de l'ancien chef de la section II-112 du SD, le responsable de la mort de millions de juifs. En mars 1960, après bien des péripéties, la religion d'Isser Harel est faite : Eichmann a bien été « logé » dans sa villa de la rue Garibaldi (pour les grandes lignes de l'enlèvement du bourreau nazi, on se reportera au livre de David Eisenberg, Uri Dan et Élie Landau, *Mossad, les services spéciaux israéliens*, 1977 ; sur son procès, on lira avec profit *Le Procès Eichmann* d'Annette Wieviorka, 1989).

La décision est prise. Eichmann ne sera pas exécuté mais kidnappé et ramené en Israël pour y être jugé. Opération délicate confiée à Rafi Eitan dit « Rafi-le-Sale ». Mais Isser Harel viendra en personne superviser sur place la phase terminale. Le 11 mai 1960, le « bureaucrate de la mort » est enlevé. Le 20, il est conduit à bord d'un avion d'El Al qui l'emporte vers Israël.

Le 31 mai 1962 vers minuit, Eichmann est pendu. Ses cendres seront dispersées dans la mer. Son enlèvement contribuera beaucoup au prestige personnel d'Isser Harel et, de façon plus générale, à nourrir la légende du Mossad, dépeint alors comme un service justicier d'une espèce particulière.

• L'infiltration d'Élie Cohen à Damas sera une autre opération d'envergure réussie. Né en décembre 1924 à Alexandrie, ce jeune juif adhère en 1944 à la jeunesse sioniste d'Égypte. Première arrestation en 1952. Il est ensuite recruté comme beaucoup de ses amis par l'Unité 131 de l'Aman. Le voici membre du réseau cairote démantelé en 1954. Comme il parvient à « démontrer » son innocence, le CE égyptien le relâche. Grave erreur : fin 1956, Élie Cohen quitte le pays et gagne bientôt Israël.

En août 1959, il épouse Nadia, une jeune juive d'origine irakienne. Nadia, bientôt mère de leur première fille Sophie, et à qui il ne cachera pas longtemps qu'il a été recruté par le Mossad. L'« Institut » donne une formation très complète à cet élément prometteur qu'on destine à une mission de la plus haute importance en Syrie. On lui forge de toutes pièces une nouvelle identité : il sera désormais Kamel Amine Taabès, un Arabe né en 1930 à Beyrouth et immigré en 1947 à Buenos Aires.

Fort d'une converture peaufinée des mois durant, l'agent du Mossad débarque effectivement en février 1961 dans la capitale argentine. Immédiatement, il s'y lie à plusieurs personnalités de la communauté syrienne, abusées par sa parfaite connaissance de l'Argentine. Il fait même la connaissance du général Amine el-Hafez, alors attaché militaire syrien à Buenos Aires, qui le prend en sympathie.

Muni d'un émetteur-récepteur radio miniaturisé, Élie Cohen s'apprête à faire des ravages à Damas, son véritable objectif. Il y débarque le 10 janvier 1962. Mettant à profit un entregent remarquable, il fréquente les milieux politiques et militaires les plus élevés, glanant des informations stratégiques de tout premier ordre.

Harel peut se frotter les mains. Son agent réussit sa mission au-delà de toutes

les espérances. Cohen opère seul, risquant quotidiennement la vie et la torture s'il était découvert. Seule une foi mystique dans les destinées d'Israël peut l'aider à surmonter embûches, pièges et difficultés.

Cohen-Taabès peut encore regagner clandestinement Israël *via* la Suisse (juillet-septembre 1962, décembre 1963-mars 1964). Chaque fois, il est soigneusement « débriefé » par ses chefs de l'« Institut » et, pour les affaires militaires dans lesquelles il excelle, par des spécialistes de l'Aman.

C'est un mari à bout de nerfs que Nadia Cohen retrouve une dernière fois en octobre-novembre 1964. Ses chefs le renvoient pourtant vers la mort. Repéré par radiogoniométrie, il est arrêté le 18 mai de l'année suivante par le chef de la Sécurité syrienne, le colonel Ahmed el-Souwaidani.

Élie Cohen est soumis à la torture pour qu'il accepte de devenir un agent double. Comme il refuse, Souwaidani lui dicte le 24 un message destiné au Premier ministre Lévy Eshkol et au général Meir Amit, successeur d'Isser Harel à la tête du Mossad :

« Kamel et ses amis sont nos hôtes à Damas. Attendons que vous nous expédiez tous ses pareils. Vous donnerons des nouvelles de son sort sous peu. Le service de contre-espionnage syrien. Fin. »

Son procès s'ouvre le 28 février. Élie Cohen sera pendu sur une place publique le 17 mai. De l'avis de tous, adversaires compris, il mourra courageusement.

En Israël, son sacrifice sera célébré comme celui d'un héros. En Syrie, son arrestation puis son procès vont provoquer une vague de méfiance chronique, renforçant la tendance au durcissement du régime : si « Kamel Taabès » était un agent du Mossad, alors n'importe qui peut l'être. Sur ce plan, les effets de l'affaire Cohen vont s'avérer extrêmement durables. Telle fut parfois la dynamique des conflits israélo-arabes.

Encore aujourd'hui, Nadia Cohen critique les chefs du Mossad, qui n'auraient pas, selon elle, dû renvoyer en mission un agent au bord de l'effondrement.

• L'affaire Lotz témoigne elle aussi du savoir-faire israélien. Né en 1921 à Mannheim, cet Israélien blond et particulièrement costaud combat dans les rangs de la Haganah puis de Tsahal. Il débarque en janvier 1961 au Caire avec son épouse, une Allemande de l'Est, Waltrud, muni d'une couverture à toutes épreuves : Lotz serait un ancien capitaine de la Wehrmacht, cavalier hors pair désireux d'ouvrir un centre équestre au pays des pharaons.

Bonne idée pour un *Rittermeister* bien vite admis au Cavalry Club de Gezirah, fief de la fine fleur de l'aristocratie militaire nassérienne. Lotz est venu au Caire infiltrer le milieu des anciens nazis, en particulier des scientifiques qui louent leur service au régime, bêtes noires de son chef Isser Harel.

Cette mission, l'ancien « capitaine » de la Wehrmacht la remplit au mieux. Vite admis au sein de la communauté allemande de la capitale, il accumule les informations de premier plan sur ses activités. Des renseignements qu'il transmet à l'« Institut » par le truchement d'un émetteur-récepteur radio perfectionné, le même qu'Élie Cohen, son frère jumeau de Damas.

S'il n'en rajoute pas particulièrement dans ce domaine, sa femme affiche un antisémitisme du plus bel effet (signalons qu'elle n'appartient pas à l'« Institut », Lotz, très amoureux d'elle, ayant exigé et obtenu que le Mossad la laisse venir). Une attitude qui lui vaut d'excellentes relations avec des personnalités aussi influentes chez les anciens nazis que Johannes von Leers, autrefois collaborateur du défunt Dr Goebbels, devenu un grand manitou de la propagande antijuive du régime.

Lotz se lie avec deux autres Allemands qui ne semblent pas vouer au nazisme un culte particulier, Gehrard Bauch et Franz Kiesow. Résident du BND ouest-allemand au Caire, le premier n'est autre que le gendre du « Général gris » Reinhard Gehlen. Quant à Kiesow, en fait l'adjoint de Bauch, il met fréquemment

en garde son nouvel ami contre une fréquentation trop assidue des hitlériens réfugiés au bord du Nil.

Des Égyptiens, aussi. Lotz va connaître des personnages aussi importants que Anouar es-Sadate ou Ali Sabri, le ministre chargé des affaires présidentielles qui vient d'abandonner le commandement direct des services spéciaux à Salah el-Nasr. Il va compter parmi ses meilleurs amis certains cadres des Moukhabarat comme le colonel Fouad el-Osman.

Depuis janvier 1964, Meit Amir a officiellement pris la tête de l'« Institut ». Un an plus tard, en février 1965, le contre-espionnage égyptien arrête Lotz. Interrogé par Salah Nasr, il parvient à s'en tenir à des demi-vérités. Nasr veut peut-être éviter un scandale qui ferait perdre la face à son service. Il fait d'abord mine d'admettre que Lotz n'est qu'un pauvre Allemand de bonne foi manipulé par le Mossad.

Tout de même, Le Caire s'inquiète de la nature exacte de ses relations avec Bauch et Kiesow, représentants notoires du général Gehlen en Égypte. Le second est arrêté. Désormais, les Égyptiens seront convaincus que l'opération Lotz a été menée conjointement par le BND et l'« Institut ».

Jugé et condamné aux travaux forcés à perpétuité en août 1965, Lotz, le « blond aryen » du Caire, aura plus de chances que Cohen, le faux Arabe de Damas. Il sera libéré en 1967.

Conformément aux instructions de David Ben Gourion, le renseignement militaire a été pris en main par Isser Bééri dès juin 1948 sous l'appellation de Sherout HaModi'in.

Derrière Bééri se profile déjà l'ombre de Vivian Herzog, alias « Chaïm ». Herzog est né en 1918 à Belfast où son père était rabbin. En 1935, il arrive en Palestine pour y recevoir une formation religieuse. Celle-ci se double d'études de droit à la prestigieuse université de Cambridge.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Herzog est officier de renseignement dans l'armée britannique en Irlande du Nord, une spécialisation qu'il poursuivra au sein de la Haganah en Palestine.

Futur président de l'État hébreu, il va présider deux fois aux destinées du renseignement militaire israélien (1949-1950 et 1959-1962).

Quand Herzog laisse en avril 1953 la place à Benjamin Gibli, l'ancien responsable du Shai pour la zone de Jérusalem, le service est déjà bien implanté. En décembre de la même année, il change d'appellation, devenant l'Aman (acronyme hébreu d'Agaf Modiin, son nom officiel).

Gibli se veut plus offensif, notamment en direction des pays arabes. Un volontarisme qui le conduit à développer les activités de l'Unité 131 (sabotage et intoxication en pays arabes hostiles) et de sa sœur jumelle l'Unité 132 (guerre psychologique), rattachées à l'armée depuis la fin de la première guerre israélo-arabe.

Les activités de l'Unité 131 et de l'Aman déplaisent souverainement à Harel, qui en dénonce volontiers le côté aventureux. Ses avertissements tombent pour ainsi dire dans le désert. Profitant d'un séjour à l'étranger du chef de l'Aman, Isser-le-Petit a beau faire pression sur l'adjoint de Gibli, Yehoshouah Harkabi, rien n'y fait : le ministère de la Défense garde la haute main sur les activités de l'Unité 131.

En juillet 1954, sur ordre de ses chefs, le réseau cairote de l'Aman se lance dans une opération terroriste qui vise à la fois des cibles égyptiennes (lettres piégées dans des boîtes à lettres) et américaines (attentats contre les centres culturels US). L'objectif est de « démontrer » aux Anglo-Saxons que Nasser est décidé à mener contre eux une véritable guerre secrète ou — version numéro 2 — qu'il ne contrôle pas la situation dans son pays.

Cette opération débouche sur un drame quand les Moukhabarat nassériens arrêtent les principaux membres du réseau cairote, tous juifs égyptiens. Commence

alors selon Jacques Derogy et Hesi Carmel (*Israël ultra-secret*, 1989) une tentative de médiation menée par le Premier ministre Moshé Sharett, successeur provisoire de Ben Gourion. Contact est établi avec l'attaché militaire égyptien à Paris Sarouat Oukacha, partisan d'une ligne conciliatrice au sein des Moukhabarat.

Oukacha a l'oreille de Nasser. Celui-ci accepte donc de recevoir en tête à tête un émissaire israélien, nul autre que le général Ygael Yadin, ancien chef d'état-major. Un embryon de négociation israélo-arabe semble donc en vue malgré le faux pas de l'Unité 131.

Ce n'est en fait qu'un mirage. Le 11 décembre 1954 débute le procès des membres du réseau. Dix jours plus tard, un autre opérationnel de l'Aman en Égypte, Max Binnet, livré par un des membres du réseau ayant parlé sous la torture ou trahi (version d'Isser Harel), se suicide. Alors que Yadin boucle ses valises, on apprend l'exécution de deux animateurs du réseau, le Dr Moshé Marzouk et Schmouël Azzar. Une nouvelle qui clôt définitivement et pour dix ans toute tentative de rapprochement secret avec Nasser (une seconde tentative échouera début 1963, peu avant la démission d'Harel).

La « sale affaire » (*Essek Bish* en hébreu) n'épargnera pas le ministre de la Défense, Pinhas Lavon, qui, bien que protestant de son innocence, devra donner sa démission le 17 février 1955 et remettre son portefeuille à David Ben Gourion.

Pour Isser-le-Petit, la victoire possède un goût amer. Toujours persuadé qu'un officier de l'Aman, Avraham Elad, a trahi et vendu Max Binnet, le chef du Mossad demande sa mise à l'écart définitive. Mais Gibli, qui ne cédera son poste qu'en avril 1955, mute son subordonné en Allemagne fédérale. Elad y retrouve une vieille connaissance, le colonel Osman Nouri, attaché militaire égyptien à Bonn et ex-numéro 2 des renseignements militaires (Ibarat Moukhabarat el-Jesh).

Voulant intoxiquer l'Égyptien en jouant les agents doubles (sa propre version) ou changeant tout simplement de camp (version Harel, beaucoup plus probable), Avraham Elad passe à son service. Rappelé en Israël en 1956, il sera condamné à dix ans de prison.

1956, une année capitale pour l'État hébreu. Gibli a été remplacé à la tête de l'Aman par Yehoshouah Harkabi. Celui-ci s'efforce de tisser des liens avec le Français Pierre Boursicot, directeur général du SDECE. Des liens qui passeront d'abord par l'intermédiaire de l'attaché militaire d'Israël à Paris, le colonel Nishri. Encourageants, les premiers contacts débouchent sur une rencontre directe entre Boursicot, Harkabi et son adjoint Youval Neeman, bientôt nommé à Paris pour entretenir la filière naissante SDECE-Aman.

Le 17 juin 1956, un Nord 2000 en provenance de Tel-Aviv débarque à Persan-Beaumont, la base aérienne du SDECE, pour une série de réunions ultrasecrètes.

Le climat est à l'amitié. En nationalisant le canal de Suez un mois plus tard, Nasser va transformer celle-ci en véritable complicité. Jouant les intermédiaires avec les Britanniques, qui ont choisi d'ignorer purement et simplement l'alliance de Paris avec Tel-Aviv, les Français seront dès lors les plus chauds partisans de l'opération MOUSQUETAIRE, l'offensive tripartite combinée contre l'Égypte.

L'alliance Paris-Tel-Aviv emprunte bien d'autres axes que la filière Aman-SDECE. Depuis novembre 1946, le patron de la DST, Roger Wybot, a noué d'étroits contacts avec les mouvements sionistes. Furieux des liens privilégiés d'Harkabi avec Boursicot, il multiplie les contacts avec la Surveillance du territoire en vertu d'un accord intervenu dès 1954 entre les deux services.

Une troisième filière existe qui, en quelque sorte, évite à Israël les risques d'opérations de renseignement trop hardies en matière de technologie militaire. Attaché au ministère israélien de la Défense, le futur Premier ministre Shimon Pérès en est l'âme depuis 1952. Cet habile diplomate est littéralement parvenu à circonvenir une grande partie des milieux politiques français dans le sens d'un renforcement de l'alliance israélienne.

Comme le révèle Pierre Péan dans son livre *Les Deux Bombes* (1982), c'est avec l'entrée à Matignon du socialiste SFIO Guy Mollet que cette opération charme a donné ses meilleurs fruits. Pérès a pu, privilège insigne et sans doute assez excessif car les gouvernements ne l'accordent généralement qu'à une puissance qui les domine, disposer d'un bureau au sein même du ministère de la Défense, rue Saint-Dominique. Une vraie bourse d'échange s'instaure : des renseignements sur le FLN contre des fournitures d'armes et de matériel de pointe. Elle s'étendra plus tard aux secrets de fabrication de la bombe atomique. Son principal protagoniste côté français n'est autre que le général Gaston Lavaud, délégué à l'armement au ministère de la Défense.

La guerre éclair victorieuse d'octobre 1956 contre l'Égypte redore le blason de l'Aman à la grande satisfaction de son chef, lequel sera maintenu à ce poste désormais prestigieux jusqu'en 1959 en dépit des nombreuses tentatives d'Isser-le-Petit. A cette date, Chaïm Herzog le remplacera pour une nouvelle vacation à la tête du renseignement militaire avant de céder la place en 1962 à Meit Amir, le « tombeur » d'Harel. Et comme la longue série des guerres israélo-arabes ne fait que commencer, Amir, promu chef du Mossad, abandonnera son poste dès 1963 à Aharon Yariv, quatre ans avant qu'un nouveau conflit oppose l'État hébreu à ses voisins, la « guerre des Six Jours »...

Jusqu'en 1963, les chefs des services israéliens ont été les suivants :

1. Contre-espionnage et sécurité intérieure :
• Shin Bet (Sherout HaBitachon), créé le 30 juin 1948 :
— Isser Harel (juin 1948-février 1953)
— Isi Dorot (février 1953-octobre 1953)
— Amos Manor (octobre 1953-septembre 1963)

2. Service de renseignement extérieur :
• HaMossad Le Teum, créé le 2 mars 1951 :
— Reuven Shiloah (avril 1951-septembre 1952)
— Isser Harel (septembre 1952-mars 1963)
— Meit Amir (intérim jusqu'en janvier 1964)

• HaMossad LeModi'in OuLetafkidim Meyouhadim, créé en 1963 :
— Meit Amir (nomination officielle janvier 1964)

3. Renseignement militaire :
• Sherout HaModi'in, créé en juin 1948 :
— Isser Bééri (juin 1948-février 1949)
— Haïm Herzog (mars 1949-avril 1950)
— Benjamin Gibli (avril 1950-avril 1955)
— Yehoshouah Harkabi (avril 1955-1959)

• Décembre 1953, le service est renommé Aman :
— Chaïm Herzog (1959-1962)
— Meit Amir (1962-1963)

Yitzhak Shamir, terroriste, agent secret et Premier ministre

De son vrai nom Yitzhak Yezernitski, cet étudiant juif polonais né en octobre 1915 débarque vingt ans plus tard en Palestine et rejoint bientôt l'Irgoun où il se fait remarquer comme chef d'un commando urbain. Il passe ensuite au groupe Stern.

Après-guerre, Shamir, alias « Michael », est un moment le chef du mouvement. Il s'effacera ensuite devant Nathan Yalin-Mor, se contentant de devenir le responsable des opérations. A ce titre, il porte la responsabilité de nombreux attentats anti-anglais mais aussi de l'assassinat du comte Bernadotte et du colonel français Sérot, le 17 septembre 1948.

Le meurtre des deux hommes aboutit à la dispersion du groupe. Mais, soucieux de ne pas laisser se perdre dans la nature des cadres compétents de l'action clandestine, Harel proposera bien vite à certains sternistes d'entrer dans les services Shin Bet et surtout Mossad.

A quelle date Yitzhak Shamir a-t-il été recruté ? En 1955, c'est la version qu'accréditent des historiens des services israéliens aussi compétents que Ian Black et Benny Morris. Contacté personnellement par Isser-le-Petit, l'ancien dissident aurait accepté à cette époque de venir l'épauler dans le cadre de la chasse aux nazis avant d'être muté à Paris en 1956.

Dans notre livre *Le Croissant et la Croix gammée*, publié en 1990, nous avons fourni des éléments assez différents. Sous une couverture originale (chargé de mission commerciale à la légation d'Iran), Shamir a, selon nous, opéré à Paris dès 1951, disposant de relais économiques et financiers comme la SIVEC, Société internationale de vente et d'échanges commerciaux, 16, rue de Londres.

Autre théâtre d'opérations de l'ancien sterniste selon nous : Tanger. Connu de quelques intimes sous le sobriquet de « Dom Shamir », l'officier du Mossad y surveille les activités d'anciens nazis ou de sympathisants. S'intéressant aux fréquentations de l'ancien militant phalangiste espagnol Antonio Llardent, l'Israélien gagne la sympathie d'un autre franquiste installé à Tanger, Antonio Sanchez de Llamusi.

Dans la veine des opérations antinazies, cet homme d'action renoue plus tard avec une vieille technique du groupe Stern : l'envoi de lettres ou de colis piégés. C'est ainsi que le bourreau de Drancy, Aloïs Brunner, réfugié à Damas sous le pseudonyme de Georg Fisher, perd un œil le 13 septembre 1961 dans l'explosion d'un colis...

Naturellement, nous envoyons un exemplaire de notre livre à Yitzhak Shamir, alors Premier ministre, pour voir s'il réagit à ces informations. Et, tout aussi naturellement, il ne donne pas signe de vie, ne confirmant ni ne démentant. Une rumeur nous parviendra néanmoins d'une manière très indirecte : nous aurions commis « des erreurs ». Erreurs qui ne sont pas précisées pour autant. On reste donc (volontairement ?) dans le vague quant à la part de vérité contenue dans nos révélations.

En septembre 1991, le correspondant d'Antenne 2 Charles Enderlin publie une biographie de *Shamir*. Il date l'entrée du futur Premier ministre au Mossad aux premiers jours de 1956. D'accord avec nous sur ce point, Enderlin n'implique pas Shamir dans l'enlèvement d'Eichmann à Buenos Aires. Sans le nommer, il fait en revanche une allusion très brève à notre livre : « Certains auteurs lui ont attribué, à tort, les exploits réalisés par un autre agent du Mossad surnommé "le Derviche". Selon d'autres, il aurait dirigé l'antenne du service de renseignement israélien à Paris. Ce ne fut pas le cas », concédant quelques lignes plus bas que Shamir « connaissait bien » Élie Cohen mais qu'il n'en était pas l'officier traitant. L'opération contre Brunner n'est pas évoquée.

Le mystère Shamir n'est donc pas dissipé puisque, là où Enderlin le voit homme d'affaires à Tel-Aviv, nous le situons déjà comme engagé dans des opérations de renseignement sous couverture commerciale, à Tanger notamment. Un mystère qui sied bien à la personnalité de l'ex-Premier ministre israélien et qu'il lui appartient de rompre s'il le désire.

Ce qui paraît certain, c'est que l'ancien chef opérationnel du groupe Stern a décidé de quitter le Mossad en 1963, peu après qu'Isser Harel, dont il était devenu l'un des proches, en a été évincé. Le reste est officiel : vingt ans plus tard, en 1983, Yitzhak Shamir devient Premier ministre d'Israël. Il le restera jusqu'en 1992.

Camarade Kang Sheng

Difficile de résumer en quelques pages la carrière de ce personnage un peu démoniaque auquel nous avons consacré une biographie de plus de 500 pages (*Kang Sheng et les Services secrets chinois*, 1987), la première au monde, qu'a complétée cinq ans plus tard celle de John Byron et Robert Pack, *The Claws of the Dragon, Kang Sheng*.

Fils d'un propriétaire terrien, il était né dans le Shandong en 1898. Dès 1931, sans doute, il devint l'amant de Jiang Qing, plus tard l'épouse de Mao Zedong. Jiang Qing qu'il devait retrouver à Shanghai, car ce lettré fut jusqu'en 1933 l'un des deux grands responsables des organes de sécurité et de renseignement du PC chinois alors basés dans la grande ville du Sud (tome 1, p. 243).

En 1933, Kang Sheng gagne Moscou en compagnie de sa femme Cao Yi-ou et de sa belle-sœur. Quatre années durant, dont trois de grandes purges staliniennes, ce jeune intellectuel aux fines lunettes sera le représentant du PC chinois auprès de l'Internationale communiste.

Dans son pays natal, le vent a tourné. Les services secrets de Chiang Kai-shek annihilent l'appareil urbain du PC. C'est au cours de la Longue Marche du sud au nord de la Chine (octobre 1934-octobre 1935) que Mao Zedong s'impose comme le véritable maître du Parti. Une réalité que Kang Sheng, arrivé en novembre 1937 dans la « base rouge » de Yan'an à bord d'un Tupolev TB-3 soviétique, ne mettra que quelques jours à saisir. Le

temps de se retourner politiquement, de devenir l'homme des services spéciaux de Mao, le Tewu (特務), et, accessoirement, de marier son ex-maîtresse Jiang Qing au futur « Grand Timonier ».

Grand inquisiteur des « campagnes de rectification », Kang Sheng montre aussi des capacités exceptionnelles dans la partie de double jeu qu'il mène face au Guomindang au cours de la guerre contre le Japon. En mars 1946, nouvelle victoire du chef du Tewu : son équivalent nationaliste, Dai Li, meurt dans le crash de son C-47.

Au cours de la guerre civile, Kang Sheng gagne définitivement ses galons de maître espion. Les communistes, vainqueurs, s'installent à Pékin. Pourtant, écarté par Liu Shaoqi et ses partisans en 1949, le « vieux Kang » doit abandonner les rênes des services de sécurité à Luo Ruiqing, ne conservant d'influence qu'au département des Affaires sociales (enquêtes spéciales du comité central). On le nomme tout de même gouverneur de son Shandong natal.

Pour s'adonner à ces passions « réactionnaires » que sont la calligraphie et surtout la peinture ? Pas seulement. En fait, l'ancien patron du Tewu est responsable du groupe de contrôle du Conseil nucléaire, chargé de donner à la Chine rouge l'accès à la bombe atomique.

L'assistent dans cette tâche stratégique l'écrivain Guo Moro, un vieil ami, mais aussi Qian Sanqiang, ce physicien qui fut l'élève du grand scientifique français Frédéric Joliot-Curie. On peut donc dire sans exagération que Kang Sheng, le maître espion, fut aussi le père de la future bombe A chinoise.

Dès la fin 1954 il commence à revenir sur le devant de la scène politique. En 1956, le voici responsable du très orwellien Comité pour la réforme de la langue, qui vise tout à fait officiellement à une simplification orientée du chinois afin de favoriser la pénétration des concepts marxistes dans la population. Un objectif conforme à la tradition séculaire liant dans l'Empire du Milieu police de la pensée et services secrets.

Revenu au Bureau politique, Kang Sheng s'occupe à la fois des affaires de services et des relations internationales. A ce titre, il sera aux côtés de Peng Zhen et de Zhou Enlai l'un des trois principaux artisans de la rupture sino-soviétique.

Dès 1966, Kang Sheng, numéro 6 du régime, soutient sa vieille complice Jiang Qing pour lancer la Révolution culturelle et mériter amplement le surnom dont nous l'avons affublé de « cinquième homme de la Bande des quatre », le plus actif puisque c'est l'existence de son appareil personnel de renseignement/agitation qui en garantissait l'efficacité.

Déconcertant personnage. D'une main, il contribue à plonger la Chine dans les affres. De l'autre, il fait rafler par de faux gardes rouges les trésors artistiques de ses adversaires politiques déchus, les entasse dans son palais de bambous et les sauve ainsi d'une destruction quasi certaine.

Sa dernière opération secrète consistera à mettre sur orbite Pol Pot et les Khmers rouges. Le 16 décembre 1975, ce gros fumeur mourra d'un cancer à la gorge. Quinze jours plus tard, Zhou Enlai le suivra au cimetière des dirigeants révolutionnaires de Babaoshan.

Mais Zhou reste aujourd'hui un des grands héros de la République populaire de Chine alors que, dès 1978, Hu Yaobang écrivait que Kang Sheng était « l'un de ces criminels qui ont fait reculer de quinze ans la Révolution chinoise » et que, « dans une certaine mesure, son action dépassait de loin quiconque de la "Bande des quatre" ». Plus radicale, la *vox populi* affirmera que « Kang Sheng n'était pas un homme mais un monstre »...

L'écheveau des services de Pékin

En 1949, la défaite militaire de Chiang Kai-shek est consommée. Le chef du Guomindang se retire avec son armée sur Formose (Taiwan), qui devient, avec l'aide de la CIA, une place forte pour une hypothétique « reconquête de la Chine continentale ».

Le rideau de bambou se hérisse alors, achevant d'enfermer l'Empire du Milieu là où la Grande Muraille s'était arrêtée. Comme dans les « démocraties populaires » d'Europe orientale, les services de sécurité — police secrète et agences de renseignement — jouent un rôle clef. A l'intérieur, de concert avec l'appareil du PC, ils enserrent le pays dans un système totalitaire de contrôle des populations. A l'extérieur, ils exporteront la révolution par cercles concentriques en commençant par l'Asie.

Les nouveaux services sont conseillés par les Soviétiques du MGB. Mais les maîtres espions de Pékin sauront tenir leurs homologues de la Loubianka à respectable distance, ne les associant que très indirectement à leurs opérations. Pas question que le futur KGB chapeaute son homologue chinois comme il le fait en Europe de l'Est.

Kang Sheng installe le département des Affaires sociales (DAS ou Shehuibu, 社會部) en plein cœur de Pékin au 15, allée de la Corde-à-l'Arc. Nominalement, son adjoint Li Kenong en assumera la tutelle. C'est là qu'on monte les opérations de renseignement extérieur et qu'on assure le contrôle des cadres et des archives les plus secrètes du Parti communiste triomphant.

Le « Vieux Kang » a abandonné le contrôle du renseignement militaire (Qingbaobu, 情報部) de l'Armée populaire de libération au général Li Tao. Ce service fonctionne à l'étranger grâce à son réseau d'attachés militaires mais aussi grâce à la section militaire de l'agence de presse Chine nouvelle (Xinhua). Le SR opérationnel sera mis à contribution dans les guerres de Corée (sous la direction de Liu Shaowen, successeur de Li Tao) et d'Indochine, de même que dans les conflits insurrectionnels de la région attisés par Pékin (guérillas en Malaisie ou aux Philippines).

La majeure partie du service de sécurité s'est fondue au sein du ministère de la Sécurité publique ou Gonganbu (公安部), fort de quelque 300 000 agents. Créé le 20 octobre 1949, le ministère installe son quartier général au 14, rue Dongchang'an, à Pékin, où il reste domicilié de nos jours.

Le Gonganbu s'occupe de la sécurité interne, de la police, du contre-espionnage mais aussi de la mise en place du Laogai, le gigantesque goulag

chinois. Il n'intervient à l'extérieur que sur des pays frontaliers. Ling Yun, chef du Gonganbu à Canton, monte ainsi les opérations sur Hong Kong.

Pendant dix ans, le Gonganbu sera dirigé par une forte personnalité, Luo Ruiqing, qu'on surnomme le « Dzerjinsky chinois » en référence au fondateur des services de sécurité soviétiques.

Né en 1909 dans une famille de riches paysans du Sichuan, Luo est admis à l'académie militaire de Huangpu où se côtoient Zhou Enlai et Chiang Kai-shek sous l'égide des Soviétiques. A l'été 1927, il prend part au soulèvement manqué du Nanchang. C'est lors d'un stage de formation auprès du GPU, en URSS, qu'il s'initie à l'art subtil du contre-espionnage. Mais, à Moscou, on décide de l'envoyer se frotter au 2e Bureau français... Le voici donc clandestin à Paris.

1930 : Luo Ruiqing est commissaire politique de la 6e Armée, adjoint de Lin Biao qu'il suit, après avoir été blessé et soigné en URSS, à la direction du 5e Corps d'armée. Pendant la Longue Marche, son rôle dans les services croît tant et si bien qu'il devient chef de la Sécurité politique, adjoint au chef des Renseignements extérieurs.

1938 verra son premier accrochage avec Kang Sheng, qui lui ravit la direction du renseignement militaire. Malgré tout, le rôle de Luo dans la bataille secrète contre les Japonais s'avère considérable et, en 1945, il fait surface au comité central du PCC. Les activités de renseignement politique et international du département des Affaires sociales restent néanmoins monopolisées par Li Kenong, vieil allié de Kang Sheng, tandis que Luo récupère tout l'aspect sécurité du DAS pour le transformer en gigantesque ministère de la terreur.

En 1959, Luo Ruiqing est promu chef d'état-major de l'Armée populaire de libération sous la tutelle de Lin Biao, le ministre de la Défense. Mais il perd le contrôle du Gonganbu, confié à un proche de Kang Sheng, Xie Fuzhi, et dominé par le propre garde du corps de Mao devenu vice-ministre, Wang Dongxing.

A la même époque, en 1961, un an avant sa mort, Li Kenong quitte aussi la direction du service d'espionnage à l'étranger. Ce moustachu bedonnant aux lunettes noires restera dans l'Histoire celui que Zhou Enlai a choisi en 1954 pour diriger la délégation chinoise à la conférence de Genève sur l'Indochine.

Depuis cette date, le département des Affaires sociales a changé d'appellation pour devenir le Bureau d'investigations du Comité central (Zhongyong Diaochabu, 調查部), dirigé par le Mandchou Zou Dapeng, naguère patron du Comité des relations culturelles avec les pays étrangers.

Un vieux routier du renseignement, Luo Qingchang, est devenu son adjoint. Responsable des opérations extérieures du Diaochabu, Luo figurait dans la liste des nombreuses délégations menées par le ministre des Affaires étrangères Zhou Enlai en Asie, en Afrique et en Europe de l'Est. Son rôle sera déterminant dans la guerre clandestine du Tewu chinois contre le KGB, notamment en Afrique noire.

A l'étranger, les opérations sont montées en collaboration avec le département du Travail de front uni (Tongyi Zhanxian gongzuobu), chargé

des relations avec les communautés chinoises d'outre-mer et dirigé par Li Weihan (1948-1964). On travaille aussi avec le département des Liaisons internationales (DLI : Duiwai lianluobu) du comité central, fondé par Wang Jiaxang puis dirigé par Wu Xiuquan. Ce deuxième organisme, pavillon de complaisance des SR, capitalise le radicalisme verbal des dirigeants chinois en direction des mouvements de libération du tiers monde.

Cet appareil de sécurité et de renseignement si patiemment construit semble immuable. Pourtant, le vent destructeur de la Grande Révolution culturelle prolétarienne se lève déjà, qui va venir le battre en brèche...

Renversement d'alliance

C'est l'unité spéciale 8341, dirigée par Wang Donxing, qui, à l'instigation de Kang Sheng, arrête Luo Ruiqing, la première grande victime d'une Révolution culturelle à laquelle il survivra néanmoins.

Dès 1966, tous les vice-ministres du Gonganbu, à l'exception de Wang Dongxing, sont purgés comme « agents doubles » : Yang Qiqing (relâché en 1973), Wang Jinxiang, Liu Fuzhi, Ling Yun (le meilleur expert du contre-espionnage), Yang Yumin et Yu Sang, Xu Jianguo et Xu Zirong (qui meurent en prison). Pendant ce temps, 225 dirigeants des bureaux centraux du Gonganbu et 34 400 cadres sont limogés (dont 1 500 tués).

A ce rythme, la totalité de la galaxie du renseignement chinois risque de sombrer. Kang Sheng en est conscient, qui organise ses propres réseaux à partir d'un QG radio souterrain installé sous sa propre résidence du Jardin des bambous, mitoyenne du palais de Jiang Qing.

D'autres s'en émeuvent aussi. Chacun à leur manière, Lin Biao et l'armée, Zhou Enlai et la diplomatie, Wang Dongxing et les unités spéciales de la Cité interdite vont préserver des pans entiers du système. Zhou, en particulier, s'assure que certains cadres emprisonnés sont bien traités. C'est vrai en politique pour Deng Xiaoping, c'est vrai aussi dans le domaine de l'espionnage.

羅青長

籍　貫：湖北省

出生年月：一九二〇年

出　身：

派　系：鄧派特工系

現　職：

1. 中共十二屆中央委員
2. 中共中央調查部部長
3. 第六屆全國人代會常委會副祕書長
4. 國務院副祕書長

經　歷：

1. 一九三七年七月，任中共駐西安代表林伯渠之私人祕書。一九四七年，任中共中央社會部第一室主任。
2. 一九五四年十一月，任國務院總理辦公室副主任。一九五九年九月，連任國務院總理辦公室副主任。
3. 一九六一年二月，中共中央社會部長李克農死亡後，中共中央社會部改爲中共中央調查部和

La fiche des services taiwanais sur Luo Qingchang, le chef du Diaochabu, telle que les auteurs ont pu se la procurer.

Luo Ruijing abattu, le Gonganbu passe sous le contrôle de l'armée. En 1966, Zou Dapeng, le chef du Diaochabu, est assassiné par les gardes rouges. Son adjoint, Luo Qingchang, le remplace aussitôt tandis que le service passe lui aussi pour partie sous tutelle des militaires. Ses opérations extérieures restent toutefois coordonnées par un bureau spécial au sein des Affaires étrangères, le fief de Zhou Enlai. Lassés des débordements continuels des gardes rouges, plusieurs responsables du Diaochabu à l'étranger tenteront néanmoins de faire défection.

Profitant de la désagrégation du Tewu, le KGB développe d'autant plus volontiers ses opérations antichinoises que la Révolution culturelle se double d'attaques contre le bloc soviétique. De nombreux fonctionnaires du KGB sont déclarés *persona non grata* avant que les relations diplomatiques soient tout bonnement rompues et que l'ambassade de la rue de « l'anti-révisionnisme » soit vidée.

Aux ordres d'Andropov, devenu le chef du KGB, une section spéciale antimaoïste, « la Douzième », est formée en son sein pour monter des opérations très offensives, plus difficiles en Chine rouge même que dans le reste du tiers monde où s'affrontent communistes « marxistes-léninistes » et « révisionnistes », voire que dans les pays industrialisés.

Des missions sont tout de même montées à partir de Khabarovsk, une ville frontalière au nord de Vladivostok. Des Chinois vivant en Sibérie sont recrutés. Le renseignement militaire est placé en état d'alerte, surtout en 1969, au moment des accrochages sur la rivière Oussouri-Amour.

Les craintes de Moscou sont parfaitement fondées, mais le coup va venir d'où on ne l'attendait pas. L'activisme révolutionnaire de la Révolution culturelle a cédé le pas à une realpolitik menée par Zhou Enlai. Dans ce cadre, les Chinois effectuent un spectaculaire renversement d'alliance en ce rapprochant des Américains sur fond d'une cascade d'événements encore difficiles à interpréter de nos jours : tentative de prise de pouvoir de Lin Biao ; discrète visite de Henry Kissinger en Chine préparée à Paris par l'ancien directeur adjoint de la CIA, le général Vernon Walters, et l'attaché militaire chinois, Fang Wen ; mort de Lin Biao — abattu avec son avion en URSS ou assassiné par les hommes de Kang Sheng dans un restaurant de Pékin ; voyage officiel de Nixon à Pékin.

Sur le plan des services, cette nouvelle alliance aura des conséquences immédiates. La première station de la CIA en Chine s'ouvre dès 1973 au sein de la délégation diplomatique dirigée par un ancien de l'OSS, David Bruce. Elle sera commandée par James Lilley.

Avant toute chose, on décide de mettre au clair le contentieux passé. En 1966, les Chinois ont fait passer à l'Ouest un faux transfuge du Diaochabu, Liao Hexu. Il ne faut pas que de tels faits se reproduisent, font comprendre les Américains. Ils rendront Liao en échange de deux pilotes, Richard Fecteau et Jack Downey, dont l'avion-espion U-2 avait été abattu dans les années 50

La stratégie des petits pas fonctionne à merveille. La mort des grands dirigeants en 1975-1976, Kang Sheng, Zhou Enlai et Mao Zedong, annonce de nouveaux bouleversements. La Bande des quatre, privée de son mentor,

Kang Sheng, est arrêtée par Wang Dongxing. Elle va bientôt passer en jugement. Le successeur désigné de Mao, le falot ministre du Gonganbu, Hua Guofeng, passe vite la main à Deng Xiaoping. Mais sous son ère météorique (1976-1978), les nouveaux services se moderniseront dans une forme enfin stable.

Les Américains l'ont compris. En 1979, David D. Gries, nouveau chef de station de la CIA à Pékin, organise pour son chef, l'amiral Turner, dont c'est le dernier voyage, des entretiens avec les responsables du renseignement chinois, Luo Qingchang en tête. On décide que la Division Sciences & Technologie de la CIA, dirigée par Leslie Dirks, construira deux stations de renseignement électronique (SIGINT) à Qitai et Korla, dans le nord de la Chine. Braquées vers l'URSS, ces Grandes Oreilles seront manœuvrées par des Chinois formés par les Américains. A notre connaissance, elles travailleront dix ans de rang, jusqu'à la brouille liée à la répression du Printemps de Pékin.

Dans la communauté du renseignement américain, tout le monde n'applaudit pas à cette initiative. Ray S. Cline, ancien chef de la CIA à Taiwan (1958-1962) et proche du lobby nationaliste chinois, multiplie les déclarations hostiles à tout rapprochement. De son côté, le général Eugene Tighe, chef de la Defense Intelligence Agency, le renseignement militaire, n'est pas très chaud pour cette coopération.

Trois ans plus tard, il a changé d'avis. En octobre 1983, le ministre des Affaires étrangères Wu Xiequan se rend en effet aux USA où il discute d'opérations communes, de *joint ventures* comme disent les Américains, avec le directeur de la CIA, Bill Casey : soutien paramilitaire aux Khmers rouges (chaperonnés depuis toujours par les Chinois) et aux moudjahidine afghans, en partie ravitaillés en armes de provenance américaine via la Chine. Une semaine plus tard, Tighe est à Pékin pour discuter avec le général Huang Zhengji des modalités pratiques de ces opérations.

Elles sont d'autant plus praticables qu'en cette année 1983, la Chine populaire se dote d'un nouveau service, le ministère de la Sécurité d'État (Guojia Anquanbu, en abrégé : Guoanbu 国安部).

Son créateur s'appelle Ling Yun. Nous l'avons vu diriger le contre-espionnage sur Hong Kong à partir de Canton dans les années 50-60. Évincé pendant la Révolution culturelle, il a été réhabilité en 1975. On l'a vu aux funérailles de Kang Sheng, l'homme qui, dès les années 30, lui a mis le pied à l'étrier dans le monde du renseignement. En 1978, Ling est vice-ministre du Gonganbu. A cette date, il flanque Hua Guofeng dans de nombreuses visites à l'étranger. Ses adjoints en profitent pour faire quelques emplettes : ils achètent en France et en Allemagne des ordinateurs qui seront bien utiles à l'avenir.

Contre-espionnage et renseignement étranger sont les deux mamelles du Guoanbu, né officiellement le 6 juin 1983. Pour ce faire, il intègre la fonction contre-espionnage du Gonganbu, dont il partage une partie des bureaux à Pékin, et d'autre part le Bureau d'investigations du comité central (Diaochabu). Outre trois bases très actives — Tôkyô, Hong Kong, Singapour

— Ling Yun implante un peu partout les antennes de son service, leur confiant de nouvelles missions qui concordent avec les orientations de la Chine de Deng Xiaoping. Renseignements technologiques et économiques sont désormais en tête de liste des priorités.

Les ministres de la Sécurité publique (Gonganbu)

(1949-1959) Luo Ruiqing
(1959-1972) Xie Fuzhi
(1972-1973) Li Zhen
(1975-1977) Hua Guofeng
(1977-1983) Zhao Cangbi
(1983-1985) Liu Fuzhi
(1985-1987) Ruan Chongwu
(1987-1990) Wang Fang
(1991) Tao Siju

Le Département des Affaires sociales (Shehuibu), *renommé Bureau d'investigations du Comité central* (Diaochabu)

(1938-1945) Kang Sheng
(1946-1961) Li Kenong
(1961-1966) Zou Dapeng
(1966-1983) Luo Qingchang

Les ministres de la Sécurité d'État (Guoanbu)

(1983-1985) Ling Yun
(1985) Jia Chunwang

Le KGB en Chine

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, une mission soviétique s'installe à Chongking, plaque tournante où cohabitent les services théoriquement alliés contre l'ennemi japonais du nationaliste Dai Li et du communiste Zhou Enlai, sans compter les Américains de l'OSS et les Français libres du général Pechkoff, le fils adoptif de l'écrivain soviétique Maxime Gorki...

C'est un spécialiste du NKVD, Aleksandr Paniouchkine, assisté du colonel Chouikov, qui dirige cette antenne. On le retrouvera patron du 1er Directoire du KGB en 1954. Sa mission est évidemment distincte de celles qu'effectuent les représentants soviétiques auprès des bases rouges de Mao.

Un autre animateur du 1er Directoire, le colonel Ivan Andréiévitch Raina, devient, en 1949, le conseiller de Mao pour le renseignement. Mais son rôle est très restreint compte tenu de l'action des agents chinois qui « marquent à la culotte » les Soviétiques, à commencer par le résident du MGB, Ivan I. Zaïtzev (1947-1950), et son adjoint, Piotr P. Borissov.

La coordination des opérations de renseignement sur la Chine est animée par l'ambassadeur Rochtchine. Contrairement aux autres pays frères, les

Chinois accueillent mal les conseillers des services de sécurité russes. Ils ont leurs raisons, s'étant aperçus que Béria créait des réseaux d'espionnage en Chine au mépris des accords passés. Un premier accrochage survient avec l'arrestation à Shanghai de Kazakov, agent du NKVD bien que citoyen chinois.

En 1950, d'autres incidents se produisent lorsque les policiers chinois refusent d'arrêter des concitoyens à la demande des Russes. Ces derniers, furieux, exigent le limogeage de Li Kenong, patron du Département des Affaires sociales (Shehuibu) et lieutenant de Kang Sheng.

Les tensions s'amplifient entre Pékin et Moscou au lendemain des morts de Staline et de Béria, alors que Paniouchkine est de retour à Pékin pour une année sous sa nouvelle livrée d'ambassadeur. En 1956, lors de sa visite en Grande-Bretagne, le général Sérov, chef du KGB, demandera aux services anglais la permission d'ouvrir une résidence à Hong Kong pour surveiller le sud de la Chine. Faveur refusée à bon escient : à la demande des Chinois, le KGB a détaché un expert des opérations antibritanniques, le colonel Voronine, qui organisera le renseignement contre... Hong Kong !

A la même époque on retrouve comme conseiller d'ambassade un vétéran de l'espionnage, Nikolai Guegorévitch Soudariakov (1956-1962), adjoint de Sérov dans les purges staliniennes et le massacre des Tartares. Il devra gérer la difficile crise qui suit le rappel des conseillers soviétiques en 1960. A cette date les Chinois perdent un autre de leurs « amis », le général Vertiporokh, depuis trois ans conseiller du KGB pour les « opérations mouillées », qui meurt mystérieusement en janvier 1960.

Le Kitaïskii Otdel (Département chinois) du 1er Directoire est divisé en deux sections, l'une de renseignement propre, l'autre opérant dans le cadre de la liaison avec les services alliés (cette dernière va péricliter au fur et à mesure que la brouille sino-chinoise se développera).

Si l'on en croit le transfuge Vladimir Kouzichkine, Khrouchtchev aurait proposé de livrer les agents chinois des réseaux russes au contre-espionnage de Kang Sheng en signe de bonne volonté. Ce qui aurait été fait... vraisemblablement avec des seconds couteaux.

Cette marque de courtoisie n'empêche pas la résidence du KGB, où officie Ronald Lébidinsky, de tomber en décrépitude. En 1965, Semitchasny, le patron du service, demande qu'on l'étoffe. C'est la catastrophe. Les agents soviétiques sont expulsés *manu militari* : en 1966, Youri L. Kossyoukov, Andréi P. Krouchinsky ; en 1967, Nikolai G. Natachine, Valentin M. Passentchouk, Oleg A. Yedanov...

Quand Youri Andropov devient chef du KGB en 1967, les Chinois n'y vont pas avec des baguettes. L'ex-service frère est stigmatisé comme « instrument important de la dictature fasciste aux mains de la clique dirigeante révisionniste soviétique ».

Voilà qui mérite une réponse adaptée. Sous l'égide d'Andropov se créent au KGB un douzième département du 1er Directoire ainsi qu'une section chinoise au sein de l'École de renseignement. Le 3e Directoire est fortement représenté à l'« Avanpost » de Khabarovsk à partir duquel sont lancées les incursions sur la Chine. Au sud, on installe une antenne à Hong Kong mais

son patron, Stepan Tsoumayev, est expulsé de la colonie britannique. L'entente cordiale sino-anglaise fait déjà des ravages.

La guerre psychologique aussi. Débarque en 1970 à Pékin un ambassadeur de choc, ancien responsable de la section Agitprop au Comité central et membre des services, Vladimir Ilitch Stépakov. Riposte chinoise quatre ans plus tard quand le responsable du KGB, V.I. Martchenko, est arrêté et expulsé pour de « misérables actes d'espionnage ».

Privés d'informations de premier ordre sur la Chine continentale, les Soviétiques n'hésitent désormais plus à faire flèche de tout bois pour en obtenir. C'est ainsi que l'étonnant « journaliste » Victor Louis est envoyé à Taiwan pour sonder les milieux dirigeants. En 1968, un officier supérieur du KGB en poste aux USA, Igor Rogatchev, cherche à obtenir des informations de source américaine. Comme plus tard ses collègues Victor Kracheninnikov et Vladimir Kolesnikov, officiers de la Douzième Section à Washington en 1973, que nous retrouverons dès 1977 à la Résidence du KGB à Pékin sous la direction de Mikhaïl M. Tourtchak.

Pendant ce temps, un ancien de la Résidence de Pékin, Valéri I. Syssoïev, est chargé d'effectuer des recherches sur le rôle des Chinois en Suisse, lieu géométrique de leurs opérations en Europe, et leurs relations avec les groupes gauchistes sympathisants.

A son retour de Pékin, le général Tourtchak va devenir le patron du bureau chinois du 1er Directoire en 1981. Selon le témoignage du défecteur Oleg Gordievsky, le Kremlin met alors en tête de ses « listes de commissions » au KGB la recherche d'informations sur les dirigeants chinois et leurs projets. En 1985, l'accession de Gorbatchev au pouvoir va accentuer le rapprochement avec Pékin amorcé par Andropov trois ans plus tôt. A cette fin, un spécialiste de Confucius, Mikhaïl Titarenko, est nommé directeur de l'influent Institut d'Extrême-Orient.

En 1991, à l'issue du putsch de Moscou, des officiers du KGB se seraient réfugiés en Chine. Un an plus tard, Igor Rogatchev est nommé ambassadeur à Pékin. Il contrôlera à la fois le renouveau des liens avec les Chinois et le réseau du SVR — le service de renseignement d'Eltsine — dans la Chine de Deng Xiaoping. Pour la première fois depuis un demi-siècle, les services russes et chinois vont en effet signer un protocole de collaboration.

En avant vers de nouvelles relations et, sans doute, de nouveaux conflits. Les Russes ne sont ni les premiers ni les derniers Blancs à chercher à comprendre ce qui se passe en Asie...

Les SR indiens après l'indépendance

En août 1947, Sir Philip Vickery, patron pendant la guerre de l'Indian Intelligence Bureau (IB) aux côtés de Sir Bill Jenkin, réunit ses adjoints au British Political Department de Simla, la résidence d'été du gouvernement anglais.

Par le biais de leurs hommes de confiance respectifs, les deux Anglais se

livrent alors à un extraordinaire autodafé qui durera trois jours avant de remettre les clefs du service à leur successeur indien Sanjevi Pillai, premier chef de l'IB de l'Inde indépendante.

Des milliers de dossiers partent en fumée, à commencer par les précieuses archives concernant les 565 maharadjahs, rajas et autres *nawabs* qui firent la gloire de l'Empire britannique. Combien possédaient-ils d'éléphants, de Rolls-Royce ou de femmes ? Lesquels d'entre eux étaient les plus loyaux à la Couronne ? Mais, naturellement, les documents les plus « chauds » seront récupérés et dépêchés à Londres.

Sous la « British Rule », aucun fonctionnaire indien n'avait accès à un niveau divisionnaire, de sorte qu'il était difficile de tout réorganiser. Une exception toutefois à cette règle : G. Ahmed, qui est monté assez haut dans le service pour en avoir une vue panoramique et comprendre comment il fonctionne. Hélas, au moment de la création de l'éclatement de l'Empire indien agencé par Lord Mountbatten, musulman, il ira en bonne logique créer les SR du nouveau Pakistan...

On aurait tort de croire que les Anglais abandonnent totalement l'Inde. Sir Vickery va d'ailleurs devenir chef d'un service de sécurité à l'intérieur du Commonwealth Relations Office (CRO), toujours en contact avec l'Intelligence Bureau nouvelle formule.

Au début, l'IB ne s'occupe que de contre-espionnage et de sécurité interne. Par accord mutuel, les Anglais conservent le monopole du renseignement étranger. C'est ainsi qu'à Pékin dans les années 50, par exemple, l'attaché militaire indien travaille directement pour le MI 6. Les Indiens vont accéder graduellement à une plus grande indépendance, mais il leur faudra tout de même douze ans pour y parvenir.

A partir de 1950 et pour quatorze ans, l'IB sera dirigé par un émule de Nehru, Sri B.N. Mullik. Cet ancien policier des services anglais était l'adjoint de T. Sanjivi, directeur de l'IB à New Delhi, quand celui-ci a été démis de ses fonctions faute d'avoir prévenu l'assassinat du Mahatma Gandhi en 1948.

Mullik va faire de l'Intelligence Bureau le service d'un pays véritablement indépendant, préoccupé par deux très remuants voisins : la Chine populaire et le Pakistan. Dès les années 50, il développe une section chargée des stations d'interception de communications et de cryptographie sous l'égide de deux experts, G.K. Handoo et R.N. Kao, particulièrement performants dans le décryptage des codes chinois.

Au printemps 1951, la commission Himmatsinghji — du nom du général ministre adjoint de la Défense — remet ses conclusions. Elle propose notamment la dissolution de la Military Intelligence, organisation héritée des Anglais, sa fusion avec l'IB (représentée dans ce comité par le directeur adjoint Waryam Singh), la création de postes frontières de sécurité, la réorganisation des branches de Calcutta et de Shillong et la mise sur pied d'un Intelligence Corps, unité militaire d'où un personnel entraîné pourrait être ventilé sur les diverses agences de sécurité en fonction des besoins.

Le 19 mars 1952, le Pandit Nehru s'adresse pour la première fois aux cadres de l'IB et leur fixe les grandes orientations pour la défense de l'Union

indienne. Contrairement à l'IB *à l'anglaise*, ce service devra effectuer des opérations à l'étranger, collaborer avec le renseignement militaire qu'ont laissé derrière eux les Britanniques, assurer la protection et la sécurité des diplomates indiens. Placée sous les ordres de G.K. Handoo, une autre section doit pour sa part protéger les dirigeants politiques, ce qui, en Inde, n'est pas une mince affaire.

Deux linguistes, le Dr K.N. Katju et K.M. Panikkar, montent une école des langues étrangères qui permettra aux agents de l'IB d'apprendre le tibétain, le chinois, l'arabe, le français, le russe et divers dialectes d'Afrique ou de l'Asie du Sud-Est. Cette spécialisation complète la formation effectuée au sein de la National Police Academy du mont Abu.

Au lendemain de la Conférence internationale des non-alignés à Bandoeng, le SR indien va jouer un rôle non négligeable auprès d'autres pays du tiers monde. Un haut cadre de l'IB, Rasmeshwar Nath Kao, se rend en 1960 au Ghana pour aider Nkrumah à monter ses services spéciaux. Même scénario en Égypte, où un cadre de l'IB, Atma Jayaram, surveille certains opérationnels du Tewu que l'on retrouvera en Inde, le journaliste de Xinhua, Gao Liang, ou le colonel Gan Mei. En 1962, la cible chinoise numéro 1 de l'IB est le conseiller d'ambassade Fu Hao, un responsable du Département des Affaires sociales (Shehuibu) de Kang Sheng.

Gandhi, mère et fils

En 1968, avec l'arrivée d'Indira Gandhi au pouvoir, un grand service voit le jour, la Research & Analysis Wing. L'un de ses parrains, Atma Jayaram, s'avère un remarquable officier de l'IB qui continuera dans un rôle purement défensif et de contre-espionnage.

Jayaram a été policier dans l'ancienne force coloniale puis directeur adjoint du bureau de Delhi de l'IB à l'indépendance. Parlant couramment le chinois, il a été muté à la mission indienne de Pékin dans les années 50. A cette époque, il a prédit le grave conflit sino-indien qui éclatera effectivement en 1962. Spécialiste de l'URSS et du Pakistan, c'est lui qui va diriger l'IB de 1969 à 1975. Tirant, comme Indira, les leçons des erreurs d'appréciation commises dans les rapports avec le Pakistan et la Chine, Jayaram veut mettre en place un SR véritablement offensif.

Le 21 septembre 1968, R.N. Kao, « Ramjee » pour ses amis, devient le patron de la RAW. Cet as du renseignement indien a commencé sa carrière comme policier britannique. A l'époque, il était chargé d'intercepter les communications téléphoniques du Mahatma Gandhi ! Après l'indépendance, c'est lui qui a formé les services d'écoute indiens. Désormais, le voilà en charge d'une organisation dont le budget est quinze fois plus important que celui de l'IB (300 millions de roupies). Dans le quartier résidentiel de Vasant Vihar à New Delhi, un bâtiment de quatre étages abrite le nouveau service. Il comptera bientôt 7 000 agents ainsi répartis :

— Département 1 : bureaux sur les frontières.

— Département 2 : analyse du communisme.

— Département 3 : étude sur le Pakistan (notamment son potentiel militaire).

— Département 4 : organisation des réseaux d'espionnage à partir des communautés indiennes réparties dans le monde.

— Bureau des opérations spéciales (OSO) : action sur l'Asie du Sud-Est et la Chine, le Pakistan, l'Afrique et le Moyen-Orient.

S'y joignent le Special Service Bureau (SSB), créé après le conflit sino-indien de 1962, et un département très spécifique à l'Inde où la question aéronautique est clef, le Centre de recherche aéronautique (ARC).

« A part l'Intelligence Bureau fondé par les Anglais et auquel j'ai appartenu, il n'existe aucune expérience spécifiquement indienne en matière de renseignement. C'est pourquoi nous allons étudier les techniques de la CIA de M. Helms, du KGB de M. Andropov, du Tewu de M. Kang Sheng », explique Kao à ses premiers élèves de l'école de la RAW.

Des anciens de l'IB, officiers passés par l'académie militaire de Derha Dun, rejoignent la RAW. D'autres sont formés de A jusqu'à Z, lettres qui n'existent pas en sanscrit. On voit affluer des hommes et des femmes d'ethnies, de castes, de religions et de langues bien diverses. Les critiques vont toutefois pleuvoir sur la RAW. On reproche à Indira d'avoir fait du service un État dans l'État, espionnant les opposants politiques, mouchardant même ses proches, intervenant dans toute l'Inde contrairement à son statut.

C'est vrai qu'au début des années 70 la RAW élimine aussi bien la guérilla maoïste de Calcutta qu'elle réprime le Parti communiste (CPI-M) du Bengale occidental, région où s'est implantée une guérilla prochinoise, celle des « Naxalites ».

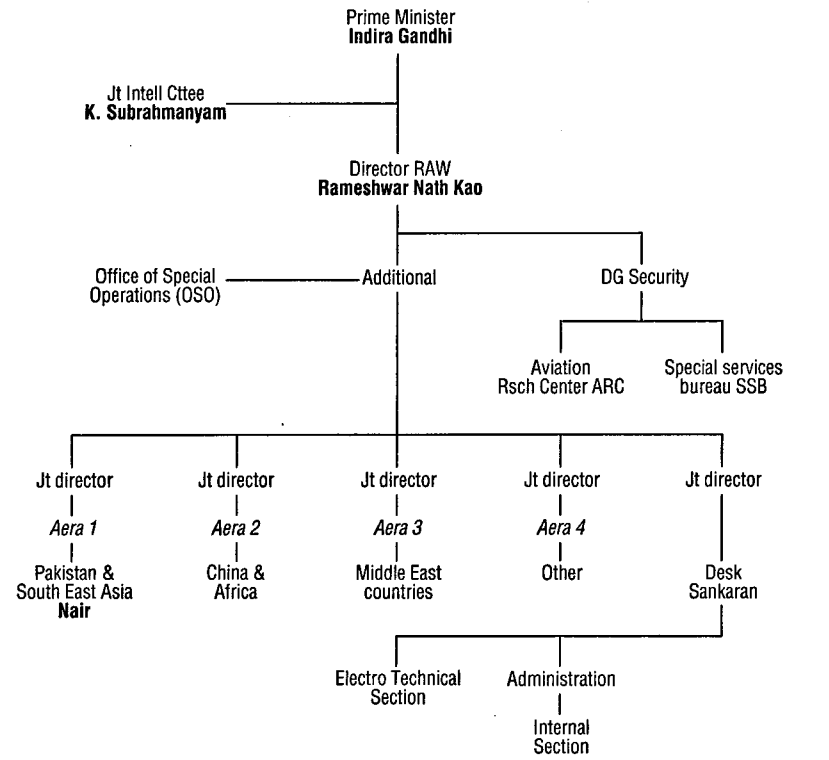
Leur chef, Charu Mazumdar, s'est rendu à Pékin pour y rencontrer Zhou Enlai et Kang Sheng. Grâce à un informateur dans la délégation, le chef de la RAW a réussi à obtenir un procès-verbal de ces entretiens. Kang Sheng y reprochait à son interlocuteur de placer la vénération à l'égard du président Mao et de sa pensée au-dessus de tout : « Ceci va contre la pensée de Mao Zedong. Nos relations doivent être basées sur l'égalité et la fraternité. » Des conseils qui ne mèneront pas les camarades indiens à la victoire. Deux ans plus tard, la RAW capturera Mazumdar. Il mourra en prison.

La RAW ne se contente pas de ce succès. Bien qu'il poursuive l'alliance traditionnelle avec les Soviétiques, Ramjee Kao développe une politique de contacts réguliers avec les services occidentaux, britanniques mais aussi français. On le verra une fois par an à Paris visiter Alexandre de Marenches, le chef du SDECE, qui, avec la même régularité, lui rendra la pareille à New Delhi. Chaque séjour d'un chef de SR étranger en Inde s'accompagne immanquablement d'une visite au tombeau du fondateur de la nation, le Mahatma Gandhi, ce qui ne manque pas de sel si on se souvient que Ramjee le surveillait autrefois pour le compte des Britanniques...

A la fin des années 70, Chine et Pakistan demeurent les objectifs numéro 1 de la RAW, d'autant plus que celle-ci fournit des informations inquiétantes démontrant que Pékin aiderait Islamabab à confectionner la bombe A.

LA RAW D'INDIRA GANDHI

RESEARCH & ANALYSIS WING,
fondée le 21 septembre 1968 par Indira Gandhi



Il est vrai que la RAW se livre elle aussi à la subversion chez ses voisins. En 1971, c'est elle qui organise la Mukti Bahini (Armée de libération), couverture pour ses opérations clandestines dans l'est du Pakistan, le futur Bangladesh. En sens inverse, selon Salamat Ali (*Far Eastern Economic Review*, 5 janvier 1989), elle aurait ensuite préparé sous la houlette de son chef M.F. Santook l'assassinat du président bangladeshi, le général Ziaur Rahman, qui ne devra la vie sauve qu'au retour aux affaires d'Indira Gandhi en 1980.

A cette époque, la RAW est persuadée que la CIA tente de renverser la fille de Nehru. Qui a vraiment saboté son avion en avril 1981 ? Un rapport de la RAW met en cause George Griffin, un homme de l'Agence récemment posté en Afghanistan. En 1986, une enquête parlementaire s'en prend à la Gandhi Peace Foundation — c'est un comble ! — financée par l'Asia Foundation et la CIA.

Directeurs de l'Intelligence Bureau (IB) après l'indépendance, également appelé à partir des années 1970 Central Intelligence Bureau (CIB)

— 1948-1950 Sanjivi Pillai
— 1950-1964 B.N Mullik
— 1965-1968 S.P. Verma
— 1968-1969 M.M.L. Hoja
— 1969-1975 Atma Jayaram
— 1975- (?)
— 1992- V.G. Vaidya

Directeurs de la RAW

— 1968-1975 : Rameshwar Nath Kao
— 1975-1977 : K. Sankaran Nair (ex-chef du desk Pakistanais)
— 1977-1980 : N.F. Santook (ex-président du Joint Intelligence Committee)
— 1980-1984 : Girish C. Saxena (remplace Kao comme coordinateur du renseignement 1984-1990. Kao reprend la tête de la RAW pendant cette période)
— 1990- : Gauri Skankar Bajpai (7e chef de la RAW)

Coordinateurs du renseignement

— 1975-1977 : Rameshwar Nath Kao
— 1977-1980 : K. Subrahmanyam
— 1980-1984 : Rameshwar Nath Kao
— 1984-1990 : Girish C. Saxena

A rebours de cette hostilité sourde envers les Américains, l'influence des Soviétiques devient considérable en Inde. Sous l'égide de Iakov Prokovievitch Medianik, la résidence du KGB à New Delhi reçoit le statut de « résidence principale » avec trois résidences à Madras, Calcutta et Bombay. En tout, cent cinquante officiers et fonctionnaires du KGB et du GRU opèrent alors sous couverture diplomatique.

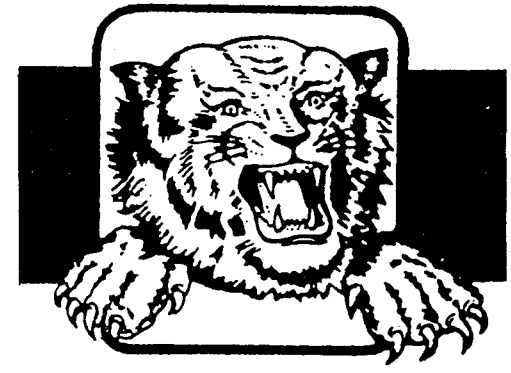
Parallèlement, la RAW a réorganisé ses bureaux dans New Delhi : le musée d'Histoire naturelle cache dans ses bâtiments une antenne de la centrale. Des analystes ont implanté leurs ordinateurs au cœur de deux buildings de la turbulente Connacht Place. Au sud de la capitale, dans le quartier de Rama Krishna Puram, près des ambassades étrangères, s'entraînent les agents de la Section Opérations spéciales (OSO).

Le service se rapproche aussi du pouvoir. C'est d'ailleurs au secrétariat central, dans l'ombre du Premier ministre, que siège le chef de la RAW. Son ancien numéro 1, Rameshwar Nath Kao, est devenu coordinateur du renseignement. Il travaille main dans la main avec Ranjendra Khmar Dhawan, l'éminence grise d'Indira Gandhi également chargé de sa sécurité.

Le 31 octobre 1984, celle-ci tombe sous les balles de ses gardes sikhs désireux de venger la prise du Temple d'or d'Amritsar, haut lieu de leur religion. Lorsque son fils Rajiv lui succède, il limoge les responsables défaillants de la sécurité : R.N. Kao, Dhawan et même l'oncle du Premier ministre Gautam Kaul. La commission Thakkar, chargée d'enquêter sur le meurtre, mettra en cause Dhawan de façon ambiguë bien que, début 1989, Rajiv le rappelle à ses côtés.

En 1985, la RAW — qui, ainsi que l'IB, a déployé de nombreux officiers de renseignement dans les antennes diplomatiques à Toronto, Vancouver, Londres, Washington, New York, Bonn, Paris — annonce que les Sikhs du Mouvement de libération du Khalistan préparent l'assassinat de Rajiv. D'où tire-t-elle d'aussi alarmantes informations ? Selon Zuhair Kashmeri et Brian McAndrew (*Soft Target, How the Indian Intelligence Service Penetrated Canada*, 1989), les services indiens ont infiltré à cette époque les milieux sikhs d'Amérique du Nord, provoquant même la destruction du Boeing 747 d'Air India qui s'est abîmé près des côtes d'Irlande le 23 juin 1985. Bilan de cette douteuse opération : 329 morts. Kashmeri et McAndrew affirment qu'un as du renseignement indien, Davinder Singh Ahluwalia, en a été le cerveau : cet ancien du renseignement militaire indien au Tibet puis vice-consul à Toronto de 1981 à 1985, a officiellement quitté les « affaires étrangères » depuis pour monter une entreprise d'import-export en Iran...

Présents à la fois au Sri Lanka (Ceylan) et dans la région de Madras, capitale du Tamil Nadu en Inde, les Tamouls professent une certaine sympathie pour Rajiv Gandhi. Leur aile dure, les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE), pratique une guérilla très violente contre l'armée du gouvernement central de Ceylan. La RAW reçoit l'ordre de les appuyer. Entraînement et fournitures d'armes : une opération menée conjointement avec le Mossad, allié des Indiens contre la montée en puissance du Pakistan musulman.



L'emblème des « Tigres tamouls », assassins de Rajiv Gandhi.

Un premier scandale se produit lorsqu'on apprend que le responsable RAW de Madras, Unikrishnan, a été retourné par la CIA. Vient aussi le temps des déceptions, quand les Tigres viennent à savoir que Gandhi a signé un pacte avec le gouvernement de Colombo, accord qui concède une relative autonomie aux Tamouls.

Refusant ce compromis, ils poursuivent leur lutte. Gandhi envoie alors 100 000 soldats pour pacifier le Sri Lanka, une opération boomerang qui se terminera tragiquement en 1991 avec l'assassinat du Premier ministre indien par les Tigres.

Les quatre agences de sécurité, le Central Bureau of Investigation — FBI

à l'indienne —, la RAW, l'IB et la National Security Guard (chargée de la protection des dirigeants), montent alors une *task force* dirigée par l'inspecteur général de la police D.R. Karthikeyan. Ils vont identifier les responsables de la mort du Premier ministre.

Leur cible principale est « Jacques-n'a-qu'un-œil », de son vrai nom Sivasaran, le responsable des renseignements du groupe. Celui-ci se suicide avant d'être arrêté. Une mort brutale qui évite des révélations pénibles sur les rapports entretenus durant de longues années avec les Tigres tamouls.

Le coup de Djakarta

Atroces et spectaculaires, les dernières séquences de *L'Année de tous les dangers*, le film de Peter Weir, donnent une idée de l'ampleur de la répression anticommuniste qui suivit la prise de pouvoir par les généraux pro-occidentaux de Djakarta en octobre 1965.

Pourtant, les choses semblaient avoir commencé de façon moins violente pour la République indonésienne. En 1950, Ahmed Sukarno, chef charismatique du PNI, le parti nationaliste, devient le premier président du pays après avoir affronté victorieusement les surenchères du PKI (Partai Kommunis Indonesia), auteur d'un soulèvement manqué en septembre 1948.

Mis en selle par les Japonais pendant la Seconde Guerre mondiale, « Bungkarno » voue un solide ressentiment aux Occidentaux. Après une éphémère lune de miel avec les USA, il se rapproche à nouveau du PKI, des Soviétiques et même de la toute récente République populaire de Chine, représentée à Djakarta par un vieux routier du renseignement et des affaires secrètes, Wang Renshu.

Cette nouvelle orientation inquiète les États-Unis, nouvelle puissance régionale engagée contre l'insurrection des « Huks » aux Philippines et aux côtés des Anglais en Malaisie. En septembre 1954, les Américains vont porter sur les fonts baptismaux l'OTASE, pierre angulaire de l'anticommunisme en Asie du Sud-Est. Désormais partisan du « neutralisme » en politique internationale, Sukarno refuse d'y adhérer. En liaison avec d'autres leaders du tiers monde, communistes chinois compris, il prépare au contraire la conférence des pays « non-alignés » qui aura lieu chez lui, à Bandoeng, en avril 1955.

Pour affaiblir Bungkarno, la CIA soutient financièrement ses opposants socialistes et surtout musulmans. Hélas, ils sont battus aux élections de septembre 1955. L'accord politique entre nationalistes et communistes a le don de faire bouillir le chef du Département d'État John Foster Dulles et son frère Allen, le directeur de l'Agence. Dans ces conditions, en 1956, Frank Wisner, le Deputy Director for Plans de la CIA, donne à Alfred Ulmer, le nouveau chef de la Far East Division, et au chef de la station de Djakarta, Val Goodell, l'ordre de « chauffer les pieds » du leader charismatique indonésien.

Ils chauffent, en effet. Une tentative de meurtre contre le leader indonésien

échoue à Cikini le 30 novembre 1957. Ahmed Sukarno est indemne, mais 10 personnes ont été tuées et 48 enfants blessés par l'explosion de cinq grenades à main.

Épaulé par Joseph Burkholder Smith, qui a laissé de ces opérations une description colorée dans *Portrait of a Cold Warrior* (1976) mais nie toute responsabilité personnelle dans l'affaire de Cikini, Ulmer s'active de son mieux pour déstabiliser Bungkarno par d'autres procédés. La CIA infiltre des agents sous couleur d'aide au développement économique. Elle soutient aussi les militaires dissidents.

Cette opération clandestine débouche sur un incident international : un contractuel de la Company, Allen Pope, pilotant un B-26, est abattu en mai 1958 alors qu'il effectuait des missions de bombardement et de fournitures d'armes aux rebelles.

« L'impérialisme américain a jeté le masque. » Les Soviétiques exploitent l'incident au mieux. Sous les ordres du général Agayants, les spécialistes du KGB forgent une série de faux documents destinés à « démonter » les ingérences occidentales de manière encore plus probante que la réalité. Circulent ainsi et sont reprises par le journal birman *The Mirror* une lettre d'un des insurgés à l'ambassadeur US à Tôkyô, puis une lettre de l'amiral Laurence Frost, chef de l'ONI (renseignement naval), au colonel Kawilarang, un des principaux alliés des Américains. Une autre est publiée par le quotidien cairote *El Ahram*, mettant en cause les Britanniques. Le ministre des Affaires étrangères de Sukarno, le Dr Subandrio, donne son aval à cette publication lors d'une interview parue dans les mêmes colonnes.

Furieux de l'intensification des opérations secrètes américaines, Sukarno accentue son flirt avec Moscou et avec Pékin. Dans le même temps, il développe un service de sécurité d'État essentiellement axé sur la contre-ingérence intérieure et laisse l'état-major se doter de sa propre agence de renseignement et d'action, l'Operasis Khusus (OPSUS).

Fort de plus d'un million de membres, le PKI est alors le plus puissant numériquement des PC du monde, États communistes mis à part. Son secrétaire général, Dipa Nusantara Aïdit, met à profit cette situation privilégiée pour rester à équidistance entre Moscou et Pékin et théoriser une stratégie de type « Front populaire », sans affrontements armés.

Tout cela ne peut que déplaire aux présidents américains. Kennedy a vainement tenté de « rattraper » Sukarno sur la voie du neutralisme. Par dépit, il a autorisé certaines opérations spéciales contre le régime indonésien. Celles de la CIA ont pris carrément un tour rocambolesque. Sachant que l'un des rêves secrets de Bungkarno était de faire l'amour avec Marilyn Monroe, la Company a tenté d'en tirer parti. Dans le même ordre d'idées, on tournera *Jours heureux*, un film pornographique destiné à discréditer Sukarno en « prouvant » *de visu* ses relations intimes avec une belle espionne russe (jamais diffusée publiquement, cette intéressante pellicule reste aujourd'hui la propriété de la CIA) ! Selon une autre version, *Jours heureux* visait à brouiller le président indonésien avec l'URSS.

On utilise également des procédés plus classiques. Officiellement, Djakarta n'a pas rompu les ponts avec Washington. Le programme d'aide militaire

အင်ဒိုနီးရှား အရေးတွင် အမေရိကန် ခြေဝင်ရှုပ်နေပုံ

ကန်စစ်ဗိုလ်က သူပုန်ဗိုလ်ထံပေးစာ

(အင်ဒိုနီးရှားရှိ အမေရိကန် တို့ခြေရှုပ်နေပုံ ကိုထင်ရှားစွာဖွေနိုင်သော အင်ဒိုနီးရှားသူပုန်ဗိုလ်တဦးထံသို့ အမေရိကန် ဧဗစ်အာကာဝိုင်ကြီး၏ပေးစာကို မူအတိုင်း ဘဂါပြလိုက်သည်။) မေ ဂ၊ ၁၉၅၈

ရင်းနှီး စွာသော ကာနယ် ကာဝ်လာရင်း-

မစ္စတာ ဒါးလပ်စ်ထံသို့ သင် ကပေးပို့လိုက်သောစာနှင့် ပတ်သက်၍ ညွှန် ကြား ချက် အရ အောက်ပါ အတိုင်း အကြောင်း ပြန်ပါသည်။

၁။ ။သင် တို့ ၏ အင်ဒိုနီးရှား တော်လှန်ရေးတပ်များ အတွို့ အခက် အခဲ ကြုံတွေ့ နေပြီး အောင်မြင်ရန်လမ်း နည်းပါးနေသည် ဆိုသည့်အချက်ကို သင်နှင့် သဘော တူညီပါသည်။ လက်ရှိ အခြေ အနေ အတိုင်း ပြည်တွင်းစစ်ကိုဆက်လက်တိုက်ပါက အောင်မြင်စွာ ခြေကုတ် ရနေပြီ ဖြစ်သော ကွန်မြူနစ်တို့ အာဏာ အနှင့်အရေးကောင်း ရသွား ကြမည်ဟု သင်ထင်မြင် ခြင်းသည် မှန်ကန်သည်။

ထိုကြောင့် သင်၏အဓိခေါင်းဆောင်တို့က လက်နက် ချခြင်း သာ မှန်ကန် သည်ဟု ဆုံး ဖြတ် သည်ဟု သင်၏စာ၌ ပါရှိ ခြင်း သည် ကျွန်ုပ်တို့နှင့် လေးနက်စွာ သက်ဆိုင်နေသည်။

၂။ ။လက် နက် ချ ခြင်း သည် တော်လှန်ရေးတပ်များအ ဘို့ စစ်ရေးရော နိုင်ငံရေးပါ အ ရှုံးပေးခြင်းဖြစ်သည်။ လက်နက် ချခြင်းဖြင့် ဗဟိုအစိုးရ အင်အား တောင့်တင်း လာမည်မှာ သေ ချာသည်။

စာမျက်နှာ ၁၀ သို့ ကြည့်ပါ

Désinformation soviétique. En juin 1958, un petit journal birman, Le Miroir, *publie une fausse lettre du contre-amiral Lawrence H. Frost, chef du renseignement naval américain, au colonel Kawilarang, un rebelle indonésien anti-Sukarno. Une fois ce « document » rendu public, les journaux pro-soviétiques du monde entier pourront « reprendre l'information », théoriquement de source non communiste.*

américaine à l'Indonésie a permis dès 1958 de tisser des liens avec les officiers de la SESKOAD, l'École supérieure militaire de Bandoeng : le général Suwarto, chef d'état-major, le général Nasution et, à partir d'octobre 1959, le général Suharto, futur chef de l'État. Les officiers US influenceront de plus en plus leurs homologues du KOSTRAD (Komando Cadangan Strategis Angkatan Darat), le commandement stratégique de l'armée indonésienne.

Compte tenu de la position stratégique de l'Indonésie à l'heure où le communisme progresse en Asie, tout le monde se mêle des affaires de l'archipel : Allemands de l'Ouest, Australiens (brouillés avec Djakarta à propos de la Nouvelle-Guinée occidentale), Britanniques (qui opèrent à partir notamment de leur base de Singapour), Japonais.

Au sein de la communauté chinoise d'Indonésie, forte de 4 millions d'âmes, la tendance pro-Pékin supplante la tendance pro-Taipeh. Dès 1957, l'association des étudiants chinois s'est « indonisée », prenant le nom de Perhimi. A de nombreuses reprises, des émeutes antichinoises vont éclater. Pas toujours spontanées : à Java en 1959, ces pogromes étaient déjà dirigés par un allié de la CIA, le colonel Kosasih.

Le Dr Subandrio est le principal animateur du courant nationaliste favorable à un rapprochement accru avec Pékin. Ami du président, il doit néanmoins compter avec les idées neutralistes de Bungkarno. Surtout, le général Suharto cristallise au sein de l'armée un courant pro-occidental opposé au commandant en chef neutraliste, le général Yani.

Par l'intermédiaire de l'OPSUS, que commande le général Ali Murtopo, il a pris langue avec les dirigeants de la Fédération malaise, avec les Britanniques et avec les Japonais. Comme les Américains, tous comptent sur lui pour supplanter Sukarno et devenir l'homme fort du pays.

A partir de la mi-1964, l'OPSUS accuse de plus en plus ouvertement les communistes de préparer un coup de force. Ces informations alarmistes font partie intégrante de la stratégie de Suharto : convaincre les milieux neutralistes de l'armée d'un risque d'offensive communiste afin qu'ils acceptent l'idée d'une opération préventive. Dans le même temps, un de ses proches, le colonel Jan Walandouw, déjà lié à la CIA, intensifie les contacts avec les autorités américaines en vue de la fourniture d'équipements militaires.

Walandouw n'est pas, loin de là, le seul militaire indonésien à entretenir des liaisons étroites avec la CIA. Spécialiste des problèmes de renseignement et conseiller personnel de Suharto, Leonardus Benjamin Murdani est au mieux avec les hommes de Langley.

Aïdit, le secrétaire général du Parti, n'est pas dupe : on cherche à l'entraîner là où il ne veut pas aller. A de multiples reprises, il va réaffirmer solennellement sa stratégie de prise de pouvoir légale. Fort d'une puissance inégalée — il revendique 3 millions de membres — le PKI n'entend pas tomber dans le piège tendu par le KOSTRAD.

D'autres sont moins prudents. Le 30 septembre 1965 à l'aube, un officier de la garde présidentielle, le lieutenant-colonel Untung, déclenche un putsch destiné à éliminer le « conseil de généraux » qui, affirmera-t-il, projetait

pour le 5 octobre un coup d'État contre Sukarno avec l'appui de la CIA. Untung adopte des méthodes expéditives. Ministre de la Défense, le général Nasution échappe de peu à la mort, sa femme et sa fille sont assassinées. Moins chanceux, trois officiers supérieurs sont abattus sur place. Trois autres seront tués à la base aérienne de Halim, proche de la capitale, où sont concentrés des militants des Jeunesses communistes.

Selon la version des événements de 1965 qui prévaut officiellement aujourd'hui à Djakarta, Aïdit lui-même aurait été présent à Halim. Cette éventuelle présence reste inexpliquée. En revanche, tout indique que la version officielle des faits est inexacte. La direction du PKI ne préparait apparemment pas une prise de pouvoir brutale à laquelle elle n'avait aucun intérêt. La tentative brouillonne d'Untung semble l'avoir prise de court.

Assez intrigante, cette tentative, d'ailleurs. Pourquoi les principales victimes de la conjuration furent-elles les officiers neutralistes ou le général Nasution, dont les rapports avec Suharto étaient notoirement mauvais ? Pourquoi les membres les plus influents de l'équipe Suharto, échappant par miracle aux putschistes, s'avérèrent-ils opérationnels sans délai comme s'ils avaient été avertis à l'avance du coup de force en préparation ?

De ces deux questions découle une troisième : Untung lui-même était-il manipulé par le clan Suharto et la CIA pour servir de détonateur à son corps défendant ? Selon Peter Dale Scott (*The Lobster*, n° 20), les archives de la CIA elles-mêmes semblent accréditer cette thèse, celle d'une provocation remarquablement menée conduisant à un massacre.

Le putsch d'Untung facilement déjoué, l'affaire débouche en effet sur une répression d'une rare cruauté. Partout, les militants du PKI sont pourchassés, torturés, assassinés en vertu d'un plan d'extermination méthodique.

C'est bien de meurtre qu'il s'agit : 300 000 morts au moins, peut-être un million. Dans certaines îles, les habitants n'oseront plus manger de poisson de peur d'y trouver des débris humains. L'ordre nouveau (Orde Baru) s'établit dans le sang : Sukarno mis en résidence surveillée où il mourra cinq ans plus tard, Suharto bientôt chef suprême d'un régime militaire aux pouvoirs illimités.

En juin 1990 filtre un rapport rédigé par une ancienne enquêtrice du Congrès américain, Kathy Kadane. Selon elle, la CIA aurait participé directement au programme d'extermination en fournissant aux hommes de Suharto une liste de 5 000 noms de responsables communistes. Deux témoins, diplomates et officiers de la Company, auraient confirmé à Kathy Kadane la constitution de cette liste avec l'accord de l'ambassadeur américain de l'époque, Marshall Green, et de Bill Colby, successeur en 1963 de Desmond FitzGerald à la tête de la Far East Division. Une responsabilité dont Colby se défend.

Même si elle ne résout pas tous les problèmes (les officiers groupés autour de Suharto ignoraient-ils à ce point l'organisation de l'appareil du PKI, eux qui préparaient depuis des mois son élimination ?), la polémique a le mérite d'avoir ouvert le dossier un quart de siècle après le drame.

On n'échappe en effet pas à un nouveau paradoxe : alors que le coup de

Djakarta fut une réussite totale, Langley restera d'une grande discrétion sur l'identité de ses concepteurs. Personne n'a jamais voulu en endosser la responsabilité. Trop lourde à porter compte tenu du nombre des victimes, sans doute.

Au cœur de l'été 1937, Richard Christmann roule à tombeau ouvert sur la Côte d'Azur. Un jeune Arabe fait de l'auto-stop. L'apercevant, l'Allemand s'immobilise à sa hauteur.

— Montez, dit-il simplement en ouvrant la portière de sa voiture.

Regard éberlué de l'auto-stoppeur :

— Vous ne devez pas être un Français, monsieur, pour accepter de prendre un « bicot » !

En ce jour de 1937, la rencontre fortuite entre Christmann et Mohammed-Séguir Nekkache marque une date importante dans l'alliance entre les services allemands et les mouvements nationalistes du Maghreb. Cette alliance qui conduira vingt ans plus tard le BND, le service secret de la RFA, à soutenir dans l'ombre les rebelles algériens en guerre contre la présence française.

Ancien des Sections d'assaut nazies, ex-soldat de la Légion étrangère, Richard Christmann entre en avril 1939 à l'Abwehr III, le contre-espionnage militaire. Il y deviendra l'un des adjoints de Hermann Josef Giskes, le chef de l'Abwehr III F de Hambourg.

Le 17 juin 1940, l'ancien légionnaire arrive à Paris dans les fourgons de l'armée allemande victorieuse. C'est pour entamer une carrière sinueuse qui le conduira à superviser le One Two Two, le célèbre bordel de luxe parisien, puis à infiltrer plusieurs mouvements de résistance français et hollandais. Sans oublier, ce qui nous ramène à la guerre d'Algérie, un travail soutenu en direction des militants nationalistes maghrébins prêts à jouer le jeu des nazis contre la France coloniale.

Clin d'œil du destin : son auto-stoppeur de l'été 1937, Mohammed-Séguir Nekkache, appartient justement à cette phalange. Sous le pseudonyme de Ben Slimane, le jeune étudiant en médecine a participé à des opérations ultrasecrètes de parachutages d'agents maghrébins en Afrique du Nord par l'Abwehr, connues sous les noms de code d'ATLAS et ANTI-ATLAS.

L'Allemagne vaincue, Christmann est recruté par le BND. Dès lors, il va s'employer à tisser des liens étroits avec les rebelles algériens du Front de libération nationale (FLN) et de son aile militaire, l'Armée de libération nationale (ALN).

Une aubaine pour les subordonnés du général Gehlen. Officiellement bon allié du SDECE français, le BND est décidé à jouer double jeu : on soutiendra si discrètement le FLN que les spécialistes de la Piscine ne s'en rendront pas compte.

Écœuré par l'ingratitude de la centrale de Pullach (on refusait de lui verser des annuités de retraite sous divers prétextes administratifs), c'est seulement trente ans plus tard que Christmann acceptera de rompre enfin la loi du silence. Outre un témoignage détaillé et inédit, il nous confiera alors une documentation tout à fait impressionnante. Celle qui nous permet de raconter aujourd'hui dans quelles conditions les services allemands furent, pendant des années, les alliés secrets du FLN.

Les Allemands aux côtés du FLN

En 1956, Christmann s'installe à Tunis comme représentant de firmes industrielles allemandes. Cette couverture a été fournie par son ancien chef au sein de l'Abwehr III F, Hermann Giskes, passé au contre-espionnage du BND.

Résident du BND dans la capitale tunisienne, Christmann s'attache à recruter des informateurs au sein de l'appareil d'État. Par exemple son camarade de détention à Fresnes, Béchir Madhebi, devenu le directeur de la radio tunisienne après l'indépendance. Ou encore Driss Guiga (matricule ALT 4 au BND), le directeur de la Sûreté nationale, et Ali M'Rad (matricule ALT 3), le responsable du contre-espionnage à la Sûreté.

Côté Algériens, le butin n'est pas moins sensationnel. Mohammed-Séguir Nekkache est devenu le ministre de la Santé du FLN. Il accepte de fournir des renseignements détaillés à son vieil ami. Le voici immatriculé au BND sous le numéro ALA 10 et enregistré par l'administration de Pullach sous le nom de code de « Charles ». En fait l'une des sources les plus précieuses de Giskes *via* l'incontournable Christmann, lequel fournit en contrepartie des médicaments et du matériel d'origine allemande.

Via Venetto à Rome, Christmann alias « Markus » rencontre son complice de toujours, Hermann Giskes. A l'ordre du jour : la fourniture d'un mélange explosif destiné à faire sauter des voitures dans Alger. Désireux de combler les désirs de Charles, les experts du BND procurent effectivement le mélange. Mais à la condition qu'il ne dépasse jamais la température de 10 °C. Le manque de respect des consignes de Pullach par les Algériens provoquera alors le drame que nous a raconté Richard Christmann : « Dès la première expérience, les gens de l'ALN n'ont pas suivi ces prescriptions. Tout a sauté. Dix-sept morts. »

Ce bilan tragique ne décourage pas les deux partenaires. Toujours à la demande de Charles, les services techniques du BND remettent les croquis d'un silencieux adaptable sur les pistolets de calibre 9 mm.

Vient ensuite l'opération SCHWALBE (Hirondelle). Dirigés par Giskes et Christmann, les services allemands protègent les militants du FLN qui organisent la désertion collective des officiers algériens de l'armée française encasernés en Allemagne. Un coup de maître dont Christmann nous a révélé les secrets :

« Des commissaires de police de Sarrebruck, Kaiserslautern, Stuttgart et

Munich ont été prévenus que des officiers en uniforme ou des Algériens capables de prouver qu'ils étaient bien officiers allaient se réfugier dans les commissariats pour être dirigés vers un centre qui m'était inconnu, dans la région de Munich. Puis, à partir de la Suisse, ils ont été conduits à Tunis. Celui qui dirigeait la manœuvre était un officier algérien, Slimane Hoffmann, fils d'un légionnaire allemand. »

Cette année 1959, 40 officiers algériens emprunteront la filière. Mais en face, on ne reste pas inactif. Pour contrer les hommes du FLN qui cherchent des armes en Égypte, dans les pays de l'Est mais aussi en Europe (tout particulièrement en Allemagne), la Piscine s'est dotée d'une aile ultrasecrète. Cache-sexe du service Action, la soi-disant « Main rouge » liquide les amis du FLN, marchands d'armes allemands compris. Et, justement, les accords secrets BND-SDECE impliquent une certaine complaisance de Pullach vis-à-vis de la Main rouge...

Double jeu

Plusieurs militants « gênants » du FLN vont faire les frais de ce *deal* pas très moral. Prenez Aït Ahcène. Réputé proche des communistes, il rencontre en 1958 à Tunis le leader du lobby pro-arabe au sein du SPD ouest-allemand, Hans-Jürgen Wischnewski. Bien que discret, cet entretien n'échappe pas à la sagacité de Richard Christmann. Le 20 août, le résident du BND rédige à l'attention de son chef Giskes (alias « Josef ») le rapport codé n° 204 qui précise :

« Hier soir, "Charles" m'a dit qu'Aït Ahcène a été envoyé à Bonn [il tient ce renseignement du Comité de coordination et d'exécution — CCE]. Il s'y trouverait déjà. Son adresse "commerciale" n'est pas encore connue. Les autres membres du CCE n'ont pas encore été informés [...] Avant son départ subit, Ahcène a suscité pas mal de remous ici [...] Il a essayé de discréditer [notre informateur] "Charles" à cause de son rôle auprès des Allemands pendant la dernière guerre mondiale. Le CCE a demandé à "Charles" de prévenir "Argentum" de l'arrivée de AH à Bonn et lui m'a demandé de le prévenir moi-même. »

Aït Ahcène a scellé lui-même son propre destin. Le BND décide de le « balancer » aux Français. Le 5 novembre 1959, la Main rouge frappe sans pitié : Ahcène et sa secrétaire Fadélia Sahavoni sont abattus par les hommes du Service Action en plein cœur de Bad Godesberg.

A condition de ne pas chercher les responsabilités de l'allié allemand là où elles se trouvent, le FLN pourra toujours en faire un martyr. D'ailleurs, un attentat signé Main rouge peut toujours en cacher un autre. Ainsi à l'automne 1960, quand Wilhelm Beissner, ancien commandant SS, collaborateur des services égyptiens, « contractuel » du BND et fournisseur d'armes du FLN, perd ses deux jambes dans l'explosion de sa Chevrolet.

« Il a été victime d'un attentat à la Puchert » (autrement dit d'une opération Main rouge, Georg Puchert étant le nom d'un autre trafiquant

d'armes allemand tué par le SDECE), câble le 24 octobre Giskes à son ami Christmann. Lequel s'empresse d'effectuer une contre-enquête. Selon ses informateurs au sein de la Sûreté, Ali M'Rad et Driss Guiga, deux officiers du BND auraient livré Beissner aux Français : Ali I (l'ingénieur-géologue Erwin Leugner) et Ali 24 (Hartmann Lauterbacher, ancien directeur adjoint des Jeunesses hitlériennes qui opère en liaison avec les Moukhabarats, les services secrets de Nasser). Le marchand d'armes avait, paraît-il, perdu la confiance des Égyptiens. Une information inquiétante dans la mesure où, depuis le début des années 50, Hartmann Lauterbacher a été choisi par le général Gehlen comme son « ambassadeur » itinérant auprès des services arabes...

Ainsi vont les jours et les nuits au sein du BND. Les agents les plus dévoués ne savent pas toujours ce que veulent au juste leurs chefs. Même Christmann : jamais Giskes n'acceptera de lui dévoiler l'identité de cet autre agent du service qui piétine ses plates-bandes lors de fréquentes allées et venues au Maghreb.

Pourtant, l'ancien officier SS Franz Wimmer-Lamquet mérite le détour. Ce géant blond aux yeux bleus et au menton pointu a travaillé pour l'Abwehr sur les problèmes nord-africains à l'été 1944. Il poursuit la trajectoire qui, en 1963, le conduira à remplacer Hermann Giskes, enfin retraité, à la tête de la division Afrique du Nord du BND.

De retraite, il n'est pas encore question pour Richard Christmann. Quand l'Algérie accède à l'indépendance, en juillet 1962, il n'a que cinquante-six ans. Aussi reprend-il du service à Alger, toujours comme résident du BND. Les opérations clandestines d'hier lui facilitent d'ailleurs le travail d'aujourd'hui, ses informateurs du temps de guerre appartenant désormais au brain-trust d'Ahmed Ben Bella, le nouveau président. Outre Mohammed-Séguir Nekkache, ministre de la Santé, des Affaires sociales et des Anciens Combattants, Ahmed Mahsas compte au rang de ceux-ci.

Le monde est décidément bien petit : Mahsas, c'était l'« Argentum » du réseau Christmann. Sauvé par le Tunisien Driss Guiga d'une vendetta sauvage au sein du FLN, ce futur ministre de l'Agriculture de Ben Bella était « planqué » à Cologne par l'officier du BND sous le faux nom de Lasri Dargani !

Trop lié aux benbellistes, Richard Christmann est arrêté en juin 1965, quand Boumediene réussit son coup d'État. Les hommes du colonel Kasdi Merbah, le chef de la toute-puissante Sécurité militaire, l'interrogent sans ménagement. Accusé d'espionnage, il risque gros.

Compte tenu des services rendus et des bonnes relations avec les Allemands, on se contentera de l'expulser. Richard Christmann ne rentre pas les mains vides : tout à leur précipitation, les hommes de la SM n'ont pas fouillé ses bagages. Heureusement pour nous car les valises contenaient la bagatelle de 3 000 feuillets, doubles de rapports à Pullach et archives secrètes diverses que l'agent allemand a bien voulu nous confier quand il s'est résolu à rompre avec une centrale trop peu reconnaissante financièrement pour ses années de bons et loyaux services !

Laisser en roue libre l'homme de liaison du BND avec les services du FLN, quelle hérésie...

Les services du FLN

Au début des années 50, le démantèlement par la police française de l'Organisation spéciale, la branche armée clandestine du mouvement nationaliste algérien, et les opérations d'infiltration du Comité d'informations et d'études du colonel Paul Shoen (plus tard Service des liaisons nord-africaines, SLNA) ont porté un coup très dur aux militants indépendantistes.

Dès lors, les dissensions s'aggravent. Le vieux leader charismatique Messali Hadj, partisan de l'insurrection armée, affronte le « Comité central », plus temporisateur. C'est pour sortir de cette impasse qu'une poignée d'activistes issus de l'Organisation spéciale créent en mars 1954 le Comité révolutionnaire d'unité et d'action, qui prône la préparation immédiate de l'insurrection.

Après la Toussaint 1954, le CRUA va donner naissance à l'ensemble FLN/ALN. Celui-ci cherche dès lors les voies d'un encadrement maximum de la population.

Au plan qui nous intéresse, celui du renseignement, cette structuration est pyramidale.

Sur le sol algérien, l'ALN est divisée en six wilayat. Chacune de ces wilayat se subdivise à son tour en quatre zones ; la zone en quatre régions et la région en quatre secteurs. Chaque échelon de l'ALN (secteur, région, zone et wilaya) dispose de son responsable renseignement/liaisons.

C'est ce responsable qui centralise à son échelon les informations recueillies. Elles proviennent de deux sources : la masse des sympathisants, d'une part, certains individus bien placés au sein de l'administration, de la police, de l'armée ou du secteur économique d'autre part. Ces derniers sont éventuellement « traités » personnellement par le responsable RL ou un de ses adjoints.

Les sympathisants sont encadrés par le « Front » (le FLN) au sein de l'Organisation politico-administrative rebelle (ou Nidham). Ils constituent une mine inépuisable de renseignements de proximité.

En milieu rural comme en milieu urbain, les femmes jouent un rôle fondamental dans la collecte des informations. Le FLN s'attache particulièrement à celles que leur vie de famille (maris, frères ou pères travaillant pour les Français) met en contact avec l'armée ou la police. A l'occasion, les prostituées constituent une source de renseignement intéressante.

Efficace, ce système souffre pourtant d'un réel défaut : la lenteur des communications. Compte tenu du niveau de vie, le téléphone est peu usité et d'ailleurs susceptible d'être écouté. Les liaisons radio présentent elles aussi des risques très réels d'interception. Pour des raisons de sécurité, la plupart des bulletins d'informations sont donc rédigés par écrit. On les achemine au moyen d'agents de liaison.

Autre problème : celui de la langue. Particulièrement actifs au sein de l'ALN, les Kabyles refusent de passer sous les fourches caudines de l'arabe. Aussi le français est-il très souvent utilisé comme langue véhiculaire. Or les Algériens n'en possèdent pas tous les nuances, d'où ces messages en langue approximative que les militaires français interceptent chaque jour (l'ALN est paperassière à l'extrême) et dont ils font souvent des gorges chaudes. A tort d'ailleurs.

S'il est bien renseigné sur les Français, le FLN, du fait de ses méthodes de recrutement excessivement coercitives, a tendance à voir des « traîtres » un peu partout. Sont en effet considérés comme traîtres non seulement les musulmans profrançais, mais aussi les « messalistes », partisans de Messali Hadj regroupés au sein du Mouvement national algérien, le MNA.

Ces derniers n'ont pas abandonné leur objectif : l'indépendance. Une lutte fratricide les oppose au FLN. Elle conduira à leur perte. Beaucoup seront abattus par les « frontistes », très supérieurs au MNA sur le plan du renseignement. A partir de 1958-1959, le FLN reste pratiquement seul sur le terrain.

Face à l'armée française, bien supérieure en nombre et en technicité, le combat s'avère très difficile. L'armée multiplie en effet les organismes chargés du renseignement et de la lutte anti-guérilla et, épaulée par le SDECE et la DST, mobilise des éléments de qualité dans la lutte contre le FLN.

En raison de cette pression très forte, l'ALN ne parviendra jamais, comme elle en avait l'ambition, à mettre en place sur le sol algérien même un état-major centralisé, donc des organes de renseignement à l'échelon national. C'est à l'extérieur qu'une telle structure verra le jour sous la houlette d'Abdelhafid Boussouf (p. 146).

La Zone autonome d'Alger

Impulsée à l'origine par le commandant de la wilaya IV Amar Ouamrane, la Zone autonome d'Alger sera placée en 1955 sous le commandement militaire de Yacef Saadi. Ce dernier recrute personnellement son bras droit Ali Ammar, dit « Ali-la-Pointe », ancien boxeur autrefois lié à la pègre.

Ali-la-Pointe s'avère un excellent agent de renseignement en même temps qu'un redoutable ange exterminateur. Ses informations concordent : avec l'aide des Renseignements généraux, l'ancien préfet André Achiary a implanté un réseau de surveillance efficace au sein du milieu algérois.

Ami personnel du gouverneur général Jacques Soustelle (qui fut entre 1943 et 1944 le patron de la DGSS, les services spéciaux de la France combattante), Achiary possède une grande expérience du renseignement. Conscient de son importance au sein du dispositif de surveillance français, le FLN tentera, mais en vain, de l'abattre.

Faute de pouvoir atteindre le chef de réseau, Saadi et Ali-la-Pointe

décident d'en finir avec ses informateurs. Ainsi seront abattus plusieurs truands notoires.

En fait, les actions militaires restent d'intensité assez faible et la ZAA recourra surtout au terrorisme individuel : policiers, gendarmes et « mouchards » en sont les victimes toutes désignées.

Cette activité meurtrière de harcèlement provoque naturellement une riposte. Celle-ci passe par l'action des RG et de la DST, mais aussi par la constitution de « groupes antiterroristes » informels composés de policiers et de civils pieds-noirs, actionnés en sous-main par les services spéciaux militaires.

Les animateurs de la ZAA sont assez bien renseignés sur les activités de ces groupes contre-terroristes impulsés par Achiary. Une « taupe » opère en effet au sein même de la DST algéroise, l'inspecteur Ousmer.

La ZAA commence à se structurer selon le principe des « groupes de trois » : un responsable commande à trois fidaïs ; en dehors d'eux, il ne connaît que son supérieur hiérarchique, lui-même sous l'autorité d'un responsable de trois et ainsi de suite jusqu'au sommet de la pyramide, c'est-à-dire à Yacef Saadi et à Larbi Ben M'Hidi, le représentant à Alger du CCE (Centre de coordination et d'exécution), la direction FLN.

Fin 1956-début 1957, la ZAA, appuyée et renseignée par quelques réseaux clandestins de sympathisants européens, s'estime prête pour une action de grande envergure. Commence alors ce que l'Histoire retiendra sous le nom de « bataille d'Alger », une offensive politique et militaire où l'arme du terrorisme (sélectif d'abord, de plus en plus aveugle ensuite) sera largement utilisée par le FLN.

Outre le durcissement d'un contre-terrorisme pied-noir tout aussi aveugle, et qui précède à l'occasion celui des clandestins de la ZAA, cette offensive va provoquer l'intervention musclée de la X^e^ Division parachutiste (général Massu).

Le reste est connu : combinant la recherche systématique du renseignement (notamment par le recours à la torture, qui est alors théorisée et systématisée) et la rapidité dans son exploitation, les parachutistes et les services démantèlent en deux temps la ZAA.

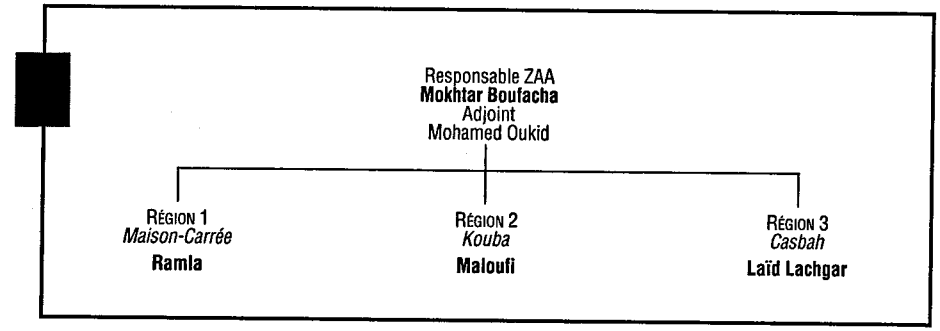
D'abord, le 23 février 1957, c'est l'arrestation de Larbi Ben M'Hidi par les parachutistes du colonel Bigeard (3^e^ RPC). Le représentant du CCE sera assassiné (« par les services spéciaux, des gars qui appartenaient au service du général Massu », affirmera en 1984 le général Bigeard à Roger Faligot et Pascal Krop, sans donner d'autres précisions).

Yacef Saadi relance alors l'action terroriste. D'où une chasse à l'homme menée par l'ancien chef du 11^e^ Choc Yves Godard, devenu directeur de la Sûreté d'Alger, et par des groupes spécialisés tel le GRE du capitaine Paul-Alain Léger. S'y mêlent, là encore, le recours systématique à la torture et la mise en œuvre de subtiles manœuvres d'intoxication et d'infiltration relevant des méthodes classiques de contre-espionnage. Elles aboutiront à la mort d'Ali-la-Pointe, à la capture de Yacef Saadi et au démantèlement définitif de la ZAA.

Totalement infiltrée par les Français, celle-ci ne renaîtra pas de ses

cendres avant 1961 et le relâchement volontaire de l'étau français. En janvier 1962 arrive clandestinement de Paris son nouveau chef, le commandant Azzedine.

Assisté de son adjoint politique Omar Oussedik, ancien responsable RL de la wilaya IV, Azzedine met en place une nouvelle infrastructure. Celle-ci se présente de la manière suivante :



Organigramme de l'organisation FLN d'Alger.

Ce nouvel appareil de renseignement affrontera moins l'armée française que l'OAS, l'organisation clandestine des jusqu'au-boutistes de l'Algérie française.

La fédération de France

Partie de presque rien (la communauté algérienne en France est largement contrôlée par le MNA « messaliste »), la fédération de France du FLN va se mettre progressivement en place à partir de 1955. Elle prendra son « rythme de croisière » dès 1958-1959.

Outre les responsables politiques, la fédération de France se dote à partir de février 1957 d'un responsable à l'Organisation spéciale (OS), Saïd Bouaziz.

L'Organisation spéciale (en jargon interne, « la Spéciale ») est chargée de préparer les actions armées. A ce titre, elle chapeaute toute une gamme d'activités allant du renseignement « militaire » (définition d'objectifs, repérages, pénétration au sein de la police, surveillance des harkis métropolitains) au contrôle de l'action des élus algériens au Sénat et à l'Assemblée nationale.

L'OS possède quelques traits bien particuliers. D'abord parce qu'elle ne dépend pas de la fédération de France, mais de l'extérieur, et notamment du ministère de l'Armement et des Liaisons générales d'Abdelhafid Boussouf.

Contrairement aux « groupes de choc », spécialisés dans la liquidation physique des « messalistes » et composés de travailleurs immigrés recrutés à la base, l'OS regroupe bon nombre d'intellectuels, étudiants notamment.

Jusqu'à la mi-60, l'adjoint de Saïd Bouaziz sera par exemple un élève médecin en rupture de ban, Nacereddine Aït Mokhtar, alias « Majid » (remplacé par Tahar Benyahya, son adjoint depuis 1959).

Autre réseau particulièrement important, celui que dirige Mahmoud Bouyahya au sein de la Police judiciaire. Le FLN rassemble aussi des informations sur son ennemi le plus redoutable en métropole, la DST.

En matière de renseignement, les militants de la fédération de France du FLN ne travaillent pas seuls. Outre l'aide appréciable des « porteurs de valises », ils bénéficient de celle du BND.

C'est dans ces conditions qu'en 1959 la fédération de France envisage de priver Paris d'eau potable. Des employés algériens fournissent à l'OS un certain nombre de caractéristiques techniques permettant de déterminer avec précision les neuf points les plus vulnérables de l'infrastructure de la Compagnie des eaux. Ces données sont transmises pour examen à la centrale du BND.

Programm der Sabotageaktionen der "A.L.N. / F.L.N." (1959/61)

1.) Herstellung und Anwendung von Molotow-Coktails gemäss beiliegender Formel.

2.) Zerstörung von Treibstofflagern und Raffinerien.

3.) Sprengung von Staudämmen mittels pressluftgetriebener Sprengsätze, evtl. auch ferngesteuert.

4.) Auskundschaften, welche Städte eine begehbare Abwässerkanalisation besitzen (Paris, Marseille, Algier bedingt) durch das Kanalnetz unter bedeutenden Gebäuden massive Sprengladungen anbringen.

5.) Zerstörung der Trinkwasserversorgung, Pläne waren soweit gediehen, dass man herausfand, für Algier kommen fünf Punkte infrage, an welchen durch simultane Sprengung die gesamte Wasserversorgung ausfallen würde, in Paris hatte man neun Punkte festgestellt, wodurch die Versorgung mit Wasser zu 60 - 70% unterbunden werden konnte.

Le BND, et pour cause, était parfaitement au courant des plans de sabotage du FLN.

Après analyse, les spécialistes de Pullach remettent aux Algériens un rapport technique détaillé qui précise que « ces opérations ont le mérite de terroriser la population dans son ensemble sans pour autant frapper les victimes civiles par des moyens militaires ».

Ajourné pour des motifs d'opportunité politique, le sabotage des canalisations n'aura jamais lieu (pas plus qu'un projet d'attentat contre la tour Eiffel). Mais les conditions mêmes de son élaboration indiquent le caractère minutieux des « repérages » effectués par les militants de l'OS et la valeur du soutien apporté par le BND.

Du MALG à la SM

Ce ministère assez particulier est, d'une certaine manière, le produit de la pression exercée par l'armée française à l'intérieur même de l'Algérie. Isolés par deux barrages électrifiés des frontières marocaine et tunisienne, les « moudjahidine » (combattants) de l'ALN ont bien du mal à maintenir au fil des ans une permanence militaire à l'intérieur. A l'extérieur, en revanche, se constitue puis se consolide l'armée des frontières, bientôt la force principale du FLN.

En fait, c'est le centre de gravité même de la direction du mouvement indépendantiste qui va passer à l'extérieur, notamment avec la constitution du GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) en 1958.

Le futur patron du MALG, Abdelhafid Boussouf, est incontestablement l'un des principaux artisans de ce changement de terrain. Chef de la wilaya V (Oranie) à l'issue du congrès de la Soummam (août 1956), ce militant cultivé et très mystérieux a orienté très tôt ses hommes vers la recherche du renseignement et la quête des armes plus que vers des combats furieux contre les Français. Un calculateur plus qu'un combattant.

Estimant que la pression de l'armée française risque d'annihiler dans des délais relativement brefs le potentiel militaire de sa wilaya, Boussouf transfère son quartier général hors d'Algérie dès que possible et l'installe au Maroc tout proche, à Nador et surtout à Oujda.

Dès 1955, il a eu l'idée de mettre en place un système de liaison radio à l'intérieur de la wilaya V. Après son installation à Oujda, il perfectionne continuellement ce service de manière à lui donner une rapidité maximale d'exécution. Surtout, il crée à Oujda un centre d'écoutes pour intercepter les communications radio d'une armée française d'autant moins méfiante qu'elle n'imagine pas une telle capacité technique chez les rebelles. D'où cette bonne connaissance de l'ordre de bataille ennemi qu'il saura transformer en arme dans les conflits internes, la surévaluant volontiers pour mieux abaisser ses rivaux.

En étendant le système de communication qu'il a conçu, Boussouf se donne peu à peu un droit de regard sur les affaires des autres wilayat. C'est vers lui que les renseignements recueillis à l'intérieur convergent. Ce qui, d'ores et déjà, lui donne en creux le statut de grand maître des services secrets du FLN.

Abdelhafid Boussouf se choisit un adjoint à sa hauteur en la personne d'Houari Boumediene, qui a d'abord été entraîné au Caire par les services égyptiens avant de se révéler un organisateur tout à fait remarquable. Successeur de Boussouf à la tête de la wilaya V, Boumediene est ensuite nommé responsable de la base d'Oujda et chef du commandement opérationnel de l'Ouest (wilayat 4, 5 et 6).

Le chef du commandement opérationnel de l'Est (wilayat 1, 2 et 3) s'appelle Mohammedi Saïd. Futur membre du Front islamique de salut à la fin des années 80, c'est un ancien agent de l'Abwehr II parachuté en Algérie par les Allemands dans le cadre de l'opération ANTI-ATLAS lors de la Seconde Guerre mondiale. Mais il n'a pas les mêmes pouvoirs que Boumediene, ne serait-ce que parce que Boussouf et son adjoint contrôlent le centre de communications radio de l'Est, créé à la fin 1957.

Boussouf s'entoure d'une équipe de collaborateurs remarquables : Taïeb Larbi ; Kaïd Ahmed, alias « Commandant Slimane », et Abdelaziz Bouteflika (tous deux futurs ministres après l'indépendance).

Son heure de gloire sonne le 19 septembre 1958, avec la formation du GPRA où il est officiellement désigné comme ministre en charge du MALG. Donc comme patron des services.

Le GPRA s'installe d'abord au Caire. Cela tombe bien car Boussouf y a implanté une équipe qui occupe trois villas de la banlieue cairote. Dirigés par Mohammed Tazzi, ses agents s'affairent tout autant à surveiller les autres chefs FLN qu'à protéger le GPRA d'éventuelles opérations de la Piscine.

Le 10 février 1959, l'ancien représentant du FLN à Madrid, Alloua Amira, passe par la fenêtre du cinquième étage d'un immeuble du Caire. L'enquête à laquelle procèdent les services égyptiens conclut au règlement de comptes : Amira aurait refusé de faire allégeance à Boussouf ; Tazzi l'aurait fait liquider.

Le président Nasser n'aime pas que d'autres viennent faire la police chez lui. Surtout, il soutient le clan benbelliste dont Boussouf est l'un des pires ennemis. Résultat : à l'instigation de Fathi el-Dib (chargé des affaires secrètes d'Afrique du Nord par Nasser) et de Kamel el-Din Rifaat, adjoint d'Ali Sabri dans la hiérarchie des services égyptiens, ces derniers effectuent une descente dans les trois villas cairotes du MALG. Boussouf devra accepter le fait accompli et réduire son infrastructure.

Le MALG est en liaison directe avec la branche Renseignement de la fédération de France. Son antenne de Casablanca est dirigée par Mansour ; à Tunis, Hamid Aït-Mesbah a longtemps espionné Krim Belkacem, l'un des principaux rivaux de Boussouf. Comme Laroussi Khelifa, Kasdi Merbah Rabah Boukhalfa et même le futur président Liamine Zeroual, ces hommes mériteront bientôt le sobriquet de « Boussouf Boys », accolé non sans méfiance aux fidèles du chef des services spéciaux algériens.

Conscient de la montée en puissance de Boussouf, Krim Belkacem, le leader historique de l'insurrection en Kabylie, tente en 1958 de lui opposer un de ses hommes, Ben Chérif, ancien sous-lieutenant de tirailleurs qui a déserté l'armée française à la fin juillet 1957. Jusqu'à son arrestation et à son interrogatoire en octobre 1960, Ben Chérif s'efforcera de centraliser au profit de son chef l'appareil de renseignement FLN/ALN, mais il ne parviendra jamais à un poids spécifique suffisant pour inquiéter le chef du MALG.

Tout le monde se méfie de Boussouf, qu'environne une réputation tenace d'homme sans scrupules, prêt au meurtre et à la torture. De la même

manière, l'intéressé se méfie de tout le monde. Son penchant naturel le pousse à donner à l'aile Renseignement du MALG une mentalité de police politique tout autant que de SR. Les Boussouf Boys établissent des dossiers sur les uns et sur les autres, colportant toutes les rumeurs possibles et imaginables à des fins de chantage.

En 1959, le MALG comprend neuf services : Transmissions, Écoutes, Décryptage, Chiffre, Documentation et recherche (Renseignement), Vigilance et contre-espionnage, Liaisons, Ravitaillement, Armement. Souvent doublées par des équipes de la Documentation et recherche, des stations radio sont implantées au Maroc (Tétouan, Nador, Rabat, Oujda) ; en Tunisie (Tunis, Le Kef et Ghardimaou) ; en Libye (Tripoli, Benghazi, Ghat et Ghadamès) ; en Égypte (Le Caire) ; au Ghana (Accra) ; au Mali (Bamako puis Gao) ; en Guinée (Conakry) ; en Syrie (Damas) ; en Irak (Bagdad) ; en Chine (Pékin).

De la DDR à la SM

Les Boussouf Boys vont installer leur quartier général à la base Didouche, située à Tripoli, en Libye. La dirige le commandant Boualem Bessaiah.

En 1961, la toute nouvelle DDR (Direction de la documentation et de la recherche) a été confiée à un jeune militant, Ali Mécili. Le service Opérations sera l'apanage de Kasdi Merbah, un des Boussouf Boys. La Direction de la vigilance et du contre-renseignement, couramment appelée Vigilance, assure le travail de police politique.

Pièce maîtresse du dispositif Boussouf, la DVCR est de fait l'ancêtre de la Sécurité militaire. Dès 1962, cette SM naissante est confiée à Kasdi Merbah. Sous sa houlette, la SM va « faire le ménage » dans l'immigration algérienne en France. Pratiquant la torture, elle réprimera tout ce qui bouge en Algérie même. Un legs empoisonné de la Vigilance à l'Algérie indépendante...

Trois têtes des services spéciaux algériens

Abdelhafid Boussouf

Né en 1926 dans le Nord-Constantinois. Exerce divers petits métiers et devient instituteur. Se réfugie en Oranie en 1950, au moment du démantèlement de l'OS, et devient l'un des animateurs du FLN. Il est nommé en août 1956 colonel commandant la wilaya V.

Membre du Conseil national de la révolution algérienne en 1956 puis du Comité de coordination et d'exécution l'année suivante, il passe au Maroc. En novembre 1958, ministre chargé du MLAG au sein du GPRA, donc patron en titre des services qu'il développe démesurément en leur donnant

une orientation ultrarépressive proche de la paranoïa. A l'été 1962, Boussouf, désorienté, se retire de la vie politique active au plus fort des conflits internes qui conduiront à la mise hors circuit du GPRA et à la victoire de Ben Bella. Se lance alors dans les affaires, notamment la vente de bateaux.

Meurt en 1980 sans avoir rendu publics les nombreux secrets qu'il détenait : il semble en fait avoir négocié sa tranquillité personnelle contre un silence prudent doublé d'une totale neutralité politique. Boussouf laisse l'image d'un dirigeant impitoyable, toujours tapi derrière ses éternelles lunettes noires.

Ali Mécili

Né en 1940. Jeune lycéen, il adhère au FLN puis passe dans les rangs de l'ALN (wilaya IV). Sa remarquable intelligence n'échappe pas aux Boussouf Boys qui, désireux de s'assurer ses services dans le cadre de la pénétration des wilayat III et IV, l'incorporent au MALG. En 1961, le voici même lieutenant, chef de la Direction de la documentation et de la recherche en dépit de son très jeune âge. Sous ses ordres, plusieurs dizaines d'étudiants algériens répartis en sous-sections centralisent les renseignements venus de toutes les bases extérieures ou intérieures du FLN ainsi que de France.

Mécili bénéficie d'une relative confiance de Boussouf. Le ministre et patron des services ignore sans doute que le jeune idéaliste a contracté un profond dégoût des mœurs policières instaurées par la Direction de la vigilance et du contre-renseignement. Un dégoût qui le pousse à adhérer secrètement au Front des forces socialistes, le mouvement d'opposition créé par Aït Ahmed après l'indépendance.

Mécili est arrêté le 17 octobre 1964. Libéré le 1er novembre à la faveur d'un accord entre FFS et FLN, il est à nouveau inquiété quand Aït Ahmed s'évade de la prison d'El-Harrach en avril 1966. Il passe alors en France pour y exercer la profession d'avocat tout en devenant l'un des leaders de l'opposition algérienne. Artisan du rapprochement entre Ben Bella et Aït Ahmed, il est assassiné à Paris le 7 avril 1987 par une équipe de truands au service de la Sécurité militaire, lesquels s'enfuient en Algérie grâce à la « bienveillance » des autorités françaises. Aït Ahmed a consacré un livre à *L'Affaire Mécili* (1989), qui révèle énormément de choses concernant la violence de la répression sous Ben Bella puis sous Boumediene.

Kasdi Merbah

De son vrai nom Abdallah Khalef, ce jeune étudiant, fils d'un pharmacien, passe à l'ALN à dix-neuf ans. En 1960, Boussouf le désigne pour diriger le renseignement opérationnel à l'état-major de l'ALN. Désormais l'un des Boussouf Boys, il participe aux négociations secrètes avec la France.

Après l'indépendance de l'Algérie et la création par Boumediene du ministère de la Défense nationale, il est nommé directeur de la Sécurité militaire et, à ce titre, dirige la répression des mouvements opérationnels tout en proposant à Aït Ahmed de « négocier » après son arrestation.

L'un des principaux organisateurs du coup de force qui porte Boumediene à la présidence le 19 juin 1965, Merbah liquide les derniers fidèles de Ben Bella et fait expulser Christmann, l'homme du BND. Et Boumediene de rendre publiquement hommage à ces « héros de l'ombre » à qui il doit une bonne partie de son pouvoir. L'adjoint de toujours de Kasdi Merbah, le colonel Noureddine Zerhouni, alias « Yazid », devient responsable du secteur Opérations extérieures de la SM, très actif notamment au sein de l'immigration algérienne en France. Zerhouni organisera en janvier 1977 une prise de contact avec Aït Ahmed et Mécili.

En décembre 1978, Boumediene meurt. Merbah se montre alors au grand jour, principal pivot de l'opération qui porte Chadli Bendjedid à la présidence. Nommé membre du bureau politique du FLN, Merbah abandonne la SM à Zerhouni en mai 1979 pour devenir secrétaire général du ministère de la Défense nationale puis ministre.

Après la violente répression des manifestations de jeunes d'octobre 1988, le président Chadli le désigne comme Premier ministre le 5 novembre. Merbah nomme alors ministre des Affaires étrangères l'ancien chef de la base Didouche de Tripoli, l'ex-Boussouf Boy Boualem Bessaiah.

Destitué en septembre 1989, Merbah crée un parti d'opposition. Dans l'ombre, il continuera à exercer un discret « magistère » sur beaucoup de ses anciens subordonnés de la SM jusqu'à son mystérieux assassinat, survenu le 21 août 1993 près d'Alger. Un meurtre officiellement attribué aux « terroristes », les groupes islamiques armés, mais dont la responsabilité pourrait en fait incomber aux services gouvernementaux. Prônant une réconciliation avec le FIS, dont il venait juste de rencontrer des chefs en exil, Merbah gênait énormément de monde, notamment les « durs » du régime.

Les services secrets égyptiens, clef de voûte de l'aide au FLN

Sans le soutien déterminé des services égyptiens, le FLN aurait eu beaucoup plus de mal à prendre son essor. Pour cette raison, l'histoire de la guerre secrète d'Algérie est indissociable de celle des « Moukhabarat » (un terme générique qui signifie Renseignements généraux) du Caire.

En juillet 1952, soutenus par Allen Dulles et la CIA, Nasser et ses amis du mouvement des Officiers libres renversent le roi Farouk et mettent au pouvoir un paravent, le général Mohammed Neguib. Le nouveau Premier ministre, Ali Maher, signe presque aussitôt le décret de dissolution de la police politique.

Neguib n'a rien d'un révolutionnaire. Quand il s'agit de réorganiser les services, il porte tout naturellement à leur tête Hussein Kheiri. Chef adjoint du SR Air (Ibarat Moukhabarat el-Jawiah) sous Farouk, cet officier se veut un rempart contre l'extrémisme républicain de Nasser. Sous la pression des

Officiers libres, il démissionne dès le mois d'août. Il choisira de s'exiler pour animer des groupes d'opposition pro-anglais... et servir en 1957 d'appât aux nassériens dans l'affaire dite du « Complot de la restauration » (où le MI 6 britannique sera notamment impliqué). Dans la pratique, c'est Zakaria Mohieddine qui lui succède à la tête des Moukhabarat.

La République est proclamée le 19 juin 1953. Très vite transformée en directorat des Investigations générales (El Moubahat El-Ammah), la Sûreté d'État centralise et anime la lutte contre les opposants sous la direction de Rafat el-Nahas puis du général Abd el-Azim Fahmi. Elle dépend du ministre de l'Intérieur, c'est-à-dire de Nasser en personne depuis la proclamation de la République.

En dépit des proclamations officielles, l'« ennemi sioniste » n'est pas l'adversaire le plus redouté du régime nassérien. La priorité des priorités reste à la répression intérieure. C'est que les Frères musulmans continuent de se montrer menaçants. Le 26 octobre 1954, ils vont tenter d'assassiner Nasser. Bien mal leur en prendra : en guise de riposte, le futur président ordonne alors une rafle gigantesque. Condamnés à mort, six dirigeants islamistes sont pendus. C'était il y a quarante ans. Autant dire que la lutte entre les Frères musulmans et le régime égyptien qui bat aujourd'hui son plein ne date pas d'hier...

Cette répression impitoyable brise pour l'instant le mouvement islamique. On profite de l'occasion pour écarter Néguib, accusé de complicité et soumis à un chantage : Mahmoud Khalil et Shérif Farid Shaker, anciens cadres du SR Air du roi Farouk, ont opportunément monté contre lui un dossier de mœurs. Sous la direction d'Ali Sabri, le service de renseignement de l'armée de l'Air se veut en effet la cheville ouvrière des Officiers libres.

Libre, le terrain l'est désormais pour Nasser, bientôt surnommé le « Raïs ». Cette prise de pouvoir implique une profonde réforme de structure au sein de la communauté égyptienne du renseignement.

Après une première étape de tâtonnements, on crée fin 1955 un directorat des Renseignements généraux civil dont la responsabilité échoit à Zakaria Mohieddine, nouveau ministre de l'Intérieur et homme de confiance de Nasser, assisté d'Ali Sabri, ancien patron du service de renseignement Air remplacé dans cette fonction par Mahmoud Khalil, et de Kamel el-Din Rifaat.

Les Renseignements généraux, c'est en quelque sorte le cœur du nouveau régime : un superservice coiffant à la fois le directorat des Renseignements militaires côté armée, et le directorat des Investigations générales côté Intérieur. Cette architecture donne la primauté aux services civils (généralement dirigés par des militaires, au demeurant) sur les services proprement militaires.

La primauté nassérienne du civil sur le militaire en matière de renseignement s'insère parfaitement dans la tradition des Égyptiens. Une tradition qu'elle va renforcer considérablement, les opposants par exemple à leurs homologues syriens, où l'ordre des priorités s'inverse : le militaire l'emporte sur le civil.

Ce dispositif bien en place, les opérations extérieures vont pouvoir se

développer. Nasser considère à la fois les services comme le pilier du régime à l'intérieur, et comme un moyen d'action privilégié de sa politique étrangère. D'ailleurs, à l'image de Zakaria Mohieddine, d'Ali Sabri ou d'Anouar el-Sadate, plusieurs spécialistes des affaires secrètes seront promus aux plus hautes dignités par le régime.

L'État hébreu constitue par principe une cible privilégiée. On s'efforcera de l'atteindre de toutes les manières possibles.

Dans la bande de Gaza, déjà peuplée de réfugiés palestiniens mais pas encore sous contrôle israélien, les Égyptiens du lieutenant-colonel Mustapha Hafez (assassiné en 1956 par le Mossad) supervisent des groupes de « volontaires de la mort », les Fedayin. Les Moukhabarat ne se bornent pas à ces actions armées. Par le biais notamment des attachés militaires égyptiens, leurs correspondants locaux, ils tentent avec des bonheurs divers d'infiltrer des agents en Israël.

A Paris, le lieutenant-colonel Sarouat Oukacha et son adjoint le commandant Isa Youssouf Sarag el-Din recrutent en 1955 un ancien lieutenant de Tsahal, l'armée israélienne, Alexandre Youline. Retourné dans l'État hébreu en août 1956 après une longue formation, Youline sera démasqué par le contre-espionnage israélien, arrêté et condamné.

A Athènes, l'attaché militaire égyptien à Rome, Mohammed Choukri, recrute en 1956 Alcibiades Koskas. Après avoir ramené à plusieurs reprises une intéressante documentation sur Tsahal, ce Grec sera arrêté en août 1957 par le contre-espionnage israélien.

A Amman et à Beyrouth, les Moukhabarat recrutent le chef de l'Église copte de Jaffa, le père Joachim el-Antoni, arrêté en octobre 1956.

D'autres menées secrètes visent les régimes arabes opposés au nassérisme.

En Irak, le roi Fayçal II s'avère un précieux allié des Occidentaux, et notamment des Anglais. Le lieutenant-colonel Kamal el-Din el-Hinawi, attaché militaire, et son adjoint Mohammed Ali Issa soutiennent un groupe d'opposition clandestin, le Comité d'union nationale des officiers et des soldats, qui se propose entre autres d'assassiner le très probritannique Premier ministre Nouri Saïd.

Au Liban, Hassan el-Halil, le recruteur du père El-Antoni, a monté sous couverture diplomatique un réseau qui entretient des contacts suivis avec les organisations d'opposition pronassériennes de Beyrouth. Il sera expulsé au début de 1957, suite à la découverte d'un complot visant le président libanais Camille Chamoun.

La Libye du roi Mohammad Idriss el-Mahdi apparaît alors comme une tête de pont occidentale. Du coup, les Moukhabarat s'activent contre Idriss et les siens. C'est l'affaire du colonel Ismaïl Sadek, attaché militaire égyptien à Tripoli, expulsé en novembre 1956 pour avoir encouragé publiquement les mouvements d'opposition d'obédience nassérienne et organisé le sabotage de plusieurs pipelines acheminant le pétrole des compagnies anglo-américaines.

La Jordanie, où le jeune roi Hussein règne depuis août 1952, n'est pas mieux lotie. Les Britanniques y sont encore influents. Mais, compte tenu du nombre des réfugiés palestiniens qu'abrite le royaume et de l'influence des idées nassséristes, le trône semble déjà menacé.

Excellente situation pour les Moukhabarat. Tel était du moins l'avis du colonel Salah el-Din Mustapha, l'attaché militaire égyptien à Amman, qui s'employait à développer sur place un mouvement calqué sur celui des Officiers libres. Mais celui-ci sera exécuté par le Mossad.

La relève est déjà prête. Un autre officier, le lieutenant-colonel Ahmed Fouad Hillal, vient immédiatement reprendre les fonctions de Mustapha. Il prend langue avec des militaires contestataires pronassériens. Avec son aide, le chef d'état-major de l'armée jordanienne, son adjoint et le colonel Mahmoud Mousa, chef des services militaires du royaume de Jordanie, tenteront vainement de renverser Hussein en avril 1957.

Le complot découvert, Mousa parvient à s'enfuir. Il sera jugé par contumace. Hillal est expulsé. On le retrouvera bientôt en poste à Madrid. Les Moukhabarat égyptiens étendent leurs réseaux en Turquie (signataire du pacte de Bagdad qui regroupe les pays pro-occidentaux de la région et la Grande-Bretagne), en Éthiopie et au Soudan où Shérif Farid Shaker a recruté sous couvert d'une société commerciale plusieurs personnalités locales comme Ibrahim Ben Mohammed Ben Nayal.

Bien entendu, ils montent également en ligne contre les Britanniques, l'ancien colonisateur, l'ennemi de toujours des nassériens. Le MI 6 est par tradition fort actif au Caire, quartier général des services spéciaux de la Couronne au Moyen-Orient dès l'époque héroïque des Lawrence d'Arabie et autres Saint-John Philby (tome 1, p. 115). A partir de 1953, un jeune officier appelé à un grand avenir dans les Moukhabarat, Kamel el-Din Rifaat, a été chargé des opérations de renseignement visant les troupes britanniques encore stationnées en Égypte. Mais le contre-espionnage nassérien n'a pas encore détecté le réseau qu'anime un vieux routier du Moyen-Orient, James Swinburne, secrétaire à l'agence de presse Arab News Agency (ANA), dont l'administratrice entre 1943 et 1970, Adelaide Mathurin, appartient elle aussi au MI 6. Swinburne qui est parvenu à recruter l'ancien aide de camp du général Néguib, le lieutenant Ahmed Amin, et qu'assisteront bientôt deux diplomates, James G. Gove et John B. Flux.

Ce n'est qu'en août-septembre 1956 que les Moukhabarat mettront fin à leurs activités. En revanche, les services de Nasser entretiennent de fructueuses relations avec l'EOKA, l'organisation clandestine du colonel Georges Théodoros Grivas. Cet officier aux opinions d'extrême droite a lancé en avril 1955 une campagne de guérilla et de terrorisme individuel en faveur de l'*Enosis*, le rattachement à la Grèce de l'île de Chypre, sous tutelle britannique depuis le début de la Première Guerre mondiale.

Les services nassériens fournissent aux hommes de Grivas armes et munitions pour mener à bien leur combat anti-anglais. En échange, l'EOKA constitue une source d'informations privilégiée, Chypre étant au cœur du dispositif militaire anglais au Proche et Moyen-Orient. Ainsi, les partisans de l'*Enosis* fournissent aux Moukhabarat les photos des studios de la Near East Arab Broadcasting Corporation qui, basée à Zyghi, au sud de l'île, émet directement sous la tutelle de l'Intelligence Service.

Si Nasser mène une lutte impitoyable contre les Anglais, il s'assure, en revanche, le soutien américain. La centrale de renseignement US l'a soutenu

avant même sa prise de pouvoir, dont il semble que son spécialiste des affaires du Moyen-Orient, Kermit Roosevelt, le futur « tombeur » du Premier ministre iranien Mossadegh, ait été l'un des grands architectes. Elle persiste encore à faire du Raïs son meilleur allié égyptien. Des cadres confirmés de la Compagnie tels James Eichelberger ou Miles Copeland s'empressent dans l'entourage de l'homme fort du Caire. Ils entretiennent d'excellentes relations avec le confident de Nasser, le rédacteur en chef du quotidien *Al Ahram* Mohammed Heykal.

Des sommes importantes seront versées pour soutenir le nouveau régime et ce n'est que plus tard, quand il commencera à se rapprocher des Soviétiques, que la CIA prendra définitivement le leader égyptien en grippe. Après l'échec de l'opération franco-britannique MOUSQUETAIRE sur Suez (novembre 1956), échec pourtant dû entre autres à l'opposition résolue des Américains, la CIA étudiera des projets de renversement du régime avec l'aide des Frères musulmans, passant éventuellement par l'assassinat de Nasser lui-même.

Objectif : « le colonialisme français »

C'est en avril 1954 que le Raïs a désigné aux Moukhabarat un nouvel objectif. A cette date, un ancien officier libre, le major Fathi el-Dib, entre en contact avec Ahmed Ben Bella, qui se fait alors appeler Mezziani Messaoud.

Ben Bella appartient à l'aile la plus dure du mouvement nationaliste algérien, celle qui s'oppose aussi bien aux « messalistes » qu'aux « centralistes ». Il est venu au Caire solliciter l'aide du régime nassérien.

Son entrevue avec Fathi el-Dib puis avec Soliman Azzat, chef d'état-major de la Marine égyptienne et responsable des services de renseignement, s'avère d'emblée fort prometteuse. Entièrement conquis, El-Dib obtient l'aval de Nasser : l'Égypte va s'engager à fond derrière les durs du nationalisme algérien ; parmi ces derniers Ben Bella sera l'homme des Égyptiens.

Conséquent, le Raïs renforce aussitôt son dispositif antifrançais, entraînant l'Égypte dans une double guerre secrète : la guerre des fournitures d'armes et celle de la propagande/intoxication.

Confiées à Fathi el-Dib, les livraisons d'armes par voie maritime mobilisent le réseau entier des attachés militaires égyptiens à l'étranger et un grand nombre d'agents contractuels. Entre 1954 et 1961, les documents en notre possession nous ont permis de recenser la bagatelle de 21 opérations de ce type, la plupart réussies même si certaines (interception en octobre 1956 de l'*Athos* par la marine française) aboutissent à des fiascos compte tenu des activités de contre-ingérence du SDECE.

Sur le front des radios, il s'agit avant tout de développer une propagande intensive, capable de frapper l'imagination de populations très fréquemment illettrées.

En 1956, Radio-Le Caire lance en français et en arabe l'émission « La voix de l'Algérie libre », puis en 1958 « La voix de l'Algérie combattante » qui émet à partir de deux émetteurs en français, arabe et kabyle.

Pour contrer cette offensive, le SDECE met en place dès 1956 une section spécialisée dans la propagande et l'intoxication. En juillet 1958, l'ancien chef du contre-espionnage de la Piscine en Espagne, François Bistos, prend la direction du « studio Kléber », installé au centre ultra-secret de Jouy-sur-Eure, près de Chartres. Quatorze speakers arabes et kabyles, devenus maîtres dans l'art d'imiter leurs « collègues » du FLN, alternent de fausses émissions de variétés, de fausses émissions de « La voix des Arabes » ou de « La voix de l'Algérie libre ». Leurs programmes sont diffusés sur ondes moyennes à partir de Marseille.

A Chypre, les stations française Somera et britannique Near East Arab Broadcasting Corporation s'efforcent dès 1956 de contrer les postes égyptiens, diffusant essentiellement des émissions à caractère propagandiste ouvert. A partir d'août 1958, Radio Shark el-Adna émettra sous tutelle SDECE depuis la Côte d'Azur. D'autres radios contrôlées par les services français fonctionneront de façon plus discrète comme « La voix de la réforme » ou « La voix du peuple algérien ».

De nombreuses émissions sont préparées en étroite collaboration avec le 5e Bureau (action psychologique) de l'état-major sous l'impulsion des colonels Lacheroy et Gardes. Ces officiers ne sont que l'aile avancée d'un courant de pensée militaire qui privilégie le conditionnement des populations, conçu comme l'arme absolue de la lutte contre la rébellion nationaliste.

Leurs théories sont nées de la défaite indochinoise. Les tenants de l'action psychologique tendent à reproduire partout le modèle vietminh. Ils prônent l'extension permanente des prérogatives des 5e Bureaux, qui essaimeront effectivement à partir de 1957 sur tout le territoire algérien. A leurs yeux, la guerre moderne s'articule autour d'une collaboration étroite entre 2e et 5e Bureau. Ce diptyque action psychologique/renseignement se situant au cœur des opérations à mener, les meilleurs cadres doivent s'y impliquer.

Leur méthode de « guerre dans la foule » n'obtiendra jamais de résultats probants, au contraire des opérations psychologiques associées avec beaucoup plus de pragmatisme au travail de renseignement et de contre-guérilla par les Britanniques en Malaisie et ailleurs. D'où une évolution radicalement différente dans les « cultures » réciproques des services français et anglais. Entraînés par leur logique même dans la voie d'une rébellion ouverte contre le pouvoir politique, les 5e Bureaux seront dissous en janvier 1960 par le ministre des Armées Pierre Messmer. Les Britanniques intégreront en revanche les PSYOPS (Opérations psychologiques) au travail de leur communauté du renseignement comme en Irlande du Nord.

La mise en condition des populations n'est pas l'arme absolue. Pourtant, saisie comme un moyen parmi d'autres, la propagande peut aboutir à des résultats intéressants. Ce que note Nasser lui-même en mars 1958 quand il dénonce — message intercepté par les services français — la mise en place de neuf stations de radiodiffusion clandestines dirigées contre son régime : « Nous sommes sûrs que ce sont les Français qui sont derrière ces stations.

Nous le savons car plusieurs de nos agents y travaillent. Cette propagande m'attaque moi et mon gouvernement. Je les ai avertis que, si cela ne cessait pas, j'exercerais des représailles. »

Le temps de la République arabe unie (RAU)

En février 1958, c'est dans le plus grand enthousiasme qu'on proclame au Caire et à Damas la naissance de la République arabe unie (RAU), produit de la fusion entre l'Égypte et la Syrie, deux pays frères que la politique rapproche mais que la géographie tend à éloigner. Désormais, la Syrie s'appellera la région Nord de la RAU ; l'Égypte, la région Sud.

Au plan du renseignement, la naissance de la RAU va se traduire par une satellisation quasi totale de la communauté syrienne du renseignement.

Ancien chef du 2e Bureau et bientôt ministre de l'Intérieur, le lieutenant-colonel Abd el-Hamid Sarraj prend simultanément la direction d'un bureau spécial (El Maktab el-Kaas) et de la Sûreté (El Amn el-Siyassi), qui assure la protection des personnels égyptiens et la chasse aux islamistes. Cet homme particulièrement dur est un partisan fervent de l'union. Il suit à la lettre les consignes du ministre de l'Intérieur et grand patron des services égyptiens Zakaria Mohhieddine.

Réduit à ses prérogatives strictement militaires, le 2e Bureau (El Moukhabarat el-Askariyya) passe lui aussi sous le contrôle du Directorat égyptien des Renseignements militaires. Il sera d'abord commandé par Mohammed Rada Istambouli, puis par le lieutenant-colonel Burdam Adham, un autre fidèle de Sarraj.

Cette réorganisation totale s'effectue sous la férule directe du « grand frère » égyptien. Toutes les décisions sont prises au Caire. Les adversaires de l'Égypte vont, dans cette logique, devenir les objectifs principaux de la jeune communauté du renseignement de la RAU : Israël, la France, l'Irak, le Liban et la Jordanie.

Les opérations anti-israéliennes seront supervisées par deux as du contre-espionnage égyptien, le colonel Salah Nasr (Renseignements généraux) et le lieutenant-colonel Otman Nouri (Renseignements militaires).

Comme dans la lutte antifrançaise, on mobilise bien entendu les agents sous couverture diplomatique. Quant au directorat des Renseignements généraux, il s'efforce d'infiltrer les réseaux israéliens opérant contre la RAU, parfois avec succès contrairement à la réputation d'infaillibilité que s'est taillée le Mossad.

Seconde cible par ordre d'importance : l'Irak. En juillet 1958, le général Abdul Karim Kassem a pris le pouvoir, assassinant le roi Fayçal II. Ce pourrait être une bonne nouvelle puisque cet officier républicain s'affirme favorable à la libération des peuples arabes. Hélas pour le Raïs, le nouveau maître de Bagdad manifeste très tôt son intention de se passer des judicieux conseils nassériens.

Kassem doit tomber. L'ordre de mettre son régime à bas est donné à

Kamel Rifaat, vice-ministre des Affaires présidentielles en charge des Renseignements généraux. Lequel désigne aussitôt ses deux bras droits : les attachés militaires égyptien et syrien à Bagdad Abd el-Majid Farid et Talaat Sidki.

Farid et Sidki ont tôt fait de dénicher l'homme miracle, Rachid Ali el-Kailani qui, en avril-mai 1941, a tenté en vain de chasser les Britanniques d'Irak avec le soutien très actif de l'Abwehr, le service de renseignements militaires du IIIe Reich. Il accepte de faire cause commune avec les hommes du Raïs mais, en décembre, Kassem le fait arrêter.

Tant pis : on récidivera avec la collaboration du chef des Renseignements militaires irakiens, le colonel Rifat el-Hadj el-Sirri. Après la chute de ce dernier en mars 1959 et l'expulsion de Farid et de Sidki, une « troisième équipe » liée au parti Baas clandestin, ennemi juré de Kassem, parviendra à blesser le dictateur irakien en octobre, sans toutefois parvenir à l'abattre. C'est à la suite de cet attentat manqué qu'un jeune militant baasiste, Saddam Hussein, devra prendre la fuite.

La « baraka » de Kassem durera jusqu'en février 1963, date à laquelle le Baas en finira une bonne fois pour toutes en l'assassinant. Celle du « petit roi » Hussein de Jordanie s'avère plus tenace encore malgré l'infiltration des Moukhabarat égypto-syriens à Amman sous la double direction d'Adham (chef des Renseignements militaires syriens) et de Sarraj.

Les péripéties meurtrières de cette guerre de harcèlement mutuel lasseront assez vite le Raïs. C'est que le leader égyptien rêve de projets d'une tout autre ampleur. Fin 1959, Nasser crée la Maschrouat el-Karbeia el-Khassa ou section des Projets spéciaux de défense dont il confie la direction à l'inévitable Mahmoud Khalil.

Sans doute le Raïs apprécie-t-il les capacités d'adaptation de ce fils d'un grand médecin du Caire, sorti en 1942 de l'Académie militaire. Khalil, certes, n'a jamais fait partie des Officiers libres comme Zakaria Mohieddine, Ali Sabri ou Fathi el-Dib. Il a même commencé sa carrière sous Farouk, mais n'ignore pas qu'il a su gagner les faveurs du Raïs au point de succéder en 1954 à Ali Sabri à la tête du SR Air.

Un homme aussi astucieux ne saurait être inemployé. Khalil est désormais chargé de recruter aux quatre coins du monde les ingénieurs étrangers qui doteront la RAU des armes les plus modernes (bombes atomiques, missiles longue portée) aptes à menacer Israël et à imposer le respect aux pays occidentaux. Telle est en effet la véritable vocation des Projets spéciaux de défense.

Khalil et son beau-frère Shérif Shaker vont puiser allégrement dans le réservoir des techniciens allemands à vendre au plus offrant depuis la fin du régime nazi. En outre, Le Caire et Alexandrie pullulent d'anciens serviteurs du IIIe Reich reconvertis en « conseillers » de la République arabe unie. Ces touristes d'un genre assez spécial retrouvent sur les bords du Nil de vieux camarades passés au service du BND. Sous la houlette de Hartmann Lauterbacher, ancien directeur adjoint des Jeunesses hitlériennes, la centrale ouest-allemande a en effet pris racine dans l'Égypte de Nasser.

Son résident cairote s'appelle Gehrard Bauch. Gendre du bras droit de

Gehlen, le major général Hans-Heinrich Worgitzky, responsable du secteur stratégique du BND, il évolue sous la couverture d'une firme d'industrie lourde et partage un bureau avec le représentant de la firme d'import-export germano-syrienne OTRACO, Georg Fischer. De son véritable nom Aloïs Brunner, celui-ci n'est autre que l'ancien chef du camp de déportation de Drancy, présentement collaborateur du bureau spécial d'Abd el-Hamid Sarraj et résident du BND à Damas...

Naturellement, les ex-nazis de la RAU sous haute surveillance du Mossad. De son côté, le SDECE français, dont les anciens résistants constituent l'ossature, réserve également une attention soutenue aux mercenaires allemands du Raïs. Des campagnes de propagande se développent en Europe et aux États-Unis. On compare Le Caire à un véritable nid d'anciens SS et de savants fous. C'est exagéré : les scientifiques allemands recrutés par Khalil n'ont qu'une valeur moyenne au plan technique. Ils s'avéreront incapables de doter la RAU d'armes de haute technologie comme le rêvait Nasser. De même pour les « conseillers » en matière de renseignement et de police secrète dont les compétences restent tout de même limitées dans un monde arabe qu'ils connaissent mal.

Aux yeux des officiers des Moukhabarat syriens, la présence à Damas du colonel Sarraj constituait une garantie du caractère syrien de la zone Nord. Mais voici qu'en août 1960 Nasser exile le colonel au Caire pour lui confier des responsabilités gouvernementales. L'envoi à Damas du maréchal égyptien Abd el-Hakim Amer, un ancien officier libre, ne fera qu'aggraver les choses, donnant aux Syriens l'impression d'une véritable colonisation.

Vif en besogne, Amer limoge Marouane el-Sibaï, le bras droit de Sarraj, et le remplace par le colonel Rachid el-Koutaini, futur chef d'état-major adjoint. Hélas, le coup d'État antinassérien du 28 septembre 1961, soutenu à la fois par l'Arabie Saoudite, la Jordanie et la CIA, va contrarier ces projets. Le complot réussit : le maréchal Amer et les officiers égyptiens des Moukhabarat sont expulsés tandis que la RAU tombe en ruine d'un seul coup. Les dirigeants pro-égyptiens des services, Sarraj et Adham, sont emprisonnés, le premier réussissant toutefois à s'évader.

La RAU ne se remettra jamais de ce revers. En mars 1963, un nouveau putsch amène au pouvoir une coalition baasistes/nassériens en trompe-l'œil : aux nassériens les places d'honneur : aux baasistes du Comité militaire (dont Hafez el-Assad), les véritables postes clefs. C'est ainsi qu'un membre du comité, le colonel Ahmed el-Souwaidani, prend la tête des services militaires qu'il transformera en force efficace pour contrer les opérations égyptiennes.

La redistribution des cartes est désormais définitive. Les baasistes vont écarter les nassériens. Détachée organiquement de la RAU, la Syrie vole à nouveau de ses propres ailes. Ainsi se termine la première partie de l'ère du Raïs : celle du nassérisme conquérant. Non sans avoir permis aux Moukhabarat égyptiens de faire leur apprentissage sur le terrain international, sortant du seul rôle de répression interne qui était encore le leur dix ans auparavant, à l'époque où ils n'auraient jamais imaginé défier un jour les services français...

Mission HORS-JEU, la première riposte de Paris

Dès le début de l'insurrection algérienne, quand on l'analysait encore à Paris comme une manœuvre de déstabilisation extérieure appuyée par quelques leaders nationalistes isolés, la Piscine s'est trouvée aux avant-postes de la riposte française. Le 11 mai 1955, le gouvernement Edgar Faure arrête une « décision interministérielle » qui vise à la « neutralisation » des principaux chefs du FLN en exil. Cette tâche est tout naturellement confiée au SDECE. Apparaît alors un nouveau personnage, jamais identifié à ce jour : le colonel Germain.

GERMAIN, ALIAS GERMANUS

Survenue le 17 février 1991 à Paris, la mort du colonel Germain nous délie d'une très ancienne promesse, celle de ne jamais révéler son nom de son vivant.

Germain s'appelait en réalité Jean Allemand. Agrégé et officier de réserve, ce Marseillais effectue pendant la guerre civile d'Espagne une première mission pour le compte du 2e Bureau. Puis, dès l'été 1940, il s'engage dans la Résistance.

A partir de 1941, il devient à Alger le bras droit du lieutenant-colonel Jean Chrétien puis du commandant Paul Paillole au sein du contre-espionnage pour l'Afrique du Nord. A ce titre, il participe au comité allié qui organise la Force A, chargée de préparer le débarquement anglo-américain de novembre 1942. Chef du bureau de documentation du TR 119 (Alger), Germain met ensuite en forme le fichier des agents allemands opérant en France, ce qui lui permet de devenir le directeur de cabinet du chef de la Sécurité militaire.

Entré à la DGER puis au SDECE, il est d'abord l'adjoint du colonel Verneuil au CE (1945-1950). Il assure les liaisons avec la DST et avec le président de la République Vincent Auriol.

Certaines missions entraînent Germain derrière le rideau de fer. En 1951, le voici chef du poste CE en Tunisie puis, à partir de 1955, délégué général du SDECE en Afrique du Nord. A Alger, Germain opère sous diverses couvertures dont celle de professeur d'histoire-géographie et de français au cours Michelet. Il habite avec sa femme, professeur elle aussi mais d'éducation physique, et leurs enfants dans le quartier du Télemly, avenue des Sourds-Muets. Une domiciliation qui ne trompe d'ailleurs pas le FLN : celui-ci l'a repéré.

Germain sera mis sur la touche après le détournement de Ben Bella et le retour aux affaires du général de Gaulle dont il n'est guère partisan. En octobre 1958, le général Grossin lui propose un poste aussi extraordinaire que flou : la délégation générale du SDECE en Extrême-Orient « de l'Indus au Fujiyama ».

Une voie de garage, bien entendu. Le comprenant aussitôt, Allemand démissionne, quitte les services pour revenir à sa vocation première, l'enseignement. Cet homme courtois et plein d'humour vivra toujours dans la plus parfaite des discrétions, ce qui explique sans doute la durée de son anonymat. Mais il saura garder le contact avec ses anciens camarades, notamment à la direction de l'Amicale des anciens des services spéciaux de la Défense nationale (ASSDN-SSM-TR). Toujours obnubilé par l'Histoire, il préparait une biographie d'*Un espion d'autrefois, Mallet du Pan*. Le destin n'a pas voulu qu'il l'achève.

Louis Lalanne, le directeur de cabinet du directeur général du SDECE, Pierre Boursicot, demande en effet au lieutenant-colonel Germain de mettre en place une unité spécialisée, la mission HORS-JEU. Le reste des « éliminations » sera l'apanage du service Action de la centrale.

Lui-même basé à Alger dès juin 1955, Germain installe des antennes de la mission HORS-JEU en Algérie, au Maroc, en Égypte, en Tunisie et à Tanger. Il recrute aussi un contractuel au profil bien particulier, André Achiary, tête des groupes « contre-terroristes » pieds-noirs.

Principale cible désignée : Ben Bella, l'homme qui a su capter la confiance de Nasser. Germain et ses hommes ne parviendront pas à abattre le leader FLN. En revanche, l'équipe HORS-JEU, en octobre 1956, détourne avec succès le Super-Constellation qui transporte cinq des « chefs historiques du FLN » dont Ahmed Ben Bella, Hocine Aït Ahmed et le futur et éphémère président Mohammed Boudiaf.

Trop belle, cette réussite technique déclenche une crise politique extrêmement grave. Le gouvernement Guy Mollet, engagé dans des tentatives secrètes de prises de contact avec les leaders du FLN, n'apprécie guère que les services aient rempli une mission qu'il a pourtant lui-même confirmée ! Du coup, la mission HORS-JEU est à moitié mise en veilleuse sous la houlette du Service Action du SDECE.

Gagner sur le terrain : CCI, GRE et 11e Choc

L'échec de l'expédition franco-anglaise contre l'Égypte puis la mise au rancart de la mission HORS-JEU ont sonné le glas des espoirs de victoire rapide sur le front de la guerre secrète. C'est sur le terrain que les militaires entendent l'emporter. Un organisme de renseignement en surface au profit des unités opérationnelles est créé fin 1956 par le colonel Léon Simoneau. Celui-ci avait originellement envisagé de l'appeler RAP (Répression/Action/-Protection), puis renoncé compte tenu du caractère par trop explicite d'un tel sigle.

L'assisteront le colonel Clément Ruat (Service de renseignement opérationnel) ; le colonel Paul Parizot (Renseignement général) ; le colonel Teyssèdre (Service technique, interception des communications par radiogoniométrie notamment) et le colonel François Decorse, chef du 11e Choc depuis février 1953 (Service Action). Sous les ordres de ce dernier, les capitaines Texier, Érouart, Thébault puis Duvivier animeront la section A (pour Action) du CCI.

Fort de ses 4 000 hommes dont 371 officiers en 1959, le CCI travaille dans la plus grande discrétion. Ses détachements quadrillent bientôt tout le territoire. Faute de mieux, on utilise en première instance la méthode dite

du « contre-espionnage chinois », qui consiste à rassembler la population pour en interroger nominalement chaque membre sur ce qu'il connaît du FLN. On établit une fiche nominale par personne interrogée. La lecture attentive de ces fiches permet de souligner ceux des noms qui reviennent le plus souvent. L'hypothèse de travail est alors la suivante : qui est fréquemment cité appartient à l'organisation nationaliste.

A ce stade, les méthodes utilisées, sans être indolores, restent limitées dans leur violence. Pour plus d'efficacité, le CCI ne tarde pas à « durcir le ton » — un euphémisme qui cache l'utilisation systématisée de la torture par les DOP (Détachements opérationnels de protection). Créés en octobre 1956 sous l'égide de la section P (pour « Protection ») du CCI, les six premiers DOP vont faire des enfants : en mars 1961, on en comptera un bataillon pour chacun des 4 corps d'armée engagés, une compagnie pour chacune des 17 zones, une section par secteur.

Sans discuter sur le fond des problèmes moraux (qui n'engage d'ailleurs pas la seule responsabilité des militaires, mais aussi celle du pouvoir politique de l'époque, lequel s'est empressé de fermer les yeux sur les moyens employés pour atteindre les objectifs qu'il définissait), force est en effet d'admettre que nombre d'officiers français confrontés à une insurrection fortement charpentée et soutenue par une part notable de la population ont vu dans l'usage de la torture le principal moyen de gagner la bataille du renseignement.

Pour obtenir des renseignements, pour casser le moral adverse, parfois pour assouvir des pulsions personnelles, des militaires français torturent en Algérie dans le cadre des DOP ou de façon incontrôlée. Le fait que le FLN/ALN ait lui aussi, et très largement, pratiqué la torture ne suffit pas à expliquer cette approche du conflit qui va causer des dégâts humains incalculables.

Le CCI ne limite pas ses activités à la lutte directe contre le FLN. Il « actionne » également les groupes contre-terroristes pieds-noirs qui, à Alger et à Oran, veulent rendre « coup pour coup » au FLN. Cet organisme de « guerre subversive » poursuivra son activité jusqu'en 1961. Cette année-là, le nom de CCI est supprimé, son organisation modifiée de fond en comble. Mais on maintient la section P, bientôt promue au rang de 123e brigade. L'ensemble sera dissous en 1962, non sans conserver une réputation exécrable en dépit de cette note de service du 25 avril 1957 qui affirmait aux cadres de la section P : « Quel que soit le but à atteindre, ne jamais oublier que la personne humaine doit être respectée », et dont le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle n'a pas toujours été suivie à la lettre.

Le CCI travaille à grande échelle. D'autres organismes opèrent de façon plus sélective. Ainsi, le Groupe de renseignement et d'exploitation (GRE). Ce petit service naît juste après la bataille d'Alger des efforts parallèles de deux colonels de parachutistes. L'un, Roger Trinquier, est le théoricien de l'encadrement systématique des populations au sein d'un Dispositif de protection urbaine (DPU). L'autre, Yves Godard, directeur de la Sûreté d'Alger, se veut surtout un praticien de l'intoxication et de la manipulation.

Chef du GRE, le capitaine Paul-Alain Léger utilise des ex-militants FLN ralliés, les « Bleus de chauffe ». Grâce à eux, il parviendra à inoculer une

véritable psychose de l'infiltration, la « bleuite », aux maquis ALN de la wilaya III. Résultat : plusieurs centaines de nationalistes exécutés par leurs camarades, persuadés d'avoir affaire à des traîtres.

Le célèbre 11e Choc s'engage également à fond. Cette unité d'élite liée aux services va jouer un rôle très important dans la guerre secrète. Son émanation algérienne sera le GLI (Groupement léger d'intervention) fondé au début de 1956 par le capitaine Krotoff, un spécialiste action de très haut niveau qui trouvera la mort dès le 9 mars. GLI et 11e Choc vont être impliqués dans une série d'actions ponctuelles ou prolongées, généralement dans le cadre du CCI. Nous citerons ici deux de ses principales opérations :

— la constitution de la force « K » (comme « Kobus », l'alias de Abdelkader Belhadj Djillali, ancien animateur de l'OS devenu un informateur de la PRG puis de la DST, qui a dû finalement le céder à l'armée) : cette expérience durera jusqu'à avril 1958, date où le FLN détruira le « contre-maquis » de Kobus et l'exécutera comme traître ;

— l'opération OLIVIER, d'après le nom de code de Mohammed Bellounis, l'ancien chef MNA en Kabylie. Dès 1957, Bellounis entre en contact avec l'état-major du général Salan, commandant en chef français. Il désire engager des négociations politiques avec la France dans le cadre d'une indépendance à moyen terme et se déclare prêt à lutter militairement contre le FLN, qu'il juge manipulé par Nasser. Moyennant quelques précautions de sa part (il gardera en otage volontaire le jeune lieutenant Alain Gaigneron de Marolles, futur chef du service Action du SDECE), Bellounis devient l'allié militaire des Français, qui fournissent des armes à ses maquisards. Mais, en l'absence de prolongements politiques, l'affaire échoue en juillet 1958. L'armée dissout par la force les maquis Bellounis. Lui-même est abattu, son cadavre promené sur une charrette de douar à douar afin de montrer qu'il est bien mort.

A cette date, le général de Gaulle est déjà revenu « aux affaires »...

1958-1962. La période gaulliste

Michel Debré est un homme tourmenté. Autrefois, il promettait le poteau aux « traîtres » qui osaient envisager des négociations avec le FLN. Mais, dès 1959, il commence à douter : et si de Gaulle était prêt à accepter un dialogue avec l'organisation nationaliste ?

Pour ne pas avoir à choisir entre le reniement et sa fidélité à l'homme du 18 juin, le Premier ministre cherche avidement à dégager sur le terrain une troisième force politico-militaire. Ignorant du fait qu'après l'avortement de la tentative Bellounis toute tentative de ce type est vouée à l'échec, il engage Matignon dans la constitution du FAAD (Front d'action algérienne démocratique), qui regroupe une poignée de « messalistes » dissidents. Désavoués par le vieux leader nationaliste, ces hommes sont actionnés par deux officiers du 11e Choc, Jacques Zahm et Alain de Marolles.

Descendant d'une famille de Russes blancs et conseiller de Michel Debré

pour les questions de renseignement entre 1959 et 1961, Constantin Melnik est trop fin pour se faire des illusions excessives sur l'avenir du FAAD, d'autant que le commandant Zahm et ses adjoints ne cachent pas leur scepticisme après l'échec de l'expérience Bellounis. Il choisira néanmoins de rester aux côtés du Premier ministre jusqu'à son éviction. Après la fin de la guerre d'Algérie, d'abord consultant de la Rand Corporation, il se tournera ensuite vers l'édition. C'est entre autres l'auteur d'un roman à clefs, *Des services « très » spéciaux*, où il s'autodécrit ainsi que le général Grossin, chef du SDECE pendant la plus grande partie de la phase finale de la guerre d'Algérie.

Plus classique d'apparence, le général Paul Grossin va porter la Piscine sur ses épaules. Par une vivacité d'analyse rare et un sens très vif de la solidarité avec ses hommes, il restera sans doute possible l'un des plus grands patrons que les services français aient jamais eus à leur tête.

Grossin est bien décidé à amplifier les opérations « homo » (pour homicides) contre les fournisseurs d'armes du FLN. Mais il est aussi conscient des difficultés politiques que le recours à ces méthodes peut provoquer. Que des hommes du Service Action se fassent « serrer » à l'étranger, et c'est le scandale, la France convaincue de terrorisme alors même qu'elle s'en prend aux « terroristes du FLN ».

Pour pallier cette difficulté, rien de mieux qu'un pavillon de complaisance, la Main rouge. A l'abri de ce sigle fascinant qui polarise les imaginations, le SA poursuit en toute tranquillité la traque aux soutiens du FLN. Quelques opérations d'intoxication supérieurement menées nourriront d'incessantes rumeurs sur cette soi-disant organisation d'extrême droite « décidée à se faire justice elle-même », comme la publication d'un livre commandité par le SDECE, *La Main rouge*, et signé Pierre Genève (de son vrai nom Schweizer).

Aujourd'hui encore, nombre d'ouvrages reprennent la légende dorée de la Main rouge à laquelle nous espérons cette fois-ci tordre définitivement le cou. Soyons clairs : il n'y a jamais eu de Main rouge. Rien que le Service Action qui, conformément aux consignes de Grossin, continua ses opérations « homo » jusqu'au moment où le général de Gaulle fit comprendre qu'il avait décidé une fois pour toutes de négocier avec le FLN.

La DST

Depuis la période 1948-1949, l'Algérie est rattachée directement à la Direction centrale de la Surveillance du territoire puisque les trois départements d'Alger, d'Oran et de Constantine sont considérés comme français. Calquée sur celle de métropole, sa structure algérienne est d'abord dirigée par Gaston Pontal puis par Albert Rauzy, remplacé à la documentation-exploitation par Auguste Sauzon. Les ST d'Oran, de Constantine et du Sahara seront respectivement dirigées par Louis Schneider, Paul Elbling et Marcel Chalet.

La guerre va entraîner des changements de structure. Au sein du Service Recherches et du Service Exploitation, une sorte de division du travail s'instaure, certains continuant à s'occuper des tâches classiques de contre-espionnage, d'autres de la lutte anti-FLN. Chacune de ces deux sections Recherches et Manipulations (E 2) sera dans la pratique divisée en deux sous-sections : contre-espionnage classique et Algérie.

En outre, au sein de ces deux sections, interviendra par souci de cohérence un regroupement des spécialistes des pays arabes avec ceux de la lutte anti-FLN. Ainsi, en 1959, le futur directeur central des RG Raymond Cham animera-t-il la division 03, forte de 5 commissaires et 40 inspecteurs se consacrant à l'exploitation du renseignement pour les pays arabes et le tiers monde.

Au point de vue effectif, la mobilisation contre le FLN va s'avérer importante (35 % des moyens selon l'évaluation qu'en a faite pour nous Alain Montarras, un des plus proches collaborateurs de Roger Wybot à la direction de la ST, le reste étant affecté au contre-espionnage classique notamment en direction des pays de l'Est).

En métropole, les opérations de la ST s'avèrent sans conteste plus probantes, même si le grand public les ignore. La wilaya VI (essentiellement le Nord-Pas-de-Calais avec relais en Belgique) sera ainsi plusieurs fois détruite suite à une infiltration au plus haut niveau.

Désireuse d'accroître cette efficacité, la DST pratique-t-elle la torture ? L'accusation reviendra avec insistance, rejetée avec autant d'obstination par le directeur Roger Wybot, qui verra dans ces rumeurs une manœuvre de l'ennemi.

Très Algérie française, l'ancien résistant du contre-espionnage gaulliste à Londres s'est en effet engagé personnellement dans la bataille. Limogé le 15 décembre 1958, il sera remplacé par Jean-Gabriel Ériau, un ancien des Corps francs dans la Sarre en 1939, secrétaire général du gouvernement chérifien à la fin du protectorat français sur le Maroc puis secrétaire général de l'ambassade de France à Rabat.

Prudent, le nouvel arrivant laisse inchangée la structure de lutte contre le FLN et ses alliés. A partir de 1959-1960, c'est sous sa férule que la DST démantèlera la majeure partie des réseaux de soutien français au FLN. Une tâche que poursuivra son successeur Daniel Doustin à partir de 1961.

OAS, subversion et services secrets

Conçue par ses promoteurs comme le moyen de provoquer une scission entre combattants ALN de l'intérieur et de l'extérieur, la confuse affaire Si Salah (chef de la wilaya IV prêt à accepter la « Paix des braves » offerte par le général de Gaulle mais qui sera finalement dénoncé par son adjoint Si Mohammed, lui-même abattu en août 1961 par un élément du 11e Choc) achève de convaincre le président de la République que le FLN constitue le seul interlocuteur valable.

Ce retournement spectaculaire vers les négociations qui vont aboutir aux accords d'Évian n'est pas du goût de tout le monde. En avril 1961, un groupe d'officiers rebelles conduits par quatre généraux tente un putsch qui échoue en raison de la mobilisation politique autour du Général en métropole mais aussi des réactions alliées (les Anglais mobilisent leurs troupes, les Américains font discrètement savoir qu'ils s'opposeraient à tout débarquement aérien en France).

Sonne l'heure de l'OAS. Cette organisation se compose de militaires en révolte et de civils, Français d'Algérie pour la plupart. L'ancien chef de la Sûreté d'Alger, Yves Godard, est en théorie le chef de la branche « militaire » du service de renseignement de cette organisation clandestine. Mais d'autres cadres de l'OAS s'occupent de collecte du renseignement.

Contre l'OAS-Algérie, les gaullistes et la Sécurité militaire du général Charles Feuvrier vont susciter des commandos irréguliers de « barbouzes » dirigés par Dominique Ponchardier, ancien résistant et chargé de mission dans les services après-guerre.

En métropole, la lutte anti-OAS sera surtout menée par le Bureau de liaison, qui regroupe des volontaires issus des Renseignements généraux, de la Sécurité militaire, de la PJ et de la DST. Pour éviter l'éclatement de son service, Daniel Doustin a laissé le libre choix à ses subordonnés, lui-même s'investissant personnellement au sein du BDL en compagnie d'un de ses adjoints, Gaston Boué-Lahorgue.

A quelques exceptions près, la Piscine va pour sa part se tenir à l'écart de la lutte contre l'organisation activiste. Craignant un éclatement du service, Grossin a en effet décidé de le préserver de ce conflit franco-français, refusant à un proche collaborateur du ministre de la Défense Pierre Messmer, Xavier Deniau, l'entrée en lice du SDECE.

Même si la réserve opérationnelle du Service Action, le 11e Choc, est favorable pour une bonne part à l'OAS, c'est pourtant en son sein que la Sécurité militaire va recruter certains des exécutants de la dernière opération de services liée directement à la guerre d'Algérie, le rapt du colonel Argoud à Munich en février 1963.

Cet enlèvement spectaculaire marque en quelque sorte la fin des rebondissements franco-français de la guerre, comme l'indépendance du pays a marqué la fin de l'affrontement direct franco-algérien.

LA SÉCURITÉ MILITAIRE ET LA DPSD

La Sécurité militaire, issue de la DGER, est d'abord dirigée par d'anciens résistants tels les colonels Bonnefous puis Sérot, assassiné à Jérusalem en septembre 1948. Le Service de sécurité des forces armées, peu avant, a unifié les organes de sécurité des trois armes. Mais on prend déjà l'habitude de l'appeler « SM ». Ce service possède son autonomie financière et administrative ainsi qu'une forte implantation à tous les échelons.

Dès cette époque, elle est marquée par la guerre froide et se consacre à l'épuration ou à la mise à l'écart de résistants procommunistes. On verra ainsi le colonel Bonnefous et la SM participer aux réseaux GLADIO français.

L'anticommunisme est d'autant plus évident avec la guerre d'Indochine que certains officiers et soldats, par idéologie, vont changer de camp. Exemple le plus connu : celui du capitaine Adrien Tarrago, passé au Vietminh avec sa compagnie de tirailleurs algériens et dont nous pouvons révéler — tout un symbole ! — qu'il est mort d'un cancer en RDA en 1989, alors que tombait le mur de Berlin.

En contrepartie, certains voient la main de la SM dans la liquidation d'officiers jugés douteux (Yves Roucaute, *Le PCF et l'Armée*, 1983).

Même scénario à Alger où, dès 1956, le colonel Roger André, de la SM, coordonne le renseignement avec les forces de police (RG, DST) jusqu'à la déchirure au sein de l'armée marquée par l'émergence de l'OAS. Le 5 avril 1961, la Sécurité militaire proprement dite voit le jour. Un décret fusionne les trois services Terre-Air-Mer pour créer une Direction de la SM. Cette dernière s'installe au 2 bis, rue de Tourville, l'ancien quartier général du SR avant la Seconde Guerre mondiale.

Il s'agit alors de contrôler avant tout les comportements des personnels militaires au moment de la crise algérienne et plus particulièrement l'influence de l'OAS. La division Missions et recherches est dirigée par le colonel André, alias « Laurent », puis à l'été 1961 par le colonel Bellec, assisté du commandant Mairet. Cette unité est spécialisée dans la lutte contre les officiers Algérie française. Ses cadres sont d'autant plus actifs que l'un d'entre eux, le commandant René Poste, a été assassiné par l'OAS à Alger dès octobre 1961.

A la demande du ministre des Armées Pierre Messmer, le général Feuvrier implique directement la SM dans le kidnapping en Allemagne du chef OAS Antoine Argoud (février 1963), opération qui, contrairement à la légende, ne doit rien au gangster Georges Boucheseiche dont l'un des exécutants était simplement le sosie !

Le fichage systématique d'officiers dont il est difficile de connaître l'allégeance crée forcément un climat détestable de suspicion (voir ci-contre la fiche SM concernant le colonel Jacquin, ex-patron du 2e Bureau de la Légion).

En juin 1964, le successeur du général Feuvrier, le général Enfru, supprimera la division Missions et recherches. Le Bureau 1 (chargé de la lutte anticommuniste), dirigé par le colonel Barrière puis le commandant Orsat, connaît en revanche un regain d'activité. A commencer par son poste de Berlin où des officiers français ont été recrutés par la HVA de Markus Wolf.

Le monde a bien changé. Feuvrier, qui « pantoufle » désormais dans le service de sécurité de Peugeot, s'en rend compte quand éclatent les événements de Mai 68. Pendant dix ans, la SM se spécialisera dans la neutralisation de cellules antimilitaristes ou d'embryons de syndicats, aidée dans certains cas... par des militants communistes agissant sur ordre de leur parti.

Elle surveillera aussi les officiers appartenant à des instances telles que la Convention des officiers républicains pour une armée nouvelle (CORAN) animée par le Parti socialiste (Jean Dolent et Thomas Daquin, *La Sécurité militaire*, 1981). L'ambiguïté est grande quand on sait que le chef de la SM dans ces années-là, le général Pierre Thozet, est lui-même adhérent... de cette formation animée par Charles Hernu, Jean-François Dubos, François de Grossouvre !

Le calme revenu, de nouvelles missions de la « Recherche et exploitation » s'orientent vers la « protection industrielle ». Entre-temps, en décembre 1975, la SM s'est installée au pavillon d'artillerie de la place Saint-Thomas-d'Aquin, en plein cœur du Quartier latin. A partir de 1981, les socialistes redéfinissent ses missions. Le général Michel Jorant cède la place à un gendarme, le général Armand Wautrin, non sans avoir légué un nouveau nom à son service. Désormais, la SM s'appellera Direction de la protection du secret et de la défense (DPSD). Servir fidèlement le pouvoir en place quoi qu'il arrive, c'est ce qui fait sa force contrairement aux autres agences de renseignement qui font parfois cavalier seul.

AOUT 1963

F I C H E

au sujet du Colonel J A Q U I N Henri (INF)
- né le 24.5.1911 à BESANCON

Personnage très énigmatique, particulièrement versé dans les affaires du 2e Bureau, le Colonel pose le problème suivant :

- ou bien il est en relation avec l'O.A.S./C.N.R., mais conduit son action de façon si magistrale qu'elle échappe à toute surveillance,

- ou bien il a "tourné la page" et se consacre uniquement à l'instruction de son unité, en tâchant de calmer ses subordonnés trop excités.

Cependant, son comportement passé et ses propos antigouvernementaux permettraient plutôt d'opter pour la première hypothèse !

A noter par exemple qu'il a choisi comme Adjoint et Chef d'Etat-Major, un capitaine, activiste notoire, sanctionné de 40 jours d'A.R. à la suite du putsch et se vantant d'être le "meilleur client de la S.M." (Sécurité Militaire que le Colonel JAQUIN tient précautionneusement à l'écart de tout ce qui se passe dans son unité !).

La fiche Sécurité militaire du général Jacquin, chef du service de renseignements de la Légion étrangère.

Pour preuve, l'affaire Greenpeace. En septembre 1985, en liaison avec le ministre de la Défense Paul Quilès et celui de l'Intérieur, Pierre Joxe (lui-même ancien de la Sécurité militaire en Algérie), le général Deiber, accompagné de son adjoint, le lieutenant-colonel Serrat, sera chargé de « débriefer » les nageurs de combat de la DGSE impliqués dans le sabordage du *Rainbow Warrior*. C'est la même DPSD qui provoquera l'arrestation des officiers de la DGSE jugés trop bavards avec la presse. Même topo un an plus tard, la DPSD fera éclater le scandale Luchaire de ventes d'armes à l'Iran.

Pour ses enquêtes, comme en témoigne le lieutenant-colonel Villemin (l'un des patrons du CE de 1963 à 1985), la DPSD nourrit des liens étroits avec le contre-

espionnage et la sécurité de la DGSE, la DST, les RG, le Bureau Emploi-Renseignement de la gendarmerie.

Se superposent aussi des liaisons extérieures dans le cadre de l'OTAN. Peu connu, l'équivalent américain de la SM — le Defense Investigative Service (DIS), fondé en 1972 par le brigadier-général Joseph J. Cappucci — est très actif en France. A noter qu'on y trouve souvent des femmes telles Mrs. Miller à l'ambassade ou la « petite blonde » qui dirige l'antenne de sécurité US à Toulon dans les années 80.

Les directeurs de la SM et de la DPSD ont successivement été :
— 1961-1963 : général Charles Feuvrier
— 1963-1965 : général Sylvain Enfru
— 1965-1967 : général André Lavergne
— 1967-1970 : général Maurice Routier
— 1970-1975 : général Pierre Thozet
— 1976-1978 : général Gérard Morens
— 1978-1980 : général André Pons
— 1980-1982 : général Michel Jorant
— 1982-1985 : général Armand Wautrin
— 1985-1987 : général Jean-Louis Deiber
— 1987-1989 : général Pierre Devemy
— 1989-1990 : général Antonio Jérôme
— 1990- : général Roland Guillaume

On enlève Irving Brown

Le 19 mars 1958, Irving Brown, l'éminence grise des syndicats américains, sort d'un restaurant chinois de Bruxelles, le Shanghai, accompagné de son chauffeur Robert Hiden, du délégué syndical Richard Deverall et de l'Algérien Willi Charfi.

Soudain, des hommes en gabardine mastic ceinturent les trois amis et les poussent dans leurs tractions avant. Interdit, Deverall reste seul sur le trottoir.

Rue du Lombard, au quartier général de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) dont les trois disparus sont membres, c'est la consternation. On saura bientôt que ceux qui ont intercepté le trio de syndicalistes appartiennent à la Sûreté de l'État belge, informée par un mystérieux coup de téléphone que des terroristes algériens tenaient une réunion secrète au Shanghai.

Dès le lendemain, Robert De Foy, l'inusable administrateur de la Sûreté (il la dirige depuis 1934 à l'exception de la parenthèse malheureuse de l'Occupation qu'il a d'ailleurs combattue de Londres), relâche Irving Brown et son chauffeur.

Reste Charfi, leur camarade algérien. Il est rapidement transféré de Bruxelles à la forteresse de Dinant. Plus tard, il sera envoyé à Namur puis encore à Liège tant on craint une évasion...

Dangereux, ce Charfi, qu'on ne peut accuser que de détention de faux

papiers ? Il s'appelle en réalité Dekkar. C'est le secrétaire général du Syndicat des travailleurs algériens des PTT, lui-même affilié à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), proche du FLN. Dekkar est la victime d'un imbroglio où se mêlent guerre des services et lutte intestine entre factions rivales du mouvement algérien, épisode embrouillé que les rapports confidentiels de Dick Deverall, aujourd'hui en notre possession, éclairent d'un jour cruel.

Selon Deverall, c'est son compatriote Jay Krane, militant de la CISL ouvertement favorable à l'autre confédération nationaliste, l'Union des syndicats des travailleurs algériens (USTA, émanation du MNA, le mouvement de Messali Hadj), qui a invité Charfi à Bruxelles.

« Pendant le congrès des syndicats de Tunis, écrit Deverall, il y a eu une bataille entre l'UGTA et l'USTA, nos amis de l'UGTA prenant le dessus. C'est après que les amis de Jay Krane et Nebbot — l'USTA — ont perdu la bataille et que Charfi a été invité. Pendant ce temps, comme Charfi l'a souligné, les enjeux du conflit UGTA-USTA sont énormes, puisque l'USTA, qui opère principalement en France, cherche à empêcher les travailleurs algériens de donner de l'argent au FLN... »

On comprend mieux l'enjeu. Krane veut gagner Charfi et son syndicat des PTT, et ce avec des méthodes assez peu orthodoxes :

« Je vous ai déjà dit que Krane entretient un groupe choisi de filles (des Britanniques et une Belge). Il les met au parfum et elles obéissent au doigt et à l'œil quand des visiteurs arrivent ici, leur faisant passer de bonnes soirées et ainsi de suite...

« Le printemps dernier, comme je vous l'ai écrit, Krane a organisé une soirée au cabaret dans la pire zone de prostitution de Bruxelles, et là, les petites Anglaises (ainsi que la Belge) ont diverti un groupe de Noirs africains qui, Krane l'espère, seront ses "boys" en Afrique centrale. »

Charfi a effectivement une liaison avec la secrétaire de Krane, Janet. Simultanément, les rapports de Deverall signalent un refroidissement de ses contacts avec la tendance pro-UGTA. Va-t-il basculer du côté « messaliste » ? Non, car sa rupture avec Janet coïncide avec un retour sur ses positions politiques initiales. L'accorte secrétaire vient lui « faire une scène » au Shanghai. En même temps, Krane amorce une campagne de rumeurs très désagréables sur son compte.

Au printemps 1958, la presse annonce que Krane tenterait de fusionner USTA et UGTA. Des dissidents de l'UGTA en contact probable avec le SDECE l'ont informé. Les messalistes dénoncent cette « intox », ce qui ne fait qu'aggraver les tensions au sein de la CISL. Réunion de crise de part et d'autre. Irving Brown propose qu'on parle de tout cela. D'où l'arrestation rocambolesque du 19 mars...

A peine libéré, Brown se démène comme un beau diable pour obtenir qu'on mette Charfi hors de cause. A sa demande, le président tunisien Bourguiba intervient auprès du gouvernement belge dans ce sens tandis qu'au consulat de France Jean Gaspard, l'homme du SDECE, s'interroge. Pour les services français, qui dit Irving Brown dit CIA, et donc soutien au FLN...

La CIA entre dans la danse

Du coup, la guerre des coups d'épingle est relancée. A Paris, c'est un étudiant américain, Robert Bachoff, représentant de la National Students Association, qui est expulsé. La DST surveillait de près son appartement de la rue de la Glacière, persuadée qu'il s'agissait d'un agent de la CIA chargé de coordonner un mouvement estudiantin anti-guerre d'Algérie aux USA et en France. Elle braque aussi un œil suspicieux en direction du Centre culturel américain (non sans quelques raisons : l'un de ses responsables, chef adjoint de la station de Paris, dirigera quelques années plus tard le travail de la Compagnie en direction des étudiants africains de gauche).

Les membres de la CIA sous couverture diplomatique sont moins vulnérables. Depuis avril 1955, Francis L. Albert Jr., officier politique de l'ambassade à Paris, suit le conflit algérien pour la Compagnie. Il effectue la liaison avec un « attaché économique » posté à Alger pendant les cinq dernières années de la guerre d'Algérie, Alfred Grima Johnson.

Pour beaucoup de Français — politiques ou hommes des services —, la CIA vise essentiellement le général de Gaulle. De sorte que, au fur et à mesure que se développe l'activisme Algérie française, la Compagnie est fréquemment mentionnée comme l'un de ses meilleurs soutiens, positionnement parfaitement contradictoire avec l'aide — bien réelle — qu'elle apporte au FLN.

Le 7 décembre 1960, Philippe Thyraud de Vosjoli, chef de poste du SDECE à Washington (il existe deux postes aux USA, l'autre à New York), organise un déjeuner entre Jacques Soustelle, l'ancien patron des services gaullistes en 1943 passé à l'opposition Algérie française, et Richard Bissell Jr., directeur aux opérations de la CIA. Économiste de formation, puisqu'il fut l'un des promoteurs du plan Marshall, Bissell est réaliste. Il vient essentiellement à la pêche aux informations.

Survient le putsch des généraux d'avril 1961.

« Le fait que la tentative de Challe fût encouragée voire soutenue par le plus atlantique des services américains est maintenant le secret de Polichinelle ! » explique dans un éditorial de l'époque la journaliste Geneviève Tabouis.

Systématiquement inspirée par les Soviétiques qui s'appuient sur elle pour mener à bien de délicates opérations de « désinformation », la journaliste va plutôt vite en besogne. Alors qu'il était en poste à l'OTAN, le général Challe maintenait certes un contact étroit avec des officiers américains, mais de là à attribuer à la CIA un rôle occulte dans le coup de force d'Alger, la marge est plutôt vaste. Pourtant, la rumeur court comme une traînée de poudre : des officiers américains épauleraient les « généraux félons ». Vérification faite, l'attaché militaire US à Paris, le brigadier général C. Coburn Smith, se trouvait effectivement en voyage à Alger. Mais, dès le

début du putsch, ce spécialiste de la Defense Intelligence Agency s'est sagement retiré au Sahara afin d'éviter que son pays ne soit impliqué...

A l'instar de tout bon service secret, la CIA va certes « au renseignement » auprès des activistes Algérie française. Mais cela n'implique aucun engagement de sa part. Allen Dulles sait par expérience qu'il faut toujours conserver deux fers au feu.

Il n'empêche. Les attaques de la presse française se multipliant, l'atmosphère devient tellement empoisonnée que Pierre Salinger se rend en France. Conseiller particulier du président Kennedy dont il doit préparer le voyage à Paris, Salinger est muni d'une synthèse rédigée par les services de Dulles à remettre aux autorités françaises. Cette note analyse la révolte des généraux et ses conséquences.

Comme on le sait, l'échec rapide du putsch des généraux donne une nouvelle impulsion à l'OAS, qui passe du stade de groupuscule à celui d'organisation clandestine.

Son chef, le général Salan, celui-là même qui un quart de siècle plus tôt animait les services de renseignement du Front populaire aux colonies (tome 1, p. 394), attache une importance énorme aux contacts avec les Américains. Aussi ne peut-il qu'accorder une attention bienveillante à cette note de renseignement du 1er novembre 1961 qui affirme : « William Porter, le consul général des États-Unis, serait très impressionné par l'envergure prise par TWA (le nom de code de l'OAS) et désirerait avoir une entrevue avec l'un de ses chefs. »

Les activistes prendraient-ils leurs désirs pour une réalité, eux qui, le 25 novembre, font état de la présence en Algérie d'un mystérieux commando Johnson, « composé d'Américains et de Canadiens en relations directes avec la CIA qui offrirait des armes et peut-être de l'argent » ? Fidèle à sa ligne de conduite, la Compagnie cherche encore et toujours à se renseigner.

Sans doute est-ce le cas quand un certain colonel Brown, que ses interlocuteurs OAS considèrent ni plus ni moins comme « le chef de la CIA en France », entre en contact courant décembre 1961 avec Jean-Jacques Susini et avec le général Salan.

Naît de cette rencontre un projet de fournitures d'armes qui — est-ce vraiment un hasard ? — n'aboutira à rien et une lettre adressée par Salan au président Kennedy le 12 décembre, missive dont la naïveté étonne sous la plume d'un vieux routier du renseignement comme le chef de l'OAS.

A l'évidence, le « sondage » ne s'est pas révélé très favorable. Certaines connexions laissent toutefois planer un point d'interrogation sur le rôle de la CIA. A la fin des années 50, deux firmes commerciales s'occupaient de ventes d'armes, la Permanent Industrial Exhibition (PERMINDEX) à Bâle et le Centro Mondial Commercial (CMC) à Rome. Toutes deux seront plus tard accusées d'avoir fourni de l'argent à l'OAS.

Aujourd'hui décédé, l'avocat Bernard Fenterwald nous a autrefois assuré que ces sociétés étaient liées à la CIA. Également liés selon lui par ce biais la tentative d'assassinat du général de Gaulle par l'OAS au Petit-Clamart et le meurtre du président Kennedy à Dallas.

Si elles ont existé, ces menées tortueuses n'étaient de toute façon pas de

nature à infléchir la politique américaine favorable à l'indépendance de l'Algérie. Plus on s'approchait du dénouement, plus la CIA accentuait ses contacts avec les cadres du FLN. Parfois les plus inattendus, comme Frantz Fanon, ce psychiatre antillais devenu l'homme-orchestre de la propagande du FLN.

A l'automne 1961, alors qu'il vient d'achever son livre *Les Damnés de la terre*, un cancer le ronge. Son état de santé s'aggravant, c'est sous le pseudonyme d'« Omar » que la CIA le transfère aux USA. Fanon sera admis dans un hôpital « sous contrôle » de Washington. C'est là qu'il mourra le 6 décembre 1961.

Fanon n'aura pas vu l'indépendance algérienne de juillet 1962. A cette date, une importante station de la CIA est mise en place dans la capitale du nouvel État. Ancien étudiant à Grenoble avant-guerre, John G. Anderton quitte la station de Rabat qu'il dirige pour créer celle d'Alger. Fort de son expérience, Francis L. Albert l'y rejoint comme adjoint. Arrive enfin de Tanger pour les seconder C. Oliver III Iselin, futur patron de l'Agence à Abidjan. Un trio d'agents expérimentés qui, jusqu'à son remplacement après le coup d'État de Boumediene de juin 1965, va tenter de contrecarrer l'influence du bloc soviétique sur le FLN...

Du côté des Britanniques

Ancien du Security Intelligence Middle East (SIME) du temps de guerre, Alistair Horne est devenu journaliste. En 1954, le voici posté en Algérie par le *Daily Telegraph* lorsque éclate la « rébellion ». Horne y trouvera matière à une *Histoire de la guerre d'Algérie*, qu'il dédicace à un ami, Christopher Ewart-Biggs, attaché au consulat anglais à Alger.

Inutile d'ajouter qu'Ewart-Biggs est un agent du MI 6, ce qui lui vaudra de mourir en juillet 1976 dans un attentat perpétré par l'IRA. La veille, alors qu'il prenait son poste d'ambassadeur à Dublin, ce diplomate à monocle avait rappelé sa longue expérience devant un parterre de journalistes :

« Quand j'étais en poste en Algérie, pendant la guerre d'indépendance, j'ai été menacé par l'OAS... »

Historiquement, le rôle des Britanniques dans ce conflit de décolonisation s'avère ambigu. Anglais et Français sont certes unis contre les Égyptiens mais, dans le même temps, la diplomatie de Sa Majesté flirte avec le FLN, pourtant allié à Nasser.

La trajectoire du chef régional du MI 6, Nigel Clive, constitue un bel exemple de ce double jeu. Chef de station à Jérusalem « grillé » par le contre-espionnage hébreu, il a rejoint la direction du Desk Moyen-Orient du MI 6 à Londres. Avec les chefs de ce secteur, Cyril Rolo et George Young, il monte alors l'opération STRAGGLE qui vise à abattre Nasser, ce « Hitler du Nil » selon les Anglais.

De 1958 à 1962, Nigel Clive, posté cette fois-ci à Tunis, suit de près le

GPRA. Après l'indépendance, c'est lui qui monte à l'ambassade, chemin des Glycines, la première station du MI 6 à Alger, bientôt remplacé par un autre as de l'espionnage anglais dans le monde arabe, Reginald Temple. D'autres agents seront implantés au consulat, 6, avenue Souidani Boudjemaa.

Les services de sécurité français ont, depuis le début de l'insurrection algérienne, de sérieuses raisons de douter de la bonne foi des Anglais. En témoigne l'extraordinaire affaire Marshall, ici rapportée intégralement pour la première fois.

C'est en 1947 que les services de contre-espionnage de la Légion (Bureau de statistiques de la Légion étrangère, soit BSLE) mettent le grappin sur un « képi blanc » au profil singulier.

« Je travaille pour le MI 6. J'étais déjà un agent des services anglais pendant la guerre du Caire », avoue au colonel Henri Jacquin, patron du BSLE, le légionnaire Marshall dont la correspondance avec une boîte aux lettres de Tanger vient d'être interceptée. On l'affecte alors à la compagnie saharienne de Laghouat.

Dès qu'expire son contrat de cinq ans, l'homme accepte de travailler pour le poste SDECE du commandant Nougaret. A ce titre, il se fait embaucher comme membre du personnel du consulat britannique qui, depuis le début de la guerre, est soupçonné d'aider le FLN. Sans doute Marshall fait-il preuve d'imprudence puisqu'on retrouvera bientôt son cadavre flottant dans le port d'Alger...

Cette exécution sommaire pousse le contre-espionnage français à s'intéresser de plus près au chef de station MI 6 d'Alger. Officiellement attaché maritime au consulat, il s'appelle Alfred Fox. Né à Saint-Étienne en 1907, Fox parle parfaitement français. En fait, il dirige la station depuis 1943.

« Fox avait fait l'objet d'un PV de la DST et était convaincu d'espionnage contre l'armée française, nous a révélé le général Jacquin. La ST n'avait pas pu obtenir un ordre d'inculpation. Je crois savoir qu'il a été désigné comme objectif à l'OAS par la police. »

Le 25 septembre 1961, John Mason, un des meilleurs agents de Fox, est abattu. Le surlendemain, c'est au tour de Fox lui-même d'être assassiné. Ligoté et bâillonné, l'homme du MI 6 est assassiné par Bobby Dovecar, chef du commando Delta 1 de l'OAS.

A tout hasard, la presse algéroise désigne le FLN comme responsable de ces deux morts brutales. Christopher Ewart-Biggs, lui, n'est évidemment pas dupe. Un employé du consulat évoque pour sa part une « dramatique coïncidence » entre les deux meurtres.

Une enquête approfondie nous a permis d'établir l'identité du véritable organisateur de ce double attentat. Il s'agissait de Roger Degueldre, le chef des commandos armés de l'OAS, qui poussera l'audace jusqu'à se rendre au consulat britannique pour revendiquer les deux meurtres.

« Pourquoi avez-vous fait tuer Fox ? lui demandent ses interlocuteurs.

— Parce qu'il faisait parvenir des armes au FLN et que je l'ai appris », réplique Degueldre.

Une oraison funèbre bien laconique pour le chef de station MI 6 d'Alger...

Les frères ennemis du communisme

Le soulèvement algérien commence à la Toussaint 1954. A cette époque, Khrouchtchev estime souhaitable un rapprochement avec la France et, comme tous les dirigeants soviétiques, désigne comme « petites-bourgeoises » les organisations nationalistes du Maghreb, FLN compris.

1954, c'est également l'époque de la refonte des « Organes » et de la naissance officielle du KGB. Du coup, les responsabilités sont mal définies pour ce qui concerne le 1er Directoire chargé du renseignement, dont la 5e section s'occupe de la France, la 8e des pays arabes et la 9e de l'Afrique francophone. Sans compter les opérations de soutien à la guérilla et les fournitures d'armes *via* les Tchèques du StB ou l'UB polonaise.

Comme d'ailleurs le Parti communiste algérien, les Soviétiques ont été pris par surprise lors du soulèvement de la « Toussaint rouge ». Un retard qu'on s'attache aussitôt à combler. Des officiers se voient chargés de suivre l'évolution de la situation en Algérie. Les postes de renseignement de Tunis et du Caire sont évidemment très actifs.

Leur conclusion dès 1956 : le FLN se développe sur le terrain. C'est donc avec lui qu'il faut traiter en dépit de son origine politique « non orthodoxe ». Mais il faudra attendre le 15 octobre 1958 pour qu'ait lieu à Kiev, si l'on en croit les services français qui l'auraient infiltrée, une réunion secrète. Boris Ponomarev, patron du Département international du PC soviétique, y parle devant les représentants des partis communistes de la zone de conflit pour leur exposer la nouvelle orientation décidée par Moscou : aider l'Égypte face à Israël et aux « puissances impérialistes », accorder un soutien total au FLN.

En décembre 1960, Larbi Bouali, secrétaire général du PC algérien, se rendra à Moscou de façon à établir une liaison d'échange de renseignements avec les services de Boussouf.

Comme ses « collègues occidentaux », Richard Christmann du BND ou Nigel Clive du MI 6, Andrei N. Zalénine, représentant du KGB, se trouve en poste à Tunis au moment de l'indépendance de l'Algérie. Comme eux, il va s'installer à Alger pour y monter sa première Rézidentoura sous couvert diplomatique.

Des itinérants comme Guennadi Korepanov, attaché culturel en Libye puis à Alger, viennent renforcer le travail du KGB qui a bien du mal à se frayer un chemin à travers la foule de conseillers gauchistes qui entourent Ben Bella.

Parmi ces jeunes cadres du KGB formés à l'école du soutien au FLN figurent deux personnages appelés à un bel avenir. Alors opérateur sous couverture journalistique, le Géorgien Youri Kobaladze deviendra en 1992 responsable du service de presse du SVR, le nouveau service de Boris Eltsine. Kirpitchenko, jadis conseiller du FLN au Caire et à Tunis où il travaillait main dans la main avec Boussouf, se muera lui aussi en conseiller du SVR

dont, il est vrai, la direction est truffée de spécialistes du monde islamique. Quant à Yevgueni Soloviev, très actif en France dans les années 50 puis en Algérie au début des années 70, le voilà devenu en 1992 un des animateurs de l'Amicale des anciens des services de sécurité de l'ex-URSS.

Les pays satellites de l'Union soviétique ont contribué pour leur part à l'indépendance algérienne. Dès janvier 1957, le major Fathi el-Dib a ainsi pris, avec l'accord de Nasser, des contacts avec les Tchèques, contacts qu'approfondira Ismail Farid, le représentant des Moukhabarat à Prague. Coordonnant ses efforts avec ceux du StB, le service communiste tchèque, la firme OMNIPOL fournira désormais des armes au FLN. A prix réduit, compte tenu des bonnes relations avec Le Caire.

Même bienveillance à Sofia. Précieuse aussi l'aide de la Yougoslavie. Tito s'est engagé derrière le FLN. Les Français ne l'ignorent pas, qui ont arraisonné un navire yougoslave, le *Slovenija*, bourré jusqu'à la gueule d'armes destinées aux combattants de l'ALN.

Contrairement à l'URSS, la Chine rouge a essentiellement développé ses bases sur l'Afrique orientale. C'est principalement à partir de l'Égypte, grâce à l'action de l'ambassadeur Chen Jiakang, que le Tewu développera son action en direction du FLN. Un mouvement dont Pékin s'est rapproché à partir de mars 1958 avant de le reconnaître diplomatiquement la même année, irritant ainsi Moscou, qui s'inquiète des visées chinoises.

En mars-avril 1959, Liu Shaoqi accueille le commandant Azzedine, Sadek et Omar Oussedik. A partir de cette date, les moudjahidine recevront une aide appréciable en armes et en subsides à partir de la frontière tunisienne. En avril 1960, Krim Belkacem conduira une seconde délégation du GPRA en Chine. Ferhat Abbas en fera de même dès septembre avant que, le 6 octobre, Pékin annonce officiellement l'octroi d'une aide massive aux Algériens.

Les services chinois connaissent tout de même un sérieux revers. Au Caire, Jiang Guiling, un journaliste de Chine nouvelle, révèle à la CIA le rôle exact de son ancien employeur : les correspondants itinérants de la section militaire de l'Agence sont chargés de conseiller les mouvements de libération nationale, en particulier en Afrique.

C'est l'un de ces conseillers, Zeng Tao, précédemment chef de Chine nouvelle à La Havane, qui deviendra ambassadeur à Alger après l'indépendance. Les instructions venues de Pékin sont simples : il faut désormais étendre l'influence chinoise sur la jeune république arabe mais aussi préparer l'inévitable conflit avec l'URSS.

En mars 1965, Xie Fuzhi, chef du contre-espionnage chinois, effectue le voyage d'Alger. Trois mois plus tard, pour la 2e Conférence afro-asiatique, la délégation chinoise dirigée par Zhou Enlai est composée pour une notable part d'hommes et de femmes habitués aux arcanes du renseignement : les deux sœurs Gong Peng et Gong Pusheng ; le vieux routier du Komintern Liao Chengzhi et le patron du Service des enquêtes du Comité central (Diaochabu) chargé de l'espionnage international, Luo Qingchang. Ils

viennent resserrer les liens avec la Sécurité militaire de Kasdi Merbah et épauler conjointement la guérilla révolutionnaire sur le continent noir.

Après avoir déclaré en 1960 que la signification et l'influence de la lutte du FLN débordaient « les limites de l'Algérie », le patron de la diplomatie chinoise Zhou Enlai proclame à Alger même :

« L'Afrique est mûre pour la révolution ! »

Le Mossad et les juifs d'Algérie

La guerre d'Algérie concerne au premier chef les Israéliens dans la mesure où elle met face à face Nasser et la France, allié traditionnel de l'État hébreu depuis ses débuts. Complication supplémentaire, le roi Mohammed V et son fils le prince héritier Hassan II soutiennent le FLN au titre de la solidarité intermaghrébine. En outre, une importante communauté juive vit en Algérie, communauté dont on veut assurer la survie en même temps qu'on espère organiser au plus vite son transfert en Israël.

Côté français, on est en pleine lune de miel. Des contacts étroits existent depuis 1955. Dès juin 1956, une bourse d'échanges est mise en place. Forts de leurs réseaux dans le monde arabe et particulièrement au Maroc, le Mossad et l'Aman (renseignement militaire) fournissent au SDECE et à la DST des informations très détaillées sur les projets du FLN et de ses alliés. A plus forte raison quand les alliés en question sont égyptiens, bien sûr. En contrepartie, les Français donnent aux Israéliens les armes et les technologies dont ils ont besoin.

Compte tenu de la vive rivalité Mossad-Aman, deux types de liaisons sont établies : le SDECE de Pierre Boursicot travaille main dans la main avec l'Aman (représenté par son directeur adjoint Youval Neeman puis Shlomo Gazit) ; le Mossad garde le contact avec la DST de Roger Wybot par l'intermédiaire de Yaacov Caroz, son représentant à Paris et l'homme de confiance du chef suprême, Isser Harel.

Sur le terrain, en Algérie même, les choses se passent moins bien. Depuis 1954, Isser Harel, le patron du Mossad, a chargé un ancien officier israélien, Shlomo Havilio, d'implanter en Afrique du Nord un réseau parallèle. Havilio et son équipe de quinze agents triés sur le volet animeront des infrastructures clandestines d'autodéfense et d'immigration.

Trois de ces spécialistes sont envoyés en Algérie dès la fin de leur période de formation, en 1955. Entre autres tâches clandestines, ils vont mettre en place des stations radio à Oran, Alger et Constantine. Comme le révèle Agnès Bensimon dans *Hassan II et les juifs* (1991), sans préciser s'il faisait partie de cette première équipe du Mossad, un agent israélien, Yaacov Hassan, est enlevé et tué par des combattants du FLN.

A vrai dire, la politique israélienne d'appui à la France (et, de manière inavouée, de bonnes relations avec les autorités chérifiennes) recueille l'assentiment de la grande majorité de la communauté juive d'Algérie.

Certains de ses membres, souvent communistes, se sont certes engagés aux côtés du FLN, mais les autres craignent de devenir de véritables pestiférés dans une Algérie indépendante comme le sont les juifs d'Égypte, d'Irak ou de Syrie, considérés comme une « cinquième colonne sioniste » depuis la fondation d'Israël.

Cette crainte va s'accentuer à partir des grandes manifestations algériennes de décembre 1960 pour devenir angoisse au fur et à mesure des progrès des négociations de la France avec le FLN. A Alger et à Oran, certains militants juifs se rapprochent de l'OAS. Peu soucieux toutefois de compromettre leur communauté avec ce mouvement dont certains membres pieds-noirs ou extrémistes de droite s'appuient sur une tradition antisémite très vivace chez les Français d'Algérie, ils créent leurs propres commandos, parfois baptisés « OAS juive ».

De toute façon, l'Algérie glisse inexorablement vers l'indépendance. Se souvenant que leur service a commencé autrefois comme une structure clandestine d'immigration, deux officiers du Mossad effectuent une tournée d'inspection secrète. Les consultations qu'ils effectuent renforcent leur certitude d'origine : les juifs d'Algérie n'ont aucun avenir dans un pays indépendant ; ils doivent émigrer au plus vite en Israël.

Comme celle des juifs du Maroc, l'arrivée des juifs d'Algérie apporte un sang neuf à l'État hébreu moyennant de réels problèmes d'intégration. En revanche, les positions adoptées tant par Israël que par la communauté juive locale avant l'indépendance nourriront l'hostilité déjà très vive des cadres du FLN. Ce n'est pas un hasard si le premier discours de Ben Bella au pouvoir sera, pour le nouvel homme fort du pays, l'occasion d'exalter l'arabité et de proclamer cette tâche d'urgence dans une Algérie épuisée par huit années de guerre : mobiliser 100 000 soldats pour les envoyer combattre l'État juif. Promesse qui ne sera d'ailleurs jamais tenue. L'Algérie indépendante fera bien une guerre fin 1963, mais contre le Maroc...

Le désastre de la baie des Cochons

Ce célèbre épisode a de quoi nourrir l'imaginaire tiers-mondiste (« Che » Guevara, béret et cheveux longs, conduisant la contre-attaque castriste) en même temps que celui de la CIA (les alliés cubains anticastristes abandonnés de tous, décimés sur une plage). Deux visions différentes d'une date majeure dans l'histoire de la communauté américaine du renseignement : celle du premier grand échec.

Quand Fidel Castro et ses « Barbudos », après bien des péripéties, renversent le régime de l'ex-sergent Fulgencio Batista en janvier 1959, ils ne sont pas perçus comme communistes par les hommes de la CIA, qui les aident d'ailleurs sur le plan financier tant ils les considèrent comme des démocrates un peu romantiques. Fin mars, un groupe d'experts de l'Agence conclut encore que Castro n'est pas un « communiste prosoviétique ». Il faut toute l'énergie d'Allen Dulles pour faire rejeter cette analyse, ce qui

n'empêche pas son adjoint Charles P. Cabell d'affirmer le 5 novembre devant la sous-commission du Sénat que les communistes tiennent le futur « Lider máximo » pour un « représentant de la bourgeoisie ».

En fait, Castro et son groupe mettent d'ores et déjà en place les structures d'un État socialiste dont la réforme agraire, l'armée, les milices et bientôt les services vont devenir les piliers. La coupe sera définitivement pleine le 20 septembre 1960, quand Castro et Khrouchtchev, venus tous les deux participer à la session de l'Assemblée générale de l'ONU, tomberont dans les bras l'un de l'autre à New York.

A cette date, la CIA a déjà déclaré la guerre secrète au régime castriste depuis déjà six mois et fournit des armes aux premiers guérilleros « antifidélistes » installés depuis la fin 1959 dans la Sierra del Escambray.

Comme la vie n'est qu'un éternel recommencement, la nouvelle opération clandestine de l'Agence se déroule en grande partie au Guatemala, là où six ans plus tôt les agents secrets américains déstabilisaient le gouvernement de gauche (« *Covert action* au Guatemala », p. 34).

C'est justement l'un de leurs alliés d'alors, Miguel Ydigoras Fuentes, devenu président de la République guatémaltèque, qui, après pas mal d'hésitations, s'apprête à leur « renvoyer l'ascenseur ». En avril 1960, il rencontre secrètement Robert Kendall Davis, le chef de poste de l'Agence à Guatemala-City, lequel lui demande d'autoriser l'entraînement d'émigrés cubains anticastristes.

Ydigoras accepte. En juillet, la CIA installe une base aérienne secrète à Retalhuleu. L'Agence disposera d'une piste suffisante pour y faire atterrir des C-52 ou des bombardiers B-26. Les pilotes sont presque tous cubains. Il s'agit de donner un appui logistique et militaire aux groupes de guérilleros de la Sierra del Escambray car Richard Bissell, le grand maître des opérations clandestines, espère déstabiliser le régime castriste sans intervention ouverte des USA.

En fait, l'opération marque assez vite le pas. Certes, 1 500 exilés cubains, les « Gusanos » (« Vers de terre »), vont constituer la Brigade 2506. Mais, à Cuba même, le régime est encore très populaire. De plus, il commence à mettre en place une police secrète musclée. A l'évidence, le socialisme *made in* La Havane ne tombera pas comme un fruit mûr.

Bissell décide alors de jouer dans un registre bien différent. Il demande au colonel Sheffield Edwards, chef de la sécurité de l'Agence, de lui dénicher un tueur capable d'en finir avec Castro. Contacté par Edwards, Robert A. Maheu, ancien du FBI, recrute Filippo Saco, alias « John Rosselli », moyennant la coquette somme de 150 000 dollars. Saco propose alors à deux autres gangsters, Momo Salvatore (« Sam ») Giancana et Santos Trafficante, de s'associer à l'affaire.

Ces « parrains » devront faire administrer par leurs hommes au leader cubain les capsules de gélatine remplies de toxine butolique qu'on leur a fournies et qui proviennent de Ford Detrick (Maryland), lieu où une cellule secrète de la CIA étudie tous les procédés pouvant conduire à l'élimination des « personnes gênantes ».

Gênantes pour l'administration américaine, bien sûr. Celle-ci est toujours

placée sous la férule en apparence débonnaire d'Eisenhower, dont le mandat expire en novembre. « Ike » qui voudrait bien que Castro, ce barbu exalté qui provoque chaque jour les États-Unis d'Amérique, soit renversé avant que les électeurs ne retournent aux urnes. Selon les témoignages actuellement disponibles, il n'aurait toutefois pas été mis au courant des projets d'empoisonnement par Allen Dulles, le chef de la CIA.

« Ike », en revanche, sait fort bien à quoi s'en tenir pour ce qui concerne la Brigade 2506. Il n'ignore probablement pas plus les grandes lignes de l'opération en cours, que l'efficacité des castristes en matière de contre-espionnage et de contre-guérilla rend désormais plus aléatoire.

Reprenant partiellement le « modèle guatémaltèque » de 1954, Bissell envisage à présent un débarquement en force précédé d'une opération aérienne, les guérillas de la Sierra del Escambray ne jouant qu'un rôle d'appoint. Pour assurer la suprématie des Gusanos en matière d'aviation, on renforcera de manière notable leur flotte de bombardement et leur encadrement par des pilotes américains.

Tout cela en plein contexte électoral aux USA, où le jeune candidat démocrate John F. Kennedy talonne et même dépasse dans les sondages le président sortant. Eisenhower a confié au vice-président Richard Nixon la tâche de surveiller les préparatifs d'invasion à Cuba. Un officier de marines, Robert E. Cushman, assure la liaison entre Nixon et la CIA. Pour l'Agence, Tracy Barnes garde le contact avec le Département d'État.

Le 18 novembre 1960, Kennedy, à peine élu mais pas encore entré en fonctions (aux USA, une période de transition de deux mois est prévue), convoque Dulles et Bissell pour se faire exposer la situation sur le front cubain. Le nouveau président démocrate n'est apparemment pas très chaud pour reprendre le projet d'invasion de Cuba.

Dulles et son adjoint accentuent leur pression sur lui. Ils insistent d'abord sur les risques que ferait courir l'annulation de l'opération : démobilisant les anticastristes, elle permettrait à La Havane de demander aux Soviétiques un renforcement de son armement, aérien notamment. Rassurants, ils affirment pour conclure que la doctrine de la CIA n'a pas changé : l'implication américaine dans le coup de force restera secrète ; la possibilité d'opposer un « démenti plausible » sera sauvegardée dans tous les cas de figure.

Officiellement intronisé en janvier 1961, JFK finit par accepter le maintien du plan à la condition expresse que les autorités américaines ne soient jamais compromises. Mais, déjà, les indiscrétions se succèdent dans la presse.

Elles n'interrompent pas le processus d'invasion. Fin mars, les chefs d'état-major se prononcent pour un débarquement à la baie des Cochons au lieu de l'autre emplacement prévu, Santa Trinidad. La décision de débarquer à la baie des Cochons est confirmée le 10 avril 1961 à la Maison-Blanche, le président Kennedy l'acceptant sans réticence, et sans tenir compte du fait que la DIER, le service cubain, vient juste de démanteler six réseaux d'anticastristes militants, auteurs de sabotages en liaison avec la CIA.

A chaque réajustement, le plan de la Compagnie devient encore plus

aléatoire. Le Cuba de Castro n'a rien à voir avec une république bananière : un soulèvement intérieur contre le régime est à exclure au moins dans un premier temps. Les guérillas de la Sierra del Escambray ont été « matraquées » par des soldats et des miliciens équipés d'armes soviétiques tandis que la DIER accroît chaque jour son efficacité.

Conscients de ces nouvelles difficultés, même s'ils se veulent résolument optimistes, Dulles et Bissell cherchent à obtenir de la Maison-Blanche l'autorisation d'impliquer de manière plus nette les forces américaines dans l'invasion de l'île. Mais Kennedy, tout à son obsession de ne pas compromettre les USA, choisit une voie médiane. Un : on ne renonce pas au débarquement. Deux : pas question d'intervention militaire directe.

Cette option intermédiaire va se révéler catastrophique. A quelques jours de l'épreuve de force, tout part à vau-l'eau. Dopée par le souvenir des *covert actions* réussies à Téhéran (opération AJAX) ou à Guatemala City (opération SUCCESS), la CIA fait preuve d'une euphorie tout à fait déplacée. Plus réservés, les militaires n'aiment guère cette opération où leurs hommes seront engagés sous les ordres des « civils » de l'Agence. Quant aux difficultés de communication, elles sont partout : entre la CIA et la Maison-Blanche, entre la CIA et le Pentagone, entre la CIA et le Département d'État.

C'est dans ce contexte difficile que Kennedy donne le feu vert définitif. Les hostilités sont déclenchées à la mi-avril : bombardements aériens moins efficaces que prévu d'abord, débarquement sur la Playa Girón, ensuite.

Un piège mortel, puisque la réaction castriste s'avère d'une promptitude insoupçonnée tandis que, côté américain, les cafouillages se multiplient. Le 19 avril, à 1 heure du matin, une conférence plénière prend fin à la Maison-Blanche. Soumis à une forte pression soviétique, John Kennedy a refusé au nom du réalisme politique les solutions techniques avancées par les militaires : appui aérien et maritime direct. Tout juste accepte-t-il un compromis : des chasseurs de l'US Navy sans insigne survoleront le champ de bataille pendant une heure pour appuyer en cas de riposte castriste les B-26 de bombardement. Demi-mesure que des problèmes de compréhension et de communication achèveront de rendre inopérante.

C'est bientôt fini. Un fiasco, une catastrophe : 107 morts dans les rangs de la Brigade 2056, au moins 4 tués américains, 1 200 Gusanos prisonniers dont le Lider máximo négociera la liberté pendant vingt mois...

La douche écossaise. Pour la CIA, baie des Cochons va devenir le synonyme d'humiliation. La « virginité » est perdue, le temps des opérations clandestines triomphantes achevé. Désormais, il faudra changer de style.

Deux frères et un service secret

Deux jours après l'invasion manquée, le président Kennedy confie au général Maxwell D. Taylor, son conseiller militaire, une enquête approfondie sur la communauté nord-américaine du renseignement.

Dans ce contexte difficile, le président change les têtes de l'Agence. Dulles démissionne le 27 septembre, il sera remplacé par John McCone deux mois plus tard. Le 31 janvier 1962, Charles P. Cabell abandonne son fauteuil d'adjoint au lieutenant général Marshall Sylvester Carter. Bissell, dont Kennedy voulait faire son Director of Central Intelligence, quitte son poste le 17 février 1962, remplacé par Dick Helms. Robert Amory cède sa place de directeur adjoint chargé du renseignement à Ray S. Cline.

Remplacer Allen Dulles, la tâche paraît d'autant plus difficile que McCone, républicain, est un ami personnel d'Eisenhower. En fait, le nouveau directeur central s'entend à merveille avec le jeune président démocrate. Un bienfait pour l'Agence tant le lien de confiance entre Langley et la Maison-Blanche est indispensable au bon fonctionnement de la communauté du renseignement. Obtenir et conserver l'oreille présidentielle, tel est le premier devoir d'un chef de la CIA.

Le deuxième consiste à donner à l'Agence les moyens qui pourraient lui faire défaut. McCone est un partisan convaincu du renseignement technique, qu'il estime plus fiable que l'HUMINT (renseignement classique par des observateurs et des espions). Il va s'atteler avec succès à la création d'une direction scientifique et technologique conséquente.

Changements de personnel, changements de méthodes, changements de structures. La Defense Intelligence Agency (DIA) voit le jour le 1er octobre 1961. Son directeur sera le lieutenant général Joseph F. Carroll, ancien adjoint de J. Edgar Hoover au FBI puis responsable du contre-espionnage de l'armée de l'Air. L'assisteront deux anciens de la CIA, le directeur adjoint William W. Quinn et le chef d'état-major Samuel B. Frankel.

La toute nouvelle agence militaire se développe rapidement (2 500 membres dès 1964). Elle étendra de la même manière son contrôle sur les services de renseignement respectifs des trois armes, désormais chargés de recueillir les informations sur le terrain et non de les analyser.

Après l'échec de la Playa Girón, les opérations anticastristes n'ont pas cessé. C'est à présent le frère du président, Robert, ministre de la Justice, qui les contrôle pour le compte du clan Kennedy. Comme son aîné JFK, il est littéralement obsédé par l'idée d'en finir avec le leader cubain.

Robert Kennedy supervise l'opération MANGOUSTE, qui vise à paralyser l'économie cubaine par des sabotages répétés, à contaminer la production sucrière par le biais de procédés chimiques et à s'en prendre directement aux conseillers soviétiques qui pullulent sur l'île. Le plan de MANGOUSTE a été élaboré dès novembre 1961 par Edward Lansdale, grand spécialiste des opérations de contre-insurrection devant l'éternel (« Ed Lansdale, les Philippines et le président Magsaysay », p. 33). Mobilisant 400 officiers de la CIA, cette opération « noire » doit renverser Castro en novembre, à l'issue de la mise en œuvre de six phases différentes.

Comme MANGOUSTE tourne court, on remplace Lansdale par Desmond FitzGerald, bientôt patron de la division Amérique latine. Lequel reprend le type d'actions prônées par son prédécesseur, y adjoignant l'idée de la liquidation physique du Lider máximo. Ainsi réapparaissent dans la saga anticastriste les noms de John Rosselli et de Sam Giancana. Par la suite, en

octobre 1963 (donc peu avant l'assassinat du président Kennedy), FitzGerald rencontrera à Paris un officier cubain d'accord pour empoisonner Castro, Rolando Cubela (nom de code AM/LASH). L'officier de la CIA se présentera à lui comme le « représentant personnel » de Robert Kennedy.

Les activités des conseillers russes à Cuba inquiètent de plus en plus John Alex McCone, le successeur de Dulles. Les agents de la CIA sur place ont un mal fou à en rendre compte. L'un d'entre eux a signalé à Langley la présence de remorques de camion si longues et si larges qu'on doit retirer lampadaires et boîtes à lettres sur leur passage. Un autre affirme avoir vu des véhicules transportant ce qui ressemblait à « de très longs tubes ».

Il s'agit bien entendu des missiles balistiques à moyenne portée que Khrouchtchev a accepté d'installer dans l'île tout en les gardant sous contrôle soviétique. Mais les analystes de la CIA, persuadés qu'une telle chose n'est pas possible, commettent la faute de ne pas croire les témoignages de leurs propres agents. Une grave « erreur d'appréciation » que reconnaîtra trente ans plus tard Roger Hilsman, en charge à cette époque de l'INR, le bureau de renseignement et de recherche du Département d'État.

Plus efficaces vont s'avérer les reconnaissances aériennes menées par avion-espion U-2. Piloté par Francis Gary Powers, l'un de ces appareils a déjà été abattu par un missile soviétique au-dessus de l'Oural, provoquant une grave crise internationale entre URSS et USA (annulation d'un projet de conférence au sommet Eisenhower-Khrouchtchev).

McCone n'a pas pour autant interrompu le programme de surveillance aérienne, soutenu en cela par Arthur C. Lundahl. Pionnier de la reconnaissance photographique aérienne, Lundahl dirige depuis décembre 1961 un centre national d'interprétation des photos U-2 placé sous le contrôle du Conseil de sécurité nationale et chargé de répartir entre les diverses agences les informations recueillies.

McCone et Lundahl ont raison, ce qui confortera le premier dans sa décision de créer au sein de la CIA une direction scientifique et technologique appelée à un grand avenir. Ce sont des photographies prises par des avions U-2 qui, posées sur le bureau de John F. Kennedy, pousseront le président américain à décider le blocus maritime de Cuba, donc à accepter — pour la gagner — une terrible partie de bras de fer avec Khrouchtchev. Non sans incidents graves comme ce 27 octobre où les Cubains, après avoir semble-t-il forcé les portes d'un site de fusées SAM, abattront un autre U-2.

Castro est partisan de déclencher la guerre mondiale « pour le principe », cette guerre nucléaire dont le colonel Penkovsky, l'agent américain au sein du GRU, aurait affirmé dans son dernier message avant arrestation que les dirigeants soviétiques s'apprêtaient à la provoquer.

Mais, comprenant qu'il a poussé ses batteries trop avant, Khrouchtchev, loin de se lancer dans une aventure nucléaire criminelle, décide au contraire une brusque volte-face. Il retire ses missiles de Cuba, ce que la CIA vérifie en photographiant dûment les cargos frappés de la faucille et du marteau qui ramènent les fusées vers l'URSS.

Dans cette crise de Cuba, les services de renseignement américains ont tiré *in extremis* leur épingle du jeu. Mais cela ne saurait réparer les dégâts

L'AFFAIRE PENKOVSKY

Officier supérieur du GRU apprécié de ses chefs, membre du tout nouveau Comité d'État pour la coordination de la recherche scientifique (en charge de l'espionnage technologique), proche du maréchal Varentsov, futur patron de l'artillerie et de la force balistique, le lieutenant-colonel Oleg Vladimirovitch Penkovsky a cessé de croire au communisme.

Le lieutenant-colonel a choisi l'Occident. Il tente d'abord d'établir une liaison avec les Américains puis les Canadiens. Malheureusement, ceux-ci, croyant à une provocation, écartent ses avances. Ils sont échaudés : en octobre 1959, le meilleur agent de la CIA, le colonel Piotr Popov, a été arrêté.

Plus confiant, le MI 6 lui envoie un de ses agents sous couverture, Greville Wynne, officiellement un simple homme d'affaires. L'opération sera conduite par le chef de la station MI 6 de l'ambassade de Grande-Bretagne en URSS, Roderick William Chisholm. Avec l'espoir au cœur : depuis la chute de Popov et la capture de Francis G. Powers, le pilote d'un avion-espion U-2 américain, l'Occident est quasi aveugle sur les projets stratégiques soviétiques.

En avril 1961, Penkovsky se rend à Londres tout à fait officiellement dans le cadre d'une délégation scientifique et commerciale. L'occasion de rencontrer de façon discrète des officiers de renseignement occidentaux qui le débriefent à cinq reprises : George Kisevalter pour la CIA (finalement ralliée à l'opération) et Harold Shergold pour le MI 6.

A l'été, nouvelle visite officielle de Penkovsky à Londres. Il y rencontre brièvement Dick White, le patron du MI 6, et met au point avec Janet Chisholm, femme du chef de la station de Moscou, un système compliqué de rendez-vous.

A son retour à Moscou commence une fantastique navette entre l'officier soviétique et le petit réseau britannique. Lors de furtives rencontres de rue dans Moscou, Penkovsky remet à Janet des documents qu'il a recopiés ou photographiés. Un véritable pactole : le dissident du GRU fournira aux Occidentaux la bagatelle de 5 000 pièces à conviction.

Dernier déplacement à Paris. Le lieutenant-colonel rencontre Alfred Ulmer Jr., le chef de station de la Company, entre deux visites au château de Versailles et au Lido. On décide d'affecter à Moscou un nouvel agent américain pour épauler Janet. Ce sera Hugh Montgomery.

Les Occidentaux jubilent. Les documents Penkovsky (nom de code ARNIKA) concernent en particulier l'état d'avancement des recherches soviétiques en matière de missiles, un terrain tout ce qu'il y a de plus sensible en cette année 1961 où le monde vit dans la peur d'une guerre nucléaire, et l'Occident dans la crainte des déclarations offensives de Khrouchtchev.

En août 1962, Gervase Cowell et son épouse Pamela prennent le relais des Chisholm. Trop tard : depuis six mois, le KGB a repéré les rendez-vous de Penkovsky avec Janet et l'a mis sous surveillance. Torturé, il sera condamné à mort et exécuté le 16 mai 1963.

Greville Wynne, arrêté en Hongrie, sera échangé en avril 1964 contre un as du KGB, l'illégal Gordon Arnold Londsdale (de son vrai nom Konon Trofimovitch Molody), arrêté en Angleterre en 1961 et condamné à vingt-cinq ans de prison.

En 1965 paraît aux États-Unis *The Penkovsky Papers*, un texte auquel la CIA a naturellement apporté sa patte, mêlant le vrai et le faux selon les techniques habituelles. Le livre « surdimensionne » les informations que l'agent double a livrées à l'Ouest avant la crise de Cuba. L'objectif : faire croire aux Soviétiques que le défecteur, et non les photos des avions U-2, était la principale source d'information des Américains.

causés par l'expédition malheureuse de la baie des Cochons. C'est pour cette raison que, après la mort du président américain, son successeur Lyndon B. Johnson donnera à l'Agence l'ordre de stopper les projets homicides visant Fidel Castro.

La planète des taupes

Contrairement à Igor Gouzenko, ce transfuge qui a donné le signal du déclenchement de la guerre froide, Antoli Klimov n'est qu'un simple rédacteur, petit analyste au Département Information du 1er Directoire.

Quand il frappe à la porte de Frank Friberg, le chef de station de la CIA d'Helsinki, le 15 décembre 1961, ce petit homme à la bouille ronde et aux cheveux ébène sait que, pour être pris au sérieux, il doit offrir des monceaux d'informations. Et d'abord son vrai nom : Anatoli Mikhaïlovitch Golitsine. Son épouse, qui l'accompagne, s'appelle Irena ; sa jeune fille de dix-sept ans, Katarina.

Golitsine, un nom que la CIA connaît depuis sept ans. Lorsqu'il est passé à l'Ouest en 1954 à Vienne, Piotr Dériabine l'avait désigné comme une recrue potentielle pour le contre-espionnage américain en raison notamment de ses déboires conjugaux. Mais Golitsine avait été rappelé à Moscou pour étudier à l'Institut du KGB pendant quatre ans.

Il rejoint ensuite la section OTAN du Département Information du KGB, qui — rappelons-le — établit simplement des synthèses sur la base des rapports d'agents et de résidents. Ceux-ci ne sont évidemment pas identifiés en clair. Un métier de rond-de-cuir, loin de l'excitation du contre-espionnage sur le terrain duquel il a été formé initialement.

Golitsine se languit de la vie viennoise. Formant le dessein de passer à l'Ouest, il recopie des organigrammes et note soigneusement tout ce qui se passe dans son bureau et dans les bureaux voisins. Il essaie de déduire des rapports qu'il lit l'identité de leurs sources, agents infiltrés par le KGB au sein de l'OTAN. Muni de ce viatique, l'occasion lui est donnée de franchir le Rubicon puisqu'on le poste en Finlande dès 1960.

Golitsine est-il, comme certains le clameront haut et fort, le plus grand transfuge de l'Est depuis le début de la guerre froide ? On le croirait à la façon dont il nargue ses interrogateurs de la CIA. Au point d'exiger qu'un avion spécial de la Maison-Blanche vienne le chercher à la base de Francfort. Au point de refuser de parler sa langue natale puisqu'un interlocuteur trop ferré en russe travaille peut-être pour l'autre bord ! C'est donc dans un anglais haché, monosyllabique, que les gens de la CIA essaient de « débriefer » leur transfuge dans la « ferme » d'Ashford, un vaste ranch prévu à cet effet.

En dépit des apparences, Golitsine n'est pas un foudre de guerre froide. Que sait-il exactement ? Aucun nom précis, quelques informations assez

vagues sur les sources du KGB à l'intérieur de l'OTAN. Et, pourtant, la légende lui attribuera au fil des ans la découverte d'au moins quatre taupes : le Français Georges Pâques, chef adjoint de la Division Presse et Information de l'OTAN arrêté le 12 août 1963 par la DST ; John William Vassall, un huissier de l'Amirauté britannique ; John Watkins, un diplomate canadien ; et le Pr Hugh Hambleton, un Anglo-Canadien qu'on mettra d'ailleurs dix-sept ans à identifier formellement !

Bilan flatteur. Un peu trop, même. En réalité, c'est grâce au témoignage d'autres transfuges et au prix d'un travail patient du contre-espionnage que ces agents de l'Est ont été repérés. Le cas de Georges Pâques est particulièrement significatif : il est entré à l'OTAN à l'été 1962, soit plus de six mois après que Golitsine a fait défection. Le transfuge n'a donc pas pu connaître son existence de taupe au sein de l'Organisation atlantique. Au plus, ses déclarations auront suscité une curiosité de bon aloi de la DST...

Mais comme tout est différent dans le contexte de l'époque ! Comblé, John McCone : il remplace Allen Dulles à la tête de la CIA depuis trois petites semaines et voilà qu'atterrit ce transfuge miracle baptisé en code AE/LADLE. Le psychologue des opérations clandestines, le Dr John Gittinger, lui trouve de fortes propensions à la paranoïa doublées de délires mégalomaniaques ? Qu'importe : la paranoïa n'est-elle pas la maladie des grands du contre-espionnage ?

Satisfaction donc quand l'Ukrainien affirme qu'à sa connaissance le KGB n'a pas pénétré la CIA. Voilà qui fait chaud au cœur même si l'ancien officier du KGB reviendra sur ses déclarations ultérieurement. Rabat-joie, la Soviet Bloc Division se montre pourtant réservée quant à la qualité des informations du Soviétique. Par exemple lorsqu'il affirme que le schisme sino-soviétique n'est que poudre aux yeux, une vaste manipulation montée par le KGB pour tromper l'Occident... Qu'il a remis personnellement à Khrouchtchev un plan de réorganisation des services... Ou quand il réclame 15 millions de dollars pour monter une opération visant à désintégrer son ex-service.

Profession : Spycatcher

Entre alors en scène James Jesus Angleton, le *spycatcher* (« chasseur d'espions »), chef légendaire du contre-espionnage à la CIA. Fils d'une Mexicaine et d'un officier américain qui combattit Pancho Villa, ce diplômé de Yale est aussi haut en couleur que ses parents. On lui connaît deux passions : la poésie et la culture des orchidées. Certaines de ces fleurs mettant des années à fleurir, leur soin requiert une infinie patience... comme la longue traque aux taupes infiltrées.

La guerre mondiale a jeté le jeune homme dans ce monde du contre-espionnage qui convient tant à son esprit tortueux mais méthodique. En 1942, à Londres, il a monté le bureau de contre-espionnage de l'OSS. Son

homologue anglais s'appelait alors Kim Philby, mais aucun sixième sens n'a averti James Jesus qu'il s'agissait d'un des plus grands agents doubles du siècle.

Parachuté à Rome en 1944, Angleton récupère d'anciens dirigeants fascistes et membres de l'OVRA mussolinienne et jette les bases des futurs réseaux GLADIO. De retour aux USA, il organise le contre-espionnage de la CIA mais commet une erreur impardonnable : devenir l'ami intime de Philby, venu en 1949 assurer la liaison avec les « cousins » américains.

En cette année 1962, lorsque la CIA s'installe dans les grands bâtiments flambant neufs de Langley, Jim Angleton est alors chef du Counter Intelligence Staff, deux cents experts dont le rôle consiste notamment à empêcher la pénétration de la Soviet Bloc Division (SDB) par le KGB. Quant ils entrent dans son bureau, au deuxième étage au sud-ouest du bâtiment, les visiteurs cherchent toujours du regard ce personnage au nez d'aigle et aux grosses lunettes. Il vit dans la semi-pénombre, caché derrière des montagnes de dossiers, enveloppé d'un nuage épais de fumée de cigarettes.

Selon son biographe, Tom Mangold (*Cold Warrior, James Jesus Angleton*, 1991), l'arrivée de Golitsine est d'autant mieux venue que, depuis des mois, la SDB critique la paranoïa cultivée par l'homme aux orchidées. Dans bien des cas, celle-ci paralyse voire compromet des opérations. D'ailleurs, les informations recueillies en URSS même par Oleg Penkovsky ne recoupent guère les raisonnements alambiqués de Golitsine.

Résultat : quand la division soviétique laisse Angleton sans os à ronger, les révélations du transfuge sonnent comme une douce musique aux oreilles du *spycatcher*. La vision du communisme que développe le défecteur du KGB coïncide à merveille avec la sienne.

Dans les mois qui suivent, AE/LADLE fait justement des révélations propres à tout bouleverser. Un vaste programme de pénétration aurait été mis au point par le KGB. Seul le transfuge miracle est en mesure de le faire démanteler : au total, selon Nigel West, qui a analysé l'affaire côté britannique, 270 cas d'infiltration dans les services occidentaux et leurs divers ministères (*Molehunt*, 1987). Par la suite, on réduira le nombre en assurant qu'il s'agit dans beaucoup de cas de simples pistes...

A l'époque, John McCone, inquiet, autorise Jim Angleton à ouvrir les archives de la Counter Intelligence pour favoriser le travail de Golitsine. Entre autres, celui-ci affirme avoir eu connaissance de l'existence d'un « Club des Cinq » britannique parmi lesquels il a seulement entendu parler de MacLean et Burgess... qui sont passés en URSS dix ans plus tôt ! Un troisième homme (alias « Stanley ») est en opération au Moyen-Orient selon lui. C'est vague. Les enquêteurs anglais en déduisent qu'il s'agit vraisemblablement de Philby, déjà sous surveillance. Mais on peut noter qu'une autre taupe formellement identifiée, George Blake, se trouvait au Moyen-Orient à la même époque. Et combien d'autres agents anglais « tamponnés » par les Soviétiques ?

Golitsine confirme aussi que, dans le cas de Konstantin Volkov, un membre du NKVD en Turquie qui a voulu faire défection en 1945 puis a

été kidnappé et liquidé en URSS, il y a eu trahison côté britannique (Philby était alors chef du poste MI 6 sur place). Il corrobore les affirmations d'Igor Gouzenko, transfuge au Canada en 1945 (voir p. 13), selon lesquelles il y a au MI 5 une taupe surnommée « Elli » (on verra plus loin dans quel sens le MI 5 traduira cette information). Golitsine tombe enfin d'accord avec les dires d'un autre transfuge, polonais cette fois, Michel Goleniewski, selon lesquels un cadre intermédiaire du MI 5 travaille pour le KGB.

Après un an de débriefing, Angleton propose aux amis britanniques d'interroger son transfuge miracle. L'homologue du contre-espion américain s'appelle Arthur Martin. Chef de la section D du MI 5 (contre-espionnage antisoviétique), il invite le défecteur ukrainien avec la perspective alléchante de le garder. En mars 1963, Golitsine s'envole donc avec sa femme pour la vieille Angleterre sous le nom de « John Stone ».

A Londres, les retombées de l'affaire Profumo — secrétaire d'État à la Guerre compromis par la call-girl Christine Keeler et l'attaché naval russe Evgueni Ivanov — sont encore présentes dans tous les esprits. Dans ce climat explosif, le transfuge, que les Britanniques ont surnommé « Kago », révèle qu'une taupe importante, « Peters », a creusé ses galeries dans les fondations de l'Intelligence Service. Autre affirmation qui laisse pantois Arthur Martin et Geoffrey Hinton, du MI 6 : le Département 13 du KGB, chargé des « opérations mouillées », aurait assassiné le chef du parti travailliste Hugh Gaiskell en lui injectant des bacilles mortels ! Les Soviétiques souhaitaient, paraît-il, qu'un « homme à eux », Harold Wilson, succède à ce fidèle partisan de l'OTAN. Wilson qui vient justement de prendre la direction du Labour...

L'année suivante, au moment où il devient Premier ministre, Jim Angleton relance l'accusation contre Wilson. L'Américain propose au MI 5 d'organiser une campagne contre le leader travailliste. De nos jours, certains des protagonistes du MI 5, tel Peter Wright (auteur de *Spycatcher*, 1987), continuent d'ailleurs à soutenir la thèse de l'assassinat de Gaiskell et du recrutement de Wilson par les Soviétiques.

Celle-ci appelle au moins trois remarques. En 1959, le 13e Département du KGB a été dissous, Khrouchtchev lui interdisant de se livrer à l'assassinat de dirigeants politiques occidentaux. Quand bien même on eût fait exception dans le cas du travailliste anglais, les historiens savent que ce n'était pas Wilson mais George Brown, un homme de la même mouvance atlantiste, qui devait théoriquement succéder à Gaiskell... Enfin, toute cette affaire n'est que pure déduction de la part de Golitsine puisque le leader travailliste décédé est tombé malade en décembre 1962, soit un an après la défection de l'Ukrainien.

Reste que les Britanniques s'intéressent au transfuge. Il doit toutefois les quitter lorsque, le 7 juillet 1963, le *Daily Telegraph* révèle qu'il est à Londres l'hôte des services britanniques. Son nom est mal orthographié — Dolnytsin — et le restera pendant une bonne décennie dans tous les livres sur l'espionnage. C'est le bureau de Washington du quotidien conservateur qui a transmis l'information et aucun doute n'est permis pour les enquêteurs anglais : Angleton a favorisé cette fuite pour valoriser son transfuge, ne

serait-ce que vis-à-vis des animateurs de la Soviet Bloc Division, de plus en plus réticents à son endroit...

Patrick Stewart, fonctionnaire de la Section D3 (Recherche) au MI 5, rédige un rapport à la demande du chef du contre-espionnage, Sir Roger Hollis, concernant les révélations de Golitsine. C'est à partir de cette date qu'Angleton et Peter Wright commencent à jeter la suspicion sur ce patron du MI 5. Hollis-l'incrédule n'est qu'une vulgaire taupe, cet « Elli » dont Igor Gouzenko parlait dès 1946 !

Une taupe qui s'ignore. C'est en effet avec l'aval de Hollis qu'un comité spécial d'investigation, baptisé FLUENCY, va se mettre en place. Ces gentlemen de l'Intelligence Service se lancent dans une enquête de plusieurs années. Elle débouchera notamment sur l'identification comme agent russe de Sir Anthony Blunt, l'expert en peinture de la Reine, quatrième homme de la « trinité impie de Cambridge » aux côtés de Philby, Burgess et MacLean... et, parmi d'autres, celle de Leo Long dont nous dirons (pour simplifier car les choses sont très complexes) qu'il était le véritable « Elli »...

La vérité sur le réseau SAPHIR

Traversons la Manche. L'inusable Jim Angleton explore une multitude de pistes concernant les Français. Des secrétaires d'État, des ministres... un agent nommé « Colombine » dans l'entourage de De Gaulle... le réseau SAPHIR qui regrouperait douze agents du KGB au sein du SDECE. Une thèse qui séduit le chef de poste du SDECE à Washington, Thyraud de Vosjoli, acquis aux thèses d'Angleton et proche des milieux antigaullistes « Algérie française ». Vu la gravité des faits, le président Kennedy envoie finalement un courrier à Paris, relayé vers l'Élysée par le chef de station CIA, Alfred Ulmer.

« Ils m'emm... avec cette histoire ! » aurait dit le général de Gaulle, persuadé que les Américains montaient un coup tordu contre lui. C'est aussi le sentiment du général Jacquier. Le chef du SDECE défend d'autant plus sa « boîte » que Jacques Foccart, ce proche de De Gaulle qui l'a fait nommer, se trouve dans la ligne de mire d'Angleton.

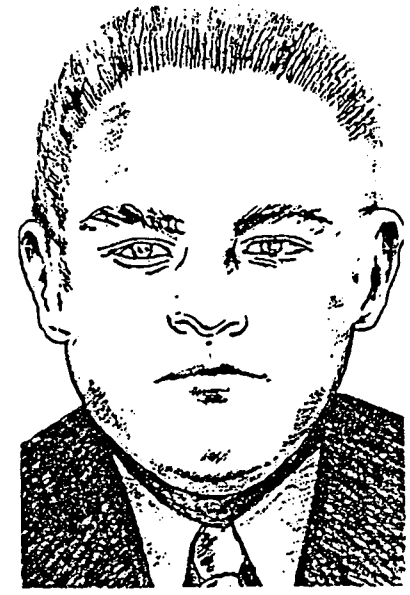
Le général Temple de Rougemont, homme du 2e Bureau qui officie comme conseiller sur le renseignement, part aux USA. Il revient à Paris plein d'inquiétude : Golitsine évoque l'existence de 30 à 40 taupes infiltrées en France !

« Il y a lieu de faire une enquête ! » dit-il au Général.

Nous sommes à la fin de l'été 1963. Le colonel Georges Lionnet, chef de la Section de sécurité du SDECE depuis la Libération, est forcément dans le coup. Il s'en est souvenu devant nous trente ans après :

« Golitsine était un vrai transfuge du KGB, mais pas de la section française. Il connaissait des choses vagues, des bribes, des éléments. »

A la DST, Golitsine porte le nom de code de VIRU. Trois chefs de service de la maison, Louis Niquet (chef de E2, secteur des manipulations),



Anatoli Golitsine

Alain Montarras (des liaisons avec les services étrangers) et Marcel Chalet (cellule spéciale d'études des infiltrations des CARU — les Soviétiques dans le jargon de la rue des Saussaies), feront, comme leur patron Daniel Doustin, le voyage aux États-Unis.

« J'ai interrogé VIRU plusieurs fois, nous a confié l'un d'entre eux. Des discussions à bâtons rompus, décontractées. Nous étions quatre ou cinq dans une maison de campagne. Deux Noirs faisaient la cuisine. Golitsine était un personnage incroyable, persuadé de sa valeur. Il voulait que la France lui décerne la grand-croix de la Légion d'honneur pour services rendus. Plus tard, il est venu en France et voulait rencontrer le général de Gaulle ! Il espérait devenir une sorte d'éminence grise des services occidentaux...

« Il nous aurait bien vus lui apporter les dossiers et les lui lire, donner le fin mot de l'affaire et ses instructions. »

On n'est pas très loin de ce cas de figure. Par Angleton et Thyraud interposés, le transfuge pioche dans les listes de Français considérés comme suspects. Le SDECE connaît le transfuge sans le nom de MARTEL. Lionnet et le colonel René Delseny (patron du contre-espionnage) notent ses révélations. Des noms sont mentionnés : Jacques Foccart, Louis Joxe, et même un des officiers du service qui est venu interroger Golitsine...

Jim Angleton « cible » plus particulièrement Léonard Hounau. Il s'en est ouvert à Daniel Doustin, le chef de la DST, regrettant que Hounau ait été nommé « numéro 2 » du SDECE. Cet ancien polytechnicien est en effet

chargé de la Recherche à la Piscine, coiffant renseignement et contre-espionnage. De retour à Paris, Doustin prend contact avec Georges Barazer de Lannurien, chef de cabinet du général Jacquier et numéro 3 du service secret. Il le recommande même au Premier ministre Georges Pompidou.

« Allez aux USA rencontrer les patrons de la CIA et élucider ce cas, mais ce cas seulement », telle sera la réponse. Mais Lannurien se propose de résoudre par la même occasion le problème de Thyraud de Vosjoli, trop inféodé à Angleton.

Le colonel atterrit à Washington le 22 novembre 1963. D'emblée, un cas de force majeure annule le rendez-vous fixé avec Richard Helms, le directeur adjoint de la CIA : Kennedy vient d'être assassiné... En attendant que la température baisse à Langley, Lannurien aménage une entrevue entre Philippe Thyraud de Vosjoli et Raymond Laporte, proposé comme nouveau chef de poste SDECE à sa place.

Pendant une semaine, en présence d'Angleton, qu'il nous a décrit comme « un type brillant mais complètement déformé, voyant des Russes partout », Lannurien débriefe MARTEL, « membre du KGB, mais travaillant au service anglo-américain », donc assez ignorant des problèmes français.

« Ses rapports étaient consternants, ajoutera cet officier de vieille souche bretonne. D'ailleurs, Jacquier ne souhaitait pas qu'on aille au-delà du renvoi de Hounau... »

Des USA parvient alors une nouvelle fournée d'accusations : Lannurien bloque l'enquête, Lannurien est un agent des « Popov » ! Il a combattu dans les maquis tchécoslovaques pendant la Seconde Guerre mondiale au contact d'officiers russes... Son expulsion de Hongrie où il était attaché militaire en 1950 ? Un coup monté pour mieux masquer son double jeu...

Finalement, le colonel René Bertrand (alias « Jacques Beaumont ») remplace Hounau à la tête du Service de Recherche. Lannurien, dont l'enquête ne débouche pas, préférera donner sa démission en mai 1964.

« Cette ambiance terrible me pesait. Avant de partir, j'ai rédigé un récapitulatif des nombreuses infiltrations par les services adverses depuis la guerre. Mes rapports ont disparu. Je ne sais pas qui les a donnés aux Russes. Plus tard, Michel Debré me les a demandés car ils n'étaient plus à la Centrale... »

Que reprochent à Hounau ses détracteurs au sein de la Piscine ? D'abord son amitié avec François Saar-Demichel, un ancien de la maison qui fait du commerce avec l'Est — Saar Demichel qui précisera bien plus tard à Pierre Péan pour son livre sur Foccart (*L'Homme de l'ombre*, 1990) dans quelles conditions il travailla avec les Soviétiques.

Deuxième motif de suspicion : son rôle à Prague quand il était attaché militaire et que le StB, le service secret tchèque, essayait simultanément de mettre le grappin sur lui et sur sa femme.

Pour Georges Lionnet, l'affaire Hounau pose bien des problèmes : « Il y avait des présomptions mais pas de certitudes. » Expression arithmétique de cette énigme : sur 21 recoupements possibles mettant l'ancien polytechnicien sur la sellette, la DST en avait établi 17.

A ce niveau de responsabilité, c'est trop. Accablé, Hounau donne sa

démission le 15 juin 1964. Mais, jusqu'à la fin de sa vie, il clamera son innocence devant nous :

« C'était un coup monté par Angleton contre de Gaulle. Angleton était fou. »

Aujourd'hui qu'il est trop tard, la CIA lui donne raison : dans son ouvrage réalisé avec des gens de l'Agence qui ont réévalué le rôle de leur ancien *spycatcher*, Tom Mangold publie cette interview d'un responsable de la Company qui fait froid dans le dos mais explique bien l'acharnement contre l'officier français :

« Angleton voulait faire un carton sur un gars de premier plan dans le service français pour prouver le sérieux de Golitsine. Ils ont focalisé sur Hounau parce qu'il semblait faire un coupable idéal. Mais sans jamais pouvoir prouver quoi que ce soit contre lui. Côté français, on décida de faire pression pour qu'il se retire. Il ne fut pas viré sur la base d'une quelconque preuve, mais à cause des divisions créées au sein du SDECE. »

Entre-temps, le chef de poste SDECE, Thyraud de Vosjoli, a été remercié le 16 septembre 1963. Il poursuivra de sa vindicte les services français. Notamment dans son livre *Lamia*. Quelque temps après la parution, voilà qu'il rencontre le célèbre écrivain Leon Uris. Ce dernier lui propose d'écrire un roman en commun. Ce sera *Topaze* (au lieu de SAPHIR) qui inspirera à Alfred Hitchckock le film *L'Étau*.

Angleton « agent du KGB »

Aux États-Unis, la CIA n'est pas seule à débriefer des transfuges. Absents de l'affaire AE/LADLE, J. Edgar Hoover et son FBI sont très actifs de leur côté. Le plus important s'appelle TOP HAT dont on sait aujourd'hui qu'il fut à l'origine de l'arrestation de John Vassall, cet employé de l'Amirauté britannique recruté par le KGB à cause de son homosexualité. Encore une pierre dans le jardin d'Angleton...

Pendant longtemps, on sut simplement que TOP HAT était un officier du KGB recruté par le FBI à l'intérieur de la délégation soviétique aux Nations unies. Son traitement fut réalisé conjointement par le desk soviétique CIA (SDB) et le FBI. C'était compter sans Angleton. Furieux de ne pas avoir directement accès à ce précieux agent en place, le *spycatcher* lança une nouvelle campagne de rumeurs : TOP HAT était un faux transfuge...

Après une sourde polémique de trente années, c'est en janvier 1990 que l'affaire remonte à la surface pour être partiellement élucidée. La *Pravda* (14 janvier 1990) annonce que TOP HAT a été démasqué et condamné à mort. Alors seulement son nom sera révélé par les médias américains : le lieutenant général Dimitri Federovitch Poliakov. Subsiste tout de même un mystère : a-t-il été vraiment fusillé ou le KGB le conserva-t-il intact aux fins d'intoxication ?

En ces années 60, rien de plus déroutant que la chasse aux taupes. D'autant qu'un nouveau transfuge, de haut rang cette fois, a frappé à la

porte des Américains à Genève en juin 1962. Il s'agit de Youri Nossenko (alias AE/FOXTROT), chef adjoint du 7e Département du 2e Directoire principal, responsable du contrôle des touristes. AE/FOXTROT contredit de nombreuses assertions d'AE/LADLE, notamment à propos d'une idée qui se faisait jour : l'existence d'une taupe au sein de la CIA, SACHA.

Nossenko gêne, donc Nossenko a été délibérément envoyé par les Soviétiques pour déconsidérer Golitsine. Et revoilà Angleton sur le sentier de la guerre. Lorsque Kennedy est assassiné à l'automne 1963, on interroge le transfuge à propos de Lee Harvey Oswald, l'assassin de JFK. En a-t-il entendu parler comme agent du KGB, lui dont les fonctions consistaient à surveiller les agissements des étrangers visitant l'URSS ?

Non, assure AE/FOXTROT, cet Américain n'était pas chapitré par le KGB pour tuer Kennedy.

C'est la preuve du complot, triomphe Angleton : Nossenko a été envoyé pour construire la légende d'Oswald et innocenter le KGB dans l'assassinat du président ! Du coup, l'ancien chef adjoint du 7e Département va être isolé des mois durant, victime des pires suspicions. Reconnu véritable défecteur, il deviendra finalement citoyen américain.

A la CIA, on commence à se poser des questions sur la méthode Angleton. Car le syndrome Golitsine continue à faire des ravages... Les informations données par Angleton provoquent le 12 septembre 1965 l'arrestation d'Ingeborg Lygren, la secrétaire du chef du service secret norvégien du colonel Vilhelm Evang (qui a organisé les réseaux GLADIO en Norvège en 1948).

Il s'agit en fait d'une guerre intestine. Angleton a traité directement avec le service de contre-espionnage rival, le Overaaksningstjeneste. Son chef, Asbjrn Bryhn, se pourlèche les babines. Ingeborg aurait trahi treize agents alliés... C'est seulement trois ans plus tard qu'elle sera innocentée et recevra de fortes compensations de l'État norvégien. (Aujourd'hui on sait qu'il y a eu méprise : la vraie taupe s'appelait Gunvor H...).

Le Canada voisin n'est pas épargné. Herbert Norman, l'ambassadeur au Caire, est aussi désigné par Golitsine. Il se suicide alors qu'on allait l'interroger. Plus frappante encore, la mise en accusation de l'homologue d'Angleton chez les Mounties, Leslie Bennett.

Le contre-espionnage canadien est alors une branche (*Counter Intelligence*) de la Police montée royale canadienne (RCMP ou GRC côté québécois). Bennett a fait craquer l'ex-ambassadeur en URSS, John Watkins, mort d'un infarctus après avoir avoué son recrutement par le KGB. Aussi cet expert du contre-espionnage accepte-t-il mal qu'on attribue à Golitsine l'origine de sa découverte.

Selon John Sawatsky (auteur de *For Services Rendered, Leslie James Bennett & the RCMP Security Service*, 1982), c'est au cours d'un cocktail organisé un beau soir dans l'appartement du nouveau chef de station du MI 6 à Washington, Maurice Oldfield, que Bennett tisse la corde pour se faire pendre.

Le gratin des *spycatchers* est là : Angleton, son adjoint Raymond Rocca, Arthur Martin du MI 5 et, comme *guest star*, l'inévitable Anatoli Golitsine.

Bennett, membre d'une famille de mineurs du pays de Galles, est fait d'une autre étoffe que ces aristocrates. Le cognac VSOP d'Oldfield aidant, il laisse libre cours à son bon sens naturel : la chasse aux taupes ne serait-elle pas une réminiscence de la chasse aux sorcières menée par le sénateur McCarthy dix ans plus tôt ? Angleton ne va-t-il pas trop loin ?

Si fait : de retour chez lui, Angleton inscrit Bennett sur la fatidique liste noire des taupes probables ! John Starnes, le patron du Security Service (RCMP), enquête alors pendant deux ans sur son adjoint. Il ne trouve rien, mais le soupçon a suffi pour qu'on le licencie. Sa femme le quitte. Ses amis s'éloignent. Il faudra attendre les années 80 pour que Leslie Bennett soit totalement réhabilité.

Dans la foulée, toujours sous l'égide de Golitsine, Angleton enquête d'arrache-pied sur de nouveaux « agents soviétiques » aussi haut placés que Harold Wilson : Olof Palme, Willy Brandt, l'ambassadeur Averell Harriman, Henry Kissinger. Plus rien n'arrête le chef du contre-espionnage à la CIA. Quand, en 1966, un nouveau transfuge, Igor Kochnov (Kittyhawk), affirme qu'il n'y a pas de taupe de haut rang à la CIA, Angleton le relègue aussitôt dans le lot des faux transfuges...

C'est qu'il a lancé le projet HONETOL de détection des taupes à la CIA. Tout à tour, des opérationnels de l'Agence, soupçonnés du pire, sont démis de leur fonction ou envoyés à des postes insignifiants tels Pete Karlow, Pete Kovich, George Kisevalter, Vasia Gmirkin. Quatorze en tout.

Prenons le cas de Gmirkin. Nous en avons beaucoup entendu parler à l'île Maurice où il fut chef de station. Né à Shanghai de parents russes blancs, il parlait de nombreuses langues (dont le russe et le chinois mandarin) ; il était l'un des officiers les plus entreprenants de la CIA. Au Japon ou en Irak, il réussit certaines des opérations les plus audacieuses de la Company. A Tôkyô en 1956, il piégea le résident du KGB, Anatoli Rozanov, grâce à une jolie Nippone (Rozanov reviendra une seconde fois comme résident à Tôkyô avant de devenir ambassadeur en Thaïlande).

Le fait que le père de Gmirkin ait été consul russe dans la province du Xinjiang (avant la révolution) semble à Angleton un début de piste d'autant plus sérieux que Gmirkin n'hésitait pas à rencontrer les hommes du KGB pour essayer de les faire changer de camp... Celui-ci sut seulement dans les années 80 pourquoi, à la fin de sa carrière, il n'était plus promu ; pourquoi des amis lui tournaient le dos ; pourquoi, contrairement aux habitudes, il ne reçut aucun diplôme, aucune médaille le jour de sa mise à la retraite...

La liste des suspects serait fastidieuse. Citons pour finir l'exemple le plus connu parce qu'il a été rendu public par Bill Colby, de plus en plus agacé par les « manips » d'Angleton. Ce dernier avait obtenu que David Murphy, qu'il soupçonnait, quitte la tête de la division soviétique de la CIA. Mais Murphy fut tout de même nommé chef de station à Paris. Furieux, Angleton rencontre les Français. Le patron du SDECE, Alexandre de Marenches, après avoir demandé à un chasseur d'espions totalement imperméable à toute forme d'humour s'il ne le soupçonnait pas aussi, par hasard, de travailler pour les Soviétiques, sera finalement amené à demander le rappel de Murphy en 1973.

Excédé, Colby décide à cette date de limoger James Angleton. La décision n'est pas aisée car, parmi les prérogatives qu'il s'est arrogées, celui-ci chapeaute les liaisons avec le Mossad.

De sa retraite, Angleton conservera des liens avec les Britanniques et inspirera des ouvrages (tels *KGB contre CIA* de D. C. Martin ou *Un climat de trahison* du regretté Andrew Boyle, comme celui-ci nous l'avait confirmé à l'époque de la parution de son livre).

Les Français, plus pragmatiques, tisseront tout de suite des liens avec George Kalaris, son successeur. Lors d'un voyage à Washington, Marcel Chalet avouera même à son interlocuteur qu'aucune piste donnée par Golitsine n'a jamais mené nulle part en France. La DST a certes démantelé des réseaux, mais grâce à d'autres transfuges et, surtout, à un minutieux travail de recoupement doublé d'une surveillance efficace des Soviétiques.

Bien avant sa mort, le 11 mai 1987, la CIA a passé en revue toutes les affaires traitées par Angleton. Conclusions terribles : pendant au moins dix ans, la division soviétique avait été paralysée. Le même verdict pourrait s'appliquer aux services alliés frappés par le mal.

Le pire danger pour l'Agence eût été de sombrer dans la paranoïa développée par Angleton et de finir par l'accuser lui-même d'être une taupe du KGB ! Après tout, quel agent patenté des Soviétiques au sein de l'Agence aurait, à un poste plus stratégique, rendu de meilleurs services à Moscou ?

Ce qui faisait dire au colonel Delseny vingt ans plus tard :

« Si les Soviétiques avaient voulu monter une aussi belle opération, ils n'y seraient pas parvenus... »

Et à Clare Petty, l'un des anciens adjoints du collectionneur d'orchidées, de confirmer (dans le film de la BBC, *Angleton*) :

« En utilisant la méthode Angleton jusqu'à son ultime conclusion, on pouvait déduire, vu leurs conséquences, que les actions du duo Angleton-Golitsine devaient fatalement avoir été montées par le KGB. D'ailleurs, si Jim avait vraiment poussé la logique jusqu'au bout, il aurait dû lancer une enquête sur lui-même... »

Frolik passe à l'Ouest

La danse du scalp a commencé. Les Indiennes nues et couvertes de peintures de guerre dansent autour d'un malheureux cow-boy ligoté à son totem.

Éclat de rire général. Dans ce cabaret londonien, l'Eve Club, c'est tous les soirs la franche rigolade en cette fin des années 60. Excepté pour ce Tchèque de l'ambassade au fond de la salle. Méditant sur son sort, Josef Frolik sombre carrément dans le spleen, comportement petit-bourgeois scandaleux pour un agent secret de la Sécurité d'État tchécoslovaque (Statni Tajna Bezpecnost, soit StB), le meilleur élève de la classe d'espionnage du grand frère soviétique.

En août 1968, quand les chars ont mis brutalement fin au Printemps de

Prague, Frolik a envisagé pour la première fois de passer à l'Ouest. L'exemple venait de haut. En février, le vice-ministre de la Défense, le général Jan Sejna, avait montré la voie en faisant défection. Chaudement accueilli à l'Ouest par Ray Cline, alors patron de la CIA en RFA, il allait révéler aux Occidentaux de nombreux secrets du renseignement militaire (ZS : Zpravodajska Sprava Generalniho Stabu Armady) et de la Sécurité militaire (VKR : Vojenska Kontra Rozvedka). Précieuses révélations qui vont permettre d'arrêter immédiatement un haut fonctionnaire turc de l'OTAN, Nahit Imre.

S'ajoutant aux éléments d'informations livrées par Lasdilav Bittman, transfuge du Département D — comme désinformation — du StB, la défection de Sejna a provoqué une enquête approfondie. Une série de morts plus ou moins explicables dans les milieux de la défense ouest-allemande l'ont suivie, à commencer par celle du contre-amiral Hermann Lüdke, responsable de la logistique de l'OTAN en Europe, qui s'est tiré une balle dans la tête le 8 octobre 1968.

Le lendemain, le directeur adjoint du BND ouest-allemand, Horst Wendland, s'est suicidé à la centrale de Pullach. Dans les quinze jours, le suivront dans la mort d'autres fonctionnaires de la Défense, Hans Schenke, Edeltraud Grapentin, le colonel Johann Grimm, Gerhard Böhm, tous identifiés comme « taupes du StB » par Bittman.

Autant dire qu'à l'Ouest, on ne crache pas sur les défecteurs tchèques. Grâces soient donc rendues à la patronne du club qui met Frolik en relation avec un ami à elle, un « gars très bien qui travaille pour le ministère de la Défense ». Il est vrai qu'en dépit de son patronyme irlandais, Helen O'Brien est une réfugiée roumaine qui travaille comme agent double pour la Section K (Communisme) du MI 5, le contre-espionnage de Sa Majesté.

Frolik « débriefé », le MI 5 peut se livrer à une formidable plongée dans les abysses du StB depuis décembre 1952, date à laquelle le transfuge a fait son entrée à la section financière du ministère de l'Intérieur. L'année suivante, le voici au StB sous les ordres du colonel Antonin Prchal.

Moscou apprécie ce dernier à sa juste valeur : le KGB possède un volumineux dossier sur la période de l'Occupation, où il dirigeait un réseau de prostitution pour le compte de la Gestapo de Prague. En outre, l'ancien collabo a barre sur le ministre de l'Intérieur Karol Bacilek. Alors, pourquoi se priverait-on de ses services ?

Prchal sait s'y prendre comme personne pour attirer des vrais dissidents dans de fausses « filières d'évasion » qui aboutissent sur un territoire de carton-pâte gardé par des hommes du StB déguisés en douaniers allemands et en Américains. Il est aussi parvenu à recruter certains membres des ambassades occidentales à Prague.

Parmi les étonnantes révélations faites par Frolik après sa défection figure le récit du kidnapping de l'ancien chef de la Gestapo, le général Heinrich Müller. Contrairement à ce qu'on avait cru, ce bourreau nazi n'était pas mort dans les ruines du III[e] Reich, à Berlin, mais s'était réfugié au Venezuela. En 1955, grâce à un agent vivant en France, le général Rudolf

Barak — nouveau ministre de l'Intérieur — donnait le feu vert à son kidnapping.

Frolik, lui, faisait bientôt son entrée au monastère des Templiers sur la rivière Vltava, autrement dit le centre de la direction principale du renseignement (HSR : Hlavni Sprava Rozvedka), qui dépendait du StB. Le patron de ce service, le colonel Yaroslav Miler, venant de passer à la trappe avec Barak, limogé pour contestation politique, c'est le colonel Josef Houska qui lui succédait.

Frolik participe à l'animation du « British Desk ». A ce titre, il téléguide la pénétration dans les milieux politiques. Sa cible la plus prestigieuse sera le futur Premier ministre conservateur Ted Heath !

« John [notre agent] s'était forgé l'opinion que M. Heath n'était pas très porté sur l'hétérosexualité », raconte Frolik dans ses Mémoires (*The Frolik Defection*) confectionnés avec l'aide des services spéciaux américains.

« De notre étude de l'establishement anglais, nous savions que de nombreux hommes politiques, généraux, amiraux, juges et autres étaient homosexuels, bien que dans ce domaine des précautions aient été prises sur le plan sécurité après les défections de Burgess et MacLean. Dans ce cas, John n'avait pas de preuve absolue de ce qu'il avançait, mais cela valait le coup de tenter une action.

« Nous élaborâmes donc un plan pour faire venir M. Heath en Tchécoslovaquie. Là se refermerait un piège qui, nous l'espérions, le rendrait vulnérable à tout chantage... »

Connaissant en effet le goût du leader conservateur pour la grande musique, le StB a choisi un grand organiste, Jaroslav Reinberger, pour le séduire. Mais ce plan fait long feu. Prévenu par le contre-espionnage anglais, Heath renonce à son voyage.

D'autres opérations de recrutement réussissent néanmoins. En 1964, Frolik arrive à Londres pour les consolider. Il travaille sous couverture d'« attaché syndical » à l'ambassade de Kensington Palace Gardens en liaison étroite avec son alter ego soviétique Nikolaï Berdennikov.

Le reste coule de source. Mais, au cours du « debriefing » de Frolik aux USA, pourquoi diable les hommes du contre-espionnage dirigés par l'inévitable James Angleton cherchent-ils à « mouiller » à tout prix certains syndicalistes britanniques avec les Tchèques ?

Notre confrère britannique David Leigh (*The Wilson Plot*, 1988) a son idée sur la question : cette insistance fait selon lui partie d'un plan de déstabilisation du gouvernement travailliste de Harold Wilson élaboré par Angleton et une fraction du MI 5 anglais.

Fournissons un autre élément à l'appui de cette thèse. La rédaction des Mémoires de Frolik tend à démontrer que Jack Jones, le secrétaire général du plus gros syndicat anglais, la Transport & General Workers' Union, a été recruté par les Tchèques.

Pourquoi ces insinuations ? En raison sans doute de ce fait inédit que nous avons découvert : Jack Jones et Ted Heath, alors jeunes syndicalistes, ont effectué en 1937 une tournée commune sur le front espagnol pour rencontrer les volontaires anglais de la XV^{e} Brigade internationale. Sachant

les archives des Brigades centralisées à Prague, mais ignorant qu'en dépit de ses opinions assez avancées Jack Jones a toujours rendu compte au MI 5 des sollicitations dont il était l'objet de services spéciaux de l'Est, la CIA a décrété que les deux hommes étaient forcément manipulés par les Tchécoslovaques.

On ne prête qu'aux riches, surtout quand on mûrit soi-même quelques arrière-pensées politiques...

StB contre DST

Dans les années 60, la section chargée des affaires tchécoslovaques (CAKO) à la DST apprend que le StB organise des exercices grandeur réelle. On recrute un agent à Prague. Il doit espionner une cible — militaire, scientifique ou autre. Le jeune officier qui le « traite » fait ainsi ses classes à l'école du StB. Simultanément, le contre-espionnage tire de l'opération tous les enseignements voulus quant à la protection des sites en question.

Objectivement, pour reprendre le vocabulaire en usage à Prague, l'agent recruté n'a cessé de servir le StB ! Mais, subjectivement, il a aidé « une agence d'espionnage de l'impérialisme anglo-américain ». Voilà qui lui coûtera fort cher s'il ne disparaît pas totalement.

Rue des Saussaies, la DST remplit peu à peu ses fichiers de comptes rendus détaillés sur les méthodes usitées par les Tchécoslovaques. Comment le StB répertorie tous les bâtiments à double entrée à Paris pour couper les filatures, par exemple... Comment ses agents collectionnent des dizaines de milliers de cartes postales pour reconstituer des lieux où intervenir à l'avenir... Comment leurs officiers voyagent en première classe dans le métro mais gagnent les wagons de seconde classe avec leur billet de première pour vérifier s'ils sont suivis...

Le bras de fer franco-tchèque ne date pas d'hier. Déjà, fin 1953, la DST interceptait un premier « illégal » du StB, Jozef Kubal, travaillant essentiellement sur les ports français. Mais c'est dix ans plus tard, en 1962, que la DST a commencé à y voir plus clair dans le jeu des Tchécoslovaques grâce à un transfuge inattendu, Kondek. Cet « agent illégal » installé en Suisse a été arrêté et, très gentiment, le Département fédéral de la Justice helvétique a transmis aux Français un rapport qui permet de comprendre comment l'agent du StB est parvenu à changer de nationalité :

« Ce ressortissant tchécoslovaque avait subi une longue période d'instruction comme espion dans un service secret de Prague puis, grâce à de faux documents, il se fit passer pour le fils illégitime d'une Suissesse décédée en Tchécoslovaquie... »

Kondek acceptant d'offrir ses services à la DST, cette dernière étudie la méthode de filiation du StB tchèque. C'est ainsi qu'elle tombe sur un cas similaire en France : un illégal du StB qui a réussi à se faire intégrer au SDECE !

Comme il l'a expliqué dans un courrier à l'ambassade de France, Pierre Cardot est né le 9 novembre 1929, à Krnov, en Tchécoslovaquie :

« Ma mère était française par nationalité et a décédé en 1939 [*sic*] [...]. Je suis Français d'après ma mère, ma sympathie est plus grande envers la France qu'envers la Tchécoslovaquie parce que ici je ne me sens pas chez moi. Mon désir, c'est de vivre d'une vie libre... »

Six mois plus tard, après que le consulat a étudié l'histoire de sa mère Marie Cardot, Pierre est naturalisé. Peu après, il effectue son service militaire au Centre d'écoute des radios d'Europe centrale. Libéré le 15 août 1962, il a été recruté comme expert-analyse au SDECE en raison de ses compétences linguistiques. Le 14 novembre, la DST l'appréhende chez lui, à Paris. Au bout de six jours, Cardot avoue travailler pour le StB. Il explique tout ou presque : comment il utilise son émetteur radio, le carbone blanc, les codes. Seul un mystère demeure : son nom réel.

Pour faire définitivement craquer Cardot, le responsable du secteur tchèque CAKO, le commissaire Maurice Lassabe, décide de le confronter avec Kondek. Mais il a affaire à un vrai professionnel, qui sait que le StB fera tout pour le récupérer. De fait, en mai 1963, Pierre Cardot est échangé contre un étudiant capturé à Prague au cours d'une mission pour le SDECE.

Cardot n'a pas oublié la confrontation avec Kondek à la section CAKO, au troisième étage de la rue des Saussaies. La preuve : le transfuge est retrouvé quelque temps plus tard mort, asphyxié par un chauffage au gaz défaillant...

Comment le StB l'a-t-il retrouvé ? Une question gênante. Elle explique le silence des spécialistes de la DST concernant cette malheureuse affaire. Le commissaire Jean-Paul Mauriat, chargé de relations avec la presse, publiera plusieurs articles dans la revue *Historia* sur l'affaire Cardot mais sans mentionner Kondek. Pierre Levergeois, qui livre ses souvenirs d'inspecteur (*J'ai choisi la DST*, 1978), sera le seul à évoquer le nom de Kondek, mais en inversant les dates de sorte qu'aucun lien n'apparaisse avec l'affaire Cardot.

La DST est à l'époque sur la piste de plusieurs autres illégaux du StB, mais se produit un avatar que détaillera plus tard Marcel Chalet dans l'interview réalisée par Thierry Wolton (*Les Visiteurs de l'ombre*, 1990) :

« Nous en avons trouvé d'autres mais, pendant que nous essayions d'exploiter les données fournies par l'affaire Cardot, tout ce beau monde fut replié en Tchécoslovaquie, sans qu'on puisse les poursuivre en justice. Nous a échappé, en particulier, un "illégal" qui s'était si bien distingué pendant son service militaire, dans une unité spécialisée, que ses chefs lui avaient confié la protection de documents secrets. »

Nouvelle erreur de manipulation comme lors de la confrontation Kondek-Cardot ? Il y a peut-être pire. C'est ce que pensent divers responsables de la sécurité du SDECE et ceux qui participent à la chasse aux taupes, à commencer par le colonel de Lannurien. Sans compter ces spécialistes du Bloc Est à la DST qui, avec le recul, estiment que leur service a bien été pénétré par une taupe.

Comme en Angleterre, on a évidemment préféré faire le silence sur cette

affaire, et ce d'autant qu'un inspecteur de la Surveillance du territoire accumulait les erreurs de traitement concernant le StB : surveillance outrancière de l'attaché militaire adjoint Frantisek Matacha, un « ludion » capable de mobiliser des équipes entières de filocheurs de la DST... Enquête détaillée mais sans lendemain sur l'actrice Madeleine Robinson, tchèque d'origine (née Svoboda)... Inexploitation des ordres de bataille (ODB) réalisés sur le StB... Rapports incomplets et inutilisables...

En dépit de ces maladresses, le StB a bel et bien été ébranlé par les coups de boutoir du contre-espionnage français. Le colonel Cramar, responsable du secteur Europe nord, paiera de sa personne pour réorganiser les réseaux, n'hésitant pas à faire appel à certains spécialistes du Parti communiste français.

Mais, en ce milieu des années 60, la très grave crise qui va secouer les services français ne trouvera pas son origine à l'Est, mais au Sud, dans l'ancien protectorat du Maroc...

L'affaire Ben Barka

Le vendredi 29 octobre 1965, le chef de file de l'opposition marocaine Mehdi Ben Barka est enlevé à Paris. On ne le reverra jamais vivant. Révélée par une poignée de journalistes, l'affaire Ben Barka va créer un véritable maelström politique en France, obligeant le général de Gaulle à se justifier, lui qui n'était aucunement impliqué.

Qui a enlevé Ben Barka ? Matériellement, des policiers dupés croyant agir sur ordre supérieur, des truands et un honorable correspondant du SDECE, Antoine Lopez, compagnon de route des services marocains. Derrière ces comparses, le général Oufkir, numéro 1 de la communauté chérifienne du renseignement.

L'implication d'Oufkir ne fait aucun doute. C'est lui qui a tendu un véritable piège à Ben Barka, profitant d'un projet de réconciliation avec Hassan II. Oufkir qui aurait tué Ben Barka de ses mains selon la version d'un des truands, Georges Figon, dont le suicide ultérieur fera verser beaucoup d'encre. Autre hypothèse : un deuxième truand, Julien Le Ny, lui aurait assené un shuto de karaté, brisant des vertèbres cervicales fragilisées par un « accident d'auto » déjà monté par Oufkir. Une chose est sûre : à Rabat, comme en témoignera ultérieurement le chef du poste SDECE, le commandant Labouchette, les milieux bien informés savaient quelques heures après les faits qu'il y avait eu enlèvement, et que celui-ci était l'œuvre d'Oufkir.

Dès septembre 1966, deux rédacteurs d'un hebdomadaire israélien à sensation, *Boul*, créent l'événement à Tel-Aviv en titrant : « Le Mossad est-il impliqué dans l'affaire Ben Barka ? » Aussitôt, *Boul* est saisi et les deux journalistes jetés en prison.

Ce scandale ouvre la « piste israélienne » : participation effective du

Mossad dont le chef, Meit Amir, aurait voulu rendre service au Maroc, le seul allié arabe d'Israël.

Mais *quid* des Américains ? Ils avaient eux aussi d'excellentes raisons de souhaiter la disparition de l'opposant marocain, commis voyageur d'une nouvelle internationale révolutionnaire en gestation, cette Tricontinentale qui hantait les nuits des responsables US.

En 1975, l'écrivain libertaire Daniel Guérin explore donc cette « piste américaine » dans ses *Assassins de Ben Barka*. Réfugié en Suède, l'ancien aide de camp d'Oufkir, Ahmed Rami, affirmera plus tard que l'ordre d'enlèvement est venu du roi, en vertu de pressions américaines.

Et le SDECE ? Aux yeux de l'opinion publique, il restera longtemps le service le plus « mouillé » dans l'affaire. En 1985, dans *La Piscine*, Pascal Krop et l'un des auteurs de ce livre, Roger Faligot, établissent de manière plus précise le degré de son implication, documents à l'appui. Des agents du SDECE ont certes trempé dans l'enlèvement, mais il ne s'agissait en aucun cas d'une opération voulue par la direction du service.

Nouveaux éléments en 1991. Bernard Violet publie *L'Affaire Ben Barka* dans la collection « Enquêtes » chez Fayard. Produit d'une minutieuse investigation, ce livre met au point ce qui relève de la dérive individuelle et ce qui relève d'une politique ambiguë menée par le service arabe de la Piscine, le III A. Surtout, il découvre une piste inédite, qui n'est d'ailleurs pas contradictoire avec les précédentes.

Pour Violet, l'enlèvement du leader oppositionnel a été organisé matériellement par deux groupes au service d'Oufkir. A participé à ce rapt un clan de Français d'extrême droite originaires du Maroc, déjà auteurs de plusieurs attentats « contre-terroristes » au milieu des années 50. Plus insoupçonnable encore, un petit groupe de Marocains, ex-partisans du pacha de Marrakech, l'homme des Français. Ce dernier groupe se serait quasiment résumé à la personne de « Chtouki », la cheville ouvrière du coup, jamais cernée d'aussi près jusque-là.

Un service impliqué en la personne de son chef, Mohammed Oufkir ; un autre en la personne de plusieurs de ses membres, même « subalternes » (le SDECE) ; la CIA ; le Mossad. L'Histoire dira s'ils se sont bien mis à quatre pour enlever et faire disparaître à jamais Mehdi Ben Barka.

En attendant son verdict, le général de Gaulle, excédé, décide de retirer la direction des services spéciaux à son Premier ministre Georges Pompidou et de la confier à Pierre Messmer, le ministre de la Défense nationale. Une réforme toute circonstancielle qu'aucun de ses successeurs n'osera remettre en question. Depuis cette époque, les chefs du SDECE, puis de la DGSE dépendent, au moins officiellement, de la Défense même si l'Élysée supervise leur action dans la réalité. Une réalité bien différente des films d'espionnage qui, avec James Bond, triomphent sur les grands écrans...

Fiction et réalité chez James Bond

Fils du major Valentine Fleming, député conservateur, Ian Lancaster Fleming est né en 1908. Diplomate manqué puis journaliste, il n'en évolue pas moins dans le monde du renseignement qui donnera la matière aux aventures de James Bond 007.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, le voici aide de camp de l'amiral John Godfrey, chef du renseignement naval (NID). Position moins étonnante qu'il n'y paraît, car Godfrey a toujours entretenu d'excellents contacts avec les journalistes et en particulier avec ceux de l'Agence Reuter. Selon son biographe (Patrick Beesly, *Very Special Admiral*, 1980), « Sir Roderick Jones [le patron de Reuter et ami de la mère de Fleming] avait placé son organisation internationale entièrement à la disposition de Godfrey ».

James Bond est connu dans le monde entier...

Certaines missions inspireront ses livres à venir. Ainsi en 1941, à Lisbonne, Fleming tente de ruiner au « chemin de fer » des agents de l'Abwehr. Mais, contrairement au Bond de fiction de *Casino royal*, qui rafle la mise, le Fleming de la réalité perd une bonne partie de la cagnotte. Ce qui n'empêche pas son chef de le considérer comme un as de l'espionnage anglais et de le dire tout haut :

« J'ai toujours pensé que c'était lui qui aurait dû être directeur du renseignement naval, et moi son assistant ! » déclarera ainsi sous forme de boutade l'amiral Godfrey, lorsque Fleming mourra en 1964 d'un arrêt cardiaque.

Fait inédit à ce jour : en 1944, Ian Fleming se retrouve dans la section politique des services spéciaux (l'antenne MI 6 Political Intelligence de Milton Bryan, près de Woburn) aux côtés d'as de la guerre psychologique tels que Sefton Delmer, Muriel Spark, Richard Crossman ou Bruce Lockhart.

Inépuisable, il amasse de nombreuses informations sur l'Extrême-Orient grâce à son frère Peter, qui a travaillé pour le MI 6 en Chine et au Tibet, et à son confrère Richard Hughes du *Sunday Times* à Tôkyô (rebaptisé Dikko Henderson dans *On ne vit que deux fois*).

Entre 1953 et 1966, quatorze aventures de James Bond sont publiées. Fait révélateur, on notera un décalage de dix ans entre la parution originale des premiers 007 en anglais (Glidrose Productions Ltd) et leur traduction en français (chez Plon) :

1953	*Casino Royale* :	Casino royal
1954	*Live and Let Die* :	Vivre et laisser mourir
1955	*Moonraker* :	Moonraker
1956	*Diamonds Are Forever* :	Les diamants sont éternels
1957	*From Russia With Love* :	Bons baisers de Russie
1958	*Dr No* :	James Bond contre Dr No
1958	*Goldfinger* :	Goldfinger
1960	*For Your Eyes Only* :	Bons baisers de Paris
1961	*The Spy Who Loved Me* :	Motel 007
1961	*Thunderball* :	Opération Tonnerre
1963	*On Her Majesty's Secret Service* :	Au service secret de Sa Majesté
1964	*You Only Live Twice* :	On ne vit que deux fois
1965	*The Man With the Golden Gun* :	L'Homme au pistolet d'or
1966	« *Octopussy* », « *The Property of a Lady* », « *Living Daylights* » :	trois nouvelles réunies sous le titre : Meilleurs Vœux de la Jamaïque.

Après la mort de Ian Fleming, l'écrivain Kingsley Amis va essayer de poursuivre les aventures de James Bond sous le pseudonyme de Robert Markham, mais un unique volume, *Colonel Sun*, sortira en 1968. En 1982, un autre romancier, John Gardner, reprend le flambeau et publie une nouvelle aventure de 007 : *For Special Services*.

Les personnages principaux

James Bond 007

Bond vient du nom d'un ornithologue que Fleming a rencontré dans sa douce retraite de la Jamaïque où il écrit ses romans, mais le personnage de 007 est composite. Dans ce héros-cocktail, on retrouve d'abord les propres expériences de Fleming comme officier du renseignement naval et celles de Merlin Marshall, l'un de ses collègues du NID, mort en 1987. Le côté aventureux de Bond plonge ses racines dans la personnalité d'un agent double, le Yougoslave Dusko Popov (décédé en 1981), qui se flattait d'avoir averti avant tout le monde les Alliés de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor en 1941.

Enfin, l'espion-aventurier Sidney Reilly (voir tome 1, p. 142), que lui a décrit Bruce Lockhart quand tous deux travaillaient à l'antenne MI 6 Political Intelligence, a aussi influencé Fleming bien que celui-ci aimât à dire : « L'ennui, c'est que Bond n'est quand même pas aussi bon que Reilly ! »

Enfin, le romancier a donné à son héros une ascendance écossaise (Bond of Glencoe), tout comme la sienne et celle de Bond au cinéma, Sean Connery, de nos jours porte-parole du Scottish Nationalist Party.

« M », le patron du MI 6

C'est l'initiale « C » qu'utilise traditionnellement le directeur du MI 6 pour cacher son nom au public. Fleming transpose et choisit la lettre « M », initiale du prénom d'un chef du MI 5 qu'il admire : Maxwell Knight, dont l'une des prouesses fut d'infiltrer un astrologue dans les cercles dirigeants nazis à Berlin.

Le romancier s'inspire aussi de la personnalité de son propre chef Godfrey — qui a cru un moment pouvoir prendre la direction du MI 6 — et de celle de Sir Collin Gubbins, patron du SOE (Special Operations Executive) pendant la guerre.

Des années durant, c'est l'acteur Bernard Lee (1908-1981) qui jouera « M ». Lee s'était illustré précédemment dans *Le Troisième Homme*, d'Orson Welles d'après Graham Greene, autre vieux routier du MI 6.

« Q », le fourrier des « gadgets »

Évidemment mis en valeur dans les films où les « gadgets » prennent de plus en plus d'importance visuelle, « Q », le scientifique du service, a bien existé. Il s'agit de Charles Fraser-Smith, décédé en 1992. Initialement versé dans le NID, ce « magicien des armes spéciales » s'était brouillé avec Godfrey, mais Fleming avait pris sa défense. Les deux hommes étaient

devenus intimes. Travaillant dans un petit laboratoire sous couverture du ministère de l'Agriculture, Fraser-Smith n'avait plus de secrets pour le père de James Bond.

Le capitaine Troop

Le capitaine trésorier Troop, « retraité de la Marine royale, chef des services administratifs » du MI 6, souvent en porte à faux avec « M » car il tient fermement les cordons de la bourse des fonds spéciaux, est calqué sur le contre-amiral J.A.G. Troup, prédécesseur de John Godfrey à la tête du NID (1935-1939).

Les alliés

Les « cousins » de la CIA, d'abord. Fleming lui-même avait été envoyé à Washington en 1941, dans le cadre de la coopération avec les hommes de l'OSS (ancêtre de la CIA). Il avait même dessiné pour Bill Donovan, le Big Boss de l'OSS, le portrait-robot du parfait agent secret à la mode anglaise : un analyste quadragénaire faisant de la prudence la qualité première de l'espion. Au lieu de cela, « Wild Bill » Donovan décidera de choisir de jeunes casse-cou prêts pour sauter sur l'Europe et l'Asie, bien dans le tempérament américain.

L'ami américain de 007, Felix Leiter (présent de *Casino royal* à *L'Homme au pistolet d'or*), est alors attaché à l'antenne de la CIA, au SHAPE de Fontainebleau. Selon nous, son modèle serait Frank Lindsay (de l'OPC/CIA) chargé de liaison avec le MI 6 notamment pour les opérations derrière le rideau de fer et co-auteur, sous le pseudonyme de Christopher Felix, du *Manuel de la guerre secrète — L'espionnage en 9 leçons* (1964).

Au Japon, dans *On ne vit que deux fois*, c'est directement le chef des services secrets (Kôan Chôsa Kyoku), Tigre Tanaka, « formé à l'école des kamikazes », qui épaule 007. Mais c'est un « bon Jaune »... il a étudié à Cambridge ! Pour faire pièce aux Soviétiques (dans *Bons baisers de Russie*), Bond bénéficie de l'aide du chef des services turcs, Bruno Kerim de père turc et de mère anglaise.

Les amis français sont présentés sous le vocable populaire mais désuet de « 2e Bureau » avec l'habituelle condescendance de l'Intelligence Service à l'endroit des « froggies ». Toutefois, Fleming gardait un bon souvenir du 2e Bureau. Pendant la guerre, un de ses membres, Jacques Vauzanges, a aidé les services anglais aux USA (la British Security Coordination) à voler l'or des vichystes dans son île natale de la Martinique. Cet épisode fournira le point de départ de *Goldfinger*.

Les ennemis

Inaugurée en 1953, au cœur de la guerre froide, la série des romans de Fleming présente les services soviétiques comme le mal absolu. De sorte que même les organisations à caractère mafieux comme SPECTRE (Service pour

l'espionnage, le contre-espionnage, le terrorisme, les règlements et l'extorsion) ou CHIFFRE sont en fin de compte manipulées par les communistes. C'est aussi le cas des criminels que combat le Commander Bond.

Le romancier Umberto Eco (« James Bond : une combinatoire narrative », in *Communications*, 1966) décrit parfaitement le « méchant » tel que le voit Ian Fleming :

« Le Méchant voit le jour dans une zone ethnique qui va de l'Europe centrale aux pays slaves et au bassin de la Méditerranée. Il est habituellement de sang mêlé et ses origines sont complexes et obscures. Il est asexué ou homosexuel ; en tout cas, il n'est pas sexuellement normal. Doué de qualités exceptionnelles d'invention et d'organisation, il a entrepris pour son compte une activité considérable qui lui permet de réaliser une immense fortune, grâce à laquelle il travaille en faveur de la Russie. »

Passons-les en revue. Hugo Drax (*Moonraker*), anglais d'adoption mais en fait allemand, travaille pour l'URSS. Il fait penser à George Blake, officier du MI 6 né hollandais et passé à l'Est en 1966. Le noir Mister Big reçoit l'aide du KGB. Le Dr No, mi-chinois, mi-allemand, est digne du Dr Fu Manchu dans son île maléfique, mais les Soviétiques ne sont pas loin. Goldfinger, juif balte d'origine, finance les mouvements communistes et fait penser à Robert Maxwell. Mi-grec, mi-polonais, tel est le pedigree d'Ernest Stavro Blofed (qu'on découvre dans *Opération Tonnerre*, qui refait surface dans *Au service secret de Sa Majesté* et qui meurt dans *On ne vit que deux fois*).

Gilbert Cesbron n'a pas tort lorsqu'il écrit en 1965, dans *Le Figaro* : « James Bond est le héros de ce siècle ; avec un cynisme qui touche à la naïveté, il en exhalte les deux attributs : le pistolet et le sexe. Aucune femme, aucun méchant, ne lui résiste — étant bien entendu que toutes les femmes n'ont été mises au monde que pour ça, et qu'à peu près tout ce qui n'est pas anglo-saxon est "méchant". Un Russe pacifiste, un Chinois sincère, une femme pudique sont inimaginables dans le monde à la fois simpliste et délirant de James Bond où l'astuce a remplacé la psychologie et où le désir tient lieu d'amour. Un univers où tout est uniment noir ou blanc comme dans celui de la propagande des racistes et des partisans, un univers sans nuances, sans temps perdu — bref, le nôtre, et chaque jour davantage. »

On a vu Ian Fleming assister en 1933 au procès des ingénieurs de la Vickers monté par le Guépéou (tome 1, p. 219). Il s'en est inspiré pour *Bons baisers de Russie*. Le SMERCH (acronyme de Smiert shpionam ! — « Mort aux espions !») a bien existé. Fondé pendant la guerre, comme 9e section de la Division spéciale, longtemps animée par le général Viktor Sémiénovitch Abakoumov, le SMERCH organise les exécutions de traîtres, de déserteurs, d'agents double au sein de l'Armée rouge. La guerre finie, ce sont des exécutions de dissidents, de transfuges et de Russes blancs.

Dans le roman de Fleming, le terrible chef du SMERCH, le général Grubozaboyschikov, ressemble au vrai général Abakoumov, réputé pour sa cruauté au point de torturer lui-même des prisonniers dans la Loubianka. A noter que Fleming consacre un chapitre à détailler avec grande précision les « Organes » soviétiques. La légende veut que, pendant la crise des fusées de

Cuba en 1961, *Bons baisers de Russie* fut le livre de chevet de John Kennedy et d'Allen Dulles.

A noter la présence dans ce roman d'un colonel Nikitine (chef de la sécurité au MGB) : clin d'œil au fait qu'Anatoli Gorsky, alias « Nikitine », fut résident du KGB en Angleterre (où il traita Kim Philby) ?

De l'autre côté du rideau de fer, les médias du SOVBLOC — le « bloc soviétique » — n'épargnent pas James Bond. En Bulgarie, dans son roman *La Mission Zakhov*, Andreï Gouliachki provoque un duel entre James Bond et son propre héros, Avakum Zakhov. Lequel l'emportera naturellement sur celui qui est présenté comme l'« exemple suprême de l'espionnage impérialiste ».

Livre si édifiant qu'il paraîtra ensuite en feuilleton dans la *Komsomolskaïa Pravda*, quotidien des Jeunesses communistes d'URSS. En 1965, Makarov, un journaliste de la revue *Nedelya*, se fâche tout rouge.

« Mais qui sont donc les ennemis sans nombre de l'impavide et indomptable 007 ? Question naïve ! Les méchants. Les suppôts extérieurs et intérieurs. Les ennemis de la "civilisation occidentale", qui s'emploient à créer en France une Armée rouge clandestine, à paralyser les fusées de l'OTAN et à ravir les réserves d'or des USA. Mais ces excréments d'enfer communistes, nègres et juifs, n'échapperont pas à la dextre vengeresse de James Bond le superman... James Bond, le superman aux yeux bleus et aux poings d'acier, l'apôtre élégant du "monde libre", le fin tireur et l'infatigable amant, James Bond, qui inspire les jeux d'enfants et les rêves de femmes, James Bond — ouf ! — n'existe pas dans la vie réelle. [...] Il est né de l'imagination des fanatiques de la guerre froide. »

Les femmes

Elles ont un profil très typé : elles répondent à un nom évocateur appelant le plaisir (Vesper, Solitaire, Kissy Suzuki, Pussy Galore, Honeychile), et pourtant elles sont soit vierges, soit frigides. Le Méchant les a soumises à sa toute-puissance (ou celle d'un organisme omniprésent et tout-puissant comme le SMERCH).

Conquises par Bond, elles peuvent s'épanouir et songer à échapper à la domination du Méchant. Selon un schéma qui n'appartient pas seulement à la saga Bond (voir « Le phénomène SAS », p. 368), leur tentative de fuite leur vaudra d'être soumises à une ultime épreuve sadomasochiste (souvent sous forme de torture) avant qu'elles soient libérées *in extremis* grâce à l'action de 007.

Umberto Eco résume ainsi le parcours initiatique propre aux « James Bond Girls » : « 1° la jeune fille est belle et bonne ; 2° elle a été rendue frigide et malheureuse par de dures épreuves subies pendant l'adolescence ; 3° cela l'a préparée à servir le méchant ; 4° par sa rencontre avec Bond elle réalise sa propre plénitude humaine ; 5° Bond la possède mais finit par la perdre. »

Il arrive que ces filles soient sous la coupe d'une autre femme, généralement asexuée ou fortement masculinisée/lesbienne. Les meilleurs

exemples en sont la répugnante Russe du SMERCH, Rosa Klebb (*Bons baisers de Russie*), qui forme la belle Tatiana Romanova aux techniques de l'espionnage par la séduction ; ou son double Irma Blunt (*Au service secret de Sa Majesté*).

Reste enfin une femme éternellement amoureuse de Bond et jamais comblée dans son affection, c'est Miss Moneypenny, la secrétaire de « M » (incarnée à l'écran pendant vingt-cinq ans par Lois Maxwell). Elle introduit Bond auprès du patron, le met au fait des derniers ragots, arrondit les angles en cas de problème et reste bien indulgente pour ses rivales dans le cœur de 007, se contentant d'un chaste baiser ou d'une amicale tape sur les fesses. L'archétype de la secrétaire de direction du service secret, Fleming n'a pas eu à chercher loin pour le composer : dans la réalité c'est Kathleen Pettigrew, successivement la secrétaire des trois grands chefs du MI 6, Mansfield Cumming, Hugh Sinclair et Stewart Menzies, qui lui a servi de modèle.

Les films

L'adaptation des romans de Fleming au cinéma se réalise dans une période où la détente Est-Ouest et le rapprochement Kennedy-Khrouchtchev s'amorcent. A l'exception de *Bons baisers de Russie* (écrit à la mort de Staline en 1953 et sorti sur les écrans en 1963 au moment de la crise des fusées de Cuba), les Soviétiques n'apparaissent donc pas dans les films, remplacés par des adversaires « moins politiques ».

Albert Romolo Broccoli va en produire seize. John Barry (ex-mari de Jane Birkin) signe la plupart des musiques inoubliables dont *On ne vit que deux fois*, chantée par Nancy Sinatra, et *Goldfinger* par Shirley Bassey.

Lever de rideau : *James Bond contre Dr No*, réalisé par Terence Young, sort sur les écrans en 1963. Ian Fleming et son personnage sont très populaires en Angleterre mais totalement inconnus en France et dans le reste de l'Europe continentale (un ou deux titres sont passés inaperçus au Fleuve Noir). C'est l'année suivante seulement — celle où meurt Fleming ! — que Plon publiera la quasi-totalité des aventures de 007.

Le bouche à oreille fonctionne de façon étonnante. L'apparition d'Ursula Andress (dans le rôle de Honeychile), dont les formes triomphent dans son minuscule bikini, n'est pas étrangère au succès. Surtout que l'épouvantable Dr No s'apprête à la faire dévorer par des crabes cannibales...

Mais surtout le système de narration fonctionne bien et le personnage incarné par Seán Connery devient vite populaire dans le monde entier.

Le succès va s'accélérer au fur et à mesure que le cinéma s'éloigne des romans de Fleming. Dans *Bons baisers de Russie*, on est encore fidèle au texte. *Goldfinger* (1964), réalisé par Guy Hamilton, marque le tournant : le fantastique est à son comble lorsque Goldfinger (Gert Froebe) tue sa secrétaire en l'enduisant d'une peinture d'or qui l'asphyxie en bouchant les

pores de sa peau nue. C'est aussi l'irruption de la voiture gadget avec la formidable Aston Martin DB5 que « Q » a conçue pour 007.

De ce triomphe, l'écrivain Roger Vailland se fait l'écho :

« Il m'est extrêmement facile de comprendre *Goldfinger*, d'aller voir ce film, d'y retourner et d'y prendre un plaisir extrême. C'est que, depuis trente ans et plus, on me casse les pieds avec l'Intelligence Service, la Guépéou, le FBI, le 2e Bureau, les exploits de leurs agents, leur dévouement, leur héroïsme, leurs performances sportives et amoureuses et tout l'esprit chevalier que leurs chefs et leurs patries exigent d'eux [...] Après *Goldfinger*, il nous est enfin permis de rire sans restriction, de nous tordre de rire. Le passage du tragique au burlesque s'est brusquement accompli. Je ne suis pas sûr qu'après *Goldfinger* le procès des Rosenberg ou celui des blouses blanches serait encore possible. Oui, sans doute. Mais le public ne marcherait pas de la même façon. »

Terence Young tourne *Opération Tonnerre* (1965) où l'on voit le SPECTRE voler un avion de l'OTAN avec ses deux bombes atomiques. Bien longtemps avant sa mort, Fleming avait conçu cette œuvre pour le cinéma. Le livre a d'ailleurs été écrit d'après un scénario, préparé dès 1961, avec Jack Wittingham et Kevin McClory (ce qui le mènera à un procès concernant les droits d'adaptation !). La crédibilité cède le pas au spectaculaire : comment oublier la bataille rangée et sous-marine des hommes-grenouilles à coups de harpon ?

Quand Seán Connery et sa « James Bond Girl » du jour, la Française Claudine Auger, présentent leur film, c'est, noblesse oblige, une véritable bagarre qui commence : les journalistes se bousculent pour prendre le premier rang de la conférence de presse.

En 1967, *On ne vit que deux fois* est réalisé par Lewis Gilbert sur un scénario de Roald Dahl (auteur de livres pour enfants et autres romans fantastiques). Ce dernier connaît bien le Japon puisqu'il y fut attaché de l'air à l'ambassade britannique de Tôkyô. Les gadgets les plus délirants dominent le scénario tel Nelly, le petit hélicoptère. Des geishas friponnes (Wakabayashi Akiko, Mie Hama) consolent 007. On s'éloigne de plus en plus de l'œuvre de Fleming au rythme des grandes mutations technologiques de l'époque (conquête spatiale, informatique, robotique au service de l'espionnage) et des scénarios de plus en plus échevelés.

Le remplacement de Seán Connery par Roger Moore puis Timothy Dalton dans le rôle de 007 consacre cette « américanisation » croissante de la production et des scénarios. D'ailleurs, en Amérique voit même le jour The James Bond 007 Fan Club (Post Office Box 414, Bronxville, New York 10708 USA) qui publie une revue au nom ambigu, *Bondage*.

De ce point de vue, la parodie de *Casino royal* avec Peter Sellers et David Niven a le mérite de souligner combien le récit a sombré dans la folie.

Pendant ce temps la série des films s'enlise, et c'est avec le retour de Connery dans *Moonraker* qu'elle renoue avec le succès des premiers temps.

En tout cas, les coffres d'Albert Broccoli se sont remplis tel Fort Knox convoité par Goldfinger. Les multiples déclinaisons commerciales (jeux,

gadgets, tee-shirts, vidéocassettes, etc.) n'ont égales que celles des empires Walt Disney ou Hergé. Mais James Bond y a perdu son âme. Et dans le cimetière de Seven Hampton, Ian Fleming doit se retourner dans sa tombe.

Vie et œuvre du camarade Andropov

« C'est décidément un miroir bien injuste que ce miroir de son âme, ce portrait qu'il avait sous les yeux. Vanité ? Curiosité ? Hypocrisie ? N'y avait-il eu rien de plus dans son abnégation ? Si fait, quelque autre chose encore. Du moins le croyait-il. Mais qui pourrait dire ? »

Propos métaphysiques sous la plume d'Oscar Wilde. Tant que Dorian Gray fige son propre portrait sur la toile, il ne prend aucune ride jusqu'à l'ultime instant. Mais quand il contemple son œuvre finie, c'est la mort que Dorian voit en face. Il vieillit d'un seul coup, foudroyé par la faucheuse. Son tableau, lui, gardera une jeunesse éternelle.

A sa manière, ce conte fantastique de Wilde avait valeur de parabole pour les dirigeants de l'URSS des années 70-80. Mais, peu férus de culture occidentale, encore moins de métaphysique, les hommes du Kremlin l'ignoraient.

Pas tous. Youri Andropov manifestait un engouement sans bornes pour l'écrivain irlandais. C'était une des informations distillées à son propos lorsqu'il devint secrétaire général du Parti en 1982. A cette date, les kremlinologues et les agences de renseignement en savaient souvent plus long sur Andropov-chef du KGB que sur le personnage même de ce dirigeant énigmatique, Janus rouge aux multiples facettes.

Son père Vladimir était chef de gare à Nagoutskaya, dans la région de Stavropol. C'est là que naquit Youri Vladimirovitch Andropov, le 15 juin 1914. A seize ans, il travaillait déjà comme opérateur télégraphique puis projectionniste dans un cinéma. Qu'est-ce qui le passionnait dans les films de l'Ukrainien Dovjenko ? Les histoires d'espionnage ou le merveilleux sens de la caméra de ce fils d'officier cosaque ?

Batelier sur la Volga, comme dans les chansons, Andropov voyage. Il traverse le pays et se retrouve au nord-ouest de Moscou, dans la région de Iaroslav. Adhérent du Parti, le voilà premier secrétaire au Komsomol en Carélie, intéressante fonction qui lui permet de rencontrer un homme qui aura une influence considérable sur son destin, le dirigeant communiste finnois Otto Kuusinen.

Important responsable du Komintern — sa femme Aino fut agent de liaison de Richard Sorge au Japon —, Kuusinen devient en 1940 président de la République de Finlande-Carélie. Un État-croupion né de l'annexion de la Carélie suite à la tentative ratée d'organiser en 1939 une « République populaire » en Finlande grâce aux baïonnettes de l'Armée rouge. Triste aventure : 4 millions d'hommes n'arrivent pas à anéantir la résistance finnoise, à peine forte de 27 000 soldats ! Froids et mauvais renseignements, telle sera la conclusion de Staline. Il purgera le chef du GRU.

Dès l'invasion nazie en 1941, la guerre de partisans fait rage. Ils sont mobilisés sous la houlette du général Khadji Mansourov, organisateur des premiers *spetsnaz* en Espagne, et qu'on retrouvera adjoint du général Sérov, fondateur du KGB, à l'époque lui-même engagé dans les opérations similaires.

Le jeune Youri Vladimirovitch fait justement partie de l'organisation des partisans à l'échelon état-major carélo-finnois. De son propre aveu, il ne participera jamais aux incursions derrière les lignes allemandes. Mais, à cette époque, il rencontre un jeune capitaine du nom d'Ogarkov... dans les années 80, le chef d'état-major de l'Armée rouge. Selon les historiens militaires, Andropov aurait par contre joué un rôle de liaison important avec Leningrad assiégée neuf cents jours durant par la Wehrmacht.

Le jeune apparatchik est devenu le protégé de Kuusinen, lequel survivra aux purges staliniennes et s'illustrera comme conseiller du Kremlin, œuvrant déjà dans le sens d'une ouverture réformiste de l'URSS... Pour son protégé, l'immersion dans le monde finlandais est complète : Andropov apprend la langue du pays. Il épousera même une Finnoise après-guerre.

Le voici responsable du PC à Pétrozadovsk, puis pour la région de Carélie. En 1951, il devient collaborateur du Comité central à Moscou. En 1953, Youri Vladimirovitch se retrouve chef du 4e Département (Europe, Pologne et Tchécoslovaquie) au ministère des Affaires étrangères. Certains y voient une manière de pénitence de Béria, lequel aurait ainsi cherché à briser sa jeune carrière politique.

Cette nomination aura l'effet contraire... La preuve : l'année suivante Andropov devient ambassadeur en Hongrie.

Un officier de renseignement français qui fut en poste à Budapest au début de ces années 50 nous a assuré que l'une des raisons de ce choix tenait dans ce qu'Andropov parlait le finnois, langue cousine du hongrois, dans la même famille finno-ougrienne.

Quoi qu'il en soit, il jouera un rôle, encore mal évalué, dans la répression de l'insurrection de 1956 en liaison avec les « envoyés spéciaux » Mikoyan et Sérov, le chef du KGB. Le témoignage de Sandor Kopaci, préfet de police de Budapest, permet de reconstituer le traquenard dans lequel tombe, à l'instigation d'Andropov, le ministre de la Défense Pál Maléter.

L'ambassadeur ne permettra jamais qu'on viole la « légalité socialiste », c'est un fait. Même quand les illégalités proviennent de la nomenklatura : certains apparatchiki s'en apercevront à leurs dépens dix ans après...

Pour l'heure, de retour à Moscou en 1957, il est chargé des relations avec les partis frères au comité central, un poste clef. Des spécialistes assurent qu'il épaule l'aile favorable au développement des réformes économiques en Hongrie dans les années qui suivent. Sur les conseils de Tito, avec qui il entretient des liens amicaux, Youri Vladimirovitch choisit de mettre en avant Janos Kadar. Pendant dix ans, aux côtés de l'idéologue Mikhaïl Souslov, Andropov rencontre tout ce qui compte dans le milieu communiste international.

Deux diplomates formés au sérail des services secrets influent considérablement sur cette carrière hors du commun : Sergueï Vinogradov (qui a

commencé sa carrière dans le Guépéou en Autriche en 1932, tout comme Kim Philby) et Alexandre Paniouchkine (que nous avons vu seconder le général Sérov comme patron du 1er Directoire du KGB). C'est ce dernier qui a choisi Andropov dans les années 60 pour se rendre en Yougoslavie comme ambassadeur extraordinaire, alors que Tito essayait de se réconcilier avec Moscou. Ces diplomates ne cachent pas leur admiration pour les valeurs et la culture du monde occidental où ils ont été en poste.

Un troisième homme — comment l'oublier ? —, Kim Philby, a vécu au cœur du dispositif du renseignement anglo-saxon et en extrait la substantifique moelle pour aider Andropov à réformer, moderniser le KGB le moment venu. C'est peu connu, mais, dès 1965, Andropov est chargé de réaliser une sorte d'audit des services de sécurité et de réfléchir à une éventuelle refonte.

Brejnev, dont il est très proche, lui donne donc carte blanche en mai 1967. C'est un risque à courir, car jusqu'ici les chefs de la police secrète ont mal fini. N'est-ce pas étouffer dans l'œuf une carrière politique prometteuse ? C'est la première fois en tout cas qu'un intellectuel doublé d'un diplomate prend la tête des « Organes » depuis Dzerjinsky.

On trouvera toute l'ambivalence du politique qui se veut réformiste d'un côté, et du policier qui doit, de l'autre, s'afficher comme « le bouclier et le glaive » du Parti comme l'indique le blason du KGB.

Toute sa réorganisation du KGB reposera sur cet équilibre délicat. Les témoignages abondent pour dire que la population sent à l'époque un allégement dans la vie quotidienne par rapport à l'omniprésence de la police politique du temps stalinien. En fait, on circonscrit le danger aux dissidents, marqués du sceau de l'infamie pour les frapper en souplesse, mais les frapper tout de même. Les hôpitaux psychiatriques poussent comme des champignons. Les médecins du KGB deviennent parmi les meilleurs experts au monde dans l'usage des camisoles chimiques ou de la privation sensorielle.

Simultanément, on apprend qu'Andropov protège telle revue d'intellectuels. Il soutient le théâtre moscovite d'avant-garde Taganka, d'autant que sa fille Irina a épousé un des acteurs de la troupe. Selon diverses personnalités qui l'ont approché, Andropov — tout comme son ami allemand « Mischa » Wolf, le chef de la HVA — aurait toujours considéré que sa vraie vocation aurait dû se trouver ailleurs : dans le monde de la scène ou de l'écran. Ainsi retrouve-t-on chez ces maîtres espions communistes (comme chez le Chinois Kang Sheng) cette passion intellectuelle pour les artistes, les romanciers, les peintres, les cinéastes. Y compris ceux qui sont hostiles ou étrangers à l'URSS.

Rappelons que c'est dans le domaine de la politique étrangère qu'Andropov innove vraiment. Pour le renseignement comme pour la diplomatie secrète.

Le 24 mai 1982, il remplace son ami Souslov au secrétariat du Parti. S'amorce une modification sensible de la politique étrangère. Par exemple, l'abandon de la ligne Habbache-Hawatmeh au profit de la légitimité de l'OLP ; le renversement d'alliance dans la guerre Iran-Irak et le soutien à Saddam Hussein agencé par Evguéni Primakov, futur chef des services secrets de Boris Eltsine.

A cette date, Andropov est le premier chef des services au Politburo depuis Béria. Sa puissance et considérable, au point qu'il n'hésite pas à s'en prendre à la fille de Brejnev, impliquée dans une sordide affaire de corruption. Face à ce crime de lèse-majesté, tous les clignotants s'allument : Brejnev va mourir. Y aura-t-il une longue bataille au couteau pour sa succession ? Pas du tout.

Le 12 novembre 1982, la presse mondiale partage sa une entre deux nouvelles retentissantes : le Russe Andropov est nommé secrétaire général du PCUS et le Polonais Lech Walesa sera libéré. Aujourd'hui, nous savons que les andropoviens sont intervenus pour régler les accords de Gdansk et qu'Andropov lui-même a obtenu la libération du patron de Solidarnosc en intervenant auprès du général Czeslaw Kiszczak (son ancien agent), alors ministre de l'Intérieur.

Le film des événements s'accélère alors peut-être parce que Andropov sait qu'il a peu de temps à vivre lui aussi. Suit dans la Bulgarie voisine la purge du KDS, impliqué dans des assassinats politiques — dont la tentative contre le pape —, qui a beaucoup participé du discrédit général du bloc soviétique. En 1983, le nouveau chef « andropovien » du KGB ira éliminer les éléments néo-brejnéviens au sein du Parti bulgare.

Survient sur ces entrefaites l'importante amorce d'un rapprochement avec la Chine de Deng Xiaoping, alors que, vingt-cinq ans plus tôt, Andropov avait joué un rôle non négligeable dans la polémique qui devait mener à la rupture avec les Chinois (mais, il est vrai, alors dirigés par les maoïstes, également ennemis de Deng !).

Signe des temps également, quelques jours plus tard, son propre fils Igor Yourévitch se retrouve à Madrid dans la délégation soviétique officielle à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

De multiples informations affluent alors en Occident : Andropov parle anglais, il a toujours aimé jouer au tennis, il adore Glenn Miller et le jazz américain, il préfère le cognac français à la vodka... Il s'est toujours contenté d'un appartement confortable mais pas grandiose de cinq pièces... Que les services compétents aient fait circuler ces informations ne fait pas de doute. Ce qui ne prouve pas qu'elles soient fausses, mais qu'Andropov a besoin à ce moment précis que ces aspects-là de sa vie soient mis en valeur. On assistera trois ans plus tard à un scénario similaire quoique plus limpide de la part de l'entourage de Mikhaïl Gorbatchev. Mais le KGB n'est pas seul à donner une image insoupçonnée du nouveau secrétaire général.

Vladimir Kouzichkine, le transfuge qui a fait faux bond au KGB en Iran, fait des révélations (p. 393). Il précise qu'Andropov s'est opposé à l'invasion de l'Afghanistan en 1979. De son côté, le dissident Jaurès Medvedev confirme le rôle modérateur de l'ancien chef du KGB face aux dissidents.

Si la mort ne l'avait frappé en 1985, Andropov aurait-il été aussi loin que son exécuteur testamentaire, Gorbatchev ? Sa biographie reste à faire. Elle expliquera l'un des plus grands mystères du XX[e] siècle : comment l'homme qui fut chargé d'agencer la protection du système communiste d'Europe finit-il par accélérer son autodestruction en poussant des réformistes, son poulain

Gorbatchev en tête, à promouvoir la glasnost et la perestroïka, qui furent fatales à l'URSS ?

Le KGB à l'ère Andropov

Moment rare, unique dans le monde du renseignement. En décembre 1967, l'URSS célèbre en grande pompe l'anniversaire de ses services secrets. Pour leurs cinquante ans, les « Organes » s'offrent une fête somptueuse. On publie des timbres à l'effigie de maîtres espions. Une rétrospective de cinéma glorifie les tchékistes. La télévision diffuse aussi des aventures d'espionnage peu flatteuses pour la CIA ou l'Intelligence Service. La *Pravda* publie un feuilleton dont l'auteur dénonce les espions capitalistes qui ne reculent devant l'usage d'aucun gadget diabolique — à l'instar de James Bond 007, alors triomphant sur les écrans occidentaux (et japonais) dans *On ne vit que deux fois.*

Youri Andropov a tout intérêt à célébrer l'esprit de la Tchéka façonné par son prédécesseur Dzerjinsky. L'intégrité de « Félix de fer », l'ami polonais de Lénine, est mise en avant chaque fois qu'on souhaite organiser une campagne contre la corruption — un des nombreux objectifs assignés par le Politburo au nouveau patron du plus grand service secret au monde (si l'on excepte les Chinois alors englués dans leur Révolution culturelle).

La tradition lui importe peut-être. Mais Andropov a déjà décidé de bouleverser considérablement ce KGB que vient de lui abandonner le jeune Sémitchasny, limogé notamment à cause du traitement déplorable de l'affaire Svetlana Staline, la fille de l'ancien dictateur qui a choisi de se réfugier à l'Ouest.

Avec la nomination d'un politique, Léonide Brejnev a choisi de rapprocher le KGB du Politburo et d'améliorer son travail de coordination avec le GRU au sein du KORSIGS, le comité de coordination du renseignement supervisé à l'époque par son ami Souslov. Parmi les six directeurs adjoints, deux seront d'ailleurs imposés par le numéro 1 du régime : Victor Tchébrikov et Simione Tsvigoune, son propre beau-frère. Pour assurer son secrétariat, Andropov choisit par contre l'un des siens, Vladimir Krioutchkov, son ancien adjoint du temps de la Hongrie.

L'un de ses premiers objectifs consistera à recruter des jeunes éléments dans les nombreux instituts vers lesquels le KGB jette des passerelles quand il ne les contrôle pas. Il s'agit de former des intellectuels et de bannir l'esprit strictement policier (relégué dans les directoires de sécurité et de contre-espionnage), de modeler une véritable « culture du renseignement », comme on aime à dire de nos jours.

Un exemple : l'Institut des relations internationales, où est entré en 1962 Igor, le fils d'Andropov, forme des diplomates. Désormais, on le considérera comme un vivier du KGB où recruter et coopter de bons sujets ensuite dirigés vers le célèbre Institut 101 du KGB ou mieux, l'Institut du 1er Directoire, surnommé... Institut Andropov !

Pour recruter les meilleurs sujets, il faut aussi redorer le blason des « Organes », opération déjà amorcée avec le 50e anniversaire. D'autres films sont réalisés. A l'intérieur même du service, un journal d'entreprise circule, *Tchékisty Chórnik (Le Bourrelier tchékiste)*. On crée aussi un Club Félix Dzerjinsky pour détendre l'atmosphère à l'issue du travail et resserrer l'esprit de corps.

L'image d'un KGB new-look, qui facilitera le recrutement d'agents à l'étranger, sera d'autant plus rayonnante à l'extérieur que l'ancien Département D, chargé de la désinformation, est promu Service A sous la houlette du 1er Directoire principal (PGU), le centre nerveux du renseignement à l'étranger.

« Le Village », tel est le centre de vacances et de réclusion où Patrick McGowan a situé les épisodes du feuilleton qui triomphe alors sur les petits écrans occidentaux, *Le Prisonnier*. Tel sera, par ironie, le nom des nouveaux locaux ultramodernes construits à Iasenevo, au sud-est de Moscou, qui vont accueillir le 1er Directoire. Des Finlandais l'ont conçu et certains y voient un autre clin d'œil nostalgique d'Andropov à son passé « carélo-finnois ».

Soucieux de ne pas casser la logique de recrutement et de traitement en cours des agents, Andropov maintient jusqu'en 1971 en poste l'ancien chef du 1er Directoire Aleksandr Sakharovsky. Son successeur Fedor Konstantinovitch Mortine, jugé trop mou, sera remplacé en 1974 par l'incontournable Krioutchkov...

Première alerte grave en 1968, avec le Printemps de Prague. Fort de son expérience de Budapest en 1956, Andropov prévient qu'il faut agir de suite. Déjà, le KGB organise des provocations qui justifieront l'intervention de l'été. On dira que son chef était opposé à l'intervention en Tchécoslovaquie. C'est vraisemblable, mais surtout parce qu'il souhaitait faire l'économie d'une opération affaiblissant le prestige de l'URSS et semant le doute dans l'esprit des communistes du monde entier.

A l'heure de la crise, il faut reprendre en main les services des pays satellites articulés par le 11e Département du 1er Directoire. En Tchécoslovaquie, le StB est réorganisé et le colonel Josef Houska est propulsé à sa tête. En Pologne, la police secrète SB (Sluzba Bespieczenstwa) se voit donner la même année un chef dynamique dans l'esprit andropovien, Miroslaw Milewski. En trois ans, la DGI cubaine est réformée ; le conseiller du KGB, Victor Semionov, fait monter à sa tête un prosoviétique, José Joaquim Mendez Cominches.

La division du travail international est plus systématique : les Allemands de l'Est se spécialisent dans le renseignement technique ; les Tchèques dans la désinformation ; les Bulgares dans les « opérations mouillées » et même dégoulinantes de sang. On resserre les liens avec les Yougoslaves et les Roumains.

Reste évidemment l'épineux dossier sino-albanais. Les témoignages prouvent qu'au plus fort de la guerre entre Chinois et Soviétiques Andropov n'a jamais désespéré de voir Pékin réintégrer le giron du camp socialiste (voir « Le KGB en Chine », p. 118)

Deuxième problème : l'apparition de dissidents de plus en plus audacieux

qui écrivent aux dirigeants pour demander des réformes quand ils ne publient pas à l'étranger leurs *Samizdati* (journaux clandestins). Andropov a saisi pourquoi le traitement de certaines affaires par son prédécesseur a nui à la patrie socialiste (prix Nobel de Boris Pasternak pour son roman *Docteur Jivago*, procès des écrivains Siniavsky et Daniel, harcèlement de Soljénytsine). On agira donc plus finement. Renforcer le 5e Directoire spécialisé dans la traque aux dissidents, c'est bien. Circonscrire la répression à ces derniers, afin que le commun des mortels ne se sente pas concerné, c'est mieux. Les interner comme fous, c'est parfait : selon Christopher Dobson et Ronald Payne (*The Dictionary of Espionage*, 1984), un seul établissement psychiatrique du KGB existait à l'arrivée d'Andropov ; il en fera construire vingt-neuf autres !

Dans le même temps, le chef du KGB protège certains milieux artistiques d'avant-garde (théâtre, revues). Un moyen de diviser la dissidence et de promouvoir indirectement certaines idées de réforme. Le Service A de désinformation sera alors bien utile pour renvoyer — tâche malaisée — une image positive de l'URSS, voire des « organes ».

Ainsi s'ébauche la réforme qui permettra de remettre sur les rails un appareil gigantesque de répression et de renseignement. C'est qu'en face l'adversaire ne reste pas inactif...

LE KGB, 1967-1982

Président : Y.V. Andropov

Chef du secrétariat d'Andropov : V.A. Krioutchkov 1967-1971

Directeurs adjoints :
Semione Kouzmitch Tsvigoune (coordination technique), 1967-1982
Vladimir Petrovitch Pirojkov, 1971
Lev Ivanovitch Pankratov, 1967
Ardalion Nikolaiévitch Maliguine, 1968
Gueorgui Karpovitch Tsinev (troupes spéciales), 1971-1982
Victor Mikhaïlovitch Tchébrikov (assistant spécial du président), 1969-1981
Vladimir Alexandrovitch Krioutchkov, 1978-1988
Grigori Filipovitch Grigorenko, 1978

Chef de la Section de presse : Vladimir Fiodorovitch Kravtchenko, années 70

1er DIRECTOIRE PRINCIPAL (PGU)
Chargé du renseignement à l'étranger.

Chefs :
Aleksandr Mikhaïlovitch Sakharovsky, 1956-1971
Fedor Konstantinovitch Mortine, 1971-1974
Ivan Anissimovitch Fadeykine, 1974, nomination annulée
Vladimir Alexandrovitch Krioutchkov, 1974-1988
Léonide Vladimirovitch Chebarchine, 1988-1991

Adjoints :
V.A. Krioutchkov (responsable Europe), 1971-1974
Général Boris Semionovitch Ivanov, années 70 (envoyé en Afghanistan comme Résident KGB, 1979-1982)
Général Victor Fiodorovitch Groutchko, années 80
Général Vladimir A. Kirpitchenko, 1974-1992

DIRECTOIRES
Responsable des agents illégaux à l'étranger, ces spécialistes qui travaillent sous identité fausse, en principe sans rapport avec la Résidence du KGB sous couverture diplomatique.

Chefs :
Général Vladimir A. Kirpitchenko, années 70
Général Youri I. Drojdov, années 80

DÉPARTEMENT 1 : renseignement clandestin, illégaux du Centre, opérationnels les plus expérimentés.

Chef : colonel Revizorov, années 70

DÉPARTEMENT 2 : documentation

Section Orient (Afrique du Nord, Proche & Moyen-Orient, sous-continent indien).
Chef : colonel Ismaïl M. Aliev, années 70
Section Allemagne
Section Europe (sauf RFA)
Section anglophone (USA, Canada, Commonwealth et Grande-Bretagne)
Section Amérique latine
Section Chine (à laquelle sont rajoutés le Japon et les pays du Sud-Est asiatique après l'échec total des missions chinoises)
Section d'études d'infiltration (étudie les frontières)
Section d'information sur les aspects de documentation des pays
Section technique : fabrication de faux documents, ou de vrais-faux papiers

DÉPARTEMENT 3 : sélection et entraînement des illégaux, en liaison avec les KGB de tous les États d'URSS, afin de choisir des gens d'ethnies différentes.

Les Départements suivants sont géographiques, au sens où ils contrôlent l'action des illégaux en piste :

DÉPARTEMENT 4 : USA, Canada, Amérique latine

Section Amérique latine. Chef : général-major Serguei N. Antonov, années 60

DÉPARTEMENT 5 : pays d'Europe de l'Ouest

DÉPARTEMENT 6 : Chine, Japon et les pays d'Asie du Sud-Est

DÉPARTEMENT 7 : pays arabophones, Proche et Moyen-Orient, sous-continent indien. *Chef :* colonel Valentin M. Piskounov, années 70

DÉPARTEMENT 8 : absorbe dans les années 70 l'ancien département V (V comme Viktor) responsable des exécutions et assassinats rebaptisé ainsi après la

défection d'un important transfuge de cet ex-département en 1971 Oleg Lyaline.
Chef : colonel Krasovsky, années 70

DÉPARTEMENT 9 : sécurité des opérations

DÉPARTEMENT 10 : renseignement sur le sol soviétique

DÉPARTEMENT DES CADRES
Chef : colonel Valentin I. Eroféïev, années 70

A L'ÉTRANGER les Résidences du KGB sont divisées en « Lignes », c'est-à-dire en sections d'officiers spécialisés dans un domaine. La *Ligne N* s'occupe du soutien des agents illégaux

DÉPARTEMENT T POUR TECHNOLOGIE : créé en 1967, s'occupe du renseignement scientifique et technique. Travaille étroitement avec le Comité d'État de science et de technologie (GKNT) et l'Académie des sciences. La *Ligne X* regroupe ses agents à l'étranger, à l'ambassade ou sous des couvertures spécialisées, telle la compagnie aérienne Aeroflot.
Chefs :
Lev N. Cherstnev, 1968-
Leonid S. Zaïtsev, années 70

DIRECTOIRE K (KONTRAZVEDKA) : anime la Ligne KR, chargé du contre-espionnage et de la sécurité des citoyens soviétiques à l'étranger (notamment contre le recrutement éventuel par des services hostiles).
Chefs :
Oleg D. Kalouguine, années 70
Général Sergueï M. Goloubev, années 80

DIRECTOIRE RT (Razvedka na Territorii Sovietskovo Soyouza) : renseignement concernant les étrangers sur le sol soviétique

SERVICE I : centralise le renseignement, l'analyse, établit les rapports, les diffuse. *Chef :* Nikolaï Léonov

SERVICE A (Mesures actives) : chargé de la désinformation, travaille avec le *Département international* du Comité central. Publie un bulletin spécial pour le Politburo.

Chefs :
Serguei Kondrachev, années 70
Colonel Vladimir P. Ivanov, années 80

SERVICE R
Analyse les opérations du KGB à l'étranger.

Viennent ensuite les 12 Départements géographiques représentés par les officiers de la Ligne PR (Polititcheskaie Razvedivatelnoié — Renseignement politique à l'étranger) :

1er DÉPARTEMENT : USA (États-Unis) et Canada.
Chef : Dimitri I. Yakouchkine, années 80
Adjt. dir. : Vitali S. Yourtchenko (passe à l'Ouest en 1985 puis reprend son poste en 1986)

2e DÉPARTEMENT : Amérique latine.

3e DÉPARTEMENT : Scandinavie, Grande-Bretagne, Angleterre, Australie, Nouvelle-Zélande.
Chefs :
Guennadi F. Titov, 1979-1984
Nikolai P. Gribine, années 80

Section scandinave :
Chef : Aleksandr G. Lopatine, années 70

4e DÉPARTEMENT : RFA et Autriche.

5e DÉPARTEMENT : France, Italie, Espagne, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg et Irlande.

Chef : Youri Kotov, années 70
Maj. gén. : Youri I. Krivtsov, chef France & pays francophones, après 1985
Chef Section France : Valentin Lvov, après 1983

6e DÉPARTEMENT : Chine, Viêt-nam, Corée, Cambodge.
Chef Section Chine : général M.M. Tourtchak, années 80

7e DÉPARTEMENT : Japon, Indonésie, Philippines, Thaïlande, Singapour.
Section Japon
Chef : colonel Kalyagin, années 70
1977 dir. adjt. : Vladimir Alekseyevich Pronnikov

8e DÉPARTEMENT : Pays arabes, Iran, Afghanistan, Turquie, Albanie, Grèce, Berlin-Ouest.
Dir. : général Polonik, années 70
Adjt. : colonel Lev P. Kostromine
Chef Section Iran : colonel Anatoli M. Lejnine, 1976

9e DÉPARTEMENT : Pays Afrique francophone.

10e DÉPARTEMENT : Pays Afrique anglophone.

11e DÉPARTEMENT : liaison avec SR satellites du bloc soviétique.
Contrôleur de la DGI cubaine : Vitali Semionov, années 70
Contrôleur de la Securitate roumaine : colonel Jacob Skomorokine.

12e DÉPARTEMENT : dans les années 70, identifié comme section antichinoise, chargée de recruter les diplomates chinois dans les ambassades. Puis refondu en secteur, créé par Andropov, pour envoyer les itinérants vétérans chargés de recruter des proies dans le monde entier.

14e DÉPARTEMENT : met au point instruments techniques pour ops clandestines, s'occupe du matériel logistique secret.

15e DÉPARTEMENT : archives du 1er Directoire. Précédemment analyses (cette section est devenue le Service I).

16e DÉPARTEMENT : chapeaute les opérations contre les agences d'interception de transmissions des pays cibles tel le contrôle du fonctionnaire britannique du Government Communications Headquarters (GCHQ), retourné et arrêté en 1982. Dans les années 70, supervise l'action des stations d'écoutes syriennes.
Chefs :
Nikolaï N. Andréïev, 1969-1973
Général Igor V. Maslov, 1973-

17e DÉPARTEMENT : Inde, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka (précédemment sous responsabilité du 7e Département). Créé pour permettre d'intensifier les opérations contre l'Inde mais aussi contre le Japon du 7e Département.
Chef Section Pakistan : Léonide V. Chebarchine, 1977-1979

20e DÉPARTEMENT : créé à la fin des années 70, pour assurer les liens avec les SR des pays progressistes en dehors du bloc soviétique dont les SR irakiens et syriens, libyens, sud-yéménites. Par ailleurs, le 20e Département envoie des contrôleurs auprès :
— de la Direcção de Informação a Segurança de Angola (DISA) dirigé par Nelson Pinheiro de Carvalho ;
— du Serviçâo Nacional de Segurança Popular (SNASP) que dirige Jorge Manuel Antunes da Costa ;
— du ministère de la Sécurité d'État éthiopien animé par le colonel Tesfaye Wolde-Sélassié ;
— de la DGSE (Dirección General de Seguridad del Estado) nicaraguayenne des commandants Hugo Torrés et Lenin Cerna.

DIRECTOIRE DU PERSONNEL
Chef : Victor Tchébrikov, 1967-1968

DÉPARTEMENT DES CADRES

COMITÉ DU PARTI COMMUNISTE

2e DIRECTOIRE PRINCIPAL
Environ 100 000 membres
Chargé du contre-espionnage, de la lutte contre la subversion et de la sécurité à l'intérieur de l'URSS. Divisé en secteurs géographiques. En 1981, lance le programme informatique OGAS chargé de ficher les 230 millions de citoyens soviétiques.
Chefs :
Général N. Chtchelokov, années 1970
Viktor F. Grouchko, années 1980

3e DIRECTOIRE PRINCIPAL
Sécurité militaire au sein de l'Armée rouge. Rival immédiat du GRU, les deux services se surveillant mutuellement.
Chefs :
Ivan A. Fadeykine, 1967
Vitali V. Fédortchouk, années 70
Viktor M. Tchébrikov, années 80

DIRECTOIRE DES GARDES (GUPVO)
S'occupe des 300 000 gardes-frontières et de la formation des troupes d'élite.

Chefs :
Lieutenant général Pavel I. Zyrianov, 1954-1974
Général Vadim A. Matsorov, 1974-

5e DIRECTOIRE PRINCIPAL
Se charge de la suppression de la dissidence. Sous Gorbatchev, ce directoire est rebaptisé Directoire de la Protection de la Constitution.
Contrôle les asiles psychiatriques tel l'Institut Serbsky dirigé par le Dr Daniel Lunts, un colonel du KGB mort en 1977.
Chef : Général Ardalion N. Maliguine, 1967-

7e DIRECTOIRE
Organisme de surveillance.
Chefs :
Général V.I. Aladine, 1967-1970
Vladimir Pronnikov, années 80

8e DIRECTOIRE
Chargé des communications et interception des transmissions, du codage et du décryptage des messages des agences adverses. Centre d'écoute-laboratoire à Kountsevo. En liaison avec le 16e Département du PGU.
Chef : major général Serafim N. Lyaline, 1967-1970

9e DIRECTOIRE PRINCIPAL
Assure la protection des cadres du Parti ou du KGB ainsi que ses installations.
Chefs :
Sémione K. Tsvigoune 1967-1982
Major général V.Y. Chékalov

Commandant du Kremlin : Serguei S. Chornikov, 1967-
Division des Enquêtes
Chef : Alexandre Fédorovitch Volkov, années 70
Directoire OTU (soutien opérationnel et technique).

BND : l'ère Wessel

Quand il succède au légendaire Gehlen (« Le Général gris », p. 75), Gerhard Wessel a cinquante-quatre ans et une solide expérience dans le domaine du renseignement : pendant la Seconde Guerre mondiale, au Fremde Heere Ost, le SR de la Wehrmacht sur le front Est ; après-guerre, au sein de l'Organisation Gehlen, puis au service de sécurité et de contre-espionnage de la Bundeswehr, le MAD (Militärische Abschirmdienst, créé en 1956).

A l'heure où la contestation étudiante secoue la République fédérale, Wessel apparaît comme l'antithèse du Général gris. Autant Gehlen cultivait le mystère pour le mystère, autant le nouveau président du BND apparaît comme ouvert, démocrate, « mondain » selon ses détracteurs. L'un des plus virulents, le « Taureau de Bavière » Franz Josef Strauss, l'a même surnommé le « Général caoutchouc ».

Vigoureusement impulsée par le ministre des Affaires étrangères du gouvernement de la « grande coalition » CDU-SPD, Willy Brandt, l'Ostpolitik est désormais à l'ordre du jour. Cette orientation nouvelle implique un recentrage du travail du BND : plus de renseignement, moins de contre-espionnage.

Wessel réorganise le service en ce sens. Quatre nouvelles sections voient le jour : I (Recherche), II (Technique), III (Exploitation) et IV (Services généraux). Sont en contrepartie dissous la vieille Section III (Affaires intérieures) et le Secteur stratégique de Wolfgang Langkau, qui démissionne et quitte le BND.

Politiquement, le Général caoutchouc est loin de se situer à l'extrême gauche. Mais il admet l'Ostpolitik. De son côté, Willy Brandt n'a pas abandonné les préventions traditionnelles des sociaux-démocrates envers les services secrets. Mais, pour peu que Pullach lui fournisse les renseignements dont il a besoin, il s'avoue prêt à passer l'éponge sur les vieux contentieux qui l'opposent au BND comme l'affaire Bauer (Leo Bauer, ex-communiste et ami personnel de Brandt, lui servait d'agent de liaison avec le secrétaire général du PC italien Luigi Longo, d'où l'accusation de « négociations secrètes avec les communistes », étayée par un rapport confidentiel du BND).

A l'heure où la cote du SPD ne cesse de monter, Gerhard Wessel va accomplir discrètement une mutation fondamentale du service de renseignement fédéral. C'est sous son règne que la RFA entrera, non sans contradictions et sans beaucoup de prudence, dans ce qu'on pourrait appeler « l'ère démocratique de fonctionnement de la communauté du renseignement », qui consiste à accepter l'augure d'une alternance politique en même temps que des rapports plus ouverts avec la société civile.

Mais à l'Est, tout va mal. En réponse au Printemps de Prague, les Soviétiques et leurs alliés ont décidé l'invasion de la Tchécoslovaquie, une mauvaise nouvelle que le BND, grâce à un remarquable travail de renseignement, est à même d'annoncer à l'avance aux dirigeants allemands. Malheureusement, ce pronostic, qui n'a pas été apprécié à sa juste valeur en haut lieu tant il contrariait l'Ostpolitik, ne pourra rien empêcher du coup de force d'août 1968.

En septembre 1969, le succès électoral des sociaux-démocrates permet à Willy Brandt de former un gouvernement avec les seuls libéraux. En dépit des revers, le nouveau chancelier entend bien poursuivre sa politique de rapprochement avec l'Est. Il décide de maintenir le Général caoutchouc à la tête du BND.

En avril 1970, le ministre de la Chancellerie Horst Ehmke impose à Wessel, dont la bonne volonté ne va tout de même pas jusque-là, plusieurs collaborateurs issus du sérail social-démocrate : Dieter Blötz à la vice-présidence, Richard Meier à la tête de la Section Recherche et Herbert Rieck à la tête de la Section IV (Services généraux). Un « coup de force » mal perçu à Pullach. Les choses s'apaiseront pourtant et l'agence fédérale, poursuivant son travail de modernisation, prouvera son efficacité en

collectant pour le compte de Willy Brandt des informations très détaillées sur le monde communiste.

Détaillées mais parfois inexactes. En décembre 1970, le chancelier allemand se rend à Varsovie, persuadé sur la foi de son intuition mais aussi des rapports de Pullach que le numéro 1 local, Wladislaw Gomulka, est bien installé au pouvoir. Dans un geste de réconciliation spectaculaire, Brandt s'agenouille aussi devant le monument à la mémoire des morts du ghetto de Varsovie. Quelques jours plus tard, les émeutes ouvrières de Poznan ébranlent le régime et provoquent la chute de Gomulka. Un rebondissement imprévu qui place le chancelier dans l'embarras.

Nouvelle tempête en 1974, avec la découverte de Günter Guillaume, un espion de la HVA dans l'entourage du chancelier, qui provoque la chute définitive de Willy Brandt. Elle n'entraîne pourtant pas le limogeage de l'habile Wessel, qui peut se targuer *in extremis* d'une mise en garde contre les activités de Guillaume. Le nouveau chancelier, Helmut Schmidt, laissera donc le Général caoutchouc en place jusqu'en décembre 1978.

Le bourbier vietnamien

« Les véritables inspirateurs de la politique américaine au Viêt-nam seraient les hommes du service secret (CIA de M. Allen Dulles), singulièrement le colonel Lansdale (arrivé au Viêt-nam deux mois avant la désignation de Ngô Dinh Diêm) et qui "fit", aux Philippines, le président Magsaysay », écrit le 13 novembre 1954 Guy La Chambre, le ministre des Colonies français, dans une note « top secret » adressée au président du Conseil Pierre Mendès France.

Tout a commencé en avril 1945, quand le major de l'OSS Archimedes L.A. Patti a rencontré Hô Chi Minh pour la première fois dans un petit village chinois. Se nouait ce jour-là une alliance originale entre services US et dirigeants communistes astucieusement camouflés en « simples démocrates ». Avec, côté américain, deux idées complémentaires : lutter contre le colonialisme des vieilles puissances européennes, certes, mais aussi profiter de l'occasion historique offerte par leur affaiblissement pour se ménager une zone d'influence nouvelle.

Dans un contexte défavorable, les Français se sont lancés dans une guerre aux objectifs mal définis qu'ils avaient toutes les chances de perdre. Et, de fait, ils ont perdu. Tandis que leur armée plie bagage, les Américains se font fort de prendre leur place. Pour faire mieux, bien sûr...

Guy La Chambre n'a pas tort : Edward Lansdale, que nous avons déjà vu en action à plusieurs reprises dans cette *Histoire mondiale du renseignement*, joue un rôle majeur dans l'intervention occulte des États-Unis à Saigon. Celle-ci vise à promouvoir Ngô Dinh Diêm, catholique viscéralement antifrançais et anticommuniste, donc rassurant à ces trois titres, comme le véritable chef du Sud-Viêt-nam.

Lansdale a débarqué à Saigon le 1er juin 1954, muni d'un ordre de

Top Secret
==========

NOTE CONFIDENTIELLE
POUR LE PRESIDENT MENDES FRANCE
-:-:-:-:-

I - D'un entretien que j'ai eu ce jour avec un officier supérieur de la SDEC, il appert :

I°/ que les véritables inspirateurs de la politique américaine au Vietnam-Sud seraient les hommes du service secret (C.I.A. de Mr. Allen DULLES), singulièrement le Colonel LANDSDALE (arrivé au Vietnam deux mois avant la désignation de NGO DINH DIEM) et qui "fit", aux Philippines, le Président MAGSAYSAY. Il est le conseiller intime du Président du Conseil pour toutes les questions militaires comme l'est un certain Docteur FISCHELL pour les questions économiques.

En outre, un certain MAC CARTHY, profondément anti-français (40 ans, rien de commun avec le sénateur du même nom) exerce à SAIGON les fonctions de Conseiller particulier auprès de l'Ambassadeur des Etats-Unis avec lequel, du temps de Mr. DONALD HEATH, il était loin d'être en communauté de vues ce qui explique sans doute le peu d'audience dont celui-ci bénéficiait à WASHINGTON.

2°/ Ces personnages, adversaires résolus de l'influence française, auraient persuadé WASHINGTON qu'il suffirait que les nationalistes prissent le pouvoir et que les Français s'effaçassent pour que la population du Sud se galvanise et fasse pièce aux communistes du Nord.

Ainsi s'expliquerait l'avènement de NGO DINH DIEM et l'affirmation récente du sénateur MANSFIELD qu'en dehors de lui pas de salut.

Le sénateur MANSFIELD serait le protecteur "démocrate" des services secrets américains ainsi s'expliquerait le crédit dont il jouit auprès de M. FOSTER DULLES.

Tout ce monde aurait été mis en place par Mr. DONOVAN lors de son séjour comme ambassadeur à BANGKOK.

3°/ A la suite de la récente visite au Vietnam-Sud d'un certain WISNER (?), également membre des services secrets américains, WASHINGTON aurait été pris d'un doute sur l'exactitude du tableau

La note « top secret » de Guy La Chambre.

mission verbal du ministre des Affaires étrangères et frère du chef de la CIA John Foster Dulles : faire là-bas « la même chose qu'aux Philippines ». En d'autres termes : barrer par l'action clandestine la route aux communistes qui s'apprêtent à parachever leur victoire militaire en la transformant en victoire politique.

Il est loin, le temps de la lune de miel du major Patti avec l'« Oncle Hô ». Guerre froide aidant, le communisme est devenu l'adversaire principal. Cinq semaines après son arrivée, Lansdale hisse Diêm à la force des bras sur le fauteuil de Premier ministre. Objectif : saboter les accords de Genève qui prévoient des élections libres dès 1956, accords dont l'application mènerait Hô Chi Minh au pouvoir dans tout le Viêt-nam.

Aidé par un autre cadre de la CIA, Lucien Conein, Ed Lansdale s'efforce, sans grand succès, d'implanter quelques réseaux au Nord-Viêt-nam, déjà tenu par les « rouges ». Son obstination à supplanter les anciens colonisateurs européens fera de lui un personnage de roman : Pyle, l'« Américain bien tranquille » du livre de Graham Greene. Elle l'entraîne dans une spirale de violence pour déraciner l'appareil viêtminh « enterré ». Celui-ci passe de 8 000 cadres en 1955 à 2 000 deux ans plus tard, mais ne tarde pas à s'étoffer à nouveau tant Diêm, son arrogance et sa propagande simpliste (« Qui n'est pas avec moi est un communiste ») finissent par convaincre bon nombre de Vietnamiens que les partisans sudistes d'Hô Chi Minh sont les seuls véritables patriotes, les autres apparaissant comme les suppôts d'un nouveau colonialisme, américain cette fois.

En 1959, quand Bill Colby débarque à Saigon comme adjoint à Nick Natsios, le chef de l'antenne de la CIA, le tableau n'est pas encore trop noir. Dans ses rapports au chef de la Division Extrême-Orient de l'Agence, Desmond FitzGerald, les deux hommes peuvent écrire que la Company jouit d'une influence politique très importante au Sud-Viêt-nam par le biais notamment de Ngô Dinh Diêm et de Ngô Dinh Nhu, son frère, le véritable numéro 2 du régime.

Un an plus tard, quand Colby succède à Natsios, le processus de dégradation est déjà largement entamé malgré les efforts conjugués des hommes de la CIA, de la mission militaire américaine et de l'AID (Association internationale pour le développement). Cette dernière, créée à la demande de John Kennedy, s'occupe en principe d'aider les pays du tiers monde à se doter de structures économiques et sociales adéquates à leur sortie du sous-développement. Mais elle sert aussi fréquemment de couverture aux officiers de l'Agence, comme c'est le cas à Saigon.

En décembre, les communistes impulsent la création du Front national de libération (FNL), inspiré du défunt Viêtminh. Les Américains et les diémistes lui collent le sobriquet de « Viêtcong », en partie justifié (les communistes constituent sans discussion possible l'épine dorsale du FNL), en partie exagéré (nombreux sont ceux que hérisse le régime de plus en plus répressif des frères Ngô ; ils constituent le vivier où le FNL viendra puiser).

Bill Colby et Gilbert Layton, un colonel venu entraîner les Forces spéciales sud-vietnamiennes, mettent alors en œuvre un premier axe de riposte. On s'appuiera sur le particularisme montagnard de certaines ethnies

minoritaires. But de l'opération : créer dans les villages des hauts plateaux des structures d'autodéfense soutenues par les autorités diémistes et la CIA.

La relative réussite de l'autodéfense dans certaines zones des hauts plateaux fraie la voie à une nouvelle idée, celle des « hameaux stratégiques », transposition de l'expérience contre-insurrectionnelle réussie par les Britanniques en Malaisie sous l'égide de Sir Robert Thompson. Mais elle ne tient, semble-t-il, aucun compte des leçons à tirer de l'engagement français en Algérie.

Pour Colby et la CIA, il faut marcher sur deux jambes. On étoffera avec tous les moyens disponibles le gouvernement Diêm, pas très présentable sur le plan de la démocratie, certes, mais seule alternative viable au FNL. Dans le même temps, on développera la guerre spéciale de contre-guérilla sous le contrôle direct des officiers de l'Agence.

L'élection de Kennedy vient contrarier la mise en œuvre de ce programme assez optimiste. Son envoyé spécial, le prestigieux général Maxwell D. Taylor, ne croit pas à la guerre spéciale. A son retour à Washington, il préconise un renforcement des méthodes classiques, donc de la mission militaire américaine de soutien à l'armée diémiste.

Début 1962, Desmond FitzGerald, muté à la tête du programme spécial de lutte anticastriste, cède sa place de chef de la division d'Extrême-Orient à Colby, John Richardson devenant chef de l'antenne de Saigon. La CIA, qui a recruté un sujet d'avenir, le général Van Pao, attaque les Nord-Vietnamiens sur leurs flancs en s'appuyant sur les tribus Méos du Laos dans le droit-fil de l'expérience tentée sur les hauts plateaux vietnamiens.

C'est le début d'un processus de pourrissement car les Méos vivent du trafic de l'héroïne depuis des décennies, comme l'ont constaté à leur époque les Français des GCMA (Groupes de commandos mixtes aéroportés) engagés dans des aventures aussi douteuses que celles de la CIA. Résultat : non seulement Van Pao « tourne mal », mais l'Agence apparaît en plein cœur d'un trafic que la morale américaine réprouve totalement. Complicité avérée : les appareils d'une des compagnies aériennes « privées » de la CIA, la Civil Air Transport (CAT), sont mobilisés pour acheminer la drogue hors du pays méo.

Manichéens comme toujours, les Américains choisissent de se voiler la face puisque le succès dans la lutte anticommuniste est à ce prix. Tant pis pour le trafic de drogue : les « bons » Méos donnent à la CIA 36 000 combattants endurcis pour mener au Laos cette guerre secrète qu'ils entendent imposer à Hanoi. Sans doute quelques cadres de la Compagnie regretteront-ils cette option quelques années plus tard, quand la drogue sera devenue le pain quotidien des soldats américains engagés sur le front du Viêt-nam...

Malgré les conseils de prudence de la CIA, qui préconise un engagement discret et non conventionnel dans l'optique d'une victoire à long terme, Kennedy suit le raisonnement des militaires, qui veulent faire mener par les diémistes une guerre de type classique. Comme le Département d'État, il n'écoute pas Colby quand celui-ci tente de sauver les frères Diêm — condamnés par l'opinion publique américaine en raison de la brutalité dont

ils ont fait preuve devant la contestation bouddhiste : les insultes proférées par Mme Nhu contre les bonzes qui se suicident par le feu joueront à cet égard un rôle décisif.

C'est fini pour les Diêm. Sur ordre de la Maison-Blanche, l'antenne saigonnaise de l'Agence incite les généraux sud-vietnamiens amis à les renverser au plus vite. « Lou » Conein, l'ancien bras droit de Landsdale, assure les liaisons avec les putschistes. Le 1er novembre 1963, ceux-ci assassinent les deux frères. Un désastre pour Colby et pour son adjoint Robert Myers : avec eux, la politique des « hameaux stratégiques », déjà hasardeuse en raison de la combativité du FNL, est définitivement enterrée.

Vingt et un jours plus tard, John F. Kennedy est abattu à Dallas. Lyndon Baines Johnson lui succède dans le Bureau ovale.

Les USA s'enfoncent dans la guerre

Tenace comme un Texan, le nouveau locataire de la Maison-Blanche n'a rien d'un visionnaire de la guerre secrète. Il confirme le principe du programme SWITCHBACK, qui retire la responsabilité des opérations paramilitaires à la CIA pour la donner au ministère de la Défense. Le Pentagone pourra ainsi mettre ses Bérets verts au banc d'essai de la guérilla contre les « VC » (diminutif de Viêtcongs).

Langley a perdu la partie. Le commandement militaire américain multiplie les raids de commandos contre le Nord-Viêt-nam, opérations d'évaluation du terrain menées par des équipes restreintes acheminées par voie navale. C'est dans ce contexte que, en août 1964, les Nord-Vietnamiens ouvrent le feu contre le destroyer *Maddox* croisant à proximité de leurs côtes.

L'incident de la baie du Tonkin marque le début de ce qu'on appellera bientôt l'« escalade ». Non sans quelques raisons, les Américains sont en effet persuadés que la clef du problème vietnamien se trouve à Hanoi.

En revanche, ils se trompent lourdement sur l'adversaire. La direction communiste est certes composée de parfaits staliniens. Mais, à l'image de son chef charismatique Hô Chi Minh, elle croit dur comme fer à son évangile : réunification du Viêt-nam et nationalisme intransigeant.

Seuls quelques analystes de la CIA ont pressenti que l'« Oncle Hô » et les siens, s'ils restent attachés à l'Union soviétique, ne s'en veulent en aucun cas les valets. Mais personne n'a prévu l'incroyable ténacité dont ils vont faire preuve face à un adversaire très largement supérieur sur le papier.

A l'automne 1964, la CIA repère les premiers mouvements de troupes nord-vietnamiennes s'infiltrant au Sud pour appuyer le FNL. Quelques mois plus tard, en mars 1965, les premiers marines débarquent à Da Nang.

Les chefs d'antenne de la CIA, Peer De Silva puis Gordon Jorgenson, ont signalé à plusieurs occasions l'emprise croissante de l'infrastructure du FNL sur la population, notamment dans les zones rurales. Pour la détruire, l'Agence met d'abord sur pied, à partir de mars 1966, des « équipes de pacification » disposant de groupes « contre-terroristes » voués à la liquidation

physique des cadres « VC ». Jorgenson en confie la direction au lieutenant-colonel Tran Ngôc Chau, un ancien Viêtminh, doublé par un conseiller militaire aussi peu conventionnel que possible, John Paul Vann. Mais le noyautage des équipes spéciales par une secte sud-vietnamienne contraint à abréger cette première expérience.

Infatigable, l'Agence met alors en place un nouveau projet baptisé Intelligence Coordination and Exploitation (Coordination et exploitation du renseignement) à la demande de Robert Komer, l'envoyé spécial du président Johnson. En décembre 1967, le directoire militaire au pouvoir à Saigon accepte que ses propres services secrets s'y joignent. Ainsi naît le programme PHENIX (Phung Hoang en vietnamien).

Il s'agit d'identifier et de mettre hors d'état de nuire les cadres administratifs et politiques du Viêtcong, indispensables supports des groupes armés qui harcèlent les Sud-Vietnamiens et s'en prennent aussi aux Américains. Un « sale boulot » où ces derniers ne se maculent pas directement les mains de sang — ce qui permet à Colby, jouant sur les mots, d'affirmer aujourd'hui que l'opération PHENIX n'a jamais tué personne — mais où ils centralisent les renseignements recueillis par leurs alliés sud-vietnamiens au moyen des procédés les plus terribles : emprisonnement et torture.

La guerre entre Asiatiques est affreuse, soupirent les gens de la CIA, mal à l'aise quand ils constatent que les informations collectées dans le cadre de PHENIX débouchent sur la liquidation physique généralisée des cadres et sympathisants viêtcongs. Au bas mot, les groupes paramilitaires servant de bras armé à PHENIX vont tuer de sang-froid 20 000 personnes en quatre ans. Dans ces conditions, on comprend qu'aujourd'hui encore, à Langley, il soit de mauvais ton d'aborder ce délicat problème. On peut revendiquer les morts « parallèles » des guerres qu'on gagne, rarement de celles qu'on perd.

Justement, pour les fêtes du Têt 1968 (le Nouvel An vietnamien), le FNL et ses alliés du Nord ont préparé une mauvaise surprise au gouvernement de Saigon et à la CIA. Dans toutes les grandes villes du Sud ou autour, c'est brusquement l'offensive généralisée. Images spectaculaires : un commando se fait tuer devant la porte de l'ambassade américaine ; le chef de la police saigonnaise abat un cadre viêtcong « en direct » sous l'œil des photographes.

L'offensive du Têt est vécue comme une grande victoire communiste, sujet d'angoisse supplémentaire pour des dirigeants américains imbibés de la « théorie des dominos » (si le Viêt-nam « tombe », les autres pays d'Asie tomberont tous). Les observateurs en tirent un bilan plus contrasté : pour cette opération très payante au plan propagande, le FNL a dangereusement découvert son infrastructure. En outre, voulu sans doute par le commandement politico-militaire nord-vietnamien, le massacre de plusieurs centaines de cadres gouvernementaux à Hué a donné aux plus sceptiques un avant-goût de ce qui pourrait attendre le pays en cas de victoire viêtcong.

Le Têt 1968 marque en réalité la fin de l'autonomie relative du FNL par rapport aux « grands frères » du Nord. Affaibli par l'effondrement d'une bonne partie de son appareil après quinze jours de combats acharnés, le mouvement sudiste va devenir une dépendance pure et simple de Hanoi.

TECHNIQUES DE LA GUERRE SECRÈTE AU VIÊT-NAM

Pour repérer les mouvements adverses, notamment le long de la fameuse « piste Hô Chi Minh » qui traverse le Laos de part en part, les Américains vont utiliser des capteurs. Parachutés ou installés en quantités massives, ces appareils miniaturisés sont de types très divers :

- Air Delivered Seismic Intrusion Device (ADSID) : tube de 50 cm de long qui se plante dans le sol au moment du largage, faisant apparaître une petite antenne camouflée qui se fond dans la végétation.
- Engine Detector (EDET), qui détecte les émissions radioélectriques émises par les véhicules à moteur.
- Magnetic Intrusion Detector (MAGID), qui permet de repérer piétons et véhicules dans la mesure où ces derniers provoquent une modification du champ magnétique terrestre local en raison des objets métalliques qu'ils transportent ou dont ils sont composés.
- Patrol Seismic Intrusion Detector, utilisé comme son nom l'indique par les patrouilles pour détecter les détachements ennemis par voie sismique.
- Noiseless Button Blombet (NBB), camouflé en « caillou » ou en « brindille » et qui s'inspire du célèbre jeu du Mikado (ou Jonchet) : le moindre déplacement provoque l'émission d'un signal capté par un appareil électromagnétique installé dans les environs immédiats.

Leur mise en œuvre permettra d'obtenir certains succès, mais, comme les capteurs de chaleur qui provoqueront la mort de nombreux buffles, ils restent trop peu fiables. La célèbre « piste Hô Chi Minh », artère vitale pour le Nord-Viêt-nam, ne sera jamais coupée.

De la même manière, les Américains ne parviendront jamais à repérer et à annihiler le Truong Uong Cuc (« groupe dirigeant des délégués du Comité central du Lao Dong »). Cette direction communiste opérationnelle au Sud supervise la direction officielle du FNL et le GRP (Gouvernement révolutionnaire provisoire, créé en juin 1968). Son quartier général clandestin est installé dans la zone frontalière Viêt-nam-Cambodge, dite de « l'hameçon » ou du « bec de canard ». A proximité se trouvent les QG respectifs du FNL et du GRP.

Les services de renseignement militaires américains ont approximativement localisé les QG du FNL (« Base 353 ») et du GRP (« Base 354 »). Terrifiants par leurs effets malgré la propagande qui les décrit comme aveugles et inefficaces, les bombardements des forteresses volantes B-52 ne parviendront pourtant jamais à les anéantir.

Dans *Mémoires d'un Viêtcong*, l'ancien ministre de la Justice du GRP réfugié en France en 1978 explique pourquoi : les B-52 décollant de Guam ou d'Okinawa étaient immédiatement repérés par des chalutiers-espions soviétiques naviguant en mer de Chine et qui transmettaient les informations recueillies au Truoang Uong Cuc ; le personnel civil et militaire était alors évacué, les documents cachés. Les vols en provenance de la Thaïlande étaient suivis par radar et leurs départs observés par un réseau implanté sur place.

Ces mesures de sécurité n'ont pas empêché la destruction matérielle des quartiers généraux viêtcongs à plusieurs reprises. Mais, comme il ne s'agissait que de cabanes rudimentaires, on pouvait assez facilement les rebâtir.

En mars 1970, l'invasion américano-sud-vietnamienne du Cambodge décidée par le président Nixon vise, entre autres, à décapiter le Viêtcong. Celui-ci transfère immédiatement ses quartiers généraux loin du « bec de canard », à l'intérieur du Cambodge, échappant de peu au piège grâce au sacrifice des unités d'élite des 5e, 7e et 9e divisions de l'armée nord-vietnamienne.

L'intensification de l'opération PHENIX y contribuera largement dans la mesure où elle s'en prend aux cadres intellectuels, syndicaux et administratifs, plus facilement repérables que les Can-Bô, les apparatchiks communistes expérimentés.

Bien peu nombreux sont ceux qui saisissent sur le moment ces données à long terme. Obnubilés par leurs « dominos », les dirigeants américains tablent sur les bombardements massifs destinés à faire plier le Nord-Viêt-nam, sur la guerre chimique. Au plan du renseignement comme au plan militaire, ils continuent à privilégier la technique par rapport au facteur humain. C'était déjà le cas avec l'amiral Raborn, ami texan du président Johnson et chef de la CIA d'avril 1965 à juin 1966. Son remplacement par Richard Helms, un analyste brillant qui ne méprise pas les opérations clandestines pour autant (en juillet 1967, il remplacera Desmond FitzGerald par Thomas Karamessines à la Direction des opérations), n'interrompra pas ce processus de « technicisation » du conflit vietnamien.

Opération CHAOS

Le Viêtcong est en passe de gagner la guerre psychologique. La jeunesse intellectuelle et contestataire occidentale, dont une partie s'identifie de manière directe au combat des communistes vietnamiens, s'enflamme devant les succès de ces derniers, qui mettent en échec la puissante machine de guerre US. Partout dans le monde on brûle les bannières étoilées, on manifeste aux cris de « Hô-Hô-Hô-Chi-Minh ». Sur les campus universitaires américains, on fait la chasse aux « sergents recruteurs » de la CIA.

Dès 1967, le président Johnson, inquiet de cette menace intérieure aux effets terriblement démoralisants, a ordonné à Dick Helms de lancer un programme de surveillance des milieux contestataires. Il trouve indigne que de jeunes Américains tombent tous les jours en Indochine tandis que d'autres refusent ce conflit meurtrier et sabotent l'effort de guerre.

Situation embarrassante, l'Agence n'étant pas habilitée à pratiquer l'espionnage domestique, au contraire du FBI. Helms a tranché le dilemme en décrétant que l'opération CHAOS, nom de code de ce nouveau programme, relevait du contre-espionnage dans la mesure où il s'agissait de démasquer des agents étrangers profitant de la vague contestataire pour s'infiltrer aux USA.

En bonne logique, il a confié la conduite de CHAOS à Jim Angleton, le patron du CE de la Compagnie. Hélas, comme on le sait, Angleton, l'homme aux orchidées (p. 183), est de ceux qui sont parfaitement capables de démolir une maison pour voir si elle n'est pas par hasard habitée par des termites. Comme il ne trouve aucune preuve d'ingérence étrangère, il s'entête. Helms dépensera une bonne dose d'énergie à calmer son turbulent adjoint pour apporter l'horrible nouvelle à la Maison-Blanche : les États-

Unis sont enlisés au Viêt-nam ; de plus en plus de jeunes Américains refusent d'accomplir leur devoir militaire, désertent, passent au Canada ; et on ne peut même pas dire qu'ils sont manipulés par le KGB.

De quoi perdre son calme, en effet. Mais voici qu'apparaît déjà à l'horizon celui qui pense pouvoir résoudre le problème au mieux des intérêts américains, le nouveau président Nixon, un républicain.

Watergate Story

Le 20 janvier 1969, Richard Milhous Nixon prend officiellement ses fonctions de président des États-Unis et s'installe à la Maison-Blanche.

Nixon, comme Henry Alfred Kissinger, son conseiller spécial pour la Sécurité nationale, est convaincu que seule sa politique peut faire cesser l'hécatombe tout en écartant le spectre d'une victoire communiste. En « vietnamisant » le conflit, c'est-à-dire en donnant au régime sud-vietnamien le contenu social, militaire et administratif qui lui fait défaut, on ramènera progressivement les « Boys » au pays.

Simple, mais il suffisait d'y penser. En fait, le chemin est pavé d'embûches, et pas seulement celles que multiplient les Viêtcongs. Le tandem Nixon-Kissinger entre dans une logique infernale : pour rapatrier les « Boys » sans provoquer l'effondrement du Sud-Viêt-nam, il faut diminuer la pression militaire communiste ; pour réduire celle-ci, il faut affaiblir le potentiel des « VC » ; pour affaiblir ces derniers, toujours aussi coriaces, il faut intensifier les bombardements et les opérations de guerre chimique, peu coûteux en vies américaines mais très coûteux en vies vietnamiennes ; donc durcir le conflit ; donc apparaître comme l'unique fauteur de guerre ; donc renforcer le mouvement pacifiste aux USA et dans le monde. Bref, perdre d'une main ce que l'on vient de gagner de l'autre.

Nixon ne semble pas conscient du piège. Il a désigné les véritables responsables des revers américains.

Il voue une haine farouche aux « snobs » de la Ivy League, les grandes universités de la côte Est, qui, estime-t-il, stérilisent la haute administration et la diplomatie américaine à l'instar d'Averell Harriman, sa bête noire, qui a mené sous Johnson les négociations avec les Nord-Vietnamiens.

Responsable aussi, la presse. Nixon en veut aux journalistes, coupables de ne l'avoir jamais aimé alors qu'ils portaient John F. Kennedy au pinacle, coupables d'attenter au moral de l'Amérique profonde en diffusant des informations précises sur le déroulement du conflit vietnamien.

Dans ses prières, le président n'oublie pas les pacifistes. Autant que les « commies » du temps de la guerre froide et du maccarthysme dont il fut un fervent partisan, il considère les hippies, les étudiants contestataires, les pasteurs rebelles et les intellectuels gauchistes comme de vulgaires « traîtres » engagés dans une sorte de guerre psychologique contre l'Amérique. Chacune de leurs manifestations renforce le Viêtcong.

Le 5 juin 1970, Nixon convoque à la Maison-Blanche les chefs de la

communauté américaine du renseignement : Richard M. Helms pour la CIA ; J. Edgar Hoover pour le FBI ; le général Donald V. Bennett, chef de la DIA ; le vice-amiral Noel Gayler, directeur de la NSA. Ses collaborateurs Robert Finch, John Ehrlichman, Bob Haldeman et Tom Charles Huston participent à cette réunion. L'opération CHAOS ne suffisant plus, il faut accentuer la pression sur le mouvement pacifiste.

Ancien membre de la DIA, Huston est particulièrement inquiet de ce qu'il considère comme de sérieuses défaillances du contre-espionnage US face aux Soviétiques mais surtout face à l'adversaire intérieur, les gauchistes violents, « Panthères noires » et autres « Weathermen ».

De la réunion sort un groupe d'étude, auteur de plusieurs documents préconisant la reprise secrète de l'ouverture du courrier, celle des perquisitions par effraction à domicile, l'accroissement de la surveillance électronique, le recrutement d'informateurs plus nombreux sur les campus, et l'octroi de moyens financiers nouveaux, notamment pour la DIA qui, en tant qu'organisme militaire, est plus sensible encore que les autres à la démoralisation des GI's (en 1972, le brigadier général Joseph J. Capucci créera le Defense Investigative Service, chargé de protéger l'armée contre les risques de démoralisation, un peu à la manière de la Sécurité militaire française).

Ce « plan Huston » rencontre une résistance inattendue, celle de J. Edgar Hoover. Vieux renard, l'inamovible chef du FBI a compris que les temps ont changé et que la mise en place intégrale d'une telle batterie de mesures risque de mettre le Bureau en mauvaise posture vis-à-vis de l'opinion publique. Lui qui n'a jamais lésiné sur les moyens, aussi peu légaux soient-ils, joue soudain les vierges effarouchées : non, le FBI, qui a cessé en 1966 les perquisitions par effraction, n'a pas envie de les reprendre ; non, l'interception des communications téléphoniques, y compris celle de citoyens américains, est l'affaire de la NSA et pas celle du Bureau.

Malgré les concessions de Tom Huston, Hoover reste en apparence inébranlable : il fait appel au ministre de la Justice, John N. Mitchell, pour faire capoter le plan de la Maison-Blanche. Une fois de plus, l'ultraprudent J. Edgar, dont les services usent quotidiennement de procédés qu'il fait mine de réprouver, a réussi à assurer ses arrières : en cas de scandale, le FBI pourra apparaître comme un véritable chevalier blanc.

Et toujours l'incertaine évolution des combats au Viêt-nam, et toujours les fuites dans la presse. Le dimanche 13 juin 1971, la manchette du *New York Times* a de quoi faire frémir le président et son conseiller à la Sécurité nationale. Le quotidien titre : « Archives du Viêt-nam, une étude du Pentagone retrace trois décennies d'engagement US croissant », et annonce la publication de larges extraits de ce texte de sept mille pages commandé par Robert McNamara, le ministre de la Défense de Johnson, et de documents originaux.

Déjà, le quotidien a publié d'autres extraits dès avril-mai 1969, puisés aux meilleures sources, sur les projets vietnamiens du Conseil national de sécurité, le déploiement des missiles soviétiques, les discussions sur le bien-fondé de la présence permanente d'un navire-espion au large de la Corée du

Nord, les bombardements clandestins effectués au Cambodge sur ordre de la Maison-Blanche. Depuis, les « fuites » n'ont jamais cessé.

Richard Nixon est furieux. Il a vu un complot dans la révélation des raids aériens sur le Cambodge, une pièce maîtresse de sa politique de « vietnamisation ». Comment n'en verrait-il pas un autre dans la publication des Pentagone Papers ? Après une violente controverse juridique, la Cour suprême décide en effet de donner raison au *New York Times* le 30 juin par 6 voix contre 3.

C'est dit : il faut à tout prix identifier les coupables, les punir, les achever, « mettre le feu aux fesses du FBI », selon l'expression employée par le président lui-même, qui n'ignore pas qu'en dépit des vertueuses protestations de J. Edgar Hoover le Bureau a quand même pratiqué dix-sept écoutes entre 1969 et le début de 1971 à propos de « fuites mettant en cause la sécurité nationale ».

Quand on est en train de faire sauter la banque au casino, on n'aime pas être dérangé. L'homme de la Maison-Blanche craint avant tout que de nouvelles fuites ne fassent avorter son projet numéro 1, le voyage secret d'Henry Kissinger en Chine, prélude à un retournement diplomatique spectaculaire — et, on le sait aujourd'hui, pas en avant décisif vers l'implosion du bloc soviétique qui n'interviendra que vingt ans plus tard.

Du coup, égaré par sa vieille haine des journalistes, Richard Nixon est en train de perdre son sang-froid. Transformant de vagues rumeurs en certitudes, il estime que Daniel Ellsberg, le haut fonctionnaire soupçonné d'avoir transmis au *New York Times* les documents du Pentagone, participe à un complot en liaison avec les Soviétiques.

Sus aux « traîtres ». En juillet, John D. Ehrlichman (l'un des deux « Prussiens de la Maison-Blanche », l'autre étant Harold Robbins Haldeman) charge un jeune avocat du Conseil de l'intérieur, Egil Krogh, de former une équipe d'investigation présidentielle assez spéciale chargée de mettre un terme aux fuites dans la presse.

Puisqu'ils sont là pour colmater les fuites, les hommes de cette cellule secrète vont d'eux-mêmes se désigner comme « les plombiers ». Ils s'installent à la Maison-Blanche. Parmi les plus actifs, deux vétérans de la CIA, Everett Howard Hunt et James W. McCord, ainsi qu'un dur à cuire formé à l'école de Hoover et du FBI, George Gordon Liddy. Trois noms qu'on retrouvera bientôt au cœur du scandale du Watergate...

« Plombiers », G-men et CIA

Ehrlichman ne ménage pas ses efforts. Le 7 juillet 1971, le voilà qui contacte le directeur adjoint de la CIA, Robert E. Cushman. C'est pour informer ce général du corps des marines que Howard Hunt a été chargé par le « président » des questions de sécurité à la Maison-Blanche, qu'il a « carte blanche » et demandera au besoin l'assistance de l'Agence.

Quinze jours plus tard, Cushman et Hunt se rencontrent. Les deux

hommes se connaissent déjà. Lors d'un premier séjour à la CIA entre 1949 et 1951, Cushman aurait partagé le bureau de Hunt. Ce dernier l'a retrouvé pendant les préparatifs du débarquement de la baie des Cochons, quand il s'occupait des immigrés cubains de Miami sous le nom de code « Eduardo » tandis que Cushman surveillait les opérations pour le compte de Nixon, alors vice-président. Va commencer par ce biais la fourniture aux « plombiers » de la Maison-Blanche de matériel d'espionnage sophistiqué issu des magasins de Langley.

Écoutes illégales, interception de courrier, filatures, menaces, corruption, chantage, pressions, cambriolages par effraction (par exemple chez le psychiatre de Daniel Ellsberg, Lewis Fielding), passage plus ou moins « libre » au détecteur de mensonge fourni par la CIA, recours indû aux organismes officiels comme l'Internal Revenue Service, le service de recouvrement des impôts qui dispose d'un grand nombre d'agents spéciaux, rien n'arrête les « plombiers » dans leur tâche de purification. Celle-ci ne cesse de s'étendre, dépassant de très loin la simple chasse aux fauteurs de fuite pour tourner carrément à l'espionnage politique.

La cruche va tellement à l'eau qu'elle finit par se briser le 17 juin 1972. Bernard Barker, Eugenio Martinez, Virgilio Gonzales, James McCord et Frank A. Sturgis sont appréhendés dans les locaux du Comité national démocrate, au sixième étage de l'immeuble du Watergate. Hunt et Liddy, qui ont dirigé toute l'opération depuis leur chambre d'hôtel grâce à des émetteurs-récepteurs portatifs, seront arrêtés plus tard.

Comme il s'agit manifestement d'un délit fédéral, le FBI ouvre une enquête. La Maison-Blanche tente désespérément d'empêcher que le scandale n'éclate. On fera flèche de tout bois. Nixon acquiesce quand Haldeman expose la parade que les conseillers du président ont imaginée. Ehrlichman et lui contacteront Dick Helms, le patron de la CIA, et son adjoint Vernon Walters. Au nom de la Maison-Blanche, ils leur demanderont de rencontrer le nouveau directeur du FBI, Patrick L. Gray. Celui-ci ne pourra qu'accepter de freiner l'enquête quand les deux hommes de Langley lui expliqueront qu'en fait l'affaire relève d'une opération secrète de la Compagnie.

Se rappelant que la Maison-Blanche a « protégé » le directeur de la CIA Richard Helms « dans de nombreux cas », et que le Director of Central Intelligence s'est toujours montré particulièrement vulnérable quand on a évoqué devant lui le souvenir de l'expédition malheureuse de la baie des Cochons, Nixon pense qu'il ne fera pas de difficultés majeures. Quant à Vernon Antony Walters, une vieille connaissance, il le considère comme un de ses obligés, l'ayant notamment promu au poste de directeur adjoint en mars.

Raisonnement un peu trop optimiste. Helms et Walters sont terriblement gênés. Bien sûr, ils doivent obéir aux consignes de la Maison-Blanche. D'un autre côté, ils savent pertinemment que, s'ils acceptent de couvrir les « plombiers » au titre de leurs opérations clandestines, la CIA sera atteinte de plein fouet par un scandale quasi inévitable.

Walters rencontre bien le chef du FBI, mais « bouffe » en quelque sorte une partie de la commission. Dès ce jour, la doctrine de la CIA est fixée :

on ne refusera rien au président Nixon (Helms est incapable de refuser quoi que ce soit au président des États-Unis), mais on essaiera chaque fois de tenir l'Agence hors de la fange. C'est le « démenti plausible » des opérations clandestines appliqué à la maison mère.

Cette ligne de conduite peut paraître subtile. En fait, elle mène la CIA dans une impasse. Empêtrée dans ses demi-vérités, qui par la force des choses sont aussi des demi-mensonges, l'Agence va perdre les faveurs de l'opinion publique américaine. On lui reprochera pêle-mêle ce qu'elle a fait, l'opération CHAOS, l'opération PHENIX ; ce qu'elle a tenté d'empêcher, l'enlisement américain au Viêt-nam ; ce que la présidence lui a demandé et qu'elle n'a pas su refuser, les tentatives pour déstabiliser le Chilien Allende avant sa nomination officielle ou les menus services rendus aux « plombiers ».

Le temps des commissions

Le 9 août 1974, Richard Nixon démissionne et doit remettre ses pouvoirs au vice-président Gerald Ford. Depuis février 1973, Dick Helms n'est plus directeur du Renseignement central. Il a d'abord cédé ce poste envié et redoutable à James Rodney Schlesinger, qui marque son court intermède à Langley par des mesures énergiques de réorganisation.

En septembre, Schlesinger s'efface à son tour devant William Colby, venu à Langley pour diminuer de façon drastique les opérations clandestines et mettre sur la touche ceux qui furent ses compagnons dans les services du temps de guerre.

Colby veut moderniser la Compagnie, appuyer efficacement la politique présidentielle de « vietnamisation ». L'ancien chef de la CIA de Saigon doit faire face à de nouvelles menaces et mener de nouvelles guerres secrètes sur d'autres continents comme l'Afrique. Surtout, il lui faut affronter des adversaires inattendus, les parlementaires américains. Devant eux, il accepte de révéler au grand jour quelques-uns des « secrets de famille » de la CIA, attitude qui lui vaudra d'être considéré comme un « mouchard » par de nombreux cadres de l'Agence.

Le 20 décembre 1974, Seymour Hersh, l'enquêteur vedette du *New York Times*, le contacte à propos d'un « papier » qu'il rédige sur les opérations intérieures de la CIA. Malgré les paroles rassurantes que lui prodigue son interlocuteur, l'homme de presse quitte Langley persuadé qu'il est sur la bonne voie. Deux jours après, il publie un article retentissant, qui dénonce une « gigantesque opération de la CIA contre les opposants à la guerre et d'autres dissidents sous Nixon ».

Sans en connaître toutes les modalités, Hersh vient de découvrir l'un des « secrets de famille » les plus gênants : l'opération CHAOS. Celle-ci n'a été freinée par Richard Helms qu'en 1972, après qu'a été engrangée dans les ordinateurs de Langley la bagatelle de 300 000 noms. C'est dire si le sujet est sensible. Et l'article du *New York Times* tombe d'autant plus mal qu'il

se télescope avec la procédure de mise à la retraite d'Angleton entamée par un Colby excédé des frasques de l'homme aux orchidées. Le chef du contre-espionnage ayant été personnellement chargé de CHAOS, personne ne croira que son départ de Langley n'a aucun rapport avec la publication de l'enquête de Hersh.

Tempête à Washington. Devant le scandale, Gerald Ford décide de désigner une commission d'enquête présidentielle. Celle-ci sera dirigée par Nelson A. Rockefeller.

La commission Rockefeller tient sa première séance le 13 janvier 1975. Helms, Schlesinger et Colby sont contraints de témoigner devant elle. Là, les choses s'aggravent. Le témoignage de Colby, le plus loquace des trois, fait la une des journaux. L'opinion publique et la presse analysant les demi-aveux du patron de la CIA comme la confirmation de leurs craintes les plus profondément enracinées, le remède s'avère pire encore que le mal. Un mois plus tard, CBS commence à révéler un autre « secret de famille » : l'implication de la CIA dans les meurtres ou tentatives de meurtres perpétrés contre des chefs d'État et de gouvernement étrangers.

Accablé, Colby réalise qu'une commission peut en cacher une autre. Le 21 janvier, le Sénat décide à son tour de désigner en son sein une commission d'enquête parlementaire sur les activités des services de renseignement. Son président sera le sénateur de l'Idaho, Frank Church. Très choquée par les révélations à propos des opérations « homo » visant les personnalités politiques étrangères, la commission Church s'attache à en dresser la liste : Fidel Castro, Patrice Lumumba (Zaïre), Ahmed Sukarno (Indonésie), Rafaël Trujillo Molina (Saint-Domingue), Salvador Allende et le général Schneider (Chili), Ngô Dinh Diêm, François Duvalier (Haïti).

En juillet, la Chambre des représentants, qui ne veut pas être de reste, désigne sa propre commission, présidée par un élu de New York, Otis Pike. Les investigations se font plus incisives, les soupçons plus lourds. Et Colby de regretter quasiment l'époque où la commission sénatoriale des Forces armées chargée de l'entendre avant qu'il entre en fonctions ne lui reprochait « que » l'opération PHENIX ou le scandale du Watergate, notant avec amertume que dans l'intervalle le Sud-Viêt-nam s'est effondré sous les coups de l'armée du Nord et que Saigon est désormais rebaptisée Hô Chi Minh-Ville. En d'autres termes, que les États-Unis, après avoir abandonné la « guerre spéciale », après avoir perdu la guerre classique en retirant leur contingent, ont fini par perdre la guerre tout court.

En restent les séquelles : ces parlementaires qui dissèquent le travail et les méthodes de la communauté de renseignement, ces journalistes qui déterrent les cadavres enfermés dans les placards de Langley, et, produit d'une démoralisation générale, ces bouches qui commencent à s'ouvrir alors même que l'espionnage est basé sur le secret.

La mauvaise réputation

L'élève le plus exécrable de la classe du professeur Colby est très certainement Philip Agee. Né en 1936 au sein d'une famille très conservatrice, il a fait ses études dans une école tenue par les jésuites avant d'entrer à la CIA en 1956. Deux séjours en Amérique latine l'ont particulièrement marqué : station de Quito, Équateur (1960-1964), et station de Montevideo, Uruguay (1964-1966). De retour à Washington, Agee se sépare de sa femme et démissionne en 1969 après avoir été attaché américain aux Jeux olympiques de Mexico.

Décidé à « aider le mouvement pacifiste » à sa manière, Phil Agee s'installe en Grande-Bretagne pour y rédiger un livre parlant de son expérience au sein de l'Agence. En 1975 sort ainsi à Londres *CIA Diary* (*Journal de la CIA*, publié en France en 1976).

1975, c'est justement l'année où l'hebdomadaire anglais *Time Out*, inaugurant un genre nouveau, publie une liste d'agents de la CIA en poste à Londres. Diverses manifestations s'ensuivent, provoquant le départ du chef d'antenne de l'Agence à Londres, Cord Meyer, bientôt remplacé par Edward Procter.

La religion de Langley est faite ; c'est Agee qui a jeté en pâture aux journalistes anglais les noms de ses anciens camarades, Agee qui, dans son *Journal de la CIA*, ne s'est pas contenté d'énumérer des griefs, voire d'étaler au grand jour les opérations clandestines de l'Agence, mais a rendu malignement publics une quantité invraisemblable de noms d'officiers en activité.

« Identifier et révéler les noms des gens qui travaillent pour la CIA est une chose très positive », note l'ancien officier, ajoutant en guise de programme : « En affaiblissant la CIA, nous réduisons sa capacité de mettre en place les Pinochet de demain. »

De quoi faire hurler les cadres de la Compagnie, pour qui la CIA doit être protégée par tous les patriotes américains, et non le contraire. Pour eux, affaiblir la CIA, c'est surtout faire le jeu du communisme. Agee-l'indiscret est devenu Agee-le-traître, et ce d'autant plus qu'il collabore à des publications comme *Covert Action Information Bulletin*, dont l'activité unique, pour ne pas dire unilatérale, consiste à imprimer noir sur blanc le détail des opérations de la CIA et le nom de ses officiers.

Que des étrangers jouent à ce jeu, passe encore : les États-Unis ne sont pas leur pays. Mais qu'un citoyen américain passe son temps à dénoncer les agents secrets du sien, c'est ignoble, estime-t-on à Langley. Dès novembre 1976, on demande aux Britanniques de l'expulser de Grande-Bretagne. Ils acceptent.

En 1979, le Département d'État prive Agee de son passeport, arguant de « graves préjudices » qu'il cause à la sécurité nationale. L'ancien officier de l'Agence obtient alors un passeport de la Grenade (politiquement proche de

Cuba), puis du Nicaragua sandiniste, ce qui donne à ceux qui ne l'aiment pas l'idée qu'il serait devenu un transfuge, voire un agent cubain — idée développée dans le roman d'Arnaud de Borchgrave et Robert Moss, *L'Iceberg*.

Installé à Madrid, Agee entame alors une longue procédure pour tenter de récupérer son passeport américain. Tel n'est pas le cas de Victor Marchetti et de John D. Marks, qui l'ont précédé dans la voie de la « dissidence », mais n'ont pas été aussi loin que lui.

Deux hommes du sérail. Marchetti a été adjoint administratif au directeur adjoint de l'Agence ; Marks a appartenu à l'INR, le service de renseignement et d'analyse du Département d'État. C'est en 1973 qu'un éditeur « ami » de la CIA communique à Langley le synopsis d'un livre qu'ils ont écrit à quatre mains. Horreur : le texte dévoile de nouveaux « secrets de famille »...

Helms entame alors une longue procédure juridique qui vise non pas à en interdire la publication — mesure qui n'aboutirait qu'à convertir l'ouvrage en best-seller —, mais à obliger ses deux auteurs à soumettre le texte à Langley avant publication.

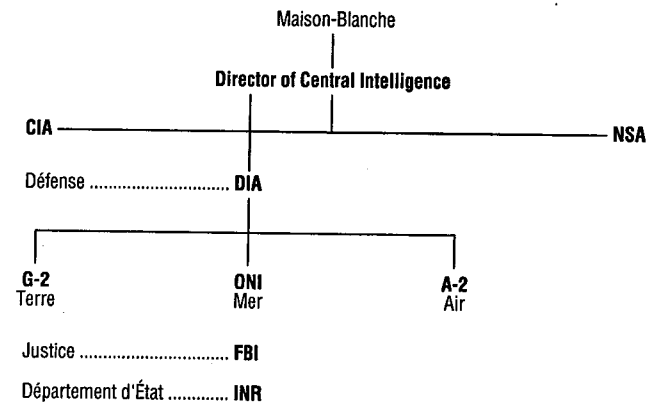
Procès gagné, mais à quel prix. La CIA exige cent cinquante coupures dans le texte. Marchetti et Marks refusent de s'y prêter de bonne grâce. Résultat : *The CIA and the Cult of Intelligence* (*La CIA et le Culte du renseignement*, version française chez Robert Laffont), paru en 1974, est truffé de « blancs » qui lui feront une remarquable publicité et, en fin de compte, ne protégeront en rien les fameux « secrets de famille ».

Frank Snepp ne connaîtra pas les mêmes déboires. Chef du bureau des analyses stratégiques de la CIA au Sud-Viêt-nam de l'automne 1972 à la chute de Saigon, cet ancien cadre de l'Agence ne partage ni l'« anti-impérialisme » d'Agee ni le « réformisme » de Marks et Marchetti. Il ne renie pas l'engagement américain en Indochine. Bien au contraire : tout au long de son livre *Decent Interval*, publié en 1977, il se livre à une critique très sévère de la manière dont les Américains et la CIA ont baissé les bras à la fin du conflit indochinois, abandonnant leurs amis au Viêt-cong.

La CIA a mené 900 opérations clandestines en quinze ans, apprend-on en avril 1976 dans le rapport final de la commission sénatoriale. Plus de 400 journalistes, les plus grands patrons de presse, 25 entreprises collaboraient avec elle, révèle en septembre 1977 dans le *Washington Post* Carl Bernstein, l'un des deux journalistes qui ont déclenché l'affaire du Watergate. La CIA s'est livrée à des expériences de conditionnement des individus par les drogues chimiques, LSD notamment. Dès l'époque d'Allen Dulles, le Dr Donald Ewen Cameron a « psychiatrisé » des sujets pour son compte dans le but de découvrir des techniques efficaces de manipulation mentale.

Colby a beau essayer de se remonter le moral en énumérant les réformes qu'il a su impulser à Langley (mise en place de douze National Intelligence Officers, création d'un quotidien du renseignement ultraconfidentiel diffusé à quelques dizaines d'exemplaires sous le titre *National Intelligence Daily*, et même diminution sensible des opérations clandestines), rien n'y fait. Ce qui compte désormais, c'est la mauvaise image attachée à l'Agence et qui risque de tarir ses sources de recrutement.

LA COMMUNAUTÉ AMÉRICAINE DU RENSEIGNEMENT
DANS LES ANNÉES 70



Dans ce climat hostile, impossible de faire connaître les « beaux coups » montés les dernières années. Par exemple cette opération POISSON ROUGE initiée par la station de Paris en liaison avec la base de Francfort. Elle vise à surveiller au plus haut niveau les activités du PC français par vidéo, filatures, écoutes téléphoniques, et même utilisation d'un très remarquable séducteur (pour en obtenir le détail, on peut mettre bout à bout *Au cœur de l'État l'espionnage*, que nous avons publié en 1981, notre article sur Bush et la CIA dans *Penthouse* de mars 1989 et le portrait de Gaston Plissonnier dans notre livre *Éminences grises*, 1992). Elle ne sera découverte qu'en février 1976.

A cette date, William Egan Colby ne dirige plus l'Agence. Lassé de la perte de crédibilité de la centrale, le président Ford l'a limogé. Il a confié la responsabilité de la CIA à un nouveau venu appelé aux plus hautes fonctions, George Bush.

Sans que personne ne le remarque, la vague de scandales successifs qui vient de paralyser l'Agence provoque une redistribution majeure des cartes au sein de la communauté américaine du renseignement. Alors que l'attention se focalise sur Langley, ses turpitudes et ses complots, deux rivaux montent tranquillement en puissance, la National Security Agency, chargée des interceptions électromagnétiques, et la Defense Intelligence Agency. Des services beaucoup plus secrets puisque, à quelques exceptions près, leurs exploits ne rempliront jamais les colonnes des journaux.

Le temps de la CIA toute-puissante est terminé. Désormais, la Compagnie devra partager.

La CIA et l'Amérique latine

Deux amoureux s'embrassent dans la rue, l'œil rivé à la fenêtre d'un immeuble. Ces jeunes révolutionnaires ne sont que les éclaireurs du commando qui, quelques minutes plus tard, va enlever l'officier de la CIA qu'incarne Yves Montand. Faute d'avoir pu l'échanger contre leurs camarades détenus, ils finiront par l'exécuter. C'est la trame du film de Costa-Gavras *État de siège*.

Le cinéaste et son scénariste argentin se sont inspirés d'un fait réel, l'un des rares coups réellement sérieux portés au dispositif contre-insurrectionnel américain par des guérilleros « latinos », exception faite des Cubains : l'enlèvement de Dan Mitrione à Montevideo, le 30 juillet 1970, par des militants du MLN-Tupamaros.

Ils avaient bien choisi leur cible. Après un séjour de neuf ans au Brésil, Mitrione, ancien policier de Richmond, Indiana, était officiellement employé par l'Agence pour le développement international (AID), une des couvertures favorites de la CIA depuis l'ère Kennedy. Mais il dirigeait en fait la formation technique des policiers uruguayens à la lutte anti-guérilla urbaine. Les clandestins l'assassineront à l'issue d'un long bras de fer avec le gouvernement uruguayen.

Dan Mitrione a payé de sa vie le réalignement de la stratégie américaine après le désastre de la baie des Cochons, quand Langley a pris la mesure du caractère continental (ou plus exactement subcontinental) de la menace castriste : une vague révolutionnaire qui, dans toute l'Amérique latine, draine intellectuels gauchistes, syndicalistes, radicaux, cadres trotskystes et militants communistes dissidents, et les incite à se lancer dans la lutte armée.

A l'époque, ce qui inquiète le plus les analystes de l'Agence, c'est la faible capacité de riposte des États latino-américains, souvent trop peu organisés pour l'affronter. Pour parer au danger, on s'inspire alors de cette expérience qui a si bien réussi en Europe : celle des réseaux GLADIO (p. 46). Dans un contexte bien différent, le principe est le même. Il s'agit de créer dans tout le continent des appareils de renseignement et de contre-guérilla aptes à affronter l'adversaire.

Pour ce faire, la CIA renforce ses stations dans les capitales d'Amérique latine. Simultanément, des spécialistes sont envoyés dans tous les pays du continent. Comme Dan Mitrione, ils y formeront les services de répression locaux. Le tout sous le contrôle direct de l'Agence, qui se réserve le monopole de la vision générale du travail au niveau continental.

Cette politique implique à l'évidence la généralisation de méthodes répressives très dures, faisant fi dans de nombreux cas des droits de l'homme. Tant pis s'il faut se salir les mains, l'efficacité est à ce prix, estime-t-on à Langley.

Essaiment dans toute l'Amérique latine les « escadrons de la mort ». Quels que soient leurs sigles, leurs chefs et leurs effectifs, ces groupes

« antisubversifs » pratiquant les enlèvements anonymes, la torture et l'assassinat se réclament d'une idéologie commune et utilisent des méthodes similaires. D'ailleurs, les services de renseignement des divers pays d'Amérique latine qui les manipulent sauront tisser entre eux des liens très solides. Voici le *modus operandi* de beaucoup de « disparitions » : l'intéressé est enlevé dans son pays, transféré clandestinement dans un pays « allié », assassiné sur place et enfin enterré ou dissous dans un bain de chaux vive. Pas de trace, pas de cadavre, pas de problème.

Pour agir de manière efficace, la CIA a besoin de discrétion. La protection des officiers de l'Agence en mission dans les pays latino-américains devient alors un des objectifs prioritaires. Les mouvements de guérilla ne disposent généralement que d'organes de renseignement très rudimentaires, ce qui les conduit le plus souvent à frapper au hasard.

Mal informés sur le fonctionnement de l'Agence et l'identité de ses responsables locaux, les militants d'extrême gauche en restent le plus souvent à une dénonciation idéologique virulente de la CIA conçue comme une sorte de mal absolu au service de l'impérialisme US. Peu flatteur en termes d'image, mais tolérable au plan opérationnel.

C'est de l'intérieur que viendra le coup le plus terrible, quand Philip Agee livrera les noms de dizaines de cadres de la Compagnie. Des révélations très dangereuses qui auraient pu mettre en danger la vie d'opérateurs « noirs ».

On peut en rester au conditionnel car les dénonciations de Phil Agee n'auront, à notre connaissance, pas de conséquences majeures. S'appuyant la plupart du temps sur des régimes d'exception voire plus ouvertement dictatoriaux (Argentine, Brésil, Bolivie, Guatemala, Paraguay), la CIA finira par venir à bout de la subversion castriste ou paracastriste dans la deuxième moitié des années 70. Au Chili, elle appuiera l'écrasement du régime socialiste de Salvador Allende par le général Pinochet.

On est tout de même loin du libéralisme à l'américaine qui constituait le credo de beaucoup de dirigeants de la centrale américaine de renseignement. La lutte antisubversive les a poussés plus loin qu'ils ne l'auraient voulu. Ils ont aidé des monstres à grandir. Dans les années 80, il ne leur restera plus, au nom des droits de l'homme, qu'à liquider les dictatures devenues obsolètes. Telle est la tâche que le président Reagan, réaliste, assigne à la CIA. Une fois n'est pas coutume, l'ancien gouverneur de Californie appliquera en l'occurrence... le programme de son adversaire malheureux Jimmy Carter.

Quatre exemples, ceux de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil et du Chili, vont successivement nous permettre de cerner de plus près ce que fut cette lutte impitoyable entre les services américains, leurs alliés locaux unis au sein d'une sorte d'internationale de la répression de laquelle le seul Brésil se tiendra à l'écart pour faire cavalier seul et les révolutionnaires gauchistes d'Amérique du Sud.

Contre-guérilla sanglante en Argentine

Dans ce pays fortement urbanisé, le gouvernement de Buenos Aires et la CIA vont affronter trois grands mouvements de guérilla : les Montoneros péronistes, les FAL et FAP castristes et l'ERP (Ejército revolucionario del pueblo, soit Armée révolutionnaire du peuple), partagée entre castrisme et trotskysme.

Ces mouvements regroupent chacun plusieurs milliers de militants. Ils disposent d'une large base de sympathisants et d'un appareil clandestin assez solide, le mieux structuré étant celui de l'ERP. On ira donc jusqu'aux moyens les plus extrêmes pour les éradiquer. En termes crus : la « disparition » physique de plus de 20 000 personnes.

En 1972, l'ERP et les FAL organisent l'attaque d'une prison par plusieurs centaines d'hommes armés et en uniforme. Cette « grande évasion » se termine tragiquement : ceux des gauchistes qui n'ont pas réussi à s'enfuir seront massacrés à la base aéronavale de Trelew.

Le retour triomphal de Perón l'année suivante ne dénoue pas la crise. L'ancien dictateur meurt en 1974. Le pouvoir échoit à Isabelita, sa femme, elle-même sous l'influence de Lopez Rega, le cerveau de l'Alliance anticommuniste argentine (AAA), groupe d'extrême droite en liaison avec la police, l'armée et les services.

Le régime s'enfonce dans l'impuissance face aux mouvements populaires. Les militaires n'auront aucun mal à se convaincre que le seul moyen de vaincre les guérillas consiste à prendre eux-mêmes le pouvoir. S'engage alors une véritable guerre civile non déclarée. Les militaires, aidés par les policiers fédéraux, bâtissent leur édifice répressif.

Créé par l'ancien dictateur Juan Domingo Perón, le Secretario de Inteligencia del Estado (Secrétariat de renseignement de l'État, SIDE), chapeaute les services de renseignement des trois armes : SIN (Renseignement naval), SIA (Servicio de Información de la Aeronautica) et SIE (Servicio de Información del Ejército). Il sera notamment commandé par le général Edward Schumacher, un proche de l'AAA.

Dans ce cadre, quatre groupes de travail (*grupos de tareas*) sont constitués. Le GT 1 est essentiellement composé de militaires de l'armée de Terre. Le GT 2 dépend de l'armée de l'Air. Comme le GT 1, il dispose de centres de torture et de détention.

Le centre opérationnel du GT 3 est situé à l'École de mécanique de la flotte, le plus inhumain des centres de torture. Là sévira dès 1977 un personnage tristement emblématique, le lieutenant Alfredo Astiz, dit l'« Ange de la mort ». Enfin le GT 4 est le groupe de travail de la police fédérale.

Les cadres des quatre GT ont suivi des stages organisés par les services américains dans la zone du canal de Panama. D'ailleurs, les Argentins ne conçoivent pas l'action comme limitée à leur seul pays. En novembre 1979, le chef de la Junte, le général Roberto Viola, définit à Bogota la doctrine

de la « sécurité continentale », qui implique un droit d'ingérence pour son pays quand des voisins sont menacés par la « subversion ».

Tout à leur haine viscérale de l'« impérialisme yankee », les mouvements guérilléristes et les intellectuels gauchistes latino-américains mettront du temps à saisir que la dictature militaire de Buenos Aires n'est pas une simple création de la CIA. Elle bénéficie au contraire d'une large autonomie.

D'où les tentatives pour exporter le modèle argentin. En Bolivie, les hommes du SIDE participeront de manière directe à plusieurs coups d'État militaires. En Uruguay, ils fourniront des explosifs aux hommes de l'escadron de la mort, fonctionnant sous le couvert du Département n° 5 du ministère de l'Intérieur.

Plus tard, à la demande de la CIA, le SIDE apportera son aide à l'aile la plus dure des guérilleros antisandinistes du Nicaragua, composée d'anciens officiers de la garde nationale de Somoza. A l'image de l'amiral Emilio Massera, ancien chef de la Marine, les Argentins tisseront également des liens avec la Loge italienne P-2.

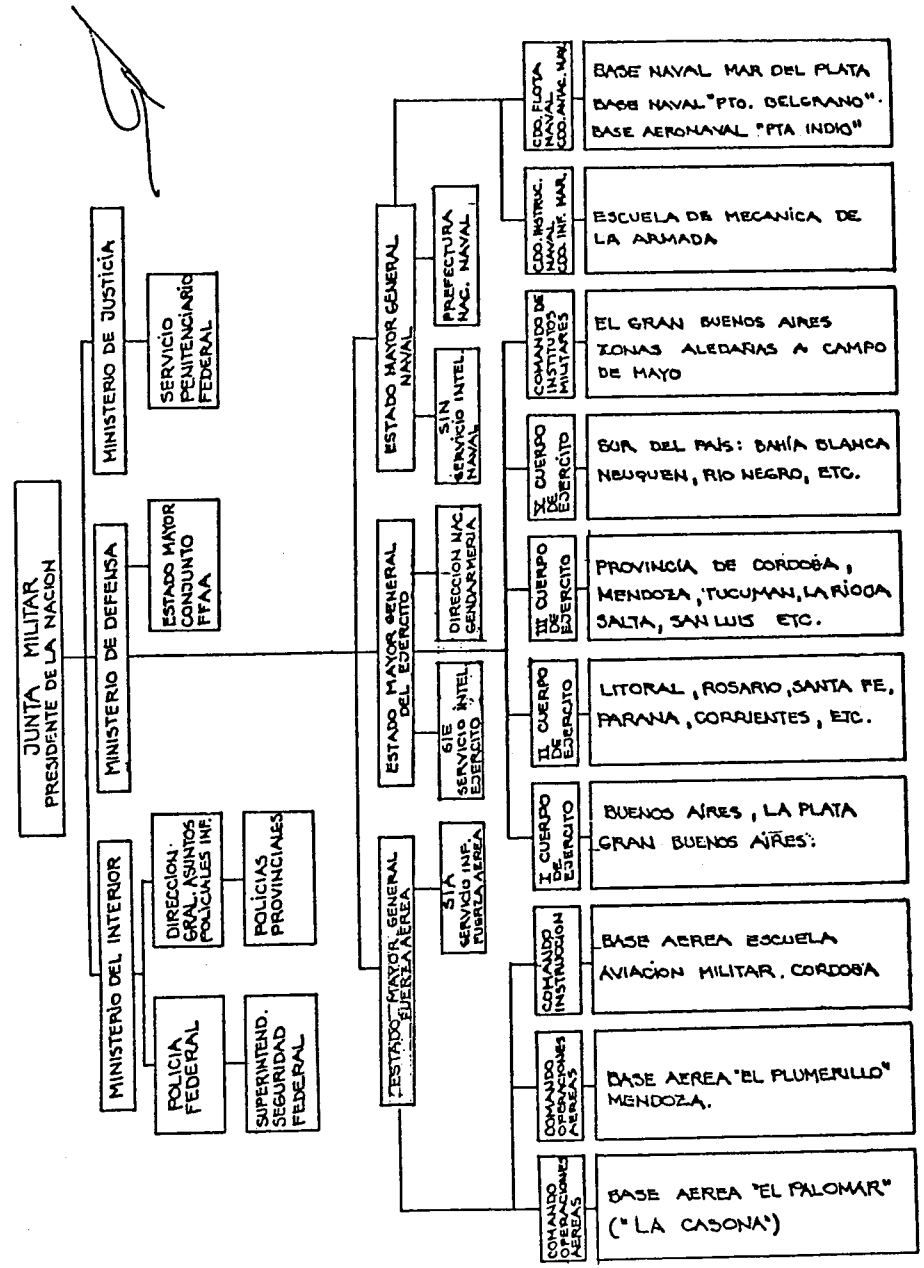
Dans un premier temps, ils se lancent à l'assaut des opposants exilés en Amérique latine et en Europe (Espagne notamment). Circulent ainsi à titre d'appât d'anciens militants gauchistes « retournés », dont plusieurs femmes. Ayant craqué sous la torture, ils trahissent désormais leurs anciens compagnons.

Avec ses milliers de « disparitions », avec son cortège de tortures, d'exécutions sommaires, de cadavres dissous dans la chaux vive, d'enfants retirés à leur vraie famille et confiés à des militaires, la *guerra sucia* (guerre sale) entraîne des drames innombrables. On verra les « Mères de la place de Mai » hurler en vain les noms de leurs enfants ou petits-enfants disparus.

L'opposition est annihilée, mais on se garde bien de dissoudre l'édifice répressif. C'est au cours de la guerre des Malouines que les services argentins démontreront leur totale incompétence opérationnelle face à un adversaire extérieur décidé. Et ce, malgré les tentatives d'arrangement à l'amiable entre les deux pays alliés des États-Unis de l'ancien directeur adjoint de la CIA Vernon Walters, devenu le commis voyageur du président Reagan.

Premier issu d'élections libres, le gouvernement péroniste de Ricardo Alfonsin promet de procéder au démantèlement de l'appareil répressif et nomme un civil, l'avocat Roberto Manuel Pena, à la tête du SIDE dont les effectifs seront ramenés progressivement à 3 500 membres. Dès novembre 1984, une liste impressionnante d'acteurs de la *guerra sucia* est publiée dans la presse argentine : pas moins de 1 351 noms, en majeure partie d'officiers ou de cadres des services spéciaux.

En janvier 1990, le président péroniste Carlos Saul Menem annonce une réduction supplémentaire de 1 000 postes. Mais, de notoriété publique, le SIDE continue à servir de refuge à des officiers impliqués dans les atrocités de la « guerre sale » des années 1976-1982. Des atrocités que tous les partis couvrent d'un voile pudique.



Un inspecteur de la police fédérale argentine en exil, Rodolfo Peregrino Fernandez, a établi de sa main cet organigramme.

Le tombeau de « Che » Guevara

Sans rompre avec Castro, Guevara a quitté Cuba depuis 1965 pour poursuivre sa croisade révolutionnaire à travers le monde. En décembre 1966, déguisé par les services secrets cubains en homme d'affaires uruguayen, il pénètre clandestinement en Bolivie.

Le militant argentin entend faire de ce pays le premier « foyer » d'une insurrection continentale contre les Américains. Il prend contact avec le PC prosoviétique de Mario Monje (nom de code « Stanislas »), avec le PC prochinois d'Oscar Zamorra, avec l'aide dure du POR (POR-Combatiente) et, aidé des frères Inti et Coco Peredo, fonde l'Armée de libération nationale (ELN).

La CIA a déjà pisté le leader révolutionnaire lors de ses déplacements en Afrique. Début 1967, des rapports signalant sa présence dans le Sud bolivien parviennent à Langley. Ils laissent de marbre Dick Helms, directeur de l'Agence depuis six mois. Mais Desmond FitzGerald, directeur des Plans, donc des opérations « noires », envoie tout de même une équipe dans cette région.

Depuis 1965, le ministre de l'Intérieur Antonio Arguedas, patron des services de renseignement civil, émarge aussi à Langley, « traité » par Hugo Murry, le chef de la station de La Paz.

En avril 1967, suite à des combats entre les guérilleros et l'armée bolivienne, le filet commence à se resserrer. Les hommes du département des Plans s'interrogent désormais avec acuité sur la présence du Che. A Langley, le nom de Guevara évoque irrésistiblement le désastre de la baie des Cochons. L'arrestation de Régis Debray, jeune intellectuel gauchiste français qui, après avoir théorisé les thèses cubaines sur la « Révolution dans la Révolution », voulait rejoindre la guérilla, les renforce dans l'idée que le bras droit de Castro est bien sur place.

Dès son entrée en fonctions, le nouveau directeur des Plans, Tom Karamessines, fait sienne cette conviction, à rebours des incertitudes de Dick Helms : Guevara est en Bolivie, à portée de main.

Sous l'impulsion de Karamessines, plusieurs vétérans de l'Agence sont dépêchés sur place. Parmi eux, des rescapés de la Brigade 2056 dont Felix Rodriguez Mendigutia, Cubain anticastriste qui sera le principal opérateur de la CIA dans la traque au Che Guevara (identifié plus tard comme le responsable des opérations aériennes secrètes contre les sandinistes au Nicaragua).

Au milieu de l'été, ce qui n'était encore qu'hypothèse sérieuse devient certitude : Guevara dirige bel et bien les guérilleros. D'où l'activité redoublée des conseillers militaires américains du major « Papy » Shelton. Mais Langley ignore la présence aux côtés du révolutionnaire argentin d'une jeune Allemande, Tania, agent de liaison entre les guérilleros et leur infrastructure urbaine, qui travaille aussi pour les services de l'Est.

Karamessines décide d'intensifier les opérations américaines en direction de la Bolivie. Venus de leurs bases de Panama, des officiers des forces spéciales de l'US Army (les fameux bérets verts) arrivent à La Paz. Ils viennent entraîner les Rangers boliviens du colonel Andrès Selitch, chef du régiment Manchego.

Blessé lors d'une embuscade, Guevara est capturé par les militaires boliviens. Des témoignages ultérieurs de Rodriguez, il résulte qu'un désaccord aurait éclaté entre les responsables de la CIA et leurs alliés boliviens, ces derniers voulant achever le leader révolutionnaire tandis que les hommes de Langley préféraient le garder prisonnier. Le point de vue bolivien l'emporte. Le 9 octobre 1967, c'est en présence de Rodriguez que le sergent Mario Teran achève le Che. Un homme meurt, un mythe naît.

Cette opération ne portera pas chance à ses protagonistes boliviens. En mars 1969, le général-président Barrientos trouve la mort dans un accident d'hélicoptère. Six semaines plus tard, Arguedas, qui a rompu un instant avec le régime et fait connaître à l'étranger l'intégralité du journal de bord personnel du Che (dont la CIA n'avait laissé filtrer que des extraits choisis), est abattu en pleine rue. Peu après, Herberto Rojas, l'homme qui a guidé les Rangers et la CIA vers Guevara, est assassiné à Santa Cruz. En mai 1973, Selitch, devenu à son tour ministre de l'Intérieur, sera proprement liquidé à l'occasion d'un énième coup d'État. Cette succession de morts violentes donne à penser que la vie politique est très agitée en Bolivie, à moins qu'une main mystérieuse n'ait voulu faire disparaître les témoins boliviens de l'affaire Guevara.

Gravement blessée par la disparition de Guevara, la rébellion de l'ELN n'est pas encore morte. Avec l'aide d'officiers de la CIA et de la DIA, on va l'écraser au début des années 70. Se crée sous l'égide américaine la communauté du renseignement bolivienne, orientée surtout vers la lutte anti-subversion. Elle comprend un service de renseignement extérieur (Dirección de Inteligencia Nacional), un SR militaire (Servicio de Inteligencia Militar), une police politique (Servicio Especial de Seguridad) qui actionne entre autres les « escadrons de la mort » locaux ainsi que des groupes de contre-guérilla militaires (Grupos Operacionales de Apoyo).

Les policiers américains de la lutte anti-drogue s'inquiètent pour leur part des connexions entre ces divers services secrets et les trafiquants de coca, patents sous la « narco-dictature » du colonel Luis Garcia Meza (1980-1981). A cette époque, les services de renseignement entretiennent les meilleurs liens du monde avec les ex-nazis allemands réfugiés dans le pays, en particulier un certain Klaus Altmann (en réalité Klaus Barbie). Officiers de renseignement et hitlériens exilés travaillent en fait main dans la main pour la répression politique comme pour le trafic de drogue.

Force est d'admettre que le retour à un régime plus démocratique (élection du président Hernan Siles Zuazo, octobre 1982) ne réglera pas le problème d'un coup de baguette magique. Les mauvaises habitudes ont la peau dure. Le 26 février 1991, le colonel retraité Rico Toro, ancien responsable des services spéciaux sous le général Garcia Meza, est nommé chef de la lutte

anti-drogue. Dès le 4 mars, il sera obligé de démissionner sous la pression des Américains, guère convaincus de sa bonne volonté toute neuve.

Au pays des escadrons de la mort

Élu en 1963, le président de gauche, João Goulart, exprime son désir de prendre des distances avec les États-Unis et les milieux militaires qui, traditionnellement, influent énormément sur la vie politique brésilienne. Immédiatement, la CIA décide d'appuyer ses adversaires, subventionnant des manifestations hostiles au nouveau pouvoir. Cette action s'étendra au monde du travail par le biais des syndicats affiliés à l'Institut pour le développement du syndicalisme libre.

L'attaché militaire américain à Rio de Janeiro se trouve être le général Vernon Walters, futur directeur adjoint de la CIA. C'est un ami personnel du chef de file de l'opposition militaire, le général Humberto Castello Branco, qu'il a connu pendant la guerre lors de la campagne d'Italie.

Le 1er avril 1964, Goulart tombe. Exilé, il accuse la CIA d'avoir orchestré sa chute, d'où cette riposte de Vernon Walters dans son livre *Silent Missions*, publié en 1978 : « La CIA suivait le cours des événements mais n'en dirigeait pas l'évolution. Il en était de même pour moi qui, d'ailleurs, à cette époque, ne faisais pas partie de la CIA. »

Démenti logique mais qu'on n'est pas obligé d'accepter dans son intégralité. Walters, c'est vrai, n'appartenait pas à l'Agence, mais, en tant qu'attaché militaire, travaillait obligatoirement en liaison avec la DIA. Son amitié personnelle pour Castello Branco, désigné comme président après la chute de Goulart, a certainement joué un rôle.

L'implication de l'Agence dans le coup de force contre Goulart ne fait quant à elle aucun doute. Cette réussite montrait d'ailleurs la capacité de la centrale américaine de renseignement à reprendre l'offensive sur le front latino-américain, surmontant trois ans après le traumatisme de la baie des Cochons.

Le coup d'État ne règle pas tous les problèmes, même si plusieurs spécialistes américains des problèmes de police, tel Dan Mitrione, débarquent à Rio de Janeiro. Le Serviçăo Nacional de Informaçŏes (SNI) est créé en 1964, alors que Castello Branco est devenu président. La coopération avec les autres régimes militaires latino-américains se développe bien que les Brésiliens, on l'a dit, préfèrent conserver une forte dose d'autonomie, ne serait-ce que pour des raisons géopolitiques et linguistiques. C'est ainsi qu'en 1965 le futur président João Baptista Figueredo, alors colonel, informe l'ambassade du Paraguay de la capture de vingt guérilleros paraguayens qui seront extradés au pays du général Stroessner, lieu géométrique de l'internationale contre-révolutionnaire d'Amérique du Sud.

Les manifestations ouvrières et étudiantes se multiplient pourtant en 1968. Cette année-là, l'Acte institutionnel 5 étend officiellement le domaine de compétence du SNI. Ce dernier est en liaison constante avec les

« escadrons de la mort » créés par le commissaire Sergio Fleury, maître d'œuvre de l'opération BANDEIRANTES que financent des fonds privés et qui disposera d'une infrastructure autonome (centres de torture parallèles, prisons clandestines).

Usant de procédés expéditifs, les hommes des « Escadrons de la mort » passent de la lutte contre la « délinquance » à la lutte contre la « subversion ».

L'emblème des Escadrons de la mort brésiliens.

En décembre, une dernière vague de mesures répressives conduit les militants politiques de gauche les plus résolus à passer à la clandestinité.

Le leader incontesté des mouvements de guérilla urbaine n'est autre que Carlos Marighela, ancien membre de la direction du PC brésilien qui a rompu avec le Parti. Cet homme expérimenté dirige un mouvement clandestin fort de quelques centaines de militants seulement. Il entend guider l'Action de libération nationale vers des opérations armées efficaces.

Il faut prendre Marighela. Mort ou vif. Les Américains aident le SNI et le DOPS, le service de la Police fédérale, à « loger » le leader révolutionnaire. Torturé, un prêtre dominicain appartenant aux réseaux de soutien à l'ALN livre son lieu de rendez-vous. Marighela et ses deux principaux adjoints seront abattus sans sommation le 4 novembre 1969 dans la banlieue de São Paulo.

Tout au long de l'année suivante, les guérilleros survivants se lancent dans une vague d'enlèvements : des diplomates américains et suisses sont échangés contre des détenus politiques. Cette politique du désespoir n'aboutit qu'à permettre le départ en exil de quelques dizaines de clandestins.

Le régime militaire est solidement installé. A partir de 1978, sous la

présidence de Figueiredo, le SNI intègre directement des éléments venus des escadrons de la mort et d'autres groupes du même type. En 1979, le chef de son unité centrale, le général Newton Cruz, fournit alors des fonds au journaliste d'extrême droite Alexandre von Baumgarten pour qu'il ressuscite un hebdomadaire, *O Cruzeiro*, et le mette au service du gouvernement militaire. Cruz agirait au nom du général Octavio de Aguiar Medeiros, le directeur du SNI, désireux de se donner la stature d'un futur président.

En octobre 1982, le cadavre de Baumgarten est découvert criblé de balles sur une plage. Ses relations avec le SNI s'étaient dégradées. Le 31 juillet, il avait rédigé une note affirmant que le service brésilien était « utilisé pour satisfaire les intérêts pécuniaires de ses dirigeants » et que s'il lui arrivait quelque chose « les généraux Octavio Medeiros et Newton Cruz en seraient responsables ».

Cet épisode d'ailleurs obscur ne redore pas le blason du SNI dans un contexte marqué par l'élection de gouverneurs membres de l'opposition tel Leonel Brizola à Rio. Tandis que le SNI met ce dernier sur écoutes, le président Figueiredo décide que la direction de la police politique sera retirée aux gouverneurs pour être placée sous direction fédérale. Et Brizola de contre-attaquer en annonçant sa volonté de pourchasser les escadrons de la mort dont l'inspirateur Sergio Fleury est mort en 1979 d'un accident de pêche.

Ces affaires ne sont pas les seules où l'on ait vu les services brésiliens jouer un rôle bizarre. Quand le président Fernando Collor de Mello sera limogé, on apprendra ainsi que des soupçons se sont portés sur leur patron de l'époque, Pedro Paulo Leoni, accusé par certains de s'être livré au trafic d'influence. Mais la mauvaise réputation des SR brésiliens n'atteindra jamais celle de leurs homologues du Chili.

Le coup d'État du général Pinochet

En 1964, le démocrate-chrétien Eduardo Frei a gagné l'élection présidentielle, grâce en particulier à une très sérieuse mise de fonds de la CIA (3 millions de dollars). Et les multinationales International Telegraph and Telephone et Anaconda Copper de veiller jalousement à maintenir le Chili dans leur « domaine ».

C'est en 1970, à la veille de la nouvelle élection, que le « péril » se précise. La CIA et le State Department financent le parti conservateur de Jorge Alessandri aussi bien que la démocratie chrétienne de Radomiro Tomic. Mais ils ne parviennent pourtant pas à imposer à ces deux formations une candidature unique aux présidentielles face au socialiste Salvador Allende, candidat de l'Unité populaire. Il y aura donc une triangulaire.

Et voilà la mauvaise nouvelle : le 4 septembre, Allende est élu président bien qu'ayant obtenu 36 % des voix seulement. Une élection qui n'émeut pas seulement Langley mais aussi la direction d'ITT.

Justement, des passerelles existent entre ces deux organismes, ne serait-ce

que par le biais de l'ancien Director of Central Intelligence John McCone, membre du conseil d'administration d'ITT. Lequel fait part de son inquiétude à Dick Helms, le chef de la CIA.

Tout n'est pas perdu, estiment les deux hommes, car le Congrès chilien doit encore ratifier l'élection du candidat de l'Unité populaire. D'ici là, il est toujours possible d'agir. Ce qu'estime William Broe, responsable de la division de l'hémisphère occidental à la Direction des Opérations de la CIA. Il propose à ITT et à d'autres sociétés américaines de financer un vaste plan de sabotage économique susceptible de provoquer le chaos avant qu'Allende ne puisse entrer en fonctions.

Broe n'agit pas à titre individuel. Son patron Dick Helms a été convoqué à la Maison-Blanche. Dans le fameux Bureau ovale, le président Nixon, qu'encadraient le conseiller à la Sécurité nationale Henry Kissinger et le ministre de la Justice John Mitchell, lui a enjoint très clairement d'empêcher qu'Allende puisse prendre ses fonctions.

Carence grave pour un directeur du renseignement central, Helms n'a pas su tisser des liens suffisamment personnels avec Nixon pour éviter toute ambiguïté dans leurs rapports. Il sort de l'entrevue persuadé, selon sa propre expression, que le président vient de lui offrir un « bâton de maréchal ». En fait, le locataire de la Maison-Blanche s'est ménagé plusieurs portes de sortie en cas de malaventure.

Pour barrer la route du palais présidentiel de la Moneda à Salvador Allende, le DCI lance l'opération DEUXIÈME VOIE qui, en conformité avec les consignes présidentielles, court-circuite les procédures normales. Y compris au sein de l'Agence puisque le groupe de travail envoyé d'urgence à Santiago opérera à l'insu de la station locale de la CIA.

Ignorant, et pour cause, des modalités de DEUXIÈME VOIE, Edward A. Korry, l'ambassadeur américain à Santiago, bombarde la Maison-Blanche et la Commission des 40, le groupe interministériel chargé du contrôle des opérations clandestines de la CIA que préside alors Henry Kissinger, de messages de prudence. Le diplomate a détecté les liens qu'entretiennent les animateurs de l'opération DEUXIÈME VOIE avec les leaders du groupe extrémiste de droite Patria y Libertad. Il craint que la CIA ne se lance dans une seconde aventure du type de celle de la baie des Cochons. Par exemple en soutenant un coup de force du général Roberto Viaux.

Viaux est contré par le commandant en chef de l'armée chilienne René Schneider, hostile à Allende, mais qui n'entend pas bouger sans l'accord explicite de l'ancien président démocrate-chrétien Eduardo Frei et préfère demeurer dans un cadre constitutionnel.

Le 12 octobre, Korry est convoqué à la Maison-Blanche. C'est d'abord pour y rencontrer un Henry Kissinger attentif, à qui il explique que « seul un fou » traiterait avec Viaux. Puis un Richard Nixon apparemment déchaîné, qui, selon le témoignage ultérieur du diplomate, parle sans nuance de ce « salaud d'Allende » qu'il se fait fort d'écraser si jamais il était intronisé président.

L'attitude prudente de Schneider favorise à coup sûr cette intronisation, qui signifierait la victoire de l'Unité populaire et, pour Nixon, le passage du

Chili dans le bloc communiste. Le 22 octobre, trois jours avant la réunion du Congrès, les hommes du groupe de travail remettent des armes et de l'argent à un groupe de militaires décidés à enlever leur commandant en chef. Le même 22 octobre, un commando abat le général Schneider.

Hélas pour la CIA et pour ITT, qui a promis de fortes sommes aux opposants à Allende, cette péripétie sanglante ne suffit pas à enrayer le processus en cours. Le 25, le Congrès ratifie l'élection du candidat de l'Unité populaire. L'opération DEUXIÈME VOIE a échoué.

L'échec ne décourage pas les Américains. Nathaniel Davis, qui vient du Guatemala, remplace Korry à l'ambassade. Quant à la CIA, elle renforce ses moyens humains et techniques sur place. On peut voir sa patte dans les différents épisodes qui affaiblissent le régime Allende, des « concerts de casseroles » de décembre 1971 à la « grève des patrons » d'octobre 1972. Des mouvements sociaux chez les camionneurs, les petits commerçants, les professions libérales et même les ouvriers (grève d'El Teniente) concrétisent le caractère numériquement minoritaire de l'Unité populaire.

Une situation que les extrémistes de Patria y Libertad (financés par la CIA, mais à très faible hauteur si l'on en croit Bill Colby) veulent exploiter à leur manière. Ils couvrent les murs de slogans dénués d'ambiguïté : opération Djakarta, référence au coup d'État militaire de 1965 en Indonésie qui a noyé le Parti communiste dans un bain de sang (p. 126) — dont il est permis de se demander s'ils l'ont bien trouvée tout seuls.

Dans le camp de l'Unité populaire, le PC, conscient des risques, prêche la modération. Mais l'aile gauche du Parti socialiste et surtout le MIR, mouvement gauchiste semi-clandestin, sont partisans de développer le « pouvoir populaire » dans les cordons industriels des grandes villes. Une véritable course de vitesse les oppose aux militaires.

Le 11 septembre 1973, les militaires se soulèvent. Chanceux ou remarquables psychologues, ils réussissent parfaitement leur affaire. Les hostilités commencent à Valparaiso une heure avant Santiago : le temps pour les cadres des partis de gauche de gagner leurs ministères ou leurs permanences pour s'y faire cueillir sans défense par les soldats ! Seuls les gauchistes du MIR, préparés à la clandestinité, et quelques cadres communistes échappent dans un premier temps à ce coup de filet bien mené.

Les putschistes bombardent ensuite le palais présidentiel de la Moneda où Allende, désespéré, se suicide. Ils emprisonnent, torturent ou fusillent les militaires hostiles au coup de force. Et, naturellement, les civils fidèles à l'Unité populaire ne connaissent pas un sort meilleur : ceux-là sont enfermés dans le stade de football de Santiago.

Pinochet, d'abord hésitant, prend la tête de la junte. Passé le temps de la répression sauvage et spectaculaire mais aussi très payante, une nouvelle communauté du renseignement se met en place, entièrement dirigée contre l'« ennemi intérieur ».

Sa pièce maîtresse en est la Dirección de Inteligencia Nacional (DINA) du général Manuel Contreras Sepulveda, créée le 14 juin 1974. Responsable de la majeure partie des arrestations arbitraires, exécutions sommaires, tortures et autres « disparitions » qui endeuillent le pays, cet organisme

tentaculaire dispose de moyens financiers très importants, de maisons d'interrogatoires et de centres de détention secrets. Il bénéficie en outre d'un droit de regard permanent sur les activités des autres services.

Le Servicio de Información Militar (SIM) des généraux Augusto Luz (1973), Julio Polloni (1974) et Adlainer Mona Salinas (1975) contrôle entre autres le régiment Tacna, chargé de la lutte contre les organisations syndicales mais s'occupera aussi de préparer une éventuelle opération militaire contre le Pérou.

Le SIFA (Servicio de Información de las Fuerzas Aereas) du général du commandant Edgardo Cebellos prendra en charge l'épuration de l'armée de l'Air et une partie notable de la lutte contre les clandestins du MIR.

Le Servicio de Información Naval est concentré dans les provinces de Valparaiso et de Concepcion.

Le SICAR (Service de renseignement des carabiniers) est dirigé par le colonel Ruben Romero.

Le Servicio de Investigaciones (Service des enquêtes) du général Ernesto Baeza Michaelsen, ancien chef du SIM, s'occupe du contrôle des quartiers populaires.

Assez courageusement, les chefs gauchistes du MIR ont refusé de s'exiler en gagnant les ambassades étrangères comme l'ont fait la plupart des dirigeants des autres partis. La DINA et les autres SR ne reculeront devant rien pour réduire à néant leur mini-appareil clandestin, le seul qui fonctionnait encore. La plupart des dirigeants miristes sont abattus à l'image de leur numéro 1 Miguel Enriquez, traqué par les hommes du capitaine Miguel Krassnoff Martchenko, puis achevé.

Se réfugier à l'étranger n'est d'ailleurs pas forcément le moyen d'échapper au long bras des hommes du général Contreras qu'assiste le lieutenant-colonel Pedro Ezpinoza Bravo, directeur des Opérations. Usant de ses bons contacts avec les Argentins, la DINA assassine le 30 septembre 1974 le général loyaliste Carlos Prats et son épouse réfugiés à Buenos Aires. Deux ans plus tard, le 21 septembre 1976, un commando composé d'un Américain au service de la junte, Michael Townley, et d'exilés cubains assassine à Washington l'ancien ministre des Affaires étrangères d'Allende, Orlando Letelier. Pour l'Europe, la DINA a installé sa centrale à Madrid, avec mission d'identifier les opposants les plus déterminés.

En tuant Letelier, les espions de Pinochet sont allés trop loin. Même si la CIA soutient la junte militaire, la justice américaine n'aime pas du tout qu'elle vienne régler ses comptes chez elles. Le général Contreras, le colonel Ezpinoza et le capitaine Armando Fernandez Larios, qui a effectué les « repérages » préalables au meurtre de Letelier, sont mis en cause. C'est le début d'une longue controverse sur leur degré respectif de culpabilité.

S'il peut craindre les foudres de la justice américaine, Manuel Contreras s'estime moins menacé au Chili même, si ce n'est par une éventuelle extradition aux USA. Mais tout a une fin, même l'impunité. En novembre 1993, à l'issue d'une procédure interminable, la justice chilienne le condamnera à sept ans de prison.

L'affaire Letelier provoque un changement immédiat dans la communauté

du renseignement. La DINA est dissoute le 12 août 1977. Le Centro Nacional de Informaciónes (CNI) la remplace sous la houlette des généraux Odlanier Mena puis Humberto Cordon Rubio.

Son principal objectif sera la « force centrale » du MIR, formée de militants revenus clandestinement au Chili après avoir subi un entraînement militaire à Cuba. Victimes peut-être de la trahison d'un agent cubain, plus d'une centaine d'entre eux sont abattus.

Dernier épisode de cette sanglante guerre secrète : l'assaut à la mitrailleuse lourde et aux obus incendiaires de la « direction intérieure » du MIR livré sous les ordres du capitaine Alvaro Corbalan, directeur des Opérations de la CNI. De nombreux militants du Front patriotique Manuel-Rodriguez, le bras armé du Parti communiste, seront également abattus sans sommation par la CNI.

Ces péripéties tragiques laissent dans l'ombre des règlements de comptes au sein même des services. En juillet 1980, le colonel Roger Vergera Campas, directeur de l'École du renseignement militaire, est assassiné. Cet officier supérieur avait découvert l'implication de cadres de la CNI dans un vaste scandale fiscal et financier.

Les vainqueurs de la « guerre sale » des années 1973-1980 tournent à la délinquance en cols blancs. De nombreuses affaires de droit commun vont désormais émailler leur chronique. Avant l'entrée en fonctions du président Patricio Alwyn, dont l'élection met officiellement fin à la dictature, Pinochet et le général Hugo Salas, chef d'état-major et ancien chef de la CNI, prennent la précaution de la dissoudre en février 1990. Ses archives sont éparpillées comme, semble-t-il, une bonne part de celles de la DINE (nouvelle appellation du SIM).

Tandis que commencent à fonctionner les commissions d'enquête qui amèneront à imputer au régime du général Pinochet la responsabilité directe de 3 500 assassinats politiques, les règlements de comptes se poursuivent. Le 10 mai, le colonel Luis Fontaine, ancien chef d'un autre service de renseignement antisubversif, la DICOM-CAR, est abattu à Santiago. Trois jours avant, il avait annoncé son intention de répondre sincèrement à la commission des sages mise en place par le président Alwyn pour établir la vérité sur les violations des droits de l'homme sous Pinochet.

Complètement discrédités par les scandales financiers qui les éclaboussent, les services de renseignement de l'ancien dictateur voient se multiplier les coups durs. En février 1992, le colonel Gerardo Huber, ancien officier de la DINA et du CNI, est retrouvé mort. Mêlé à une affaire de fournitures illégales d'armes aux mouvements croates d'extrême droite, il était sous le coup d'une instruction judiciaire. Et les observateurs de rappeler que le colonel Huber avait établi ces contacts avec les extrémistes croates dès 1974, quand il dirigeait à Buenos Aires l'antenne de la DINA chargée des opérations secrètes contre les gauchistes argentins de l'ERP.

Barberousse et Lenin

C'est à l'université de Columbia, aux États-Unis, que Manuel Piñeiro Losada a rencontré sa première épouse, une Américaine, et a appris à détester les fils de famille et les bourgeois. Il décide de se vouer à la lutte des classes et regagne sa patrie.

Comme les autres partisans de Fidel Castro, Manuel s'est laissé pousser la barbe. La sienne étant rousse, on le surnommera « Barba roja » (Barberousse). Quand Ramiro Valdés Menendez, adjoint de Che Guevara, prend la direction du G-2, les services de sécurité de l'armée rebelle, Barberousse devient son lieutenant.

Dès novembre 1959, les deux hommes portent sur les fonts baptismaux la DIER, le premier service de sécurité d'État fidéliste. Calqué sur le modèle soviétique, il accouchera ultérieurement de la Dirección General de Inteligencia, en charge des opérations extérieures.

Tandis que le service de renseignement de l'armée traque avec succès les guérilleros anticastristes de la Sierra del Escambray, la DIER étend partout la « vigilance révolutionnaire ». Un filet très serré que renforceront à partir d'octobre 1960 les Comités de défense de la révolution (CDR), chargés du contrôle de la population.

Barberousse voue une grande admiration à l'URSS. Mais, en mars 1962, Castro accuse publiquement les communistes d'avoir tenté de « noyauter » le parti révolutionnaire unifié en cours de formation. Sur instruction des Soviétiques, ces derniers acceptent de plier l'échine.

Pendant ce temps, Barberousse organise ses services sous l'œil vigilant du KGB. A La Havane, les « Organes » disposent d'un relais privilégié en la personne de l'ambassadeur soviétique Alexandr Alexeiev. De son vrai nom Alexandr Chitov, Alexeiev est considéré par les contre-espionnages occidentaux comme membre des services soviétiques depuis 1946, ce qui explique que sa présence ultérieure comme ambassadeur de son pays à Santiago du Chili entre 1970 et 1973 ait inquiété la CIA au plus haut point.

Commence sous ces auspices la satellisation de la communauté cubaine du renseignement. Elle sera l'œuvre du StB tchèque et surtout du KGB. Dès 1963, des officiers cubains sont instruits à Moscou. Certains seront recrutés directement par les Russes.

Deux ans plus tard, en 1965, la HVA de Markus Wolf débarque elle aussi à La Havane. Le responsable est-allemand constate aussitôt qu'une atmosphère bizarre règne sur l'île. Le ministre de l'Intérieur Ramiro Valdés et son bras droit Barberousse s'arrangent pour que les agents de la HVA ne rencontrent jamais ceux du KGB. Sans doute souhaitent-ils ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier.

Wolf apprécie la personnalité de ses interlocuteurs, plus spontanés que les Soviétiques. Comme un adolescent, Valdés s'avoue par exemple fasciné par les technologies du renseignement. Il s'abonne à toutes les revues

américaines spécialisées en la matière. Résultat de cette bonne entente entre Est-Allemands et Cubains, le colonel Gerardo Figueredo, l'un des bras droits de Barberousse, effectue immédiatement un stage de formation en RDA.

Barberousse suit attentivement les pérégrinations de Che Guevara en Afrique, où le révolutionnaire argentin est allé soutenir divers mouvements de libération marxisants. Mais ce qui l'intéresse avant tout, c'est naturellement l'Amérique latine. La DGI met sur un pied d'égalité ses tâches de préservation du régime face à l'impérialisme et son travail d'extension de la vague révolutionnaire sur tout le continent. D'où les multiples contacts que ses agents entretiennent avec les dirigeants des mouvements de guérilla procastristes.

En janvier 1966, la Conférence tricontinentale de La Havane accouche de l'OLAS (Organisation latino-américaine de solidarité), qui se propose de fédérer l'ensemble des mouvements de guérilla du continent latino-américain. Pour la DGI apparaissent ainsi de nouvelles possibilités d'infiltration mais aussi de nouvelles tâches. On soutiendra financièrement les organisations de guérilla, on formera leurs cadres, on fournira l'armement. Bien entendu, la DGI profitera de toutes ces activités pour recruter des hommes à elle au sein des mouvements guérilleristes.

Nous sommes en mesure de citer un exemple inédit de ce noyautage dans la période (fin des années 60 et début des années 70) où Barberousse était en charge du département « Amériques » du Comité central. Un groupe de guérilla particulièrement offensif dont nous avons déjà parlé à propos de l'Argentine, l'ERP, vient d'être créé.

Des débats idéologiques intenses agitent l'ERP dont le chef, Roberto Mario Santucho, hésite entre l'adhésion officielle au trotskysme et l'entrée dans l'orbite cubaine. Installé en Amérique latine depuis des décennies, le vieux militant trotskyste français Raymond Molinier nous a raconté cet épisode obscur en 1986. Vingt ans auparavant, il militait pour l'entrée de l'ERP dans la IV^{e} Internationale. En sens inverse, des agents de la DGI cubaine pressaient Santucho de renoncer à l'hérésie trotskyste, lui promettant des moyens énormes en armes et en argent s'il acceptait d'entrer dans le giron de Cuba.

Santucho est avant tout un pragmatique. Il s'écarte des trotskystes. Cette rupture est à peine consommée que les hommes de la DGI l'abandonnent. Ni armes ni argent, simplement l'adresse de quelques trafiquants. Les SR de la junte argentine vont liquider tranquillement l'ERP, abattant le trop naïf Santucho...

Une grave controverse entre Cubains et Soviétiques apparaît au début de 1968, alors que Barberousse mène l'enquête sur la « microfraction », cette tentative de noyautage du régime par les militants venus de l'ex-PC prosoviétique et conduits par Anibal Escalante.

Au fur et à mesure des filatures, le chef de la DGI s'aperçoit qu'Escalante est en contact direct avec des officiers du KGB opérant au ministère de l'Intérieur avec le titre de « conseillers ». Fidéliste avant tout, il rédige un rapport accablant destiné au comité central.

S'ensuit une mise en accusation très violente des Soviétiques. Escalante est jeté en prison comme comploteur. Le KGB, furieux, exige la tête de Barberousse. Mais Raul Castro, le frère de Fidel, s'insurge. Il dénonce plusieurs espions russes tels Rudolf Chliapnikov, second secrétaire à l'ambassade soviétique, ou Mikhaïl Roy, de l'agence de presse Novosti.

Comme souvent, cet ultime sursaut d'indépendance précède de peu l'acceptation définitive de la soumission. En raison du blocus américain, Cuba dépend économiquement de l'URSS, ce qui lui ôte toute marge de manœuvre au plan politique. Sous la pression russe, Barberousse est nommé à la direction du département « Amériques », chargé du contrôle et de l'extension des mouvements de guérilla. Un poste à responsabilités qui lui laisse certes le contact avec la DGI, mais n'en fait plus le chef. Il sera remplacé par José Mendez Cominches.

En août 1968, Fidel Castro approuve publiquement l'intervention soviétique à Prague. La DGI devient véritablement une filiale du KGB, à peine rehaussée en couleur par le tempérament excentrique des Cubains et par leur volonté soutenue de développer sur le continent latino-américain ces guérillas dont les Russes n'apprécient pas toujours l'opportunité.

On ne sait comment Barberousse a jugé l'évolution du régime. On peut en revanche gager que ses responsabilités à la tête du département « Amériques », qu'il ne quittera qu'en mars 1992, l'ont mis en contact étroit avec Lenin Cerna, le chef des services sandinistes du Nicaragua.

Né en 1947, Lenin Cerna Juarez est le fils d'un cordonnier, militant communiste salvadorien. Lycéen, il a adhéré à quinze ans au Front sandiniste de libération (FSLN) puis est passé dans la clandestinité. Arrêté en 1968, libéré par un commando du FSLN, il a gagné Cuba pour y suivre un stage de formation. De retour au Nicaragua, il a été nommé en 1977 chef du Front occidental Rigoberto Lopez.

Le FSLN affrontait alors la dictature de « Tachito » Somoza et sa redoutable Oficina de Seguridad Nacional. En 1979, les guérilleros l'emportent. A la mi-juillet, le commandant Hugo Torrés est nommé chef de la Dirección General de la Seguridad del Estado (DGSE), le tout nouveau service secret sandiniste rattaché au ministère de l'Intérieur.

En décembre, Cerna remplace Torrés. Il travaille en bonne intelligence avec le commandant Julio Ramos, patron du SR militaire, la Contrainteligencia de l'Armée populaire sandiniste (EPS). En fait, la DGSE est aux premières loges dans le conflit qui oppose les sandinistes, leurs alliés castristes, cubains et salvadoriens d'une part, les « contras » et la CIA de l'autre.

C'est dire si sa tâche est difficile à partir du moment où Bill Casey accède à la direction de la centrale américaine : opérations clandestines, sabotages, minage des ports nicaraguayens, embuscades des « contras » se succèdent, obligeant les sandinistes à passer à la défensive.

L'enjeu : le soutien aux guérillas salvadoriennes dont l'éventuelle victoire permettrait au FSLN de se « désenclaver ». Les pressions nord-américaines contraignent bientôt les sandinistes à limiter leurs activités dans ce domaine, mais le conflit tout entier est « transcendé » par sa dimension idéologique.

En juin 1983, Cerna affirme à la presse internationale que trois diplomates américains en poste à Managua ont voulu empoisonner le père Miguel d'Escoto, ministre des Affaires étrangères. On évoque aussi les activités de l'ambassadeur américain de choc au Honduras, John Negroponte, qui travaille en coopération avec le commandant en chef de l'armée hondurienne Gustavo Adolfo Alvarez et le commandant Juan Blas Salazar, chef de la Dirección Nacional de Investigaciónes (DNI), la centrale hondurienne de renseignement.

CIA contre DGSE : la guerre se poursuit. En octobre 1987, le major Roger Miranda, assistant personnel du ministre sandiniste de la Défense Humberto Ortega, passe aux Américains. En sens inverse, le ministre de l'Intérieur nicaraguayen Tomas Borge déclare en mai 1988 qu'une « Mata Hari » sandiniste, Maria Loures Palais, a infiltré cinq années durant la CIA pour le compte des services de Managua.

Exit les sandinistes du pouvoir quand Violetta Chamorro bat leur candidat aux présidentielles, Daniel Ortega. Ils conservent provisoirement quelques places fortes, notamment la direction des armées, apanage du second des frères Ortega, Humberto. C'est ce dernier qui recycle Lenin Cerna dans le contre-espionnage militaire (DID), provoquant l'ire des anciens contras. A l'été 1993, ces derniers iront jusqu'à prendre des otages pour exiger le limogeage définitif d'Humberto Ortega et de son bras droit, le fils du cordonnier communiste.

Si la trajectoire de cet acteur peu connu de la guerre secrète nous a entraîné fort loin dans le temps, c'est en compagnie d'une personnalité bien plus célèbre internationalement que nous allons reprendre le fil de notre *Histoire mondiale du renseignement*, vingt ans plus tôt sur le Vieux Continent.

« Vous ne défilerez jamais le 14 Juillet sur les Champs-Élysées, mais vous ne défilerez pas non plus de la Nation à la Bastille », répétait souvent Alexandre de Marenches à ses plus proches collaborateurs.

Venu sinon par hasard, du moins sans vocation particulière à la tête du SDECE, Marenches devait y rester onze ans, un record inégalé. Dernier descendant d'une très vieille famille « enracinée dans le Piémont au XIe siècle et, depuis 1452, en Franche-Comté », il fut également l'avant-dernier patron du SDECE.

Quand il naît en 1921, les bonnes fées semblent s'être penchées sur son berceau. L'auteur de ses jours, Charles de Marenches, ancien élève du père de Charles de Gaulle au collège Sainte-Geneviève où il préparait Saint-Cyr, a servi dans le même régiment que celui qui deviendra l'Homme du 18 juin. Surtout, il a été pendant la Grande Guerre l'aide de camp du général américain Pershing et son officier de liaison auprès du GQG français. C'est là qu'il a rencontré sa future épouse, la mère de son fils, infirmière du corps expéditionnaire US.

Père français, mère américaine d'origine huguenote française, Alexandre de Marenches grandit d'emblée dans un milieu international. La langue de Shakespeare est, au sens propre, sa langue maternelle. Les amis de son père, les Marshall, Patton, Bradley et autres MacArthur, deviendront les généraux américains les plus prestigieux de la Seconde Guerre mondiale.

La guerre, elle, approche. En 1939, Alexandre de Marenches s'engage comme deuxième classe dans un régiment de cavalerie montée. En 1942, laissé sur sa faim par ses premières activités de Résistance, il franchit les Pyrénées dans l'espoir de se rendre en Afrique du Nord pour continuer le combat. A vingt-deux ans, blessé en Italie, il devient l'officier de liaison du général de Gaulle et du général Juin avec le commandant interallié en Europe Eisenhower. Aide de camp de Juin, qui représente le point de vue français auprès des Alliés, Marenches reprend en quelque sorte la tradition familiale. Ce qui donnera à ce jeune homme le rare privilège d'accéder à la War Room, le saint des saints où se décide la conduite de la guerre.

En Algérie puis en Italie, Marenches fait naturellement de nouvelles connaissances, dont celles de Vernon Walters, futur directeur adjoint de la CIA qui devient très vite un ami personnel, et de François Castex, qui épousera la sœur de Mme Pompidou.

Pourvu par le destin de moyens d'existence qui le mettent à l'abri du besoin, l'ancien engagé volontaire de 1939 quitte l'armée en 1946. C'est

pour se mettre en retrait, continuant malgré tout d'assurer sous le couvert de périodes dans l'armée de réserve des missions de liaison avec les Américains et d'autres. Notamment pour le compte du général de Gaulle qui, en souvenir de leurs pères respectifs, le tutoie et le vouvoie alternativement. Il opère aussi sous les ordres du maréchal Juin qui, en 1950, l'envoie au Japon et en Corée sous un faux nom.

En 1970, Georges Pompidou reprend contact avec l'ami de son beau-frère Castex. Marenches écarte la première proposition du président de la République : le poste d'ambassadeur à Washington. Pompidou s'enquiert alors de son expérience dans le domaine des services secrets.

— J'ai connu l'échelon du bas quand je faisais de la Résistance, et l'échelon du haut quand j'étais à l'état-major interallié. Je ne connais pas celui du milieu.

Le président a son idée derrière la tête. Tâche qui n'a pas été effectuée depuis la Libération, il veut purger le SDECE dont certains membres ont été impliqués dans la campagne de calomnies visant sa femme. Il propose alors à l'ancien aide de camp d'Alphonse Juin la direction de la Piscine.

C'est le début d'une nouvelle aventure pour cet homme curieux de tout, aussi grand que massif au physique, doué d'un sens de l'humour acide. Marenches s'entendra à merveille avec Pompidou, dont il a apprécié d'emblée l'une des premières consignes : « Venez me voir quand vous aurez de mauvaises nouvelles à m'apprendre. Les bonnes, tout le monde me les dit. »

Ses relations avec Giscard d'Estaing seront plus distantes.

— Que puis-je faire pour vous ? demande fréquemment le locataire de l'Élysée.

— Mais rien du tout, monsieur le président, et c'est très bien ainsi. Comme cela, je peux vous servir en toute indépendance.

Marenches rit sous sa moustache. Sa fortune personnelle lui permet de ne rien demander à personne, privilège dont beaucoup de hauts fonctionnaires ne peuvent bénéficier. Faire ce qu'il considère comme bon, c'est, estime-t-il, la meilleure manière de servir.

Pour les mêmes raisons, le comte de Marenches démissionnera en 1981 sans que personne le lui ait demandé. Il n'aurait vu aucun inconvénient à conserver ses fonctions sous la présidence de François Mitterrand, qu'il connaît depuis 1945, mais n'acceptera jamais la présence de ministres communistes au gouvernement.

Le grand public ne découvre son visage qu'en 1986, lors de la sortie du best-seller qu'il a écrit avec Christine Ockrent, *Dans le secret des princes*. Mais, c'est bien dans son style, Alexandre de Marenches continuera longtemps de jouer un rôle de conseiller, de diplomate à titre bénévole et d'ami fidèle de ceux qu'il considère comme de véritables piliers du monde libre, le roi Hassan II ou le président américain Ronald Reagan, par exemple.

Un style très à part

Alexandre de Marenches connaît parfaitement les États-Unis, il en apprécie les qualités mais n'ignore pas leurs faiblesses. Pour la CIA : la lourdeur, donc la lenteur des procédures de décision et l'incapacité à se dégager de concepts ultratechniques.

Il admire l'Intelligence Service britannique, son aptitude à faire peu avec une poignée d'hommes triés sur le volet et recrutés dans les meilleures *public schools*.

Enfin, il voit dans l'« Empire soviétique » (toute autre formule pour désigner l'URSS est prohibée au SDECE à son époque) le seul ennemi « stratégique » du monde libre. Conservatrices comme il se doit, ses opinions politiques ne l'incitent guère à aimer le communisme, mais il saura s'accommoder de sa version chinoise. Le marxisme soviétique, lui, représente le vrai danger, une barbarie analogue à celle des hitlériens d'hier. Il faut donc l'affronter partout où il cherche à étendre son influence.

Comment ? Toute la question est là. Le SDECE ne dispose pas des moyens gigantesques de la CIA, mais rien ne l'oblige pour autant à se contenter d'un rôle modeste de « second couteau ». Comme les chevau-légers d'autrefois, la Piscine peut asseoir son action sur la mobilité, la légèreté, l'ingéniosité, une bonne dose d'intuition et pas mal de culot. Bref, faire appel au génie français traditionnel pour la dentellerie.

Voici fixées les grandes lignes de l'action du SDECE sous Marenches. Assisteront le nouveau « DG » des fidèles comme le Dr Maurice Beccuau, son médecin et confident personnel, chargé de la surveillance du recrutement et du contrôle psychologique des officiers ; deux directeurs de cabinet successifs, Didier Faure-Beaulieu puis le futur ministre de la Coopération Michel Roussin, « brillant, compétent, sûr et opérationnel » dans ses fonctions toutes particulières ; une équipe remarquable au Service Action : Alain de Gaigneron de Marolles, Philippe Rondot et Ivan de Lignières ; et nombre d'autres, grands et petits de la plus haute qualité.

Fort de ces collaborateurs, le nouveau patron va mener ses activités sur deux fronts principaux : une sorte de diplomatie personnelle, d'une part ; une utilisation bien comprise du SA, de l'autre.

On l'aura compris, la manière Marenches prête moins d'attention aux analyses pas toujours très fiables du contre-espionnage, dont il craint que les excès de précaution ne conduisent le service à l'inertie (le comte sait néanmoins les utiliser en cas de besoin : il apprendra ainsi que ce « réfugié hongrois » bien introduit en Autriche et en Allemagne qui cherche à tout prix à l'approcher est en réalité un officier sous couverture de l'AVH, les services spéciaux de Budapest, ou que tel Français détenteur d'un grand nom s'est laissé corrompre par la Sécurité militaire algérienne). En fait, le comte juge de bon sens une refonte radicale du contre-espionnage. Le service de CE de la Piscine et la DST seraient regroupés au sein d'une

Direction du contre-espionnage comprenant une branche extérieure et une branche intérieure. Premier pas dans ce sens, un stage commun est organisé à Aspretto, base du Service Action du SDECE. Mais les politiques s'inquiètent de ce rapprochement. La DST est invitée à y mettre fin.

Après le départ de Marenches, son successeur, Pierre Marion, l'attaquera très vivement : cet anticommuniste farouche aurait laissé dégarnir les postes de renseignement à l'Est. L'ancien « DG » ne répondra pas à ces critiques, qu'il estime indignes d'un serviteur de l'État. Elles contiennent une petite part de vérité : plus que sur un travail usant d'infiltration et de contre-infiltration au jour le jour, Alexandre de Marenches a choisi de concentrer son énergie sur une guerre de mouvement qui le conduira à affronter le communisme soviétique, notamment sur le théâtre d'opérations africain.

« J'en sais quelque chose depuis la guerre : le renseignement consiste plus à recruter un seul agent bien placé qu'une multitude de gens qui ne savent presque rien. J'avais accès à la War Room, je connaissais donc énormément de choses. Si les Allemands m'avaient recruté, j'aurais causé de terribles dégâts. » C'est fort de ce type d'argument qu'Alexandre de Marenches a choisi sa manière toute personnelle de mener la guerre secrète pendant onze ans, période de temps où il a connu ès qualités cinq directeurs de la CIA, deux du BND et quatre du MI 6 britannique, et initié par des rencontres tripartites régulières avec les Allemands et les Anglais l'Europe des services.

SAFARI-Club et opération MOUSTIQUE

« Un vrai Kissinger à la française », disait d'Alexandre de Marenches son vieil ami Vernon Walters. L'ancien directeur adjoint de la CIA savait bien sûr de quoi il parlait. Il faisait référence aux relations personnelles du chef du SDECE avec le shah d'Iran, avec le roi Hassan II, avec le Zaïrois Mobutu comme avec le président Reagan.

Le 1er septembre 1976, c'est à l'instigation de Marenches que l'Égypte, le Maroc, l'Arabie Saoudite et l'Iran signent le pacte secret qui institue le SAFARI-Club. Cette alliance entre leurs services secrets, représentés par Ahmed Dlimi pour le Maroc, Nematollah Nassiri pour l'Iran, Kamal Adham puis son neveu le prince Turki Ben Fayçal pour l'Arabie et Kamel Ali pour l'Égypte, est conçue comme le moyen de stopper l'expansion communiste en Afrique et au Moyen-Orient grâce notamment aux énormes moyens financiers dont disposent les Saoudiens et les Iraniens.

Marenches n'est officiellement pas membre de ce club très spécial dont il convoque pourtant les réunions (tournantes entre les diverses capitales concernées) et fixe l'ordre du jour. Pour assurer la sécurité, les codes et les appareils de transmission sont fournis par les spécialistes du SDECE. Lors des réunions, on échange des informations, on fixe des stratégies. Représenté le plus souvent par Séti Yalé, le conseiller de Mobutu pour les services

secrets successivement dirigés par N'Kema, Mokolo et Atundu, le Zaïre est en quelque sorte « membre associé » du SAFARI.

On l'a dit : l'obsession de Marenches, c'est que des informations essentielles sur le Club ne filtrent pas à l'Est. Survient un épisode rocambolesque après un sommet tenu à Rabat. Lors d'une escale au Maroc, l'avion à long rayon d'action King Air 200 du directeur général du SDECE est « repéré » par le premier secrétaire de l'ambassade bulgare à Rabat, membre comme il se doit du KDS, le service secret de Sofia, filiale du KGB.

Le soir même, le général Nassiri, chef de la SAVAK et donc membre du Club, voit son appartement cambriolé à Nice où il a fait escale pour la nuit. Nassiri qui jure ses grands dieux que rien d'important n'a été volé, surtout pas les documents partis, dit-il, en Iran par avion spécial.

Soucieux de vérifier ces dires, Marenches demande à Dlimi si un vol direct, commercial ou autre, pour l'Iran a quitté le Maroc. Réponse dans les deux heures : non. Dlimi a alors l'idée de câbler à Nassiri un message codé. Le patron de la SAVAK ne répondant pas, et pour cause puisque le code lui a bel et bien été dérobé, on saura avec certitude que les documents du SAFARI-Club ont « disparu ». Ils sont déjà en route pour Moscou via Sofia...

Authentique (en revanche, Marenches dément formellement les affirmations du journaliste égyptien Mohammed Heykal selon lesquelles un de ses assistants aurait trahi), l'anecdote révèle à quel point les activités du SAFARI-Club inquiétaient les Soviétiques et leurs alliés. Heureusement pour eux, elles cesseront dès le départ de Marenches, le père et le catalyseur de cette alliance secrète.

Les Soviétiques auraient-ils eu d'autres motifs à se faire du souci si le chef du SDECE avait mené à bien l'opération MOUSTIQUE dont nous révélons ici le projet ? C'est très probable.

Vieux connaisseur de la vie politique américaine, Marenches a repéré depuis longtemps la montée en puissance de Ronald Reagan. Il en a même parlé au gouvernement de l'époque, lequel n'a pas jugé bon de s'intéresser à celui qui n'est alors que le gouverneur de Californie. Du coup, le président américain voue une solide affection à ce *Frenchman* dont il ne dédaigne pas les conseils.

Marenches, ayant recommandé au journaliste conservateur (et ami de cousins éloignés) Arnaud de Borchgrave de faire un reportage en Afghanistan peu avant l'invasion par l'URSS, est environné à Washington d'une flatteuse réputation (p. 389).

« A votre avis, que faut-il faire contre les Russes ? » demande Reagan.

Marenches propose alors l'opération MOUSTIQUE destinée à harceler l'ours soviétique comme le ferait un insecte.

« Je suis en contact avec un groupe de jeunes journalistes très inventifs, explique-t-il. Ils peuvent fabriquer à la perfection un faux journal de l'Armée rouge. On pourrait le diffuser chez les soldats soviétiques. Quelques autres de mes amis impriment des bibles en cyrillique. Elles aussi pourraient circuler dans les casernes de l'Armée rouge et y causer des ravages spirituels.

Tout cela ne demande pas de gros moyens. Et puis, il y a autre chose... Que faites-vous des stocks de drogue saisis par vos services ? demande-t-il soudain au président américain.

— Je ne sais pas. On les brûle, sans doute.

— Erreur. Prenez tous ces stocks et faites comme les Viêtcongs ont fait avec l'US Army au Viêt-nam, fournissez-les en sous-main aux soldats russes. En quelques mois, leur moral tombera et leur combativité avec... »

Reagan s'indigne un peu de cet amoralisme peut-être efficace... Puis, réfléchissant, appelle Bill Casey, le chef de la CIA. Le Big Boss de Langley rencontre à plusieurs reprises le comte de Marenches. Lequel lui confirme les trois volets de l'opération MOUSTIQUE et pose quelques conditions.

« Je peux m'en charger, mais je veux qu'aucun Américain n'y participe. Vos compatriotes ne savent pas faire ce type de travail. Ils sont capables de mobiliser un marteau-pilon pour écraser une mouche, pas un moustique pour rendre la vie impossible à un ours. »

Casey fait la moue puis accepte.

« *We need the Paks* (Nous avons besoin des services pakistanais), marmonne-t-il avec son inimitable accent.

— Ça aussi, je m'en charge, réplique le monstre sacré de l'espionnage français. Mais j'ai une autre condition : ce genre d'opération est très délicate. Je veux la certitude que je ne verrai jamais ma photo dans le *New York Times* ou dans le *Washington Post* avec un petit article expliquant ce que je suis en train de faire.

— Je ne peux, hélas, rien promettre », soupire Bill Casey, navré mais réaliste.

L'opération MOUSTIQUE n'aura jamais lieu (encore que des faux journaux de l'Armée rouge aient effectivement circulé à Kaboul). Son projet même illustrait de manière remarquable les conceptions de Marenches en matière d'action clandestine.

Service Action, le « joujou » de Marenches

Dans le domaine de l'action, Marenches s'est persuadé qu'au contraire des Américains, trop lourds, et même des Anglais, dont la procédure de mobilisation des légendaires Special Air Service est assez compliquée, comme le lui avouera un des patrons du MI 6, les Français peuvent donner libre cours à leur imagination et à leur mobilité.

Logé au fort de Noisy, en région parisienne, le Service Action du SDECE sera donc le meilleur outil du « DG » entre 1971 et 1981.

Son patron jusqu'à cette époque était connu de tous les téléspectateurs... sous les traits de l'acteur François Leterrier incarnant le lieutenant Fontaine, héros du film de Robert Bresson *Un condamné à mort s'est échappé*. Car le vrai Fontaine, évadé du fort de Montluc à Lyon, n'était autre qu'André Devigny (pseudonyme au SDECE « Alfred », bien entendu). Homme fin et racé, ce héros de la Résistance, en désaccord avec Marenches qui avait

« purgé » trop sévèrement la Piscine à son goût, la quitta rapidement pour laisser la place au colonel Morbieu.

Si l'on veut bien considérer qu'un grand chef de Service Action n'est pas une brute prête à tous les coups de main mais avant tout un organisateur de talent doublé d'un homme de décision, le colonel (aujourd'hui général) Alain de Gaigneron de Marolles fut le meilleur patron du service sous Marenches.

Né en 1927, Marolles a appartenu aux Commandos du Nord-Viêt-nam puis à la 11e Demi-Brigade parachutiste de choc, le bras armé du Service Action du SDECE. Lieutenant en Algérie, il a été, pour le compte du 11e Choc, la cheville ouvrière de l'affaire Bellounis, cette tentative ambitieuse de création d'une troisième force entre Français et FLN qui échoua en juillet 1958, victime d'une volonté politique insuffisante de Paris.

'Marolles a rédigé plusieurs textes exposant des conceptions originales quant au fonctionnement d'un Service Action moderne. Séduit par ces idées bien arrêtées qui complètent à merveille les siennes, Marenches le convoque puis le désigne comme le nouveau patron du SA.

Voici l'ancien « traitant » de Bellounis seul maître à bord dans son « bunker » du fort de Noisy, quartier général du service. Une expression tout à fait appropriée : pour lui, le chef du SA doit disposer de ses propres « structures » — en d'autres termes, d'organes de renseignement autonomes adaptés à sa tâche spécifique. En quelques années, il mettra les siennes en place, mobilisant un réseau d'une centaine de personnes, y compris dans les milieux de la presse écrite et audiovisuelle (une agence de reportage assez spéciale sera mise en place).

Grâce à ses « structures », le SA peut, au milieu des années 70, déterminer trois « points chauds ». Le premier est le Portugal, secoué par la « Révolution des capitaines » du Mouvement des forces armées (MFA). Le second, le Zaïre, pays clef quand il s'agit de contrer la poussée soviétique vers l'Afrique australe. Et le troisième, le Liban.

L'action politique discrète menée par Marolles au Portugal donne un aperçu de sa manière d'opérer. Préoccupé comme lui par le développement d'une situation anarchique à Lisbonne, Alexandre de Marenches reçoit d'abord secrètement à la Piscine le maître à penser du MFA tombé en désuétude, le général Antonio de Spinola, qu'il présente au patron du SA.

Entrevue décevante. « Spinola sait démonter une arme, pas la remonter », sera le verdict de Marolles. En fait, deux thèses s'affrontent. Pour les Américains, les Soviétiques cherchent à percer au sud de l'Europe en utilisant le couple PC portugais/MFA. Pour le SA, l'axe principal de l'effort communiste se situe en Angola et dans les ex-colonies lusitaniennes, la poussée au Portugal n'étant qu'accessoire.

Pas inoffensive pour autant ! Utilisant ses propres réseaux, le chef du SA expédie à Lisbonne un général du cadre de réserve. Celui-ci mènera une action paradiplomatique aussi efficace qu'ignorée (elle n'a jamais été révélée à ce jour) auprès de deux personnalités clefs de la vie politique portugaise, futurs présidents de la République : le leader socialiste Mario Soares, qui a vécu en France de longues années d'exil, et le général Ramalho Eanes.

Bien entendu, cette méthode l'amène à entrer en conflit violent avec la Direction du Renseignement, qui n'aime pas qu'on marche sur ses plates-bandes. « Marolles veut faire un État dans l'État », s'écrie-t-on, assertion qui n'est pas dénuée de fondement. Le chef du SA s'attire aussi les foudres du contre-espionnage, service qui aura finalement « sa peau ».

Le SA ne disposant plus d'une réserve opérationnelle attitrée depuis la dissolution du 11e Choc en 1963 (l'une des séquelles du conflit algérien), Marolles va s'en créer une au sein du 1er RPIma, cette unité parachutiste d'élite basée à Bayonne que commanderont d'ailleurs ultérieurement deux de ses collaborateurs préférés, les colonels Michel Francesci (1976-1978, successeur du colonel de Noray) et Gérard Briançon-Rouge (1978-1980).

Son adjoint, le colonel Olié, est un grand spécialiste des opérations héliportées. Sa directrice de cabinet est une femme-officier, Marie-Thérèse Boiton. Figurent parmi ses autres proches les colonels Charrier (pour la petite histoire, le frère de l'acteur de cinéma Jacques Charrier) et Demezières ainsi que leurs camarades Lignières et Rondot, dont nous reparlerons dans cette *Histoire mondiale du renseignement* quand il s'agira par exemple d'évoquer la tentative d'enlèvement du célèbre terroriste vénézuélien Carlos. Le premier a passé son enfance en Tunisie. Le second, fils d'un arabisant extrêmement connu, Pierre Rondot, se révélera un spécialiste Action remarquable mais aussi un connaisseur hors pair du Moyen-Orient. Passant de la DGSE à la DST, il est resté, quoi qu'en disent certaines rumeurs, très proche d'Alexandre de Marenches, qui le considère comme l'un des meilleurs officiers ayant servi sous ses ordres.

Hors SDECE, Marolles poursuit son petit bonhomme de chemin. Il fournira ainsi l'idée originale du film *Le Grand Blond avec une chaussure noire*, puisée tout naturellement dans son expérience personnelle. Au milieu des opérations les mieux montées apparaît toujours un trouble-fête ; c'est en fonction de ce paramètre qu'il faut aussi raisonner pour le choix des hommes comme pour le *modus operandi*.

Marolles sera remplacé par Georges Grillot, poussé par son ancien chef en Algérie le général Bigeard. Cet excellent chef de commando très attiré par les actions dures ne semble pas avoir été un responsable Action entièrement conforme aux critères définis par Marenches — dont Marolles restera sans nul doute le meilleur disciple.

Sous Marenches, le SA, fidèle à son objectif principal en Afrique : contrer la poussée soviétique vers Pretoria, fut notamment la cheville ouvrière des opérations clandestines du SDECE sur le continent noir.

Panique en Angola

Traditionnellement, l'Afrique, notamment francophone, constitue un terrain d'action privilégié pour le SDECE, même si la CIA et le Tewu chinois ont démultiplié leurs activités sur le continent noir dans la première moitié des années 60, la première grâce à des opérationnels chevronnés tel

Lawrence Devlin (de son vrai nom Victor Hedgman), le chef de la station de l'Agence à Kinshasa, le second grâce à Gao Liang, son maître espion dans cette région du globe.

Passé l'époque de la grande offensive chinoise, l'Afrique du début des années 70 semble calme. Allié à la DGS portugaise (l'ex-PIDE), le SDECE a programmé l'opération SAFIRA, dirigée une fois de plus contre le régime guinéen de Sékou Touré.

C'est dans ce contexte qu'intervient l'événement qui va tout modifier. Il ne se produit pas en Afrique mais à Lisbonne. Le 25 avril 1974, les officiers du MFA renversent le gouvernement de Marcello Caetano, continuateur de la dictature Salazar.

Le Portugal poursuivait sur le continent noir des guerres coloniales vouées à l'échec en raison de sa puissance limitée et de son isolement international. Ces conflits sont désormais l'occasion d'un retournement de tendance assez singulier : les officiers du MFA, qui les combattaient hier sur le terrain, prennent désormais comme des modèles les mouvements de libération d'inspiration marxiste angolais (MPLA), mozambicain (FRELIMO), et Cap-Verdien (PAICG). Maîtres du Portugal, ils décident de négocier avec eux l'indépendance au plus tôt avant de leur abandonner les rênes du pouvoir.

Une telle politique ne fait ni l'affaire des mouvements de libération non marxistes, ni celle de la France, ni celle des États-Unis. C'est le cas en Angola, pays pétrolier et carrefour stratégique, où deux mouvements de libération non marxistes sont présents sur le terrain : le FNLA et l'UNITA. Tous deux présentent la particularité d'avoir été soutenus par les Chinois puis de s'en être dégagés.

Plus ancien mouvement indépendantiste angolais, le FNLA de Roberto Holden, fondé en 1962, cherche l'appui des régimes africains pro-occidentaux. Holden jouit de la double sympathie de Mobutu et de Bourguiba mais aussi d'un préjugé favorable de Pékin. Dès 1973, Tang Mingzhao, représentant du Département des liaisons internationales du PC chinois, est arrivé comme conseiller auprès du FNLA. Une volonté d'élargissement analogue anime l'UNITA, fondée en 1972 et dont le chef, Jonas Savimbi, voudrait recentrer politiquement les activités.

Savimbi et Holden sont furieux que le proconsul portugais à Luanda, l'« amiral rouge » Rosa Coutinho, favorise ouvertement leur rival, le MPLA d'Agostinho Neto, soutenu par les Cubains depuis 1963. Dès mars 1975, ils prennent l'offensive contre lui. Avant même qu'on ait proclamé l'indépendance, la guerre civile est commencée.

Les Occidentaux ont décidé d'appuyer la coalition FNLA-UNITA, dont les troupes foncent sur Luanda, aux mains des partisans de Neto. Chacun le fera à sa manière.

Disposant de gros moyens matériels et financiers, le chef de la Division Afrique de la CIA James Potts et son directeur des opérations Bill Wilson dépêchent 83 officiers pour renforcer les stations de Kinshasa, Lukusa, Luanda (créée en mars 1975) et Pretoria. Ils donnent le feu vert à la

constitution d'une Angolan Task Force dirigée par John Stockwell, responsable de l'opération INFEATURE.

Dans son livre *In Search of Ennemies* (1978), comme dans une interview filmée par le cinéaste Allan Francovitch pour sa série *On Company Business* (1980), Stockwell affirmera plus tard que la CIA a littéralement « choisi », voire fabriqué ses ennemis, en l'occurrence le MPLA. Pour l'instant, celui-ci entame en Angola une guerre secrète qui vise à rendre le plus coûteux possible l'éventuel succès d'Agostinho Neto. L'Agence, qui apparemment ne croit pas à une victoire de Holden ou de Savimbi, leur fournit des armes dans le seul but de retarder la mise en place d'un régime marxiste à Luanda.

Alexandre de Marenches a bien compris les signaux de détresse émis par Mobutu. En cas de victoire du MPLA, le général-président du Zaïre se retrouverait isolé, lui qui représente désormais la plus solide des têtes de pont occidentales dans la région. C'est par le canal d'une équipe d'observateurs du Service Action auprès du FNLA que passe l'aide française à la coalition anti-MPLA. Une aide d'ampleur assez limitée, comme celle qu'apportera bientôt le MI 6 britannique, qui choisira quant à lui d'opérer sous la couverture d'une firme « privée » de fourniture de mercenaires dirigée par deux contractuels du service, John Banks et Leslie Aspin.

Le BOSS et le Military Intelligence sud-africains craignent un succès du MPLA, mais n'ont qu'une sympathie limitée pour Jonas Savimbi, anticolonialiste bien trop radical à leurs yeux. Résultat : alors que les colonnes du FNLA sont accompagnées par des conseillers militaires portugais ou sud-africains, l'encadrement de l'UNITA est presque entièrement composé de Noirs. Des automitrailleuses sud-africaines appuient tout de même le mouvement de Savimbi tandis que les soldats zaïrois de Mobutu combattent aux côtés des partisans de Roberto Holden.

Alors que les avant-gardes du FNLA aperçoivent déjà les faubourgs de Luanda à la jumelle, les rotations de C-130 — un véritable pont aérien acheminant armes et matériel — cessent brusquement. Due aux réticences du Congrès américain, cette brusque interruption du soutien US va permettre au MPLA de desserrer l'étau et de récupérer à son compte l'indépendance du pays, officiellement proclamée le 11 novembre.

Côté FNLA, la débandade est totale. Des officiers sud-africains sont capturés. Formé à l'école chinoise, Savimbi décide alors d'abandonner les villes et de gagner la brousse. Sauvant ce qu'il peut de l'UNITA, il se replie le long de la frontière sud-africaine, à la merci de l'armée de Pretoria. Anxieuse de récupérer ses officiers tombés entre les mains du MPLA, cette dernière pourrait parfaitement les échanger contre l'état-major de l'UNITA.

A ce moment crucial, et nonobstant la vieille méfiance des Afrikaners envers ce leader noir au passé maoïste, le chef des renseignements militaires sud-africains, le général Van der Westhuizen, décide d'empêcher la destruction totale de l'UNITA. Une première fois, le gong vient de sauver Jonas Savimbi...

Les guerres secrètes de l'UNITA

Menacé par les Sud-Africains, qui ont décidé d'agir par leurs propres moyens et déclenchent en octobre 1975 l'opération ZOULOU, une offensive militaire directe contre les zones tenues par le MPLA, le gouvernement de Luanda lance un SOS au bloc de l'Est, en l'occurrence à Fidel Castro.

Neto est lié de longue date à Fidel. Prenant les devants, ce dernier envoie immédiatement des soldats pour renforcer le MPLA et ce, semble-t-il, sans consultation préalable des Soviétiques. Il lance l'opération CARLOTTA, qui permet d'acheminer par voie aérienne 15 000 soldats cubains. Et l'URSS, consciente que l'intervention massive de son allié des Caraïbes est peut-être le tournant du conflit, décide d'appuyer le régime de Luanda en envoyant sur place des équipements militaires lourds.

La guerre civile d'Angola est devenue une affaire internationale, qui oppose d'un côté les Sud-Africains appuyés par la CIA et, de l'autre, le MPLA tenu à bout de bras par les castristes. Derrière ces derniers, les Soviétiques, qui, sans être les instigateurs initiaux de l'opération, voient tout l'intérêt qu'ils ont à maintenir un gouvernement favorable au bloc de l'Est à Luanda.

Stockwell et la CIA lancent de nombreuses opérations de guerre psychologique visant à discréditer le corps expéditionnaire cubain, accusé de viols répétés. D'autres officiers de l'Agence recrutent des « chiens de guerre », une mission organisée à partir notamment de l'ambassade américaine de Paris, la plaque tournante européenne de la CIA pour l'Afrique, par Francis Jetton et Jarrel H. Richardson. De leur côté, les Sud-Africains multiplient les offensives militaires, alignant un effectif d'un millier d'hommes de leurs forces spéciales.

Dès la fin 1975, les choses se gâtent. Les parlementaires américains apprennent avec horreur qu'une nouvelle guerre secrète a été engagée sans qu'on leur demande leur avis. « Le Congrès ne supportera pas un engagement militaire qui croît sur le modèle d'un autre Viêt-nam. Pas de troupes, pas de conseillers, aucun Américain ne doit être envoyé en Angola », s'écria l'un d'entre eux, traduisant la crainte d'un nouveau désastre qui anime la majorité. Après le vote de l'amendement Clark, les crédits sont donc coupés pour l'opération INFEATURE. Le mois suivant, les Sud-Africains retirent leurs troupes tandis que les Cubains écrasent pour le compte du MPLA deux mouvements de guérilla actionnés par la CIA.

Plus d'implication américaine : le message du Congrès est clair. Pour parer au plus pressé, Larry Devlin embauche le célèbre mercenaire français Bob Denard comme sergent-recruteur. Celui-ci, comme il en a l'habitude quand des pays étrangers lui proposent des contrats, demande le feu vert de la Piscine. Moyennant 400 000 dollars — payables d'avance —, il fournira à John Stockwell une trentaine d'hommes destinés à encadrer les maquis de l'UNITA.

A La Havane, on n'a pas les mêmes problèmes avec les représentants du peuple qu'à Washington. Là-bas, le Lider máximo et son entourage décident seuls. Le corps expéditionnaire cubain reste donc sur place, colonne vertébrale du régime qui forme à l'abri de ce bouclier ses propres forces armées, les FAPLA. Contrairement à leur réputation de révolutionnaires chevronnés, les soldats de Castro ne s'avèrent pas d'une efficacité exceptionnelle mais cela suffit à endiguer les opérations éclairs des commandos sud-africains. Au fil des années, et de l'isolement de Pretoria, celles-ci finiront par cesser.

Dans le tourbillon de ces événements, tout le monde ou presque a oublié l'UNITA. Si l'exil de Roberto Holden à Kinshasa et le désastre militaire ont réduit à presque rien le FNLA, le mouvement de Jonas Savimbi n'est pas mort. Réfugié dans la brousse, son leader, un polyglotte résolu aux opérations les plus énergiques, s'y révèle un chef de guérilla remarquable. Utilisant au mieux l'aide accordée par le Military Intelligence sud-africain (qui espère, mais en vain, que l'UNITA pourrait lui servir de supplétif contre les maquisards de l'ANC) et par l'efficace et discret CND (Centre national de documentation) zaïrois, ses FALA mènent la vie dure aux Cubains et aux FAPLA.

Guérilla antimarxiste d'anciens prochinois contre troupes régulières équipées par les Soviétiques et encadrées par les Cubains, voilà un schéma original qu'on verra aussi se reproduire dans la corne de l'Afrique avec le long combat solitaire du FPLE érythréen contre le régime d'Addis-Abeba.

Le leader zaïrois Mobutu Sese Seko veut desserrer l'étau cubain qui risque d'entraîner l'UNITA dans la mort. Et voici ce qui n'a jamais été raconté : fort de ses bonnes relations avec le SDECE, il met en contact Savimbi avec le commandant Salle, un des adjoints de Marolles au SA. Impressionné par l'aisance et le charisme de Savimbi, Salle le présente à son tour à ses supérieurs directs Lignières et Marolles. Le contact est établi avec le chef de cabinet du directeur général Michel Roussin. En novembre 1977, le numéro 1 de l'UNITA fera le voyage de Paris pour rencontrer clandestinement Alexandre de Marenches dans son bureau de la Piscine (le chef du SDECE lui rendra la politesse dès 1980 en visitant secrètement les maquis de l'UNITA).

Après cette rencontre, le SDECE a choisi : on jouera à fond la carte Savimbi. Sous les ordres de Lignières, chef d'antenne du Service Action à Kinshasa flanqué de ses deux adjoints, le colonel Lelarge et le commandant Magnificat, une trentaine d'hommes entraînent les guérilleros savimbistes aux transmissions et aux techniques de la guerre subversive. Du matériel leur est fourni. C'est l'actuel numéro 2 de l'UNITA, Antonio Sebastiaõn N'Dembo, un ancien membre du FNLA entraîné en Tunisie, qui travaille avec l'équipe française. Celle-ci, fortement « pressée » par des Cubains bien supérieurs en nombre, devra à un moment son salut au général Van der Westhuizen, le chef du MI sud-africain. C'est le signe tangible d'un début de relations SA-MI inaugurées par Savimbi lui-même, relations qui ne seront d'ailleurs jamais totalement confiantes.

Celles qui unissent désormais le SDECE et l'UNITA débouchent sur un

élargissement considérable de l'horizon international de Savimbi. Par l'entremise des Français, les services secrets saoudiens acceptent de financer l'achat de fusées soviétiques SAM, qui mettront fin à la supériorité aérienne des Cubains et des FAPLA. Grâce à elles, les hommes de l'UNITA abattent plusieurs Antonov soviétiques et capturent deux aviateurs, Mollaeb Kolla et Ivan Chernietsky, faisant ainsi la preuve de l'implication directe de l'URSS dans les combats. Le deuxième coup de gong favorable à Savimbi...

Marocains et Saoudiens derrière Savimbi

Mais tout a une fin. A la mi-1978, peu après l'affaire de Kolwezi où l'UNITA a rendu un si grand service aux Français (p. 370), l'Élysée ordonne de mettre un terme à l'aide clandestine au mouvement du leader rebelle angolais. Une décision politique qu'Alexandre de Marenches ne goûte que fort peu : elle revient selon lui à abandonner le pays au régime prosoviétique de Luanda, donc à favoriser l'expansion communiste en Afrique.

Comment tourner l'interdiction officielle ? Le directeur général du SDECE ne voit qu'une solution : demander aux alliés marocains et saoudiens d'entrer dans la lice. Partageant l'analyse de Marenches, ceux-ci acceptent. Commence alors un pont aérien d'une extrême discrétion (personne n'en a jamais révélé les détails) : des Boeing chargés d'équipements perfectionnés acquis aux USA et même dans certains pays de l'Est par les intermédiaires des Saoudiens du prince Turki atterrissent de nuit ou le week-end sur un aéroport marocain aux bons soins des forces armées aériennes royales. Les équipements sont ensuite acheminés vers les maquis angolais.

Autre aide inattendue et dont personne n'avait pu établir l'existence jusque-là : celle des Chinois. Des contacts sont pris à Kinshasa. Ils débouchent sur le débarquement de 450 tonnes d'armes chinoises de fabrication soviétique dans le port zaïrois de Matadi. Elles seront acheminées jusqu'à l'UNITA par les Marocains et les Zaïrois.

Précieuse, cette opération ne règle pas tout. En 1981, Marenches quitte la direction du SDECE. Son successeur Pierre Marion ne voit pas l'intérêt de maintenir à si grands frais la tête de Savimbi hors de l'eau. Seul un officier du service continue à assurer la liaison avec l'UNITA à titre personnel.

Alexandre de Marenches n'a pas dit son dernier mot. Dès l'élection de Ronald Reagan à la présidence, il lui conseille de prendre langue avec Savimbi, l'un des rares dirigeants politiques pro-occidentaux d'envergure sur le continent noir. Conseil réitéré à son ami Bill Casey, le patron de la CIA. Ce dernier ne se fait pas prier pour entamer une vigoureuse croisade pro-Savimbi qui conduira à la levée de l'amendement Clark (interdiction des opérations clandestines et des fournitures d'armes en Angola). Dans le même temps, Pierre Lethier, directeur du cabinet de l'amiral Lacoste à la DGSE, rétablit des relations confiantes entre le service secret français et

l'UNITA, relations qu'il maintiendra jusqu'en 1987. La cote de Savimbi en Occident est alors au plus haut.

Deux ans plus tard, Mobutu parvient à convaincre Marcelino dos Santos, le successeur de Neto à la direction du MPLA, et le leader de l'UNITA de négocier un accord de paix. On croit celle-ci toute proche. Savimbi refusant d'entériner une défaite électorale qu'il juge le produit d'une tricherie et le MPLA s'en prenant physiquement aux représentants de l'UNITA à Luanda, la guerre reprend, se durcit même.

Ce qui a changé, c'est la position des puissances occidentales à l'heure où le danger soviétique disparaît. Hier chef d'une armée de libérateurs, Savimbi est devenu un boute-feu extrémiste à isoler au plus tôt. En mai 1993, les USA reconnaissent officiellement le régime de Luanda, qu'ils voulaient si ardemment détruire quinze ans plus tôt. Boudé par les médias, Savimbi l'insubmersible cherche le salut dans une victoire militaire qui paraît à sa portée puis dans d'âpres négociations avec le gouvernement de Luanda. Privé du soutien américain, le chef de l'UNITA n'est appuyé en Occident que par quelques individualités. Dont bien sûr Alexandre de Marenches.

Kolwezi

A Pâques 1977, le directeur général de la Piscine n'a, on s'en souvient, pas encore fait la connaissance de Jonas Savimbi. C'est sans inquiétude particulière qu'il suit une première incursion du Front national de libération du Congo (FNLC) dans le Shaba, au sud du Zaïre, petite offensive repoussée par des soldats zaïrois et marocains.

Ce n'est là qu'un raid de sondage. Commandé par Nathanael M'Bumba, le FNLC est composé d'anciens partisans du leader indépendantiste katangais Moïse Tschombé réfugiés en Angola après leur défaite. Avec l'accord du MPLA, ils ont été « récupérés » par les Cubains pour constituer une troupe de choc anti-Mobutu. Ce que la Piscine n'ignore pas : Alain de Marolles a envoyé un de ses hommes à Lisbonne rencontrer les officiers portugais qui ont formé les Katangais.

En mars 1978, le SDECE détecte à Ouargla, en Algérie, une réunion secrète entre des représentants du FNLC, des Cubains et le général soviétique Borissov, l'un des stratèges soviétiques pour l'Afrique basé en Éthiopie. Mais les Français ne parviennent pas à tirer au clair les intentions réelles des conjurés.

Il s'agit en fait — des documents saisis permettront de l'établir *a posteriori* — de prendre par surprise la ville de Kolwezi, presque frontalière avec l'Angola, puis de descendre vers le sud s'emparer de la grande cité minière de Lubumbashi, la capitale du cuivre. Une opération menée avec brio sous la férule cubaine : le 13 mai 1978, les Katangais pénètrent dans Kolwezi sans que quiconque ait pu détecter leur progression. Avec eux, des conseillers cubains et est-allemands. Ces derniers réunissent aussitôt un

PROCES-VERBAL DE NOTIFICATION

des STATUTS des PERSONNELS CIVILS du S.D.E.C.E.

SECRET CONFIDENTIEL

Je soussigné (Nom et Prénoms)_____

appartenant au S.D.E.C.E. en qualité de_____
reconnais avoir pris connaissance des textes énumérés ci-dessous et en particulier des dispositions générales applicables à l'ensemble des personnels titulaires ou contractuels du S.D.E.C.E. :

- Décret du 1er Septembre 1954 portant règlement d'Administration Publique relatif aux dispositions statutaires applicables aux personnels titulaires du S.D.E.C.E.
- Décret du 1er Septembre 1954 portant Règlement d'Administration Publique pour la fixation des Corps et structure des carrières des personnels titulaires du S.D.E.C.E.
- Décret du 1er Septembre 1954 fixant le statut des Agents sur contrat du S.D.E.C.E.
- Décret du 1er Septembre 1954 fixant le classement et l'échelonnement indiciaire applicables aux personnels titulaires du S.D.E.C.E.
- Arrêté du 1er Septembre 1954 fixant les indices de référence pour le calcul des rémunérations des Agents sur contrat du S.D.E.C.E.

Je m'engage sur l'honneur à ne conserver par devers moi aucune copie de ces textes et, de plus, à ne révéler à qui que ce soit tout ou partie de leur teneur.

Fait à _____, le _____

Signature.

Les services secrets sont aussi de vastes administrations.

« tribunal populaire » qui condamne à mort six coopérants militaires français et les exécute sur-le-champ.

Passé la surprise, la contre-attaque s'organise. Mobutu est déjà à l'aéroport, repris par le bataillon zaïrois du major Mahelé. Craignant l'opération aéroportée occidentale qu'on dit imminente (la CIA affirme aujourd'hui avoir intercepté un appel téléphonique en ce sens d'une personnalité du Parti socialiste belge à l'ambassade soviétique de Bruxelles), les Katangais quittent la ville. Pour couvrir leur retraite, ils distribuent des armes à la population.

Kolwezi, vide de soldats, est au pillage. Commencent les massacres systématiques d'Européens. De Kinshasa, le colonel Yves Gras, le chef de la mission militaire française au Zaïre, essaie d'arracher à Paris l'ordre de déclenchement d'une manœuvre éclair de sauvetage. Comme lui, Alexandre de Marenches pousse l'Élysée à intervenir.

Le chef du SDECE se rend également au Maroc pour demander, une fois de plus, l'appui du roi. L'entrevue ne manque pas de pittoresque : d'emblée, Hassan II interpelle Marenches qui se trouve encore à trente mètres de lui :

— Non, je n'irai pas !

Après discussion, le souverain chérifien accepte tout de même. Les soldats marocains eux aussi participeront à l'opération BONITE, dont le principal inspirateur, le colonel Gras, épaulé par l'ambassadeur de France à Kinshasa André Ross, réclame de plus belle le déclenchement immédiat en dépit des hésitations élyséennes. Précédés des parachutistes du 13e Régiment de dragons (colonel Bichon), les légionnaires du 2e REP (colonel Erulin) sautent sur le chaudron qu'est devenue la ville. Des éléments du Service Action et du 1er RPIma commandés par Lignières et son adjoint le commandant Magnificat gagnent Kolwezi au plus vite pour se mettre sous les ordres du colonel Gras.

On sait la réussite totale de cette opération. Révélons ce petit scoop technologique : le succès fut annoncé lors d'une conférence de presse par le président Giscard d'Estaing seulement après qu'il eut reçu, par liaison satellite, le « sceau du 13e RDP », signal préconvenu de victoire. On en ignore généralement les suites, que nous sommes en mesure de préciser aujourd'hui : contacté par le SDECE, le chef d'antenne de la CIA à Kinshasa, Victor Matsui, accepte de remettre aux Français les photos-satellite prises par les Américains, qui cherchent à se réfugier dans la région frontalière Angola-Zambie.

Pour le SDECE, c'est une aubaine. Les six coopérants « jugés » puis abattus et les autres victimes françaises doivent être vengés. On suit pas à pas les Katangais. Des armes sont acheminées vers les maquis UNITA, très actifs dans cette zone. Quand la certitude que le FNLC n'entraîne aucun otage dans sa retraite est acquise, les hommes de Savimbi passent à l'action. En deux embuscades successives (27 mai et 6 juin), ils « liquident » la colonne katangaise et son encadrement cubain et est-allemand.

BARRACUDA

Ce sigle fut celui de l'opération menée en septembre 1979 pour renverser le dictateur centrafricain Jean-Bedel Bokassa. Mobutu avait demandé la tête de son homologue de Bangui quand il avait appris les contacts qu'entretenait l'ancien capitaine français avec le colonel Kadhafi. Il réussit à persuader les autres chefs d'État africains favorables aux Occidentaux qu'un Zaïre environné par des pays prosoviétiques (Angola, Zambie, Centrafrique) ne tarderait par à tomber. Message reçu « 5 sur 5 » et transmis à Paris pour exécution.

BARRACUDA sera l'œuvre d'Alain de Marolles, le patron du Service Action. Alexandre de Marenches l'a amené à l'Élysée pour y faire un « briefing » complet au président Giscard d'Estaing. C'est du « bunker » du directeur général du SDECE à la caserne Mortier qu'il va diriger toute l'opération. Celle-ci est menée rondement en l'absence de Bokassa. Après avoir transité par Djerba, l'aérodrome tunisien, les hommes du 1er RPIma déguisés en « irréguliers » et munis d'armes israéliennes et soviétiques pour donner le change débarquent sur l'aéroport de Bangui, déjà aux mains des Français. David Dacko, l'opposant numéro 1, placé depuis un mois sous la sauvegarde du SA, voyage avec eux. Par mesure de précaution, les parachutistes cachent dans la poche de leurs treillis une cassette audio qu'il a enregistrée à l'avance. Elle doit être diffusée à la radio.

Deux heures plus tard, d'autres unités basées en Centrafrique prennent officiellement le relais. Comme ils étaient venus, les paras du 1er RPIma repartent aussitôt sur la pointe des pieds. Transitant à nouveau par Djerba, ils sont chaudement félicités par les Tunisiens, qui ont déjà tout compris. Partis de leurs cantonnements de Bayonne à 7 heures du matin, les hommes du SA seront de retour à 17 heures le lendemain... pour prendre une permission bien méritée.

Sur le plan technique, l'opération est une formidable réussite. Des polémiques éclateront à propos du destin des archives personnelles de Bokassa entreposées au palais présidentiel. Pour le détail, notons que leur « récupération » n'a pas été l'œuvre des soldats du 1er RPIma, mais celle des unités qui leur ont officiellement succédé.

STASI ET HVA CONSEILLERS DU TIERS MONDE

Spécialistes des transmissions et techniques de communications du renseignement, les Allemands de l'Est sont devenus, dès les années 60, les conseillers des pays socialistes du tiers monde en matière de services secrets.

Markus Wolf, le patron de la HVA, entame sa carrière internationale en se rendant à Zanzibar pour y fonder les services spéciaux tanzaniens. Jusqu'à la fin des années 80, l'ambassade d'Upanga Road à Dar-es-Salaam articulera les opérations sur la côte orientale de l'Afrique et les Mascareignes (Madagascar, île

de la Réunion, île Maurice, Seychelles). Ce qui explique que la DGSE ait choisi comme chef de poste à Saint-Denis-de-la-Réunion un germaniste, le lieutenant-colonel Buchwalter.

En novembre 1979, Erich Honecker se rend au Sud-Yémen. Wolf l'accompagne pour conseiller les services d'Aden main dans la main avec l'ambassadeur cubain, Ulises Estrada Lescaille, en fait chef du service de Castro (DGI) dans la région.

A l'été 1980, la HVA déjoue en Libye une opération montée par les Français et les Moukhabarat égyptiens. A Tobrouk, ils auraient sonorisé un local où se réunissaient des dissidents anti-Kadhafi. Peu après, de concert avec les Libyens, les Allemands de l'Est encadrent des forces tchadiennes hostiles à Hissène Habré. En 1982, ce sont encore eux qui installent une station d'écoutes sur la bande d'Aouzou.

Pendant ce temps, en Angola, 600 agents spéciaux assurent avec la DGI cubaine la formation de la DISA (Direcçãon de Informação a Segurança de Angola) que dirige Nelson Pinheiro de Carvalho ; en Mozambique, rien de moins que 180 diplomates très spéciaux épaulent le SNASP (Serviçâo Nacional de Segurança Popular). A Madagascar, la STASI encadre la terrible DGID (Direction générale de l'information et de documentation) que dirige jusqu'en 1985 et avant son arrestation le propre beau-frère du président Ratsiraka, le colonel Bienaimé Ravelison Mahasampa.

Ces espions venus du froid n'hésitent pas à utiliser la manière forte dans les affaires internes de ces pays africains. Témoin, en novembre 1980, le coup d'État en Guinée-Bissau. Antonio Buscardini, le directeur de la sécurité, est assassiné tandis que le président Luis Cabral est remplacé par João Bernardo Vieira. Les « camarades » allemands de l'Est et cubains se sont ainsi débarrassés des dirigeants originaires du Cap-Vert jugés trop tièdes à l'égard des pays communistes.

Certains officiers de la STASI ont joué un véritable rôle d'éminences grises auprès de dirigeants africains. Par exemple le colonel Günther Jäckel, tour à tour conseiller auprès de Nasser en Égypte puis de Mengistu en Éthiopie. Dans l'Allemagne réunifiée, cet officier sera déféré devant les tribunaux pour son rôle dans la section terroriste de la STASI (liaison avec la Fraction Armée rouge et les groupes palestiniens).

En Éthiopie, les Est-Allemands jouent un double jeu : d'un côté, ils secondent la Sécurité d'État du colonel Tesfaye Wolde-Sélassié, mais de l'autre ils envoient des conseillers auprès des indépendantistes du Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE) qui combattent le gouvernement central d'Addis-Abeba et contribueront largement à abattre un régime soutenu à bout de bras par les Soviétiques, les Cubains et les Israéliens.

La liaison entre HVA et services africains se réalise aussi hors du continent noir. Comme pour le KGB ou la CIA, Paris est une « capitale africaine ». Dans les années 80, Arndt Augustin, secrétaire de l'ambassade de RDA (en fait, chef de la HVA), assure la liaison avec le chef du SR éthiopien en France Firke Mariam Tschaï et certains spécialistes du PC français dans un célèbre restaurant du 19e arrondissement...

Avec l'effondrement du mur de Berlin, des centaines d'officiers de la STASI, de la HVA ou du renseignement militaire (VfK-Verwaltung für Koordination) doivent se reconvertir. Ceux qui ont décidé de rester au Yémen jouent vraiment de malchance. Quand les deux Yémen se réunifient enfin, les anciennes barbouzes de la RDA doivent à nouveau faire leur valise vers d'autres pays arabes accueillants.

Au moment de la guerre du Golfe, les services alliés signalent que des terroristes au service de Bagdad pourraient faire usage d'une arme chimique. Avant d'être formés dans les camps de Syrie, d'Irak ou du Yémen à partir de 1985, ces agents ont subi un stage particulier au centre de la STASI à Massow, près de Berlin.

Le bilan de toutes ces péripéties tiré par l'ancien chef de la HVA, Markus Wolf, s'avère, après coup, peu enthousiasmant : « Je suis allé trois fois à Zanzibar, et, peu à peu, un service de renseignement, calqué sur le nôtre, avait été construit. Ce n'était certainement pas notre meilleure idée que d'imposer nos structures, comme si elles étaient universelles », dira le patron de la HVA (*L'Œil de Berlin*, entretiens avec Maurice Najman, 1991).

Encore Markus Wolf minimise-t-il l'étendue des dégâts. C'est qu'après la dissolution des services est-allemands nombre de ces « coopérants » d'un genre un peu spécial vont être livrés à eux-mêmes. Ainsi en Angola où certains, pour survivre, se feront mercenaires pour le compte du MPLA, le mouvement prosoviétique dont ils étaient la veille encore les tuteurs.

Ian MacLeod, un agent trop bien infiltré

Le dimanche 25 juin 1972, cinquante policiers du Bundeskriminalamt (BKA) encerclent un immeuble de Stuttgart. La nervosité est à son comble : depuis un mois, la Rote Armee Fraktion (RAF, dite « Bande à Baader ») a organisé des attentats spectaculaires et deux policiers du BKA ont été abattus à Augsbourg.

Le BKA bénéficie d'un formidable appareil de contrôle informatique et recueille le fruit de ses appels à la dénonciation anonyme. Sa section TE (comme Terrorismus) reprend le dessus. Résultat : le 1er juin, Andreas Baader est arrêté avec deux autres « chefs historiques » de la RAF, Carl Raspe et Holger Meins. Le 7, Gudrun Enslin les rejoint derrière les barreaux. Le 15 enfin, c'est l'égérie du groupe, l'ex-journaliste gauchiste Ulrike Meinhoff, qui tombe dans une chausse-trappe. On pourrait croire tous les membres de la bande sous les verrous.

Gudrun juge qu'elle a été trahie. De sa cellule, elle fait parvenir un message à sa camarade Ulrike : elle y parle de « Mac ». A son avis, c'est lui qui les a donnés.

« Mac », le BKA vient de le « loger ». Par ce beau dimanche, on vient l'appréhender enfin. Hélas, lorsque le groupe d'intervention pénètre dans l'appartement, « Mac » dégaine dans un geste désespéré. Des rafales de pistolet-mitrailleur le fauchent sur place.

L'homme barbu de trente-quatre ans à la longue crinière noire qui gît sur le sol est porteur d'un passeport britannique. La presse gauchiste et anarchiste anglaise se déchaîne. Londres demande des explications. Puis, comme souvent, l'affaire retombe.

Il faut dire qu'on a fait tout pour cela. C'est que la biographie de Ian MacLeod sort de l'ordinaire. Il s'agit en fait de l'un des meilleurs agents de pénétration de l'Intelligence Service.

Cet Écossais, originaire de Rutherglen près de Glasgow, a d'abord fait partie, en 1960, de l'autre RAF... la Royal Air Force ! Quatre ans plus tard, attaché au consulat de Stuttgart, il travaille déjà pour le MI 6. Son chef de station en Allemagne, le futur patron du service, Dickie Franks, est

épaulé par un officier un peu désillusionné par ces histoires d'espions, un certain John Cornwell. Ce dernier prend sur son temps de travail pour écrire des romans. Il a déjà trouvé son « nom de plume » : John Le Carré !

L'histoire de MacLeod est bien digne d'un roman de Le Carré justement. En 1969, la communauté anglaise de Stuttgart, inquiète, voit brusquement notre Écossais changer du tout au tout. Le mouvement étudiant de « Rudi le Rouge » en 1968, la Fraction Armée rouge le passionnent. Alors, il se laisse pousser les cheveux et pénètre dans la « mouvance ».

MacLeod travaille alors pour des entreprises anglaises qui s'avéreront n'être que des couvertures, Geerpress Ltd et Decision Services International Ltd. Denis Wormersley, le nouveau patron du MI 6 à Bonn, opère sous la supervision de Maurice Oldfield, alors directeur adjoint. Wormersley est habitué à combattre les groupes terroristes depuis la guerre de Palestine. A l'époque, son adversaire s'appelait Yitzhak Shamir.

« Mac » saura gagner la confiance de Gudrun Enslin en lui proposant des armes. Son appartement va devenir un repaire des chefs de la RAF. Mais, comme il est normal, le MI 6, en offrant aux Allemands des informations sur Ulrike Meinhoff et ses amis, s'est bien gardé de donner des précisions sur sa source. Le BKA l'ayant pris pour un vrai terroriste, le pauvre MacLeod a fait les frais de cette discrétion toute professionnelle. Le gouvernement allemand versera dix mille marks à sa vieille mère, du côté de Glasgow.

Les SOA, une opération secrète marocaine

« En cas d'arrestation, on devait verser trente millions à ma famille. En fait, tout le monde m'a laissé tomber. »

André-Noël Cherid est indigné. Lui qui a combattu pour l'Algérie française et le Biafra indépendant n'a rien gagné d'autre qu'une série de handicaps permanents, séquelles des tortures subies dans les locaux de la Sécurité militaire algérienne.

Comme son frère Jean-Pierre Cherid, ce pied-noir a fait partie de l'OAS avant d'exercer plusieurs métiers, dont celui de mercenaire.

C'est en 1975 qu'il entre en contact avec les Soldats de l'opposition algérienne (SOA), un groupe d'opposants au régime du président Boumediene que dirige le Kabyle Mouloud Kaouane, alias « colonel Ben Ali », un ingénieur chimiste qui, dans les années 50, effectuait de nombreux voyages dans le monde pour le compte du FLN.

Passé à la dissidence contre le régime après l'assassinat à Madrid de son ami Mohammed Khidder, Kaouane s'est, comme ses proches, radicalisé à la suite d'un second meurtre commandité en 1970 par la Sécurité militaire à Francfort, celui de Krim Belkacem.

Kaouane rêve de déstabiliser le régime algérien par une série d'attentats, perspective en partie bouchée par le refus obstiné de l'ancien dirigeant kabyle du FLN, Hocine Aït Ahmed, d'utiliser la violence.

Si elle intéresse certains Français liés aux services (en particulier l'agence-couverture Aginter-presse que dirige l'ancien officier du 11e Choc puis militant OAS Yves Le Guillou, alias « Ralph Guérin-Sérac »), l'affaire séduit aussi les Marocains, en guerre non déclarée contre l'Algérie. Ils en seront les financiers et, en cas de succès, fourniront l'armement lourd des SOA.

Fort d'assurances prodiguées par ses interlocuteurs français, Noël Cherid s'embarque en compagnie de l'Américain Jay S. Sablonsky, qui se présente volontiers comme un « instructeur paramilitaire » proche de la CIA.

Les deux hommes arrivent en Algérie le 28 décembre 1975, bien décidés à « recruter des cellules clandestines » d'opposants kabyles. Leur objectif : les locaux du quotidien *El Moujahid* et les quatre tribunaux militaires d'Alger, d'Oran, de Constantine et de Blida.

Les commandos SOA ont prévu de passer à l'action dans la nuit du 3 au 4 janvier 1976. Hélas ! une bavure va provoquer leur perte. Le groupe oranais dépose sa bombe au mauvais moment. Arrêté et torturé, son chef, Medjeber Mohammed Saïd, parle. Sablonsky et Cherid sont appréhendés au moment où ils tentent de quitter l'Algérie.

Cette découverte provoque un grand émoi, le FLN dénonçant une opération clandestine française contre le régime et son président sans identifier positivement les services marocains, véritables commanditaires des SOA. Elle donnera au journaliste français Alain Jaubert la matière de son roman *Scorpion* et inspirera au cinéaste algérien Mohammed Slim Riad son film *Autopsie d'un complot*.

Moins heureux, l'infortuné Cherid, torturé par les hommes de la SM, passera dix ans en prison avant d'être gracié par le président Chadli à la Noël 1986. Révélons aussi que deux autres opérations des SOA auront lieu en Algérie. La dernière en date avortera en 1982... victime du putsch manqué du colonel Tejero à Madrid. En effet les équipes mobilisées pour effectuer des incursions à partir de la côte espagnole échapperont de peu aux rafles d'après-putsch.

LES SERVICES SPÉCIAUX MAROCAINS

Leur premier architecte sera Mohammed Oufkir, fils de bergers devenu officier dans l'armée française. L'indépendance acquise, le lieutenant-colonel Oufkir sait habilement négocier son retour en grâce. Chef de la gendarmerie royale, il ambitionne la direction de la Sûreté nationale, que dirige Mohammed Lagzaoui.

Son frère de lait Élie Tordjman, un homme d'affaires juif marocain, le met en contact fin 1959 avec le Mossad (« Le Mossad à l'heure Amit », p. 290). En gage d'alliance, le service hébreu lui livre alors une information capitale : un complot est en cours pour déstabiliser la monarchie. Complot démantelé aussitôt par Oufkir, qui gagne ainsi ses galons de directeur de la Sûreté nationale à la place de Lagzaoui. Secondé à partir de 1964 par le commandant Ahmed Dlimi, Oufkir va devenir le chef incontesté de la communauté marocaine du renseignement, bientôt le ministre de l'Intérieur.

Ses rapports avec Hassan II, qui a succédé à son père, échappent à toute

analyse. Vu de l'extérieur, Oufkir apparaît comme l'homme de confiance du roi. Peu à peu, pourtant, la méfiance s'installe.

Deux officiers travaillent en liaison étroite avec le ministre de l'Intérieur : son bras droit Dlimi (directeur adjoint de la Sécurité d'État puis directeur de la Sûreté en 1970) et le commandant Lyoussi, chef du 2e Bureau de l'armée royale. Ils entretiennent des liens amicaux avec le SDECE français ainsi qu'avec la CIA, le Mossad et le SDR belge et des relations courtoises avec la Sûreté tunisienne. En revanche, l'hostilité envers l'Algérie ne se dément pas.

A l'intérieur, Mohammed Oufkir justifie sa réputation d'homme cruel et violent. Dans le même esprit, il met sur pied plusieurs complots visant Hassan II. Un premier échoue en juillet 1971 à Shkirat. Démasqué l'année suivante, Mohammed Oufkir est abattu par son propre second, Ahmed Dlimi. On parlera officiellement de suicide.

Dlimi, qui a quitté la direction de la Sûreté, ne remplace pas au sens strict son ex-patron. Chef des aides de camp du roi, il cumule ce poste avec celui de numéro 1 des services de renseignements extérieurs, la Direction générale des études et de la documentation. A partir de 1975, il devient aussi commandant de la zone Sud (Sahara) face au Front Polisario que soutiennent les Algériens. Des Algériens qui restent la cible privilégiée des services marocains, même si ces derniers étendent leur champ d'action en Afrique noire, aidés en cela par l'excellente qualité de leur Service Action.

Outre l'allié Mobutu, les Marocains aident le SDECE et les parachutistes français contre les Katangais du Front national de libération du Congo (opérations Shaba 1 et Shaba 2 où le rôle des troupes spéciales marocaines est tout à fait important).

En septembre 1976, Ahmed Dlimi contresigne au nom de la DGED l'accord ultrasecret dit du « Safari Club » qui, à l'instigation d'Alexandre de Marenches, lie leurs deux services à la SAVAK iranienne, aux Saoudiens, aux Moukhabarat égyptiens et aux Zaïrois.

A partir de 1978, les Marocains reprennent à la demande de Marenches les opérations clandestines de soutien à l'UNITA, le mouvement angolais de Jonas Savimbi. Sur ordre du roi, le chef d'état-major de l'armée de l'Air marocaine veille au bon transbordement des équipements modernes achetés aux États-Unis par les services saoudiens du prince Turki.

L'adhésion des Marocains au pacte Safari n'entame pas leur entente avec les Américains. Les relations avec la CIA restent excellentes. Quant au 2e Bureau de l'armée royale, il est plus directement engagé dans la lutte contre le Polisario.

Un allié nouveau apparaît alors, qui s'avérera précieux sur ce front : le Military Intelligence (MI) sud-africain. A l'été 1979, un officier du Service Action de la Piscine proche d'Alexandres de Marenches prend l'initiative d'une première rencontre entre Dlimi et le patron du MI, le général Van der Westhuizen. Elle aura lieu au fort de Noisy-le-Sec, quartier général du SA. Le courant passe instantanément entre les deux hommes. Les officiers du MI apporteront une aide technique dans la guerre du Sahara occidental en échange de la formation de leurs cadres au monde arabe par les Marocains.

A l'orée des années 80, la DGED change d'adresse, abandonnant les vieux locaux du centre-ville de Rabat pour un immeuble moderne proche de l'ambassade soviétique qu'orne l'inscription *Allah, El Malik, El Watan* (« Dieu, le roi, la patrie »). Elle renforce ses liens avec la CIA, qui réactive les bases d'écoute électronique de Kenitra et de Sidi-Yahia du Gharb. Washington, comme Rabat, s'inquiète en effet du suractivisme libyen. Sur ordre de Dlimi, des opposants au régime de Kadhafi sont entraînés militairement par les services marocains.

Contre les Libyens, les Marocains adhèrent également au MIDI-Club, fondé à Rome au début de 1982 et qui regroupe les services français, tunisiens, italiens et

espagnols. Le général Dlimi participera aux premières réunions de ce nouvel organisme.

Le « bouillant colonel » n'inquiète pas les seuls partenaires du MIDI-Club. Il mobilise aussi les spécialistes américains du SIGINT implantés au Maroc. L'ennemi commun reste bien sûr le Polisario, toujours aussi activement soutenu par l'Algérie. Selon certains observateurs, c'est une divergence sur la position à adopter face aux Sahraouis qui aurait peu à peu amené le général Dlimi, partisan d'une ligne dure axée sur la victoire militaire, à s'opposer au roi. Peut-être même à se rapprocher de l'adversaire libyen d'hier.

Dlimi n'est pourtant pas en disgrâce. En octobre 1982, c'est encore lui qui accompagne le président de l'OLP Yasser Arafat à Rome dans l'avion personnel du roi. Mais, en janvier 1983, coup de théâtre : on apprend la mort brutale du chef des services marocains. Officiellement, Dlimi aurait succombé à un banal accident de la circulation, mais, dans les milieux bien informés, on estime qu'il a été purement et simplement liquidé.

Réfugié en Suède, l'un de ses adjoints, le lieutenant Ahmed Rami, affirme que Dlimi préparait un coup d'État en accord avec les Libyens. La CIA aurait fait avorter cette opération.

Ses responsabilités en matière de renseignement passent aux mains du colonel-major Abdelhak Kadiri (directeur de la Sûreté nationale muté immédiatement à la tête de la Direction générale des études et de la documentation). Kadiri remplacera, entre autres, son ex-patron aux réunions du MIDI-Club. Une partie du contre-espionnage sera reprise par Habib Boukari, désormais directeur général de la Sûreté nationale.

Un rapprochement s'esquisse avec le président algérien Chadli. Le Polisario en sera la principale victime. Dans le même temps, les responsabilités du ministre de l'Intérieur Driss Basri ne cessent de croître, comme pour faire contrepoids à la hiérarchie militaire.

Une action psychologique intense aboutit au ralliement de nombreux cadres sahraouis tel Omar Hadrami en novembre 1989. Un beau succès d'Abdelhak Kadiri. En sens inverse, Driss Basri, patron de l'Information en même temps que de l'Intérieur, devra faire beaucoup d'efforts en février-mars 1991 pour combattre les rumeurs de désertion de soldats marocains sur le front saharien.

Une soudaine tension avec l'allié traditionnel français apparaît la même année, lors de la parution du livre de Gilles Perrault *Notre ami le roi*. Hassan II est particulièrement irrité de certains commentaires de la presse française qui donnent de son régime une image répressive qu'il n'apprécie guère. Bien que l'homme des affaires spéciales du président Mitterrand, François de Grossouvre, cherche à apaiser le courroux royal, ce n'est pas chose facile. Hassan en veut à ces autorités françaises qui, à ses yeux, payent d'ingratitude un souverain qui s'est « mouillé » à tant de reprises aux côtés du SDECE.

La brouille entre vieux amis ne saurait toutefois durer longtemps. Au début des années 90, la montée islamiste constitue de l'avis de tous le danger le plus sérieux. C'est par rapport à elle que les services secrets d'Hassan II vont être mobilisés en priorité. Driss Basri épure les Renseignements généraux (Mabahès ed-Doula), cette police politique particulièrement crainte. Condamné à mort pour abus de pouvoir et viols multiples, le commissaire des Renseignements généraux Mohammed Mustapha Tabet est exécuté à l'été 1993.

Dans le même temps, le Maroc d'Hassan II joue un rôle clef dans les négociations secrètes entre Israël et l'OLP. Un succès diplomatique qui rejaillit sur Rabat et récompense en quelque sorte les excellentes relations entretenues depuis longtemps avec le Mossad.

Agents secrets contre ETA

Jean-Pierre Cherid n'est autre que le propre frère d'André-Noël Cherid, que nous avons vu opérer en Algérie pour le compte des SOA. Quittant l'Algérie peu avant l'indépendance, cet ancien des commandos de l'Air puis de l'OAS gagne clandestinement l'Espagne. Il y vivra d'expédients avant d'entrer en contact en 1967 avec des agents français à la recherche de mercenaires pour le Biafra.

En 1974, Cherid rencontre à Madrid des officiers espagnols qui lui proposent de servir de bras armé contre les clandestins nationalistes basques de l'ETA.

Ces militaires qui pêchent en eau trouble appartiennent au Servicio de Información Naval (SEIN). La marine espagnole a un vieux compte à régler avec l'ETA qui, en décembre, vient d'assassiner l'amiral Carrero Blanco, président du gouvernement.

Agent contractuel du SEIN, Jean-Pierre Cherid recrute un autre Français et un Américain. Sous le sigle de couverture d'une fantomatique Organisation anti-ETA (OATE), ce petit commando repère puis assassine plusieurs « Etarras » réfugiés en France.

La guerre sale contre l'ETA (*guerra sucia*) est commencée. Jean-Pierre devient le chef du GAL (Groupe antiterroriste de libération), qui multiplie les attentats contre les militants de l'ETA installés en France. Ses commanditaires successifs s'appellent désormais SECED (Servicio Central de Documentación de la Presidencia del Gobierno), puis CESID (Centro Superior de Información de la Defensa) et enfin MULC (Mando unificado para la lucha contraterrorista, soit commandement unifié de la lutte antiterroriste).

Le 19 mars 1984, Cherid saute à Biarritz dans sa R18 blanche bourrée d'explosifs. Une mort bizarre qui laisse place à toutes les suppositions, même celles de la liquidation d'un agent devenu trop encombrant par ses propres employeurs.

Miguel Legarza Egia présente un profil bien différent. Ce jeune Basque très religieux, né en Biscaye, sera utilisé comme agent d'infiltration profonde dans l'organisation clandestine.

Au début 1973, deux policiers de Bilbao lui proposent de travailler pour le SECED, le service de renseignement du ministère de l'Intérieur. Baptisé « El Lobo » (« le Loup ») à l'issue de sa période de formation, Legarza contacte dès 1974 des représentants de l'ETA.

D'après l'interview qu'il a accordée à Xavier Vinader, ce journaliste catalan d'*Interviu* bien connu comme spécialiste des affaires secrètes, El Lobo opère alors comme responsable à la logistique des commandos spéciaux (*berezis*). En septembre 1975, il est à l'origine de la grande rafle qui décapite la branche « politico-militaire » de l'organisation.

Sa carrière pourrait s'arrêter là, d'autant plus que les Etarras le recherchent activement. Aussi les officiers du SECED lui font-ils subir une

MIGUEL LEGARZA EGIA
"GORKA" - "EL LOBO"

NACIDO EN 1951. ALTURA 1,73 APROX. PESO, 65 Kg. PELO CASTAÑO. LUNAR EN LA MEJILLA. COMPLEXION FISICA: NORMAL.

opération de chirurgie esthétique tandis qu'ils répandent des rumeurs sur son départ à l'étranger.

Avec son visage tout neuf, Lejarza opère secrètement aux Canaries et même au Pays basque. Refusant d'être muté au poste SR de l'ambassade d'Espagne à Mexico, il aurait rompu avec le CESID en 1985.

C'est pour passer peu après au service des opérations spéciales de la Garde civile (GOSSI, soit Grupo Operativo de Servicios Secretos de Información). Transformé en une sorte de consultant en matière de lutte anti-ETA, il dirige une opération d'infiltration au plus haut niveau de l'organisation clandestine.

En décembre 1987, il entre dans une entreprise de sécurité privée créée par d'anciens animateurs du GOSSI puis reprend une nouvelle fois sa vie errante. Pour le même maître : en réalité, El Lobo n'a jamais cessé d'opérer pour le compte du CESID comme il en a fait courir le bruit.

C'est en qualité d'agent contractuel de ce service qu'il se retrouve en décembre 1993 au cœur d'un vaste scandale d'écoutes téléphoniques. Pour déstabiliser le général Manglano, patron du CESID, ses rivaux des services de renseignement dépendant du ministère de l'Intérieur révèlent l'existence d'un réseau d'espionnage politico-industriel en Espagne même. Ces écoutes CESID illégales n'en étaient que l'un des moyens d'action.

Déjà ancienne, la communauté du renseignement espagnole ne fait pas exception sur le plan de la « guerre des services »...

Les années Franco

La Seconde Guerre mondiale terminée, nombre de cadres de l'OSS, le service du général Donovan, considèrent qu'après celle de Hitler et de Mussolini la chute de Franco serait l'aboutissement logique du combat antifasciste. En 1947, les Américains soutiendront ainsi l'opération BANANA, tentative de débarquement en Catalogne d'anciens anarchistes ou « POUMistes ». Un coup de commando que le MI 6 anglais fait échouer en le dénonçant aux autorités franquistes.

Même température en France. Pour ne parler que d'eux, le général de Gaulle et le ministre des Affaires étrangères Georges Bidault considèrent Franco comme un dictateur à abattre au plus tôt. Une tâche dont les officiers de la DGER (Direction générale des études et recherches) essaieront de s'acquitter en soutenant au besoin les opérations armées des groupements anarchistes espagnols.

Dans ce contexte d'isolement, Franco décide un fonctionnement quasi autarcique de ses services, principalement axés sur la lutte contre les embryons de guérillas prorépublicaines en Espagne.

Les SR franquistes peuvent à cette époque être rangés en deux catégories principales : les services militaires et les services civils, dont l'encadrement est d'ailleurs composé la plupart du temps de militaires.

C'est peu connu : jamais n'existera sous Franco de ministère espagnol de la Défense mais trois ministères militaires chargés respectivement des trois armes. Chacun d'entre eux dispose d'une seconde section de renseignement, équivalent du 2e Bureau français, qui s'appelle Secunda bis pour l'armée de Terre et de l'Air et SEIN (Servicio de Información Naval) pour la Marine. Mais seule la Secunda bis de l'armée de Terre prendra une réelle ampleur.

Créé en août 1939, donc à la fin de la guerre civile, le SIAEM (Servicio de Información del Alto Estado Mayor, soit Service de renseignements de l'état-major général) est placé sous la coupe directe du Caudillo. D'abord orienté contre les guérillas républicaines, il se « recentre » contre le bloc de l'Est au moment de la guerre froide.

Le plus original des SR « civils » est très certainement celui du Movimiento nacional, ce parti unique qui dispose de sa propre administration parallèle. Dans les premières années du régime, le Servicio de Información del Movimiento joue un rôle de premier plan qui s'estompera progressivement au fil des années. Ce service s'occupe essentiellement du renseignement politique interne et de la répression des opposants, comme d'ailleurs les deux autres SR franquistes placés sous la houlette du ministerio de la Gobernación (l'équivalent du ministère de l'Intérieur).

Le premier de ces services est le Servicio de Información de la Guardia Civil, dont le terrain d'activité est surtout rural. L'autre est le Servicio de Información de la Dirección General de Seguridad, créé en 1939 comme cette direction elle-même.

La DGS constitue une pièce maîtresse de l'appareil d'État franquiste. Au travers de la Brigada de Investigación Social, d'abord appelée Brigada politico-social, elle s'efforce à la fois de réprimer les mouvements « subversifs » et de contrôler les organisations syndicales clandestines, semi-clandestines ou officielles.

Ce qui intéresse la DGS, ce n'est pas tant de repérer les sympathisants communistes ou d'extrême gauche, assez souvent connus d'ailleurs, que de suivre pas à pas les activités des 200 à 300 militants « professionnels » de l'appareil central du Parti communiste et la poignée d'activistes de la FAI (Fédération anarchiste ibérique).

Cette dernière tente à plusieurs reprises d'assassiner Franco. Un objectif pas si malaisé à atteindre que cela — le Caudillo croit à son destin et donne des cheveux blancs aux responsables de la DGS tant il méprise les mesures de sécurité qu'ils lui proposent — mais hors de portée d'une organisation sans structures solides et assez largement infiltrée par les services franquistes compte tenu de l'incapacité congénitale des « anars » en matière de contre-espionnage.

Le PCE, c'est différent. Passé les tentatives avortées de « reconquête » l'arme à la main des années 40, ce parti, bénéficiant de cadres dévoués et bien organisés, s'enterre dans une clandestinité profonde. Son objectif : préparer de vastes mouvements de masse contre le régime. L'oppose alors une lutte clandestine féroce à la Brigada de Investigación Social qui ne reculera pas devant la torture pour tenter de briser l'appareil communiste central. Ce dernier survivra jusqu'à la mort de Franco malgré plusieurs coups terribles dont l'arrestation en 1963 de Julian Grimau, un des délégués du parti à l'intérieur, fusillé le 20 avril 1963.

Grimau a-t-il été « donné » ? Le bruit courra dans les milieux communistes mais rien ne le prouve. Peut-être faut-il attribuer son arrestation aux activités du service de renseignement de la DGS, la Section de Cooperación y Enlace, qui s'occupait entre autres des relations avec les autres SR franquistes.

Des dix directeurs généraux de la DGS qui se sont succédé jusqu'à la mort de Franco, deux sont particulièrement marquants : Eduardo Blanco et Arias Navarro.

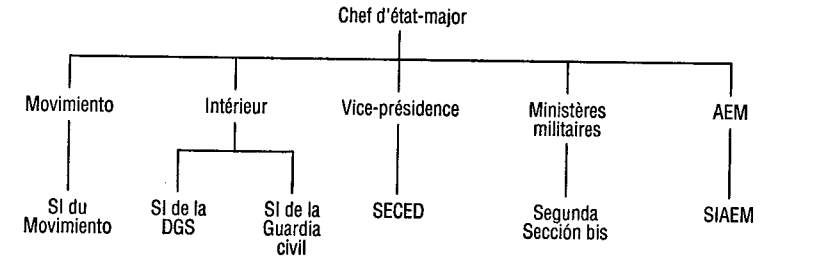
Ancien officier de la Division Azul envoyée par Franco combattre les Soviétiques aux côtés de l'armée allemande, le colonel Blanco s'est à l'époque pris d'amour pour les Russes, dont il a appris la langue, et de haine pour le régime communiste. C'est dire si pourchasser les militants du parti clandestin ne lui pose pas de cas de conscience particulier.

En revanche, sa carrière à la Puerta del Sol, le siège de la DGS, l'amène à fréquenter d'autres types de « politiques » en ces années 60 où il est le deuxième homme fort des services espagnols après l'amiral Luis Carrero Blanco : ceux de l'OAS réfugiés en Espagne.

Par la suite, également responsable des services de renseignement au Sahara ex-espagnol, qui ont été rattachés à la « maison mère » dès 1957, Eduardo Blanco a à gérer l'épineux problème de la naissance du Front Polisario. Sans compter l'ETA, bien entendu.

Arias Navarro est encore plus connu des Espagnols, même si son rôle

LES SERVICES SECRETS SOUS FRANCO
DÉBUT DES ANNÉES 70



dans les services proprement dits s'avère moindre. Il reste devant l'Histoire le dernier chef de gouvernement espagnol de stricte obédience franquiste avant le début de la transition démocratique.

L'ère Carrero Blanco

C'est en juillet 1951 que le capitaine de vaisseau Luis Carrero Blanco, homme de confiance du Caudillo, devient ministre à la Présidence du gouvernement. Outre son rôle politique important, l'officier de marine s'attache à la constitution d'une communauté du renseignement forte, voire musclée.

En finir avec la période d'autarcie. A la faveur de la guerre froide, Carrero Blanco saura agir de manière discrète pour la réintroduction de l'Espagne dans le camp occidental. C'est chose faite officiellement en décembre 1957, quand Franco rencontre John Foster Dulles, ministre américain des Affaires étrangères et frère du Big Boss de la CIA Allen Dulles. Se renforcent les liens qui feront de la communauté franquiste du renseignement l'une des meilleures alliées de la CIA en Europe.

L'Espagne reste une dictature, mais le régime n'est plus pestiféré. Au début des années 60, il se rapproche de la France, négociant la neutralisation en douceur des activistes OAS réfugiés sur son sol contre celle de leurs « homologues » communistes installés outre-Pyrénées tel le général républicain Valentin Gonzalés, le célèbre El Campesino (Rémi Kauffer, *OAS — Histoire d'une organisation secrète*, 1986). Le temps est loin où, en janvier 1956, le SDECE, soupçonnant le général Garcia Valiño, gouverneur militaire du Sahara espagnol, de fournir des armes aux nationalistes arabes, tentait de le faire assassiner par des hommes de main recrutés pour l'occasion.

Dans les années 68, un péril nouveau apparaît : la contestation étudiante. Nommé vice-président du gouvernement en septembre 1967, l'amiral Carrero Blanco s'en inquiète. Il n'est pas le seul : le ministre de l'Éducation a demandé au chef du SIAEM, le général Martos, de mener une opération de renseignement dans les milieux universitaires. C'est chose faite en octobre 1968 avec la constitution de l'OCN, une structure liée d'abord au SIAEM puis rattachée... au ministère de l'Éducation et de la Science !

En mars 1972, l'amiral Carrero Blanco décide de transformer l'OCN en Servicio Central de Documentación de la Presidencia del Gobierno ou SECED. Il en confie officiellement la responsabilité au commandant d'artillerie José Ignacio San Martin Lopez, chef de l'OCN depuis les débuts.

La création du SECED sera la dernière initiative de l'amiral en matière de services. Carrero Blanco est nommé Premier ministre en juin 1973. Depuis des mois, un commando de l'ETA prépare son assassinat. En décembre 1973, il saute sur une mine avec sa voiture blindée. L'onde de choc atteint l'Europe tout entière : l'ETA, que l'on considérait jusque-là simplement comme une organisation activiste vaguement « folklorique », vient de prouver son « professionnalisme ».

Dans la communauté espagnole du renseignement aussi, le choc est rude. Le SR naval recrute Jean-Pierre Cherid et crée son groupe antiterroriste, l'OATE. On change aussi les têtes du SECED, où le commandant d'infanterie Juan Valverde Diaz remplace San Martin, et de la DGS, où le colonel Dueñas s'installe en février 1974.

Mais déjà la démocratie frappe à la porte d'une des plus vieilles dictatures du monde...

À l'heure de la transition démocratique

En juillet 1974, malade, Franco désigne Juan Carlos comme président par intérim. Conscient de la nécessité de préparer sa succession pour éviter au pays le risque d'une nouvelle guerre civile, le Caudillo a tranché. Le prétendant au trône régnera effectivement ; c'est lui qui conduira la transition démocratique désormais à l'ordre du jour. Francisco Franco y Bahamonte meurt le 20 novembre 1975. Juan Carlos monte deux jours après sur le trône d'Espagne.

Au plan des services, la nouvelle donne politique se traduit par une évolution sensible de la communauté du renseignement. Au SECED, le successeur de Carrero Blanco, Arias Navarro, a remplacé dès 1974 San Martin par un homme à lui, le commandant d'infanterie Juan Valverde Diaz. Ce dernier, qui a compris le caractère nécessairement complexe de l'évolution vers un régime démocratique, met en place toute une série de mesures transitoires à l'aide de son adjoint, le commandant Andrés Cassinello Perez, qui lui succédera en 1976 après la nomination par Juan Carlos d'un nouveau chef de gouvernement, Adolfo Suarez.

La même année, le SIAEM est lui aussi refondu pour s'adapter aux nouvelles réalités.

En octobre 1977, un pas supplémentaire vers une communauté du renseignement « normale » est franchi avec la dissolution du SECED et la création du CESID (Centro Superior de Información de la Defensa), placé comme son sigle l'indique sous l'égide du ministre de la Défense Guttiérez Mellado. Composé pour une grande part d'ex-membres du SECED, le nouveau service devra assumer les tâches de renseignement extérieur, de contre-espionnage, de renseignement, mais aussi, ce qui pose plus de problèmes, de surveillance de certaines activités politiques intérieures visant à déstabiliser l'État.

Sous la direction de ses premiers chefs (1977-1978 : José Maria Burgón López-Doriga ; 1978-1980 : général Gérardo Mariñas), le CESID, conscient de la mauvaise réputation qui l'environne en raison de son « hérédité », essaie de faire diversion dans le domaine du contre-espionnage — 12 agents soviétiques seront expulsés entre 1977 et 1983.

Pendant ce temps, la « guerre sale » contre l'ETA se durcit. En 1979, on élabore un plan spécial de quadrillage du Pays basque, le plan ZEN (Zona Especial del Norte). En novembre, un pacte bipartite anti-IRA et anti-ETA est signé entre armées espagnole et anglaise, qui conduira à l'entraînement des Grupos de Operaciones Especiales par leurs célèbres équivalents britanniques des SAS. La même année, le « Bataillon basque espagnol » reprend les méthodes contre-terroristes inaugurées par Cherid et l'OATE sous le contrôle des services.

Le 23 février 1981, c'est le coup de tonnerre. Le lieutenant-colonel de la Garde civile Antonio Terejo Molina fait irruption pistolet au poing dans la Chambre des députés, les Cortès. Une tentative de putsch vite désamorcée par la ferme attitude du roi Juan Carlos et l'attitude temporisatrice de la majeure partie de la hiérarchie militaire.

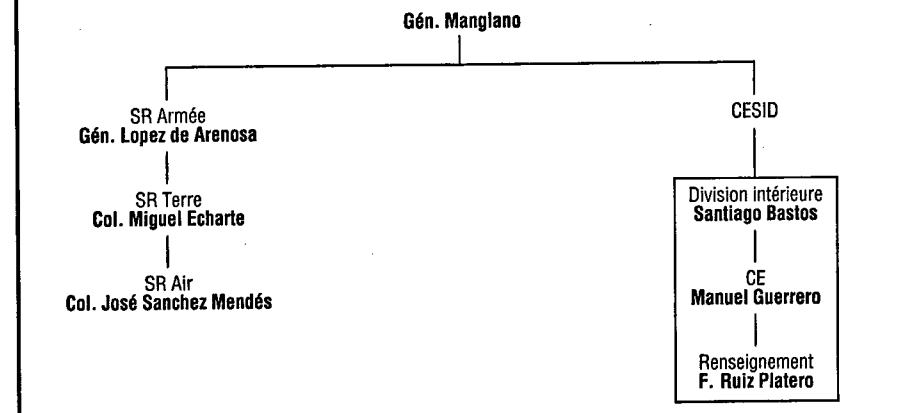
Menée par des officiers du SIAEM, jugés plus libéraux que ceux du CESID, une enquête est aussitôt ouverte. Il apparaît vite que nombre de cadres supérieurs du CESID étaient au courant du coup de force en préparation, et qu'aucun d'entre eux n'a prévenu le ministre de la Défense. Son chef depuis 1980, le colonel Narciso Carreras, est limogé. Le 22 mai, il cède sa place au lieutenant-colonel Emilio Alonso Manglano, un loyaliste.

Pour en finir avec l'ETA, on a créé le MULC (Mando Unico para la Lucha Contraterrorista), qui regroupe les services spéciaux de la DGS et le CESID. Son chef, le commissaire Manuel Ballesteros, est un ancien de la Brigada de Investigación Social. L'assiste le dernier chef du SECED, le colonel Cassinello. Pour augmenter son efficacité, le MULC va tisser des liens solides avec les polices ou les services secrets d'Allemagne fédérale, de Grande-Bretagne et d'Israël.

En mars 1982 tombe le verdict. Sont condamnés l'ancien chef du SECED, le colonel San Martin, ainsi que le capitaine Vicente Gomez Iglesias, détaché de la Garde civile au CESID. En revanche, le commandant José Luis Cortina, ex-chef des opérations spéciales du CESID, est acquitté.

C'est en octobre que le général Manglano, le nouveau patron du CESID,

LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ESPAGNOLS À L'ÉTRANGER
EN 1986



prouve à l'opinion publique que son service n'a pas, ou plus, l'intention de déstabiliser le régime. Après avoir désamorcé un mois plus tôt une tentative d'assassinat visant le Premier ministre Suarez (le CESID aurait, dit-on, été informé par les Syriens), il fait avorter un nouveau projet de 23-F, l'opération CERVANTES, puis écarte les éléments ultras du CESID, cerveaux d'une vague d'attentats à l'explosif contre certaines bases secrètes du service. Ils avaient, pour l'occasion, mobilisé l'inévitable Jean-Pierre Cherid...

Les services de Felipe Gonzalez

C'est dans ce contexte difficile que les socialistes du PSOE arrivent au pouvoir. Leur religion semble faite : il faut arracher les mauvaises herbes ; créer un poste de directeur central du renseignement pour coordonner l'ensemble des services ; le confier à un civil afin de réduire l'importance de ces militaires toujours tentés par l'action putschiste ; mettre au pas cette Garde civile qui constitue un État dans l'État et dont les hommes essaiment dans l'ensemble des services, CESID compris.

En fait, Felipe Gonzalez et ses amis vont rapidement ranger leurs projets au placard. Comment se débarrasser, en effet, du général Manglano, tombeur des apprentis putschistes de l'opération CERVANTES, qui ne porte pratiquement jamais l'uniforme, entretient d'excellentes relations avec plusieurs services secrets arabes et a fait entrer le CESID au sein du MIDI-Club, où se retrouvent les représentants des SR français, italiens, marocains et tunisiens (p. 343).

Pourtant, il y a bien des choses à redire. Scandale en août 1983 quand on découvre que le CESID écoute les conversations des membres du gouvernement depuis son local installé en sous-sol dans le complexe même des bâtiments de la Moncloa. Scandale à nouveau en décembre quand des membres du CESID sont convaincus d'avoir espionné le Tribunal constitutionnel. Scandale en 1984 quand on accuse le CESID de vouloir « déstabiliser » l'autonomie des provinces. Chaque fois, Manglano parviendra à convaincre « Felipe » que la responsabilité du service en tant que tel n'est pas engagée.

Tandis que les socialistes, après l'avoir critiquée, s'enfoncent à leur tour dans la « guerre sale » contre l'ETA au point de commanditer les attentats sanglants du GAL en territoire français, le patron du CESID mène son service vers une indispensable modernisation, tablant sur le renouvellement progressif des cadres pour en changer peu à peu l'état d'esprit politique. Prêt à admettre que le CESID devra un jour ou l'autre passer sous la coupe directe du président du gouvernement, il opère sous l'œil vigilant de Julio Feo Zarandieta, le secrétaire général de la présidence chargé de la coordination des services de renseignement intérieurs et extérieurs.

Les premiers sont toujours mobilisés contre l'ETA. Les seconds, renseignement militaire ou CESID, cherchent à tirer parti de la forte présence espagnole en Algérie et en Libye. Fort de la confiance de « Felipe » et de Julio Feo, Manglano a arraché son service aux vieux locaux de Castellana 5 pour les installer dans un bâtiment moderne sur la route de La Corogne. Pendant ce temps, le sous-secrétaire aux Affaires étrangères, Fernando Pepiña Rigón, développe un service de renseignement diplomatique en Algérie, en Syrie, en Libye, en Israël, en France, en Grande-Bretagne et aux USA.

En janvier 1988, on évalue à 1 500 le nombre d'agents du CESID, dont une petite moitié est composée de militaires, un petit quart d'employés civils, le reste provenant de la Seguridad ou de la Guardia civil. Les femmes ne représentent que 15 % de ce total.

Sans pavoiser, le général Manglano apprécie sa réussite. A l'été 1991, il a certes abandonné faute de moyens les quelques opérations CESID ébauchées en Europe de l'Est, mais il peut s'enorgueillir de relations excellentes aussi bien avec le Mossad qu'avec les services de renseignement de l'OLP. Un bilan suffisamment positif pour que ce sexagénaire, qu'un de ses anciens partenaires nous a décrit comme « calme, pondéré, doué d'une forte capacité d'analyse », puisse se retirer le front haut.

LES SERVICES SECRETS PORTUGAIS

Longtemps, ils se sont identifiés avec la PIDE (Policia internationale e Defesa do Estado), cette omniprésente police secrète du dictateur Antonio de Oliveira Salazar devenue à la fin des années 60 la Direcção General da Securança.

En 1974, à l'époque du gouvernement de Marcello Caetano, héritier de Salazar, la PIDE-DGS rassemblait 2 300 agents, 7 directeurs de service, 15 inspecteurs adjoints et 46 inspecteurs de sécurité.

Son directeur, Silva Pais, était assisté d'un directeur adjoint pour les Opérations, Agostinho Barbieri Cardoso, entré dans ses rangs dès 1948, organisateur en 1965 de l'enlèvement du général Humberto Delgado, l'opposant numéro 1 au régime. Barbieri qui monta notamment la dernière grande opération « homo » de la DGS, l'assassinat le 20 janvier 1973 d'Amilcar Cabral, le fondateur du PAICG (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert).

A la même époque, le chef du contre-espionnage était un officier, le lieutenant-colonel Carlos Almada Conteiras, et le chef du SR s'appelait Alvaro Pereira de Carvalho. Tous seront balayés par la « Révolution des capitaines » du 25 avril. Cinq cents agents de la PIDE-DGS, soit presque 20 % du personnel, se réfugient alors en Espagne pour échapper aux foudres du nouveau régime et de la population.

Les militaires du Mouvement des forces armées (MFA), qui ont saisi les archives de l'ancienne police de Salazar, désignent l'un d'entre eux comme président de la commission d'extinction de la PIDE-DGS : le capitaine Sousa e Castro. La commission de démantèlement du service sera ensuite dirigée par un haut gradé, le général Ribeiro Faria.

Au lendemain du renversement de la dictature, les animateurs du Mouvement des forces armées ont créé un nouveau service de renseignement, le SCDI (Serviço de documentação e de Coordenação de Informações). Certains d'entre eux sont proches du Parti communiste, qui a carrément mis la main sur le 5e Bureau, chargé de la « dynamisation de l'action psychologique ». D'autres, comme le futur chef du Commandement opérationnel du continent Otelo de Carvalho, cerveau du renversement de Salazar, se rapprochent des différents groupements gauchistes alors très actifs.

Pareille situation ne peut qu'inquiéter les SR occidentaux, même s'ils divergent dans leurs analyses, les Américains craignant un coup de force du PC portugais (PCP) d'Alvaro Cunhal là où les Français estiment que l'axe profond de l'offensive soviétique se situe en Angola. Mais le général Antonio de Spinola, maître à penser déchu du MFA, déçoit leur attente en ratant dès avril 1975 sa tentative de coup d'État de droite.

Pour contrer le PCP, le général de Marolles, chef du Service Action du SDECE, préfère mener une action paradiplomatique subtile de soutien au leader socialiste Mario Soares et au général Ramalho Eanes (p. 263).

Futur numéro 2 de la CIA sous Jimmy Carter, l'ambassadeur américain Frank Carlucci ne reste pas inactif. Comme d'ailleurs les officiers de la centrale américaine de renseignement qui ont infiltré le MRPP (Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat, suspendu après l'échec du coup d'État de Spinola), un groupe d'obédience maoïste.

Issue d'un groupe caricatural mais solidement implanté, cette opposition contribue à affaiblir l'aile radicale du MFA qui inquiète tout le monde — partisans compris — en enfermant à la prison de Caxias l'état-major du PCP. L'action désordonnée des groupes gauchistes, les manifestations de rue en uniforme des SUV (Soldats unis vaincront), la mainmise communiste sur le quotidien *República*, l'influence croissante du PCP au sein des organes dirigeants du MFA achèvent de discréditer le pouvoir des officiers révolutionnaires.

Le terreau pour une contre-offensive semble fertile. En septembre 1975, un second coup d'État, tout aussi non violent que celui du 25 avril, renverse la tendance. Il porte l'empreinte de son organisateur, le général Ramalho Eanes.

Eanes procède à une refonte totale des services. Sous ses ordres, le général Pedro Cardoso, ancien secrétaire général du gouvernement de Guinée sous Spinola et ex-commandant de l'Académie militaire, supervise la dissolution du SCDI et la mise en place du Serviço de Informações da República (SIR).

Cardoso devient le coordinateur du renseignement portugais pour longtemps. Abandonnant une bonne partie du renseignement extérieur (ex-colonies portugaises notamment) au 2a Repartição do Estado Major General (2e Bureau de l'armée), le SIR ne se refuse pas d'intervenir dans le domaine intérieur.

A l'étranger, le terrain des ex-colonies est le seul où le Portugal et ses SR sont susceptibles de jouer un rôle consistant. L'actuel service de renseignements militaires DINFO (Direcção de Informação das Forças Armadas), qui maintient des liens avec l'UNITA angolaise de Jonas Savimbi, s'oppose aux SIS (Serviços de Informação de Segurança), partisans d'accorder leur soutien aux MPLA et, de manière générale, aux gouvernements issus des anciens « mouvements de libération ».

Le Mossad à l'heure Amir

Quand il s'installe officiellement à la tête du Mossad en janvier 1964, le général Meit Amir sait déjà qu'il aura à bouleverser de fond en comble le fonctionnement de la communauté israélienne du renseignement.

Né à Tibériade et élevé dans un kibboutz, commandant d'une brigade en 1948, lors de la première guerre avec les Arabes, Amir est entré ensuite dans les services spéciaux militaires qu'il a commandés avant d'être nommé à la tête de l'« Institut » (l'appellation familière du Mossad).

Les temps héroïques sont bel et bien achevés, une réalité que sanctionne le départ de David Ben Gourion. On ne verra plus en Israël un patron de services aussi puissant qu'Isser Harel (voir p. 97), ami personnel du Premier ministre. Ce début de normalisation s'accompagne de conditions de travail nouvelles. L'heure est au développement de la technologie de l'espionnage.

Isolé au milieu d'un monde arabe hostile, Israël a besoin d'alliés. Or, tout l'indique depuis la fin de la guerre d'Algérie : pour mener la politique arabe très active qu'il a mise en chantier, le général de Gaulle a besoin de distendre les liens privilégiés qui unissaient autrefois la France à l'État hébreu.

On ne peut guère plus compter sur Londres, qu'anime toujours une certaine froideur envers Tel-Aviv. Reste Washington. Amir en est persuadé : l'avenir réside dans le renforcement de son alliance avec les USA.

Cela n'empêche pas d'envisager des rapprochements avec les ennemis d'hier. Grâce aux informations fournies par le super-agent du Mossad à Damas Élie Cohen (p. 104), Amir connaît les plans syriens d'offensive contre l'État hébreu. Aucun espoir d'apaisement de ce côté. En revanche, l'Égypte de Nasser balance encore entre une solution militaire — la plus probable — et une éventuelle prise de langue avec l'« ennemi sioniste ».

Des contacts se nouent en 1966, qui passent par un ami du vice-ministre

de la Défense israélien Zvika Dinstein. A l'autre bout de la filière, le général égyptien Mahmoud Khalil, ancien chef des services de l'armée de l'Air.

Khalil s'étant avoué désireux de rencontrer des responsables israéliens d'un niveau suffisant, on suppose à Tel-Aviv que l'ex-patron des Projets spéciaux de défense n'agit pas en son nom propre mais qu'il est mandaté par une autorité politique. De fil en aiguille, on forme alors le projet d'un voyage secret de Meit Amir au Caire. Le chef du Mossad retrouverait son interlocuteur dans la capitale égyptienne.

Espoir déçu. Le voyage de Meit Amir est annulé. Jacques Derogy et Hesi Carmel attribuent aux manœuvres d'Isser Harel la responsabilité de cet échec côté israélien. Côté égyptien, on peut aussi penser que les pressions de l'allié soviétique, de plus en plus présent sur les bords du Nil, ont joué un rôle considérable.

Amir peut en revanche compter sur un allié de poids dans le monde arabe, le Maroc. De bonnes relations qu'il doit au travail de son prédécesseur et ennemi intime, Isser-le-Petit. A partir de 1954-1955, donc avant l'indépendance du pays, celui-ci a mis en place au Maroc deux réseaux bien distincts : un réseau Mossad « normal » et un réseau spécial chargé d'organiser l'autodéfense et surtout l'émigration en Israël de la communauté juive (environ 200 000 personnes). Ce travail soutenu a permis de tisser des liens privilégiés avec Oufkir, déjà prétendant au titre de numéro 1 de la communauté marocaine du renseignement. A la fin 1959, c'est à Paris et sous l'égide du Mossad que Oufkir a secrètement rencontré un diplomate israélien en poste. A l'ordre du jour de cette réunion, une coopération en bonne et due forme entre services marocains et Mossad.

Oufkir considère l'Institut comme un véritable allié politique et personnel, au point de rompre la solidarité arabe de façade contre l'État juif. Au tout début de 1963, flanqué de son bras droit le commandant Dlimi, il rend ainsi à Isser Harel la visite que celui-ci a effectuée clandestinement au Maroc en octobre 1959.

Devenu ministre de l'Intérieur, Oufkir ne renie pas l'alliance secrète avec le Mossad. Au contraire. De son côté, Harel a toujours recommandé de maintenir à tout prix les liens avec le patron de la Sûreté nationale. Ce qui ne l'empêche pas d'attaquer très violemment Meit Amir en 1966 à propos de l'affaire Ben Barka. Son rival aurait engagé le service israélien dans une sombre machination dans le seul but de plaire à Oufkir.

Le ministre de l'Intérieur marocain n'est pas le seul à entretenir des liens inavoués avec les services hébreux. Autre allié secret : Mobutu Sese Seko. C'est en 1963 que le Mossad est entré pour la première fois en contact avec celui-ci. S'est ouverte alors une décennie de rapports d'entraide mutuelle. Les Israéliens formeront la garde personnelle du président zaïrois et ses services, embryons de ce qui deviendra le CND (Centre national de documentation). De son côté, Mobutu acceptera de laisser les coudées franches aux agents du Mossad opérant à partir du Zaïre et de fournir des informations d'autant plus précieuses qu'il renseigne aussi la CIA.

Pour Meit Amir et le Mossad, le front principal, vital même, reste tout de même le Moyen-Orient...

Le troisième conflit israélo-arabe

Pas de recul possible pour Nasser quand, à sa grande surprise, l'ONU retire brusquement en mai 1967 les casques bleus qui empêchaient les troupes égyptiennes de s'installer dans la péninsule du Sinaï.

Pour ne pas perdre la face devant le monde arabe, le « Raïs », bombardé à dessein d'informations alarmistes par son allié soviétique, réoccupe aussitôt cette zone stratégique. Désormais, plus de tampon entre Tsahal, l'armée israélienne, et ses propres troupes. Bloquant ostensiblement le détroit d'Akaba, Nasser offre à Tel-Aviv un *casus belli* en bonne et due forme.

Persuadés depuis l'échec des tentatives de discussions secrètes de l'année précédente qu'une nouvelle guerre israélo-arabe est inévitable mais à terme, les dirigeants de l'État juif se sont dès lors attachés à la préparer avec le soin qu'on imagine. Dans ce cadre, l'opération phare des services a été signée Amir en août 1966 : la livraison à l'armée de l'Air israélienne d'un MIG-21 en parfait état par un pilote irakien.

D'accord avec les pronostics optimistes du KGB, la Syrie brûle de prendre une revanche. Quant à Hussein de Jordanie, en liaison secrète et régulière avec les Israéliens, il donne l'impression de ne vouloir à aucun prix d'un nouveau conflit. Cette configuration assez particulière explique la surprise générale et traduit dans les faits les carences des différentes agences de renseignement qui s'affrontent. L'ONU surprend Nasser en acceptant sa demande d'évacuation ; Nasser surprend les services israéliens en réoccupant trop promptement le Sinaï ; Tsahal va surprendre les troupes égyptiennes en prenant l'offensive avant de se retourner contre les Syriens : et, pour finir, le « petit roi » Hussein va surprendre tout le monde en joignant ses forces aux deux armées arabes engagées malgré les avertissements prodigués par le Mossad.

Le 23 mai, Aharon Yariv, le chef du renseignement militaire, affirme voir dans le blocus du golfe d'Akaba le test suprême. Ce juif russe né en 1920, membre de la Haganah dès 1939, en charge de l'Aman depuis 1964, se prononce sans ambiguïté pour la guerre.

De son côté, Meit Amir se rend secrètement aux États-Unis pour y rencontrer son ami Richard Helms, le patron de la CIA. Un réflexe qui traduit bien la nouvelle orientation du Mossad en faveur d'une alliance privilégiée avec Langley. Et Dick Helms, convaincu par l'argumentation mi-sentimentale, mi-stratégique de l'Israélien, de l'introduire le 1er juin auprès du secrétaire d'État américain Robert McNamara.

Selon Dennis Eisenberg, Uri Dan et Eli Landau, c'est McNamara qui apprend au directeur de l'Institut la nomination de Moshé Dayan au poste de ministre de la Défense. Il ajoute aussitôt :

— Je connais très bien Moshé Dayan, je l'ai rencontré quand il était à Washington. Je suis très heureux de sa nomination. Je vous prie de lui souhaiter bonne chance de ma part.

Et, après un court silence, enfonçant le clou à nouveau :

— Quelle que soit sa décision, je lui souhaite bonne chance...

Cette « petite phrase », le chef du Mossad l'interprète comme la promesse d'un soutien américain en cas d'offensive israélienne. Bonne nouvelle qu'il s'empresse de rapporter à Tel-Aviv.

Le 4 juin, la décision d'attaquer l'Égypte est prise lors d'un conseil de défense. Le 5, attaquant à l'improviste, l'armée de l'Air israélienne cloue au sol son homologue égyptienne. La guerre commence. Un conflit éclair où les méthodes de renseignement électroniques prônées par Amir et Yariv vont prouver leur efficacité sur le terrain.

Sur ce plan, l'Aman ne le cède en rien au Mossad. Ses décrypteurs ont « cassé » une grande partie des codes de l'armée égyptienne. L'Aman intercepte également une conversation téléphonique entre Nasser et Hussein prouvant à la fois le double jeu du premier vis-à-vis du « petit roi » et la totale surprise des leaders arabes devant l'offensive éclair de Tsahal.

Dans cette guerre des dupes, les États-Unis sont eux aussi surpris : jugeant que le navire-espion US *Liberty* s'approche trop près de leurs côtes, les Israéliens le coulent carrément, tuant trente-quatre marins. Il faudra le sens de la manœuvre de Dick Helms, de Jim Angleton et du clan pro-israélien de Langley pour éviter un raid immédiat de représailles.

Au bout du compte, l'État hébreu sortira victorieux d'un des conflits les plus courts de l'Histoire. Mais, si un round se termine, un autre commence déjà.

L'irruption du terrorisme palestinien

La légende dorée du Mossad, « le meilleur service secret du monde », vit sans doute ses plus beaux jours, renforçant consécutivement la paranoïa des leaders arabes.

Cette légende, l'Institut la cultive avec un soin méticuleux. Une leçon apprise de l'adversaire britannique d'hier : la force d'un service de renseignement ne tient pas à la seule qualité des informations qu'il collecte, mais aussi au brouillard dans lequel il sait s'envelopper. Que ses ennemis et ses alliés le croient omniprésent, qu'ils décèlent la trace de ses activités même là où il n'est jamais intervenu, et la partie est déjà à demi gagnée.

La réputation d'invulnérabilité est une arme précieuse. Les stratèges des services hébreux sauront en jouer à merveille. Des révélations astucieusement distillées dans la presse occidentale nourrissent la légende. La rumeur, particulièrement intense s'il s'agit des pays arabes où l'information est verrouillée par des régimes autoritaires ou dictatoriaux, fera le reste.

Des problèmes nouveaux sont toutefois posés par l'étendue même du succès israélien dans la guerre des Six Jours. Jusque-là, la communauté israélienne du renseignement n'avait en face d'elle que les Moukhabarat des États arabes, voire le KGB soviétique ou ses satellites. Désormais, il lui faut

compter avec deux éléments supplémentaires : les territoires occupés et les mouvements palestiniens.

L'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, la réunification de Jérusalem proclamée capitale de l'État hébreu ont un effet immédiat : l'augmentation considérable de la population arabe à contrôler. Cette tâche va échoir au contre-espionnage/sûreté intérieure, le Shin Bet, que commande depuis 1964 Yosef Harmelin.

Un tel appareil ne s'improvise pas. Aussi le Shin Bet mettra-t-il quelque temps à devenir opérationnel dans les territoires. Courte période de flou mise à profit par les leaders d'El Fatah : Yasser Arafat se rend en Cisjordanie et y contacte Fayçal el-Husseini, le fils d'un des grands chefs militaires palestiniens des années 40.

Les activités clandestines d'El Fatah et du très gauchiste Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP, dirigé par Georges Habache) vont rapidement être mises en veilleuse compte tenu de l'efficacité du Shin Bet. Fayçal el-Husseini est appréhendé. Des cellules clandestines sont démantelées. D'après Ian Black et Benny Morris (*Israel's Secret Wars*), Shin Bet et Mossad s'inspirent alors de méthodes mises au point par le BND.

Ce qui inquiète Israël, c'est avant tout le développement des organisations palestiniennes à l'extérieur de sa zone d'influence, en Jordanie, en Syrie et au Liban. Le Mossad sait parfaitement que les leaders de ces petits groupes ont tiré à leur manière le bilan de la guerre des Six Jours : ils ne font plus confiance aux États arabes pour détruire l'« entité sioniste ».

La plus dangereuse de ces organisations est incontestablement El Fatah. Le mouvement de Yasser Arafat, alors un quasi-inconnu, bénéficie encore de la complaisance des services jordaniens. Disposant de quelques camps à la frontière jordano-israélienne, ses *fedayine* se livrent à des activités de guérilla et de terrorisme certes assez limitées, mais suffisantes pour attirer à elles quelques centaines de jeunes Palestiniens désireux d'en découdre.

Au début de 1968, la tension s'accroît. Dès février, les Israéliens comptabilisent 90 incidents. En mars, un camion scolaire israélien saute sur une mine près de la frontière jordanienne. De quoi donner raison à ceux qui, tel le chef de l'Aman Aharon Yariv, craignent une intensification des actions du Fatah et prônent une riposte dure.

Celle-ci aura lieu le 21 mars à Karameh et se conclura par un succès militaire israélien, d'ailleurs tempéré par une belle tenue au feu de combattants palestiniens, que la propagande « transformera » en victoire militaire.

Les vedettes de Cherbourg

Fortement impressionnés par un « modèle algérien » totalement inapplicable dans le contexte jordano-israélien, Arafat et ses amis prônent une guérilla permanente aux frontières. Créé en octobre 1967, le FPLP de Georges Habache (adjoint opérationnel : Waddi Haddad) s'engage sur une

voie bien différente, celle des détournements d'avion et autres actions de commando à l'extérieur du théâtre d'opérations moyen-oriental.

Le 26 décembre 1968, deux hommes du FPLP ouvrent le feu sur un appareil de la compagnie israélienne El Al stationné sur l'aéroport d'Athènes, tuant un mécanicien. Réunis en conseil de guerre, le Premier ministre Lévy Eshkol, les généraux Moshé Dayan et Haïm Barlev, le chef du Shin Bet Yosef Harmelin et le tout nouveau successeur de Meit Amir à la tête du Mossad, Zvika Zamir, décident d'une opération de représailles. Puisque les deux militants du FPLP d'Athènes venaient en droite ligne des camps d'entraînement du Liban, c'est le Liban qu'on va frapper. Et de quelle manière : en quelques minutes, les commandos israéliens héliportés détruisent quatorze avions civils appartenant à des compagnies arabes sur l'aéroport de Beyrouth !

Tollé contre l'État hébreu. Le 2 janvier, le général de Gaulle, excédé, annonce solennellement le retour à un embargo total sur les fournitures de matériel militaire français à Israël, embargo qui concerne en particulier les vedettes rapides commandées par l'État hébreu et en cours de fabrication à Cherbourg.

Seul moyen de les récupérer : un nouveau coup d'éclat. Mordechai Limon, chef de la mission d'achat en Europe du ministère israélien de la Défense, en sera la cheville ouvrière. Pour l'assister, une équipe de marins et d'agents spéciaux prétendument norvégiens. Dans la nuit du 24 décembre 1969, à l'heure du réveillon, ils montent à bord des cinq vedettes et quittent immédiatement Cherbourg, cap sur Israël.

Parfaite réussite technique, cette « évacuation » démontre au premier abord le savoir-faire des services hébreux en même temps que les nombreuses complicités dont ils ont bénéficié en France. Mais, aussi audacieuse soit-elle, une opération ne saurait remplacer les indispensables succès diplomatiques.

Désormais célèbres, les « vedettes de Cherbourg » vont renforcer la marine israélienne. Mais les gouvernements français successifs suivront désormais la même politique que celle du général de Gaulle. Une relativité des choses à laquelle Zvi Zamir aurait le loisir de réfléchir si d'autres problèmes ne monopolisaient pas son attention.

Le long bras de la vengeance

Le 28 novembre 1971, un Palestinien abat au Caire Wasfi el-Tall, le Premier ministre du roi Hussein, considéré comme l'un des principaux responsables de l'écrasement des mouvements de la Résistance palestinienne en septembre 1970 par l'armée jordanienne. Cet assassinat sert d'acte de naissance à une mystérieuse organisation appelée à une grande notoriété, Septembre noir.

Aussitôt alerté, le Mossad ne tarde pas à établir que Septembre noir n'est rien d'autre qu'un enfant inavoué du Fatah, mélange complexe de

Scoop mondial pour le quotidien Ouest-France : *il annonce la fuite des « Vedettes de Cherbourg ».*

OUEST France

0,50 F — Justice et Liberté

SAMEDI 27 et DIMANCHE 28 DECEMBRE 1969

NANTES VILLE SUD LOIRE VIGNOBLE

BRETAGNE - NORMANDIE - MAINE - ANJOU - POITOU

Directeur général honoraire : Paul MUTIN-DESGREES — Directeur général : Louis ESTRANGIN

EN DÉPIT DE L'EMBARGO

Cinq vedettes israéliennes construites à Cherbourg ont pris le large au cours de la nuit de Noël

Cinq vedettes rapides israéliennes, bloquées à Cherbourg à la suite de l'embargo, ont profité de la nuit de Noël pour appareiller très discrètement... et prendre ainsi la mer sans espoir de retour. Ces cinq bâtiments sont les derniers d'une série de douze construits par les chantiers des C.M.N. (Constructions Mécaniques de Normandie). Ils étaient armés par des marins israéliens qui, n'espérant pas un proche changement de politique envers leur pays, ont décidé de s'enfuir tous feux éteints. Nul ne sait en ce moment où ils se trouvent. Comme les marins ont fait le plein avant le départ et que l'autonomie des vedettes est de 3.500 kilomètres, les enquêteurs pensent qu'ils se dirigent vers l'Espagne, à moins qu'ils n'aient fait relâche dans un port anglais.

(Lire page 3.)

◆

La première greffe CŒUR-POUMONS réalisée sur l'homme à New York

(Lire page 3.)

11 MORTS PRÈS DE LONDRES DANS L'INCENDIE

L'AFFAIRE DUGUET

LE MYSTÉRIEUX AUTOMOBILISTE en D.S. a échangé au total six billets de 500 F

Thérèse LEMADRE en liberté provisoire

(Lire page 4.)

SPÉCIALE PAGE 2

LE BROUILLARD (ennemi n° 1 des automobilistes des autos, des avions et des bateaux) se défend trop bien

◆ On sait toujours peu de choses sur les oies sauvages, ces « pilotes » qui nous viennent du froid

section terroriste officieuse et de surenchère/dissidence interne au mouvement. D'où un renforcement considérable des mesures de sécurité en Israël même et surtout à l'extérieur. Et, bien sûr, une intensification du travail de « retournement » de jeunes Palestiniens mené par une équipe spéciale. En Europe, celle-ci est dirigée par Baruch Cohen, qui travaille sous couverture à l'ambassade de Bruxelles.

A l'été 1972, le Mossad apprend qu'une équipe de Septembre noir menée par Ali Hassan Salameh, le chef des opérations du mouvement terroriste clandestin, a débarqué en Europe pour multiplier les attentats meurtriers. C'est Salameh lui-même qui dirige le commando qui, le 5 septembre, sabote des installations pétrolifères américaines à Trieste. Le même jour, huit Palestiniens tuent deux athlètes israéliens venus participer aux Jeux olympiques de Munich et en prennent en otages neuf autres.

Conformément à l'habitude, le Premier ministre, Golda Meir, refuse de céder. Mossad et Shin Bet expédient dare-dare leurs spécialistes des opérations antiterroristes en Allemagne. Zamir lui-même débarque à Munich. Mais des frictions se produisent entre cette délégation et les policiers allemands, qui apprécient fort peu les conseils trop insistants des Israéliens.

Cette mésentente débouche sur une tuerie à l'aéroport de Munich. Les tireurs d'élite allemands ouvrent le feu mais manquent la plupart de leurs cibles. Cinq « septembristes » et neuf otages israéliens trouveront la mort dans la fusillade qui s'ensuit. Les images du massacre feront le tour du monde, provoquant une émotion considérable.

A Jérusalem, la colère est froide, coupante. Zamir et les autres chefs de la communauté du renseignement prônent une politique de représailles très dure. Golda Meir accepte, à condition que le Mossad ne prenne aucun risque inutile dans la chasse aux hommes de Septembre noir.

Sans changer de méthode, on va changer d'échelle. C'est dans une base secrète près de Césarée que Mike Harari (« Cobra »), le chef des opérations spéciales du Mossad, entraîne la quinzaine d'agents chargés d'appliquer la loi du talion.

Les spécialistes de l'Institut ont épluché leurs dossiers. Une liste d'hommes à abattre est établie. On ne se contentera pas des « septembristes » avérés. Des cadres politiques du Fatah ou de l'OLP suspectés de travailler avec l'organisation terroriste, des activistes du secteur Opérations extérieures du FPLP se retrouvent ainsi dans la ligne de mire du Service Action hébreu :

— Ouaël Zouaïter (représentant de l'OLP à Rome), abattu le 17 octobre 1972 par balles en présence de Zvi Zamir ;

— Mahmoud el-Hamchari (représentant de l'OLP à Paris et marié à une Française), gravement blessé dans l'explosion de son téléphone piégé le 8 décembre. Il mourra trois semaines plus tard ;

— Hussein Abou el-Khaïr (représentant de l'OLP à Chypre et, selon le Mossad, principal fournisseur d'armes de Septembre noir), tué dans les mêmes conditions le 24 janvier 1973 ;

— Basil el-Koubaissi (itinérant clandestin du FPLP), abattu le 4 avril 1973 à Paris ;

— Zaïad el-Mouchasi (nouveau représentant de l'OLP à Chypre), abattu le 9 avril 1973 à Nicosie ;

— Kamel Oudouan et Mohammed Youcef Nadjar (deux pivots de Septembre noir selon les Israéliens) et Kamel Nasser (porte-parole de Yasser Arafat), abattus ce même 9 avril lors d'un raid nocturne sur les quartiers généraux du Fatah et du FPLP à Beyrouth auquel participeront deux personnages de légende, Ehoud Barak (patron de l'Aman puis chef d'état-major de Tsahal en 1991) et Yonatan Netanyahou (tué trois ans plus tard lors du raid israélien sur Entebbé) ;

— Mohammed Boudia, cheville ouvrière des relations FPLP-Septembre noir, tué le 28 juin 1973 à Paris dans l'explosion de sa voiture piégée.

Sept attentats, neufs morts. Manquent tout de même au tableau de chasse plusieurs chefs palestiniens « listés » par le Mossad, y compris Arafat, Farouk Kaddoumi ou Abou Iyad. Sans compter Ali Hassan Salameh, celui que les Israéliens surnomment le « Prince rouge » et considèrent comme le véritable cerveau de Septembre noir.

Fils d'Hassan Salameh, un chef militaire palestinien tué par les Israéliens en mai 1947, Ali Hassan Salameh a adhéré au Fatah en 1967. Très vite, il a pris des responsabilités au sein du service de contre-espionnage de l'organisation, le Djihaz el-Rasd.

En juin 1973, le Mossad croit l'avoir repéré dans la petite cité norvégienne de Lillehammer. C'est sur ce terrain inconnu que Mike Hariri expédie son équipe Action. Un désastre : un homme est bien abattu, mais il s'agit d'un malheureux serveur de bar marocain, Ahmed Boucheikhi.

Les Norvégiens réagissent comme réagiront douze ans plus tard les Néo-Zélandais dans des circonstances analogues (sabotage du *Rainbow Warrior* par la DGSE) : choqués par le meurtre, de simples citoyens signalent à la police la présence d'inconnus au comportement étrange. Résultat : l'arrestation de six membres du Mossad dont deux femmes, Sylvia Raphael et Marianne Gladnikoff. Tous seront condamnés à des peines de prison pour meurtre ou complicité de meurtre.

Golda Meir est furieuse. Consciente des dégâts (en assassinant un innocent, le Mossad a perdu sa réputation d'invulnérabilité), elle ordonne la mise en veilleuse provisoire des opérations de représailles intensives. On essaiera de répandre dans le public une version enjolivée de la réalité : l'Institut aurait certes cessé volontairement ses actions meurtrières après cet échec mais, à part Salameh, tous ses objectifs auraient été atteints.

Soyons plus nuancés. Le Mossad sort certes vainqueur de la guerre secrète engagée après l'attentat de Munich et dont la réalité ne sera reconnue officiellement que vingt ans plus tard. Ses représailles ont incité les chefs de l'OLP à mettre fin aux activités de Septembre noir. Mais cette décision relève tout autant de motifs politiques, les dirigeants palestiniens ayant compris que la poursuite du terrorisme à l'échelon international les menait dans une impasse. Quant aux clandestins du Fatah, même battus, ils ont tout de même marqué des points comme en témoigne leur tableau de chasse à la même époque :

— Zadok Ophir, agent du Mossad à Bruxelles spécialisé dans l'infiltration des mouvements palestiniens, grièvement blessé le 11 septembre 1972 ;

— Ami Chachori, attaché à l'ambassade d'Israël à Londres, tué le 19 septembre 1972 par une lettre piégée ;

— Baruch Cohen, responsable des opérations d'infiltration des mouvements palestiniens en Europe, abattu le 26 janvier 1973 après avoir été attiré dans un guet-apens ;

— Simha Gilzer, officier du Mossad selon le Fatah, simple homme d'affaires selon les Israéliens, abattu à Nicosie le 12 mars 1973 ;

— Yosef Alon, attaché militaire à Washington, tué par balles le 2 juillet 1973.

La guerre de 1973

Zamir a dû opérer dans des conditions bien différentes de ses prédécesseurs. Pour ce qui concerne les pays occidentaux, ceux-ci travaillaient dans un terreau fertile : une sympathie quasi générale pour l'État d'Israël, communistes compris, dans ses premières années d'existence. Le développement du gauchisme va contribuer à rafraîchir un peu l'atmosphère. Gagnés aux idées de l'extrême gauche révolutionnaire, un certain nombre de jeunes intellectuels juifs vont (parfois provisoirement) s'écarter du sionisme. Bien qu'il soit difficile d'en évaluer l'importance, on peut penser que ce phénomène a limité le recrutement d'agents par l'Institut. En sens inverse, certains ultragauchistes, allemands en particulier, passeront du militantisme au soutien direct aux groupes palestiniens les plus durs.

Telle n'est certes pas la position du chancelier autrichien Bruno Kreisky. Mais ce juif social-démocrate et antisioniste aux sympathies palestiniennes ne fait rien pour aider l'État hébreu. Paradoxalement, cette position politique très réservée va peser d'un poids appréciable dans la balance en mobilisant l'attention des dirigeants israéliens au tout début d'octobre 1973, peu avant le déclenchement de l'offensive égypto-syrienne du Yom Kippour.

Le 28 septembre, jour anniversaire de la mort de Nasser, deux terroristes arabes prennent en otage des juifs en provenance d'URSS, exigeant la fermeture du camp autrichien de Schonau par lequel transitent les candidats à l'émigration en Israël venus des pays de l'Est. Kreisky cède, ce qui provoque un fort courroux à Jérusalem et conduit Golda Meir à se rendre immédiatement à Vienne pour tancer celui qu'elle considère peu ou prou comme un juif « traître ».

Si le Premier ministre hébreu a choisi de se déplacer, c'est que nulle voix au sein de la communauté israélienne du renseignement ne s'est élevée pour prédire une guerre à court terme avec les pays arabes voisins. Cette guerre que Anouar es-Sadate et son nouvel allié Hafez el-Assad préparent le plus sérieusement du monde.

Sur le canal de Suez, rien de nouveau, affirment les rapports du renseignement militaire quand ils font allusion aux manœuvres égyptiennes

en cours. Et pas plus d'activité sur le plateau du Golan, arraché en majeure partie à la Syrie en 1967. Même plus nuancé, le Mossad semble encore exclure une offensive arabe.

Pourquoi cet aveuglement alors que les préparatifs égypto-syriens, il est vrai intelligemment masqués par des opérations d'intox, s'intensifient ? Pour trois raisons principales, semble-t-il. Trop de fausses alertes ont assoupi la vigilance traditionnelle des Israéliens. Un complexe très affirmé de supériorité sur les armées arabes, écrasées deux fois en dix ans, a émoussé les réflexes vitaux de Tsahal. Et, pour finir, la guerre secrète en Europe et dans le monde avec les groupes palestiniens a détourné en partie l'attention des services hébreux du théâtre principal des opérations, le Moyen-Orient.

Chef de l'Aman depuis 1972, Élie Zeira s'entend assez bien avec Zamir. Lui qui ne croit guère à une offensive arabe imminente est donc surpris quand, le 5 octobre, le patron du Mossad, ému, lui annonce : « La guerre est imminente. »

C'est par une source extérieure que Zamir a obtenu ce renseignement capital. Après discussion, on décide d'un commun accord que le directeur de l'Institut se rendra en Europe pour y rencontrer personnellement l'informateur. Négligeant les habituelles mesures de sécurité compte tenu de l'urgence (nous sommes en pleine fête religieuse juive), c'est par téléphone que Zamir informe Zeira que les Arabes vont attaquer le 6 octobre au lever du soleil.

En fait, les Égypto-Syriens vont passer à l'offensive quatre heures avant l'aurore, bousculant les soldats de Tsahal au milieu de leur déploiement. Même atténué par l'information recueillie *in extremis* par Zamir, l'effet de surprise subsiste. Et ce d'autant plus que l'Aman a largement sous-estimé le degré de combativité des Égyptiens et de leurs alliés syriens, ainsi que leur capacité à se servir des armes modernes fournies par l'URSS.

Seule prévision correcte : la prudence du « petit roi » Hussein, qui, contrairement à 1967, n'engagera pas ses Bédouins dans le conflit. C'est l'agressivité, voire l'indiscipline de certains généraux comme Ariel Sharon qui rétablira la situation en faveur de l'État juif, non sans pertes considérables.

Pour avoir trop cru à la légende d'invulnérabilité qu'ils avaient eux-mêmes contribué à forger, les services israéliens ont failli. Tel est le verdict de l'homme de la rue, tel sera celui de la commission d'enquête présidée par Shimon Agranat : publié le 30 janvier 1975, son rapport final recommande le limogeage d'Élie Zeira, de son adjoint Arieh Shalef et du chef du bureau égyptien du Service Recherche de l'Aman, Yona Bendham. En fait, les trois hommes ont déjà démissionné, ainsi que Zvi Zamir.

La commission Agranat propose aussi une refonte totale de la communauté israélienne du renseignement : fin du monopole de l'Aman pour ce qui concerne l'évaluation du renseignement ; développement du Centre de recherche et de planification politique du ministère des Affaires étrangères ; création d'un Service Recherche au sein du Mossad.

Pour mener ces tâches à bien, des hommes nouveaux. Ils sont d'ailleurs déjà au travail depuis 1974, une date charnière dans l'histoire du renseignement

israélien : Yitzhak Hofi au Mossad ; Schlomo Gazit à l'Aman et Avraham Ahitouv à la tête du Shin Bet.

LES CHEFS DES SERVICES SECRETS ISRAÉLIENS JUSQU'AUX ANNÉES 80

1. Contre-espionnage et sécurité intérieure
• Shin Bet
— 1964-1974 : Yosef Harmelin
— 1974-1981 : Avraham Ahitouv

2. Service de renseignement extérieur
• Mossad
— 1963-1968 : Meit Amir
— 1968-1974 : Zvi Zamir
— 1974-1982 : Yitzhak Hofi

3. Renseignement militaire
• Aman
— 1964-1972 : Aharon Yariv
— 1972-1974 : Élie Zeira
— 1974-1978 : Schlomo Gazit
— 1978-1983 : Yehoshoua Saguy

Conseiller du Premier ministre pour les affaires terroristes :
— 1972-1973 : Aharon Yariv
— 1974-1977 : Rehavam Zéévi
— 1977-1978 : Amichai Pagline
— 1978-1984 : Rafi Eitan

Des comptes à régler

Les durs du mouvement palestinien se sont trouvé des alliés : les rescapés des groupes ultra-gauches allemands littéralement matraqués par les services secrets et la police criminelle de RFA. C'est un commando mixte palestino-allemand qui, le 27 juin 1976, détourne le vol Air France Paris-Tel-Aviv. Après une escale à Athènes, l'appareil atterrit finalement sur l'aéroport d'Entebbé, en Ouganda.

L'affaire a été montée par Fayez Jaber, un des adjoints de Waddi Haddad, bras droit de Georges Habache entré en dissidence. Sur le terrain, c'est un Allemand issu des « Cellules révolutionnaires », Ernst Wilfrid Böse, qui dirige les opérations, aidé de Gabrielle Kroche-Tiedemann. Ils veulent obtenir la libération de Palestiniens, de Japonais et d'Allemands détenus en Israël pour activités terroristes.

Le suspense n'est pas de mise : chacun se souvient que les Israéliens vont mettre sur pied l'une de leurs opérations de commando les plus épineuses.

Ses cerveaux : Rehavam Zéévi, le conseiller du Premier ministre pour les problèmes de lutte antiterroriste, Yitzhak Hofi, le patron du Mossad, et Schlomo Gazit, celui de l'Aman.

Le 3 juillet, c'est sur un terrain bien balisé que se posent les C-130 Hercule de l'aviation israélienne d'où émergent en un éclair les hommes des troupes spéciales. Tous les preneurs d'otages sont abattus, mais ils ont eu le temps de tuer trois passagers ainsi que le lieutenant-colonel Yonathan Netanyahou, vétéran de la chasse aux « septembristes ».

Autre opération réussie, mais plus discrète, l'assassinat d'Ali Hassan Salameh, le « Prince rouge », le 22 janvier 1979 à Beyrouth. Devenu le chef de la Force 17, le service de sécurité/action dépendant directement de Yasser Arafat, l'ancien chef de Septembre noir avait, sur ordre, noué des liens étroits avec la CIA dans le cadre du « redéploiement politique » de l'OLP, préparant dès 1974 la venue d'Arafat à l'ONU. Un rôle de trait d'union que le Mossad ne pouvait tolérer.

Révélons dans quelles circonstances rocambolesques les services secrets de Jérusalem ont repéré Salameh. Ce play-boy aimait les femmes. Lors d'un déplacement de Beyrouth à Paris en janvier 1979, il avait pu goûter aux charmes d'une call-girl. Cette prostituée de luxe — appelons-la Kathy, membre d'un réseau d'une ancienne fille de Mme Claude — effectuait alors des heures supplémentaires pour un trafiquant de drogue irlandais. Elle eut le tort de lui faire des confidences sur son amant palestinien. Comme il se trouve que l'Irlandais était également lié à une Allemande de Cologne, Erika, honorable correspondante du BND, et que ce dernier avait à l'époque un service à rendre au Mossad...

Les services secrets irakiens, de la monarchie à la République

Ils sont nés sous l'étroite tutelle des Britanniques.

Le 21 août 1921, le « frère de sang » de Lawrence d'Arabie, Fayçal, succéda sur le trône d'Irak à son propre frère Abdallah, que les Anglais venaient d'introniser à Amman.

Sous mandat britannique jusqu'en 1932, le nouvel État entretenait des liens étroits avec la Grande-Bretagne, liens concrétisés notamment par l'existence de la base aérienne d'Habbaniya, centre opérationnel des services spéciaux de Sa Majesté pour la région.

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, le petit-fils de Fayçal Ier, Fayçal II, monte sur le trône sous la régence de son oncle. La famille royale et le Premier ministre Nouri es-Saïd seront souvent considérés comme complices des Anglais tandis que naissent et se développent un Parti communiste et, surtout, une branche irakienne du parti nationaliste Baas, Mouvement de la renaissance arabe créé en 1947 à Damas par un musulman sunnite, Salah el-Din Bitar, et un chrétien, Michel Aflak.

Bien qu'éloignés du champ de bataille, les Irakiens envoient un contingent assez fourni participer au premier conflit israélo-arabe. C'est qu'à Bagdad on ressent la création de l'État hébreu comme une offense au monde arabe tout entier. Aussi le démantèlement en mai 1951 d'un réseau d'espionnage et d'émigration clandestine très solidement implanté dans la communauté juive du pays apparaît-il comme un camouflet de plus. L'opprobre ne manque pas d'en rejaillir sur le pouvoir royal, trop lié aux Anglais, donc, dans l'imaginaire arabe, aux Israéliens.

L'armée irakienne constitue le foyer de mécontentement le plus actif. Nombre d'officiers n'apprécient guère la signature du pacte de Bagdad (1955), sainte-alliance locale des alliés de la Grande-Bretagne. Pour contrebalancer l'influence des militaires républicains, les Anglais du MI 6 continuent à recruter des agents haut placés dans l'entourage du roi comme le général Daghestani.

Le 14 juillet 1958, l'armée renverse la monarchie. Fayçal II et Nouri es-Saïd sont assassinés. Le général Abd el-Karim Kassem et le colonel Abd es-Salam Aref proclament la République. L'un de leurs premiers gestes sera de sauver l'ambassadeur britannique Sir Michael White tandis que le colonel Graham, attaché militaire, est tué par la foule.

Écartant Aref, Kassem devient le nouvel homme fort du pays. Un chef d'État soutenu par le PC irakien dont l'influence s'étend aux dépens des baasistes, violemment réprimés. Le numéro 1 irakien apparaissant comme un rival potentiel de Nasser, celui-ci prescrit quasi immédiatement son renversement à ses services avec la complicité du chef des Renseignements militaires irakiens, le colonel Rifaat el-Hadj el-Sirri, démasqué et finalement exécuté.

Les nassériens ne sont pas seuls à vouloir la tête de Kassem. Trop lié aux communistes, celui-ci s'est en effet attiré l'hostilité profonde des Anglo-Saxons. Et plus encore celle du parti Baas. En octobre 1959, un commando baasiste tente en vain de l'abattre. Ce groupe de choc est conduit par le futur président Saddam Hussein. Échappant à la répression qui s'ensuit, ce dernier parvient à prendre la fuite.

L'heure de la revanche sonne le 8 février 1963. Ce jour-là, avec l'appui de la CIA, le Baas renverse et exécute sommairement Kassem, les communistes font à leur tour les frais d'une répression impitoyable menée par la Garde nationale (Haras el-Kaoumi), la milice baasiste.

Rival malheureux de Kassem, Aref est porté au pouvoir. Neuf mois plus tard, il se retourne contre la Garde nationale avec l'aide des officiers baasistes et l'écrase. L'aile civile du Baas irakien entre dans la clandestinité. Peu après, Saddam Hussein est coopté à sa direction. Pour sauvegarder le mouvement, il crée l'appareil spécial ou El-Jihaz el-Khas, mi-service de renseignement, mi-organe de sécurité interne.

Le bras de fer entre Aref et le Baas va durer presque cinq ans. Alliée à certains militaires, l'aile civile du parti nationaliste renverse finalement le régime en juillet 1968, dix ans presque jour pour jour après la chute de la monarchie. Cela en deux temps : 17 juillet, arrivée au pouvoir du leader

baasiste Ahmed Hassan el-Bakr, qui entretient d'excellents rapports avec les militaires ; 30 juillet, mise à l'écart des non-baasistes par le même Bakr.

Les débuts de l'ère baasiste

Saddam Hussein, grand maître de la Sécurité du Parti, n'est encore que le numéro 3 dans la hiérarchie officielle du nouveau pouvoir derrière Aflak, le référent théorique, et Bakr, le président de la République.

Ses premiers objectifs seront les communistes, dont le nouveau pouvoir liquide physiquement la majeure partie avec, semble-t-il, l'aide de spécialistes américains de la contre-insurrection dépêchés par la CIA. En janvier 1969, le régime fait aussi la preuve de sa férocité tous azimuts, organisant l'exécution publique des « pendus de Bagdad », quinze citoyens irakiens, pour « espionnage sioniste ».

Les vraies opérations israéliennes sont plus difficiles à déceler. En 1964, le chef du Mossad, Meit Amir, a entamé un programme d'aide clandestine aux mouvements kurdes. L'année suivante, il a pris langue lors d'une tournée au Kurdistan irakien avec leur leader charismatique Mustapha Barzani. En août 1966, c'est grâce à l'aide des Peshmergas, les combattants kurdes, que le Mossad a récupéré un transfuge de l'armée de l'Air irakienne, Mounir el-Radfa. Et pour finir, en septembre 1967, Barzani s'est rendu secrètement en Israël où il a notamment rencontré le fameux général Moshé Dayan.

Comment riposter à ces opérations clandestines rondement menées qui s'appuient sur la volonté d'indépendance d'un peuple minoritaire, mais très homogène, les Kurdes ? L'Irak ne possède aucune frontière commune avec l'État hébreu. Dans ces conditions, les opérations anti-israéliennes auront lieu à l'extérieur. Par exemple en Jordanie, où l'ambassadeur irakien, Mohammed Ghasen, s'active énormément.

La lutte anti-israélienne constitue en théorie l'objectif numéro 1 du régime. En fait, le voisin iranien, d'ailleurs lui aussi allié aux Kurdes d'Irak, apparaît comme plus dangereux. A cet égard, Bagdad dispose d'un allié passablement sérieux, Teymour Bakhtiar. Rien de moins que le fondateur de la SAVAK, la police secrète du Shah ! Tombé en disgrâce début 1961, Bakhtiar a gagné Bagdad en juin 1963. L'y rejoindra bientôt Abbâs Shahriâri, cet ancien militant du Parti communiste iranien Toudeh que Bakhtiar a lui-même recruté à la SAVAK.

Faux transfuge, Shahriâri continue en fait à travailler pour les services du Shah où il répond au nom de guerre d'« Eslami ». Son objectif n'est autre que Bakhtiar. Peu après que Saddam Hussein l'a personnellement averti de renforcer ses mesures de sécurité, l'ancien chef de la SAVAK sera abattu par Shahriâri et ses hommes lors d'une partie de chasse en août 1970.

On continue bien entendu à s'en prendre à l'ennemi britannique de toujours, lequel, il est vrai, conserve des réseaux d'influence et de renseignement au sein

de l'ex-royaume. Le 5 juillet 1971, trois diplomates de Sa Majesté sont déclarés *persona non grata*, l'attaché de l'Air Hugh Harrisson et les deux premiers secrétaires Roderick Clube et surtout George Lancelot St. Leger Rolleston, chef de la station de Bagdad du MI 6. Jalal Abd el-Razak, un commandant de l'armée de l'Air irakienne reconnu comme leur complice, est exécuté. Conséquence de cette crise, la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays intervient en décembre 1971.

Le régime baasiste, qui a très vite pris de la distance avec Washington, s'en prend également aux Américains et exécute un journaliste, Abd el-Khayat, jugé pour espionnage au profit de la CIA. En revanche, il poursuit la politique de rapprochement avec la France initiée par Kassem. Dans l'esprit de Bakr et de Saddam Hussein, il s'agit de faire contrepoids aux Britanniques. Une détermination accueillie avec faveur à Paris, où elle provoquera bientôt un véritable engouement pour le régime baasiste d'Irak.

LES SR IRAKIENS AUX DÉBUTS DE L'ÈRE BAASISTE

Bâtie avec l'aide et les conseils techniques du KGB soviétique dont le patron, Youri Andropov, est un fier partisan de l'alliance Irak-URSS, la communauté irakienne des services secrets se décompose en trois branches :

• Moudiraiyat el-Moukhabarat el-A'Ama (Directorat des Renseignements généraux), organe de renseignement du parti Baas dont le personnel provient de l'ancien appareil spécial El-Jihaz el-Khas fondé par Saddam Hussein. Au fur et à mesure de la « baasisation » de l'État, les Renseignements généraux vont se transformer en une agence officielle, particulièrement attachée à la répression des Kurdes ou des chiites, majoritaires numériquement, mais minorisés au plan politique depuis toujours.

• Le Renseignement militaire ou Estikhbarat, dont les tâches dépassent largement le cadre du CE, de la Sécurité militaire et de la collecte d'informations à caractère militaire. Ce service s'occupe aussi d'opérations à l'extérieur — liquidation d'opposants en exil ; attaques contre les diplomates ou agents israéliens ; achats d'armes et de technologies militaires ou civiles, nucléaires en particulier ; traitement des agents d'influence. Il s'appuiera sur le réseau des attachés militaires irakiens dans les différentes capitales du monde.

• El-Amn Wa el-Shurta (Sécurité d'État), l'ancien service de Nadhim el-Kazzar, repris en main et confié à des hommes sûrs.

La relative rareté des opérations extérieures menées par les services irakiens à cette époque s'explique par l'idéologie baasiste telle que la conçoivent Bakr et Saddam Hussein. Celle-ci ne va pas sans espionnite permanente, obsession des complots et répression sanglante de toute forme d'opposition. Et, de fait, le régime s'enfonce assez vite dans le sang. Exécutions sommaires et procès spectacles se succèdent.

Aidé par son adjoint Nadhim el-Kazzar, chef dès 1969 du directorat de la Sécurité intérieure de l'État, Saddam Hussein jette les bases de la

communauté baasiste du Renseignement, essentiellement axée sur les problèmes internes du pays. En septembre 1971, les hommes de la Sécurité d'État tenteront ainsi, mais en vain, d'assassiner Mustapha Barzani, rentré d'exil après la révolution de juillet 1958 et qui vient pourtant de négocier avec Saddam Hussein un accord d'autonomie de ses compatriotes signé le 11 mars 1970.

Nadhim el-Kazzar s'engage à son tour dans la voie des complots. Une erreur qui lui coûtera bientôt la vie : le 30 juin 1973, son coup de force échoue en raison de la riposte décidée de Saddam Hussein. El-Kazzar est jugé et exécuté le mois suivant.

Cet épisode tragique renforce considérablement la tendance répressive déjà très forte du régime. Elle provoque aussi la montée en puissance de Saddam Hussein. Jouant habilement de la rivalité entre son demi-frère Barzan el-Takriti et son cousin Sadoun Shaker, le numéro 3 baasiste devient le véritable maître de la communauté irakienne du renseignement.

Saddam Hussein en route vers le pouvoir

La couleur clairement affichée, on liquide ce qui reste du Parti communiste. Surtout, on attaque de front les Kurdes, qui ont rejeté l'accord passé avec Saddam Hussein comme vidé de son contenu. Mustapha Barzani et ses combattants sont encore soutenus simultanément par la SAVAK, la CIA et le Mossad... jusqu'au jour de mars 1975 où, renversant littéralement les alliances, le Shah et Saddam Hussein signent l'accord d'Alger, qui stipule la fin des revendications territoriales irakiennes en même temps qu'il sonne le glas des espérances kurdes.

Avec la France et l'URSS, la lune de miel irakienne continue. Bagdad propose à Paris d'octroyer des conditions financières très intéressantes à la Compagnie française des pétroles. De ces bonnes relations découle en novembre 1975 un contrat portant sur l'aide française à la fabrication du réacteur nucléaire irakien Osirak. Contrat dont la mise en œuvre amène une première riposte du Mossad. Le service israélien sabote en avril 1979 à La Seyne-sur-Mer deux cuves destinées à Osirak.

Abou Nidal a-t-il été recruté par les Irakiens en 1969-1970, comme le prétendra ultérieurement en privé Abou Iyad, le chef du Renseignement d'Arafat ? Ce n'est pas certain. En revanche, on sait qu'au début des années 70 le chef terroriste a été muté à Bagdad. C'est là qu'il devait faire la connaissance de Bakr et de Saddam Hussein, s'attirant en prime la sympathie de deux cerveaux de la politique extérieure irakienne, Tarek Aziz (Affaires étrangères) et surtout Sadoun Shaker (le cousin de Saddam Hussein en charge du renseignement).

Abou Nidal représente une carte merveilleuse pour régler l'arme au poing les comptes du régime avec les Jordaniens, les Saoudiens et les Syriens. Au milieu des années 70, sa rupture avec l'OLP est consommée, le groupe terroriste passant dans le camp irakien où l'Estikhbarat lui fournit un appui

logistique pour ses opérations extérieures, lesquelles visent notamment la Syrie (opération Juin noir, en 1976).

Conflits internes et guerre secrète OLP-Irak battent aussi leur plein en Europe. Une véritable série noire. A Londres, l'Estikhbarat (directeur des opérations : Khalil el-Azzaoui) abat le général Abdoul Razzek el-Nayef, ancien directeur du Renseignement militaire puis Premier ministre, peut-être avec la complicité d'Abou Nidal. A Paris, l'inspecteur de la Brigade criminelle Jacques Capella est tué quelques jours plus tard, le 31 juillet 1978, par les agents de sécurité de l'ambassade irakienne. Tout à sa politique de rapprochement avec Bagdad, Paris ne proteste que du bout des lèvres.

A la mi-1979, Abou Nidal, malade du cœur, va se faire soigner en Suède. Un pays peu rancunier envers l'Irak et ses alliés en dépit de leurs opérations locales : le 5 février, le contre-espionnage suédois a arrêté un des agents de l'Estikhbarat, Hans Melin, chef du service d'immigration au ministère de l'Intérieur. En liaison avec trois diplomates de l'ambassade d'Irak, d'ailleurs expulsés aussitôt, ce haut fonctionnaire fournissait à ses interlocuteurs de précieuses informations sur les résidents étrangers dans le pays, réfugiés kurdes notamment.

La mi-1979 ne marque pas seulement une étape importante dans les problèmes de santé d'Abou Nidal. C'est en effet en juin de cette année décidément riche en événements que Saddam Hussein, par le biais d'une vaste purge politique, évince Ahmed Hassan el-Bakr et élimine ses partisans.

Sous la férule de ce dictateur appelé à un grand avenir, une page nouvelle de l'histoire du régime baasiste d'Irak et de ses services secrets peut désormais s'ouvrir, quarante ans après le renversement de la monarchie et la rupture avec la Grande-Bretagne.

Elle passe, entre autres, par un bras de fer silencieux avec le frère ennemi syrien, lui-même engagé dans un dur affrontement contre les Français...

Un « chien de guerre »

Jacques Laffaille n'oubliera certainement pas ce mercredi 11 avril 1990 où il est sorti menottes au poing du commissariat de Séméac, dans la banlieue tarbaise. « Carcassonne » pour les intimes, ce quinquagénaire en forme d'armoire à glace est accusé de complicité pour un hold-up commis en 1979 à Nantes.

« Je ne suis pas un voyou, lance hardiment Carcassonne aux policiers. J'ai travaillé pour la DGSE, les services spéciaux français. »

Carcassonne servirait d'exécuteur des basses œuvres à certains officiers de la DGSE. Son contact avec eux, un prétendu colonel, sera vite identifié comme un simple détective privé présenté comme un contractuel du service.

C'est en 1982 que Jacques Laffaille aurait été présenté à un fonctionnaire de la Direction centrale des RG. Lors de cet entretien, on lui aurait remis une fausse carte de police. Elle devait lui servir à visiter illégalement un détenu de Fresnes pour obtenir des informations sur le groupe Action

directe. D'autres sources affirment que Laffaille devait aussi se « tuyauter » sur les projets syriens d'attentats en France.

Plongés dans leurs souvenirs, les policiers égrènent la litanie des attentats de l'hiver-printemps 1981-1982 où s'entrecroisaient les menées terroristes des services secrets syriens, iraniens, irakiens, du groupe Carlos, des FARL (Fractions armées révolutionnaires libanaises de Georges Ibrahim Abdallah, issues du Parti populaire syrien *via* le FPLP), de l'ASALA arménienne et du groupe Abou Nidal, alors en « double commande » entre Bagdad et Damas.

Mauvais souvenirs, certes. Mais qui laissent entière la question : quel rapport entre Jacques Laffaille et cette série d'attentats et de contre-attentats meurtriers ?

La réponse se trouverait-elle dans le passé même de Laffaille ? Né à Guelma (Algérie) en 1940, fils d'un officier de tirailleurs, caporal-chef de parachutistes, il s'est lancé très tôt dans le combat pour l'Algérie française avant de participer à plusieurs aventures internationales (Yémen, Biafra, Katanga) en compagnie du célèbre Robert Denard, figure de proue des « soldats de fortune ».

Nonobstant les accointances de Carcassonne avec le milieu nantais, c'est ce passé aventureux que les hommes de la DGSE auraient apprécié. Laffaille n'avait pas froid aux yeux et possédait, dit-on, quelques possibilités de contacts chez les chrétiens libanais *via* des amis personnels, ex-membres de l'OAS comme lui.

En ce début des années 80, ne sachant comment parer la menace syrienne, les services français ont vu se développer en leur sein un groupe de choc auquel Carcassonne aurait été affecté. Une structure parallèle qui court-circuitait le Service Action au profit du contre-espionnage, alors dirigé par le colonel Jean Moreau, un artilleur-parachutiste entré en 1977 au SDECE.

Groupe de choc pour missions très spéciales que commande justement Noël Buffe, le bras droit de Moreau, venu lui aussi des paras. Alors que la guerre secrète franco-syrienne se superpose au conflit Bagdad-Damas, l'attention de la Piscine comme celle de la DST ont été attirées sur les activités de deux agents syriens opérant à Paris, l'attaché militaire Hassan Ali, considéré comme un proche de Rifaat el-Assad, frère cadet du président, et l'attaché culturel Mikhaïl Kassouha.

En principe, ils ne travaillent pas dans le même secteur. Le premier semble chercher à constituer des réseaux tandis que le second traque les opposants réfugiés à Paris. Une répartition du travail assez théorique puisque la DST voit dans Kassouha l'organisateur d'un premier attentat avorté le 19 décembre 1981 contre *El Watan el-Arabi*, le journal libanais pro-irakien de la rue Marbeuf. Quant à Hassan Ali, il a été photographié le 1er mars 1982 devant l'église Saint-Germain à la tête d'un commando muni de couteaux et de manches de pioche qui venait « parler politique » à des étudiants en exil.

En outre, voilà que d'étranges nouvelles parviennent aux oreilles des hommes des services français. Les Syriens veulent s'en prendre une deuxième fois à *El Watan el-Arabi*. Un avertissement qui n'émeut guère les « politiques »,

ceux-ci n'accordant qu'une place mineure aux révélations de la Piscine, considérée comme inefficace sur le front moyen-oriental.

A tort. L'information est parfaitement exacte. Le 22 avril 1982, une Opel Kadett piégée explose rue Marbeuf. Face à cette nouvelle agression, la toute nouvelle DGSE prépare une riposte allant jusqu'à des opérations « homo ». Des cibles sont déterminées. On envisage par exemple de s'en prendre à l'attaché militaire Hassan Ali.

Finalement, le diplomate-agent secret est expulsé ainsi que Mikhaïl Kassouha. On retrouvera l'infatigable Hassan Ali en poste au Liban. Dans les services spéciaux, bien entendu. Ce n'est qu'en septembre 1982, après l'attentat sanglant perpétré contre le restaurant Goldenberg de la rue des Rosiers par le groupe Abou Nidal, que la guerre franco-syrienne de l'ombre diminuera d'intensité à l'issue de négociations menées avec Rifaat el-Assad par Pierre Marion, le chef de la DGSE, et par François de Grossouvre, le conseiller du président Mitterrand pour les affaires délicates.

Négociations secrètes au plus haut niveau, il n'en fallait pas moins pour conclure un accord de limitation des hostilités sinon d'armistice. C'est qu'à Damas aussi la communauté du renseignement, que nous avions perdue de vue depuis l'éclatement de la République arabe unie (voir p. 154), est devenue l'une des composantes essentielles du régime baasiste à l'issue d'une longue marche vers les hautes sphères.

La longue marche des Syriens

Un nouveau pouvoir s'instaure à Damas en mars 1963. Galvanisés par la toute récente victoire des militants du parti Baas en Irak (renversement et mort du général Kassem le mois précédent), les animateurs du Comité militaire pro-baasiste rappellent de son exil argentin un de leurs « compagnons de route », le colonel Amine el-Hafez, et le nomment ministre de l'Intérieur. C'est Hafez qui, sans attendre, déjouera dès le 18 juillet une tentative de contrecoup de force suscitée par les Moukhabarat nassériens.

Au plan idéologique, ces événements vont conduire à une redistribution des cartes au sein du courant baasiste. Les animateurs du Comité militaire écartent en effet les deux leaders historiques, Michel Aflak et Salah Bitar. A l'image du colonel d'aviation Hafez el-Assad, les officiers de la junte au pouvoir à Damas sont bien décidés à faire du Baas l'alternative concrète à un nassérisme qui cherche son second souffle. La brutale mise à l'écart de leurs camarades irakiens en novembre 1963 ne tempère pas leur enthousiasme. En fait, elle crée les conditions d'un « développement séparé » entre la branche mère syrienne et la branche irakienne du parti.

La nouvelle donne ne fait que renforcer l'intégration au sein de la communauté syrienne du renseignement. Traditionnellement, les services militaires y jouaient déjà les premiers rôles. La nomination d'Amine el-Hafez à l'Intérieur (donc à la tête de la Sécurité, El-Amn El-Siyassi) ne fait

que renforcer cette tendance. Interférence politico-religieuse : Hafez s'efforce de peupler les nouveaux services d'officiers sunnites, comme lui.

Après un bref intermède, l'un des conjurés, le colonel Ahmed el-Souwaidani, issu du groupe religieux minoritaire des ismaélites, prend la tête du renseignement militaire (El Moukhabarat El-Askariyya). Il devra notamment faire face aux activités du bureau arabe des Moukhabarat égyptiens dirigé par notre vieille connaissance Abd el-Hamid Sarraj, exilé au Caire après l'effondrement de la République arabe unie. Parallèlement, le colonel Mohammed el-Khouli est promu chef du service de renseignement de l'armée de l'Air (Moukhabarat el-Kuwwa el-Jaouiyya).

Les nouveaux services syriens tentent d'abord de trouver un terrain d'entente avec leurs homologues libanais, considérés comme proches des Égyptiens. D'où la rencontre de septembre 1963 dont le Mossad se fera l'écho entre deux délégations : côté syrien, le général Youssouf Shakkur (futur chef d'état-major) et le colonel Mohammed Kher Badaoui (prédécesseur de Souwaidani à la tête d'El Moukhabarat El-Askariyya) ; côté libanais, le chef du 2e Bureau (Makhtab el-Tani), le colonel Antoun Saada, et plusieurs de ses assistants.

L'entrevue ne produisant pas de résultats mirobolants, la confrontation syro-libanaise se poursuit donc. Comme en mai 1964, quand les Libanais démantèlent le réseau du lieutenant Jalal Marhaj, un officier de la Sécurité syrienne. Il est tombé dans le piège tendu par un agent triple, Mohammed Diab, au service du 2e Bureau libanais mais aussi des Moukhabarat égyptiens.

Les Syriens sont également actifs à partir d'une autre base extérieure, Chypre, plaque tournante de leurs opérations contre Israël. Œuvre le plus souvent du renseignement militaire, ces opérations seront aussi menées en soutien à un nouveau venu dans le jeu politique compliqué du Moyen-Orient, Yasser Arafat, le leader d'El Fatah, qu'une attirance commune pour les méthodes de guérilla maoïste et viêt-cong conduit à venir rencontrer fin 1964 le colonel Souwaidani en Syrie.

A la même époque, la chute puis l'exil du colonel Mohammed Umran, animateur du Comité militaire favorable à un rapprochement avec Nasser, marquent une nouvelle étape dans la construction de la communauté du renseignement. Une fois de plus, les considérations religieuses et claniques jouent un rôle central. Umran commandait les forces de sécurité et de protection de la branche syrienne du parti Baas. Regroupés autour d'Amine el-Hafez, devenu Premier ministre et commandant des forces armées, ses adversaires sunnites, très présents dans les services, accusaient cet alaouite de favoriser sournoisement son groupe religieux. C'est pourtant un autre alaouite qui lui succède, son ancien adjoint Rifaat el-Assad, jeune frère du nouveau commandant en chef de l'armée de l'Air Hafez el-Assad.

Dans l'ombre, le clan Assad monte en puissance, cette ombre qui protège pour quelques jours encore Élie Cohen, l'agent du Mossad infiltré depuis trois ans. Cohen s'est lié d'amitié avec Sélim Hatoum, un officier de commando druze. Et même au Premier ministre Amine el-Hafez, qu'il a connu autrefois à Buenos Aires.

Ami d'Ahmed el-Souwaidani, Hatoum est devenu à son insu un des

meilleurs informateurs de Cohen. Mais l'agent du Mossad a aussi su gagner d'autres confidents et, dès 1963, établir formellement la présence à Damas du criminel de guerre nazi Franz Rademacher, désormais conseiller d'El-Amn El-Siyassi, la Sécurité.

En janvier 1965, un recoupage de radiogoniométrie permet au renseignement militaire de repérer son émetteur-récepteur. Souwaidani conduit en personne le commando qui l'appréhende.

Le régime connaît très vite de nouveaux soubresauts. Le 21 février 1966, Mohammed Umran, de retour au pays avec le poste de ministre de la Défense, teste l'étendue de ses prérogatives en mutant plusieurs officiers liés à Salah Jedid, le nouvel homme fort. Parmi les « victimes » d'Umran, Ahmed el-Souwaidani, déjà remplacé à la direction d'El Moukhabarat El-Askariyya par Mustapha el-Hadj Ali, ainsi que Sélim Hatoum.

C'est trop. Appuyé par les frères Assad, le clan Jedid contre-attaque immédiatement. Un commando des forces baasistes mis sur pied par Rifaat el-Assad et commandé par Sélim Hatoum prend d'assaut la résidence d'Amine el-Hafez. Battus, Umran, Hafez et le leader historique du Baas Salah Bitar sont internés.

Soutenu par les alaouites et les autres minorités religieuses, Salah Jedid est confirmé comme numéro 1 du régime. Hafez el-Assad devient ministre de la Défense. Quant au colonel Abd el-Karim el-Djoundi, ismaélite et homme de confiance de Jedid, il est promu à trente-six ans coordinateur national des services de renseignement et de sécurité syriens.

En septembre 1967, Djoundi prend officiellement les fonctions de chef du Bureau de sécurité du parti Baas syrien et, à ce titre, la responsabilité de la répression brutale qui frappe les opposants islamistes, pronassériens voire baasistes dissidents. Compte tenu du grand schisme avec la branche rivale du mouvement, le Baas irakien, moins « régionaliste » et plus universellement panarabe, il importe en effet de veiller tout spécialement à la pureté idéologique.

Entre-temps, la guerre des Six Jours marque à la fois la supériorité militaire d'Israël, l'efficacité de ses services de renseignement et la faiblesse de leurs homologues syriens, notamment El Moukhabarat El-Askariyya (qu'on appelle aussi G-2, appellation que nous utiliserons désormais pour simplifier). Conformément à leurs conceptions baasistes, les militaires au pouvoir à Damas ont poussé à la guerre un Nasser plus que réticent. Mauvais calcul puisque les soldats de Tsahal s'emparent du plateau du Golan en dépit d'une résistance courageuse.

Ce désastre national conduit en février 1968 au limogeage de Souwaidani, remplacé comme chef d'état-major par un ami personnel d'Hafez el-Assad, Mustapha Tlass. Ce n'est qu'un prélude. En quatre jours, les 25-28 février 1969, les deux frères Assad, aidés par Ali Dhadha, le chef du G-2, prennent Djoundi de court. Sentant la partie perdue pour lui, il se serait suicidé si l'on en croit la version officielle. Jedid assistera aux funérailles de son ancien bras droit à Salamiya. Mais, à cette date, chacun sait qu'il n'est plus qu'un numéro 1 en sursis.

En septembre 1971, le roi Hussein et ses Bédouins écrasent les Palestiniens.

Quelques jours plus tard s'éteint en Égypte celui qui fut l'inspirateur puis l'adversaire des colonels baasistes de Damas, Gamal Abd el-Nasser.

Époque décisive. Les 12 et 13 novembre, Hafez el-Assad renverse définitivement Salah Jedid. Fidèles entre les fidèles, deux spécialistes des affaires secrètes ont peaufiné avec lui l'opération de prise de pouvoir : son cadet Rifaat et le colonel Mohammed el-Khouli, chef du service de renseignement de l'armée de l'Air.

Achevant de concrétiser la suprématie d'Assad, l'assassinat de Mohammed Umran, qui vit désormais en exil, intervient le 4 mars 1972 à Tripoli, au Liban. Nazih Zirair, son maître d'œuvre, aurait agi sous les ordres directs du général Naji Djamil, alors en charge du bureau de Sécurité d'État du parti Baas (Makhtab el-Amn el-Kaoumi).

La première étape de la longue marche des SR syriens est achevée, amenant à leur tête un nouveau patron, Rifaat el-Assad.

Les années Rifaat (1970-1980)

Nés respectivement en 1928 et 1937, Hafez et Rifaat el-Assad sont issus comme leur frère Djamil de cette communauté minoritaire d'un islam chiite lui-même minoritaire en Syrie, les alaouites.

Politiquement, c'est l'aîné qui donne le ton. Étudiant puis officier d'aviation, Hafez milite clandestinement au parti Baas. Rifaat adhère à son tour en 1952. Mais, contrairement à son aîné, le jeune homme ne choisira pas la voie des armes : c'est au sein de l'appareil de sécurité baasiste qu'il fait ses classes. En 1965, il en deviendra le numéro 2 sous les ordres de Mohammed Umran.

En 1966, quand sonne l'heure de l'affrontement avec le même Umran, Rifaat el-Assad démontre son aptitude à l'action secrète et au double jeu. Mais la direction pleine et entière des appareils de renseignement et de sécurité baasiste lui échappe encore au profit de Djoundi. Djoundi qui s'efforce d'accroître les activités anti-israéliennes des services syriens à Chypre et ailleurs. A l'été 1968, ses hommes recrutent un jeune Israélien, André Ben Ayer, que le colonel syrien rencontre personnellement à Damas. L'opération semble bien partie, mais le contre-espionnage de l'État hébreu repère rapidement Ben Ayer, qui sera condamné à dix ans de prison.

En dépit de ce relatif regain d'activité, Djoundi consacre la majeure partie de son temps aux affaires intérieures. A ce titre, il n'a de cesse de freiner l'ascension des frères Assad, lesquels disposent d'un allié sérieux au sein de la communauté du renseignement, Mohammed el-Khouli, le patron du SR Air.

Février 1969. En liaison étroite avec son aîné, le cerveau politique de l'affaire, Rifaat organise de main de maître le coup d'État qui isole le numéro 1 du régime Salah Jedid. Un an plus tard, Hafez el-Assad devient le leader incontesté de la branche syrienne du Baas et le numéro 1 à Damas. Tout naturellement, Rifaat hérite de la majeure partie du fief de Djoundi.

Mais son aîné choisit de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier : déjà en charge du service de renseignement de l'armée de l'Air, le fidèle Khouli montera le SR particulier de la présidence.

Prudence, donc. Ce n'est pas la qualité majeure de Rifaat. Le cadet des Assad n'a de cesse d'agrandir son domaine dans le cadre d'une réorganisation totale de la communauté syrienne du Renseignement (La Sûreté de l'État, Amn el-Daoula, change de nom pour devenir les Renseignements généraux, Moukhabarat el-Ama). En 1971, il crée les Brigades pour la défense de la révolution (Saraya el-Difa 'an el-Thaoura), sorte de garde prétorienne appuyée sur un réseau de renseignement conséquent, tandis qu'Ali Haidar monte les troupes spéciales (Wahdat el-Khassa).

Bientôt surnommées « Brigades roses » en raison des taches lie-de-vin de leurs uniformes, les Brigades se veulent le bras séculier du baasisme syrien. Mais, dans le même temps, Rifaat el-Assad est accusé de pratiquer la corruption.

Comme on l'a vu, le jeune frère du président n'est pas son seul homme de confiance. Au sein de la coterie des fidèles, la Jama'a, se retrouvent aussi ses rivaux : Ali Dhadha, ministre de l'Intérieur et ex-patron du G-2 ; Naji Djamil, commandant du bureau de sécurité baasiste ; Ali Douba ou Mohammed el-Khouli. C'est dire l'importance que le président Assad donne à ce type d'organes.

A l'extérieur, traumatisés par la supériorité militaire et technologique israélienne, les Syriens multiplient les tentatives d'infiltration d'agents dans l'État hébreu. Depuis 1970, par exemple, une opération ultrasecrète est en cours. Par le truchement d'agents doubles travaillant à la fois pour l'Égypte et la Syrie, les Syriens ont recruté un ancien militant communiste arabe de Haïfa, Daud Turki. Créateur d'une organisation clandestine militante d'extrême gauche qui regroupe des juifs et des Arabes, Turki se révèle particulièrement précieux. Mais son groupe sera démantelé en décembre 1972.

D'autres réseaux sont implantés parmi les Druzes, nombreux sur le plateau du Golan. Dans son livre *The Arab Intelligence Network*, l'ancien responsable en second du Shin Bet et du Mossad Yaacov Caroz, après avoir détaillé les arcanes du réseau Turki tels que les ont vus les services secrets israéliens, affirme que, dans la première moitié de 1973, soixante-trois Druzes du Golan ont été arrêtés pour espionnage dont le chef de réseau, Shaki Abou Djabal.

L'accroissement des activités de renseignement syriennes en direction d'Israël s'explique par les vastes projets d'Hafez el-Assad. Le leader baasiste a entamé un processus de réconciliation avec l'Égypte rendu possible par la mort de Nasser. Le nouveau raïs, Anouar es-Sadate, semble, comme son interlocuteur damascène, bien décidé à rouvrir les hostilités contre l'État hébreu. D'où l'ébauche d'un plan syro-égyptien commun d'attaque simultanée contre Israël. Soigneusement préparée, l'opération met aux premières loges côté syrien le patron du Renseignement militaire, le général Hikmat el-Shihabi, qui participe aux réunions secrètes avec l'état-major égyptien.

Sur le plan tactique, l'affaire est bien engagée. Syrie et Égypte ont regarni

leurs arsenaux et perfectionné leurs plans d'attaque. Leurs Moukhabarat respectifs sont parvenus à semer un doute sérieux sur les intentions réelles des deux leaders arabes. En dépit des avertissements venus du roi Hussein de Jordanie, très proche des Américains, et des précisions fournies par les services saoudiens de Kamel Adham, les Israéliens sont désorientés.

Leur manque d'efficacité conduira l'État hébreu au bord du gouffre. La guerre du Kippour éclate le 6 octobre 1973. Tandis qu'Hafez el-Assad lance ses soldats à l'assaut du Golan, l'armée de Sadate franchit de vive force le canal de Suez.

Conscient de la supériorité adverse, Sadate n'est pas disposé à aller plus loin. Son homologue syrien reste au contraire persuadé que les Israéliens ne pourraient pas faire face à une offensive vigoureuse menée sur les deux fronts à la fois. Cette mésentente donne à Tsahal l'occasion de se rétablir et, malgré leur remarquable combativité, les deux armées arabes seront finalement battues.

Ceux des observateurs qui ont pronostiqué la chute rapide d'Hafez el-Assad en seront d'ailleurs pour leurs frais. Fort de la belle tenue au feu de ses troupes, le leader syrien parvient à tirer son épingle du jeu, rejetant la responsabilité de l'échec sur la pusillanimité de Sadate. Et l'alliance Le Caire-Damas de s'effondrer, l'ancien compagnon de Nasser s'engageant dans la voie de la négociation secrète qui mène aux accords de Camp David tandis qu'Assad choisit le Front du refus.

Comme son aîné, Rifaat sort renforcé de la crise. L'intervention syrienne au Liban de juin 1976 lui fournit bientôt un nouveau champ d'action. Les « Brigades roses » s'implantent solidement dans la vallée de la Bekaa, sous contrôle des soldats de Damas. Elles entretiennent des rapports complexes avec le G-2 qu'anime sur place le colonel Mohammed Ghanem.

Au Liban, les services syriens se livrent au trafic de haschisch et tissent des liens avec les partisans du Hezbollah pro-iranien. Dès le tout début des années 80, ils vont donner l'asile au PKK, le parti marxiste-léniniste du Kurdistan de Turquie. Les hommes du PKK installent leur base extérieure principale en plein cœur de la plaine de la Bekaa. En 1986, ils la baptiseront Académie Mahsum Korkmaz.

Le frère cadet du président syrien est partisan d'une politique très offensive contre tous ceux qui gênent ses projets. Il use largement de l'arme du terrorisme. Le monde arabe attribuera ainsi au clan Assad l'assassinat du leader charismatique des Druzes et de la gauche libanaise Kamal Joumblatt, le 16 mars 1977.

A la fois chef de l'armée de l'Air et patron de la Sécurité d'État, Naji Djamil apparaît comme le rival le plus direct de Rifaat el-Assad. Pour entamer sa popularité, l'Agence de presse syrienne l'attaque à mots couverts, liant ses origines religieuses sunnites à son manque de pugnacité supposé contre les terroristes qui menacent le régime. Le voilà limogé le 27 mars 1978. Le fidèle Mohammed el-Khouli, contrepoids du président Assad au pouvoir grandissant de son frère, lui succède pour les tâches de sécurité.

Les Brigades roses sont passées de 20 000 à 35 000 hommes disposant du matériel le plus moderne. A l'extérieur, elles se révèlent très offensives.

Pour les services occidentaux, la responsabilité de Rifaat est probable dans le meurtre de Salah Bitar, le père fondateur du Baas devenu un opposant. Bitar s'est réfugié en France. Dirigée par deux officiers du G-2, le commandant Ahmed el-Aboud et le capitaine Soleiman el-Dayoub, une première équipe Action syrienne est repérée début juillet 1980 par la DST. On l'expulse à l'amiable.

Chassé-croisé de la mort : une seconde équipe, dépendant cette fois des services contrôlés par Rifaat el-Assad, s'est installée entre-temps. Le 20 juillet, deux membres des Brigades exécutent le théoricien baasiste d'une balle de 7.65 à silencieux dans la nuque...

La guerre des deux frères

En février 1982, l'orage éclate à Hama : une insurrection armée islamiste de grande ampleur. Maîtres de la cité deux jours durant, les Frères musulmans exécutent 1 500 personnes, agents des Moukhabarat, fonctionnaires ou fidèles alaouites. Seule une répression plus sanglante encore (au moins 15 000 morts) en viendra à bout après une véritable bataille rangée.

En « nettoyant l'abcès », Rifaat el-Assad a sauvé le régime. Un prestige personnel qui rejaillit sur ses adjoints directs, son propre gendre Mu'in Nasif ou le colonel Salim Barakat. Désormais, le quartier général des Brigades de défense, en plein cœur du quartier résidentiel de Mezze, apparaît comme le centre de gravité des forces de sécurité baasiste.

A plus forte raison Hafez el-Assad décide-t-il alors de maintenir la subtile politique de contrepoids qu'il mène vis-à-vis de son cadet. En janvier 1981, l'adjoint d'Abou Nidal chargé des questions de renseignement, Abd el-Rahman Isa, entre en contact avec les Syriens pour leur proposer les services du groupe terroriste (p. 354). Il ne rencontrera pas Rifaat el-Assad mais ses deux rivaux, Mohammed el-Khouli (SR Air) et Ali Douba (G-2). Le traitement du groupe va finalement échoir au seul Mohammed el-Khouli. On l'utilisera comme homme de main contre les Israéliens et les Jordaniens, comme fauteur de divisions et comme spécialiste des liquidations physiques au sein du mouvement palestinien.

Simultanément, la guerre secrète contre la France bat son plein. Paris reste en Europe la cible privilégiée des opérations terroristes. Confronté à l'escalade meurtrière des Syriens, Pierre Marion, le patron de la DGSE, cherche les voies d'une contre-attaque aussi efficace que possible. Première solution : la manière forte. Deuxième solution — elle n'est pas forcément incompatible avec le recours aux armes : une négociation directe avec le frère du président syrien.

Marion se présente à l'Élysée. Il demande d'abord l'autorisation de procéder à cinq actions dures dans cinq capitales de pays limitrophes. Mais le président botte en touche, proposant au chef de la DGSE des objectifs impossibles à atteindre — Carlos ou Abou Nidal.

Le patron de la Piscine s'attendait à ce refus indirect. Comme il le

raconte dans son livre *La Mission impossible*, il avance alors une deuxième solution, celle de la rencontre d'homme à homme avec l'homme des services spéciaux de Bagdad.

« Puisque vous ne souhaitez pas d'action de force avec les terroristes, je vous propose de m'autoriser à négocier avec l'État qui commandite Abou Nidal, c'est-à-dire la Syrie. Je le ferai par l'intermédiaire du chef des services secrets syriens Rifaat el-Assad ; c'est le frère du président. Il est certainement celui qui manipule les terroristes. Et il semble bénéficier d'une position d'autorité et d'une grande autonomie de décision dans l'appareil d'État alouite.

— Bien, monsieur Marion. Je vous autorise à négocier avec les Syriens. Mais faites vite », rétorque François Mitterrand, un peu plus explicite cette fois.

Rifaat el-Assad accepte de rencontrer le directeur de la Piscine. Ce sera le cas dès septembre, dans une propriété de Saint-Nom-la-Bretèche, à deux pas de Paris, où Rifaat est arrivé le 10 septembre en compagnie d'une trentaine de gardes du corps armés jusqu'aux dents.

Conformément aux conventions passées, Marion se rend seul à ce rendez-vous, attitude courageuse qui sera appréciée au sein de la DGSE. Son tête-à-tête avec Rifaat el-Assad se déroule dans un climat tendu. Le Français fait allusion à d'éventuelles représailles antisyriennes si l'offensive terroriste continue.

On convient tout de même d'une seconde réunion. A minuit passé, on se quitte et, dédaignant la main courtoise que lui tend Marion, Assad lui donne l'accolade.

Le contact est donc établi. Conseiller du président Mitterrand pour les affaires de sécurité, François de Grossouvre se mêle aussi à la négociation. Comme nous l'avons révélé dans notre livre *Éminences grises* (1992), ce connaisseur des affaires du Moyen-Orient sait aussi manier la menace ; il lance tout à trac à son interlocuteur :

« Vous voyagez beaucoup. Un accident est si vite arrivé... » Grossouvre en sait quelque chose : il a lui-même été victime d'un attentat, jamais révélé à ce jour, lors d'un séjour au Liban !

Loin de conduire à une rupture, l'attitude énergique de Marion et de Grossouvre achève de convaincre Rifaat : mobilisé sur le front intérieur, le régime ne peut prendre le risque d'un durcissement français.

Au Liban même, d'autres péripéties retiennent son attention deux mois et demi après l'invasion israélienne. Béchir Gemayel, le chef des phalangistes libanais, a été élu président le 23 août 1982. Sans attendre, les services syriens planifient sa disparition. Celle-ci interviendra le 14 septembre ; Béchir sera, comme tout son état-major, tué dans l'explosion du quartier général phalangiste de Beyrouth-Est.

Dans ce contexte tendu, les Syriens, adversaires non déclarés de l'OLP, passent à l'offensive contre Yasser Arafat. En mai 1983, G-2 et Forces spéciales appuient la révolte du colonel Abou Moussa, un dissident du Fatah. Mais l'opération échoue finalement très près du but, provoquant le

rappel à Damas de Mohammed Ghanem, le chef du G-2 dans la Bekaa. En fin de compte, il sera remplacé par le colonel puis général Ghazi Kanaan.

Ce revers n'affecte guère Rifaat el-Assad, qui semble alors au faîte de sa puissance. Les Occidentaux essuient d'ailleurs un nouvel et sanglant échec le 23 octobre 1983, une double explosion tuant à Beyrouth 241 Marines américains et 56 parachutistes français. Le même mois, c'est par l'assassinat de l'ambassadeur de Jordanie à New Delhi (une opération Abou Nidal) que s'aggrave la guerre de l'ombre entre Syriens et Jordaniens.

Ponctuée de part et d'autre d'exécutions sommaires, de représailles, d'attentats visant diplomates et agents spéciaux aux quatre coins du globe, elle va durer presque deux ans. Ce n'est qu'en 1985 que la Syrie prendra ses distances avec Abou Nidal et son groupe, qui bénéficieront alors de l'hospitalité libyenne.

Le 12 novembre 1983, Hafez tombe malade. Le destin vient-il de faire un signe à Rifaat el-Assad ? Le patron des services spéciaux damascènes en est persuadé. Désormais, c'est la place de numéro 1 qu'il vise.

Or, la politique d'équilibre menée par Hafez el-Assad dans le domaine des services de sécurité et de renseignement se révèle payante. Face à son cadet, il aligne en effet une brochette respectable de fidèles issus de cet univers : Mohammed el-Khouli (SR Air) ; Ali Douba (G-2) ; Mohammed Ghanem (G-2, rappelé du Liban) ; Fouad Absi, coordinateur du renseignement au ministère de l'Intérieur flanqué de son bras droit Mohammed Nasif ; Ali Haidar, le patron des Forces spéciales ; Adnan Makhlouf, le chef de la garde présidentielle, autrefois ami de Rifaat (et d'ailleurs parent) mais qui s'est brouillé avec lui par la suite.

Le 23 février, Hafez prend l'initiative des opérations et limoge le bras droit de son frère, Salim Barakat. Furieux, celui-ci fait irruption dans le bureau d'Ali Douba qu'il aurait, selon un témoignage recueilli par Patrick Seale (*Asad*, 1988), menacé d'un pistolet. Et Hafez d'annoncer ironiquement à Rifaat l'exécution de Barakat pour insubordination (en fait, on l'a simplement jeté dans une cellule dont il ne tardera pas à sortir).

La tension ne cesse de croître, ce qui ne plaît guère aux Soviétiques, qui ne veulent à aucun prix de cette guerre des frères. Aussi l'ancien du KGB Gaidar Aliev, l'un des adjoints du tout nouveau secrétaire général Constantin Tchernenko, débarque-t-il à Damas le 10 mars. Le lendemain, un décret présidentiel nomme officiellement Rifaat numéro 3 du régime baasiste mais lui retire la responsabilité nominale des Brigades de défense au profit de Mohammed Ghanem.

Rifaat, excédé, tente un coup de force. Les Brigades de défense encerclent le siège des Moukhabarat el-Ama, au rond-point Kafar Susa, et d'autres points sensibles de Damas. Fort du soutien soviétique, Hafez el-Assad reste impavide. Un face-à-face dramatique l'oppose à son cadet.

« Tu veux renverser le régime ? Eh bien, je suis là. Le régime, c'est moi ! » aurait-il lancé à Rifaat (du moins selon ses confidences à Patrick Seale). Devant cette démonstration d'énergie, le cadet s'incline devant son aîné.

Plus dure sera la chute

Tombé en disgrâce, l'ex-sauveur du régime perd son fief. Le voici bientôt sur les routes de l'exil à Paris, à Bessancourt (Val-d'Oise), à Londres ou à Marbella, en Espagne. C'est désormais de l'extérieur qu'il suivra avec la plus grande attention les péripéties damascènes. Il aurait participé en 1985 à des contacts avec les gouvernements français de l'époque, tractations visant à mettre un terme aux attentats des FARL (Fractions révolutionnaires armées libanaises). A ses côtés lors d'un séjour parisien, Élie Hobeika, chef du service de renseignement des milices chrétiennes libanaises de Samir Gagea, honorable correspondant des Israéliens au moment des massacres de Sabra et Chatila puis de la DGSE.

En matière de services, la ligne dure continue à prévaloir. Le 17 avril 1986, à l'aéroport de Londres, des agents de sécurité de la compagnie israélienne El-Al découvrent une charge de Semtex dans les bagages d'une jeune passagère irlandaise, Ann-Mary Murphy. Suivant méticuleusement la piste, les limiers de la Special Branch de Scotland Yard interpellent alors Nezzar Hawaf Mansour Hindawi, trente-deux ans, son amant jordanien.

Agent syrien, Hindawi révèle aux enquêteurs de Sa Majesté avoir rencontré en janvier trois officiers des services de renseignement de l'armée de l'Air, Khalid Dandash, Samer Koskash et Haitham Saïd.

Le colonel Haitham Saïd, assistant personnel du général Mohammed el-Khouli, le patron du SR Air et l'homme de confiance du président Assad ! Effarés, les enquêteurs recoupent les informations livrées par Hindawi. Ce dernier reconnaît avoir brièvement rencontré le général Khouri lors de son voyage clandestin en Syrie de janvier. Il finit par avouer que c'est Haitham Saïd qui, en février, lui a ordonné de placer par tous les moyens une bombe à bord de l'appareil d'El-Al.

D'autres agents syriens sont impliqués dans l'affaire aussi bien par les aveux d'Hindawi que par des interceptions électroniques américano-britanniques effectuées antérieurement. Convaincu d'avoir participé personnellement au traitement d'Hindawi, l'ambassadeur à Londres, Loutoffalah Haidar, est expulsé tandis que la Grande-Bretagne rompt ses relations diplomatiques avec la Syrie fin octobre. Nezzar Hindawi, pour sa part, écope de quarante-cinq années d'emprisonnement.

Provocation du Mossad dont Hindawi aurait été l'agent double, manipulation d'une fraction non significative des services secrets de Damas, clament les Syriens, à commencer par Hafez el-Assad lui-même qui, lors d'une interview parue dans *Time* pendant le procès, attribue la responsabilité de toute l'affaire aux Israéliens. Mais, à force d'être invoquée à chaque occasion, l'explication du monde par le « complot sioniste » a perdu beaucoup de son impact.

Les dénégations de Damas sont-elles sincères ? Certains spécialistes des affaires secrètes ne l'excluent pas tout à fait dans la mesure où le traumatisme

causé par l'affaire Élie Cohen est tel que dans la capitale syrienne on craint comme la peste l'infiltration israélienne au sommet de l'État baasiste. De là à affirmer que le Mossad a poussé volontairement les Syriens à la faute, il n'y a qu'un pas. Ce pas qu'Hafez el-Assad franchit peut-être fin 1987, quand il rétrograde le fidèle Mohammed el-Khouli au poste de numéro 2 de l'armée de l'Air, faisant d'Ali Douba son homme de confiance en matière de services, et du G-2 le nouveau pivot de la communauté syrienne du renseignement.

Protégé comme au bon vieux temps par de solides gaillards ostensiblement armés lors de ses déplacements en Europe, Rifaat procède-t-il à une autocritique prolongée ? Le fait est que l'exil et la confrontation durable avec le mode de vie et la mentalité européens semblent l'avoir poussé à une certaine modération.

Il n'ignore d'ailleurs pas que son aîné souhaite prendre des garanties côté occidental, comme en témoigne par exemple la visite d'Ali Douba à Paris en novembre 1989. Le bras droit du président syrien pour les services (à cette époque, le numéro 2 de la communauté du renseignement, Mohammed Nassif, est en charge de la sécurité intérieure) rencontre les responsables de la DST alors que ceux-ci sont justement associés de manière étroite à l'enquête sur l'attentat du DC 10 d'UTA.

D'autres incidents vont émailler les relations secrètes franco-syriennes. En octobre 1990, la capture d'Amer Chebab, chef du 2e Bureau du général Aoun, le leader antisyrien et pro-irakien des chrétiens maronites, prive la DGSE d'un allié. Un an plus tard, un policier parisien est interpellé : il a transmis à un agent en poste à l'ambassade syrienne divers renseignements, notamment la liste complète des manifestants chrétiens interpellés dans la capitale française lors de la visite du président libanais Élias Hraoui. Toujours soucieux de surveiller les opposants en exil, les Syriens recruteront plus tard des agents au sein de la communauté marocaine de Paris.

Les services occidentaux notent la progression sensible de l'influence syrienne au Liban après la chute du général Michel Aoun. En février 1991, la communauté libanaise du renseignement est réorganisée. En sus du traditionnel 2e Bureau de l'armée (colonel Khalil Jalbout, remplacé peu après par le colonel Michel Rabahni), se crée un Bureau spécial (colonel Jamil el-Sayed), travaillant simultanément pour le ministère de la Défense de Beyrouth et le général El-Khouli. Dans le même temps, le G-2 soutient activement, de concert avec les Iraniens, la mise en place des groupes de combat du mouvement islamiste palestinien Hamas, entraînés dans les camps syriens de la Bekaa.

Nouvelle étape en février 1992 : le général Ghazi el-Kanaan, chef du G-2 au Liban et proche parent du président Assad, se rend aux États-Unis pour y rencontrer Brent Scowcroft, le directeur du National Security Council. Une visite précédée de celle d'un autre responsable des services de sécurité intérieurs syriens, le colonel Youssef Haidar.

A l'été 1992, la mort de leur mère rapproche les deux frères Assad. Rifaat obtient enfin l'autorisation de revenir au pays. Mais quand deux cents de ses partisans des « Brigades roses » se présentent en armes lors des

obsèques, ils sont immédiatement arrêtés. Pardon ne veut pas dire retour en grâce. Rifaat est relégué dans un petit bureau sous la seule protection de deux gardes.

En 1993, le chef du G-2 Ali Douba est muté à l'état-major. Lui succède le général Adnan Makhlouf. A la tête de la Garde présidentielle, le fils aîné du président, Basel, assume de grandes responsabilités dans le fonctionnement des services spéciaux militaires. En mauvaise santé, Hafez el-Assad prépare sa succession. Avec son fils et sans son frère. Mais la mort de Basel el-Assad, survenue le 21 janvier 1994 dans un accident de voiture, remet brutalement en question tout cet édifice...

LES MÉTHODES TRÈS SPÉCIALES DES SR SYRIENS

Le 11 novembre 1986, les douanes françaises interceptent au large de l'île d'Ouessant un caboteur venu du Liban, le *Cleopatra Sky*. Au lieu des 4 tonnes de haschisch escomptées, ils n'y découvrent que 25 kg de la même substance hallucinogène. Selon un témoin anglais, Paul Cryne, informateur des douanes britanniques, le reste a été immergé à proximité des côtes britanniques. Cryne ira plus loin dans les révélations, racontant dans quelles circonstances deux officiers des services syriens basés au Liban, le colonel Nazih Z. et le capitaine R. Malouf, auraient supervisé une opération qui illustre bien les méthodes très particulières des Syriens.

En première instance, le procès a lieu à Brest. Le témoignage de Bryan Wilson, officier des douanes britanniques, s'y révèle décisif. En dépit de l'astucieuse défense de son avocat, Me Appéré, le capitaine du *Cleopatra Sky*, Mohammed Tartousi, écope de huit ans de prison ferme, et l'Égyptien Ahmed Haly, son second, de cinq.

Révélée par les auteurs du présent ouvrage dans les colonnes de *Libération* en décembre 1989, l'affaire du caboteur met une nouvelle fois en valeur le rôle des services syriens dans le trafic de drogue.

Le problème se pose depuis leur mainmise sur la plaine de la Bekaa, au printemps 1981. Le contrôle du trafic de haschisch présente alors un double intérêt. C'est le moyen de se procurer des quantités importantes de devises en prélevant une dîme sur les acheteurs libanais, syriens ou égyptiens. Elles serviront à financer les achats d'armes de leurs alliés.

Un léger changement d'attitude n'interviendra qu'après la crise du Golfe. Les services secrets de Damas font désormais mine de détruire spectaculairement quelques plantations pour s'attirer les bonnes grâces américaines sans tuer pour autant la poule aux œufs d'or. Le haschisch ainsi brûlé appartient d'ailleurs généralement à des petits producteurs « rebelles »...

Carlos, l'homme de main

De son vrai nom Ilitch Ramirez Sanchez, né à San Cristobal le 12 octobre 1949 et fils d'un avocat vénézuélien fortuné, admirateur passionné de Lénine, Carlos prend à quinze ans sa carte du PC vénézuélien.

Remarqué par le KGB, il s'inscrit à l'université Patrice Lumumba de Moscou, qui forme les cadres révolutionnaires des pays du tiers monde. Premier séjour dans un camp palestinien de Jordanie en 1969. Fin des études la même année et expulsion d'URSS pour « hooliganisme ». On le retrouve au Liban et surtout en Jordanie. Ensuite, il s'installe à Londres.

Déçu du marxisme trop pesant des Soviétiques, le play-boy gauchiste brûle de servir une nouvelle cause. En attendant, il collectionne les succès féminins.

Cela ne suffit pas à remplir son existence. Ilitch fraye avec les Cubains, grands frères et tuteurs de tous les révolutionnaires du continent sud-américain. Le jeune homme a adhéré à l'organisation de Georges Habache, le FPLP, célèbre pour ses attentats et ses détournements d'avions. Le dentiste Waddi Haddad, chef des opérations extérieures spéciales du mouvement, se montre ravi quand Ilitch frappe à la porte de la branche terroriste du mouvement (Cose-FPLP).

Ilitch ne se cache pas, évolue au grand jour et voyage de plus en plus fréquemment à Paris. Promu responsable des actions armées du FPLP pour l'Europe, il se fera notamment connaître en lançant une grenade au Drugstore de Saint-Germain-des-Prés : 2 morts et 30 blessés qui marquent le début de la légende noire de Carlos, son nouveau nom de code.

Carlos n'a cure des services de sécurité français. Son second est un Palestinien du Liban, Michel Moukarbel. Un agent double recruté par le Mossad au début du mois, si l'on en croit Victor Ostrovski (*By Way of Deception*, 1990).

Le 23 juin 1975, à peine arrivé de Beyrouth, le Palestinien tombe entre les mains des policiers de la DST. Ces derniers ont « ciblé » cinq personnages pouvant s'identifier avec le mystérieux Carlos. Devant le mutisme de leur prisonnier, ils décident de lui faire faire la tournée des suspects. Le commissaire principal Jean Herranz et ses deux adjoints conduisent alors Moukarbel vers le 9, rue Toullier.

Ce 27 juin 1975, les trois policiers ne savent pas où ils mettent les pieds. Le jeune homme joufflu qui leur ouvre la porte de son appartement a l'air étonné mais pas agressif.

— Connaissez-vous Michel Moukarbel ? l'interroge un des hommes de la DST.

— Je ne connais personne de ce nom...

Carlos se penche sur la photo que lui présente le policier. Il plaide avec tant de sincérité apparente un soi-disant « malentendu » qu'un des inspecteurs redescend chercher Moukarbel. Mais à peine l'agent double est-il apparu qu'Ilitch Ramirez Sanchez sort un Tokarev 7.62 de sa poche. Une balle pour le traître supposé, d'abord. Puis un feu nourri sur les policiers qui coûtera la vie des inspecteurs Raymond Dous et Jean Donatini et blessera grièvement leur supérieur hiérarchique. Pour finir, Carlos achève Moukarbel, saute sans hésiter par la fenêtre et va se terrer à l'ambassade cubaine.

En décembre, c'est à la tête d'un commando du FPLP que le Vénézuélien investit les locaux viennois de l'OPEP, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. Trois personnes sont tuées avant que Carlos et ses amis obtiennent

l'autorisation de gagner Alger en compagnie de leurs otages. Là-bas, la Sécurité militaire le récupère puis l'évacue.

En 1976-1977, le chef du Service Action du SDECE, Alain de Marolles, monte une opération audacieuse dans l'espoir de retrouver le « Chacal », qu'évoquera Charles Villeneuve dans ses *Juges de l'impossible* (1986). Une équipe de cinq membres du Service Action du SDECE fait le voyage du Venezuela sous la direction de Philippe Rondot, qu'assiste Ivan de Lignières.

Munis d'une couverture particulièrement originale, les agents français s'installent à San Cristobal, la ville natale de Carlos. Ils ne tardent pas à constater que ce fils du pays apparaît ici comme une vedette dont la moindre activité est commentée dans la presse avec sympathie.

Rondot, Lignières et leurs adjoints écument San Cristobal, dont ils deviennent des personnalités familières. Ils parviennent à rencontrer le père de Carlos, qui ne tarit pas d'éloges sur son fils. Le jeune terroriste tient sa famille au courant de ses moindres déplacements. Les hommes du SA sont persuadés qu'un jour ou l'autre il viendra se jeter dans leurs filets. Tout est prêt, l'avion qui l'emmènera clandestinement en France, les filières d'évacuation des agents, la fausse piste de rigueur pour désorienter les amis du tueur de la rue Toullier. Mais le verdict tombe après neuf mois de travail acharné : feu rouge de la direction générale.

Le surprenant regain d'activité du responsable du Mossad au Venezuela justifie cette soudaine prudence de la Piscine. Le fait est qu'aux yeux des hommes du SDECE, les Israéliens « protègent » ce symbole du terrorisme, commode pour discréditer les Arabes et donner du poids aux thèses défendues par l'État hébreu. Chaque fois qu'il est « serré », des agents du Mossad apparaissent sans raison dans le secteur. Rageurs, les cinq agents français s'évanouissent dans la nature.

Même s'ils ignorent cette opération ultrasecrète, les responsables palestiniens s'étonnent que l'Occident place si haut un simple instructeur terroriste, excellent dans cette partie mais sans plus. Un instructeur tout de même assez qualifié pour que... Fidel Castro l'impose à un Kadhafi qui n'y tient guère ! Logé dans un hôtel libyen de luxe, Carlos n'en sort que pour donner ses cours ou, tous les trois mois, pour « dégager » à Malte.

Deux équipes bien distinctes s'installent sur place pour l'enlever. La première, ce n'est pas une surprise, est française. L'autre, plus inattendue, appartient à la Sécurité militaire algérienne, qui, comme d'ailleurs les services marocains, a quelques comptes à régler avec Carlos depuis que le tueur est passé avec armes et bagages au service des Libyens. Pour ajouter à la confusion, un officier du Mossad se profile à nouveau dans le paysage de manière providentielle. Résultat de cet embrouillamini général : Carlos quitte Malte indemne.

En RDA, conformément à un ordre direct du général Erich Mielke, le ministre de la Sécurité d'État, il se retrouve sous haute protection de la STASI. Le Vénézuélien fréquente les bars et les boîtes de nuit, avec une prédilection pour le restaurant Haus Berlin, Karl-Marx Allee.

Moins enthousiastes, la Hongrie et la Tchécoslovaquie l'hébergeront lors de ses dangereuses pérégrinations derrière le rideau de fer. La Securitate

roumaine s'avère moins prudente. Carlos et son ami Johannes Weinrich en deviennent des auxiliaires grassement payés. Sortira de ce nouveau « contrat » un attentat contre les locaux de la station américaine Radio Free Europe le 21 février 1981.

Le condottiere du terrorisme vend désormais aux Syriens les services du groupe qu'il a créé, le baptisant pompeusement Organisation de la lutte armée arabe. Selon les services britanniques, il opérerait au sein d'une section anti-irakienne sous les ordres du brigadier général Ali Khader.

Le 16 février 1982, des policiers français interpellent dans un parking souterrain des Champs-Élysées deux membres du groupe, le Suisse Bruno Breguet et l'Allemande Magdalena Kopp. Tous deux sont porteurs d'armes et d'explosifs.

Colère de Carlos. Il expédie un message de menaces rédigé à la main et authentifié par ses empreintes digitales. Destinataire : le ministre de l'Intérieur Gaston Defferre. Comme celui-ci ne veut libérer ni Breguet, ni Kopp, Carlos monte les enchères. Une bombe explose dans le train Paris-Toulouse, le Capitole, faisant 5 morts et 27 blessés.

Le Vénézuélien organise ensuite l'attentat du 25 août contre le Centre culturel français à Berlin-Ouest : 1 mort, 23 blessés. Après l'effondrement de la RDA, on retrouvera un document de critique opérationnelle de l'attentat signé du major Helmut Voigt, son principal traitant à la STASI.

A la Saint-Sylvestre 1983, Carlos revendique un nouveau crime. En France, cette fois : 2 tués dans le TGV Marseille-Paris. Le terroriste vénézuélien cherche surtout à faire pression sur l'Allemagne qui s'apprête à juger Gabriele Kröcher-Tiedeman, sa complice dans la prise d'otages de l'OPEP en 1975. Il s'en prendra aussi au Centre culturel français de Tripoli, au Liban.

Le 4 mai 1985, Magdalena Kopp est libérée par la France. La jeune femme cherche à s'installer en Grèce où, justement, Carlos a « domicilié » une partie de son organisation. Expulsée suite aux pressions françaises, notamment celles de la DST, elle s'installe finalement à Damas. C'est là qu'elle épousera le terroriste vénézuélien. Une fille naîtra de leur union, Evita. Ils s'installent à Mezze, place forte de la « nomenklatura » baasiste et notamment des services spéciaux.

Le Vénézuélien semble avoir abandonné l'action armée. Il joue un rôle de « consultant » sous la houlette, semble-t-il, du colonel Haitham Saïd, l'homme de l'affaire Hindawi. Mais la guerre du Golfe rend plus instable sa situation à Damas. En septembre, ses protecteurs tentent de l'expédier à bord d'un Boeing 747 de la Syrian Airlines en route pour Tripoli. Comme Kadhafi n'a aucune envie d'accueillir cet hôte gênant à l'heure où l'Occident lui cherche de sérieuses noises à propos de l'attentat de Lockerbie et de celui du DC 10 d'UTA, il le renvoie ostensiblement à son expéditeur. La vie d'homme de main n'est pas une sinécure.

Le mystère du DC 9

Malgré un retard de deux heures sur son « timing » à l'escale de Rome, ce 27 juin 1980, le DC 9 de la compagnie italienne Itavia semble boucler son trajet Bologne-Palerme sans encombre. Mais au nord de la Sicile, au large de la petite île d'Ustica, se produit soudain l'impensable. Le pilote voit deux masses sombres foncer sur son DC 9. Des Migs 23 aux couleurs de la Jamarihya libyenne. Et ils ne sont pas seuls dans ce couloir aérien soudainement bien encombré. Au moins un autre avion occidental fonce dans la même direction.

L'un des Migs vient se nicher sous le DC 9 tandis que le chasseur non identifié — français ou américain ? — lance son missile. La masse du DC 9 est plus lourde que celle du Mig, elle attire l'engin comme un aimant. A 20 h 59 précises, l'avion italien est gravement touché. Il va mettre plusieurs minutes à s'abîmer. 81 personnes périssent corps et biens dans cette bataille aérienne surréaliste tandis que la carcasse du DC 9 disparaît par 4 000 mètres de fond. Le premier Mig s'enfuit, le second va s'écraser dans les montagnes de Calabre.

Tel est le scénario qu'ont reconstitué, scène par scène, les avocats des familles des victimes, de concert avec le juge Priore. Mais de nombreux mystères subsistent. Si le passage de plusieurs avions apparaît clairement sur les enregistrements des radars de Marsala (en Sicile) et de Poggio Ballone (au nord de Rome) ainsi que dans les archives informatiques du SIOS, le service de renseignement de l'armée de l'Air italienne, on n'identifiera jamais ces appareils. Par ailleurs, les forces aériennes italiennes assurent, triste hasard, qu'il y aurait eu une interruption « technique » de surveillance juste pendant les dix minutes fatidiques.

Pour compliquer le tout, des opérations psychologiques vont brouiller les esprits. Par exemple en 1987, quand le dissident Abdelhamid Baccouche, ex-ambassadeur libyen en France, affirme que c'est la chasse de Kadhafi qui a abattu le DC 9. Manque de chance, on retrouvera bientôt des fragments de missile standard de l'OTAN parmi les débris.

C'est qu'entre-temps, des fragments de l'avion ont été remontés à la surface et analysés. Les déclarations de Baccouche et le « relevage » partiel de la carlingue provoquent une vive réaction de l'amiral Fulvio Martini, chef du SISMI, le service secret italien. Il tient en effet à mettre les points sur les « i » dans une note sans équivoque à la commission d'enquête :

« Il semble aussi que soient créées les conditions pour que l'enquête se conclue par la constatation de la responsabilité libyenne et la disculpation définitive des Français.

[...] l'expertise technique de la "boîte noire" sera effectuée par les Américains, dont les orientations antilibyennes sont notoires.

[...] des indications sur l'existence d'une coordination entre les services

secrets français et américains dans la lutte contre le terrorisme international et dans un but antilibyen ont déjà vu le jour dans le passé. »

L'amiral Martini fait allusion au contexte de cette époque où la CIA, le MI 6, le SDECE épaulaient les services tunisiens et égyptiens dans leurs opérations clandestines contre le régime libyen.

Au Caire, le SDECE, de concert avec le MI 6 anglais, travaille avec l'embryon d'un gouvernement en exil dirigé par Omar el-Mouhaishi. La CIA épaule un autre mouvement, le Front national pour le salut de la Libye.

En Libye même, les Hurel-Dubois pilotés par les officiers de l'escadrille secrète de la Piscine atterrissent de nuit dans le désert pour établir des liaisons avec les postes de renseignement du SDECE. Sans doute est-ce une des raisons de la mise à sac de l'ambassade de France à Tripoli en février 1980, quand les bérets rouges du colonel Kadhafi ont pris en otage le chef local du SDECE, Christian Dallaporta.

Une semaine après la disparition du DC 9 d'Itavia, la rumeur circule : une tentative de putsch aurait eu lieu à partir de Tobrouk, écrasée dans le sang par le commandant Jalloud, numéro 2 du régime, avec l'aide des experts est-allemands de la STASI. Des ingénieurs italiens sont arrêtés. Maltraités, ils avouent avoir travaillé pour les Français. Simultanément, à Malte, un mystérieux Maltese Liberation Front (MLF) monte des attentats contre les intérêts libyens. Il est en fait manipulé par le MI 6 de Sir Dick Franks.

A cet étonnant puzzle, manquait une pièce : la destruction du DC 9 d'Itavia est intervenue précisément en prélude au soulèvement de Tobrouk. Mais par méprise. Un avion des services français, parti de Corse, devait amener des armes en Égypte pour des opérations anti-Kadhafi.

Il se trouve qu'existait alors à l'intérieur des services italiens, le SISMI, un important lobby prolibyen, animé entre autres par le général Giuseppe Santovito, un dignitaire de la fameuse loge maçonnique P-2. C'est du SISMI qu'est venue l'information alertant Tripoli du passage de l'avion français bourré d'armes. Les Migs prennent leur envol pour l'abattre, peut-être même depuis la base de San Pancrazio Salentino, dans le talon de la botte italienne...

Du fait de son retard, le DC 9 d'Itavia va se retrouver dans la même zone que le transport de matériel militaire camouflé. L'arrivée des Migs provoquant une contre-riposte de chasseurs américains ou français, l'un de ceux-ci abattra l'avion civil.

Une tragédie dont, bien sûr, aucun service ne veut parler aujourd'hui. Rebondissement en 1994 : après une minitieuse enquête, Claudio Gatti, journaliste de l'*Europeo* fournit une nouvelle explication, étayée de documents inédits, dans son livre *Il Quinto Scenario* : la chasse israélienne aurait détruit le DC 9 en croyant s'attaquer à un avion qui convoyait de l'uranium français à destination de l'Irak de Saddam Hussein.

LES SERVICES SPÉCIAUX ITALIENS

L'après-Mussolini, en matière de services spéciaux, débute déjà en 1943. Le colonel Giovanni Duca, ex-attaché militaire à Bruxelles puis chef du SR, devient à cette date responsable de la résistance anti-allemande. Capturé, il sera exécuté par les SS avec son fils aîné à Vérone...

Pendant ce temps, le colonel Giacomo Carboni, chef depuis 1940 du SIM, le service de renseignements militaires du Duce, détache en son sein une section ultrasecrète inconnue des Allemands et la confie au colonel Vincenzo Toschi. Se crée donc un SIM-bis sous couvert du « Bureau pour la défense de Rome ». Le général-comte Carlo Fantoni devient chef du SIM officiel tandis que Carboni plonge dans la clandestinité le 15 septembre 1943.

Pendant ce temps, à Brindisi, le maréchal Badoglio organise son propre SIM, dirigé par le colonel Pompeo Agrifoglio, avec l'accord des Américains.

Reste le noyau fasciste que le Dr Foschini extirpe du SIM pour créer le SID (Servizio Informazioni Difeza) dans la République de Salo, dernier refuge du Duce.

Comme au Japon ou en Allemagne, les Américains patronnent le recyclage des anciens responsables du renseignement ainsi éclaté. On verra après-guerre le général Vincenzo Pasquale, ex-chef du SIM, devenir le responsable du bureau d'informations de l'OTAN. De même, une agence privée, le « service Driscoll-De Nozza », prolonge le SIM à sa manière tandis que ses anciens chefs sont jugés.

Bel imbroglio à l'image d'un pays en perpétuel mouvement. En janvier 1945, le SIM est officiellement dissous et provisoirement remplacé par un Bureau de renseignement de l'état-major général, commandé par les colonels Pompeo Agrifoglio puis Ettore Musco (1946-1947).

Le SIFAR (Servizio informazioni forze armate) est créé officiellement le 1er septembre 1949 (adresse : 8 via 20 septembre, Roma). Se succéderont à sa tête :

- Général Giovanni Carlo Re, 1948-1951 ;
- Général Umberto Broccoli, 1951-1952 ;
- Général Ettore Musco, 1952-1955 ;
- Général Giovanni De Lorenzo, 1956-1962 ;
- Général Egidio Viggiani, 1962-1965.

Le SIFAR est dissous par décret le 18 novembre 1965, remplacé par le SID (Servizio Informazioni Difesa), dont les chefs seront :

- Général Giovanni Allavena, 1965-1966 ;
- Général Eugenio Henke, 1966-1970 ;
- Général Vito Miceli, 1970-1974 ;
- Général Mario Casardi, 1974-1978.

Le 24 octobre 1977, en vertu de la Loi 801, le SID est remplacé par trois organismes, le service de sécurité intérieure SISDE (Servizio per le informazioni e la sicurezza democratica), le SISMI (Servizio per le informazioni e la sicurezza militare) pour le renseignement extérieur, regroupant 2 500 fonctionnaires, dont le QG est au via 20 Settembre, Palais Baracchini de Rome. Le CESIS (Comitato esecutivo per i servizi di informazione e di sicurezza) va coordonner ces deux services.

Chefs du SISMI :
— Général Giuseppe Santovito, 1978-1981 ;
— Général Nino Lugaresi, 1981-1984 ;
— Amiral Fulvio Martini, 1984-1990 ;
— Général Pasquale Natarnicola, 1990- ;
— Général Luigi Ramponi, -1992 ;
— Général Cesare Pucci (ex-directeur de l'Académie militaire de Modène), 1992-.

Chefs du SISDE :
— Général Giulio Grassini, 1978-1981 ;
— Préfet Emmanuele De Francesco, 1981-1984 (nommé préfet de Palerme après l'assassinat du général de carabiniers Carlo Alberto Dalla Chiesa par la Mafia) ;
— Préfet Vincenzo Parizi, 1984- ;
— Préfet Alessandro Voci, 1992 (remplacé par le haut-commissaire à la lutte anti-Mafia) ;
— Angelo Finocchiano, 1992-1993 ;
— Domenico Salazar, 1993-.

Responsables du CESIS :
— Préfet Walter Pelosi, 1978-1981 ;
— Préfet Orazio Sparano, 1982- ;
— Général Giuseppe Tavormina, 1993-.
En octobre 1993, suite aux attentats de la Mafia et aux infiltrations de cette dernière dans les services de sécurité, le gouvernement décide de purger et de fusionner SISDE et SISMI.

L'odyssée du cargo Eksund

Ce vendredi 30 octobre 1987, le jour est déjà tombé quand les douaniers de Lézardrieux (Côtes-d'Armor) décident d'arraisonner le caboteur panaméen *Eksund*, depuis la veille dans les eaux territoriales françaises. A bord de l'*Eksund*, ils vont découvrir un véritable arsenal : des fusées SAM 7 ; des mitrailleuses lourdes ; des lance-roquettes RPG 7 ; des fusils d'assaut Kalachnikov fabriqués en Roumanie ; une douzaine de mortiers ; des fusils-mitrailleurs belges Herstal ; des centaines d'armes de poing ; 10 tonnes d'obus ; 2 tonnes de plastic Semtex venant de Tchécoslovaquie ; 300 000 cartouches ; 2 000 détonateurs.

Tandis que les cinq marins irlandais du caboteur sont transférés à Paris, où l'instruction du dossier sera confiée au juge Jean-Louis Bruguière, la police sud-irlandaise envoie en France deux de ses plus fins limiers : l'assistant *commissioner* Eugene Crowley, coordinateur du renseignement et de la sécurité, et Tom Kelly, le patron de la section politique de la police, la Special Branch. Le Taoiseach (Premier ministre) Charles Haughey leur a demandé de vérifier les informations fournies par les services britanniques. D'après Londres, la cargaison de l'*Eksund* provient directement de Libye.

La DGSE française affirme avoir fait « parler » les armes saisies. Elles appartiennent à une série dont d'autres éléments ont été récupérés sur les

soldats libyens au Tchad. Les armes du caboteur arraisonné par les douanes françaises ont bien été livrées par les hommes du colonel Kadhafi.

Côte anglais, c'est l'indignation. En 1973, déjà, le « bouillant colonel » livrait à l'IRA la cargaison d'armes du cargo *Claudia*. Plusieurs autres bateaux bourrés de matériel de guerre ont accosté récemment dans l'Ile d'Émeraude. Bref, la preuve serait faite que l'Irish Republican Army n'est rien d'autre qu'une succursale du terrorisme international manipulée par les Libyens.

« Archi-faux, répliquent les supporters de l'organisation militaire clandestine. L'IRA n'est pas un groupe terroriste. Les terroristes, ce sont les Anglais qui occupent l'Irlande du Nord. »

Vieux débat. En fait, nous l'avons déjà montré (« La mission secrète de la petite Nora », tome 1, p. 107), les nationalistes irlandais ont toujours accepté les armes, d'où qu'elles viennent. Mais en affichant chaque fois la couleur : loin d'accepter d'être satellisée, l'IRA refuse toute contrepartie à ces livraisons.

Une intransigeance qui a conduit le KGB à classer l'organisation comme « incontrôlable ». Conscient que les fonds qui financent ces opérations viennent des Irlando-Américains, et non de Moscou ou de Tripoli, le FBI s'efforce quant à lui d'isoler les réseaux de soutien à l'IRA agissant aux États-Unis.

Si les Britanniques haussent le ton, ils restent discrets sur les modalités de l'arraisonnement de l'*Eksund*. Enquêtant pour *Libération* à Dublin, à Belfast et à Londres, nous découvrirons le pot-aux-roses en novembre. Sur la base de renseignements de la DGSE faisant état d'une prochaine livraison d'armes à l'IRA par les Libyens transmis au MI 6, les services spéciaux de Sa Majesté ont tendu leurs filets au-dessus des ports européens.

Ainsi l'antenne de Stockholm du MI 6 a-t-elle repéré le comportement suspect du capitaine de l'*Eksund* : Adrian Hopkins a équipé son vieux caboteur de matériel de navigation ultramoderne. Ce marin de métier serait un mercenaire de l'IRA.

Le caboteur est suivi à la trace. Après qu'il a été chargé en armes libyennes, entre en lice un nouveau venu. Il s'agit d'un sous-marin atomique d'attaque appartenant à la force nucléaire stratégique britannique. Muni d'un sonar, ce submersible n'a aucun mal à suivre l'*Eksund*, tout en restant en plongée, donc sans risque d'être localisé par le sonar du cargo.

La manœuvre est complexe. Elle vise certes à récupérer la cargaison de l'*Eksund*, mais plus encore à repérer ceux qui, dans les eaux territoriales irlandaises, viendront en prendre livraison, comme les Britanniques l'ont déjà fait en 1984 dans l'affaire du *Marita-Ann*. Londres espère démanteler une grande partie de l'infrastructure clandestine de l'IRA, et notamment ses caches d'armes.

Le genre d'opération qu'on mène dans le plus grand secret. Trop, en l'occurrence. On n'a pas tenu les douanes françaises au courant. Justement, les gabelous s'étonnent du « profil intéressant » que présente le caboteur, surveillé par intermittence : pourquoi l'*Eksund* se traîne-t-il dans l'Atlantique à la vitesse d'un escargot ?

Le 29 octobre, un C 404 Titan des douanes se montre un peu trop curieux. Comprenant qu'on le surveille du ciel, l'équipage du cargo d'armes décide d'abandonner le projet initial et de bifurquer vers les eaux territoriales françaises. Les gabelous l'arraisonnent au moment où il tentait de couler l'*Eksund* en le truffant de charges explosives.

Échec à la filature sous-marine. Les Britanniques devront se contenter d'exploiter au niveau propagande la découverte de l'arsenal venant de Tripoli. Mais bien sûr, à Londres on décide l'embargo information sur le rôle de « détective » joué par le submersible de la Royal Navy. Difficile d'admettre que la force stratégique nucléaire a été utilisée à une fin assez peu orthodoxe et qu'en plus cela n'a servi à rien ! Voilà pourquoi l'Amirauté et les services anglais démentent encore aujourd'hui avec une belle constance les modalités de l'opération *Eksund* telles que nous les avons révélées.

Quant à la Libye, elle nie l'évidence avec une obstination digne d'un meilleur sort. Ses services ne seraient en rien impliqués dans l'affaire. Difficile à croire, même si ces derniers cherchent volontiers à paraître sous un jour angélique qui ne leur sied guère...

Les agents très secrets de Kadhafi

C'est en se réclamant des thèses nassériennes que le jeune colonel Moammar el-Kadhafi prend le pouvoir à Tripoli le 1er septembre 1969. Une révolution qui n'attire pas d'emblée les foudres de l'Occident. Celui-ci ne s'inquiétera qu'au fur et à mesure de la radicalisation du nouveau régime, menée par le clan Kadhafi auquel appartient la nombreuse famille du « bouillant colonel », et celle du numéro 2, le commandant Abdesselam Jalloud.

C'est cette radicalisation qui va donner aux services de sécurité de Tripoli leur structure mouvante, imprécise, très difficile à cerner pour leurs homologues occidentaux tant elle s'appuie sur l'idéologie changeante du colonel Kadhafi et des siens.

Officiellement, ils comptent de manière générale trois instances différentes.

Les SR militaires ne limitent pas leurs compétences au seul renseignement militaire. Ils assurent également les tâches de sécurité militaire et les liaisons avec les groupes terroristes « alliés » tel celui d'Abou Nidal.

Le ministère de la Justice de la Jamahiriya (« État des masses » libyen) comprend un Directoire général des investigations, organisme de sécurité intérieure et de contre-espionnage qui fut notamment formé par un ancien fonctionnaire du roi Idriss, Ghozali, aujourd'hui décédé.

Les renseignements extérieurs, dirigés jusqu'en 1980 par un ancien policier d'Idriss, Driss el-Chehaibi, puis par un homme clef du régime, Ibrahim el-Bichari, sont chargés de l'espionnage à l'étranger.

Dépendants de Kadhafi et de Jalloud, ces services ont subi un processus de réorganisation dès l'arrivée d'El-Bechari à la tête du ministère des Affaires étrangères. Le nouveau ministre entendait chapeauter personnellement les

SR extérieurs, dont il connaissait bien, et pour cause, le fonctionnement. Diplomatie et services sous direction unique : l'expérience donnait à Bichari un poids considérable dans la définition de la politique étrangère libyenne. Elle a toutefois pris fin en 1992, débouchant sur une nouvelle autonomie des renseignements extérieurs.

Celle-ci n'est que très relative. En fait, l'ensemble des services, et notamment le dernier cité, sont « infiltrés » par un quatrième, qui s'impose en quelque sorte à eux, les Comités révolutionnaires.

La responsabilité de ces Comités, qui se veulent l'expression pratique de l'« État des masses », échoit principalement au lieutenant-colonel Abdallah Sénoussi, le beau-frère de Kadhafi. Et ce même si — complication supplémentaire — Bichari en est aussi un des dirigeants.

Les Comités révolutionnaires constituent ce qu'on pourrait appeler un « super-service », qui entretient des cellules au sein même des autres organes de renseignement de la Jamahiriya. En 1993, Sénoussi est assisté à leur tête par les capitaines Mansour Kilani et Abdousalam Zadma.

Les CR ont joué et jouent encore un rôle fondamental en tant que bras armé du régime. C'est notamment eux qui ont organisé les liquidations d'opposants réfugiés à l'extérieur, que la protection promise par les services de renseignement occidentaux (SDECE ou DGSE, MI 6, CIA) n'a pas toujours suffi à préserver.

Cette chasse à l'homme meurtrière était menée par « Abdousalam Shérif » — pour les SR occidentaux, un pseudonyme abritant Abdousalam Zadma, qui sera expulsé par les Britanniques en mars 1984, après la fusillade mortelle qui coûta la vie à une de leurs femmes-policiers.

Pour s'en prendre aux opposants, les Comités populaires disposaient entre autres de l'infrastructure des renseignements extérieurs, implantés notamment dans les ambassades libyennes (« Bureaux populaires »). Mais, compte tenu du profil bas adopté par le maître de Tripoli, ces dernières ont mis en veilleuse leurs activités violentes.

Les cibles

Les adversaires de la communauté libyenne du renseignement dépendent à chaque moment de la politique étrangère du colonel Kadhafi et du commandant Jalloud. Par nature, celle-ci change constamment, ce qui implique une évolution continuelle des objectifs fixés aux SR.

Parmi les pays occidentaux, l'Angleterre a été plus spécialement visée en tant qu'ancienne puissance coloniale, ce dont témoignent les affaires de livraison d'armes à l'IRA du *Claudia* (1973) puis de l'*Eksund* (1987). Ou encore la tentative de couler en 1981 le paquebot *Queen Elisabeth* relatée par Anouar es-Sadate dans ses mémoires.

Autre pays visé, la France, en raison notamment du long conflit tchadien.

Sous Giscard d'Estaing puis sous Mitterrand, la guerre secrète franco-libyenne passera par des phases d'intensification et d'apaisement. Les

Libyens auraient ainsi tenté d'assassiner le second en février 1984, lors d'un déplacement officiel à Bangui, attentat déjoué par la DGSE.

On verra Jean-Charles Marchiani, un proche du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, inaugurer en 1987 de bonnes relations avec Ibrahim El-Bechari dans le cadre des négociations secrètes pour la libération des otages français du Liban ou de la famille Valente. Puis, à la fin de l'année suivante, le directeur de la DST Bernard Gérard accompagné du spécialiste maison des affaires arabes Philippe Rondot (ancien de la DGSE et seul responsable des services de renseignement occidentaux à avoir rencontré personnellement Abou Nidal) prendre l'avion pour Tripoli où ils s'entretiendront avec Koueidil el-Hamdi, le chef des SR militaires.

L'objectif de ces tractations : conclure une « paix » en bonne et due forme à propos du Tchad. Les contacts entre Rondot, Sénoussi et Bichari aboutiront aussi à la libération des Valente, cette famille séquestrée par le « groupe Abou Nidal » (en fait par les Libyens).

Dès le début de l'ère Reagan, la tension entre les États-Unis et la Libye s'est révélée très forte, le nouveau président et son ami William Casey, chef de la CIA, manifestant leur intention de ne rien céder à Tripoli. Impressionnés par le caractère imprévisible du colonel libyen et comprenant qu'il constitue pour Moscou un allié difficile à manier, les Américains sont décidés à lui tenir tête. Quand on apprend en décembre 1981 qu'un commando de tueurs libyens aurait pénétré aux USA pour assassiner Reagan, la tension semble atteindre son comble. En fait, elle va culminer avec le bombardement-représaille de Tripoli et Benghazi du 15 avril 1982, consécutif à l'attentat meurtrier perpétré contre « La Belle », une boîte de nuit de Berlin-Ouest fréquentée par des GI's et à l'interception de communications libyennes compromettantes par la NSA.

Elle semble retomber ensuite mais remontera après décembre 1988 et l'attentat de Lockerbie. Comme leurs homologues britanniques, les services américains tiennent ceux de Kadhafi pour responsables des 270 morts qu'il a provoquées. Washington exige le châtiment des coupables et multiplie les pressions pour que Tripoli les livre.

Malgré ces péripéties souvent sanglantes, les Libyens ne sont pas complètement isolés en Occident. Ils ne s'entendent pas trop mal avec le CESID espagnol du général Manglano. Surtout, ils entretiennent de bonnes relations avec la communauté italienne du renseignement, comme nous l'avons vu quand nous nous sommes penchés sur le drame du DC 9 d'Itavia. L'Italie est d'ailleurs le lieu de déplacement extérieur préféré du commandant Jalloud, numéro 2 du régime.

Depuis 1978, les relations entre la Libye et l'Iran sont franchement hostiles. Kadhafi s'est efforcé de frapper les ayatollahs de Téhéran. Ceux-ci ont riposté, menant par exemple des campagnes de désinformation très astucieuses destinées à « diaboliser » un peu plus le bouillant colonel à l'Ouest. Nombre de spécialistes du renseignement considèrent par exemple que les rumeurs affirmant qu'un commando libyen avait pénétré aux USA en décembre 1981 pour assassiner le président Reagan ont été « forgées » par les Iraniens, « alliés objectifs » du Mossad en l'occurrence.

L'ATTENTAT DU DC 10

Le 20 septembre 1989, on retrouve dans le désert du Ténéré les restes des 171 passagers d'un DC 10 de la compagnie aérienne UTA. L'appareil a explosé en plein vol. Les services de renseignement occidentaux sont rapidement en possession d'un document de la Sécurité militaire congolaise qui attribue la responsabilité de l'attentat aux opposants à Mobutu de la Communauté démocratique révolutionnaire zaïroise (CDRZ), manipulés par les Libyens.

S'ouvre ainsi la « piste libyenne » qu'explore pour la France le juge Bruguière qui, en 1987, a déjà instruit l'affaire de l'*Eksund*. Ce magistrat antiterroriste recueille des éléments qui corroborent cette piste, notamment les premiers interrogatoires d'un des leaders de la CDRZ, Bernard Yanga.

Autre point d'orgue de son enquête : les restes d'un appareil électrique utilisé dans le système de mise à feu de la bombe qui a détruit le DC 10. Selon les enquêteurs du FBI, ces pièces font partie d'un lot de minuteurs achetés en avril 1989 par des officiers de renseignement libyens à une firme allemande.

A l'issue de son investigation, Bruguière lance des mandats d'arrêt internationaux dont l'un concerne Abdellah Sénoussi, le beau-frère de Kadhafi en charge des Comités révolutionnaires, numéro 2 de l'Office de sécurité extérieure (le titre des SR extérieurs libyens à l'époque).

En juin 1992, l'affaire rebondit avec la publication simultanée de deux livres parfaitement contradictoires rédigés par des journalistes d'investigation réputés : Pierre Péan et Jean-Marie Pontaut.

L'Attentat — le juge Bruguière accuse la Libye, de Pontaut, suit pas à pas l'enquête de Bruguière et pointe avec lui le doigt en direction de Tripoli. Dans *Vol UT 772, contre-enquête sur un attentat attribué à Kadhafi*, Péan estime que les pistes ont été brouillées par une vive concurrence entre la Sécurité militaire congolaise du colonel Patrice Ondélé et la Direction générale de la sécurité d'État dirigée par Emmanuel Ngouelondelé.

Nouveau rebondissement en 1993. Cette année-là, on publie à Londres *Trail of the Octopus*. L'ouvrage est le fruit de la collaboration entre un ancien officier de la Defense Intelligence Agency, Lester Knox Coleman, réfugié politique en Suède, et un journaliste, Daniel Goddard. *Trail of the Octopus* met à mal les thèses occidentales sur la culpabilité libyenne dans le crime de Lockerbie. Selon Coleman, ce terrible attentat perpétré le 21 décembre 1988 (270 morts) serait l'œuvre du FPLP-Commandement général d'Ahmed Jibril. Le Palestinien aurait agi pour le compte des Syriens, ses commanditaires habituels. Et, derrière eux, pour celui des Iraniens, désireux de venger les 290 victimes de leur Airbus abattu en juillet par le destroyer américain *USS Vincennes*.

Coleman s'en prend vertement à Rifaat el-Assad, le frère du président syrien, aux généraux Kenaan et Doubah, alors têtes des services syriens, et à Monzer el-Kassar, le beau-frère de Doubah. C'est en infiltrant une filière « contrôlée » par le Drug Enforcement Administration, la police antidrogue américaine, que les tueurs seraient parvenus à placer l'explosif à bord du vol Panam 103. Coleman accuse George Bush et Margaret Thatcher d'avoir chargé délibérément la Libye de ce crime afin d'éluder les « bavures » de la DEA. Surtout, les Anglo-Saxons auraient délibérément choisi d'accabler un adversaire plus faible que le couple Iran-Syrie, et ce d'autant .plus que l'affaire débouchait sur les coulisses de l'Irangate. Un mécanisme que Coleman verrait bien se reproduire dans l'attentat du DC 10 d'UTA. Dont acte.

L'Égypte, l'Arabie Saoudite, le Maroc et la Tunisie constituent traditionnellement les objectifs arabes les plus visés par les SR du colonel Kadhafi. C'est entre autres pour faire pièce aux menées du colonel qu'Alexandre de Marenches, le directeur général du SDECE, a impulsé dès 1976 l'étonnant SAFARI-Club (p. 260). Bien que marquées par une nette méfiance, les relations resteront toujours bien meilleures avec la Sécurité militaire algérienne. Elles sont naturellement exécrables avec la direction de l'OLP, qui a toujours refusé d'être manipulée par le maître de Tripoli.

Les SR libyens se montreront particulièrement actifs face à la Tunisie voisine, notamment à Gafsa en janvier 1980 (p. 341). Figurent aussi parmi leurs objectifs privilégiés le Zaïre, le Sénégal et le Congo ex-français. C'est d'ailleurs dans ce dernier pays qu'est née la « piste libyenne » dans l'attentat du 19 septembre 1989 contre le DC 10 d'UTA.

Les grands moyens du « bouillant colonel »

Pour atteindre ses objectifs aussi variables que multiformes, le clan Kadhafi dispose de services d'une qualité professionnelle très médiocre qui ne supportent pas la comparaison avec leurs homologues du Maghreb. Aussi a-t-il choisi d'utiliser les « grands moyens », s'appuyant sur l'argument-masse financier tiré des royalties pétrolières.

Ces « grands moyens » sont au nombre de trois.

Le premier, c'est le financement et la manipulation de groupes d'opposants au nom de la « fraternité révolutionnaire ». Il passe par les Comités révolutionnaires et autres Bureaux populaires. Cette technique est essentiellement réservée aux pays du tiers monde, mais on a également vu des partenaires moins ombrageux que l'IRA comme le leader syndical anglais Arthur Scargill ou le trotskyste britannique Gerry Healy (également au contact des services anglais comme nous l'avons révélé dans le tome 1 de cette *Histoire mondiale*) se laisser compromettre par les Libyens.

Le recrutement à prix d'or de spécialistes étrangers apparaît comme le deuxième de ces « grands moyens ». Au début des années 80, les Américains ont appris avec effarement que d'anciens officiers ou contractuels de la CIA tels qu'Edwin P. Wilson, son associé Frank E. Terpil ou George G. Korkala avaient travaillé dans ce cadre pour les opérations de fournitures d'armes, d'entraînement d'agents spéciaux aux techniques du renseignement, des communications ou des attaques de commandos. Accusé d'espionnage au profit de Tripoli, un ancien spécialiste du secteur Moyen-Orient de la DIA, Waldo Dubberstein, s'est suicidé en mai 1983.

Ces hommes agissaient-ils à l'insu de la communauté US du renseignement ? Onze ans après le suicide de Dubberstein, cette question épineuse n'est pas encore tranchée.

Troisième moyen : le « sponsoring » de groupes terroristes servant à l'occasion de bras armé à la Jamahiriya. Abou Nidal reste le meilleur exemple de cette technique (p. 354). C'est semble-t-il en février 1984 que Ibrahim el-Bechari a négocié avec le chef du service de renseignement d'Abou Nidal le ralliement du groupe à Tripoli.

Contrairement à Georges Habache ou à Ahmed Jibril, Abou Nidal acceptera sans façon de devenir l'homme de main du « bouillant colonel », auquel une hostilité commune à Yasser Arafat le liait. Commencent de cette manière des années de collaboration ponctuées d'attentats et de liquidations physiques.

Cette année 1984 voit également une première vague de répression contre les mouvements fondamentalistes du Hezbollah libyen, pro-iranien. Aujourd'hui, la Jamahiriya libyenne s'estime menacée par la contagion fondamentaliste. C'est pour cette raison que Kadhafi a décidé une profonde réorganisation de la communauté libyenne du renseignement. Il incombe notamment au capitaine Abdousalam Zadma, fort de l'expérience acquise contre les opposants politiques d'autrefois, de démanteler les réseaux du Hezbollah. Le tout dans le cadre d'un régime luttant pour sa survie.

Yasser Arafat, l'OLP et les services spéciaux

Ce lundi 8 juin 1992, Atef Bseiso, quarante-quatre ans, regagne en voiture l'hôtel Méridien, à Paris. A peine est-il descendu sur le trottoir que deux hommes s'approchent. Bseiso leur tourne le dos. L'un des deux inconnus ouvre le feu tandis que l'autre le couvre. Touché à la tête, Bseiso titube, marche encore quelques mètres, puis s'effondre. Une nouvelle fois, l'un des responsables des services spéciaux de l'OLP vient de périr de mort violente...

Farouk Kaddoumi (« Abou el-Loft ») a été le premier responsable du renseignement au sein du Fatah, créé en 1959. Dès 1966, il a établi le contact entre son mouvement et les Moukhabarat égyptiens. Mais c'est l'année suivante qu'il est parvenu à s'entretenir directement avec Chams el-Badram, leur patron à l'époque.

Kaddoumi reconverti dans des tâches plus directement politiques, c'est Salah Khalef (« Abou Iyad ») qui l'a remplacé après la guerre israélo-arabe de juin 1967. Né en 1933 à Jaffa d'un père arabe et d'une mère juive, exilé à la veille de la proclamation de l'État d'Israël, Abou Iyad a figuré parmi les membres fondateurs du Fatah. Ami personnel de Yasser Arafat, il aime néanmoins conserver une bonne marge d'autonomie par rapport à ce dernier.

L'analyse du Fatah est alors la suivante : disséminée dans les pays arabes et en Occident, la diaspora palestinienne constitue une source de financement et de renseignements potentiels pour le mouvement ; mais on ne pourra rien

faire si on ne dispose pas du soutien d'un ou de plusieurs pays arabes, ce qui implique d'adopter une attitude souple par rapport aux services spéciaux des « pays frères ».

Cette volonté de brandir le drapeau de l'autonomie organisationnelle tout en cherchant en permanence un État derrière lequel s'abriter va devenir une constante dans l'action de l'OLP, conduisant cette dernière à une politique faite de zigzags et à des opérations clandestines assez décousues.

Abou Iyad structure Ras el-Amman, son premier réseau de renseignement. Un poste qu'il abandonne après le Septembre noir de 1971 en Jordanie. Abou Youssef an-Najar prend sa succession. Tué par les Israéliens en 1973 à Beyrouth, il est à son tour remplacé par Abd-el Hamid Ghoulouf.

Dans l'intervalle, le groupe Septembre noir a fait une irruption sanglante sur la scène internationale avec l'assassinat du Premier ministre jordanien Wasfi el-Tall, le 28 novembre 1971 au Caire. Voué au terrorisme spectaculaire, ce groupe est l'émanation de l'aile dure de la centrale palestinienne, mais la direction de l'OLP le laisse agir au nom de la vieille politique qui veut que la main droite ignore ce que fait la main gauche. Et comme le rôle d'un spécialiste du renseignement est précisément de savoir ce que font les deux mains, Abou Iyad ne manque pas d'informations sur les activités de Septembre noir.

Il sait que le chef des opérations de Septembre noir n'est autre qu'Ali Hassan Salameh. Au Fatah depuis 1967, celui que les Israéliens surnommeront le « Prince rouge » a fait ses classes dans le service de contre-espionnage de l'organisation, le Djihaz el-Rasd. Cible privilégiée des Israéliens, il a échappé par miracle au Mossad lors de la malencontreuse équipée de juin 1973 à Lillehammer (cf. p. 298).

Preuve supplémentaire que l'OLP et Septembre noir ne constituent pas deux galaxies différentes, Salameh va être nommé chef de la Force 17, une sorte de garde prétorienne chargée des questions de sécurité et de renseignement auprès de Yasser Arafat (la Force 18 s'occupe, elle, des liquidations physiques). Devenu l'homme de liaison entre les services secrets palestiniens et la station de la CIA à Beyrouth, ce play-boy au charme trop tapageur est assassiné par le Mossad en janvier 1979 (cf. p. 302).

Depuis 1974, Abou Iyad a repris officiellement les rênes des services spéciaux, un monde qu'il n'avait jamais laissé de côté. Il faut à présent gérer les difficultés engendrées par l'action violente de Septembre noir. Le chef palestinien essuie alors l'un de ses plus cinglants échecs : incapable d'empêcher le passage d'Abou Nidal aux Irakiens, il voit se créer sur le flanc de l'OLP un danger terrible. Désormais, la guerre secrète contre le groupe dissident absorbera une partie considérable de son énergie.

Au fil des ans, des rapprochements interviennent en revanche avec Georges Habache ; en cette même année 1974, le FPLP entretient des liens avec le KGB. En avril, le chef du réseau soviétique au Liban a rencontré Waddi Haddad, le responsable des « opérations extérieures » du FPLP. Les deux hommes sont convenus que les services russes fourniraient au mouvement palestinien du matériel de pointe et des armes.

Nouveau problème en janvier 1977 quand Abou Daoud, de passage à

Paris, est arrêté par la DST en vertu d'un mandat d'arrêt international. Abou Daoud, qui a gardé des liens avec Abou Nidal longtemps après que ce dernier a rompu avec l'OLP, figure au rang des terroristes les plus recherchés de la planète. On peut révéler aujourd'hui que le SDECE, informé par ses spécialistes des affaires arabes des conséquences néfastes que pouvait avoir son arrestation, a fait le premier pression pour que le leader palestinien soit relâché.

Yasser Arafat, s'il fait confiance à Abou Iyad, préfère disposer de son propre appareil de renseignement et de sécurité dont il confie la responsabilité à Hayef Abdelhamid (« Abou el-Houl »). Moins politique que Abou Iyad, moins important dans la hiérarchie palestinienne aussi, Abou el-Houl a aussi moins d'autonomie par rapport au chef de l'OLP. Il va se trouver au centre d'une opération dont le secret est resté jalousement gardé jusqu'à ce jour, la mission CHARLIE.

Mission CHARLIE

Les relations entre Tunis et l'OLP ont toujours été bonnes. Ainsi Abou Iyad, dirigeant politique et l'un des deux responsables des appareils de renseignement/sécurité de la centrale d'Arafat, a-t-il pris l'habitude de passer de temps à autre des vacances en Tunisie avec sa famille.

Partisan d'une ligne plus souple pour l'OLP, Abou Iyad s'entend à merveille avec Ahmed Bennour, le patron de la Sûreté nationale tunisienne (El Amn el-Watani). En septembre 1981, le dirigeant palestinien fait part à son ami d'un problème mineur mais épineux. Abou Iyad doit quitter Tunis pour regagner le Koweït au plus vite ; or aucun vol direct n'existe sur cet itinéraire.

Transiter par Paris constituerait certes la solution la plus pratique. Malheureusement, la capitale française est considérée comme dangereuse par les dirigeants palestiniens. Sans compter qu'Abou Iyad, en raison de ses activités passées, figure sur les listes des « terroristes internationaux » les plus recherchés.

Bennour, qui n'attend qu'une occasion pour réconcilier ses amis français et palestiniens, profite de l'aubaine. Il téléphone à François de Grossouvre, le conseiller du président Mitterrand pour les affaires spéciales, et s'assure que l'escale de Paris n'est en rien dangereuse pour Abou Iyad.

Mieux, le directeur de la Sûreté tunisienne met sur pied une courte rencontre entre son ami palestinien, François de Grossouvre et Joseph Franceschi, le secrétaire d'État à la Sécurité publique. Cette initiative débouchera sur des contacts réguliers entre Abou Iyad et les ministres de l'Intérieur Gaston Defferre puis Pierre Joxe, ainsi qu'avec la DST et notamment son directeur, Yves Bonnet, qui se rendra à maintes reprises à Tunis pour y rencontrer Abou Iyad. Relations qui se poursuivront avec le successeur de Bonnet, Bernard Gérard, et son collaborateur le colonel

Rondot, lequel promu général, conseiller auprès du ministre de la Défense, continuera à les entretenir.

Avec l'aval de Bourguiba, les Tunisiens vont jouer une seconde fois le rôle de « Messieurs Bons Offices. »

Tout commence avec la vague d'attentats d'origine moyen-orientale qui secoue la France en 1982, alors que le groupe Abou Nidal s'est manifesté avec sa sauvagerie habituelle rue des Rosiers. L'idée vient aux animateurs de la lutte antiterroriste que, pour contrer des réseaux clandestins arabes, on doit utiliser des chasseurs de terroristes arabes eux aussi.

Et pourquoi pas les Tunisiens, dont l'attitude modérée est connue de tout le monde ? Connaissant les relations personnelles que le colonel Ivan de Lignières, cet ancien proche collaborateur d'Alexandre de Marenches au SDECE qui s'est retiré des affaires secrètes, entretient avec eux, on lui demande d'aller à Tunis sonder le chef des services, Ahmed Bennour.

Nous sommes en septembre 1982. Muni du feu vert de Pierre Marion, Lignières s'envole pour Tunis. Il y rencontre Bennour. C'est sans la moindre hésitation que ce dernier accepte d'aider les Français dans cette difficile partie.

D'abord en mettant la DGSE au contact direct de la personne idoine : Hayef Abdelhamid alias Abou el-Houl, le pendant d'Abou Iyad dans les services spéciaux de l'OLP. Directement placé sous la coupe d'Arafat — plus qu'un « politique », c'est avant tout un « professionnel » —, Abou Houl ne se fait pas prier pour apporter sa pierre à l'opération de contre-terrorisme en cours. Accord transformé en un véritable pacte antiterroriste dès octobre quand Pierre Marion, le directeur général de la DGSE, rencontre Yasser Arafat lui-même dans un hôtel de Tunis (*Le Canard enchaîné* se fera le premier l'écho de cette rencontre en décembre 1983).

Baptisée Mission CHARLIE, l'opération va s'effectuer, côté français, en liaison permanente avec les « affaires réservées » des deux directeurs généraux de la DGSE successifs du début des années 80, Pierre Marion d'abord, puis l'amiral Lacoste.

Une dizaine d'hommes de l'OLP débarque clandestinement à Paris. Pour infiltrer les milieux extrémistes arabes de la capitale, ils seront épaulés par une très efficace équipe d'agents tunisiens placés sous les ordres du chef d'antenne parisien de la Sûreté tunisienne.

Outre les Tunisiens de Bennour, l'équipe parisienne de l'OLP opère en liaison avec des réseaux implantés dans les pays limitrophes. Surtout, elle travaille main dans la main avec le réseau palestinien de Chypre installé à Larnaca. Par leurs renseignements, ces agents secrets assez peu ordinaires contribueront largement à affaiblir les groupes terroristes arabes ou pro-arabes d'Europe, au moyen d'une série d'expulsions en douceur et peut-être de quelques sévères règlements de comptes.

La mission CHARLIE va durer six mois. Abou Houl s'y implique de manière personnelle, effectuant un voyage à Paris en compagnie du chef de poste de Tunis de la DGSE. Abou Iyad lui-même se rend clandestinement dans la capitale française. Le 27 décembre 1982, c'est dans son appartement du quai Branly qu'il rencontre François de Grossouvre, le conseiller personnel

du président Mitterrand pour les affaires secrètes et les services spéciaux, et Joseph Franceschi, le secrétaire d'État à la Sécurité publique.

La coopération des services de renseignement français et palestiniens est bien partie. Pierre Marion n'en verra pas toutes les péripéties, qui quitte la Piscine en novembre 1982. Mais l'amiral Lacoste, et surtout son directeur de cabinet Pierre Lethier, infatigable cheville ouvrière des rapports avec Abou el-Houl, seront à même d'en apprécier les effets.

Le chemin sanglant vers la paix

Naturellement, le Mossad est beaucoup moins enthousiaste quand il a vent du rapprochement franco-OLP. Le 1er octobre 1985, en réponse à l'assassinat d'officiers du Mossad à Chypre par des agents de la Force 17, l'armée de l'Air israélienne bombarde le quartier général de l'OLP d'Hamman es-Shatt, près de Tunis. Comme Yasser Arafat, Abou Tayeb, le patron de la Force 17, échappe de peu à la mort.

Le raid d'Hamman es-Shatt constitue peut-être une erreur dans la mesure où les Américains ne peuvent que désapprouver cette agression contre un pays ami, la Tunisie. Et le bruit de commencer à courir : la CIA serait la vraie responsable de la survie de Yasser Arafat, qu'elle aurait prévenu au dernier moment après avoir eu écho du raid israélien par SIGINT.

C'est en 1986 à Genève que Abou Iyad rencontre pour la première fois des représentants de l'agence américaine de renseignement. Jusque-là, le numéro 2 de l'OLP figurait en tête de liste des terroristes internationaux fichés à Langley.

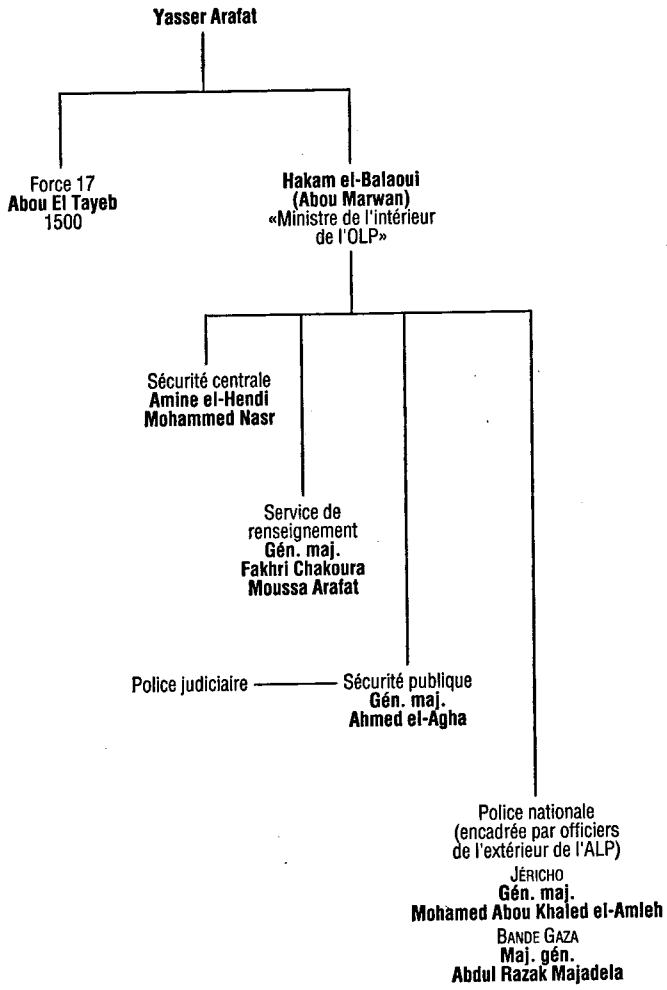
Le contact se révélant très bon, les relations entre l'OLP et la CIA ne peuvent dès lors que s'élargir. Un atout pour la centrale palestinienne bientôt plongée dans une situation nouvelle par l'éclatement de l'Intifada.

L'Intifada, c'est beaucoup l'affaire d'Abou Iyad, dont les services maintiennent le contact avec les territoires occupés, vital pour l'OLP. Mais dans la nuit du 14 au 15 janvier 1991, Hamza Abou Saïd, membre du groupe Abou Nidal, coupe d'un seul coup les deux têtes des services de l'OLP. Il assassine Abou Houl en même temps qu'Abou Iyad.

Non sans courage, Atef Bseiso, ancien étudiant en droit à l'université de Beyrouth adhérent du Fatah depuis 1969, et Amine el-Hendi acceptent de reprendre une partie des responsabilités de leur ancien patron Abou Iyad. Comme on l'a vu, le premier mourra à Paris un an et demi plus tard, alors qu'il assurait les liaisons avec la DST et la DGSE dans la continuité des relations initiées auparavant avec Abou Iyad.

Amine el-Hendi continue sur sa lancée. Mais, simultanément, Arafat a confié à Hakem Belaoui, l' « ambassadeur de l'OLP à Tunis », la création d'un service central de sécurité. Sous la tutelle de ce dernier, en 1993, El-Hendi rencontre en Europe les émissaires du Mossad, car, désormais, ils ont un objectif commun : assurer la protection des négociations ultrasecrètes qui débutent entre Israël et l'OLP. Les rescapés des services palestiniens

LES NOUVEAUX SERVICES DE SÉCURITÉ DE L'OLP APRÈS L'ACCORD GAZA -JÉRICHO ENTRE ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS



mettront dès lors leur appareil de renseignement au service des tractations entre ennemis d'hier. Désormais le « ministre de l'Intérieur » Belaoui organise la police des territoires occupés et scelle un pacte avec tous les services secrets qui sont prêts à aider l'OLP dans la lutte contre les intégristes et les opposants aux accords Arafat-Rabin.

Au lendemain des accords entre Palestiniens et Israéliens sur l'avenir des territoires occupés, la rivalité entre Amine Hendi, Hani el-Hassan, autre dirigeant historique, et Hakim Balaoui, le « ministre de la sécurité de l'OLP », s'aiguise. Chacun cherche à prendre le contrôle de la nouvelle agence centrale de sécurité palestinienne.

C'est alors qu'un scandale éclate : en novembre 1993, Adnan Yassine alias Abou Hani, bras droit de Balaoui, est identifié comme « agent israélien ».

Ce responsable de la sécurité rapprochée et des voyages des chefs palestiniens aurait été recruté par le Mossad quatre ans plus tôt, alors qu'il accompagnait sa femme, frappée de leucémie, dans un hôpital parisien. C'est pour financer ses soins qu'il aurait accepté d'informer les services de Tel-Aviv de tous les déplacements d'Arafat et de ses proches.

C'est ainsi, affirme la sécurité palestinienne, qu'il a prévenu le Mossad de l'arrivée d'Atef Bseiso à Paris à l'été 1992, provoquant son assassinat. Adnan Yassine aurait confessé ensuite ses méfaits à Yasser Arafat en personne. Reste un mystère : pourquoi sont-ce les services tunisiens, qui se disent eux-mêmes informés par la DST française, qui ont procédé à l'arrestation d'Adnan Yassine ?

Services tunisiens : de l'indépendance aux années 80

« Excellents pour l'infiltration et le contre-espionnage. Très bons pour l'interception et le décodage des communications » : c'est l'opinion qui prévaut dans les milieux français et américains du renseignement à propos des services tunisiens.

Après l'indépendance, la Tunisie s'est efforcée de se doter d'organes de renseignement efficients. Mais, contrairement à l'Algérie, dont les services se sont façonnés contre le modèle français, la communauté tunisienne du renseignement n'a pas renié l'héritage. Elle s'est au contraire inspirée du système français en évitant de grouper police et militaires sous le même toit.

Ont ainsi émergé deux branches bien distinctes, la Sûreté nationale (El Amn el-Watani), dépendant du ministère de l'Intérieur, et la Sécurité militaire (El Amn Askari) dépendant naturellement des forces armées.

L'instabilité constante au niveau du personnel dirigeant de la Sûreté nationale (se succéderont en trente-cinq ans au poste de directeur MM. Zouiten, Guiga, Essebassi, Mbezza, Belkhodja, Babbou, Kooli, Ben Mustapha, Bouslama, Ben Ali, Bennour, Ben Ali à nouveau, Mahjoubi,

Sariati) a tout de même empêché que ce service développe l'ensemble des capacités techniques des Tunisiens.

La SM bénéficiera jusqu'aux années 80 d'un personnel dirigeant plus stable. Le futur président Zine el-Abidine Ben Ali la commandera entre 1966 et 1974. Lui succédera pour dix années le colonel Balma. Le colonel Kherigi ne dirigera la SM que deux ans (1984-1986) avant de passer la main au colonel Ben Slimane.

En 1967-1968, Tahar Belkhodja essaie une première fois de réorganiser complètement la SN en séparant de manière nette les tâches de police et les tâches de contre-espionnage assurées par Ali M'Rad. Grâce à des cadres venus de la police, il crée au sein de la Sûreté une Direction générale des services spéciaux et en confie la responsabilité politique à un jeune dirigeant du parti Néo-Destour issu du mouvement étudiant, Ahmed Bennour. Mais cette expérience n'apportera pas les fruits espérés, Belkhodja, trop indépendant d'esprit, prenant très vite le chemin du limogeage, et même de la prison.

En novembre 1977, Zine Ben Ali prend en main les destinées de la Sûreté. Après un stage à Saint-Cyr, cet officier a épousé la fille du chef d'état-major de l'armée de Terre et a suivi, en 1962, une formation dans les écoles américaines de renseignement. A partir de 1966, il a été le patron de la SM. Plus attaché à la police intérieure qu'au travail de renseignement externe ou au contre-espionnage, il s'assure néanmoins des pouvoirs importants dans les deux secteurs.

La Sûreté essuie à cette période un premier échec qui, et pour cause, restera fort discret : elle ne parvient pas à détecter l'existence du mouvement islamique Ennhada. Fondé en 1977, ce groupe intégriste parviendra à camoufler ses activités jusqu'en 1981, date à laquelle la SN établira de manière formelle qu'il a déjà tenu un congrès clandestin et que sa base est appelée à se développer.

Plus évidents sont les troubles sociaux qui aboutissent à des émeutes sévèrement réprimées le 26 janvier 1978. Ils donnent l'impression que le régime est à bout de souffle, ce qui attire sur la Tunisie bien des convoitises.

Gafsa et après

Le colonel Kadhafi a toujours rêvé de déstabiliser Habib Bourguiba, trop modéré à ses yeux. C'est dans ce but qu'à la fin 1979 les services spéciaux de Tripoli commencent à jeter les bases d'une opération de commando avec, semble-t-il, le concours de l'antenne de la SM algérienne à Paris.

Comme leur chef de file Ahmed Megheni, des opposants tunisiens engagés aux côtés de la résistance palestinienne sont contactés à Beyrouth. Déguisés en joueurs d'une « équipe de football » venue disputer un match, on les infiltrera secrètement dans le Sud tunisien. Prenant d'assaut la ville de Gafsa, ils y proclameront un « gouvernement révolutionnaire » que la Libye se fera un devoir de reconnaître et d'appuyer militairement.

Le 27 janvier 1980, les Libyens lancent l'offensive. Voués au sacrifice par ceux qui se prétendent leurs alliés, les « footballeurs » investissent la caserne Ahmed Tilit pour s'emparer des armes qu'elle contient et les distribuer.

Aussitôt averti, le SDECE décide d'appuyer la Tunisie. Une petite équipe du Service Action est dépêchée sur place. Elle aidera l'armée tunisienne à intoxiquer les insurgés par une profusion de faux messages. Dans le même temps, les Transall acheminent des armements modernes et les navires de l'escadre de la Méditerranée croisent à proximité immédiate des eaux territoriales de la Libye de manière à intimider Kadhafi.

Les résultats de cette intervention rapide se révèlent précieux pour le régime. Les Tunisiens auraient de toute façon reconquis Gafsa, mais le travail des spécialistes du SA évite les victimes et des dégâts supplémentaires qu'aurait provoqués l'entrée en action des armes lourdes. Officiellement, on compte tout de même 49 morts, l'opposition avançant le chiffre de 400.

Le péril écarté, on s'étonne que la Sûreté n'ait pas repéré le retour quasi collectif d'opposants politiques dûment fichés et tous originaires de la région. Première victime de cette suspicion, Ben Ali lui-même : le directeur de la SN est limogé puis muté comme ambassadeur de son pays à Varsovie, ce qui ne constitue pas une promotion, loin de là. Il cède sa place à Ahmed Bennour.

Tout oppose ces deux hommes, leur formation comme leur cursus. Ben Ali est avant tout un militaire. Bennour demeure un civil. Acceptant mal son limogeage au profit de l'ancien leader étudiant, le futur président vouera dès lors une bonne dose d'hostilité à Bennour.

Quand il prend en main les rênes de la SN, dont le quartier général est situé au ministère de l'Intérieur, avenue Habib-Bourguiba, Bennour la restructure sur le modèle des années 1967-1968 : création d'une Direction générale de la police et d'une Direction générale de la Sûreté chargée des tâches de renseignement/contre-espionnage dont il prend personnellement la tête.

Bennour est promu secrétaire d'État à l'Intérieur chargé de la Sûreté en 1983. Pour développer son service, il fait sans état d'âme appel aux alliés français. La DST, le SDECE puis la DGSE vont aider El Amn el-Watani à monter un centre d'interception des communications dans la région de Tunis. Des « professeurs » français viennent aussi sur place aider les Tunisiens à créer leur propre école du renseignement et à mettre en place un système de communications autonome reliant les postes SN dans les ambassades et la centrale de Tunis.

La DGSE instruit également un petit Service Action dépendant de la Sûreté nationale. En 1981, la création par les Américains d'un groupe antiterroriste au sein de la Garde nationale (qui dépend de l'Intérieur et non de la Défense) a indisposé l'armée, très attachée à ses prérogatives.

Les relations entre services civils et services de renseignement militaires sont correctes, mais marquées d'une méfiance certaine, chacun veillant jalousement à préserver son domaine. Le colonel Kadhafi, quant à lui, voue une animosité égale à Ahmed Bennour et au général Boubaker Balma,

patron d'El Amn Askari jusqu'en janvier 1984. Le maître de Tripoli invective volontiers ces empêcheurs de tourner en rond, les « Deux B ».

Au début 1982, la SN intercepte à la frontière un nouveau commando actionné par les SR de Tripoli. Composé de six personnes, il devait commettre des attentats et des sabotages dans la région de Gafsa. Et, bien sûr, les Libyens n'apprécient guère que la Sûreté leur mette sous les yeux les preuves de leur implication dans l'affaire.

Ce sont pourtant les activités secrètes libyennes qui ont incité la Tunisie à adhérer à un groupement dont personne n'avait révélé l'existence à ce jour : le MIDI-Club.

Aux origines du MIDI-Club

Se grouper pour faire face aux manœuvres libyennes et à toute autre tentative de déstabilisation dans la région méditerranéenne, c'est l'idée du général Nino Lugaresi, le patron du SISDE italien, qu'un voyage en Libye organisé par le commandant Jalloud, le bras droit de Kadhafi, convaincra pourtant plus tard du caractère « inoffensif » des opérations menées par Tripoli.

Début 1982, Lugaresi convie à Rome ses homologues français (Marion), espagnol (Manglano), marocain (Dlimi) et tunisien (Bennour). De cette première réunion naît le MIDI-Club, bourse d'échange d'informations disposant d'un système de communication autonome par télex codés et de réseaux informatiques.

Transposition du SAFARI-Club inventé six ans plus tôt par Alexandre de Marenches, le MIDI-Club travaillera par réunions au sommet avec présidence tournante, réunions en commissions et en sous-commissions, mais ne disposera pas d'un siège central. On « tournera » entre les capitales des pays membres.

Après la mort de Dlimi, c'est Abdelhak Kadiri qui prend sa place au « conseil d'administration » du Club. Nonobstant la vieille inimitié entre les deux pays, l'officier marocain accepte qu'on fasse de larges concessions pour convaincre les Algériens de prendre leurs distances avec Tripoli. Ouvertures suivies d'effet lors de la crise frontalière tuniso-libyenne, en 1985, puisque, cette année-là, l'armée algérienne accepte de fournir 40 porte-chars aux Tunisiens. Côté français, le général Imbot, le chef de la DGSE, apporte en Tunisie la garantie du soutien de Paris. Un engagement qui incitera Kadhafi à faire marche arrière.

Toutefois, l'Algérie n'adhère pas au MIDI-Club. Alger préfère que le régime de Kadhafi subsiste, ne serait-ce que pour que la Libye échappe à la zone d'influence occidentale et continue à faire peser une menace sur sa voisine la Tunisie.

Bennour passe la main

Bennour aurait, semble-t-il, conçu les services de renseignement comme le moyen d'une action diplomatique ambitieuse. Leur petite taille — proportionnelle à celle d'un pays aux dimensions modestes — oblige les SR tunisiens à travailler sans réserve avec leurs alliés. Français, bien sûr, mais aussi américains. Une politique dans la lignée de celle du président Bourguiba, très favorable aux États-Unis depuis toujours. Elle se concrétise en avril 1982 par une augmentation très sensible des crédits d'aide militaire américaine à Tunis.

Excellentes relations aussi avec le BND ouest-allemand, qui ne persiste pas toujours à placer ses chefs de station à Tunis sous couverture industrielle comme c'était le cas à l'époque de Richard Christmann. Bien que son nom puisse semer la terreur, les Tunisiens apprécient l'efficacité discrète du nouveau résident, Herr Teufel (le Diable, en allemand).

Bennour cherche aussi des ouvertures du côté de ses amis palestiniens. Dès 1981, il s'est fait leur intermédiaire auprès des Français. C'est dans ce contexte que l'OLP, chassée de Beyrouth par l'offensive israélienne, a été invitée par Bourguiba à s'installer en Tunisie à la fin août 1982. Une décision courageuse car elle ne peut manquer d'attirer les foudres israéliennes sur le nouveau pays d'accueil d'Arafat.

Elle présente malgré ce grave défaut certains avantages annexes. S'ils ne disposent pas d'un État à eux, les Palestiniens jouissent alors d'une position stratégique au cœur du monde arabe telle que personne, même leur pire ennemi, ne peut refuser ostensiblement le contact avec eux. Du coup, ils sont souvent promus au rang d'entremetteurs, parfois de juges de paix. On verra ainsi les dirigeants de l'OLP transmettre à Tripoli le point de vue de Tunis et réciproquement, façon classique de résorber certaines tensions sans que quiconque perde la face.

La Tunisie joue par ce biais un rôle international bien supérieur à son poids spécifique. C'est à l'intérieur que tout va craquer.

En janvier 1984, Bourguiba décide l'augmentation du prix du pain, décision malheureuse qui provoque les « émeutes de la faim », lesquelles causeront près de 100 morts. Bennour presse le président de revenir sur sa décision. Bourguiba le fait publiquement, entraînant un rapide retour au calme. Mais l'action de Guiga comme celle de Bennour déplaisent au Premier ministre Mohamed M'Zali, qui les interprète comme un véritable complot dirigé contre sa personne. Résultat : les deux ministres échappent de peu à l'arrestation pour « haute trahison ». Guigua quitte le pays pour se reposer avec l'accord de Bourguiba, lequel sauve la tête de Bennour en le nommant ambassadeur à Rome.

Découle de cette double mise à l'écart une refonte totale de la communauté tunisienne du renseignement. Ben Ali est rappelé pour devenir directeur de

la Sûreté, secrétaire d'État à la Sécurité nationale en octobre 1984, puis ministre de l'Intérieur en avril 1985.

Le 1er octobre 1985, les F-15 de l'armée de l'Air israélienne bombardent par surprise les locaux de l'OLP, au sud-ouest de Tunis, mais manquent leur cible numéro 1, Yasser Arafat. Ce dernier, affirmera plus tard la rumeur, aurait été informé de l'attaque au dernier moment par la CIA.

D'après les informations dont nous disposons, totalement inédites, c'est le hasard et non l'Agence américaine qui a rendu possible la survie du leader palestinien. Arafat rentrait du Maroc, porteur d'un message du roi Hassan II pour le Premier ministre tunisien. Pressé de le délivrer, il s'est rendu chez M'Zali. Fatigué, Arafat a préféré coucher à Gammarth puis, le lendemain, faire un crochet pour assister aux obsèques de l'ancien ministre de la Défense Abdallah Farhat. C'est pour cette raison qu'il n'avait pas regagné le QG de son organisation quand l'aviation israélienne l'a détruit.

Le raid provoque naturellement une émotion intense en Tunisie où, dans la colère générale, les services spéciaux sont accusés de ne pas l'avoir prévu. Puis les événements se succèdent avec la disgrâce de M'Zali édictée par le « Combattant suprême ».

En novembre 1987, Ben Ali, devenu Premier ministre, dépose à son tour Habib Bourguiba à l'issue d'un coup d'État à froid fort bien monté. Il ne sera élu président qu'en 1989. Mais, à Tunis, personne ne s'y trompe : l'ancien patron de la Sécurité militaire puis de la Sûreté est d'ores et déjà le véritable leader du pays.

Son obsession : la lutte contre les intégristes de l'islam, qu'il va mener avec une fermeté si grande qu'elle amènera les services de police et de renseignement tunisiens à prendre de plus en plus de libertés avec les droits de l'Homme, attitude que dénonceront le Département d'État américain et, en France, *Le Canard enchaîné*.

Ben Ali, fidèle à ses conceptions diamétralement opposées à celles de Tahar Belkhodja ou d'Ahmed Bennour, veut grouper dans une même main le contrôle de la police et celui du renseignement/CE « civil ». Ce sera celle d'Abdallah Kallel, ministre d'État à l'Intérieur, véritable numéro 2 du régime.

En 1990, la SN affronte une très grave crise avec l'arrestation subite de Mohamed Larbi Mahjoubi, alors secrétaire d'État chargé de la Sûreté. Entré dans la police en 1956, ce natif de Gabès s'était spécialisé dans le contre-espionnage en 1968. Surnommé « Chadli el-Hami », il était considéré comme un « crack ». On l'accuse ni plus ni moins d'avoir travaillé en réalité pour le Mossad.

Absurde, estiment la plupart des observateurs, et ce d'autant plus que Chadli, jugé à huis clos, ne sera condamné qu'à quatre ans de prison ferme, peine légère pour un supposé « agent israélien ». En fait, les vrais motifs de sa disgrâce relèvent de la politique intérieure tunisienne.

Chadli est remplacé dès octobre 1990 par Mohamed Ali Ganzaoui, directeur des services spéciaux par intérim qui quittera son poste en avril 1992, mais cette fois pour exercer des responsabilités diplomatiques.

Le colonel Mohammed el-Ajnaf, vieux routier du renseignement à la

Sécurité militaire où il suivait tout particulièrement les problèmes libyens, prend à ce moment la direction effective des SR de la Sûreté nationale et de la SM, devenant le patron de la communauté tunisienne du renseignement. Fantassin formé à Saint-Cyr, Ajnaf est considéré par ses pairs comme un spécialiste brillant et efficace.

Après une vague de mutations et de limogeages, la responsabilité de la police va quant à elle échoir à un autre saint-cyrien, le général Ali Sariati.

Outre la répression du mouvement intégriste, la communauté tunisienne du renseignement voit son rôle démultiplié dans la protection des chefs de l'OLP. Sur ce plan, ils essuieront un sérieux revers dès février 1988 : un commando du Mossad va abattre dans sa villa de Tunis Abou Jihad (Khalil el-Wazzir), chef militaire d'El Fatah et responsable de l'ensemble des opérations de soutien à l'Intifada. Et plus tard, un second avec le double meurtre d'Abou Iyad et d'Abou Houl par le groupe Abou Nidal.

La route est encore longue qui fera se rencontrer des négociateurs palestiniens et israéliens...

L'affaire Pollard

Quand ils découvrent le véritable commanditaire de Jonathan Jay Pollard, les chasseurs d'espions du FBI tombent de haut : ce spécialiste de l'antiterrorisme aurait travaillé pour le Bureau de liaison (Lishka LeKishrei Mad'a, en abrégé : Lakam), un service si secret qu'ils en ignoraient l'existence.

Des sources israéliennes postérieures à cette arrestation affirment que le Lakam, chargé des recherches technologiques, ne date pourtant pas d'hier. Il aurait été créé en 1960 par Shimon Perès. Son chef au début des années 80 est, paraît-il, Rafi Eitan, ancien chef du commando qui enleva Eichmann en Argentine : « Rafi-le-Sale », le modèle de John Le Carré quand l'écrivain britannique a créé le personnage de Martin Kurtz dans *La Petite Fille au tambour*.

Juif américain né en 1954, sioniste convaincu et un tantinet mythomane, Pollard s'engage dans la marine US où on l'embauche au service de renseignement. Recruté par les Israéliens en avril 1984, il pénètre quelques mois plus tard dans le saint des saints, le quartier général de l'ATAC (Anti-Terrorist Alert Center) à Suitland, dans l'État du Maryland.

En un peu moins d'un an (janvier-novembre 1985), Jonathan et sa femme Ann vont fournir aux hommes du Lakam une véritable manne : 1 000 documents classifiés.

Alertés par ces détournements, les G-Men du FBI et leurs collègues du Naval Intelligence Support Center (NISC) tendent leurs filets. Le vendredi 18 novembre 1985, on l'arrête sur le parking de son bureau. Le FBI sait-il déjà que Pollard travaille pour l'allié israélien indélicat ? Peut-être pas. Relâché après un premier interrogatoire, l'agent du Lakam téléphone à son traitant, Yossef Yagour, pour lui faire comprendre que jamais le nom d'Israël

n'a été mentionné par les enquêteurs. Tous ses contacts s'évanouissent alors dans la nature, abandonnant le couple d'espions à son sort.

L'arrestation de la taupe israélienne ne cause d'abord que des remous circonscrits à la communauté du renseignement. Ils atteignent en premier lieu le Lakam, qui aurait été dissous — on préférera employer le conditionnel car que penser d'un service dont personne n'avait entendu parler avant l'affaire Pollard et dont personne n'a plus entendu parler après ? Qu'il en cache un autre, peut-être.

Pris la main dans le sac, les dirigeants israéliens s'efforcent de limiter les dégâts. Le chef du Shin Bet, Avraham Shalom, ment sans vergogne aux enquêteurs américains sous prétexte de les aider. Mais comme d'habitude quand ils sentent leur confiance bafouée, les Américains se cabrent. Malgré les efforts du lobby pro-israélien très puissant à Washington, l'affaire devient politique. Contraints et forcés, les dirigeants de l'État hébreu concèdent quelques excuses officielles et chargent la barque de « Rafi-le-Sale ». Pollard est condamné à la prison à perpétuité.

Dans l'intervalle, un autre scandale international vient ternir un peu plus la réputation des services israéliens : le kidnapping à Rome, le 30 septembre 1986, de Mordechai Vanunu, ce technicien qui avait fourni à l'hebdomadaire anglais *Sunday Times* des informations de tout premier ordre sur le fonctionnement de la centrale nucléaire de Dimona. Ramené clandestinement en Israël, il est condamné à dix-huit ans de détention le 27 mars 1988, un an après Pollard.

Les scandales, ils ne manquent pas en ces années 80. L'invasion du Liban-Sud par Tsahal en juin 1982 a conduit à un désastre tactique et moral. Le 23 août, Béchir Gemayel, principal allié du Mossad et de la CIA dans le pays, est assassiné par les services syriens. Ce meurtre est suivi par les massacres de Sabra et de Chatila, qui entraînent le limogeage du général Saguy, le chef de l'Aman, et un avertissement sérieux au patron du Mossad, Nahoum Admoni.

Scandale encore quand un ancien agent opérationnel, Victor Ostrovsky, publie aux États-Unis son best-seller *By Way of Deception, the Making and the Unmaking of a Mossad Officer*, qui fustige abondamment les pratiques de son ancien service. Scandale encore quand on apprend que Mike Harari, l'ancien meneur de jeu de la chasse aux Palestiniens de Septembre noir après Munich, est passé au service du dictateur panaméen Manuel Noriega. Inefficacité du Shin Bet qui, même en employant les procédés les plus douteux, ne parvient ni à réduire la Résistance libanaise chiite, ni — pis encore — à venir à bout de l'Intifada dans les territoires occupés.

Isser Harel en tête, les pères fondateurs des services secrets d'Israël gardent pourtant le silence. C'est qu'ils savent que d'autres difficultés attendent le Mossad avec la réouverture d'un nouveau front.

Les canons de Bagdad

Le 22 mars 1990, Gerald Vincent Bull est assassiné devant son appartement bruxellois. L'enquête menée par la police belge ne permettra jamais d'identifier publiquement les meurtriers de cet ingénieur américain. Mais dans le monde parallèle des services, on a attribué sans hésitation l'assassinat aux Israéliens.

Né le 9 mars 1928 au Canada, Bull se découvre très tôt la bosse des mathématiques. Devenu ingénieur, pris de passion pour les possibilités de l'artillerie à longue portée, dirigeant d'une firme spécialisée, la Space Research Corporation (SRC), il obtient la nationalité américaine en octobre 1972.

Premier client sérieux en 1975 : Israël. L'année suivante, le gouvernement sud-africain sollicite SRC. Mais en se livrant à l'exportation illégale de matériel militaire pour le compte de Pretoria, Bull encourt les foudres de la Justice américaine. En mars 1980, le voilà condamné à la prison. SRC est mise en liquidation judiciaire.

Relâché dès février 1981, l'ingénieur s'installe à Bruxelles pour y poursuivre ses activités dans le cadre d'une nouvelle société. Après avoir travaillé pour la Chine et la Yougoslavie, Bull est contacté en novembre 1987 par Amir Saadi, diplomate de formation et surtout homme de confiance de Hussein Kamel el-Majid, l'un des patrons des services spéciaux de Saddam Hussein.

Malgré les avertissements de ses nombreux amis israéliens, Bull va se laisser séduire par les sirènes de Bagdad. En janvier 1988, il y rencontre Hussein Majid. Tous deux jettent les bases du projet BABYLONE, qui vise à construire des super-canons à charge chimique ou nucléaire pour l'Irak.

Bull se croit intouchable, il a tort. Autour de lui, l'étau se resserre. Plusieurs opérationnels du Mossad débarquent à Bruxelles. Le 22 mars, le fondateur de Space Research est assassiné. Trois semaines plus tard, les Britanniques se décident à démanteler les filières qui acheminaient les éléments destinés à la mise en place des 50 obusiers géants prévus dans le cadre du projet BABYLONE.

A Bagdad, Saddam Hussein enrage. A un cheveu près, il tenait l'arme dont il avait besoin pour bouleverser le Moyen-Orient, frapper l'État juif et terroriser ses adversaires arabes. Comme le principe de la solidarité clanique, l'usage intensif de la terreur se situe en effet au centre de la pensée baasiste irakienne vue par le dictateur.

Le clan des Takritis

Dès sa prise de pouvoir, en juillet 1979, Saddam Hussein s'attache à perfectionner la communauté omniprésente du renseignement. Mais le nouveau leader baasiste n'imite pas servilement ses alliés du KGB. A leur enseignement, il ajoute ses conceptions personnelles.

Le paramètre géographique et familial, par exemple. Saddam Hussein vient de la petite ville de Takrit, à cent cinquante kilomètres au nord-ouest de Bagdad (son patronyme complet est Saddam Hussein el-Takriti). Aussi s'appuie-t-il sur le clan des « Takritis », originaires de sa ville natale, souvent membres de sa propre famille.

Le Dr Fadel Barrak el-Takriti est ainsi le chef du Directorat des Renseignements généraux (Moudiraiyat el-Moukhabarat el-A'Ama) à partir de 1983, en liaison étroite avec le propre fils du dictateur, Ouday. Cousins de Saddam Hussein par la lignée paternelle, les frères Hussein Kamel el-Majid (le recruteur de Gerald Bull) et Saddam Kamel el-Majid, par ailleurs tous deux gendres du président, se succéderont à la tête de la sécurité intérieure. Ministre de la Défense, Ali Hassan el-Majid devient le numéro 2 du régime. En 1990, deux demi-frères de Saddam, Ouadbane Ibrahim el-Takriti et Sabbaoui Ibrahim el-Takriti, prennent respectivement la responsabilité du Directorat des Renseignements généraux et celle de la Sécurité.

Le premier grand responsable de la communauté du renseignement irakien sous Saddam Hussein est Sadoun Shaker, un autre de ses cousins.

Par l'intermédiaire d'un avocat, vieil ami d'Alexandre de Marenches, Shaker est entré en contact avec le directeur général du SDECE. L'entrevue entre les deux hommes ne manque pas de piquant. Marenches, ostensiblement flegmatique, tance les Irakiens, héritiers d'une civilisation si riche, qui perdent leur temps en opérations terroristes de bas étage. Son interlocuteur proteste d'abord, puis se ravive quand le chef des SR français lui lit des fiches détaillées sur les financements des groupes au service de Bagdad. Interloqué, Shaker, qui n'ignore rien des opérations de manipulation du groupe Abou Nidal par ses propres services, laisse alors entendre que la politique secrète de son pays pourrait être réactualisée.

De fait, il s'y emploie bientôt, invitant le comte de Marenches à Bagdad. Le patron du SDECE table sur une possible ouverture qui dégèlerait le régime, l'assouplirait et en ferait un allié respectable pour l'Occident. Mais le limogeage de Shaker et son remplacement ultérieur par Barzan Ibrahim el-Takriti, le demi-frère de Saddam Hussein, sonne le glas de ces espoirs.

Né à Takrit en février 1951, Barzan el-Takriti a étudié le droit et les sciences politiques avant d'entrer en 1973 au ministère irakien des Affaires étrangères. Devenu l'homme de confiance du numéro 2 baasiste, il l'a aidé à prendre le pouvoir en 1979. Alors, Saddam Hussein propulse à la place de Shaker cet homme aux tenues ostensiblement militaires, vestes de combat et bottes de saut en croco, et à la logique expéditive.

En 1980, chef des Renseignements généraux, Barzan persuade son demi-frère que la République islamique d'Iran est à bout de souffle et qu'il est grand temps de passer à l'attaque. Une suggestion dont les Américains lui seront reconnaissants. En février 1982, Bill Casey, le chef de la CIA, le rencontre secrètement à Amman.

L'année suivante, la presse se fait l'écho d'une rumeur : El-Takriti aurait monté un autre putsch, raté cette fois, contre Saddam Hussein lui-même. Il s'agit surtout d'une brouille de type familial. A cause d'elle, le dictateur de Bagdad l'a effectivement écarté, confiant les destinées du Directorat des Renseignements généraux à un idéologue baasiste, Fadel Barrak, que contrôle et surveille le propre fils du dictateur, Ouday. Un militaire, le général Hicham Sabah el-Fakhri, est plus particulièrement chargé des opérations extérieures.

Barzan conserve cependant d'importantes responsabilités, notamment économiques. De plus, dès octobre 1988, la mise à l'écart provisoire d'Ouday Saddam Hussein, qui a tué un garde du corps de son père lors d'une nouvelle querelle familiale, lui permet de regagner une grande part du terrain perdu.

L'année suivante, Barzan Ibrahim el-Takriti est nommé délégué permanent de son pays auprès de l'Office des Nations unies de Genève, un poste clef qui en fait, comme nous l'écrirons dans *Le Figaro-Magazine* sans attirer de protestations de sa part, « l'œil de Saddam Hussein sur l'Europe ». Ce qui n'est pas du goût de tout le monde.

Le secrétaire général adjoint du Centre des droits de l'homme de l'ONU s'étonnera que l'ancien chef du directorat des Renseignements généraux puisse à l'occasion prendre la tête de la délégation de Bagdad à la sous-commission onusienne des droits de l'Homme ! A l'époque, il n'est toutefois pas suivi. Il faudra qu'éclate la crise du Golfe pour que les Américains et leurs alliés découvrent brusquement que l'Irak de Saddam Hussein violait les droits humains les plus fondamentaux...

C'est justement la crise du Golfe qui va donner à Barzan el-Takriti toute son importance (rapprochement avec l'Iran, prise de contact avec les Kurdes irakiens et, malgré ses dénégations, rôle clef dans la recherche de technologies militaires de pointe pour son pays). Ses deux frères, Ouadbane et Sabaaoui Ibrahim el-Takriti, supervisent les Renseignements généraux et la Sécurité. Seul le renseignement militaire échappe à leur clan.

Tous ces bons et loyaux services expliquent que Saddam Hussein persiste à faire de Barzan Ibrahim el-Takriti son conseiller personnel. Jusqu'à la chute du régime, l'assassinat de son numéro 1 ou une nouvelle affaire de famille...

CONFIDENTIEL DÉFENSE

Les Services de Renseignement Irakiens

INTRODUCTION

Les Services de Renseignement irakiens ont été constitués à l'initiative du président Saddam HUSSEIN dans les années 1970 lorsque le Parti BAAS a accédé au pouvoir en Irak.

Ils sont un des fondements institutionnels du régime, au même titre, que le parti et l'armée.

Placés sous l'autorité d'un Conseil de Direction du Renseignement, ils sont organisés en deux branches distinctes :

- La Direction Générale du Renseignement ou D.G.I. (Directorate of General Intelligence)

- La Direction Générale des Renseignements Militaires (D.R.M.) ou D.M.I. (Directorate of Military Intelligence).

Les différents services chargés de la Sécurité du Président connus sous le nom de Services de Sécurité Générale peuvent également s'intégrer dans cette classification.

Les services irakiens sont considérés dans la communauté du renseignement des pays du Moyen-orient comme un des plus efficaces. Ils utilisent en effet les méthodes et les techniques des services soviétiques avec lesquels le pouvoir a conclu en 1973 un accord de coopération.

L'activité de ces services depuis leur création a permis de déterminer les directives définies par l'Etat en matière de renseignement et d'action.

Jusqu'au conflit avec la République Islamique d'Iran, les instances du renseignement ont participé activement au développement du terrorisme international aux côtés des organisations palestiniennes.

Depuis le début des années 1980, la priorité est à la lutte contre l'ennemi iranien, au rapprochement avec les pays occidentaux et à la coopération avec les services européens.

.../...

Un document de la DGSE sur les services irakiens.

LES SERVICES SPÉCIAUX DE SADDAM HUSSEIN

Les méthodes

Conformément à la tradition baasiste en matière de renseignement, ils s'emploient à porter des coups sévères aux opposants, aux dissidents et aux puissances rivales.

Le 1er août 1980, deux diplomates de l'ambassade d'Irak à Berlin-Est commanditent une tentative d'attentat contre l'Association des étudiants kurdes à l'étranger. En 1985, les baasistes frappent en Suède : on découvre dans une forêt de la banlieue de Stockholm le corps coupé en morceaux du capitaine Abdoul Karim Majid Hussein, un ancien officier des renseignements militaires irakiens.

Nouvelle offensive en janvier 1988. Dans la nuit du 17 au 18, c'est dans le hall de l'hôtel Hilton de Khartoum que les services de Saddam Hussein assassinent l'hojatoleslam Mehid el-Hakim, secrétaire général de la ligue musulmane Ahl El Beit.

Les commandos de Saddam Hussein ne limitent pas leurs seules représailles aux opposants chiites soutenus par Téhéran. Le 20 janvier, un ressortissant britannique d'origine irakienne, Abdoul Rahim Shérif Ali, est empoisonné à Londres au thalium. L'ont précédé dans la mort trois militants kurdes, tués par des yaourts gorgés du même poison.

Tant que Bagdad apparaît comme un rempart contre le développement de la révolution islamique, ces attentats n'effarouchent guère les gouvernements occidentaux. L'attaque irakienne contre l'Iran, le 20 septembre 1980, marque donc une intensification de l'activité des services de Saddam.

Les Irakiens cherchent le contact avec les Kurdes d'Iran, pourchassés jusqu'en Europe par les Gardiens de la révolution. Ils soutiennent aussi l'organisation des Moudjahidine du peuple dont le chef, Massoud Radjavi, a implanté son quartier général en France. Des Moudjahidine qui glissent bientôt sur la pente savonneuse de la collaboration avec Bagdad. Leur satellisation ira croissant jusqu'en juin 1986, où ils quitteront la France pour s'établir ouvertement en Irak.

Même s'ils entretiennent avec l'OLP des rapports meilleurs que leurs frères ennemis syriens, les Irakiens aiment à travailler avec des organisations terroristes palestiniennes. Jusqu'en octobre 1983 et sa brutale expulsion, ce sera le cas du groupe Abou Nidal. L'autre protégé palestinien de Bagdad est membre de l'OLP. Il s'agit du FLP de Mohamed Abou el-Abbas, scission pro-irakienne issue elle-même d'une scission du FPLP-commandement général d'Ahmed Jibril.

Le 8 octobre 1985, le groupe Aboul Abbas prend d'assaut un navire de croisière, l'*Achille Lauro*, assassinant un juif américain infirme, Léon Klinghoffer. Le scandale est tel qu'il doit quitter Tunis, où sa présence est désormais devenue trop compromettante pour Yasser Arafat. Aboul Abbas s'installe à Bagdad. C'est depuis l'Irak qu'il lancera diverses opérations-suicides, toutes dirigées contre Israël car il reste en bons termes avec l'OLP.

Côté puissances occidentales, on s'efforce de présenter un visage attrayant. C'est donc très ouvertement que les Irakiens cherchent le contact avec les dirigeants des services spéciaux de Washington, de Bonn, de Paris, voire de Londres.

Avec les Américains, le climat semble particulièrement chaleureux. Les hommes du renseignement militaire irakien apprécient les photos-satellites du dispositif de leurs adversaires iraniens fournies par Washington.

Dans la mesure où les relations franco-irakiennes sont également très bonnes, la Piscine est aussi l'objet de toutes les attentions. Malgré tout, la DGSE déclinera

les avances irakiennes visant à instaurer un « Totem » (bourse d'échange des renseignements) avec les services de Saddam Hussein. Et ce, en dépit des opérations charme pittoresques de l'ambassadeur d'Irak à Paris, Mohammed el-Maschat, que nous a contées Pierre Marion.

Quand le sourire ne suffit pas, Bagdad sait parfaitement utiliser d'autres armes. En Allemagne fédérale, un archiviste des Affaires étrangères converti à l'islam, Jürgen Gietler, est entré au service des Irakiens. Plus exemplaire encore, le recrutement d'Arne Treholt, cet agent de haut niveau travaillant à la fois comme mercenaire des Renseignements généraux irakiens et du KGB qui sera appréhendé par le contre-espionnage norvégien le 20 janvier 1984 à l'aéroport d'Oslo.

L'organisation

Des structures assez complexes visent à atteindre une plus grande efficacité tout en permettant au dictateur baasiste de conserver partout sa prééminence.

Le plus important des services irakiens reste le Directorat des Renseignements généraux (Moudiraiyat el-Moukhabarat el-A'Ama), dont le siège est fixé à Bagdad. Son département des Affaires politiques supervise la manipulation des agents irakiens (« Ouakeels ») et non irakiens (« Amiels »).

A l'étranger, ce service fonctionne à base d'officiers implantés sous couvertures diplomatiques ou évoluant en tant que responsables de cellules du Baas ou de représentants d'associations rattachées au Parti.

Les officiers des Renseignements généraux s'occupent simultanément de la diffusion de la propagande baasiste et de la surveillance de la presse occidentale. Une « liste noire » des journalistes considérés comme hostiles est également tenue à jour par les Renseignements généraux.

Tenue à jour avec la même précision, une autre liste : celle des cibles potentielles, journalistes, personnalités des médias, intellectuels sympathisants et extrémistes de droite qu'on envisage de recruter comme agents d'influence ou mieux, comme « Amiels ».

Réorganisé à partir de septembre 1985 par Nawf el-Aboul Quadral el-Takriti, le Directorat des Renseignements militaires (Estikhbarat) comprend sept départements, dont les subdivisions régionales chargées de l'Iran, de la Turquie de l'Arabie Saoudite, des émirats du Golfe, des autres pays arabes, d'Israël et des grandes puissances.

Ses missions sont celles d'un service de renseignement militaire classique, l'accent étant mis sur la recherche des technologies de pointe et le développement des moyens techniques. Lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988), les Irakiens se sont révélés assez performants au plan du renseignement opérationnel. En revanche, face à l'écrasante supériorité matérielle et technique des alliés, ils seront surclassés pendant la courte guerre du Golfe.

Sur le front iranien, entre 1980 et 1988, l'Estikhbarat supervisait les opérations d'intoxication/propagande et l'action terroriste frontalière. C'est le Renseignement militaire irakien qui, semble-t-il, était particulièrement chargé des contacts opérationnels avec les Moudjahidine du peuple.

Tout au long des années 80, l'Estikhbarat a mené des actions extérieures conjointes avec les Renseignements généraux. Un cas d'école retenu par les spécialistes occidentaux : la surprise en flagrant délit de deux diplomates irakiens accrédités à Londres. C'était en août 1985, dans la zone aéroportuaire de Southampton. Les Irakiens tentaient de détruire par le feu des batteries d'artillerie destinées à l'Iran. Trois officiers de l'armée irakienne furent arrêtés dans le cadre de cette affaire : Mahmoud Ahmed Oualid, Mohammed Ahmed Kusai et Khalil Mohammed Saad.

El-Amn El-Khas, la Sécurité générale, constitue le troisième volet de la

communauté irakienne du Renseignement sous Saddam Hussein. Ce service a été créé en 1986 par le lieutenant-colonel Hussein Kamel el-Majid, à la fois cousin et gendre du dictateur.

A l'origine, la Sécurité générale était divisée en trois branches :

— la Sécurité présidentielle, sorte d'œil de Saddam Hussein au sein des Renseignements généraux dans le cadre d'une vision de la vie politique à base de complots ;

— le service de renseignement du palais de la République dirigé par Ibrahim Jaouad mais dépendant directement de Saddam Hussein.

— le Détachement de sécurité (Faseela el-Amn), garde prétorienne chargée de la sécurité personnelle du président.

Nommé ministre de l'Industrie et de l'Industrialisation militaire avec le grade de lieutenant général en 1988, Hussein Kamel a été remplacé par son frère Saddam. Réorganisée en deux branches principales par ce dernier, la Sécurité générale a été chargée de nouvelles missions : espionnage technologique ou chasse aux dissidents.

Ce changement de structure s'est doublé en 1990 d'un nouveau renforcement du « clan des Takritis ». Le responsable de la sécurité présidentielle a été remplacé par Archad Taoufik, beau-frère du dictateur. Quant à Ouday Saddam Hussein, revenu en faveur après son coup d'éclat de 1986, il a pris la tête d'une section spéciale de sécurité au service de son père. Pour parfaire le tout, Sabaaoui Ibrahim el-Takriti, le frère de Barzan, a pris la tête de l'ensemble de la Sécurité générale, ainsi renforcée dans son rôle de fief personnel de Saddam Hussein.

Abou Nidal, l'homme-mystère

Issu d'une très riche famille de Palestiniens, Sabri el-Banna est né en mai 1937 à Jaffa, cité méditerranéenne célèbre pour les oranges dont son père faisait justement le négoce.

Sabri n'a que onze ans quand, le 14 mai 1948, l'armée israélienne s'empare de la ville. Ses plantations confisquées, la famille Banna doit quitter Jaffa au plus vite.

L'exil entraîne le jeune garçon à Gaza (Égypte) d'abord, à Naplouse (Cisjordanie) ensuite. C'est dans cette deuxième ville qu'il va s'initier à la politique dix ans plus tard, adhérant d'abord aux groupes baasistes jordaniens qui tentent de renverser le roi Hussein.

En 1960, Sabri el-Banna émigre en Arabie Saoudite. Dans la capitale, Ryad, il crée un groupe de Palestiniens distinct du Fatah. El-Banna ne veut en effet jouer que des rôles de premier plan.

En 1962, lors d'un séjour à Naplouse, il épouse une jeune femme issue comme lui de la bourgeoisie palestinienne, Hiyam el-Bitar. Mais le mariage ne le détourne pas de l'action politique. Après de savantes négociations, Sabri el-Banna a fini par adhérer au Fatah sous le pseudonyme d' « Abou Nidal ».

En 1967, c'est à Ryad selon son biographe britannique Patrick Seale (*Abu Nidal, A Gun for Hire*, 1992), à Naplouse selon le spécialiste israélien Yossi Melman (*The Master Terrorist — The True Story of Abu Nidal*,

1986), qu'il va vivre l'effondrement des espoirs de revanche sur Israël lors de la guerre des Six Jours. Ulcéré, il choisit de transférer la majeure partie de ses affaires à Amman, la capitale jordanienne.

C'est peu après la guerre des Six Jours qu'Abou Iyad, né lui aussi à Jaffa, fait la connaissance d'Abou Nidal. Celui-ci n'est certes pas de la race de ceux qui font des prodiges les armes à la main, mais il sait structurer un mouvement et possède quelques relais familiaux et personnels utiles.

Grâce à l'appui d'Abou Iyad, chef des services secrets du Fatah à partir de 1967, Abou Nidal est nommé représentant du mouvement palestinien au Soudan. Depuis Khartoum il voit se développer la dangereuse spirale des surenchères entre le mouvement que dirige Yasser Arafat et le FPLP de Georges Habache, le premier s'en tenant à la doctrine d'une guérilla sur les frontières de « l'entité sioniste » (Israël) tandis que le second, influencé par le gauchisme très en vogue à l'époque, prône un terrorisme international « anti-impérialiste » tous azimuts.

Cette spirale conduit à l'affrontement avec le roi Hussein, et donc au terrible « Septembre noir » de 1970. Des combats furieux qu'une fois de plus Abou Nidal vivra de l'extérieur car le Fatah l'a muté à Bagdad à l'été.

Abou Nidal revient-il à ses premières amours baasistes ? Insistant, le bruit en court bientôt : il serait au mieux avec Sadoun Shaker, le responsable des services et cousin de Saddam Hussein. Le fait est qu'Abou Nidal prend de plus en plus d'autonomie par rapport à la direction du Fatah, ce qui, au printemps 1972, ne l'empêche pas d'accompagner en Corée du Nord et en Chine populaire Abou Daoud, un autre partisan de la ligne dure.

La ligne dure, c'est bien sûr Septembre noir, qui multiplie les opérations terroristes aux quatre coins du globe. Mais, alors même qu'Arafat et ses amis commencent à réaliser que le recours systématique au terrorisme international discrédite le mouvement palestinien en même temps qu'il le mène à l'impasse, Abou Nidal se persuade au contraire qu'il faut le généraliser.

Le 5 septembre 1973, ses hommes prennent des otages à l'ambassade d'Arabie Saoudite de Paris. La longue liste des attentats signés Abou Nidal est ouverte.

Rejetant les recentrages successifs du Fatah et de l'OLP qui, par paliers, mènent Arafat et ses amis dans la voie d'une solution négociée, le dissident crée son propre groupe, le Fatah-Conseil révolutionnaire. Comme le Fatah, le Fatah-CR comprend une aile politique et une aile militaire, la seconde étant bien sûr hypertrophiée.

Abou Nidal et ses sponsors irakiens programment leurs opérations dans le long terme. Disposant d'un système de financement et de transferts de fonds et de structures d'accueil clandestines, le groupe terroriste implante des « agents dormants » dans le Golfe et dans les capitales arabes mais aussi en Asie (Pakistan, Inde). Instruits le moment venu des objectifs à atteindre par des itinérants venus les tirer du sommeil, ils effectuent alors des attentats de type très divers mais toujours sanglants.

Dans le même temps, Abou Nidal, qui n'apparaît jamais en public et cultive le mystère le plus absolu sur ses déplacements, instaure au sein du

Fatah-CR un cloisonnement très sévère doublé d'une discipline fanatique que vont ponctuer des liquidations physiques de type stalinien. Tout le monde se méfie de tout le monde, chacun est prêt à suspecter son meilleur ami des pires intentions. Le chef donne l'exemple : il n'a confiance en personne.

En une sanglante vendetta, le Fatah-CR s'efforce d'abattre les uns après les autres les « dirigeants traîtres » restés fidèles à Yasser Arafat. Évitant soigneusement toute opération en Israël ou dans les territoires occupés, il multiplie les attentats contre les juifs désarmés des pays européens. Contre les Syriens, il sert aussi d'homme de main aux services irakiens.

En face, on s'organise. Côté OLP, Abou Iyad s'efforce de contrer par la force le Fatah-CR, jetant contre lui les services spéciaux de la centrale palestinienne. Ces derniers savent eux aussi jouer du revolver. Mais, mobilisés sur d'autres fronts (guerre de l'ombre contre les Israéliens ou les Syriens, contacts avec les Occidentaux, Français notamment), ils se révèlent moins efficaces.

Abou Iyad contre Abou Nidal, le conflit de l'ombre prend aussi les allures d'un règlement de comptes personnel. Chacun des deux hommes rêve d'avoir la peau de l'autre. Tâche difficile car les amis d'hier sont des experts de la clandestinité, Abou Nidal bénéficiant toutefois d'un avantage : comme il joue un rôle politique important au sein de l'OLP, son adversaire est contraint d'apparaître publiquement, donc de prendre des risques supplémentaires.

Pour Abou Iyad, le doute n'existe désormais plus : même s'ils font des « extra » pour leur propre compte, Abou Nidal et les deux cents permanents de son groupe opèrent essentiellement comme agents d'un service étranger. Les moyens dont ils disposent, la régularité de leurs attentats ne s'expliquent pas autrement.

Le dirigeant palestinien a tout de suite pensé à une première hypothèse, la plus logique : Abou Nidal aurait été recruté par les Irakiens lors de son premier séjour à Bagdad, explication qui éclaire certaines de ses attitudes passées et justifie ses liens avec Sadoun Shaker, l'homme des services spéciaux de Bagdad.

A moins, bien sûr, qu'il ne travaille pour l'« ennemi sioniste ». C'est la thèse d'Abou Nidal agent du Mossad, défendue par le journaliste-écrivain britannique Patrick Seale. Elle ne repose sur aucun fait précis, car nul n'a jamais pu établir la moindre matérialité de contacts entre Sabri el-Banna et ses adjoints (Abou Nizar, Abd el-Rahman Isa, Wasfi Hannoun, Ghassan el-Ali, Salim Ahmed) et d'éventuels « traitants » israéliens.

Ce qui fonde cette thèse, c'est donc essentiellement une analyse politique. Les opérations d'Abou Nidal auraient favorisé à maintes reprises les projets de l'État hébreu, et pas seulement en décimant la direction de l'OLP. La tentative d'assassinat perpétrée le 3 juin 1982 contre Schlomo Argov, l'ambassadeur israélien à Londres, a ainsi servi de prétexte au déclenchement de la grande offensive de Tsahal au Liban. On remarque également que les services Action de l'État hébreu, capables d'opérations d'une audace extrême, n'ont jamais attaqué les infrastructures identifiées du groupe. Mais

aujourd'hui, les Palestiniens de l'OLP dépeignent plus volontiers le terroriste comme un mercenaire prêt à se vendre au plus offrant qu'un agent israélien.

Les pays de l'Est, Bulgarie, Pologne, Hongrie et RDA, par ordre décroissant de complicité, laissent Abou Nidal et les siens voyager chez eux, acheter des armes et contacter librement ceux qu'il désire.

Les Irakiens utilisent de nombreuses années les services du groupe : contrat exclusif jusqu'au début de 1981, date des premiers contacts entre Abou Nidal et les Syriens, puis « partage » avec Damas jusqu'en novembre 1983, au moment de l'expulsion définitive du groupe d'Irak.

A cette date, les services de Damas prennent le relais. Ils accorderont toutefois un statut plus subalterne au chef terroriste, traité au seul niveau des services de renseignement de l'armée de l'Air du général El Khouli et jamais comme un leader politique. Ce supplétif servira à frapper les Français et les Jordaniens, tout en attisant les querelles internes à l'OLP.

Les Syriens laissent Abou Nidal installer à Damas son service de renseignement et son dispositif technique (y compris une agence de tourisme achetée en sous-main pour organiser de façon discrète les déplacements des membres du groupe). Mais, selon Patrick Seale, jamais de camp d'entraînement à l'instar des organisations palestiniennes officiellement reconnues.

Déçu de la confiance mitigée, Abou Nidal cherche une solution de remplacement. En 1985, il gagne la Libye. A partir de ce pays d'accueil, il réalisera l'un de ses plus chers rêves : faire abattre Abou Iyad, le patron du renseignement de l'OLP, en même temps qu'Abou Houl, le chef des services de sécurité de la centrale palestinienne. Tous deux seront tués le 14 janvier 1991 à Carthage par un « repenti » issu du groupe terroriste dissident et réadmis au sein du Fatah pour y faire ses preuves.

Après la Libye, le Soudan, où le terroriste palestinien s'installe peu après. Nouveau souffle après vingt ans d'activités ou retrait de la scène après les accords Israël-OLP ? Abou Nidal serait d'ores et déjà engagé contre la Jordanie...

Maggie et les barbouzes de Sa Majesté

Le 4 mai 1979, Margaret Thatcher, nouveau Premier ministre de Sa Gracieuse Majesté, entre au 10 Downing Street. Avant même de former son cabinet, « Maggie » convoque les dirigeants de la communauté britannique du renseignement. Aucun ne manque à l'appel : le coordinateur du renseignement Sir Francis Brooks Richards ; le chef du MI 6, Arthur Franks, et Howard Smith, patron du MI 5, le contre-espionnage.

L'intérêt de « Maggie » pour les affaires secrètes et ceux qui les gèrent ne date pas d'hier. C'est dans un cabinet d'avocats où elle n'était encore que stagiaire que la future Dame de Fer a fait la connaissance d'Airey Neave, un de ces héros dont l'Angleterre peut s'enorgueillir en temps de guerre mais qui deviennent encombrants quand les conflits s'apaisent.

Neave apparaît comme un personnage de légende. Rescapé de la « grande

évasion » de la forteresse de Coldtiz en 1942, il a ensuite dirigé le MI 9, le service des évasions et des réseaux de repli en Europe occupée par les nazis. La guerre finie, on l'a vu prendre la tête d'un réseau de dépistage des agents de l'Est infiltrés dans le flot des réfugiés et jouer un rôle de premier plan dans la mise en place des équivalents anglais des réseaux GLADIO.

Neave s'est ensuite reconverti tant bien que mal dans la carrière juridique. Mais sans jamais guérir tout à fait de l'atmosphère violente du second conflit mondial. D'où l'aphorisme qu'il inculque à sa nouvelle élève : en politique comme ailleurs, l'action brutale et secrète est gage de réussite. Un mode de pensée que Maggie intériorise d'autant plus qu'elle voue à Neave une admiration sans bornes.

On devrait dire « vouait » car Neave vient de mourir. Le 30 mars 1979, les membres d'un petit groupement irlandais clandestin, l'INLA (Irish National Liberation Army), ont piégé sa Vauxhall dans le garage souterrain du Parlement britannique. Mais ses leçons ne seront jamais oubliées par Margaret Thatcher : un Premier ministre digne de ce nom doit accorder une importance particulière aux services, et vouer une haine vigilante aux terroristes irlandais.

Le 12 décembre 1980, Maggie se rend à Hereford, le QG des SAS (Special Air Service), bras armé des services de renseignement. « Un groupe de gens merveilleux », selon elle. Tout au long de ses douze ans à Downing Street, elle multipliera les gestes de ce type. Ainsi va la vie selon le Premier ministre : elle se sent bien au milieu des hommes de guerre et des officiers des services spéciaux, ses fidèles.

Au cours de son mandat, Maggie devra, il est vrai, monter continuellement au créneau pour défendre la communauté britannique du renseignement. Un véritable travail d'Hercule pour la Dame de Fer.

En 1979, l'affaire Blunt démontre que cette ancienne « taupe » soviétique aux côtés du célébrissime Kim Philby a bénéficié d'une surprenante mansuétude, au point de devenir le conseiller artistique de la reine Élisabeth II ! Et la presse populaire de vilipender ces aristocrates qui se protègent jusque et y compris dans la trahison. En Angleterre, la chasse aux taupes constitue une forme originale et raffinée de lutte des classes en même temps qu'un sport national...

En mai 1982, Margaret Thatcher expose sa conception du rôle « antisubersif » des services de contre-espionnage, affirmant que la diminution de la menace communiste orthodoxe s'accompagne d'une « prolifération des groupes d'extrême droite et d'extrême gauche ». Mais, trois mois plus tard, l'arrestation de Geoffrey Prime révèle l'infiltration soviétique à Cheltenham, le centre d'écoute du GCHQ (l'agence d'interception électronique anglaise), semant un vent de méfiance chez les « cousins » américains.

Nouveau coup dur pour Maggie en 1983, quand apparaissent au grand jour les carences de ses services de renseignement avant et pendant la guerre des Malouines.

En 1984, le procès pour espionnage de Michael Bettaney, un agent du MI 5, donne l'occasion à la presse de prendre sa revanche en mettant le contre-espionnage de Sa Majesté sur la sellette.

Deux ans plus tard, une nouvelle crise de la BBC met en évidence l'infiltration du MI 5 dans les milieux journalistiques, d'où quelques tollés préjudiciables.

En janvier 1987, le journaliste vedette de l'hebdomadaire *New Statesman*, Duncan Campbell, accuse le gouvernement d'avoir caché aux élus le projet de satellite-espion Zircon ; la police fouille les locaux de son journal et perquisitionne sans ménagement à son domicile puis à la BBC ! Émoi au Parlement : les travaillistes réclament une enquête sur les agissements politiques des services.

L'année suivante, Maggie, excédée par le scandale *Spycatcher*, entame une réforme de la section 2 de la loi sur les secrets officiels de 1911. Moyennant quelques concessions inéluctables, le Livre blanc rédigé à sa demande par Douglas Hurd, le secrétaire du Home Office, vise à préserver l'essentiel. S'ensuit un débat animé au Parlement, un député travailliste affirmant qu'il s'agit ni plus, ni moins, de transformer les services en « propriété privée du Premier ministre ».

Son collègue conservateur Rupert Allason explique pour sa part qu'on lui a ordonné de supprimer des dizaines de noms d'un ouvrage sur l'espionnage soviétique. Une révélation qui fait mouche : loin d'apparaître comme un agité, Sir Rupert, fils d'un ancien responsable du MI 5, est connu des parlementaires comme l'un des meilleurs historiens des services britanniques. Sous son nom de plume de Nigel West, cet élu sportif et sympathique a publié nombre d'ouvrages de référence sur la question. Il dirige également la revue *Intelligence Quarterly*.

Derniers soubresauts à l'horizon. Début 1990, l'affaire Colin Wallace (elle a inspiré au cinéaste Ken Loach son film *Hidden Agenda*, primé par le jury à Cannes) révèle l'ampleur des menées du MI 5 contre les travaillistes au milieu des années 70. Elle oblige Margaret Thatcher à défendre une nouvelle fois les services aux Communes, et à reconnaître avoir été « trompée » par certains de leurs responsables. Un aveu de « Spy-Thatcher » que son futur rival, le discret John Major, enregistre précieusement...

Le scandale Spycatcher

Vilain petit canard, ce Peter Wright. En retraite dans la lointaine Tasmanie, cet ancien sous-directeur du contre-espionnage britannique, le fameux MI 5, s'est mis en tête de publier ses mémoires. Une manière de régler, à soixante-dix ans bien sonnés, quelques comptes avec le pouvoir et l'aristocratie britanniques. Wright, ancien de l'équipe qui traita dans les années 60 le transfuge Golitsine, les accuse en effet d'avoir couvert les « taupes » soviétiques infiltrées au cœur de la communauté du renseignement par pur esprit de caste. Pour faire bonne mesure, il attaque aussi les travaillistes, ses bêtes noires.

Un baril de poudre. Quand, jouant le jeu, Wright communique loyalement son manuscrit à ses anciens employeurs, on manque d'attraper une syncope

à Curzon Street, l'immeuble du MI 5 ! Et le patron du service, Sir Antony Duff, ancien conseiller personnel de Margaret Thatcher, de trancher aussitôt : ce livre ne doit pas sortir.

Hélas, l'entêtement est la vertu majeure des chasseurs d'espions. Wright refuse les pressions. Son livre ne sortira pas en Grande-Bretagne ? Il contacte un éditeur australien. S'ensuivent des démêlés juridiques qui ne font qu'attirer un peu plus l'attention de la presse. Surtout, un éditeur américain, Viking, achète les droits et met l'ouvrage en composition.

A la veille de la sortie américaine de *Spycatcher, The Candid Autobiography of a Senior Intelligence Officer*, l'obstiné accepte d'en publier les « bonnes feuilles » dans le très britannique *Sunday Times*. Lequel trompe comme à la parade les hommes d'Antony Duff, mettant d'abord en vente une édition « vierge » avant de lancer sur le marché un million et demi d'exemplaires bourrés de révélations sensationnelles...

Impossible cette fois d'empêcher le scandale. Wright dit tout. Il révèle les tentatives d'assassinat contre le président égyptien Nasser, la mise sous écoutes de l'ambassade française à Londres, l'étouffement du scandale des « taupes », les menées du MI 5 contre le Premier ministre travailliste Harold Wilson et bien d'autres secrets d'État encore. Ouvrant la boîte de Pandore, il permet à la presse britannique de mettre plusieurs proches de Margaret Thatcher en cause dans ces complots, notamment son mentor Airey Neave.

A l'issue d'une très longue controverse juridique, la Chambre des lords finit par autoriser en octobre 1988 la publication dans les journaux britanniques d'extraits de *Spycatcher*. Bien qu'estimant que Richard Wright a commis une « forfaiture », les cinq juges de la Haute Chambre tirent à leur manière le bilan de l'échec patent du gouvernement conservateur et de ses services spéciaux : le livre-qui-ne-devait-jamais-sortir a été vendu à 2 millions et demi d'exemplaires dans le reste du monde, Chine comprise...

Le coup de Gibraltar : SAS contre IRA

« Ne bouge plus ou je tire ! »

A la première sommation, la jeune fille de dix-neuf ans lâche son arme. Les policiers nord-irlandais ne plaisantent pas. Son petit ami, Seán McDermott, vient d'être abattu. Il gît face contre terre dans une mare de sang. Tous deux appartiennent au 1er Bataillon de la Brigade de Belfast de l'IRA.

Dans l'hôtel Conway de la petite ville de Drunmury où se déroule le drame, les clients reprennent leur souffle. Ce 5 avril 1976, l'IRA comptait vider l'hôtel de sa clientèle et du personnel. But de l'opération : placer une bombe dans le cadre de la campagne soutenue de destruction économique que mène alors l'armée de l'ombre irlandaise.

Au tribunal sans jury qui va la condamner quelque temps plus tard, on apprend qui est vraiment Máiréad Farrell, cette jeune fille au visage pâle et au regard impassible. Elle est née dans le quartier d'Andersonstown à

Belfast en 1957. Son grand-père, John Gaffney, l'a entretenue toute jeune dans les faits héroïques du mouvement républicain pour lequel lui aussi a été emprisonné dans les années 20. Au sortir de l'école, Máiréad a rejoint les rangs de l'armée secrète tout en travaillant dans un cabinet d'assurances de Belfast jusqu'à ce jour funeste de 1976.

Condamnée à quatorze ans de prison, elle se retrouve à la prison pour femmes d'Armagh. Son charisme l'amène à devenir commandante des prisonnières. En février 1980, elle impulse la « grève de l'hygiène » pour protester contre le retrait du statut politique aux prisonniers de l'IRA.

Máiréad Farrell sort de ses dix ans de détention avec la ferme volonté de s'engager uniquement dans le travail politique de Sinn Féin, le parti politique lié à l'IRA. Mais, à l'automne 1987, le Conseil de l'IRA décide de frapper un grand coup. Il veut venger huit de ses membres abattus par les fameux Special Air Service, les SAS.

Sous la direction de Máiréad Farrell, on forme une unité spéciale. Quatre personnes le composeront : une autre femme, jamais identifiée à ce jour ; Danny McCann, trente ans, déjà emprisonné pour détention d'explosifs ; et enfin John Savage, vingt-cinq ans, le neveu de l'ancien commandant de Belfast de l'IRA, Billy McKee. Inculpé pour un attentat en 1982, il a été relâché faute de preuves.

A la fin de l'année, les services anglais reçoivent une information insolite par le biais de la Special Branch de Gibraltar que dirige le commissaire Joe Ullger. Une touriste du nom de Mary Parkin, épouse d'un journaliste en vacances en Espagne, s'est rendue à plusieurs reprises sur le Rocher. Rien d'étonnant à cela sinon qu'elle est venue regarder à plusieurs reprises une cérémonie rituelle, la relève de la garde devant la maison du gouverneur. Elle a même pris des photos. On n'en saura pas plus car elle disparaît. Et comme son passeport est faux au regard des archives consulaires...

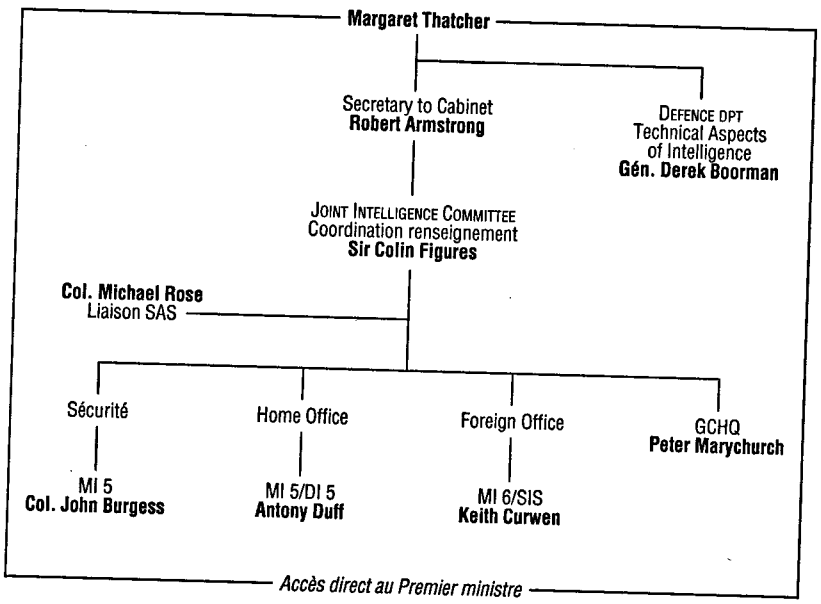
Le MI 5 se met en état d'alerte. D'autant qu'apparaît à son tour une autre touriste prompte à effectuer des repérages. Cette nouvelle venue ressemble comme deux gouttes d'eau à Máiréad Farrell. Or, celle-ci n'habite plus Belfast depuis quelques jours !

Pour le colonel John H.S. Burgess, chef du MI 5 à Belfast, comme pour son patron à Londres, Sir Anthony Duff, le problème est de déterminer quand l'IRA va frapper, et comment. D'abord : savoir quand les autres membres du commando arriveront à Gibraltar. L'un d'entre eux, McCann, a déjà été repéré en Espagne, mais c'est tout pour l'instant.

Le 2 mars, branle-bas de combat. Le Joint Intelligence Committee (JIC) reçoit une information : un attentat contre l'orchestre ou la relève de la garde des Royal Anglians devant la maison du gouverneur de Gibraltar est imminent. Il s'agirait d'une attaque à la bombe télécommandée. Au ministère de la Défense, lieu de réunion du JIC (avec des représentants du MI 5, du MI 6, du Foreign Office et du coordinateur du renseignement auprès du Premier ministre, l'ancien chef du MI 6 Sir Colin Figures), on donne le coup d'envoi à l'officier de liaison SAS.

Margaret Thatcher a accordé son aval. Elle n'a pas oublié que ces maudits Irlandais ont assassiné son meilleur ami Airey Neave. Qu'ils l'ont

LA CHAÎNE DE COMMANDEMENT DU RENSEIGNEMENT AU MOMENT DE L'AFFAIRE GIBRALTAR



défiée avec leur lancinante grève de la faim. Et surtout que, quatre ans plus tôt, ils ont bien failli la tuer sur un autre rocher, celui de Brighton, lors du congrès du Parti conservateur, en faisant sauter une partie de son hôtel.

Dans le plus grand secret, des agents du MI 5 et surtout une unité « sabre » des SAS (quatre commandos de quatre hommes) se déplacent sur le rocher sous la direction du colonel Michael Rose, futur commandant de la FORPRONU en Bosnie...

Le 4 mars, à 8 h 5, deux Irlandais débarquent à l'aéroport international de Malaga en provenance de Paris. Ils présentent à la douane des passeports aux noms de Coyne et de Reilly (on aura reconnu Savage et McCann). Quelques minutes plus tard, sous l'œil des agents de Sa Majesté, ils sont rejoints par Máiréad Farrell et s'engouffrent dans une Renault 5 blanche de location.

On dira plus tard que, le lendemain, le trio a rencontré des membres de l'ETA basque pour demander leur aide. C'est mal connaître l'IRA, qui ne fait confiance à personne. Une autre équipe a acheminé la Ford Escort bourrée d'explosifs. SAS et MI 5, qui ont perdu la trace du commando pendant vingt-quatre heures, la retrouvent grâce à la Special Branch qui surveille les hôtels.

Le 6 mars 1988, les SAS, alertés par une ultime séance de repérage effectuée par le commando de l'IRA, sont sur le qui-vive. Máiréad Farrell porte certes une blouse bleu marine, un corsage blanc et des chaussures à haut talon peu adaptées à une opération de guérilla urbaine. Mais, pour les Anglais, aucun doute n'est permis, l'IRA va frapper.

Les SAS ont décidé d'attaquer préventivement juste après la frontière. Les Irlandais se sont arrêtés pour prendre de l'essence. Soudain, quatre SAS foncent sur le trio comme ils l'ont appris cent fois à l'entraînement. Ils ouvrent le feu sans sommation. Trois cadavres gisent sur le sol.

Interrogés par une commission d'enquête, les SAS assureront qu'ils pensaient que les gens de l'IRA allaient leur tirer dessus. Mais ces derniers n'avaient aucune arme sur eux ! Trop de nervosité sur le terrain a gâché un remarquable travail de renseignement. A moins que la décision d'abattre sur place les trois Irlandais n'ait été prise à l'avance. Dans les deux cas, bilan désastreux. L'émotion sera intense en Irlande et ailleurs : une fois de plus, l'Angleterre a transformé des activistes républicains en martyrs.

Graham Greene, au service secret de Sa Majesté

Toute sa vie, Graham Greene a agi en « honorable correspondant » du MI 6. Par nécessité d'abord, par jeu ensuite. Certains de ses romans écrits au vitriol donnaient à penser qu'il était totalement hostile aux agents spéciaux de Sa Majesté. Mais il a toujours entretenu de nombreuses liaisons avec l'Intelligence Service, d'ailleurs bien utiles pour inspirer son œuvre.

Sa vie d'espion commence en 1939, alors qu'il vient de publier son livre *L'Agent secret*. Avec la guerre, il rejoint le MI 6. Son chef au sein de la section V du contre-espionnage s'appelle Kim Philby. La « taupe » soviétique et le futur écrivain deviennent amis. Philby envoie Greene en Sierra Leone. Mission ? Surveiller les agents de Vichy et les espions nazis.

Survient une péripétie qui inspirera à Greene l'argument de *Notre agent à La Havane*. Le service a recruté un marquis espagnol grassement rétribué pour espionner le mouvement de navires. Mais cet espion est si nul qu'il invente de toutes pièces ses rapports.

Quand survient la guerre froide, l'écrivain ne figure plus dans les effectifs permanents du MI 6. Il prépare à Vienne la trame de son récit *Le Troisième Homme*. Mais les Soviétiques sont persuadés que Greene est le chef de l'espionnage britannique en Autriche. Ils le suivent partout. Et notamment dans les égouts de Vienne où il effectue des repérages avant de regagner son pays...

« Quel dommage que M. Greene ne soit pas resté comme chef des barbouzes anglaises, confie un soir le chef du KGB russe à son homologue de la CIA au Casanova, le night-club des agents en goguette à Vienne.

— C'est sûr qu'il est moins bête que Peter Lunn ! » répond l'homme de la CIA, grillant du même coup son « honorable » collègue anglais, le vrai chef du MI 6 en Autriche.

Les guerres coloniales font bientôt rage. Le frère de Graham, Hugh Greene, est alors un spécialiste de la guerre psychologique en Malaisie. Ensemble, ils écriront un irrésistible *Manuel du parfait petit espion*. En Malaisie, Graham retrouve le plus prestigieux de ses ex-collègues du MI 6, l'étrange Maurice Oldfield, puis il gagne l'Indochine.

A l'automne 1951, *Un Américain bien tranquille* est en chantier. Greene y brosse un portrait féroce de l'as de la CIA, Ed Lansdale. Tandis qu'il sillonne le pays en compagnie d'un officier français secrètement membre du Parti communiste, Jean Brugié, Greene est étroitement surveillé par le SDECE. Le contre-espionnage obtient son expulsion. Le patron du SDECE, le colonel Belleux, a en effet constitué un volumineux dossier sur les frères Greene : Hugh, maître espion en Malaisie, Graham, « honorable correspondant ». En outre, Belleux ne lui pardonne pas ses relations avec le consul britannique à Hanoi, vétéran des services en Afrique et catholique comme lui, le Gallois Hugh Trevor Wilson.

« Le comble dans cette histoire », selon le général Aussaresses, du SDECE, qui les a bien connus, « c'est que Wilson a essayé de dissuader Greene d'écrire son roman car il gênait tout le monde — Américains comme Anglais ! »

Greene entretient toujours des relations amicales avec les gens du MI 6. Avec Kim Philby aussi. Démasqué en 1963, celui-ci gagne l'URSS. Dans les années qui suivent, de Cuba, de Moscou, de Prague, Philby correspond avec son ami romancier. Greene préfacera même les mémoires du transfuge, *Ma guerre silencieuse*.

L'écrivain ne s'en cache pas : il révèle la teneur de cette correspondance à leur ancien collègue devenu grand patron du MI 6, Sir Maurice Oldfield. Avant de publier *Le Facteur humain*, l'histoire de cet espion qui trahit son service par amour, Greene envoie le manuscrit à Philby. Mais c'est Oldfield que ce best-seller rend furieux. Il reproche à Greene d'avoir décrit un assassinat réalisé à l'intérieur du service de Sa Majesté. Trop réaliste : un responsable du secteur Pays de l'Est au MI 6, Peter Beecham, a bien été liquidé par ses collègues en cette année 1970. En outre Oldfield déteste se reconnaître dans un roman, celui-ci ou un de ceux de John Le Carré. Il conservera néanmoins le contact avec Greene jusqu'à sa mort en 1981.

Perestroïka aidant, l'écrivain se rend plusieurs fois en URSS. Il ne cache pas son admiration pour les « jeunes dirigeants du KGB », les meilleurs tenants des réformes selon lui. Il rencontrera régulièrement Philby à partir de 1986.

Les attaques venimeuses de l'Establishement anglais contre le vieux romancier redoublent, mais il reste attaché au camp occidental. Graham Greene ne s'est vraiment confié qu'à deux journalistes français, devenus ses amis : Soizig, la fille d'Yves Allain, un agent du SDECE mystérieusement assassiné au Maroc en 1966, et Bernard Violet.

Greene leur a confié, quelque temps avant sa mort à Genève le 3 avril 1991, comment il a transmis au MI 6 des informations fournies par Philby à propos de la guerre d'Afghanistan et de l'intention de Gorbatchev d'y mettre fin...

L'école française du roman d'espionnage

Pierre Nord et le roman de tradition

Au début des années 50, on assiste à un véritable tournant dans l'histoire du roman d'espionnage français même si certains auteurs de la vieille génération dominent encore.

Pierre Nord (*La Littérature d'espionnage française de l'entre-deux-guerres*, vol. 1 p. 384) est l'un de ces grands anciens. Son livre documentaire *Mes camarades sont morts* retrace l'aventure du contre-espionnage : deux tomes qui lui valent de se faire réprimander par les chefs du SDECE. Lafont alias Verneuil, le patron du CE, craint en effet que les Soviétiques, lisant judicieusement entre les lignes, ne profitent de l'occasion pour identifier certains agents français encore opérationnels.

Pierre Nord se consacrera donc au roman. Un univers de fiction toujours très proche des faits, dont nous donnerons deux exemples.

Dans *Pas de scandale à L'ONU* (1962), son héros, le colonel Dubois, possède le même patronyme que le R.P. Dubois, honorable correspondant religieux du SDECE dans la réalité. Aidé par l'avocat Jean Violet, cet ecclésiastique a bâti un réseau d'influence pro-français au sein des Nations unies. Pierre Nord a sans doute recueilli des informations ultraconfidentielles sur les activités des deux hommes en raison de son amitié avec le colonel Marcel Mercier, du SDECE. Mercier dont, ultime clin d'œil de l'auteur, on reconnaît d'ailleurs certains traits dans l'imaginaire colonel Dubois.

Publié en 1975, *Et Staline décapita l'Armée rouge* évoque les arcanes de la liquidation du maréchal soviétique Toukhatchevsky (tome 1, p. 317). Nord y décrit un mystérieux Russe blanc, Pierre Widerosten. De son vrai nom Pierre de Harding, celui-ci a réellement existé. Fils de l'ancien représentant de l'Okhrana en France Harting-Landesen, il a été officier de renseignement lors de la Grande Guerre puis, dans les années 30, est devenu l'un des hauts responsables du mouvement clandestin d'extrême droite, la Cagoule. Lié après la guerre à Henri Ribière, le patron socialiste du SDECE, Harting fait de sa librairie du boulevard Péreire l'épicentre de multiples manipulations.

Pierre Nord a publié quelque cinquante romans d'espionnage, très marqués par le mythe et la réalité des services d'avant-guerre. C'est *Le Serpent*, réalisé par Henri Verneuil d'après *Le 13e Suicidé*, qui constitue la meilleure adaptation de son œuvre à l'écran.

Les aventures du « Gorille »

Avec Dominique Ponchardier alias Antoine Dominique, voici venir le roman d'action du temps du SDECE, avec un héros appelé à devenir très populaire, Geo Paquet alias « le Gorille ».

Membre du réseau de résistance SOSIE (rattaché au MI 6), Ponchardier a participé à des opérations spectaculaires telle JERICHO, l'évasion massive de résistants de la prison d'Amiens. Après-guerre, il a appartenu un temps à la DGER en qualité de chargé de mission.

Dans les années 50, ce gaulliste de choc que ses amis surnomment « Bibi Fricotin » prend en main la direction du service d'ordre du Rassemblement du peuple français (RPF), créé par Gilbert Renaud, alias le colonel Rémy, ex-chef du réseau Confrérie-Notre-Dame engagé lui aussi sur la voie de la littérature.

Rémy ne saurait être classé d'emblée parmi les romanciers d'espionnage. Toute sa vie d'après 1945, il l'a consacrée à retracer les actions de BCRA et des réseaux de résistance dans d'innombrables ouvrages-gigognes qui, en quelque sorte, s'encastrent les uns dans les autres. Cette veine épuisée, il décidera toutefois d'essayer la fiction. Se lançant dans le roman d'espionnage, il obtiendra le prix du Quai des Orfèvres avec *Le Monocle noir* en 1960, début d'une suite qui sera surtout immortalisée au cinéma par le burlesque Paul Meurisse dans le rôle du « Monocle ».

Pendant ce temps, Ponchardier publie dans la légendaire Série noire de Marcel Duhamel (Gallimard) son premier roman, *Le Gorille vous salue bien*. Une cinquantaine de livres suivront, d'inégale facture. Des textes fréquemment adaptés à l'écran — le « Gorille » y sera interprété par Lino Ventura puis par Roger Hanin.

Même si elle se propose avant tout de faire rire, la série des « Gorille » n'en puisse pas moins à bonne source. En octobre 1958, Ponchardier décrit par exemple avec minutie les innombrables complots qui ont ramené le général de Gaulle au pouvoir quelques mois plus tôt dans *Le Gorille fait la révolution*.

En 1961, abandonnant un instant la littérature populaire, il reprend les armes contre l'OAS en qualité de chef des célèbres « barbouzes ».

« Il est temps de vous dégorilliser ! » lui lance de Gaulle en 1963. Le Général entend confier à ce fidèle des missions plus gratifiantes. *La Mort du Condor* n'est rien d'autre que son témoignage d'ambassadeur en Bolivie en 1967, où il extrait Régis Debray de sa prison et des griffes de la CIA. Retiré à Nice, « Bibi Fricotin » meurt en 1986.

OSS 117 à la conquête du public

Un autre écrivain-résistant, Jean Brochet alias Jean Bruce, exclu de la police pour « mauvais esprit » (Bruce a publié sans autorisation un journal, ce qui lui donnera l'occasion de rencontrer sa deuxième femme, Josette), se lance à son tour dans le roman d'espionnage.

Josette Bruce apporte un beau jour les textes de son mari chez Armand de Caro, qui vient de lancer les éditions du Fleuve noir. C'est le coup de foudre. Le héros de Bruce, l'agent de la CIA Hubert Bonisser de la Bath alias OSS 117 (OSS étant, on s'en souvient, les initiales de l'Office of Strategic Services, l'ancêtre de la CIA), commence ainsi sa longue carrière en 1950 avec *Romance de la Mort*.

Bruce n'est pas le seul auteur de la collection « Espionnage » du Fleuve noir. Sous le pseudonyme de Paul Kenny, deux Belges, Jean Libert et Gaston Van den Panhuyse, pères d'un opérationnel du SDECE, Francis Coplan, le rejoignent très vite. S'y ajoutent Frédéric Dard, qui publie des romans d'espionnage sous le nom de Frédéric Charles, ainsi que le futur ministre Michel Durafour (alias Pierre Jardin).

Le succès d'OSS 117 tient à la trame du livre d'action, rapide, moderne, non dénué d'humour, de scènes érotiques encore peu fréquentes dans le genre à l'époque. Autres atouts : des aventures liées à l'actualité, et des titres-calembours qui feront école : *Métamorphose à Formose, Moche coup à Moscou, Agonie en Patagonie, Atout cœur à Tokyo, Cinq gars pour Singapour...*

En mars 1963, Jean Bruce se tue au volant. A cette date, l'écrivain a publié 87 romans, diffusés à plus de 28 millions d'exemplaires dans le monde ! Affirmant avoir retrouvé des « manuscrits inédits » dans les tiroirs de son époux, Josette reprend le flambeau, puis se décide à signer de son nom quelque 100 nouveaux titres jusqu'en 1985.

Le filon semble tout de même s'épuiser. Mais voici qu'en 1988, François, fils de Jean d'un premier lit, et Martine Bruce, la fille de Josette, décident de relancer les aventures de l'espion. *OSS 117 est mort*, tel est le titre du premier volume de la nouvelle série... à suivre.

Sous le pavillon du Fleuve noir

C'est là qu'on retrouve la pléiade des auteurs français les plus prolifiques du roman d'espionnage : les Marc Arno, André Caroff, François Chabrey, Serge Laforest, Pierre Nemours, Fred Noro, Alain Page, Claude Rank, Marc Revest, F.H. Ribes et autres Adam Saint-Moore.

Du peloton de tête se détachent J.B. Cayeux et son agent spécial ainsi que Jean-Pierre Conty, dont l'agent japonais de la CIA, Mr. Suzuki, a connu un succès instantané dès son lancement en 1955, de même que Paul Kenny, auteur bicéphale de Francis Coplan.

Ces écrivains populaires ont en commun un travail de documentation soigné. Pour Jean-Pierre Conty, « l'auteur du roman d'espionnage prétend informer le public d'un certain nombre de choses que la presse normale lui cache ». Pierre Nemours abonde dans ce sens : « Je suis secrétaire général d'une agence de presse, et, par conséquent, je manie tous les jours 150 à 200 dépêches. Et c'est dans ces dépêches, dans mes contacts avec mes confrères que je puise les sujets de mes romans. »

Kenny a pour sa part l'avantage de l'ubiquité. Tandis que l'un des deux auteurs — Libert ou Van den Panhuyse — vadrouille d'un pays à l'autre pour récolter les informations, le second met une touche finale au livre qu'il faut rendre tous les soixante jours à l'éditeur. « Ce qui nous a frappé chaque fois que les gens parlent de nos romans, expliquent les Kenny : ils sont allés à l'endroit que nous avons décrit et ont été frappés par la précision et la vérité. »

Francs-tireurs et honorables correspondants

Les auteurs du Fleuve noir ne sont évidemment pas les seuls à réaliser une enquête minutieuse avant écriture. Certains auteurs sont plus « tuyautés » que d'autres par les services spéciaux.

Ainsi l'auteur-éditeur Marc Schweizer, qui a choisi le pseudonyme de Pierre Genève à cause de ses origines helvétiques. Cet écrivain a réalisé énormément de romans d'espionnage bien renseignés : *K.O. à Macao, Maldonne à Lisbonne, Coups bas à Bakou, Suicide en Suisse*, etc. Il se documente auprès des grands du renseignement des années 60 : un général de la CIA, des généraux du SR français, Chassin et Belleux, le colonel Mercier du SDECE et bien d'autres...

C'est le représentant du MI 6 à Paris en 1965, John Fearnley, qui lui a donné matière à son roman *Tchin-tchin en Chine*, dans lequel le héros, l'abbé Anselme, est calqué sur le père Ancelle, directeur du collège Albert-de-Mun où Genève a été pion.

C'est justement dans ce collège religieux de Nogent-sur-Marne qu'il a fait une autre rencontre surprenante : un professeur de mathématiques corse, Christian Du Rieux, plongé jusqu'au cou dans les manipulations de la Main rouge, cette organisation fictive montée de toutes pièces par le SDECE pour combattre les réseaux du FLN en Europe (cf. p. 161). Pour le compte du colonel Mercier et surtout, à l'instigation de son ami Jacques Latour, Genève a ainsi réalisé en 1960 une fausse interview de Du Rieux. Le livre *La Main rouge* a été publié par une maison d'édition fantôme. Les pseudo-révélations de la Main rouge ont fait le tour du monde. Une des meilleures opérations psychologiques montées à l'époque par la Piscine.

C'est aussi grâce à Mercier que Genève a fait la connaissance du Suisse René Terrieux, rédacteur du journal anarchiste *Le Libertaire* qui travaille simultanément... pour la CIA !

Ne serait-ce pas une certaine schizophrénie, propre aux informateurs cachés des services spéciaux qui a poussé ce dernier à se suicider ?

Le phénomène SAS

Dans les années 60, les Éditions Plon ont le vent en poupe grâce à l'édition de l'œuvre de Ian Fleming en français. D'où cette idée somme toute logique : pourquoi ne créerait-on pas un James Bond à la française ?

Le journaliste Pierre Accoce, qui connaît bien le monde du renseignement (inspiré par le commandant Trautmann, chef de l'instruction à la Piscine, il a publié plusieurs documentaires de qualité comme *La guerre a été gagnée en Suisse*, ou *Le Monde parallèle*), s'y risque le premier. La Série « Le Polonais », qu'il ébauche, rend hommage au SDECE mais ne parvient pas à mordre suffisamment sur le public.

C'est alors qu'entre en scène Gérard de Villiers, le père de SAS. Après avoir publié chez Plon deux policiers à l'instigation de son ami Philippe Daudy, directeur littéraire de la collection Nuits blanches, ce journaliste de

Paris-Presse et de *France-Dimanche* né en 1929 à Paris d'une famille originaire de Saint-Malo se tourne vers l'espionnage.

Un virus de famille, sans doute : son père, le dramaturge Jacques Adam de Villiers, n'était-il pas « honorable correspondant » du vieux SR à ses heures, comme nous l'a révélé le colonel Germain ? Toujours est-il que, dès son premier roman *SAS à Istanbul*, publié en 1965, SAS fait mouche (70 000 exemplaires vendus). Malko Linge, l'aristocrate autrichien qui travaille pour la CIA afin de sauver de la ruine le château de ses ancêtres, son majordome Elko Krisantem et sa fiancée Alexandra entrent dans la légende.

SAS se « positionne » très vite à contre-courant de la vague contestataire des années 60-70, marquées entre autres par le refus des comportements traditionnels. La série est alors dénoncée vivement à gauche comme réactionnaire, complaisante, misogyne, sadique et raciste. Des attaques que ne désamorcent certes pas les ripostes grinçantes de Gérard de Villiers, chez qui le goût de la provocation constitue une seconde nature : lui reproche-t-on vertement de multiplier les descriptions détaillées de scènes de torture, il affirme aussitôt trouver son inspiration dans les rapports d'Amnesty International...

Ces polémiques n'empêchent pas SAS de gagner un public très large, en France comme à l'étranger. En un quart de siècle, Villiers va publier la bagatelle de 110 romans à raison de 4 par an. Un succès incontestable se traduisant en chiffres de vente impressionnants (autour de 150 millions d'exemplaires diffusés). Il nous semble dû à trois facteurs essentiels : l'utilisation de thèmes sensibles à un vaste public (masculin surtout) qui le situe dans la tradition des feuilletonistes d'autrefois ; l'ancrage dans l'actualité ; la proximité du réel.

Ce troisième facteur mérite particulièrement l'attention. Selon son propre créateur, le personnage du prince Malko Linge est calqué au départ sur celui de Malko Offenbach, « spécialiste du trafic de matériaux stratégiques » résidant à Londres. De la même manière, les deux gorilles de la CIA Chris Jones et Milton Brabeck existeraient bel et bien sous d'autres noms, agents du Secret Service américain.

Le réalisme de SAS ne se borne pas à ces ressemblances. Dès les premiers ouvrages, Villiers, fort de son expérience de grand reporter et d'ancien officier parachutiste en Algérie, a pris l'habitude de se documenter sur place et d'effectuer des repérages. Un souci du détail qui lui vaut parfois des problèmes : après la parution de son quatorzième SAS, *Les Pendus de Bagdad* (1969), les autorités irakiennes lui reprocheront par exemple ses sympathies pour les Kurdes et les Iraniens.

C'est ce rapport à la réalité qui nous a poussés à rencontrer Gérard de Villiers. En 1979, déjà, la lecture de son *Shanghai Express* nous avait intrigués : l'auteur y évoquait le personnage de Kang Sheng, chef des services spéciaux de Mao Zedong que personne ne connaissait hors des milieux spécialisés et dont nous avions déjà l'idée d'écrire la biographie. Dix ans plus tard, c'est en travaillant sur le sanglant mystère de « Tueurs fous du Brabant » que nous avons eu un aperçu de ses méthodes d'investigation

romanesque. Nos confrères belges s'accordaient à dire que ses *Tueurs de Bruxelles* reflétaient une bonne part de la réalité et que, lors de son enquête sur place, Villiers s'était emparé de certains indices qui avaient complètement échappé aux policiers.

« C'est vrai que je suis l'actualité au plus près. Parfois, je la précède, par exemple lorsque je décris une attaque de terroristes palestiniens en ULM, qui s'est produite quelque temps plus tard.

« Dans *Des armes pour Khartoum*, j'évoque la mort atroce d'un Américain attaché, le ventre ouvert, aux pattes arrière d'un chameau. Savez-vous que c'est ainsi qu'est mort le commandant français Galopin lorsqu'il a voulu négocier avec Hissène Habré la libération de Françoise Claustre ?

« J'ai sorti *Le Complot du Caire* en mars 1981. Sept mois plus tard, la malédiction se réalisait avec l'assassinat d'Anouar es-Sadate par les Frères musulmans », voici quelques-uns des propos que nous a tenus Gérard de Villiers quand nous l'avons interrogé sur les rapports entre fiction et réalité dans la série des SAS.

Ajoutons que l'actualité rattrape parfois le feuilletoniste avant même qu'il ait fini son ouvrage. Ainsi, en juillet 1990, Saddam Hussein envahit le Koweit alors que Villiers termine *Les Canons de Bagdad*. Du coup, il lui faudra ajouter quelques pages à ses aventures...

Le monde surprenant de Georges J. Arnaud

Parfois considéré comme un « Gérard de Villiers de gauche », Georges J. Arnaud a créé dès 1961 un personnage de série appelé à une très longue existence romanesque, le Commander.

Né en 1928, Arnaud, fils d'un petit fonctionnaire, s'est lancé très tôt dans le roman policier avant d'obtenir le prix du Quai des Orfèvres en 1952. En 1958, il crée sous le pseudonyme de Gil Darcy un premier personnage aux éditions de l'Arabesque, l'agent du NID (Nato Intelligence Department, le supposé service secret de l'OTAN) Luc Ferran, rattaché par la suite au SDECE.

Le but : faire pièce au Fleuve noir qui, à cette époque, monopolise encore la quasi-totalité des auteurs d'espionnage français à vocation populaire. Par la suite, Gil Darcy se muera en pseudonyme collectif utilisé par une dizaine d'auteurs.

Boulimique de l'écriture, Arnaud passe au Fleuve noir en 1959. Deux ans plus tard, il s'attache à créer un nouveau personnage, le Commander, qui n'appartient pas à la CIA mais à l'ONI (*Office of Naval Intelligence*).

Serge Kovask alias le Commander reste à cette époque un agent secret américain assez classique. Mais il se trouve que Georges J. Arnaud va réagir à l'inverse d'un Gérard de Villiers face aux retombées de la vague contestataire apparue en Mai 68. Dès 1971, un personnage nouveau apparaît aux côtés du Commander, Francesca Pepini alias la « Mamma », forte femme dont la famille a été assassinée par la Mafia.

Dans le même temps, Arnaud se radicalise sur le plan politique. Le Commander suit le mouvement. Il quitte l'ONI pour devenir, aux côtés de

la « Mamma », le chargé des enquêtes sensibles de John Holden, un sénateur américain libéral.

Le Commander a changé de peau. A son insu, c'était autrefois un serviteur de l'impérialisme américain. A présent, il agit au nom de causes « progressistes ». Comme le sénateur Holden, il n'hésite pas à s'opposer à la CIA ou aux grandes multinationales. Dans *Subversive Club* (1978), Arnaud s'en prend par exemple à l'ITT.

L'assassinat d'Aldo Moro donne matière à un nouvel ouvrage, *Le Vent des morts* (1979). L'auteur y défend la thèse d'un complot entre la Mafia et la CIA lors de l'assassinat du leader démocrate-chrétien Aldo Moro par les Brigades rouges. A l'époque, ce type de construction semble relever d'une totale paranoïa mais aujourd'hui, à la lueur des révélations sur les réseaux GLADIO, elle paraît moins farfelue. Les ouvrages suivants continueront à mettre en cause la CIA comme *Président-Pourriture*, où l'on retrouve l'ombre de l'énigmatique syndicaliste américain Irving Brown.

Au seuil des années 80, le trio Kovask-Pepini-Holden affronte les hommes d'un autre président, Ronald Reagan, dans *Contrat-Provocation*. Il se mêle aussi de politique allemande dans *Les Veuves de Berlin* avant de désamorcer un complot visant à saboter le gouvernement socialiste après l'élection du président Mitterrand dans *Le Milliard des émigrés*. Le processus de politisation du Commander suit ainsi son petit bonhomme de chemin, frappant avec constance des cibles comme la Trilatérale, dans laquelle Georges J. Arnaud semble déceler une terrible menace.

Très différent de Gérard de Villiers dans son style comme dans son inspiration, Arnaud, s'il bénéficie de tirages bien moins considérables, séduit un public de gauche ou tiers-mondiste jusque-là frustré de ne pouvoir se détendre en toute tranquillité idéologique. Il gagne aussi les suffrages d'un public féminin, séduit par ses efforts pour éviter le « machisme » habituel aux romans d'espionnage. En revanche, ses contacts avec l'univers réel des services sont très limités. Arnaud, qui vit dans un coin retiré du Var, affirme tirer une bonne part de ses intrigues des dossiers de presse qu'il met soigneusement à jour.

Gilles Perrault, enquêteur et écrivain

Les séries populaires d'espionnage ne constituent pas le seul domaine où l'imagination romanesque s'est appliquée à l'univers du renseignement. Pour Gilles Perrault, la guerre d'Algérie constitua un véritable traumatisme. Il découvrit sous le treillis camouflé des parachutistes un conflit bien différent de celui qu'il avait imaginé.

Dans une vie antérieure, Gilles Perrault, d'une famille profondément attachée à ce culte de la Résistance qui imprègne toute son œuvre, arborait la robe noire des avocats. Mais l'envie d'écrire le démange. Sous le nom de Gil Perrault, il rompt ses premières lances avec des ouvrages de littérature d'espionnage de la même veine que les OSS 117 (*Le Sahara brûle, Balade au soleil, La Bombe, La Main rouge, Le Faux Frère*).

Ces petits romans ne seront pour lui qu'une sorte de galop d'essai. En

mai 1961, fuyant Paris et ses innombrables problèmes, Perrault s'installe à Sainte-Marie-du-Mont. Il publie en 1964 *Le Secret du jour J*, dans la collection « La guerre secrète » que dirige chez Fayard l'ancien conseiller de Michel Debré pour les questions de sécurité, Constantin Melnik.

Perrault se lance alors sur la piste de l'Orchestre rouge, ce réseau soviétique qu'il va rendre célèbre dans le monde entier en même temps qu'il fera découvrir le personnage de Leopold Trepper, dont l'écrivain va épouser la cause au grand dam non seulement des pays de l'Est mais aussi de la DST, très attachée à démontrer que le chef de l'Orchestre rouge joua en fait un rôle trouble et qui, dès lors, jugera toujours Perrault avec méfiance.

L'ouvrage, par son succès même, marque une évolution aussi bien politique que littéraire dans la carrière de Perrault. Découvrant l'univers du communisme, au sein duquel il distingue les personnages positifs des staliniens acharnés, l'écrivain se brouille avec Melnik, lequel aurait préféré une manière plus classique pour rendre compte de l'activité de l'Orchestre rouge. Perrault est trop à gauche pour lui.

Ainsi naît le « style Perrault », où fusionnent les préoccupations de l'avocat, qui sait trouver les mots pour défendre mais aussi pour pourfendre ; de l'enquêteur, qui accumule témoignages et documents aux quatre coins du monde ; et de l'homme de plume, qui s'adresse sans complaisance de forme à un public très large.

L'Erreur décrit la descente aux enfers d'un homme du SDECE condamné à la prison pour avoir communiqué des renseignements à l'UDBA yougoslave. Un livre qui vaudra à Perrault l'ire de certains cadres de la Piscine. Au cours de *La Longue Traque* réapparaissent les opérations tortueuses du SD et de l'Abwehr. Le *Dossier 51*, une fiction plus vraie que la réalité, démonte de manière hallucinante les rouages d'une tentative de recrutement menée par un service. *Un homme à part* fait connaître au public le personnage d'Henri Curiel, ce militant tiers-mondiste assassiné à Paris en 1979 pour lequel Perrault ne cache pas une très vive sympathie.

Cet intérêt pour Curiel n'est pas dû au hasard, Perrault s'engageant de plus en plus ouvertement sur le plan politique : proche du Parti communiste, sympathisant mitterrandiste en 1981 puis de la gauche révolutionnaire. Une évolution qui n'empêche pas l'écrivain et le spécialiste du renseignement de sacrifier à ses penchants personnels. Avec *Le Secret du roi*, Gilles Perrault plonge aux racines de l'espionnage français en retraçant les aventures du duc de Broglie et du service secret de Louis XV et de Louis XIV.

Volkoff, espionnage et mysticisme

Vladimir Volkoff n'a pas servi dans les parachutistes mais dans une Section administrative spécialisée (SAS), du côté de Cherchell. Comme Perrault, il a traité de la crise algérienne (*La Leçon d'anatomie*, 1980), mais ses livres d'espionnage sont antérieurs.

Le plus connu de ces romans est sans nul doute *Le Retournement*. On y voit un colonel du KGB, Kiril Volsky, passer à l'Ouest. Dans cet ouvrage métaphysique, c'est autant le retour à l'âme de la Sainte Russie, choyée par

LA SÉRIE « ESPIONNAGE » AU FLEUVE NOIR
fondée par Armand de Caro.

Pseudo	*Vrai nom*	*Héros/série*	*SR*	*Début*
Marc Arno	Jean-Pierre Bernier	Kristian Fowney	CIA	1959
M.-G. Braun	Maurice Brault	Alex Glenne	SDECE	1954
Jean Bruce	Jean Brochet	OSS 117	CIA	1950
Michel Carnal	Michel Beaudet	Cdt Ph. Larsant	SDECE	1963
André Caroff	André Carpouzis	Paul Bonder	SDECE	1966
Richard Caron	Richard Caron	Jasper Wood TTX-75	1963	
J.B. Cayeux	Jean-Baptiste Chivot	L'agent spécial (Daniel Pellerin)	SDECE	1952
François Chabrey	Marcel C. Preabster	Frankie Matthews et Marcus Waeber	NSA	1967
Frédéric Charles	Frédéric Dard	Divers héros	1950	
J.P. Conty	Jean-Pierre Valroffer	M. Suzuki	CIA	1955
Dan Dastier	Yves Chantepie	Frank Warden	CIA	1970
Paul Kenny	Jean Libert et Gaston Van den Panhuyse	Francis Coplan FX 18	SDECE	1953
Serge Laforest	S. Arcouët	Paul Gaunce	CIA	1949
G. Morris	Gille Maurice Dumoulin	Johnny Sanders	US	1952
Pierre Nemours	P. Guillemot	Cdt Rivière	SR fçs	1959
Fred Noro	Siegfried Schwarz	Vicomte Vincent de Vrain et Vigo Curucci	SR fçs	1963
Alain Page	J.-E. Conil	Nicolas Calone		1971
Claude Rank	Claude Darville	Dex Marston et colonel Eric Prince		1957
Marc Revest	C.-H. Golstein et Stéphane Jourat	Jonathan Kern	CIA	1966
F.H. Ribes	François Richard et Henri Bessière	Gérard Lecomte alias KB-09	CIA	1959
Adam Saint-Moore	Jacques Douyau	Gunther alias « Face d'Ange »	SR US	1956

Volkoff, que l'attrait de l'Occident qui fait basculer le transfuge. Un thème récurrent dans l'œuvre de ce Russe blanc qui récidivera dans le domaine de l'espionnage avec *Le Montage* (1982).

Cette fois, Volkoff aborde un thème à la mode au début des années 80, la « désinformation » menée par le KGB, organisme tentaculaire et diabolique au cœur de toutes les formes de déstabilisation de la démocratie. Un sujet déjà abordé par Arnaud de Borchgrave et Robert Moss dans *L'Iceberg*.

Un regard critique sur l'ambiguïté même de la notion de « désinformation » permet à notre confrère du *Monde* Jean Planchais (6 novembre 1982) de disséquer *Le Montage* à la manière d'un chirurgien :

« La lecture du roman-démonstration de Vladimir Volkoff aboutit d'ailleurs à deux conclusions. Vous êtes en désaccord avec lui ? Vous êtes un agent conscient ou inconscient de l'"ex-département D" (du KGB). Vous croyez au contraire que ce genre de manœuvre, poussé au point de subtilité que décrit l'auteur, est parfaitement vraisemblable ? Alors pourquoi Vladimir Volkoff lui-même ne serait-il pas l'auteur ou l'agent d'un autre "montage" destiné, en profitant de tendances "qui existent naturellement parmi nous" — la peur et la méfiance —, à déstabiliser le régime au pouvoir ?

« [...] Le régime stabilisé dont rêve Vladimir Volkoff est donc en définitive celui de la dénonciation, des procès d'opinion, de la chasse aux sorcières. »

Des civils à la tête du BND

En décembre 1978, un civil succède à Gerhard Wessel. Né en 1936, Kinkel n'avait que six ans quand Wessel puis Gehlen sont entrés au service de renseignement de la Wehrmacht. D'origine souabe, ce fils de médecin suit les études juridiques qui en feront un des meilleurs spécialistes de droit constitutionnel en Allemagne.

En 1965, Kinkel entre au ministère de l'Intérieur dont il va devenir l'un des experts en matière de sécurité publique. C'est là que le ministre libéral Hans-Dietrich Genscher le remarque. Trois ans plus tard, le juriste entre au cabinet de Genscher, qu'il suivra de l'Intérieur aux Affaires étrangères en qualité de porte-parole et de directeur de cabinet puis de directeur du centre d'analyse et de prévision de l'Auswartiges Amt.

Rencontre providentielle : Klaus Kinkel lie désormais son destin à celui de Genscher, séduit par ce « bûcheur ». Soucieux de retirer aux militaires et aux alliés chrétiens-démocrates et sociaux-chrétiens le contrôle des services, Genscher choisit de le propulser à Pullach.

Le nouveau venu restera presque quatre ans à la tête du BND. Le temps de poursuivre sans éclats inutiles la modernisation du service et, tout de même, de faire face à quelques scandales assez gênants.

Chef de la Sécurité au ministère de l'Intérieur du Land de Bavière, le fief conservateur de Franz Joseph Strauss, Hans Langemann a appartenu

au BND de 1957 à 1970 et a conservé quelques attaches dans la maison. Selon ses aveux à la revue gauchiste *Konkret*, le BND aurait placé un de ses agents dans l'entourage du président américain Richard Nixon, un autre auprès du cardinal Koenig, à Vienne, et espionné le Vatican. Il aurait également tenté de faire disparaître des documents sur le passé de l'ex-chancelier Kiesinger (suspecté de sympathies nazies), y compris des rapports de la CIA.

Cette affaire épineuse n'entrave cependant pas la carrière de Kinkel. Après son départ de Pullach, en octobre 1982, le haut fonctionnaire souabe la poursuivra dans l'orbite de Genscher comme secrétaire d'État à la Justice, ministre de la Justice fin 1990 puis successeur de son mentor aux Affaires étrangères en avril 1992.

Preuve que la direction du BND ne constitue pas un obstacle aux destins les plus ambitieux, Klaus Kinkel, président du parti libéral, est aujourd'hui l'un des hommes politiques les plus influents dans l'Allemagne réunifiée. Une position enviable qui lui permet de jeter un regard critique sur l'aventure de l'ex-chef du renseignement est-allemand Markus Wolf, dont il fut quatre années durant l'adversaire direct.

Mais revenons en octobre 1982. Helmut Kohl vient d'être élu chancelier. Klaus Kinkel quitte alors Pullach après 1 800 jours de règne sur le BND. C'est un vieux de la maison, officier de métier dans la Wehrmacht de 1937 à 1945, qui prend sa place dès le mois de décembre. Né en juillet 1918, Eberhard Blum est entré dès 1947 dans l'Organisation Gehlen. Il a fait toute sa carrière jusqu'en 1970 comme cadre de la centrale du BND puis résident à Washington, poste clef qui lui a permis de tisser des liens de bonne compagnie avec les dirigeants de la CIA. A soixante-trois ans, Herr Blum approche d'une retraite bien méritée. Mais l'Allemagne a bien changé.

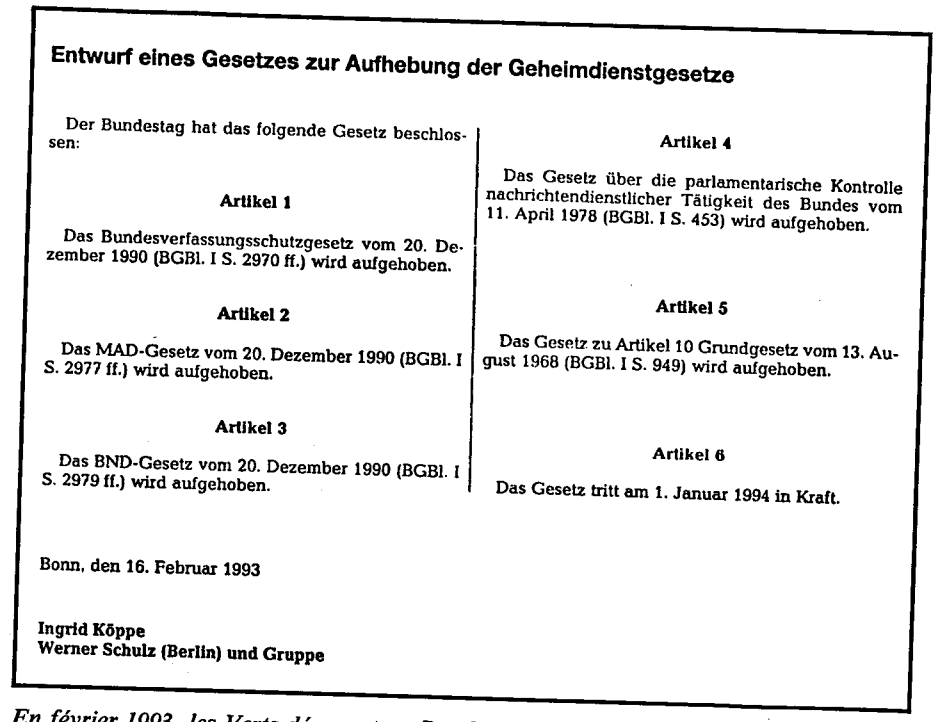
En mars 1983, première alerte au Bundestag : les 27 députés « Verts » font mine d'exiger un représentant dans chaque commission parlementaire, y compris celle qui supervise l'action des services. Demande repoussée par une large majorité tant ces élus aux cheveux longs inquiètent.

En juin, le tribunal de Düsseldorf innocente un journaliste danois, Flemming Soerensen, emprisonné huit mois par le BfV sous l'accusation d'espionnage.

Vient ensuite, en janvier-février 1984, un autre scandale, encore plus grave. Il concerne l'armée. Suite à une enquête précipitée du MAD, le service de sécurité et de contre-espionnage de la Bundeswehr, le général Günter Kiessling, plus haut gradé de la Bundeswehr et adjoint au commandant en chef des forces de l'OTAN, est soupçonné d'être homosexuel.

L'officier supérieur nie vigoureusement. Néanmoins, confiant dans le professionnalisme du MAD, le ministre de la Défense le pousse vers la retraite. Quel scandale quand on découvre le peu de sérieux de l'enquête : Kiessling possédait tout bonnement un sosie ! L'affaire débouche sur une crise politique très grave, ponctuée entre autres par la démission du général Behrendt, le patron du MAD.

Pour succéder à Blum, le choix de la Chancellerie se porte sur Heribert Hellenbroich, un juriste de formation, vice-président du BfV, le contre-



Entwurf eines Gesetzes zur Aufhebung der Geheimdienstgesetze

Der Bundestag hat das folgende Gesetz beschlossen:

Artikel 1

Das Bundesverfassungsschutzgesetz vom 20. Dezember 1990 (BGBl. I S. 2970 ff.) wird aufgehoben.

Artikel 2

Das MAD-Gesetz vom 20. Dezember 1990 (BGBl. I S. 2977 ff.) wird aufgehoben.

Artikel 3

Das BND-Gesetz vom 20. Dezember 1990 (BGBl. I S. 2979 ff.) wird aufgehoben.

Artikel 4

Das Gesetz über die parlamentarische Kontrolle nachrichtendienstlicher Tätigkeit des Bundes vom 11. April 1978 (BGBl. I S. 453) wird aufgehoben.

Artikel 5

Das Gesetz zu Artikel 10 Grundgesetz vom 13. August 1968 (BGBl. I S. 949) wird aufgehoben.

Artikel 6

Das Gesetz tritt am 1. Januar 1994 in Kraft.

Bonn, den 16. Februar 1993

Ingrid Köppe
Werner Schulz (Berlin) und Gruppe

En février 1993, les Verts déposent au Bundestag un projet de loi pour la dissolution de tous les services spéciaux allemands ! Il n'aura bien sûr aucune suite.

espionnage fédéral, depuis 1981. En d'autres termes, un vieux routier de la chasse aux « taupes ».

Hélas pour lui, ses jours à Pullach sont chichement comptés. Vingt-sept jours après avoir été désigné, Hellenbroich apprend qu'il a été déchargé de ses nouvelles fonctions. L'un de ses anciens subordonnés au BfV, Hans-Joachim Tiedge, vient de passer à l'Est. D'autres scandales à retardement, comme la mise sous surveillance politique des Verts, la découverte du rôle ambigu du contre-espionnage dans l'assassinat en juin 1974 d'un anarchiste, Ulrich Schmücker, ou celle d'un attentat simulé en 1978 par les commandos antiterroristes du célèbre GSG 9 viendront d'ailleurs de nouveau ternir la réputation des services fédéraux.

Dans ces conditions, succéder à Hellenbroich n'est pas chose facile. Le chancelier Kohl désigne un autre haut fonctionnaire, l'austère Hans-Georg Wieck, né en 1928 à Hambourg. Wieck, polyglotte anglais-français-russe, a occupé des postes de très haute responsabilité au ministère des Affaires étrangères ou de la Défense avant de devenir ambassadeur à Téhéran puis à Moscou. Dès 1980 et son entrée au conseil de l'OTAN, à Bruxelles, il a fermement tenu tête à l'allié américain. On l'a vu aussi refuser en 1984 le poste de secrétaire d'État au ministère de la Défense.

L'Allemagne réunifiée, il faut gérer au mieux les séquelles de la guerre froide et définir les objectifs de la nouvelle communauté allemande du renseignement. Ce sera, dès 1990, la tâche du successeur de Wieck, le parlementaire social-démocrate Konrad Porzner. Il devra la mener en bonne entente avec les ministres d'État à la Chancellerie, coordinateurs de la communauté allemande du renseignement, Lutz Stavenhagen puis Bernd Schmidbauer.

LES PRÉSIDENTS DU BND
— 1946-1956 : Reinhard Gehlen dirige l'OG, à statut « privé » et financée par les Américains. — Mars 1956-avril 1968 : Reinhard Gehlen, président du BND. — Mai 1968-décembre 1978 : Gerhard Wessel, officier de carrière, ex-cadre du FHO, ex-chef du MAD. — Décembre 1978-octobre 1982 : Klaus Kinkel, futur ministre de la Justice puis des Affaires étrangères. — Décembre 1982-juillet 1985 : Eberhard Blum, officier de carrière entré à l'OG en 1947, chef de la résidence BND en Angleterre puis à Washington. — 1er-28 août 1985 : Heribert Hellenbroich, au BfV depuis 1966, vice-président du BfV en 1981. — Septembre 1985-septembre 1990 : Hans-Georg Wieck. — Septembre 1990 : Konrad Porzner.

Un tableau de chasse pour rien

Le magnifique tableau de chasse de Mischa Wolf, le patron de la HVA, les services allemands de l'Est, n'a empêché ni la chute du mur de Berlin, ni l'effondrement du régime communiste de RDA. Nous avons choisi de retracer brièvement ses trois meilleures infiltrations de « taupes » en Allemagne fédérale.

Gabrielle Gast

Gaby Gast reste aujourd'hui l'espionne préférée de Wolf. Recrutée en 1968-1969, elle entre dès 1973 au département III du BND, qui suit les affaires soviétiques. Wolf la rencontrera clandestinement à plusieurs reprises. En 1983, Eberhard Blum, le chef du BND, la fait grimper dans la hiérarchie du service de renseignement ouest-allemand. Devenue chef de section (*Regierungsdirektorin*) au Département Analyse, elle ne sera démasquée qu'en 1990, avec le « retournement » d'un cadre de la HVA, Karl Christof Grossman. A cette époque, elle lisait encore avant le chancelier Kohl les notes confidentielles sur les activités est-allemandes.

Günter Guillaume

L'infiltration de ce cadre de la HVA est considérée par beaucoup comme le plus beau succès des trente années de Wolf à la tête de l'espionnage est-allemand. Mais l'intéressé le nie. Selon lui, Guillaume n'était pas du tout destiné à nuire à Willy Brandt, artisan infatigable d'une politique de rapprochement avec l'Est. Le hasard aurait joué un mauvais tour à la HVA.

Immigré en RFA en 1956 avec sa femme Christel en qualité de *Führung-Officier* (responsable de réseau), Guillaume adhère l'année suivante au Parti social-démocrate, le SPD. Il prend soin d'entrer dans la tendance la plus à droite du mouvement. Une tactique éprouvée : les services communistes préféraient infiltrer leurs agents dans les partis conservateurs ou les tendances les moins radicales des partis de gauche, jugés plus stables.

En 1968, l'espion de la HVA devient chef du groupe SPD au conseil municipal de Francfort. Le BND demande alors une enquête détaillée sur son cas. Mais il n'est pas écouté. Le contre-espionnage fédéral BfV ne s'intéresse pas à Günter Guillaume. Pas assez en tout cas. En 1970, deux mois d'enquête superficielle donnent naissance à un rapport autorisant l'homme de la HVA à avoir accès en cas de besoin à certains documents chiffrés.

A la fin novembre 1972, quand Wolf et la HVA apprennent que Günter Guillaume est devenu le secrétaire du chancelier Brandt, son homme de liaison avec le SPD et les syndicats, ils manquent de tomber à la renverse. Pour inespéré qu'il soit, ce succès devrait logiquement attirer sur l'officier de renseignement une attention plus soutenue du BfV, donc mettre en péril sa sécurité.

Rien de grave n'intervient pourtant avant mai 1973. Le 29, le ministre de l'Intérieur prévient le chancelier Brandt que le président du BfV, Günther Nollau, a quelques soupçons sur Guillaume.

« Que dois-je faire ? », demande le leader social-démocrate. La réponse arrive le lendemain : la meilleure manière de se faire une religion, c'est d'agir comme d'habitude. Le contre-espionnage s'occupera du reste.

Si l'on en croit le témoignage de l'ancien chancelier, Nollau, après avoir lancé ces accusations, s'endort sur ses lauriers. Résultat : Guillaume accompagne Brandt en vacances en Norvège puis dans le Sud de la France, escapade qui contribuera grandement à discréditer l'homme d'État par la suite.

Le 24 avril 1974, l'officier de la HVA est finalement arrêté. Le scandale provoque la chute de Brandt, un tournant politique qui constituait à tout prendre une mauvaise affaire pour la RDA.

Trop bon joueur, Günter Guillaume a perdu toute sa mise d'un seul coup. Il sera rendu à la RDA en 1982 à la faveur d'un échange. En septembre 1993, l'affaire Guillaume sera l'occasion d'un surprenant face-à-face entre anciens chefs des services est et ouest-allemands au tribunal de Düsseldorf. Jugé pour son activité à la tête de la HVA, Markus Wolf insinuait que la chute du chancelier Brandt n'était que le produit d'un

complot ourdi en République fédérale. L'ancien président du BND, Klaus Kinkel, viendra affirmer le contraire à la barre des témoins.

Hans-Joachim Tiedge

Né en 1937 à Berlin, ce fonctionnaire entre au BfV à l'âge de vingt-neuf ans. Ses nouvelles fonctions vont lui permettre de suivre les développements de l'affaire Guillaume en 1973-1974. Irréprochable et apprécié de ses supérieurs, Tiedge est promu en 1979 chef de service. Spécialité : les opérations en Allemagne de l'Est. Mais, le 22 août 1985, il disparaît mystérieusement avant de se réfugier en RDA, provoquant, le 27 août, la chute d'Heribert Hellenbroich, le président du BND.

La STASI et le terrorisme

Les premiers contacts de la Sécurité d'État est-allemande avec la Rote Armee Fraktion datent de 1977. Leur groupe quasi démantelé par la police fédérale ouest-allemande, les rescapés de cette « bande à Baader » décident de chercher refuge en RDA. Erich Mielke, séduit par ces activistes qu'il escompte bien récupérer, donne à son adjoint, Gerhard Neiber, l'ordre de les accueillir.

Leur manipulation échoit à la Direction principale 22, chargée de... l'antiterrorisme. Dirigée successivement par les colonels Harry Dahl et Horst Franz, cette direction affecte l'un de ses meilleurs officiers, Helmut Voigt, à cette tâche assez particulière. La majeure partie des rescapés de la RAF demandent simplement un asile. Mais certains durs sont décidés à continuer dans la voie de l'action violente. En liaison avec la STASI, ils tenteront ainsi d'assassiner le général américain Kroesen le 15 septembre 1981.

Autres « hôtes d'honneur » de la Section principale 22 : Abou Nidal et surtout Carlos. Le premier bénéficiera d'une large complicité pour faire transiter par la RDA le matériel et les hommes de son groupe en vue d'opérations ultérieures en Europe occidentale. Le second ira plus loin, faisant de Berlin-Est l'une des plaques tournantes de son organisation.

De nombreux activistes palestiniens, en particulier Abou Daoud, ont également été « suivis » par la STASI. Mais, dans ce dernier cas, il s'agissait d'une alliance avouée puisque la RDA accordait officiellement son soutien politique aux revendications de l'OLP, avec, bien entendu, une préférence pour son aile radicale.

Selon certains commentateurs, c'est le numéro 1 du régime Erich Honecker qui, fasciné par les tenants de la ligne dure, aurait lui-même décidé de faire soutenir la RAF, le groupe Abou Nidal ou l'organisation Carlos par la STASI.

Dans le même temps qu'ils recyclaient nombre d'anciens SS spécialistes de la répression, les hommes de Mielke reprenaient la tradition de surveillance

systématique des communications inaugurée par les nazis (*cf.* tome 1, page 271).

Une chaîne d'antennes spéciales réglées sur la fréquence des téléphones interurbains d'Allemagne fédérale est installée le long de la frontière. 6 000 techniciens enregistrent ainsi un demi-million de communications téléphoniques par an, y compris celles des radio-téléphones. Forte de milliers d'employés, la section « M » du colonel Strobel ouvre le courrier des citoyens de l'Allemagne « démocratique », l'écoute téléphonique dépendant de la section 26 du major général Leber et de la 3e Direction principale du major général Männchen. Le résultat de ces viols quotidiens de la liberté individuelle nourrira 5 millions de dossiers informatique, un pour trois habitants !

En raison de cette compétence technique, les hommes de la STASI étaient réputés dans tous les pays de l'Est. Ils fournissaient souvent des formateurs pour les polices secrètes des pays du tiers monde. Leur matériel venait d'Occident. Il était importé clandestinement par le « KoKo » (Kommerziale Koordinierung), dirigé par Alexander Schalck-Golodkowsky, le secrétaire d'État adjoint au Commerce extérieur.

Nous ne nous étendrons pas plus sur les « exploits » aujourd'hui bien connus de cette police secrète tentaculaire dont le dernier chef après Mielke fut l'éphémère Wolfgang Schwanitz, chef de l'Amt für Nationale Sicherheit (en abrégé, la NASI, quel terrible lapsus !) du gouvernement Modrow de novembre 1989, ultime étape avant la fin du régime et l'unification de l'Allemagne.

Le renseignement extérieur, la HVA, constituait une des principales directions du MfS. Comme Mielke, ses chefs Wolf puis Grossmann avaient le grade de général de la STASI. Une subordination qui, par la suite, gênera énormément Mischa Wolf. L'ancien numéro 1 de la HVA a beau insister sur le mauvais état (bien réel) de ses relations personnelles avec Erich Mielke et nier l'implication de son service dans la répression intérieure, il ne parvient guère à convaincre. Surtout quand il fait publiquement mine d'avoir tout ignoré du gigantesque appareil policier qui enserrait l'Allemagne de l'Est.

La confusion aidant, certains lui attribuent une responsabilité dans tous les crimes commis par la Sécurité d'État. Estimation excessive. Markus Wolf connaissait certes pertinemment les méthodes de la STASI. Mais il n'en était pas le maître-d'œuvre. En tant que chef de service, sans doute aurait-il préféré que la HVA passe sous la coupe d'un ministère moins compromettant, Affaires étrangères à nouveau ou Défense. Mais tel n'était pas le cas. Même si le traitement des activités des rescapés de la « bande à Baader » ou de Carlos incombait à la 22e Direction principale de la STASI, Wolf et ses adjoints en ont certainement eu écho.

Aucun responsable ne peut sortir indemne d'un régime totalitaire. « Mischa » Wolf l'a admis à sa manière le 12 juin 1990 devant les caméras de l'émission de télévision *La Marche du siècle* quand il a reconnu que les dissidents émigrés à l'Ouest pouvaient bien avoir été victimes d'activités

d'espionnage « à partir des représentations diplomatiques » de la RDA. En d'autres termes, la HVA poursuivant à l'extérieur le travail de la STASI...

Jours difficiles pour la CIA sous Jimmy Carter

« Colonel Beckwith, this is the President of the United States... »

Quand elle résonne ce vendredi 25 avril 1980 dans l'habitacle de l'hélicoptère RH-53 D Sea Stallion de Charles Beckwith, la voix angoissée de Jimmy Carter incarne tout le désarroi d'une Amérique désarmée dont les forces spéciales viennent d'échouer dans leur tentative désespérée pour tirer d'affaire les cinquante-trois otages de Téhéran.

Quel meilleur symbole d'impuissance que ce président qui, pour des raisons morales, entend assumer personnellement la direction d'une opération de commando ! Tel n'est assurément pas le rôle du locataire de la Maison-Blanche. Il faut que les dysfonctionnements aient atteint leur apogée au sein de la communauté américaine du renseignement pour qu'on en vienne à de telles extrémités.

Intronisé président en janvier 1977, Carter s'était fixé comme double objectif la modernisation et la moralisation des services, cloués au pilori dans les années précédentes. En d'autres termes, de tourner la page dans le droit fil de ses conceptions. Pour succéder à George Bush, il a désigné l'amiral quatre étoiles Stansfield Turner.

Né en décembre 1923 dans l'Illinois, Turner a été plongé très tôt dans l'épreuve par le suicide de son père. C'est dans une foi religieuse ardente qu'il a puisé la force de la surmonter. Une bourse lui a permis de suivre d'excellentes études à Oxford. Cette tête bien pleine a fait toute sa carrière dans l'US Navy.

Comme beaucoup d'officiers supérieurs de la Marine, Turner est un remarquable technicien. Il partage entièrement le point de vue du président, qui a ratifié un *executive order* interdisant l'assassinat comme moyen d'action. L'amiral Turner pense qu'un développement accéléré et méthodique du renseignement technologique constitue la voie sacrée vers un renseignement moralement « propre ».

Pas d'actions « homo », moins d'opérations clandestines, mais toujours plus d'interceptions des communications, plus de photos-satellite, plus de traitement des informations recueillies par ordinateurs. Capter toutes les communications téléphoniques du président égyptien Anouar es-Sadate est sûrement aussi rentable que d'entretenir de nombreux agents dans son entourage (ce dont la CIA ne se privera d'ailleurs pas).

De la même manière, on lancera le Special Navy Control Program (écoute des câbles sous-marins soviétiques) ou les Special Collection Elements (équipes mixtes CIA-NSA travaillant à partir des ambassades).

Turner n'ignore pas que le fonctionnement même de la communauté américaine du renseignement, donc le rôle du directeur central, a profondément changé avec l'introduction de ces techniques d'avant-garde dont il

raffole. En matière de satellites espions, par exemple, chaque service n'a pas besoin de disposer de son propre réseau autonome de collecte. C'est au DCI d'organiser la répartition des photos prises du ciel.

Bien sûr, ce schéma reste théorique. L'amiral ne tarde pas à réaliser que les choses ne sauraient aller au gré de sa seule volonté personnelle.

C'est d'abord la crise iranienne, qui, en 1978, prend de court la Compagnie. Langley n'a pas compris la montée d'une nouvelle force politique, l'intégrisme religieux. Et quelle force ! Celle qui lance les foules dans les rues de Téhéran, celle qui déchaîne les passions par le truchement de simples cassettes audio diffusées de la main à la main !

On surveillait le Parti communiste, le Toudeh, on croyait l'armée du Shah invulnérable avec ses divisions d'élite et son matériel ultramoderne. On n'a pas saisi le déclin physique du souverain, la détermination des ayatollahs. Bref, on a perdu le contact avec la réalité, et toutes les photos-satellite du monde n'ont rien pu y changer. Seul Eugene Tighe, le chef du renseignement militaire, affirmera avoir compris le danger lors d'une excursion anonyme dans les rues de Téhéran.

Le 4 novembre 1979, les « étudiants islamiques » envahissent l'ambassade américaine, saisissent les documents intacts de la CIA et de la DIA conservés sur place et prennent cinquante-trois otages qui vont empoisonner la politique américaine et causer la perte de Jimmy Carter.

Deux mois plus tard, à la Noël 1979, nouvelle surprise de taille, nouvel échec de l'ELINT : l'entrée de l'Armée rouge à Kaboul. Les moyens électroniques de renseignement n'ont pas permis de prévoir l'heure de l'opération du KGB et des militaires sur la capitale afghane. Un schéma qui se reproduira lors du déclenchement de la guerre du Golfe, posant cette fois la question : si on n'a pas bougé, est-ce parce qu'on n'avait pas compris ce qui se tramait ou parce qu'on souhaitait entraîner l'adversaire dans un piège ?

Dans le cas afghan, la réaction américaine, tout à fait rapide, a déclenché presque immédiatement une série d'opérations clandestines menées de concert avec les Pakistanais, les Saoudiens et les Chinois (p. 397). Mais la CIA reste impuissante pour ce qui concerne les otages de Téhéran.

Dès le premier jour, on a demandé au colonel Beckwith, commandant d'une unité antiterroriste de l'armée américaine, la Delta Force, de se tenir prêt à une opération de commando pour les récupérer. Mais, à l'époque, le réseau iranien de l'Agence était décapité. Ce n'est qu'en décembre que des opportunités nouvelles vont apparaître.

En contact avec Langley, Beckwith commence à élaborer son plan d'action tandis que les diplomates du Département d'État voient disparaître une à une toutes les possibilités de l'accord à l'amiable que le président Carter aurait préféré.

On peut essayer autre chose, suggère le chef du SDECE, Alexandre de Marenches. Fort de ses anciens contacts avec la SAVAK, le service de renseignement français dispose, contrairement à la CIA, d'une équipe assez solide sur place. Les agents du SDECE ont repéré les déplacements de l'ayatollah Khomeiny, qui s'en va régulièrement prier dans la ville sainte de

Qôm. Ils sont même parvenus à le filmer. Alors, pourquoi ne pas tenter un coup de force, l'enlever et l'acheminer clandestinement sur un porte-avions américain croisant au large afin qu'il serve de monnaie d'échange ? Marenches signale également que, d'après ses agents, l'ambassade américaine est assez mal gardée la nuit.

Un général américain de ses amis fait parvenir le message à la Maison-Blanche. Mais, tel qu'en lui-même, Jimmy Carter écarte cette possibilité en affirmant que la qualité des informations françaises est certes impressionnante, mais qu'il n'est pas possible de « faire ça » à un ecclésiastique de cet âge. Il doit pourtant bientôt se résigner : sans coup de force, adieu aux otages.

Ainsi se décide le raid de Tabas. Carter, qui s'est révélé un entremetteur de talent en négociant/imposant aux Égyptiens et aux Israéliens les accords de Camp David en 1978, ne sait pas comment affronter le jusqu'au-boutisme des ayatollahs iraniens.

Problème dramatique pour Beckwith. Pour effectuer le raid, il l'avoue très franchement aux alliés français du SDECE lors d'un séjour à Paris, il recevra les ordres de douze autorités différentes, pas une de moins ! Certes, cet ancien officier des bérets verts gravement blessé au Viêt-nam est sûr de ses hommes, les « Charlie's Angels ». Certes, il connaît bien l'officier qu'on est parvenu à infiltrer à Téhéran, l'ex-béret vert Richard J. Meadows. Le reste est hélas ! moins brillant.

Pour ne prendre que cet exemple, mais il est de taille, les hélicoptères Sea Stallion du porte-avion *Nimitz* ne sont pas fiables du tout. Résultat : Beckwith, prudent, décide d'en mobiliser six quand deux ou trois suffiraient à condition qu'ils soient réellement opérationnels.

Voilà bien le drame qui met à nu la faiblesse des grandes puissances aux circuits de décision trop compliqués, aux lourdes bureaucraties rivales. Pays souvent prisonniers de leur propre degré de sophistication : à bord du *Nimitz*, les Sea Stallion sont nettoyés au moyen de pompes-tuyaux au jet puissant. Leur débit est tel qu'on doit utiliser l'eau de mer, qui détériore les mécanismes des hélicoptères ! Telle est la vraie raison, et non le sable, des défaillances techniques qui attendent les « Charlie's Angels »...

Le raid échoue, anéantissant tout espoir de récupérer rapidement les otages. Ses résultats sont catastrophiques. Catastrophiques pour Carter, bien sûr, mais aussi pour la CIA. Jamais l'image de l'Agence n'a été aussi pitoyable. Mais le pauvre Turner ne peut s'enorgueillir publiquement des points marqués par la Compagnie : modernisation, opérations secrètes en Afghanistan et même en Pologne.

A l'été 1979, Langley a certes été surpris par l'ampleur du large mouvement social qui est à la naissance de Solidarnosc. Mais la CIA est parvenue à recruter un agent au plus haut niveau de la hiérarchie militaire, le colonel Wladislaw Kuklinski. Un des compagnons de route de l'Agence, l'increvable syndicaliste Irving Brown, a saisi depuis plusieurs années déjà l'importance des opposants au régime polonais. Par l'intermédiaire de prêtres, il a fait parvenir des fonds au KOR (Comité de défense des ouvriers), le creuset de Solidarnosc. C'est le prélude aux opérations clandestines de

soutien de l'AFL-CIO à Solidarité, dont l'efficacité sur le terrain égalera bien celle de la CIA.

A l'aube de l'ère Reagan, Stansfield Turner espère encore conserver son poste sous la nouvelle administration comme le feront l'amiral Bobby Ray Inman et le général Eugene Tighe, respectivement patrons de la NSA et de la DIA depuis 1977. Quelques jours avant l'élection, il réunit ses quinze adjoints pour une séance de discussion au bon vieux centre de formation secret de l'Agence de Camp Peary, en Virginie. Pour s'amuser, on organise un mini-sondage à bulletins secrets dont le résultat se passe de commentaires : Jimmy Carter, trois voix, Ronald Reagan, douze.

Comme une Amérique ébranlée dans ses profondeurs par la défaite du Viêt-nam et la prise d'otages de Téhéran cherche dans l'éternel optimiste Reagan une raison de croire à nouveau en elle-même, la CIA attend du nouvel élu qu'il mette à sa tête un homme à poigne, capable de surmonter la crise d'identité qu'elle subit depuis le milieu des années 70.

Casey, l'œil et l'oreille du président Reagan

Casey sera le dernier directeur de l'Agence issu de la période héroïque de l'OSS. Né le 13 mars 1913 à New York, ce juriste et homme d'affaires d'origine irlandaise est entré en 1944 dans l'organisation renseignement/action du fougueux « Wild Bill » Donovan. Chef de la Special Intelligence Branch pour l'Europe, basé à Londres, il a joué un rôle assez important dans la période finale de la guerre. Une expérience qui le marquera à tout jamais : comme Wild Bill, son idole, Casey croit que la détermination et l'engagement personnel sont les seuls gages de réussite en ce bas monde.

Cette devise toute volontariste, il l'applique à son nouveau théâtre d'opérations : le monde des affaires. Elle fera de lui un milliardaire d'abord, le président de la Securities and Exchange Commission ensuite, puis le sous-secrétaire d'État aux Affaires économiques et le président de la Export-Import Bank of the United States.

C'est en 1979 qu'il fait la connaissance de Ronald Reagan. D'emblée, l'ancien acteur d'Hollywood devenu gouverneur de Californie apprécie cet homme décidé qui, certes, marmonne à voix basse de manière quasi inintelligible, mais sait aussi parfaitement ce qu'il veut.

En 1980, Bill Casey devient le directeur de campagne du futur président. L'équipe de Reagan étant parvenue à infiltrer celle de Jimmy Carter, on affirmera bien entendu qu'il s'agit là de l'œuvre d'un véritable maître espion. Casey, par exemple. Mais pour l'instant, l'ex-officier de l'OSS démontre son savoir-faire financier en collectant des sommes importantes pour nourrir la campagne républicaine.

A peine intronisé, le président Reagan nomme Casey à la tête de la CIA. « Vous savez que je suis un peu dur d'oreille. Eh bien, Bill sera à la fois mes yeux et mes oreilles », explique-t-il en substance à ses amis. Double tâche pour le nouveau DCI, donc : « remonter la boutique », à demi détruite

par les années Carter selon Reagan, et maintenir en permanence ouverte la ligne entre Langley et la Maison-Blanche.

Casey ne manque pas d'idées arrêtées sur ce qu'il doit faire. La croyance aveugle dans les capacités de l'ELINT ? « Foutaises. » Ce qui compte, ce sont les hommes. On recrutera des agents, on développera les bonnes vieilles opérations clandestines comme au temps de l'OSS. Avec, simplement, un ennemi différent : le communisme au lieu du nazisme.

Contrairement à Turner, qui s'interrogeait constamment sur la réalité du péril soviétique, le chef de la CIA partage l'aversion du président pour l'URSS, ennemi principal.

Anticommunisme primaire, épais, sans nuances, objecte-t-on dans les milieux libéraux. En fait, la chance historique des deux hommes, c'est que leurs sentiments viscéraux vont se trouver parfaitement en phase avec la réalité. Ils arrivent pour terrasser l'hydre soviétique au moment même où, pour employer le vocabulaire alors en usage à Moscou, les « contradictions internes » du bloc de l'Est et du communisme deviennent explosives.

Dès sa prise de pouvoir à Langley, en janvier 1981, William Casey montre son peu de goût pour les discours « défaitistes » de ceux qui ne croient pas le moment de l'action venu. Comment ne pas s'indigner quand Stansfield Turner, chiffres en main, ose continuer de soutenir que le rapport des forces nucléaires n'est pas en faveur de l'URSS comme Reagan l'a affirmé tout au long de sa campagne électorale ?

Les hommes d'abord. Concession au vieux leader de la droite conservatrice des républicains Barry Goldwater, président de la commission du Sénat sur les questions de renseignement, il nomme le directeur de la NSA Bobby Inman, l'« enfant chéri du Congrès », numéro 2 de l'Agence. L'amiral Inman ne partage pourtant pas ses vues sur l'intérêt de l'ELINT et le rôle privilégié des opérations secrètes.

C'est au contraire Casey qui désigne le nouveau directeur des Opérations Max Hugel, un homme d'affaires qu'il a connu lors de la campagne Reagan. Premier faux pas : rejeté comme « non-professionnel » par une bonne partie des cadres de la Compagnie, Hugel, mis en cause pour des affaires financières, préférera démissionner.

Casey lui-même va être attaqué pour des motifs similaires, mais choisira de rester fidèle au poste. En Europe, certains avaient analysé dès le début son arrivée à Langley comme l'expression d'une sorte de « préjugé de classe », Reagan choisissant de placer l'ancien officier de l'OSS à la tête de la CIA en raison de l'étendue de sa fortune personnelle. Naturellement, les choses étaient plus compliquées. Comme beaucoup de ses compatriotes, le président américain considérait la capacité de Casey à gagner de l'argent comme la preuve tangible de son dynamisme.

On pourrait aussi dire qu'en outre le rapport des chefs de services secrets avec l'argent n'est pas simple. Un homme très assis financièrement peut se révéler plus indépendant, dans certains cas plus incorruptible, qu'un simple fonctionnaire.

Revenons à Casey. S'arc-boutant face à la tornade — d'une certaine manière, il adore cela —, il résiste aux attaques avec succès. Bientôt, c'est

moins l'homme que la manière dont il dirige la Compagnie qui sera sur la sellette.

Toujours à sa vision bipolaire du monde (communisme contre monde libre, mal contre bien), Casey refuse les demi-mesures qu'implique selon lui l'abus de nuances. C'est bien cela qu'il reproche à Turner : avoir démobilisé l'Agence en incitant ses dirigeants à une prudence excessive. Celle-ci n'aboutit qu'à faire le jeu du communisme. Il faut savoir foncer, courir sa chance et ne jamais abandonner ses hommes dans l'embarras.

Par une ironie du destin, la démission en 1982 de l'amiral Inman, las d'affronter chaque jour à fleurets mouchetés un tempérament si différent du sien, pousse au poste de numéro 2 « Smiling » John McMahon, homme prudent que des années d'expérience n'ont pas convaincu de l'efficacité des actions clandestines.

Sans doute faut-il voir dans cette situation paradoxale le souci d'équilibre des commissions parlementaires sur les services de renseignement. De toute évidence, celles-ci ont toujours cherché à freiner la fougue du directeur de la CIA. A en croire le livre exceptionnellement bien documenté de Bob Woodward, *Veil* (dont Casey lui-même fut une des principales sources), l'ancien directeur de campagne de Reagan passera d'ailleurs une bonne part de son temps à faire face aux critiques des sénateurs et des représentants, qui, amis ou adversaires politiques, ont pris très au sérieux leur tâche de contrôle. Qu'auraient pensé ces honorables parlementaires s'ils avaient connu cette incroyable faillite du renseignement technologique : en 1983, quand les Américains ont lancé une vaste opération militaire à la Grenade, les satellites n'avaient pas détecté la présence sur place d'un bataillon de « travailleurs cubains » en armes !

Nous évoquons dans d'autres parties de ce livre les opérations de la CIA au Moyen-Orient (p. 407), ou en Afghanistan (p. 397). Si l'Agence a mené sous Casey des actions secrètes d'une efficacité contestable contre le colonel Kadhafi, la bête noire du président Reagan, c'est plus encore contre les sandinistes du Nicaragua et les guérilleros de gauche du Salvador qu'elle est montée en ligne.

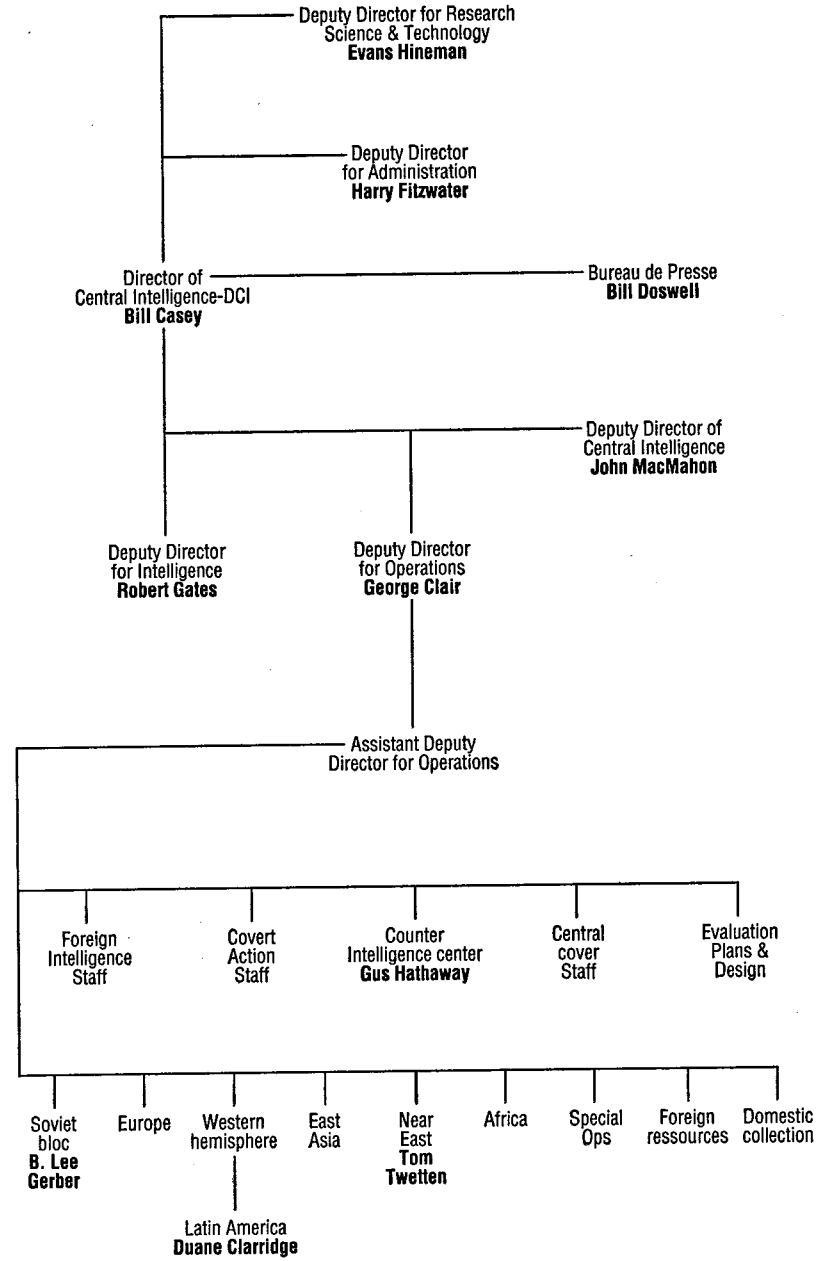
Au gré des péripéties politiques, les critiques sur l'intervention clandestine de la CIA ont été plus ou moins accentuées, atteignant leur paroxysme en avril 1984, quand l'opinion publique américaine apprend que les gens de la CIA et leurs protégés les « contras » (pour contre-révolutionnaires) ont carrément miné les ports nicaraguayens.

Nouveau scandale en juin : Associated Press révèle le contenu d'un *Manuel du combattant de la liberté* édité par la CIA. Il appelle au sabotage, aux destructions, et précise même qu'il faut « éventuellement assassiner (neutraliser) des cibles judicieusement choisies, telles que des magistrats, des juges, des fonctionnaires de la police ou de la Sûreté d'État ». Un bréviaire du terrorisme qu'il est bien difficile de défendre ouvertement, même si le président Reagan qualifie les contras de « combattants de la liberté » au même titre que les résistants afghans.

Voyez dans quelle impasse nous sommes en train de nous fourrer, soutiennent les adversaires des opérations clandestines visant à déstabiliser

LA DIRECTION DES OPÉRATIONS (DDO) DE LA CIA SOUS REAGAN

EN 1984



le régime de Managua et à lui faire cesser son aide matérielle aux guérilleros salvadoriens : nous armons le bras de tueurs sadiques comme ceux des « escadrons de la mort » salvadoriens, qui ont assassiné Mgr Oscar Romero (et comploteront bientôt contre la vie de l'ambassadeur, Thomas R. Pickering).

Vos scrupules font le jeu des révolutionnaires, des communistes, des Cubains, répliquent Casey et ses amis. Les contras sont de véritables résistants, comme ceux que l'OSS aidait pendant la Seconde Guerre mondiale. Certains d'entre eux sont des extrémistes, certes, mais pas tous. Prenez Eden Pastora. C'était autrefois un sandiniste, le fameux « commandant Zero ». Aujourd'hui, il a compris la véritable nature du régime. Pourquoi ne pas aider ses maquisards ?

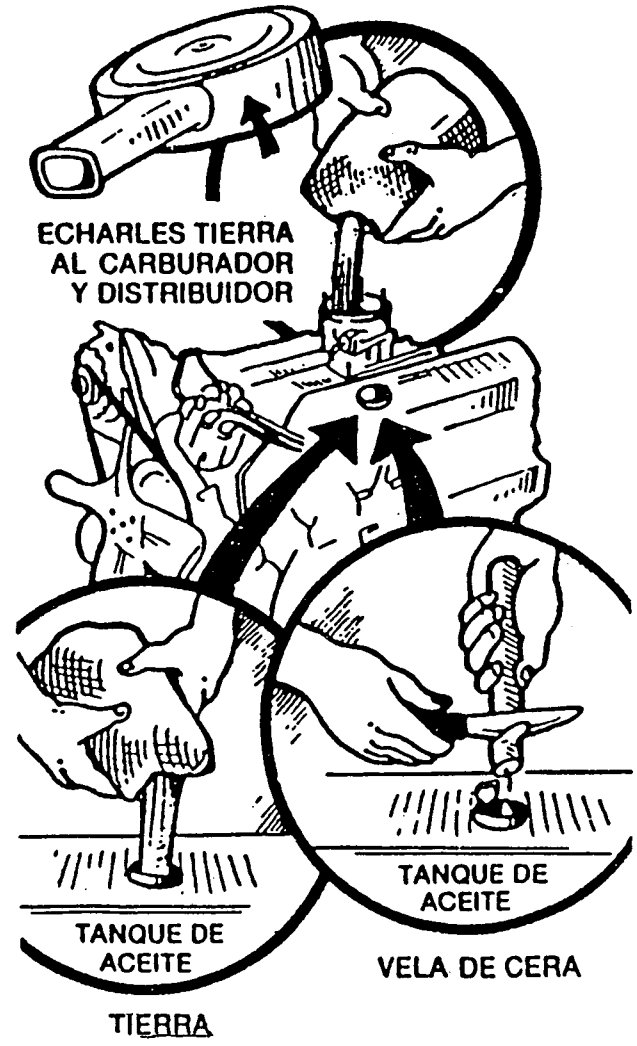
Dialogue de sourds. Casey pense qu'il n'y a pas de tâche plus urgente que celle de refouler le communisme des Caraïbes. Qu'importe alors les vaines finesses d'analyse, celles qui tendent à établir que les sandinistes ne sont pas de simples valets de Fidel Castro, que les contras sont plus volontiers d'ex-partisans du dictateur Somoza que des démocrates patentés.

Qu'importent même les critiques plus professionnelles de ceux qui remarquent que les mêmes contras ne tiennent le coup que parce qu'ils sont soutenus à bout de bras par la CIA. Ou qui soulignent l'efficacité de la DGSE sandiniste du camarade Cerna (p. 251), qui infiltre largement les rangs de ses adversaires.

C'est la volonté de se battre qui compte, une fois de plus. Quand le Congrès refusera des crédits pour la guerre secrète anti-Managua, on se retournera vers les bailleurs de fonds saoudiens, vers les conseillers techniques israéliens. Avec le même objectif en tête : prendre les sandinistes à la gorge et ne plus les lâcher.

Mort d'un cancer, William Joseph Casey ne verra pas l'aboutissement de ses efforts, la victoire électorale de Violetta Chamorro face au leader sandiniste Daniel Ortega. Ses six ans à la tête de l'Agence ont correspondu à une extraordinaire lune de miel entre Langley et la Maison-Blanche. Ami fidèle capable d'exprimer ses désaccords mais fondamentalement sur la même longueur d'onde que le président, Casey fut réellement « l'œil et l'oreille » de Ronald Reagan.

Robert Gates, son secrétaire personnel devenu le directeur du Renseignement de la Compagnie puis son numéro 2, prendra par intérim la succession de cet homme qui avait connu le goût de la guerre secrète à trente ans, et ne l'avait jamais complètement perdu. Nancy Reagan, qui lui vouait une solide amitié, et son mari le président des États-Unis assisteront tous deux à ses obsèques, le 9 mai 1987 à Long Island.



Le manuel du combattant de la liberté édité par la CIA.

Alerte rouge à Kaboul

Voici ce qui n'avait jamais été révélé : en 1979, Anglais et Français savaient depuis des mois que les Soviétiques préparaient « quelque chose » en Afghanistan.

Tout commence lors d'une rencontre entre Alexandre de Marenches et son ami Brian Tovey, remarquable spécialiste de la Renaissance italienne et,

surtout, chef depuis 1978 du Government Communications Headquarters, le service d'interception radio britannique.

Depuis longtemps, Marenches et Tovey ont choisi de travailler main dans la main. Une des trois pelures des synthèses GCHQ est expédiée à la Piscine. Une manière de pallier la disproportion des forces en présence. Le Government Communications Headquarters emploie 10 000 personnes, dispose de « grandes oreilles » disséminées de par le monde, par exemple à Belize, Ascencion ou Hongkong. Il représente l'unique gagne-pain de Cheltenham, une petite cité anglaise comparable par sa taille à Évreux. En regard, le Groupe de communications radioélectrique (GCR) français emploie 1 200 hommes, dont 800 pour le SDECE et le reste pour l'armée.

Depuis longtemps, Tovey connaît les idées de Marenches sur l'obsession soviétique d'une percée en direction des mers chaudes.

« J'ai quelque chose pour vous », confie-t-il.

Entre en effet une dame, maître d'œuvre des synthèses du GCHQ sur l'URSS. Et celle-ci d'expliquer que les Anglais interceptent les émissions radio d'un avion soviétique qui effectue régulièrement le trajet Union soviétique-Kaboul. Par paresse, les Russes ne changent pas le code à chaque voyage, carence qui a permis aux hommes du GCHQ de déterminer que l'appareil transporte une « grosse légume ».

Mais qui ? Faiblesse pour faiblesse, Tovey confie à Marenches le douloureux secret : les services de Sa Majesté n'ont personne de fiable à Kaboul...

« Je crois que je peux vous aider », dit Marenches.

Rentré à Paris, il demande qu'on expédie un de ces solides sous-officiers qui font la force du SDECE. Muni d'un matériel photo dernier cri, il renforcera l'antenne de la Piscine à Kaboul. Mission : identifier le mystérieux visiteur.

Un beau jour, la réponse arrive, immédiatement transmise aux Anglais. La « grosse légume » n'est autre que le colonel-général Ivan Gregorevitch Pavlovsky, chef d'état-major des forces terrestres soviétiques ! Quand, à l'été 1979, il vient passer ses vacances à Kaboul, les suppositions deviennent une certitude : qui aurait l'idée de venir en villégiature dans cette ville poussiéreuse et inaccueillante à l'extrême ?

Les Soviétiques envisagent donc une implantation plus directe dans le pays. Mais, malgré leurs efforts conjoints, Français et Anglais ne parviendront jamais à prévoir les modalités et la date exacte d'un engagement qui va surprendre tout le monde tant il ressemble à une fuite en avant.

C'est sur ces entrefaites que Marenches rencontre le journaliste belge de *Newsweek* Arnaud de Borchgrave, ami intime de parents éloignés du comte.

« Vous qui connaissez bien le monde, à votre avis, où est-ce que je devrais faire un reportage ?

— Je ne sais pas. Peut-être à Kaboul », risque prudemment le patron du SDECE.

Le hasard veut que Borchgrave, au lieu de prendre cela pour une boutade, décide de se rendre en Afghanistan. Il débarque à Kaboul et prend une chambre dans le meilleur hôtel. Le lendemain, ce sont les chars soviétiques

qui le réveillent. Un « scoop » mondial qui, à Washington, fera beaucoup pour la réputation du journaliste et plus encore pour celle d'Alexandre de Marenches...

Les Soviétiques envahissent l'Afghanistan

Si les Anglais et les Français n'ont pu percer le mystère des intentions réelles de Moscou en Afghanistan, c'est avant tout parce qu'il a fallu des mois pour que la décision d'intervenir soit prise.

A l'automne 1979, une directive du Comité central du Parti communiste d'URSS est envoyée aux résidents du KGB. Ce texte ultrasecret énonce la liste des mesures à prendre pour contrecarrer les Chinois. Le danger chinois constitue en effet un des paramètres déterminants qui vont conduire les Russes à l'intervention.

Sur le sol afghan, les mouvements pro-Pékin prennent de l'ampleur. En février 1979, des militants maoïsto-chiites ont pris en otage l'ambassadeur américain, Adolphe Dubs. Dans l'assaut donné par le service secret afghan KAM, le diplomate a été tué. Ses kidnappeurs aussi.

A la même époque, le KGB reçoit l'ordre de ne pas recruter des agents parmi les Afghans prosoviétiques. Mais la tendance communiste au pouvoir, le Khalq, ayant abusivement dénoncé ces rivaux du Parcham comme « prochinois », il est en revanche permis de récupérer les derniers. Par exemple le futur chef du service secret KHAD, Najibullah. C'est donc en parfaite coordination que Parchamis et kagébistes vont travailler à la perte d'Hafizullah Amine, le leader des Khalkis.

En septembre 1979, le président prosoviétique Taraki (Andropov, chef du KGB, lui préfère le Parchami Babrak Karmal) se rend en visite officielle à Moscou. Son Premier ministre, Amine, profite immédiatement de l'occasion pour prendre le pouvoir. De retour à Kaboul, Taraki est assassiné. Autoproclamé président, Amine se doute bien que les Soviétiques chercheront à le renverser. Aussi recrute-t-il des gardes du corps dévoués parmi ses proches ou, mieux, au sein même de sa famille.

Véritable service Action, le Directoire S, 8e Département de la Ire Direction du KGB, reçoit l'ordre de se débarrasser de cet « allié » décidément trop indépendant. Misha Talybov, un « illégal » devenu le cuisinier du président, est alors chargé d'empoisonner Amine. Mais il échoue...

Dans le même temps, les informations les plus alarmistes parviennent à Moscou. Amine envisagerait de chasser les conseillers soviétiques d'Afghanistan. Et l'inquiétude de s'emparer du Kremlin : Hafizullah Amine s'apprête-t-il à effectuer le même retournement spectaculaire qu'un Sadate expulsant spectaculairement les Russes d'Égypte en juillet 1972 ?

Qu'en pense donc le camarade Andropov, patron du KGB ? Ses services ne proposent rien d'autre qu'une bonne vieille opération commando. Elle aboutirait au remplacement d'Amine par un candidat plus « soviétophile ». Plus radicaux encore, les vieux bonzes du Parti préfèrent une invasion pure

LE KHAD, UN KGB À LA MODE AFGHANE

Le 28 avril 1992, Mohammed Najibullah, président d'un Afghanistan qui ne se résume bientôt plus qu'à Kaboul assiégé par les Moudjahidine, décide de s'effacer alors qu'il est encore temps. Il a succédé en 1986 à Babrak Karmal, lui-même porté au pouvoir sept ans plus tôt par les Soviétiques.

L'accession au pouvoir de Najibullah équivaut à la reconnaissance de l'importance des services puisque, dès la création du KHAD (Khedamat-e Etela'at-e Dawlati ou Service de sécurité d'État), en 1980, il en a assuré la direction.

Le KHAD a hérité des services spéciaux créés par les représentants successifs de la tendance Khalq (c'est-à-dire « Peuple », d'origine modeste, de tendance stalinienne et d'ethnie pachtoune) du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA) au pouvoir à la fin des années 1970.

C'est d'abord l'AGSA (Da Afghanistan de Gato da Satalo Adara ou Organisation pour la protection des intérêts de l'Afghanistan) créée par le gouvernement de Nur Mohammed Taraki. Son chef, Asadullah Sarwari, donne déjà une nette orientation contre les services occidentaux.

En 1979, le nouveau président de l'Afghanistan Hafizulah Amine — également de tendance Khalq — dissout l'AGSA et crée une autre agence, le KAM (Kargari Astekhbarati Muassessa ou Service de renseignement des travailleurs) dont il confie la direction à un neveu. Il surveille la tendance rivale du Parcham (c'est-à-dire « Bannière », de milieu favorisé et nationaliste) de Babrak Karmal qui, en retour, ne se prive pas de traiter Amine d'« agent de la CIA ». Fin 1979, le sort de ce dernier est scellé avec l'aide des unités spéciales soviétiques. Karmal au pouvoir, le Dr Najib fonde son KHAD, basé au centre de Shashdarak, à Kaboul.

Tandis qu'un de ses adjoints, le général Ghumal Siddiq Miraki passe à l'Ouest fin 1982, Najibullah s'appuie sur son second, le général Ghulam Farouq Yakoubi, cousin quadragénaire de l'ancien roi Zahir Shah.

La résistance aux Russes s'organise et le KHAD s'illustre d'abord par la répression contre les opposants citadins. Bientôt la prison de Pul-e-Charkhi où s'entassent les prisonniers qui ont commis de « graves crimes révolutionnaires » devient très célèbre. Les tortures les plus effroyables s'y commettent sous l'œil vigilant des « camarades conseillers du KGB ». Le bon Dr Najib y excelle.

En 1986, il devient secrétaire général du PDPA. Le KHAD se métamorphose en WAD ou ministère de la Sécurité d'État, avec une branche militaire — KHAD-e Nezami — qui opère avec le GRU soviétique contre les Moudjahidine.

Najib en profite aussi pour intégrer le Sarandoy ou Gendarmerie de sécurité, jusqu'ici rattaché au ministère de l'Intérieur. Créé en 1978, il reste sous l'influence du Khalq, que Najib veut purger.

Au total, le WAD compte 70 000 Afghans dont 30 000 civils, le tout contrôlé par 1 500 officiers du KGB. Naturellement les officiers du WAD sont régulièrement entraînés en URSS.

Le 1er janvier 1987, sous la poussée de la Résistance, et à la demande de Gorbatchev qui veut sortir l'URSS du bourbier afghan, le Dr Najibullah annonce un plan de « réconciliation nationale ». Mais il est trop tard. Le loup afghan ne peut se parer de la peau de l'agneau, et l'ancien tortionnaire du KHAD devenir un « Gorbatchev à l'afghane ». Il devra prendre la fuite en 1992.

Le ministre du WAD, le général Ghulam Farouq Yakoubi, se serait suicidé le 16 avril 1992 tandis que les Moudjahidine encerclaient Kaboul. Devenu ministre adjoint de la Sécurité et chef des SR du nouveau régime islamique, son prédécesseur Khan Mohammed sera, lui, tué dans un attentat à la voiture piégée.

et simple. Andropov et Ivachtchoutine, le patron du GRU, ont beau se déclarer opposés à cette dangereuse équipée, Brejnev va trancher. On jouera le grand jeu : coup de commando plus invasion !

Viktor Papoutine, secrétaire adjoint au ministère de l'Intérieur soviétique, est chargé de diriger les aspects « sécurité et renseignements » de l'opération. Il agira en liaison étroite avec le général Boris Semionovitch Ivanov.

Le 24 décembre, des éléments précurseurs du Directoire S débarquent à Kaboul sur des vols réguliers d'Aeroflot. Vêtus en civil, ils sont un peu moins d'une centaine. Les agents au contact des officiers afghans sont déjà en alerte rouge. Ils parviennent à persuader plusieurs états-majors de divisions afghanes d'intervenir si besoin est.

Le 25 décembre, à l'occasion d'un cocktail à l'ambassade russe, plusieurs officiers généraux sont séquestrés par le KGB. Leurs unités sont désormais privées de commandement. Simultanément, des avions-cargos décollent de Tachkent. Ces appareils acheminent sur Kaboul les troupes spéciales « Spetsnaz » sous uniforme afghan. Le colonel Boyarinov dirige ce groupe hybride encadré par des officiers KGB et GRU parlant le farsi.

Du ventre des Antonov jaillissent des véhicules légers aux armes afghanes qui vont les acheminer sur le Palais. Attaque au lance-roquettes contre huit blindés de la garde personnelle. Fusillades en tous sens, au point que les Spetsnaz tuent par erreur leurs deux chefs, le colonel Boyarinov et le général Papoutine !

C'est au cœur de son *lounge bar* que Amine est abattu... « dans les bras d'une belle Afghane », comme le précisera plus tard un défecteur du KGB, sans doute pour faire plus vrai.

Ce même 26, Babrak Karmal débarque d'un Antonov. Le nouvel homme fort prépare son intronisation. Dans toute la capitale, le KGB et ses supplétifs afghans arrêtent déjà les partisans du défunt président.

Le 27, deux divisions motorisées traversent la frontière et se ruent sur Kandahar. D'ici un mois, 80 000 soldats soviétiques seront en Afghanistan. Une longue guerre commence, qui va pour une part très importante se dérouler dans l'ombre...

Les tribulations du camarade Kouzichkine

Juillet 1982 - Téhéran. Rien ne va plus entre l'ayatollah Khomeiny et le Parti communiste Toudeh. Pourtant, ce parti longtemps clandestin sous le Shah n'a pas démérité du clergé chiite. En accord avec la stratégie de Moscou, visant à influencer la révolution islamique, le Toudeh soutient celle-ci avec ferveur : dans la guerre avec l'Irak, dans la répression féroce contre les Kurdes ou les dissidents de gauche, les Moudjahidine du Peuple.

Seulement, l'Ours soviétique est devenu un autre Grand Satan aussi vorace que l'Oncle Sam. Les Pasdaran arrêtent les dirigeants communistes

Nasser Ali Akbar Nehzad et Hussein Zadeh, chargé de l'appareil clandestin. Mieux, dans un immeuble de la banlieue de Téhéran, c'est une vraie caverne d'Ali Baba qui attend les enquêteurs de la SAVAMA, la redoutable police secrète qui a remplacé l'ancienne SAVAK : un centre de télécommunications secret regorgeant de matériel d'émission à ondes ultracourtes des plus sophistiqués. Désormais, la guerre entre le pouvoir islamique et les communistes iraniens — accusés de travailler pour le KGB — éclate au grand jour.

Pendant ce temps, dans la paisible ambassade de Suède à Téhéran, deux gentlemen, représentants du MI 6 sous couverture diplomatique, se frottent les mains.

Au moment de la prise d'otages des membres de l'ambassade américaine, Londres a préféré mettre la clef sous le paillasson de son ambassade de la rue Ferdowsi et replier ses agents consulaires dans la plus feutrée des ambassades scandinaves. Sir Arthur Franks, le patron du MI 6, qui va prendre sa retraite cette année-là, connaît bien l'Iran, où il a participé au renversement de Mossadegh en 1953. C'est le MI 6 qui avait soufflé cette opération aux « cousins » de la CIA.

Bob Mansfield et Chris Rundle exultent. Bob, ex-marin de la Royal Navy puis attaché d'ambassade, a bourlingué dans le monde entier. A Téhéran dès décembre 1978, il a assisté à tous les soubresauts de la révolution. Lui manque sans doute la finesse de son plus jeune collègue qui, s'il vient d'arriver en Iran, connaît le Levant comme sa poche. Téhéran, il y a séjourné quinze ans plus tôt, avant de devenir « secrétaire oriental » à Kaboul où il a épousé une Afghane, Qamar Saïd. Si Chris l'analyste et Bob le baroudeur se frottent les mains, c'est qu'ils ont réussi un beau coup un mois plus tôt...

Juin 1982. L'ancien chef du département des Affaires étrangères soviétiques, Vil Bolydrev, vient d'être nommé représentant de son pays à Téhéran. Dans l'ambassade, haute de dix étages, s'activent 300 diplomates et/ou « fausses barbes » du KGB. Au centre de la capitale, on vient de retrouver une voiture vide, abandonnée à proximité des locaux du 2e Bureau iranien. Elle appartient au vice-consul Kouzichkine, l'un des plus anciens au poste. Kouzichkine qui n'a été ni enlevé ni assassiné. Il est bel et bien passé à l'Ouest.

La première information en France à propos de cette défection est sortie dans *Le Canard enchaîné*, pour lequel nous avons enquêté à l'époque pour reconstituer ce récit.

Peu après l'évaporation de Kouzichkine, son ami Youri Anissimov, troisième secrétaire, disparaît à son tour. Il a été rappelé d'urgence à Moscou.

Au KGB, on épluche le dossier du cher disparu :

« Kouzichkine Vladimir Andréïévitch. Né à Moscou en 1947, marié, sans enfants. Trois ans de service dans l'Armée rouge en RDA. Diplômé de l'Institut des pays africains et asiatiques. Major du KGB, fait partie des 2 000 spécialistes du Moyen-Orient qui sont perfectionnés dans les divers dialectes de la région. Brillant linguiste. Attaché comme interprète à la Résidence du KGB à Téhéran le 6 décembre 1973 pour son premier séjour

en Iran. Perfectionnement à l'École 101 du KGB. Deuxième séjour en 1977. Mission : le contrôle des "illégaux", ces agents originaires d'Arménie soviétique et d'Azerbaïdjan qui parlent le farsi, langue principale de l'Iran. »

Pour une organisation très hiérarchisée comme le KGB, Kouzichkine, à trente-cinq ans, fait exception. « Un Guébiste résolument moderne » qui se voit aussi chargé des Arméniens locaux et — suprême confiance ! — des liaisons avec l'appareil immergé du parti Toudeh... Jusqu'à sa disparition.

Septembre 1982. Après bien des tribulations, Kouzichkine se retrouve dans une ferme du Sussex entre les mains de « debriefers » du MI 6 et de la CIA. Un succès pour Sir Franks qui cède à son successeur Colin Figures ce « gros poisson ». Et tout cela grâce à une jeune femme qui se laissait conter fleurette par le camarade soviétique. La donzelle travaillait pour le MI 6. Sont alors entrés en scène nos amis Bob et Chris et divers autres agents de l'Intelligence Service qui se sont chargés de faire disparaître Kouzichkine.

Charmant détail : pour « débriefer » leur transfuge, les services britanniques ne l'ont pas emmené directement en Angleterre (la CIA le saurait forcément, et un pacte la lie au MI 6 pour le traitement des transfuges de l'Est). On a sondé les Français pour savoir s'ils accepteraient que Kouzichkine se cache d'abord chez eux pendant les premières semaines.

Et c'est vrai qu'il parle, le transfuge. Un tombereau d'informations. Vicieux à souhait, les Anglais vont retransmettre à la SAVAMA du général Kaveh celles qui concernent le parti Toudeh. On pourra toujours faire campagne contre les excès de la révolution islamique, au moins sera-t-on débarrassé des communistes...

Octobre 1982 : Vladimir Kouzichkine commence à publier des articles sur le KGB. L'interview la plus retentissante sort dans le magazine américain *Time Magazine*. A l'issue de la longue litanie des critiques traditionnelles du KGB, Kouzichkine révèle : « Youri Andropov, mon ancien patron, est le plus fort. Le plus astucieux et le plus modéré. Tenez, il était même contre Brejnev, contre l'invasion en Afghanistan. Et je suis payé pour le savoir, j'étais responsable du KGB pour le Levant... »

Renversant. A-t-on affaire à un faux transfuge chargé d'intoxiquer l'Occident ? Andropov, qui vient juste de devenir le maître du Kremlin, est-il vraiment un moderniste qui va tourner la page Brejnev ?

L'Histoire ne tardera pas à le dire. En attendant, Kouzichkine a publié ses mémoires (*Inside the KGB*, préfacé par le romancier Frederick Forsyth). Mais, bien sûr, le transfuge ne révèle pas les détails de sa défection, ici racontée pour la première fois...

QUELQUES DÉFECTEURS DES ANNÉES 70 ET 80	
Valentin Derbeniov	Radio-opérateur, fuit en Chine. Emprisonné pendant neuf ans puis rendu à l'URSS.
Oleg Lyaline	1971. Membre de la délégation commerciale en Grande-Bretagne. En fait, membre du département V (sabotages) du KGB.

Anatoli Tchébotarev	1971. GRU Belgique. Révèle des secrets sur l'espionnage à l'OTAN. Se rend à l'ambassade d'URSS à Washington. Rapatrié par le KGB.
Artouche Hovanesian	1972. KGB. Quitte l'Arménie, s'installe en Turquie.
Alexei Miagkov	1974. KGB à Berlin (asile en Angleterre).
K.G. Nadirachvili	1975. KGB RFA. Passe chez les Américains.
Vladimir Rezoun	1976. GRU sous couverture à l'ONU Genève. Alias Victor Souvorov (auteur de livres sur le GRU). Protégé par MI 5 en Angleterre.
Vladimir Boukreïev	1978. Ami de Rezoun au Bureau international du travail (BIT) Genève. Rapatrié de force sur un avion Aeroflot le 6 juin 1978.
Stanislav Levtchenko	1979. KGB. Récupéré au Japon par la CIA. Auteur de *On the Wrong Side* (1987). Inspire à John Barron son livre *Enquête sur le KGB* (1983).
Rudolf Herrmann	1980. Colonel KGB. Illégal aux USA.
Ilya Djirkvelov	1980. Membre du II[e] Directoire KGB, officiellement journaliste TASS. Fait défection à Londres. Auteur de *Secret Servant* (*My Life with the KGB & the Soviet Elite*, 1987).
Vladimir I. Vétrov	1981. Surnommé « Farewell ». A été traité par le col. F. de la DGSE et la DST. Aurait été fusillé en 1983 (voir Th. Wolton, *Le KGB en France*).
Nikolai A. Berdennikov	1981. Alias « Boris », récupéré par les Anglo-Américains (certaines de ses révélations se confondent avec celles du précédent). (Voir R. Faligot & R. Kauffer, *KGB, Objectif Pretoria.*)
Vladimir Kouzichkine	1984. Ligne. Fait défection à Téhéran, récupéré par MI 6.
Vadim Ivanov	1984. Chef de l'agence TASS à Vienne, en réalité KGB.
Victor Goundarev	1985. Col. résident-adjoint KGB. Fait défection à Athènes auprès de la CIA.
Vitali Yourtchenko	1985. Défecteur à Washington, puis retourne en URSS.
Ivan Bogatvy	1985. Résident KGB à Rabat.
Oleg Gordievsky	1985. Chef adjoint de la Résidence KGB à Londres.
Sergueï Bokhane	1985. Défection en Grèce, précipitant le départ de sept diplomates dont Igor Andropov, le fils de l'ex-chef du KGB.
Oleg Agraniants	1986. KGB. Ambassadeur en Tunisie, chargé de liaison avec l'OLP, fait défection.
XX	1989. Capitaine du KGB. Demande l'asile aux Français à l'occasion du salon du Bourget en juin 1989.
Igor Tcherpinsky	1990. KGB à l'ambassade de Bruxelles, chef de la Ligne PR. Identifie un réseau au sein de l'OTAN au Bénélux.
XXX	1991. Plusieurs dizaines d'officiers du KGB et du GRU seraient passés en Chine après le putsch manqué d'août 1991.
Viktor Ochtchenko	1992. KGB puis SVR Paris. S'enfuit en Grande-Bretagne à l'instigation du MI 6.

Au secours des Moudjahidine

Le 4 janvier 1980, le président américain Jimmy Carter annonce officiellement des sanctions contre l'URSS. Aussitôt commencent les opérations des services occidentaux, saoudiens, pakistanais et chinois, tous opposés à la présence de l'Armée rouge à Kaboul.

Une réaction extrêmement rapide : fin janvier, les premiers lots d'armes fournies par la CIA pénètrent en Afghanistan. Il ne s'agit d'ailleurs pas de matériel américain : soucieuse de ne pas disséminer de preuves tangibles de son intervention et tirant le bilan de ses propres opérations de contre-guérilla, la centrale américaine de renseignement introduit d'abord des armements d'origine soviétique achetés aux Égyptiens, largement pourvus sur ce plan avant la rupture avec Moscou du président Sadate.

Le soutien aux résistants afghans se systématise dès février 1980 lors de la rencontre du conseiller du président Carter pour les questions de sécurité nationale, Zbigniew Bzrezinski, avec les responsables pakistanais, en particulier le général-président Muhammad Zia Ul Haq et le lieutenant général Aktar Abdul Rahman, alors chef de l'Army's Inter-Services Intelligence Directorate (ISI), les tout-puissants services de renseignement militaires.

Venu d'Arabie Saoudite où il a obtenu toutes les garanties nécessaires (les Saoudiens joueront un rôle de banquier pour l'ISI), Bzrezinski s'entend répondre que les Pakistanais sont prêts à faire transiter l'armement américain destiné aux résistants afghans. Un accord qu'apprécie en connaisseur le chef de station de la CIA à Islamabad, la capitale. En poste depuis deux ans et demi, John J. Reagan, l'homonyme du futur président, n'ignore pas le poids très important de l'ISI au sein de la junte militaire pakistanaise.

L'ISI se situe en effet au cœur même de l'édifice bâti par Zia Ul Haq. Pour cette raison, le maître du Pakistan en a confié la responsabilité à un de ses hommes de confiance. Outre son dévouement au chef de l'État, Aktar Abdul Rahman, cinquante-cinq ans, ancien officier d'artillerie réservé et impénétrable, possède de solides motivations personnelles pour s'opposer aux Soviétiques : un peu de sang afghan coule dans ses veines...

La CIA a choisi d'opérer discrètement (*Covert action*). On implantera en Égypte une usine clandestine de fabrication de fausses armes soviétiques. On achètera même des missiles Sam-7 fabriqués en Pologne pour mieux donner le change. Rahman et l'ISI adoptent pour leur part une attitude extrêmement rigide : tous les transferts d'armes seront effectués par les services pakistanais, sans contrôle allié de quelque sorte que ce soit.

Patron de la CIA sous Jimmy Carter, l'amiral Stansfield Turner ne tarde guère à réaliser que seule une partie des armes fournies parvient effectivement aux résistants afghans. Niant les faits, l'ISI se refuse à toute explication. Tout au long du conflit, le service pakistanais ne changera jamais de position, affirmant que les armes fournies par leurs alliés sont totalement inadaptées à la guérilla afghane.

Partiellement exacte, cette explication a surtout pour mérite de protéger le point sensible : une bonne partie du matériel a été soit vendu sous le manteau pour améliorer les finances du pays, soit rétrocédé à d'autres États au titre des projets politiques du général Zia, qui vise à faire du Pakistan une grande nation islamique en Asie.

Malgré ces difficultés, l'alliance américano-pakistanaise s'organise. Des navires affrétés par la CIA débarquent d'importantes quantités d'armes anglaises, américaines, égyptiennes et même israéliennes à Karachi. La Compagnie en achemine d'autres par voie aérienne, y compris en survolant le territoire chinois. On charge le matériel sur des trains. Direction : la capitale du Balouchistan pakistanais Quetta et Rawalpindi, villes clefs avec Peshawar du dispositif afghan de l'ISI. Le service pakistanais les convoie ensuite par camions jusqu'à la frontière. Là, les Moudjahidine en prennent livraison avec la satisfaction qu'on devine. Ces guerriers-nés n'attendent que des armes pour s'attaquer à l'envahisseur au cri de « *Allah o Akbar ! Mordabad Shouravi !* » (« Dieu est grand, mort aux Soviétiques »).

Dans l'éventail des mouvements de résistance afghans, partagés entre « traditionalistes » (modérés) et « islamistes » (radicaux), l'ISI a d'ores et déjà choisi son allié, le Zerb e-islami qu'anime Gulbuddin Hekmatyar, un leader intégriste très proche de lui. Cet ingénieur au charisme indiscutable s'installe dans la ville-frontière de Peshawar. Bénéficiant de la majeure partie des fournitures US redistribuées selon les critères de l'ISI, ses Moudjahidine ne reculent pas devant l'assassinat pur et simple d'autres résistants.

Le robinet aux armes va s'ouvrir beaucoup plus grand à partir de 1981, après l'élection de Ronald Reagan. D'abord tenté par les arguments d'Alexandre de Marenches, le patron de SDECE français, qui plaidait pour une action d'apparence artisanale baptisée opération MOUSTIQUE (p. 260), le nouveau président américain s'est résigné à employer des moyens lourds. Ils feront de l'Afghanistan la plus importante opération secrète jamais financée par les État-Unis. Plus encore que la partie clandestine de la guerre du Viêt-nam !

Turner a passé le relais à Bill Casey, ferme partisan, comme son ami le nouveau président, de la multiplication des *Covert action* contre les Soviétiques. Casey effectue des visites régulières au Pakistan, voyageant avec son état-major à bord d'un C-141 Starlifter banalisé. Il sympathise avec le lieutenant général Akhtar. Autour de lui, un aréopage de spécialistes de la guerre secrète. Les actions « sous couverture » qu'il ordonne seront notamment menées par Bertram F. Dun, responsable des opérations au Proche-Orient, par Thomas Twetten, spécialiste du même secteur chargé des affaires afghanes, et par Charles Cogan, un professionnel Action.

Côté pakistanais, le dispositif s'affine parallèlement. En septembre 1983, un général d'infanterie, Mohammad Yousaf, est désigné par Akhtar comme le nouveau chef du bureau afghan de l'ISI, poste qu'il conservera jusqu'à son départ volontaire en août 1987.

Yousaf s'installe au quartier général du bureau afghan d'Ojhri, un camp bourré de matériel et d'armes dans les faubourgs nord-est de Rawalpindi,

c'est-à-dire à proximité immédiate de la capitale Islamabad, siège officiel de l'ISI.

Sous l'égide du nouveau venu, la mobilisation antisoviétique et anti-KHAD s'accroît. On sélectionne dans les rangs de l'armée pakistanaise des sujets d'élite. Déguisés en Moudjahidine, ces officiers ou sous-officiers triés sur le volet sont envoyés auprès des maquis afghans qu'ils initieront au maniement des matériels modernes comme à la pratique du renseignement opérationnel. En 1984, onze de ces équipes vont travailler sur le terrain. Pour leur part, la CIA et la NSA américaines fourniront aux Afghans et aux Pakistanais des photos-satellite détaillées à l'extrême des zones de combat et des voies logistiques empruntées par l'Armée rouge.

Vers la défaite soviétique

1985 sera l'année décisive. Morton I. Abramowitz, chef du Bureau of Intelligence and Research (INR), ce petit service qui assure un travail de synthèse pour le compte du Département d'État, se rend au Pakistan afin d'évaluer les besoins en armes de la résistance. Il en revient persuadé de la nécessité de fournir aux Moudjahidine des missiles antiaériens stingers, petites merveilles de technologie américaine.

Au sein même de l'Agence, certaines réticences se font devant la fourniture d'armes trop sophistiquées à l'ISI. Le directeur adjoint, John N. McMahon, se montre très réservé sur le développement des opérations clandestines. Démissionnaire en 1986 en raison de son hostilité à un trop fort rapprochement avec l'Iran, il sera remplacé par Robert Gates.

Sur le terrain, la guerre ne cesse de s'intensifier. Les Américains fournissent aux résistants afghans des photos-satellite, du matériel de propagande et des armes : 10 000 tonnes en 1983, 65 000 en 1987. Ce n'est pas tout. L'ISI va organiser des raids de commando sur le territoire même de l'URSS. A cette fin, la CIA imprime du matériel de propagande, notamment des milliers d'exemplaires du Coran. Mais, si l'on en croit le livre de souvenirs du général Yousaf (*The Bear Trap*, 1992), la centrale de renseignement américaine refusera de doter ses alliés de cartes de l'Union soviétique. Les raids prendront fin en 1987, lors du changement de personnel à la tête de l'ISI.

Tout au long du conflit, l'ISI va continuer de soutenir son protégé Hekmatyar, qui deviendra de ce fait l'« homme de la CIA » (celle-ci a essayé, en vain, de promouvoir une demi-douzaine de commandants de l'intérieur anglophones auprès des médias américains). De la même manière, le service pakistanais maintient son refus de tout contrôle sur les opérations qu'il effectue. En décembre 1982, les Pakistanais « traitent » ainsi seuls le lieutenant général Saddiq Ghulam Miraki, premier grand transfuge du KHAD, les services spéciaux du régime de Kaboul.

Un KHAD qu'ils désigneront comme responsable de l'explosion du dépôt central de munitions du camp d'Ojhri, le 10 avril 1988. Une commission

d'enquête va finalement attribuer la responsabilité des « négligences » commises au lieutenant général Rahman et à son successeur à la tête de l'ISI depuis 1987, le lieutenant général Hamid Gul. Pour justifier l'« évaporation » de fournitures américaines ? Peut-être. A moins que Zia Ul Haq n'ait profité de l'occasion pour marginaliser ses subordonnés.

Ni la mort de Zia et de Rahman dans un mystérieux accident d'avion le 17 août 1988, ni l'arrivée au pouvoir en décembre de Benazir Bhutto ne changeront le « cavalier seul » obstiné des services spéciaux d'Islamabad. Benazir limoge certes Hamid Gul pour le remplacer par le lieutenant général Shamsul Hasan Kallu (qui cédera lui-même son poste au major général Assad Durrani). Mais l'ISI ne s'en laisse pas conter et prépare, justement, la chute de la jeune femme. Celle-ci interviendra vingt mois plus tard.

Lieu de résidence d'Hekmatyar et des autres dirigeants afghans « de l'extérieur », Peshawar est devenue la capitale pakistanaise de la résistance. A la fin 1988, les États-Unis y posteront comme consul Craig Karp, l'un des meilleurs analystes de l'INR sur le problème afghan. Auparavant, les Britanniques y auront dépêché plusieurs cadres de leur Service Action, les légendaires SAS.

Le MI 6, dirigé à Islamabad par Anthony Hawkes, n'est pas de reste. Dès le début du conflit, il a réussi à contrer le réseau KGB de Vyacheslav Gourgenev, un futur ponte des nouveaux services de Boris Eltsine. Les Anglais n'ont aucune leçon à recevoir du KGB dans le domaine de la guerre psychologique. Cela va des tracts traduits en russe par des émigrés russes-blancs du NTS à destination de l'Armée rouge à la mise en place d'une radio libre (Radio Free Kabul, c/o Coutts & Co, Old Park Lane, Londres).

A la demande du MI 6, la firme en matériel électrique Racal Datacom équipe les partisans de Gulbuddin Hekmatyar en appareils de communication anglais tandis que l'enfant chéri des agents britanniques, le Parti islamique de Younis Khalis, recevra des lance-missiles antiaériens. A la fin de la guerre, le MI 6 sera dirigé par le remarquable Mark Heathcote.

Toujours à Peshawar, le commandant Derlot, de la DGSE française, effectue de son côté un travail soutenu sous l'œil attentif de l'ISI. De bonnes relations ont été établies avec les Pakistanais par Pierre Marion, le directeur de la Piscine entre juin 1981 et novembre 1982. D'abord contacté par l'ambassadeur pakistanais à Paris, le général Ayoub Khan, Marion rencontre ensuite Muhammad Zia Ul Haq, lequel l'invite à se rendre à Islamabad pour y faire connaissance avec les responsables de l'ISI.

Conseiller de François Mitterrand pour les questions de sécurité et de services, François de Grossouvre fait du soutien à la résistance afghane son affaire personnelle, bien épaulé par l'amiral Lacoste, le successeur de Marion. Grossouvre se veut proche du futur ministre Ghulam Ishaq Khan.

Seuls à refuser le « contrat d'exclusivité » qu'impose l'ISI, les Français occupent une place particulière dans l'éventail des soutiens occidentaux à la résistance. Agissant quand ils le peuvent de manière autonome, ils feront essentiellement parvenir aux guérilleros du matériel de communication. Persuadé que cette aide passe nécessairement par les organisations humanitaires, le régime de Kaboul s'en prendra à celles-ci à plusieurs reprises.

LES SERVICES PAKISTANAIS

Le Directorate for Inter-services Intelligence (ISI) a été créé à l'instigation du Premier ministre Ali Bhutto en 1971, au lendemain de la désastreuse guerre du Bangladesh, cette province du Pakistan oriental qui a fait sécession.

Il remplace le Directorate of Intelligence Bureau (DIB), plutôt chargé du contre-espionnage interne et dont le directeur N.A. Rivzi n'a pas su prévoir le soulèvement bengali. Il faut dire que son adjoint, A.M.S. Safdar, chef du renseignement pour le Pakistan oriental, a pris fait et cause pour les rebelles au point de devenir le patron de l'espionnage du Bengale indépendant, la National Security Intelligence Agency (NSI).

Le grand défi de l'ISI dans ces années 70, c'est d'obtenir les moyens de fabriquer la bombe atomique en collaboration avec l'Institut pakistanais des sciences & de la technologie nucléaire (PINSTECH) de Rawalpindi.

Mais les services pakistanais s'occupent aussi de politique. Si Ali Bhutto a cru pouvoir faire confiance à l'ISI, il a bien tort. Le lieutenant général Ghulam Jilani trempe naturellement dans le complot qui porte au pouvoir le général Zia Ul Haq lors du coup d'État de 1977.

Chef de l'ISI en 1980, le lieutenant général Akhtar Abdul Rahman organise la montée en puissance de son agence dans la décennie qui commence : coopération avec les Chinois contre les Indiens ; soutien aux maquisards afghans ; lutte contre les services russes dans le Balouchistan... sans oublier l'énorme entreprise de trafic de drogue qui constitue le trésor de guerre des agents pakistanais.

Malgré les points considérables marqués sur le théâtre d'opérations afghan, le règne de Rahman à la tête de l'ISI touche à sa fin en avril 1987. Les Américains, qui n'apprécient guère le caractère incontrôlable de ses activités, font pression sur Zia Ul Haq pour qu'il le mute ailleurs. Surtout, le dictateur pakistanais n'entend pas laisser au chef de l'ISI le prestige de « vainqueur des Russes en Afghanistan ».

Ancien chef du renseignement militaire au grand quartier général, le général Hamid Gul prend la tête de l'ISI et y restera après la mort du président Zia Ul Haq.

Mais peu après son arrivée au pouvoir, le 25 mai 1989, Benazir Bhutto met à la retraite le général Hamid Gul et le remplace par le général de réserve Shamsul Hasan Kallu. La jeune femme espère mettre au pas l'ISI, devenu « un État dans l'État ». Hamid Gul, comme son adjoint le général Ahmed Imtiaz, déjà limogé en mars 1989, paie aussi pour sa stratégie trop offensive sur le terrain, qui a conduit les résistants afghans à de sérieux revers.

Pour limiter l'influence de l'ISI, la nouvelle présidente remet au goût du jour l'Intelligence Bureau, une agence civile de contre-espionnage composée de policiers qui devra désormais surveiller les chefs de l'armée. Successeur d'Akram Sheikh, son nouveau patron, Noor Leghari, sera destitué vingt-quatre heures après la chute de Benazir en 1990, tandis qu'un ancien aide de camp de Zia Ul Haq, le major général Asad Durrani, prendra la tête de l'ISI. Du coup, voici le service de renseignement intérieur rattaché à l'ISI.

Le tournant de la décennie a été marqué par un regain de cette tension permanente qui oppose l'ISI au service indien, la RAW (Research & Analysis Wing). En 1988, plusieurs agents du service pakistanais en Inde sont expulsés. Fin novembre, c'est le général Zahir Ul Islam Abbasi, attaché militaire à New Delhi, qui est interpellé en flagrant délit de détention de document classé « secret défense » et qui sera expulsé ainsi que son assistant Ashraf Khatib.

C'est l'époque de la « lune de miel » entre Benazir Bhutto et Rajiv Gandhi, ces deux jeunes Premiers ministres qui se connaissent depuis dix-sept ans. Aussi

le second insiste-t-il sur le fait qu'il souhaite circonscrire ce différend à un échelon subalterne. Pour donner des gages à l'armée, la « Vierge en culotte d'acier », comme l'appellent les généraux pakistanais, donne le feu vert à l'expulsion de deux agents indiens du RAW, B.D. Sharma, consul à Karachi, et Rumesh Kumar, diplomate à Islamabad.

Cette marque de bonne volonté n'empêchera pas l'ISI de comploter contre la jeune femme, provoquant sa chute à l'occasion de la crise du Cachemire, autre pomme de discorde entre les deux grands voisins du sous-continent indien.
« Les services secrets ont provoqué ma chute », expliquera Benazir au journaliste du *Figaro* Renaud Girard en août 1990.

En janvier 1991, Ahmed Imtiaz, l'ancien numéro 2 de l'ISI, prend la direction de l'Intelligence Bureau ; ancien officier d'infanterie, le général Javed Ashraf Qazi est pour sa part nommé chef du 2e Bureau (Military Intelligence) à Rawalpindi.

Un an plus tard, nouvelle distribution des rôles toujours sous le contrôle de l'état-major de l'armée. Le général-major Mohammed Mushtaq remplace Qazi au Military Intelligence tandis que le lieutenant général Javed Nasir, très lié aux milieux religieux musulmans, succède à Asad Durrani à la tête de l'ISI. Une promotion éphémère : en mai 1993, le président pakistanais Ghulam Ishaq Khan met Nasir à la retraite d'office avec, ironie du sort, le soutien des partisans de Benazir Bhutto. Master General of Ordnance au Grand Quartier général, Javed Ashraf Qazi devient alors le nouveau chef de l'ISI, promis en principe à un rôle politique moins omnipotent.

Après l'attentat du World Trade Center de New York, CIA et FBI s'inquiètent comme les Moukhabarat égyptiens des rapports entre les extrémistes islamiques afghans, pakistanais et arabes à l'heure où l'on s'aperçoit que certains militants de l'aile armée du Front islamique de salut algérien ou des Frères musulmans égyptiens sont entraînés en Afghanistan et au Pakistan.

Les Américains affirment aussi que le Cheikh Omar Abd el-Rahmane, chef spirituel de la Jamaa Islamiya égyptienne, accusé en 1993 d'avoir coordonné l'attentat du World Trade Center de New York, a séjourné en 1985 dans les camps du Zerb e-islami.

C'est dans ce contexte que Benazir Bhutto revient aux affaires en octobre 1993.

Politiquement, les Français soutiennent Ahmed Shah Massoud, ce jeune commandant de l'intérieur connu sous le nom de « Lion du Panshir ». Un choix avisé puisque l'étoile de Massoud ne va cesser de grimper, faisant de ce chef politico-militaire d'origine tadjik le principal rival de Hekmatyar à l'heure de la chute de Kaboul, en avril 1992. Une très forte médiatisation achèvera de construire sa bonne image en France.

Petite anecdote encore : après avoir visité à plusieurs reprises les zones des combats, un parlementaire français, devenu ami des Moudjahidine, leur conseille d'enlever un ou deux généraux soviétiques afin de négocier leur libération contre la fin des tortures dans les prisons. Ne trouvant aucun général rouge à se mettre sous la dent, les Afghans enlèvent un colonel d'aviation. Nul autre que Aleksandr Routskoï, le futur protagoniste du siège de la Maison-Blanche à Moscou...

Les principaux protagonistes du soutien à la résistance afghane restent toutefois les Américains (par l'ampleur des moyens mis en œuvre) et les Pakistanais (par la proximité géographique et religieuse comme par le rôle d'intermédiaire obligé que l'ISI s'est octroyé). Seront aussi mêlés au jeu les

Saoudiens, grands bailleurs de fonds ; les Iraniens, qui rétrocéderont aux islamistes afghans une (petite) partie des équipements militaires obtenus des Américains au titre de l'Irangate, et les Égyptiens. Sans compter les Chinois.

La Chine communique avec l'Afghanistan par la passe de Karakorum. Les Américains doutent que le Tewu ait pu introduire directement du matériel de guerre par cette zone très surveillée, comme nous l'avons écrit en 1987. Il n'en reste pas moins que l'aide fournie par Pékin fut bien réelle : envoi de fausses armes soviétiques en échange de matériel américain, entraînement de Moudjahidine au Xinjiang, soutien politique aux formations « maoïstes » de la résistance. Le tout sous l'égide de Qiao Shi, l'étoile montante de la communauté chinoise du renseignement au Bureau politique.

Il semble aussi que les Chinois aient facilité certains trafics de drogue destinés au financement de la résistance. Nous abordons ici le point le plus douloureux de cette longue guerre secrète de douze années : elle a permis un développement sans précédent de la culture du pavot en Afghanistan, qui serait aujourd'hui le second producteur d'opium du monde — bientôt le premier selon certains responsables de l'ONU.

Les tendances « islamiques » de la résistance seront les plus impliquées dans ce mode de financement douteux, dont Hekmatyar lui-même a été accusé par les « traditionalistes ». Mais poser le problème de la drogue en Afghanistan, c'est du même coup poser celui du rôle trouble de l'État pakistanais et de l'ISI. Ce que personne ne souhaite faire.

Suharto et ses hommes

La prise de pouvoir par le général Suharto et son groupe a donné le signal d'une impitoyable répression (« Le coup de Djakarta », p. 126). L'archipel indonésien se couvre de salles de torture et de camps de concentration. Dès le 10 octobre, le général Suharto, cerveau du coup d'État militaire, met à profit ses nouveaux pouvoirs pour se proclamer architecte en chef de ce qu'on appellera bientôt Orde Baru, le Nouvel Ordre.

Pour organiser la chasse aux rouges, le régime se dote d'un appareil tentaculaire : le KOPKAMTIB (Komando Operasi Pemulihan Keamenan dan Ketertiban, soit Commandement opérationnel pour la restauration de la sécurité et de l'ordre). Présenté au départ comme un organisme temporaire, il s'installe en réalité pour un quart de siècle.

Placé sous l'autorité directe de Suharto, officiellement président à dater du 12 mars 1967, le KOPKAMTIB est chargé de maintenir l'ordre, de réprimer les activités subversives et de garantir l'autorité du gouvernement au moyen d'opérations militaires, d'opérations politiques et de manipulations inspirées des techniques de guerre psychologique (Operasi mental).

Autant dire une gamme de pouvoirs extrêmement extensive. KOPTAMTIB devient bientôt, et pour de longues années, synonyme de terreur généralisée. Des milliers d'hommes et de femmes disparaissent, qu'on ne reverra jamais plus.

Dès 1968, ce qui restait de l'appareil clandestin du PKI, le PC indonésien, est totalement liquidé. Ce qui n'empêchera pas le régime de brandir à tout propos le spectre du péril communiste, ne serait-ce que pour justifier sa propre existence. De temps à autre, on sortira de camp pour les fusiller d'ex-dirigeants du PKI hors d'état d'agir depuis des années.

Limogé en 1975 en raison de sa lutte trop active contre la corruption, le chef de la police depuis 1965, Hugeng Imam Santoso, déclare à la télévision néerlandaise : « Le KOPKAMTIB détient le pouvoir de dire à la police ce qu'elle ne doit pas faire. C'est une sorte de super-police. En Indonésie, les gens ont tendance à être terrorisés quand ils entendent le nom de KOPKAMTIB. »

Trois ans plus tard, le général Yoga Sugama, chef du KOPKAMTIB dans les années 70 puis de l'agence de renseignement BAKIN, affirmera carrément : « Ma position n'a pas d'équivalent dans un autre pays. L'unique précédent, c'était à l'époque d'Himmler, c'étaient les pouvoirs accordés à Himmler. Avec cette grande différence : Himmler le faisait subjectivement, parce qu'il avait le pouvoir de le faire, parce qu'il était un homme puissant qui pouvait faire n'importe quoi et n'était responsable que devant Hitler. Alors que moi, je fais cela et j'aime le faire sous la responsabilité du Parlement et du gouvernement. »

Une limite objective, tout de même ; le pouvoir du clan Suharto, composé de financiers, de managers, mais aussi de spécialistes des questions de sécurité et de renseignement comme l'amiral Sudomo (chef du KOPKAMTIB dans les années 80), comme Ali Murtopo (chef des Opérations spéciales de l'armée, OPSUS, avant de devenir ministre) ou comme Leonardus Benjamin Murdani (chef du renseignement militaire et des unités spéciales du KOPKAMTIB avant de devenir ministre de la Défense). Sous cet angle, le pouvoir indonésien apparaît à l'ère Suharto comme une architecture complexe de « lobbies » enchevêtrés les uns dans les autres : groupe Suharto, lobby du renseignement, lobby militaire. Chefs du KOPKAMTIB, les généraux Sumitro, Murdani, Sugama, Daryatmo, Murtopo, l'amiral Sudomo devront toujours tenir compte de cette réalité : c'est le rapport de forces entre ces « lobbies » qui détermine la marge d'autonomie de leur appareil de répression.

On en a vu un exemple en 1973, quand le chef du KOPKAMTIB et commandant en second des Forces armées, le général Sumitro, et le patron du service de renseignement civil BAKIN, Sutopo Juwono, ont esquissé une alliance avec les mouvements islamiques. Leur conjuration a débouché sur des émeutes étudiantes en janvier 1974, lors de la visite du Premier ministre japonais. Arbitré par Suharto, le bras de fer s'est terminé par le double limogeage de Sumitro (successeur à la tête du KOPKAMTIB : amiral Sudomo) et de Juwono (successeur à la tête du BAKIN : Yoga Sugama).

Après un travail préparatoire du BAKIN, l'armée indonésienne envahit le Timor oriental à la fin de l'année suivante. Persuadés d'une victoire facile contre un adversaire à la taille lilliputienne, le FRETILIN (Front de libération timorais), les militaires durent déchanter. La féroce guerre de services spéciaux, de contre-guérilla, de répression généralisée qui s'engageait

les conduisit à des échecs humiliants face à une résistance courageuse, remarquablement organisée et qui, de nos jours, n'est pas aussi vaincue que ne l'affirme la propagande officielle.

Le BAKIN

Bien qu'essentiellement composé de militaires, le Badan Koordinasi Intelijens (soit Agence de coordination du renseignement) est en principe un service civil dépendant du secrétariat du ministère d'État. Sa vocation est surtout interne : il surveille et réprime les forces politiques non gouvernementales, communistes, bien sûr, mais aussi démocrates ou islamistes.

A l'extérieur, les officiers du BAKIN implantés dans les ambassades, souvent sous la couverture transparente d'attachés militaires, comptent surtout sur les services alliés pour recueillir les informations utiles : Américains — l'allié privilégié qui fournit des photos-satellite de la région —, Australiens, Chinois de Taiwan, Coréens du Sud, Israéliens du Mossad — qui ont implanté une grosse station régionale à Djakarta — et Japonais.

En septembre 1988, le BAKIN a changé de nom, se transformant en BAKORSTANAS, Badan Koordinasis Bantuan Pemantapan Stabilitas Nasional, soit Agence de coordination pour aider au développement de la stabilité nationale. Le directeur de la BAKORSTANAS était alors le contre-amiral Soedibyo Rahardjo. Directeur adjoint du BAKIN, le major-général Sudibiyo, ancien chef du renseignement militaire, siégeait au secrétariat de la BAKORSTANAS en compagnie du major-général Soetariyo, chef du BAIS (renseignement militaire). Soetaryo qu'assistaient bientôt son adjoint, le général Arie Sudewo, et le colonel Hendro Priyono.

Depuis le début des années 80, les méthodes de lutte anticommuniste du KOPKAMTIB/BAKORSTANAS ont été transplantées dans la lutte contre le banditisme social mais aussi les mouvements paysans. Opèrent ainsi des formations comparables aux « escadrons de la mort » latino-américains baptisées de divers noms comme les commandos Petrus.

Troisième composante de cette communauté du renseignement orientée presque exclusivement vers la répression interne le CESI, Centre d'études stratégiques internationales.

Cet organisme a pris la suite de l'Operasi Khusus (OPSUS, la section des opérations spéciales de l'armée) dont l'un des plus proches conseillers de Suharto, Ali Murtopo, avait fait le cerveau du coup d'État d'octobre 1965. Œuvre au départ de Jousouf Wanadi (aussi appelé Liem Bian Kie) et de Harry Tjan Silahali, cette agence de renseignement, la seule à vocation essentiellement internationale, a d'abord opéré aux frontières du lobby de la sécurité. Elle constituait un lieu de réflexion où s'élabore en grande partie la politique étrangère indonésienne. Elle s'est rapidement muée en un service de renseignement très étoffé, la Badan Inteligen Strategis (BAIS, soit Agence

de renseignement stratégique), fief du ministre de la Défense, le général Murdani.

En 1988, le changement de sigle du KOPKAMTIB annonçait non pas une libéralisation du régime, mais la prise en compte d'une réalité : à soixante-huit ans et après un quart de domination, le président Suharto envisageait enfin de commencer à préparer son retrait, intention qu'il devait confirmer par la suite. Quatre ans plus tard, la refonte de la communauté indonésienne du renseignement se traduira en janvier-février 1994 par la perte d'influence de la BAIS au profit de la BAKORSTANAS, redevenue le service secret numéro 1.

Le retour de Ta Mok

Ta Mok — le « Vieux » en cambodgien. Ce nom seul sème la terreur, plus encore que celui de Pol Pot, le chef des Khmers rouges. Chef de guérilla, seigneur de la guerre, patron des effroyables services khmers rouges, Ta Mok est de retour.

On l'avait cru mort. En 1986, la rumeur voulait qu'il ait sauté sur une mine. C'était vrai. Mais Ta Mok avait seulement perdu une jambe et, grâce à l'obligeance de la Commission de l'ONU pour les réfugiés, s'est vu offrir une prothèse.

Originaire de Takeo au sud de Phnom Penh, Ta Mok se distingue à la fin des années 60. Lors de rafles contre des milieux communistes de la capitale, la sécurité sihanoukiste du colonel Sosthène Fernandez arrête un grand échalas, chef d'un réseau clandestin du nom de Chhit Chouen : c'est le futur Ta Mok...

Paradoxe : il recouvre la liberté à la faveur du coup d'État de Lon Nol contre Sihanouk, préparé par la CIA en mars 1970. Sous le nom de Nguon Kang dont les caractères chinois signifient « l'Inflexible », il refait surface dans la région de Kampot et Takeo où, dès septembre 1970, se produisent les premiers affrontements entre Khmers rouges et partisans viêtcong. Son ralliement à Pol Pot est décisif. Ta Mok se voit confier l'appareil de sécurité, construit avec l'aide des spécialistes chinois que sont Kang Sheng et Wang Dongxing.

Le Nokorbal, ce KGB khmer rouge, organise ses « comités de base » au fur et à mesure que le pouvoir de Pol Pot s'étend. Dès le printemps 1973, dans les « zones libérées », on purge les sihanoukistes, les Khmers favorables à Hanoi, les intellectuels dissidents.

La machine à tuer ne fera une pause qu'en 1979, avec l'arrivée du corps expéditionnaire vietnamien. Mais, dès le repli de l'infrastructure khmer rouge en Thaïlande, les services chinois vont aider leurs alliés à reprendre du poil de la bête tandis qu'à Phnom Penh, les pro-Vietnamiens ouvrent immédiatement un « musée des horreurs » à l'ancien Bureau de sécurité n° 21 de Tuol-Seng, lycée transformé en centre de torture et d'exécution par

les Khmers rouges. Son chef, Kong Kech Keav, alias « Deuch », dirige aussi, sous l'égide de Ta Mok, le service secret interne du PC khmer.

Début 1989, c'est à la suite d'entretiens avec l'ambassadeur chinois à Bangkok, Zhang Dewei, et avec des officiers de la Force 838 (renseignement thaïlandais), que Pol Pot et Ta Mok annoncent qu'ils partent à la retraite. Une ruse : jamais Ta Mok n'a été plus influent. Et les informations affluent sur la réactivation du terrifiant Nokorbal.

L'inexorable marche de Ta Mok et de Pol Pot est cependant freinée par l'intervention de l'ONU. Aux élections de 1993, la population a rejeté massivement les Khmers rouges. Y a-t-il encore un avenir pour Ta Mok, le Béria cambodgien ?

CIA contre Hezbollah

Ce vendredi, le soleil est à peine levé sur Beyrouth quand William Buckley s'éveille, dans son luxueux appartement. L'Américain, qui vit seul et multiplie les mesures de sécurité, prend une douche rapide. A peine séché, il passe dans la cuisine pour y préparer son petit déjeuner.

Ce 16 mars 1984 sera sa 344e journée de chef de la station de la CIA. Il est membre de l'agence américaine de renseignement depuis trois décennies. D'abord spécialiste des problèmes asiatiques, Buckley a ensuite opéré au Zaïre et au Tchad, avant de faire connaissance avec le Moyen-Orient dans l'Égypte du président Sadate.

Buckley fixe à son poignet l'attaché-case de sécurité dont l'ont muni les services techniques de la Compagnie. Il monte dans l'ascenseur. Un étage plus bas, un jeune inconnu l'y rejoint. L'ascenseur redescend au sous-sol. Au moment où il se dirige vers sa voiture, William Buckley est frappé à la tête. Assommé, il tombe sur le ciment du parking. A ce moment, surgit une Renault blanche. On le jette sur le sol du véhicule...

Qui a kidnappé Bill Buckley ? Où l'a-t-on emmené ? Questions sans réponse immédiate. Élément clef du dispositif secret américain au Moyen-Orient, Buckley en connaît tout, ou presque. Et les analystes de l'Agence de rappeler le funeste précédent de la prise des otages américains par les « étudiants islamiques » de Téhéran.

Bill Casey réunit immédiatement une cellule de crise. Buckley a été enlevé par le Hezbollah, ce groupe d'obédience iranienne qui mène désormais la vie dure aux Occidentaux sur le théâtre d'opérations de Beyrouth.

Chacun d'égrener la litanie de ces combats de l'ombre. C'est le 4 septembre 1981 qu'ils se sont aggravés, quand un commando a assassiné en pleine rue l'ambassadeur de France, Louis Delamare. Sur le coup, on a attribué la responsabilité de ce meurtre aux seuls Syriens, sans savoir que les Iraniens avaient également trempé dans sa préparation. Celle-ci avait été programmée en accord avec l'hojatoleslam Mohtachemi, ambassadeur de Khomeiny à Damas.

Après la mort de Delamare, les services français réagissent en développant

une subdivision contre-terroriste au sein de leur service contre-espionnage. Ils augmentent aussi leur effectif à Beyrouth, qui atteindra une vingtaine d'agents l'année suivante. Puis ils créent un échelon chargé de la reconnaissance des groupes terroristes au sein du Service Action. Toutes mesures qui, le 15 avril 1982, n'empêcheront pas l'assassinat du chiffreur de l'ambassade de France Guy Cavalho et de sa femme par une jeune terroriste liée au groupe de Carlos.

A l'approche de l'été, les événements se précipitent. Les Israéliens envahissent le Sud-Liban. Contrairement à son nom de code, l'opération PAIX EN GALILÉE ne contribue pas à apaiser les tensions au Moyen-Orient. Les Israéliens encerclent Beyrouth. Leur renseignement militaire, l'Aman, a littéralement truffé la ville d'agents, ce qui en facilite la pénétration. Mais les Palestiniens se battent pied à pied, gagnant ainsi un temps précieux qui permet aux pressions internationales, et notamment françaises, de jouer. Dix mille combattants de l'OLP sont évacués par bateaux. Avec Arafat, ils s'échappent de la nasse.

Réfugiée à Tunis, la centrale palestinienne doit désormais se résigner à une ligne moins dure, et ce d'autant que les chefs d'État arabes modérés ont implicitement admis au sommet de Fez la nécessité d'une reconnaissance à terme de l'État d'Israël. Pour Arafat et ses compagnons, il s'agit désormais de gagner la confiance des Occidentaux. Déjà en cours, les contacts avec les services tunisiens et français vont faciliter cette opération (cf. p. 336).

Beyrouth, capitale de la guerre secrète

Le répit dû à cette « nouvelle donne » dans les rapports entre Occident et OLP n'est que provisoire car, au Liban, un nouvel adversaire a déclaré la guerre secrète. Né en juin 1982, au moment de l'offensive israélienne, le Hezbollah s'est structuré dès le mois de juillet autour de son leader spirituel, le cheikh Mohamed Hussein Fadlallah.

Le Hezbollah se présente d'abord comme l'aile radicale pro-iranienne des chiites libanais. Largement majoritaire dans l'Iran de Khomeiny, cette tendance de l'islam est très bien représentée au pays du Cèdre.

Au temps de leur cohabitation amicale avec l'OLP, les extrémistes chiites ont tissé des liens étroits avec les mouvements palestiniens. C'est dans les camps d'El Fatah qu'ils ont appris les rudiments de la guérilla et de l'action clandestine. Ces excellentes relations se sont étendues aux dirigeants de la toute jeune République islamique d'Iran, très favorables à l'OLP en dépit de son caractère laïc.

Autant en emporte la guerre civile du Liban. Elle opposera bientôt chiites et combattants palestiniens les armes à la main. Comme les dirigeants iraniens, les animateurs libanais du Hezbollah n'ont désormais que méfiance pour l'OLP, trop liée aux Américains et aux Français à leur goût.

Côté iranien, les opérations du Hezbollah sont « actionnées » par Rafiq Doust, le ministre des Gardiens de la Révolution, les célèbres Pasdaran.

Ancien élève des camps de la guérilla palestinienne au Liban, ce gendre de l'ayatollah Rafsanjani dirige les opérations de liquidation menées hors Iran contre les opposants du régime, partisans de Chapour Baktiar, communistes du parti Toudeh, Kurdes, Feddayine ou Moudjahidine du peuple. Il a constitué à cette fin une véritable « internationale islamiste » avec son adjoint, Mohamed Sadek.

En liaison avec Mohtachemi, l'ambassadeur d'Iran à Damas, Doust et Sadek mettent en place au Liban et en Syrie une vaste infrastructure de formation et d'entraînement. Se rangent sous leurs ordres les opposants islamiques au régime irakien de Saddam Hussein et surtout le Hezbollah chiite libanais, que dirigent au plan politique l'ancien instituteur Hussein Moussaoui et, au plan opérationnel, le chef des commandos terroristes de Beyrouth, Imad Moughnieh.

Deux cibles pour cette organisation à demi clandestine qu'appuie la Syrie sans la contrôler : Israël et l'Occident. Contre l'État hébreu, le Hezbollah va lancer avec succès ses commandos suicides (novembre 1982 : dynamitage du quartier général de l'armée israélienne à Tyr, au Sud-Liban, 70 morts). Contre l'Occident, il va alterner deux méthodes : attentats (18 avril 1983 contre l'ambassade des USA à Beyrouth lors d'une conférence régionale de la CIA ; 23 octobre 1983 contre le PC Drakkar des parachutistes français de la force multinationale et contre le quartier général des marines ; 20 septembre 1984, contre l'ambassade américaine, à nouveau ; contre les chauffeurs du consulat et de l'ambassade de France) et prises d'otages.

Symboliques ou inefficaces, les ripostes occidentales ne servent pas à grand-chose. Même le Mossad n'atteint pas son niveau habituel d'efficacité dans ce Liban qu'il connaît pourtant comme sa poche. A l'instar du général Michel Fleutiaux, ancien responsable du renseignement au Secrétariat général de la Défense nationale devenu le chef des observateurs français de l'ONU à Beyrouth, les connaisseurs du monde arabe ne tardent pas à réaliser la gravité des problèmes. La DGSE aura à peine le temps, en 1984, d'installer une antenne clandestine à Beyrouth sous le couvert d'une épicerie que celle-ci sera victime d'un attentat.

Survient l'enlèvement de William Buckley par le Hezbollah. En dépit des efforts de la CIA et de ses alliés, le MI 6 britannique, la DGSE française, le BND ouest-allemand et la DIGOS (division antiterroriste) italienne, le malheureux chef de station va être torturé des mois durant.

Des cassettes vidéo dûment postées à ses chefs attestent de son pitoyable état physique. A bout de forces, il parle, détaillant à ses ravisseurs le dispositif de la CIA au Moyen-Orient et ailleurs : quatre cents pages de « procès-verbal » ! Le Hezbollah le laissera ensuite périr à petit feu. Laissé sans soins et réduit à l'état de loque humaine, Buckley mourra enchaîné le 5 juin 1985.

Le 8 mars de la même année, une voiture bourrée d'explosifs explose à deux pas de la résidence du cheikh Fadlallah, tuant 80 passants. Montée selon Bob Woodward par un Britannique, cette opération de représailles est l'œuvre des services saoudiens (General Intelligence Department) agissant pour le compte de la CIA. Elle se solde par un échec sanglant.

Cet attentat manqué achève de convaincre les Américains de changer de politique. Contacté par les Saoudiens, le cheikh Fadlallah accepte de mettre un terme au terrorisme hezbollah moyennant la fourniture de vivres, de médicaments et de « bons d'études » aux chiites libanais. Une volonté de conciliation qui anticipe déjà les futurs accords secrets menant à l'Irangate. A Beyrouth même, ces derniers seront au centre d'une véritable guerre des services US. Bien implantée, la Defence Intelligence Agency suit à la trace les agents de sa rivale, la CIA, et les déplacements des membres de l'équipe d'Oliver North.

De leur côté, les Français continuent à essuyer les coups : 20 février 1985, assassinat du commandant Paul Rhodes, un observateur de l'ONU ; 22 mars 1985, enlèvement de deux diplomates, Marcel Carton et Marcel Fontaine ; 25 mars 1985, enlèvement de Gilles Sydney Peyrolles (lié à un règlement de comptes des FARL, le mouvement prosyrien de Georges Ibrahim Abdallah, contre le gouvernement français) ; 22 mai 1985, enlèvement de Michel Seurat et de Jean-Paul Kauffmann.

Pour récupérer leurs otages, souvent cachés dans des hôpitaux chiites impossibles à attaquer sous peine de risquer un massacre, ils vont entamer des négociations avec Damas et Téhéran par le truchement du lieutenant-colonel Jean-Louis Esquivier, de la cellule antiterroriste de l'Élysée, d'Hubert Védrine, un des conseillers du président Mitterrand, et de Jean-Claude Cousseran, futur numéro 2 de la DGSE alors attaché au cabinet du ministre des Affaires étrangères Roland Dumas.

En vain. La France n'obtiendra la libération des otages qu'en 1986-1987, après des négociations menées par Jean-Charles Marchiani, l'émissaire du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, Bernard Gérard, directeur de la DST, et Philippe Rondot, ancien as du Service Action devenu le grand spécialiste des affaires arabes. Abattu par l'ASALA arménienne, alors proche des Iraniens, en septembre 1986, le colonel Christian Gouttiere figurera, comme les nouveaux otages, Philippe Rochot, Georges Hansen, Jean-Louis Normandin, Aurel Cornéa, Marcel Coudari, parmi les victimes des inévitables surenchères du Hezbollah.

Toutes les négociations secrètes ont eu pour effet de diminuer, moyennant contreparties en armes notamment, la tension entre Occidentaux, Syriens et Iraniens. Elles n'épuisent pas pour autant la guerre de l'ombre à Damas. Chef du contre-espionnage à la DGSE, le colonel Moreau est repéré à Beyrouth en janvier 1987 alors qu'il resserre les liens des Français avec les dignitaires religieux maronites, le directeur de la Sûreté Jamil Nehme et le service de renseignement des Forces libanaises (milice chrétienne) qu'anime Pierre Rizk, alias « Akram ».

Le même mois, Terry Waite, l'assistant laïc de l'archevêque de Canterbury, suspect d'opérer en liaison étroite avec la CIA et le colonel North dans le cadre des négociations avec les Iraniens, est enlevé par le Hezbollah. Il ne retrouvera la liberté qu'en septembre 1991. Le 11 novembre 1987, un informateur de la DGSE, Richard Gimpel, est assassiné. Trois mois plus tard, le 2 février 1988, ce sera le tour de Jean-Pierre Maranzana alias Jacques Merrin, le chef adjoint de l'antenne DGSE dans la capitale libanaise.

Février 1988, c'est aussi le mois où disparaît un officier américain de l'ONU, le lieutenant-colonel Robert Higgins. Membre de la Defense Intelligence Agency, Higgins sera pendu le 31 juillet 1989, en représailles à

HEZBOLLAH : LE PARTI DE DIEU

« Ceux qui prennent pour maîtres :
Dieu, son Prophète et les croyants :
voilà ceux qui forment le parti de Dieu
et qui seront les vainqueurs ! »

Ainsi la Sourate V du Coran (verset 56) donne-t-elle sa raison d'être au Parti de Dieu, Hezbollah en arabe. Organisation politico-militaire et sociale, se revendiquant du radicalisme islamique façonné en Iran par l'ayatollah Khomeiny, le Hezbollah a été créé au Liban en 1983. Ce groupe d'inspiration chiite est né de la fusion d'Amal islamique du Cheikh Moussaoui (à ne pas confondre avec le mouvement Amal prosyrien et rival de Nabih Berri) et de la branche libanaise du Parti Da'wa.

Principalement implanté à Beyrouth-Sud, dans la vallée de la Bekaa et au Sud-Liban, il est estimé par les services américains à 3 000 membres, dont 500 activement impliqués dans les opérations terroristes. Il bénéficie de l'aide technique et logistique des Pasdaran ou Gardiens de la Révolution iraniens, dont Téhéran a envoyé un fort contingent au Liban. Les services syriens constituent également un soutien pour certaines opérations combinées.

Sous divers noms d'emprunt (Jihad el-Islami, Organisation de la Justice révolutionnaire, etc.) le Hezbollah a participé aux attentats les plus meurtriers qu'aient connus les années 80. Au Liban : opérations kamikazes contre les troupes occidentales, assassinats individuels et surtout prises d'otages. En Europe : attentats en tous genres, en particulier la vague de bombes à Paris en 1986.

Ses objectifs se confondent avec ceux de l'Iran :

— établir une république chiite au Liban sur le modèle iranien ;
— éliminer l'influence occidentale dans la région ;
— devenir le mouvement institutionnel islamique au Liban.

Sa direction est assurée, dans les années 80, par un Conseil consultatif (Majlis as-Shaoura) qui siège à Bir el-Abed. Il rend compte à Téhéran sous la tutelle du guide spirituel du Hezbollah, Cheikh Fadlallah. Parmi les douze membres les plus importants de ce Conseil : Hussein Moussaoui, Abbas Moussaoui, Sobhi Toufayli, Mohammed Rad, Naim Kassem, Mohammed Fennish, Hassan Nasrallah et Ibrahim el-Amine. L'ayatollah iranien ultraradical et ambassadeur en Syrie Mohtachémi fait le voyage de Damas à chaque réunion.

Un de ses amis, le secrétaire général du Hezbollah Sobhi Toufayli, est remplacé en 1990 par Abbas Moussaoui décrit comme plus pragmatique. Une « modération » toute relative quand on sait que nombreux ont été les otages occidentaux séquestrés, à son instigation, dans des cellules de son village natal de Nabi Sheit, au Liban-Est.

Le 16 février 1992, Abbas Moussaoui est tué avec sa famille par un raid aérien israélien préparé avec une grande minutie. Deux jours plus tard, son remplaçant est nommé : il s'agit du Cheikh Hassan Nasrallah, décrit lui aussi comme un proche de Mohtachémi et jusque-là chef de l'appareil militaire du Hezbollah. Toutefois, quelques mois plus tard, les derniers otages européens sont libérés. Il s'agit d'Allemands kidnappés par un des chefs des groupes spéciaux, Abdel Hadi Hamadé, qui cherchait à faire libérer ses frères emprisonnés en RFA.

l'enlèvement par les Israéliens d'un dignitaire du Hezbollah, Cheikh Abd el-Karim Obeid.

L'engrenage sanglant de Beyrouth n'a pas fini de dévorer les hommes. On comprend que, dans ces conditions, la plupart des services aient préféré replier leurs stations régionales à Chypre...

Les Pasdaran, fer de lance de la Révolution islamiste

Rafiq Doust, simple chauffeur et gorille de l'ayatollah Khomeiny est devenu au début des années 90 l'un des hommes les plus puissants d'Iran.

Quand il accompagne début 1979 l'Imam dans l'Iran embrasé par la Révolution, Rafiq Doust possède déjà une solide expérience de guérilla au Liban, aux côtés des Palestiniens. Aussi, lorsqu'on lui confie la direction des Gardiens de la Révolution (Pasdaran) en mai 1979, il fait naturellement appel à ses amis de l'OLP pour le conseiller. Rapidement ces Pasdaran s'attachent aussi bien à la répression intérieure qu'aux premières opérations terroristes contre les rescapés de l'ancien régime : ce sont en France les tentatives d'assassinat d'Ashraf, la sœur jumelle du Shah, et de Chapour Bakhtiar.

A l'intérieur de l'Iran, les Pasdaran livrent une guerre sans merci aux Kurdes, puis aux communistes du Parti Toudeh. Leur direction a bénéficié des conseils d'éléments communistes. Et même à l'étranger, jouant sur la fibre « anti-impérialiste », les Iraniens bénéficient alors de l'aide de réseaux proches de Moscou.

L'URSS — pourtant un « Grand Satan » — au même titre que les USA — exerce une étrange fascination sur certains dirigeants iraniens. Ainsi lorsque, avec près de 300 000 hommes, les Pasdaran constituent en 1982 un ministère, Rafiq Doust crée une véritable « Internationale islamique » calquée sur l'Internationale communiste des années 20. Elle s'illustre par son mode de liaisons clandestines à l'étranger, la double appartenance de certains aux Gardiens de la Révolution et au service secret VEVAK, et l'aide aux « mouvements internationaux de libération ». Les ambassades iraniennes sont alors devenues des foyers de propagation révolutionnaire ou d'opérations subversives : ainsi l'ambassadeur iranien en Suisse, Cyrus Nassiri, en 1990, dirige en même temps toute une série d'opérations clandestines.

La montée en puissance de Rafiq Doust, par ailleurs gendre de l'ayatollah Rafsandjani, le président du Parlement iranien, est alors évidente. Il sait aussi se montrer raisonnable et à plusieurs reprises les Français espèrent régler globalement l'affaire des otages, en 1986, avant et pendant la cohabitation. C'est le cas lorsque Rafiq Doust envoie son chef de la sécurité Mohammed Sadek négocier avec le diplomate Jean-Claude Cousseran (plus tard numéro 2 de la DGSE) ou lors des interventions de deux anciens du SDECE, Jean-Charles Marchiani ou Michel Roussin. Mais les émissaires

français ne sont pas dupes, ils savent que Rafiq Doust est aussi le cerveau de ces prises d'otages et d'attentats terribles au Liban en liaison avec les Hezbollah, sous couvert du Djihad islamique et avec l'ayatollah Mohtachémi, alors ambassadeur iranien en Syrie : en octobre 1983, les voitures suicides contre le QG des soldats américains et français : en juillet 1984, le détournement d'un Airbus d'Air France ; en septembre 1986, l'assassinat du colonel Gouttière...

En 1990, Rafiq Doust a mené personnellement les phases ultimes de la libération d'Anis Naccache, celui qui avait tenté de tuer une première fois Chapour Bakhtiar en France (Bakhtiar sera finalement assassiné par un autre commando iranien le 6 août 1991 à Suresnes, en banlieue parisienne). Mais rien n'indique qu'il ait renoncé à la conquête islamique dont les Pasdaran se veulent le fer de lance.

Quand Rafiq Doust est nommé ministre à l'hiver 1982, c'est Resaï Mohsen qui devient leur commandant en chef. Cet autodidacte, membre de divers partis ultranationalistes (Pan Iranistée, Safranc) a créé les « Moudjahidine de la Révolution islamique ». On le considère comme représentant de la tendance policière plutôt que militaire et son livre *(Tactik hayé enghélab)*, qui montre comment l'Iran doit exporter la révolution, fait grand bruit. Mohsen joint les actes aux écrits. En décembre 1991, par exemple, il se rend au Soudan, depuis dirigé par un gouvernement pro-intégriste et effectue une tournée dans les camps d'entraînement qui y sont encadrés par ses Pasdaran. Parmi les « Fous de Dieu » qui y apprennent les techniques de guérilla, on trouve ces clandestins du Front islamique du Salut (FIS) qui comptent bien imposer un Iran en Algérie. C'est qu'avec l'effondrement du bloc de l'Est, un monde nouveau émerge...

La photo du *Rainbow Warrior* coulé dans le port d'Auckland et celle de la capitaine Dominique Prieur alias « Mme Turenge » illustrent dans tous les médias du monde le cuisant échec subi par la DGSE aux antipodes à l'été 1985.

Un ratage dont les grandes lignes furent connues du public par les révélations successives des journalistes français : Pascal Krop pour *L'Événement*, Jacques-Marie Bourget pour *VSD*, Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut pour *L'Express*, Bertrand Le Gendre et Edwy Plenel pour *Le Monde*. Sans oublier l'équipe du *Canard enchaîné* ni Roger Faligot, l'un des coauteurs du présent ouvrage, qui, le premier, indiquait, quatre jours à peine après l'attentat, dans *Le Journal du Dimanche*, que les nageurs de combat et les agents du Service Action de la DGSE, qu'on ne verrait « jamais défiler le 14 juillet sur les Champs-Elysées », pouvaient être impliqués dans le sabotage du *Rainbow Warrior*, et identifiait un peu plus tard le principal protagoniste de l'opération manquée.

Plutôt que de retracer par le menu cette affaire compliquée à l'extrême, nous avons choisi de la replacer dans son cadre historique. Monumentale bavure, l'attentat d'Auckland constitue, hélas ! l'occasion de mettre l'accent sur les deux conditions *sine qua non* qu'implique à notre époque le déclenchement d'opérations clandestines.

La première — elle fit cruellement défaut en l'occurrence —, c'est l'existence de rapports de confiance entre le pouvoir politique et les services. A l'été 1985, de telles relations n'existaient pas entre la Piscine et les divers rouages de l'administration socialiste. A preuve la tentative de dégager la responsabilité du ministre de la Défense Charles Hernu sur le dos de l'amiral Lacoste, chef de la DGSE, qui n'avait pourtant fait qu'obéir à des instructions venues d'en haut. A preuve les diverses manœuvres visant à tirer Matignon et surtout l'Élysée hors d'affaire. En bref, une gestion de crise catastrophique, un festival de mensonges maladroits, un sauve-qui-peut général.

Par-delà leur caractère pitoyable, ces glissements progressifs traduisaient avant tout l'incapacité des gouvernants français à considérer leurs propres services spéciaux comme un élément indispensable dans la mise en œuvre d'une stratégie internationale moderne et non comme un simple instrument utilitaire à courte échéance.

Incapacité d'ailleurs renforcée par un autre travers bien français : la propension à ériger en dogme une structure née de circonstances tout à fait spécifiques. Si le général de Gaulle a retiré à Matignon, après l'affaire Ben Barka, la responsabilité du SDECE pour la confier à la Défense, c'est que ce dernier ministère était solidement tenu par un homme d'une totale loyauté, Pierre Messmer. Depuis, nul n'a osé s'interroger en profondeur sur l'architecture de la communauté française du renseignement, et ce n'est que très récemment que le débat a commencé à s'entrouvrir. Presque trente ans après l'enlèvement à Paris du leader de l'opposition marocaine...

Faillite du pouvoir politique dans ses rapports avec la Piscine, faillite de la DGSE dans ses rapports avec le pouvoir politique. Et, bien sûr — pourquoi nier l'évidence ? — faillite du Service Action dans l'accomplissement d'une mission « surdimensionnée ». Dans sa biographie de *Charles Hernu* parue en 1993, Jean Guisnel révèle comment l'option la plus dure, la « solution "idiote" présentée pour mémoire » par les officiers du SA, fut finalement retenue sur instructions aussi expresses que non écrites d'« en haut ».

On changeait délibérément de registre. Les premières opérations « en douceur » contre des bateaux antinucléaires dirigés sur Moruora avaient commencé en 1968-1969. Sous Alexandre de Marenches, c'est sans éclat ni victimes que le SDECE en avait mené en très peu de temps la bagatelle de 29 (on peut révéler que Philippe Rondot, le meilleur opérationnel du Service Action, joua un rôle très important dans cette série de sabotages). Un trentième navire avait été intercepté par les Australiens, qui livraient à l'époque des informations précises aux services français.

Avec le choix de l'option dure, il s'agissait d'autre chose. Sans en peser les conséquences, on décidait de mener une véritable opération de guerre en temps de paix sur le sol d'un pays ami ! Le contraire de l'utilisation bien comprise d'un Service Action qui, opérant aux confins de la diplomatie et du domaine proprement militaire, doit justement réaliser ce que ni la diplomatie traditionnelle, ni l'armée ne sont en mesure de faire dans un contexte international précis.

Le désastre était dès lors prévisible. L'aggravait un ratage proprement technique de l'opération qu'on ne peut comprendre qu'en effectuant un bref retour en arrière sur l'histoire du Service Action français.

Créé après la Seconde Guerre mondiale par le colonel Henri Fille-Lambie, alias « Morlanne », le SA s'est engagé très tôt sur le front d'Indochine (commandos de choc du Nord-Viêt-nam, groupes de commandos mixtes aéroportés) et sur celui de la guerre froide (par exemple avec l'opération MINOS, que nous révélons en p. 36).

C'est pendant la guerre d'Algérie, donc dans un cadre d'affrontement ouvert, qu'il atteint son efficacité maximale, que ce soit sur le terrain (opérations du 11e Bataillon parachutiste de choc) ou à l'extérieur (opérations « homo » menées contre les alliés du FLN sous le pavillon de complaisance de la Main rouge par ordre du général Grossin).

Le conflit terminé marque sa relative mise en sommeil. La France n'a plus besoin d'un service aussi offensif. En outre, le 11e Choc a été dissous dès 1963 en raison de ses sympathies Algérie française, mais aussi parce que

certains de ses cadres ont court-circuité la direction du SDECE en participant, pour le compte de la Sécurité militaire, à l'enlèvement du chef OAS Argoud.

Ce n'est qu'une dizaine d'années plus tard, sous Alexandre de Marenches, que le SA, ayant reconstitué ses forces vives et créé les structures de renseignement autonomes chères à son chef, le colonel de Marolles, se retrouve à nouveau en première ligne (voir p. 262). Et ce, d'autant plus que Marenches est parvenu à s'octroyer une marge de manœuvre très vaste.

Tel n'est pas le lot de ses successeurs, confrontés à des interlocuteurs socialistes pas très à l'aise au pouvoir et méfiants qui, à l'exception notable d'un Charles Hernu séduit par l'institution militaire, voient alternativement dans les services une menace pour la démocratie et un *deus ex machina* utile à court terme. Vécu à la Piscine comme l'homme des socialistes voire des francs-maçons, Pierre Marion n'est pas parvenu à s'implanter durablement à l'image de ses prédécesseurs SFIO Henri Ribière et Pierre Boursicot. Perçu par les socialistes comme un simple technicien, l'amiral Lacoste cherche encore à dégager les voies de ce travail à long terme dont il rêve pour la DGSE.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que le SA « patine » faute de repères et d'une direction précise. Les structures de renseignement de Marolles ont été démantelées après son départ. On ne les a jamais reconstituées. Chef du service au moment de l'affaire Greenpeace, le colonel Jean-Claude Lesquer va bientôt mesurer à quel point elles manqueront aux opérationnels engagés contre le *Rainbow Warrior*, par ailleurs trop nombreux, sélectionnés en fonction de critères discutables et munis de couvertures d'une étanchéité douteuse. Un des équipiers du voilier *Ouvéa* poussera de surcroît la maladresse jusqu'à « draguer » la femme d'un policier néo-zélandais ultérieurement chargé de l'enquête...

Essuyé au Liban, un premier échec constitue à cet égard un coup de semonce. En représailles à la mort des 58 soldats français du PC Drakkar le 22 septembre 1983, une opération-éclair du SA aboutit à un fiasco, les Iraniens découvrant avant qu'il n'explose le véhicule piégé destiné à leur ambassade à Beyrouth. Dans la boîte à gants, ils trouvaient un béret de parachutiste français !

Sans doute n'a-t-on pas tiré suffisamment le bilan de ce type d'opérations improvisées. Le 10 juillet 1985, quand le *Rainbow Warrior* s'enfonce dans l'eau du port d'Auckland, la DGSE sera, après le malheureux photographe portugais Fernando Pereira, la principale victime de ce sabotage maladroit. En termes d'image à l'extérieur, de démoralisation interne, de rapports avec le pouvoir politique, elle en subira longtemps les conséquences. Ce sont toujours les trains arrivant en retard qu'on remarque...

LES PATRONS DE LA « PISCINE »

Au début 1994, date à laquelle cet ouvrage se termine, treize directeurs se sont succédé à la tête des services spéciaux français.

LE COLONEL PASSY. André Dewavrin est né en 1911. A Londres, ce polytechnicien devient le légendaire « colonel Passy », chef du BCRA, le service secret du général de Gaulle. De 1944 à 1946, il remplace Jacques Soustelle comme chef de la DGER qu'il réforme de fond en comble pour donner naissance au SDECE. Accusé d'avoir amassé des fonds secrets pour combattre un éventuel coup de force communiste, il doit « pantoufler » dans le civil comme conseiller de la Banque Worms et PDG des établissements Japy frères.

HENRI RIBIÈRE (1897-1956.) Militant SFIO, chef adjoint de cabinet à la présidence du Conseil et au ministère de l'Intérieur sous le Front populaire. Dès 1941, organise la Résistance dans l'Allier, participe à la création du Parti socialiste clandestin et à la fondation du mouvement Libération-Nord. Membre du Conseil national de la Résistance. Directeur général du SDECE de février 1946 à janvier 1951. Meurt dans un accident de voiture.

PIERRE BOURSICOT. Né en 1899. Contrôleur des contributions indirectes de 1922 à 1944. Au sortir de la Résistance, commissaire de la République à Limoges. En 1946, directeur de la Sûreté nationale. Dirige le SDECE de janvier 1951 à septembre 1957 avant de devenir président de l'aéroport de Paris. Décède le 17 septembre 1986 après avoir brûlé toutes ses archives SDECE.

PAUL GROSSIN. Né en 1901 à Oran, cet officier organise en Algérie un réseau du mouvement de Résistance Combat. Dès 1947, responsable de la maison militaire du président Auriol, il assure les liaisons avec le SDECE. 1956-1957 : commandant de la 9e Région militaire à Marseille, chargé de mission auprès de Guy Mollet. En septembre 1957, les gouvernants socialistes (dont il partage les opinions politiques et l'obédience franc-maçonne) lui confient la mission de réformer le SDECE pour en faire un outil offensif sur le front de la guerre d'Algérie, son pays natal. En 1958, de Gaulle le maintient à la tête du SDECE. Mais, trois ans plus tard, Grossin refusera d'engager le service dans la lutte anti-OAS, ce qui évitera l'implosion d'une maison déchirée par le drame algérien.
En février 1962, Grossin quitte la Piscine dont il a fait un service de renseignement moderne avant de devenir administrateur de sociétés puis de mourir le 24 janvier 1990.

PAUL JACQUIER. Né en 1910, cet officier de l'armée de l'Air, compagnon de la Libération et gaulliste inconditionnel, fait carrière après-guerre en Afrique du Nord. Directeur général du SDECE de 1962 à 1966. Limogé à la suite de l'affaire Ben Barka. Par la suite, directeur délégué d'une société en Nouvelle-Calédonie.

EUGÈNE GUIBAUD. Né en 1909. Début de carrière avant-guerre comme officier méhariste. 1953-1955 : au 2e Bureau à Saigon. Guibaud prend la direction du SDECE au lendemain de l'Affaire Ben Barka (1966-1970). Mais la Piscine est de nouveau secouée par plusieurs scandales (affaires Delouette et Marcovic) qui le contraignent à passer la main.

ALEXANDRE DE MARENCHES. Né en 1921, attaché à l'état-major du maréchal Juin pendant la campagne d'Italie et après. Appelé à réorganiser le SDECE en 1970 par Georges Pompidou, il demeure à sa tête jusqu'à l'élection de François Mitterrand, puis se retire volontairement en 1981 par hostilité à la présence de ministres communistes.

PIERRE MARION. Né en 1921. Polytechnicien. Attaché à la direction d'Air France puis représentant de la SNIAS aux USA. 1981-1982 : directeur général du SDECE qu'il est chargé de réorganiser et qu'il rebaptise Direction générale de la Sécurité extérieure.

PIERRE LACOSTE. Ce marin est né le 23 janvier 1924 à Paris. Il s'initie au renseignement dans la Résistance. S'évade de France en 1943, est interné en Espagne puis rejoint Casablanca. 1947 : l'enseigne de vaisseau Lacoste sert en Indochine. En 1955, adjoint au chef de la division « transmission, écoutes radar » de l'état-major de la Marine. 1969 : membre du Centre de prospective et d'évaluation (CEP) des armées. 1978-1980 : chef du cabinet militaire de Raymond Barre. Directeur de la DGSE du 10 novembre 1982 jusqu'à l'automne 1985. Son nom restera malheureusement attaché à l'affaire Greenpeace, alors qu'il a par ailleurs amorcé un processus de modernisation (notamment dans le domaine de l'informatique et des transmissions), une politique plus ouverte de relations avec le personnel, et mené sans bavures des opérations méconnues du grand public au Cambodge ou en Afghanistan.

RENÉ IMBOT. Nommé le 20 septembre 1985, le général Imbot s'illustre par son discours télévisé sur la nécessité de « couper les branches pourries » après l'affaire Greenpeace. Né le 17 mars 1925 à Roussillon. Ancien du prytanée militaire de La Flèche, il gagne un maquis FTP de l'Allier puis s'engage à la 1re Armée française. Après Saint-Cyr, on le retrouve dans diverses unités en Afrique du Nord. Révélons qu'il se frotte alors au renseignement à la 26e Division de Fès en 1957 où il opère sous couvert du Service historique de l'Armée. L'année suivante, il suit les cours de l'École de guerre américaine de Fort Leavenworth. Patron de la Direction des personnels militaires de l'armée de Terre en 1980 puis chef d'état-major de l'armée de Terre en 1983.
C'est lorsqu'il dirige la Piscine que son fils Thierry Imbot devient chef de poste de la DGSE à Pékin, où il développe d'amicales relations avec les Chinois, notamment l'as du contre-espionnage Zhu Entao. Ce dernier est déclaré *persona non grata* aux USA en 1990, au moment où Thierry Imbot prend justement le poste de Washington de la DGSE en remplacement du général Marc Weyders — lequel est officiellement 2e conseiller — mort en service.

FRANÇOIS MERMET. Né le 21 mars 1933 à Chambéry. En 1955, ce pilote de chasse est attaché à l'escadrille Limousin de Lahr en Allemagne (une base qu'utilise le SDECE pour ses parachutages au-delà du rideau de fer à l'époque de l'opération MINOS) puis devient, en 1965, chef de cabinet du général commandant les forces aériennes stratégiques.
Attaché Air dans l'état-major particulier du président de la République. En juillet 1985, au moment où débute l'affaire Greenpeace, l'amiral Henri Fages, directeur des centres d'expérimentation nucléaire (DIRCEN) en Polynésie, l'instigateur de l'affaire Greenpeace, est remplacé par le général Mermet.
Ce dernier est nommé directeur général de la DGSE le 2 décembre 1987, à la suite de longs palabres entre l'Élysée et Matignon en pleine cohabitation (Mitterrand-Chirac). Il accentue la modernisation des moyens techniques de la Piscine. Versé parmi les cadres de réserve, dirige la Société française de stratégie et de conseil (STRATCO) avec le général Pichot-Duclos, ancien chef de l'École du renseignement.

CLAUDE SILBERZAHN. Né à Mulhouse en 1935. Breveté de l'École nationale de la France d'Outre-mer. Administrateur civil puis commissaire de la République dans divers territoires d'outre-mer ; préfet et conseiller auprès du Premier ministre Laurent Fabius (1984-1985).
En mars 1989, patron de la DGSE. En août 1990, Michel Rocard, alors Premier ministre, rend visite à la DGSE. Affichant sa confiance à Claude Silberzahn, il promet au personnel que « le gouvernement apportera à la DGSE les moyens nécessaires » pour conduire à son terme l'effort d'adaptation et de modernisation entrepris dans le domaine du renseignement.
Le préfet Silberzahn doit en effet gérer la reconversion de la DGSE au moment de l'implosion du bloc soviétique et de l'apparition de nouvelles menaces liées à la prolifération d'armes non conven-

tionnelles, au développement de l'action des mafias et des narco-trafiquants, de la déferlante de l'islamisme et de la nouvelle guerre secrète économique. Après avoir alerté les dirigeants politiques sur les crises à venir dans le Golfe et en Yougoslavie, il doit repréciser les missions du renseignement français à l'orée de l'an 2000. Victime de la nouvelle cohabitation, Silberzahn quitte la Piscine en mai 1993 et entre au Conseil d'État quatre mois plus tard.

JACQUES DEWATRE. Nommé par le Conseil des ministres du 2 juin 1993, ce préfet, plus « cohabitationniste » que son prédécesseur, a été choisi par le gouvernement Balladur de préférence à Bernard Gérard (ancien patron de la DST).
Il prend la direction de la Piscine sans y introduire sa propre équipe. L'une de ses missions consistera à transférer la centrale du boulevard Mortier au fort de Noisy-le-Sec où se trouvent déjà le Service Action et les Archives.
Né en 1936, ce préfet a fait ses armes au 11e Choc pendant la guerre d'Algérie. Il est resté dans l'armée jusqu'en 1974. Ami de Jean-Pierre Cot, il a appartenu au cabinet de l'ancien ministre socialiste de la Coopération. Beau-frère du chef d'état-major des armées, l'amiral Lanxade, c'est un titulaire à la tête de la DGSE dans l'esprit de la cohabitation amorcée au printemps 1993 entre l'Élysée et Matignon.

MIT, le service secret turc

« Bonne année, Siegfried ! »

Siegfried Wielpütz, trente ans, attaché au consulat d'Allemagne fédérale à Paris, n'a pas le temps de répliquer à celui qui l'interpelle aussi familièrement, ce lundi 4 janvier 1988. Le diplomate se débat contre la mort, se traînant misérablement sur la passerelle qui enjambe la Seine, de l'avenue de New York au quai Branly. Une balle de 9 mm vient de lui perforer le cœur.

« Ils m'ont tiré dessus », râle le malheureux. Ce seront ses dernières paroles. Transporté au Val-de-Grâce, Siegfried Wielpütz y succombe deux heures plus tard.

Cet officier du BND est-il une victime de la lutte sourde que se livrent les services de son pays, leurs alliés turcs et le Parte Krikarane Kurdistan (PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan) ? Les milieux bien informés savent que le PKK a de bonnes raisons d'en vouloir à l'Allemagne fédérale. En 1987, les commandos d'élite GSG 9 du capitaine Anselm Wegold ont entraîné les unités de choc antikurdes du gouvernement turc et, à l'été 1988, les policiers du BKA (Bundeskriminalamt) ont arrêté à Cologne l'un des animateurs de son Comité central, la jeune Meral Kidir, vingt-huit ans.

Le service secret turc MIT n'incrimine pourtant pas de manière formelle ses ennemis du PKK. Sans doute a-t-il ses raisons, puisées dans l'expérience d'une organisation ancienne mais très mal connue, qui a considérablement évolué après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

A cette époque, le Directeur du renseignement national (Milli Amale

Hizmet) a été réorganisé en quatre sections : Espionnage, Contre-espionnage, Propagande, Technique et Logistique. Il a simultanément conclu avec le MI 6 anglais une étroite alliance antisoviétique. A ce titre, Jack Whittal va reprendre, au début des années 50, les fonctions de chef de station à Ankara qu'il occupait déjà avant-guerre.

Comme dans bien d'autres régions du monde, les « cousins américains » prennent toutefois le dessus assez vite, notamment avec le transfert de l'Alliance du Centre (CENTO) de Bagdad à Ankara. Ils ne sont pas seuls sur le terrain. Un accord de coopération est signé fin 1958 avec le Mossad israélien et la SAVAK iranienne. Reprenant une vieille tradition de coopération avec les services allemands (tome 1, p. 190), les Turcs auront également recours au BND, qui les aidera à organiser leurs systèmes d'écoute des émissions en provenance de l'URSS.

Cette diversification des alliances se développe au cours des années 50, où les démocrates sont pour la première fois au pouvoir sous Adnan Menderes. Mais, en 1960, le chef d'état-major des forces terrestres, le général Gürsel, prend le pouvoir. Cinq ans plus tard, le Parti de la Justice de Suleiman Demirel lui succède. Sous son égide le MAH se transforme ; il change de sigle en 1965 et devient le MIT (Milli Istihbarat Teskilati, autrement dit Organisation nationale de renseignement).

Ce nouveau service apparaît comme largement infiltré par diverses organisations de type fasciste se réclamant le plus souvent du « kémalisme ». Il reçoit les conseils de l'importante base CIA de l'ambassade américaine du 110, boulevard Ataturk que dirigent George Chritton Jr et Allan Brown en accord avec Francis McCracken Fisher (chargé de liaison CENTO) et Diana Smith (au consulat US d'Ankara). De cette époque date d'ailleurs l'introduction d'une antenne CIA à l'intérieur même du MIT.

En mars 1971, se crée un « gouvernement au-dessus des partis » composé de militaires. Plus question de soigner les apparences : l'armée est au pouvoir. Cela ne gêne pas la CIA. Dès juillet, son patron, Richard Helms, se rend à Ankara pour intensifier la collaboration entre le MIT nouvelle formule et l'Agence.

Le cycle infernal de la violence est lancé pour vingt ans. En mars 1971, un groupe de guérilla d'extrême gauche, le Front de libération du peuple turc (THKC), kidnappe quatre Américains de la station NSA de Belbasi, près d'Ankara. Les ingénieurs US seront libérés et les preneurs d'otage pendus à l'issue d'une gigantesque chasse à l'homme (cet épisode inspirera à l'écrivain français Jean-Patrick Manchette son roman *Nada*). Le 17 mai, scénario similaire à Istambul où le consul israélien, Ephraim Elrom, présenté comme un membre du Mossad, est également enlevé par le THKC.

Aussi étroite soit-elle, la collaboration CIA-MIT ne va toutefois pas sans anicroches. En 1975, les USA cessent par exemple toute coopération en matière de renseignement pour protester contre l'invasion de Chypre par les Turcs l'année précédente.

Un nouveau coup de force marque une intervention plus marquée de l'armée sous le gouvernement de Bulen Ecevit. Le sous-secrétaire d'État chargé de diriger le MIT est alors un général à la retraite, Adnan Ersoz.

Ancien attaché militaire à Washington, il a à cœur de réchauffer les relations avec l'Oncle Sam, de sorte que les quatre bases d'interception NSA fermées depuis 1975 (Simop sur la mer Noire ; Diyarbakir à l'Est, sur la frontière soviétique ; Belbasi ; Kargaburum, près de la mer de Marmara) sont rouvertes.

Cette réconciliation n'empêche pas les Turcs de souligner leur indépendance de façon spectaculaire : le 9 avril 1979, s'ouvre le procès d'un ancien directeur du MIT soupçonné d'espionnage au profit de la CIA, Sabahattin Savasman, qui sera condamné à dix-sept ans de prison.

Ce n'est pas un hasard si, à la même époque, on renouvelle l'accord de coopération Trident avec Israël. Initié en décembre 1958, il prévoyait un « mariage à trois » avec les Iraniens. Mais du côté de la SAVAK du shah, rien ne va plus : à l'été 1978, le MIT l'accuse d'attiser les options séparatistes des « ethnies de l'Anatolie de l'Est ».

Par contre, le MIT bénéficie de diverses aides européennes dans la lutte contre le terrorisme. Les Britanniques envoient des spécialistes de la Special Branch. Parlant turc, ils sont dirigés par le contrôleur général Lawrence Byford. Sur un autre registre, les techniciens du BND aident depuis 1978 le MIT à organiser son système informatique. C'est le propre fils du maréchal Kesselring qui, ces années-là, assurera d'ailleurs la direction du BND à Ankara.

Le 12 septembre 1980, le général Adnan Ersoz aide le général Kenan Evren à réussir un coup d'État plus ouvertement militaire encore. Se dessinent les contours d'un gigantesque organisme sécuritaire dont le MIT, avec ses 4 000 agents, n'est qu'un axe prioritaire, notamment pour le renseignement extérieur sur les communautés turques exilées et les mouvements nationalistes arméniens (ASALA, notamment, qui s'en prend aux diplomates et aux agents secrets turcs) et kurdes.

Les relations sont excellentes avec un nouveau venu, James A. Higham, premier secrétaire à l'ambassade américaine d'Ankara que les milieux bien informés de la capitale turque considèrent comme le chef de station de la CIA, successeur de James H. Kenney. Spécialiste des problèmes économiques, Higham a occupé autrefois des postes importants, notamment en Iran de 1976 à 1978.

En sens inverse, les pays traditionnellement hostiles n'échappent pas à la vigilance des Turcs. En 1982, un officier du consulat grec d'Izmir, Georges Diamantis, est ainsi expulsé pour « espionnage militaire ».

Depuis le coup d'État, le Conseil national de sécurité, dirigé par le général Haydar Saltik, assure la coordination de la répression interne. Outre le renseignement militaire et le MIT, s'est constitué autour du secrétaire général de la présidence, le général Sedat Güneralp, un nouveau service secret dépendant directement du général Evren. On compte sur lui pour surveiller les autres agences de renseignement...

Le MIT au cœur de la répression. En témoigne la mise en place des équipes mixtes « DAL » chargées d'obtenir des informations au moyen de la torture à l'instar de celle de l'école de police Youssef Kahraman. Les techniques employées sont celles dont usent les dictatures d'extrême droite

de type latino-américain. Elles portent l'empreinte de l'aide des États-Unis. Outre les syndicats, les organisations de gauche ou les groupes d'extrême gauche armés, l'important mouvement nationaliste kurde figure parmi les cibles privilégiées du MIT.

Au début des années 90, tandis qu'un assouplissement se fait sentir en Turquie du fait de son adhésion à la communauté européenne et que l'alliance secrète avec Jérusalem est renforcée (des agents du MIT seront autorisés à interroger en Israël des miliciens kurdes libanais prisonniers), le MIT, désormais dirigé par le général Teoman Koman, paie chèrement son rôle de fer de lance de la bataille de l'ombre au service des généraux.

Le 26 septembre 1990, l'organisation d'extrême gauche Dev-Sol assassine son numéro 2, Hiram Abas, récemment admis à la retraite. Le 6 avril 1991, le général Memdouh Ounluturk, ancien chef du centre d'interrogatoires de l'armée, tombe sous les balles tandis qu'un autre commando de Dev-Sol attendra le mois d'octobre pour tuer l'ancien patron du MIT, le général Adnan Ersoz.

La guerre secrète s'intensifie également contre les militants du PKK, qui sont parvenus à se faire connaître au niveau international en alternant guérilla, terrorisme et manifestations spectaculaires. Un défi supplémentaire pour le MIT.

George Bush, de la CIA à la Maison-Blanche

Pas facile de siéger dans le Bureau Ovale après avoir dirigé la CIA. A ce titre, George Bush constitue un cas unique dans les annales américaines. Rien ne semblait préparer ce fils de banquier, né en juin 1924 dans le Massachusetts, à une tâche aussi particulière, sauf peut-être la démonstration d'un réel courage physique face aux Japonais comme pilote de l'US Navy.

Sorti de Yale en 1948, George Bush « émigre » aussitôt au Texas où il fonde cinq ans plus tard sa propre compagnie de forages pétroliers. En 1966, il entre au sénat pour y siéger sur les bancs républicains. S'ensuit une carrière politique sans relief notable, que marque tout de même une nomination prestigieuse en septembre 1974 : chef du bureau de liaison US à Pékin à l'heure où se précise la lune de miel sino-américaine. En novembre 1975, le président Gerald Ford limoge William Colby et désigne son successeur, George Bush.

Placé par Nixon à la tête de la Compagnie en août 1973, Colby incarne aux yeux de l'opinion américaine le discrédit qui s'attache à la communauté du renseignement depuis la défaite du Viêt-nam et le scandale du Watergate. Il doit céder la place à une personnalité moins contestée à l'extérieur comme à l'intérieur de l'Agence, où on l'accuse d'avoir collaboré de trop bon cœur avec les commissions d'enquête parlementaires en divulguant des « secrets de famille ».

Traumatisé par l'assassinat du nouveau chef de station à Athènes, Richard S. Welch, abattu par un groupe gauchiste clandestin, Langley attend de

pied ferme le nouveau venu. Les gens de la CIA espèrent trouver en George Bush un homme à la hauteur. Leur nouveau patron ne l'ignore pas. Lors de son intronisation officielle, le 30 janvier 1976, il trouve d'emblée les mots qui sauront les rassurer : « Je suis déterminé à protéger ces patriotes qui servent leur pays, souvent au péril de leur vie. »

En fait, la tâche est immense. Il s'agit de restaurer la confiance disparue entre l'Agence et la « société civile » tout en prenant les distances nécessaires avec un Congrès trop ostensiblement soucieux de contrôler la communauté du renseignement pour ne pas inquiéter ses dirigeants.

Discrétion, donc. Elle n'est pas facile quand des listes entières de noms d'officiers circulent aux quatre coins du monde. Mais Bush ne manque pas d'esprit d'initiative. En accord avec Colby, il rédige en février 1976 le décret présidentiel 11-905 qui, revêtu de la signature de Gerald Ford, constitue une première ébauche de charte de la communauté US du renseignement.

Dans le même temps, le nouveau Director of Central Intelligence lance une campagne de charme intensive auprès des médias américains, parvenant à les convaincre de sa bonne volonté et de son désir de limiter au strict minimum les opérations clandestines.

Partant du même principe d'apaisement, George Bush évite d'engager Langley dans la polémique qui divise la communauté américaine du renseignement à propos des risques présentés par le bombardier soviétique Tupolev Tu-26. Tels Carl Duckett (directeur adjoint pour les problèmes scientifiques et techniques) ou Maurice Ernst (chef du bureau des recherches économiques), plusieurs cadres de la CIA lui reprocheront de manière acerbe cette « pusillanimité ».

Ce n'est pas l'avis majoritaire à Langley. Nombre d'autres cadres de l'Agence estiment au contraire positive l'action du DCI. « George Bush a été confronté avec un problème de gestion grave. Il l'a résolu avec maestria », déclarera ainsi l'amiral Daniel J. Murphy, directeur adjoint chargé des liaisons avec les autres services et futur chef du cabinet du vice-président.

Murphy n'est que l'élément le plus visible du « clan Bush », ce groupe lié à la communauté US du renseignement qui va se former autour du futur président pendant et après son séjour à Langley : E. Henry Knoche (un temps l'adjoint du successeur de Bush, Stansfield Turner) ; Jennifer A. Fitzgerald (assistante de Bush à Pékin puis sa secrétaire personnelle) ; Sam V. Wilson (ex-directeur de la DIA) ; Harold A. Aaron (ex-directeur adjoint de la DIA) ; Robert Gambino (responsable CIA des questions de sécurité) ; Richard Stilwell (opérations clandestines en Asie) ; John Thomas (opérations clandestines dans la péninsule Ibérique) ; Richard Kerr (directeur adjoint de la CIA en février 1989) voire l'influent Ray S. Cline. S'y ajoute également Donald Gregg, spécialiste Action en Asie jusqu'en 1975 puis conseiller de George Bush. Gregg que la presse US situera après l'Irangate au cœur d'une embarrassante affaire de fournitures d'armes aux « Contras » nicaraguayens.

Bien sûr, le tableau n'est pas toujours aussi immaculé puisque l'Agence continue de mener des opérations clandestines. Au Panama, c'est sous le règne de George Bush qu'elle s'engage à fond derrière Noriega — d'où les sueurs froides des proches du président américain au moment du procès de

l'ex-directeur. Un des artisans dans l'ombre du coup d'État qui a porté dès 1968 le général Omar Torrijos au pouvoir, Manuel Noriega était pourtant considéré dès 1971 comme proche de certains trafiquants de drogue par Stanley R. Burnett, le chef de station de la Compagnie à Panama. Ce qui ne l'empêche pas de prendre dès 1976 le commandement de l'Inteligencia Militar (G-2), le service de renseignement de la Garde nationale de la République de Panama.

Après la victoire du marxisant MPLA dans la guerre civile angolaise et l'échec des opérations clandestines condamnées en décembre 1975 par le Congrès, c'est encore la CIA de Bush qui va poursuivre l'action. Représentée à Kinshasa par le chef de station Stuart E. Mehven, elle continue d'épauler financièrement Mobutu, que le SDECE d'Alexandre de Marenches appuie au plan opérationnel (p. 267). S'ensuivront d'ailleurs de bonnes relations personnelles Mobutu-Bush.

Nous avons choisi de révéler ici une opération clandestine encore moins connue de la CIA sous Bush : l'Éthiopie. Dès 1975, une guerre civile y oppose les maoïstes du PRPE (Parti révolutionnaire du peuple éthiopien) aux militaires du DERG, le comité révolutionnaire provisoire qui a renversé le Négus Hailé Sélassié et qu'anime le major Mengistu Hailé Mariam.

A partir de 1976, à Addis-Abeba, c'est en accord avec les services du DERG que la CIA coordonne un vaste programme de liquidation physique des cadres du PRPE conçu sur le modèle de l'opération PHENIX au Viêt-nam. Un des rares militants du PRPE rescapés du carnage nous l'a décrit plus tard en ces termes : « Les nôtres tombaient comme des mouches sous les coups des hommes de main du DERG. Enlevés, on les torturait à mort. On retrouvait leurs cadavres mutilés, souvent porteurs de messages menaçants. »

Le bilan de cette effroyable tuerie n'apparaîtra au grand jour qu'après le départ de Bush : des morts par centaines pour maintenir Mengistu au pouvoir, lequel se retournera aussitôt après vers les Soviétiques dont il deviendra un allié fidèle !

Le 20 janvier 1977, George Bush quitte la direction de la CIA. « Hank » Knocke assure la transition. Le 9 mars 1977, il est officiellement remplacé par l'amiral Stansfield Turner, l'homme du président Carter.

Dès son arrivée à la Maison-Blanche, en janvier 1989, le président Bush continuera à manifester son intérêt pour les services. On le verra lire les rapports des agences de renseignement avant de recevoir, vers 8 h 30 chaque matin, un représentant qualifié de l'Agence. Un indice supplémentaire de ce goût prononcé de l'ancien chef de la CIA pour les affaires internationales (renversement de son ancien protégé Noriega, guerre du Golfe, projet de « nouvel ordre » entre les nations) qui lui coûtera son poste face à Bill Clinton quand un nouveau vent d'isolationnisme parcourra les États-Unis.

DEUX CONCEPTIONS DE LA CIA SOUS LA PRÉSIDENCE DE BUSH

William Webster, « Monsieur Propre » (mars 1987-mai 1991).

Né à Saint Louis en 1924, l'année où le légendaire J. Edgar Hoover prit la direction du FBI, avocat puis juge, William Hedgcok Webster présente un cursus relativement classique de haut magistrat américain. Ce qui l'amène à succéder en 1978 à Clarence M. Kelley, lui-même le successeur de J. Edgar Hoover depuis 1972.

Webster fait merveille à la tête des G-Men. Après quarante-sept années de règne hoovérien et six années de transition sans rupture, ce fonctionnaire courtois s'attachera à moraliser le service au point d'hériter du surnom de « Monsieur Propre ». Par exemple quand il permet à l'écrivain français Romain Gary de consulter les documents qui montrent comment le FBI a poussé au suicide sa femme, l'actrice Jean Seberg, en raison de ses sympathies pour les Black Panthers, les révolutionnaires noirs américains.

Quand Ronald Reagan doit écarter Robert Gates de la CIA (cf. plus bas), il songe d'abord à l'ex-sénateur du Texas John G. Tower. Mais son choix s'arrête finalement sur « Monsieur Propre ». Après les turbulences de l'Irangate, la Compagnie a besoin d'un souffle purificateur. Avis partagé par la commission sénatoriale du renseignement qui approuve à l'unanimité la nomination du juge. De six ans son cadet, Williams S. Sessions le remplacera à la direction du FBI.

Après une enquête approfondie, Webster se contente de sanctionner les dirigeants les plus compromis tels Duane R. Clarridge (responsable des affaires latino-américaines, puis de la division Europe et des opérations clandestines) ou Thomas Castillo alias Joe Fernandez, l'ancien chef de poste au Costa Rica. On écarte en douceur le spécialiste des affaires latino-américaines Alan Friers. Quant à Clair Elroy George, célèbre au sein de la Compagnie pour avoir succédé en son temps à Richard Welch au dangereux poste d'Athènes, il prendra opportunément sa retraite à la fin 1987 pour être remplacé par un spécialiste de l'URSS, Richard Stolz.

A son arrivée à la Maison-Blanche, George Bush évite de s'en prendre à « Monsieur Propre ». Mais, quand l'efficacité de la CIA se voit contestée par la presse lors de l'opération anti-Noriega de 1990 puis au moment de la guerre du Golfe, le président américain préfère oublier les excellentes analyses fournies par Webster à propos de l'URSS pour lui substituer Robert Gates, plus jeune et d'un tempérament plus proche du sien. Pour autant, « Monsieur Propre » n'a pas perdu son estime : au printemps 1992, c'est Bill Webster que George Bush choisit pour prendre la tête de la commission d'enquête sur les émeutes de Los Angeles.

Robert Gates, le « Cold Warrior ».

Né en 1944 à Wichita (Kansas), Robert M. Gates a étudié l'histoire puis obtenu un doctorat en soviétologie, ce qui lui a donné l'occasion d'apprendre le russe, une langue qu'il maîtrise fort bien.

En 1966, Gates entre à la CIA comme analyste, et c'est au sein de la Compagnie qu'il va effectuer toute sa carrière. Il se spécialise dans les problèmes du désarmement puis devient au fil des ans le principal responsable des affaires soviétiques de l'Agence. Bien qu'il n'ait pratiquement jamais agi sur le terrain, cet homme féru de secret s'avère aussi un partisan des opérations clandestines.

Professionnel reconnu, anticommuniste favorable aux méthodes dures, il n'en faut pas plus pour que Bill Casey le choisisse comme secrétaire particulier. En avril 1986, Gates succède à « Smiling » John N. McMahon, directeur adjoint démissionnaire.

Numéro 2 à Langley, et bientôt numéro 1 puisque Casey, agonisant, démissionne en février 1987, Gates prend sa place avec l'accord du président Reagan, qui apprécie les analyses de ce soviétologue intransigeant. Les relations avec le Congrès, la presse et l'opinion publique sont plus difficiles. On lui reproche d'avoir fermé les yeux au moment de l'Irangate sur les activités du colonel Oliver North et de Bill Casey, son propre patron. Du coup, Ronald Reagan se voit contraint de le démettre et, le 3 mars, annonce la nomination de William Webster (cf. plus haut), le patron du FBI.

Signe d'une confiance présidentielle maintenue, Gates retourne servir au Conseil national de sécurité où il a déjà travaillé sous administration démocrate au temps de Ford et de Carter. Il en profite pour renforcer ses liens avec le vice-président Bush, ne cachant pas ses réticences envers la perestroïka et Mikhaïl Gorbatchev.

L'heure de sa seconde chance sonne en mai 1991, quand Webster démissionne. Après une semaine d'attente — le président songe aussi à son ami James R. Lilley, spécialiste des affaires chinoises —, George Bush le désigne comme le nouveau patron de la CIA. Mais, dès septembre, Gates doit subir un deuxième examen de passage devant la commission d'enquête sénatoriale. Malgré les attaques du sénateur démocrate Daniel Moynihan à propos des estimations « complètement fausses » de la CIA sur l'URSS (le putsch d'août 1991 à Moscou vient d'échouer), il sera confirmé à son poste en octobre. Son adjoint est nommé en janvier 1992 : l'amiral William Studeman, directeur de la National Security Agency (interceptions électroniques) depuis mai 1988 en remplacement du général William Odom.

Contrairement à la coutume, Gates donnera sa démission dès l'élection de Bill Clinton à la Maison-Blanche, soit deux mois avant la fin du mandat de Bush. Parce qu'il se sait impopulaire aux yeux de nombreux analystes de la CIA en raison de son tempérament autoritaire ? D'autres diront que le DCI a préféré prendre la tangente compte tenu de l'implication de son service dans l'Irakgate, ce scandale de fournitures d'armes à l'Irak qui commençait tout juste à se dévoiler à ce moment. Il sera remplacé par James Woolsey, le directeur du renseignement central choisi par Bill Clinton.

John Major remanie ses services

Heureuse surprise au MI 5 après l'effondrement du rideau de fer : avec la nomination à sa tête d'une femme, Stella Rimington, le nouveau Premier ministre John Major décide d'en faire une sorte de FBI à l'anglaise. Les membres de la Special Branch, des Renseignements généraux et de la brigade antiterroriste de Scotland Yard devront désormais travailler sous sa tutelle.

Résultat de cette crise de croissance : le contre-espionnage abandonne son building de six étages à Curzon Street pour un immeuble ultramoderne du côté de Lambeth Bridge.

Dans ses grandes lignes, l'organisation des 2 000 fonctionnaires du service, dont presque 50% de femmes, reste néanmoins la même.

La Section A s'occupe toujours du travail sur le terrain et des « coups tordus ». Personnage excentrique et mélomane averti, Royd Barker assure la direction des opérations techniques : casses et cambriolages, équipes de surveillance mobiles et statiques, surnommés The Watchers.

Ce secteur transcrit également les comptes rendus d'écoutes téléphoniques et assure des liaisons constantes avec la très puissante agence d'interception de communications électriques et électroniques GCHQ (Government Communications Headquarters). Mais la presse anglaise sera plus particulièrement choquée par le fait que la Section A bénéficie d'un accès direct aux données confidentielles de tous les ministères, à commencer par les fichiers de la Sécurité sociale.

La Section C réalise quant à elle un travail de sensibilisation des entreprises et des administrations sur l'espionnage économique. Comme leurs homologues français de la DST, ses agents luttent contre le pillage technologique tous azimuts, y compris celui auquel procèdent les services alliés.

Avec les célèbres commandos SAS (Special Air Services), la Section C organise aussi des exercices de lutte contre le sabotage et la protection des bâtiments et des personnes. Un attentat commis par l'IRA en janvier 1991 contre le gouvernement Major, en plein cœur de Londres, met naturellement ces fonctionnaires sur les dents.

La Section F, en charge de la « subversion politique », a été ébranlée en 1984 lorsqu'on a découvert une taupe soviétique en son sein. Son chef de l'époque, David Ransom, a alors dû démissionner, cédant la place à deux futurs directeurs généraux, Patrick Walker puis Stella Rimington.

Elle se décompose en secteurs très pointus : F1 (surveillance et infiltration du PC) ; F2 (espionnage des syndicats, un temps dirigé par Stella Rimington) ; F3 (antiterrorisme, surtout moyen-oriental, et collaboration avec la DST française) ; F4 (infiltration des partis politiques traditionnels). Gros morceau, le secteur F5 combat l'IRA. Stella Rimington y fait ses premières armes, lors d'un séjour à Belfast. Depuis la fin des années 70, c'est en effet un responsable du MI 5 qui coordonne l'ensemble du renseignement en Irlande du Nord. F6 introduit des agents dans les syndicats ou y recrute des indicateurs. F7 se charge des partis politiques de gauche et de droite.

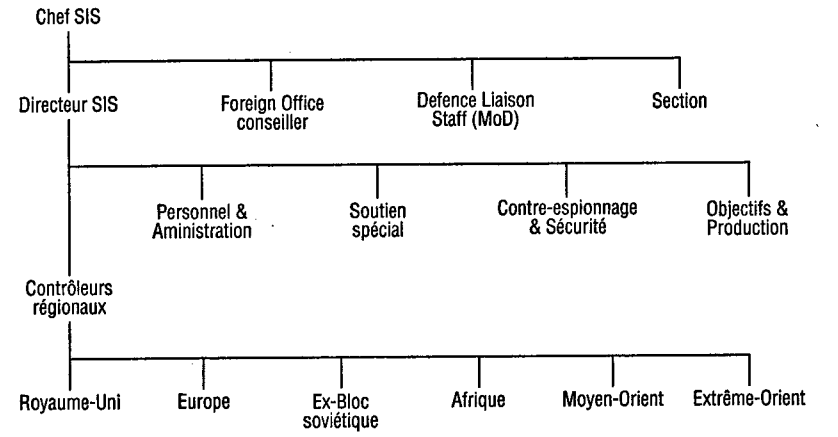
La sous-section FX, que dirige un diplômé de Cambridge, Tony Crasswel-ler, s'occupe particulièrement des Sections F4 et F6, autrement dit de l'infiltration en profondeur. Chargée du contre-espionnage proprement dit, la Section K connaît, elle, de profondes modifications. C'est particulièrement vrai de K4 (section antisoviétique), de K5 (reste du bloc de l'Est), de K7 (sécurité interne contre les taupes) ou de K9 (transfuges).

Outre les sections administratives, deux services effectuent des liaisons constantes avec l'autre grande agence de renseignement, le MI 6 ou SIS. La section S du MI 5 partage d'ailleurs avec ce dernier un grand dispositif informatique (Joint Computer Bureau) tandis qu'au 140 Gower Street, près de la station de métro d'Euston Square, s'active un « poste commun » MI 5/MI 6 axé sur les connexions étrangères de certaines enquêtes.

Dans le reste du pays, neuf bureaux du MI 5 collaborent avec les unités régionales de la Special Branch, équivalent de nos Renseignements généraux.

En 1991, Sir Chris Curwen, coordinateur du renseignement, avait fortement déconseillé à M. Major que le MI 5 prenne la tête de la lutte anti-IRA. Il faut dire que Curwen a été le directeur de l'agence rivale, le

MI 6
OU SECRET INTELLIGENCE SERVICE (SIS)
DANS LES ANNÉES 90



MI 6, de 1985 à 1989. Pour contrebalancer ce déséquilibre, Major choisit comme successeur auprès de lui Gerald Warner, spécialiste de l'Extrême-Orient et ancien directeur adjoint du MI 6.

Pendant ce temps, Sir Colin McColl, la tête du MI 6, se trouve dans une situation originale. Pour la première fois dans l'histoire du MI 6, le nom du « C », le chef du service, est révélé publiquement par le Premier ministre, en plein Parlement de surcroît. Du coup, l'existence même du MI 6 — la DGSE anglaise — est reconnue, son budget indiqué de façon officielle.

Certains secteurs sont modifiés de fond en comble. Dégraissage relatif en Afrique. Réorganisation en Europe de l'Est où de nouvelles stations sont implantées dans les Pays baltes, comme avant la Seconde Guerre mondiale. Redéploiement en Asie où l'important poste de Hongkong disparaîtra en 1997 au profit de celui du sultanat de Brunei. Réduction de 3 000 à 5 000 fonctionnaires à plein temps qui restent toutefois en réserve même si certains spécialistes continentaux leur reprochent une tendance accentuée à « coller » à la CIA (les gens du MI 5 jouent la « carte européenne » beaucoup plus franchement).

Dans la nouvelle guerre secrète économique et technologique, ces orientations pèsent lourd. Ce sont les excellents résultats obtenus pendant la guerre du Golfe qui ont incité Major à proroger jusqu'en 1995 à la tête du MI 6 Sir McColl, qui avait pourtant atteint la limite d'âge.

Une autre raison de cette confiance n'apparaîtra qu'à l'automne 1993. C'est que le MI 6 accompagne fidèlement Downing Street dans son tournant politique sur la question d'Irlande. Les Britanniques qui entretiennent avec l'IRA des contacts secrets en vue d'une solution négociée appartiennent au MI 6.

Autre innovation de Colin McColl : l'apparition d'un nouveau romancier dans « le Cirque ».

Alan Judd, c'est le nom de plume d'un auteur de romans d'espionnage qui devrait faire une belle carrière. Son roman *Tango*, publié en 1989, narre par le détail le petit monde de l'espionnage britannique en racontant les aventures d'un agent du Special Information Service (SIS).

Lors de la sortie du livre, la presse se demande s'il ne risque pas de découvrir certains secrets gênants pour le MI 6. Le *Daily Telegraph* signale à juste titre que ce « romancier d'espionnage était anciennement attaché au Foreign Office où ses activités n'étaient pas incompatibles avec celle d'un espion ».

« Un certain nombre de gens connaissent mon vrai nom, mais il n'a jamais été imprimé... », avoue l'intéressé dans une interview au *Guardian*. Tout juste saura-t-on qu'il a quarante-cinq ans, qu'il est marié, toujours fonctionnaire, et qu'en 1971, en service pour l'armée en Irlande du Nord, son bureau a été plastiqué.

Plusieurs sources nous ont confirmé que Judd a opéré en 1980 en Afrique du Sud pour le compte du MI 6 avant de travailler à la Centrale et d'obtenir un congé sabbatique pour écrire ses romans et convoler en justes noces.

Un portrait qui ressemble furieusement à celui d'Alan Petty, né en 1946, consul à Johannesburg en 1980 et aujourd'hui officiellement Premier secrétaire au Foreign Office. En 1988, il a en effet pris un congé de deux ans et s'est marié avec une femme dont le prénom est Judith, d'où probablement le pseudonyme « Alan Judd ».

Fait intéressant et que personne n'a relevé chez nos confrères de la presse anglaise : en 1992, McColl a demandé au romancier Judd de devenir une sorte de relais entre sa centrale et les médias quand il s'agit de laisser filtrer certaines informations dans l'intérêt du service.

Autre nouveauté : en mai 1992, John Major a dévoilé la constitution d'un comité interministériel qu'il dirige désormais, le Ministerial Committee on the Intelligence Services (IS). Outre son président, le Premier ministre lui-même, y siègent ceux des Affaires étrangères et de l'Intérieur, le secrétaire à la Défense, le chancelier du duché de Lancaster (dont le rôle traditionnel comme contrôleur du renseignement est ainsi rendu public pour la première fois), celui de l'Échiquier (Finances) ainsi que l'Attorney General (Justice).

Une manière de faire saisir à quel point le style Major se veut différent du style Thatcher. Ce qui concrétise, à l'automne 1993, la nomination d'une autre femme dans les plus hautes sphères du renseignement : Pauline Neville-Jones, cinquante-trois ans, est nommée présidente du comité de coordination du renseignement (Joint Intelligence Committee).

Nommé chef du MI 6 avant la Seconde Guerre mondiale, Sir Stewart Menzies prend sa retraite fin 1951 (vol. 1, p. 356). Lui succèdent :

1952-1956 : SIR JOHN SINCLAIR. Né en 1897, il participe à la guerre de 1914-1918 dans la Navy ce qui lui vaudra le surnom de « Sinbad le Marin ». Pendant la Seconde Guerre mondiale, le major général Sinclair se retrouve directeur adjoint des opérations puis Director of Military Intelligence (1944-1945).
Ainsi entre-t-il sur le tard dans le renseignement. En 1946, il remplace le légendaire Claude Dansey comme directeur adjoint de Stewart Menzies, puis ce dernier en 1952. C'est à Sinclair que le MI 6 doit d'avoir promu Kim Philby d'abord en Turquie, puis aux USA. Après avoir été mis sur la sellette, l'agent soviétique sera réintégré en 1955 au Liban. Le manque de métier est assurément la cause de ces énormes faux pas.
Nouvel échec en avril 1956, lorsqu'on retrouve le cadavre décapité d'un nageur de combat du MI 6. Le légendaire commander Lionel Crabb devait espionner le croiseur *Ordjonikidze*, à bord duquel Khrouchtchev était arrivé en Angleterre pour une visite officielle. Sinbad le Marin doit donner sa démission. Les historiens anglais ne retiennent pas les nombreuses opérations réussies dans le cadre de la guerre froide, alors qu'il était le patron de MI 6. Après avoir pantouflé dans le privé, il décède en 1978.

1956-1968 : SIR DICK WHITE. Tour à tour directeur du MI 5, puis du MI 6, c'est à lui qu'on doit l'identification des taupes russes dans les services secrets anglais.
Né en 1906, Sir Dick entre dans les services en 1936 en Australie. Trilingue (allemand, français, italien), il se spécialise sur les forces de l'Axe. En 1939, le voici directeur adjoint de la Division B du MI 5. En 1945, il participe avec le NKVD aux recherches sur la mort d'Adolf Hitler. Après la fuite des diplomates agents doubles Burgess et MacLean en 1951, il réorganise le MI 5.
Suite au scandale Crabb de 1956, Dick White doit aussi réorganiser le MI 6 dont il prend la tête. Il pousse à son terme l'enquête sur Kim Philby. Au début des années 70, il devient coordinateur du renseignement dans le cabinet du Premier ministre conservateur Edward Heath. A ce titre, il supervise l'expulsion d'une centaine d'agents KGB et GRU en Grande-Bretagne.
Quand il prend sa retraite en 1972, il estime n'avoir pas débusqué toutes les taupes soviétiques infiltrées dans ses services. Aussi, cinq ans plus tard, comme l'historien Andrew Boyle nous l'a révélé, il a reçu l'aide de White pour démasquer Anthony Blunt, conseiller de la Reine et agent russe jusqu'à son « retournement ».
Membre du Garrick Club, retiré dans le West Sussex, Sir Dick est décédé d'un cancer de l'intestin à quatre-vingt-six ans en février 1992.

1968-1973 : SIR JOHN RENNIE. Éduqué au collège de Baillol (Oxford), c'est un diplomate avant tout, plusieurs fois en poste aux USA. Le poste le plus proche du renseignement qui lui ait été donné est celui de directeur de l'Information Research Departement (IRD), chargé de la guerre psychologique en liaison avec le MI 6 (1953-1958). Selon Christopher Dobson et Ronald Payne, *(The Dictionary of Espionage)*, Sir John avait commencé aux USA au début de la guerre en travaillant avec une « firme de publicité, puis pour le Government Information Service à New York qui était chargé de contrer la propagande nazie.
En 1968, le Premier ministre travailliste Harold Wilson, qui se méfie des professionnels du renseignement trop proches à son goût du Parti tory (conservateur), suit le conseil de son coordinateur du renseignement, Lord Wigg, et de son ministre des Affaires étrangères, Michael Stewart, en choisissant un diplomate pur jus, John Rennie. En réalité, c'est son directeur adjoint,

maison », notamment avec la montée en puissance de la guerre d'Irlande.
La chute en 1973 de ce peintre amateur improvisé chef des services secrets est spectaculaire. Le magazine *Stern* publie le 7 février, l'information suivante : un jeune électricien de vingt-cinq ans a été arrêté pour trafic d'héroïne en provenance de Hongkong ; il s'agit de Charles Tatham Oglivy Rennie, fils du chef du MI 6...
Comme le nom de Rennie a été donné à l'étranger, les restrictions habituelles sur la publication de son nom sont levées, mais le patron du MI 6 démissionne en juin 1973. Selon l'écrivain Richard Deacon — proche de Maurice Oldfield —, l'opération montée par un Chinois malais, Yuo On Yao, aurait été téléguidée directement par les services de la Chine rouge dirigés par Kang Sheng. Sir John est décédé en septembre 1981, à l'âge de soixante-sept ans.

1973-1978 : SIR MAURICE OLDFIELD. Deux anecdotes relativisent le rôle de ce grand du renseignement britannique.
La première a été révélée en 1979, dans *Libération*. Roger Faligot y racontait comme Oldfield avait prévenu dès 1949 Kim Philby de l'enquête en cours sur les taupes soviétiques à l'intérieur de l'Intelligence Service.

La deuxième concerne la vie privée de Sir Maurice, puisqu'en 1981, révélant qu'il était homosexuel, nous soulignions le risque que cela avait représenté pour la sécurité du Royaume dans le contexte moral néo-victorien très strict de l'Angleterre. Six ans plus tard, le 23 avril 1987, Mme Thatcher confirmait devant la Chambre des communes que le comportement sexuel de Maurice Oldfield, mort en 1981, avait constitué un « risque virtuel » pour la sécurité du pays. Mais la Dame de Fer notait aussi que Sir Maurice avait contribué « à un certain nombre de succès remarquables dans le domaine du renseignement ».

1978-1981 : SIR DICK FRANKS. Né en 1920, Sir Arthur Temple Franks a été éduqué à Rugby et Oxford. Pendant la guerre il appartient au Special Operations Executive. Après avoir épousé Rachel Ward en 1945, il fait partie de ceux qui passent du SOE au MI 6. En 1952, Franks se retrouve au Caire sous la couverture du British Middle East Office (BMEO dont la présence dans une biographie du *Who's Who* indique l'appartenance aux services). L'année suivante, il participe au renversement du gouvernement Mossadegh en Iran (opération AJAX, p. 32) avec Monty Woodhouse (MI 6) et Kermit Roosevelt (CIA). Après l'échec de l'opération MOUSQUETAIRE (renversement de Nasser et offensive sur Suez) en 1956, Sir Dick devient *controller* du desk Moyen-Orient/Monde arabe et donc directement responsable des opérations antifrançaises en Algérie.
Chef de station du MI 6 à Bonn en 1962 — où figure parmi ses adjoints John Cornwell alias John Le Carré ! —, il rejoint Century House où il sera en 1978 le directeur adjoint de Maurice Oldfield qui le proposera pour lui succéder.

1981-1985 : SIR COLIN FIGURES. Né en 1925, Sir Colin a servi dans le Worcestershire Regiment avant de rejoindre le MI 6 où il est attaché à la Commission de contrôle en Allemagne (CCG) en 1953. Ses postes sont diversifiés : Amman, Varsovie, Vienne (où, en 1969, la station MI 6 identifie la première filière d'armes en direction de l'IRA réorganisée), et il se spécialise dans le contre-espionnage.
Responsable de ce secteur à partir de 1975, il devient directeur du MI 6 en 1981. A ce poste, on lui reprochera de n'avoir informé Margaret Thatcher ni sur l'invasion des Malouines par les Argentins en 1982, ni sur celle de Grenade par Reagan l'année suivante (la liaison CIA/MI 6 n'ayant pas fonctionné dans les deux cas).
Toutefois, on lui doit une des opérations les plus réussies contre le KGB, le passage à l'Ouest d'Oleg Gordievsky dont il a supervisé personnellement le « traitement » depuis son recrutement par le MI 6 en 1966 à Copenhague avec l'aide de Michael Lyngbo, le spécialiste du bloc soviétique au service danois PET (Politiets Efterretningstjeneste).
Au moment où la défection de Gordievsky est rendue publique, le 12 septembre

En novembre 1979, un article signé R. Faligot et C. Chalençon faisait découvrir aux lecteurs de Libération *l'étrange chef du MI 6, Maurice Oldfield.*

L'«ESPION» DE LA REINE

Le 4ème homme est-il l'ancien chef du MI 6 ?

Une chape de plomb est retombée à Londres sur les informations concernant l'affaire Blunt ; les articles de presse rétrécissent comme peau de chagrin en cette fin de semaine.

L'affaire est officiellement close. Il ne fallait pas qu'une enquête mette en évidence que dès 1949, Kim Philby, l'agent russe infiltré au MI 6, a été alerté de la détection de son réseau Mac Lean/Burgess, par l'ancien patron du MI 6, aujourd'hui responsable de la sécurité en Irlande : Sir Maurice Oldfield...

Maurice Oldfield, patron du MI 6 de 1973 à 1978, l'homme qui le premier, dès 1949, prévint Philby que le réseau MacLean était grillé.

4- Bon anniversaire Maurice Oldfield!

Maurice Oldfield, patron du MI 6 jusqu'en 1978, a juste 64 ans. Bon anniversaire !

Mais depuis une semaine, dans son *bunker* de Belfast où il a été nommé *« chef de la coordination du renseignement et de la sécurité »*, le mois dernier, Oldfield est plutôt nerveux. Depuis que Margaret Thatcher a donné le nom du *« 4ème homme »* de l'Affaire Philby, Anthony Blunt, il doit consulter chaque jour avec anxiété les télex concernant cette affaire. D'autant qu'au fil des jours, la presse a émis de sérieux doutes sur le fait que Blunt ait joué un rôle important dans la fuite des agents soviétiques infiltrés dans *l'Intelligence Service*, Guy Burgess, Donald Mac Lean et Kim Philby. Si, comme le proposait le tra-

William Skardon, l'expert en interrogatoires, a fait craquer Anthony Blunt, en avril 1964, dans l'appartement de Maurice Oldfield alors aux USA...

roman de Graham Greene, Le facteur humain, *comme étant Sir Maurice « Boris » Oldfield, l'ancien patron du MI 6 récemment nommé par Mme Thatcher comme le Béria-Djerjinsky en Ulster. » (1)*

OLDFIELD RENCONTRE PHILBY

Maurice Oldfield, contrairement à tant de fonctionnaires des services secrets n'est pas issu de l'*establishment*, mais d'une famille de petits fermiers du Derbyshire, à Over Haddon où il aime à se reposer et à faire du jardinage chez son frère Joe qui a hérité de la ferme familiale. (tél. 2696).

C'est en partant du niveau le plus bas qu'il a gravi du FBI américain, n'a de cesse de le répéter. Mais surtout, en passant à l'Ouest en 1946 un expert du chiffre à l'ambassade russe d'Ottawa, *Igor Gouzenko* livre à la CIA 108 documents (dont une liste d'agents infiltrés dans le MI 6) qui indiquent sans le nommer que le plus important est le chef de la section anti-soviétique (R5) du MI 6 : Kim Philby... Ces renseignements sont transmis au contre-espionnage anglais, le MI 5 de Roger Hollis. On ne peut rien prouver, mais Philby est retiré du R5, et envoyé en Turquie. Mais auparavant, pendant un an, il prépare ses successeurs au R5 : le Brigadier Roberts et son lieutenant qui le remplace bientôt, Maurice Oldfield. Philby le rappelle dans ses mémoires : *« Sinclair (chef MI 6) me dit que mon*

nage —et a eu connaissance des révélations de Gouzenko, trois ans plus tôt, qui accablaient Philby ?

Oldfield ne travaille probablement pas pour le KGB. Alors les autres solutions sont peu nombreuses : ou bien Oldfield a commis une erreur inqualifiable que le MI 5 ne lui pardonnera jamais, ou bien Oldfield en avait reçu l'ordre de son chef, Sir John Sinclair, qui n'aurait pas trouvé d'autre moyen de se débarrasser de la *« taupe russe »*. Procéder à son arrestation et à son procès aurait démoralisé tant le MI 6 que le public. En outre le MI 5 aurait dénoncé les bavures de l'agence rivale. Le dilemme prévaudra jusqu'à ce que Philby s'enfuie — étant à nouveau prévenu — en 1963, alors que l'atmosphère est empoisonnée par le scandale Profumo

gence —. *« On »* c'est avant tout le MI 5 qui ne supporte pas le laxisme du MI 6, et leur allure supérieure.

Aussi l'affaire Blunt qui couvrait le dossier de la incomber au MI 5 — et qui pourrait constituer un tremplin pour remettre sur pied son projet vieux de cinq ans. C'est dans ce climat que la révélation Blunt a éclaté. On sait maintenant

pointe des pieds du MI 6 et devient coordinateur du renseignement au cabinet de Margaret Thatcher. Ses liens particuliers avec un très haut responsable de la DST avec qui son épouse Pam et lui passent leurs vacances dans le Centre de la France au début des années 80 explique en grande partie l'affaire Farewell.

1985-1989 : SIR CHRISTOPHER CURWEN. En 1982, dans *Les Services spéciaux de Sa Majesté*, Roger Faligot livrait au public la biographie parfaitement inconnue d'un haut responsable du MI 6, envisageant une grande carrière en ces termes :
« Un coup d'œil rapide à sa biographie permettait de révéler que cet homme de cinquante-deux ans avait étudié à Cambridge, puis avait été, à la fin des années 40, lieutenant au 4e Hussard de la Reine, mais au titre des "transmissions". Il était entré au Foreign Office en 1952, puis, entre deux séjours à Londres — autre élément indicatif d'appartenance possible au SIS —, il avait fait carrière en Asie du Sud-Est, deux fois à Bangkok, où il avait épousé la jeune Noom Tai dont il s'était séparé en 1977. [...] Christopher Keith Curwen avait-il été attaché à Century House, comme chef de division du SIS — probablement en rapport avec l'Extrême-Orient — et certainement, comme un passage à Washington, au poste de liaison avec la CIA, le faisait traditionnellement présager.
« [...] Par une touchante coïncidence, il possédait d'ailleurs un profil de carrière, qu'on aurait dit calqué, dix ans plus tard, sur celui de Maurice Oldfield, d'Asie du Sud-Est à Westminster Bridge. »
On pourrait ajouter qu'il avait été marqué par la guerre contre la guérilla communiste dans la jungle en Malaisie, lorsqu'il était au 4e Hussard...
En 1985, Sir Curwen est nommé directeur du MI 6 par la Dame de Fer. *Fair play*, les journaux de Fleet Street (à commencer par l'*Observer* du 22 décembre 1985) nous réndront hommage d'avoir identifié cette gloire montante de l'Intelligence Service en mettant au point une méthode d'identi-

Majesté.
En 1990, il est devenu coordinateur du renseignement, puis l'année suivante, membre de la commission de sécurité du Royaume.

1989-1992 : SIR COLIN McCOLL. Colin Hugh Verel McColl est né le 6 septembre 1932. Étudiant au Queen's College, Oxford, il rejoint officiellement le Foreign Office en 1956. Il travaille dans les stations du MI 6 à Bangkok, Vientiane (deux stations où il succède déjà à Keith Curwen) et Varsovie.
A Genève, au début des années 70, il travaille avec un autre responsable du MI 6, devenu célèbre depuis comme leader du parti démocratique, Paddy Ashdown, avant de rejoindre définitivement Londres pour devenir chef de division du MI 6 en 1977.
Devenu le patron du MI 6 avec l'accession de John Major au pouvoir, il doit faire face aussi à la guerre du Koweit. Particulièrement épineuse devient l'affaire Matrix Churchill, quand son directeur Paul Henderson explique que c'est à la demande du MI 6 que cette firme a participé à la course aux armements de Saddam Hussein (notamment sur le plan des SCUD), le but du MI 6 étant de connaître le potentiel militaire exact de l'Irak.
Alors que Sir McColl devait prendre sa retraite en 1992, John Major lui a renouvelé sa confiance et lui a demandé de rester deux ans encore à la tête du MI 6.

1994- : SIR DAVID ROWLAND SPEDDING. A deux jours de son 51e anniversaire, cet ancien étudiant d'Oxford devient à son tour chef du MI 6. Passionné d'histoire médiévale comme son prédécesseur Maurice Oldfield, Spadding entre en 1987 au MI 6 et suit des études dans l'école spécialisée de Beyrouth, le *Middle East Centre for Arab Studies* (MECAS), surnommée l'« École des Espions » par le chef druze Kamal Jumblatt.
Le 2 octobre 1971, à Moscou, les *Izvestia* publient une interview de Kim Philby qui détaille les activités du MI 6, notamment au Liban, d'où il a fait

Spedding fait alors partie des dizaines d'agents anglais nommés dans cet article propagandiste. Il est « grillé ». Avec son épouse, Gillian Kinnear, qui vient de lui donner un premier fils, « notre homme à Beyrouth » doit adopter un profil bas.

C'est pourquoi, en dépit de sa spécialisation ABC (Amman-Beirut-Cairo), le voici envoyé au Chili juste à temps pour collaborer avec les « cousins américains » de la CIA à la préparation du coup d'État de 1973. Le régime Pinochet, ainsi mis en place, est pourtant bientôt vomi par Londres, qui rompt les relations diplomatiques après que la police secrète DINA a torturé un médecin britannique, Mme Sheila Cassidy, qui avait soigné des clandestins de la Gauche révolutionnaire (MIR).

Pendant ce temps, Spedding est retourné au Moyen-Orient, d'abord à Abu Dhabi puis surtout, pendant cinq ans (1983-1987), comme chef de station collaboration étroite avec le service secret jordanien du Toherkesse Tarek-el-Dine. Ironie de l'histoire, il y retrouve un ancien « libanais » du MI 6, David Whitbread, qui avait été lui aussi « grillé » par Philby. L'une de leurs activités communes consiste à contrer les opérations d'Abou Nidal en particulier à l'occasion du kidnapping du journaliste Alec Collett contre lequel le chef du Fatah-CR exige la libération d'hommes de son groupe emprisonnés en Grande-Bretagne.

Remplacé en Jordanie par Phillip Mansley (1987) et Mark Allen (1980), Sir Spedding est appelé à des rôles de coordination au MI 6 ainsi qu'au cabinet du Premier ministre, où il dirige des opérations de premier plan pendant la guerre du Golfe. Sa nomination illustre les préoccupations des services européens face à la montée du fondamentalisme islamique et les convulsions du monde arabe.

John le Carré : l'écrivain qui venait du froid

« La guerre froide n'a pas été gagnée par les espions. Tout bien considéré, je ne crois pas qu'ils aient beaucoup compté. Leur isolement et leurs théories fumeuses les ont empêchés de voir, encore en 1987 et 1988, ce que chacun dans la rue aurait pu leur dire : "C'est fini. Le rideau de fer est en train de s'écrouler. Le monolithe que nous combattions est un sac d'ossements. Sortez de vos tranchées et souriez !" Même la victoire n'était pour eux qu'une ruse bolcheviste de plus. »

Une fois de plus, John le Carré surprend son monde. Prononcé en mai 1993 à Boston, son discours « Aux vainqueurs de la guerre froide » sonne le glas du communisme en même tant que celui de l'anticommunisme. Et chacun de se poser la question : Smiley, Karla et les autres sont-ils à tout jamais relégués au rayon des accessoires littéraires ?

Tandis qu'il tourne allégrement la page, David Cornwell alias John le

Carré se montre un peu plus loquace sur ses propres activités dans les services, de sorte qu'il est enfin possible de retracer la carrière de cet écrivain dans la lignée des plus grands du roman d'espionnage, les Somerset Maugham, Compton MacKenzie, Éric Ambler, Ian Fleming (qu'il déteste) et Graham Greene...

On savait bien que David John Moore Cornwell, né le 19 octobre 1931, avait été lycéen en Suisse, étudiant à Oxford et à Eton. Une enfance décrite dans son onzième roman, *Un pur espion*. On le disait entré au Foreign Office : on sait aujourd'hui qu'il fit son service militaire dans l'Intelligence Corps et qu'il tenta d'échapper au monde du renseignement. Celui-ci, selon sa formule, le rattrapa. Cornwell fut attaché au MI 5, puis en Autriche au MI 6.

« C'est là que j'ai appris mon métier ! » dit-il aujourd'hui, jouant naturellement sur l'ambiguïté. Toute son œuvre a puisé dans le monde secret dans lequel il avait évolué alors.

Révélons enfin des éléments inédits sur la biographie de Le Carré : celui-ci était archiviste du poste du MI 6 en Allemagne — c'est-à-dire qu'il classait les archives de traitement des agents — ce qui constituait une fabuleuse mine d'informations pour ses livres à venir.

« John était tout le temps en train de ruminer quelque nouveau scénario. Nous avons souvent pris ensemble ce petit bac décrit dans *Une petite ville en Allemagne*. » Ainsi parlait son ami Anthony Terry, du *Sunday Times*, décédé en 1990, et dont nous pouvons révéler le témoignage aujourd'hui. Terry avait travaillé lui aussi pour le MI 6. En fait son action dans les services spéciaux avait commencé lorsqu'il avait participé avec le Special Boat Service (SBS) au raid sur Saint-Nazaire en 1943, au cours duquel il avait été capturé. Il avait échappé de peu à la mort de la main des nazis, et plus tard avait poursuivi son action, à Budapest en 1956, en Allemagne au côté de son ami John le Carré, puis en France. Mais en vrai journaliste, comme c'est souvent fréquent dans la tradition anglaise du renseignement.

Ce poste d'archiviste du MI 6, à notre sens, est la clef du mystère Le Carré. A l'époque, les James Bond — les livres puis les films — triomphent, ce qui agaçait Le Carré : « Bond est le type même du transfuge potentiel, parce que si Moscou lui avait offert plus d'argent, de meilleurs alcools, et de plus belles filles, il serait passé directement à l'Est ! »

Après deux romans, le troisième, *L'espion qui venait du froid*, est un fabuleux succès de librairie. Au surplus, à côté d'Alex Leamas, héros du livre, un personnage est né : George Smiley, le maître espion. Son adversaire, chef des services de RDA, est de taille : Karla. Dans *Les Gens de Smiley*, et les romans suivants, l'Anglais reprend le dessus. Mais il évolue sur un terrain miné. *La Taupe* renvoie le reflet de toutes les trahisons (celle de Bill Haydon — Philby — ou de la femme de Smiley). L'espionnage débouche sur le métaphysique. Et Smiley, pas plus que Le Carré, n'échappe aux grandes questions fondamentales que la vie d'agent secret oblige à se poser.

Si le succès de Le Carré est universel, le petit monde de Smiley devient particulièrement le reflet de l'Angleterre des années 70, quand Margaret Thatcher est au pouvoir. La télévision présente en feuilleton *La Taupe*,

d'après son roman. Alec Guinness joue Smiley. Il ressemble à s'y méprendre à Sir Maurice Oldfield, le patron du MI 6 sortant. Les spéculations vont bon train. Smiley avec sa tête de vieux hibou, c'est Oldfield. D'autant, que pour jouer le rôle, Guinness trouve utile de déjeuner un beau jour avec ledit Oldfield. La boucle est bouclée ?

« Pas du tout, nous répond Mme Cornwell (John le Carré est en voyage quand nous la contactons). Je puis vous assurer que ce que vous avez vu publié à plusieurs reprises — que Smiley est basé sur Maurice Oldfield — n'est pas vrai. Smiley fut créé bien longtemps avant que mon mari n'ait entendu parler de Sir Maurice Oldfield. Mais les médias et la presse préfèrent la fiction au fait. »

Dommage ! Il faut dire que depuis, on en a appris de belles sur Oldfield le pédophile, l'ami de Kim Philby et de Jim Angleton...

Si Smiley n'est pas Oldfield, Karla est-il en fait Markus Wolf, le chef de la HVA ? On en saurait plus si Le Carré révélait les opérations qu'il a montées en Allemagne au côté d'Arthur Franks (un autre futur patron du MI 6). Une connivence s'est presque installée entre Le Carré et Wolf. Ce dernier est plutôt fier qu'on lui ait taillé un costume de légende, lui qui, rappelons-le, achetait les siens à Grafton Street, Dublin.

La Nursery, si chère au cœur de Le Carré ? Fort Sarrat, un vieux fort du temps où on craignait que Napoléon ne débarquât. Il sert de lieu d'entraînement aux agents du MI 6 et existe donc vraiment.

Connie Sachs est-elle un clone de Janet Archer, cette fabuleuse collectionneuse d'espions dont nous avons déjà parlé (voir tome 1, p. 343) ?

On pourrait jouer à ce jeu très longtemps. Qui est qui ? *Who's who ?* Mais c'est Le Carré qui a raison. Au fond, tout ça n'a aucune importance. Pis même, une telle recherche pourrait amoindrir sa qualité de romancier. L'important, ce n'est pas le vrai, mais le plausible. Jamais personne en France (si l'on excepte *Dossier 51* de Gilles Perrault !) n'a réussi à traduire avec autant de verve, de souci de détail, de richesse psychologique, de technique experte, l'atmosphère de la Piscine ou de la rue des Saussaies. D'en faire un lieu mythique. Le Cirque n'est pas la Piscine, et pourtant...

De l'autre côté du rideau de fer, aucun doute n'est permis, l'œuvre de Le Carré fait partie d'un vaste complot. Témoin une longue diatribe publiée dans *Temps nouveaux* en février 1981 et intitulée « Les mercenaires de la guerre psychologique ». Ils attaquent « L'honorable collégien ». Mais les gens du KGB croient-ils vraiment qu'un service secret peut provoquer une grande œuvre littéraire qui captive des millions de lecteurs ? Pourquoi n'en ont-il pas fait autant dans ce cas ? Auraient-ils oublié un petit paramètre qui ne s'improvise pas ?... Le talent !

Avec *La Maison Russie* (interprété au cinéma par Seán Connery), James Bond s'est assagi, *Le Voyageur secret* est une enquête sur le général suisse Jeanmaire (injustement jugé comme agent russe ?), dans *Une paix insoutenable*, John le Carré a amorcé une grande réflexion sur la guerre froide. On l'accueille avec chaleur dès l'époque Gorbatchev en Russie. Ses œuvres sont traduites là-bas.

Fin d'une époque. La silhouette de George Smiley s'éloigne au loin dans

la brume de ses souvenirs. Le Carré nous aura accompagnés le long de la guerre froide en se posant l'éternelle question : ces espions, d'Ouest en Est, que cherchaient-ils réellement ? Une signification à leur vie ? Le savent-ils eux-mêmes ?

Les Services spéciaux de Leurs Majestés

Les historiens ont coutume de situer la naissance des services anglais à l'époque d'Elizabeth Ire et les créditent d'un grand succès dans la recherche du renseignement opérationnel qui a permis à la Royal Navy de défaire la flotte espagnole, l'Invincible Armada, sur les rives d'Irlande en 1588.

Quatre siècles plus tard, sa descendante Elizabeth, deuxième du nom, a évidemment beaucoup moins de pouvoir. C'est à une autre femme, passionnée par la guerre secrète, Margaret Thatcher, qu'elle a délégué tous les pouvoirs comme ceux de faire la guerre. Par exemple, à cette autre armada, celle des Argentins pendant la guerre des Malouines en 1982.

Mais la Couronne, son aristocratie, la flotte et l'Intelligence Service restent encore de nos jours des piliers de la société anglaise. En cas de crise constitutionnelle et en dernier recours, c'est à la royauté que reviendrait le rôle de diriger le pays.

C'est ainsi que, dans le climat jugé quasi insurrectionnel du début des années 1970, où se conjuguaient attaques de l'IRA et grèves des mineurs, Lord Mountbatten, cousin de la reine, avait été pressenti pour impulser un coup de force et légitimer la déstabilisation du Parti travailliste au pouvoir. Le MI 5 anglais et la CIA américaine n'étaient pas étrangers au climat qui régnait alors. Mountbatten, tué en 1979 par l'IRA, était le fils du prince-capitaine allemand mais naturalisé Louis Battenberg, chef du renseignement naval au début du siècle (Naval Intelligence Division). Membre du Joint Intelligence Committee en 1941, il y avait exprimé une incompréhensible fascination pour l'URSS tout autant qu'une sympathie pour l'Allemagne nazie.

Les liens d'autres membres de la famille royale avec la galaxie du renseignement sont nombreux. Pour ne parler que d'elle, la reine est évidemment garante des forces de sécurité de leur ensemble. Mais c'est au sein de sa garde d'élite, parmi les célèbres Guards, que sont recrutés certains officiers d'unités Action type SAS : Scot Guards, Grenadier Guards, Welsh Guards, Irish Guards et Coldstream Guards, auxquels il convient d'ajouter le régiment de la garde à cheval du Palais, les Life Guards.

Un Life Guard, le capitaine Simon Hayward, a fait scandale en 1987. D'abord attaché au service de la reine, il a ensuite effectué des missions secrètes en Irlande du Nord et en Europe jusqu'au jour où la police suédoise l'a arrêté pour trafic de stupéfiants... pour les services secrets de Sa Majesté.

Le duc d'Édimbourg possède le titre de « Colonel-in-Chief of the Intelligence Corps » du centre d'instruction du renseignement militaire. Il préside notamment chaque année l'Intelligence Corps Officers'Dinners Club

à la caserne Templer d'Ashford, dans le Kent, où se trouve le centre d'instruction du renseignement militaire.

La princesse Anne est « Colonel-in-chief » du Royal Corps of Signals qui fournit des effectifs à la grande agence d'espionnage électronique et d'interception de communications, le GCHQ.

Officiellement, le prince Michael de Kent était jusqu'en 1981 major dans les Royal Hussars tout comme son grand-père le roi George V. Sa réelle affectation le situait cependant au sommet du renseignement militaire, puisqu'il a été chargé de liaison à l'état-major du Defense Intelligence Staff (DIS).

En janvier 1979, il représentait la reine pour la signature d'« assistance mutuelle » avec le sultan de Brunei. La communauté du renseignement y a été très sensible : grâce à la collaboration du sultan, les grandes oreilles du GCHQ seront déplacées de Hongkong à Brunei en 1997, ce sultanat — comme celui d'Oman — devenant alors aussi une base régionale du MI 6.

Homme d'une très puissante influence, comme grand-maître de l'United Grand Lodge of England et aide de camp de la reine, le prince Michael « pantoufle » dans le civil depuis 1981 avec la Standard Telephones Company. Et préside dix ans plus tard la Royal United Services Institute for Defense Studies.

Les rapports de Charles et Diana avec la communauté du renseignement sont d'une tout autre nature. En 1983, les services de sécurité ont déjoué une tentative d'attentat de l'IRA qui les visait personnellement. Mais la surveillance dont ils sont l'objet se retourne parfois contre eux. C'est ainsi qu'en novembre 1992, le *Daily Mirror* annonçait que Sir Patrick Walker, chef du MI 5 dans les années 80, avait fait enregistrer les ébats de Charles et de Lady Camilla Parker-Bowles, depuis dix ans la rivale secrète de Diana, au grand dam de cette princesse à la triste figure... C'est le Camillagate qui illustrera la destruction du mariage princier.

En Chine, on dirait que le prétendant au trône d'Angleterre a peut-être perdu le « mandat du ciel » avant même d'avoir pu exercer le métier de roi...

Qiao Shi, l'étoile montante

Visage allongé, lunettes à verres teintés, costumes à l'occidentale et sourire figé de rigueur, Qiao Shi n'apparaît pas pour ce qu'il est réellement : le représentant des « appareils spéciaux » au sein du Bureau politique du PC chinois en même temps qu'un prétendant sérieux au poste de numéro 1. Homme de contrastes, cet amateur de jogging, de promenades et de baignades a su garder discrète une ascension marquée au coin des services.

Qiao Shi n'est qu'un nom de guerre. En 1940, quand il adhère au PC clandestin de Shanghai, ce jeune homme de seize ans répond au patronyme de Jiang Zhaoming. Natif de la région de Dinghai, dans le Zhejiang, Qiao Shi gravit rapidement les échelons de la hiérarchie communiste. A l'université

Saint-John (*Sheng yuehan*), il se familiarise avec la civilisation européenne et apprend l'anglais, langue qu'il parle d'ailleurs assez bien.

En 1943, les Japonais envahissent les concessions occidentales de Shanghai, refuge des communistes pourchassés par les nationalistes du Guomindang. Animateur du service de renseignement politique du PCC pour la Chine du Sud, le vétéran Liu Changsheng met le pied du jeune homme à l'étrier. Aidé de sa femme, Wang Yuwen, Qiao Shi opère dès lors dans le domaine sensible des « communications secrètes du Parti ».

Passerelle traditionnelle dans la société chinoise, ses liens familiaux ne tardent pas à offrir au couple des possibilités d'action nouvelles. Journaliste très célèbre lié à Chiang Kai-shek, Chen Bulai n'est autre que l'oncle de Wang Yuwen. Par ce biais, Qiao Shi collecte des informations de toute première importance, celles qui vont asseoir sa réputation d'agent secret hors-pair dans les cercles communistes dirigeants.

Les Japonais défaits, la guerre civile commence. Une période de promotion pour Qiao Shi, désormais dirigeant de la jeunesse de Hangzhou, dans son Zhejiang natal. De 1954 à 1964, le voici responsable technique au sein de la Compagnie métallurgique d'Anshan, puis patron de l'Institut d'études de la Compagnie sidérurgique de Jiuquan qui, entre autres activités, fabrique secrètement des armes et dépend de l'Armée populaire de libération.

Le grand tournant dans la carrière de Qiao Shi, c'est 1964. Cette année-là, la Chine populaire fait exploser sa première bombe atomique. Mille fois plus discrètement, l'ancien cadre clandestin de Shanghai entre au Département des liaisons internationales du Comité central (DLI), qui assure les contacts avec les « partis frères » et, tout aussi important, le soutien aux « mouvements de libération » du tiers monde.

Ce poste, Qiao Shi le doit à l'influence de son premier mentor Liu Changsheng, devenu le dirigeant des amitiés sino-africaines. Déjouer les manœuvres des « révisionnistes soviétiques » sur le continent noir est devenu leur commune obsession.

Mais voici déjà la Révolution culturelle, qui balaie tout sur son passage. Elle emporte d'abord un des protecteurs de Qiao Shi, le maire de la capitale Peng Zhen, puis Liu Changsheng lui-même, assassiné par les Gardes rouges. Heureusement, plusieurs cadres des services veillent discrètement sur leur cadet, en particulier Luo Qingchang, l'indéboulonnable chef du Bureau des enquêtes du Parti (Diaochabu).

Fort de ces soutiens, Qiao Shi surnage. Dix ans plus tard, il revient à la surface en qualité de directeur adjoint des Relations internationales. Dans l'ombre du numéro 1 d'alors, Hua Guofeng, il voyage beaucoup, visitant en août 1978 la Roumanie, la Yougoslavie et même l'Iran, trois pays dont les services sont intéressés au premier chef par une coopération contre les Soviétiques.

Évidemment, le renversement du Shah oblige à renégocier des accords avec la Savami, la police politique de Khomeiny. Mais cet accident de parcours malheureux ne suffit pas à stopper l'irrésistible ascension de Qiao Shi. En 1982, à cinquante-huit ans, il redevient le patron des Relations internationales. Sa montée en puissance coïncide avec celle d'un véritable

« lobby de la sécurité » qui se renforce en juin 1983 par la création d'une agence de renseignement calquée sur le modèle du KGB, le ministère de la Sécurité d'État, le Guoanbu, et par celle de la Police armée populaire (voir p. 117).

Qiao Shi saura se tailler un royaume au sein de cet univers de l'ombre. Il navigue entre les clans en présence, s'attirant à la fois la confiance des conservateurs (Peng Zhen et Chen Yun) et la sympathie des rénovateurs (Hu Yaobang et Zhao Ziyang). Partisan de l'ordre côté cour, des réformes économiques côté jardin, Qiao Shi attend son heure. Le plus conservateur des réformistes, le plus libéral des orthodoxes : une merveille d'ambiguïté digne de la Chine millénaire.

Ses pouvoirs s'accroissent rapidement. Peng Zhen lui abandonne ainsi les leviers de commande de la Commission des affaires légales et politiques — autrement dit la Sécurité telle qu'on l'entend en Chine communiste : ministères de la Justice, de la Sécurité d'État et de la Sécurité publique, Section des minorités nationales. Parmi ses autres domaines réservés : les ventes d'armes à l'étranger (Iran notamment), le soutien logistique aux Khmers rouges et l'épineux problème du Tibet.

Qiao Shi, l'homme aux deux visages, continue à occuper la meilleure position : le centre. Début 1989, il récupère l'école du Parti et, profitant d'un décès passé presque inaperçu, celui du Kissinger chinois Huan Xiang, accroît son poids au sein du comité national de sécurité à la chinoise, le Centre de recherches et d'études internationales.

Viennent les grandes mobilisations étudiantes du Printemps de Pékin. Fidèle à sa ligne de conduite, Qiao Shi tente d'abord la conciliation. Scientifique de renom, Wan Runnan est entré en contact avec lui par l'intermédiaire de Li Chang, un membre influent de la Commission de discipline du Parti. Qiao ne refuse pas le dialogue et s'affirme opposé à l'épreuve de force. Le 19 mai, il se rend d'ailleurs sur la place Tiananmen au côté de Zhao Ziyang.

Ces bonnes dispositions ne dureront qu'un temps. Patron des services, Qiao Shi sait pertinemment ce qui se trame au sein du Bureau politique dont il est désormais le numéro 3. Les réseaux du Guoanbu à l'étranger comme d'ailleurs ses propres enfants, qui séjournent en Europe, lui délivrent ce message clair : en cédant sur quelques clauses de contrats économiques, on apaisera l'Occident.

Répression, donc. Qiao Shi saura la mener fermement tout en ménageant l'avenir. Sur ses ordres, la Sécurité publique laisse filer quelques dissidents à Hongkong. De la même manière, s'il fait ostensiblement allégeance au nouveau secrétaire général Jiang Zemin, une vieille relation des années Shanghai, Qiao Shi continue à défendre ses propres intérêts, prêt à se retourner à tout moment du bon côté.

Dans l'hypothèse du maintien d'un *statu quo* en Chine, le tandem constitué par Qiao Shi, l'homme du lobby militaro-sécuritaire devenu en 1993 président de l'Assemblée nationale populaire, et par Zhu Rongji, l'artisan des grandes transformations économiques, pourrait fournir l'attelage de tête de l'an 2000 à Pékin. Avec Jiang Zemin et le ministre des Affaires

étrangères, Qian Qichen, ils forment ce que nous baptisons le « Cercle de Shanghai », appelé à jouer un rôle central après la disparition de Deng Xiaoping.

LES SERVICES SECRETS DE DENG XIAOPING EN 1993

Depuis le XIIIe Congrès du PCC, en octobre 1987, Qiao Shi est apparu comme l'homme fort des services chinois, détenant la haute main sur la communauté des appareils de sécurité et de renseignement.

Il dirige les départements spécialisés qui dépendent du Comité central : Département des liaisons internationales (Guoji lianluobu) chargé des relations avec les « mouvements de libération nationale » ; Département du front uni du travail, qui agit en direction des Chinois d'outre-mer ; Bureau du secret d'État, qui assure la confidentialité des documents internes ; commission des cadres du PC et celle de la discipline.

Qiao Shi supervise également deux grands ministères :

— la Sécurité publique (Gonganbu), dirigée depuis décembre 1990 par Tao Siju, dont toute la carrière s'est déroulée dans les services puisqu'il fut diplômé de l'École des cadres de sécurité en 1951 avant de poursuivre des études diplomatiques. Ce ministère commande la police secrète et dirige les camps du Laogai, le Goulag chinois.

En son sein, Yu Lei, un vice-ministre originaire de Tientsin, s'occupe de la lutte contre les « six vices » : la traite des femmes et des enfants ; le trafic et la consommation de drogue ; la prostitution ; la pornographie ; les superstitions et les jeux d'argent. Une campagne destinée au renforcement de l'ordre moral contre les mauvaises influences de l'Occident, voire celles de l'ancien bloc soviétique parti à la dérive du point de vue chinois...

— la Sécurité d'État (Guojia Anquanbu ou Guoanbu), calquée sur la Ire Direction du KGB est créée le 6 juin 1983, en charge du contre-espionnage et de la recherche du renseignement en Chine et à l'étranger. Trois de ses postes les plus actifs sont naturellement Tôkyô, Hongkong et Singapour où, comme dans le reste du monde, ses chefs évoluent sous la couverture diplomatique de conseillers et de deux secrétaires d'ambassade.

Peu après sa création, le Guoanbu a connu un échec cuisant lorsque le chef de son Bureau des Affaires étrangères, Yu Zhensan, basé à la rue Dongchangan de Pékin, a gagné Hongkong pour se mettre entre les mains de la CIA. Il est aujourd'hui dirigé par Jia Chunwang, partisan de la ligne réformatrice comme Qiao Shi.

L'un des conseillers du Guoanbu, Chen Zhongjing, est en même temps directeur de l'Institut pour les relations internationales contemporaines (Xiandai guoji guanxi yanjiusuo). Installés dans une caserne du nord de Pékin, 400 de ses analystes fournissent le renseignement à court terme au Conseil d'État par le truchement du Centre de recherches et d'études internationales (Guoji Wenti yanjiu Zhongxin), équivalent chinois du Conseil de Sécurité américain. Le conseil remet ensuite les synthèses de renseignement ainsi réalisées aux hauts dirigeants.

L'Institut publie en outre un magazine à consommation interne, *Xiandai Guoji Guanxi* (*Relations internationales contemporaines*) et forme des opérationnels du renseignement en liaison avec diverses autres écoles d'espionnage. Il est divisé en sept zones géographiques et une section de stratégie globale.

Le Centre de recherches et d'études internationales se trouve au sommet de la pyramide du renseignement. Une cinquantaine d'analystes trient chaque jour des centaines de rapports confidentiels pour n'en privilégier qu'une vingtaine, que

seul verra le petit cercle des grands décideurs de la politique étrangère au sein du Conseil d'État : en premier lieu le secrétaire général Jiang Zemin, le Premier ministre Li Peng, le ministre des Affaires étrangères, Wu Xuequan, et naturellement Qiao Shi.

Le 21 mars 1991, on a aussi créé une supercommission de sécurité publique composée de 31 membres et dirigée par Qiao Shi, qu'assistent Ren Jianxin et Wang Fang, l'ancien patron du Gonganbu. En sont membres les ministres du Gonganbu, du Guoanbu, des Affaires civiles, du Travail, de la Radio, du Film et de la Télévision. Elle a pour mission de resserrer les boulons après la répression de la place Tiananmen, mais aussi de préparer des garde-fous dans le cadre de la « réouverture économique ».

La CIA sauve le savant Fang Lizhi

« Ces deux criminels se cachent pour échapper à leur juste châtiment ! » crache la voix saccadée du présentateur. Des millions de téléspectateurs retiennent leur souffle. Ce 7 juin 1989, la Chine vient de perdre la face. Le plus célèbre de ses scientifiques, l'astrophysicien Fang Lizhi, sa femme Li Shuxian et leur fils Fang Ke viennent de se réfugier à l'ambassade des États-Unis au nez et à la barbe des « chiens bleus » du Gonganbu, la Sécurité publique.

Voici trois jours que les chars T 62 de l'Armée populaire de libération ont écrasé le Printemps de Pékin dans le sang. Mais un professeur de littérature chinoise américain, Perry Link, a eu l'idée de cacher Fang Lizhi et sa famille d'abord à l'hôtel Jianguo, puis dans une remise voisine, pendant qu'il tentait d'obtenir un accord des autorités américaines pour protéger le « Sakharov chinois ».

Quatre mois plus tôt, le 26 février précédent, George Bush, en visite à Pékin, avait invité le savant à l'ambassade des USA pour y prendre part à un souper en présence des plus hautes autorités chinoises, affront délibéré visant à démontrer l'attachement du président américain à la cause des droits de l'homme en Chine. Aussi les hommes du Gonganbu avaient-ils empêché Fang Lizhi de se rendre à l'invitation...

En ce même mois de février, Qiao Shi, le grand patron des Chinois, mettait justement chacun en garde contre un terrible danger dans un article du *Quotidien du Peuple* : « Nous ne devons pas affaiblir le parti à cause de l'ouverture vers le monde extérieur ! »

Quelques jours après, lors d'une conférence sur la sécurité, il appelait les services compétents à renforcer la lutte contre « le sabotage des services de renseignement de l'étranger ».

Un nouvel ambassadeur américain venait justement d'arriver à Pékin. Et pas n'importe lequel : né en Chine de parents américains en 1928, Lilley était entré à la Compagnie en 1951 avant d'effectuer une carrière tout asiatique dans le renseignement (Pnomh Penh, 1961 ; Bangkok, 1963 ; Vientiane, 1965 ; Hong Kong, 1968 et surtout station de la CIA à Pékin dans

les années 70, à l'époque où George Bush dirigeait l'ambassade US non officielle en Chine populaire, le Bureau de liaison). Après avoir servi comme ambassadeur officieux à Taiwan et officiel à Séoul, Lilley revenait dans la capitale chinoise à la demande de son ami, le président. Et six mois plus tard, se trouvait devant un dilemme terrible : sauver Fang Lizhi au risque d'une grave crise diplomatique.

Au moment où l'armée tire place Tiananmen, le chef de station CIA est justement en consultation à Langley, affirmant à Bill Webster qu'il n'y a

A PARIS, LES AGENTS DE DENG XIAOPING TRAQUENT LES ÉTUDIANTS

Un an après le massacre des étudiants sur la place Tiananmen, les services chinois envoient dans le monde entier des équipes de « pompiers » éteindre l'incendie qu'auraient allumé les dissidents.

Il s'agit de doubler les équipes en poste dans les ambassades, parfois peu sûres. Nombreux sont les diplomates en poste à l'étranger qui ont des états d'âme. Certains font même défection à commencer par Xu Jiatun, l'ambassadeur virtuel de Pékin à Hongkong en avril 1990, suivi le mois suivant aux USA où il s'est réfugié par Xu Lin, le troisième secrétaire de l'ambassade à Washington.

Au même moment, de nombreux dissidents se retrouvent à la Maison de la Démocratie et ailleurs. Dès avril-mai 1990, les autorités de Pékin sont particulièrement irritées. D'une part, le mensuel français *Actuel* et l'*Europe-Journal* (*Ouzhou Ribao*), quotidien européen de langue chinoise basé à Paris, tentent de lancer le bateau-radio *Déesse de la Démocratie* qui doit émettre en direction de l'Empire du Milieu. De l'autre, Chai Ling, l'égérie du printemps de Pékin, a réussi à fuir (non sans complicité à la tête des services de sécurité) via Hongkong. Et la voilà elle aussi à l'ombre de la tour Eiffel.

Alors, les événements se succèdent en rafale. Une voiture explose à deux pas de la mission commerciale chinoise à Neuilly... on vole les disquettes informatiques de la rédaction d'*Actuel*... Nicolas Druz, rédacteur en chef d'*Europe-Journal*, est « filé »... l'appartement parisien d'une militante française des droits de l'homme en Chine est mis à sac pendant son absence. Les services de police français, Renseignements généraux et DST en tête, sont sur les dents...

Il y a de quoi. A l'ambassade de l'avenue George-V, un « diplomate » du nom de Bai Zhangde organise les pressions sur les étudiants démocrates. Il sera bientôt à deux doigts d'être expulsé de France. M. Bai a reçu en ce printemps le renfort d'une vingtaine d'agents du Guoanbu sous couverture commerciale ou diplomatique. D'autres, plus clandestins encore, s'immergent dans le Chinatown de Paris.

Par chance, les allées et venues des « spécialistes » ne passent pas inaperçues. Tel est le cas d'un étonnant personnage, Liu Wen, responsable du Bureau des affaires criminelles du Gonganbu (la Sécurité publique) et chef du bureau national pour les liaisons avec INTERPOL. Venu superviser la traque aux « criminels » — traduisez : les dissidents —, il change constamment d'identité au passage des frontières.

Plus souples que les autorités américaines à l'époque, les Français le laissent pourtant vaquer à sa besogne. Son chef, délégué officiel auprès d'INTERPOL, Zhu Entao, n'a pas eu cette chance. Aux USA, le FBI a obtenu son interdiction de séjour, suite à une affaire d'espionnage à laquelle il avait été mêlé cinq ans plus tôt...

aucun risque d'un coup de force. Retrouvant ses vieux réflexes du temps de l'Agence, Lilley organise alors des équipes de surveillance des troupes chinoises. Tandis que les premiers coups de feu claquent, l'ambassadeur apprend que Qiao Shi, secrétaire général du Parti communiste par intérim, a envoyé des émissaires pour tenter de désamorcer la crise. En vain.

Il faut parer au plus pressé. Tenter de protéger les dirigeants étudiants et universitaires. La CIA aide d'abord Li Lu et le chef étudiant Wuer Kaixi à disparaître.

Avec le feu vert de la Maison-Blanche, un groupe de marines part à la rescousse de Fang Lizhi. Le 7 au matin, la Sécurité chinoise comprend qu'il y a anguille sous roche lorsqu'elle voit un groupe de limousines anglaises et américaines s'arrêter près de l'hôtel Jianguo et repartir en trombe... jusqu'à l'ambassade. Course effrénée dans les rues de Pékin. Quelques minutes plus tard, Fang Lizhi et les siens se retrouvent assis devant l'ambassadeur des USA, James Lilley. Un long siège commence jusqu'au voyage vers la liberté.

Lilley peut se féliciter. La fuite de Fang Lizhi constitue un volet supplémentaire de l'opération YELLOW BIRD, qu'il a montée de main de maître. Elle permettra à plusieurs dizaines, sinon, une centaine, de dissidents de disparaître grâce à ce qu'ils appellent le « métro Pékin-Shenzhen » pour déboucher sur Hongkong. Avec, semble-t-il, l'aide de certaines triades, cette mafia chinoise prête à tout contre rémunération.

A Hongkong, le commandant Durieux et la DGSE organisent aussi des filières en accord avec le MI 6 pour la vingtaine de leaders étudiants qui figurent sur la liste noire des autorités.

L'émotion passée, les Occidentaux en reviendront bien vite au *Business as usual* avec la Chine. Mais une fois n'est pas coutume, l'opération YELLOW BIRD restera dans les annales des services comme un modèle de *Covert action* en faveur des droits de l'homme.

Love story mortelle à Tôkyô

« M. Xu a eu une soudaine attaque. Il est mort dans mes bras alors que nous faisions l'amour !

— Vous nous mentez, madame Liu, l'autopsie a prouvé qu'il n'a eu jamais aucune relation sexuelle. »

Dialogue surréaliste dans les locaux de la National Police Agency de Tôkyô, entre les inspecteurs de la Criminelle et cette Chinoise de trente-huit ans si ardemment désireuse de prouver que, femme adultère, elle trompait bel et bien son mari japonais avec le mystérieux M. Xu.

Les apparences semblent confirmer ses dires. Mais elles sont trompeuses, elles aussi. C'est dans un *love hotel* du quartier chaud de Shunjuku que les limiers de la NPA ont retrouvé le cadavre de Xu Yuanhai en ce mois de mars 1991. Pour le prix de 4 000 yuan, on peut y louer un petit studio pendant quelques heures afin d'y jouer au jeu du « Phoenix et du Dragon »...

Tout de même, la biographie de Xu Yuanhai, âgé de cinquante-huit ans et directeur de l'Association des amitiés sino-nippones, suscite les plus expresses réserves sur la version donnée par « l'impudique » Mme Liu.

Entre 1986 et 1990, M. Xu était en effet conseiller de l'ambassade de Chine à Tôkyô, responsable des « affaires générales » selon l'annuaire *China Directory 1989*, publié à Tôkyô. Un euphémisme qui, selon les spécialistes japonais que nous avons consultés, maquille à peine le profil de chef de station du Guoanbu, le ministère de la Sécurité d'État chinoise, chargé comme on le sait de l'espionnage extérieur.

Tour à tour attaché aux ambassades de Pyongyang et Hanoi, Xu Yuanhai avait également travaillé plusieurs années à l'Agence Xinhua de Hongkong qui, en l'absence d'ambassade dans cette colonie britannique, sert usuellement de couverture aux agents spéciaux de Pékin.

En 1986, M. Xu remplace enfin un homonyme que seul différencie son prénom, Xu Dunxin. Spécialiste du renseignement diplomatique, ce dernier est appelé à de hautes fonctions secrètes. Dans les années 90 on le retrouvera aux côtés des Khmers rouges dans les négociations sur l'avenir du Cambodge.

Xu Huanhai, l'étrange mort du Love Hotel *de Tôkyô selon la Far Eastern Economic Review.*

En attendant, Dunxin s'est livré à des activités inattendues pour un espion de la Chine rouge : un jour, il rend visite à l'importante base d'Osaka où s'effectue la liaison avec les SR nord-coréens de Kim Il-Sung ; un autre, il téléphone au Naicho (le SR nippon) pour obtenir des informations sur les

agents du KGB, ennemis communs de l'axe sino-japonais ; un troisième, il organise pour l'ambassadeur Song Zhiguang un rendez-vous avec son homologue sud-coréen, en fait le patron des services spéciaux de son pays dans l'archipel nippon.

Les ambassadeurs chinois en poste au Japon sont eux aussi choisis de manière fréquente parmi les as du renseignement. Dans les années 70, le contre-espionnage du Soleil Levant a noté que l'ambassadeur Fu Hao avait effectué une grande partie de sa carrière au Département des Affaires sociales (Shehuibu), les services spéciaux du temps de Mao. A la retraite dans les années 80, il a parrainé ensuite le Groupe d'amitié Chine-Japon, avec Pu Yi, le dernier empereur de Chine, comme adjoint...

De ces amitiés sino-japonaises, justement, feu Xu Yuanhai était devenu un émissaire itinérant particulièrement efficace, chargé du « secteur étudiant ». Ce qui veut dire en d'autres termes que, lors de ses fréquents passages au Japon, il recrutait des agents parmi les universitaires chinois. Ils sont plus de 200 000 dans l'archipel nippon. Certains font leur apprentissage en mouchardant leurs camarades dissidents.

Une des fonctions du SR chinois au Japon, comme dans tous les autres pays, consiste en effet à exercer des pressions sur la section locale de la Fédération chinoise de la démocratie. Fin 1990, les agents de Pékin — diplomates et barbouzes — ont même obligé Tôkyô à expulser des étudiants. Et, en novembre 1991, un jeune étudiant recruté par M. Xu s'est suicidé dans des conditions mystérieuses.

La biographie de la ravissante Mme Liu n'est pas moins étrange. Cette épouse d'un agent de voyage japonais était arrivée seulement un an plus tôt au Japon. Selon l'hebdomadaire de Hongkong, la *Far Eastern Economic Review*, Liu Huaxue travaillait précédemment à Pékin pour un organisme dépendant du Parti communiste, l'Association de recherche des 3 S, qui s'était fixé comme objectif de combattre l'image négative de la Chine populaire donnée par certains médias étrangers. Trois S comme Agnes Smedley, Edgar Snow et Anna-Louise Strong, journalistes mais aussi compagnons de route étrangers de la Longue Marche de Mao devenus des héros de la Chine populaire.

Tout jeune homme, l'ancien ministre des Affaires étrangères chinois depuis 1982, Huang Hua, était justement l'interprète d'Edgar Snow en même temps qu'un agent des services spéciaux, le Shehuibu. Or, coïncidence, Mme Liu a également travaillé auprès de lui. A l'évidence, elle n'était pas une simple Chinoise à l'affût d'un bon parti lorsqu'elle arriva au Japon en 1991. Liu Huaxue venait dynamiser une nouvelle structure, l'Association de recherche pour l'amitié internationale, dont le contre-espionnage japonais avait tout lieu de croire qu'il s'agissait d'une couverture. Couverture également son mariage si rapide avec un citoyen japonais, qui avait l'avantage de lui conférer la nationalité nippone.

A force d'empiler les couvertures de ce type dans le *love hotel* de Shinjuku, Xu Huanhai avait sans doute manqué d'air. Le fait est qu'il ne survécut pas à une attaque cardiaque consécutive au déjeuner copieux qu'il avait pris au Club de la presse avec une journaliste japonaise et l'énigmatique

Mme Liu. En fait, les enquêteurs n'excluaient pas que le couple clandestin ait agrémenté ses rencontres de rapports amoureux. Mais ceux qui comptaient d'abord étaient bien les rapports marqués des deux caractères Naibu, « secret », concernant les opérations du Guoanbu dans l'archipel.

Pénible situation en fin de compte pour Zhong Jingeng, le successeur de M. Xu à l'ambassade, qui devra imposer un black-out sur cette affaire et raccrocher certains réseaux à la dérive. C'est parfois difficile d'espionner une vieille connaissance...

La « veille technologique » du renseignement japonais

Le contre-espionnage français a toujours été sur les dents à Indret, Loire-Atlantique. Dans les années 20, déjà, un ancien de cet arsenal, Jean Cremet, y organisait un réseau d'espionnage pour le compte des Soviets (tome 1, p. 194).

Soixante-dix ans plus tard, un nouveau décor est planté. Mais on évolue toujours dans le « secret-défense ». S'y fabriquent les chaufferies du porte-avions *Charles-de-Gaulle*. Plus sensible encore, les systèmes de propulsion du sous-marin nucléaire *Le Triomphant* ou du submersible d'attaque *Améthyste* y sont conçus.

En 1991, un employé de la Direction générale de l'armement (DGA), à Indret, est discrètement remercié. Officiellement, on lui reproche ses retards répétés. La vraie cause est tout autre : la DST s'est aperçue qu'il appartient à la secte bouddhiste japonaise Soka Gakkai qui, selon elle, sert parfois de cheval de Troie à des entreprises d'espionnage technologique aux profits d'intérêts japonais.

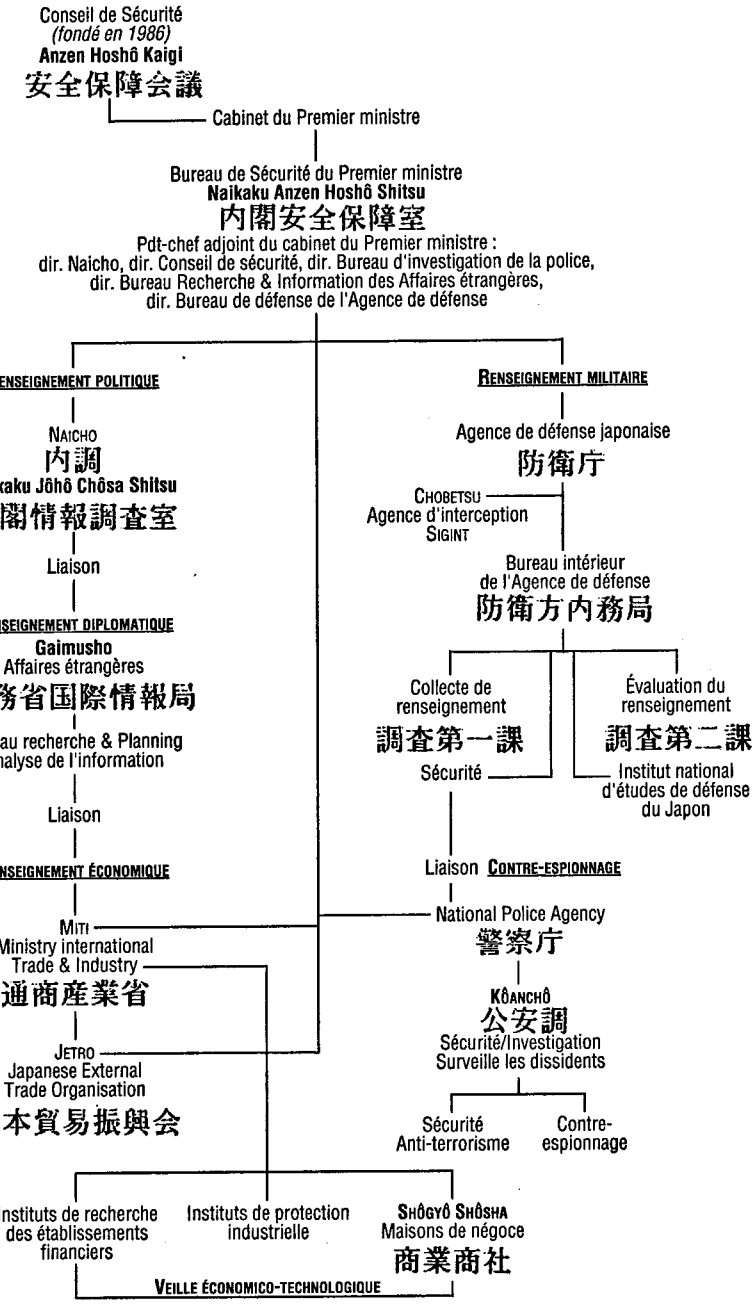
Ce n'est bien sûr pas la seule filière nippone mise au grand jour.

« Si le Japon achète le monde comme il le fait actuellement, il est aidé en cela par une armée de soldats de l'ombre qui travaillent inlassablement pour lui : les Shôgyô Shôsha, nom donné aux maisons de négoce nippones, et les nombreux instituts de recherche des grands groupes et des établissements financiers japonais », explique le journaliste Pierre-Antoine Donnet, ajoutant que « leur mission première est la collecte d'informations économiques notamment sur les sociétés étrangères. En quelque sorte, une immense tâche de renseignement, à la limite parfois de l'espionnage économique... »

Précisons. Le plus célèbre de ces instituts est le Nomura Research Institute, basé à Tôkyô mais dont des ramifications existent dans toutes les villes clefs du monde économique : New York, Washington, Londres, Paris, Hambourg, Francfort, Hongkong, Sydney, Singapour...

De leur côté, les Shôgyô Shôsha (商業商社), ou sociétés de négoce, jouent les intermédiaires entre les Japonais et leurs clients potentiels. Du coup, elles effectuent du renseignement à haute dose : intitulé par euphémisme « veille technologique », il s'agit d'une forme très poussée de renseignement sur les produits, les innovations, les expérimentations, et les entreprises rivales.

LA NÉBULEUSE DU RENSEIGNEMENT JAPONAIS
EN 1993



Pour ce faire, elles utilisent des chercheurs et des documentalistes du pays concerné. Mais la graduation du secret au sein de ces Shôgyô Shôsha implique que certaines communications ne soient réservées qu'à la direction. Pour les transmissions les plus confidentielles, les animateurs de ces sociétés savent qu'en Grande-Bretagne, en France ou aux USA, on ne peut faire confiance au fax, qui fait l'objet d'interceptions. Les instructions spéciales sont transmises par cassettes audio ou vidéo convoyées par la Nippon Express, spécialisée dans le transport rapide...

Pour ne donner qu'un exemple, la société Mitsui & C. a installé un réseau de télex entre ses divers bureaux. Le tout pour un volume de communication de 80 000 dépêches envoyées et reçues par jour (coûtant un tiers de la masse salariale de la société !).

Dans plusieurs cas, des officiers de renseignement dépendant du Bureau d'enquête du cabinet du Premier ministre (Naichô), voire depuis quelque temps du renseignement militaire en voie de réorganisation à commencer par le Bureau interne de l'Agence de défense nippone (防衛方内務局) sont attachés à ces firmes privées.

D'ailleurs, les entreprises privées de renseignement théoriquement axées sur le technologique et l'économique recèlent bien d'autres surprises. Le célèbre reporter du *Washington Post*, Bob Woodward, raçonte dans son livre *Veil, the Secret Wars of the CIA* une bien étrange anecdote : le 13 juillet 1982, les déchiffreurs de la National Security Agency (NSA) ont intercepté les communications du bureau de Washington de Mitsubishi à sa maison mère à Tôkyô. Parmi les documents transmis, une réplique exacte du bulletin de renseignement quotidien américain donnant des précisions sur la guerre Iran-Irak : 120 000 soldats de Khomeiny se massaient sur une frontière. Ce courrier top secret précisait que la source d'information était du plus haut niveau dans la communauté du renseignement américain. Et en effet, quelque temps après, le FBI resserrait son étau sur un vice-président du National Intelligence Council (NIC), Charles Wasserman, soupçonné d'avoir été acheté par la firme japonaise.

L'enquête ne fut pas concluante. Mitsubishi a été simplement sermonnée. Mais de tels épisodes permettent de souligner l'intégration des diverses structures de renseignement japonais dépendant des ministères du Commerce extérieur (MITI), des Affaires étrangères, des Shôgyô Shôsha, des multiples instituts de recherche et des organismes de renseignement proprement dit, tel le Naicho. Ce qui fera dire à Herbert E. Meyer, autre vice-président du NIC sous l'administration Reagan : « Chaque bureau de filiale des compagnies de commerce [Shôgyô Shôsha] opère comme un vrai aspirateur, avalant chaque information jusqu'à la moindre rumeur. Certaines opérations sont véritablement gigantesques. Prenez l'exemple du personnel de renseignement du bureau de Mitsubishi à New York, eh bien, il occupe deux étages entiers d'un gratte-ciel de Manhattan. »

A l'instar d'autres grandes puissances, et à la demande de la Fédération du Patronat (Keidanren), s'est créé en 1986 un Conseil national de sécurité chargé de coordonner l'action des services de renseignement de tous les ministères. L'année suivante, un rapport de la CIA (*Japan : Foreign*

Intelligence & Security Services) a estimé que 90 % du travail de renseignement des Japonais s'exerçait en direction des USA et de l'Europe. Mais les utilisateurs du Renseignement au Japon estiment souhaitable une meilleure coordination à l'échelon gouvernemental.

Coup d'État à Moscou : le crépuscule du KGB

Numéro 1 du KGB, Vladimir Krioutchkov a l'expérience des coups d'État. Jeune homme, il a participé activement dans l'ombre de Youri Andropov, alors ambassadeur d'URSS à Budapest, à la minutieuse préparation de celui qui scella en 1956 le sort des Hongrois insurgés contre le communisme. Passé ensuite aux services spéciaux, Krioutchkov a dirigé dix années durant le 1er directorat (espionnage à l'étranger) avant de devenir le chef suprême du KGB en octobre 1988.

Grand amateur de théâtre, le numéro 1 du Comité pour la sécurité d'État pressent-il une tragédie en cet hiver 1990-1991, alors qu'il entre dans le cercle des apprentis putschistes qui projettent le renversement de Mikhaïl Gorbatchev ?

Pour Krioutchkov, les choses sont simples. La perestroïka tourne mal. Dépassé par les événements, Gorbatchev a laissé le champ libre à la réunification allemande. Sa politique semble aujourd'hui mener l'URSS à la désagrégation pure et simple. Après la mort de Leonid Brejnev, le système a fonctionné sur la base d'un compromis entre l'état-major, le KGB et les éléments les plus dynamiques du complexe militaro-industriel. La nouvelle politique le déstabilise complètement. C'est pourquoi le responsable des « Organes », hier gagné aux réformes, a choisi la voie du coup de force.

En douceur, si possible. Par la pression, on essaiera d'obtenir l'aval de Gorbatchev. En attendant, on lui forcera la main. D'où les déclarations dures de Krioutchkov. Se couvrant du manteau gorbatchévien, celui qui expliquait neuf mois plus tôt à propos de la CIA : « Nous coexistons. Ils travaillent et nous aussi », affirme en décembre 1990 : « Le KGB ne tolérera pas l'ingérence dans nos affaires intérieures de la part des services spéciaux étrangers ni de ces organisations et groupuscules qui, à l'étranger, avec le soutien des services secrets, ont mené pendant des décennies et continuent de mener une guerre secrète contre l'État soviétique. »

Dans le même temps, Krioutchkov s'efforce de donner une meilleure image des « Organes ». Le nouveau président du KGB se laisse volontiers aborder par les journalistes. On concocte aussi le projet d'un journal interne du KGB diffusé à 100 000 exemplaires, le *Courrier du renseignement soviétique*.

Des remaniements interviennent au sein même des hautes sphères. En janvier 1991, Fillip Bobkov, premier adjoint de Krioutchkov, est muté au ministère de la Défense en qualité de consultant. Le chef du 27e Directoire (contre-espionnage) Vladimir Pirojkov devient président de l'Amicale des anciens des services de sécurité. Les deux partants seront respectivement

remplacés par Viktor Grouchko et par Guennadi Titov, un spécialiste de l'Europe du Nord surnommé « le Crocodile ».

Sur ordre personnel de Krioutchkov, les techniciens du 8e Directoire branchent les lignes téléphoniques de la quasi-totalité des dirigeants soviétiques. Les « grandes oreilles » s'intéressent tout particulièrement aux conversations de Boris Eltsine. C'est que le président de la République de Russie manifeste quotidiennement sa volonté d'indépendance. Le présentant comme un alcoolique, les spécialistes de la désinformation ont déjà tenté de le discréditer lors de ses déplacements à l'étranger, mais cela n'a pas suffi. Sur les conseils d'un « renégat », l'ancien général kagébiste Oleg Kalouguine passé dans les rangs du mouvement démocratique, Eltsine impose en effet la création d'un KGB russe. Une décision que tout le monde ne prend pas au sérieux puisque, le mois suivant, l'un des chefs du bureau de presse du KGB, Alexandr Mikhaïlov, nous déclare :

« Le KGB russe, c'est plutôt une plaisanterie. Nous avons nommé son chef et le service ne s'occupe que de sécurité intérieure. Naturellement, le renseignement à l'étranger reste l'apanage du KGB central... »

A la Loubianka, on est sans doute moins sereins. Krioutchkov se prépare à l'épreuve de force. Par précaution, il n'informe que quelques hommes sûrs. Signe des temps, cette mesure de sécurité n'empêche pas les rumeurs de courir. Ceux qui veulent savoir n'ignorent pas les réticences croissantes du président des « Organes » vis-à-vis de Gorbatchev. D'un autre côté, Krioutchkov se garde bien de faire monter la pression. Parfaitement informé — et pour cause ! — de l'état désastreux de l'économie, le chef du KGB a définitivement tranché pour une révolution de palais : on obligera « Gorby » à accepter le parrainage d'un comité de surveillance, on internera quelques opposants, mais on se gardera bien de provoquer un bain de sang, aussi mortel pour le régime que la politique gorbatchévienne.

Sur le papier, c'est habile. Il en va tout autrement sur le terrain. Les fuites se multiplient. Ainsi, le chef du bureau du KGB de Moscou prévient Boris Eltsine des menaces qui pèsent sur lui. L'actif président russe prend aussitôt ses précautions. Il échappe de cette manière à l'arrestation.

Pis encore : la « mollesse » qu'une telle ligne d'action implique pour des cadres habitués à des méthodes autrement plus radicales. N'ayant pas l'impression d'être commandés, nombre d'officiers du KGB tergiversent, refusant de « comprendre » des ordres trop flous.

Voilà ce qu'on n'avait jamais vu jusqu'à présent : des services divisés, capables à l'occasion de désobéir aux ordres du « Centre » ! Place Dzerjinsky, les leviers de commande ne répondent plus. Krioutchkov est désemparé. C'est pour maintenir l'unité du KGB, et donc son pouvoir, qu'il a donné le feu vert au putsch. Mais, d'unité, il n'en est plus question : la gigantesque machine soviétique de renseignement et de répression est en train d'éclater sous ses yeux. Du coup, il tergiverse encore plus. D'où ce nouveau paradoxe : monté avec le concours d'une partie de l'appareil du KGB, le coup de force d'août 1991 à Moscou est en train d'échouer en raison de la résistance d'une autre partie du même appareil !

Plus dure sera la chute. Comme les autres conjurés, Vladimir Krioutchkov,

jette bientôt l'éponge. La foule, elle n'attend pas : spontanément, les Moscovites commencent à déboulonner l'immense statue du fondateur des « Organes », le bolchevik polonais Feliks Dzerjinsky. Ainsi prennent fin soixante-dix ans d'existence des services secrets soviétiques. Ce qui ne signifie en rien le retrait de Moscou dans le domaine de la guerre secrète...

Quatre chefs des nouveaux services russes

Au lendemain du putsch de Moscou, quatre responsables des services de renseignement vont chacun à leur tour jouer un rôle important dans la transition de Gorbatchev à Eltsine. C'est symptomatique, ils appartiennent au club des anciens spécialistes soviétiques du monde arabo-musulman. La guerre du Golfe, qui s'est achevée trois mois avant le putsch, l'indépendance des Républiques musulmanes de l'ex-URSS et la montée de l'Islam n'y sont pas pour rien.

Leonid Chebarchine, le patron du 1er Directoire (PGU — chargé de l'espionnage à l'étranger), devient chef de l'ensemble du KGB à la chute de Krioutchkov. Plusieurs fois en poste au Pakistan, diplomate de formation, Chebarchine fut surtout le Résident du service à Téhéran au moment de la chute du Shah et de l'arrivée au pouvoir de Khomeiny. Trop mouillé avec l'ancienne direction, le voilà remplacé le lendemain même par Vadim Bakatine, cette « bête noire » des conservateurs que Gorbatchev et Eltsine ont choisi pour présider et surtout refondre le KGB.

Son successeur à la tête de l'espionnage à l'étranger sera dès le 30 septembre Yevgueni Primakov qui, pendant la guerre du Golfe, effectua tant d'allers et retours Moscou-Bagdad pour convaincre Saddam Hussein de rendre l'indépendance au Koweït. Il était alors le conseiller diplomatique le plus écouté de Mikhaïl Gorbatchev.

C'est au sein de l'Institut d'Orient puis comme directeur de l'IMEMO — Institut soviétique d'économie mondiale et des relations internationales — que Primakov s'est intéressé au Proche-Orient. Cet académicien orientaliste, né à Kiev en 1929, a débuté dans le journalisme à la radio-télévision et pour la *Pravda* dont il est le correspondant au Caire en 1966.

Fin septembre 1991, avec l'accord d'Eltsine, il prend la tête du 1er Directoire du KGB qui devient autonome comme Service central de renseignement (TS.R.Ou. — Tsentralnoye Razvedatelnoe Oupravlénié). Cette appellation fait long feu avec la destruction de l'Union soviétique. Bien que vétéran communiste, Primakov reste néanmoins le chef du nouveau service russe aux ordres d'Eltsine, rebaptisé tout simplement Service de renseignement étranger (SVR — Sloujba Vnechnoï Razvedki).

Primakov est secondé par l'ancien directeur adjoint du 1er Directoire du KGB au moment du putsch, Vadim Vassiliévitch Kirpitchenko, consultant du nouveau service. C'est lui aussi un bon spécialiste du monde arabe. Pendant la guerre d'Indépendance algérienne, il a été conseiller du Front de libération nationale tour à tour au Caire — où la résidence était dirigée par

F.K. Mortine — et à Tunis. Il travaillait à cette époque en liaison étroite avec Boussouf, le maître des services spéciaux du FLN.

L'un des plus beaux coups de Kirpitchenko, devenu à son tour le Résident du KGB en Égypte, c'est d'avoir recruté Sami Sharaf (alias « Assad »), le patron des Moukhabarat. Autant dire qu'il est bien informé. C'est ainsi que, contre l'avis de l'ambassadeur Vinogradov, il avertira le Kremlin que Sadate va expulser les Soviétiques d'Égypte. Ce qui se produira le 18 juillet 1972.

Entre-temps, comme il le raconte dans ses mémoires publiés en 1993 (*Des archives d'un agent de renseignement*), il a également servi au Sénégal. Au Congo, il est devenu l'ami d'Amilcar Cabral, le leader du Parti africain pour la libération de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert.

De retour à Moscou, Kirpitchenko se retrouve jusqu'à la date du putsch premier adjoint au chef du 1er Directoire, d'abord patron de la Section S (des agents illégaux) puis du « Groupe Nord » — c'est-à-dire la coordination des opérations du KGB dans le monde contre les Américains. Sa prédilection pour le monde arabo-musulman demeure. Aussi, à l'époque, suit-il de près l'action du Résident du KGB au Pakistan, Vyacheslav Ivanovitch Gourguenev, qui, au début des années 80, monte des opérations contre les bases arrière de Moudjahidine afghans. Or, douze ans plus tard, Gourguenev, sous l'identité bidon de « général Artymov », est le chef opérationnel le plus important de la nouvelle agence de renseignement extérieur de Boris Eltsine. Ironie de l'histoire : une des toutes premières affaires qu'il aura à suivre, c'est l'effondrement de Najibullah en Afghanistan !

Le nouveau KGB d'Eltsine

En mai 1991, donc avant le putsch de l'été, Eltsine est parvenu à un accord avec Krioutchkov pour la « création d'un KGB autonome, placé sous la juridiction de la République russe ».

Le général Ivanenko, quarante-quatre ans, jusque-là directeur adjoint du Bureau des enquêtes du KGB soviétique, est détaché pour former ce service de 400 cadres.

Pendant ce temps, les KGB régionaux s'orientent soit vers l'indépendance, soit vers la dissolution. En Lituanie, dès 1990, le président du KGB local Ediardad Eismontas affirme par exemple que les archives sont détruites ou... rapatriées à Moscou ! La Saugumas (« Sécurité ») est l'objet d'une grande surveillance de la part des nationalistes, qui craignent une politique de la « terre brûlée ». L'année suivante, la transition est assurée avec la création par un ancien officier du KGB âgé de trente-cinq ans, Danas Arlauskas, du nouveau Département de sécurité avec les conseils de membres de services occidentaux.

Le KGB central est officiellement dissous le 11 octobre 1991. Le service de sécurité intérieur russe est d'abord baptisé Service de sécurité inter-républicain, mais il ne survivra pas à la chute de Gorbatchev. Le 19 janvier

1992, on apprend que Viktor Barannikov va diriger l'Agence fédérale russe de la sécurité (ex-KGB, AFB-Aguentstva federalnoï Bezopasnosti). Puis Boris Eltsine tente de créer une Direction juridique d'État — Gossoudarstvieno Pravovie Oupravlenie, dont les initiales G-P-Ou rappellent fâcheusement la police secrète de Staline. Le projet est abandonné. Désormais Guennadi Bourboulis, conseiller du président russe, chapeautera les services, y compris le renseignement extérieur créé à partir de l'ancien 1er Directoire du KGB.

Un décret présidentiel d'avril 1992 crée en outre le Conseil de sécurité russe présidé par Boris Eltsine, avec de hautes personnalités du nouveau régime, à commencer par le vice-président Alexandre Routskoï, le Premier ministre Egor Gaidar, l'inévitable Evgueni Bourboulis, le ministre de la Défense Pavel Gratchev et le chef du SVR (le SR extérieur) Evgueni Primakov.

C'est cet édifice que tentera en vain d'ébranler l'un des membres du Conseil de sécurité, le général Routskoï, principal protagoniste avec Khasboulatov de la tentative de coup de force d'octobre 1993, qui, après le putsch avorté d'août 1993, marque bien entendu une étape décisive dans la construction de la nouvelle communauté russe du renseignement et de la sécurité.

Voici, publié pour la première fois, le schéma de réorganisation des services russes, tel que nous l'avons recomposé en effectuant un « monitoring » régulier de leur évolution :

KGB, LA MARCHE VERS LA DISSOLUTION
ET LES NOUVEAUX SERVICES RUSSES

Avant le putsch	En 1992
	1er Directoire
Renseignement étranger 20 000 agents Gen. L. Chebarchine	Gorbatchev le rend indépendant comme Agence centrale de renseignement (Tsentralnaïa Sloujba Rasvedki RF ou Ts.S.R.). Également appelé sous Eltsine Service de renseignements étrangers (Sloujba Vnechnoï Razvedki-SVR). Ministre : Evgueni Primakov
	2e Directoire
1er v.-pdt : Viatcheslav Troubnikov	
Contre-espionnage 40 000 agents	Devenu Service de sécurité inter-républicain (Mejrespoublikanskaïa Sloujba Bezopasnosti-MSB), dirigé par Vadim Bakatine. Absorbe les 4e et 6e Directoires. Rebaptisé Agence fédérale russe de la sécurité (Aguentstva Federalnoï Bezopasnosti-AFB).

Guennadi Titov	Gén. Nikolaï Cham puis Ivannenko et création du Ministère de la sécurité de Russie (Ministersvo Bezopasnosti Rossii-MBR). Ministre : Viktor Barannikov. En outre, suite dégraissages de spécialistes, créent des agences « semi-privées » de sécurité telle Information Sécurité (Informazachtchita) de Moscou.
3e Directoire	
Sécurité militaire 230 000 membres Gén. Sergueiev	Transféré à l'armée, liaison avec le GRU, lui-même dépendant du ministre de la Défense, Gratchev.
4e Directoire	
Sécurité des transports Gén. Storojev	Transféré vers l'ex-2e Directoire.
5e Directoire	
Devenu Directoire Z, chargé des dissidents Valeri Vorotnikov	Aboli en septembre 1991.
6e Directoire	
Crimes économiques Gén. Savenkov Gén. Anatoli Cham	Fusionne avec l'ex-2e, lutte contre corruption et Mafia.
7e Directoire « les piétineurs »	
Surveillance des gens Rachtchépov	Non déterminé.
8e Directoire	
Écoutes, codes et communications gouvernementales 200 000 hommes N.N. Andréïev	Devient une agence autonome sous la générale Smirnova sous le nom de Comité spécial pour les liaisons internationales puis d'Agence fédérale pour l'information & les communications gouvernementales (Federalnoe Agentsvo pravitelstvennoï Sviazi i informatsii — FAPSII). 130 000 fonctionnaires.
9e Directoire	
Sécurité des dirigeants Youri Plekhanov	Renommé Service des gardes du corps par Gorbatchev.
15e Directoire	
Sécurité des centres nucléaires, abris spéciaux	
16e Directoire	
Interceptions communications (SIGINT, COMINT)	Rebaptisé Département des opérations techniques (DOT).
Directoire Information & Analyse	
Évaluation et analyse Gén. Nikolai S. Léonov	Col. Vladimir Roubanov
Directoire des Gardes-Frontières	
Protège les frontières de l'URSS 260 000 membres Gén. Guéni Aguéïev	Comité de protection des frontières. Gén. Ilya Kalinitchenko, rattaché en juin 1992 à l'AFB. Gén. Alex Tymko.

12e Directoire	
Surveillance électronique	Coupée d'un tiers fin 1991.
SPETSNAZ	
60 000 hommes, troupes spéciales	Rejoignent les Spetsnaz du GRU sous tutelle de la Défense.
Division Dzerjinsky du KGB, basée à Balachira, 8 000 hommes	Rattachée au ministère de la Sécurité, reprend la Maison Blanche au moment du putsch d'octobre 1993.

Le GRU monte en puissance

« Nous ne nous laisserons pas intimider ! Ce n'est pas parce que les Occidentaux nous demandent de réduire nos opérations de renseignement à l'étranger que nous devons nous mettre à quatre pattes devant eux ! »

Le colonel général Evguéni Léonidovitch Timokhine n'y va pas avec le dos de la cuiller. La longue interview que publie le journal des forces armées de la CEI, *Krasnaïa Zvesda* (il s'appelle toujours *L'Étoile rouge*) le 29 avril 1992 en dit long sur les objectifs du service de renseignement militaire (Glavnoe Razvedivatelnoe Oupravlenie).

Profitant du morcellement du KGB, le GRU tente de devenir le principal service de renseignement à l'extérieur comme à l'intérieur de la CEI.

Un mois après la nomination d'Evguéni Primakov comme patron du nouveau SR étranger, celle du général Timokhine intervient en novembre 1991, avec l'aval d'un Gorbatchev sur le déclin. Timokhine a repris le flambeau au général Vladen Mikhaïlov, premier chef du corps expéditionnaire en Afghanistan en 1979, patron du GRU depuis 1987.

Mikhaïlov n'avait pas démérité de Gorbatchev, puisque sa sécurité militaire avait annoncé dès juillet 1991 que d'étranges consignes de commissaires politiques parvenaient aux officiers de l'Armée rouge, visant à discréditer la perestroïka. Mieux, pendant le putsch d'août, il interdira à ses forces d'élite de se joindre aux comploteurs.

Mais ce général balourd, qui restera célèbre pour son oukaze obligeant les officiers du GRU à porter l'uniforme à leur travail, n'en est pas moins remplacé. Né à Kharkov en 1938, Timokhine, diplômé de l'Académie des ingénieurs radiotechniciens de guerre, a notamment commandé l'Armée rouge en Sibérie, région qui sera l'un des enjeux centraux de la géopolitique internationale à l'approche de l'an 2000. Général passe-muraille, au point que Boris Eltsine le reconduira dans ses fonctions, il s'adonne volontiers aux plaisirs de la chasse, quand il ne dévore pas des romans historiques de Tolstoï ou de Dumas dans l'univers confortable d'un appartement moscovite soigneusement arrangé par sa femme et leur fille unique.

C'est sous le contrôle de Pavel Gratchev, ministre de la Défense de

Russie, qu'il réorganise le GRU, bénéficiant de l'apport de pans entiers du KGB que l'on désosse. Le 3e Directoire, responsable de la Sécurité militaire (colonel général Serguéïev), est transféré avec ses 230 000 membres au GRU. Même scénario pour 60 000 hommes des troupes spéciales (Spetsnaz) du KGB qui rejoignent également le GRU, ainsi que des reliquats des moyens d'interception électronique dont est particulièrement friand, de par sa formation, le général Timokhine.

Le rôle décisif de l'armée lors de la tentative de coup de force de Routskoï et Khasboulatov d'octobre 1993, et l'absence de rôle des services secrets — à l'exception de la division Dzerjinsky — ne peut que renforcer l'influence du lobby militaire, donc les positions du GRU, dont le sigle même est resté inchangé depuis les années 20.

LA TRANSITION DES SERVICES DANS LES ANCIENS PAYS COMMUNISTES

Avec l'implosion du monde soviétique au début des années 90, on assiste à une réorganisation totale des services grand-russes, mais aussi à une fragmentation des agences de sécurité filiales du KGB, soit des ex-Républiques soviétiques, soit des pays satellites. La bourrasque emporte aussi sur son passage les services des pays non soviétisés (Albanie, Yougoslavie).

Après bien des flottements (1989-1993), on assiste à une nouvelle organisation par cercles concentriques :

1) services russes ;

2) intercollaboration des SR des onze pays de la CEI (Bielarus, Moldavie, Ukraine, Arménie, Azerbaïdjan, Turkmenistan, Tadjikistan, Kirghistan, Ouzbekistan, Kazakhstan et Russie) ;

3) collaboration avec des pays de l'ex-URSS qui n'ont pas voulu rejoindre la CEI ;

4) collaboration avec certains anciens pays communistes comme la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie ;

5) nouveaux traités de collaboration avec des services avec lesquels Moscou n'était pas toujours en bons termes par le passé : les Yougoslaves (en fait Serbes), les Nord-Coréens, les Chinois.

Voici un panorama succinct de la transition pour ce qui concerne la galaxie du renseignement :

Albanie

Le 13 avril 1992, premier gouvernement de l'ère post-communiste avec le président Sali Berisha et le Premier ministre Alexander Meksi. Depuis quelques mois déjà un nouveau service de sécurité remplace le Sigurimi. C'est le Sherbimi Informativ Kombetar (SHIK), dirigé par Bashkim Gazidede, qui licencie 60 % des 7 000 à 10 000 fonctionnaires de l'ancien Sigurimi.

Arménie

Le KGB arménien est dirigé au moment du putsch par Ou. Aroutunian. Après l'indépendance, les nouveaux SR effectuent des opérations offensives contre les Azéris et même les Tchétchènes (assassinat à Londres des frères Outsiyev en mars 1993).

Azerbaïdjan
En novembre 1992, l'ancien patron du KGB azeri, Vaguif Gousseinov, est accusé d'avoir appelé les troupes soviétiques en janvier 1990 pour réprimer les nationalistes. Jusqu'à cette date, le SVR continuait d'utiliser à l'étranger les membres des services azeris, tel Ramiz Aboutalibov, représentant à Paris de son pays auprès de l'UNESCO. A l'été 1993, retour de flamme : l'ancien patron du KGB azerbaïdjanais, Gueidar Aliev, devient président ; son chef de la Sécurité nationale, Narim Imranov, est également un ancien du KGB.

Bielarus
A l'indépendance de l'ex-Biélorussie, le général Édouard Chirkowsky, ancien patron du KGB biélorusse, demeure chef du nouveau SR, dans le cadre de la collaboration interservices de la CEI.

Bulgarie
Le DS (Dazjavna Segurnost), fort de 30 000 fonctionnaires, est reformé en un premier temps façon perestroïka. C'est ainsi qu'en 1992 le conseiller à la Sécurité nationale, Roman Danov, enquête sur les assassinats organisés par le passé dont celui du transfuge Georgi Markov. Brigo Asparoukhov prend ensuite la direction du nouveau service de renseignement en liaison avec le ministre de l'Intérieur Yordan Sokolov. Il est victime d'une tentative d'empoisonnement fin 1992.

Estonie
Comme dans les autres Pays baltes devenus indépendants, le KGB, dirigé à la fin des années 80 par K.E. Kortelainen, est totalement démantelé. Les services anglo-saxons prennent la place des anciens conseillers soviétiques. Le petit SR militaire dépend à partir de mai 1993 du chef de l'armée, le colonel Alexander Einselm, né à Tallin en 1931 mais... naturalisé américain en 1949 !

Géorgie
Le KGB géorgien, présidé de 1954 à 1988 par Alexei Nikolaiévitch Inauri, est dissous le 18 novembre 1991. Le président ultranationaliste Zviad a créé un Département de la sécurité nationale dirigé par Vaja Khatiashvili. Mais il est chassé après l'élection à la présidence d'Eduard Chevarnadze, directeur adjoint du KGB de Géorgie dans les années 60 puis ministre des Affaires étrangères de Gorbatchev. Mettant à profit l'offensive victorieuse des séparatistes abkhazes, Gamsakhourdia relance la guerre civile contre Chevarnadze en septembre-octobre 1993.

Hongrie
L'AVB (Allamvédelmi Batosag), 30 000 fonctionnaires, est transformée sous la tutelle du cabinet du Premier ministre. Ses anciens patrons seront maintenus jusqu'en juin 1990, date à laquelle est créé l'Office national de sécurité (ONS) dirigé par Lajos Nagy et supervisé par le ministre sans portefeuille Peter Boros.

Kazakhstan
Le président du KGB, Bulat Bayekenov, devient en 1991 chef des services du Kazhakstan indépendant de Nourtsoulan Nazarbaïev.

Kirghizie
Au moment du putsch contre Gorbatchev en 1991, le président du KGB de Kirghizie, le général Djumabek Asankoulov, est immédiatement remplacé par le vice-président Guerman Kouzentsov.

Lettonie

En juin 1991, le président du KGB letton, le général Stanislavs Zukuls, est mis à la retraite avec d'autres hauts responsables du KGB (Aivars Dombrovskihs, Miervaldis Zasa-Dasa). A l'époque un service nationaliste clandestin, le Slepenais dieneste (SD), se manifeste contre le KGB. Son chef, Janis Legzdins, sera accusé par la presse soviétique d'être influencé par des nostalgiques du nazisme. A l'été 1991, le major général Edmunds Johannsons reste le chef du KGB letton, mais, peu après, ce dernier est dissous par le Parlement. On le remplace par le Service de sécurité letton (LRDD), dirigé par Juris Vectirans.

Lituanie

En 1990, suite aux événements de Vilnius, le président du KGB lituanien (la Saugumas), Ediardad Eismontas, affirme que les archives de son service ont été détruites ou rapatriées à Moscou. En 1991, un nouveau Département de Sécurité est créé par un ex-officier du KGB de trente-cinq ans, Danas Arlauskas. Des Britanniques servent de conseillers, tel Jim Short, un ancien SAS reconverti dans les firmes privées de sécurité.

Moldavie

Le KGB moldave va être dissous par petites étapes. En 1990, sous le Premier ministre Mirtcha Ion Snégour et le ministre de l'Intérieur Ion Grigoré Kostach, le président du KGB local est un « guide de l'Intourist » qui a servi vingt-sept ans au KGB, Toudor Leonté Botnar. Il anime la lutte contre les séparatistes des Gagaouz et Pridestrovskaïa. Mais le 9 septembre 1991, le président moldave Mircea Sedur supprime le KGB et le remplace par un ministère de la Sécurité moldave dirigé par Anatoli Toudor Bligari. Toudor Botnar est accusé de tentative de putsch.

Mongolie extérieure

En 1990, la sécurité mongole est dirigée par le lieutenant général Agvaanjantsangiyn Jamsranjav. Avec la chute du communisme, elle sera remplacée par un service autonome. L'un de ses adversaires principaux reste le Département de sécurité d'État (Gonganting) de Mongolie intérieure que dirige depuis 1989 le Chinois Shi Zhankuan.

Ouzbekistan

A la fin des années 80, le KGB d'Ouzbekistan est présidé par L.N. Melkoumov. Lorsque ce pays devient une république indépendante, en 1992, on le transforme en Comité national pour la sécurité (KNB).

Pologne

Le nouveau pouvoir crée l'Office de protection de l'État (UOP), un service de renseignement dirigé par le vice-ministre Kozlowski (ancien de Solidarité) qui annonce que « cet organisme va désormais collaborer avec les services spéciaux de l'OTAN et ceux de la Hongrie ». A la fin 1993, l'UOP est dirigé par le colonel Gromoslaw Czempinsky. En 1992, le Biuro Bezpieczenstwa Narodowego (Bureau de sécurité nationale) est pris en charge par le secrétaire d'État chargé de la sécurité, Jerzy Jan Milewski. Mais l'affaire se complique quand ce dernier est accusé dans la presse d'être un ex-agent de la SB de l'époque communiste.

RDA — République démocratique allemande

Le 3 octobre 1990, date de la réunification des deux Allemagnes, voit l'arrêt de mort des grands services est-allemands MfS et HVA. En dernier recours, le régime a tenté de sauver les meubles fin 1989 en transformant la STASI en

ministère de l'Office pour la sécurité nationale (NASI) sous l'égide de Wolfgang Schwanitz.

Roumanie

La Securitate (145 000 fonctionnaires) et le DIE (service extérieur) passent sous le contrôle de la Défense au moment de la révolution de 1989. Nombre de « Sécuristes » se retrouvent en mai 1990 dans le Serviciului Román de Informatii dirigé par Virgil Magureanu, qui siégeait au procès des Ceausescu. Le numéro 2 de ce SRI de 10 000 membres, particulièrement chargé des opérations d'espionnage étranger, n'est autre que le colonel Mihail Caraman, qui s'était illustré en France dans les années 60. Le SRI a établi de bonnes relations avec le SVR et le GRU, les services de la CEI.

Tadjikistan

Le chef du KGB tadjik, Stroïkine, ne se manifeste pas lors du putsch de l'été 1991 à Moscou. Mais le KGB tadjik, rebaptisé Comité de la sécurité nationale du Tadjikistan et dirigé par Alidjon Solibaiev, mettra en échec le retour des communistes en octobre 1992.

Tchécoslovaquie

En janvier 1990, le StB est dissous. Naît un nouveau service, l'Office de protection de la Constitution (ou Comité de défense de la Constitution et de la démocratie) supervisé par l'ancien dissident Jan Ruml. Le 1er juin 1990, on dissout la 1re Direction du StB, autrement dit le HSR chargé du renseignement à l'étranger. En avril 1991, un nouveau service de sécurité tchécoslovaque (FBIS) se forme sous la direction de Stefan Bacinsky. Deux ans plus tard, ces services se scindent avec le divorce des Tchèques et des Slovaques. Le SR tchèque (BIS, soit Bezpecnosti a Informacni Sluzba) est dirigé par l'ancien dissident Stanislas Devaty. Côté slovaque, le Premier ministre Vladimir Meciar encourage les contacts avec le SVR russe.

Turkménistan

Le KGB turkmène, dirigé dans les années 80 par Anatoli Grigorevitch Boiko, est transformé en Département de sécurité nationale.

Ukraine

Pendant le putsch d'août 1991, le président du KGB, le général major Nikolai Golouchko, affirme au conseiller à la Sécurité, Youri Goulik, qu'il est contre le coup d'État. Cela n'empêche pas le KGB d'être dissous et remplacé par un ministère ukrainien de la Sécurité (NBU). En 1993, son chef, Evguéni Martchouk, signe un accord de coopération extérieure avec le SVR de Primakov. Golouchko se retrouve à Moscou comme responsable de la sécurité avant d'être limogé par Eltsine à la fin février 1994.

Yougoslavie

Avec la destruction de la fédération, on assiste simultanément à la fragmentation des services spéciaux SDB (Sluzba Drzavne Bezbednosti) et UBC Uprava Bezbenosti, le renseignement militaire). Au sein de l'UB, dominée par les Serbes, une nouvelle lutte de pouvoir se fait jour en mai 1992 suite à la nomination du général Nedeljko Boskovic, chargé de réorganiser et de recentraliser les opérations de renseignement. Il a décidé de prendre sous son commandement le contre-espionnage KOS (Kontra-Obavestajna Sluzba). A la même époque, les services de Belgrade resserrent leurs liens avec le SVR et le GRU russes.

L'affaire Ames

Sorte d'épilogue provisoire à la transformation des services soviétiques : en février 1994, éclate aux États-Unis, l'affaire Aldrich Ames. Ce dernier est arrêté sous les caméras de télévision avec son épouse. Ancien patron de la section contre-espionnage de la division soviétique de la CIA, il est accusé de la pire des trahisons. De son côté, Alexandre Lyssenko, conseiller de l'ambassade, et, de fait, résident du SVR à Washington, est expulsé.

L'affaire rappelle fâcheusement l'ère de la chasse aux taupes menées par James Angleton. Ironie de l'histoire, Ames a justement intégré la CIA en 1963, alors que l'affaire Golytsine battait son plein, et qu'Angleton imprégnait la communauté du renseignement occidental de sa marque, celle d'un délire paranoïaque suicidaire.

Depuis 1985, date de son recrutement par les Russes, Ames aurait fourni au KGB de l'époque Gorbatchev, puis à son successeur, le SVR, des informations déterminantes sur l'ordre de bataille de la CIA. Pire encore, il aurait trahi l'effort de pénétration de la Compagnie et révélé à son officier traitant la liste d'agents recrutés chez les Soviétiques par la CIA et le FBI. Certains — 10 au total — auraient été identifiés et exécutés à Moscou dans les années 80.

La rumeur s'enfle : Ames aurait été livré aux Américains par ses employeurs russes. Et la presse d'évoquer les activités de deux officiers, en poste à Washington, Serguei Motorine et Valéri Martinov. Ce dernier est particulièrement énigmatique puisqu'il eut à raccompagner à Moscou Vitali Yourtchenko, chef adjoint du Bureau Amérique du Nord du KGB, qui passa à l'Ouest puis changea d'avis et souhaita regagner l'URSS en 1985. Peut-être apprendrons-nous enfin ce qu'il est advenu à l'un des personnages les plus étonnants qu'il nous ait été donné de suivre à la trace, Nikolai Berdennikov (Boris), ce spécialiste de l'espionnage scientifique dans les pays anglo-saxons que nous avons identifié en 1986 (dans *KGB : Objectif Pretoria*).

Vladimir Krioutchkov — lui-même ancien résident aux USA — dirigeait le 1er Directoire du KGB lorsqu'on recruta Ames. Avant de devenir patron du KGB en 1988 et putschiste trois ans plus tard. Par coïncidence, tandis qu'Ames était arrêté, Krioutchkov se voyait amnistié avec les autres conjurés du putsch raté de 1991.

Mais, on le sait, c'est un autre ami de Gorbatchev, Evguéni Primakov, qui a poursuivi en ce début des années 80 la réorientation et la réforme du renseignement extérieur. De même, le chef de la Résidence du KGB à Washington au moment du recrutement d'Ames, Stanislav Androssov, est devenu aussi un cadre dirigeant du SVR. Dans ces conditions, pourquoi les Russes se seraient-ils privés de la précieuse collaboration d'une taupe aussi efficace au sein de la CIA ? Simplement parce que la guerre froide avait été

perdue ? Tel n'est pas leur style, et, pour être justes, pas plus celui de leurs vis-à-vis, pour ne pas dire adversaires.

Pour beaucoup de commentateurs américains, l'affaire est choquante puisque officiellement le KGB n'existe plus et, que les USA aident l'économie russe. N'en déplaise aux médias américains, de nombreuses affaires d'espionnage se sont déjà révélées depuis la fondation du SVR. Toutes démontrent que ce service a naturellement conservé des agents recrutés dans l'ère précédente. Son objectif, après tout, est de devenir un service équivalent à la CIA qui ne se prive pas de continuer d'espionner dans la CEI, comme c'est son devoir d'État.

Certains postes SVR ont été « dégraissés » par rapport aux anciennes résidences du KGB. Le MI 5 estimait en 1992 à un tiers le reliquat de l'ancien ordre de bataille dans une ambassade. Mais les facilités de mouvements pour les Russes sont infiniment supérieures à ce qu'elles furent sous le communisme, et l'appréhension à l'égard de l'ancien système ayant disparu dans les démocraties occidentales, le recrutement est facilité. Des « officiers de liaison » du SVR sont officiellement intronisés dans les capitales européennes pour collaborer avec leurs alter ego dans les domaines de la criminalité mafieuse notamment.

Par ailleurs, on note que le GRU est extrêmement offensif, peut-être même plus qu'avant, du fait de l'affaiblissement du SVR, de deux tiers des postes sédentaires, par rapport à ce que fut le KGB.

Mais en 1992, le BfV en Allemagne dénombrait tout de même 400 officiers du SVR actif en Allemagne. En France, fin 1992, plusieurs ingénieurs atomistes sont arrêtés. Cela fait suite au passage chez les Anglais d'un membre de l'ambassade de Paris, Viktor Ochtchenko, un scientifique du KGB/SVR, grâce à qui des ingénieurs espions français de la défense et de l'énergie atomique sont identifiés.

Au même moment, lors d'un petit déjeuner de presse à l'ambassade du boulevard Lannes, l'ambassadeur de Russie assurera avec le plus grand sérieux à l'un des auteurs de ce livre que cela n'était qu'un reliquat du passé, et que, désormais, la Russie de Boris Eltsine ne pratiquerait plus l'espionnage ! Peu de jours après, le résident du SVR à Paris, Boris Volkov, était expulsé avec trois de ses adjoints.

Même coup de torchon, dans la zone Asie-Pacifique. En mai 1992, c'est le chef adjoint de la mission commerciale russe Vladimir Davidov, qui prend la poudre d'escampette tandis que la sécurité japonaise (Kôanchô) veut l'interroger après qu'il a tenté de se procurer du matériel électronique sensible. Autre exemple : à la faveur de l'affaire Ames, on apprend que ces derniers temps, le contre-espionnage australien a obtenu le départ de six « diplomates » du SVR.

En termes familiers, on dirait que « plus ça change, moins ça change ». Mais pour adopter un vocabulaire de meilleure facture, on se contentera de rappeler qu'à l'horizon 2000 les maîtres espions possèdent encore de beaux jours devant eux...

Le monde du renseignement de l'an 2000

L'implosion du bloc soviétique, la fin de la guerre froide, l'embrasement islamiste, la guerre du Golfe, les guerres civiles de Yougoslavie, le développement de l'espionnage économique et technologique tous azimuts, la nouvelle course aux armements en Extrême-Orient, la bataille contre les Mafias, autant de dossiers brûlants auxquels sont désormais confrontés les services de renseignement.

En cette fin de millénaire, de nouvelles mutations les obligent à envisager le rééquilibrage entre leurs sources humaines (le fameux HUMINT, acronyme cher aux Anglo-Saxons) et leurs sources techniques (interceptions de communications, monitoring satellite, pillage informatique).

Au temps de la guerre froide, CIA et KGB ont compté des armées d'opérationnels et d'analystes. En dépit ou à cause de cette hypertrophie, ce sont le plus souvent de petites équipes bénéficiant d'une infrastructure et d'une logistique adaptées qui ont pourtant marqué les points les plus précieux. Au contraire, les grandes machineries américaines et soviétiques se sont embourbées dans des conflits limités comme ceux du Viêt-nam ou d'Afghanistan.

Les satellites et les systèmes d'écoute et de décodage balisent le monde entier depuis deux décennies, mais les renseignements de source humaine ont souvent fait cruellement défaut. Trop confiante dans son alliée, la SAVAK iranienne, trop fortement influencée par les visions abstraites de l'administration Carter, la CIA n'a saisi ni la montée en puissance du fondamentalisme, ni l'aura personnelle dont bénéficiait l'ayatollah Khomeiny. De même, le MI 6 britannique n'a pas su prévoir l'invasion des Malouines. Enfin, pour ce qui concerne la guerre du Golfe, on reste perplexe : sont-ce les services occidentaux et orientaux qui n'ont pas cru Saddam Hussein capable d'envahir le Koweït, ou le dictateur irakien a-t-il été attiré dans un piège destiné à l'abattre (et qui, dans ce dernier cas, n'aurait fonctionné qu'à moitié) ?

Notons à ce propos qu'en France les hautes sphères de l'État ne peuvent pas plaider l'ignorance. La DGSE les a régulièrement tenues informées de l'offensive graduée du dictateur irakien, tout comme elle avait correctement prévu l'ascension de Gorbatchev, la dislocation de l'URSS ou encore l'émiettement de la Yougoslavie. Encore aurait-il fallu que les interlocuteurs politiques prennent réellement en compte ces avertissements. Cela n'a pas toujours été le cas.

« En Russie, le Quai d'Orsay fréquente et suit l'entourage de Boris Eltsine tandis que nous, à la DGSE, nous cadrons le général Routskoï, que le Quai ne peut pas fréquenter officiellement et que nous analysons comme un homme clef de la situation », nous confiait un haut responsable de la Piscine alors que nous rédigions le présent volume, un an avant la tentative de coup de force de Routskoï et de Khasboulatov. La remarque indique

bien les différences d'approche qui permettent à un État moderne de se forger une opinion panoramique.

Au lendemain de la guerre du Golfe, la galaxie du renseignement français a subi un « lifting », bon exemple d'une puissance moyenne qui redéploie ses antennes selon les nécessités du moment dans une optique que synthétisera le *Livre blanc sur la Défense* en février 1994 : « Notre autonomie stratégique sera de plus en plus tributaire de notre aptitude à maîtriser quelques fonctions clés, hors nucléaire proprement dit : intelligence des situations, notamment par le renseignement ».

A l'instigation de Pierre Joxe et de son conseiller le général Rondot (réorganisation poursuivie sous François Léotard), une Direction du renseignement militaire (DRM) a été mise en place pour assurer toutes les fonctions opérationnelles du renseignement militaire. Regroupant 500 personnes, cette DRM dépend directement de l'état-major et possède son propre budget.

Elle possède cinq sous-directions : la recherche, l'exploitation, l'étude des armes et de leur prolifération, une direction technique et recherche et enfin une administration à laquelle est rattachée l'EIREL (École interarmes de renseignement et d'études linguistiques de Strasbourg).

Basé à Paris et à Creil, son chef, le général Jean Heinrich, est adjoint au chef d'état-major. Si nécessaire, il a accès au ministre. Il est assisté par les généraux Claude Chrétien et François Fresnel tandis qu'un ingénieur général de l'armement, Marcel Sméria, anime la sous-direction technique.

Outre l'EIREL du colonel de Bonnières, la DRM fusionne d'autres structures tels le CERM (Centre d'exploitation du renseignement militaire), le Centre d'information sur le renseignement électromagnétique (CIREM), le Centre principal Hélios-France (CPHF), qui gère le programme satellite, le Centre de formation et d'interprétation interarmées d'imagerie (CF3I) et les anciens B2 (2e Bureau des trois armes).

Sont également détachés à la DRM des représentants de la DPSD (ex-Sécurité militaire), de la gendarmerie, de la Délégation générale des armées. La centrale de renseignement militaire bénéficie en outre d'hélicoptères-radars Horizon, dont le prototype a fait merveille lors de la guerre du Golfe, et du DRON, ce petit avion léger de reconnaissance sans pilote.

Cette réorganisation a permis de délester la DGSE (forte de 3 500 contractuels) de certaines missions dévolues à la Défense, même si un quart de ses effectifs continue d'effectuer des tâches de renseignement militaire.

Sous l'égide de Claude Silberzahn, la DGSE a amorcé son recentrage vers la recherche du renseignement politique, technologique et économique, service moderne qui répond en profondeur aux besoins du personnel dirigeant. Ce préfet a également créé une Direction de l'évaluation stratégique, dirigée tour à tour par Jean-Claude Cousseran puis par Patrick Gautrat.

Sous la présidence de François Mitterrand, la DST, son service de renseignement préféré depuis l'époque où, jeune ministre, il était innocenté par Roger Wybot au moment de l'affaire des Fuites, a connu une nette montée en puissance. Son engagement en flèche dans l'antiterrorisme lui a permis de développer ses activités à l'étranger, notamment au Moyen-Orient,

donc de pénétrer sur le domaine réservé jusque-là à la Piscine. Un acquis que son nouveau patron, le préfet Philippe Parant, devra gérer.

En fait, c'est de rééquilibrage dont on devrait parler. Par l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants possédant l'expérience de plusieurs services (Philippe Parant a appartenu à la DGSE comme son conseiller Philippe Rondot ou comme le général Heinrich, le patron de la DRM), il s'agit d'impulser l'apparition d'une communauté du renseignement moins conflictuelle, où les passerelles humaines et techniques se multiplieraient d'un service à l'autre.

L'embryon d'un Conseil national de sécurité à l'américaine ? Certains observateurs le pensent. Cette formule, qui permet d'assurer une meilleure coordination et une pérennité certaine de l'action des services, essaime d'ailleurs dans d'autres pays, en Angleterre, au Japon, mais aussi, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, en Russie ou en Chine populaire. Originale convergence à l'issue d'un demi-siècle de guerre secrète...

Une coordination renforcée avec les autres services, la DGSE, la DST, les divers autres organes de sécurité français la cherchent aussi à l'extérieur. Au moment de la réunification allemande, les services anglais, américains et français se sont ainsi donné rendez-vous pour élaborer une charte de travail face aux dangers que constituait selon eux la création d'un grand service allemand unifié, éventuellement infiltré par les réseaux de l'ex-RDA.

Mais les difficultés sont grandes, et l'Europe des services encore lointaine. Les contradictions britanniques freinent d'ailleurs considérablement les timides avancées dans cette direction. Depuis la guerre froide, le MI 6 se veut étroitement lié aux « cousins » de la CIA. Au contraire, le MI 5, qui trouve son intérêt dans une bonne coopération avec ses homologues européens contre l'IRA ou les ultras de l'Islam, favorise une agence intégrée et fédérale de type FBI à l'échelon européen.

Même problème côté allemand : le BfV et le BKA participent avec leurs amis européens, à l'instigation du MIT turc, à la traque aux séparatistes kurdes du PKK. Mais que penser lorsque l'on voit, en 1993, le BND allemand nouer des accords avec les services spéciaux de Téhéran et apporter son aide logistique à certaines fractions de la guérilla islamique en Algérie ?

L'affrontement Europe-USA-Japon sur le plan économique a forcément des retombées sur le renseignement. Le feu est ouvert à l'été 1993. Les médias anglo-saxons reprochent à la DGSE des opérations d'espionnage technologique aux USA. L'ouvrage de Peter Schweizer, *Friendly Spies (Comment les alliés de l'Amérique utilise l'espionnage pour voler nos secrets)* se fait l'écho de la nouvelle bataille du contre-espionnage US contre ses « amis » français, allemands, coréens ou japonais.

On se garde évidemment d'avouer que le binôme anglo-américain a toujours su se ménager une marge de manœuvre confortable au travers de la lutte anticommuniste commune. Au début de la guerre froide, les réseaux du type GLADIO ont ainsi permis une ingérence directe dans la politique intérieure de plusieurs pays, illustrant l'ambiguïté certaine de l'action de l'OTAN et des Américains. Sans oublier les possibilités d'espionnage économique offertes par l'existence de nombreuses multinationales à capitaux

américains, un processus réversible quand le Japon devient une puissance financière de premier plan, investisseur massif aux États-Unis mêmes.

Autant dire la vérité. Deux tendances contradictoires parcourent désormais la communauté mondiale du renseignement, prise entre unité et division.

Quand les divers contre-espionnages coordonnent leurs efforts contre les grands fléaux (mafias, terrorisme, prolifération sauvage des armes non conventionnelles, drogue, flambée de l'intégrisme islamique), quand, en 1992, Robert Gates, le patron de la CIA, Claude Silberzahn, celui de la DGSE, Konrad Porzner pour le BND ou Colin McColl, chef du MI 6, font le voyage de Moscou pour y rencontrer Evguéni Primakov, leur homologue du SVR russe et tombent d'accord avec lui sur un cadre de travail commun, c'est évidemment la première qui l'emporte.

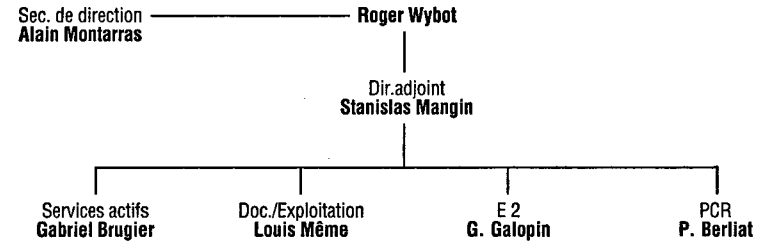
Mais le monde moderne, c'est aussi la loi de la jungle. Dans le domaine technologique, économique et industriel, la fin de la guerre froide a fait voler en éclats le *gentleman's agreement* que respectaient peu ou prou les services alliés. Souvent employés par des agences privées ou par les mini-services de renseignement des grandes entreprises qui prolifèrent, les « techno-pirates » et autres espions économiques ont de beaux jours devant eux.

Dans cette optique, longtemps négligés parce que régionaux, les services spéciaux du monde sino-japonais sont, comme ceux du sous-continent indien, appelés à intensifier leurs activités en direction de l'Occident ou des pays cibles du tiers monde.

En devenant planétaire, le champ de bataille s'est élargi à l'extrême pour les espions du troisième millénaire...

Annexes

LA DST
EN 1945



• Au secrétariat de direction (cabinet du directeur), Alain Montarras restera stable jusqu'au départ de Wybot. Il sera versé aux voyages officiels fin 1971.

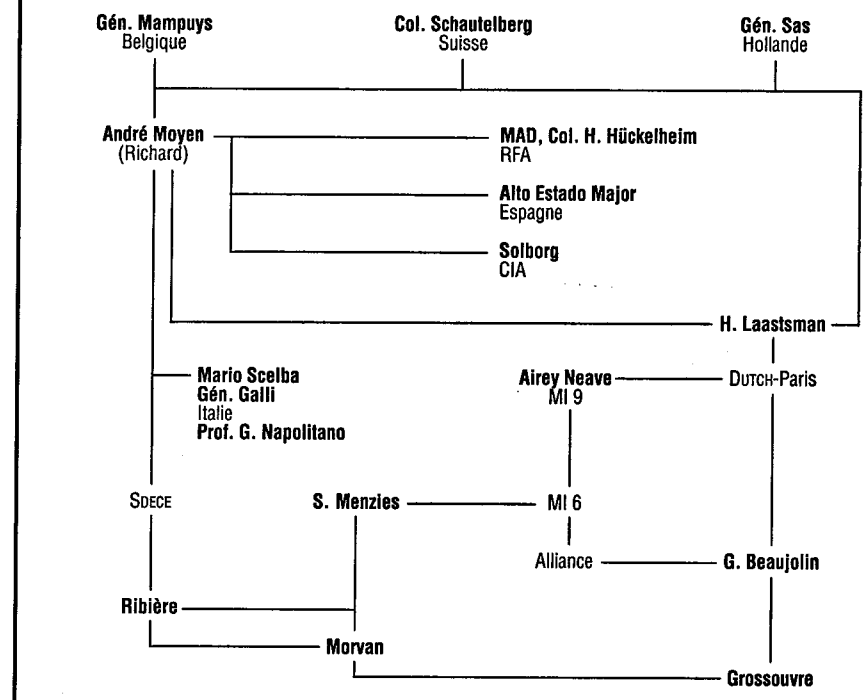
• Le commissaire divisionnaire Petitjean viendra s'ajouter à Mangin pour former, jusqu'en 1951, l'équipe de sous-direction. Jusqu'au départ de Wybot (janvier 1959) leur succéderont tour à tour l'équipe Pierre Sirinelli/Albert Rauzy, puis l'équipe Pierre Sirinelli/Gabriel Brugier.

• Au Service central de documentation et d'exploitation (section E 1), Même sera remplacé, à son départ en retraite, par Albert Rauzy, auquel succédera Auguste Sauzon (en 1962-68, Rauzy et Sauzon se succéderont également au poste de directeur adjoint).

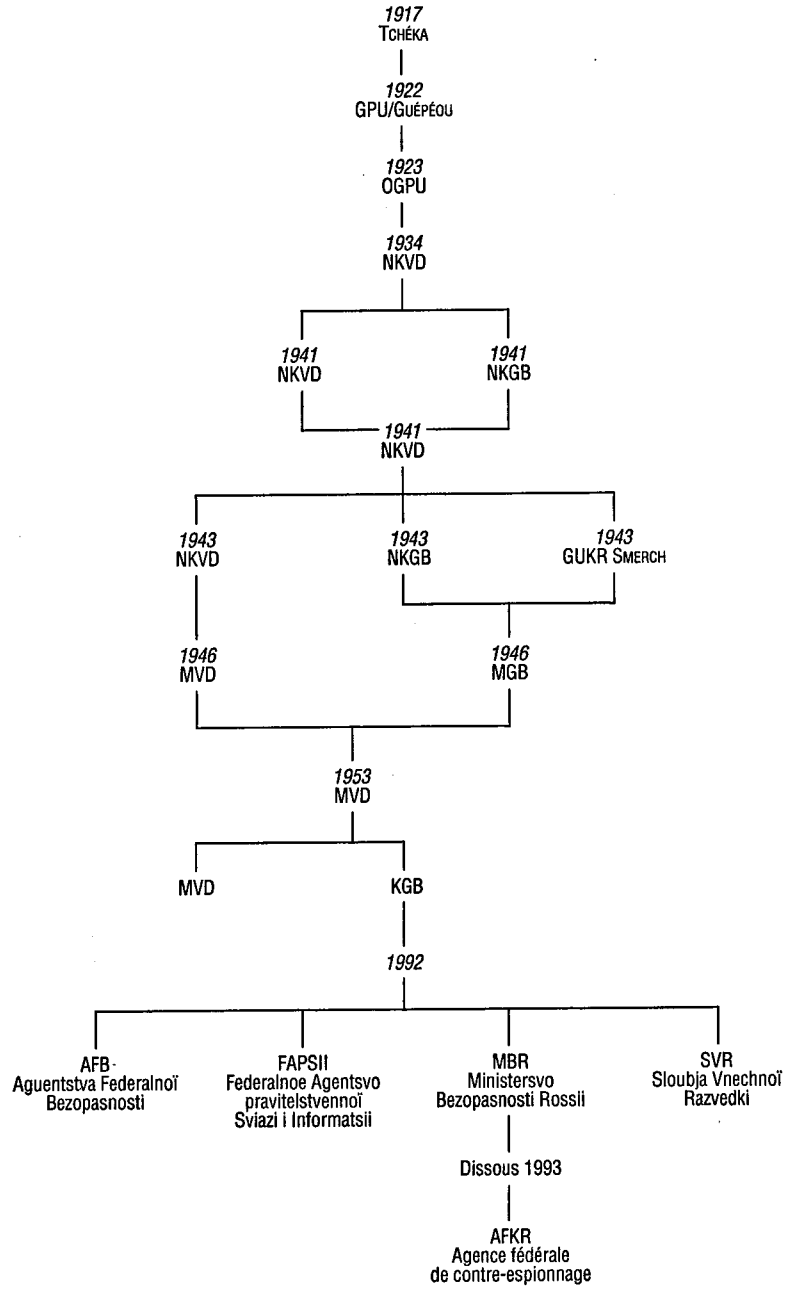
• À la section de Manipulation (E 2), Marc Garanger puis Louis Niquet succéderont à Georges Galopin.

• À la Police des contrôles radioélectriques (PCR), Édouard Chardon remplacera Paul Berliat.

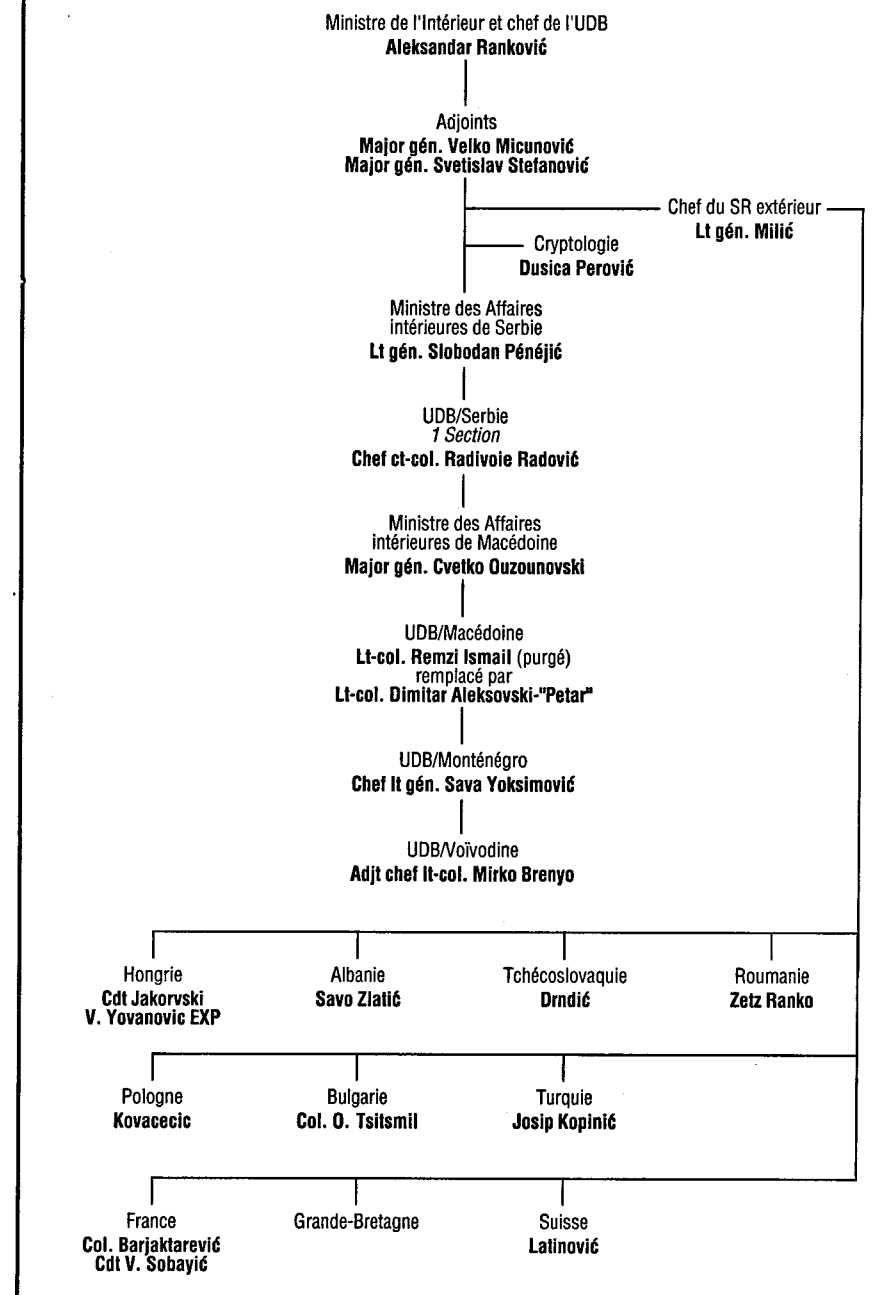
ORGANIGRAMME DES RÉSEAUX GLADIO EN EUROPE



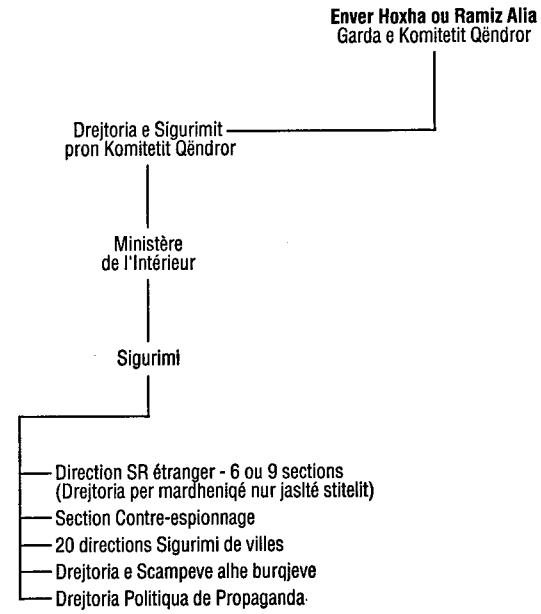
LES SERVICES SECRETS D'URSS ET DE LA CEI
DE 1917 À 1994



UDB
LES SERVICES TITISTES
EN 1948



LA COMMUNAUTÉ DU RENSEIGNEMENT ALBANAIS
JUSQU'EN 1991



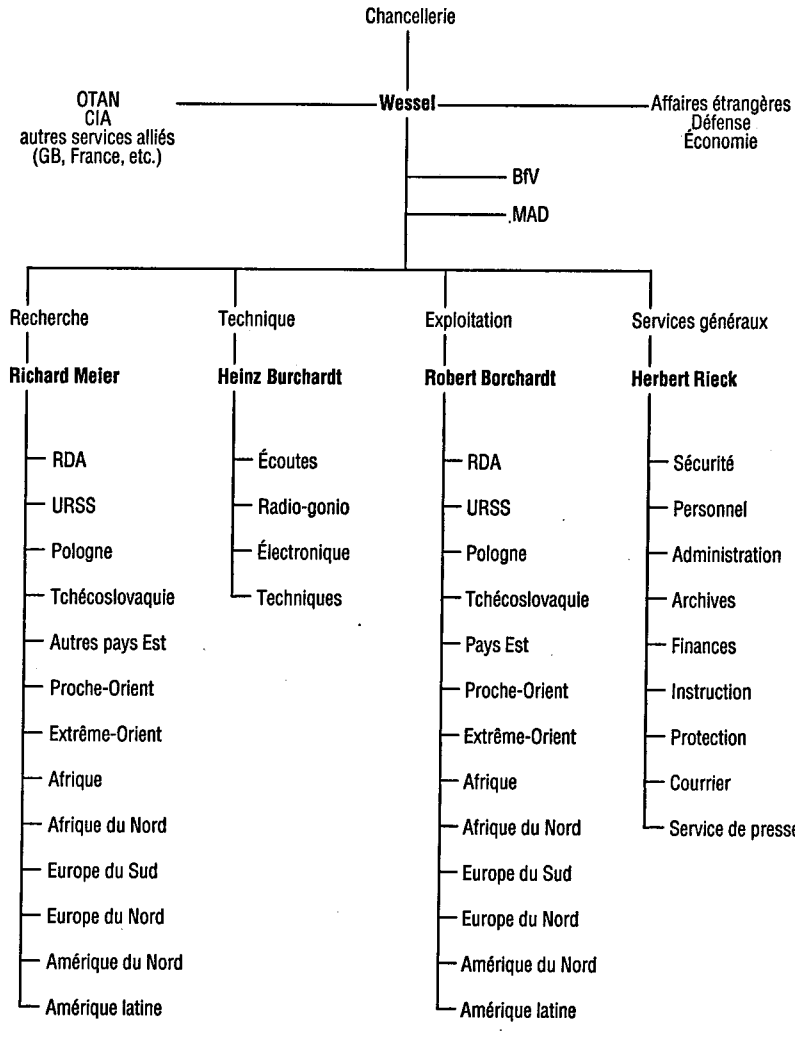
Les ministres de l'Intérieur chapeautent le Sigurimi :

1944-1948	**lieutenant général Koçi Xoxe**
1948-1954	**Mehmet Shehu**
1954-1980	**Kadri Hasbiu** (beau-frère de Mehmet Shehu)
1980-1982	**Feçor Shehu** (dirige en direct le Sigurimi, purgé)
1982	**Hekuran Isai**
1988-1990	**Simon Stefani** (déposé à l'été 90, suite à l'exode d'Albanais)
1990	**Hekuran Isai**
1991	**Gramoz Rucaj**

Les chefs de la Sigurimi proprement dite dépendent du ministère de l'Intérieur. Ils ont rang de sous-ministres :

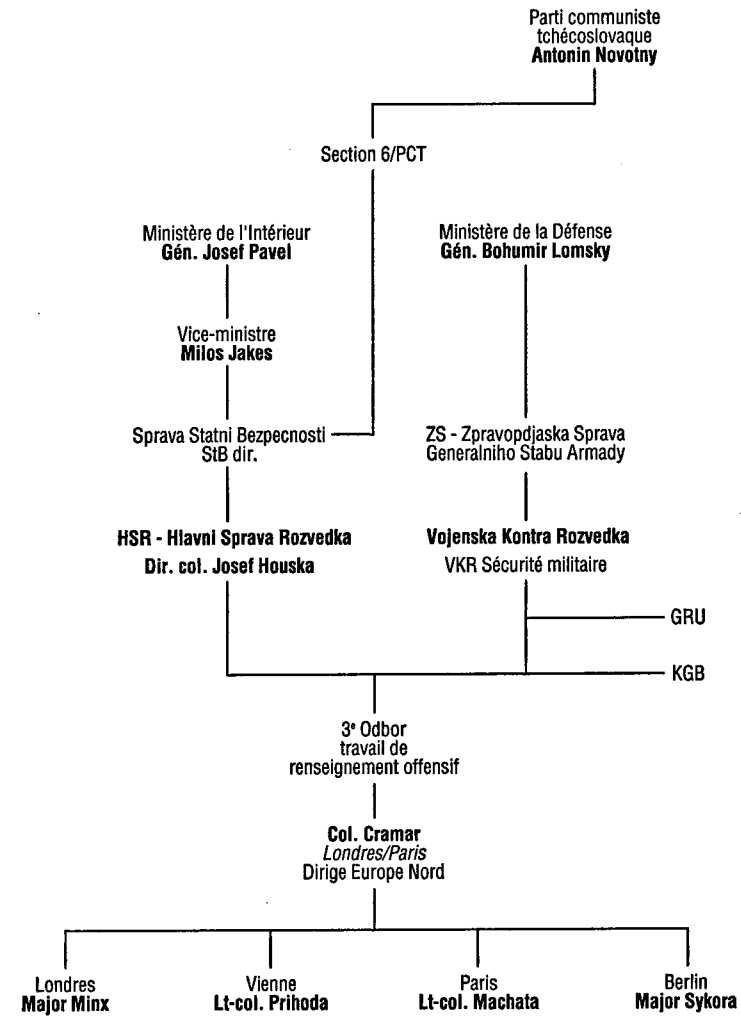
Années 60	**colonel Mawsi**
1962-1980	**Mihallaq Ziçishti**
1980-1982	**Feçor Shehu** (neveu de Mehmet Shehu)
1982-1991	**Ramiz Aranitasi**
1991	**Bairam Yzeiri**

LE BND SOUS GEHRARD WESSEL

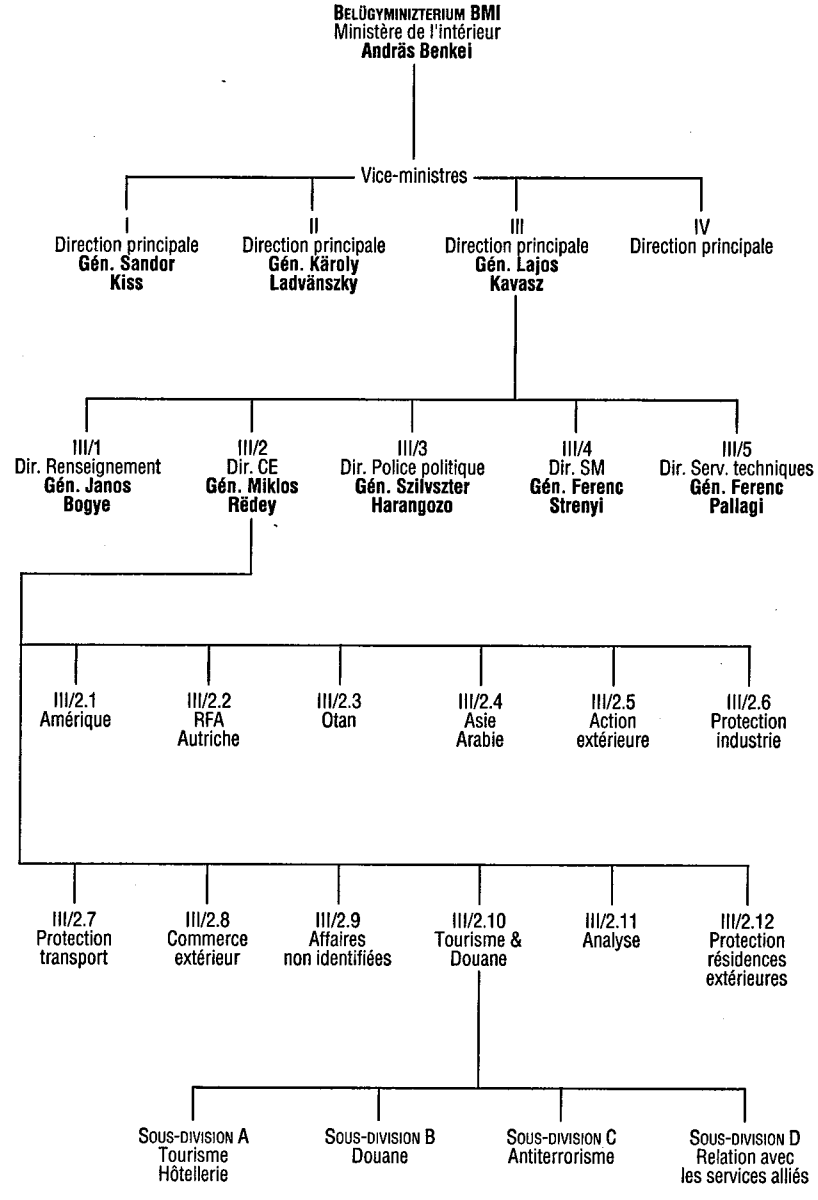


Chaque sous-section géographique comprend 6 bureaux :
- CE
- Affaires militaires
- Affaires économiques
- Affaires politiques
- Armement
- Technique

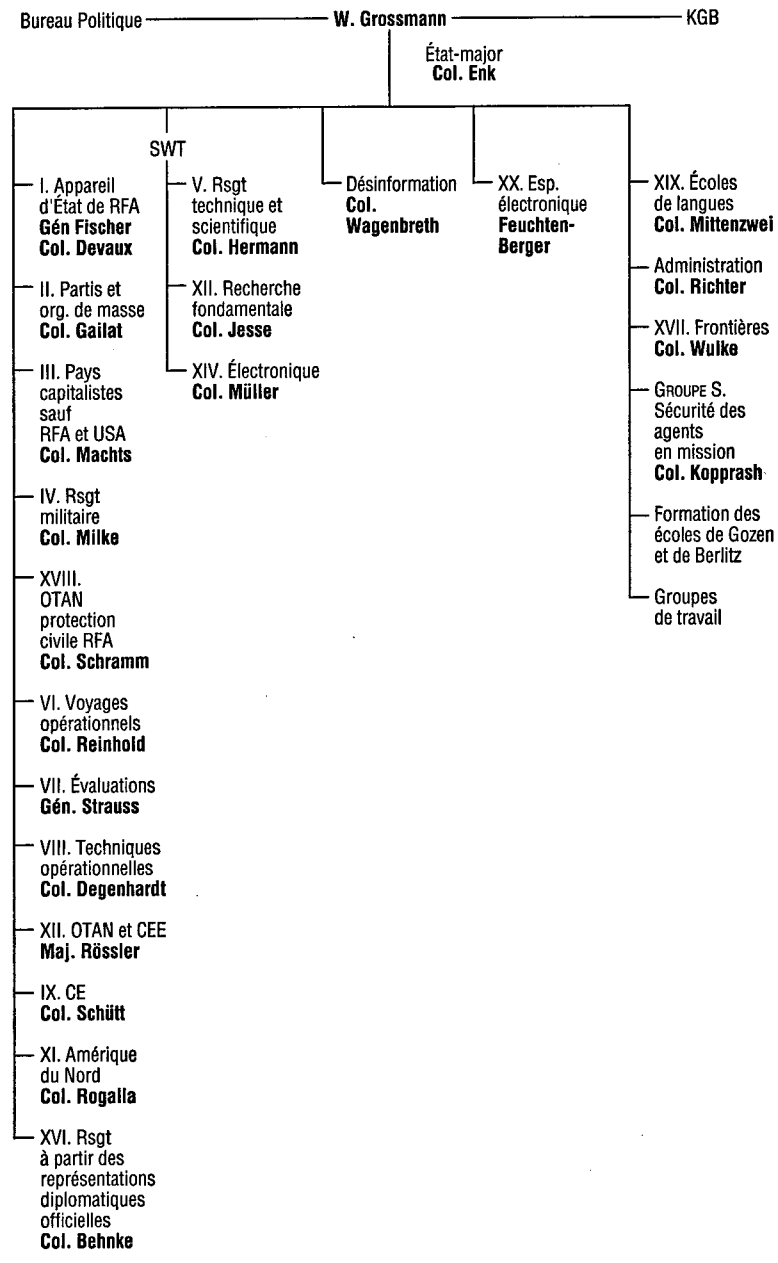
LES SERVICES TCHÉCOSLOVAQUES
EN 1968



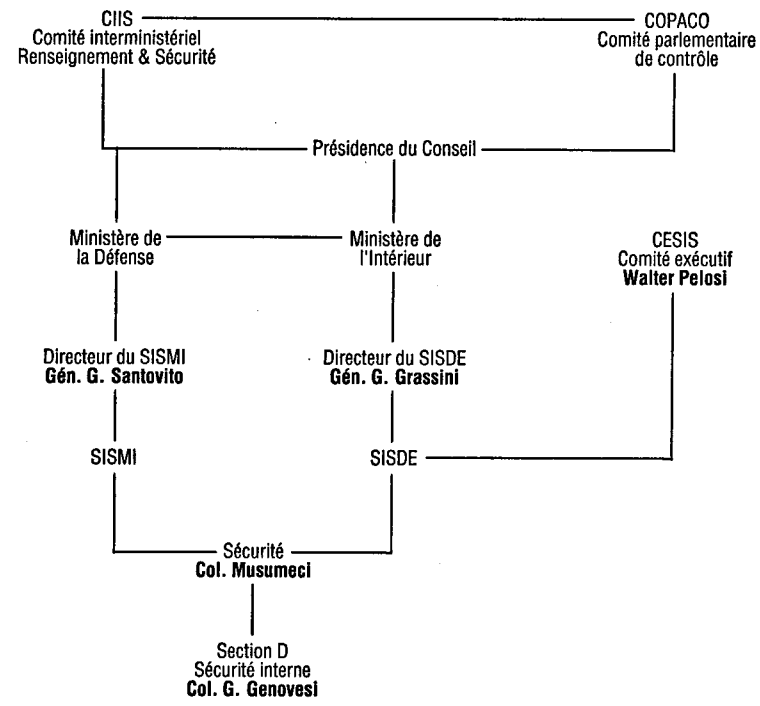
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ HONGROISE
EN 1985



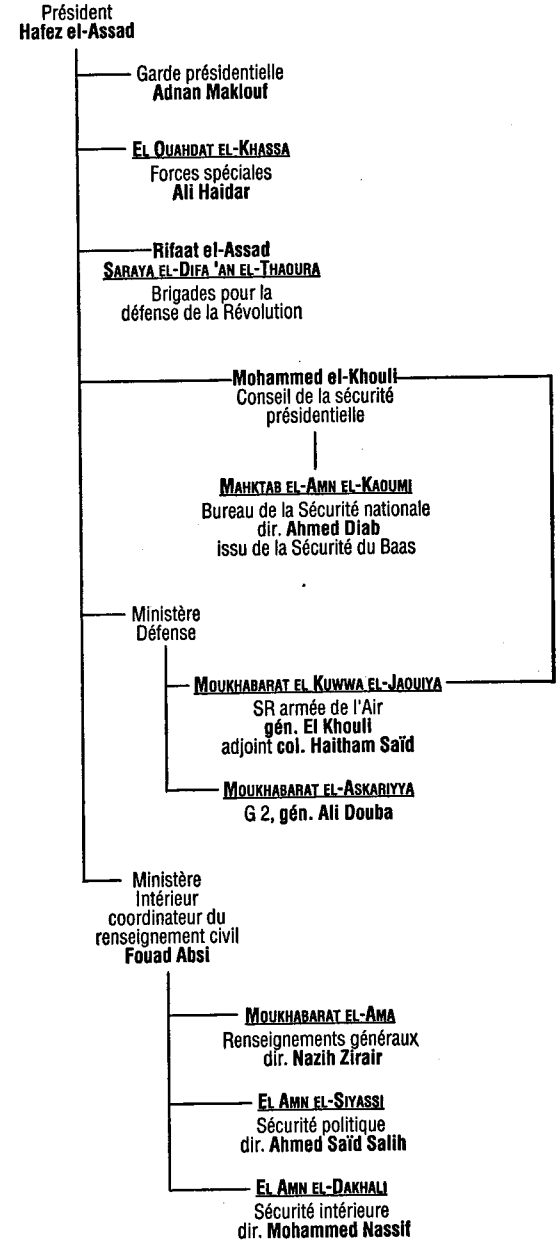
LA HVA
À LA VEILLE DE SA CHUTE



LES SERVICES SPÉCIAUX ITALIENS
EN 1980



LA COMMUNAUTÉ SYRIENNE DU RENSEIGNEMENT
EN 1983



LA COMMUNAUTÉ IRAKIENNE DU RENSEIGNEMENT
EN 1989

DIRECTION DU PARTI BAAS
Saddam Hussein

MOUDIRAIYAT EL-MOUKHABARAT EL-A'AMA
Directorat des Renseignements généraux
Fadhil Salfege el-Azzaoui

Onze départements :
- Affaires politiques
- Affaires extérieures
- Affaires intérieures
- Personnel sous couverture diplomatique
- Recherche
- Contre-espionnage
- Investigations générales
- Instruction
- Affaires kurdes
- Affaires scientifiques et technologiques
- Finances et Administration

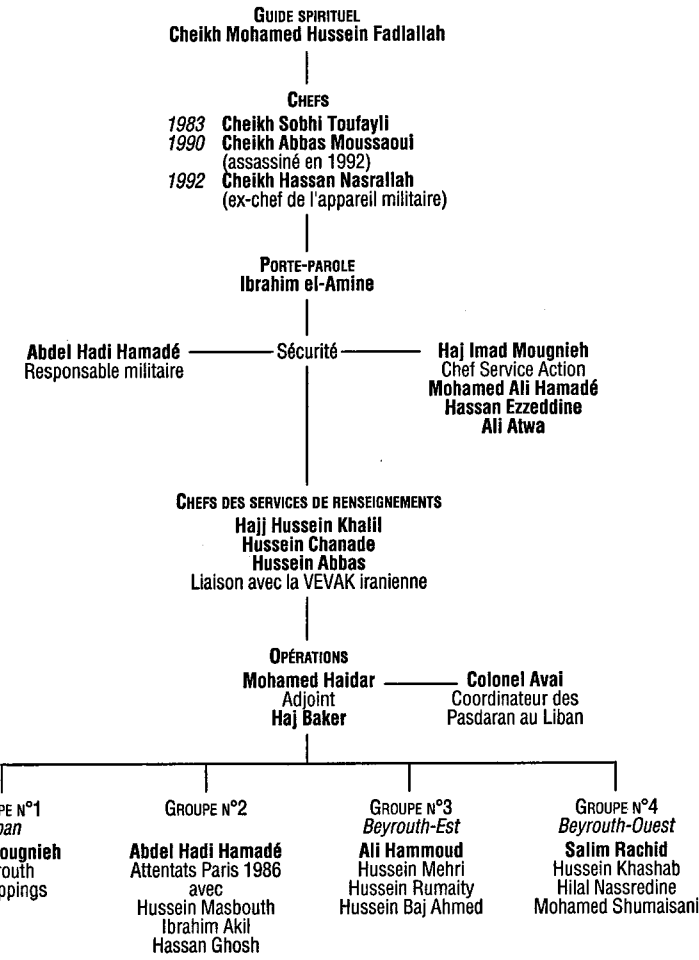
ESTIKHBARAT
Renseignement militaire
Major-général Saber Abd el-Azziz

Sept départements :
- Départements régionaux
- Sécurité en campagne
- Attachés militaires
- Communications et codes
- Cartographie
- Administration
- Instruction/Matériel

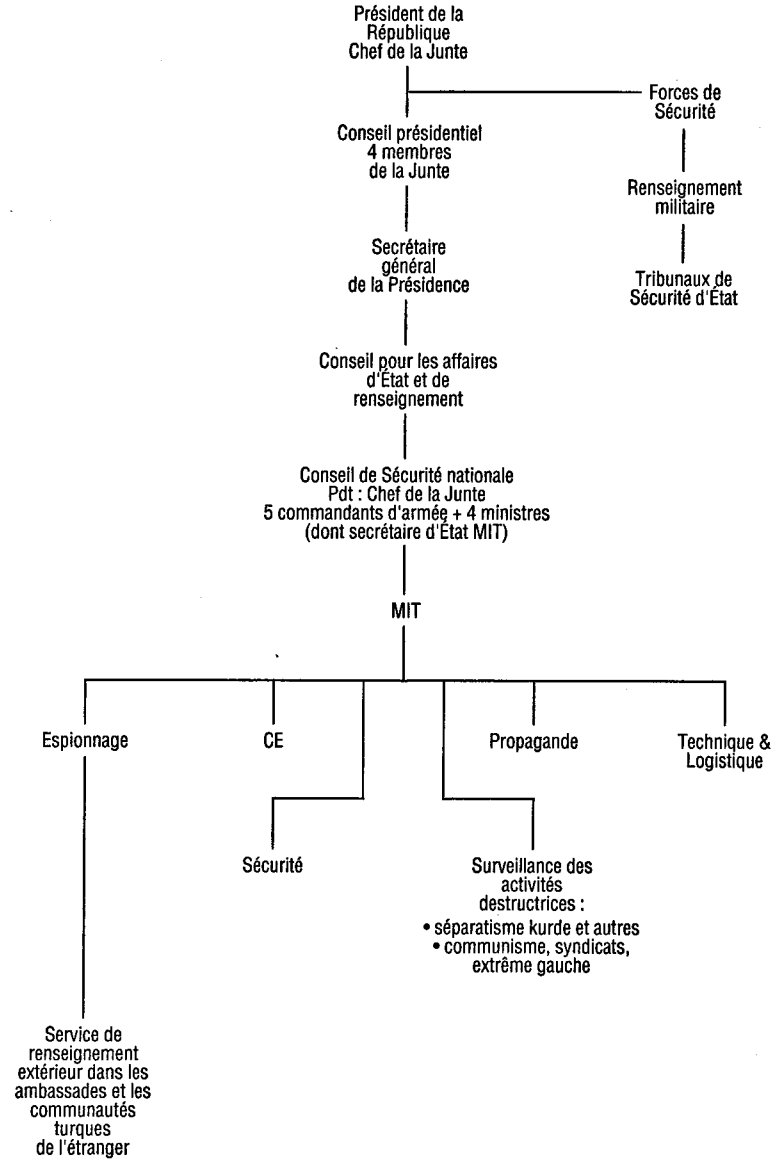
EL-AMN EL-KHAS
Sécurité générale
Saddam Kamel el-Majid

Deux départements principaux :
- Intérieur
  - Sécurité présidentielle
  - Contrôle de la production
  - Infractions économiques
- Extérieur
  - Recherches de technologies civiles et militaires (nucléaire, chimie, missiles)
  - Contrôle des activités du directorat des Renseignements généraux à l'étranger
  - Surveillance des opposants

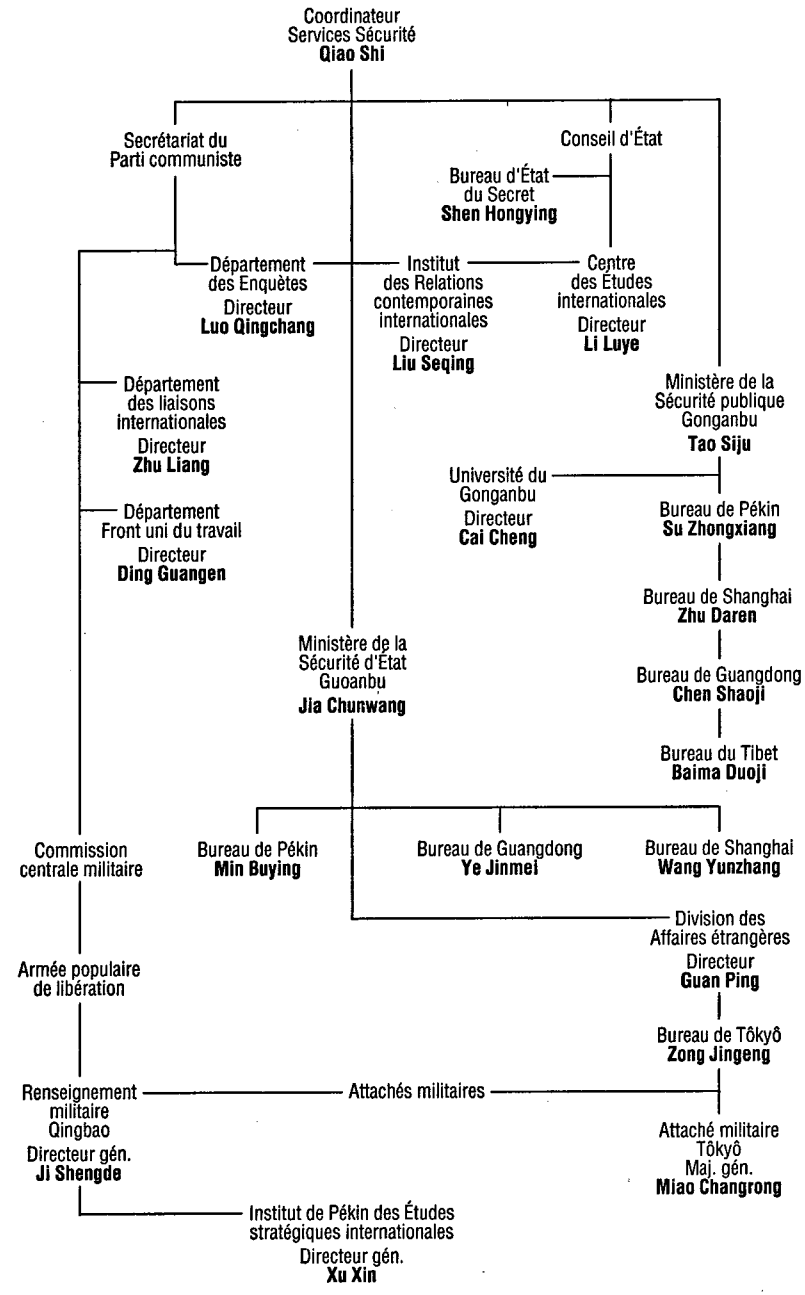
ORGANIGRAMME DU HEZBOLLAH LIBANAIS



LE MIT (MILLI ISTIHBARAT TESKILAT) ET LA COMMUNAUTÉ DU RENSEIGNEMENT TURC
EN 1980



LES SERVICES SECRETS DE DENG XIAOPING
EN 1994



Sources des deux tomes

I. Les revues et lettres confidentielles sur le renseignement

En 1970, des anciens du renseignement entrés en littérature, Pierre Nord, Jacques Bergier, Gabriel Veraldi et George Langelaan lancent une revue grand public, *Espionnage*, avec des articles de fond, des nouvelles et des chroniques sur le cinéma et les livres. Y participent aussi Danièle Martin et Pierre de Villemarest qui, par ailleurs, publient de nos jours la *Lettre du Centre européen d'information* (CEI, La Vendômière, 27930 — Cierrey).

Rattaché au groupe INDIGO, *Le Monde du renseignement* intègre en 1993 une autre lettre confidentielle, MEDNEWS, animée jusque-là par un spécialiste des problèmes de défense et de sécurité au Moyen-Orient, Kenneth Timmerman. Outre *Le Monde du renseignement*, d'autres publications du groupe INDIGO, animé par Maurice Botbol et Antoine Glaser, livrent de précieuses données sur ces questions : *La Lettre de l'océan Indien, La Lettre du continent, Maghreb confidentiel.* L'adresse du groupe est : 10, rue du Sentier, 75002 Paris ; Tél. (33-1) 45 08 14 80 ; Fax (33-1) 45 08 59 83.

La lettre TTU (*Très Très Urgent*), dirigée par Pierre Bayle, se spécialise dans les informations stratégiques. Elle appartient au groupe de Guy Perrimond, qui publie également *Le Pli — Lettre hebdomadaire d'information*, plus politique et animée par Jean-Claude Meschain et Jacques Massey. Leur adresse : 25, rue du Louvre, 75001 Paris ; Tél. (33-1) 40 26 03 03 ; Fax (33-1) 40 26 18 59.

En Grande-Bretagne, le magazine *Lobster*, animé par Steve Dorrill, propose des dossiers détaillés sur les services spéciaux de Sa Majesté. *Lobster*, 135 School Street, Netherthong, Holmfirth, West Yorkshire, HD7 2YB. Tél. 0484 68 13 88.

Christopher Andrew, auteur avec le défecteur Oleg Gordievsky du *KGB dans le monde*, publie à Cambridge University la revue historique *Intelligence and National Security*.

Le très anticonformiste député conservateur Sir Rupert Allason alias « Nigel West », fils d'un fonctionnaire du MI 5 et auteur de nombreux livres sur les services britanniques, publie une feuille trimestrielle, *Intelligence quarterly* (310 Fulham Road London SW10 9UG).

« *Geheim* ist tot — es lebe *Geheim* ! » (« Geheim est mort, vive Geheim ! — le Secret), tel est l'avis envoyé aux abonnés de ce magazine publié à Cologne par Michael Opperskalski (par ailleurs coauteur d'ouvrages sur la CIA) : le tout pour annoncer qu'avec la chute du mur de Berlin, on recentrerait le style et le contenu des articles concernant les services de sécurité allemands et leurs liens avec leurs homologues étrangers (américains, turcs...). Magazine *Geheim*, c/o Michael Opperskalski, Postfach 270324, Lütticher StraBe 14, 5000 Köln 1.

Au Luxembourg, notre ami Henri Koch-Kent publie chaque année des brochures, des livres sur l'histoire secrète du Grand-Duché. Il peut se le permettre, c'est lui qui a sauvé la mise au Grand-Duc en 1940, puis fut l'animateur de ses services spéciaux à Londres... Imprimerie Hermann, 1 Montée de la Pétrusse, BP 1663, L-1016 Luxembourg Tél. 48 84 92 ; Fax 48 80 37.

Dans l'ex-URSS, citons un magazine qui n'est pas à proprement parler une feuille confidentielle mais qui mérite d'être citée par l'abondance de ses informations sur

les services spéciaux. En Russie : *Sovierchenno Sekretno* (Top Secret) est animé par Youlian Semenov 119021, Moskva, Zoubovskii boulevard 4, Ian (Tél. 291-98-62 ; Fax 230 21 70).

L'évolution de la technologie nous oblige aussi à signaler l'arrivée sur le marché de banques de données informatiques concernant le monde du renseignement.

C'est ainsi que le groupe américain Public Information Research (PO Box 5199, Arlington VA 22205, USA ; Tél. 703-241-5437) a mis au point une banque SpyBASE (renommée NameBASE) qui établit des listes nominales (avec les références) des personnages apparaissant dans les ouvrages et les articles de presse concernant les opérations clandestines (toutefois comme souvent avec les Américains, ils n'incluent pas le vieux continent dans leur recherche).

De son côté, un vétéran de la CIA, Ralph McGehee, a établi une banque de données similaires concernant son ancien employeur (CIABASE PO Box 5022, Herndon, Virginia, 22070, USA).

Signalons enfin, au Japon, l'indispensable *China Directory* qui paraît une fois par an et permet de « désosser » l'appareil d'État de la Chine populaire (avec index et kanji) : Radiopress, Inc. R-Bldg. Shinjuku 33-8, Wakamatsu-cho, Shinjuku-ku, Tôkyô 162, Japon.

II. Les Amicales d'anciens des services

Elles se sont attachées à faire connaître l'histoire de leurs services et à défendre la mémoire de leurs membres disparus et constituent donc une source inépuisable, soit grâce à leurs archives, soit grâce aux témoignages et aux souvenirs des anciens.

1. En France

Forte de 1 400 adhérents en 1994, l'Amicale des anciens membres des services spéciaux de la Défense nationale (ASSDN-SSM-TR) a vu le jour il y a quarante ans. Elle est dirigée depuis cette époque par le colonel Paul Paillole qui nous a fait l'amitié de préfacer le premier volume de cette *Histoire mondiale du renseignement*. L'idée de former une association de ce type a germé dès septembre 1948, lorsque le colonel André Sérot est mort sous les balles d'un commando du groupe juif extrémiste Stern.

Rivet, l'ancien patron du SR d'avant-guerre, est son premier président d'honneur. La cérémonie de fondation de l'amicale se déroule sous les lambris dorés du Claridge, le 27 février 1953, en présence du préfet Louis Ducloux (pionnier du contre-espionnage des années 20) et du chef du SDECE, Pierre Boursicot.

Tour à tour, les colonels Gasser, Garder puis Fidel assureront la publication d'un bulletin trimestriel de liaison, mine pour les historiens du renseignement. La Sécurité militaire et le SDECE sont fortement représentés au sein de l'ASSDN, avec une proportion des services traditionnels d'avant 1939.

A son congrès de Nîmes, en 1993, l'amicale décide d'ouvrir ses rangs aux plus jeunes générations dont les « services à la fonction renseignement sont avérés ». Le général Pichot-Duclos, fondateur de l'École de renseignement de Strasbourg (EIREL), les représente.

Les anciens du BCRA (le service secret de la France libre) ou les ex-parachutistes SAS français du temps de guerre ne sont pas absents de l'ASSDN. Mais ils se retrouvent en plus grand nombre dans l'Amicale Action, animée par le colonel Pierre Fourcaud. Ces gaullistes publient ce journal au titre poétique inspiré de Marcel Achard et de leurs propres aventures sous l'Occupation : *Gens de la Lune*.

De son côté, dans les années 80, l'ancien directeur de la Surveillance du territoire, Marcel Chalet, a créé une amicale des anciens avec son ancien adjoint Jean Baklouti et de nombreux autres policiers. Chalet et son groupe aiment à rester entre eux, fidèles en cela à la tradition du service de contre-espionnage intérieur créé par Roger Wybot, les frères Montarras, Stanislas Mangin... En 1993, l'amicale a élu un nouveau président. C'est le commissaire Jean-Pierre Brut, qui a débuté dans la Police des communications radio-électriques (PCR) avant de diriger les services techniques de la DST dans les années 80.

Présidée par le général Paul Aussaresses et le colonel Jean Sassi, l'association Bagheera regroupe des anciens du Service Action et du 11e Choc (reconstitué après l'affaire Greenpeace). Le général Aussaresses participe également à l'Amicale interalliée Judburgh — ces équipes mixtes franco-anglo-saxonnes parachutées à l'été 1944 pour dynamiser les maquis et appuyer les soulèvements armés. Il préside enfin l'importante Union nationale des parachutistes (UNP).

2. Britanniques

Les animateurs des amicales françaises entretiennent depuis la guerre des relations avec plusieurs clubs et amicales alliés, à commencer par le Special Forces Club de Londres, fondé en 1946 par Gerald Holdsworth, du Special Operations Executive.

De nos jours, le club regroupe 1 800 membres. S'y retrouvent des anciens du SOE, de l'Intelligence Corps, du Naval Intelligence, du MI 6, des SAS et de bien d'autres services secrets de Sa Majesté. Ses présidents, Lewis Hodges, Hugh Verity ou Francis Brooks Richards connaissent bien la France puisqu'ils y ont appuyé l'armée de l'ombre pendant la guerre.

3. Aux États-Unis

Aux USA, l'Association of Former Intelligence Officers (AFIO) rassemble de nombreux anciens agents. Elle organise des colloques, publie une lettre d'information et des ouvrages spécialisés.

La Society of Former Special Agents of the FBI regroupe quelque 8 000 membres, anciens spécialistes du contre-espionnage.

4. En Allemagne

Jadis ennemis des précédents puis alliés à partir des années 50, les Allemands de l'Abwehr puis du BND ont aussi formé leur amicale, l'Arbeitsgemeinschaft Ehemaliger Abwehrangehöriger (AGEA), dont l'animateur fut longtemps, à Munich, Franz Seubert. Il assurait la liaison avec le BND de Pullach et publiait le bulletin *Die Nachhut* (« L'arrière-garde »).

5. Russes

Dernier développement : aujourd'hui, les anciens du KGB ne manquent plus à l'appel. Naît dans les années 80 l'Amicale des anciens des services de renseignement extérieur présidée par le général Vladilen Nikolaiévitch Fédorov, ancien Résident du KGB en Turquie et en Irak (au rang de ses vétérans figure le général Pavel Anatolievitch Soudoplatov, qui a supervisé l'assassinat de Trotsky).

« Nos membres étaient des patriotes tout comme ils le sont aujourd'hui. Les gens ne jugent pas à leur juste valeur leur travail comme ils le devraient », a expliqué en janvier 1993 Fédorov à Peter Conradi, le correspondant à Moscou de l'hebdomadaire *The European*.

« Nous souhaitons faire de notre amicale une sorte de club de gentlemen à l'anglaise », a-t-il ajouté.

III. Archives

En matière de services de renseignement, les archives ne sont officiellement consultables que dans des cas très rares. Le lecteur comprendra donc que la plupart de celles dont nous faisons état et que nous avons utilisées l'ont été de manière non officielle.

On peut citer quelques exemples de documents consultables. Archives des services de sécurité canadiens : interrogatoires de I. Gouzenko. Archives du FBI : dossier Krivitsky, qui fait partie de l'abondante documentation disponible auprès de ce service.

Les archives officiellement consultables en France sur le 2e Bureau et le SR (1919-1939) sont au Service historique de l'armée (France). D'autres se trouvent à Moscou et devraient être rapatriées prochainement, au moins en partie.

Le plus souvent, les archives que nous avons consultées dans le cadre de la préparation de ce livre étaient privées, et nous remercions celles et ceux qui ont bien voulu nous les confier. Par exemple les échanges de correspondance Markus (Christmann, Tunis) à Joseph (Giskes) à Pullach (siège BND) : a) instructions N1 à 230, du 17 juillet 1956 au 20 juillet 1961 ; b) rapports de Markus N81 à 498, du 14 août 1957 au 10 juillet 1961 (sauf de N469 à 498 détruits).

Laissées à elles-mêmes, les archives ne sont pas toujours exploitables de manière satisfaisante. Il faut effectuer un long travail de recoupement. En croisant celles de la police française et de la police des concessions internationales de Shanghai, nous avons ainsi pu reconstituer l'appareil clandestin du Komintern en Chine, point de départ de notre ouvrage sur *Kang Sheng et les services secrets chinois* (Laffont, 1987).

Une mise à jour constante de l'ordre de bataille des services chinois nous permet d'établir chaque année un document original : *Biographical Data on People's China Intelligence Operatives (Yearly List from 1949 onwards, index)*, en vente chez les auteurs).

Choix bibliographique

(Les livres cités dans le corps du texte ne sont pas nécessairement mentionnés ici. Cette bibliographie est *sélective* ; nous n'y mentionnons pas tous les ouvrages consultés, mais uniquement ceux dont nous considérons l'apport comme de premier choix).

Collectif, direction Ernest R. May, *Knowing One's Ennemies, Intelligence Assessment before the two World Wars*, Princeton University Press, Princeton.

ACCOCE Pierre, POUGET Daniel, *Le Réseau Caraman*, Fayard, Paris, 1972.

ADAMS James, *Secret Armies, The full story of SAS, Delta Force and Spetsnaz*, Pan, London, 1987.

ADAMS James, *Ambush, the War between the SAS & the IRA*, Pan, Londres, 1988.

ADELMAN Jonathan R., *Terror & Communist Politics (The Role of the Secret Police in Communist States)*, Westview Press Inc., Boulder Colorado, 1984.

ADKIN Mark, YOUSAF Mohammad, *The Bear Trap*, Leo Cooper, Londres, 1992.

AGEE Phil, WOLF Louis, *Dirty Work : The CIA in Western Europe*, Lyle Stuart Inc., Secaucus, 1978.

AGRICOLA (de son vrai nom : A. Bauermeister), *Spione durchbrechen die Front*, Berlin, 1937.

ALFU, *L'Encyclopédie de SAS et du Commander*, Autoédition, Paris, 1983.
AL KHALIL Samir, *Republic of Fear*, Hutchinson Radius, Londres, 1989.
AKHMEDOV Ismail, *In and Out of Stalin's GRU*, Arms & Armour Press, Londres, 1984.
ALEXANDROV Victor, *L'Affaire Toukhatchevsky*, Marabout, Bruxelles, 1978.
ALLARD René, *Quand Hitler espionne la France*, Éd. de France, Paris, 1939.
ALLEN Wg., Cdr H.R., *The Queen's Messenger*, Robert Hale & C, Londres, 1973.
AMANE Hirayama, *Zhongguo bimi shehui she*, Shanghai, 1912 (traduit du japonais).
AME Cesare, *Guerra segreta in Italia*, Rome, 1954.
AMMANN Thomas, MEISSNER Lehnhardt, *Hacer für Moskau, Wunderlich, Deutsche Computerspionee im Dienst des KGB*.
ANDERS Karl, *Tueurs de Moscou : l'affaire Stachinsky*, NEL, Paris, 1968.
ANDREWS Christopher, GORDIEVSKY Oleg, *Le KGB dans le monde*, Fayard, Paris, 1990.
ANGELI Claude, GILLET Paul, *La Police dans la politique* (1944-1954), Grasset, Paris, 1967.
ANTONOV-OVSEENKO, *The Time of Stalin*, New York, 1981.
ARMSTRONG H.C., *Lord of Arabia, The Albatross*, Leipzig, 1938.
ASHER Michael, *Shoot to Kill, A SAS Soldier's Journey Through Violence*, Penguin, Londres, 1990.
ASLOP Stewart, OSS, *L'Amérique et l'Espionnage*, Fayard, Paris, 1964 (trad. Paule Ravenel).
ASPREY Robert B., *Suicide sur commande*, Fayard, Paris, 1966. (L'affaire Redl.)
ASSDN, *Bulletin de l'amicale des anciens des services spéciaux*, ASSDN/SSMTR, Paris. (Trimestriel.)
ASSEEVSKY Alexandre, *La CIA : espionnage, terrorisme, actes subversifs*, Politizdat, Moscou, 1984 (en russe : *Ts.R.Ou : chpionaj, terrorism, zlovechtchie plani*).
ASTON Sir George, Maj. Gen., *Secret Service*, Cosmopolitan Book Corporation, New York, 1930.
AUFFRAY Daniele, Baudouin, Collin, Guillerm, *La Puissance soviétique et la mer*, LSC/Éditions, Paris, 1991.
AUFFRAY Jules, *L'Affaire Dautriche (histoire d'une interpellation)*, Paris, 1905.

BAILEY Geoffrey, *La Guerre des SR soviétiques*, Plon, Paris, 1960.
BANKS John, *The Wages of War : the Life of a Modern Mercenary*, Leo Coper, Londres, 1978.
BARDANNE Jean, *Le Colonel Nicolai, espion de génie*, Siboney, Paris, 1947.
BARDANNE Jean, *Documents secrets & faux passeports*, La Baudinière, Paris, 1938.
BARDANNE Jean, *Espionnes au service du Reich*, Siboney, Paris, 1947.
BARDANNE Jean, *Mademoiselle Doktor contre la France*, La Baudinière, Paris, 1933.
BARDANNE Jean, *L'Intelligence Service en Belgique*, La Baudinière, Paris, 1935.
BARNETT Harvey, *The Thale of the Scorpion*, Allen & Unwin, Boston, 1988.
BARRAULT J. (de son vrai nom col. Jacques Hervé), *Vade-mecum du parfait agent secret*, Arthaud, Paris, 1970.
BARRON John, *KGB — The Secret Work of Soviet Secret Agents*, Bantam, New York, 1974.
BARRON John, *KGB Today : The Hidden Hand*, Hodder & Stoughton, Londres, 1984.
BARTKE Wolfgang, *The Diplomatic Service of the PR of China*, Institut für Asienkunde, Hambourg, 1967 (1967).
BAR-ZOHAR Michel, *Les Vengeurs*, J'ai lu, Paris, 1968.
BAR-ZOHAR Michel, *Histoire secrète de la guerre d'Israël*, J'ai lu, Paris, 1968.

BEESLY Patrick, *Very Special Admiral (The Life of Admiral J.H. Godfrey C.B.)*, Hamish Hamilton, Londres, 1980.
BEIPI, *L'espionnage soviétique en France de 1945 à 1955*, brochure, Paris, 1965.
BELIN, commissaire, *Trente ans de Sûreté nationale*, Bibliothèque France-Soir, Paris, 1950.
BENNETT Ralph, *Ultra and Mediterranean Strategy 1941-1945*, Hamish Hamilton, Londres, 1989.
BERGH Hendrik van, *Koln 4713*, Wurzbourg, 1981.
BERGIER Jacques (et le groupe XXX), *L'Histoire invisible*, Planète, Paris, s.d., Dossier spécial Planète, 400 p.
BERGIER Jacques, *La Guerre de l'occulte*, J'ai lu, Paris, 1978.
BERGOT Erwan, *Le Dossier rouge (services secrets contre FLN)*, Grasset, Paris, 1976.
BERGOT Erwan, *11e Choc*, Presses de la Cité, Paris, 1986.
BERGOT Erwan, *L'Homme de Prague*, Presses de la Cité, Paris, 1977.
BERNERT Philippe, *SDECE — Service 7*, Presses de la Cité, Paris, 1980.
BERNERT Philippe, *Roger Wybot et la bataille pour la DST*, Presses de la Cité, Paris, 1975.
BERNIKOW Louise, *Abel*, Ballantine Books, New York, 1970.
BETHELL Nicholas, *La Grande Trahison*, Flammarion, Paris, 1985.
BEZY Jean, *Le S.R. Air*, France-Empire, Paris, 1979. (Préface Paul Paillolle.)
BINDER Gerhart, *Spione, Varraeter, Patrioten*, Herford, 1986.
BINDER Henri, *Espionnage et contre-espionnage à Bruxelles* 1914-1918, Payot, Paris, 1935.
BLACK Ian, MORRIS Benny, *Israel's Secret Wars*, Hamish Hamilton, Londres, 1991.
BLAISSE Mark, *Aboe Nidal Bestaat niet*, Grote ABC, Amsterdam, 1989.
BLAKE George, *Une vie d'espion*, Stock, Paris, 1990.
BLOCH Jonathan, FITZGERALD Patrick, *British Intelligence and Covert Action*, Bandon, Dingle (Kerry, Ireland), 1984. (Introduction de Phil Agee.)
BLONDEAU, commandant de, *Le Service de renseignements*, Chapelot, Paris, 1911. (Brochure in-8.)
BLUM William, *The CIA, a Forgotten History*, Zed Press, Londres, 1988.
BLUZET, capitaine R., *L'armée japonaise en 1908*, 2e bureau de l'EMA, Paris, 1908.
BOUCARD Robert, *Les Dessous de l'Intelligence Service*, Éditions documentaires, Paris, 1937.
BOUCARD Robert, *Les Dessous des archives secrètes*, Éditions de France, Paris, 1929.
BOUCARD Robert, *Les Secrets du G.Q.G.*, Éditions de France, Paris, 1936.
BOUCARD Robert, *La Guerre des renseignements*, Éditions de France, Paris, 1939.
BOUCARD Robert, *Les Dessous de l'espionnage anglais*, Éditions de France, Paris, 1934.
BOURGEOIS Willy, *Lawrence, roi secret de l'Arabie*, Marabout, Verviers (Belgique), 1958.
BOURKE Seán, *The Springing of George Blake*, Cassell, Londres, 1970.
BOUSSARD Leon, *Le Secret du colonel Lawrence*, A.M., Paris, 1946.
BOWER Tom, *The Red Web (MI 6 & the KGB Master Coup)*, Aurum Press, Londres, 1989.
BRADY Edward M., *Le Service secret irlandais en Angleterre (1919-1921)*, Payot, Paris, 1933. (Préface de Basil Thomson.)
BRATT Peter, IB, *Och Hotet Mot var Sakerhet*, Gidluns, 1973.
BROSSAT Alain, *Agents de Moscou*, Gallimard, Paris, 1988.

BROU W. Ch. major, *Nageurs de Combat*, Documents du Monde, Paris, 1955.
BROUÉ Pierre, *L'assassinat de Trotsky*, Complexe, Bruxelles, 1980.
BROWN Caroline, BROWN Lorne, *An Unauthorized History of the RCMP*, James Lorimer & Company, 1978.
BRUNET Jean-Paul, *La police de l'ombre (Indicateurs & provocateurs dans la France contemporaine)*, Seuil, Paris, 1990.
BUCHHEIT Gert, *Die anonyme Macht*, Francfort-sur-le-Main 1969.
BUCHHEIT Gert, *Der deutsche Geheimdienst*, List, Munich, 1966.
BUNYAN Tony, *The Political Police in Britain*, Quartet, Londres, 1977,
BURTSEV Vladimir, *Ispoved Savinkova (Les Confessions de Savinkov)*, Segodnia, Riga, 1927.
BUSCH Tristan, *Der unbekannte Feind*, Munich, 1951.
BYLINSKY Gene, « The Japanese Spies in Silicon Valley », février 1978, article de la revue *Fortune.*
BYRON John, PACK Robert, *The Claws of the Dragon : Kang Sheng (The Evil genius behind Mao — and his legacy of terror in Poeple's China)*, Simon & Schuster, New York, 1992.

CACUCCI Pino, *Tina ou la beauté incendiée*, Belfond, Paris, 1993.
CALDWELL Oliver J., *A Secret War : Americans in China 1944-45*, Southern Illinois Univer. Press, 1972.
CALIC Edouard, *Heydrich, l'homme clef du III^e Reich*, Robert Laffont, Paris, 1985.
CALVI Fabricio, SCHMIDT Olivier, *Intelligences secrètes*, Hachette, Paris, 1988.
CAMPBELL Arthur, *L'École de la Jungle*, Éd. André Bonne, Paris, 1956.
CAMPBELL Duncan, *Phonetappers & the Security State*, New Statesman, Londres, 1981.
CAMPBELL Stuart Sir, *Secrets of Crewe House : Story of a Famous Campaign*, Hodder & Stoughton, Londres, 1920.
CARCO Francis, *Blumelein 35 (Confidences du Lieutenant S de Barrière, officier de renseignement)*, Albin Michel, Paris, 1937.
CARPENTIER Christian, MOSER Frederic. *La Sûreté de l'État (Histoire d'une déstabilisation)*, Quorum, Bruxelles, 1993.
CARRÈRE J.-D., colonel, *Missionnaires en burnous bleu*. Charles-Lavauzelle, Limoges, 1973.
CAVADIA Pierre, *L'Espionnage et la Trahison*, Jouve & Cie, Paris, 1926. (Thèse).
CAVE-BROWN Anthony, *The Secret Servant*, Michael Joseph, Londres, 1987.
CEILLIER Remi, *La Cryptographie*, PUF, Paris, 1945.
CHALET Marcel, WOLTON Thierry, *Les Visiteurs de l'ombre*, Paris, 1990.
CHAPERON Jean-Yves, *Enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar*, Édition° 1, Paris, 1992.
CHAPMANN Pincher, *Inside Story*, Sidgwick & Jackson, Londres, 1978.
CHE Muqi, *Beijing Turmoil — More Than Meets the Eye*, Foreign Languages Press, Pékin, 1990.
CHEMINON, capitaine, PONT, capitaine, *Les Événements militaires en Chine*, 2^e Bureau de l'EMA, Paris, 1902.
CHILDERS Erskine, *The Riddle of the Sands*, Smith, Elder & C, Londres, 1907.
CHILLY Numa de, capitaine, *L'Espionnage*, Librairie militaire Baudoin, Paris, 1888.
CHOATE Pat, *Agents of Influence, How Japan Manipulates America's Political & Economic System*, Simon & Schuster, New York, 1990.
CHODZKO Jan B., *La Guerre au couteau*, La Baudinière, Paris, 1934.

CHRISTENSEN Chr., *Var hemmelige berepskapHistorien om*, Martens Meyer, J.W. Cappelens Forlag a.s., 1988.
CHRISTIAN-FROGÉ R., *L'Affaire Frogé*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1934.
CIPRIANI Antonio, CIPRIANI Giani, *Sovranita limitata. Storia dell'eversione atlantica in Italia*, Edizioni Associate, Rome, 1991.
COCKERILL A.W., *Sir Percy Sillitoe*, W.H. Allen, Londres, 1975.
COLIN, commandant, *L'Évolution du service de renseignements*, Revue militaire générale, Paris, décembre 1919.
COLONIAU V., *L'Espionnage du point de vue du droit international*, Rousseau, Paris, 1889.
Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité, *Rapport d'activités 1991-1992*, La Documentation française, Paris, 1993.
Congress Research Office, *United States & Soviet Special Operations (Prepared for the Commitee on Armed Services, House of Representatives)*, US Government Printing Office, Washington, 1987.
COOKRIDGE E.H., *La Vérité sur Philby*, Cercle du Bibliophile, Genève.
COOKRIDGE E.H., *Soviet Spy Net*, Frederick Muller, Londres, s.d.
COOKRIDGE E.H., *George Blake, Double Agent*, Hodder Paperbacks, Londres, 1970.
COOKRIDGE E.H., *Les Secrets de l'Intelligence Service*, Éditions de la Paix, Paris, 1949.
COPELAND Miles, *The Game Player (Confessions of the CIA's original political operative)*, Aurum Press, Londres, 1989.
CORNWALL Hugo, *The Industrial Espionage Handbook*, Ebury Press, Paris, 1992.
CORSON William R., *The Armies of Ignorance (The Rise of the American Intelligence Empire)*, Dial Press, New York, 1977.
CORSON William R., CROWLEY Robert T., *The New KGB. Engine of Soviet Power*, William Morrow, New York, 1986.
CORSON William, TRENTO Susan B., TRENTO Joseph J., *Veuves*. Belfond, Paris, 1989.
COSCULLUELA Manuel Hevia, *Pasaporte 11333 — Ocho años con la CIA*, Editorial de Ciencias Sociales, La Havane, 1978.
COXSEDGE Joan, COLDICUTT Harant, *Rooted in Secrecy*, CAPP, Victoria (Australia) ; 1982. (L'élément clandestin dans la politique australienne.)
CUTHBERT S.J., capitaine, *Guide to Street Fighting, Ground-Defense — Attack-Use of Explosives-Arms & Equipment — Training (« We Shall Fight in the Streets ! »)*, Gale & Polden Ltd, Londres, 1941.

D'ALEM Gilbert, *La Déesse aux pieds nus, 2e Bureau au Portugal*, Paris, 1934.
D'ARGOUVES Hélène, *Louise de Bettignies*, Plon, Paris, 1938.
DAN Ben, *Poker d'espions (à Tel-Aviv et au Caire)*, J'ai lu, Paris, 1970.
DAN Ben, *L'Espion qui venait d'Israël*, J'ai lu, Paris 1967,
DAUDET Léon, *L'Avant-guerre, l'espionnage juif-allemand en France*, Nouvelle Librairie nationale, Paris, 1913.
DAUDET Léon, *La Vermine du monde : roman de l'espionnage allemand*, Fayard, Paris, 1916.
DEACON Richard, WEST Nigel, *Spy ! (Sorge, Venlo Incident, Cynthia, Double-Cross, Stashinsky, Vassall)*, BBC, Londres, 1980.
DEACON Richard, *Escape ! (Mogashiu attack/ Donald Woods/ Kim Philby/ Lord Lucan/ Jeremy Cartland)*, BBC, Londres, 1980.
DEACON Richard, *« C » — A biography of Sir Maurice Oldfield, Head of MI 6*, Futura, Londres, 1985.

DEACON Richard, *Les Extraordinaires réussites des services secrets japonais*, Jacques Grancher, Paris, 1986.
DEACON Richard, *A History of the Japanese Secret Service*, Frederick Muller Ltd, Londres, 1982.
DEACON Richard, *The Israeli Secret Service*, Sphere Books Ltd, Londres, 1979.
DEACON Richard, *A History of the Chinese Secret Service*, Frederick Muller, Londres, 1974.
DEACON Richard, *A History of the Russian Secret Service*, Pirate, Taiwan, 1972.
DEACON Richard, *A History of the British Secret Service*, Frederick Muller, Londres, 1974.
DEACON Richard, *The Greatest Treason (The Bizarre Story of Hollis, Liddell and Mountbatten)*, Century, Londres, 1989.
DELANNOY Christian, *La SAVAK, un service très spécial*, Stock, Paris, 1990.
DELONCLE Pierre, *La Caravane aux éperons verts*, Plon, Paris, 1927.
DENING Walter, *A New Life of Toyotomi Hideyoshi*, Kyobun-Kwan, Tokyo, 1904.
DÉTOURBET, *L'Espionnage du point de vue du droit international*, 1888. (Thèse.)
DILLON Martin, *The Shankill Butchers (A Case Study of Mass Murder in Northern Ireland)*, Arrow Books, Londres, 1989.
DILLON Martin, *The Dirty War (The British Army Secret War against the Provisionnal IRA)*, Arrow Books, Londres, 1990.
DIXON Marlene, JONAS Susanne, *Nicaragua Under Siege*, Synthesis Publication, San Francisco, 1984.
DOBSON Christopher, PAYNE Ronald, *The Dictionary of Espionage*, Harrap, Londres, 1984.
DOBSON Christopher, PAYNE Ronald, *The Carlos Complex*, Coronet, Londres, 1977.
DOISE Jean, *Un secret bien gardé (Histoire militaire de l'affaire Dreyfus)*, Seuil, Paris, 1994.
DOLENT Jean, DAQUIN Thomas, *La Sécurité militaire*, CERF, Paris, 1981.
DORRILL Steve, RAMSAY Robin, *A Who's Who of the British Secret State*, The Lobster, Hull, 1989.
DRAGE Charles, *Two-Gun Cohen*, Jonathan Cape, Londres, 1954.
DU PUY-MONTBRUN Deodat, *Les Armes des espions*, Balland, Paris, 1974.
DUBRO Alec, KAPLAN David E., *Yakuza*, Futura, Londres, 1987.
DULLES Allen, *Les Grandes Histoires d'espionnage*, Stock, Paris, 1986.
DWYER T. Ryle, COLLINS Michael, *The Man Who Won the War*, Mercier Press, Cork, 1990.
DYSSORD Jacques, *L'Espionnage allemand à l'œuvre*, Éditions & Librairie, Paris, 1915.
DZHIRKVELOV Ilya, *Secret Servant, My Life with the KGB & the Soviet Elite*, William Morrow, New York, 1988.
DZIAK John J., *Chekisty*, Lexington Books, Lexington, 1988.
DZIAK John J., *Chekisty — A History of the KGB*, Ivy Books, New York, 1988.

EISENBERG Dennis, DAN Uri, LANDAU Élie, *The Mossad — Israel's Secret Intelligence Service*, Gorgi, Londres, 1978.
ENDERLIN Charles, *Shamir*, Olivier Orban, Paris, 1991.
État-major de l'armée, *La Recherche des renseignements dans les corps de troupe et les unités subordonnées*, Imprimerie nationale, Paris, 1935.
EYRAUD Charles, *Précis de cryptographie moderne*, Raoul Tari, Paris, 1953.
EYTAN Steve, *L'Œil de Tel-Aviv*, J'ai lu, Paris, 1970.

FALIGOT Roger, KAUFFER Rémi, *Éminences grises*, Fayard, Paris, 1992.
FALIGOT Roger, *La Résistance irlandaise (1916-1992)*, Terre de Brume, Rennes, 1992.
FALIGOT Roger, « Les Services secrets français en Afrique », revue *Tricontinental*, n° 1, Maspéro, Paris, 1981.
FALIGOT Roger, KAUFFER Rémi, *As-tu vu Cremet ?*, Fayard, Paris, 1991.
FALIGOT Roger, *Guerre spéciale en Europe*, Flammarion, Paris, 1980. (Le Laboratoire irlandais.)
FALIGOT Roger, *Services secrets en Afrique*, Le Sycomore, Paris, 1982.
FALIGOT Roger, KROP Pascal, *La Piscine, Les Services secrets français (1944-1984)*, Le Seuil, Paris, 1985.
FALIGOT Roger, KAUFFER Rémi, *Les Résistants, de la guerre de l'ombre aux allées du pouvoir (1944-1989)*, Fayard, Paris, 1989.
FALIGOT Roger, *Markus, espion allemand*, Temps Actuels, Paris, 1984.
FALIGOT Roger, KAUFFER Rémi, *Le Croissant et la Croix gammée*, Albin Michel, Paris, 1990.
FALIGOT Roger, KAUFFER Rémi, *Kang Sheng & les services secrets chinois*, Robert Laffont, Paris, 1987.
FALIGOT Roger, KAUFFER Rémi, *KGB : Objectif Pretoria*, Pierre-Marcel Favre, Lausanne, 1986.
FALIGOT Roger, KAUFFER Rémi, *Service B*, Fayard, Paris, 1985.
FALIGOT Roger, KAUFFER Rémi, *Au cœur de l'État, l'espionnage*, Autrement, Paris, 1983.
FALIGOT Roger, *Les Services spéciaux de Sa Majesté*, Temps Actuels, Paris, 1982.
FARAGO Ladislas, *The Game of the Foxes*, Hodder & Stoughton, Londres, 1972.
FARRELL William R., BLOOD Rage, *The History of the Japanese Red Army*, Lexington Books, Lexington, 1990.
FELFE Heinz, *Im Dienst des Gegners*, Rasch und Roehring Verlag, Hambourg, 1989.
FEEHAN John M., *The Shooting of Michael Collins : Murder or Accident ?*, Mercier Press, Cork, 1981.
FERGUSSON Thomas G., *British Military Intelligence 1870-1914 (The Devlopment of a Modern Intelligence Organisation)*, Arms & Armour Press, Londres, 1984.
FIDLER Richard, *RCMP — The Real Subversives*, Vanguard Publications, Toronto, 1978.
FIX, colonel, *Souvenirs d'un officier d'état-major*, Paris, 1886.
FIX, colonel, *Le Service de renseignements dans les États-majors*, Paris, 1891.
FLORENT-MATTER, *La France sera-t-elle défendue ?, la propagande allemande, ses armes, ses méthodes, ses succès*, Tallandier, Paris, 1930.
FLOWER Ken, *Serving Secretly*, John Murray, Londres, 1987.
FOOTE Alexander, *Handbook for Spies*, Museum Press, Londres, 1949.
FOURNIER Nicolas, *Dossier E... comme Espionnage*, Jean Picollec, Paris, 1978.
FREEMANTLE Brian, *Le KGB*, Plon, Paris, 1986.
FRESCAROLI Antonio, *La GPU y NKVD, historia de la Represion bolchevique*, De Vecchi, Barcelone, 1971.
FRICKE Karl Wilhelm, *Die DDR Staatssicherheit, Entwicklung, Strukturen, Aktionsfelder*, Verlag Wissenschaft und Politik, Cologne, 1982.
FRIEDMANN Thomas, *From Beirut to Jerusalem*, Collins, Londres, 1990.
FROLIK Josef, *The Frolik Defection, the Memoirs of an Intelligence Agent*, Corgi, Londres, 1975.
FROMENT, lieutenant A., *L'Espionnage militaire*, E. Juven, Paris, 1897.

GANJ Darya, *Pak Espionage in India*, Oriental Publishers, Delhi, 1973.

GARDER Michel, *La Guerre secrète des services spéciaux (1935-1945)*, Paris, Plon, 1967.
GARDES François, PRADEL Jacques, *Parole d'espion*, Mercure de France/France Inter, Paris, 1982.
GATTIKER Annetta, *L'Affaire Conradi*, Herbert Lang, Berne, 1975.
GAUCHÉ, général, *Le deuxième Bureau au travail, 1935-40*, Paris, Amiot-Dumont, 1953.
GEHLEN Reinhard, *L'Organisation Gehlen*, Presses de la Cité - Fayard, Paris, 1972.
GENÈVE Pierre, *La Main rouge*, Nord-Sud, Paris, 1960.
GENTRY Curt, HOOVER J. Edgar, *The Man and the Secrets*, W.W. Norton, New York, 1991.
GEORGES Patrice, *Le 13e Dragons Parachutistes*, Éditions du Fer à Marquer, 1991.
GIVIERGE, colonel, *Questions de chiffre*, Revue militaire française, Paris, 1924.
GIVIERGE, colonel, *Cours de cryptographie*, Berger-Levrault, Paris, 1925.
GODDARD Donald, COLEMAN Lester K., *Trail of the Octopus, From Beirut to Lockerbie Inside the DIA*, Bloomsbury, Londres, 1993.
GODSON Roy, SCHULTZ Richard H., *Dezinformatsia, mesures actives de la stratégie soviétique* (préface d'Annie Kriegel), Anthropos, Paris, 1985.
GOLINKOV D. L., *Krouchenié antisovietskovo podpoliya v SSSR*, Izdatel Polititcheskoy Literat, Moscou, 1980. 2 volumes.
GOLIRSYN Anatoly, *New Lies for Old : The Communist Strategy of Decept*, Bodley Head, Londres.
GOMEZ Carillo E., *Le Mystère de la vie et de la mort de Mata Hari*, Fasquelle, Paris, 1926.
GORRÉE Georges, *Au service du Maroc : Charles de Foucauld*, Grasset, Paris, 1938.
GOUZENKO Igor, *This Was My Choice*, Londres, 1948.
GRAMONT, Sanche de, *La Guerre secrète*, Robert Laffont, Paris, 1962.
GRANOWSKY Anatoli, *Memorias de un Agente secreto sovietico*, Editorial AHR, Barcelone, 1956.
GRAVES Robert, *Lawrence et les Arabes*, Gallimard, Paris, 1933.
GREEN J.R., *The First Sixty Years of the Office of Naval Intelligence*, American University, Washington, 1963. (Master's Thesis.)
GRIL Étienne, *Intelligence Service*, La Baudinière, Paris, 1937.
GROSS Babette, *Willy Munzenberg, Eine politische Biographie*, Stuttgart, 1967.
GUÉRIN Alain, *Les Gens de la CIA*, Éd. sociales, Paris, 1980.
GUÉRIN Alain, *Qu'est-ce que la CIA ?*, Éd. sociales, Paris 1968.
GUÉRIN Alain, *Les Commandos de la guerre froide*, Julliard, Paris, 1969.
GUÉRIN Alain, *Le Général gris.*
GUÉRIN Alain, CHATEL Nicole, *Camarade Sorge*, Julliard, Paris, 1965.
GUICHARD Louis, *La Guerre des enseignes*, La Renaissance du livre, Paris, 1929.
GUISNEL Jean, VIOLET Bernard, *Services secrets, le pouvoir et les services de renseignements sous Mitterrand*, La Découverte, Paris, 1988.
GUSTHAL, commandant, *Les Héros sans gloire du 2e Bureau*, La Baudinière, Paris, 1933.

HAGEN Walter, *Le Front secret*, Les Iles d'Or, Paris, 1930.
HANAYAMA Shinsho, *La Voie de l'éternité, comment surent mourir les criminels de guerre japonais*, Guy Le Prat, Paris, 1973.
HANDEL Michael I., *Leaders and Intelligence*, Frank Cassel, Londres, 1989.
HARRISSON Pierre (en collaboration avec J.P. LAGNAUX et C. MEHRHAM), *États-Unis Contra Nicaragua*, Publi-Cetim, Genève, 1988.

HASWELL Jock, *Spies & Spymasters, a Concise History of Intelligence*, Thames & Hudson, Londres, 1977.
HAUTECLOQUE Xavier de, *Pègre et police internationales*, NRC, 1934.
HEILBRUN Otto, *Der Sowejtische Geheimdienst*, Francfort-sur-le-Main, 1956.
HENRI Ernst, *Contre le terrorisme*, Novosti, Moscou, 1982.
HENRIOT (Herdu), lieutenant. *J'étais un espion*, Mutuelle d'éditions, Bruxelles, 1945.
HEYNOWSKI, *Phoenix — Inside CIA*, Verlag der Nation, Berlin.
HILL George, *Ma vie d'espion*, Payot, Paris, 1936.
HILL George, *Ma vie d'espion (I.K.8)*, Payot, Paris, 1933.
HINCHLEY Vernon, colonel, *Les Transfuges*, Dargaud, Bruxelles, 1969.
HIRSCH Richard, lieutenant-colonel, *Espionnage atomique*, SFELT, Paris, 1948.
HODGEZ Andrew, *Alan Turing ou l'énigme de l'Intelligence*, Payot, Paris, 1988.
HOEFLING Helmut, *Spaeher, Spitzel und Spione, Geheimdienste machen Geschichte*, Ensslin & Laiblin Verlag, Reutlingen, 1989.
HOEHNE Heinz, *Der Krieg im Dunkeln*, Munich, 1985.
HOLDROYD Fred, Burbridge Nick, *War Without Honour*, Medium, Hull, 1989.
HUITRIC Éric, *Le 11e Choc*, Jacques Grancher, Paris, 1976.
HUSS Pierre J., *Red Spies in the UN*, Pocket Books, New York, 1965.
HYND Alan, *Passport to Treason*, 1943.
HYND Alan, *Betrayal from the East*, National Travel Club, New York, 1943.

Info-Turk, *Turco-American Relations After the Coup*, Bruxelles, 1988.
Info-Turk, *State Terrorism in Turkey (I), Structure of authoritarian state, mass arrests & trials, death sentences, torture*, Bruxelles, 1986.
Info-Turk, *State Terrorism in Turkey (II), Pressure on intellectuals, censorship on media, persecution journalists, artists*, Bruxelles, 1986.
IRVING Clive, HALL R., WALLINGTON J., *Le Grand Scandale*, Julliard, Paris, 1963.

JOSSE, *La Cryptographie & ses applications à l'art militaire*, Paris, 1885.
JOVIUS Dragan, *Sovjet Spionage i Sverige*, St Georgs Forlag, 1978. Ders taktik och verksamhet.
JUDD Alan, *Tango*, Hutchinson, Londres, 1989.

KAGAN E., colonel, *Combat secret pour Israël*, Club des amis du Livre, Paris, 1962.
KAHL Werner, *Spione in Deutschland heute*, Meyter, 1986.
KAHN David, *The Codebreakers*, Sphere Books, Londres, 1977.
KALTENBRUNNER Gerd-Klaus, *Wozu Geheimdienste ?* Munich, 1966.
KASHMERI Zuhair, MCANDREW Brian, *SOFT TARGET — How the Indian Intelligence Service Penetrated Canada*, Lorimer, Toronto, 1989.
KAUFFER Rémi, *OAS — Histoire d'une organisation secrète*, Fayard, Paris, 1986.
KEELY Edmund, *The Salonika Bay Murder*, Princeton University Press, Princeton.
KENNEDY M.D., *The Military Side of Japanese Life*, Houghton Mifflin, 1923.
KERCKHOFFS A., *La cryptographie militaire*, Beaudoin, Paris, 1883.
KESSLER Ronald, *Spy vs. Spy, the Shocking true story of the FBI's secret war vs Soviet spies*, Pocket Books, New York, 1989.
KHALED Ahmed, *Documents secrets du 2e Bureau*, Société tunisienne de diffusion, Tunis, 1983.
KIPLING Rudyard, *Kim*, Pan, Londres, 1978.
KNIGHT Amy W., *The KGB*, Allen & Unwin, Londres, 1988 (Police et politique en Union soviétique).

KNIGHTLEY Phillip et KENNEDY Caroline, *Profumo : les dessous d'une affaire d'État*, Christian Bourgois, Paris, 1987.
KOBAYASHI Goro, *Tokko — Tokubetsu Kotokeisatsu*, Tokyo, 1952. (Étude universitaire.)
KOCH-KENT Henri, *Putsch au Luxembourg ?*, (chez l'auteur), Luxembourg, 1980.
KOCH-KENT Henri, *Doudot, figure légendaire du contre-espionnage français*, Casterman, Tournai, 1976.
KOEHLER Hans Juergen, *Inside the Gestapo : Hitler's Shadow Over the World*, Pallas Pub C° Ltd, 1940.
KOLESNIKOVA Marija Vasilevna, KOLESNIKOV S. Mihail, *Rihard Zorge*, Molodeja gvardija, Moscou, 1971.
KOSTOV Vladimir, *Le Parapluie bulgare*, Stock, Paris, 1986.
KRASNOV Vladislav, *Soviet Defectors, The KGB Wanted List*, Hoover Institution, Stanford (Californie), 1985.
KROP Pascal, *Les Secrets de l'espionnage français (de 1870 à nos jours)*, Jean-Claude Lattès, Paris, 1993.
KUZICHKIN Vladimir, *Inside the KGB, My Life in Soviet Espionage* (préface Frederick Forsyth), Pantheon Books, New York, 1990.

LACOSTE Pierre, *Stratégie navale*, Fernand Nathan, Paris, 1981.
LACOSTE Pierre, *Les Mafias contre la démocratie*, J.C. Lattès, Paris, 1993.
LADOUX, commandant, *Les Chasseurs d'espions (comment j'ai arrêté Mata-Hari)*, Éd. du Masque, Paris, 1932.
LADOUX, commandant, *La Guerre secrète en Alsace*, Éd. du Masque, Paris, 1934.
LADOUX, commandant, *Mes souvenirs (contre-espionnage)*, recueillis et mis au point par Marcel Berger, éditions de France, Paris, 1937.
LAMPE David, *The Last Ditch (The Secrets of the British Resistance Organisation against Nazis in 1940)*, Cassell, Londres, 1968.
LANOIR Paul, *L'Espionnage allemand en France.*
LA SOUCHÈRE Elena de, *Crime à Saint-Domingue : l'affaire Trujillo-Galindez (Le FBI enquête sur l'assassinat de Galindez par Trujillo)*, Albin Michel, Paris, 1972.
LAWRENCE T.E., *Les Sept Piliers de la sagesse*, Payot, Paris, 1963 (Tomes I et II).
LAWRENCE T.E., *La Matrice*, Le Livre de Poche, Paris, 1966.
LDH, *Un dossier noir sur la police politique*, Ligue des Droits de l'Homme, Montréal, 1978.
LEBLANC Michel, *L'Ennemie de Mata Hari*, France-Empire, Paris, 1974.
LECOMTE Claude, *Coulez le Rainbow Warrior !*, Messidor, Paris, 1985.
LEGRAND Teddy, *Les Sept Têtes du dragon vert*, Berger-Levrault, Paris, 1933.
LEIGH David, *The Wilson Plot*, William Heineman, Londres, 1988.
LEUSSER Claus, *Die Affaere Dreyfus*, Munich, 1948.
LEWIS Flora, *Pion rouge*, Gallimard, Paris, 1967.
LINDSAY Kennedy, *The British Intelligence Services In Action*, Dunrod Press, Dundalk (Ireland), 1980.
LIOU Chao-Chi, *Citations du Président Liou Chao-Chi*, Pierre Belfond, Paris, 1969. (Préface de Maurice Ciantar.)
LISZKAI Laszlo, *Carlos à l'abri du rideau de fer*, Seuil, Paris, 1992.
LOCKHART R.H. Bruce, *Retreat from Glory*, Putnam, Londres, 1934.
LOCKHART R.H. Bruce, *Mémoires d'un agent britannique en Russie (1912-18)*, Payot, Paris, 1933.
LOCKHART Robin Bruce, *L'As des espions*, Fayard, Paris, 1971.
LOFTUS John, *L'Affreux Secret*, Plon, Paris, 1985.

LOH Robert, *Escape from Red China*, Coward-McCann, New York, 1962.
LOISEL Dominique, *J'étais le commandant X*, Fayard, Paris, 1970. (Préface du général Grossin.)
LOVELL Stanley, *OSS — Opération Services Secrets*, Éd Mondiales, Paris, 1963 (trad. Geneviève Hurel).
LOWTHER William, *Arms & the Man : Dr Gerald Bull, Iraq & the Supergun*, Seal Books, Toronto, 1991.
LUCIETO Charles, *La Vierge rouge du Kremlin*, Berger-Levrault, Paris, 1927.
LUCIETO Charles, *L'Espionne aux mains sanglantes*, Berger-Levrault, Paris, 1931.
LUCIETO Charles, *En missions spéciales*, Berger-Levrault, Paris, 1926.
LUDECKE Winfried, *Behind the Scenes of Espionage*, Mellifont Press, Londres, 1949.
LUI Victor, *The Coming Decline of the Chinese Empire*, Moscou, 1980.
LUTIIS Giuseppe de, *Storia dei servizi segreti in Italia*, Editori Riuniti, Rome, 1985.
LUX Charles, *L'Évasion du capitaine Lux*, Les Œuvres représentatives, Paris, 1932.

MACCALLUM Callum, *The Killing of Obergruppenfuehrer R. Heydrich*, MacMillan, Londres, 1989.
MCCARTNEY Wilfred, *Walls Have Mouths*, Gollancz, Londres, 1936.
MCCORMICK Donald, *The Life of Ian Fleming*, Peter Owen, Londres, 1993.
MCCORMICK Donald, *Who's Who in Spy Fiction*, Sphere Books, Londres, 1977.
MCCOY Alfred, *La Politique de l'héroïne en Asie du Sud-Est*, Flammarion, Paris, 1980.
MCKENNA Marthe, *Souvenirs d'une espionne*, Payot, Paris, 1933. (Préface de Winston Churchill.)
MACKENZIE Compton, *First Athenian Memories*, Cassell & C °, Londres, 1931.
MACLEAN Alistair, *Lawrence d'Arabie*, Fernand Nathan, Paris, 1964.
MADER Julius, *Who's Who in CIA*, Julius Mader, Berlin, 1968.
MADER Julius, *Dr Sorge Funkt aus Tokyo*, 1966.
MANGOLD Tom, *Cold Warrior, James Jesus Angleton, The CIA's Master Spy Hunter*, Simon & Schuster, New York, 1991.
MANNE Robert, *The Petrov Affair*, Melbourne, 1987.
MARCHETTI Victor, MARKS John D., *The CIA and the Cult of Intelligence*, Dell Publishing Co, New York, 1975.
MARENCHES Alexandre de, OCKRENT Christine, *Dans le secret des princes*, Stock, Paris, 1986.
MARENCHES Alexandre de, *Atlas géopolitique*, Paris, Stock, 1988.
MARION Pierre, *La Mission impossible*, Calmann-Lévy, Paris, 1991.
MARKS John, *Main basse sur les cerveaux*, Alta, Paris, 1979.
MARKUS G. *Der Fall Redl*, Vienne, 1984.
MARTIN Rose L., FREEWAY Fabian, *High Road to Socialism in the USA*, PO Box 1338, Santa Monica (Californie), 1968.
MARX Karl, *Herr Vogt, a Spy in the Workers'Movement*, New Park Publications, Londres, 1982.
MEISSNER Hans-Otto, *The Man With Three Faces*, Evans Brothers, 1955.
MELCHERS E.T., colonel, *Kriegsschauplatz Luxemburg, Aug. 1914-mai 1940*, Imprimerie St-Paul, Luxembourg.
MELNIK Constantin, *Des services très secrets*, Éd. de Fallois, Paris, 1989.
MELNIK Constantin, *1 000 jours à Matignon*, Grasset, Paris, 1988.
MENNEVÉE Roger, *L'Espionnage international en temps de paix*, chez l'auteur, Paris, 1929. (Tomes I et II.)
MICHAELIS Robert, *Der Prozess Dreyfus*, Hambourg, 1963.

MILLER Joan, *One Girl's War, personal Exploits in MI 5's Most Secret Station*, Brandon, Dingle, 1986.
MILLER Nathan, *Spying for America*, Dell Publishing, New York, 1983.
MILLS James, *L'Empire clandestin*, Albin Michel, Paris, 1986.
MILLSTEIN M., *Der Fall des Obersten Redl*, Moscou, 1966.
Ministère de la Guerre, *Règlement d'exploitation des transmissions*, Charles-Lavauzelle, Paris, 1932.
MIR James, *Un agent de l'Intelligence Service belge*, Les Œuvres représentatives, Paris.
MONAT Pavel, *Spy in the United States*, Harper & Row, 1961.
MOOREHEAD Alan, *Les Espions atomiques*, Calmann-Lévy, Paris, 1953.
MORAVEC Frantisek, *Master of Spies*, The Body Head, New York, 1975.
MORNE VERT Patrick du, *Mission Oxygène*, Filipacchi, Paris, 1987.
MORTANE Jacques, *Un héros : Pierre Godart*, La Baudinière, Paris, 1934.
MORTANE Jacques, *Missions spéciales, la guerre des ailes*, La Baudinière, Paris, 1933.
MULLIK B.N., *My Years With Nehru (1948-1964)*, Allied Publishers, 1972.
MULLIK B.N., *The Chinese Betrayal*, Allied Publishers, 1971.
MYAGKOV Aleksei, *Inside the KGB*, Ballantine Books, New York, 1976.

NAIR Kunhanandan, Opperskalski Michael, *CIA : Club der Morder*, Lamuv Verlag, Gottingen, 1988.
NICOLAI Walter, *Geheime Machte*, Leipzig, 1923, Internationale Spionage & ihre Bekampfung im Weltkrieg.
NOLLAU Gunther, *Das Amt — 50 Jahre zenge der Geschichte*, Bertelsmann, Munich, 1978.
NSIC, *Bibliography on the Soviet Intelligence and Security Services*, National Strategy Information Center, New York, 1984.

OCLESHAW Michael, *Armour Against Fate*, Columbus Books, Londres.
O CUINNEAGAIN Michael, *The Nairac Affair (Examinations of the Events Leading to the Death of a SAS Captain in 1977 on the Irish Border)*, chez l'auteur, Tantallon, 1981.
ORLOV Alexander, *Handbook of Intelligence and Guerilla Warfare*, The University of Michigan Press.
OSS, *Japanese Attempts at Infiltration among the Muslims in Russia*, OSS Archives/USA, 1944.

PAILLOLE Paul, *Notre espion chez Hitler*, Robert Laffont, Paris, 1985.
PAILLOLE Paul, *Services spéciaux (1935-45)*, Robert Laffont, Paris, 1975.
PAINE Lauran, *The CIA at Work*, Robert Hale, Londres, 1977.
PAINE Lauran, *Britain's Intelligence Service*, Robert Hale, Londres, 1980.
PASTOR PETIT Domingo, *Espionaje : la Secunda guerre mundial y Espana*, Plaza & Janes, Barcelone, 1990.
PAVLENKO Piotr Andréiévitch, *La Cité dans la Taïga*, Paris, 1935.
PEARCE Jenny, *Under The Eagle, US Intervention in Central America & the Caribbean*, Latin America Bureau, Londres, 1981.
PENKOVSKY Oleg, *Carnets d'un agent secret*, préface de Constantin Melnik, Tallandier, Paris, 1966.
PENKOVSKY Oleg, *The Penkovsky Papers*, Doubleday, New York, 1965.
PERRAULT Gilles, *L'Erreur*, Fayard, Paris, 1971.

PERRAULT Gilles, *L'Orchestre rouge*, Fayard, Paris, 1967.
PERRAULT Gilles, *Un homme à part*, Bernard Barrault, Paris, 1982.
PICK Eugène, *La Chine dans les griffes des Rouges*, Spes, Paris, 1928.
PIEKALKIEWICZ Janusz, *Les Services secrets d'Israël*, Le Livre de poche, Paris, 1980.
PINCHER Chapmann, *Their Trade Is Treachery*, Sidwick & Jackson, Londres, 1981.
PONCINS Léon de, *Espions soviétiques dans le monde*, Nouvelles éditions latines, Paris, 1961.
PORETSKI Elisabeth K., *Les Nôtres*, Denoël, Paris, 1985.
POUVOURVILLE A. de, *Nouveaux avatars d'A.29*, La Baudinière, Paris, 1933.
POWERS Richard Gid, *Secrecy & Power : The Life of J. Edgar Hoover*, Arrow Books, Londres, 1989.
PRATT Fletcher, *Secret & Urgent : The Story of Codes & Ciphers*, Robert Hale, 1939.

RADOSH Ronald, MILTON Joyce, *Dossier Rosenberg*, Hachette, Paris, 1985.
RAINA Asoka, *Inside RAW*, Vikas Publishing House PVT Ltd, New Delhi, 1981.
RANELAGH John, *The Agency : The Rise and Decline of the CIA*, Touchstone Book, New York, 1987.
RAY Oscar, *Histoire de l'espionnage*, Gallimard, Paris, 1936.
RENÉ, Commandant, *Missions spéciales : la gueule du loup*, Martel, Givors, 1951.
RICHARD Marthe, *Faire Face*, S.L.I.M., Paris, 1947.
RICHARD Marthe, *Mes dernières missions. Espagne 1936-1938*, Éd. de France, Paris, 1939.
RICHARD Marthe, *Espions de guerre et de paix. 1920-38*, Éd. de France, Paris, 1938.
RICHELSON Jeffrey, *American Espionage & the Soviet Target*, Quill (Morrow), New York, 1988.
RIEGER Max, *Espionnage en Espagne*, Denoël, Paris, 1938. (Préface de José Bergamin.)
RIESS Curt, *Total Espionage*, G.P. Putnam's Sons, New York, 1941.
RITTER Falko, *Die geheimen Narichtendienste der Bundesrepublik, Rechtsgrundlagen/ Aufgaben/Arbeitsweise/Koordinierung*, Decker & Muller, Heidelberg, 1989.
ROCHET Jean, *5 ans à la tête de la DST (La mission impossible)*, Plon, Paris, 1985.
RUDEVAL J. Raoul de, *Étude pratique du service de renseignements*, Lavauzelle, Paris, 1910.
RUFAT Ramon, *Espions de la République*, Allia, Paris, 1990.
RUWAYHA Walid Amin, *Terrorisme and Hostage-Taking in the Middle-East*, SPPI, lieu de publication inconnu, 1990.

SAWATSKY John, *For Services Rendered : Leslie James & the RCMP Security Service*, Doubleday, Toronto, 1982.
SCHELLENBERG Walter, *Le Chef du contre-espionnage nazi parle (1933-1945)*, Julliard, Paris, 1957.
SCHWEIZER Pater, *Friendly Spies (How America's Allies Are Using Economic Espionage to Steal Our Secrets)*, The Atlantic Monthly Press, New York, 1993.
SEALE Patrick, *Abu Nidal — A Gun for Hire (The Secret Life of the World's Most Notorious Arab Terrorist)*, Random House, New York, 1991.
Sécurité militaire, *Guide de l'Officier de Sécurité* (n° 111747/DN/EMA/ORG I/CD), Paris, 1971.
SHORTT James G., *The Special Air Service*, Osprey, Londres, 1981.
SILLITOE Sir Percy, *Cloak Without Dagger*, Cassell & Co Ltd, Londres, 1955.

SIMPSON Christopher, *Blowback, America's Recruitment of Nazis and its effects on Cold War*, Weidenfeld & Nicolson, Londres, 1988.
SMITH Richard Harris, *OSS — The Secret History of America's First Central Intelligence Agency*, University of California Press, Berkeley, 1972.
SNEPP Frank, *Sauve qui peut*, Balland, Paris, 1979.
SOMER J.M., *Man in Oorlog*, Bosch & Kenming, nv Baarn, 1981.
SPLINDER Karl, *Le Vaisseau fantôme*, Payot, Paris, 1929.
STALKER John, *Stalker (A Metropolitan Police Chief Investigates the RUC « Shoot to Kill » policy)*, Harrap, Londres, 1988.
STIEBER Wilhelm, *Espion de Bismarck*, Pygmalion-Gérard Watelet, Paris, 1985.
SUVOROV Viktor, *Spetsnaz, The Story of the Soviet SAS*, Grafton Books, Londres, 1987.
SUVOROV Viktor, *Soviet Military Intelligence, GRU*, Grafton Books, Londres, 1984.

THOMAS Paul, *Le KGB en Belgique*, Éd. J.M. Collet, Bruxelles, 1987.
TUOHY Ferdinand, capitaine, *Les Mystères de l'espionnage pendant la guerre 1914-18*, Paris, s.d.

VASSILYEV A.T., *The Ochrana, The Russian Secret Police*, George G. Harrap, Londres, 1930.
VIÉ Paul-Émile, *Mémoires d'un directeur des renseignements généraux*, Albin Michel, Paris, 1988.
VILLEMAREST Pierre FAILLANT DE, *Le Mystérieux Survivant d'Octobre*, Famot, Genève, 1984.
VILLEMAREST Pierre FAILLANT DE, *G.R.U., le plus secret des services soviétiques (1918-1988)*, Stock, Paris, 1988.
VILLEMAREST Pierre FAILLANT DE, *Le Coup d'État de Markus Wolf*, Stock, Paris, 1991.
VILLEMAREST Pierre FAILLANT DE, *L'Espionnage soviétique en France, 1944-1969*, Nouvelles éditions latines, Paris, 1969.
VIOLET Bernard, *L'Affaire Nut (Mort d'un agent secret)*, Carrère, Paris, 1986.
VIOLET Bernard, *L'Affaire Ben Barka*, Fayard, Paris, 1991.
VIVÈS Juan, *Les Maîtres de Cuba*, Robert Laffont, Paris, 1981.
VOLKMAN Ernest, BAGETT Blaine, *L'Empire des espions*, Olivier Orban, Paris, 1990.
VOSJOLI Philippe de, VOSJOLI Monique de, *Le Comité*, Éd. de l'Homme, Montréal, 1975.

WAAGENAAR, *Mata-Hari*, Fayard, Paris, 1965.
WATERS Pat, *Gillers* Stephen, *Investigating the FBI*, Doubleday, New York, 1973.
WERNER Karl, *Spionage in Deutschland Heute*, Nymphenburger Verlag, 1986.
WEST Nigel, *The Faber Book of Espionage*, Faber & Faber, Londres, 1993.
WEST Nigel, *MI 5 (1945-72), a Matter of Trust*, Coronet Books, Londres, 1982.
WEST Nigel, *Molehunt*, Cornets Books, Londres, 1987.
WEST Nigel, *Games of Intelligence*, Crown Pub, Londres, 1989.
WEST Nigel, *MI 5 : British Security Service Operations, 1909-45*, Coronets Books, Londres, 1982.
WEST Nigel, *MI 6 : British Secret Intelligence Service Operations 1909-45*, Weidenfeld & Nicholson, Londres, 1983.
WEST Nigel, *GCHQ : The Secret Wireless War 1900-86*, Coronet Books, Londres, 1986.

WEST Nigel, *The Friends : Britain's Post-War Secret Intelligence Operations*, Coronet Books, Londres, 1987.
WIGHTON Charles, PEIS Gunter, *Les Espions de Hitler*, Fayard, Paris, 1965.
WILHELM Karl, *Die DDR Staatsicherheit*, Verlag Wissenschaft und Politik, 1982.
WISE David, *La Stratégie du soupçon, enquête sur la paronoïa de la CIA*, Plon, 1994.
WISE David, ROSS Thomas B., *Le Gouvernement secret des USA*, Fayard, Paris, 1965.
WOLF Markus, *Die Troika*, Aufbau Verlag, Berlin, 1989.
WOLTON Thierry, *Le KGB en France*, Grasset, Paris, 1986.
WOLTON Thierry, *Le Grand Recrutement*, Grasset, Paris, 1993.
WOODWARD Bob, *Veil : The Secret Wars of the CIA, 1981-87*, Simon & *Schuster*, New York, 1987.
WYBOT Roger, *Bouillon de culture*, Denoël, Paris, 1962.

Sources des illustrations

Page 15 : archives des auteurs ; p. 40 : archives des auteurs ; p. 45 : archives des auteurs ; p. 76 : DR ; p. 85 : DR ; p. 94 : archives des auteurs ; p. 94 : archives des auteurs ; p. 115 : archives des auteurs ; p. 126 : DR ; p. 129 : DR ; p. 143 : archives des auteurs ; p. 165 : archives des auteurs ; p. 187 : DR ; p. 199 : DR ; p. 221 : archives des auteurs ; p. 241 : DR ; p. 245 : DR ; p. 271 : archives des auteurs ; p. 281 : archives des auteurs ; p. 296 : DR ; p. 351 : archives des auteurs ; p. 376 : DR ; p. 389 : DR ; p. 435 : DR ; p. 448 : DR.

INDEX *

A

AAA (Alliance anticommuniste argentine) : 239
ABAKOUMOV général Viktor S. : 15, 69, 203
ABAS général Hiram : 425
ABBAS Abou el — : 352
ABBAS Ferhat : 173
ABBASI général Zahir Ul Islam : 401
ABDALLAH, roi de Transjordanie : 98, 302
ABDALLAH Georges Ibrahim : 308, 410
ABD EL-RAHMANE cheikh : 402
ABEL (pseudonyme de William FISCHER) : 70
Abidjan : 170
ABOUD commandant Ahmed el — : 315
ABOUTALIBOV Ramiz : 461
ABRAMOVITZ Morton I. : 399
ABRAMSON Alexander : 14
ABSI Fouad : 317
Abu Dhabi : 437
Abu Nidal, A Gun for Hire, de P. Seale : 354
Abwehr, renseignement militaire allemand : 76, 78, 135, 136, 138, 145, 155, 199, 372
ACC (Allied Coordination Committee) : 53, 57
ACCOCE Pierre : 368
Accra (Ghana) : 146
ACHIARY André : 140, 141, 158
Achille Lauro, navire : 352
ACKERMANN Anton : 83
Action directe, organisation : 308
Action de libération nationale (Brésil) : 245
Actuel, mensuel : 446
ADENAUER Konrad : 79, 81
ADHAM lieutenant-colonel Birdham : 154,155, 156
ADHAM Kamel : 260, 314
ADLER Alexandre : 72
ADMONI Nahoum : 347
Aeroflot, compagnie aérienne soviétique : 215, 391, 393
AFB (Agence fédérale russe de la Sécurité) : 457, 458
Affaire Ben Barka, L'—, de B. Violet : 198
Affaire Mécili, L'—, de A. Ahmed : 147
Afghanistan : 117, 124, 210, 214, 261, 364, 382, 383, 386, 389-393, 395, 397-401, 402, 421, 456, 459, 466 ; *voir* AGSA, KAM, KHAD, WAD
AFLAK Michel : 302, 304, 309
AFL-CIO, syndicat (USA) : 30-31, 54, 384
Afrique du Sud : 74, 266-268, 348 ; *voir* BOSS, Military Intelligence
AGAYANTS, général Ivan I. : 128
AGEE Philip : 234-235, 238
Agence de presse syrienne : 314
Agent secret, L'—, de G. Greene : 363
Aginter-Presse, agence : 61, 277
Agony of Modern Music, de H. Pleasants : 79
Agranat, commission (Israël) : 300
AGRANIANTS Oleg : 396
AGRIFOGLIO colonel Pompeo : 326
AGSA, renseignements afghans : 392-393
AGUIAR MEDEIROS général Octavio de — : 246
AGUIEÏEV général Gueni : 459
AHARONI Zvi : 101
AHCENE Aït : 137
AHITOUV Avraham : 301
Ahl El Beit, ligue musulmane irakienne : 352
AHLUWALIA Davinder Singh : 125
AHMED G. : 121
AHMED Kaïd (« commandant Slimane ») : 145
AHMED Salim : 356
Ahram, El, quotidien (Le Caire) : 127, 152
AID (Agence internationale pour le développement/USA) : 222, 237
AÏDIT Dipa Nusantara : 128, 130, 131
AIL (Aramata italiana della liberta) : 48
Aircraft Modification Center (USA) : 28
Air France, compagnie aérienne : 301, 413
Air India, compagnie aérienne : 124-125
AÏT AHMED Hocine : 147, 148, 158, 276
AÏT MESBAH Hamid : 145

* Cet index a été établi par Pierre Peuchmaurd.

AJAX, opération de la CIA (Iran, 1953) : 32, 33, 178, 434
AJNAF colonel Mohamed el — : 345-346
Akaba, golfe d'— : 292
AKHTAR, lieutenant général pakistanais : 398
Al, El, compagnie aérienne israélienne : 295, 318
ALADINE général V.I. : 218
Albanie : 43-46, 74, 90, 460 ; *voir* SHIK, Sigurimi
ALBERT Francis L. Jr. : 168, 170
ALEKSOVSKI — « PETAR » lieutenant-colonel Dimitar : 90
ALESSANDRI Jorge : 246
Alexandrie (Égypte) : 155
ALEXEÏEV Alexandr : 251
ALFONSIN Ricardo : 242
Alger : 35, 93, 136, 138, 157, 158, 159, 161, 164, 170-175, 277, 322 ; accord d'— (1975) : 306 ; bataille d'— (1957) : 141-142 ; putsch d'— (1961) : 163, 168-169
Algérie : 93, 257, 270, 276-280, 288, 308, 340, 343, 413, 420, 468 ; guerre d'— : 23, 42, 95, 96, 135-148, 152-154, 157-163, 164, 166-175, 223, 263, 290, 369, 371, 373, 418, 420, 422, 434, 455-456 ; *voir* MALG, OS, Sécurité militaire algérienne, ZAA
Alghero-Poglina, centre-école de — (Sardaigne) : 48
ALI Ghassan el — : 356
ALI Hassan : 308, 309
ALI Kamel : 260
ALI Mustapha el Hadj : 311
ALI Salamat : 124
Ali-Tir, réseau de résistance : 91
ALIEV Gueidar : 317, 461
ALIEV colonel Ismaïl M. : 214
ALLAIN Yves : 364
ALLASON Rupert *voir* WEST Nigel
ALLAVENA général Giovanni : 49, 326
Allemagne : 17, 19, 20, 21, 24, 75-87, 103, 135, 145, 326, 440, 465, 468 ; voir Abwehr BND, BKA, BfV, FHO, SD
Allemagne de l'Est : 26, 39, 54, 71, 72, 73, 79-87, 164, 212, 251-252, 270, 272, 273-275, 322, 323, 325, 357, 377-381, 438, 462-463, 468 ; *voir* APN, Département XV du MfS, HVA, NAZI, STASI, VfK
Allemagne de l'Ouest : 22, 36, 38, 39, 44, 52, 53, 54, 61, 63, 77-82, 102, 107, 117, 130, 135-139, 154-155, 164, 193, 218-220, 260, 275-276, 286, 297, 299, 301, 323, 344, 353, 374-379, 412, 422, 423, 424, 434, 438, 439 ; *voir* BfV, BKA, BND, GSC9, MAD, OG
ALLEMAND Jean *voir* GERMAIN colonel
ALLEN Donald E. : 65
ALLEN Mark : 437
ALLENDE Salvador : 30, 232, 233, 238, 246-249
Alliance atlantique *voir* OTAN
ALMADA CONTEIRAS colonel Carlos : 289
ALON Yosef : 299
ALWYN Patricio : 250
ALN (Armée de libération nationale, algérienne) : 135, 136, 139, 140, 144, 145, 147, 159, 160, 162, 173
Altalena, cargo : 98
ALVAREZ général Gustavo Adolfo : 254
Amal, mouvement (Liban) : 411
Amal islamique, mouvement (Liban) : 411
Aman, renseignement militaire israélien : 102, 103, 104-108, 174, 292, 293, 294, 298, 300, 301, 302, 347, 408
AMBLER Eric : 438
AMER maréchal Abd el-Hakim : 156
Américain bien tranquille, Un, de G. Greene : 222, 364
Amérique latine : 237-254
AMES Aldrich H. 464, 465
Améthyste, sous-marin français : 450
Amicale Action (France) : 57
Amicale des anciens des services de sécurité (URSS) : 173, 453
Amiens : 36
AMIN lieutenant Ahmed : 151
AMINE Hafizullah : 391, 392, 393
AMINE Ibrahim el — : 411
AMIR Israël : 97
AMIR Meit : 102-103, 105, 108, 198, 290-293, 295, 301, 304
AMIRA Alloua : 145
AMIS Kingsley : 200
Amitiés particulières, Les, de R. Peyrefitte : 95
Amman (Jordanie) : 98, 150, 151, 155, 350, 355, 434, 437
AMMAR Ali (« Ali-la-Pointe ») : 140-141
Amn El Siyassi, El (Sécurité d'État syrienne) : 309-310, 311, 314
Amnesty International : 369
AMORY Robert, Jr. : 22, 179
ANA (Arab News Agency) : 151
Anaconda Cooper, firme américaine : 246
anarchistes espagnols : 282, 283
ANC, organisation (Afrique du Sud) : 268
ANCELLE père : 368
Andalousie, réseau de résistance : 41, 42
ANDERSON John G. : 170
ANDRÉ colonel Roger (« Laurent ») : 164
ANDREÏEV Nikolaï N. : 217, 458
ANDREOTTI Giulio : 47
ANDRESS Ursula : 205
ANDROPOV Igor Y. : 210, 211, 396
ANDROPOV Irina : 209
ANDROPOV Vladimir : 207
ANDROPOV Youri V. : 68, 70, 71, 72, 84, 116, 119, 120, 123, 207-213, 305, 391-393, 395, 453
ANDROSSOV Stanislav : 464

Angleterre : 14-15, 25, 31-32, 43-45, 48-49, 53, 56-62, 70, 74, 78, 87-88, 89, 97, 107, 119, 120-122, 126, 127, 130, 150, 151, 153, 155, 163, 170-171, 181, 182, 184-186, 192-195, 199-207, 217, 223, 234, 260, 262, 286, 288, 290, 302-305, 307, 318, 320, 327-329, 330, 333, 348, 357-364, 377, 389-391, 394, 395, 396, 400, 424, 429-441, 452, 466, 468, 515 ; voir CRO, GCHQ, IB, Intelligence Service, IS9, Joint Intelligence Committee, MI 5, MI 6, MI 9, NID, SAS, SOS/SIS, SOE
ANGLETON James J. : 18, 47-48, 50, 183-192, 194, 227, 233, 293, 439, 464
Angleton, film de la BBC : 192
Anglo-Iranian Oil Company : 31
Angola : 217, 263, 264, 265-270, 272-275, 289, 427
ANISSIMOV Youri : 394
Ankara (Turquie) : 423, 424
ANNE, princesse anglaise : 441
Année de tous les dangers, L' —, film de P. Weir : 127
ANTI-ATLAS, opération de l'Abwehr : 135, 145
ANTONI père Joachim el — : 150
ANTONOV général major Serguei N. : 214
ANTUNES DA COSTA Jorge Manuel : 217
AOUN général Michel : 319
Aouzou, bande d'— : 274
APACL (Ligue anticommuniste pour la liberté de l'Asie) : 65
APN, renseignement est-allemand : 79, 83, 86
APPÉRÉ Me Ronan : 320
Arab Intelligence Network, The, de Y. Caroz : 313
Arabesque, éditions de l'— : 370
Arabie Saoudite : 156, 260, 269, 278, 306, 314, 333, 353, 354, 355, 382, 388, 397, 401, 409-410 ; *voir* General Intelligence Department
ARAFAT Yasser : 279, 294, 298, 302, 306, 310, 316, 334-340, 344, 345, 352, 355, 356, 408
ARBENZ Jacobo : 22, 30, 34-35
ARCHER Janet : 439
ARC (Action Combat Rassemblement) : 56
Arc-en-Ciel, réseaux du SDECE : 41, 57
AREF colonel Abd es-Salam : 303
Argentine : 104, 238, 239-242, 249, 250, 252, 346, 434, 440 ; *voir* SIDE
ARGOUD colonel Antoine : 163, 164, 419
ARGOV Schlomo : 356
ARGUEDAS Antonio : 242, 243
ARISUE lieutenant général Seizo : 64, 65
ARLAUSKAS Danas : 456, 462
Armagh, prison d'— (Irlande du Nord) : 361
Armée populaire de libération (Chine) : 112, 113, 442, 445
Armée rouge : 41, 53, 55, 57, 70, 71, 74, 83, 203, 207, 208, 217, 261-262, 382, 397, 399, 400, 459 ; *voir* GRU
Armée secrète : 58
Armée secrète de réserve (Grèce) : 59
Arménie : 395, 396, 460
ARN (Association des Républicains nationaux) : 58
ARNAUD Georges J. : 370-371
ARNO Marc : 367, 373
ARNOULD capitaine : 37
AROUTUNIAN Ou : 460
Asad, de P. Seale : 317
ASALA, organisation arménienne : 308, 410, 424
ASANKOULOV général Djumabek : 461
Ascencion : 390
ASHDOWN Paddy : 62, 436
Ashford (Kent) : 441
Ashford (USA) : 182
ASHRAF, princesse iranienne : 32, 412
Asia Foundation : 124
ASIO, contre-espionnage australien : 67, 68
ASPAROUKHOV Brigo : 461
ASPIN Leslie : 266
Aspretto (Corse) : 260
ASSAD Basel el — : 320
ASSAD Djamil el — : 312
ASSAD Hafez el — : 156, 299, 309-320
ASSAD Rifaat el — : 308, 320, 332
Assassins de Ben Barka, Les, de D. Guérin : 198
Assemblée nationale (Paris) : 142
Assemblée nationale populaire (Chine) : 443
Associated Press, agence : 386
Association des amitiés sino-nippones : 448, 449
Association de recherche pour l'amitié internationale (Chine) : 449
Association de recherche des 3S (Chine) : 449
ASTIZ lieutenant Alfredo : 239
ATAC (Anti-Terrorist Alert Center/USA) : 346
Athènes : 59, 150, 295, 301, 396, 425, 428
Athos, réseau belge : 51, 52
Athos, navire
ATLAS, opération de l'Abwehr : 135
Atomic Energy Authority (USA) : 28, 29
Attentat (...), L' —, de J.M. Pontaut : 332
ATUNDU : 261
Au cœur de l'État, l'espionnage, de R. Faligot et R. Kaufer : 236
Auckland (Nouvelle-Zélande) : 417, 419
AUGER Claudine : 206
AUGUSTIN Arndt : 274
AURIOL Vincent : 158, 420
Au service secret de Sa Majesté, de I. Fleming : 203, 205
Australie : 67, 74, 89, 130, 405, 418, 433, 465 ; *voir* ASIO
Autonome de la peur, L'—, de B. Shehu : 45

Autopsie d'un complot, film de M. S. Riad : 277
Autriche : 37, 38, 53, 54, 85, 209, 299, 363, 438
« Aux vainqueurs de la guerre froide », de J. le Carré : 437
Avanguardia Nazionale, groupe (Italie) : 50
Avanpost (dispositif soviétique) : 16
AVB, service hongrois : 461
Aventuriers de l'histoire : les espions, de R. Gheysens : 54
Aveu, L'—, film de Costa-Gavras : 23
AVH, service hongrois : 259
Avions renifleurs, scandale des — : 42
AVO, police secrète hongroise : 24, 25, 26
Azerbaïdjan 70, 460, 461
AZIM FAHMI Abd el — : 149
AZIZ Tarek : 306
AZZAQUI Khalil el — : 307
AZZAR Schmouel : 107
AZZAT Soliman : 152
AZZEDINE commandant : 142, 173

B

BAADER Andreas : 275
Baas, parti : — irakien : 155, 302-307, 309, 311, 353 ; — syrien : 156, 309-320
BABBOU : 340
BABYLONE, projet irakien : 348
BACCOUCHE Abdelhamid : 324
BACHMANN colonel Albert : 62
BACHOFF Robert : 168
BACILEK Karol : 193
BACINSKY Stefan : 436
BADAOUI colonel Mohammed Kher : 310
Bad Godesberg (Allemagne) : 137
BADOGLIO maréchal Pietro : 326
BADRAM Chams el — : 334
BAEZA MICHAELSEN général Esnesto : 249
Bagdad : 103, 146, 155, 304, 306, 349, 352, 353, 355, 356, 423 ; pacte de — (1955) : 151, 303
BAI ZHANGDE : 446
Baie des Cochons, débarquement de la — (cuba, 1961) : 22, 23, 27, 175-178, 181, 231, 237, 242, 244, 247
BAIS, renseignement indonésien : 405-406
BAJPAI Gauri Shankar : 128
BAJRAKTARI colonel Muharem : 44
BAKATINE Vadim : 72, 455, 457
BAKHTIAR Chapour : 409, 412, 413
BAKHTIAR Teymou : 32, 304
BAKIN, renseignement indonésien : 404, 405
BAKORSTANAS, renseignement indonésien : 405, 406
BAKR Ahmed Hassan el — : 304-307
Balachira (Russie) : 459
Bâle (Suisse) : 169
BALLADUR Édouard : 422
BALLESTEROS Manuel : 286
Balli Kombëtar (Front national albanais) : 43
BALMA général Boubaker : 341, 342-343
Balouchistan pakistanais : 398, 401
Bamako (Mali) : 146
BAMFORD lieutenant-colonel Roderick M. : 59
BAMLER Hans Joachim : 84
BANANA, opération US (Espagne, 1947) : 282
« Bande des quatre » (Chine) : 111, 112, 116-117
BANDEIRANTES, opération brésilienne : 245
BANDERA Stepan : 70
Bandoeng, conférence de — (1955) : 122, 127
Bangkok : 436, 445
Bangladesh : 124, 401-402
Bangui (Centrafrique) : 273, 331
BANKS John : 266
BANNA famille : 354
BANNA Sabri el *voir* NIDAL Abou
Banque Worms : 420
BAPTISTA FIGUEREDO Joao : 245
BARAK Ehoud : 298
BARAK général Rudolf : 193-194
BARAKAT colonel Salim : 315, 317
Barberousse voir PIÑEIRO LOSADA Manuel
BARBET (du SDECE) : 38
BARBIE Klaus : 19, 93, 244
BARBIERI CARDOS Agostinho : 289
Barcelone : 55
BARJAKTAREVIC Bronislav : 91
BARKER Bernard : 231
BARKER Royd : 429
BARLEV Haïm : 295
BARNES Tracy : 177
BARRACUDA, opération du SDECE (Centrafrique) : 273
BARRAK EL-TAKRITI Fadel : 349, 350
BARRANIKOV Viktor : 457,458
BARRE Raymond : 421
BARRIENTOS général : 243
BARRIERE colonel : 164
BARRON John : 396
BARRY John : 205
BARZANI Mustapha : 304, 305, 306
BAR-ZOHAR Michel : 97, 98, 100, 102
BASRI Driss : 279
BASSEY Shirley : 205
« Bataillon basque espagnol » : 286
BATISTA Fulgencio : 175
BATTENBERG prince Louis : 440
BAUCH Gerhard : 105, 106, 155-156
BAUER Leo : 219
BAUMGARTEN Alexandre von — : 246
BAUN Hermann : 76, 77, 78
BAYEKENOV Bulat : 461
Bayonne : 93, 264, 273

BBN, Sécurité polonaise : 462
BBC (British Broadcasting Corporation) : 192, 359
BBO, service hollandais : 61
BCRA (Bureau central de renseignement et d'action) : 35, 37, 92, 366, 420
BDL (Bureau de liaison), service français : 163
Bear Trap, The, de M. Yousaf : 399
BEAUJOLIN Gilbert : 55
BEAUMONT colonel Jacques (René BERTRAND, alias) : 36, 41, 42, 188
Beauregard, cap de transit de — : 93
Bechtel-McCow-Parsons Corporation, société : 28
BECCUAU Dr Yves : 259
BECKWITH colonel Charles : 381, 382, 383
BEDELL SMITH général Walter : 20, 21, 27, 77
BEECHAM Peter : 364
BEEL (Premier ministre hollandais) : 60
BEER Israël : 101
BEERI Isser : 97, 98, 99, 103, 108
BESSLY Patrick : 199
BEGIN Menahem : 98, 99, 100
BEHRENDT, général allemand : 375
BEISSNER Wilhelm : 137-138
Bekaa, plaine de la — (Liban) : 314, 317, 319, 320, 411
BELAOUI Hakem : 338, 340
Belbasi (Turquie) : 423, 424
Belfast : 361, 430
Belgique : 50-53, 54-55, 59, 61, 162, 166-167, 348, 369-370, 396 ; *voir* Milpol, SDR, SGR/SRDA
Belize : 390
BELKACEM Krim : 145, 173, 276
BELKHODJA Tahar : 340, 341, 345
« Belle, La » boîte de nuit (Berlin) : 331
BELLEC colonel : 164
BELLEUX général Maurice : 364, 368
BELLOUNIS Mohammed (« Olivier ») : 160, 161, 263
BEN ALI Zine el-Abidine : 340, 341, 342, 344-345
BEN AYER André : 312
BEN BARKA Mehdi : 103, 197-198, 291, 418, 420
BEN BELLA Ahmed : 138, 147, 148, 152, 158, 172, 175
BEN CHERIF : 145
Benelux : 396
BEN-GAL Josef : 102
Bengale : 123, 401
Benghazi (Libye) : 146, 331
BEN GOURION David : 97-102, 106, 107, 290
BEN M'HIDI Lardi : 141
BEN MUSTAPHA : 340
BEN NATHAN Asher (« Arthur ») : 103
BEN NAYAL Ibrahim Ben Mohammed : 151
BENNETT général Donald V. : 229
BENNETT Leslie : 190-191
BENNOUR Ahmed : 336, 337, 339, 341-345
BENSIMON Agnès : 174
BEN SLIMANE, colonel tunisien : 341
BENYAHA Tahar : 143
BERDENNIKOV Nikolai A. (« Boris ») : 194, 396, 464
Bérets verts (américains) : 224, 243
BERGÉ Marc : 92
BERIA Lavrenti : 15, 17, 26, 66, 69, 70, 73, 74, 89, 119, 208, 210
BERISHA Sali : 460
BERLIAT Paul : 93
Berlin : 20, 22, 73, 80, 83, 85, 164, 201, 323, 331, 396
Berlin-Est : 79, 83, 86, 352, 379
BERMAN Jacub : 25
BERNADOTTE comte Folke : 99, 109
Berne (Suisse) : 20, 23, 28
BERNERT Philippe : 91
BERNSTEIN Carl : 235
BERRI Nabih : 411
BERTRAND René *voir* BEAUMONT colonel Jacques
BESSAIAH Boualem : 148
Bessancourt (Val-d'Oise) : 318
BETTANEY Michael : 358
Beyrouth : 150, 295, 298, 302, 316, 317, 335, 341, 344, 407-412, 419, 437
BfV, contre-espionnage ouest-allemand : 80, 375-379, 465, 468
BHUTTO Ali : 401, 402
Biafra : 308
BIALEK Robert : 83
Biarritz : 280
BICHARI Ibrahim el— : 329-330, 331
BICHELOT capitaine : 38
BICHON colonel : 272
BIDAULT Georges : 282
Bielarus : 460, 461
BIELKINE Fedor : 25
BIGEARD général Marcel : 141, 264
BINNET Max : 107
Bir el-Abed (Liban) : 411
BIRKIN David : 56
BIRKIN Jane : 56, 205
BIS, service de la DGS (Espagne) : 55, 283, 286
BIS, renseignement tchèque : 463
BISSEL Richard M., Jr. : 22, 34, 168, 176-179
BISTOS François (« colonel Franck ») : 41-43, 153
BIT (Bureau international du travail) : 14, 396
BITAR Hiyam el — : 354
BITAR Salah el-Din : 302, 309, 311, 315
BITTMAN Ladislav : 193

BKA (Bundeskriminalamt/RFA) : 275-276, 422, 468
BLACK Ian : 98, 100, 102, 109, 294
BLAKE George : 83, 184, 203
BLANCO RODRIGUEZ colonel Eduardo : 283
BLAS SALAZAR commandant Juan : 254
BLÉMANT R. : 93
Blessing commandant : 58
Blida (Algérie) : 277
BLIGARI Anatoli T. : 462
BLINDHEIM major Sven : 62
BLOCH (du SDECE) : 57
BLÖTZ Dieter : 219
Blouses blanches, complot des — (URSS, 1953) : 26, 29
BLUE MIX, réseau norvégien : 62
BLUM Eberhard : 375, 377
BLUNT Anthony : 88, 186, 358, 433
BMEO (British Middle East Office) : 434
BND, renseignement ouest-allemand : 22, 54, 80-82, 101, 105, 106, 135-139, 143, 148, 155-156, 172, 193, 218-220, 260, 294, 302, 344, 374-377, 409, 422, 423, 424, 463, 468, 469
BNV, renseignement hollandais : 59, 61
BOBKOV Filip : 72, 453
BOCCONE Aldo : 37
BOGATVY Ivan : 396
Bogota (Colombie) : 239
BÖHM Gerhardt : 193
BOIKO Anatoli G. : 463
BOITON Marie-Thérèse : 264
BOKASSA Jean Bedel : 273
BOKHANE Serguei : 396
BOLDT Gerhard : 78
Bolivie : 238, 240, 242-244, 366
Bologne, massacre de — (1980) : 50
BOLYDRE Vil : 394
Bombay : 124
Bondage, revue (USA) : 206
BONITE, opération du SDECE à Kolwezi : 272
Bonn : 51, 79, 107, 124, 137, 276, 434
BONNEFOUS colonel : 58, 163
BONNET Yves : 336
BONNIERES colonel de — : 467
Bons baisers de *Russie,* de I. Fleming : 202, 203-204, 205 ; film : 205
BOOT, opération du MI6 (1953) : 32
BORCHGRAVE Arnaud de — : 235, 261, 374, 390-391
Bordeaux : 58, 93
BORGE Tomas : 254
BORGHESE Julio Valerio : 47
BORGHESE prince : 50
BORISSOV Piotr P. : 118
BORISSOV général : 270
BOROS Peter : 461
BOSE Ernst Wilfrid : 301
BOSKOVIC général Nedeljko : 463-464
Bosnie : 362
BOSS, service sud-africain : 266
Boston (Nouvelle-Angleterre) : 437
BOTNAR Toudor L. : 462
BOUALI Larbi : 172
BOUAZIZ Saïd : 142, 143
BOUCHEIKHI Ahmed : 298
BOUCHESEICHE Georges : 164
BOUDIA Mohammed : 298
BOUDIAF Mohammed : 158
BOUÉ-LAHORGUE Gaston : 163
BOUGRAIN Patrice : 61
Bouillon de culture, de R. Wybot : 95
BOUKHALFA Rabah : 145
BOUKARI Habib : 279
BOUKREÏEV Valadimir : 396
Boul, hebdomadaire (Israël) : 197
BOULLOCHE André : 52
BOUMEDIENE Houari : 138, 144, 145, 147, 148, 170, 276
BOURBON-PARME Irène de — : 55
BOURBOULIS Guennadi : 457
BOURGES-MAUNOURY Maurice : 56
BOURGET Jacques-Marie : 417
BOURGUIBA Habib : 167, 265, 337, 341, 344, 345
BOURSICOT Pierre : 57, 107, 158, 174, 419, 420
BOUSLAMA : 340
BOUSSOUF Abdelhafid : 140, 142, 144-147, 172, 456
BOUTEFLIKA Abdelaziz : 145
BOUYAHYA Mahmoud : 143
BOWER Tom : 39
BOYARD colonel : 52
BOYARINOV, colonel soviétique : 393
BOYLE Andrew : 192, 433
BRADLEY général Omar : 257
BRANDT Willy : 191, 219-220, 378
BRANIK Peter : 84
BRANKOV Lazare : 25, 26
BRAUN M.G. : 373
BRECHT Bertolt : 86
BREGUET Bruno : 323
BREJNEV Leonide : 70, 71, 209, 210, 211, 391, 393, 395, 453
Brescia (Italie) : 50
Brésil : 237, 238, 244-246 ; *voir* SNI
BRESSAC (alias PEYRAUD) : 58
BRESSON Robert : 262
Brest : 320
Bretagne : 56, 57
BRIANÇON-ROUGE Gérard : 264
Bridge House (Shangai) : 65
Brigade criminelle (Paris) : 307
Brigade 2506 (anticastriste) : 176, 177, 178, 243
Brigades internationales : 14, 24, 25, 43, 46, 86, 87, 90, 194-195

Brigades roses (Syrie) : 313, 314-315, 317, 319-320
Brigades rouges (Italie) : 50, 371
Brighton (Angleterre) : 362
Brindoni (Italic) : 326
Brioni (Yougoslavie) : 87
Brisdorf (Allemagne) : 36
« British Desk », du StB : 194
BRIZOLA Leonel : 246
BROCCOLI Albert Romolo : 205, 206
BROCCOLI général Umberto : 48, 326
BROE William : 247
BROGLIE Victor François, duc de — : 372
BROSS John : 18
BROWN Allan : 423
BROWN George : 185
BROWN Irving : 30-31, 51, 54, 166-167, 371, 383
BROWN colonel : 169
BROWNING Robert : 88
BRUCE David : 116
BRUCE François : 367
BRUCE Jean (Jean BROCHET, alias) : 366-367, 373
BRUCE Josette : 366, 367
BRUCE Martine : 367
BRUGIÉ Jean : 364
BRUGUIÈRE Jean-Louis : 327, 332
Brunei, sultanat de — : 431, 441
BRUNNER Aloïs : 109, 110, 156
Bruxelles : 46, 51, 166-167, 272, 297, 299, 326, 348, 396
BRYAN Milton : 200
BRYHN Asbjrn : 190
BSEISO Atef : 334, 338, 340
BSLE (Bureau des statistiques de la Légion étrangère) : 171
BST (Brigades de surveillance du territoire/France) : 92, 93
Bucarest : 43
BUCHWALTER lieutenant-colonel : 274
BUCKLEY William : 407, 409
Budapest : 24, 25, 26, 43, 72, 438 ; insurrection de — (1956) : 70, 208, 453
Buenos Aires : 101, 104, 110, 249, 250, 310
BUFFE Noël : 308
Bulgarie : 37, 173, 204, 210, 212, 357, 460, 461 ; *voir* DS, KDS
BULL Gerald Vincent : 348, 349
Bundestag (Parlement allemand) : 375
Bundeswehr : 218, 375
Bureau Emploi-Renseignement de la gendarmerie française : 166
Bureau of Intelligence and Research (USA) : 18
Bureau interne de l'Agence de défense nippone : 452
Bureau des menées antinationales (Vichy) : 91-92
Bureau of Ordonance (USA) : 28
Bureau pour la défense de Rome (SIM-bis) : 326
Bureau de sécurité nº 21 de Tuol Seng (Phnom Penh) : 406-407
Bureau de sécurité du parti Baas syrien : 311, 312
Bureau tchécoslovaque du tourisme : 26
Bureau 1 (de la SM) : 164
BURGESS Guy : 67-68, 70, 73, 88, 184, 186, 194, 433
BURGESS John H.S. : 361
BURGON LOPEZ-DORIGA José Maria : 286
BURNETT Stanley R. : 427
BUSCARDINI Antonio : 274
BUSH George : 29, 236, 332, 381, 425-427, 428, 429, 445, 446
BYFORD Lawrence : 424
BYRNES James F. : 19
BYRON John : 110
By Way of Deception, de V. Ostrovski : 321, 347
BZREZINSKI Zbigniew : 397

C

CABELL général Charles P. : 22, 28, 176, 179
CABRAL Amilcar : 289, 456
CABRAL Luis : 274
Cachemire : 402
CAETANO Marcello : 265, 288
Cagoule, La, organisation : 52, 56, 365
Caire, Le : 88, 101, 102, 104, 105-106, 144, 145, 146, 151, 152, 154, 155, 156, 172, 173, 291, 295, 310, 325, 335, 434, 455
CAKO, section tchèque de la DST : 195, 196
Calabre : 324
Calcutta : 121, 123, 124
Cambodge : 111, 227, 230, 406-407, 421, 448 ; *voir* Nokorbal
CAMERON Dr Donald E. : 235
Cambridge, université de — : 68, 88, 106, 186, 202
Camp David, accords de — (1978) : 314, 383
Camp Peary (Virginie) : 384
CAMPBELL Duncan : 359
Canada : 13-15, 73, 124, 181, 185, 190-191, 228 ; *voir* RCMP
Canard enchaîné, Le, hebdomadaire : 337, 345, 394, 417
Canaries, îles : 55, 281
CANARIS amiral Wilhem : 20, 71
Canberra (Australie) : 67
Canons de Bagdad, Les, de G. de Villiers : 370
Canton (Chine) : 113, 117
CAO YI-OU : 110
CAPELLA Jacques : 307
Capitole, train : 323

CAPPUCCI général Joseph C. : 166, 229
Cap-Vert : 265, 274
CARAMAN Mikhaïl : 463
CARBONI colonel Giacomo : 326
CARDOSO général Pedro : 290
CARDOT Marie : 196
CARDOT Pierre : 196
Carélie : 207, 208
CARLOS (Ilitch RAMIREZ SANCHEZ, dit) : 264, 308, 315, 320-323, 379, 380, 408
CARLOS HUGO, prince : 55
CARLOTTA, opération cubaine en Angola : 267
CARLUCCI Franck C. : 29, 289
CARMEL Hesi : 107, 291
CARNAL Michel : 373
CARO Armand de — : 366, 373
CAROFF André : 367, 373
CARON Richard : 373
CAROZ Yaacov : 101, 102, 174, 313
CARREJAS colonel Narciso : 286
CARRERO BLANCO amiral Luis : 280, 283-284
CARROLL lieutenant général Joseph R. : 179
CARSTENS Karl : 82
CARTER Jimmy : 29, 238, 289, 381-384, 385, 397, 427, 429, 466
CARTER lieutenant général Marshall S. : 28, 179
Carthage (Tunisie) : 357
CARTON Marcel : 410
CARVALHO Otelo de — : 289
Casablanca : 145, 421
Casanova, night-club (Vienne) : 363
CASARDI général Mario : 326
CASEY William J. : 29, 117, 253, 262, 269, 331, 350, 384-388, 398, 407, 428, 429
Casino Royal, de I. Fleming : 199, 202 ; film : 206
CASSIDY Sheila : 437
CASSINELLO PEREZ colonel Andrès : 285, 286
CASSON Felice : 46-47
CASTELLO BRANCO général Humberto : 244, 245
CASTEX François : 257, 258
CASTILLO Thomas (alias Joe FERNANDEZ) : 428
CASTILLO ARMAS colonel Carlos : 34
CASTRO Fidel : 23, 81, 175-182, 233, 242, 251, 253, 267, 268, 274, 322, 388
CASTRO Raul : 253
CAT (Civil Air Transport/USA) : 223
Catalogne : 282
Caucase : 73
CAVALHO Guy : 408
Caxias, prison de — (Portugal) : 289
CAYEUX J. B. : 367, 373
CBS, chaîne de télévision : 233
CCE (Comité de coordination et d'exécution du FLN) : 137, 141, 146
CCI, service français : 158-160
CCP (Comité clandestin de coordination du SHAPE) : 53
CDR (Comités de défense de la révolution/Cuba) : 251
CDRZ (Communauté démocratique révolutionnaire zaïroise) : 332
CDU (Parti chrétien-démocrate allemand) : 82, 219
CEAUCESCU Nicolae : 42, 463
CEI (ex-URSS) : 457-465, 469 ; *voir* SVR
Cellules communistes combattantes (Belgique) : 53
CENTO (Alliance du Centre) : 423
Centrafrique : 273
Central Bureau of Investigation (Inde) : 125
Centre culturel américain (Paris) : 168
Centre culturel français (Berlin-Ouest) : 323
Centre culturel français (Tripoli) : 323
Centre d'écoute des radios d'Europe centrale (Paris) : 196
Centre de recherches et d'études internationales (Chine) : 443, 444-445
« Centre X » (Italie) : 48
CEP (Centre de prospective et d'évaluation/France) : 421
CERANIC Ilija : 89
« Cercle de Shanghai » (Chine) : 443-444
Cercottes : 42
CERM (Centre d'exploitation du renseignement militaire/France) : 467
CERNA commandant Lenin : 217, 253-254, 388
CERVANTES, opération (Espagne) : 287
CESBRON Gilbert : 203
CESI (Centre d'études stratégiques internationales) : 405
CESID, renseignement espagnol : 280, 281, 286-288, 331
CESIS, renseignement italien : 326, 327
Ceylan *voir* Sri Lanka
CF31, service français : 467
CGT (Confédération générale du travail) : 14, 51
CHABREY François : 367, 373
CHACHORI Ami : 299
CHADLI Bendjedid : 148, 277, 279
CHAI LING : 446
CHALET Marcel : 161, 187, 192, 196
CHALINE général Mikhaïl A. : 17, 24
CHALLE général Maurice : 168
CHAM général Anatoli : 458
CHAM général Nikolaï : 458
CHAM Raymond : 162
Chambre des communes (Londres) : 434
Chambre des lords (Londres) : 360
Chambre des représentants (Washington) : 22, 233, 386

CHAMI Djemal : 45, 46
CHAMORRO Violetta : 254, 388
CHAMOUN Camille : 150
CHAOS, programme de la CIA : 227-228, 229, 232-233
CHAR René : 37, 41
CHARFI Willi : 166-167
CHARLES Frédéric (pseudonyme de Frédéric DARD) : 367, 373
Charles de Gaulle, sous-marin : 450
Charles Hernu, de J. Guisnel : 418
CHARLIE, mission franco/OLP : 336-338
CHARRIER colonel : 264
CHARRIER Jacques : 264
CHASSIN général Lionel : 368
CHAUMIEN Marcel (« Armand ») : 37, 38, 41, 57
CHEBAB Amer : 319
CHEBACHINE Leonid V. : 72, 213, 217, 455, 457
CHEHAIBI Driss el — : 329
CHEKALOV major-général : 218
CHEN JIAKANG : 173
CHELEPINE Alexandre N. : 70
Cheltenham (Angleterre) : 390
Chemins de fer néerlandais : 60
CHEN BULAI : 442
CHEN YUN : 443
CHEN ZHONGJING : 444
CHERID André-Noël : 276-277, 280
CHERID Jean-Pierre : 276, 280, 285, 286, 287
Cherbourg, vedettes de — : 295
CHERNIETSKY Ivan : 269
CHERSTNEV Lev N. : 215
CHEVARNADZE Edouard : 461
CHEVELEV (du KGB) : 75
CHIANG KAI-SHEK : 33, 52, 110, 112, 113, 442
Chili : 30, 233, 238, 246-250, 437 ; *voir* CNI, DICOM-CAR, DINA, DINE, SIM
China Directory 1989, annuaire : 448
Chine : 23, 33, 44, 64, 65, 67, 71, 73, 86, 110-120, 121, 122, 123, 126, 127, 128, 130, 146, 173-174, 200, 210, 211, 212, 216, 230, 265, 269, 348, 355, 360, 382, 391, 395, 396, 397, 401, 402, 406, 407, 434, 441-450, 460, 468 ; voir DAS, Diaochabu, DIL, Gonganbu, Guoanbu, Qingbaobu, Shehuibu, Tewu
Chine nouvelle (Xinhua), agence de presse : 112, 122, 173, 448
CHIRAC Jacques : 421
CHIRKOWSKY général Edouard : 461
CHISHOLM Janet : 181
CHISHOLM Roderick W. : 181
CHLIAPNIKOV Rudolf : 253
Chongking (Chine) : 118
CHOPPIN DE JANVRY Yves : 42
CHORNIKOV Serguei S. : 218
CHOROKHOV Afanassi : 67
CHOUIKOV, colonel russe : 118
CHOUKRI Mohammed : 150
CHRÉTIEN général Claude : 467
CHRÉTIEN colonel Jean : 41, 157, 467
CHRISTENSEN Christian : 62
CHRISTIENNE Charles (du SDECE) ; 38
CHRISTMANN Richard : 135-139, 148, 172, 344
CHRITTON George, Jr. : 423
CHTCHELOKOV général N. : 217
CHTEMENKO général Serguei M. : 17
« CHTOUKI » (agent marocain) : 198
CHUA CRUZ Antonio : 33
CHURCH Frank : 233
CHURCHILL sir Winston : 13, 58
Chypre : 32, 44, 63, 151, 153, 297, 298, 310, 312, 337, 338, 412, 423
CIA (Central Intelligence Agency) : 14, 17, 18, 19-23, 27-29, 30-35, 39, 43-44, 47-50, 53, 55, 59, 60, 65-68, 77, 78, 79, 83, 101, 112, 116, 117, 123-131, 148, 151-152, 156, 167, 168-170, 173, 175-192, 193, 194-195, 198, 202, 211, 220-254 *passim,* 257, 259, 260, 262, 264-267, 269, 272, 274, 277, 278, 279, 284, 289, 291, 292, 302-306, 325, 330, 331, 333, 335, 338, 345, 347, 350, 363, 366-369, 371, 373, 374, 375, 381-388, 394-399, 402, 406, 407, 409, 410, 423, 424, 425-429, 431, 434, 436, 437, 440, 444, 445-447, 452-453, 464-465, 466, 468, 469
CIA et le culte du renseignement, Le, de V. Marchetti et J.D. Marks : 235
CIC (Counter Intelligence Corps/USA) : 19, 64, 66, 77, 78
CICUTTINIA Carlo : 55
CIG (Counter Intelligence Group/USA) : 19, 27
Cikini (Indonésie) : 126
cinéma : 205-207
5e Bureau du SDECE : 153
5e Bureau portugais : 289
5e Directoire du KGB : 213, 218, 458
CIPRIANI Antonio et Gianni : 50
CIREM, service français : 467
Cisjordanie : 294
CISL (Confédération internationale des syndicats libres) : 166-167
Cité interdite (Pékin) : 114
CLARRIDGE Duane R. : 428
CLAUDE commandant : 58
CLAUDE Mme : 302
Claudia, cargo : 328, 330
CLAUSTRE Françoise : 370
Claws of the Dragon, Kang Sheng, The, de J. Byron et R. Pack : 110
Cleopatra Sky, bateau libanais : 320
Clés de l'acupuncture traditionnelle, de R. Wybot : 95
Climat de trahison, Un, de A. Boyle : 192

CLINE Ray S. : 65, 117, 179, 193, 426
CLINTON Bill : 29, 427, 429
CLINTON Hillary : 29
CLIVE Nigel : 170-171, 172
Club Feliks Dzerjinsky (Moscou) : 212
CLUBE Roderick : 305
CMC, firme (Rome) : 169
CND, renseignement zaïrois : 268, 291
CNI, renseignement chilien : 250
Codage *voir* décodage
CODREANU : 37
COGAN Charles : 398
COHEN Baruch : 297, 299
COHEN Élie : 101, 104-105, 106, 110, 290, 310, 311, 319
COHEN Kenneth : 56
COHEN Nadia : 104, 105
COHEN Sophie : 104
COLBY William E. : 29, 47, 48, 61, 131, 191, 192, 222-225, 232-236, 248, 425, 426
Colditz, forteresse de — (Allemagne) : 59, 60, 358
Cold Warrior, James Jones Angleton, de T. Mangold : 184
COLEMAN Lester K. : 332
Collège Albert-de-Mun (Nogent-sur-Marne) : 368
COLLETT Alec : 437
COLLOR DE MELLO Fernando : 246
Cologne (Allemagne) : 138, 422
Colonel Sun, de R. Markham : 200
Combat, mouvement de résistance : 20, 420
Combattants pour le royaume d'Israël : 100
Comité militaire pro-baasiste (Syrie) : 309, 310
Comité pour les Albanais libres : 43
Comité pour la réforme de la langue (Chine) : 111
Comité de la sécurité nationale du Tadjikistan : 463
Comité d'union nationale des officiers et des soldats (Irak) : 150
Comités révolutionnaires (Libye) : 330, 332, 333
Commandos de la guerre froide, Les, d'A. Guérin : 39
Commission des Affaires étrangères du Sénat américain : 27
Commonwealth : 13, 14
Compagnie des eaux (France) : 143
Compagnie française des pétroles : 306
Compagnie sidérurgique du Jiuquan (Chine) : 442
Complot du Caire, Le, de G. de Villiers : 370
Conakry (Guinée) : 146
Concepcion (Chili) : 249
Condamné à mort s'est échappé, Un, film de R. Bresson : 262
CONEIN Lucien (« Lou ») : 222, 224
Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (Madrid) : 198, 210
Conférence tricontinentale (La Havane, 1966) : 252
Confrérie Notre-Dame, réseau de résistance : 366
Congo : 333, 456
Congo belge : 52, 55
Congrès américain : 24, 29, 30, 131, 266, 267, 388, 426, 427, 429
CONNERY Seán : 201, 205, 206, 439
Conseil de l'Europe : 54
Conseil national de sécurité (Japon) : 452
Conseil national de sécurité (Turquie) : 424
Conseil nucléaire chinois : 111
Conseil de sécurité russe : 457
Conspiration de Shanghai, La, de Ch. A. Willoughby : 64
Constantine (Algérie) : 93, 161, 174, 277
Contragate, affaire du — (USA, 1987) : 29
« Contras » (Nicaragua) : 253, 254, 386, 388, 426
Contraspionagio dell'Arma dei Carabinieri (Italie) : 48
Contrat-Provocation, de G.J. Arnaud : 371
CONTRERAS SEPULVERA général Manuel : 249-250
CONTY Jean-Pierre : 367, 373
Conway, hôtel (Drunmury) : 360
COPELAND Miles : 152
Copenhague : 436
Coran : 399, 411
CORAN (Convention des officiers républicains pour une armée nouvelle) : 164
CORBALAN capitaine Alvaro : 250
CORDON RUBIO général Humberto : 250
Corée, guerre de — : 27, 63, 112
Corée du Nord : 229-230, 355, 460
Corée du Sud : 405, 449
Corfou : 44
CORNÉA Jean-Louis : 410
CORNWELL David *voir* LE CARRÉ John
Corse : 325
Cortes (Parlement espagnol) : 286
CORTINA commandant José Luis : 286
COSTA-GAVRAS : 237
Costa Rica : 428
COT Jean-Pierre : 422
COTONI Simon : 92-93
COUDARI Marcel : 410
COULON (du SDECE) : 38
Cour suprême américaine : 230
Courrier du renseignement soviétique, Le, journal : 453
COUSSERAN Jean-Claude : 410, 412, 467
Covert Action Information Bulletin : 234
COWELL Gervase et Pamela : 181
CPHF (Centre principal Hélios-France) : 467
CRABB commander Lionel : 433
CRAMAR, colonel tchèque : 197

CRASSWELLER Tony : 430
CREGG Donald : 426
Creil : 467
CREMET Jean : 450
CRO (Commonwealth Relations Office) : 121
Croatie : 90, 250
Crocodile, réseau (Congo belge) : 52
Croissant et la Croix gammée, Le, de R. Faligot et R. Kauffer : 109, 110
CROISSART (du SDECE) : 38
Croix-Rouge : 62
CROSSMANN Richard : 200
CROZET (du SDECE) : 38
CROWLEY Eugene : 327
CRUA (Comité révolutionnaire d'unité et d'action) : 139
CRUZ général Newton : 246
Cruzeiro, O, hebdomadaire (Brésil) : 246
CRYNE PAUL : 320
CSIS, renseignement indonésien : 405
Cuba : 23, 175-180, 182, 204, 205, 212, 235, 242, 250, 251-253, 265, 267-269, 270, 272, 274, 321, 364, 388 ; *voir* DGI, DIER
CUBELA Rolando : 180
CUIC Dane : 89
CUMMING Mansfield : 205
CUNHAL Alvaro : 289
CURIEL Henri : 88, 372
CURWEN sir Christopher : 430-431, 436
CUSHMAN lieutenant général Robert E. : 28, 177, 230-231
CZEMPINSKY colonel Gromoslaw : 462

D

DACKO David : 273
DAGHESTANI, général irakien : 303
DAHL colonel Harry : 379
DAHL Roald : 206
Dai Ichi, immeuble (Tokyo) : 63
DAI LI : 111, 118
Daily Mirror, The, quotidien (Londres) : 441
Daily Telegraph, The, quotidien (Londres) : 170, 185, 432
DAL, équipes (Turquie) : 424-425
DALLA CHIESA général Carlo Alberto : 327
DALLAPORTA Christian : 325
Dallas (Texas) : 169, 224
DALTON Timothy : 206
Damas : 104, 109, 146, 154, 156, 290, 302, 309, 311, 312, 317, 323, 357, 407, 409, 411
Damnés de la terre, Les, de F. Fanon : 170
DAN Uri : 104, 292
DANDASH Khalid : 318
Da Nang (Viêt-nam) : 224
Danemark : 436 ; *voir* PET
DANIEL Iouli : 213
DANIELSEN capitaine E.C. : 62
DANOV Roman : 461
DANSEY Claude : 433
Dans le secret des princes, d'A. de Marenches : 258
DAOUD Abou : 335-336, 355, 379
DAQUIN Thomas : 164
DARCY Gil (pseudonyme de G.J. ARNAUD) : 370
DARD Frédéric : 367
Dar es-Salaam (Tanzanie) : 273
DARYATMO, général indonésien : 404
DAS (Département des Affaires sociales), renseignement chinois : 111, 112, 113, 118, 119, 122, 449
DAUDY Philippe : 368
DAVIDOV Vladimir : 465
DAVIDSON Basil : 88
DAVIS Nathaniel : 248
DAVIS Robert K. : 176
DAYAN général Moshe : 99, 292-293, 295, 304
DAYOUB capitaine Soleiman el — : 315
Da'wa, parti (Liban) : 411
DC 9 d'Itavia : 324-325, 331
DC 10 d'UTA, attentat du — (1989) : 332-333
DEA (Drug Enforcement Administration/ USA) : 332
DEACON Richard : 434
DEAKIN Bill : 87
DEBRAY Régis : 242, 366
DEBRÉ Michel : 160, 161, 188, 372
Decent Interval, de F. Snepp : 235
Decima Mas, unité mussolinienne : 47
Decision Services International Ltd, société anglaise : 276
Décodage : 16
DECORSE colonel François : 158
Déesse de la Démocratie, navire : 446
Défense, ministère français de la — : 108
DEFFERRE Gaston : 323, 336
DE FOY Robert : 52, 166
DE FRANCESCO Emmanuele : 327
DEGUELDRE Roger : 171
DEIBER général Jean-Louis : 165, 166
DELAMARE Louis : 407
DELGADO général Humberto : 61, 289
DELLA CHIAIE Stefano : 55
DELMER Sefton : 200
DE LORENZO général Giovanni : 48, 49, 326
DELOUETTE, affaire : 420
DELSENY colonel René : 187, 192
Delta Force, unité américaine : 382
DEMEZIÈRES colonel : 264
DEMIREL Suleiman : 423
DENARD Bob : 267, 308
DENG XIAOPING : 114, 117, 118, 120, 210, 444
DENIAU Xavier : 163
Département d'État américain : 18, 19, 21,

23, 24, 34, 126, 177, 178, 180, 234, 235, 246, 345, 382, 399
Département des liaisons internationales avec les partis frères (du PCUS) : 71
Département XV du MfS, renseignement est-allemand : 83, 86
Département de la sécurité nationale (Géorgie) : 461
Département de sécurité nationale turkmène : 463
Département T du KGB : 215
Département 13 du KGB : 185
Département du travail de front uni, service chinois : 113-114
DEPREUX Édouard : 56, 93
DERBENIOV Valentin : 395
DERG (Comité révolutionnaire éthiopien) : 427
Derha Dun, académie militaire (Inde) : 123
DERIABINE Piotr : 67, 68, 182
DEROGY Jacques : 107, 291, 417
DE ROOVER Marcel : 52
Des archives d'un agent de renseignement, de V. Kirpitchenko : 456
Des armes pour Khartoum, de G. de Villiers : 370
DESCROIZETTES Georges : 93
DESHEREAU Robert : 93
DE SILVA Peer : 224
Des services « très » spéciaux, de C. Melnik : 161
Deux Bombes, Les, de P. Péan : 108
2e Bureau belge ; 54
2e Bureau FFI : 91
2e Bureau français : 113, 157, 186, 202, 420, 467
2e Bureau libanais : 310, 319
2e Bureau marocain : 278
2e Bureau pakistanais : 402
2e Bureau portugais : 290
2e Bureau syrien : 154
2e Directoire du KGB : 74, 190, 217, 396, 457-458
DEUXIÈME VOIE, opération de la CIA au Chili : 247-248
DEVATY Stanislas : 463
DEVEMY général Pierre : 166
DEVERALL Richard : 166, 167
DEVIGNY ANDRÉ (« Alfred ») : 262-263
DE VLEESCHAUWER Albert : 52
DEVLIN Laurence (Victor HEDGMAN, alias) : 265, 267
Dev-Sol, organisation (Turquie) : 425
DEWAVRIN André *voir* PASSY colonel
DEWATRE Jacques : 422
DEWEY Thomas : 21
DEXTER Robert : 24
DGA (Direction générale de l'armement/France) : 450
DGED, renseignement marocain : 278
DGER (Direction générale des études et des recherches/France) : 35, 56, 157, 163, 282, 366, 420
DGI, renseignement cubain : 84, 212, 216, 251-253, 274
DGID, renseignement malgache : 274
DGS, renseignement espagnol : 55, 282-283, 285, 286
DGS, renseignement portugais, *voir* PIDE-DGS
DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure), renseignement français : 42, 57, 165, 166, 198, 264, 269-270, 274, 298, 307, 308-309, 315-316, 319, 327-328, 330, 331, 337-338, 342, 343, 352-353, 396, 400, 409, 410, 412, 417-419, 420-422, 447, 466-469
DGSE, renseignement nicaraguayen : 217, 253-254, 388
DGSE, service secret sandiniste : 253-254
DGSE, renseignement zaïrois : 332
DGSS, services spéciaux de la France combattante : 140
DHADHA Ali : 311, 313
DHAWAN Ranjendra Khmar : 125
DIA (Defense Intelligence Agency), renseignement militaire américain : 50, 117, 169, 179, 229, 236, 243, 244, 333, 382, 384, 410, 411, 426
DIAB Mohammed : 310
DIAMANTIS Georges : 424
Diaochabu (Bureau d'investigation du comité central du PC chinois) : 113, 116, 117, 118, 173, 442
DIB, contre-espionnage pakistanais : 401-402
DIB Fahti el — : 145, 152, 155, 173
DICOM-CAR, service chilien : 250
Dictionary of Espionage, The, de Ch. Dobson et R. Payne : 213, 433
DID, service nicaraguayen : 254
DIE, renseignement roumain : 463
Diên Biên Phu, bataille de — (1954) : 27
Dienst, Erinnerungen 1942-1971, Der, de R. Gehlen : 82
DIER, renseignement cubain : 177, 178, 251
DIGOS (Division anti-terroriste israélienne) : 409
Dimona, centrale nucléaire (Israël) : 347
DIN RIFAAT Kamel el — : 145, 149
DINA, renseignement chilien : 249-250, 437
DINE, renseignement militaire chilien : 250
DINFO, renseignement militaire portugais : 290
DINSTEIN Zvika : 291
Diplomate et franc-tireur, de F. MacLean : 87
DIRCEN (Centre d'expérimentation nucléaire français) : 421
Direction de l'évaluation stratégique (France) : 467
Direction for Plans (de la CIA) : 21

Direction principale 22, de la STASI : 379, 380
Directoire des Gardes, du KGB : 75, 217-218, 458
Directoire général des investigations (Libye) : 329
Directoire K, du KGB : 215
Directoire politique secret, du KGB : 74
Directoire du Renseignement économique, du KGB : 74
Directoire S (Action), du KGB : 391, 393
Directoire du Service spécial, du KGB : 75
Directoire de la Surveillance, du KGB : 75
Directoire des Transports, du KGB : 74, 458
Directorat égyptien des renseignements militaires : 154
Direzione Generale di Servizi Speziali... (Italie) : 48
DIRKS Leslie : 117
DIS (Defence Intelligence Staff/Angleterre) : 441
DIS (Defense Investigation Service), sécurité militaire US : 166, 229
DISA, renseignement angolais : 217, 274
DISNEY Walt : 207
Division Azul (espagnole) : 283
Diyarbakir (Turquie) : 424
DJABAL Shaki Abou : 313
Djakarta : 127, 131, 405
DJAMIL général Naji : 312, 313, 314
Djerba (Tunisie) : 273
Djihaz el-Rasd, contre-espionnage du Fatah : 298, 335
DJILLALI Abdelkader Belhadj (« Kobus ») : 160
DJIRKVELOV Ilya : 396
DJOUNDI colonel Abd el-Karim el — : 311, 312
DLI (Département des liaisons internationales), service chinois : 114, 442, 444
DLIMI général Ahmed : 260, 261, 277, 278, 279, 343
DNI, renseignement militaire hondurien : 254
DOBSON Christopher : 213, 433
Docteur Jivago, Le, de B. Pasternak : 70, 213
DOIHARA colonel Kenji : 64
DOLENT Jean : 164
DOMBROWSKI lieutenant-colonel Siegfried : 80
DOMBROVSKISH Aivars : 462
DOMINIQUE Antoine : 365-366
DONATINI Jean : 321
DONNET Pierre-Antoine (pseudonyme de Dominique PONCHARDIER) : 450
DONOVAN général William J. (« Wild Bill ») : 18-21, 29, 202, 282, 384
DOP (Détachements opérationnels de protection du CCI) : 159
DOPS, service brésilien : 245
DOROT Isi : 100, 101, 103, 108
Dossier 51, Le, de G. Perrault : 372, 439
DOUBA Ali : 313, 315, 317, 319, 320, 332
DOUGLASS Klingman : 27
DOUS Raymond : 321
DOUST Rafiq : 408-409, 412-413
DOUSTIN Daniel : 162, 163, 187-188
DOVECAR Bobby : 171
DOVJENKO Aleksandr P. : 207
DOWNEY Jack : 116
DPSD (Direction de la protection du secret de la défense/France) : 164-166, 467
Drakkar, immeuble (Beyrouth) : 409, 419
Drancy, camp de concentration : 109, 156
Driscoll-De Nozza, service — (agence privée) : 326
DRM (Direction du renseignement militaire/France) : 467, 468
DROJDOV général Youri I. : 214
DRON, avion-espion français : 467
Drugstore de Saint-Germain-des-Prés (Paris) : 321
Drunmury (Irlande du Nord) : 360
DRUZ Nicolas : 446
Druzes : 313, 314
DS, renseignement bulgare : 461
DST (Direction de la surveillance du territoire/France) : 35, 52, 91-96, 97, 107, 140, 141, 143, 157, 160-164, 166, 168, 171, 174, 183, 186-187, 188, 192, 195-197, 259-260, 264, 308, 315, 319, 321, 323, 331, 336-340, 342, 372, 396, 410, 422, 430, 436, 447, 450, 467-468
DÜBENDORFER Rachel (« Sissy ») : 14
DÜBENDORFER Tamara : 14
Dublin : 84, 170, 328
DUBOIS R.P. : 365
DUCA colonel Giovanni : 326
DUBBERSTEIN Waldo : 333, 334
DUBOS Jean-François : 164
DUBS Adolphe : 391
DUCKETT Carl : 426
DUCLOS Jacques : 89-90, 91
DUCOUDRAY Alexandre : 56
DUEÑAS, colonel espagnol : 285
DUFF sir Anthony : 360, 361
DUHAMEL Marcel : 366
DULLES Allen W. : 20-23, 24-28, 32, 33, 34, 127, 148, 169, 175, 177, 178, 179, 183, 204, 220, 235, 284
DULLES Clover : 20
DULLES John Foster : 20, 21-22, 27, 127, 180, 222, 284
DUMAS Alexandre : 459
DUMAS Roland : 410
DUN Bertram F. : 398
DURAFOUR Michel : 367
DU RIEUX Christian : 368
DURIEUX commandant : 447
DURRANI major général Assad : 400, 402
Düsseldorf : 375, 378

Dutch-Paris, réseau d'évasion : 55, 59
DUTSCHKE Rudi : 82
DUVALIER François : 233
DUVIVIER capitaine : 158
DWYER Peter : 14
DZERJINSKY Feliks : 69, 70, 113, 209, 211, 455
Dzerkinsky, division (du KGB) : 459, 460

E

EANES général Ramalho : 263, 289-290
EATON James : 31
ECEVIT Bulen : 423
ECO Umberto : 203, 204
École alsacienne (Paris) : 20
École de mécanique de la flotte (Argentine) : 239
École de police Youssef Kahraman (Turquie) : 424-425
EDIMBOURG Philip, prince d'- : 440-441
EDWARDS colonel Sheffield : 176
Égypte : 22, 80, 101-108, 122, 137, 138, 145, 146, 148-157, 158, 170, 172-175, 260, 274, 290-293, 299-300, 310, 312, 313-314, 325, 333, 383, 391, 397, 401, 403, 407, 456 ; *voir* Moukhabarat
EHME Horst : 219
EHRARD Ludwig : 81-82
EHRLICHMANN John : 229, 230, 231
EICHELBERGER James : 152
EICHMANN Adolf : 101, 104, 110, 346
EINSELM colonel Alexander : 461
EINTHOVEN Louis : 61
EIREL (École interarmes de renseignement et d'études linguistiques de Strasbourg) : 467
EISENBERG D. : 104, 292
EISENHOWER Dwight D. : 19, 21, 22, 23, 27, 28, 34, 77, 177, 179, 180, 257
EISLER Gerhard : 73
EISMONTAS Ediardad : 456, 462
EITAN Rafi (« Rafi-le-Sale ») : 104, 301, 346, 347
Eksund, cargo panaméen : 327-329, 330, 332
ELAD Avraham : 107
ELBLING Paul : 161
ELINT, service technique de renseignement : 382, 385
ÉLISABETH Ire, reine d'Angleterre : 440
ÉLISABETH II, reine d'Angleterre : 358, 440
« Elli » (agent soviétique) : 14, 185, 186
ELLSBERG Daniel : 230, 231
ELN (Armée de libération nationale/Bolivie) : 242, 243
ELP (Exercito de Libertaçao Portugês) : 61
ELROM Ephraïm : 423
ELTSINE Boris : 120, 172, 209, 400, 454-457, 459, 463, 465, 466
EMG, renseignement suisse : 62
EMIN général Roger : 42
Éminences grises, de R. Faligot et R. Kauffer : 236, 316
EMOKHONOV Nokolaï : 72
Empire de la peur, L'—, de E. et V. Petrov : 67
ENDERLIN Charles : 110
ENFRU général Sylvain : 164, 166
Enghien : 37
Ennhada, mouvement islamique tunisien : 341
Enquête sur le KGB, de J. Barron : 396
ENRIQUEZ Miguel : 249
ENSLIN Gudrun : 275, 276
Entebbé (Ouganda) : 298, 301-302
EOKA, organisation (Chypre) : 151
EPRINCHARD (de la SM) : 58
EPS (Armée populaire sandiniste) : 253
ERIAU Jean-Gabriel : 162
ERNST Maurice : 426
EROUART capitaine : 158
ERP (Armée révolutionnaire du peuple/Argentine) : 239, 250, 252
Erreur, L'—, de G. Perrault : 372
ERSOZ Adnan : 423-424, 425
ERULIN colonel : 272
Escadrons de la mort : 237-238, 240, 243, 244-246, 388
ESCALANTE Anibal : 252-253
ESCOTO Miguel d'— : 254
ESKHOL Lévi : 102, 103, 105, 295
Espagne : 16, 41, 43, 52, 55, 153, 240, 277, 279, 280-288, 289, 331, 361, 421 ; guerre d'- : 14, 37, 39, 45, 63, 73, 86, 87, 157, 194, 208 ; *voir* CESID, DGS, SECED, Segunda Bis, SEIN, SIAEM
ESPINOZA BRAVO colonel Pedro : 249
Espion qui venait du froid, L'—, de J. le Carré : 438
ESQUIVIER colonel Jean-Louis : 410
ESSEBASSI : 340
Estikhbarat, renseignement militaire irakien : 305-306, 350, 353
Estonie : 461
ESTRADA LESCAILLE Ulises : 274
ETA, organisation clandestine basque : 280-281, 283, 285, 286, 288, 362
État de siège, film de Costa-Gavras : 237
États-Unis : 13-131 *passim*, 166-170, 175-192, 194, 198, 202, 220-254 *passim*, 259, 261-262, 265-267, 269-270, 279, 282, 284, 288, 289, 290, 292-293, 305, 324-325, 326, 328, 331, 333-334, 338, 344, 346-347, 348, 350, 352, 381-388, 396, 397-401, 402, 403, 405, 407-411, 412, 421, 423-424, 425-429, 433, 445-446, 447, 452-453, 464-465, 466, 468-469 ; *voir* AID, ATAC, CIA, CIC, CIG, DIA, DIS, FBI, G-2, INR, NISC, NSA, ONI, OPC/CIA, OSO, OSS, SSU
Étau, L'—, film de A. Hitchcock : 189
Éthiopie : 151, 217, 268, 270, 274, 427

Et Staline décapita l'Armée rouge, de P. Nord : 365
E 1, section de la DST : 93
E 2, section de la DST : 93
Europe-Journal : 446
Europeo, journal : 325
EVANG major Vilhelm : 61, 190
EVANGHELI Ulysse : 60
Eve Club, cabaret (Londres) : 192, 193
Événement du jeudi, L'—, hebdomadaire : 417
Évian, accords d'— (1962) : 163
EVREN général Kenan : 424
EWART-BIGGS Christopher : 170, 171
Exodus, navire : 97
Export-Import Bank of the United States : 29, 384
Express, L'—, hebdomadaire : 417
Expresso, journal (Italie) : 49

F

FAAD (Front d'action algérien démocratique) : 160-161
FABIUS Laurent : 421
FÄCHNER Kurt : 54
Facteur humain, Le, de G. Greene : 364
FADEYKINE Ivan A. : 213, 217
FADLALLAH cheikh Mohammed Hussein 408-411
FAGES amiral Henri : 421
FAI (Fédération anarchiste ibérique) : 283
FAKHRI général Hicham Sabah : 350
FAL, mouvement (Argentine) : 239
FALIGOT Roger : 42, 109, 110, 141, 198, 236, 316, 396, 417, 434, 436, 464
FANG CHIH : 52
FANG KE : 445
FANG LIZHI : 445-447
FANG WEN : 116
FANON Frantz : 170
FANTONI général comte Carlo : 326
FAP, mouvement (Argentine) : 239
FAPLA (Forces armées angolaises) : 268, 269
FAPS II, agence soviétique : 458
Far East Division, de la CIA : 126-131
Far Eastern Economic Review (Hong Kong) : 449
FAREWELL, affaire : 436
FARHAT Abdallah : 345
FARID Abd el-Majid : 155
FARID Ismaïl : 173
FARKAS Mihaly : 24
FARL (Forces armées révolutionnaires libanaises) : 308, 318, 410
FAROUK, roi d'Égypte : 148, 149, 155
FARRELL Máiréad : 360-362
Fascela el-Amn, garde présidentielle irakienne : 354
Fatah, El : 294, 295-297, 298, 299, 310, 316, 334, 335, 338, 346, 354, 356, 357, 408 ; *voir* Djihaz el-Rasd
Fatah-CR (Conseil révolutionnaire) : 355-356, 437
FAUCHER Jean-André (« colonel Clark ») : 56
FAURE Edgar : 157
FAURE-BEAULIEU Didier : 259
FAYÇAL Ier, roi d'Irak : 302
FAYÇAL II, roi d'Irak : 150, 153, 302, 303
FBI (Federal Bureau of Investigation) : 14, 18, 27, 29, 68, 95, 176, 179, 189, 227, 229, 230, 231, 328, 332, 346, 402, 428, 429, 446, 452, 464, 468
FBIS, renseignement tchécoslovaque : 463
FEARNLEY John : 368
FECTEAU Richard : 116
Fédération de France du FLN : 142-144, 145
FEDORTCHOUK Vitali V. : 71, 217
FEDOTOV Piotr V. : 17
FELBER colonel Ernst : 78, 81
FELFE Heinz Paul Johann (« Paul ») : 80, 81
FENNISH Mohammed : 411
FENTERWALD Bernard : 169
FEO ZARANDIETA Julio : 288
FERNANDEZ colonel Sosthène : 406
FERNANDEZ LARIOS capitaine Armando : 249
FEUVRIER général Charles : 163, 164, 166
Fez, sommet de — : 408
FFS (Front des forces socialistes/Algérie) : 147
FHO, renseignement de la Wehrmacht : 75-78, 80, 218, 377
Fiat, société : 49
FIELD Hermann : 26
FIELD Noel : 23-26
FIELDING Lewis : 231
Figaro, Le, quotidien : 203, 402
Figaro Magazine, Le, hebdomadaire : 350
FIGON Georges : 197
FIGUEIREDO (président brésilien) : 246
FIGUEREDO colonel Gerardo : 252
FIGURES sir Colin : 361, 395, 436
FIGURES Pam : 436
FIGURIĆ Branco : 89
FINCH Robert : 229
Finlande : 182, 207, 208
Finlande-Carélie, République de — : 207-208
FINOCCHIANO Angelo : 327
FIS (Front islamique du salut/Algérie) : 145, 148, 403, 413
FISCHER Francis M. : 423
FISCHER Georg *voir* BRUNNER Alois
FITINE Pavel M. : 17
FITZGERALD Desmond : 131, 179, 180, 222, 223, 227, 242
FITZGERALD Jennifer A. : 426

FLEMING Ian : 199-207, 368, 438
FLEMING Peter : 200
FLEMING major Valentine : 199
FLEURY Sergio : 245, 246
FLEUTIAUX général Michel : 409
Fleuve noir, éditions : 205, 366, 367, 370, 373-374
FLN (Front de libération nationale/Algérie) : 31, 95, 108, 135-148, 153, 157-162, 167, 168, 170-175, 263, 276, 277, 368, 455-456
FLP (Front de libération de la Palestine) : 352
FLUENCY, comité (Intelligence Service) : 186
FLUX John B. : 151
FNL (Front national de libération) *voir* Vietcong
FNLA (Front national de libération de l'Angola) : 265, 266, 268
FNLC (Front national de libération du Congo) : 270-272, 278
FOCCART Jacques : 42, 186, 187, 188
FONTAINE colonel Luis : 250
FONTAINE Marcel : 410
Fontainebleau : 202
Force 17, service de sécurité de l'OLP : 302, 335, 338
Force 18, service d'exécution de l'OLP : 335
Force 838, renseignement thaïlandais : 407
Force K (unité française en Algérie) : 160
Force ouvrière, syndicat : 14, 31, 51
Forces libanaises (milice chrétienne) : 410
Forces spéciales sud-vietnamiennes : 222
FORD Gerald : 232, 233, 236, 425, 426, 429
Ford Detrick (Maryland) : 176
Foreign Office : 361, 432, 436, 438
Formose *voir* Taiwan
FORPRONU : 362
FORRESTAL James V. : 19, 27
For Services Rendered (...), de J. Sawatsky : 190
For Special Services, de J. Gardner : 200
FORSYTH Frederick : 395
Fort Braschi (Italie) : 47
Fort Leavenworth, école militaire (USA) : 421
Fort Monckton (Angleterre) : 62
Fort Sarrat (Angleterre) : 439
FOSCHINI Dr : 326
FOTEÏEV colonel Arkadi : 74
FOURCADE Marie-Madeleine : 56
FOURCAUD Pierre : 35, 37, 41, 91
FOX Alfred : 171
FPLE (Front populaire de libération de l'Erythrée) : 268, 274
FPLP (Front populaire pour la libération de la Palestine) : 294-295, 297, 298, 308, 321-322, 335, 355
FPLP-Commandement général : 333, 352
Fraction Armée Rouge (Allemagne) : 274, 275-276, 379-381
France : 14, 20, 22, 35-43, 45-46, 51-52, 53, 55-58, 59, 61, 72, 84, 89, 90, 91-96, 98, 117, 123, 135-148, 152-154, 157-175 *passim*, 186-189, 192, 195-198, 202, 220, 236, 257-273 *passim*, 274, 277-280, 282, 284, 288, 289, 290, 305, 307-309, 315-316, 318, 321-325, 327-332, 336-338, 342, 343, 352-353, 356, 365-374, 378, 382-383, 389-391, 395, 396, 400-401, 407-410, 412-413, 417-422, 436, 438, 439, 446-447, 450, 452, 463, 465, 466-468 *voir* BCRA, 2e Bureau, DGER, DGSE, DPSD, DRM, DST, EIREL, GCR, RG, SDECE, SM, Sûreté nationale, TR
France-Dimanche, hebdomadaire : 369
France libre : 20, 35, 91, 92, 118
FRANCESCHI Joseph : 336, 338
FRANCESCI colonel Michel : 264
Francfort : 236, 276, 378, 450
Franc-maçonnerie : 36, 48, 57, 420
FRANCO Francisco : 41, 55, 63, 282-285
FRANCOVITCH Allan : 266
FRANKEL Samuel B. : 179
FRANKS sir Arthur Temple (Dick) : 275-276, 325, 357, 394, 395, 434, 439
FRANZ colonel Horst : 379
FRASER-SMITH Charles : 201-202
FREI Eduardo : 246, 247
FRELIMO, mouvement (Mozambique) : 265
Frères musulmans : 149, 152, 315, 370, 403
FRESNEL général François : 467
Fresnes, prison de — : 136, 307
FRETILIN (Front de libération timorais) : 404-405
FRIBERG Frank : 182
Friendly Spies, de P. Schweizer : 468
FRIERS Alan : 428
FROLIK Josef : 192-194
Frolik Defection, The, de J. Frolik : 194
Front national pour le salut de la Libye : 325
Front occidental Rigoberto Lopez (Nicaragua) : 253
Front patriotique Manuel-Rodriguez (Chili) : 250
Front Polisario : 278, 279
Front populaire : 420
FROST amiral Laurence : 128
FSLN (Front sandiniste de libération nationale) : 253
FTP (Francs-Tireurs et Partisans) : 35, 421
FU HAO : 122, 449
F-23, complot (Espagne) : 55

G

GAFFNEY John : 361
Gafsa (Tunisie) : 332, 341-342, 343
GAGEA Samir : 318
GAIDAR Egor : 457
GAISKELL Hugh : 185

GAL (Groupe antiterroriste de libération) : 280, 288
GALLES Charles, prince de — : 441
GALLES Diana, princesse de — : 441
GALLI général : 52
GALOPIN Georges : 93
GALOPIN commandant : 370
Gambet : 37
GAMBINO Robert : 426
Gammarth (Tunisie) : 345
GAMSAKHOURDIA : 461
GAN MEI colonel : 122
GANDHI Indira : 122, 123, 125
GANDHI Mahatma : 121, 122, 123
GANDHI Rajiv : 121, 125, 405
Gandhi Peace Foundation (Inde) : 124
GANZAOUI Mohammed Ali : 345
Gao (Libye) : 146
GAO LIANG : 122, 265
GARCIA MEZA colonel Luis : 244
GARCIA VALIÑO général : 284
Garde civile (espagnole) : 52, 55, 281, 282, 286, 287, 288
Garde de fer (Roumanie) : 37, 39
Garde nationale irakienne : 303
Garde nationale de la République de Panama : 427
Garde nationale tunisienne : 342
Garde du Peuple (Albanie) : 43
GARDES colonel Jean : 153
Gardes rouges (Chine) : 116, 442
GARDNER John : 200
GARY Romain : 428
GASPARD Jean : 167
GAST Gabrielle : 377
GASTALDO commandant Joseph : 58
GATES Robert M. : 29, 388, 399, 428-429, 469
GATTI Claudio : 325
GAULLE Charles de — : 20, 39, 57, 92, 95-96, 158, 160-163, 168, 169, 186, 187, 189, 197, 198, 257, 258, 282, 290, 295, 366, 418, 420
GAUTRAT Patrick : 467
GAYLER vice-amiral Noël : 229
Gaza : 150, 294, 354
Gazeran, château de — (Rambouillet) : 37
GAZIDEDE Bashkim : 460
GAZIT Shlomo : 174, 301, 302
GCHQ, service d'interception anglais : 217, 358, 390, 430, 441
GCMA, commandos français : 223
GCR (Groupe de communication radioélectrique/France) : 390
G-2, renseignement militaire américain : 18, 19, 27, 63-66, 77, 78
G-2, renseignement militaire cubain : 251
G-2, renseignement militaire syrien : 310, 311, 313-317, 319, 320
Gdansk, accords de — : 210
Geerpress Ltd, société anglaise : 276
GEHLEN Johannes (« Don Juan ») : 81
GEHLEN général Reinhard : 54, 73, 75-82, 86, 101, 105, 106, 135, 138, 156, 218, 374, 377
GELLI Licio : 48, 49
GEMAYEL Bechir : 316, 347
General Intelligence Department, renseignement saoudien : 409
Genève : 24, 62, 190, 338, 350, 364, 396, 436 ; conférence de — (1954) : 113, 222
GENÈVE Pierre (Marc SCHWEIZER, alias) : 161, 368
Gens de Smiley, Les, de J. le Carré : 438
GENSCHER Hans Dietrich : 374, 375
GEORGE V, roi d'Angleterre : 441
GEORGE Clair E. : 428
Géorgie : 69, 461
GÉRARD Bernard : 331, 336, 410, 422
GERMAIN colonel (Jean ALLEMAND, alias le —) : 36, 41, 157-158, 369
GERÖ Ernö : 24
Gestapo : 45, 51, 86, 87, 92, 193
Ghadamès (Libye) : 146
Ghana : 122, 146
GHANEM colonel Mohammed : 314, 317
Ghardimaou (Tunisie) : 146
GHASEN Mohammed : 304
Ghat (Libye) : 146
GHEYSENS René : 54-55
GHOULOUF Abd-el Hamid : 335
GHOZALI : 329
GMIRKIN Vasia : 191
GIANCANA Momo Salvatore (« Sam ») : 176, 179
GIBLI Benjamin : 98, 106, 107, 108
GIBNEY Frank : 67
Gibraltar : 361-362
GIBSON Harold : 48
GIETLER Jürgen : 353
GIFFARD Diana : 59
GILBERT Lewis : 206
GILZER Simba : 299
GIMPEL Richard : 410
GIRARD Renaud : 402
GISCARD D'ESTAING Valéry : 258, 272, 273, 330
GISKES Hermann (« Josef ») : 78, 135-138
GITTINGER Dr John : 183
GLADIO, réseaux : 46-50, 53-63, 163, 184, 190, 237, 358, 371, 468
GLADNIKOFF Marianne : 298
GLI, unité française en Algérie : 160
GOBOULEV général Serguei M. : 215
GODARD colonel Yves : 141, 159, 163
GODDARD Daniel : 332
GODFREY amiral John : 199-200, 201, 202
GOEBBELS Joseph : 105
GOERKE Heidi : 102
GOERKE Dr Paul : 102

Golan, plateau du — : 299, 311, 313, 314
Goldenberg, restaurant (Paris) : 309
Goldfinger, de I. Fleming : 202 ; film de G. Hamilton : 205-206
GOLDWATER Barry : 385
GOLENIEWSKI Michel : 185
Golfe, guerre du — : 32, 274, 320, 323, 350, 353, 382, 422, 427, 428, 431, 437, 455, 466, 467
GOLITSINE Anatoli M. : 182-192, 359, 464
GOLITSINE Irena : 182
GOLITSINE Katarina : 182
GOLOUCHKO major Nikolai : 463
GOMEZ IGLESIAS capitaine Vicente : 286
GOMULKA Wladislaw : 26, 220
GONG PENG : 173
GONG PUSHENG : 173
Gonganbu (ministère chinois de la Sécurité publique) : 112-113, 114, 116, 117, 118, 444, 445, 446
Gonganting, renseignement de Mongolie intérieure : 462
GONZALES général Valentin (« El Campesino ») : 284
GONZALES Virgilio : 231
GONZALEZ Felipe : 287-288
GOODEL Val : 127
GORBATCHEV Mikhaïl : 71, 72, 84-85, 120, 210, 211, 218, 364, 392, 429, 439, 453-459, 461, 464, 466
GORDIEVSKY colonel Oleg : 72, 120, 396, 434, 436
Gorille vous salue bien, Le, de A. Dominique : 366
Gorille fait la révolution, Le, de A. Dominique : 366
GORKI Maxime : 118
GORSKY colonel Anatoli : 68, 204
GOSSI, service de la Garde civile espagnole : 281
Goulag : 15, 69, 75
GOULART Joao : 244
GOULIACHKI Andreï : 204
GOULIK Youri : 463
GOUNDAREV Victor : 396
GOURGUENEV Vyacheslav I. : 400, 456
GOURIEL Boris : 98, 103
GOUSSEINOV Vaguif : 461
GOUTTIÈRE colonel Christian : 410, 413
GOUZENKO Andreï : 13
GOUZENKO Igor S. : 13-15, 67, 182, 185, 186
GOUZENKO Svetlana : 13
GOVE James B. : 151
Government Information Service (Angleterre) : 433
GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) : 144-147, 171, 173
GRAHAM, colonel anglais : 303
Grand Blond avec une chaussure noire, Le, film : 264
Grand Piège, Le, de S. Steven : 24
Grande-Bretagne *voir* Angleterre
Grand'peur et misère du IIIe Reich, de B. Brecht : 86
GRAPENTIN Edeltrand : 193
GRAS colonel Yves : 272
GRASSINI général Giulio : 327
GRATCHEV Pavel : 457, 458, 459-460
GRAY Patrick L. :231
GRE, service français : 141, 159-160
Grèce : 16, 34, 44, 56, 59-60, 151, 323, 396, 424 ; *voir* KYP
GREEN Marshall : 131
GREENE Graham : 201, 222, 363-364, 438
GREENE Hugh : 364
Greenpeace, affaire (1985) : 165, 417, 419, 421
Grenade, île de la — : 234-235, 386, 434
GRESH Ruth : 88
GRIBANOV général Oleg Mikhaïlovitch : 74
GRIBINE Nikolai P. : 216
GRIES David D. : 117
GRIFFIN George : 124
GRIGORENKO Grigori F. : 213
GRILLOT Georges : 264
GRIMAU Julian : 283
GRIMM colonel Johann : 193
GRIVAS Georges Theodoros : 151
GROSS David : 103
GROSSIN général Paul : 157, 161, 163, 420
GROSSMAN Karl Christof : 377
GROSSMAN Werner : 84, 85, 380
GROSSOUVRE François de — : 55, 57, 164, 279, 309, 316, 336, 337-338, 400
GROTEWOHL Otto : 79
Groupe Stern : 97, 98-99, 100, 109, 110
GROUTCHKO général Victor F. : 214, 217, 454
GRP (Gouvernement révolutionnaire provisoire/Sud-Viêt-nam) : 226, 227
GRS, renseignement suisse : 62, 63
GRU, renseignement militaire soviétique : 14, 16, 17, 23, 64, 70, 74, 124, 180, 181, 207, 211, 217, 392, 393, 396, 433, 458, 459-460, 463, 465
GRUBESIĆ Jure : 89
Grupos de Operaciones Especiales (Espagne) : 286
GSG 9, service ouest-allemand : 376, 422
Guam (îles Mariannes) : 227
Guatemala : 22, 30, 34-35, 176, 238, 248
Guatemala Ciudad : 34, 176, 178
GUBBINS sir Colin : 53, 201
GUDERIAN général Heinz : 78
GUDERIAN lieutenant-colonel Heinz Günther : 78
Guépéou : 69, 113, 203, 209
GUÉRIN Alain : 39, 78

GUÉRIN Daniel : 198
GUÉRINI Antoine et Barthélemy (« Mémé ») : 93
GUÉRISSE général Albert : 59
Guerre froide : 13-131 *passim*
Guerre a été gagnée en Suisse, La, de P. Accoce : 368
Guerre mondiale, Première : 20
Guerre mondiale, Seconde : 14, 20-21, 135, 257, 326
« Guerre secrète, La », collection (Fayard) : 372
Guerre sino-japonaise : 111, 113, 118
GUEVARA Ernesto « Che » : 175, 242-243, 251, 252
GUIBAUD Eugène : 420
GUIGA Driss : 136, 138, 340, 344
GUILLAUME Christel : 378
GUILLAUME Günther : 220, 378-379
GUILLAUME général Roland : 166
Guinée : 146, 265
Guinée-Bissau : 274
GUINNESS Alec : 439
GUL lieutenant général Hamid : 400, 401
GÜNERALP général Sedat : 424
GUO MORO : 111
Guoanbu (ministère chinois de la Sécurité d'État) : 117-118, 443, 444, 445, 446, 448, 450
Guomindang : 111, 112, 442
GÜRSEL, général turc : 423
GUTTIEREZ MELLADO (ministre espagnol de la Défense) : 286

H

HABACHE Georges : 209, 294, 301, 321, 334, 335, 355
Habbaniya, base d'— (Irak) : 302
HABRÉ Hissène : 274, 370
HADDAD Waddi : 294, 301, 321, 335
HADJ Messali : 139, 140, 160
HADRAMI Omar : 279
HAFEZ général Amine el — : 104, 309-310, 311
HAFEZ lieutenant-colonel Mustapha : 150
Haganah, armée secrète juive : 97, 98, 99, 105, 106, 292
HAÏDAR Ali : 317
HAÏDAR Loutoffalah : 318
HAÏLÉ SÉLASSIÉ, Négus : 427
Haiti : 233
HAKIM Mehid el — : 352
HALDEMAN Bob : 229, 230, 231
HALIL Hassan el — : 150
Halim (Indonésie) : 131
HALPERIN Isser *voir* HAREL Isser
HALY Ahmed : 320
Hama (Syrie) : 315
HAMADÉ Abdel Hadi : 411
HaMahlaka HaMedinit, service israélien : 98, 103
Hamas, mouvement islamiste palestinien : 319
HAMBLETON Pr Hugh : 183
Hambourg : 81, 135, 450
HAMCHARI Mahmoud el — : 297
HAMDI Koueidil el — : 331
HAMEL Raymond : 37, 41, 57
HAMILTON Guy : 205
Hamman es-Shatt (Tunisie) : 338
HaMossad Le Teum *voir* Mossad
HANDOO G.K. : 121, 122
Hangzhou (Chine) : 442
HANIN Roger : 366
HANNOUN Wasfi : 356
Hanoi : 364, 448
Hanovre : 51
HANSEN Georges : 410
HARARI Mike (« Cobra ») : 297, 298, 347
HARDING Pierre de — : 365
HARDY René : 93
HARREL Isser : 97-110, 174, 290, 291, 347
HAREL Rivka : 97, 101
HARKABI Yehoshouah : 106, 107, 108
HARMELIN Yosef : 101, 294, 295, 301
HARRIMAN Averell : 191, 228
HARRISSON Hugh : 305
HARTING-LANDESEN général : 365
HARVEY Bill : 49
HASBIU Kadri : 44, 45, 46
HASSAN II, roi du Maroc : 174, 197, 198, 258, 260, 272, 277-278, 279, 345
Hassan II et les juifs, de A. Bensimon : 174
HASSAN Hani el — : 339
HASSAN Yaacov : 174
HATOUM Sélim : 310-311
HATTORI Takushiro : 64-65
Hattori Kikan, agence privée (Japon) : 64-65
HAUGHEY Charles : 327
Haus Berlin, restaurant (Berlin-Est) : 322
Haut-commissariat français en Allemagne : 36
Havane, La : 23, 173, 251, 252
HAVILIO Shlomo : 174
HAWATMEH : 209
HAWKES Anthony : 400
Haye, La : 61
HAYHANEN REINO : 68
HAYWARD capitaine Simon : 440
HEALY Gerry : 333
HEATH Edward : 194-195, 433
HEATHCOTE Mark : 400
HEBRANG Andria : 89
HEINRICH général Jean : 57, 467, 468
HEKMATYAR Gulbuddin : 398-401
HELLENBROICH Heribert : 375-376, 377, 379
HELMS Richard M. : 18, 28, 123, 179, 188, 227, 229, 231-232, 233, 235, 242, 247, 292, 293, 423

Helsinski : 182
HENDERSON Loy : 32
HENDERSON Paul : 436
HENDI Amine el — : 338, 340
HENKE général Eugenio : 326
Herat, parti (Israël) : 100
Hereford (Angleterre) : 49, 358
HERGÉ : 207
HERNSTAADT Rudolf : 83
HERNU Charles : 164, 417, 419
HERRANE Jean : 321
HERMANN Rudolf : 396
HERSH Seymour : 232-233
HERZOG Chaïm : 98, 106, 108
HEUSINGER lieutenant général Adolf : 78
HEYKAL Mohammed : 152, 261
Hezbollah : 63, 314, 334, 407-412, 413
Hidden Agenda, film de K. Loach : 359
HIDEN Robert : 166
HIEMENZ Horst : 78
HIGASHIKUNI prince : 66
HIGGINS lieutenant-colonel Robert : 411
HIGHAM James A. : 424
HILLAL lieutenant-colonel Ahmed Fouad : 151
HILLENKOETER amiral Roscoe Henry : 19, 20, 27
HILSMAN Roger : 180
HIMMATSINGHJI, général indien : 121
HIMMLER Heinrich : 404
HINAWI lieutenant-colonel Kamal El Din el — : 150
HINDAWI Nezzar Hawaf Mansour : 318, 323
HINTON Geoffrey : 185
HISS Alger : 23, 24
Histoire de la guerre d'Algérie, de A. Horne : 170
Historia, revue : 196
HITCHCOCK Alfred : 189
HITLER Adolf : 24, 82, 83, 282, 404, 433
HOBEIKA Élie : 318
HÔ CHI MINH : 220, 222, 224
Hô Chi Minh-Ville : 233 ; *voir* Saigon
HOFFMAN Slimane : 137
HOFI Yitzhak : 301, 302
HÖHER commandant Wolfgang : 80
HÖHNE Heinz : 77
HOJA M.M.L. : 128
HOLDEN Roberto : 265, 266, 268
HOLLAND Henry : 34
Hollande *voir* Pays-Bas
HOLLIS sir Roger : 14, 186
Homme de l'ombre, L'—, de P. Péan : 188
Homme à part, Un, de G. Perrault : 88, 372
Homme au pistolet d'or, L'—, de I. Fleming : 202
« Homo », opérations du SDECE : 161
Honduras : 34, 254 ; *voir* DNI
HONECKER Erich : 85, 274, 379
HONETOL, projet (CIA) : 191
Hong Kong : 113, 117, 119-120, 390, 431, 434, 441, 443-448, 450
Hongrie : 23, 24-26, 71, 72, 181, 188, 208, 211, 259, 322-323, 357, 453, 461, 462 ; *voir* AVO, ONS
HOOPER Robin : 56
HOOVER J. Edgar : 18, 23, 27, 71, 95, 179, 189, 229, 230, 428
HOPKINS Adrien : 328
Horizon, hélicoptères-radars français : 467
HORNE Alistair : 170
HORS-JEU, mission du SDECE (Algérie) : 158
HORTON Philip C. : 55
HOUL Abou el — (Hatef ABDELHAMID, alias) : 336-338, 346, 357
HOUNAU Léonard, général : 187-189
HOUSKA colonel Josef : 194, 212
HOVANESSIAN Artouche : 396
HOXHA Enver : 43-46
HRAOUI Elias : 319
HSR, renseignement tchécoslovaque : 194, 463
HU YAOBANG : 112, 443
HUA GUOFENG : 117, 118, 442
HUAN XIANG : 443
HUAN ZHEGJI général : 117
HUANG HUA : 449
Huangpu, académie militaire de — (Chine) : 113
HUBER colonel Gerardo : 250
HÜCKELHEIM colonel Heinze : 52, 54
Hué (Viêt-nam) : 225
HUGEL Max : 385
HUGHES Richard : 200
8e Directoire du KGB : 218, 454, 458
« Huks » (communistes philippins) : 33, 126
Humanité, L'—, quotidien : 57
HUNT E. Howard : 230-231
HURD Douglas : 359
HUSSEIN, roi de Jordanie : 150, 151, 155, 292, 293, 295, 300, 311, 314, 354, 355
HUSSEIN Abdoul Kori Majib : 352
HUSSEIN Ouday Saddam : 349, 350, 354
HUSSEIN Saddam : 28, 155, 209, 303-307, 325, 348-354, 355, 370, 409, 436, 455, 466
HUSSEINI Fayçal el — : 294
HUSTON Tom Ch. : 229
HVA, renseignement est-allemand : 84, 85, 164, 209, 220, 251-252, 273-275, 377-381, 439, 462

I

Iasenevo (URSS) : 212
IB (Indian Intelligence Bureau), service anglais : 120-121
IB (Intelligence Bureau), service indien : 121-125, 128

Ibarat Moukhabarat el Jesh, renseignement militaire égyptien : 107
Iceberg, L'—, de A. de Borchgrave et R. Moss : 235, 374
IDEA, organisation (Grèce) : 59-60
IDRISS EL-MAHI Mohammad, roi de Libye : 150-329
IEJOV Nicolai : 69
IGNATIEV Sémione D. : 17, 69
ILIC général Ljubomir (« Louis ») : 90-91
IMBOT général René : 343, 421
IMBOT Thierry : 421
IMENO (Institut soviétique d'économie mondiale) : 455
IMRANOV Narim : 461
IMRE Nahit : 193
IMTIAZ général Ahmed : 401, 402
INAURI Alexei N. : 461
Inde : 70, 74, 120-126, 127, 128, 217, 355, 402 ; *voir* IB, RAW
Independenza, parti (Albanie) : 44
Indianapolis Times, quotidien : 28
Indochine, guerre d'— : 22-23, 93, 112, 113, 153, 164, 220, 223, 364, 418, 421
Indonésie : 23, 60, 126-131, 233, 248, 403-406 ; *voir* BAIS, BAKIN, BAKORSTANAS, CSIS, KOPKAMTIB, OPSUS
Indret (Loire-Atlantique) : 450
INFEATURE, opération de la CIA (Angola) : 266, 267
Information-Sécurité, agence (Moscou) : 458
INLA (Irish National Liberation Army) : 358
INMAN amiral Bobby R. : 29, 384, 385, 386
Innsbrück (Autriche) : 38
INO, branche du KGB : 15-16, 17, 73
INR, renseignement du Département d'État : 180, 235, 399, 400
In Search of Ennemies, de J. Stockwell : 266
INSERILLI général Paolo : 47
Inside the KGB, de V. Kouzichkine : 395
Institut 101, du KGB : 211, 395
Institut pour le développement du syndicalisme libre (USA) : 244
Institut d'Orient (URSS) : 120, 455
Institut pour les relations internationales contemporaines (Pékin) : 444
Institut des relations internationales (Moscou) : 211
Institut Serbsky, du KGB : 218
INSTONE Gordon : 59
Intelligence Bureau, contre-espionnage pakistanais : 402, 403
Intelligence Corps (Angleterre) : 438, 440-441
Intelligencia Militar, renseignement militaire panaméen : 427
Intelligence Quarterly, revue (Londres) : 359
Intelligence Service : 35, 56, 84, 88, 151, 185, 186, 202, 211, 259, 275-276, 362, 395, 434, 440-441
INTERDOC, agence multinationale : 61
Internal Revenue Service (USA) : 231
Internationale communiste *voir* Komintern
INTERPOL : 446
Interviu, journal (Barcelone) : 280
Intifada : 338, 346, 347
Invincible Armada : 440
IOANNIDIS Gheorgis : 60
IRA (Armée républicaine irlandaise) : 170, 286, 328, 330, 333, 360-363, 430, 431, 434, 440, 441, 468
Irak : 32, 103, 146, 150, 154-155, 175, 191, 209, 274, 302-307, 309, 325, 335, 348-354, 355, 356, 357, 369, 393, 409, 429, 436, 466 ; *voir* Estikhbarat, Moudiraiyat, Sécurité générale irakienne
Iran : 22, 31-32, 33, 109, 125, 165, 209, 210, 260-261, 304, 306, 319, 331, 333, 350, 352, 353, 381-384, 393-395, 399, 401, 407-411, 412-413, 419, 424, 434, 442, 443, 455, 466, 468 ; *voir* SAVAK, SAVAMA, VEVAK
Iran-Irak, guerre : 209, 352, 353, 393, 452
Irangate, affaire de l'— (USA) : 332, 401, 410, 426, 428, 429
IRD (Information Research Department/Angleterre) : 433
Irgoun : 97, 98-99, 100, 109
Irlande : 62, 84, 106, 124, 327-328
Irlande du Nord : 153, 328, 358, 360, 362, 430, 431, 434, 440
ISA Abd el-Rahman : 315, 356
ISELIN C. Oliver : 111
ISI, renseignement militaire pakistanais : 397-402
Islamabad (Pakistan) : 397, 399, 400, 402
ISMAIL lieutenant-colonel Remzi : 90
IS 9 (Intelligence School n° 9) : 59
Israël : 80, 93, 97-110, 150, 154, 172, 174-175, 197-198, 274, 279, 286, 288, 290-302, 303, 304, 310-315, 318-319, 322, 325, 334, 335, 338-339, 344-348, 352-357, 383, 388, 405, 408, 409, 411, 424, 425 ; *voir* Aman, Lakam, Mossad, Shai, Shin Bet
Israel's Secret Wars, de I. Black et B. Morris : 98, 294
Israël ultra-secret, de J. Derogy et H. Carmel : 107
ISSA Mohammed Ali : 150
ISTAMBOULI Mohammed Rada : 154
Istanbul : 20, 423
Italie : 20, 43, 46-50, 52, 53, 55, 61, 63, 89, 184, 257, 278, 324-327, 331, 343 ; *voir* Centre X, CESIS, DIGOS, SID, SIFAR, SIM, SISDE, SISMI
ITARD (du SDECE) : 38
Itavia, compagnie aérienne italienne : 324, 325, 331
ITT (International Telegraph and Telephone) : 28, 246-248, 371
IVACHTCHOUTINE général Piotr : 17, 393
IVANENKO général : 456, 458

IVANOV général Boris S. : 214, 391, 393
IVANOV Evgueni : 185
IVANOV Vadim : 396
IVANOV colonel Vladimir P. : 215
IVANOV major : 45
Ivy League : 228
IYAD Abou (Salah KHALEF, alias) : 298, 306, 334-338, 346, 355, 356, 357
Izmir (Turquie) : 424
Izvestia, journal (Moscou) : 437

J

JABER Fayez : 301
JÄCKEL colonel Günther : 274
JACKSON William H. : 27
JACOBS Edgar P. : 95
JACQUIER général Paul : 42, 186, 188, 420
JACQUIN général Henri : 164, 171
Jaffa : 97, 101, 150, 354
J'ai choisi la DST, de P. Levergeois : 196
J'ai choisi la liberté, de V. Kravchenko : 67
J'ai risqué ma vie, de M. Bar-Zohar : 97
JALBOUT colonel Khalil : 319
JALLOUD commandant Abdesselam : 325, 329, 330, 331, 343
Jamaïque : 201
Jamarihya, aviation libyenne : 324
James Bond, de I. Fleming : 199-207, 211, 438
James Bond contre Dr No, de I. Fleming : 205
James Bond 007 Fan Club, The (Usa) : 206
JAMSRANJAV général A. : 462
JAOUAD Ibrahim : 354
Japan : Foreign Intelligence and Security Services, rapport de la CIA : 452-453
Japon : 27, 28, 33, 63-66, 111, 113, 118, 126, 130, 191, 202, 206, 207, 217, 258, 326, 396, 405, 442, 447-453, 465, 468, 469 ; *voir* Hattori Kikan, KATOH, Kempeitai, Koan Chosa Cho, Naicho, NPA, Rikugun Jôhô-Bu, Shôgyo Shôsha, Tokko
Japy, établissements : 420
JARDIN Pierre (pseudonyme de Michel DURAFOUR) : 367
JAUBERT Alain : 277
Java : 130
JAYARAM Atma : 122, 128
JEANMAIRE, général suisse : 439
JEAN-PAUL II, pape : 71
Jedburgh : 53
JEDID Salah : 311, 312
JELLICOE comte : 56
JENKIN sir Bill : 120-121
JÉRICHO, opération de la Résistance : 366
JÉRÔME général Antonio : 166
Jérusalem : 98, 99, 106, 163, 170, 294
JETTON Francis : 267
Jeunesses hitlériennes : 138, 155
JIA CHUNWANG : 118, 444
JIANG GUILING : 173
JIANG QING : 110, 111, 114
JIANG ZEMIN : 443, 445
Jianguo, hôtel (Pékin) : 445, 446
JIBRIL Ahmed : 332, 334, 352
JIC (Joint Intelligence Committee/Angleterre) : 361, 432, 440
JIHAD Abou : 346
Jihaz el-Khas, El, renseignement baasiste : 303, 305
JILANI lieutenant général Ghulam : 401
JOBA capitaine Jean : 56
Johannesburg : 432
JOHANNSONS major général Edmunds : 462
JOHNSON Alfred G. : 168
JOHNSON Lyndon B. : 28, 182, 224-227, 229
JOKLIK Otto : 102
JOKSOVIĆ Bronislav : 89
JOLIOT-CURIE Frédéric : 111
JONES Jack : 194-195
JONES sir Roderick : 199
JORANT général Michel : 164, 166
Jordanie : 150-151, 154, 155, 156, 292, 294, 295, 304, 306, 315, 317, 321, 335, 354, 357, 437
JORGENSON Gordon : 224, 225
Jornal, O, quotidien (Lisbonne) : 61
JOUHAUX Léon : 14
JOUMBLATT Kamal : 314
Journal de la CIA, de Ph. Agee : 234
Journal du Dimanche, Le, hebdomadaire : 42, 417
Jours heureux, film de la CIA : 128
Jouy-sur-Eure : 153
JOXE Louis : 187
JOXE Pierre : 165, 336, 467
JUAN CARLOS, roi d'Espagne : 285
JUDD Alan : 432
Juges de l'impossible, Les, de Ch. Villeneuve : 322
JUIN maréchal Alphonse : 257, 258
Juin noir, opération irakienne (1976) : 307
JUMBLATT Kamal : 437
JUWONO Sutopo ; 404

K

Kaboul : 262, 382, 390-393, 394, 401
Kabylie : 145, 160
KADANE Kathy : 131
KADAR Janos : 208
KADDOUMI Farouk : 298, 334
KADHAFI colonel Moammar el — : 273, 274, 278, 279, 322-325, 328-334, 341, 342-343, 386
KADIRI Abdelhak : 279, 343
KAILANI Rachid Ali el — ; 155

KALARIS George : 192
KALINITCHENKO général Ilya : 458
KALLEL Abdallah : 345
KALLU lieutenant général Shamsul Hasan : 400, 401
KALOUGUINE général Oleg D. : 215, 454
KALYAGIN colonel : 216
KAM, renseignement afghan : 391, 392
KAMEL Hussein : 354
KAMEL Saddam : 354
Kampot (Cambodge) : 406
KANAAN général Ghazi : 317, 333
Kandahar (Afghanistan) : 393
KANG SHENG : 71, 110-117, 118, 119, 122, 123, 209, 369, 406, 434
Kang Sheng et les services secrets chinois, de R. Faligot et R. Kauffer : 110
KAO Rasmeshwar Nath (« Ramjee ») : 122-123, 125, 128
KAOUANE Mouloud (« colonel Ben Ali ») : 276
Karachi (Pakistan) : 398, 402
Karakorum, passe de — : 401
Karameh : 294
KARAMESSINES Thomas (« Tom K. ») : 18, 227, 242, 243
KARDELJ Edward : 87
Kargaburum (Turquie) : 424
KARLOW Pete : 191
KARMAL Babrak : 391, 392, 393
KARON David : 98
KARP Craig : 400
KARTHIKEYAN D.R. : 127
KASHMERI Zuhair : 124-125
KASSAR Mouzer el — : 333
KASSEM général Abdul Karim : 154-155, 303, 305, 309
KASSEM Naim : 411
KASSOUHA Mikhaïl : 308, 309
KASTNER Hermann : 79
Katangais *voir* FLNC
KATJU K.N. : 122
KATOH, agence japonaise : 65
Katyn, massacre de — (URSS, 1943) : 70
KAUFFER Rémi : 109, 110, 236, 284, 316, 396, 464
KAUFFMANN Jean-Paul : 410
KAUL Gautam : 125
KAVEH, général iranien : 395
KAWILARANG, colonel indonésien : 128
Kazakhstan : 460, 461
KAZAKOV (du NKVD) : 119
KAZZAR Nadhim el — : 35, 305
K5 *voir SSD*
KDS, renseignement bulgare : 210, 261
KEELER Christine : 185
Kef, Le (Tunisie) : 146
Keidanren (Fédération du patronat/Japon) : 452
KELLEY Clarence M. : 428
KELLY Tom : 327
Kempeitai, gendarmerie japonaise : 63-66
Kenitra (Maroc) : 278
KENNEDY John F. : 23, 128, 169, 177, 178-179, 180, 186, 188, 190, 204, 205, 222, 223, 224, 228, 237
KENNEDY Robert : 179, 180
KENNEY James H. : 424
KENNY Paul : 367, 373
KENT Michael, prince de — : 441
KERR Richard : 426
KESSELRING (du BND) : 424
KGB : 13, 15, 16, 17, 42, 61, 66-75, 83, 84, 112, 113, 116, 118-120, 123, 124, 127, 172, 181-193, 203, 204, 207-218, 228, 251,-253, 261, 274, 292, 293, 305, 317, 321, 328, 335, 349, 353, 363, 364, 372, 374, 382, 391-396, 400, 433, 434, 436, 439, 443, 444, 449, 453-465, 466
KGB contre CIA, de D.C. Martin : 192
KGB en France, Le, de Th. Wolton : 396
KGB, Objectif Pretoria, de R. Faligot et R. Kauffer : 396, 464
Khabarovsk (URSS) : 116, 119
KHAD, renseignement afghan : 391, 392, 399
KHAD-e Nezami, renseignement militaire afghan : 392
KHADER brigadier général Ali : 323
KHAÏR Hussein Abou el — : 297
KHALIL général Mahmoud : 149, 155, 156, 291
KHALIS Younis : 400
Khalq, parti (Afghanistan) : 391, 392
KHAN général Ayoub : 400
KHAN Ghulam Ishaq : 400, 403
Khartoum (Soudan) : 352, 355
KHASBOULATOV : 457, 460, 466
KHATIASHVILI Vaja : 461
KHATIB Ashraf : 401
KHAYAT Abd el — : 305
KHEIRI Hussein : 148
KHELIFA Laroussi : 145
KHERIGI, colonel tunisien : 341
KHIDDER Mohammed : 276
Khmers rouges : 111, 117, 406-407, 443, 448
KHOKHLOV Nikolaï : 67, 68
KHOMEINY ayatollah : 382-383, 393, 407, 408, 411, 412, 442, 452, 455, 466
KHOULI colonel Mohammed el — : 310, 312-315, 317, 318, 319
KHROUCHTCHEV Nikita S. : 23, 70, 71, 73, 119, 172, 176, 180, 181, 183, 185, 205, 433 ; rapport — : 101
KIDIR Meral : 422
KIDRON Avraham : 98, 101
KISEVALTER George : 181, 191
KIESINGER Kurt Georg : 82, 375
KIESOW Franz : 105-106
KIESSLING général Günter : 375
Kiev : 172

KILANI capitaine Mansour : 330
KIM IL-SUNG : 448
KING Mackenzie : 13
KINOSHITA lieutenant général Eiichi : 65
KING Hilary : 87
KINKEL Klaus : 374-375, 377, 379
Kinshasa (Zaïre) : 265, 268, 269, 272, 427
Kippour, guerre du — : 299-300, 314
Kirghistan : 460, 461
KIRILENKO : 72
KIRKPATRICK Lyman : 18
KIRPITCHENKO général Vladimir : 172, 214, 455, 456
KISSINGER Henry : 116, 191, 228, 230, 247
KISZCZAK général Czeslaw : 210
KLIMOV Anatoli *voir* GOLITSINE Anatoli
KLINGBERG Marcus : 101
KLINGHOFFER Léon : 352
KLUGMANN James : 88
KNB, renseignement ouzbek : 462
KNECHT Ferdinand : 63
KNIGHT Maxwell : 201
KNOCKE E. Henry (« Hank ») : 29, 426, 427
Koan Chosa Cho (Agence d'enquête et de sécurité publique/Japon) : 64, 465
KOBALADZE Youri : 172
KOCHNOV Igor : 191
Kodama Kikan, agence privée (Japon) : 65
KODAMA Yoshio : 65-66
KOEDICK Paul : 60
KOENIG cardinal : 375
KOHL Helmut : 375, 376, 377
KoKo, service est-allemand : 380
KOLESNIKOV Vladimir : 120
KOLLA Mollaeb : 269
KOLLONTAÏ Alexandra : 67
Kolwezi (Zaïre) : 269, 270-272
KOMAN général Teoman : 425
KOMER Robert : 225
Komintern : 82, 83, 86, 87, 110, 173, 207, 412
Komite-ye Najat e-Vatan (Iran) : 32
Komsomols : 70, 71, 207
Komsomolskaïa Pravda, journal (URSS) : 204
KONDEK (du StB) : 195, 196
KONDRACHEV Serguei : 215
KONG KECH KEAV (« Deuch ») : 407
Konkret, revue (RFA) : 375
KOOLI : 340
KOPACI Sandor : 208
KOPKAMTIB, police politique indonésienne : 403-404, 406
KOPP Magdalena : 323
KOR (Comité de défense des ouvriers/Pologne) : 383
KOREPANOV Guennadi : 172
KORKALA George G. : 333
Korla (Chine) : 117
KORRY Edward A. : 247, 248
KORSIGS, coordination du renseignement soviétique : 211
KORTELAINEN K.E. : 461
KOS, contre-espionnage yougoslave : 89, 464
KOSAHIH colonel : 130
KOSKAS Alcibiades : 150
KOSKASH Samer : 318
KOSSYOUKOV Youri L. : 119
KOSTACH Ion Grigore : 462
KOSTRAD, commandement indonésien : 130
KOSTROMINE colonel Lev P. : 216
KOTOV Youri : 216
KOUBAISSI Basil el — : 297
Kountsevo (URSS) : 218
KOURASSOV général Vladimir V. : 17
KOUTAINI colonel Rachid el — : 156
KOUZENTSOV Guerman : 461
KOUZICHKINE Vladimir A. : 119, 210, 394-395, 396
KOUZNETSOV général Fédor F. : 13, 17
KOVICH Pete : 191
Koweït : 336, 370, 436, 455
KOZLOWSKI (ministre polonais) : 462
KRACHENINNIKOV Victor : 120
Kragovienats (Yougoslavie) : 90
Krasnaïa Zvesda, journal (Russie) : 459
KRASOVSKY colonel : 215
KRASSNOFF MARTCHENKO capitaine Miguel : 249
KRAUSS Johan (« Volcan ») : 79, 83
KRAVCHENKO Victor : 67
KRAVTCHENKO Vladimir Fiodorovitch : 213
KRAYNE Jay : 167
KREISKY Bruno : 299
Kremlin (Moscou) : 75, 218
KRIOUTCHKOV Serguei V. : 72
KRIOUTCHKOV Vladimir A. : 72, 211, 212, 213, 453-455, 456, 464
KRIVITSKY Walter : 14, 67
KRIVTSOV général Youri I. : 72, 216
KRÖCHER-TIEDEMAN Gabrielle : 301, 323
KROESEN, général américain : 379
KROGH Egil : 230
KROP Pascal : 141, 198, 417
KROTOFF capitaine : 160
KOUCHINSKY Andrei P. : 119
KROUGLOV Serguei N. : 17, 66, 69-70
KRULS, lieutenant général hollandais : 60
KUBAL Josef : 195
KUKLINSKI colonel Wladislaw : 383
KUMAR Rumesh : 402
KUPPI Abbas : 44
Kurdes, Kurdistan : 63, 304, 305, 307, 350, 352, 369, 393, 409, 412, 422, 424, 425, 468
KUSAI Mohammed Ahmed : 353
KUUSINEN Aino : 207
KUUSINEN Otto : 207,208
Kyôsantô *voir* Parti communiste japonais
KYP, renseignement grec : 59-60

L

LAATSMAN Hermann : 55, 59
LABOUCHETTE commandant : 197
Labour Party *voir* Parti travailliste
LA CHAMBRE Guy : 220
LACHEROY colonel Charles : 153
LACOSTE amiral Pierre : 269, 337, 338, 400, 417
LADAS Georghis : 60
LAFFAILLE Jacques (« Carcassonne ») : 307-308
LAFOREST Serge : 367, 374
LAHAUT Julien : 52
Lahr (Allemagne) : 38, 421
Lakam, service israélien : 346-347
LALANNE Louis : 158
Lamia, de Ph. Thyraud de Vosjoli : 189
LANDAU Eli : 104, 292
LANGEMANN Hans : 374-375
LANGKAU Wolfgang : 80, 219
Langley (Virginie) : 22
LANNURIEN colonel Georges BARAZER de — : 42, 188, 196
LANSDALE colonel Edward G. : 33, 179, 220-222, 224, 364,
LANXADE amiral Jacques : 422
Laogai, goulag chinois : 112-113, 444
Laos : 223, 226
LA PEÑA Pedro de — : 33
LAPORTE Raymond : 188
LARBI Taïeb : 145
LARBI MAHJOUBI Mohamed (« Chadli el-Hami ») : 345
Larnaca (Chypre) : 337
LASSABE Maurice : 196
LATOUR Jacques : 368
LATY (du SDECE) : 38
LAURENT Frédéric : 61
LAUTERBACHER Hartmann (« Ali 24 ») : 138, 155
LAVAUD général Gaston : 108
LAVERDET Raymond : 37
LAVERGNE général André : 166
LAVON Pinhas : 102, 107
LAWRENCE colonel Thomas Edward : 151, 302
LAYTON colonel Gilbert : 222
LAZGAOUI Mohammed : 277
LEAHY amiral William D. : 19
LEBER major général : 380
LEBIDINSKY Ronald : 119
LE CARRÉ John (David CORNWELL, alias) : 84, 276, 346, 364, 437-440
LEE Bernard : 201
LEERS Johannes von — : 105
Leçon d'anatomie, La, de V. Volkoff : 372
LE GENDRE Bertrand : 417
LÉGER capitaine Paul Alain : 141, 159-160
LEGHARI Noor : 401
Légion étrangère : 164, 171
LEGRAND colonel Bernard : 54
LE GUILLOU Yves (alias Ralph GUÉRIN-SERAC) : 277
LEGZDINS Janis : 462
LEIGH David : 194
LEJARZA EGIA Miguel (« El Lobo ») : 280-281
LEJEUNE MAX : 58
LEJNINE colonel Anatoli M. : 216
LELARGE colonel : 268
LÉNINE : 72, 211
Leningrad : 208
LE NY Julien : 197
LEONHARD Wolfgang : 82, 83
LEONI Pedro Paul : 246
LEONOV général Nikolai S. : 215, 458
LEOPOLD John : 13
LÉOTARD François : 467
LETELLIER Orlando : 249-250
LETERRIER François : 262
LETHIER Pierre : 269-270, 338
Lettonie : 462 ; *voir* LRSS, SD
LEUGNER Erwin (« Ali I ») : 138
LEVERGEOIS Pierre : 196
LEVHEDER (du SDECE) : 38
LEVIN-SUZANNE Renée : 84
LE ROY-FINVILLE Marcel : 57
LESQUER colonel Jean-Claude : 419
LE TAC Joël : 37
LEVTCHENKO Stanislav : 396
Lézardrieux (Côtes-du-Nord) : 327
LI CHANG : 443
LI KENONG : 112, 113, 118, 119
LI LU : 446
LI PENG : 114
LI SHUXIAN : 445
LI TAO général : 112
LI WEIHAN : 114
LI ZHEN : 118
LIAO CHENGZHI : 173
LIAO HEXU : 116
Liban : 150, 154, 263, 294, 295, 309, 310, 314, 316, 319, 320, 321, 331, 335, 347, 356, 407-412, 413, 419, 433, 437
Libération, quotidien : 72, 320, 328, 434
Libération-Nord, mouvement de résistance : 35, 57, 420
LIBERT Jean : 367
Libertaire, Le, journal : 368
Liberty, navire espion US : 293
Libye : 146, 150, 172, 274, 278, 279, 288, 317, 322, 324-325, 327-334, 341-343, 344, 357 ; voir Comités révolutionnaires, Direction générale des investigations
LICHTENSTEIN Dan : 101
LIDDY George G. : 230, 231
Liège : 55
Life Guards, régiment anglais : 440
LIGATCHEV : 72

LIGNIÈRES Ivan de — : 259, 264, 268, 272, 322, 337
Ligue des communistes yougoslaves : 87
Lille : 58, 93
Lillehammer (Norvège) : 298, 335
LILLEY James R. : 116, 429, 445, 446
LIMON Mordechai : 295
LIN BIAO maréchal : 113, 114, 116
LINDSAY Frank : 44, 202
LINDUS, réseau norvégien : 62
LING YUN : 113, 114, 117-118
LINK Perry : 445
LIONNET colonel Georges : 42-43, 186, 187, 188
Lisbonne : 27, 199, 263, 265, 270
Litteratournaïa Gazetta, revue (URSS) : 70
Lituanie : 36, 39, 456, 462 ; *voir* Saugumas
LIU CHANGSHENG : 442
LIU FUZHI : 114, 118
LIU SHAOQI : 111, 173
LIU SHAOWEN : 112
LIU WEN : 446
LIU XUAXUE : 447-450
Livre blanc sur la Défense (France, 1994) : 467
LLARDENT Antonio : 109
LOACH Ken : 359
LOCKHART Bruce : 56, 200, 201
Lockerbie, attentat de — (1988) : 323, 332
Lockheed, affaire (1977) : 66
LONDON Arthur : 23, 26
Londres : 23, 29, 31, 60, 92, 124, 181, 183, 192, 194, 234, 299, 307, 318, 321, 328, 352, 356, 369, 384, 396, 420, 430, 450, 460
LONDSDALE Gordon A. (Konan T. MOLODY, alias) : 181-182
LONG Leo (« Elli ») : 186
Longjumeau : 39
LONGO Luigi : 219
Longue Marche (Chine, 1934-1935) : 110, 113, 449
Longue traque, La, de G. Perrault : 372
LON NOL : 406
LOPATINE Aleksandr G : 216
LOPEZ Antoine : 197
LOPEZ REGA : 239
Los Angeles, émeutes de — (1992) : 428
LORION (du SDECE) : 38
LOTZ Waltrud : 105
LOTZ Wolfgang : 81, 82, 101-102, 105
Loubianka, prison de la — (Moscou) : 25, 203
LOUIS XV, roi de France : 372
LOUIS XVI, roi de France : 372
LOUIS Victor : 120
LOUKCHINE major général : 74
LOURES PALAIS Maria : 254
LOUSTAUNAU-LACAU colonel Georges : 56
LODD, renseignement letton : 462
LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) : 125-126
Luanda (Angola) : 265, 266, 270
LUBBERS Ruud : 60
Lubumbashi (Zaïre) : 270
Luchaire, affaire (1986) : 165
LÜDKE contre-amiral Hermann : 193
LUGARESI général Nino : 327, 343
LUKSHA Juozas : 39
Lukusa (Angola) : 265
LUMUMBA Patrice : 55, 233
LUNDHAL Arthur C. : 180
LUNN Peter : 363
LUNTS Dr Daniel : 218
LUO QUINGCHANG : 113, 116, 117, 118, 173, 442
LUO RUIQING : 111, 113, 114, 116, 118
LUZ général Augusto : 249
Luzarches : 37
LVOV Valentin : 216
LYALINE Oleg : 215, 395
LYALINE général Serafim N. : 218
LYGREN Ingeborg : 190
LYNGBO Michael : 436
Lyon : 55, 58, 93, 262
LYOUSSI commandant : 278
LYSSENKO Anatoli : 464

M

Maarhese, villa (Wassenaar) : 60
Mabahes ed-Doula, renseignements généraux marocains : 279
McANDREW Brian : 124-125
McARTHUR général Douglas : 63, 64, 65, 257
McCANN Danny : 361-362
McCARGAR Jim : 44
McCARTHY Joseph : 191
McCORY Kevin : 206
McCOLL sir Colin : 431-432, 436, 469
McCONE John A. : 28, 29, 179, 180, 183, 184, 247
McCORD James W. : 230, 231
McDERMOTT Seán : 360
McDOWELL, colonel américain : 87
Macédoine : 90
McGOWAN Patrick : 212
McKEE Billy : 361
MacKENZIE Compton : 438
MacLEAN Donald : 68, 70, 73, 88, 184, 186, 194, 433
MacLEAN Fitzroy : 87
MacLEOD Ian : 275-276
McMAHON John N. : 29, 386, 399, 428
McNAMARA Robert : 229, 292-293
MAD, renseignement militaire ouest-allemand : 52, 54, 80, 81, 218, 375, 377
Madagascar : 273, 274 ; *voir* DGID

MADHEBI Béchir : 136
Maddox, destroyer américain : 224
Madras (Inde) : 124, 125
Madrid : 41, 151, 235, 249, 276, 277, 280 ; conférence de — (1983) : 210
Mafias : 327, 370, 371, 422, 466, 469
MAGNIFICAT commandant : 268, 272
MAGSAYSAY Ramon : 33-34, 220
Ma guerre silencieuse, de K. Philby : 364
MAGUREANU Virgil : 463
MAH, renseignement turc : 423
MAHASAMPA colonel Bienaimé Ravelison : 274
MAHELÉ, major zaïrois : 272
MAHER Ali : 148
MAHJOUBI : 340
MAHSAS Ahmed : 138
MAHEU Robert A. : 176
Mai 68, événements de : 164, 370
« Main rouge », service du SDECE : 137-138, 161, 368
Main rouge, La, de P. Genève : 161, 368
MAIRET commandant : 164
Maison-Blanche (Washington) : 228-229, 247
Maison Russie, La, de J. le Carré : 439
MAJID Ali Hassan el — : 349
MAJID Hussein Kamel el — : 348, 349
MAJID Saddam Kamel el — : 349
MAJOR John : 359, 429-432, 436
MAKAREZOS Nicolas : 60
MAKAROV (journaliste) : 204
MAKHLOUF général Adnan : 317, 320
Malaga (Espagne) : 362
Malaisie : 33, 112, 126, 130, 153, 223, 364, 436
MALETER Pal : 208
MALETTI général : 50
MALG (Ministère de l'Armement et des Liaisons générales, du FLN) : 142, 144-147
Mali : 146
MALIGUINE général Ardalion N. : 213, 218
MALLARMÉ Stéphane : 95
MALOUBIER Bob : 37
MALOUF capitaine R. : 320
Malouines, guerre des — : 240, 358, 434, 440, 466
MALRAUX André : 37
Malte : 44, 322, 325
Maltese Liberation Front : 325
MAMPUYS capitaine René : 51, 52, 54
MAMSOUROV Khadji : 73
Managua (Nicaragua) : 254
Mandchourie : 65
MANCHETTE Jean-Patrick : 423
MANGIN Stanislas : 91, 93
MANGLANO général Emilio : 281, 286-288, 331, 343
MANGOLD Tom : 184, 189
MAGOUSTE, opération de la CIA (Cuba) : 179
Manille : 33
MANOR Amos : 100-101, 108
MANSFIELD Bob : 394, 395
MANSLEY Philipp : 437
MANSOUR (du MALG) : 145
MANSOUROV général Khadji : 208
MÄNUCHEN major général : 380
Manuel du combattant de la liberté (de la CIA) : 386
Manuel de la guerre clandestine, de Ch. Felix : 44, 202
Manuel du parfait petit espion, de G. et H. Greene : 364
MAO ZEDONG : 33, 63, 110-111, 113, 116, 117, 118, 123, 369, 449
Mapaï (Parti travailliste israélien) : 100, 103
Mapam, parti (Israël) : 100
MARANZANA Jean-Pierre (alias Jacques MERRIN) : 410
Marbella (Espagne) : 318
Marche du siècle, La, émission télévisée : 380
MARCHETTI Victor : 50, 235
MARCHIANI Jean-Charles : 331, 410, 412
MARCOS Ferdinand : 34
MARENCHES Alexandre de — : 41-42, 123, 191, 257-264, 266, 268-270, 272, 273, 278, 333, 337, 343, 349, 382-383, 389-391, 398, 418, 419, 420, 427
MARENCHES Charles de — : 257
MARHAJ lieutenant Jalal : 310
MARIGHELA Carlos : 245
MARINAS Gerardo : 286
Marine, ministère US de la — : 19
MARION Pierre : 260, 269, 309, 315-316, 337, 338, 343, 353, 400, 419, 420
Marita-Ann, navire : 328
MARKHAM Robert *voir* AMIS Kingsley
MARKOV Georgi : 461
MARKOVIC, affaire : 420
MARKS John D. : 235
Markus Wolf, l'œil, de Berlin, de M. Najman : 86
Maroc : 93, 144, 146, 162, 174, 175, 197-198, 260, 261, 269, 272, 276-280, 291, 333, 343, 345, 364 ; *voir* DGEB
MAROLLES général Alain GAIGNERON de — : 160, 259, 263-264, 268, 270, 273, 289, 322, 419
Marseille : 24, 66, 91-92, 93, 153, 420
MARSHALL général George C. : 257
MARSHALL Melin : 201
MARSHALL (légionnaire) : 171
MARTCHENKO V.I. : 120
MARTCHOUK Evgueni : 463
MARTIN Arthur : 185, 190
MARTIN D.C. : 192
MARTIN Graham : 50
MARTIN Dr Henri (« oncle Bip ») : 51-52, 56
MARTINEZ Eugenio : 231

MARTINI amiral Fulvio : 47, 324-327
Martinique : 202
MARTINOV Valeri : 464
MARTOS, général espagnol : 285
Marubeni Copr., société (Japon) : 66
MARZOUK Dr Moshe : 107
MASCHAT Mohammed el — : 353
Maschrouat el-kerbeia el Khassa, service égyptien : 155
MASLOV général Igor V. : 217
MASON John : 171
MASSERA amiral Emilio : 240
MASSING Hede : 23
MASSOUD Ahmed Shah : 401
Massow (RDA) : 274
MASSU général Jacques : 141
Master Terrorist (...), The, de Y. Melman : 354
MATACHA Frantisek : 197
Matadi (Zaïre) : 269
Matara, magazine (Israël) : 102
MATHURIN Adelaide : 151
MATOS Arnaldo : 289
Matrix Churchill, firme anglaise : 436
MATSOROV général Vadim A. : 218
MATSUI Victor : 272
MAUGHAN Somerset : 438
MAURIAT Jean-Paul : 196
Maurice, île : 191, 274
MAURY John : 59
MAXWELL Loïs : 205
MAXWELL Robert : 203
MAY Dr Allan Nunn : 14
MAZUMBAR Charu : 123
MBEZZA : 340
MBR (Ministère de la Sécurité de Russie) : 458, 459
M'BUMBA Nathanael : 270
MEADOWS Richard J. : 383
MECAS (Middle East Centre for Arab Studies, Beyrouth) : 437
MECIAR Vladimir : 463
MECILI Ali : 147, 148
MEDIANIK Iakov P. : 125
MEDVEDEV Jaurès : 210
MEGHENI Ahmed : 341
MEHVEN Stuart E. : 427
MEIER Richard : 219
MEINHOFF Ulrike : 275, 276
MEINS Holger : 275
MEIR Golda : 98, 297, 298, 299
MEKSI Alexander : 460
Melbourne (Australie) : 67
MELIN Hans : 307
MELKOUMOV L.N. : 462
MELLENTHIN Horst von — : 78
MELMAN Yossi : 354
MELNIK Constantin : 161, 372
Mémoires d'un Viêtcong : 226
MENDERES Adnan : 423
MENDÈS FRANCE Pierre : 220
MENDEZ COMINCHES José Joaquim : 212, 253
Menées anglo-américaines en Albanie, Les, de E. Xoxha : 44
MENEM Carlos Saul : 242
MENGISTU HAILE MARIAM major : 274, 427
MENZIES sir Stewart : 54, 57, 205, 433
Méos, peuple (Laos) : 223
MERBAH Kasdi : 138, 145, 147-148, 174
MERCIER colonel Marcel : 365, 368
Méridien, hôtel (Paris) : 334
MERKOULOV Vsevolod N. : 15, 17, 69
MERMET général François : 421
MERSON général Jean : 56
MERTZIZEN Gabriel : 38
Mes camarades sont morts, de P. Nord : 365
MESNIK Pavel Y. : 75
MESSMER Pierre : 153, 163, 164, 198, 418
Metz : 93
MEURISSE Paul : 366
MEYER Alf Martens (« MM ») : 61
MEYER Cord : 234
MEYER Herbert E. : 452
Mezze (Syrie) : 323
MFA (Mouvement des forces armées/Portugal) : 263, 265, 289
MfS (Ministère de la Sécurité d'État/RDA) : 83, 86, 462
MGB, renseignement soviétique : 13, 14, 15, 17, 25, 43, 45, 67, 69, 89, 112, 118, 204
MI 5 : 14, 68, 185, 186, 190, 193, 194, 195, 201, 357-362, 396, 429-431, 433, 438, 440, 441, 465, 468
MI 6 : 14, 25, 31, 43-44, 48-49, 53, 54, 55, 57-62, 79, 83, 97, 121, 149, 151, 170-171, 172, 181, 185, 190, 200-203, 205, 260, 262, 266, 275, 276, 282, 303, 305, 325, 328, 330, 357, 361, 363-364, 366, 368, 394, 395, 396, 400, 409, 423, 430-437, 438, 439, 441, 447, 466, 468, 469
MI 9 : 53, 59, 358
MIAGKOV Alexei : 396
Miami : 231
MICELI général Vito : 50, 326
MICUNOVIĆ major général Velko : 89
Middle East Department (CIA) : 31-32
MIDI-Club : 278-279, 287, 343
MIE Hama : 206
MIELKE général Erich : 84, 85, 86-87, 322, 379, 380, 463
Miesbach (Allemagne) : 77
MIKA Radomir Ilić
MIKHAÏLOV Alexandr : 454
MIKHAÏLOV général Valden : 459
MIKHAÏLOVIC Draza : 36, 87, 89
MIKOYAN Anastase : 208
Milan : 47
MILER colonel Yaroslav : 194

MILEWSKI Miroslaw : 212
MILIĆ lieutenant général : 90
Military Intelligence, service sud-africain : 266, 268, 278
MILLER Gerald : 48
MILLER Glenn : 210
MILLER Mrs : 166
Milliard des émigrés, Le, de G. J. Arnaud : 371
Milpol, réseau privé (Belgique) : 52
Ministerial Committee on the Intelligence Service (Angleterre) : 432
MINOS, opération du SDECE (1949-1954) : 36-43, 46, 57, 418, 421
MIR, mouvement (Chili) : 248-250, 437
MIRAKI général Ghulam Siddiq : 392, 399
MIRANDA major Roger : 254
MOTKOVSKI colonel Eugène I. : 74
Mirror, The, journal (Birmanie) : 128
Mission impossible, La, de P. Marion : 316
Mission 48, réseau du SDECE : 57, 61
Mission Zakhov, La, de A. Gouliachki : 204
Missions et recherches, division de la SM : 164
MIT, renseignement turc : 422-425, 468
MITI, ministère japonais du Commerce extérieur : 452
MITCHELL John N. : 229, 247
MITRIONE Dan : 237, 244
MITSCHKE commandant Ferdinand : 39
Mitsubishi, société japonaise : 452
Mitsui and C., société japonaise : 452
MITTERRAND François : 57, 258, 279, 309, 315-316, 330-331, 336, 338, 371, 400, 410, 420, 421, 467
MLN-Tupamaros, mouvement (Uruguay) : 237
MNA (Mouvement national algérien) : 140, 142, 160, 167
MOBUTU Sese Seko : 260, 265, 266, 268, 270, 272, 273, 278, 291, 332, 427
MODROW Hans : 85, 380
MOGHADAM, général iranien : 32
MOHAMMED V, roi du Maroc : 174
MOHAMMED Khan : 392
MOHAMMED Si : 162
MOHIEDDINE Zakaria : 149, 150, 154, 155
MOHSEN Resaï : 413
MOHTACHEMI ayatollah : 407, 409, 411, 413
MOI (Main-d'œuvre immigrée), organisation (France) : 90
MOKOLO : 261
MOKTAR Nacereddine Aït (« Majid ») : 143
Moldavie : 460, 462
MOLINIER Raymond : 252
MOLL Joseph : 78
MOLLET Guy : 108, 158, 420
MONA SALINAS général Adlainer : 249
Moncloa, palais de la — (Madrid) : 288
Monde, Le, quotidien : 374, 417
Monde parallèle, Le, de P. Accoce : 368
Monocle noir, Le, du colonel Rémy : 366
Mongolie extérieure : 462
Mongolie intérieure : 462
MONJE Mario : 242
MONROE Marilyn : 128
Montage, Le, de V. Volkoff : 374
MONTAND Yves : 23, 237
MONTARRAS ALAIN : 93, 95, 96, 162, 187
MONTARRAS Robert : 93
Montejurra (Espagne) : 55
Montoneros, mouvement (Argentine) : 239
Montevideo (Uruguay) : 234, 237
MONTGOMERY Hugh : 50, 181
Montpellier : 46
Montreal : 14
Moonraker, de I. Fleming : 203 ; film : 206
MOORE Roger : 206
MORBIEU colonel : 263
MOREAU colonel Jean : 308, 410
MORENS général Gérard : 166
Morgenbladet, journal (Norvège) : 62
MORLANNE colonel (HENRI FILLE-LAMBIE, alias) : 37, 418
MORO Aldo : 50, 371
MORRIS Benny : 98, 100, 102, 109, 294
MORRIS G. : 374
Mort du Condor, La, de A. Dominique : 366
Mortier, caserne (Paris) : 273, 422
MORTINE Fedor K. : 212, 213, 456
MORVAN colonel : 57
Moscou : 27, 70, 78, 83, 88, 110, 172, 181, 321, 364, 376, 391, 464 ; putsch de — (1991) : 453-455, 463
Moskovskii Komsomolets, journal : 69
MOSS Robert : 235, 374
Mossad, services secrets israéliens : 80, 97, 100-110, 125, 150, 151, 154, 156, 174-175, 192, 197-198, 277, 278, 279, 288, 290-302, 304, 306, 310, 311, 313, 318-319, 321, 322, 331, 335, 338, 345-348, 356, 405, 409, 423
Mossad, les services spéciaux israéliens, de D. Eisenberg, U. Dan et E. Landau : 104
MOSSSADEGH Mohammed : 22, 31-32, 33, 152, 394, 434
MOTORINE Serguei : 464
Moubahat El-Ammah, El (Sûreté égyptienne) : 149
MOUCHASI Zaïad el — : 298
Moudiraiyat el-Moukhabarat el-A'Ama, renseignements généraux irakiens : 305-306, 349, 350, 353, 354
Moudjahidine afghans *voir* Afghanistan
Moudjahidine du peuple, organisation (Iran) : 352, 353, 392, 393, 409
Moudjahidine de la Révolution islamique : 413
MOUGHNIEH Imad : 409
MOUHAISHI Omar el — : 325

Moujahid, El, quotidien (Alger) : 277
Moukhabarat, renseignement égyptien : 80, 103, 106-107, 138, 148-157, 173, 274, 278, 309, 310, 314, 334, 403, 456
Moukhabarat el-Ama, renseignements généraux syriens : 313, 317
Moukhabarat El-Askariyya, El *voir* G-2 syrien
Moukhabarat el-Kuwwa el Jaouiyya, renseignement aérien syrien : 310, 312, 313, 315, 317, 318
MOULIN Jean : 20, 58, 93
MOUNBATTEN lord Louis : 121, 440
MOURBAKEL Michel : 321
MOUSA colonel Mahmoud : 151
MOUSQUETAIRE, opération (Suez, 1956) : 107, 152, 434
MOUSAOUI Abbas : 411
MOUSSA Abou : 316
MOUSSAOUI Hussein : 409, 411
MOUSTIQUE, projet du SDECE : 261-262, 398
Mouvement de libération du Khalistan : 124
Movimiento nacional, parti (Espagne) : 282
MOYEN André (« capitaine Freddy ») : 50-57
MOYNIHAN Daniel : 429
Mozambique : 265, 274 ; *voir* SNASP
MPLA, mouvement (Angola) : 265, 266, 267, 270, 275, 290, 427
M'RAD Ali : 136, 138, 341
MRPP, groupe maoïste portugais : 289
Mukti Bahini (Armée de libération pakistanaise) : 124
MULC, service espagnol : 280, 286
Mulhouse : 93
MÜLLER général Heinrich : 193-194
MULLIK Sri B.N. : 121, 128
Munich : 137, 163 ; Jeux Olympiques de — (1972) : 297, 298
MURDANI Leonardus Benjamin : 130, 404, 406
MURPHY Ann Mary : 318
MURPHY amiral Daniel J. : 426
MURPHY David : 191
MURRY Hugo : 242
MURTOPO général Ali : 130, 404, 405
Mururoa, atoll de — : 418
MUSCO colonel Ettore : 48, 326
MUSHTAQ général Mohammed : 402
MUSSOLINI Benito : 48, 64, 282, 326
MUSTAPHA colonel Salah el Din : 151
MVD, renseignement soviétique : 15, 17, 66, 67, 69, 73, 74
MYERS Robert : 224
M'ZALI Mohammed : 344, 345

N

Nabi Sheit (Liban) : 411
NABIEV Rakham : 463
NACCACHE Anis : 413
Nada, de J.-P. Manchette : 423
NADJAR Mohammed Youcef : 298
Nador (Maroc) : 144, 146
NAGY Lajos : 461
NAHAS Rafat el — : 149
Naicho, renseignement japonais : 63-66, 448-449, 452
NAIR K. Sankaran : 128
NAJAR Abou Youssef an — : 335
NAJIBULLAH Mohammed : 391-392, 456
NAJMAN Maurice : 86, 275
Nanchang (Chine) : 113
Nantes : 93, 307, 308
NAO R.N. : 121
Naplouse (Cisjordanie) : 354
NAPOLÉON Ier, empereur : 439
NART Henri : 93
NASIF Mohammed : 315, 317, 319
NASIR lieutenant général Javed : 402
NASR colonel Salah el — : 106, 154
NASRALLAH Hassan : 411
NASSER Gamal Abdel : 22, 80, 106, 107, 138, 145, 148, 149, 151-156, 158, 160, 170, 173, 174, 274, 290, 292, 293, 303, 310-314, 360
NASSER Kamel : 298
NASSIRI Nematollah : 32, 260, 261
NASSIRI Cyrus : 412
NASUTION général Haris : 128, 130, 131
NATACHINE Nikolai G. : 119
NATARNICOLA général Pasquale : 46-47, 327
National Intelligence Authority (USA) : 19
National Intelligence Daily, journal de la CIA : 235
National Labor Relations Board (USA) : 29
National Police Academy (Inde) : 122
National Security Council (USA) : 19, 27, 29, 180, 229, 429, 444
National Security Guard (Inde) : 125
National Students Association (USA) : 168
NATSIOS Nick : 222
NAVARRO Arias : 283-284, 285
« Naxalistes », guérilla bengali : 123
NAYEF général Abdoul Razzek : 307
NAZARBAIEV Nourtsoulan : 461
NAZI, police politique est-allemande : 380, 463
NBU, renseignement ukrainien : 463
N'DEMBO Antonio Sebastiõn : 268
Near East Arab Broadcasting Corporation, radio (Chypre) : 151, 153
NEAVE Airey : 59, 60, 357-358, 360, 361
NEBBOTT (syndicaliste américain) : 167
Nedelya, revue : 204
NEEMAN Youval : 107, 174
NEFIS, service hollandais : 60
NEGOVANOVIĆ Marko : 89
NEGROPONTE John : 254

NEGUIB général Mohammed : 148, 149, 151
NEHME Jamil : 410
NEHRU Jawaharlal : 121-122
NEHZAD Nasser Ali Akbar : 394
NEIBER Gerhard : 379
NEKKACHE Mohammed Seguir (« Ben Slimane », Charles ») : 135, 136
Nékouté-Tarka, organisation (Israël) : 100
NEMOURS Pierre : 367, 374
Néo-Destour, parti tunisien : 341
NETANYAHOU Yonatan : 298, 302
NETO Agostinho : 265, 266, 267, 270
9e Directoire du KGB : 218, 458
Neuilly : 446
NEVILLE-JONES Pauline : 432
New Delhi : 121-124, 317, 402
New Statesman, The, hebdomadaire (Londres) : 359
New York : 20, 72, 124, 168, 176, 403, 450, 452
New York Times, The, quotidien : 229-230, 232-233, 262
Newsweek, magazine (USA) : 390
NGKGB-MGB *voir* MGB
NGÔ DINH DIÊM : 220, 222, 223-224
NGÔ DINH NHU : 222, 223-224
NGOUELONDELÉ Emmanuel : 332
NIC (National Intelligence Council/USA) : 452
Nicaragua : 217, 235, 240, 243, 253-254, 386-388 ; *voir* DGSE, DID
Nice : 93, 261
NICOLAI Walter : 78
Nicosie (Chypre) : 298, 299
NID, renseignement naval anglais : 199, 201-202, 440
NIDAL Abou : 306-307, 308, 309, 315, 316, 317, 329, 331, 334-338, 346, 349, 352, 354-357, 379, 437
Nidham, section du FLN : 139
NIMITZ amiral Chester W. : 27
Nimitz, porte-avions américain : 383
Nippon Express : 452
NIQUET Louis : 93, 187
Nis (Serbie) : 90
NISC (Naval Intelligence Support Center/USA) : 346
NISHRI, colonel israélien : 107
NIVEN David : 206
NIXON Richard : 29, 116, 117, 227, 228-232, 247-248, 375, 425
NIZAR Abou : 356
N'KEMA : 261
NKRUMAH Kwame : 122
NKVD : 15, 67, 69, 70, 76, 83, 89, 118, 119, 184, 433
Nobel, prix : 70, 213
Noisy-le-Sec, fort de — : 262, 263, 278, 422
Nokorbal, renseignement khmer rouge : 406-407
NOLLAU Günther : 378
Nomura Reasearch Institute (Tōkyō) : 450
NOOM TAI : 436
NOOMI, major général japonais : 65
NORAY colonel de — : 264
NORD Pierre : 365
Nord-Viêt-nam : 222, 223, 224
NORIEGA Manuel : 347, 426-427, 428
NORMAN Herbert : 190
NORMANDIN Jean-Louis : 410
NORO Fred : 374
NORTH colonel Oliver : 410, 429
Norvège : 61-62, 190, 298, 378
NOSSENKO Youri : 190
Notre agent à La Havane, de G. Greene : 363
Notre ami le roi, de G. Perrault : 279
NOUGARET commandant : 171
NOURI colonel Osman : 107, 154
Nouvelle-Guinée occidentale : 130
Nouvelle-Zélande : 73, 298, 417-419
NOVICK Meyer : 101
Novosti, agence de presse : 253
NPA (National Police Agency/Japon) : 447
NRC Handelsblad, journal (Hollande) : 60
NSA (National Security Agency/USA) : 70, 229, 236, 331, 373, 381, 384, 385, 399, 423, 424, 429, 452
NSI, renseignement bengali : 402
NTS (Union nationale du travail), organisation nationaliste russe : 67, 79, 400
« Nuits blanches », collection : 368

O

OAS (Organisation armée secrète) : 42, 61, 95, 142, 162-163, 164, 169, 170, 171, 175, 276, 277, 280, 283, 284, 308, 366, 418, 420
OAS — Histoire d'une organisation secrète, de R. Kauffer : 284
OATE (Organisation anti-ETA) : 280, 285, 286
OBEID cheikh Abd el-Karim : 412
O'BRIEN Helen : 193
Observer, The, quotidien (Londres) : 436
OCHTCHENKO Viktor : 396, 465
OCKRENT Christine : 258
OCN, service espagnol : 285
ODLANIER MENA général : 250
ODOM général William : 429
Œil de Berlin, L'—, de M. Wolf : 275
OFFENBACH Malko : 369
Office de protection de la Constitution (Tchécoslovaquie) : 463
Office of Reports and Estimates (USA) : 19
Office de sécurité extérieure (Libye) : 332
Officiers libres, mouvement des — (Egypte) : 148-149, 151, 155
Officina de Seguridad Nacional (Nicaragua) : 253

OG (Organisation Gehlen/RFA) : 22, 54, 75-80, 218, 375, 377
OGARKOV capitaine : 208
OGAS, programme informatique du KGB : 217
OGOLTSOV Serguei I. : 17, 69
Ojhri, camp d'— (Pakistan) : 398-400
Okinawa : 227
OKOLOVITCH Gueorgui : 67
Okhrana, police politique tsariste : 365
OLAS (Organisation latino-américaine de sécurité) : 252
OLDFIELD sir Maurice : 190, 191, 276, 364, 434, 436, 439
O'LEARY Pat (filière de résistance) : 59
OLIVIER, opération (Algérie) : 160
OLP (Organisation de libération de la Palestine) : 209, 279, 288, 297, 298, 302, 306-307, 316, 333, 334-339, 344, 345, 346, 352, 355-357, 379, 396, 408, 412 ; *voir* Ras el-Amman Oman, sultanat d'— : 441
OMNIPOL, firme : 173
ONDELE colonel Patrice : 332
One Two Two, bordel (Paris) : 135
O'NEILL lieutenant Frank : 66
On ne vit que deux fois, de I. Fleming : 200, 202, 203 ; film de L. Gilbert : 205, 206, 211
ONI, renseignement naval américain : 18, 127
On the Wrong Side, de S. Levtchenko : 396
ONS, renseignement hongrois : 461
ONU (Organisation des Nations unies) : 62, 99, 176, 189, 291, 302, 350, 396, 401, 406, 407, 409, 410, 411
11e Choc, unité de SDECE : 160, 162, 163, 263, 264, 277, 418, 422
OPC/CIA (Office of Policy Coordination/USA) : 21, 53, 202
OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) : 321-322, 323
Opéra de papier, Un, de E.P. Jacobs : 95
Opération Tonnerre, de I. Fleming : 203 ; film de T. Young : 206
OPHIR Zadok : 299
OPSUS, renseignement militaire indonésien : 128, 130, 404, 405
Oran : 93, 159, 161, 174, 175, 277
Orchestre noir : 20
Orchestre noir, L' —, de F. Laurent : 61
Orchestre rouge : 51, 84, 372
Ordine Nuevo, groupe (Italie) : 46
Ordjonikidze, croiseur soviétique : 433
Organisation de contre-guérilla (Turquie) : 63
Organisation de la lutte armée arabe : 323
ORSAT commandant : 164
ORTEGA Daniel : 254, 388
ORTEGA Humberto : 254
OS (Organisation spéciale, algérienne) : 139, 146, 160
OS (Organisation spéciale du FLN en France) : 142-143
Osaka (Japon) : 448
Osirak, réacteur nucléaire irakien : 306
OSMAN colonel Fouad el — : 106
OSO (Office of special Operations/USA) : 19, 21
OSS (Office of Strategic Services/USA) : 18, 19, 21-24, 27-31, 33, 47, 51, 58, 87, 116, 118, 183, 202, 220, 282, 366, 384, 385, 388
OSS 117, de J. Bruce : 366-367
OSS 117 est mort, de F. et M. Bruce : 367
OSTROVSKI Victor : 321, 347
OSVALD commissaire : 93
OSWALD Lee Harvey : 190
OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique-Nord) : 29, 33, 47, 48, 53, 57, 61, 84, 166, 168, 182, 183, 185, 193, 206, 324, 326, 370, 375, 376, 462, 468
OTASE (Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est) : 22, 127
OTC (Office tripartite de contrôle/Allemagne) : 36
OTRACO, firme : 156
Ottawa : 13-14
OUALID Mahmoud Ahmed : 353
OUAMRANE commandant Amar : 140
Ouargla (Algérie) : 270
OUDOUAN Kamel : 298
Ouessant, île d'— : 320
OUFKIR général Mohammed : 197-198, 277-278, 291
Ouganda : 301-302
Oujda (Maroc) : 144, 146
OUKACHA lieutenant-colonel Sarouat : 107, 150
OUNLUTURK général Memdouh : 425
OUSMER inspecteur : 141
OUSSEDIK Omar : 142, 173
Oustachis : 89
OUSTINOV Vladimir I. : 75
OUTREMONT comte Georges d'— : 59
OUTSIYEV frères : 460
Ouvéa, voilier : 419
Ouzbekistan : 460, 462 ; *voir* KNB
Overaaksningstejeneste, service norvégien : 190
OVRA, police secrète mussolinienne : 47, 184
OZNA, police secrète yougoslave : 88-89

P

Pacifique, guerre du — : 27, 28, 63
PACK Robert : 110
PAGE Alain : 367, 374
PAGLINE Amichai : 301
PAHLEVI Mohammed Reza, shah d'Iran : 22, 32, 33, 260, 306, 382, 393, 412, 424, 442, 455

PAICG (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert) : 265, 289, 456
PAILLOLE colonel Paul : 35, 92, 157
PAIX EN GALILÉE, opération israélienne (Liban, 1982) : 408
Paix insoutenable, Une, de J. le Carré : 439
Pakistan : 121-125, 262, 355, 382, 397-402, 455, 456 ; *voir* DIB, Intelligence Bureau, ISI
Palerme : 327
Palestiniens : 150, 274, 294-299, 301-302, 306-307, 311, 315, 316-317, 321, 322, 334-339, 344, 352, 354-357, 379, 408
PALME Olof : 61, 191
Panama : 243, 347, 426-427 ; canal de — : 239
PANIKKAR K.M. : 122
PANIOUCHKINE Alexandre S. : 73, 118, 119, 209
Pan Iranistée, parti (Iran) : 413
PANKRATOV Lev I. : 213
Pantchevo (Serbie) : 90
Panthères noires, mouvement des — (USA) : 229, 428
PAO CHIN-AN : 52
PAPADOPOULOS Georghis : 60
PAPOUTINE Viktor : 393
PAPOVICI Mircea : 39
PÂQUES Georges : 183
Paraguay : 238, 245
PARAMONOV (du KGB) : 75
PARANT Philippe : 468
Parcham, parti (Afghanistan) : 391, 392
Paris : 20, 27, 45-46, 103, 107, 109, 110, 113, 116, 124, 135, 150, 168, 180, 181, 191, 197-198, 236, 267, 268, 274, 291, 297, 298, 307, 308-309, 318, 319, 321, 323, 334, 336, 337, 341, 355, 372, 383, 422, 446-447, 450, 461, 467
Paris-Presse, quotidien : 369
PARISOT colonel Serge : 43
PARIZI Vincenzo : 327
PARIZOT colonel Paul : 158
PARKER-BOWLES lady Camilla : 441
Parlement britannique : 358, 359, 431
Parti communiste albanais : 43, 46
Parti communiste algérien : 172
Parti communiste allemand : 83
Parti communiste américain : 23, 64
Parti communiste anglais : 88
Parti communiste belge : 52
Parti communiste du Bengale occidental : 123
Parti communiste bolivien : 242
Parti communiste brésilien : 245
Parti communiste chilien : 248, 250
Parti communiste chinois : 110, 112, 113, 441-442, 444, 446
Parti communiste cubain : 251, 252
Parti communiste espagnol : 16, 283, 284
Parti communiste est-allemand : 83
Parti communiste français : 90, 91, 93, 95, 164, 197, 236, 274, 364, 372
Parti communiste grec : 16, 34, 56
Parti communiste hongrois : 24, 26
Parti communiste indonésien (PKI) : 126, 128, 130, 131, 248, 404
Parti communiste irakien : 302, 303, 304, 306
Parti communiste iranien (Toudeh) : 31-32, 382, 393-394, 395, 409, 412
Parti communiste israélien : 100
Parti communiste italien : 47, 50, 219
Parti communiste japonais : 63
Parti communiste khmer : 407
Parti communiste polonais : 26
Parti communiste portugais : 16, 263, 289
Parti communiste slovaque : 26
Parti communiste tchèque : 23
Parti communiste de l'Union soviétique : 70-73, 207-211, 215, 391
Parti communiste vénézuelien : 320
Parti communiste yougoslave : 87
Parti conservateur britannique : 362, 433
Parti islamique afghan : 400
Parti de la justice (Turquie) : 423
Parti libéral allemand : 375
Parti libéral-démocrate anglais : 62, 436
Parti libéral démocrate japonais (LDP) : 66
Parti du peuple japonais : 66
Parti populaire syrien : 308
Parti socialiste belge : 272
Parti socialiste chilien : 248
Parti socialiste français : 35-36, 164, 419, 420
Parti travailliste anglais : 185, 359, 440
Parti travailliste norvégien : 62
Partisans yougoslaves : 87-88
Pasdaran (Gardiens de la Révolution/Iran) : 352, 408-409, 411, 412-413
Pas de scandale à l'ONU, de P. Nord : 365
PASQUA Charles : 331, 410
PASQUALE général Vincenzo : 326
PASSENTCHOUK Valentin M. : 119
PASSY colonel (André DEWAVRIN, dit le —) : 35, 92, 420
PASTERNAK Boris : 70, 213
PASTORA Eden (« commandant Zero ») : 388
Patria y Libertad, groupe (Chili) : 247, 248
PATTERSON Robert P. : 19
PATTI major Archimedes L.A. : 220, 222
PATTON général George : 257
PAVLIK Gejza : 26
PAVLOVSKY colonel-général Ivan G. : 390
PAYNE Ronald : 213, 433
Pays-Bas : 55, 59, 60-61 ; *voir* BNV, NEFIS, Section I, Section O
Pays basque : 281, 286
Paz, La (Bolivie) : 242, 243
PCF et l'Armée, Le, de Y. Roucaute : 164

PCP (m-l), (Parti communiste portugais, pro-chinois) : 289
PCR (Police de contrôle radioélectrique/ DST) : 93
P2, loge (Italie) : 48, 49, 50, 240, 325
PDPA (Parti démocratique populaire d'Afghanistan) : 392
PÉAN Pierre : 108, 188, 332
Pearl Harbor, bataille de — (1941) : 18, 27, 201
« Peau de mouton rouge », accord CIA/ KYP : 59
PECHKOFF général Zinovi : 118
PECINI Llambi : 46
Pékin : 29, 111, 112, 114, 116, 117, 119-123, 146, 421, 425, 426 ; printemps de : 443, 445-447
PELABON André : 92
PELLAY Jean-Marie (« Paquebot ») : 37
PENA Roberto Manuel : 242
PELOSI Walter : 327
Pendus de Bagdad, Les, de G. de Villiers : 369
PENG ZHEN : 111, 442, 443
PENKOVSKY colonel Oleg V. : 70, 180, 181-182, 184
Penkovsky Papers, The : 181
Pentagone (ministère américain de la Guerre) : 18-19, 178, 224, 229, 230
Pentagone Papers : 229-230
Penthouse, magazine : 236
PEPIÑA RIGON Fernando : 288
PEREDO Coco et Inti : 242
PEREIRA Fernando : 419
PEREIRA DE CARVALHO Alvaro : 289
PERES Shimon : 107-108, 346
Perhimi, association étudiante indonésienne : 130
PERMINDEX, firme (Bâle) : 169
PERON Isabelita : 239
PERON Juan : 239
Pérou : 249
PEROVIĆ Dusira : 89
Perpignan : 93
PERRAULT Gilles : 88, 279, 371-372, 439
PERRIN commandant : 37
Persan-Beaumont, base aérienne du SDECE : 39, 107
PERSHING général John : 257
Peshawar (Pakistan) : 398, 400
Peshmergas (combattants kurdes) : 304
PET, renseignement danois : 436
Peteano (Italie) : 46, 47
PETER Gabor : 25
Petit-Clamart, attentat du - : 169
Petite fille au tambour, La, de J. le Carré : 346
Petite ville en Allemagne, Une, de J. le Carré : 438
Petrus, commandos (Indonésie) : 405
PETROV Vladimir et Eudekia : 67, 68
PETTIGREW Kathleen : 205
PETTY Alan : 432
PETTY Clare : 192
PETTY Judith : 432
Peugeot, société : 164
PEURIFOY John Emile (« Smiling Jack ») : 34
PEYREFITTE Roger : 95
PEYROLLES Gilles Sydney : 410
PEYRONNET colonel de — : 36
PGU *voir* 1er Directoire principal du KGB
Phalanges chrétiennes (Liban) : 316, 318
PHENIX, programme de la CIA au Viêt-nam : 225-227, 232, 233, 427
PHILBY Kim : 44, 71, 84, 88, 184, 185, 186, 204, 209, 358, 363, 364, 433, 434, 437, 438, 439
PHILBY Saint John : 151
Philippines : 33-34, 112, 126, 220, 222
Philips, société : 60
PICHOT-DUCLOS général : 421
PICKERING Thomas R. : 388
PIDE, police secrète portugaise : 61, 265, 289
Piggly-Wiggly, magasins (USA) : 27
PIKE Otis : 233
PILLAI Sanjevi : 121, 128
PINCHER Chapmann : 88
PIÑEIRO LOSADA Manuel (« Barberousse ») : 251-253
PINHEIRO DE CARVALHO Nelson : 217, 274
PINOCHET Augusto : 238, 248-250, 437
PINSTECH, institut nucléaire pakistanais : 401
PIROJKOV Vladimir P. : 213, 453
« Piscine » *voir* SDECE, DGSE
Piscine, La, de R. Faligot et P. Krop : 198
PISNOUKOV colonel Valentin M. : 214
Piste Hô Chi Minh : 226
PJ (Police judiciaire) : 96, 143, 163
PKI *voir* Parti communiste indonésien
PKK (Parti marxiste léniniste du Kurdistan de Turquie) : 63, 314, 422, 425, 468
« Plan bleu » (France, 1947) : 56-57
PLANCHAIS Jean : 374
Playa Giron (Cuba) : 178, 179
PLEASANTS Henry : 79
PLEKHANOV Youri : 458
PLENEL Edwy : 417
PLISSONNIER Gaston : 236
Plon, éditions : 200, 205, 368
PNI (Parti nationaliste indonésien) : 126
Phnom Penh (Cambodge) : 406-407, 445
POISSON ROUGE, opération de la CIA : 236
« Polaris », fusées : 28
POLIAKOV lieutenant général Dimitri F. (« TOP HAT ») : 189
Police armée populaire (Chine) : 443

Policier de Staline, de P. Deriabine : 67
POLLARD Ann : 346
POLLARD Jonathan J. : 346-347
POLLONI général Julio : 249
Pologne : 25, 26, 39, 41, 59, 72, 101, 210, 212, 220, 357, 383-384, 397, 462 ; *voir* BBN, SB, UB, UOP
« Polonais, Le », série de P. Accoce : 368
POLONIK général : 216
POL POT : 111, 406, 407
POMMÈS-BARRÈRE Jacques (« Pom-Pom ») : 36
POMPIDOU Claude : 257, 258
POMPIDOU Georges : 188, 198, 258, 420
PONCHARDIER Dominique : 163 ; *voir* DOMINIQUE Antoine
PONCHEL Voltaire : 36
PONOMAREV Boris : 71, 172
PONS général André : 166
PONTAL Gaston : 161
PONTAUT Jean-Marie : 332, 417
POPE Allen : 128
POPOV Dusko : 201
POPOV colonel Piotr : 181
POR-Combatiente, parti (Bolivie) : 242
PORTER capitaine Marian E. : 77
PORTER William : 169
Portrait of a Cold Warrior, de J. B. Smith : 126
Portugal : 16, 61, 263, 265, 288-290 ; *voir* DINFO, PIDE-DGS, SCDI, SIR, SIS
PORZNER Konrad : 377, 469
POST Larry : 45
POSTE commandant René : 164
Potsdam, conférence de — : 70
POTTS James : 59, 60, 265
POUM (parti ouvrier d'unification marxiste/ Espagne) : 282
POUP *voir* Parti communiste polonais
Pourquoi Barabbas, de R. Wybot : 95
POWERS Francis Gary : 180, 181
Poznan, émeutes de — (1970) : 220
PRATS général Carlos : 249
PRCHAL colonel Antonin : 193
Prague : 26, 43, 58, 173, 188, 195, 196, 253, 364 ; printemps de - : 192-193, 219
Pravda, La, quotidien (URSS) : 69, 189, 211, 455
1er Directoire Principal du KGB : 72, 73-74, 83, 118, 119, 120, 172, 182, 209, 211, 212, 213-214, 391, 444, 453, 455, 456, 457, 464
1re Division française libre : 92, 93, 96
1re RPima, unité parachutiste (France) : 264, 272, 273
PREMTAJ Sadiq : 45-46
Président-Pourriture, de G. J. Arnaud : 371
Pretoria : 264, 265
PREZYBYLSKI Édouard : 37
PRIEUR capitaine Dominique : 419
PRIMAKOV Evgueni : 209, 455, 457, 459, 463, 464, 469
PRIME Geoffrey : 358
Princeton, université de — (New Jersey) : 20
PRIORE (juge italien) : 324
Prisonnier, Le, feuilleton télévisé : 212
PRIYONO Hendro : 405
Procès Eichmann, Le, de A. Wieviorka : 104
PROFUMO John : 185
PROCTER Edward : 234
Prométhée, plan de la CIA (Grèce) : 59-60
PRONNIKOV Vladimir A. : 216, 218
PRPE (Parti révolutionnaire du peuple éthiopien) : 427
PSOE (Parti socialiste espagnol) : 287
Publica Sicurezza (Italie) : 52
PU YI, empereur de Chine : 449
PUCCI général Cesare : 327
PUCHERT Georg : 137-138
Pul-e-Charkhi, prison (Kaboul) : 392
Pullach (Allemagne) : 78, 79, 80, 81
Pur espion, Un, de J. le Carré : 438
PUY-MONTBRUN Déodat du — (« colonel Philippe ») : 41
P-26, réseau suisse : 62-63
Pyongyang (Corée du Nord) : 448

Q

QAZI général Javec Ashraf : 402
QIAN QICHEN : 444
QIAN SANQIANG : 111
QIAO SHI : 401, 441-445, 447
Qingbaobu, renseignement militaire chinois : 112
Qitai (Chine) : 117
Qôm (Iran) : 383
QUADRAL EL-TAKRITI Nawf el-Aboul : 353
Quai d'Orsay : 466
IVe Internationale : 252
Queen Elisabeth, paquebot anglais : 330
Quetta (Pakistan) : 398
QUILÈS Paul : 165
Quimper : 56
QUINN colonel William W. : 18, 179
Quinte Scenario, II, de C. Gatti : 325
Quito (Équateur) : 234
Quotidien du Peuple, Le (Pékin) : 445

R

RABHANI colonel Michel : 319
Rabat (Maroc) : 146, 162, 170, 197, 261, 278, 396
RABIN Yitzhak : 340
RABINOVITCH Hermina : 14
RABORN vice-amiral William F. : 28, 227

Racal Datacom, firme : 400
RACHTCHEPOV (du KGB) : 458
RAD Mohammed : 411
RADEMACHER Franz : 311
Radio Free Europe : 323
Radio Free Kabul (Londres) : 400
Radio-Le Caire : 153
Radio Shark el-Adna (du SDECE) : 153
RADJAVI Massoud : 352
RAF *voir* Fraction Armée Rouge
RAFSANJANI ayatollah : 409, 412
RAHARDJO contre-amiral Soedibyo : 405
RAHMAN Aktar Abdul : 397, 400, 402
RAHMAN général Ziaur : 124
RAINA colonel Ivan A. : 68, 118
Rainbow Warrior, affaire du — (1985) : 165, 298, 417-419
RAJK Lazlo : 24, 25, 26
RAKOSI Mathias : 24
Rambouillet : 37
RAMI Ahmed : 198, 279
RAMIREZ SANCHEZ Ilitch *voir* CARLOS
RAMIREZ SANCHEZ Evita : 323
RAMPONI général Luigi : 327
RANKOVIC Aleksandar (« Marko ») : 87-90
Rand Corporation (USA) : 28, 161
RANK Claude : 367, 374
RANSOM David : 430
RAPHAËL Sylvia : 298
Ras el-Amman, renseignement de l'OLP : 335
RASPE Carl : 275
RASTVOROV Youri : 66
RATSIRAKA (président malgache) : 274
RAU (République arabe unie) : 154-157, 309, 310
RAUZY Albert : 161
RAW, renseignement indien : 122-125, 127, 128, 401
Rawalpindi (Pakistan) : 398, 401, 402
RCMP (Royal Canadian Mounted Police) : 13, 190-191
RDA *voir* Allemagne de l'Est
RÉ général Giavonni Carlo : 48, 326
REAGAN John J. : 397
REAGAN Nancy : 388
REAGAN Ronald : 28, 29, 238, 240, 258, 260, 261-262, 269, 331, 371, 384, 385, 386, 388, 398, 428, 429, 434, 452
REILE Oscar : 48
REILLY Sidney : 201
REINBERGER Jaroslav : 194
RÉMY colonel (Gilbert RENAUD, alias) : 366
REN JIANXIN : 445
RENNIE Charles T.O. : 434
RENNIE sir John : 433-434
Renseignements militaires syriens : 154, 155
Republica, journal (Lisbonne) : 289
Research Department/Executive Yuan (Taiwan) : 52
Réseau Gehlen, Le, de H. Zolling et H. Höhne : 77
Réseaux bis (du SDECE) : 57
Résistance : 20, 35, 37, 53, 55, 56, 90, 91-93, 135, 366, 371, 420, 421
Retalhuleu (Guatemala) : 176
Retournement, Le, de V. Volkoff : 372-373
Réunion, île de la — : 274
Reuter, agence : 199
REVERS, affaire : 93
REVEST Marc : 367, 374
REVIZOROV colonel : 214
Révolution culturelle chinoise : 111, 114, 116, 117, 211, 442
Rezidentoura, du KGB : 72
REZOUN Vladimir : 396
RFA *voir* Allemagne de l'Ouest
RG (Renseignements généraux/France) : 92, 140, 141, 162, 163, 164, 166, 307, 447
RHODES commandant Paul : 410
RIAD Mohammed Slim : 277
RIBEIRO FARIA général : 289
RIBES F.H. : 367, 374
RIBIÈRE Henri : 35, 52, 57, 365, 419, 420
RICHARDS sir Francis Brooks : 357
RICHARDSON James A. : 267
RICHARDSON John : 223
RIECK Herbert : 219
RIFAAT Kamel el-Din : 151, 155
Rikugun Jôho-Bu, renseignement militaire japonais : 64
RIMINGTON Stella : 429, 430
Rio de Janeiro : 244, 246
RIVETT-CARNAC Charles : 13
RIVZI N.A. : 401
RIZK Pierre (« AKRAM ») : 410
ROBET Luc : 56
ROBINSON Madeleine : 197
ROCARD Michel : 421
ROCCA Raymond : 190
ROCCA colonel Renzo : 48, 49
ROCHOT Philippe : 410
ROCHTCHINE (diplomate soviétique) : 118
ROCK, réseau norvégien : 62
ROCKEFELLER Nelson A. : 233
RODRIGUEZ MENDIGUTIA Felix : 243
ROGATCHEV Igor : 120
ROGOV général Alexandr S. : 73
ROHLEDER Joachim : 78
ROJAS Heberto : 243
ROLLESTON George Lancelot St Leger : 305
ROLO Cyril : 170
Roman d'espionnage : 199-207, 362-374, 432, 437-440
Romance de la Mort, de J. Bruce : 366
Rome : 47, 48, 49, 50, 81, 136, 169, 184, 279, 297, 324, 343, 344, 347
ROMERO Mgr Oscar : 388
RONDOT Philippe : 259, 264, 322, 331, 337, 410, 418, 467, 468

RONDOT Pierre : 264
ROOSEVELT Kermit (« Kim ») : 31-32, 33, 152, 434
ROOSEVELT Theodore : 31
ROSA COUTINHO amiral : 265
ROSE colonel Michael : 362
Rose des Vents, réseau du SDECE : 57
ROSITZKE Harry : 18
ROSS André : 272
ROSS Thomas : 22
ROSSELLI John (Filippo SACO, alias) : 176, 179
ROUBANOV colonel Vladimir : 458
ROUCAUTE Yves : 164
Rouen : 93
Roumanie : 37, 39, 42, 212, 323, 327, 442, 460, 463 ; *voir* DIE, Securitate, SRI
ROUSSIN Michel : 259, 268, 412
ROUTIER général Maurice : 166
ROUTSKOÏ Aleksandr : 401, 457, 460, 466
ROY Mikhaïl : 253
Royal Navy : 440
Royal Corps of Signals (Angleterre) : 441
Royal United Services Institute for Defence Studies : 441
ROZANOV Anatoli : 191
RPF (Rassemblement du peuple français) : 366
RSHA (Office central de sécurité du Reich) : 79
RUAN CHONGWU : 118
RUAT colonel Clément : 158
RUDISILL colonel R.E. : 66
RUML Jan : 463
RUNDLE Christ : 394, 395
Russie *voir* CEI
Ryad (Arabie saoudite) : 354

S

SA (Sections d'assaut nazies) : 137
SAAD Khalil Mohammed : 353
SAADA colonel Antoun : 310
SAADI Amir : 348
SAADI Yacef : 140-141
SAAR-DEMICHEL François : 188
SABLONSKY Jay S. : 277
Sabra et Chatila, massacres de — : 318, 347
SABRI Ali : 106, 145, 149, 150, 155
SACO Filippo *voir* ROSSELLI John
SADATE Anouar es — : 106, 150, 299, 313, 314, 330, 370, 381, 391, 397, 407, 456
SADEK colonel Ismaïl : 150
SADEK Mohammed : 409, 412
SAFARI-Club : 260-261, 278, 333, 343
SAFDAR A.M.S. : 401
SAFIRA (opération franco-portugaise) : 265
Safranc, parti (Iran) : 413
Sagumas (Sécurité lituanienne) : 456, 462
SAGUY général Yehoshua : 301, 347
Sahara occidental, guerre du — : 278, 279
SAHAVONI Fadelia : 137
SAÏD colonel Haitham : 318, 323
SAÏD Hamza Abou : 338
SAÏD Medjeber Mohammed : 277
SAÏD Mohammedi : 145
SAÏD Nouri es — : 150, 302, 303
SAÏD Qamar : 394
Saigon : 29, 50, 220, 222, 223, 233, 235, 420
Saint Anthony's College (Oxford) : 87
Saint-Denis-de-la-Réunion : 274
Saint-Domingue : 233
Saint-Germain-en-Laye : 37
SAINT-MOORE Adam : 367, 374
Saint-Nom-la-Bretèche : 316
Sainte-Marie-du-Mont : 372
SAKHAROVSKY Aleksandr M. : 73, 212, 213
SALAH Si : 162
SALAMEH Ali Hassan : 297, 298, 302, 335
SALAMEH Hassan : 298
SALAN général Raoul : 160, 169
SALAS général Hugo : 250
SALAZAR Antonio de OLIVEIRA : 61, 265, 289
SALAZAR Domenico : 327
SALINGER Pierre : 169
SALIS Charles de — : 56
SALLE commandant : 268
Salo, république de — (Italie) : 48, 326
SALTIK général Haydar : 424
Salvador : 34, 386, 388
SAM, fusées soviétiques : 180, 269, 327, 397
SANCHEZ DE LLAMUSI Antonio : 109
San Cristobal (Venezuela) : 322
Sandinistes : 253-254, 386
SANJIVI T. : 121
SAN MARTIN LOPEZ colonel Ignacio : 55, 285, 286
San Pancrazzo Salentino, base de — (Italie) 325
Sans patrie ni frontières, de J. Valtin : 67
Santiago du Chili : 247, 248, 250, 251
SANTOOK N.F. : 124, 128
SANTOS Marcelino dos — : 270
SANTOSO Hugeng Iman : 404
SANTOVITO général Giuseppe : 325, 327
SANTUCHO Roberto Mario : 252
Sao Paulo (Brésil) : 245
SAPHIR, réseau (France) : 186-189
SARAG EL-DIN Isa Youssouf : 150
Sardaigne : 48
SARIATI général Ali : 341, 346
SARRAJ lieutenant-colonel Abd el-Hamid : 154, 156, 310
SARWARI Asadullah : 392
SAS général Gijsbertius Jacobus : 60
SAS (Special Air Service/Angleterre) : 49, 59, 262, 286, 358, 361-363, 400, 430, 440, 462

« SAS », série de G. de Villiers : 368-370
SAS à Istanbul, de G. de Villiers : 369
SAUZON Albert : 161
SAVAHE John : 361-362
SAVAK, police politique iranienne : 32, 261, 278, 304, 306, 382, 394, 423, 424, 466
SAVAMA, police politique iranienne : 394, 395, 442
SAVASMAN Sabahattin : 424
SAVENKO général : 458
SAVIMBI Jonas : 265-270, 272, 278, 290
SAVTCHENKO Serguei Romanovitch : 17
SAWATSKY John : 190
SAXENA Girish C. : 128
SAYED colonel Jamil el — : 319
SAYER N. : 65
SB, police secrète polonaise : 212, 462
Scandinavie : 61-62
SCARGILL Arthur : 333
SCDI, renseignement portugais : 289, 290
SCELBA Mario : 47, 48, 52
SCHALK-GOLODOWSKY Alexander : 380
SCHAUTELBERG colonel Paul : 52
SCHENKE Hans : 193
SCHLESINGER James R. : 28-29, 232, 233
SCHMIDBAUER Bernd : 377
SCHMIDT Helmut : 220
SCHMITTLEIN général Raymond : 36, 39
SCHNEIDER Louis : 161
SCHNEIDER général René : 233, 247, 248
SCHUMACHER général Edward : 239
Schonau, camp de — (Autriche) : 299
SCHMÜCKER Ulrich : 376
SCHWALBE, opération du BND en Algérie : 136-137
SCHWANITZ Wolfgang : 380, 463
SCHWARTZKOPF général H. Norman : 32
SCHWEIZER Peter : 468
Schwert, réseau (RFA) : 54
Scorpion, d'A. Jaubert : 277
Scotland Yard : 318, 429
SCOTT Peter Dale : 13
Scottish Nationalist Party : 201
SD (Sicherheitsdienst), renseignement nazi : 54, 81, 86, 372
SD (Slepenais dienestre), service letton : 462
SDB, service yougoslave : 463
SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage) : 14, 35-43, 52, 57-58, 61, 107, 123, 135, 137, 138, 140, 145, 152, 153, 156, 157-158, 160, 161, 163, 167, 168, 171, 174, 186-189, 191, 195-196, 197-198, 257-264, 266, 268-269, 270, 272, 273, 278, 279, 284, 289, 308, 322, 325, 330, 332, 336, 337, 342, 349, 364, 365, 368, 370, 372, 373, 382-383, 390, 398, 412, 418-419, 420, 421, 427
SDN (Société des Nations) : 24
SDR, service belge : 278
SDRA 8, service belge : 52
SEALE Patrick : 317, 354, 356, 357
Sea Stallion, hélicoptères américains : 383
SEBERG Jean : 428
SECED, renseignement espagnol : 280-281, 285, 286
Secret du Jour J, Le, de G. Perrault : 372
Secret du roi, Le, de G. Perrault : 372
Secret Servant, de I. Djirkvelov : 396
Section I, réseau hollandais : 60
Section A du CCI : 158
Section A du MI 5 : 429-430
Section C du MI 5 : 430
Section F du MI 5 : 430
Section K du MI 5 : 193, 430
Section O, service hollandais : 60-61
Section P du CCI : 159
Section S du MI 5 : 430
Securitate, police politique roumaine : 42, 216, 323, 463
Sécurité générale irakienne : 305, 306, 349, 350, 353-354
Sécurité militaire, La, de J. Dolent et Th. Daquin : 164
Sécurité militaire algérienne : 138, 147, 148, 174, 259, 276, 277, 322, 332, 341
Sécurité militaire congolaise : 332
Sécurité militaire tunisienne : 339, 341-346
Sécurité nationale bulgare : 461
Sécurité sociale anglaise : 430
Securities and Exchange Commission (USA) : 384
SED *voir* Parti communiste est-allemand
SEDUR Mircea : 462
Segunda Bis, renseignement militaire espagnol : 55, 282
SEIN (Servicio de Información Naval/Espagne) : 280, 282, 285
SEJNA général Jan : 192
SELITCH colonel Andres : 243
SELLERS Peter : 206
SELMAYR général : 81
Séméac (Hautes-Pyrénées) : 307
SEMIONOV V. : 212, 216
SEMITCHASNY Vladimir I. : 70, 119, 211
Sénat américain : 27, 176, 233, 385, 386, 425, 429
Sénat français : 142
Sénégal : 57, 333, 456
SENOUSSI lieutenant-colonel Abdallah : 330-332
Séoul (Corée du Sud) : 65, 446
Septembre noir, organisation palestinienne : 295-298, 302, 335, 347, 355
7e Directoire du KGB : 218, 458
Serbie : 88, 90, 460
SERGUEIEV général : 458, 460
Série noire, collection (Gallimard) : 366
SEROT colonel André : 52, 58, 99, 109, 163
SEROV général Ivan I. : 17, 66, 70, 73, 74, 119, 208, 209

Serpent, Le, film de H. Verneuil : 365
SERRAT lieutenant-colonel : 165
SERRAVALLE commandant Gerardo : 49
Service A (Action) du KGB : 212
Service Action (SDECE/DGSE) : 36, 37, 41, 42, 57, 137, 157, 160, 161, 163, 259, 260, 262-264, 266, 268, 272, 273, 278, 289, 322, 342, 408, 410, 417-419, 422
Service historique de l'armée (France) : 421
Service de renseignement P-27 (Suisse) : 63
Service de sécurité inter-républicain (URSS) : 456, 457
Service 7, Opérations spéciales, du SDECE : 42
Service 8 (belge) : 51
Service 23, contre-espionnage, du SDECE : 36
Service 25 2/4, du SDECE : 57
Service 27, du SDECE : 36
Services spéciaux de Sa Majesté, Les, de R. Faligot : 436
Servicio de Información de la Guardia Civil (Espagne) : 282
Servicio de Información Naval (Chili) : 249
SESKOAD (École supérieure militaire de Bandoeng) : 128
SESSIONS William S. : 428
SEURAT Michel : 410
Seychelles, îles : 274
Seyne-sur-Mer, La : 306
SGR/SDRA, renseignement militaire belge : 51-53, 54
SHAHRIÂRI : 304
Shai, renseignement de la Haganah : 97, 98, 106
SHAKKUR général Youssouf : 310
SHAKER Sadoun : 305, 306, 349, 355, 356
SHAKER Shérif Farid : 149, 151, 155
SHALOM Avraham : 347
SHALTIEL David : 97
SHAMIR Yitzhak : 99, 109-110, 276
Shamir, de Ch. Enderlin : 110
Shandong (Chine) : 111
Shanghai : 64, 65, 66, 110, 119, 441-442
« Shanghai », restaurant (Bruxelles) : 166, 167
Shanghai Express, de G. de Villiers : 369
SHAPE (Supreme Headquarters Allied Powers Europe) : 53, 202
SHARAF Sami (« Assad ») . 456
SHARETT Moshe : 107
SHARMA B.D. : 402
SHARON général Ariel : 300
Shatta, prison de — (Israël) : 101
SHEHU Bashkim : 45
SHEHU Mehmet : 43-46
SHEHU capitaine Zenel : 44
SHEHUI Fiçor : 46
SHEIBE Fritz : 78
Shehuibu *voir* DAS
SHEIKH Akram : 401
SHELTON « Papy » : 243
SHERGOLD Harold : 181
SHERIF ALI Abdoul Rahim : 352
Sherout HaModi'in, renseignement militaire israélien : 98, 106, 108 ; *voir* Aman
Shfaïm, kibboutz de — : 97
SHI ZHANKUAN : 462
SHIHABI général Hikmat el — : 313
SHIK, renseignement albanais : 460
Shillong (Inde) : 121
SHILOAH Reuven : 103, 108
Shin-Asia, hôtel (Shanghai) : 65
Shin Bet, service israélien : 98-101, 103, 108, 109, 294, 295, 297, 301, 313, 347
Shôgyo Shôsha, maisons de négoce japonaises : 450-452
SHORT Jim : 462
SIA, renseignement aérien argentin : 239
SIAEM, renseignement militaire espagnol : 282, 285, 286
SIBAÏ Marouane el — : 156
Sibérie : 116, 459
SIBERT brigadier général Edwin L. : 77
SICAR, renseignement des carabiniers (Chili) : 249
SID (Servizio Informazioni Difesa/Italie) : 49, 50, 326
SIDE, renseignement argentin : 239, 240, 242
Sidi-Yahia (Maroc) : 278
SIDKI Talaat : 155
Sidney (Australie) : 450
SIE, renseignement militaire argentin : 239
Sierra del Escambray (Cuba) : 176, 177, 178, 251
Sierra Leone : 363
SIFA, renseignement aérien chilien : 249
SIFAR (Service des renseignements des Forces armées/Italie) : 48, 49, 326
SIGINT, stations de renseignement électronique de la CIA : 117, 279, 338, 458
Sigurimi (Sécurité albanaise) : 43, 44, 46, 74, 90, 460
Sikhs : 125-126
SILAHALI Harry Tjan : 405
SILBERZAHN Claude : 421-422, 467, 469
Silent Missions, de V. Walters : 244
SILES ZUAZO Hernan : 244
SILVA PAIS (directeur de la PIDE-DGS) : 289
SIM, renseignement militaire chilien : 249, 250
SIM, renseignement mussolinien : 45, 64, 326
SIME (Security Intelligence Middle east), service anglais : 170
SIMÉON II, roi de Bulgarie : 37
Simla (Inde) : 120
SIMONEAU colonel Léon : 158
SIN, renseignement naval argentin : 239
Sinaï : 291
SINATRA Nancy : 205

SINCLAIR Hugh : 205
SINCLAIR sir John (« Sinbad ») : 31, 32, 433
Singapour : 117, 130, 444, 450
SINGH Waryam : 121
SINIAVSKY Andrei : 213
Sinn Féin, parti (Irlande du Nord) : 361
Sionisme : 93, 97, 100, 101, 299
SIOS, renseignement aérien italien : 324
SIR, renseignement portugais : 290
SIRRI colonel Rifat el-HADJ el — : 155, 303
SIS (anglais) *voir* MI 6
SIS, service portugais : 290
SISDE, sécurité intérieure italienne : 326, 327, 343
SISMI, renseignement extérieur italien : 47, 324, 325, 327
SIVASARAN (dirigeant tamoul) : 125-127
SIVEC (Société internationale de vente et d'échanges commerciaux) : 109
Six Jours, guerre des — : 108, 292-293, 294, 311, 355
Skhirat (Maroc) : 278
SKOMOROKINE colonel Jacob : 216
SKORZENY Otto : 102
SLANSKY Rudolf : 26
SLING Otto : 26
SLNA (Service des liaisons nord-africaines/ France) : 139
SLOCUM Frank : 62
Slovaquie : 460, 463
Slovenija, navire yougoslave : 173
SM (Sécurité militaire française) : 58, 163-166, 229, 418, 467
SMEDLEY Agnès : 449
SMERCH, service soviétique : 15, 69, 70, 203, 204, 205
SMÉRIA Marcel : 467
SMILEY lieutenant-colonel David : 43
SMITH général C. Coburn : 168-169
SMITH Diana : 423
SMITH Howard : 357
SMITH Joseph B : 128
SNASP, renseignement de Mozambique : 217, 274
SNEGOUR Mirtcha : 462
SNEPP Frank : 235
SNI, renseignement brésilien : 244-246
SNOW Edgar : 449
SOA (Soldats de l'opposition algérienne) : 276-277, 280
SOARES Mario : 263, 289
SOBAJC Vogislav (« Pierre ») : 91
SOB/SIS (Special Operations Branch du MI 6) : 53
Société du sombre océan (Japon) : 65
SOE (Special Operations Executive/Angleterre) : 53, 61, 83, 87, 88, 201, 434
SOERENSEN Flemming : 375
SOETARIYO major général indonésien : 405
Soft Target, de Z. Kashmeri et B. McAndrew : 124
63e Signal Squadron, unité anglaise : 59
Soka Gakkai, secte bouddhiste japonaise : 450
SOKOLOV (du MGB) : 25
SOKOLOV Yordan : 461
SOLBORG Robert : 51
SOLIBRAÏEV Alidjou : 463
Solidarnosc, syndicat polonais : 31, 210, 383-384, 462
SOLJENITSYNE Aleksandr : 213
SOLO, plan (Italie) : 49
SOLOVIEV Yevgueni : 173
SOMER lieutenant-colonel J.M. : 60
Somora, radio française (Chypre) : 153
SOMOZA Anastasio : 240, 253, 388
SONG ZHIGUANG : 449
SORGE Richard : 64, 207
SOSIE, réseau de résistance : 366
SOTIROVIĆ Dragan : 36
SOUDARIAKOV Nicolai G. : 119
Soudan : 151, 355, 357, 413
SOUDOPLATOV Pavel A. : 25
SOUERS Sidney W. : 19, 27
SOUSA E CASTRO capitaine : 289
SOUSLOV Mikhaïl : 208, 209, 211
SOUSTELLE Jacques : 42, 140, 168, 420
Southampton (Angleterre) : 353
SOUTIF Henri (« commandant Simonin ») : 56
SOUWAIDANI colonel Ahmed el — : 105, 156, 310, 311
Soviet Bloc Division, de la CIA : 183, 184, 186, 186, 192
Sovranita limitata, de A. et G. Cipriani : 50
SPAAK Paul-Henri : 54
SPARK Muriel : 200
SPD (parti social-démocrate allemand) : 82, 137, 219, 378
Special Branch (de l'Intelligence Service) : 327, 361, 362, 384, 424, 429, 430
Special Collection Elements, équipes CIA/ NSA : 381
Special Group 54/12 (de la CIA) : 22
Special Navy Control Program (USA) : 381
SPEDDING sir David R. : 436-437
SPEDDING Gillian K. : 437
Spiegel, Der, journal (RFA) : 81
Spetsnaz, unités spéciales soviétiques : 73, 459, 460
Spinne, Die, organisation (Allemagne) : 78
SPINOLA général Antonio de — : 263, 289, 290
SPLINTER FACTOR, opération américaine (1949) : 25-26, 43
Spycatcher, de P. Wright : 185, 359-360
SR Air égyptien : 149, 155
SR estonien : 461
SR français : 56, 164, 369, 374
SR israélien : 100

SR de la Légion étrangère : 164
SR militaires libyens : 329-332
SR naval américain : 67
SR norvégien : 61, 62
SR pakistanais : 121
SRC (Space Research Corporation), firme : 348
SRI, renseignement roumain : 463
Sri Lanka : 126-127
SS : 77, 80, 81, 137, 138, 156, 326, 379
SSD, police politique est-allemande : 86
SSU (Strategic Services Unit/ USA) : 18-19
STAFA Quemal : 46
STAHLMANN Richard : 83
STALINE : 14, 15, 20-21, 24, 26, 43, 66, 67, 69, 70, 73, 89, 101, 119, 205, 207, 457
STALINE Svetlana A. : 70, 211
Standard Telephones Company (Angleterre) : 441
STANOILOVIĆ Branko : 90
STARNES John : 191
STASI, police politique est-allemande : 79, 80, 85, 86-87, 273-275, 322, 323, 325, 379-381, 463
State Department *voir* Département d'État
STAVENHAGEN Lutz : 377
StB (Sécurité d'État tchécoslovaque) : 26, 172, 173, 188, 192-197, 212, 251, 463
STC/MOB, réseau belge : 54
STEFANOVIĆ major général Svetislav : 87, 89
STEPAKOV Vladimir Ilitch : 120
STEPHENSON Bill (« Intrepid ») : 13
Stern, magazine (Allemagne) : 434
STEVEN Stewart : 24, 25
STEWART Michael : 434
STEWART Patrick : 186
STILWELL Richard : 426
Stockholm : 328, 352
STOCKWELL John : 266, 267
STOLZ Richard : 428
STONE Howard E. : 50
STOROJEV général : 458
STOUDNIKOV colonel : 67
STRAGGLE, opération du MI 6 : 170
Strasbourg : 93
STRATCO (Société française de stratégie et de conseil) : 421
STRAUSS Franz Josef : 81, 218, 374
STROBEL, colonel est-allemand : 380
STROESSNER général : 245
STROÏKINE (du KGB) : 463
STRONG Anna-Louise : 449
STRONG George V. : 77
STUDEMAN amiral William : 429
« Studio Kleber », radio du SDECE : 153
STURGIS Frank A ; : 231
Stuttgart : 275-276
SUAREZ Adolfo : 285, 287
SUBANDRIO Dr : 127, 130
SUBRAHMANYAM K. : 128
Subversive Club, de G. J. Arnaud : 371
SUCCESS, opération de la CIA (Guatemala, 1954) : 34-35, 178
SUDOMO, amiral indonésien : 404
Sud-Viêt-nam : 220, 222-228, 233, 235
Sud-Yémen : 274
SUDEWO général Ali : 405
SUDIBIYO, major général indonésien : 405
Suède : 61, 67, 198, 279, 307, 333, 352
Suez, canal de — : 299, 314 ; crise de — (1956) : 107, 108, 152, 434
SUGAMA général Yoga : 404
Sugamo, prison de — (Japon) : 66
SUGIYAMA, général japonais : 64
SUHARTO général : 128, 130, 131, 403-406
Suisse : 14, 20, 24, 25, 32, 52, 62-63, 83, 102, 105, 120, 137, 195, 412, 438 ; *voir* EMG, GRS, P-26
Suitland (Maryland) : 346
SUKARNO Ahmed : 23, 127-131, 233
Sullivan and Cromwell, cabinet juridique (New York) : 20, 21
SUMITRO, général indonésien : 404
Sunday Times, hebdomadaire (Londres) : 200, 347, 360, 438
Suresnes : 413
Sûreté de l'État belge : 52, 54, 166
Sûreté libanaise : 410
Sûreté nationale française : 57, 92, 420
Sûreté nationale marocaine : 277-279, 291
Sûreté nationale tunisienne : 136, 138, 278, 336, 340-346
SUSINI Jean-Jacques : 169
SUV, organisation (Portugal) : 289
SUWARTO, général indonésien : 128
SVAB Karl : 26
SVR, renseignement russe (CEI) : 120, 172-173, 396, 455, 456, 457, 461, 463, 464-465, 469
SWIATLO lieutenant-colonel Jozef : 25, 26
SWINBURNE James : 151
SWITCHBACK, programme US au Viêt-nam : 224
Syndicats : 30-31, 51, 54, 62, 166-167, 194-195, 244, 383-384, 430
Syrie : 101, 104-105, 146, 149, 154-157, 175, 217, 274, 287, 288, 290, 292, 294, 299-300, 306, 307-320, 323, 333, 347, 356, 357, 407, 409, 410, 411, 413 ; voir Amn El Sitassi (El), Brigades roses, G-2, Moukhabarat el-Ama
SYSSOÏEV Valeri I. : 120
SZINDA Gustav : 83
SZÜCKS, colonel hongrois : 26

T

TAABES Kamel Amine *voir* COHEN Élie
TABARY Simon : 91

Tabas, raid de — (Iran, 1980) : 383
TABET Mohammed Mustapha : 279
TABOUIS Geneviève : 168
Tacno, régiment (Chili) : 249
Tacktik hayé enghélab, de R. Mohsen : 413
Tadjikistan : 460, 463
Taganka, théâtre (Moscou) : 209
Taiwan : 23, 52, 65, 112, 117, 120, 405, 446
Takeo (Cambodge) : 406
Takrit (Irak) : 349
TAKRITI Barzam Ibrahim el — : 305, 348-350, 354
TAKRITI Ouadbane Ibrahim el — : 349, 350
TAKRITI Sabbaoui Ibrahim el — : 349, 350, 354
TALL Wasfi el — : 295, 335
TALYBOV Misha : 391
TA MOK : 406-407
Tamouls : 126-127
TANASE Alexandre : 39
TANG MINGZHAO : 265
Tanger : 109, 110, 157, 170, 171
Tango, de A. Judd : 432
TANIA : 243
Tanzanie : 273-274
TAO SIJU : 118, 444
TAOUFIK Archad : 354
TARAKI Nur Mohammed : 391, 392
TAREK-EL-DINE : 437
TARRAGO capitaine Adrien : 164
TARTOUSI Mohammed : 320
Tasmanie : 359
TASS, agence : 396
Taupe, La, de J. le Carré : 438-439
TAVORMINA général Giuseppe : 327
TAYLOR général Maxwell D. : 178, 223
TAYLOR vice-amiral Rufus L. : 28
TAZZI Mohammed : 145
Tchad : 274, 328, 330-331, 407
TCHEBORATEV Anatoli : 396
TCHEBRIKOV Viktor M. : 71-72, 211, 213, 217
Tchécoslovaquie : 23, 26, 39, 57, 72, 101, 173, 188, 192-197, 212, 219, 253, 322-323, 327, 463 ; *voir* BIS, FBIS, StB
Tcheka : 69, 211
Tchekisty Chornik, journal du KGB : 212
TCHERPINSKY Igor : 396
Tchéchènes, peuple : 460
Tchetniks : 36, 87, 89
TCHERNENKO Konstantin : 84, 317
Tchin-tchin en Chine, de P. Genève : 368
TEA (Garde nationale grecque) : 59
Tegucigalpa (Honduras) : 34
Téhéran : 28, 178, 376, 393, 394, 396, 455 ; conférence de — (1943) : 70 ; otages de — : 381-384, 394, 407
TEJERO MOLINA lieutenant-colonel Antonio : 277, 286
Tel-Aviv : 97, 98, 110
Tempête du désert, opération (1991) : 32
TEMPLE Reginald : 171
Temple d'Or d'Amristar (Inde) : 124
TEMPLE DE ROUGEMONT général Jean-Louis : 186
Temps nouveaux, revue (URSS) : 439
Ténéré, désert du — : 332
TERAN sergent Mario : 243
TERPIL Frank E. : 333
TERRIEUX René : 368
TERRY Anthony : 438
Têt, offensive du — (Viêt-nam, 1968) : 225
Tétouan (Maroc) : 146
TEUFFEL (agent du BND) : 344
TEULÉRY André (« VIGUIÉ ») : 91
Tewu, service secret du PC chinois : 111, 113, 116, 122, 123, 173, 264, 401
Texas : 425
TEXIER capitaine : 158
TEYSSÈDRE colonel : 158
Thaïlande : 191, 227, 406, 407 ; *voir* Force 838
THATCHER Margaret : 59, 332, 357-361, 432, 434, 436, 438, 440
THKC (Front de libération du peuple turc) : 423
THÉBAULT capitaine : 158
THÉRET Max : 46
THIERRY-MIEG François *voir* VAUDREUIL
THOMAS John : 426
THOMPSON sir Robert : 223
THOZET général Pierre : 164, 166
THYRAUD DE VOSJOLI Philippe : 57, 168, 186-189
Tibet : 125, 200, 443
TIEDGE Hans Joachim : 376, 379
TIGHE général Eugène : 117, 382, 384
TILLON Charles : 91
Time, magazine (USA) : 318, 395
Time Out, hebdomadaire (Londres) : 234
TIMOFEÏEV colonel : 89
TIMOKHINE colonel général Evgueni L. : 459-460
Timor oriental : 404-405
Tirana : 43-45
TITARENKO Mikhaïl : 120
Titistes, Les, de E. Hoxha : 45
TITO maréchal (Josip BROZ) : 24, 25, 37, 87-90, 173, 208, 209
TITOV Guennadi F. : 216, 454, 458
TIXIER Adrien : 91
TLASS Mustapha : 311
Tobrouk (Libye) : 274, 325
TODD Clover *voir* DULLES Clover
Toherkesse Tarek-el-Dine, service jordanien : 437
TOHIO Nakato : 65
TOJO général Hideki : 64
Tokko, police politique japonaise : 64

Tokushin Kyoku, service japonais : 64
Tôkyô : 63, 64, 65 66 117, 191, 200, 206, 444, 447-450
TOLSTOÏ Léon : 459
TOMIC Radomiro : 246
Tonkin, incident de la baie du — (1964) : 224
Topaze, de L. Uris : 189
TOP HAT *voir* POLIAKOV Dimitri F.
TORDJMANN Élie : 277
TORO colonel Rico : 244
Toronto : 124, 125
TORRES commandant : 217, 253
TORRIJOS général Omar : 427
TORUMTAY Necip : 63
TOSCHI colonel Vincenzo : 326
TOUBIANSKY Meyer : 99
Toudeh *voir* Parti communiste iranien
TOUFAYLI Sobhi : 411
TOUKHATCHEVSKY maréchal Mikhaïl : 365
Toulon : 166
Toulouse : 41, 56, 93
TOULPANOV colonel Serguei : 83
TOURÉ Sékou : 265
TOURTCHAK général Mikhaïl M. : 120, 216
TOUVIER Paul : 56
TOVEY Brian : 389-390
TOWER John G. : 428
TOWNLEY Michael : 249
TR (Travaux ruraux) : 35
TRAFFICANTE Santos : 176
Trail of the Octopus, de L.K. Coleman et D. Goddard : 332-333
Traitors, de Ch. Pincher : 88
TRAN NGOC CHAU lieutenant-colonel : 225
Transjordanie : 98
Transport and General Worker's Unions, syndicat anglais : 194
TRAUTMANN commandant : 368
TREHOLT Arne : 353
13e Suicidé, Le, de P. Nord : 365
Trelew, base de — (Argentine) : 239
TREPPER Leopold : 51, 372
Tricontinentale : 198
Trident, accord (Iran/Israël/Turquie) : 424
Trieste : 297
TRINQUIER colonel Roger : 159
Triomphant, Le, sous-marin français : 450
Tripoli (Liban) : 312, 323
Tripoli (Libye) : 146, 150, 325, 331
3e Directoire du KGB : 71, 72, 74, 119, 217, 458, 460
Troisième homme, Le, de G. Greene : 363 ; film d'O. Welles : 201
TROOP contre-amiral J.A.G. : 202
TROTSKY Léon : 25, 45
TROUBNOKOV Viatcheslav : 457
TRUJILLO Rafael : 233
TRUMAN Harry S. : 18, 19, 21, 27, 31
Truong Uong Cuc (direction communiste au Sud-Viêt-nam) · 226
Tsahal (armée israélienne) : 105, 150, 292, 293, 298, 300, 311, 314, 347, 356
TSCHAÏ Firke Mariam : 274
TSCHOMBÉ Moïse : 270
TSINEV Gueorgui K. : 213
TSOUMAYEV Stepan : 120
TS. R. Ou, service soviétique : 455, 457
TSVIGOUNE Simon K. : 211, 213, 218
Tueurs fous de Brabant wallon : 53, 369-370
Tueurs de Bruxelles, Les, de G. de Villiers : 370
Tunis : 136, 137, 145, 146, 170, 172, 336, 337, 338, 342, 344, 346, 352, 396, 408, 456
Tunisie : 93, 136, 146, 157, 158, 268, 273, 278, 325, 333, 336-338, 340-346 ; *voir* Sécurité militaire tunisienne, Sûreté nationale tunisienne
Tupolev Tu-26, avion soviétique ; 426
TURNBULL Walter : 34
TURKI Daud : 313
TURKI BEN FAYÇAL, prince : 260, 269
Turkmenistan : 460, 463
TURNER amiral Stansfield : 29, 117, 381-384, 385, 386, 397, 398, 426, 427
Turquie : 63, 151, 184-185, 202, 396, 422-425, 433 ; *voir* DAL, MIt
TWETTEN Thomas : 398
Tyr (Liban) : 409

U

UB (Sécurité d'État polonaise) : 25, 41, 172
UDB, renseignement yougoslave : 87, 89-91, 372, 463
U-2, avions-espions américains : 23, 116, 180, 181
Ufficio Ricerca (Bureau R/Italie) : 48
UGTA (Union générale des travailleurs algériens) : 167
1/56 Vaucluse, escadrille française : 36
Ukraine : 70, 71, 460, 463 ; *voir* NBU
Ukraïnska Povtanska Armia (Armée insurrectionnelle ukrainienne) : 79
ULBRICHT Walter : 83
ULLGER Joe : 361
ULMER Alfred : 127-128, 181, 186
UMRAN colonel Mohammed : 310-312
UNESCO : 461
UNIKRISHNAN (du RAW) : 126
UNITA, mouvement (Angola) : 265-270, 272, 278, 290
Unité 131 (de l'Aman) : 104, 106, 107
Unité 132 (de l'Aman) : 106
Unité populaire (Chili) : 246-248
Unité spéciale 8341 (Chine) : 114
United Fruit Company (USA) : 34
United Grand Lodge of England : 441

Université Patrice Lumumba (Moscou) : 321
UNSA, renseignement oustachi : 89
UNTUNG, lieutenant-colonel indonésien : 130-131
UOP, renseignement polonais : 462
UPI, agence de presse : 28
URIS Léon : 189
URSS : 13-131 *passim*, 172-173, 177, 180, 181-192, 202-204, 207-218, 219, 224, 251-253, 259, 261-262, 263, 264, 267, 268-269, 270, 274, 291, 292, 299, 300, 305, 317, 321, 335, 363, 364, 365, 382, 385, 389-401, 412, 423, 427, 428, 429, 433, 437, 439, 440, 442, 453-465, 466 ; *voir* AFB, GRU, Guepeou, INO, KGB, MGB, MVD, NKGB, NKVD, SMERCH, SVR, TS. R. Ou
Uruguay : 237, 240
USA *voir* États-Unis
US Air Force : 27
USC (Unitarian Service Committee) : 24, 25
US Navy : 27, 29, 178, 346, 381, 425
USS Vincennes, destroyer américain : 332
USTA (Union des syndicats des travailleurs algériens) : 167
Ustica, île d'— : 324
UTA, compagnie aérienne française : 319, 323, 332

V

VAIDYA V.G. : 128
VAILLAND Roger : 206
VALDES MENENDEZ Ramiro : 251-252
VALENTE famille : 331
VALÉRY Paul : 95
Valparaiso (Chili) : 248, 249
VALTIN Jean : 67
VALUABLE, opération MI 6-CIA (Albanie) : 43-45
VALVERDE DIAZ commandant Juan : 285
Vancouver (Canada) : 124
VANDEAU (du SDECE) : 57
VANDENBERG Arthur H. : 27
VANDENBERG général Hoyt S. : 19, 27
VAN DEN HEUVEL C.C. : 61
VAN DEN PANHUYSE Gaston : 367
VAN DER WESTHUIZEN général : 266, 268, 278
VAN LYNSEN baron J. J. L. : 60
VANN John Paul : 225
VAN PAO général : 223
VANUNU Mordechai : 347
VARENTSOV maréchal Serguei S. : 181
Varsovie : 25, 220, 342, 434, 436
VASSALL John W. : 183, 189
Vatican : 81, 375
Vaudreuil, Le (Eure) : 37
VAUZANGES Jacques : 202
VECTIRANS Julius : 462
VEDENINE Andrei Yakov : 75
VÉDRINE Hubert : 410
Veil, de B. Woodward : 386, 452
Venezuela : 193, 320, 322
VENONA, opération : 16
VENTURA Lino : 366
VERGARA CAMPAS colonel Roger : 250
VERNER Schlatter : 62
VERMA S. P. : 128
VERNEUIL colonel : 35, 37, 157, 365
VERNEUIL Henri : 365
VERTIPOROKH, général russe : 119
« Verts » (allemands) : 375, 376
Very Special Admiral, A, de P. Beesly : 199
VETROV Vladimir I. (« Farewell ») : 396
Veuves de Berlin, Les, de G. J. Arnaud : 371
VEVAK, service secret iranien : 412
VfK, renseignement militaire est-allemand : 80, 274
VIAUX général Roberto : 247
Vichy, gouvernement de — : 19, 27, 90, 92, 363
Vickers, firme d'armement : 203
VICKERY sir Philip : 120-121
VIEIRA João Bernardo : 274
Vienne : 20, 67, 182, 299, 321-322, 363, 375, 396, 434
Vientiane (Laos) : 436, 445
Vietcong : 222-228, 235, 262, 406
Vietminh : 153, 164, 222
Viêt-nam, guerre du — : 28, 29, 220-235, 262, 383, 384, 398, 425, 427, 466
VIGGIANI général Egidio : 326
Viking Press, éditions (USA) : 360
VILLA Pancho : 183
VILLEMIN lieutenant-colonel : 165
VILLENEUVE Charles : 322
VILLIERS Gérard de — : 368-370, 371
VILLIERS Jacques Adam de — : 369
VIÑADER Xavier : 280
VINOGRADOV Serguei : 208-209, 456
VIOLA général Roberto : 239-240
VIOLET Bernard : 198, 364
VIOLET Me Jean : 365
Visiteurs de l'ombre, Les, de Th. Wolton : 196
VKR (Sécurité militaire tchécoslovaque) : 193
VLASSOV général Andrei A. : 75
VLIK (Comité suprême pour la libération de la Lituanie) : 36
VOCI Alessandro : 327
VOELKNER Hans : 84
VOELKNER Kaethe : 84
VOIGT major Helmut : 323, 379
« Voix de l'Algérie combattante, La », émission : 153
« Voix de l'Algérie libre, La », émission de radio : 153
Vol UT 772 (...), de P. Péan : 332
VOLKOFF Vladimir : 372-374

VOLKOV Alexandre F. : 218
VOLKOV Boris : 465
VOLKOV Konstantin : 184-185
VORONINE colonel : 119
VOROTNIKOV Valeri : 458
Voyageur secret, Le, de J. le Carré : 439
Vrij Nederland, journal : 60
VSD, hebdomadaire : 417
VULPIAN Edme de — : 56

W

WACL (World Anticommunist League) : 65
WAD (ministère de la Sécurité afghane) : 392
Wahdat el-Khassa (troupes spéciales syriennes) : 313, 316, 317
WAITE Terry : 410
WAKABAYASHI Akiko : 206
WALANDOUW colonel Jan : 130
WALESA Lech : 210
WALKER sir Patrick : 430, 441
WALLACE Colin : 359
WALTERS lieutenant général Vernon A. : 28, 29, 116, 231, 240, 244, 257, 260
WAN RUNNAN : 443
WANADI Jousouf (alias LIEM BIAN KIE) : 405
WANG DONGXING : 113, 114, 117, 406
WANG FANG : 118, 445
WANG JIAXANG : 114
WANG JINXIANG : 114
WANG RENSHU : 127
WANG YUWEN : 442
WARNER Gerald : 431
Washington : 20, 44, 120, 124, 168, 170, 186, 188, 190, 192, 202, 249, 258, 299, 375, 377, 396, 421, 424, 436, 450, 452, 464
Washinton Post, The, quotidien : 235, 262 452
Wassenaar (Pays-Bas) : 60
WASSERMAN Charles : 452
Watan el-Arabi, El, journal (Liban) : 308-309
WATARU Kaji : 65
« Watchers, The », équipes du MI 5 : 429
Watergate, scandale du — (1972) : 230-232, 233, 235, 425
WATKINS John : 190
WATSON (du MI 6) : 58
WAUTRIN général Armand : 164, 166
« Weathermen » : 229
WEBSTER William H. : 27, 28, 29, 428, 429, 446
WEGOLD capitaine Anselm : 422
Wehrmacht : 38, 54, 75, 78, 81, 105, 208, 218, 374, 375
WEIDNER John : 59
WEINRICH Johannes : 323
WEIR Peter : 126
WELCH Richard S. : 425, 428
WELLES Orson : 201
WENLAND Horst : 82, 193
WESSEL Gerhard : 54, 76, 77, 80, 82, 218-220, 374, 377
WEST Nigel : 184, 359
WEY, divisionnaire : 62
WEYDERS général Marc : 421
WHINNEY Pat : 44
WHITE Dick : 181
WHITE sir Michael : 303
WHITE sir Dick : 433
WHITTAL Jack : 423
WICHT colonel Adolf : 78, 81
WIECK Hans Georg : 376, 377
WIELPÜTZ Siegfried : 422
WIEVIORKA Annette : 104
WIGG lord : 433
WILDE Oscar : 207
WILLOUGHBY général Charles A. : 63-66
WILSON Bill : 265
WILSON Bryan : 320
WILSON Edwin P. : 333
WILSON Harold : 59, 185, 191, 194, 360, 433
WILSON Hugh T. : 364
WILSON Sam E. : 426
Wilson Plot, The, de D. Leigh : 194
WIMMER-LAMQUET Franz : 138
WISCHNEWSKI Hans Jürgen : 137
WISE Robert : 22
WISNER Frank G. : 34, 44, 53, 127
WISSDORF Jacques : 43
WITTINGHAM Jack : 206
WOLDE-SELASSIÉ colonel Tesfaye : 217, 274
WOLF Conrad : 83, 84
WOLF Else : 82, 83
WOLF Friedrich : 82-83
WOLF Markus : 71, 73, 82-86, 164, 209, 251, 273-275, 375, 377-381, 439, 463
WOLLWEBER Ernst : 79, 80, 83, 84, 86
WOLTON Thierry : 196, 396
WOODHOUSE Monty : 434
WOODWARD Bob : 386, 409, 452
WOOLSEY Robert James : 29, 429
WORGITZKY Hans Heinrich (« Worgy ») : 80, 81, 156
World Trade Center, attentat du (New York, 1993) : 403
WORMERSLEY Denis : 276
WRIGHT Edwin K. : 27
WRIGHT Peter : 185, 186, 359-360
WU XIUQUAN : 114, 117, 445
WUER KAIXI : 447
Würzburg (Allemagne) : 36
WYBOT Roger : 52, 91-96, 97, 107, 162, 174, 467
WYNNE Greville : 181

X

Xiandai Guoji Guanxi, magazine (Chine) : 444
XIE FUZHI : 113, 118, 173
Xinhua *voir* Chine nouvelle
XOUAL Guy : 93
XOXE général Koçi : 43, 90
XU DUNXIN : 448
XU JIATUN : 446-447
XU JIANGUO : 114
XU LIN : 446
XU ZIRONG : 114
XU YUANHAI : 447-450

Y

YADIN général Ygael : 107
YAGOUR Yossef : 346
YAKOUBI Ghulam Farouq : 392
YAKOUCHTINE Dimitri I. : 215
Yakuza (bandits japonais) : 64, 65, 66
YALE Seti : 260-261
YALIN-MOR Nathan : 99, 109
Yalta, conférence de — (1945) : 70
Yan'an (Chine) : 110
YANG QIQING : 114
YANGA Bernard : 332
YANI, général indonésien : 130
YARIV Aharon : 102, 108, 292, 293, 294, 301
YASSINE Adnan (« Abou Hani ») : 340
YDIGORAS FUENTES Miguel : 34, 176
YEDANOV Oleg A. : 119
YELLOW BIRD, opération de la CIA (en Chine, 1989) : 447
Yémen : 274, 308
YEROKHINE Dimitri A. : 70
Yougoslavie : 36-37, 43, 45, 87-91, 173, 209, 212, 348, 422, 442, 460, 463-464, 466 ; *voir* KOS, OZNA, UDB
Yougoslavie sous la terreur de la clique de Tito, La, brochure du PCF : 90
YOULINE Alexandre : 150
YOUNG George K. : 32, 170
YOUNG Terence : 205, 206
YOURTCHENKO Vitali S. : 215, 396, 464
YOUSAF général Mohammad : 398, 399
YU LEI : 444
YU SANG : 114
YU ZHENSAN : 444
YUMIN YUAN : 114
YUO ON YAO : 434

Z

ZAA (Zone autonome d'Alger, du FLN) : 140-142
ZABOTINE colonel : 14
Zadar (Croatie) : 90
ZADEH Hussein : 394
ZADMA capitaine Abdousalam : 330, 334
ZAHEDI général : 32, 34
ZAHIR SHAH, roi d'Afghanistan : 392
ZAHM Jacques : 56-57, 160, 161
Zaïre : 55, 233, 260-261, 263, 266, 268, 269, 270-272, 291, 333, 407, 427 ; *voir* CND
Zambie : 273
ZAISSER Wilhelm : 80, 83, 86
ZAÏTSEV Leonid S. : 215
ZAÏTZEV Ivan I. : 118
ZAKHAROV général Matueï V. : 17
ZAKHAROV Nikolai S. : 75
ZALENINE Andrei N. : 172
ZAMIR Zvika : 295, 297, 299, 300, 301
ZAMORRA Oscar : 242
Zanzibar : 273, 275
ZASA-DASA Miervaldis : 462
ZASLANI Reuven : 98
ZEEVI Rehavam : 301, 302
ZEIRA Élie : 300, 301
ZEN, plan anti-ETA : 286
ZENG TAO : 173
Zerb e-islami, parti (Afghanistan) : 398, 402
ZERHOUNI colonel Noureddine : 148
ZEROUAL Lamine : 145
ZHANG DEWEI : 407
ZHAO CANGBI : 118
ZHAO ZIYANG : 443
ZHONG JINGENG : 450
ZHOU ENLAI : 111-112, 113, 114, 116, 118, 123, 173, 174
ZHU ENTAO : 421, 446
ZHU RONGJI : 443
ZIA UL HAQ général Muhammad : 397, 398, 400, 401
ZIRAIR Nazih : 312
Zircon, satellite-espion : 359
ZOG, roi d'Albanie : 43, 44, 46
ZOLLING Hermann : 77
ZOU DAPENG : 113, 116, 118
ZOUITEN ; 339
ZOULOU, opération sud-africaine en Angola : 267
ZOUAÏTER Ouaël : 297
ZS, renseignement militaire tchécoslovaque : 193
ZUJOVIC Sreten : 89
ZUKULS général Stanislavs : 462
ZVIAS (président géorgien) : 461
Zyghi (Chypre) : 151
ZYRANOV lieutenant général Pavel I. : 74, 218

TABLE DES FICHES TECHNIQUES

Première partie
Naissance de la guerre froide

Les chefs des services soviétiques pendant la guerre froide 17
Stage de l'équipe Triton du 19 au 27 janvier 1953 38
Le KGB - Comité de la sécurité d'État 73
La Stasi 86
Interview d'Alain Montarras 96
La gestation des services israéliens 103
Les ministres de la Sécurité publique (Gonganbu) 118
Les chefs du renseignement indien depuis l'Indépendance 125

Deuxième partie
De la guerre d'Algérie à la guerre du Viêt-nam

Germain, alias Germanus 157
La sécurité militaire et la DPSD 163
L'affaire Penkovsky 181
Le KGB, 1967-1982 213
Techniques de la guerre secrète au Viêt-nam 226

Troisième partie
L'ébranlement du bloc soviétique

Stasi et HVA conseillers du tiers monde 273
Les services spéciaux marocains 277
Les services secrets portugais 289
Les chefs des services secrets israéliens jusqu'aux années 80 301
Les SR irakiens aux débuts de l'ère baasiste 305
Les méthodes très spéciales des SR syriens 320
Les services spéciaux italiens 326
L'attentat du DC10 332
Les services spéciaux de Saddam Hussein 352
La série « espionnage » au Fleuve noir 373

Les présidents du BND 377
Le KHAD, un KGB à la mode afghane 392
Quelques défecteurs des années 70 et 80 395
Les services pakistanais 401
Hezbollah : le parti de Dieu 411

Quatrième partie
La fin du monde coupé en deux

Deux conceptions de la CIA sous la présidence de Bush 428
Les services secrets de Deng Xiaoping en 1993 444
A Paris, les agents de Deng Xiaoping traquent les étudiants 446
KGB, la marche vers la dissolution et les nouveaux services russes ... 457
La transition des services dans les anciens pays communistes 460

TABLE DES ENCADRÉS

Les directeurs centraux du renseignement américain depuis la Seconde Guerre mondiale 27
Les patrons de l'espionnage soviétique 69
Les patrons de la « Piscine » 420
Les chefs du MI 6 de 1945 à nos jours 433

TABLE DES ORGANIGRAMMES

Première partie
Naissance de la guerre froide

Avanpost, le dispositif d'espionnage soviétique à l'étranger 16
Les réseaux GLADIO en France 58
Les différents apports des transfuges aux services occidentaux 68
L'OZNA, le service de Tito en 1946 88
La RAW d'Indira Gandhi 124

Deuxième partie
De la guerre d'Algérie à la guerre du Viêt-nam

Organigramme de l'organisation FNL d'Alger 142
La communauté américaine du renseignement 236

Troisième partie
L'ébranlement du bloc soviétique

Les services secrets sous Franco début des années 70 284
Les services de renseignement espagnols à l'étranger 287
Les nouveaux services de sécurité de l'OLP après l'accord Gaza-Jéricho entre Israéliens et Palestiniens 339
La chaîne de commandement du renseignement au moment de l'affaire Gibraltar 362
La direction des opérations (DDO) de la CIA sous Reagan en 1984 .. 387

Quatrième partie
La fin du monde coupé en deux

MI 6 ou Secret Intelligence Service (SIS) dans les années 90 431
La nébuleuse du renseignement japonais en 1993 451

La DST en 1945 473
Organigramme des réseaux GLADIO en Europe 474
Les services secrets d'URSS et de la CEI de 1917 à 1994 475
UDB, les services titistes en 1948 476
La communauté du renseignement albanais jusqu'en 1991 477
Le BND sous Gehrard Wessel 478
Les services tchécoslovaques en 1968 479
Ministère de la sécurité hongroise en 1985 480
La HVA à la veille de sa chute 481
Les services spéciaux italiens en 1980 482
La communauté syrienne du renseignement en 1983 483
La communauté irakienne du renseignement en 1989 484
Organigramme du Hezbollah libanais 485
Le MIT (Milli Istihbarat Teskilat) et la communauté du renseignement turc en 1980 486
Les services secrets de Deng Xiaoping en 1994 487

TABLE DES MATIÈRES

Préface d'Alexandre de Marenches 7
Introduction 9

Première partie
Naissance de la guerre froide

Dans les couloirs des services soviétiques 15
Du CIG à la CIA 18
Allen Dulles, un Américain bien tranquille 20
L'affaire Field 23
La « culture » américaine du renseignement 30
Renversez Mossadegh ! 31
Ed Landsdale, les Philippines et le président Magasaysay 33
Covert Action au Guatemala 34
Le SDECE socialiste 35
Un inédit : l'opération MINOS 36
Les opérations 39
Cherchez la taupe 41
Échec à l'opération VALUABLE 43
Attentat à Paris 45
GLADIO 46
Toile d'araignée sur l'Italie 47
La stratégie de la tension 49
André Moyen, homme clef des réseaux *Stay behind* 50
L'Europe du Glaive 53
La récupération des SR japonais après-guerre 63
La naissance du KGB 66
Le « Général gris » 75
Splendeur et misère de l'Organisation Gehlen 79
Combattant de la guerre froide 80
La fin d'une époque 81
Les tribulations du camarade Wolf 82
Tito et Ranković 87
Alliance et rupture avec l'URSS 89
Espionnage en solo 90
Naissance de la DST 91

D'Isser Halpérin à Isser Harel 97
L'irrésistible ascension du « Memouneh » 99
Plus dure sera la chute 101
Yitzhak Shamir, terroriste, agent secret et Premier ministre 109
Camarade Kang Sheng 110
L'écheveau des services de Pékin 112
Renversement d'alliance 114
Le KGB en Chine 118
Les SR indiens après l'indépendance 120
Gandhi, mère et fils 122
Le coup de Djakarta 127

Deuxième partie
De la guerre d'Algérie à la guerre du Viêt-nam

Les Allemands aux côtés du FLN 136
Double jeu 137
Les services du FLN 139
La Zone autonome d'Alger 140
La fédération de France 142
Du MALG à la SM 144
De la DDR à la SM 146
Trois têtes des services spéciaux algériens 146
Les services secrets égyptiens, clef de voûte de l'aide au FLN 148
Objectif : « le socialisme français » 152
Le temps de la République arabe unie (RAU) 154
Mission HORS-JEU, la première riposte de Paris 157
Gagner sur le terrain : CCI, GRE et 11e Choc 158
1958-1962. La période gaulliste 160
La DST 161
OAS, subversion et services secrets 162
On enlève Irving Brown 166
La CIA entre dans la danse 168
Du côté des Britanniques 170
Les frères ennemis du communisme 172
Le Mossad et les juifs d'Algérie 174
Le désastre de la baie des Cochons 175
Deux frères et un service secret 178
La planète des taupes 182
Profession : Spycatcher 183
La vérité sur le réseau SAPHIR 186
Angleton « agent du KGB » 189
Frolik passe à l'Ouest 192
StB contre DST 195
L'affaire Ben Barka 197
Fiction et réalité chez James Bond 199
Les personnages principaux 201
Les films 205
Vie et œuvre du camarade Andropov 207
Le KGB à l'ère Andropov 211

BND : l'ère Wessel 218
Le bourbier vietnamien 220
Les USA s'enfoncent dans la guerre 224
Opération CHAOS 227
Watergate Story 228
« Plombiers », G-men et CIA 230
Le temps des commissions 232
La mauvaise réputation 234
La CIA et l'Amérique latine 237
Contre-guérilla sanglante en Argentine 239
Le tombeau de « Che » Guevera 242
Au pays des escadrons de la mort 244
Le coup d'État du général Pinochet 246
Barberousse et Lenin 251

Troisième partie
L'ébranlement du bloc soviétique
et l'émergence des conflits du Moyen-Orient

Un style très à part 259
SARARI-Club et opération MOUSTIQUE 260
Service Action, le « joujou » de Marenches 262
Panique en Angola 264
Les guerres secrètes de l'UNITA 267
Marocains et Saoudiens derrière Savimbi 269
Kolwezi 270
BARRACUDA 273
Ian MacLeod, un agent trop bien infiltré 275
Les SOA, une opération marocaine 276
Agents secrets contre ETA 280
Les années Franco 282
L'ère Carrero Blanco 284
A l'heure de la transition démocratique 285
Les services de Felipe Gonzalez 287
Le Mossad à l'heure Amir 290
Le troisième conflit israélo-arabe 292
L'irruption du terrorisme palestinien 293
Les vedettes de Cherbourg 294
Le long bras de la vengeance 295
La guerre de 1973 299
Des comptes à régler 301
Les services secrets irakiens, de la monarchie à la République 302
Les débuts de l'ère baasiste 304
Saddam Hussein en route vers le pouvoir 306
Un « chien de guerre » 307
La longue marche des Syriens 309
Les années Rifaat (1970-1980) 312
La guerre des deux frères 315
Plus dure sera la chute 318
Carlos, l'homme de main 320

Le mystère du DC 9 324
L'odyssée du cargo *Eksund* 327
Les agents très secrets de Kadhafi 329
Les cibles 330
Les grands moyens du « bouillant colonel » 333
Yasser Arafat, l'OLP et les services spéciaux 334
Mission CHARLIE 336
Le chemin sanglant vers la paix 338
Services tunisiens : de l'indépendance aux années 80 340
Gafsa et après 341
Aux origines du MIDI-Club 343
Bennour passe la main 344
L'affaire Pollard 346
Les canons de Bagdad 348
Le clan des Takritis 349
Abou Nidal, l'homme-mystère 354
Maggie et les barbouzes de Sa Majesté 357
Le scandale *Spycatcher* 359
Le coup de Gibraltar : SAS contre IRA 360
Graham Greene, au service secret de Sa Majesté 363
L'école française du roman d'espionnage 365
Des civils à la tête du BND 374
Un tableau de chasse pour rien 377
La STASI et le terrorisme 379
Jours difficiles pour la CIA sous Jimmy Carter 381
Casey, l'œil et l'oreille du président Reagan 384
Alerte rouge à Kaboul 389
Les Soviétiques envahissent l'Afghanistan 391
Les tribulations du camarade Kouzichkine 393
Au secours des Moudjahidine 397
Vers la défaite soviétique 399
Suharto et ses hommes 403
Le BAKIN 405
Le retour de Ta Mok 406
CIA contre Hezbollah 407
Beyrouth, capitale de la guerre secrète 408
Les Pasdaran, fer de lance de la Révolution islamiste 412
MIT, le service secret turc 422

Quatrième partie
La fin du monde coupé en deux

George Bush, de la CIA à la Maison-Blanche 425
John Major remanie ses services 429
John le Carré : l'écrivain qui venait du froid 437
Les Services spéciaux de Leurs Majestés 440
Qiao Shi, l'étoile montante 441
La CIA sauve le savant Fang Lizhi 445
Love story mortelle à Tôkyô 447
La « veille technologique » du renseignement japonais 450

Coup d'État à Moscou : le crépuscule du KGB 453
Quatre chefs des nouveaux services russes 455
Le nouveau KGB d'Eltsine 456
Le GRU monte en puissance 459
L'affaire Ames 464
Le monde du renseignement de l'an 2000 466

Annexes

Documents complémentaires 473
Sources des deux tomes 489
Choix bibliographique 492
Sources des illustrations 507
Index 509
Table des fiches techniques 555
Table des encadrés 556
Table des organigrammes 557

Ouvrage composé par Nord Compo
et achevé d'imprimer en avril 1994
sur presse CAMERON,
dans les ateliers de la S.E.P.C.
à Saint-Amand-Montrond (Cher)
pour le compte des éditions Robert Laffont
24, avenue Marceau, 75008 Paris

Dépôt légal : avril 1994.
N° d'Édition : 35291. N° d'Impression : 978.